

# Zivilrechtliche Umwelthaftung in Frankreich und Deutschland

## La responsabilité délictuelle en matière de pollution de l'environnement en droit français et en droit allemand

Inaugural-Dissertation  
zur Erlangung des akademischen Grades eines Doktors der Rechte  
durch die Rechtswissenschaftlichen Fakultäten  
der Westfälischen Wilhelms-Universität Münster und der Université Paris Ouest-  
Nanterre La Défense

vorgelegt von  
Anna Brüggemann  
aus Ahaus  
2009

Erster Berichterstatter: Prof. Dr. Heinrich Dörner,  
Westfälische Wilhelms-Universität Münster

Zweite Berichterstatterin: Pascale Bloch, Agrégée des Facultés de Droit,  
Professeur à l'Université Paris 13

Dekan: Prof. Dr. Heinz-Dietrich Steinmeyer

Tag der mündlichen Prüfung: 23. Juni 2009

Prüfungskommission: Prof. Dr. Heinrich Dörner,  
Westfälische Wilhelms-Universität Münster  
Prof. Dr. Gerald Mäscher,  
Westfälische Wilhelms-Universität Münster  
Philippe Dubois,  
Professeur à l'Université Paris Ouest-  
Nanterre La Défense  
Marie-France Nicolas,  
Maître de conférences,  
Université Paris Ouest-Nanterre La Défense

## **Danksagung**

Ich danke den beiden Betreuern dieser Promotion, Professor Dörner von der Westfälischen Wilhelms-Universität Münster, und Professor Dubois von der Université Paris Ouest-Nanterre. Professor Dörner gebührt mein besonderer Dank für den Vorschlag des Themas dieser Arbeit und die schöne und interessante Zeit an seinem Lehrstuhl.

Ich danke auch meinen Kolleginnen und Kollegen am Lehrstuhl für Internationales Privatrecht und Bürgerliches Recht im Institut für Internationales Wirtschaftsrecht für die kollegiale Atmosphäre und die anregenden Diskussionen. Besonders danke ich Daniel Lübcke für die kritische Lektüre dieser Arbeit.

Ich danke Bertram Klein, der mich durch verschiedene Ortswechsel meiner- und seinerseits von Stony Brook, Heidelberg und München aus immer verlässlich unterstützt hat.

Ich danke meinen Eltern, die mich immer unterstützt und in meiner Studien- und Promotionszeit ermutigt und gefördert haben, und meinen Schwestern, die immer für mich da waren.

Ich danke dem DAAD, der die Entstehung dieser Arbeit durch die Förderung meines Forschungsaufenthalts in Frankreich mit einem Doktorandenstipendium unterstützt hat.



# Résumé de la thèse

## Introduction

L'objet de cette thèse est la comparaison des normes qui règlent la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement. Il s'agit de l'ensemble des normes qui servent à compenser les dommages causés par l'intermédiaire du milieu naturel, par exemple les dommages causés par l'intermédiaire de l'eau, de l'air ou du sol, ou par le bruit.

Ces règles ont une grande importance pratique en Allemagne et en France à cause du grand nombre d'incidents qui ont des répercussions négatives sur l'environnement dans les deux pays. Certains de ces incidents ont suscité beaucoup de réactions dans les médias. L'incendie dans l'usine chimique de Sandoz, près de Bâle, en 1986 a causé la pollution des parties françaises et allemandes du Rhin. Une grande partie de l'eau utilisée pour limiter le sinistre, mélangée avec des produits chimiques, s'est déversée dans le Rhin.

Le dommage écologique se définit comme tout dommage causé à l'environnement lui-même, indépendamment des répercussions sur les personnes ou sur les biens. Si ce dommage n'a pas de répercussions sur les personnes ou sur les biens, on parle d'un dommage écologique pur ou d'un dommage écologique stricto sensu. Dans ce domaine, le droit civil atteint ses limites. Les règles concernant ce genre de dommage sont comparés dans la mesure où le droit civil essaye de trouver un moyen de les réparer.

La responsabilité contractuelle pour des dommages causés par la pollution de l'environnement ainsi que le droit public de la responsabilité (par exemple la possibilité pour l'Etat de demander la reconstruction d'un site naturel détruit) ne sont pas comparés.

La responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement a deux fonctions majeures qu'il faut prendre en considération. La première est la fonction de réparation des dommages (*Ausgleichsfunktion*). Cette fonction aide à réaliser le principe pollueur-payeur, qui est reconnu en droit de l'environnement allemand et français (voir art. 174 alinéa 2 phrase 2 du Traité instituant la Communauté européenne, art. L. 110-1 alinéa 2 du Code de l'environnement). Selon ce principe, le pollueur doit supporter les frais qui résultent de son activité polluante.

Deuxièmement, la responsabilité civile a une fonction de prévention (*Präventionsfunktion*). La responsabilité civile peut prévenir le développement de nouveaux dommages parce qu'elle oblige celui qui a causé un dommage à le réparer. Par conséquent, les activités qui causent un dommage à l'environnement deviennent plus chères, ce qui aboutit à un effet dissuasif et à la prévention de nouveaux dommages. Cette fonction aide à réaliser le principe de prévention et le principe de précaution, deux principes importants du droit de l'environnement (voir art. 174 alinéa 2 phrase 2 du Traité instituant la Communauté européenne). Le principe de précaution signifie que l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable (art. L. 110-1 alinéa 2 du Code de l'environnement). Le principe de prévention signifie que les atteintes à l'environnement doivent être empêchées, en priorité à la source, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable (art. L. 110-1 alinéa 2 du Code de l'environnement).

Il faut aussi tenir compte des problèmes typiques de la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement. Il s'agit de trois problèmes majeurs.

Premièrement, il est souvent difficile de déterminer le lien de causalité entre le fait polluant et le dommage. Ce problème résulte du fait qu'il y a souvent beaucoup de pollueurs potentiels et beaucoup de causes possibles, et que chaque cause ne contribue que partiellement au dommage.

Deuxièmement, dans le domaine de la responsabilité civile pour des dommages causés par la pollution de l'environnement, les règles de droit public de l'environnement jouent un rôle important. Ces règles régissent une grande partie des activités qui peuvent avoir un effet négatif sur l'environnement et sur les droits des tiers. Elles peuvent aussi influencer le droit civil.

En définitive, les dommages causés par la pollution de l'environnement sont souvent des dommages écologiques purs, qui n'entrent pas dans le champ d'application traditionnel du droit civil.

La comparaison permet de savoir quelles sont les solutions que le droit français et le droit allemand ont trouvées pour ces problèmes, et quelles solutions servent le mieux à les résoudre. Il faut surtout considérer dans quelle mesure les solutions proposées arrivent à réparer et à prévenir des dommages.

## **Première partie: Droit de la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement en droit français et en droit allemand**

Pour effectuer cette comparaison, il faut d'abord présenter les règles principales qui régissent le droit de la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement en droit français et en droit allemand.

### **A. Droit français**

La règle de responsabilité en matière de pollution de l'environnement la plus importante en droit français est la théorie des troubles anormaux de voisinage. Cette théorie a été développée par la jurisprudence. Elle ouvre un droit à réparation à la victime dans les cas où il y a des troubles anormaux de voisinage. La notion de trouble comprend surtout des nuisances résultant du bruit, des vibrations, des odeurs, des fumées, des poussières, de la privation de lumière et de soleil, de la privation de visibilité, de la détérioration de la vue ou de la pollution des eaux. Le trouble doit être anormal, c'est à dire qu'il doit être d'une certaine intensité et dépasser un certain seuil de tolérance.

Le champ d'application vaste de la théorie des troubles anormaux de voisinage est limité surtout par l'art. L. 112-16 du Code de la construction et de l'habitation. Cette norme, qui est souvent critiquée, exclut le droit à réparation notamment dans le cas dans lequel l'occupant d'un bâtiment affecté par un trouble émanant de certaines activités commerciales s'est établi après le début des activités du voisin.

Par conséquent, il peut être plus avantageux pour la victime de s'appuyer sur la responsabilité du fait des choses, qui a été développée par la jurisprudence sur la base de l'art. 1384 alinéa 1 du Code civil. Cette règle prévoit une

responsabilité du gardien du fait des choses qu'il a sous sa garde. Le gardien doit avoir le pouvoir d'usage, de direction et de contrôle sur la chose. La notion de chose est très large. La preuve d'une faute n'est pas nécessaire.

La responsabilité délictuelle pour faute (art. 1382, 1383 du Code civil) a aussi une certaine importance en matière de responsabilité civile pour la pollution de l'environnement. Cette responsabilité nécessite une faute, c'est à dire une illicéité qui est imputable au responsable. Par conséquent, le responsable doit avoir agi soit avec l'intention de nuire, soit par imprudence ou négligence.

Dans des cas spéciaux, l'art. 1384 alinéa 2 du Code civil peut être applicable. Selon cet article, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable. Cette norme introduit une responsabilité pour faute du détenteur des biens dans lesquels un incendie s'est produit.

La responsabilité pour risque est applicable en matière de pollution de l'environnement dans certains cas spéciaux. D'après l'art. L. 142-2 du Code de l'aviation civile, l'exploitant d'un aéronef est responsable de plein droit des dommages causés par les évolutions de l'aéronef ou les objets qui s'en détacheraient aux personnes et aux biens situés à la surface. Cette règle s'applique surtout dans le cas de dommages causés par le bruit des aéronefs. L'art 75-1 du Code minier dispose que l'explorateur ou l'exploitant, ou à défaut le titulaire du titre minier, est responsable des dommages causés par son activité. Cette norme est surtout applicable s'il y a des vibrations causées par une activité minière.

A la suite de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001, qui a tué trente personnes, blessé plusieurs centaines de gens et causé des dégâts matériels importants, le législateur français a introduit la possibilité d'indemnisation des dommages causés à l'habitation principale par le *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*. L'indemnisation peut être obtenue si l'état de catastrophe technologique a été constaté par l'autorité administrative compétente et l'habitation principale n'est pas couverte par un contrat d'assurance (art. 128-1 et suiv. du Code des assurances, art. 421-16 du Code des assurances).

Un deuxième fonds, le *Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante*, a été créé pour permettre l'indemnisation des personnes qui ont subi un préjudice causé par l'exposition à l'amiante.

Le dommage écologique pur peut être indemnisé en France dans certains cas. L'art. L. 142-2 du Code de l'environnement et d'autres dispositions du droit de l'environnement ouvrent la possibilité à certaines associations et fédérations d'exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre et constituant une infraction à des dispositions législatives déterminées.

## **B. Droit allemand**

En droit allemand, la responsabilité délictuelle joue un rôle important. Il s'agit surtout du paragraphe 823 alinéa 1 et alinéa 2 du Bürgerliches Gesetzbuch (BGB, Code civil allemand). Ces règles prévoient une responsabilité pour faute. Par conséquent, pour remplir les conditions de ces règles, il doit y avoir la violation d'une règle (l'illicéité), commise avec l'intention de nuire ou par négligence ou imprudence.

Le paragraphe 823 alinéa 1 BGB exige la violation de certains droits. Le paragraphe 823 alinéa 1 BGB mentionne la vie,

l'intégrité corporelle, la liberté, la propriété, et d'autres droits absolus. Parmi ces autres droits, surtout le droit qui protège l'exercice d'une profession artisanale, commerciale ou industrielle, le droit d'appropriation des chasseurs et des pêcheurs, et le droit d'usage de l'eau sont importants du point de vue de cette comparaison.

Le paragraphe 823 alinéa 2 BGB exige la violation d'une loi protégeant les intérêts d'une personne. Par conséquent, cette règle a un champ d'application limité.

Les règles de la responsabilité entre voisins en droit allemand (paragraphe 14 phrase 2 du Bundes-Immissionsschutzgesetz (BImSchG, loi anti-pollution) 23 phrase 2 du Gentechnikgesetz (GenTG, loi régissant les manipulations génétiques), paragraphe 906 alinéa 2 phrase 2 BGB) donnent droit à réparation en argent, mais pas à réparation en nature. Elles sont d'une grande importance en pratique, parce qu'elles s'appliquent expressément à des dommages causés par certaines formes de pollution et parce qu'une faute n'est pas nécessaire.

Le paragraphe 906 alinéa 2 phrase 2 BGB ouvre un droit à indemnisation s'il y a un trouble qui cause une atteinte grave à un immeuble, et si le voisin doit tolérer le trouble parce qu'il s'agit d'un trouble causé par un usage de l'immeuble voisin qui ne diffère pas trop de l'usage normal des immeubles du voisinage et qui ne peut pas être évité par des mesures économiquement raisonnables. Le trouble doit causer une atteinte à l'utilisation normale de l'immeuble voisin qui n'est pas acceptable.

Le paragraphe 14 phrase 2 BImSchG donne un droit à des dommages-intérêts dans certains cas. Le paragraphe 14 phrase 1 BImSchG prévoit que personne ne doit obtenir la fermeture d'une installation classée autorisée par l'Etat. Il est seulement possible de demander des mesures

préventives et, si ces mesures préventives ne sont pas (techniquement) possibles, des dommages-intérêts (paragraphe 14 phrase 2 BImSchG).

Le paragraphe 23 phrase 2 GenTG correspond au paragraphe 14 phrase 2 BImSchG en matière d'organismes génétiquement modifiés. Cette norme prévoit la responsabilité pour des dommages causés par des activités autorisées concernant des organismes génétiquement modifiés.

En droit allemand, il y a plusieurs normes qui prévoient une responsabilité du risque créé, sans faute, en matière de pollution de l'environnement. Le champ d'application de chacune de ces normes est limité.

Le paragraphe 1 Umwelthaftungsgesetz (Loi relative à la responsabilité civile pour les dommages résultant de la pollution de l'environnement) existe depuis 1991. Cette loi prévoit la responsabilité pour des dommages causés par des émissions certaines des installations énumérées par la loi. Les dommages doivent être causés par l'intermédiaire d'émissions (par exemple par des matières solides ou gazeuses, la vibration, le bruit, la pression, la radiation la vapeur, la chaleur). Même si cette règle a été créée expressément pour permettre la réparation de dommages causés par la pollution, elle a un champ d'application très étroit et n'est que rarement utilisée.

Les autres lois qui créent une responsabilité sans faute en matière de pollution de l'environnement sont plus anciennes.

Le paragraphe 22 Wasserhaushaltsgesetz (loi relative à la gestion et à la fourniture de l'eau) prévoit la responsabilité pour la pollution de l'eau qui cause un changement de la qualité de l'eau et pour la pollution de l'eau par des installations définies par la loi.

Le paragraphe 33 alinéa 1 Luftverkehrsgesetz (loi sur la navigation aérienne) régit la responsabilité pour des dommages accidentels causés par un aéronef en évolution.

Le paragraphe 32 alinéa 1 Gentechnikgesetz (loi régissant les manipulations génétiques) prévoit la responsabilité pour des dommages causés par des qualités d'un organisme qui résultent de manipulations génétiques.

Le paragraphe 2 alinéa 1 Haftpflichtgesetz (loi sur la responsabilité civile des établissements des chemins de fer et des producteurs d'énergie) prévoit la responsabilité des gardiens pour le dommage causé par l'électricité, les matières gazeuses ou liquides ou la vapeur. Ces matières ou l'électricité doivent être émises par des installations utilisées pour leur transmission ou leur distribution.

Le paragraphe 114 alinéa 1 Bundesberggesetz (loi sur les mines, code minier allemand) prévoit la responsabilité de l'exploitant et du titulaire du droit minier pour le dommage causé par des activités minières.

En Allemagne, il n'existe qu'un seul fonds d'indemnisation qui est applicable aux dommages causés par la pollution de l'environnement. Il s'agit d'un fonds d'indemnisation des dommages causés par des boues d'épuration.

## **Deuxième partie: Comparaison des solutions françaises et allemandes**

Les règles de la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement en droit français et en droit allemand présentent des similitudes mais aussi des différences.

Dans les deux pays, la responsabilité sans faute joue un rôle important. Surtout la responsabilité entre voisins est d'une grande importance parce qu'elle a été créée spécialement pour des cas typiques de dommages causés par pollution. En France, il s'agit de la théorie des troubles anormaux du voisinage, en Allemagne, il s'agit des paragraphes 906 alinéa 2 phrase 2 BGB, 14 phrase 2 BImSchG, 23 phrase 2 GenTG.

La responsabilité entre voisins est très avantageuse pour la victime parce qu'elle ne demande pas l'existence d'une faute. Mais elle présente aussi des inconvénients. La théorie des troubles anormaux de voisinage et le paragraphe 906 alinéa 2 phrase 2 BGB exigent que le trouble dépasse un certain seuil. En France, on demande l'anormalité du trouble. En Allemagne, le trouble doit surtout causer une atteinte à l'utilisation normale de l'immeuble voisin qui n'est pas acceptable.

La responsabilité pour troubles de voisinage en France est plus avantageuse pour la victime que les règles allemandes de responsabilité entre voisins pour plusieurs raisons.

La notion de trouble est interprétée d'une manière plus extensive en France qu'en Allemagne. En France, cette notion inclut aussi la privation d'air et de soleil ou la détérioration de la vue, ce qui n'est pas admis en Allemagne. La notion de voisins est aussi plus extensive en France qu'en Allemagne. Surtout, le droit français admet que des personnes qui utilisent régulièrement l'immeuble lésé sans avoir de droit réel sur

l'immeuble ou sans être locataires de l'immeuble peuvent se prévaloir de la théorie des troubles anormaux de voisinage, ce qui n'est pas possible en Allemagne.

A côté des normes qui déterminent la responsabilité entre voisins, une deuxième catégorie de normes crée une responsabilité sans faute pour dommages causés par des installations ou des activités dangereuses. Cette catégorie comprend des normes de la responsabilité pour risque et des normes de la responsabilité du fait des choses (art. 1384 alinéa 1 du Code civil).

En Allemagne, il y a plusieurs cas de responsabilité pour risque en matière de pollution de l'environnement. Chaque règle a un champ d'application très limité.

En France, il existe seulement deux cas majeurs de responsabilité pour risque en matière de pollution de l'environnement: L'art. L. 142-2 du Code de l'aviation civile et l'art 75-1 du Code minier.

La responsabilité du gardien du fait des choses qu'il a sous sa garde (art. 1384 alinéa 1 du Code civil) remplit le rôle de la responsabilité pour risque en France, au moins en partie. Cette responsabilité a été développée par la jurisprudence sur la base de l'art 1384 alinéa 1 du Code civil. Il s'agit d'une règle de responsabilité sans faute souple et flexible qui s'applique à toutes les choses. Elle exige que la chose joue un rôle actif dans la réalisation du dommage. Le rôle actif implique une anomalie de la chose, par exemple dans son fonctionnement ou dans son maniement. Cette règle de responsabilité est plus flexible que les règles de responsabilité pour risque et a donc un champ d'application plus grand que ces règles.

Les règles de la responsabilité pour faute sont d'une certaine importance en droit français et en droit allemand de la responsabilité civile en matière de pollution de

l'environnement. Dans ce cadre, les art. 1382 et 1383 du Code civil sont plus favorables à la personne lésée que le paragraphe 823 alinéa 1, alinéa 2 BGB. Le paragraphe 823 BGB exige, à côté de la faute, la violation de certains droits (paragraphe 823 alinéa 1 BGB) ou la violation d'une loi qui sert à protéger la personne lésée (paragraphe 823 alinéa 2 BGB).

La responsabilité pour faute se rapproche de plus en plus de la responsabilité sans faute, car le législateur et la jurisprudence développent de plus en plus des obligations régissant les activités (potentiellement) polluantes pour prévenir le développement de nouveaux dommages. Souvent, ces obligations résultent du droit public. Mais l'observation des règles écrites de droit public pour une certaine activité n'exclut pas l'existence d'une faute. Par conséquent, il devient de plus en plus facile de constater l'illicéité et, par conséquent, une faute. Cette tendance peut être observée en France et en Allemagne.

En France, la victime d'un dommage peut demander la réparation de plus de genres de dommages qu'en Allemagne, mais le montant des dommages-intérêts peut souvent être moins élevé en France.

Le droit allemand exige la violation de certains droits subjectifs (par exemple de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la propriété) dans la plupart des cas de responsabilité, par exemple dans le cas de la responsabilité délictuelle (paragraphe 823 alinéa 1 BGB) et dans le cas de la plupart des règles de la responsabilité pour risque. En France, la réparation du dommage économique est possible dans tous les cas et n'exige pas la violation de certains droits subjectifs.

La réparation du dommage moral en France est possible dans de plus nombreux cas qu'en Allemagne. En Allemagne, le dommage moral est réparé à condition qu'il y ait la violation

de certains droits subjectifs (paragraphe 253 alinéa 2 BGB). Il faut qu'il y ait une violation de l'intégrité corporelle, de la santé, de la liberté ou de l'autodétermination sexuelle. Cette condition n'existe pas en droit français.

Dans le cas de la responsabilité entre voisins en Allemagne (paragraphe 906 alinéa 2 phrase 2 BGB), seule une indemnisation équitable en argent est prévue, pas des dommages-intérêts. Cette indemnisation peut être moins élevée que les dommages-intérêts.

En Allemagne, la réparation en nature est prioritaire par rapport à la réparation en argent. Cette règle, qui n'existe pas en France, est favorable à l'environnement parce qu'elle permet de reconstituer l'état de la nature avant le fait dommageable.

Il y a une grande différence systématique entre le droit français et le droit allemand en ce qui concerne la réparation en nature. En France, la victime du dommage qui a droit à la réparation en nature peut demander la cessation du trouble ou de la situation illicite ainsi que la réparation du dommage. En Allemagne, la cessation de la situation illicite ne fait pas partie de la réparation en nature et peut être demandée seulement en application de certaines normes.

La détermination du lien causal entre le fait dommageable et le dommage pose des problèmes en France et en Allemagne. Elle est difficile surtout s'il y a plusieurs personnes qui peuvent être responsables. Le problème se pose du point de vue matériel ainsi que du point de vue de la preuve.

La détermination du lien causal est souvent facilitée par l'application de la responsabilité in solidum (*Gesamtschuld*). Dans ce cas, chacun est responsable pour l'ensemble du dommage. Cette solution est applicable seulement dans certains cas. Le droit français et le droit allemand exigent que

le lien de causalité se rapporte au dommage entier. Dans le détail, les conditions d'applicabilité de cette solution sont différentes en France et en Allemagne.

La charge d'établir l'existence du rapport de causalité incombe au demandeur. En matière de pollution de l'environnement, la victime d'un dommage a souvent des difficultés pour établir le lien de causalité entre la faute ou le fait dommageable et le dommage.

C'est pourquoi le législateur et la jurisprudence modifient souvent la charge de la preuve, surtout par l'introduction de présomptions de causalité. Ces présomptions existent en France et en Allemagne. Elles demandent en général que le lien causal soit vraisemblable eu égard aux faits établis. La jurisprudence allemande allège la charge de la preuve dans le cas de violation des règles d'émission par l'émetteur. Ces développements aident à réaliser la fonction de réparation des dommages du droit de la responsabilité civile.

La réparation des dommages aux intérêts collectifs (dommages écologiques purs) est possible indirectement si le juge ordonne la réparation en nature du dommage aux intérêts privés. La réparation en nature aboutit souvent à la réparation des dommages causés à l'environnement. Le champ d'application de la réparation en nature est plus large en Allemagne qu'en France à cause de la priorité de la réparation en nature en droit allemand qui n'existe pas en France.

En plus, le législateur français a créé des possibilités de réparation des dommages aux intérêts collectifs. Certaines associations agréées de protection de l'environnement et certaines fédérations peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les faits portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre et constituant une infraction aux dispositions législatives définies. La norme centrale dans ce contexte se

trouve dans l'art. L. 142-2 du Code de l'environnement, mais il y a aussi d'autres dispositions qui ont un contenu similaire. La jurisprudence a récemment étendu le champ d'application de ce droit. Elle admet l'action en justice des associations non seulement devant le juge pénal, mais aussi devant le juge civil.

Pour les cas dans lesquels l'indemnisation de la victime par le pollueur n'est pas possible, des fonds d'indemnisation ont été créés en France et en Allemagne. Le champ d'application de chaque fonds est très restreint. Les fonds ne peuvent pas aider la victime en dehors de certains cas spéciaux.

## Conclusion

Le droit français de la responsabilité civile en matière d'environnement est souvent mieux adapté aux intérêts de la victime que le droit allemand. Les règles de responsabilité sont souvent développées par la jurisprudence, et sont donc des règles souples, et facilement adaptables aux besoins. Les conditions de la responsabilité sont souvent moins strictes qu'en droit allemand. La violation de certains droits n'est pas nécessaire, la notion de voisinage est définie d'une manière plus large en France qu'en Allemagne, et la réglementation des dommages-intérêts est souvent plus favorable à la victime en France qu'en Allemagne. Par conséquent, la fonction de réparation et ainsi la fonction de prévention sont souvent mieux réalisées par le droit français. Mais il faut prendre en considération que le montant des dommages-intérêts en France est souvent moins élevé qu'en Allemagne.

En France seules, les associations et fédérations de protection de l'environnement ont la possibilité de porter plainte en cas de violation d'intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre et ont la possibilité d'obtenir des dommages-intérêts pour des dommages écologiques purs.

L'introduction d'une réglementation européenne en matière de responsabilité civile pour pollution de l'environnement serait souhaitable parce que la pollution de l'environnement, qui ne s'arrête pas aux frontières, est un problème international. Les institutions européennes ont reconnu ce problème. Un livre vert de la Commission européenne sur la réparation des dommages causés à l'environnement de 1993 (COM/1993/47final) laisse apparaître que la Commission européenne était favorable à un tel projet. Le livre blanc de la Commission européenne sur la responsabilité environnementale de 2000 (COM/2000/66final) a confirmé cette tendance. Néanmoins, la responsabilité civile pour

dommages causés par la pollution de l'environnement n'a pas été incluse dans la directive 2004/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Par conséquent, l'introduction d'un droit européen de la responsabilité civile en matière de pollution de l'environnement n'a pas encore été mis en place.

Il serait souhaitable d'introduire une responsabilité pour risque (sans faute) qui se rattacherait aux activités dangereuses pour l'environnement. Pour limiter la portée de cette règle, qui a des conditions larges, on devrait exiger la violation de certains droits subjectifs. Pour permettre aux personnes concernées de conclure des contrats d'assurance, un plafond de couverture devrait être introduit.

De plus, pour aider la victime dans les cas où la détermination du lien de causalité est difficile, il faudrait introduire une présomption de causalité. Cette présomption devrait s'appliquer si la causalité paraît vraisemblable à cause de certains faits connus.

Pour compléter le régime de la responsabilité, il faudrait introduire un droit pour les associations de demander des dommages-intérêts pour des dommages aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre, et créer un fonds d'indemnisation complémentaire qui permettrait aux victimes d'être indemnisées dans les cas où il n'y a pas de possibilité effective d'obtenir des dommages-intérêts de l'auteur du dommage. Le financement du fonds devrait être assuré par les personnes dont les activités présentent le risque de causer un dommage. Il devrait s'orienter vers la probabilité du dommage. Ainsi, la fonction de réparation des dommages et la fonction de prévention du droit de la responsabilité seraient assurées d'une manière optimale.



# Inhaltsübersicht

Inhaltsverzeichnis .....	II
Abkürzungsverzeichnis .....	XVII
<b>Teil 1: Einleitung</b> .....	<b>1</b>
<b>Teil 2: Umwelthaftung in Deutschland</b> .....	<b>30</b>
Kapitel 1: Deliktshaftung .....	33
Kapitel 2: Aufopferungshaftung .....	88
Kapitel 3: Gefährdungshaftung .....	126
Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander .....	184
Kapitel 5: Art und Umfang des Schadensersatzes .....	187
Kapitel 6: Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme .....	201
Kapitel 7: Fondslösungen .....	252
<b>Teil 3: Umwelthaftung in Frankreich</b> .....	<b>255</b>
Kapitel 1: Deliktshaftung .....	258
Kapitel 2: Théorie des troubles anormaux du voisinage .....	291
Kapitel 3: Gefährdungshaftung .....	320
Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander .....	326
Kapitel 5: Rechtsfolgen .....	330
Kapitel 6: Causalité .....	345
Kapitel 7: Fondslösungen .....	371
Kapitel 8: Ansprüche von associations .....	386
<b>Teil 4: Vergleich</b> .....	<b>405</b>
Kapitel 1: Mikrovergleich .....	406
Kapitel 2: Makrovergleich .....	455
<b>Teil 5: Vorschläge für den Inhalt eines vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts</b> .....	<b>457</b>
<b>Teil 6: Zusammenfassung der Ergebnisse</b> .....	<b>483</b>
Literaturverzeichnis .....	487

# Inhaltsverzeichnis

Abkürzungsverzeichnis .....	XVII
-----------------------------	------

<b>Teil 1: Einleitung .....</b>	<b>1</b>
A. Eingrenzung des Vergleichs .....	7
I. Zu vergleichendes Problem .....	7
1. Umwelthaftungsrecht .....	7
2. Möglichkeit des Ersatzes ökologischer Schäden .....	9
II. Aus dem Vergleich ausgenommene Bereiche .....	10
B. Funktionen des Umwelthaftungsrechts .....	13
I. Ausgleichsfunktion, Zusammenhang mit dem Verursacherprinzip .....	13
II. Präventionsfunktion, Zusammenhang mit Vorbeuge- und Vorsorgeprinzip .....	14
C. Besondere Probleme der Umwelthaftung .....	18
I. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme .....	18
II. Einfluss öffentlich-rechtlicher Vorschriften auf das Umwelthaftungsrecht .....	20
III. Schäden an kollektiven Interessen .....	21
IV. Möglichkeiten des Schadensersatzes über Umwelthaftungsfonds .....	21
V. Schadensverursachung durch Störfall oder Normalbetrieb .....	22
D. Internationale Entwicklungen .....	23
I. Europäische Gemeinschaft .....	23
1. Grünbuch der Europäischen Kommission vom 16. Juni 1993 .....	24
2. Weißbuch der Europäischen Kommission vom 9. Februar 2000 .....	24
3. Richtlinie vom 21. April 2004 und ihre Umsetzung .....	25
II. Konvention des Europarats .....	26
E. Ziel des Vergleichs .....	27
F. Gang der Arbeit .....	28
I. Länderberichte .....	28
II. Vergleich .....	28
III. Vorschläge für den Inhalt eines vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts .....	29

**Teil 2: Umwelthaftung in Deutschland ..... 30**

**Kapitel 1: Deliktshaftung..... 33**

A. § 823 I BGB .....	33
I. Rechts- oder Rechtsgutsverletzung .....	33
1. Leben, Körper, Gesundheit.....	33
2. Eigentum .....	34
a) Umfang des Eigentumsrechts.....	35
b) Möglichkeiten der Verletzung des Eigentumsrechts .....	37
aa) Entzug des Eigentumsrechts, Entzug oder Vorenthaltung des Besitzes.....	37
bb) Eingriffe in die Sachsubstanz.....	38
cc) Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit .....	38
dd) Lieferung einer mangelhaften Sache .....	40
3. Sonstiges Recht.....	41
a) Beschränkt dingliche Rechte.....	41
b) Anwartschaftsrecht .....	42
c) Besitz .....	42
d) Wassernutzungsrechte.....	43
e) Jagd- und Jagdausübungsrecht, Fischerei- und Fischereiausübungsrecht.....	44
f) Eingerichteter und ausgeübter Gewerbebetrieb.....	45
4. Vorschläge der Erweiterung des Rechtsgüterschutzes .....	48
a) Erweiterung des Begriffs der Körper- oder Gesundheitsverletzung	48
b) Rechte auf Teilhabe an Umweltgütern als sonstige Rechte .....	50
c) Allgemeines Persönlichkeitsrecht.....	53
d) Fazit.....	55
II. Tun oder Unterlassen.....	55
III. Rechtswidrigkeit.....	55
1. Verkehrssicherungspflichten .....	57
a) Entstehung von Verkehrssicherungspflichten .....	58
b) Art und Umfang von Verkehrssicherungspflichten.....	59
c) Verkehrssicherungspflichten bei der Umwelthaftung.....	60
aa) Verkehrssicherungspflichten der Rechtsprechung .....	60
bb) Rückgriff auf sonstige Vorschriften und Regelwerke .....	62
2. Verkehrssicherungspflichten im Verhältnis zu öffentlich-rechtlichen Vorschriften, Genehmigungen und technischen Regeln Privater.....	63
a) Öffentlich-rechtliche Vorschriften .....	63
b) Technische Regeln privater Institutionen.....	65
c) Öffentlich-rechtliche Genehmigungen .....	66
aa) Verkehrssicherungspflichten.....	66
bb) Rechtfertigende Wirkung.....	67
IV. Verschulden .....	69
V. Einfluss der Duldungspflichten nach den §§ 906 ff. BGB auf Rechtswidrigkeit und Verschulden.....	73
VI. Rechtsfolge: Schadensersatz, §§ 249 ff. BGB .....	75
VII. Beispiele aus der Rechtsprechung.....	75
B. § 823 II BGB.....	77
I. Schutzgesetz.....	78
1. Gesetz .....	78

2. Zweck: Schutz eines anderen .....	80
3. Beispiele aus der Umwelthaftung .....	81
a) Öffentliches Recht.....	81
b) Strafrecht, Ordnungswidrigkeitenrecht.....	84
c) Zivilrecht.....	85
II. Rechtswidrigkeit.....	85
III. Verschulden .....	85
IV. Schadensersatz, §§ 249 ff. BGB, Mitverursachung, § 254 BGB .....	86
V. Beispiele aus der Rechtsprechung.....	86
C. Fazit.....	86
<b>Kapitel 2: Aufopferungshaftung .....</b>	<b>88</b>
A. § 906 II S. 2 BGB.....	88
I. Einwirkung.....	89
II. Wesentliche Beeinträchtigung.....	91
III. Ortsübliche Benutzung des störenden Grundstücks.....	94
1. Vergleichsgebiet .....	95
2. Ortsüblichkeit .....	95
3. Konsequenz: Zurückdrängung von Unterlassungsansprüchen .....	97
IV. Verhinderung nicht durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen möglich .....	97
V. Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus.....	98
1. Ortsübliche Benutzung des Grundstücks.....	99
2. Beeinträchtigung über das zumutbare Maß hinaus .....	99
VI. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner .....	100
1. Anspruchsinhaber .....	100
2. Anspruchsgegner.....	102
VII. Inhalt des Anspruchs .....	103
1. Ersatzfähiger Schaden .....	103
2. Entschädigung oder Schadensersatz .....	103
VIII. Ausschluss nach Planfeststellungsverfahren .....	105
IX. Beweislast .....	105
1. Anspruchsteller.....	105
2. Anspruchsgegner.....	106
X. Besonderheiten bei der Haftung für den Eintrag gentechnisch veränderter Organismen .....	106
1. Wesentlichkeit.....	108
a) Ohne Berücksichtigung des § 36a GenTG.....	108
b) Gemäß § 36a GenTG.....	109
2. Ortsüblichkeit .....	111
3. Wirtschaftliche Unzumutbarkeit.....	111
4. Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus .....	111
5. Fazit.....	111
XI. Beispiele aus der Rechtsprechung .....	112
B. Allgemeiner nachbarrechtlicher Ausgleichsanspruch, § 906 II S. 2 BGB analog .....	112
I. Voraussetzungen und Rechtsfolgen .....	112
II. Beispiele aus der Rechtsprechung.....	114
C. § 14 S. 2 BImSchG.....	114

I. Anspruch auf Einstellung des Betriebs nach § 14 S. 1 BImSchG ausgeschlossen.....	115
1. Genehmigungsbezogene Voraussetzungen.....	116
a) Im förmlichen Verfahren erteilt .....	116
b) Genehmigungspflichtige Anlage.....	116
c) Auswirkungen des Erlöschens der Genehmigung.....	117
d) Genehmigung unanfechtbar.....	117
e) Auswirkungen des Betriebs im Rahmen der Genehmigung .....	118
2. Anspruchsbezogene Voraussetzungen .....	118
II. Kein Anspruch auf Schutzvorkehrungen nach § 14 I S. 1, 2. Halbsatz BImSchG.....	120
1. Schutzvorkehrungen nach dem Stand der Technik nicht durchführbar .....	120
2. Schutzvorkehrungen wirtschaftlich nicht vertretbar.....	120
3. Schutzvorkehrungen aus tatsächlichen Gründen nicht durchführbar .	122
III. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner .....	122
IV. Inhalt des Anspruchs.....	122
1. Anwendung der §§ 249 ff. BGB .....	122
2. Ersatzfähiger Schaden .....	123
3. Grenzen des Schadensersatzanspruchs.....	123
V. Beweislast.....	124
D. § 23 S. 2 GenTG .....	124
E. Fazit.....	124
<b>Kapitel 3: Gefährdungshaftung .....</b>	<b>126</b>
A. § 1 Umwelthaftungsgesetz .....	127
I. Anlage .....	128
1. Anlagenbegriff.....	128
2. Betriebene und nichtbetriebene Anlagen .....	130
II. Umwelteinwirkung .....	132
III. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachschaden .....	133
IV. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme.....	134
V. Rechtswidrigkeit, Verschulden .....	135
VI. Haftungsausschluss bei Sachschäden.....	135
VII. Ausschluss der Haftung durch höhere Gewalt.....	136
VIII. Mitverursachung .....	139
IX. Anspruchsinhaber.....	139
X. Anspruchsgegner .....	140
XI. Umfang und Art des Schadensersatzes.....	141
B. § 22 I, II WHG .....	142
I. Bestimmtes Verhalten oder Anlage, daraus resultierende Änderung der Wasserbeschaffenheit.....	142
1. Verhaltenshaftung § 22 I WHG.....	142
a) Haftungsbegründendes Verhalten .....	142
b) Zweckbezug des Verhaltens .....	143
c) Tun oder Unterlassen .....	144
2. Anlagenhaftung § 22 II WHG .....	145
a) Anlage.....	145
b) Stoffe.....	145
c) Zweckbezug des Verhaltens .....	146
II. Erfasste Gewässer .....	146

III. Stoffe.....	147
IV. Änderung der Wasserbeschaffenheit.....	147
V. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme .....	148
1. Haftungsbegründende Kausalität .....	148
a) Verhaltenshaftung .....	148
b) Anlagenhaftung .....	149
c) Mittelbare Zuführung von Stoffen .....	149
2. Haftungsausfüllende Kausalität (Wasserveränderung – Schaden) .....	150
3. Beweis .....	151
VI. Rechtswidrigkeit.....	151
VII. Ausschluss der Haftung bei höherer Gewalt.....	152
VIII. Mitverursachung .....	152
IX. Anspruchsinhaber .....	153
X. Anspruchsgegner .....	153
1. Verhaltenshaftung.....	153
2. Anlagenhaftung .....	153
3. Mehrere Verursacher: § 22 I S. 2, II S. 1 WHG .....	154
XI. Umfang und Art des Schadensersatzes.....	154
C. § 33 I S. 1 LuftVG.....	155
I. Luftfahrzeug.....	156
II. Betrieb des Luftfahrzeugs .....	156
III. Unfall .....	157
IV. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung .....	158
V. Kausalität und Zurechnung.....	159
VI. Rechtswidrigkeit.....	160
VII. Verlust der Rechte nach § 40 LuftVG.....	160
VIII. Mitverursachung .....	160
IX. Anspruchsinhaber.....	160
X. Anspruchsgegner .....	161
XI. Umfang und Art des Schadensersatzes.....	162
D. § 32 I GenTG.....	162
I. Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen .....	163
1. Organismus .....	163
2. Eigenschaften .....	164
3. Gentechnische Arbeiten.....	164
II. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung .....	164
III. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme.....	165
IV. Mitverursachung.....	165
V. Anspruchsinhaber.....	165
VI. Anspruchsgegner.....	166
VII. Umfang und Art des Schadensersatzes .....	166
E. § 2 I HaftPflG.....	167
I. Anlage nach § 2 HaftPflG.....	167
II. Elektrizität, Gase, Dämpfe, Flüssigkeiten.....	169
III. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung .....	169
IV. Kausalität und Zurechnung.....	169
V. Haftungsausschluss .....	171
1. § 2 III Nr. 1 HaftPflG .....	171
2. § 2 III Nr. 2 HaftPflG .....	173
3. Höhere Gewalt (§ 2 III Nr. 3 HaftPflG) .....	173
VI. Mitverursachung.....	174

VII. Anspruchsinhaber.....	174
VIII. Anspruchsgegner .....	174
IX. Umfang und Art des Schadensersatzes.....	175
F. § 114 I BBergG .....	175
I. Bergschaden.....	175
1. Bestimmtes Verhalten oder Anlage .....	176
a) Verhaltenshaftung .....	176
b) Anlagenhaftung .....	177
2. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung.....	177
3. Ausschluss nach § 114 II BBergG.....	178
II. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme .....	178
III. Mitverursachung .....	179
IV. Anspruchsinhaber .....	179
V. Anspruchsgegner .....	179
VI. Umfang und Art des Schadensersatzes.....	181
G. Fazit .....	182
<b>Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander .....</b>	<b>184</b>
A. Delikts- und Gefährdungshaftung.....	184
B. Aufopferungshaftung.....	185
I. Verhältnis des § 14 S. 2 BImSchG zu § 906 II S. 2 BGB .....	185
II. Verhältnis der Aufopferungshaftung zur Delikts- und Gefährdungshaftung.....	185
<b>Kapitel 5: Art und Umfang des Schadensersatzes .....</b>	<b>187</b>
A. Ersatzfähiger Schaden .....	187
I. Vermögensschaden .....	188
II. Nichtvermögensschaden .....	189
III. Zeitpunkt der Schadensberechnung.....	189
IV. Mitverursachung, § 254 BGB.....	190
B. Möglichkeiten des Schadensersatzes.....	191
I. Naturalrestitution, Ersatz des für die Herstellung erforderlichen Geldbetrags.....	191
II. Schadensersatz in Geld.....	195
1. § 251 BGB.....	195
2. § 253 BGB.....	199
C. Fazit.....	200
<b>Kapitel 6: Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme</b>	<b>201</b>
A. Materielle rechtliche Aspekte.....	202
I. Voraussetzungen für das Vorliegen von Kausalität und Zurechnung .....	202
1. Äquivalenztheorie .....	202
2. Adäquanztheorie .....	203
3. Lehre vom Schutzzweckzusammenhang.....	204
II. Haftung mehrerer Verursacher .....	205
1. Mehrere Ursachen, jede der Ursachen hätte die Rechtsgutsverletzung allein herbeigeführt.....	206
2. Mehrere Ursachen können den Verletzungserfolg nur gemeinsam herbeiführen .....	209
a) Anerkannte Fälle von Gesamtschuld oder Teilschuld .....	210

b) Grenzen der Haftung .....	214
c) Weitere Vorschläge für Gesamtschuld oder Teilschuld .....	215
B. Prozessuale Aspekte.....	220
I. Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis .....	220
1. Beweislast .....	220
2. Beweismaß .....	221
II. Möglichkeiten der Beweiserleichterung.....	223
1. Gesetzliche Vermutungen .....	223
a) § 6 I S. 1 UmwHG .....	223
aa) Eignung zur Schadensverursachung.....	224
bb) Kein bestimmungsgemäßer Betrieb.....	225
cc) Ausschluss der Vermutung, § 7 I, II UmwHG .....	228
dd) Kritik.....	230
b) § 34 I GenTG .....	232
c) § 120 I BBergG.....	232
2. Beweislastumkehr der Rechtsprechung .....	234
3. Anscheinsbeweis .....	236
4. § 287 I S. 1 ZPO .....	238
5. Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit .....	241
a) Generelle Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit, Beweismaßreduzierung nach Billigkeit.....	241
b) Reduzierung des Beweismaßes im Umwelthaftungsrecht.....	244
6. Auskunftsansprüche .....	247
a) §§ 8, 9 UmwHG.....	247
b) § 35 GenTG.....	249
C. Fazit.....	249
<b>Kapitel 7: Fondslösungen.....</b>	<b>252</b>
A. Organisation.....	252
B. Finanzierung.....	253
C. Voraussetzungen für die Entschädigung .....	253
D. Anspruchsinhaber.....	253
E. Umfang der Entschädigung.....	254
F. Fazit .....	254

**Teil 3: Umwelthaftung in Frankreich .....255**

<b>Kapitel 1: Deliktshaftung.....</b>	<b>258</b>
A. Art. 1382, 1383 Code civil .....	258
I. Faute.....	258
1. Objektives Element: Unerlaubtheit (illicéité).....	258
a) Grundsätze .....	258
b) Neue Pflichten im Bereich der Umwelthaftung.....	260
2. Subjektives Element: Vorsatz oder Fahrlässigkeit .....	262
3. Keine Verschuldensfähigkeit erforderlich .....	263
4. Tun oder Unterlassen.....	264
II. Kausaler Schaden.....	265
III. Anspruchsgegner: natürliche und juristische Personen.....	265
IV. Anwendungsfälle der Rechtsprechung.....	265
1. Wasser.....	265
2. Luft.....	266
3. Boden.....	266
B. Generalklausel der Haftung für Sachen: Art. 1384 I Code civil .....	266
I. Herausarbeitung einer Generalklausel der Haftung für Sachen aus Art. 1384 I Code civil durch die Rechtsprechung.....	266
II. Sache (chose) als Urheberin des Schadens .....	267
1. Körperlicher Gegenstand.....	268
2. Unbelebter Gegenstand .....	268
3. Beweglicher oder unbeweglicher Gegenstand .....	268
4. Vielfalt der Sachen .....	268
III. Causalité und Beweis .....	269
1. Causalité, fait de la chose .....	269
2. Beweis der aktiven Rolle .....	271
a) Unterscheidung: Kontakt zwischen Sache und Schaden oder kein Kontakt zwischen Sache und Schaden .....	272
b) Bei Kontakt: Unterscheidung, ob Sache in Bewegung oder nicht in Bewegung.....	273
IV. Anspruchsgegner: gardien.....	274
1. Voraussetzungen der garde.....	274
a) Definition.....	274
b) Personen, die garde innehaben können.....	275
c) Vermutungen .....	276
2. Übertragung der garde.....	276
a) Unfreiwillige Übertragung.....	276
b) Freiwillige Übertragung.....	277
3. Garde de la structure - garde du comportement ? .....	279
V. Möglichkeiten der Haftungsbefreiung.....	280
VI. Anwendungsfälle der Rechtsprechung.....	281
1. Wasser.....	282
2. Luft.....	282
3. Boden.....	283
4. Lärm.....	283
C. Sonderfall der Haftung für Sachen: Art. 1384 II Code civil .....	283
I. Incendie .....	285
II. Ausbreitung des Brandes (incendie) .....	286

III. Explosion .....	287
IV. Sache, in der der Brand ausbricht.....	288
V. Faute .....	288
VI. Causalité und Schaden.....	289
VII. Anspruchsgegner: détenteur .....	289
VIII. Anwendungsfälle der Rechtsprechung .....	289
D. Fazit .....	290
<b>Kapitel 2: Théorie des troubles anormaux du voisinage .....</b>	<b>291</b>
A. Entwicklung der Anspruchsgrundlage .....	291
I. Problem .....	291
II. Entwicklung durch die Cour de cassation .....	291
1. Abgrenzung zur Haftung für Missbrauch des Eigentumsrechts.....	292
2. Entwicklung der théorie des troubles anormaux du voisinage.....	293
3. Rechtsgrundlage nach der französischen Rechtsprechung.....	293
a) Bis 1971: Verschulden erforderlich.....	294
b) Ab 1971: eigenständige Anspruchsgrundlage ohne Verschulden....	295
B. Voraussetzungen.....	296
I. Trouble anormal du voisinage.....	296
1. Art der erfassten Störungen.....	296
2. Kriterien für die anormalité .....	296
a) Intensität .....	297
b) Zeit .....	298
c) Ort, théorie de la pré-occupation collective .....	298
d) Théorie de la pré-occupation individuelle .....	300
aa) Voraussetzungen des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation .....	301
bb) Kritik .....	302
3. Kriterien, die für die Feststellung der anormalité nicht herangezogen werden.....	305
a) Einfluss der Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regeln.....	305
b) Umstände, die in der Person des Anspruchstellers liegen .....	306
II. Schaden .....	307
III. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner sind Nachbarn .....	308
1. Anspruchsinhaber .....	308
2. Anspruchsgegner.....	309
C. Systematische Einordnung.....	311
D. Anwendungsfälle der Rechtsprechung .....	312
1. Wasser.....	313
2. Luft.....	314
3. Boden.....	316
4. Lärm und Erschütterungen .....	316
5. Räumliche Störungen .....	318
E. Fazit.....	319
<b>Kapitel 3: Gefährdungshaftung .....</b>	<b>320</b>
A. Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile.....	320
I. Luftfahrzeug (aéronef).....	320
II. In Bewegung.....	320
III. Anormalité .....	321

IV. Anspruchsinhaber .....	321
V. Anspruchsgegner .....	321
VI. Erfasste Schäden .....	322
VII. Haftungsbefreiung.....	322
VIII. Anwendung im Bereich der Umwelthaftung.....	322
B. Art. 75-1 Code minier.....	323
I. Durch Bergbau verursachter Schaden .....	323
II. Anspruchsinhaber.....	323
III. Anspruchsgegner.....	323
IV. Erfasste Schäden .....	323
V. Haftungsbefreiung.....	323
VI. Staat als Garant.....	324
VII. Sonderregel für die Rechtsfolgen .....	324
VIII. Anwendung im Bereich der Umwelthaftung.....	324
C. Art. L. 541-23 Code de l'environnement .....	324
D. Fazit .....	324
<b>Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander .....</b>	<b>326</b>
A. Deliktshaftung .....	326
B. Théorie des troubles anormaux du voisinage.....	326
I. Zu Art. 1382, 1383 Code civil.....	326
II. Zu Art. 1384 I Code civil .....	328
III. Zu Art. 1384 II Code civil.....	329
<b>Kapitel 5: Rechtsfolgen .....</b>	<b>330</b>
A. Ersatzfähiger Schaden .....	330
I. Vermögensschaden (dommage matériel).....	331
II. Nichtvermögensschaden (dommage moral).....	333
III. Voraussetzungen für die Ersatzfähigkeit.....	335
IV. Mitverschulden des Geschädigten (faute de la victime) .....	337
B. Möglichkeiten des Schadensersatzes.....	337
I. Réparation en nature.....	337
1. Beendigung der schädigenden Situation .....	337
2. Naturalrestitution (réparation en nature strictu sensu).....	340
II. Schadensersatz in Geld.....	340
1. Vermögensschäden .....	341
2. Nichtvermögensschäden.....	342
III. Wahlrecht des Gerichts.....	343
C. Fazit.....	344
<b>Kapitel 6: Causalité.....</b>	<b>345</b>
A. Materiellrechtliche Aspekte der Feststellung der <i>causalité</i> .....	346
I. Voraussetzungen der <i>causalité</i> .....	346
1. Causalité zwischen Verhalten und Schaden .....	347
a) Verursachung im Sinne der Äquivalenztheorie.....	347
b) Zusätzliche Voraussetzungen.....	348
aa) Adäquanztheorie.....	348
bb) Lehre vom Schutzzweckzusammenhang .....	352
2. Zurechnung über die Annahme der Haftung <i>in solidum</i> .....	352
II. Haftung mehrerer Verursacher .....	353

1. Lösung der Rechtsprechung bei mehreren Verursachern: Haftung in solidum.....	353
2. Gesetzlich vorgesehene Gesamtschuld.....	357
III. Haftungsbefreiungsgründe (Causes d'exonération).....	357
1. Höhere Gewalt (force majeure) .....	358
2. Mitverschulden des Geschädigten (faute de la victime) .....	361
3. Verursachung durch einen Dritten (fait d'un tiers).....	362
B. Prozessuale Aspekte der Feststellung der causalité .....	362
I. Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis der causalité .....	363
1. Beweislast .....	363
2. Beweismaß .....	364
II. Möglichkeiten der Beweiserleichterung.....	364
1. Beweislastumkehr durch Kausalitätsvermutungen.....	364
a) Gesetzliche Kausalitätsvermutung.....	365
b) Tatsächliche Kausalitätsvermutung.....	365
aa) Tatsächliche Vermutung nach Art. 1384 I Code civil.....	365
bb) Tatsächliche Vermutung nach Art. 1353 Code civil.....	365
c) Vorschläge für Kausalitätsvermutungen in der Lehre .....	367
aa) Schäden in bestimmten Zonen.....	367
bb) Ausreichende Wahrscheinlichkeit und objektive Vorhersehbarkeit des Kausalverlaufs.....	367
2. Reduzierung des Beweismaßes.....	368
C. Fazit.....	369
<b>Kapitel 7: Fondslösungen.....</b>	<b>371</b>
A. Fonds zum Ausgleich von Schäden, die durch catastrophes technologiques entstehen.....	371
I. Verhältnis der Entschädigung durch die Versicherung und der Entschädigung durch den Fonds nach dem Gesetz Nr. 2003-699 vom 30. Juli 2003.....	373
1. Eingreifen der Versicherung.....	373
2. Eingreifen des Fonds.....	374
II. Organisation des Fonds.....	374
III. Finanzierung .....	375
IV. Voraussetzungen für die Entschädigung durch den Fonds.....	375
1. Catastrophe technologique .....	375
a) Materielle Voraussetzung: catastrophe technologique .....	375
b) Formelle Voraussetzung: Feststellung der catastrophe technologique .....	377
2. Keine Versicherung für das Hauptwohngebäude .....	377
V. Anspruchsinhaber.....	377
VI. Verfahren der Entschädigung .....	377
VII. Umfang der Entschädigung.....	378
VIII. Rückgriffsanspruch.....	378
IX. Fazit.....	378
B. Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA).....	380
I. Organisation des Fonds .....	381
II. Finanzierung.....	382
III. Voraussetzungen für eine Entschädigung durch den Fonds.....	382
IV. Anspruchsinhaber .....	382
V. Verfahren der Entschädigung.....	383

VI. Umfang der Entschädigung.....	384
VII. Rechtsmittel des Antragstellers .....	384
VIII. Rückgriffsanspruch.....	385
IX. Fazit.....	385
<b>Kapitel 8: Ansprüche von associations.....</b>	<b>386</b>
A. Klagen im eigenen Namen zur Verteidigung des kollektiven Interesses an der Umwelt (action civile collective) .....	387
I. Prozessuales Problem: intérêt pour agir und qualité pour agir.....	387
1. Erfordernis von intérêt oder qualité pour agir.....	387
2. Entwicklung erster Klagemöglichkeiten für Umweltschutzvereinigungen bei Schäden am kollektiven Interesse an der Umwelt .....	389
3. Aktuelles Recht: Vereinheitlichung der Klagemöglichkeiten .....	390
a) Art. L. 142-2 I Code de l'environnement.....	390
b) Art. L. 142-2 II Code de l'environnement .....	391
c) Art. L. 160-1 und Art. L. 480-1 Code de l'urbanisme.....	392
d) Art. L. 437-18 Code de l'environnement.....	392
e) Art. 21bis Décret vom 9. Januar 1852.....	393
f) Art. L. 421-6 Code de l'environnement.....	394
II. Materielle Konsequenzen: Ersatz des mittelbaren Schadens (dommage indirect) am intérêt collectif.....	394
B. Klagen auf Ersatz von Schäden von Einzelpersonen.....	395
I. Möglichkeit nach der Rechtsprechung.....	395
1. Voraussetzungen für die Zulässigkeit .....	396
a) Beeinträchtigung von Interessen der Mitglieder der association.....	396
b) Ziel der association: Verteidigung der Interessen der Mitglieder ....	396
2. Rechtliche Einordnung der Klagemöglichkeit.....	396
a) Problem.....	396
b) Erklärungsansätze .....	397
II. Gesetzliche Möglichkeit: Action en représentation conjointe .....	398
1. Schaden.....	398
2. Vollmacht.....	399
a) Erteilung und Ende der Vollmacht.....	399
b) Form der Vollmacht .....	400
c) Obligatorischer Inhalt der Vollmacht .....	400
d) Fakultativer Inhalt der Vollmacht.....	400
e) Keine Beratungs- und Hilfsverpflichtung.....	400
3. Zuständigkeit .....	400
4. Verfahrensregeln .....	401
C. Voraussetzungen der Zulassung nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement .....	401
I. Formelle Voraussetzungen .....	402
1. Antrag .....	402
2. Entscheidung .....	402
II. Materielle Voraussetzungen .....	402
1. Anmeldung bei der Präfektur (déclaration).....	402
2. Aktivität seit mindestens drei Jahren.....	403
3. Aktivität nach der Satzung in bestimmten Bereichen.....	403
D. Fazit .....	403

**Teil 4: Vergleich .....405**

**Kapitel 1: Mikrovergleich .....406**

A. Vergleich einzelner Rechtsinstitute, die in Frankreich und Deutschland eine vergleichbare Funktion erfüllen .....	406
I. Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis .....	406
1. Gemeinsamkeiten und grundsätzliche Unterschiede.....	406
a) Gemeinsamkeiten .....	407
b) Unterschiede .....	407
2. Vergleich einzelner Voraussetzungen .....	408
a) Einwirkung - trouble du voisinage.....	408
b) Wesentlichkeitsschwelle .....	409
c) Privilegierung wirtschaftlich bedeutsamer Tätigkeiten .....	411
d) Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner .....	413
e) Rechtsfolgen.....	414
3. Fazit.....	415
II. Haftung für objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden .....	416
1. Rechts- oder Rechtsgutsverletzung .....	417
2. Tun oder Unterlassen .....	417
3. Verhalten oder Verletzungserfolg objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung und subjektiv vorwerfbar .....	417
a) Objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung.....	417
b) Subjektive Vorwerfbarkeit .....	419
4. Fazit.....	419
III. Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen .....	420
1. Vergleich der Gefährdungshaftung für Schäden, die durch Luftfahrzeuge und Bergbau verursacht werden.....	421
a) Schäden, die durch Luftfahrzeuge verursacht werden.....	421
b) Schäden, die durch Bergbau verursacht werden.....	423
2. Vergleich der Art. 1384 I Code civil mit den deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung .....	424
a) Gefährliche Sache oder Tätigkeit .....	424
b) Rechtsgutsverletzung, Verursachung des Schadens über bestimmte Umweltmedien oder durch bestimmte Stoffe .....	425
c) Kausalität und Zurechnung .....	426
d) Anspruchsinhaber .....	427
e) Anspruchsgegner .....	427
f) Kein objektiver Widerspruch zur Rechtsordnung und keine subjektive Vorwerfbarkeit .....	428
g) Haftungsbefreiung aufgrund höherer Gewalt.....	429
h) Haftungsbegrenzung in der Höhe .....	430
i) Ähnlichkeit der erfassten Fälle .....	430
3. Fazit.....	430
IV. Rechtsfolgen .....	431
1. Ersatzfähiger Schaden .....	432
2. Möglichkeiten des Schadensersatzes .....	433
3. Mitverursachung.....	434
4. Fazit.....	434

B. Vergleich der Regeln für bestimmte, typische Probleme der Umwelthaftung .....	435
I. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme .....	435
1. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung .....	435
a) Allgemein .....	435
b) Haftung mehrerer Verursacher .....	436
2. Anforderungen an den Beweis .....	440
a) Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis .....	440
b) Möglichkeiten der Beweiserleichterung .....	440
3. Fazit .....	442
II. Einfluss öffentlich-rechtlicher Vorschriften auf das Umwelthaftungsrecht .....	443
1. Einfluss auf Rechtswidrigkeit, Verschulden (§ 823 I, II BGB) und faute (Art. 1382, 1383 Code civil) .....	443
2. Einfluss auf die Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis .....	444
a) Haftungsbegründung .....	444
b) Einschränkungen auf Rechtsfolgenseite .....	445
3. Einfluss auf die Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen .....	445
4. Einfluss auf den Beweis der Kausalität .....	446
5. Fazit .....	446
III. Schäden an kollektiven Interessen .....	446
IV. Möglichkeiten des Schadensersatzes über Umwelthaftungsfonds .....	451
1. Voraussetzungen für die Entschädigung und Verfahren .....	452
2. Umfang der Entschädigung .....	453
3. Anspruchsinhaber .....	453
4. Rückgriffsanspruch .....	453
5. Finanzierung .....	453
6. Rechtsform .....	454
7. Fazit .....	454
<b>Kapitel 2: Makrovergleich .....</b>	<b>455</b>

<b>Teil 5: Vorschläge für den Inhalt eines vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts .....</b>	<b>457</b>
A. Art der Haftung: Gefährdungshaftung .....	459
B. Haftungsauslösendes Ereignis .....	463
C. Erfasste Rechts- und Rechtsgutsverletzungen .....	465
D. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung, insbesondere bei der Verursachung des Schadens durch mehrere, und an den entsprechenden Beweis .....	465
I. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung, Haftung mehrerer Schädiger .....	465
II. Beweis.....	467
E. Ausschluss der Haftung durch höhere Gewalt .....	469
F. Mitverursachung .....	469
G. Art und Umfang des Schadensersatzes .....	469
H. Anspruchsgegner .....	470
I. Ansprüche von Vereinigungen bei Schäden an kollektiven Interessen .....	470
J. Umwelthaftungsfonds.....	472
I. Voraussetzungen für die Entschädigung .....	473
1. Schäden, für die diese Regelung gelten sollte.....	473
2. Verhältnis zu den bestehenden Regeln der Umwelthaftung .....	475
a) Haftungsergänzendes subsidiäres Fondsmodell .....	475
b) Voraussetzung für das Eingreifen des Umwelthaftungsfonds .....	477
3. Verhältnis zu Ansprüchen gegen Versicherungen .....	478
4. Anspruchsvoraussetzungen .....	478
II. Umfang der Entschädigung .....	479
III. Rückgriffsanspruch.....	479
IV. Finanzierung .....	480
V. Rechtsform .....	481
 <b>Teil 6: Zusammenfassung der Ergebnisse .....</b>	 <b>483</b>
 <b>Literaturverzeichnis .....</b>	 <b>487</b>

# Abkürzungsverzeichnis

## Französische Abkürzungen

Bulletin ass. plén.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, assemblée plénière (Sammlung der Rechtsprechung der Vollversammlung der Cour de cassation)
Bull. civ.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, chambres civiles (Sammlung der Rechtsprechung in Zivilsachen der Cour de cassation)
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la Cour de cassation, chambre criminelle (Sammlung der Rechtsprechung der Strafkammer der Cour de cassation)
CA	Cour d'appel (Berufungsgericht)
Cass. ass. plén.	assemblée plénière de la Cour de cassation (Vollversammlung der Cour de cassation)
Cass. chambres réunies	Cour de cassation, chambres réunies (großer Senat der Cour de cassation, bis 1967)
Cass. req.	Cour de cassation, chambre des requêtes (bestimmte Kammer der Cour de cassation, bis 1947)
CE	Conseil d'Etat (oberstes französisches Verwaltungsgericht/Regierungsberatungsgremium)
Chron.	Chronique
Civ.	Cour de cassation, chambre civile (Zivilkammer der Cour de cassation)
Civ. 1 <sup>re</sup>	Cour de cassation, première chambre civile (erste Zivilkammer der Cour de cassation)
Civ. 2 <sup>e</sup>	Cour de cassation, deuxième chambre civile (zweite Zivilkammer der Cour de cassation)
Civ. 3 <sup>e</sup>	Cour de cassation, troisième chambre civile (dritte Zivilkammer der Cour de cassation)
Com.	Cour de cassation, chambre commerciale (Kammer für Handelssachen der Cour de cassation)
Crim.	Cour de cassation, chambre criminelle (Strafkammer der Cour de cassation)
D.	Recueil Dalloz (Zeitschrift)
DC	Dalloz critique (Zeitschrift)
déc.	décembre (Dezember)
DP	Dalloz périodique (Zeitschrift)
Fasc.	Fascicule (Heft)
févr.	février (Februar)
Gaz. Pal.	Gazette du Palais (Zeitschrift)

IR	informations rapides (schnelle Informationen, Teil der Zeitschrift Dalloz)
janv.	janvier (Januar)
J.-Cl.	Juris-Classeur (juristisches Nachschlagewerk)
JCP G	Juris-Classeur Périodique (La Semaine Juridique), édition générale (Zeitschrift)
JCP E	Juris-Classeur Périodique (La Semaine Juridique), entreprise et affaires (Zeitschrift)
jurisp.	jurisprudence (Rechtsprechung, Teil der Zeitschrift Dalloz)
Legifrance	über die Website <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/">http://www.legifrance.gouv.fr/</a>
LexisNexis	über die Datenbank LexisNexis, <a href="http://www.lexisnexis.fr/">http://www.lexisnexis.fr/</a>
nov.	novembre (November)
oct.	octobre (Oktober)
RRJ	Revue de la recherche juridique Droit prospectif (Zeitschrift)
RIDC	Revue internationale de droit comparé (Zeitschrift)
RJDA	Revue de jurisprudence de droit des affaires (Zeitschrift)
RTD civ.	Revue trimestrielle de droit civil (Zeitschrift)
RJE	Revue juridique de l'environnement (Zeitschrift)
S.	Recueil Sirey (Zeitschrift)
sept.	septembre (September)
Soc.	Cour de cassation, chambre sociale (Kammer der Cour de cassation, die für Arbeits- und Sozialsachen zuständig ist)
Sté	Société (Gesellschaft)
TGI	Tribunal de grande instance (erstinstanzliches Gericht)
Trib. civ.	Tribunal civil (Zivilgericht)

### **Deutsche Abkürzungen**

Kirchner, Hildebert	Abkürzungsverzeichnis der Rechtssprache
Butz, Cornelia	6. Auflage Berlin 2007

## Teil 1: Einleitung

Umweltschäden gibt es, seitdem die Menschen begonnen haben, technisch in die Umwelt einzugreifen. Je weiter die industrielle Technik fortschreitet, desto größere Auswirkungen auf die natürliche Umwelt hat auch das Handeln der Menschen. Auch in den letzten Jahrzehnten kam es in Europa immer wieder zu großen und kleineren Umweltschäden.

Zahlreiche dieser Umweltschäden wurden durch plötzliche, unfallartige Ereignisse verursacht. Über diese Ereignisse wird in den Medien in der Regel ausführlich berichtet.

So kam es am 21. September 1921 zu einer Explosion in der Oppauer Düngemittelfabrik der BASF bei Ludwigshafen. Über 500 Menschen wurden getötet und zahlreiche verletzt, daneben entstanden schwere Sachschäden.<sup>1</sup> Am 28. Juli 1948 explodierte ein mit ca. 30 t Dimethylether gefüllter Kesselwagen der BASF in Ludwigshafen. 200 Personen starben und zahlreiche Gebäude wurden beschädigt.<sup>2</sup> Bei einer Explosion in einer PVC-Fabrik in Bitterfeld am 11. Juli 1968 gab es 41 Tote und hunderte Verletzte, daneben entstand ein großer Sachschaden.<sup>3</sup>

Am 10. Juli 1976 barst ein Überdruckventil im Chemiewerk ICMESA des Konzerns Hoffmann-La Roche, nahe der norditalienischen Stadt Seveso. Bei der Explosion wurden ein bis zwei Kilogramm des hochgiftigen Dioxins TCDD freigesetzt. Eine Giftwolke verbreitete sich in der Umgebung und ging über den Nachbargemeinden nieder. Die Ausbreitung des Gifts führte bei Menschen zu Hautschädigungen (Chlorakne) und zu Schädigungen der inneren Organe. Pflanzen und Tiere gingen ein. Spätfolgen dieses Gifts, wie z.B. Krebserkrankungen, können tödlich sein. Wie viele Menschen durch den Störfall starben, konnte nicht mit Sicherheit festgestellt werden. Das verseuchte Gebiet wurde schließlich geräumt und dekontaminiert. In den ersten Tagen nach dem Unfall wurde die Bevölkerung nicht über die Gefahren des Störfalls informiert. Maßnahmen wie die Evakuierung der Bevölkerung wurden zu spät getroffen, obwohl die Verantwortlichen das Ausmaß der Gefahr bereits am 12. Juli 1976 kannten und die gesundheitlichen Folgen bei Mensch und Tier bereits sichtbar wurden.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> *BASF*, <http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1902-1924.htm?id=V00-gdE9QBT8ebcp.HF>, 2. Dezember 2007.

<sup>2</sup> *BASF*, <http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1945-1964.htm?id=gdE9QBT8ebcp.HF>, 2. Dezember 2007.

<sup>3</sup> *MDR*, <http://www.mdr.de/doku/364761.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>4</sup> *Von Bar*, 62. DJT, A 31; *Steinbauer*, <http://www.dradio.de/dlf/sendungen/kalenderblatt/517085/>, 2. Dezember 2007.

Am 1. November 1986 kam es zu einem Großbrand beim Chemiekonzern Sandoz bei Basel am Rhein. Schadstoffhaltiges Löschwasser gelangte in den Rhein und löste dort ein großes Fischsterben aus.<sup>5</sup>

Aufgrund einer Explosion in der Düngemittelfabrik AZF in Toulouse am 21. September 2001 kamen 30 Personen ums Leben, mehrere hundert Menschen wurden verletzt und fast 27.000 Wohnungen beschädigt.<sup>6</sup> In der Folge wurde aufgrund der Probleme bei der Entschädigung ein Entschädigungsfonds für weitere Katastrophen dieser Art eingerichtet (s.u. Teil 3, Kapitel 7, A).

Auch in jüngster Zeit kam es noch zu Störfällen mit Auswirkungen auf die Umwelt. Bei einem Großbrand in einer Lagerhalle in Solingen Ende Juli 2006 kam es aufgrund der Verbrennung größerer Mengen Kunststoff zu starker Rauchentwicklung. Zunächst bestand der Verdacht der starken Belastung der Umgebung mit Dioxinen und Furanen. Untersuchungen des Landesumweltamts ergaben nach einigen Tagen, dass keine gefährlichen Schadstoffmengen freigesetzt wurden.<sup>7</sup>

Die französische Küste war im Laufe der Zeit einige Male von Verschmutzung durch Öl betroffen. Am 16. März 1978 kollidierte der Öltanker „Amoco Cadiz“ mit einem Felsen an der Küste der Bretagne und brach auseinander. 227.000 t Rohöl gelangten ins Meer.<sup>8</sup> Im Dezember 1999 sank der Öltanker „Erika“ vor der bretonischen Küste und verlor 20.000 t Rohöl. 400 km Küste waren von der Ölverschmutzung betroffen. Das Rohöl zerstörte Austernbänke und tötete Seevögel. Erhebliche Einbußen beim Tourismus waren die Folge.<sup>9</sup> Am 19. November 2002 zerbrach der Öltanker „Prestige“ und sank vor der spanischen Küste. 40.000 t Öl flossen ins Meer und verseuchten 2.900 km der spanischen und französischen Küste. Vögel, Fische und andere Meereslebewesen wurden getötet.<sup>10</sup>

Andererseits entstehen Umweltschäden auch oft schleichend und rufen dann weniger Medieninteresse hervor. Zu dieser Gruppe gehören z.B. Umweltschäden, die durch Asbest hervorgerufen werden. Diese Mineralfaser wurde insbesondere seit den sechziger Jahren zur Isolierung von Gebäuden und ebenfalls in Haushaltsgeräten und

---

<sup>5</sup> *Von Bar*, 62. DJT, A 32; *Kim*, 15,

*Kanton Basel-Landschaft*, <http://www.bl.ch/docs/archive/chronik/chro1986/nov1986.htm>, 18. Dezember 2007.

<sup>6</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 17 Fn. 1.

<sup>7</sup> *Preuss*, <http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122864>, 2. Dezember 2007; *solinger-tageblatt.de*, <http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122954>, 2. Dezember 2007.

<sup>8</sup> Dazu *von Bar*, 62. DJT, A 32; *Cedre*, <http://www.cedre.fr/uk/spill/amoco/amoco.htm>, 2. Dezember 2007; *Kim*, 14.

<sup>9</sup> *Tscheliesnig*, <http://www.ndt.net/article/dgzfp04/papers/v56/v56.htm>, 2. Dezember 2007.

<sup>10</sup> Vgl. dazu *Bojanowski*, <http://www.spiegel.de/wissenschaft/mensch/0,1518,454093,00.html>, 2. Dezember 2007; *Ministerium für Schule und Weiterbildung des Landes Nordrhein-Westfalen*, <http://www.learnline.nrw.de/angebote/agenda21/thema/oeltanker.htm>, 2. Dezember 2007.

Autos verwendet.<sup>11</sup> Inzwischen ist die Verwendung von Asbest verboten, in Deutschland seit 1993,<sup>12</sup> in Frankreich seit 1996.<sup>13</sup> Mittlerweile besteht auch ein Verbot auf europäischer Ebene.<sup>14</sup>

Gesundheitsschäden treten auf, wenn Asbestfasern aus asbesthaltigen Materialien austreten und als Staub eingeatmet werden. Verschiedene Arten von Krankheiten der Atemwege werden dadurch hervorgerufen: Asbeststaublungenenerkrankung (Asbestose), Lungenkrebs, Kehlkopfkrebs, Mesotheliom (eine Tumorerkrankung) z.B. des Rippenfells oder des Bauchfells.<sup>15</sup> Alle diese Krankheiten treten weit nach dem Kontakt mit Asbest auf, von zehn Jahren bei der Asbestose bis zu 40 Jahren beim Mesotheliom.<sup>16</sup> Bis zum Jahr 2020 werden 100.000 durch Asbest verursachte Todesfälle in Frankreich erwartet.<sup>17</sup> In Deutschland gab es im Jahr 2003 1.068 Todesfälle infolge von Berufskrankheiten, die durch Asbest hervorgerufen wurden.<sup>18</sup> Aber auch materielle Schäden sind denkbar, z. B. wenn ein Grundstück aufgrund einer Kontamination durch Asbest an Wert verliert.

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich gelten bei der Anerkennung der oben genannten Krankheiten als Berufskrankheiten spezielle Entschädigungsregeln. Diese Fälle werden über die Sozialversicherung abgewickelt.<sup>19</sup> Im Übrigen greifen die üblichen Regelungen der Umwelthaftung ein. In Frankreich besteht ein spezieller Entschädigungsfonds für Personen, die einen Schaden durch Asbest erlitten haben (s.u. Teil 3, Kapitel 7, B).

Die Feinstaubbelastung der Luft, d.h. die Belastung der Luft mit feinsten Partikeln, führt ebenfalls zur schleichenden Entstehung von Umweltschäden. Ein Großteil der Feinstaubbelastung wird durch den Straßenverkehr und Abgase der Industrie verursacht. Feinstaub ruft Herz-Kreislauf-Erkrankungen und Krebs hervor.<sup>20</sup>

Die Verwendung von Dünger, der mit perfluorierten organischen Tensiden (PFT) belastet war, führte im Jahr 2006 zur Belastung des Wassers verschiedener Gewässer,

---

<sup>11</sup> *Arbousset*, RRJ 2001, 873, 873; *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>12</sup> Gefahrstoffverordnung, vgl. *BGLA*, [http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/index.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/index.html), 2. Dezember 2007.

<sup>13</sup> Décret Nr. 96-1133 vom 24. Dezember 1996, <http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/Ajour?nor=TAST9611675D&num=96-1133&ind=1&laPage=1&demande=ajour>, 2. Dezember 2007; *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>14</sup> Richtlinie Nr. 1999/77/EG vom 26. Juli 1999.

<sup>15</sup> *BGLA*, [http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/berufskrankheiten.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/berufskrankheiten.html), 2. Dezember 2007.

<sup>16</sup> *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>17</sup> *De la Royere*, Environnement 2/2002, 26, 26; die Schätzungen gehen allerdings auseinander.

<sup>18</sup> *HVBG*, <http://www.hvbg.de/d/pages/presse/pbilder/pbild04/asbest.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>19</sup> In Deutschland über die Deutsche Gesetzliche Unfallversicherung, vgl. *DGUV*, <http://www.dguv.de/inhalt/leistungen/versschutz2429/bk/bk-liste/index.html>, 2. Dezember 2007; in Frankreich über die *sécurité sociale* (Sozialversicherung).

<sup>20</sup> Vgl. *Labl/Steven*, [http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub\\_herausforderung.pdf](http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub_herausforderung.pdf), 2. Dezember 2007.

unter anderem der Möhne, der Ruhr und des Möhnesees. PFT wurde in Fischen aus dem Möhnesee und aus Zuchtteichen gefunden. Auch das Trinkwasser war schließlich mit PFT belastet. Der Stoff steht im Verdacht, leberschädigend und krebserregend zu wirken. Der Dünger wurde bundesweit ausgeliefert und stammte von einem Unternehmen in der Nähe von Paderborn. Die Kosten für die Stadtwerke Arnberg aufgrund der Trinkwasserbelastung, z.B. für die Filterung des Trinkwassers, beliefen sich auf ca. 450.000 €.<sup>21</sup>

Auf die große Bedeutung des Umweltschutzes, den durch die insbesondere in den 1970er und 1980er Jahren entstehende Umweltschutzbewegung ausgeübten gesellschaftlichen Druck und das aufgrund der zahlreichen Umweltschäden entstehende Regelungsbedürfnis haben Politik und Gesetzgebung auf europäischer Ebene, aber auch in Deutschland und Frankreich, zunehmend reagiert.

Der Umweltschutz gehört heute zu den wesentlichen Zielen der Europäischen Gemeinschaft. Gemäß Art. 2 EGV hat die EG die Aufgabe, ein hohes Maß an Umweltschutz und die Verbesserung der Umweltqualität zu fördern. Die Umweltpolitik wurde ebenfalls in den Zielekatalog der EG nach Art. 3 EGV aufgenommen (vgl. Art. 3 l) EGV), so dass der Umweltschutz gleichrangig neben den anderen Zielen der EG steht. Im Titel 20 des EGV (Art. 174 ff.) mit dem Titel „Umwelt“ werden unter anderem die Ziele und Prinzipien der gemeinsamen Umweltpolitik konkretisiert (Art. 174 EGV) und die Kompetenzgrundlage für das Handeln der Gemeinschaft in diesem Bereich geschaffen (Art. 175 EGV). Die Bedeutung des Umweltschutzes im Gemeinschaftsrecht zeigt sich auch an der Vielzahl der in diesem Bereich erlassenen Rechtsakte.<sup>22</sup>

In Deutschland findet sich seit 1994 der Umweltschutz als Staatsziel im Grundgesetz. Art. 20a GG bestimmt:

Der Staat schützt auch in Verantwortung für die künftigen Generationen die natürlichen Lebensgrundlagen und die Tiere im Rahmen der verfassungsmäßigen Ordnung durch die Gesetzgebung und nach Maßgabe von Gesetz und Recht durch die vollziehende Gewalt und die Rechtsprechung.

Da es sich nur um eine allgemeine Staatszielbestimmung handelt, ergeben sich aus Art. 20a GG unmittelbar keine subjektiven Rechte des Einzelnen. Art. 20a GG muss aber z.B. bei der Interpretation der Grundrechte berücksichtigt werden.<sup>23</sup> So können sich mittelbar subjektive Rechte des Einzelnen ergeben.

---

<sup>21</sup> Nitschmann, Süddeutsche Zeitung vom 9. November 2007, 6;

WDR, <http://www.wdr.de/studio/siegen/radio/service/pft/pft.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>22</sup> Überblick: <http://eur-lex.europa.eu/Repview.do?rep=15>, 2. Dezember 2007.

<sup>23</sup> Jarass/Pieroth/Jarass, Art. 20a GG Rn. 2, Rn. 17.

In Frankreich wurde im Jahr 2005 die *Charte de l'environnement* (Umwelt-Charta) in die *préambule* (Präambel) der Verfassung aufgenommen. Die *Charte de l'environnement* hat damit Verfassungsrang. Sie bestimmt, dass jeder das Recht hat, in einer ausgeglichenen und gesunden (*équilibré et respectueux de la santé*) Umwelt zu leben (Art. 1) und die Pflicht, an der Erhaltung und Verbesserung der Umwelt mitzuwirken (Art. 2). Jeder hat danach weiter die Pflicht, im Rahmen der Gesetze Schädigungen der Umwelt möglichst zu vermeiden oder deren Auswirkungen möglichst zu verhindern (Art. 3, Ausdruck des Vorsorgeprinzips, *principe de précaution*).<sup>24</sup> Personen, die die Umwelt schädigen, müssen im Rahmen der Gesetze zum Ersatz der Schäden beitragen (Art. 4). Wenn der Eintritt eines Schadens zwar unsicher ist, sein Eintritt aber auf schwere und nicht wieder rückgängig zu machende Weise die Umwelt schädigen könnte, wacht die öffentliche Gewalt (*autorités publiques*) in Anwendung des Vorsorgeprinzips (*principe de précaution*) darüber, dass die Risiken eingeschätzt und provisorische und verhältnismäßige Maßnahmen zur Abwendung des Schadenseintritts getroffen werden (Art. 5). Art. 6 enthält die Pflicht des Staates, für eine nachhaltige Entwicklung (*développement durable*) zu sorgen. Nach Art. 7 hat jeder ein Recht auf Zugang zu Umweltinformationen im Rahmen der Gesetze und ein Teilhaberecht bei Entscheidungen, die die Umwelt betreffen. Das Erziehungs- und das Ausbildungswesen sollen bei der Umsetzung der Charta mitwirken (Art. 8), die Forschung soll zur Bewahrung der Umwelt beitragen (Art. 9), und die Charta soll das Handeln Frankreichs auf europäischer und internationaler Ebene beeinflussen (Art. 10).<sup>25</sup>

Mit fortschreitender Industrialisierung und daraus resultierendem zunehmendem Auftreten von Umweltschäden entwickelte sich in Deutschland und Frankreich auch das Umwelthaftungsrecht weiter.<sup>26</sup> In beiden Ländern entstand eine spezielle verschuldensunabhängige Haftung für Störungen im Nachbarschaftsverhältnis. Später wurden sowohl in Frankreich als auch in Deutschland zusätzlich zu den bereits bestehenden Tatbeständen der Verschuldenshaftung, die häufig auch Anwendung beim Ersatz von Umweltschäden fanden, Tatbestände der verschuldensunabhängigen Haftung eingeführt. Das deutsche Umwelthaftungsgesetz z.B. trat am 1. Januar 1991 in Kraft.

Allgemein ist im Bereich des Umwelthaftungsrechts eine Tendenz weg von der verschuldensabhängigen Haftung und hin zu einer verschuldensunabhängigen Haftung erkennbar. So wird das Umwelthaftungsrecht mehr und mehr zu einem Mittel zum Ausgleich von Umweltschäden und damit zur Vermeidung sozialer Probleme (Ausgleichsfunktion, s.u. Teil 1, B.I) und zur Vermeidung der Entstehung neuer Umweltschäden (Präventionsfunktion, s.u. Teil 1, B.II). Moralische Aspekte, die bei der Ver-

---

<sup>24</sup> *Prieur*, Nr. 77.

<sup>25</sup> Text der *Charte de l'environnement* unter <http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/const03.htm>, 2. Dezember 2007.

<sup>26</sup> *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 10; *Robin*, *RJE* 1/2003, 31 ff.

schuldenshaftung noch eine gewisse Rolle spielen, treten in den Hintergrund.<sup>27</sup> Das Umwelthaftungsrecht ist damit auch ein Instrument der Rechtspolitik.<sup>28</sup>

Aber nicht nur durch das private Umwelthaftungsrecht wird gegen das Auftreten neuer Umweltschäden gekämpft und für den Ersatz von Umweltschäden gesorgt, sondern auch durch das öffentliche Umweltrecht. Wichtig sind hier insbesondere öffentlich-rechtliche Ge- und Verbote sowie das Erfordernis einer Genehmigung für bestimmte, umweltgefährdende Tätigkeiten.<sup>29</sup> Öffentliches Umweltrecht und privates Umwelthaftungsrecht ergänzen sich. Die Regeln des öffentlichen Umweltrechts werden durch die öffentliche Gewalt von Amts wegen angewandt. Das Umwelthaftungsrecht dagegen wird flexibel auf Initiative der jeweiligen Geschädigten,<sup>30</sup> d.h. erst nach Schadensentstehung, durchgesetzt. Ein Eingreifen der öffentlichen Gewalt ist nicht erforderlich. Daraus folgt, dass das Umwelthaftungsrecht auch nur dann seine Wirkung entfalten kann, wenn tatsächlich ein Geschädigter seine Durchsetzung verlangt. Zur Ergänzung ist folglich weiterhin das öffentliche Umweltrecht erforderlich, das von Amts wegen und schon vor Schadensentstehung vorbeugend angewandt wird.<sup>31</sup> Die zivilrechtliche Umwelthaftung kann andererseits auch dann eingreifen, wenn der Schädiger alle öffentlich-rechtlichen Regeln für seine Tätigkeit beachtet hat.<sup>32</sup>

In dieser Arbeit sollen die Regeln des privaten Umwelthaftungsrechts in Frankreich und in Deutschland verglichen werden.

Die Rechtsvergleichung ist im Bereich des Umwelthaftungsrechts besonders wichtig,<sup>33</sup> da Umweltprobleme vielen Ländern gemeinsam sind.<sup>34</sup> Insbesondere ist die Situation Frankreichs und Deutschlands als industrialisierte Nationen in der Mitte Europas vergleichbar. Umweltschäden treten zudem oft grenzüberschreitend auf. Die Ausbreitung umweltschädlicher Stoffe lässt sich durch nationale Grenzen nicht aufhalten.<sup>35</sup> Ein typisches Beispiel ist der Brand im Schweizer Chemiewerk Sandoz, der zu einer Verschmutzung des deutsch-französischen Grenzflusses Rhein führte (s.o.).

Daneben fördert die Rechtsvergleichung das Verständnis für die eigene Rechtsordnung.<sup>36</sup> Insbesondere im Bereich des Umwelthaftungsrechts hilft sie zu verstehen, wie gut einzelne nationale Regelungen den Herausforderungen der Umwelthaftung

---

<sup>27</sup> *Rebbinder*, 438; *Steichen*, 122.

<sup>28</sup> *Rebbinder*, 438.

<sup>29</sup> *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 10 (Beispiele).

<sup>30</sup> *Martin*, *RIDC* 1-1992, 65, 66; *Reboul-Maupin*, *Petites Affiches* 2003, Nr. 176, 3ff.

<sup>31</sup> *Reboul-Maupin*, *Petites Affiches* 2003, Nr. 176, 3ff.

<sup>32</sup> *Martin*, *RIDC* 1-1992, 65, 66.

<sup>33</sup> *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 11.

<sup>34</sup> *Beaucamp*, *UPR* 2001, 134, 135.

<sup>35</sup> *Kim*, 1.

<sup>36</sup> *Beaucamp*, *UPR* 2001, 134, 135.

gewachsen sind.<sup>37</sup> Die vergleichende Bewertung verschiedener rechtlicher Lösungen für ein Problem lässt die Vor- und Nachteile der einzelnen Lösungen deutlicher hervortreten.

Weiter kann man aus rechtsvergleichenden Projekten Impulse für die Weiterentwicklung des nationalen Rechts gewinnen. Nationale Rechtsanwender oder der nationale Gesetzgeber können sich bei der Suche nach eigenen Lösungen von den Lösungen anderer Länder inspirieren und beeinflussen lassen.<sup>38</sup>

Die Rechtsvergleichung kann zudem Grundlagen für eine Rechtsvereinheitlichung schaffen.<sup>39</sup> Innerhalb Europas sind in letzter Zeit vielfältige Bestrebungen für eine Rechtsvereinheitlichung, insbesondere auch für die Schaffung eines einheitlichen europäischen Zivilrechts, zu verzeichnen gewesen.<sup>40</sup>

Die Analyse der nationalen Regelungen und der Gründe für ihre konkrete Gestalt hilft einzuschätzen, inwieweit eine Rechtsvereinheitlichung im Bereich des Umwelthaftungsrechts sinnvoll und möglich wäre.

## **A. Eingrenzung des Vergleichs**

### **I. Zu vergleichendes Problem**

Grundlegend für die Rechtsvergleichung ist das Prinzip der Funktionalität. Nur Regeln, die in den verschiedenen Rechtsordnungen dieselbe Funktion erfüllen, können sinnvoll verglichen werden. Daher ist der Regelungsbereich, der verglichen werden soll, rein funktional, also ausgehend von dem Lebenssachverhalt, dessen Regelung man untersuchen möchte, und ohne rechtliche Wertung zu bestimmen.<sup>41</sup>

#### **1. Umwelthaftungsrecht**

In dieser Arbeit soll das Umwelthaftungsrecht in Frankreich und in Deutschland verglichen werden. Der Begriff der Umwelthaftung ist keine eigenständige Kategorie des Zivilrechts. Vielmehr ist damit eine Gruppe von Anspruchsgrundlagen gemeint, die in bestimmten tatsächlichen Fallkonstellationen zur Anwendung kommen.<sup>42</sup>

Das Umwelthaftungsrecht wird daher ausgehend von tatsächlichen Lebenssachverhalten, zu deren Regelung es dient, definiert. Eine gesetzliche Begriffsbestimmung für die Umwelthaftung besteht nicht.

---

<sup>37</sup> *Beaucamp*, UPR 2001, 134, 135.

<sup>38</sup> *Beaucamp*, UPR 2001, 134, 135.

<sup>39</sup> *Zweigert/Kötz*, § 2 V S. 23.

<sup>40</sup> Vgl. Mitteilung der Europäischen Kommission zum europäischen Vertragsrecht, KOM (2001) 398 endg.; dazu mit einer zusammenfassenden Darstellung weiterer Initiativen *von Bar*, ZEuP 2001, 799 ff.

<sup>41</sup> *Zweigert/Kötz*, § 3 II S. 33.

<sup>42</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 4; *Flachsbarth*, 188; *Reiter*, 49; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 5.

Das Umwelthaftungsrecht umfasst alle Rechtsnormen, die zum Ausgleich von Schäden von Rechtssubjekten dienen, welche durch Umweltbeeinträchtigungen hervorgerufen werden (Umweltschäden).<sup>43</sup> Ein Schaden ist jede Einbuße an rechtlich geschützten materiellen oder immateriellen Gütern.

Die Umwelt in diesem Sinne umfasst die natürliche Umwelt des Menschen, also alle natürlichen belebten und unbelebten Ressourcen, auch wenn sie, z.B. als sogenannte Kulturlandschaft, vom Menschen gestaltet wurde.<sup>44</sup> Dazu zählen unter anderem Luft, Wasser, Boden, Fauna und Flora, einzeln oder in ihrem Zusammenwirken.<sup>45</sup>

Der Begriff der Umweltbeeinträchtigung, d.h. der nachteiligen Umwelteinwirkung, kann in Anlehnung an die Legaldefinition der Umwelteinwirkung aus § 3 I UmwHG definiert werden.<sup>46</sup> Danach sind Umwelteinwirkungen Stoffe, Erschütterungen, Geräusche, Druck, Strahlen, Gase und Dämpfe, Wärme oder sonstige Erscheinungen, die sich in Boden, Luft oder Wasser ausbreiten. Ausgeschlossen sind grobkörperliche Einwirkungen durch feste Körper mit nicht unerheblichem Ausmaß, z.B. durch Steinschlag.

Umwelteinwirkungen treten als Folge von Emissionen auf, d.h. der Verunreinigungen von Umweltmedien durch eine bestimmte Quelle (vgl. auch § 3 III BImSchG).<sup>47</sup> Diese Emissionen führen zunächst zu einer Umwelteinwirkung und dann zu einer Immission, also zur nachteiligen Einwirkung auf individuelle Rechtsgüter.<sup>48</sup>

Dabei ist nicht erforderlich, dass durch die Emission auch eine nachteilige Veränderung der Umweltmedien selbst, durch die die Umwelteinwirkung sich ausbreitet, eintritt. Es reicht aus, wenn die Umweltmedien die Einwirkungen nur weiterleiten und nicht selbst in Mitleidenschaft gezogen werden. Die Feststellung einer solchen Veränderung ist praktisch in manchen Fällen schwierig. Viele typische Umweltschäden, z.B. Schäden durch Lärm oder Erschütterungen,<sup>49</sup> wären danach nicht von den Definitionen des Umweltschadens bzw. der Umwelthaftung erfasst.<sup>50</sup> Im Haftungsrecht kommt es zudem für das Vorliegen eines Schadensersatzanspruches nicht darauf an, dass Umweltmedien beeinträchtigt werden, sondern nur darauf, dass einer Person ein Schaden entstanden ist. Daher wäre es im Rahmen des Rechtsvergleichs auch prak-

---

<sup>43</sup> *Von Bar*, 62. DJT, A 32 f.; *Flachsbarth*, 186; *Gnaub*, 1; *Hoppe/Beckmann/Kauch*, § 12 Rn. 43; *Kim*, 13 f., 17 f.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2.

<sup>44</sup> *Balensiefen*, 23; *Engelhardt*, 6 f.; *Flachsbarth*, 185; *Kim*, 5; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2.

<sup>45</sup> Art. 2 Nr. 10 der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten, abgedruckt in PHI 1993, 196 ff., 211 ff.; *Engelhardt*, 6 f.; *Kim*, 5.

<sup>46</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2.

<sup>47</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2, Rn. 14.

<sup>48</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2, Rn. 15.

<sup>49</sup> Lärm und Erschütterungen breiten sich als Wellen durch gasförmige, flüssige und feste Medien aus. Unter Lärm versteht man den hörbaren Bereich solcher Wellen, während Erschütterungen unhörbar und dafür körperlich spürbar sind.

<sup>50</sup> So z.B. *Engelhardt*, 7 f.; a.A. z.B. *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2.

tisch schwierig festzustellen, welche Gerichtsurteile sich auf Umweltschäden beziehen. In den Urteilen werden Umwelteinwirkungen, daraus folgende Verletzungserfolge und Schäden genannt, aber in der Regel nicht die Beeinträchtigung von Umweltmedien dargelegt.

Das Umwelthaftungsrecht umfasst zunächst Vorschriften aus dem Deliktsrecht und spezielle Vorschriften zur grundstücksbezogenen Haftung im Nachbarschaftsverhältnis, die in der Regel nicht speziell zum Ausgleich von Umweltschäden geschaffen wurden, aber in diesem Bereich große Bedeutung erlangt haben. In Deutschland sind dies die §§ 823 I, II BGB (Deliktsrecht) und die §§ 906 II S. 2 BGB, 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG (grundstücksbezogene Haftung im Nachbarschaftsverhältnis, Aufopferungshaftung). In Frankreich spielen die Art. 1382, 1383 und 1384 I, II Code civil im Bereich des Deliktsrechts eine wichtige Rolle für den Ersatz von Umweltschäden. Im Bereich der grundstücksbezogenen Haftung im Nachbarschaftsverhältnis ist die *théorie des troubles anormaux du voisinage* (Theorie der anormalen Störungen im Nachbarschaftsverhältnis) als wichtigste Anspruchsgrundlage des französischen Umwelthaftungsrechts zu nennen. Daneben gibt es Anspruchsgrundlagen, die als Gefährdungshaftung ausgestaltet sind und die häufig in jüngerer Zeit speziell im Hinblick auf den Ausgleich bestimmter Umweltschäden geschaffen wurden. Im deutschen Recht sind diese wesentlich zahlreicher als im französischen Recht. Deutsche Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung aus diesem Bereich sind die §§ 1 UmwHG, 22 WHG, 33 I S. 1 LuftVG, 32 I GenTG, 2 HaftPflG, 114 BBergG. In Frankreich finden sich hier Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, Art. 75-1 Code minier und Art. L. 541-23 Code de l'environnement.

## 2. Möglichkeit des Ersatzes ökologischer Schäden

Das Umwelthaftungsrecht stößt an seine Grenzen im Bereich des sogenannten ökologischen Schadens. Darunter versteht man die Beeinträchtigung des Naturhaushalts,<sup>51</sup> d.h. die nicht ganz unerhebliche Beeinträchtigung der physikalischen, biologischen oder chemischen Beschaffenheit von Umweltbestandteilen wie Boden, Wasser, Luft, Klima, der Pflanzen- und Tierwelt oder ihrer Wechselbeziehungen durch von Menschen verursachte Umwelteinwirkungen.<sup>52</sup>

Zum Teil entstehen durch diese Beeinträchtigungen Schäden an individuellen Rechten und Rechtsgütern. In solchen Fällen liegt ein Umweltschaden im oben beschriebenen Sinne vor und ein Ausgleich mit den Mitteln des Umwelthaftungsrechts ist grundsätzlich möglich.<sup>53</sup>

---

<sup>51</sup> Meyer-Abich, 19.

<sup>52</sup> Z.B. von Bar, 62. DJT, A 49; Braun, NJW 1998, 2318, 2323; Enders, 312; Kim, 11 m.w.N.; Philipp, 30; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 6, § 16 UmwHG Rn. 1; ausführliche Diskussion z.B. Godt, 41 ff.; Kadner, 25 ff.; Lytras, 183 ff.; Seibt, 6 ff.

<sup>53</sup> Z.B. Braun, NJW 1998, 2318, 2323; Enders, 313, Meyer-Abich, 124; Philipp, 30.

Ein ökologischer Schaden kann aber auch eintreten, ohne eine Einbuße an individuellen Rechten und Rechtsgütern zu verursachen. Insbesondere ist dies der Fall, wenn die Beeinträchtigung sich auf Bestandteile der Umwelt bezieht, die keinem privaten Rechtsträger, etwa aufgrund Eigentums oder aufgrund bestimmter Nutzungsrechte, zugeordnet sind, und die Beeinträchtigung auch keine Verletzung privater Rechte verursacht.<sup>54</sup> Dies kommt insbesondere vor bei der Verletzung nicht eigentumsfähiger Teile des Naturhaushalts, an denen auch keine Nutzungsrechte Privater bestehen, wie dies z.B. beim Grundwasser, bei vielen wildlebenden Tieren oder beim Naturhaushalt als Funktionssystem (der z.B. das ökologische Gleichgewicht und die Artenvielfalt beinhaltet) der Fall ist.<sup>55</sup> In anderen Fällen verursacht der ökologische Schaden zwar Einbußen an individuellen Rechten und Rechtsgütern, geht aber in seiner schädigenden Wirkung auf Umweltbestandteile darüber hinaus.<sup>56</sup> Teile des ökologischen Schadens, die gleichzeitig einen individuellen Umweltschaden darstellen, können über die Regeln der Umwelthaftung ersetzt werden. Die bloße Beeinträchtigung kollektiver Interessen dagegen ist traditionell von der privatrechtlichen Umwelthaftung nicht erfasst.<sup>57</sup> Diese werden über das Umwelthaftungsrecht nur indirekt, reflexartig über den Ersatz individueller Umweltschäden geschützt.<sup>58</sup>

Soweit das deutsche und französische Umwelthaftungsrecht versuchen, auch diese rein ökologischen Schäden in ein privatrechtliches Haftungssystem einzubeziehen, erstreckt sich der Vergleich auch auf diesen Bereich.

## II. Aus dem Vergleich ausgenommene Bereiche

Umwelthaftungsrecht im oben beschriebenen Sinne ist ein Teil des Umweltprivatrechts, d.h. der privatrechtlichen Normen, die zur Lösung von Problemen im Umweltbereich angewandt werden.<sup>59</sup> Ordnungsrechtliche Ansprüche der Verwaltung gegen den Bürger als Störer, die auf die Ergreifung von Maßnahmen zur Abwehr von

---

<sup>54</sup> Z.B. *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 66, Nr. 73 (*dommage écologique pur*); *Braun*, NJW 1998, 2318, 2323 (reiner Umweltschaden); *Enders*, 313; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1961 (ökologischer Schaden liegt nur vor, wenn keine Haftung möglich ist); *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 12 (*dommage écologique*); *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 11 (*dommage écologique strictu sensu*); *Kim*, 12; *Kloppfer*, § 6 Rn. 76 (bezeichnet nur diesen Schaden als ökologischen Schaden); *Martin*, Réflexions, 115, 121 f.; *Philipp*, 30; *Rebbinder*, NuR 1988, 105, 105 f. (ökologischer Schaden ist Eingriff in die Naturgüter Wasser, Boden, Luft, Klima, Pflanzen- und Tierwelt sowie in die Bezüge zwischen ihnen, die nicht in Geld auszudrücken sind, also keine Beeinträchtigung von vermögens- sondern von immateriellen Naturschutzinteressen darstellen); *Seibt*, 9 f. (ökologische Schäden sind Beeinträchtigungen von Umweltgütern und ökologischen Funktionen, die niemandem rechtlich zugeordnet sind); *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 186 (Ökoschaden); *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 7 (ökologischer Schaden im engeren Sinne).

<sup>55</sup> *Enders*, 313; *Kim*, 12; *Martin*, Réflexions, 115, 121 f.; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 7.

<sup>56</sup> *Kim*, 12 f.; *Martin*, Réflexions, 115, 121 f.; *Steichen*, 178 f.

<sup>57</sup> Z.B. *Braun*, NJW 1998, 2318, 2323; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 11; *Kim*, 12 f.; *Martin*, Réflexions, 115, 121 f.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 778; *Meyer-Abich*, 124 f.; *Steichen*, 168 (zum französischen Deliktsrecht); *Van Lang*, 215, 216 f.

<sup>58</sup> Z.B. *Baumann*, JuS 1989, 433, 433; *Diederichsen*, 56. DJT, L 49.

<sup>59</sup> *Kim*, 17.

Gefahren für die Umwelt oder auf Geldersatz für solche Maßnahmen gerichtet sind, sind Teil des öffentlichen Rechts und werden nicht verglichen (z.B. §§ 4 ff. BBodSchG, ggf. i.V.m. §§ 55 ff. VwVG NRW und der KostO NRW). Auch die Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden<sup>60</sup> (näher dazu s.u. Teil 1, D.I.3) trifft keine Regeln über die privatrechtliche Umwelthaftung, sondern gehört dem öffentlichen Ordnungsrecht an.<sup>61</sup>

Ferner sollen Ansprüche auf den Ersatz von Umweltschäden aus dem Bereich der Staatshaftung, die häufig gar nicht erst zum Umwelthaftungsrecht gezählt werden,<sup>62</sup> aus dem Vergleich ausgenommen sein.

Für den Ersatz von Umweltschäden kommen häufig auch vertragliche Ansprüche, selten auch Ansprüche aus Geschäftsführung ohne Auftrag und aus ungerechtfertigter Bereicherung in Betracht.<sup>63</sup> Diese Bereiche sollen ebenfalls nicht verglichen werden.

Auch die Regelung der Haftung für Umweltschäden, deren Ersatz weitgehend durch internationale Übereinkommen in Deutschland und Frankreich geregelt ist, wird nicht verglichen. Aus dem Vergleich ausgenommen bleibt folglich die Haftung für Schäden, die durch Kernenergie verursacht werden, und die Haftung für Schäden, die aufgrund der Meeresverschmutzung durch Öl entstehen.

Internationale Übereinkommen regeln die Haftung des Betreibers einer Kernanlage sowohl in Deutschland als auch in Frankreich. Das Pariser Übereinkommen vom 29. Juli 1960 und das Brüsseler Zusatzübereinkommen vom 31. Januar 1963, zunächst geändert durch zwei Zusatzprotokolle von 1964 und von 1982,<sup>64</sup> sind im Verhältnis zu Deutschland und Frankreich in Kraft.<sup>65</sup> Ergänzend gelten in Deutschland die §§ 25 ff. AtomG, in Frankreich das Gesetz Nr. 68-943 vom 30. Oktober 1968, zuletzt geändert durch das Gesetz Nr. 2006-686 vom 13. Juni 2006.<sup>66</sup>

Die Haftung für Meeresverschmutzung durch Öl ist ebenfalls sowohl in Frankreich als auch in Deutschland durch internationale Übereinkommen geregelt. Am 29. November 1969 wurde ein erstes Übereinkommen zur Haftung für die Meeresverschmutzung durch Öl in Brüssel unterzeichnet, das 1975 auch im Verhältnis zu Deutschland und Frankreich in Kraft trat.<sup>67</sup> 1971 wurde dieses

---

<sup>60</sup> ABIEU vom 30. April 2004, Nr. L 143, S. 56, abgedruckt in NVwZ 2005, 420 ff.

<sup>61</sup> *Huglo*, *Environnement* 1/2003, 8, 8.

<sup>62</sup> *Balensiefen*, 26; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 2; ausführlich *Enders*, 422 ff.

<sup>63</sup> *Gnaub*, 1 f.; *Kim*, 17; ausführlich *Engelhardt*, 45 ff.

<sup>64</sup> Aktuelle Fassungen: [http://www.nea.fr/html/law/nlparis\\_conv.html](http://www.nea.fr/html/law/nlparis_conv.html), 2. Dezember 2007; <http://www.nea.fr/html/law/nlbrussels.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>65</sup> Vgl. <http://www.nea.fr/html/law/paris-convention-ratification.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>66</sup> Zu finden unter: <http://www.legifrance.gouv.fr/>

WAspad/Ajour?nor=&num=68-943&ind=1&laPage=1&demande=ajour, 2. Dezember 2007.

Deutschland und Frankreich in Kraft trat.<sup>67</sup> 1971 wurde dieses Übereinkommen ergänzt durch ein Übereinkommen über die Errichtung eines Internationalen Fonds zur Entschädigung für Ölverschmutzungsschäden, das im Verhältnis zu Deutschland und Frankreich 1978 in Kraft getreten ist.<sup>68</sup> 1992 wurden beide Übereinkommen durch Protokolle geändert und ersetzt und durch ein weiteres Protokoll ein Ergänzungsfonds geschaffen. Diese Protokolle haben die Ursprungsabkommen in Deutschland und Frankreich inzwischen ersetzt.<sup>69</sup>

Allgemein sollen solche Anspruchsgrundlagen, die speziell zur Regelung des Ausgleichs von Umweltschäden geschaffen wurden, und Anspruchsgrundlagen, die zwar nicht speziell mit diesem Ziel geschaffen wurden, aber dennoch tatsächlich häufig zum Ersatz von Umweltschäden herangezogen werden, in den Vergleich einbezogen werden. Solche Anspruchsgrundlagen, die nicht im Hinblick auf die Ermöglichung des Ersatzes von Umweltschäden geschaffen wurden und die auch nur in seltenen Fällen als Anspruchsgrundlage für den Ersatz von Umweltschäden zum Einsatz kommen, bleiben beim Vergleich ausgenommen. Ein Beispiel sind die deutschen Regelungen der Gefährdungshaftung im Verkehr, insbesondere §§ 1 HaftPflG, § 7 StVG. § 1 HaftPflG regelt die Haftung für Schäden, die beim Betrieb einer Schienen- oder Schwebebahn entstehen, § 7 StVG ordnet eine Haftung für Schäden, die beim Betrieb eines Kraftfahrzeugs entstehen, an. Solche Schäden können zwar auch durch Umwelteinwirkungen entstehen, die Vorschriften sind aber auf mechanisch verursachte Schäden ausgerichtet und werden weit überwiegend auch in solchen Fällen angewandt.<sup>70</sup> § 33 LuftVG, der eine Haftung für Schäden begründet, die beim Betrieb eines Luftfahrzeugs entstehen, wird in den Vergleich einbezogen, obwohl die Regelung auch auf den Ersatz mechanisch verursachter Schäden ausgerichtet ist. Über diese Vorschrift werden aber praktisch häufig Schäden ersetzt, die durch von dem Luftfahrzeug ausgehenden Lärm verursacht werden, d.h. typische Umweltschäden. § 2 HaftPflG trifft, anders als § 1 HaftPflG, eine Regelung, die speziell auf den Ersatz von Umweltschäden ausgerichtet ist. Danach wird für Schäden, die durch bestimmte, von den im Gesetz genannten Anlagen ausgehende Gase, Dämpfe oder Flüssigkeiten verursacht werden, gehaftet. Diese Vorschrift wird folglich im Rahmen dieser Arbeit untersucht.

Die Vorschriften der Gefährdungshaftung, die speziell zur Regelung der Haftung für Schäden, die durch Fehler eines Produkts entstehen, dienen (in Deutschland §§ 1 ff. ProdHG), sollen ebenfalls nicht verglichen werden, obwohl ihnen eine gewisse Relevanz im Bereich der Umwelthaftung zukommt.<sup>71</sup>

---

<sup>67</sup> Vgl. <http://www.comitemaritime.org/ratific/imo/imo01.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>68</sup> Vgl. <http://www.comitemaritime.org/ratific/imo/imo04.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>69</sup> Vgl. <http://fr.iopcfund.org/92members.htm>, 2. Dezember 2007; allgemein zum Fonds <http://www.iopcfund.org>, 2. Dezember 2007; ergänzend gelten in Frankreich die Art. L. 218-1 ff. Code de l'environnement.

<sup>70</sup> Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 97 ff. (auch so zu § 33 LuftVG).

<sup>71</sup> Zum ProdHG näher *Engelhardt*, 40 ff.

Verglichen werden sollen Ansprüche auf Ausgleich von Umweltschäden, die auf Herstellung in Natur, Schadensersatz in Geld oder Entschädigung in Geld gerichtet sind. Ansprüche auf Unterlassung von Tätigkeiten, die zu Umweltschäden führen oder führen können, bzw. Ansprüche auf die Vornahme bestimmter Tätigkeiten zur Vermeidung von Umweltschäden sind nicht auf den Ausgleich von Umweltschäden, sondern auf Vorbeugung von Umweltschäden gerichtet. Sie gehören damit nicht zum oben definierten Bereich der Umwelthaftung<sup>72</sup> und sind vom Vergleich ausgenommen. Beweisfragen werden hauptsächlich im Zusammenhang mit dem praktisch besonders wichtigen Problem der Kausalitätsfeststellung bei der Umwelthaftung erörtert.

In dieser Arbeit sollen ferner die praktischen Probleme der Feststellung des Vorliegens eines Umweltschadens<sup>73</sup> und der konkreten wirtschaftlichen Evaluation von Umweltschäden<sup>74</sup> als eher naturwissenschaftliche und betriebswirtschaftliche Probleme ausgeklammert bleiben

## **B. Funktionen des Umwelthaftungsrechts**

Das Umwelthaftungsrecht dient zum Ausgleich erlittener und zur Prävention zukünftiger Schäden. In Frankreich wird zusätzlich hin und wieder die Bestrafung des Schädigers als Funktion des Umwelthaftungsrechts angegeben.<sup>75</sup> In Deutschland wird eine solche Bestrafungsfunktion jedoch weitgehend abgelehnt.<sup>76</sup>

## **I. Ausgleichsfunktion, Zusammenhang mit dem Verursacherprinzip**

Die Ausgleichsfunktion als wichtige Funktion des Haftungsrechts<sup>77</sup> spielt auch bei der Umwelthaftung eine bedeutende Rolle.<sup>78</sup> Das Haftungsrecht dient dem umfassenden Ausgleich der einer Person entstandenen Schäden.<sup>79</sup> Durch das Umwelthaftungsrecht sollen folglich Nachteile ausgeglichen werden, die der Einzelne aufgrund von Umweltschäden erleidet. Diese Funktion des Haftungsrechts kommt insbesondere auf Rechtsfolgenseite bei der Bestimmung von Art und Umfang des

<sup>72</sup> Ähnlich z.B. *Kim*, 18, *Schimikowski*, Rn. 4.

<sup>73</sup> Dazu *Steichen*, 179 (zur Bodenverschmutzung).

<sup>74</sup> Dazu *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 3, 9, 11 f.

<sup>75</sup> *Demeester*, *Droit et Patrimoine* Nr. 118 September 2003, 88, 89; *Steichen*, 125.

<sup>76</sup> Z.B. *MK/Mertens* (3. Auflage), Vor §§ 823-853 BGB, Rn. 41; *Palandt/Heinrichs*, Vor § 249 BGB Rn. 4.

<sup>77</sup> *Engelhardt*, 11 (Ausgleichsfunktion als wichtigste Aufgabe des Schadensersatzrechts); *Flachsbarth*, 23; *Hager*, *NJW* 1986, 1961, 1969; *Kim*, 19; ausf. *MK/Mertens* (3. Auflage), Vor §§ 823-853 BGB Rn. 41 ff. (zum Recht der Unerlaubten Handlungen, Ausgleichsfunktion als Primärfunktion); *Palandt/Heinrichs*, Vor § 249 BGB Rn. 4 (zum Schadensersatzrecht); *Palandt/Sprau*, Vor § 823 BGB Rn. 1 (zum Recht der Unerlaubten Handlungen); *Stecher*, 110 f.; kritisch *MK/Wagner*, Vor § 823 BGB Rn. 32 ff.

<sup>78</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 3; *Demeester*, *Droit et Patrimoine* Nr. 118 September 2003, 88, 89; *Engelhardt*, 11; *Kim*, 19, 22; *Rebbinder*, 438; *Rebbinder*, *NuR* 1989, 149, 150; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 33; *Steichen*, 125.

<sup>79</sup> *Meyer-Abich*, 99.

dere auf Rechtsfolgenseite bei der Bestimmung von Art und Umfang des Schadensersatzes zum Tragen.<sup>80</sup> Für die Ausgleichsfunktion ist aber auch entscheidend, welche Voraussetzungen die einzelnen Anspruchsgrundlagen haben und inwieweit diese Voraussetzungen, speziell im Bereich der Umwelthaftung, erfüllt oder überhaupt erfüllbar sind und folglich ein Anspruch auf Schadensersatz bestehen kann.

Über die zivilrechtliche Haftung wird der Verursacher zur Schadenswiedergutmachung herangezogen. So wird über die Ausgleichsfunktion das Verursacherprinzip des Umweltrechts verwirklicht.<sup>81</sup>

Das Verursacherprinzip wird in Art. 174 II S. 2 EGV festgeschrieben. Dort heißt es, dass die Umweltpolitik der Gemeinschaft auf dem Verursacherprinzip beruht. Dieses Prinzip ist Grundlage der europäischen Umweltpolitik<sup>82</sup> und auch im nationalen Umweltrecht Deutschlands<sup>83</sup> und Frankreichs<sup>84</sup> anerkannt. Das Verursacherprinzip besagt insbesondere, dass der Verursacher, d.h. derjenige, der die Umwelt direkt oder indirekt belastet oder eine Bedingung für die Umweltbelastung setzt, auch die dadurch entstehenden Kosten tragen soll. Über die Anwendung dieses Prinzips der Kostenzurechnung sollen externe Kosten internalisiert werden.<sup>85</sup> So bestimmt Art. 4 der französischen *Charte de l'environnement* (s.o.), dass jeder, der die Umwelt schädigt, im Rahmen der Gesetze zum Ersatz der Schäden beitragen muss.

Je effektiver über die Vorschriften der Umwelthaftung der Verursacher gegenüber dem Geschädigten dazu verpflichtet werden kann, die Kosten für von ihm verursachte Umweltschäden zu tragen, und damit die Ausgleichsfunktion verwirklicht wird, desto besser wird auch das Verursacherprinzip erfüllt.

## II. Präventionsfunktion, Zusammenhang mit Vorbeuge- und Vorsorgeprinzip

Mit der Ausgleichsfunktion eng verknüpft ist die weitgehend, speziell auch im Umwelthaftungsrecht, anerkannte Präventionsfunktion des Haftungsrechts.<sup>86</sup>

Wirtschaftlich rational denkende und handelnde potentielle Verursacher von Umweltschäden, insbesondere Unternehmer, haben aufgrund des Risikos der Umwelt-

---

<sup>80</sup> Engelhardt, 11; Kim, 19; Palandt/Heinrichs, Vor § 249 BGB Rn. 4.

<sup>81</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 4, 21.

<sup>82</sup> Z.B. Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 9, 11.

<sup>83</sup> Näher z.B. Engelhardt, 12 ff.

<sup>84</sup> Vgl. Art. 4 Charte de l'environnement; Huet, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 11; Priour, Nr. 164 ff.

<sup>85</sup> Callies/Ruffert/Callies, Art. 174 EGV Rn. 34; Priour, Nr. 164.

<sup>86</sup> Z.B. Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 3; Assmann, 155 ff.; Demeester, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 89; Engelhardt, 16 ff.; Flachsbarth, 23; Hager, NJW 1986, 1961, 1970; Köndgen, UPR 1983, 345, 347; Lübbe-Wolff, NVwZ 2001, 481, 485; Meyer-Abich, 100 ff.; Rebbinder, 438; Rebbinder, NuR 1989, 149, 151; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 35 ff. (ausführlich); Stecher, 111 ff. (ausführlich); Steichen, 122, 125.

haftung einen Anreiz, Maßnahmen zur Vorbeugung von Umweltbeeinträchtigungen zu ergreifen und damit das Risiko der Umwelthaftung möglichst zu minimieren.<sup>87</sup> Dabei wägt der mögliche Verursacher eines Umweltschadens das Haftungsrisiko seiner Tätigkeit und die möglichen Kosten bei Eingreifen der Haftung gegen den Kostenaufwand bei der Durchführung von Maßnahmen zur Vorbeugung von Umweltbeeinträchtigungen gegeneinander ab.<sup>88</sup> Neben dem Haftungsrisiko und den möglichen Kosten durch Haftung fließen auch Aspekte in die Abwägung ein, die nur mittelbar materielle Auswirkungen für den potentiellen Verursacher haben, wie z.B. der Imageschaden durch größere Umwelthaftungsfälle und der persönliche Aufwand, der entsteht, wenn der Ersatz von Umweltschäden erforderlich werden sollte.<sup>89</sup>

Als Folge dieser Überlegungen bildet sich auch ein verbessertes Bewusstsein für Umweltrisiken, insbesondere im Unternehmen, das über die Ergreifung punktuell wirkender Maßnahmen hinausgeht und zum Beispiel zur Schaffung einer im Sinne des Umweltschutzes verbesserten Betriebsorganisation führt.<sup>90</sup>

Im Ergebnis trägt so derjenige, der umweltgefährdende Tätigkeiten vornimmt, die Kosten für den Ausgleich oder für die Verhinderung von Umweltschäden. Die Kosten werden in der Regel von einem Unternehmen auf die Kunden, meist Endverbraucher, als mittelbare Mitverursacher des Umweltschadens abgewälzt,<sup>91</sup> machen das Unternehmen also für die Kunden unattraktiver. Verhaltensweisen, die wenige Umweltschäden verursachen, bzw. Maßnahmen, die Umweltschäden effizient verhindern, sind damit für Unternehmen vorteilhaft, werden belohnt und setzen sich im Wettbewerb durch.<sup>92</sup>

Wer für die Entstehung der Gefahr eines Umweltschadens verantwortlich ist, wird freiwillig selbst das kostengünstigste und zur Eindämmung der Gefahr geeignetste Mittel zur Vorbeugung der Schadensentstehung wählen.<sup>93</sup> Ein Eingreifen der Verwaltung, das weitere Kosten verursacht, ist, anders als beim Umweltschutz durch öffentliches Recht, nicht erforderlich.<sup>94</sup> Der Entstehung von Umweltschäden wird folglich auf effiziente Weise vorgebeugt. Das Umwelthaftungsrecht wirkt damit indirekt auch

---

<sup>87</sup> Z.B. Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12; *Lübbe-Wolff*, NVwZ 2001, 481, 485; *MK/Mertens* (3. Auflage), Vor §§ 823-853 Rn. 41 (für das Deliktsrecht, Präventionsfunktion als Sekundärfunktion); *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37 mit vielen Nachweisen.

<sup>88</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12; *Assmann*, 163; *Meyer-Abich*, 93; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37.

<sup>89</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37.

<sup>90</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37.

<sup>91</sup> *Engelhardt*, 16; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 41.

<sup>92</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 41 m.w.N.; ähnlich *Assmann*, 163; *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 152.

<sup>93</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37 m.w.N.

<sup>94</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 37.

umweltschützend, besonders wenn als Rechtsfolge Naturalrestitution angeordnet werden kann.<sup>95</sup>

Voraussetzung für das Eintreten der Präventionswirkung ist, dass dem Verursacher eines Umweltschadens überhaupt eine Haftung droht. Dies ist nicht in allen Fällen der Verursachung eines Umweltschadens der Fall. Häufig ergeben sich insbesondere bei bestimmten Schäden Schwierigkeiten bei der Feststellung der Kausalität. Auch z.B. bei ökologischen Schäden, die keine individuellen Rechte oder Rechtsgüter betreffen, ist ein Ersatz nach den Vorschriften der Umwelthaftung in der Regel nicht möglich (s.o. Teil 1, A.I.2).<sup>96</sup>

Weiter muss die Entstehung von Umweltschäden überhaupt durch gezielte Aktivitäten des Adressaten der Haftung verhinderbar sein.<sup>97</sup>

Ferner müssen Eintritt und der Umfang der Haftung durch den für die Umweltgefahr Verantwortlichen vorhergesehen und berechnet werden können. Daher müssen die Haftungsvoraussetzungen eindeutig sein.<sup>98</sup>

Der Umfang der Präventionswirkung variiert je nach Voraussetzungen der jeweils anwendbaren Anspruchsgrundlage.

Bei der Verschuldenshaftung ist die Verletzung der im Verkehr erforderlichen Sorgfalt Voraussetzung für die Haftung. Bei Einhaltung dieses Sorgfaltsmaßstabs kommt keine Haftung nach den Regeln der Verschuldenshaftung in Betracht. Es besteht folglich kein Anreiz zur Einhaltung von weitergehenden Sorgfaltspflichten.<sup>99</sup>

Bei Anspruchsgrundlagen, die keine Rechtswidrigkeit und kein Verschulden, also auch keine Sorgfaltspflichtverletzung, voraussetzen, d.h. Anspruchsgrundlagen der Gefährdungs- und Aufopferungshaftung, droht dem Schädiger eine umfassendere, aber gleichzeitig auch im Vergleich zur Verschuldenshaftung weniger gut vorhersehbare Haftung. Die Haftung tritt trotz sorgfaltgemäßen Verhaltens ein und bietet damit weniger Verhaltensorientierung als die Verschuldenshaftung.<sup>100</sup>

Die Präventionswirkung ist hier aber dennoch gegeben und eventuell im Vergleich zur Verschuldenshaftung sogar stärker, da ein Anreiz besteht, nicht nur die im Verkehr erforderliche Sorgfalt, sondern auch darüber hinausgehende Sorgfaltspflichten zu beachten. Nicht nur der verschuldete Schadenseintritt, sondern ein Schadensein-

---

<sup>95</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 37 f.

<sup>96</sup> Diederichsen, 56. DJT, L 49; Diederichsen/Scholz, WiVerw 1984, 23, 28; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 38 m.w.N.

<sup>97</sup> Assmann, 163; Engelhardt, 17.

<sup>98</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 37.

<sup>99</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 39, Rn. 41 m.w.N.; Wolfrum/Langenfeld, 195.

<sup>100</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 39 m.w.N.

tritt jeder Art, auch wenn er z.B. aus dem rechtmäßigen Normalbetrieb einer Anlage resultiert und damit weder rechtswidrig noch schuldhaft ist, führt zur Haftung und erfordert so Maßnahmen zur Schadensverhinderung.<sup>101</sup> Soweit für die jeweilige Handlungsweise weniger umweltschädliche Alternativen bestehen, besteht die Möglichkeit, diese zu wählen, so dass auch die Gefährdungshaftung die Schadensvermeidung fördert.<sup>102</sup> Auch wenn in diesen Fällen, wie häufig, eine Versicherung besteht, die die entstehenden Schäden abdeckt, ist zumindest in abgeschwächter Form eine Präventionswirkung gegeben, da die Versicherungsprämien in der Regel je nach Gefährlichkeit des versicherten Verhaltens und Kosten für das Beheben von Schäden berechnet werden.<sup>103</sup>

Jedenfalls hängt die Präventionswirkung aber davon ab, dass der jeweilige Schaden dem Verursacher rechtlich zugerechnet werden kann.<sup>104</sup> Besondere Probleme bestehen im Umwelthaftungsrecht bei der Feststellung des Kausalzusammenhangs (s.u. Teil 1, C.I).

Damit ergänzt das Umwelthaftungsrecht die Regeln des öffentlichen Rechts bei der Förderung des Umweltschutzes. Die Marktmechanismen, die die Umwelthaftung sich zunutze macht, können die Regeln des öffentlichen Rechts nicht ersetzen. Sie ergänzen aber die Wirkung des öffentlichen Rechts. Sie haben diesem gegenüber insbesondere den Vorteil, dass keine Umsetzung durch Behörden erforderlich ist, sondern die Präventionswirkung des Umwelthaftungsrechts automatisch eintritt.<sup>105</sup>

Durch die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts werden zwei wichtige umweltrechtliche Prinzipien, nämlich das Vorsorge- und das Vorbeugeprinzip, verwirklicht. Diese sind, wie das Verursacherprinzip, Grundlage der gemeinsamen Umweltpolitik<sup>106</sup> und ebenfalls anerkannte Prinzipien des deutschen und des französischen Umweltrechts.<sup>107</sup> Art. 174 II S. 2 EGV bringt zum Ausdruck, dass die Umweltpolitik der Gemeinschaft auf den Grundsätzen der Vorsorge und Vorbeugung beruht. Das Vorbeugeprinzip (*principe de prévention*) bestimmt, dass vor der Vornahme einer möglicherweise umweltgefährdenden Tätigkeit vorbeugende Maßnahmen zur Verhinderung von Umweltbeeinträchtigungen vorgenommen werden sollen.<sup>108</sup> Das Vorsorgeprinzip (*principe de précaution*) besagt, dass Vorsorgemaßnahmen zur Verhinderung eines Schadenseintritts getroffen werden sollten, selbst wenn man diesen

---

<sup>101</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 41; zum umstrittenen Problem der Präventionswirkung der Gefährdungshaftung auch Kloepfer, § 6 Rn. 67 m.w.N.

<sup>102</sup> Rebbinder, NuR 1989, 149, 151; Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 8.

<sup>103</sup> Rebbinder, NuR 1989, 149, 151.

<sup>104</sup> Lübbe-Wolff, NVwZ 2001, 481, 485.

<sup>105</sup> Martin, Notion de responsabilité, 131, 136 f.

<sup>106</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 4; Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 9.

<sup>107</sup> Zum Vorsorgeprinzip im deutschen Recht ausführlich Günther, 19 ff.; im Zusammenhang mit der Umwelthaftung Günther, 89 ff.

<sup>108</sup> Prieur, Nr. 77.

Schadenseintritt, z.B. aufgrund ungesicherter wissenschaftlicher Erkenntnislage, nicht sicher voraussagen kann.<sup>109</sup> Damit ist Ziel der Umweltpolitik, Umweltbeeinträchtigungen gar nicht erst entstehen zu lassen. Umweltgefahren sind abzuwehren, um Schäden vorzubeugen, und Umweltrisiken vorausschauend so weit wie möglich zu vermeiden, um Gefahren für die Umwelt gar nicht erst entstehen zu lassen.<sup>110</sup> In der französischen *Charte de l'environnement* finden diese Prinzipien in Art. 3 (Vorbeugeprinzip, *principe de prévention*) und Art. 5 (Vorsorgeprinzip, *principe de précaution*) ihren Ausdruck (s.o.). Diese Prinzipien sind ebenfalls in Art. L.110-1-II Code de l'environnement festgeschrieben.

Das Vorsorge- und das Vorbeugeprinzip werden über die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklicht, da Schädiger aufgrund ihrer Pflicht zur Übernahme der Kosten für Umweltschäden einen Anreiz zur möglichst weitreichenden Schadensvermeidung haben.<sup>111</sup>

## C. Besondere Probleme der Umwelthaftung

Im Folgenden werden einige besondere Probleme und Begrifflichkeiten des Umwelthaftungsrechts vorgestellt, die beim Vergleich besonders zu beachten sind.

### I. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme

Die Ermittlung und der Beweis der Kausalität zwischen einem bestimmten Verhalten oder den Auswirkungen einer Anlage, einer Umwelteinwirkung, einem Eingriff in die Rechtssphäre des Geschädigten, einem Verletzungserfolg und dem daraus folgenden Schaden sowie gegebenenfalls die Feststellung weiterer darauf bezogener Zurechnungsvoraussetzungen sind die größten Probleme des Umwelthaftungsrechts.<sup>112</sup> Die besondere Bedeutung dieses Aspekts ergibt sich schon daraus, dass diese Voraussetzungen im Rahmen jeder Anspruchsgrundlage der Umwelthaftung, sowohl in Deutschland als auch in Frankreich, festgestellt werden müssen.<sup>113</sup> Aus dieser Schwierigkeit folgt, dass das Prozessrisiko in Fällen der zivilrechtlichen Umwelthaftung häufig, speziell im Vergleich zu verwaltungsgerichtlichen Verfahren, hoch ist.<sup>114</sup>

Schwierig ist bei der Haftung für Umweltschäden insbesondere die Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität, d.h. der Kausalität des Verhaltens des Schädigers oder der Auswirkungen einer Anlage für einen Verletzungserfolg. Die Feststellung

---

<sup>109</sup> Näher dazu, insbesondere zur Entwicklung im deutschen Recht und zur internationalen Anerkennung *Chagnolland*, D. 2004 Chron. 1103, 1103, 1105; *Prieur*, Nr. 174.

<sup>110</sup> *Callies/Ruffert/Callies*, Art. 174 EGV Rn. 27 ff.

<sup>111</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 4.

<sup>112</sup> Ähnlich *Assmann*, 157; *Greinert*, 107 ff.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 139 (haftungsbegründende Kausalität), vgl. dazu auch Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 9/10; Beispiel Waldschäden: BGHZ 102, 350, 354; ausführlich zur Zurechnung von Schadstoffernwirkungen *von der Heide*, 37 ff., 127 ff.

<sup>113</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 123; *Reiter*, 77; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 136; *Steichen*, 183.

<sup>114</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 50.

der haftungsausfüllenden Kausalität, d.h. der Kausalität zwischen dem Verletzungserfolg und dem Schaden, ist dagegen kaum problematischer als im übrigen Haftungsrecht. In diesem Zusammenhang ist die Verursachung des Verletzungserfolgs durch eine Umwelteinwirkung nicht mehr von Bedeutung und ruft keine besonderen Schwierigkeiten mehr hervor.<sup>115</sup>

Die Probleme der Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität bei der Umwelthaftung ergeben sich zunächst daraus, dass bei der Haftung für Umweltschäden häufig viele mögliche Ursachen für den Verletzungserfolg in Frage kommen, von denen jede einzelne u.U. nur einen kleinen Beitrag zur Schadensentstehung geleistet hat (Summationsschäden).<sup>116</sup> Verschiedenen möglichen Schädigern stehen andererseits auch häufig mehrere Geschädigte gegenüber. Traditionell ist das Haftungsrecht dagegen für die Regelung des Verhältnisses zwischen einem Anspruchsinhaber und einem Anspruchsgegner geschaffen.<sup>117</sup> Die Bestimmung der Ursache wird auch dadurch erschwert, dass oft mehrere Umwelteinwirkungen nebeneinander existieren, sich gegenseitig verstärken und durch ihr Zusammentreffen oder durch die Kombination mit natürlichen Prozessen ihre Wirkung ändern.<sup>118</sup>

Ferner ist häufig der Beweis der Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität schwierig. Der Geschädigte verfügt häufig nicht über die Informationen, die die Zuordnung von Rechtsgutsverletzung und Schaden zu einem bestimmten Schädiger ermöglichen.<sup>119</sup> Das Ereignis, das den Verletzungserfolg verursacht, tritt häufig in einem Bereich ein, der nur vom Schädiger beherrscht wird, der dem Geschädigten keinen Einblick gewährt, z.B. innerhalb seiner Betriebsanlage.<sup>120</sup>

Zudem ist der Beweis der Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität häufig erschwert, weil komplexe naturwissenschaftliche Zusammenhänge vorliegen, die nur durch aufwändige Untersuchungen festgestellt werden können.<sup>121</sup>

Die Beweisprobleme ergeben sich auch daraus, dass es sich bei Umweltschäden häufig um Distanzschäden handelt, d.h. die Rechtsgutsverletzung und damit auch der Schaden treten in großer räumlicher Entfernung zum Entstehungsort der Ursache

---

<sup>115</sup> Ähnlich *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 140; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 372.

<sup>116</sup> Z.B. Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 11 f.; BGH NJW 1988, 478, 478; *Kim*, 16; *Philipp*, 33; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 141 m.w.N.; der Staat haftet für diese Schäden nur in Ausnahmefällen, vgl. zur Haftung der öffentlichen Hand für Waldschäden BGH NJW 1988, 478 ff.

<sup>117</sup> Z.B. *Assmann*, 159; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 22; *Müller*, VersR 1998, 1181, 1181; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 140 m.w.N.

<sup>118</sup> *Assmann*, 158; *Martin*, Réflexions, 115, 121; *Steichen*, 131.

<sup>119</sup> *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 140.

<sup>120</sup> *Staudinger/Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 1.

<sup>121</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 12; *Staudinger/Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 1.

ein.<sup>122</sup> Ferner sind Langzeitschäden häufig,<sup>123</sup> d.h. Rechtsgutsverletzungen und daraus folgende Schäden, die erst einige Zeit nach dem ursächlichen Ereignis auftreten. Eine besondere Art der Langzeitschäden sind häufig Schäden, die durch Altlasten hervorgerufen werden. Eine abstrakte Definition des Begriffs der Altlast ist kaum möglich. Man versteht darunter z.B. ehemalige Ablagerungsplätze von umweltschädlichen Stoffen, ehemalige Industriestandorte, an denen sich noch umweltschädliche Stoffe befinden, defekte Abwasserkanäle und Bodenverunreinigungen.<sup>124</sup> Häufig sind Distanz- und Langzeitschäden gleichzeitig auch Summationsschäden. Insbesondere stellen sich die Beweisprobleme bei Verletzungserfolgen, die durch den Normalbetrieb einer Anlage oder normales Verhalten des Anspruchsgegners, im Gegensatz zu einem Störfall (näher dazu s.u. Teil 1, C.V), verursacht werden.

Folglich stellt sich schon bei feststehendem Sachverhalt die Frage, welches Verhalten der als Anspruchsgegner in Frage kommenden Personen zurechenbar kausal für den Verletzungserfolg geworden ist und wem von mehreren Verursachern in welchem Umfang der daraus entstehende Schaden zugerechnet werden kann. Wenn der Sachverhalt nicht feststeht, sondern noch ermittelt werden muss, ergeben sich Probleme beim Beweis der Voraussetzungen des Kausalzusammenhangs.

In dieser Arbeit werden die in Frankreich und Deutschland entwickelten Lösungen für diese Problematik verglichen. Dabei wird untersucht, ob Umweltschäden durch das rechtliche Instrumentarium dem jeweiligen Verursacher zugeordnet werden können und damit für die betroffenen Personen die Möglichkeit besteht, Ersatz für die nachteiligen Folgen des Umweltschadens zu erhalten.

## **II. Einfluss öffentlich-rechtlicher Vorschriften auf das Umwelthaftungsrecht**

Für viele umweltgefährdende Tätigkeiten bestehen detaillierte öffentlich-rechtliche Regelungen. Ob jemand durch das Verhalten, durch das er einen Umweltschaden verursacht hat, gleichzeitig gegen öffentlich-rechtliche Regelungen verstoßen hat, kann Einfluss auf das Vorliegen der Voraussetzungen von Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung ausüben. Insbesondere kommt dieser Aspekt bei der Feststellung von Rechtswidrigkeit und Verschulden bzw. *faute* im Rahmen der Verschuldenshaftung zum Tragen. Er spielt aber auch bei der verschuldensunabhängigen Haftung für Störungen im Nachbarschaftsverhältnis bei der Feststellung, für welche Störungen ein Ausgleich geschuldet ist, eine Rolle.

---

<sup>122</sup> Z.B. *Assmann*, 158; *Kim*, 16; *Reiter*, 77; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 141 m.w.N.

<sup>123</sup> Z.B. Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 12; *Assmann*, 158; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 22; *Reiter*, 77; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 141 m.w.N.; ähnlich *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 10 (allmählich entstehende Schäden).

<sup>124</sup> *Engelhardt*, 34; weiterer Definitionsversuch bei *Enders*, 5 ff.

### III. Schäden an kollektiven Interessen

Umwelteinwirkungen führen, wie oben gezeigt, häufig zu Schäden an Umweltgütern, an denen keine Rechte Einzelner bestehen und die damit über die Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts traditionell nicht ersetzt werden können. Versuche, den Ersatz solcher Schäden über das Umwelthaftungsrecht dennoch zu ermöglichen, werden in dieser Arbeit vorgestellt und verglichen. Dabei soll insbesondere untersucht werden, inwiefern eine solche Ausdehnung der Haftung sinnvoll und praktisch mit vertretbarem Ergebnis durchführbar ist. Hier liegt ein Schwerpunkt auf der Untersuchung möglicher Ansprüche von Umweltverbänden auf den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen.

### IV. Möglichkeiten des Schadensersatzes über Umwelthaftungsfonds

Umweltschäden können häufig über die herkömmlichen Regeln der Kausalität nicht einem bestimmten Verursacher zugerechnet werden, so dass der Geschädigte in diesen Fällen leer ausgeht (s.o. Teil 1, C.I).

Aber auch bei Zahlungsunfähigkeit des Schädigers, die insbesondere bei der Schädigung einer Vielzahl von Personen eintreten kann (Massenschäden), kann der Geschädigte häufig keinen Ersatz erlangen.<sup>125</sup>

Größere Umweltschäden betreffen häufig eine Vielzahl von Personen. Typische Beispiele sind Störfälle in umweltgefährlichen Anlagen, die bei zahlreichen Menschen in der Umgebung z.B. Gesundheitsverletzungen, Eigentumsverletzungen und sonstige Nachteile hervorrufen. Ein Beispiel ist die Explosion der Düngemittelfabrik AZF in Toulouse am 21. September 2001, bei der 30 Personen ums Leben kamen, mehrere hundert Personen verletzt und fast 27.000 Wohnungen beschädigt wurden.<sup>126</sup>

Aber nicht nur Störfälle werden für solche Massenschäden ursächlich. Umweltschäden, die eine Vielzahl von Personen betreffen, können z.B. auch durch ständig im Arbeits- und Wohnbereich verwendete umwelt- und gesundheitsgefährliche Stoffe verursacht werden. Ein Beispiel ist die schon oben erwähnte Verwendung von Asbest als Isoliermaterial. Dieser Stoff hat bei zahlreichen Personen, die seinen Fasern ausgesetzt waren, zu Gesundheitsschäden geführt. Die Identifizierung der einzelnen Schädiger ist in diesen Fällen kaum erreichbar.

In diesen Fällen ist der Ausgleich von Umweltschäden häufig nicht möglich. Auch eine Haftung des Staats ist in diesen Fällen in der Regel nicht gegeben.<sup>127</sup>

---

<sup>125</sup> Braun, NJW 1998, 2318, 2319.

<sup>126</sup> Abranavel-Jolly, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 4.

<sup>127</sup> BGH NJW 1988, 478, 479.

Die daraus entstehenden sozialen Probleme können durch Umwelthaftungsfonds aufgefangen werden. Ein Fonds ist ein Sondervermögen zur Erfüllung eines bestimmten Zwecks. Er kann freiwillig oder auf gesetzlicher Grundlage entstehen, privatwirtschaftlich oder staatlich organisiert und mit oder ohne Rechtsfähigkeit sein. Der Träger des Fonds ist vom Fondsvermögen zu unterscheiden. Der Begriff Fonds wird aber einheitlich für beide Bestandteile verwendet.<sup>128</sup> Ein Umwelthaftungsfonds hat den Ausgleich von Umweltschäden Einzelner zum Zweck. Neben diesem kollektiven Schadensausgleichssystem gibt es im Bereich des Umweltrechts auch Fonds, die z.B. Mittel zur Erforschung, Vermeidung und Beseitigung von Umweltschäden bereitstellen oder selbst für die Beseitigung von Umweltschäden sorgen.<sup>129</sup> Diese Fonds sollen hier nicht behandelt werden.

Vielmehr soll untersucht werden, inwieweit in Deutschland und in Frankreich Umwelthaftungsfonds bestehen, und ob ein weitreichenderer Einsatz von Umwelthaftungsfonds zum Ausgleich von Umweltschäden und unter Präventionsgesichtspunkten sinnvoll wäre.

## **V. Schadensverursachung durch Störfall oder Normalbetrieb**

Man unterscheidet Umweltschäden, die durch einen Störfall verursacht wurden, von solchen, die durch Normalbetrieb entstehen. In beiden Fällen stellen sich die vorgenannten Probleme in unterschiedlicher Weise.

Störfälle sind Störungen des bestimmungsgemäßen Betriebs von Einrichtungen, die durch Emissionen, Brände, Explosionen oder ähnliche Ereignisse eine ernste Gefahr hervorrufen (vgl. § 2 StörfallVO). Störfälle sind durch ungewöhnliche Betriebsabläufe charakterisiert und treten meist plötzlich ein.<sup>130</sup> Sie sind vom Normalbetrieb abzugrenzen<sup>131</sup> und bedeuten in der Regel einen Verstoß gegen öffentlich-rechtliche Vorschriften über den Betrieb der jeweiligen Einrichtung.

Durch Störfälle werden die meisten allgemein bekannten Umweltkatastrophen, über die in den Medien ausführlich berichtet wird, verursacht. Zum Beispiel gehört die Verschmutzung des Rheins durch Löschwasser im deutsch-französischen Grenzgebiet in der Nähe von Basel nach dem Brand im schweizerischen Chemiewerk Sandoz 1986 in diese Kategorie.

Da es sich bei Störfällen um punktuelle Ereignisse handelt, deren Wirkung recht gut zu erkennen ist, ergeben sich meist keine besonderen Probleme hinsichtlich der Feststellung der Kausalität. Dennoch kann die Vielzahl der Geschädigten dazu führen,

---

<sup>128</sup> Güterslob, 52; Winter, 29.

<sup>129</sup> Güterslob, 53; Winter, 30.

<sup>130</sup> Kim, 14; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 21; Engelhardt, 24 verwendet den ähnlichen Begriff des Unfallschadens, wobei Unfall jeder ungewollte und atypische Betriebsablauf sein soll.

<sup>131</sup> Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 21.

dass Schwierigkeiten bei der Kausalitätsfeststellung auftreten.<sup>132</sup> Da in der Regel ein Verstoß gegen öffentlich-rechtliche Vorschriften vorliegt, ist die Feststellung von Rechtswidrigkeit und Verschulden, falls erforderlich, meist unproblematisch. Schwierigkeiten können hinsichtlich der Entschädigung der Betroffenen auftreten, da Störfälle häufig Massenschäden hervorrufen.

Die meisten Umweltschäden werden jedoch von Einrichtungen im Normalbetrieb hervorgerufen.<sup>133</sup> Normalbetrieb liegt vor, wenn die Einrichtung ordnungsgemäß, d.h. weitgehend im Einklang mit öffentlich-rechtlichen Vorschriften oder Genehmigungen, betrieben wird.<sup>134</sup> Auch häufig vorkommende leichte Unregelmäßigkeiten und Verstöße gegen öffentlich-rechtliche Regelungen, wie z.B. hin und wieder leicht überhöhte Emissionen, werden noch zum Normalbetrieb gezählt.<sup>135</sup>

Durch Normalbetrieb entstehen meist Distanz-, Langzeit- und Summationsschäden (s.o. Teil 1, C.I),<sup>136</sup> so dass die Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität hier besonders schwierig ist. Ferner stellt sich bei Normalbetriebsschäden häufig die Frage, ob bei Einhaltung aller öffentlich-rechtlichen Regeln für ein bestimmtes Verhalten eine zivilrechtliche Haftung in Betracht kommt.<sup>137</sup> Wie durch Störfälle entstehen auch durch Normalbetrieb oft Massenschäden.

## **D. Internationale Entwicklungen**

Auf der Ebene der Europäischen Gemeinschaft und des Europarats führten die Initiativen zur Einführung eines einheitlichen europäischen Umwelthaftungsrechts bisher nicht zum Ziel.

### **I. Europäische Gemeinschaft**

Die Kommission der Europäischen Gemeinschaft hat in einem Grünbuch vom 16. Juni 1993<sup>138</sup> und in einem Weißbuch vom 9. Februar 2000<sup>139</sup> zunächst die Einführung einer einheitlichen europäischen zivilrechtlichen Umwelthaftung befürwortet. In der daraufhin verabschiedeten Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden<sup>140</sup> finden sich aber keine Regeln zur zivilrechtlichen Umwelthaftung mehr.

---

<sup>132</sup> Engelhardt, 24.

<sup>133</sup> Engelhardt, 27 (rechtmäßiger Normalbetrieb); Kim, 15; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 21.

<sup>134</sup> Engelhardt, 26 ff. (rechtmäßiger Normalbetrieb), 30 ff. (rechtswidriger Normalbetrieb); Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 21.

<sup>135</sup> Engelhardt, 30 ff. (rechtswidriger Normalbetrieb); Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 21.

<sup>136</sup> S. auch Engelhardt, 30.

<sup>137</sup> Engelhardt, 30.

<sup>138</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93.

<sup>139</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg.

<sup>140</sup> ABIEU vom 30. April 2004, Nr. L 143, S. 56, abgedruckt in NVwZ 2005, 420 ff.

Daneben gab es vereinzelte Initiativen zur Einführung einer zivilrechtlichen Haftung für bestimmte Umweltschäden, die jedoch bisher nicht umgesetzt wurden. So wurde der Vorschlag der Europäischen Kommission für eine Richtlinie über die zivilrechtliche Haftung für die durch Abfall verursachten Schäden vom 2. August 1989<sup>141</sup>, der eine verschuldensunabhängige Haftung vorsah, am 11. Dezember 2001 durch die Europäische Kommission zurückgenommen.

## **1. Grünbuch der Europäischen Kommission vom 16. Juni 1993**

Das Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden der Europäischen Kommission vom 16. Juni 1993<sup>142</sup> lässt erkennen, dass die Kommission zur Einführung eines einheitlichen Umwelthaftungsrechts für Europa tendiert. Sie stellt verschiedene Möglichkeiten der Ausgestaltung der Umwelthaftung in den Mitgliedstaaten vor und favorisiert selbst ein zweiteiliges Haftungsmodell, bestehend aus Regeln zur Haftung unter Privaten und einem kollektiven Entschädigungssystem.

## **2. Weißbuch der Europäischen Kommission vom 9. Februar 2000**

In ihrem Weißbuch zur Umwelthaftung vom 9. Februar 2000<sup>143</sup> betont die Europäische Kommission die Bedeutung eines Haftungssystems, das sowohl den Ausgleich von Schäden im herkömmlichen Sinne (d.h. Gesundheits- und Sachschäden) zwischen Privaten als auch den Ausgleich von Umweltschäden erfasst.<sup>144</sup>

Unter Umweltschäden versteht die Kommission dabei Altlasten und Schädigungen der biologischen Vielfalt, die nicht auch gleichzeitig Schäden an privaten Rechtsgütern sind.<sup>145</sup> In erster Linie soll der Staat, in zweiter Linie sollen öffentliche Interessenvereinigungen das Recht haben, die Haftung für Umweltschäden gerichtlich durchzusetzen.<sup>146</sup>

Die Kommission schlägt eine im Grundsatz verschuldensunabhängige Haftung des Betreibers, der die Kontrolle über eine gefährliche, Gemeinschaftsrichtlinien unterliegende Tätigkeit ausübt, für Schäden im herkömmlichen Sinne und für Umweltschäden vor. Ferner soll eine verschuldensabhängige Haftung für Schädigungen der biologischen Vielfalt infolge ungefährlicher Aktivitäten eingeführt werden.<sup>147</sup> Als geeignete Maßnahme zur Erreichung dieses Ziels sieht die Kommission die Verabschiedung einer Richtlinie mit diesem Inhalt an, da ein Vorgehen auf Ebene der Mitgliedstaaten mit jeweils eigenen Maßnahmen unmöglich sei, von der Richtlinie eine

---

<sup>141</sup> KOM [1989] 282 endg., ABl. C/1989/251, 3.

<sup>142</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93.

<sup>143</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg.

<sup>144</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 3, 15 f., 20 ff.

<sup>145</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 15 f.

<sup>146</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 23 ff.

<sup>147</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 3 f., 17 f., 34.

integrierende Wirkung ausgehe und dennoch die Umsetzung durch die Mitgliedstaaten ausreichend flexibel sei.<sup>148</sup>

### 3. Richtlinie vom 21. April 2004 und ihre Umsetzung

In die schließlich verabschiedete Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden<sup>149</sup> wurde die zivilrechtliche Umwelthaftung nicht aufgenommen (vgl. insbesondere Art. 3 III). Die zivilrechtliche Umwelthaftung fehlte auch bereits im vorangehenden Richtlinienvorschlag der Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom 23. Januar 2002.<sup>150</sup> Zur Begründung für die Ausklammerung der Umwelthaftung unter Privaten führte die Kommission an, dass die einzelstaatlichen Rechtssysteme im Bereich der zivilen Haftpflicht hoch entwickelt seien und daher kein dringendes Bedürfnis nach einer Gemeinschaftsregelung bestehe.<sup>151</sup> Ferner bestanden auch Bedenken der Industrie und der Versicherungswirtschaft gegen die Einführung einer verschuldensunabhängigen Haftung.<sup>152</sup> Diese sahen die bisherige nationale Regelung der Umwelthaftung als ausreichend an. Da bei der Umwelthaftung zahlreiche Gemeinsamkeiten in den einzelnen Mitgliedstaaten bestünden, liege auch keine Wettbewerbsverzerrung vor.<sup>153</sup>

Die Richtlinie gilt für Umweltschäden, die durch bestimmte Tätigkeiten verursacht werden (Art. 3, Art. 4). Umweltschäden werden als Schädigung geschützter Arten und Lebensräume, Schädigung der Gewässer oder Schädigung des Bodens definiert (Art. 2).

Den Betreiber treffen Pflichten zur Vermeidung und zur Sanierung von Umweltschäden (Art. 5, Art. 6), für die er auch die Kosten trägt (Art. 8). Diese Pflichten treffen den Betreiber aber nicht gegenüber geschädigten Privatpersonen, sondern gegenüber der jeweils zuständigen Behörde. Die Behörden können Maßnahmen bis hin zur Ersatzvornahme ergreifen, um dem Betreiber zur Einhaltung der Vermeidungs- und Sanierungspflichten zu zwingen (Art. 5, Art. 6, Art. 7). Natürliche oder juristische Personen, die ein ausreichendes Interesse an der Einleitung von Maßnahmen nach der Richtlinie haben bzw. drohende Rechtsverletzung geltend machen, können Behörden zur Ergreifung dieser Maßnahmen auffordern (Art. 12). Damit regelt die

---

<sup>148</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 4, 27 ff.

<sup>149</sup> ABIEU vom 30. April 2004, Nr. L 143, S. 56, abgedruckt in NVwZ 2005, 420 ff.; ausführlich dazu z.B. *Bartholmes*, 345 ff.

<sup>150</sup> Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlamentes und des Rates über die Umwelthaftung betreffend die Vermeidung von Umweltschäden und die Sanierung der Umwelt, KOM [2002] 17 endg.; dazu ausführlich z.B. *Förster*, 138 ff.

<sup>151</sup> Vorschlag für eine Richtlinie des Europäischen Parlamentes und des Rates über die Umwelthaftung betreffend die Vermeidung von Umweltschäden und die Sanierung der Umwelt, KOM [2002] 17 endg., 18.

<sup>152</sup> *Rehbinder*, 439.

<sup>153</sup> Zusammenfassung *Steichen*, 141 f.

Richtlinie die zivilrechtliche Umwelthaftung nicht, sondern enthält Vorschriften des öffentlichen Ordnungsrechts.<sup>154</sup>

Auch das deutsche Umweltschadengesetz (USchG), das zur Umsetzung der Richtlinie am 9. März 2007 im Bundestag verabschiedet wurde, gehört dem öffentlichen Recht an und regelt nicht die zivilrechtliche Umwelthaftung.<sup>155</sup> In Frankreich ist das Gesetzgebungsverfahren zur Umsetzung der Richtlinie noch nicht abgeschlossen.<sup>156</sup>

## II. Konvention des Europarats

Die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten von 1993<sup>157</sup> hat insbesondere das Ziel, den angemessenen Ersatz für Schäden zu garantieren, die aus umweltgefährdenden Tätigkeiten herrühren (Art. 1). Sie ist allerdings bisher nicht in Kraft getreten.

Die Konvention soll eine verschuldensunabhängige Haftung für umweltgefährdende Tätigkeiten einführen. Diese Haftung soll grundsätzlich den Betreiber treffen, d.h. denjenigen, der die gefährliche Tätigkeit, die den Schaden verursacht, zu dem Zeitpunkt durchführt, zu dem der schädigende Vorfall eintritt (Art. 6 Nr. 1-3). Gefährliche Tätigkeiten sind dabei berufsmäßige Tätigkeiten, die im Umgang mit gefährlichen Stoffen, mit gefährlichen gentechnisch veränderten Organismen oder mit gefährlichen Mikroorganismen oder in dem Betreiben einer Müllbehandlungsanlage bestehen können. (Art. 2 Nr. 1 a), b), c).

Ferner soll eine verschuldensunabhängige Haftung des Betreibers einer Deponie für den Schaden, der durch den auf der Deponie gelagerten Abfall verursacht wurde, bestehen. Die Haftung soll hier grundsätzlich denjenigen treffen, der zum Zeitpunkt des Bekanntwerdens des Schadens Betreiber ist (Art. 7 Nr. 1). Diese Haftung geht als Spezialfall der Haftung nach Art. 6 vor (Art. 7 Nr. 2).

Bei mehreren haftenden Betreibern sollen diese grundsätzlich als Gesamtschuldner haften (Art. 6 Nr. 1-3, Art. 11).

Als Schaden erfasst werden Tod, Körperverletzung, Verlust von oder Schäden an Sachen, darüber hinaus Schäden durch Beeinträchtigung der Umwelt, wenn der Ersatz auf die Kosten der Wiederherstellung beschränkt wird, und die Kosten und Schäden, die durch Rettungsmaßnahmen verursacht werden (Art. 2 Nr. 7).

---

<sup>154</sup> *Löbbecke*, 85 ff. (auch ausführlich zur Entstehungsgeschichte).

<sup>155</sup> Z.B. *Becker*, Rn. 360; *Beckmann/Wittmann*, AbfR 2/2007, 87, 91.

<sup>156</sup> Zum Verfahren: <http://www.senat.fr/dossierleg/pjl06-288.html>, 2. Dezember 2007; Text des Gesetzentwurfs: <http://www.senat.fr/leg/pjl06-288.html>, 2. Dezember 2007.

<sup>157</sup> In deutscher Übersetzung abgedruckt in PHI 1993, 196 ff., 211 ff. und unter <http://conventions.coe.int/Treaty/ger/Treaties/Html/150.htm>, 16. November 2007.

Vereinigungen und Stiftungen, die sich nach ihrer Satzung um den Umweltschutz bemühen, können bei öffentlichen Stellen beantragen, dass der Betreiber Maßnahmen zur Verhinderung, Verhütung oder Wiederherstellung eines Schadens ergreifen soll oder dass ihm eine bestimmte gefährliche Tätigkeit verboten wird (Art. 18).

Die Konvention tritt in Kraft, wenn drei Staaten, davon mindestens zwei Mitgliedstaaten des Europarats, durch Ratifikation, Annahme oder Genehmigung zugestimmt haben, an die Konvention gebunden zu sein (Art. 32 Nr. 2, Nr. 3). Unterzeichnen können Mitgliedstaaten des Europarats, bestimmte Nichtmitgliedstaaten und die Europäische Gemeinschaft (Art. 32 Nr. 1). Bisher ist die erforderliche Anzahl an Gebundenheitserklärungen nicht erfolgt.<sup>158</sup>

Auch wenn ein Staat nicht nach Art. 32 Nr. 2 zustimmt, an die Konvention gebunden zu sein, ist eine Geltung der Konvention für in diesem Staat gelegene Unternehmen möglich. Die Konvention ist nämlich anzuwenden, wenn sich der Vorfall, der den Schaden verursacht, in dem in Art. 34 bestimmten Hoheitsgebiet einer Vertragspartei ereignet, egal wo der Schaden eintritt. Ferner kommt sie zur Anwendung, wenn der Vorfall sich außerhalb dieses Hoheitsgebiets ereignet, aber Kollisionsnormen zur Anwendung des in dem Hoheitsgebiet geltenden Rechts führen (Art. 3 a), b).

In absehbarer Zeit ist damit keine umfassende Vereinheitlichung der zivilrechtlichen Umwelthaftung in Europa außerhalb der durch internationale Abkommen geregelten Spezialgebiete (s.o. Teil 1, A.II) zu erwarten.

## **E. Ziel des Vergleichs**

In dieser rechtsvergleichenden Arbeit wird ermittelt, inwieweit das französische und das deutsche Umwelthaftungsrecht Ersatz für Umweltschäden gewähren. Insbesondere wird untersucht, wie das deutsche und das französische Recht die speziellen, unter C. geschilderten Probleme der Umwelthaftung bewältigen.

Es wird bewertet, welche der angebotenen Lösungen einen angemessenen Schadensausgleich ermöglichen und damit der Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts besonders gut Rechnung tragen. Ebenfalls wird untersucht, welche Lösungen für eine möglichst effektive Prävention von Umweltschäden sorgen. Abschließend wird dargestellt, ob die Einführung eines einheitlichen europäischen Umwelthaftungsrechts sinnvoll wäre und welchen Inhalt dieses haben sollte.

---

<sup>158</sup> Zum Stand der Unterzeichnungen und Ratifizierungen: <http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=150&CM=8&DF=11/26/2006&CL=FRE>, 13. Januar 2008.

## **F. Gang der Arbeit**

Die rechtsvergleichende Untersuchung der Regelung der Umwelthaftung in Frankreich und Deutschland wird folgendermaßen erarbeitet:

### **I. Länderberichte**

Zunächst wird in Länderberichten die Regelung der Umwelthaftung in Deutschland und in Frankreich dargestellt. In diesem Teil einer rechtsvergleichenden Arbeit wird das jeweilige Recht ausschließlich nach seiner eigenen Begrifflichkeit und ohne kritische Wertung beschrieben.<sup>159</sup>

### **II. Vergleich**

In einem zweiten Schritt werden dann die zuvor beschriebenen Lösungen verglichen.

Anders als bei den Länderberichten werden im Rahmen des Vergleichs die nationalen Regelungen nicht mehr nur nach der nationalen Begrifflichkeit beschrieben. Vielmehr ist hier der Aspekt der Funktionalität entscheidend. Es soll herausgestellt werden, welche Lösungen in den beiden Rechtsordnungen für die Probleme des Umwelthaftungsrechts gefunden wurden.

Um eine Vergleichbarkeit zu schaffen, ist bei dem Vergleich eine Systematik der zu vergleichenden Rechtsinstitute zu bilden.<sup>160</sup> Unabhängig von Begrifflichkeiten des nationalen Rechts<sup>161</sup> sollen Kategorien für der Funktion nach vergleichbare Rechtsinstitute aus Frankreich und Deutschland gebildet und diese verglichen werden.

Die Unterschiede der Lösungen, die das deutsche und französische Recht für die verschiedenen Probleme des Umwelthaftungsrechts anbieten, werden sowohl im Hinblick auf die einzelnen Rechtsinstitute (Mikrovergleich) als auch übergreifend im Bezug auf die großen systematischen Zusammenhänge (Makrovergleich) dargestellt und analysiert.

Bei einem Mikrovergleich vergleicht man die Regeln, nach denen bestimmte, eng abgegrenzte Sachprobleme und Interessenkonflikte in verschiedenen Rechtsordnungen gelöst werden. Der Makrovergleich hingegen bezieht sich auf allgemeine Methoden des Umgangs mit dem Rechtsstoff, das Verfahren der Schlichtung und Entscheidung von Streitigkeiten oder die Arbeitsweise der mit dem jeweiligen Recht befassten Juristen. Um die Rechtswirklichkeit eines anderen Landes umfassend und richtig zu verstehen und Fehleinschätzungen zu vermeiden, ist es erforderlich, Elemente des Mikro- und des Makrovergleichs zu kombinieren.<sup>162</sup>

---

<sup>159</sup> *Zweigert/Kötz*, § 3 VI S. 42 f.

<sup>160</sup> *Zweigert/Kötz*, § 3 VI S. 44.

<sup>161</sup> *Beaucamp*, UPR 2001, 134, 135.

<sup>162</sup> *Zweigert/Kötz*, § 1 II S. 4 f.

Im Rahmen eines Mikrovergleichs werden die einzelnen Rechtsinstitute verglichen, die in Deutschland und Frankreich für den Ausgleich von Umweltschäden zur Verfügung stehen. In Deutschland sind dies einige Spezialtatbestände der Gefährdungshaftung, die deliktsrechtliche Verschuldenshaftung sowie verschiedene Aufopferungsansprüche. In Frankreich gibt es einen von der Rechtsprechung entwickelten Aufopferungsanspruch. Im Übrigen finden dort im Bereich der Umwelthaftung die deliktsrechtlichen Generalklauseln sowie vereinzelt Tatbestände der Gefährdungshaftung Anwendung.

Beim Mikrovergleich werden auch übergreifend (außerhalb des Vergleichs der sich funktional entsprechenden Rechtsinstitute) die Lösungen des deutschen und des französischen Umwelthaftungsrechts unter dem Aspekt der Brauchbarkeit angesichts bestimmter, typischer Probleme des Ersatzes von Umweltschäden, die sich bei der Anwendung verschiedener Rechtsinstitute stellen (s.o. Teil 1, C), vergleichend analysiert.

Weiter werden kurz und zusammenfassend die großen systematischen Zusammenhänge des deutschen und französischen Umwelthaftungsrechts im Makrovergleich dargestellt. Hier ist die allgemeine Methode des rechtlichen Umgangs mit den Problemen der Umwelthaftung zu vergleichen, speziell im Hinblick auf die Rolle von Rechtsprechung, Gesetzgebung und Lehre bei der Entwicklung der Umwelthaftung.

Beim Vergleich wird berücksichtigt, inwieweit die Lösungen des deutschen und des französischen Umwelthaftungsrechts angesichts der charakteristischen Probleme der Umwelthaftung geeignet sind, den Ausgleich von Umweltschäden zu sichern (Ausgleichsfunktion), und inwieweit durch das Umwelthaftungsrecht die Prävention von Umweltschäden in Deutschland und Frankreich erreicht werden kann (Präventionsfunktion). Es wird auch festgestellt, inwiefern die Lösungen des französischen Umwelthaftungsrechts Anregungen für die Weiterentwicklung des deutschen Umwelthaftungsrechts geben können und umgekehrt.

### **III. Vorschläge für den Inhalt eines vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts**

Abschließend wird bewertet, ob sich im Zuge der europäischen Einigung Perspektiven für eine Vereinheitlichung des deutschen und französischen Rechts im Bereich der Umwelthaftung bieten. Unter Berücksichtigung der Ergebnisse des Vergleichs werden Vorschläge für den Inhalt eines solchen vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts erarbeitet, das in möglichst optimaler Weise die Ausgleichs- und die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklicht.

## Teil 2: Umwelthaftung in Deutschland

Zunächst werden die Regelungen der Umwelthaftung in Deutschland dargestellt. Die praktisch wohl wichtigsten Anspruchsgrundlagen der deutschen Umwelthaftung finden sich im Bereich der nachbarrechtlichen Aufopferungshaftung (§§ 906 II S. 2 BGB direkt und analog, 14 S. 2 BImSchG und § 23 S. 2 GenTG). Die Aufopferungshaftung gewährt Ausgleich für Nachteile, die dem Geschädigten aus dem Grund entstehen, dass er Störungen durch bestimmte rechtmäßige Tätigkeiten dulden muss, die als wirtschaftlich sinnvoll angesehen werden. Eine gewisse Einschränkung im Anwendungsbereich ergibt sich aus der Immobilienbezogenheit dieser Ansprüche. Sie stehen nur demjenigen zu, der in einer bestimmten Beziehung zu dem Grundstück steht, auf das Störungen einwirken. Weiter muss bei dem Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB die Störung eine gewisse Wesentlichkeitsschwelle überschreiten. Abgesehen davon ist der durch diese Vorschriften ermöglichte Ausgleich von Schäden sehr vorteilhaft für den Geschädigten, da er keine Verletzung bestimmter Rechte und Rechtsgüter, keine Rechtswidrigkeit und kein Verschulden erfordert. Insbesondere § 906 II S. 2 BGB in seiner analogen Anwendung ist von erheblicher praktischer Relevanz im Umwelthaftungsrecht, da diese Vorschrift einen Ausgleich bei rechtswidrigen Umwelteinwirkungen gewährt, an deren Verhinderung der Anspruchsteller aus tatsächlichen oder rechtlichen Gründen gehindert war. Dies trifft auf die große Zahl von Umweltschäden zu, deren Entstehung und Verursachung nicht auf den ersten Blick erkennbar sind.

Die deliktische Haftung nach §§ 823 ff. BGB spielt bei dem Ersatz von Umweltschäden in Deutschland ebenfalls eine wichtige Rolle. Praktische Bedeutung hat hier insbesondere die Haftung nach § 823 I, II BGB.

Die deliktische Haftung bietet gewisse Vorteile gegenüber den Regeln der Aufopferungshaftung, erreicht aber dennoch im Bereich der Umwelthaftung nicht deren praktische Bedeutung.

Anders als bei der Aufopferungshaftung nach § 906 II S. 2 BGB ist bei der deliktischen Haftung nicht erforderlich, dass eine Einwirkung eine bestimmte Wesentlichkeitsgrenze überschreitet, und es muss keine Einwirkung von einem Grundstück auf ein anderes<sup>163</sup> vorliegen. Die Entschädigung nach § 906 II S. 2 BGB wird von der Rechtsprechung nach enteignungsrechtlichen Grundsätzen berechnet. Die Ansprüche nach § 823 I, II BGB dagegen sind auf Naturalrestitution gemäß §§ 249 ff. BGB gerichtet und damit im Umfang für den Geschädigten oft günstiger.

Eher ungünstig für den Geschädigten wirkt sich bei der Deliktshaftung aus, dass grundsätzlich Rechtswidrigkeit und Verschulden vorliegen müssen, und dass nach

---

<sup>163</sup> Z.B. *Enders*, 257.

§ 823 I BGB die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter sowie nach § 823 II BGB die Verletzung eines Schutzgesetzes erforderlich ist.

Bestimmte Spezialvorschriften der Gefährdungshaftung ermöglichen ebenfalls den Ersatz von Umweltschäden. Vorteilhaft ist hier, dass der Ersatz von Umweltschäden kein Verschulden und keine Rechtswidrigkeit erfordert. Die Reichweite der einzelnen Vorschriften ist jedoch begrenzt, da häufig der Verletzungserfolg durch bestimmte Anlagen (wie z.B. bei § 1 UmwHG) oder durch die Einwirkung auf ein bestimmtes Umweltmedium (wie z.B. bei § 22 WHG) hervorgerufen werden muss. Bei etlichen Tatbeständen der Gefährdungshaftung ist zudem die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter Haftungsvoraussetzung.

Bestrebungen, die Haftungstatbestände, die für den Ersatz von Umweltschäden in Deutschland relevant sind, zusammenzufassen und aufeinander abzustimmen, haben bisher nicht zum Ziel geführt. Insbesondere sind hier der im Auftrag des Umweltbundesamtes erstellte und 1990 erschienene Professorenentwurf für ein Umweltgesetzbuch (Allgemeiner Teil) sowie der daraufhin im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit erstellte und im Jahr 1998 erschienene Entwurf der Unabhängigen Sachverständigenkommission zum Umweltgesetzbuch zu nennen. Im Jahr 2000 wurden die Arbeiten an einem solchen Umweltgesetzbuch wegen kompetenzrechtlicher Bedenken zunächst eingestellt.<sup>164</sup>

Der Professorenentwurf für ein Umweltgesetzbuch enthält in seinem Allgemeinen Teil (UGB-AT) ein detailliertes Konzept der Gefährdungshaftung (§§ 110 ff. UGB-AT). Dieser Entwurf sieht eine Haftung für umweltgefährliche Anlagen (§§ 112, 113 UGB-AT), für wassergefährdende Handlungen (§ 114 UGB-AT), für bodengefährdende Handlungen (§ 115 UGB-AT), für den Transport umweltgefährlicher Stoffe (§ 116 UGB-AT) und für das Herstellen umweltgefährlicher Stoffe (§ 117 UGB-AT) vor. Ergänzt werden diese Vorschriften unter anderem durch Regelungen zur Verursachermehrheit (§ 120 UGB-AT), Kausalitätsvermutungen für bestimmte Fälle (§ 121 UGB-AT), Auskunftsansprüche des Geschädigten gegen den Betreiber und gegen Behörden (§§ 122, 123 UGB-AT) und Regelungen zum Umfang der Schadensersatzpflicht (§§ 126, 127 UGB-AT).

Der Entwurf der Unabhängigen Sachverständigenkommission (UGB-KomE) sieht ebenfalls Vorschriften zur Umwelthaftung vor (§§ 172 ff. UGB-KomE). Der Entwurf enthält eine Vorschrift zur Haftung beim Verstoß gegen umweltrechtliche Anforderungen (§ 172 UGB-KomE) sowie Vorschriften zur Gefährdungshaftung für den Betrieb bestimmter Anlagen (§ 173 UGB-KomE), für gentechnisch veränderte

---

<sup>164</sup> Höpke/Thürmann, Rn. 95; ausführlich zum Entwurf der Sachverständigenkommission *Philipp*, 199 ff., zu weiteren Gesetzesvorschlägen vor 1990 UGB-AT, Gesetzesbegründung Ahtes Kapitel, I., 2., c); zu den bisherigen Entwürfen zum UGB bis heute *Kloepfer*, Bedeutung des Umweltgesetzbuchs 3 ff., [http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag\\_ugb\\_kloepfer.pdf](http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag_ugb_kloepfer.pdf), 13. Dezember 2007.

Organismen (§ 174 UGB-KomE) und für die Änderung der Beschaffenheit des Wassers (§ 175 UGB-KomE). Weiter soll danach in bestimmten Fällen eine Kausalitätsvermutung eingreifen (§ 176 UGB-KomE). Der Entwurf sieht auch Regeln zur Haftung mehrerer Verursacher (§ 177 UGB-KomE) und Auskunftsansprüche des Geschädigten gegen Verantwortliche und Behörden (§ 179 f. UGB-KomE), einen Auskunftsanspruch des Verantwortlichen gegen andere Verantwortliche und gegen Behörden (§ 181 UGB-KomE) und Regelungen zum Umfang der Ersatzpflicht vor (§§ 182 ff. UGB-KomE). Ein Umwelthaftungsfonds soll danach nur, wie bereits nach geltendem Recht, für durch Klärschlamm verursachte Schäden eingreifen (§ 699 UGB-KomE).

Seit Inkrafttreten der Föderalismusreform im Jahr 2006 ist die Gesetzgebungskompetenz des Bundes für ein Umweltgesetzbuch gegeben.<sup>165</sup> Im November 2007 hat das Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit einen Referentenentwurf für ein Umweltgesetzbuch vorgelegt, der zwischen den betroffenen Ministerien abgestimmt wird.<sup>166</sup> In dem Umweltgesetzbuch sollen die wichtigsten Regelungen insbesondere des öffentlichen Umweltrechts zusammengefasst werden. Eine umfassende Neuregelung des Umwelthaftungsrechts ist darin nicht mehr vorgesehen. So findet sich die Regelung des § 14 S. 2 BImSchG in § 58 II S. 2 des ersten Buches des Referentenentwurfs zum Umweltgesetzbuch wieder. Die Anspruchsgrundlage für die Haftung für Änderung der Beschaffenheit des Wassers (§ 22 I, II WHG) wird in § 73 des zweiten Buches des Referentenentwurfs zum Umweltgesetzbuch übernommen. Zudem werden in § 4 des zweiten Buches des Referentenentwurfs zum Umweltgesetzbuch Regelungen zum Eigentum an Gewässern zusammengefasst.

Im Folgenden werden zunächst die Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung des Deliktsrechts (Kapitel 1), der Aufopferungshaftung (Kapitel 2) und der Gefährdungshaftung (Kapitel 3) sowie das Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander (Kapitel 4) dargestellt. Die Rechtsfolgen finden sich danach in einem gesonderten Kapitel (Kapitel 5), ebenso wie die Probleme der Feststellung der Kausalität und des Beweises ihrer Voraussetzungen (Kapitel 6). Schließlich wird noch ein deutscher Umwelthaftungsfonds dargestellt (Kapitel 7).

---

<sup>165</sup> *Kloepfer*, Bedeutung des Umweltgesetzbuchs 5 f., [http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag\\_ugb\\_kloepfer.pdf](http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag_ugb_kloepfer.pdf), 13. Dezember 2007.

<sup>166</sup> *BMU*, Referentenentwurf zum Umweltgesetzbuch, <http://www.bmu.de/umweltgesetzbuch/downloads/doc/40448.php>, 13. Dezember 2007.

## Kapitel 1: Deliktshaftung

Im Rahmen der Deliktshaftung ist ganz besonders die Haftung nach § 823 I, II BGB von Bedeutung.

### A. § 823 I BGB

Die Haftung nach § 823 I BGB ist insbesondere für den Ausgleich von Schäden, die durch Boden- und Luftemissionen entstehen, von Bedeutung.<sup>167</sup> Schäden, die durch die Einwirkung auf ein Gewässer entstehen, kann der Geschädigte in der Regel besser nach dem für ihn günstigeren verschuldensunabhängigen § 22 WHG ersetzt verlangen.<sup>168</sup>

### I. Rechts- oder Rechtsgutsverletzung

Voraussetzung für die Haftung nach § 823 I BGB ist die Verletzung eines der dort genannten Rechte oder Rechtsgüter.<sup>169</sup> Bei der Umwelthaftung ist insbesondere die Verletzung von Körper oder Gesundheit, die Eigentumsverletzung sowie die Verletzung bestimmter sonstiger Rechte von Bedeutung.

#### 1. Leben, Körper, Gesundheit

Besonders häufig führen Umweltschäden zu Schäden an Körper oder Gesundheit oder seltener sogar zum Tod.

Mit der Verletzung des Lebens ist die Tötung eines Menschen gemeint.<sup>170</sup> Unter einer Körperverletzung versteht man die Verletzung der körperlichen Integrität.<sup>171</sup> Diese darf nicht ganz unerheblich sein.<sup>172</sup> Die Zufügung von Schmerzen ist nicht Voraussetzung.<sup>173</sup> Gesundheitsverletzung ist eine Störung der inneren körperlichen, geistigen oder seelischen Lebensvorgänge, d.h. ein von den normalen körperlichen Funktionen nachteilig abweichender Zustand.<sup>174</sup> Schmerzen<sup>175</sup> oder tiefgreifende Veränderungen der Befindlichkeit<sup>176</sup> sind dafür nicht erforderlich. Die Gesundheitsbeeinträchtigung

---

<sup>167</sup> Höpke/Thürmann, Rn. 53.

<sup>168</sup> Höpke/Thürmann, Rn. 53, Fn. 126.

<sup>169</sup> Rechtsgüter (Leben, Gesundheit, Körper und Freiheit) sind, anders als Rechte (Eigentum, sonstige Rechte), nicht übertragbar, vgl. Meyer-Abich, 112.

<sup>170</sup> MK/Mertens (3. Auflage), § 823 BGB Rn. 72; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 1.

<sup>171</sup> BGH NJW 1980, 1452, 1453; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 30; Jauernig/Teichmann, § 823 BGB Rn. 3; Palandt-Sprau § 823 BGB Rn. 4; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 5.

<sup>172</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 8.

<sup>173</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 8.

<sup>174</sup> Z.B. BGHZ 114, 284, 289; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 30; Enders, 258; Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 4.

<sup>175</sup> BGHZ 114, 284, 289 (HIV-Infektion); Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 30; Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 4.

<sup>176</sup> BGHZ 114, 284, 289 (HIV-Infektion); Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 4.

muss allerdings von gewisser Intensität und Dauer sein.<sup>177</sup> Erforderlich ist, dass die Gesundheitsverletzung nach medizinischen Regeln festgestellt und erheblich ist.<sup>178</sup> Häufig wird zusätzlich die Behandlungsbedürftigkeit aus medizinischer Sicht gefordert.<sup>179</sup> Jedenfalls ist auch die Ansteckung mit einer Krankheit Körperverletzung, auch wenn die Krankheit noch nicht ausgebrochen ist.<sup>180</sup> Auch psychische Störungen oder durch psychische Ursachen hervorgerufene oder vermittelte Schäden können Gesundheitsschäden sein.<sup>181</sup> Eine exakte Abgrenzung der Körper- von der Gesundheitsverletzung wird weithin wegen der identischen Rechtsfolgen als entbehrlich angesehen.<sup>182</sup>

Körperliche Beeinträchtigungen durch Umwelteinwirkungen äußern sich häufig in verschiedenen körperlichen Symptomen wie z.B. Atemnot, Schlafstörungen, Tränen der Augen, Kopfschmerzen, Sehstörungen, Übelkeit oder Schwächung des Immunsystems.<sup>183</sup> Da ein Schmerzempfinden für das Vorliegen einer Gesundheitsverletzung nicht erforderlich ist, fällt z.B. auch eine allergische Reaktion der Haut, die nicht mit Schmerzen verbunden ist, unter den Begriff der Körperverletzung.<sup>184</sup>

Parallel zu der Einordnung der Ansteckung mit Krankheiten vor deren Ausbruch als Gesundheitsverletzung wird auch die objektive Veränderung des Körpers durch Einlagerung von Schadstoffen bereits vor dem eventuellen Ausbruch einer Krankheit als Körper- oder Gesundheitsverletzung angesehen.<sup>185</sup> Ein ersatzfähiger Schaden soll allerdings erst nach medizinischer Feststellung einer Krankheit vorliegen.<sup>186</sup>

## 2. Eigentum

Das Eigentum wird ebenfalls häufig durch Umweltbeeinträchtigungen verletzt.

---

<sup>177</sup> OLG Hamm VersR 1979, 579, 579; *Enders*, 259.

<sup>178</sup> OLG Hamm VersR 1979, 579, 579; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 71.

<sup>179</sup> Bamberger/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 30; *Deutsch*, 25 Jahre Karlsruher Forum, VersR-Beilage 1983, 93, 94; MK/*Mertens* (3. Auflage), § 823 BGB Rn. 74; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 5, Rn. B 20 (alternativ Behandlungsbedürftigkeit oder Arbeitsunfähigkeit); a.A. *Enders*, 259; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 71; *Möllers*, 35 ff.

<sup>180</sup> BGHZ 114, 284, 289; *Deutsch*, 25 Jahre Karlsruher Forum, VersR-Beilage 1983, 93, 94; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 24.

<sup>181</sup> Näher dazu z.B. *Lytras*, 105; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. 26 ff.

<sup>182</sup> Z.B. Bamberger/*Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 30; Jauernig/*Teichmann*, § 823 BGB Rn. 3; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 4; anders *Deutsch*, 25 Jahre Karlsruher Forum, VersR-Beilage 1983, 93ff., der zwischen Körperverletzung, Verletzung der körperlichen Gesundheit und Verletzung der psychischen Gesundheit (mit engerem Schutzbereich) unterscheidet und bei der Verletzung der psychischen Gesundheit, ähnlich wie bei der Verletzung des allgemeinen Persönlichkeitsrechts, einen offenen Tatbestand annimmt, bei dem die Rechtswidrigkeit nicht indiziert ist.

<sup>183</sup> BGH VersR 1970, 1107 f.; BGH NJW 1992, 1043 f.; BGH NJW 1997, 2748 ff.

<sup>184</sup> BGHZ 114, 284, 289; *Enders*, 259.

<sup>185</sup> *Enders*, 259.

<sup>186</sup> *Enders*, 259 unter Hinweis auf KG VersR 1991, 826, 827.

## a) Umfang des Eigentumsrechts

Geschützt ist das Eigentum in dem durch § 903 S. 1 BGB bestimmten Umfang.<sup>187</sup> Danach kann der Eigentümer mit der in seinem Eigentum stehenden Sache nach Belieben verfahren und andere von jeder Einwirkung ausschließen. Daraus ergibt sich, dass nur das Eigentum an Sachen i.S.d. § 90 BGB, also körperlichen Gegenständen, von dieser Fallgruppe des § 823 I BGB erfasst ist.<sup>188</sup>

Körperliche Gegenstände sind dadurch gekennzeichnet, dass sie aufgrund ihrer Beschaffenheit oder mit Hilfe äußerer Mittel (Behälter, Grenzstein) von ihrer Umgebung abgrenzbar sind.<sup>189</sup> Dazu gehören feste, flüssige und gasförmige Sachen.<sup>190</sup>

Problematisch ist insbesondere der Umfang des Eigentumsrechts an Boden, Wasser und Luft. Grundsätzlich erstreckt sich das Eigentumsrecht eines Grundstückseigentümers auf den Raum über der Oberfläche und den Erdkörper unter der Oberfläche (§ 905 S. 1 BGB).

Der Boden unter der Oberfläche steht wie der Raum über der Oberfläche vollständig im Eigentum des jeweiligen Grundstückseigentümers.<sup>191</sup> Eine Ausnahme gilt für Bodenschätze: auf bergfreie Bodenschätze erstreckt sich das Eigentum an einem Grundstück nicht (§ 3 II S. 2 BBergG). Bergfreie Bodenschätze sind bestimmte, im Boden im Bereich des Festlandssockels und der Küstengewässer eingelagerte Stoffe, die in § 3 III BBergG aufgezählt werden, z.B. auch Stein- und Braunkohle. Der Eigentumsschutz umfasst auch die wesentlichen Bestandteile des Grundstücks (§§ 93, 94 BGB), z.B. Gebäude, Pflanzen<sup>192</sup> und Bodenbestandteile wie Erde, Sand oder Kies.<sup>193</sup>

Der Schutz der Umweltgüter Luft und Wasser durch den deliktischen Eigentumschutz ist dagegen nur eingeschränkt möglich, da diese häufig nicht eigentumsrechtlich zugeordnet sind.<sup>194</sup>

Das Grundwasser unter einem Grundstück, also das gesamte unterirdische Wasser, soweit es nicht künstlich gefasst ist,<sup>195</sup> gehört trotz § 905 S. 1 BGB nicht zum Grundeigentum, da es durch das Wasserhaushaltsgesetz einer gesonderten öffentlich-

---

<sup>187</sup> HK/*Staudinger*, § 823 BGB Rn. 12.

<sup>188</sup> MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 96.

<sup>189</sup> *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 18.

<sup>190</sup> *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 18 f.

<sup>191</sup> Z.B. BGH NJW 1995, 1150, 1150; OLG Zweibrücken NJW-RR 2000, 1554, 1554.

<sup>192</sup> *Enders*, 313; *Meyer-Abich*, 128; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 97; *Rebbinder*, NuR 1988, 105, 107; *Seibt*, 26; Beispiele BGH NJW 1975, 2061, 2061; BGH NJW 2006, 1424, 1424 (Baum als wesentlicher Bestandteil eines Grundstücks); LG Osnabrück VersR 1986, 398, 398.

<sup>193</sup> MK/*Holch*, § 93 BGB Rn. 13.

<sup>194</sup> *Meyer-Abich*, 127; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 97.

<sup>195</sup> Z.B. VGH München NVwZ-RR 2002, 376, 376.

rechtlichen Benutzungsordnung unterliegt.<sup>196</sup> Daher ist die Verschmutzung des Grundwassers selbst keine Eigentumsverletzung nach § 823 I BGB.<sup>197</sup> Wenn die Verschmutzung des Grundwassers zu einer Beschädigung des Bodens oder anderer Grundstücksbestandteile führt, liegt aber eine Verletzung des Grundeigentums vor.<sup>198</sup>

Bei Oberflächengewässern gehören das Gewässerbett (Boden des Gewässers bis zur Böschungsoberkante) und fest mit dem Gewässerbett verbundene Pflanzen als wesentliche Bestandteile (§ 94 I S. 2 BGB) zweifelsfrei zum Grundeigentum.<sup>199</sup> Ob der Meeresstrand, d.h. die Fläche zwischen der Linie des mittleren höchsten Flutwasserstandes und dem Beginn von Düne oder Bewuchs,<sup>200</sup> eigentumsfähig ist, ist umstritten.<sup>201</sup> Der BGH hat für den Strand der Insel Norderney in Anwendung des preußischen Allgemeinen Landrechts, das insofern galt, gemeines Eigentum des Staates am Strand, also kein Eigentum im Sinne des BGB, angenommen.<sup>202</sup>

Fließendes Wasser und auch das Meer sind nicht abgrenzbar, folglich keine Sachen im Sinne des § 90 BGB und damit nicht eigentumsfähig.<sup>203</sup> Stehende Gewässer, die abgeschlossen sind, wie z.B. Teiche, sind dagegen als Sachen eigentumsfähig.<sup>204</sup> Benutzungsrechte an Gewässern können sonstige Rechte i.S.d. § 823 I BGB sein (s.u. Teil 2, Kapitel 1, A.I.3.d). Zum erlaubnisfreien Eigentümergebrauch eines oberirdischen Gewässers nach § 24 WHG wird sogar angenommen, dass dieses bereits als Ausfluss des Eigentumsrechts am jeweiligen Grundstück unter § 823 I BGB fällt.<sup>205</sup> Neben Ansprüchen nach § 823 I, II BGB kommen bei Gewässerverunreinigungen häufig Ansprüche aus § 22 WHG in Betracht (s.u. Teil 2, Kapitel 3, B).

Die Luft ist, da sie nicht abgrenzbar ist, keine Sache gemäß § 90 BGB und damit grundsätzlich nicht eigentumsfähig.<sup>206</sup> Eine Eigentumsverletzung durch Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit (s.u. Teil 2, Kapitel 1, A.I.2.b)cc) bezogen auf ein Grundstück liegt vor, wenn der Eigentümer dieses aufgrund der Luftverschmutzung mit Auswirkungen auf Menschen, Tiere, Pflanzen und Gebäude nicht so nutzen kann wie gewünscht.<sup>207</sup> Ein Eingriff in die Sachsubstanz des Grundstücks (s.u. Teil 2, Ka-

---

<sup>196</sup> BVerfGE NJW 1982, 745, 747; noch anders BGHZ 69, 1, 3 f.; BayObLG NJW 1965, 973, 974 (Grundwasser gehört zum Grundeigentum, ist aber keine Sache, daher nicht eigentumsfähig).

<sup>197</sup> OLG Frankfurt NJW-RR 1986, 819, 820; OLG Nürnberg NJW 1991, 299, 299; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 41; Enders, 265; kritisch MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 97; Rehbinder, NuR 1988, 105, 107.

<sup>198</sup> OLG Frankfurt NJW-RR 1986, 819, 820; Enders, 265; Engelhardt, 115 f.; Seibt, 25.

<sup>199</sup> Engelhardt, 134; Meyer-Abich, 133; Sonderregeln gelten für den Meeresgrund, vgl. Seibt, 17.

<sup>200</sup> BGHZ 44, 27, 29.

<sup>201</sup> Näher Seibt, 17 ff.

<sup>202</sup> BGHZ 44, 27 ff.

<sup>203</sup> Meyer-Abich, 127, 132 f.; Palandt/Heinrichs/Ellenberger, Überbl. vor § 90 BGB Rn. 8.

<sup>204</sup> Seibt, 23.

<sup>205</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>206</sup> Engelhardt, 131; Meyer-Abich, 127; Palandt/Heinrichs/Ellenberger, Überbl. vor § 90 BGB Rn. 8.; Seibt, 26 f.; a.A. Rehbinder, NuR 1988, 105, 107.

<sup>207</sup> Engelhardt, 131; Flachsbarth, 208; Meyer-Abich, 128.

pitel 1, A.I.2.b)bb) wäre ebenfalls denkbar, wenn zum Beispiel die Luftverschmutzung zu einer erheblichen Verunreinigung eines auf dem Grundstück befindlichen Gebäudes führt.

Tiere sind zwar keine Sachen, werden aber vom Gesetz weitgehend wie Sachen behandelt (§ 90 a BGB). Auch für sie gilt folglich grundsätzlich der zivilrechtliche Eigentumsschutz. Schäden an Nutz- und Haustieren, an denen Eigentum besteht, können folglich nach § 823 I BGB als Eigentumsverletzungen geltend gemacht werden.

Wilde Tiere in Freiheit sind herrenlos (§ 960 I S. 1 BGB), so dass die Verletzung oder Tötung dieser Tiere keine Eigentumsverletzung ist. An wilden Tieren in Tiergärten und Fischen in Teichen oder anderen geschlossenen Privatgewässern kann, genau wie an Nutz- und Haustieren, Eigentum bestehen (§ 960 I S. 2 BGB). Es wird hin und wieder vorgeschlagen, wilde Tiere in Freiheit, die auf Privatgrundstücken leben, in den Schutz des Grundeigentums einzubeziehen,<sup>208</sup> da der Bestand an Lebewesen untrennbar mit dem Grundstück verbunden sei<sup>209</sup> und der Eigentumsschutz die Nutzung des Eigentums nach dem Willen des Eigentümers und damit auch die Aufrechterhaltung eines der Nutzung entsprechenden Bestands wilder Tiere auf seinem Grundstück umfasse.<sup>210</sup>

Aneignungsrechte an Wildtieren werden als sonstige Rechte im Rahmen des § 823 I BGB geschützt (s.u. Teil 2, Kapitel 1, A.I.3.e).

## **b) Möglichkeiten der Verletzung des Eigentumsrechts**

Aus § 903 S. 1 BGB ergeben sich auch die verschiedenen möglichen Arten der Eigentumsverletzung.<sup>211</sup>

### **aa) Entzug des Eigentumsrechts, Entzug oder Vorenthaltung des Besitzes**

Eine Eigentumsverletzung liegt zunächst im Entzug des Eigentumsrechts, z.B. durch die Verfügung eines Nichtberechtigten.<sup>212</sup> Auch der Entzug bzw. die Vorenthaltung des Besitzes als tatsächlicher Entzug des Eigentums ist eine Verletzung des Eigentumsrechts.<sup>213</sup> Diese Art der Eigentumsverletzung ist für die Umwelthaftung nicht von Bedeutung.

---

<sup>208</sup> *Von Bar*, 62. DJT, A 49 f. (wenn der Tierbestand eine konkrete Bedeutung für die Nutzung des Grundstücks hat); *Baumann*, JuS 1989, 433, 439 (Kleinlebewesen); *Engelhardt*, 131 ff.; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 97; *Rehbinder*, NuR 1988, 105, 107; *Seibt*, 51 f. (organische Bodenbestandteile einschließlich tierischer Mikroorganismen); a.A. z.B. *Enders*, 313 wegen des sachenrechtlichen Bestimmtheitsgrundsatzes; *Lytras*, 202; *Meyer-Abich*, 138 wegen der Wertung des § 960 BGB.

<sup>209</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 439; *Engelhardt*, 132.

<sup>210</sup> *Engelhardt*, 132 f.

<sup>211</sup> *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 95.

<sup>212</sup> Z.B. *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 64 ff. m.w.N.

<sup>213</sup> Z.B. *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 105; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 101 ff. m.w.N.

## bb) Eingriffe in die Sachsubstanz

Relevanter für den Bereich der Umwelthaftung sind Eigentumsverletzungen in der Form von Verletzungen der Sachsubstanz durch Beschädigung oder Zerstörung.<sup>214</sup> Dazu zählt auch die Schädigung oder Tötung von Pflanzen und Tieren (§ 90a S. 3 BGB), die im Eigentum einer Person stehen.<sup>215</sup> Auch die Verunreinigung und Verschmutzung von Sachen wird als Eingriff in die Sachsubstanz angesehen.<sup>216</sup> Dies ist zumindest dann der Fall, wenn die äußere Gestalt der Sache im Vordergrund steht. Wenn die Funktionsbeeinträchtigung der Sache durch die Verschmutzung entscheidend ist, wird hingegen häufig eine Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit angenommen.<sup>217</sup> Zu den Eigentumsverletzungen in diesem Sinne gehört auch die Störung der Entwicklung von Tieren oder Pflanzen.<sup>218</sup>

## cc) Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit

Die Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit einer Sache ohne Eingriff in die Sachsubstanz ist unter bestimmten Voraussetzungen ebenfalls eine Eigentumsverletzung.<sup>219</sup> Dafür ist erforderlich, dass die Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit die Sache selbst betrifft, nicht bloß den Berechtigten an der Nutzung der Sache hindert.<sup>220</sup> Darüber hinaus wird meist „eine das Eigentumsrecht beeinträchtigende tatsächliche Einwirkung auf die Sache, die deren Benutzung verhindert“, verlangt.<sup>221</sup> Die neuere Rechtsprechung fordert eine nicht unerhebliche Beeinträchtigung der Benutzung der Sache.<sup>222</sup> Die Nutzungsbeeinträchtigung muss dazu führen, dass die

---

<sup>214</sup> Z.B. BGHZ 85, 375, 381 (Risse in einem Gebäude durch Bodenerschütterungen); BGHZ 92, 143, 146 (Schäden an PKW durch Eisenoxydstaub); LG Münster NJW-RR 1986, 947, 948, 952 (Verletzung des Eigentums an einem landwirtschaftlichen Betrieb durch thalliumhaltige Emissionen eines Zementwerks, dadurch Folgeschäden wie Ertragsrückgang bei Tieren); *Schimikowski*, Rn. 48.

<sup>215</sup> RGZ 159, 68, 71 (Schädigung von Bienenbeständen durch Industrieabgase); BGHZ 41, 123, 125 (durch Unterbrechung der Stromzufuhr nicht ausgebrütete Eier); BGHZ 70, 102 ff. (Schäden an Baumschulkulturen durch Fluorabgase); BGHZ 90, 255, 257 (Ernteausfall durch Unkrautbekämpfungsmittel); BGHZ 105, 346, 350 (eingegangene und kontaminierte Fische); OLG Celle VersR 1981, 66, 66 f. (Schädigung von Kulturen einer Baumschule durch auf ein Feld gespritztes Unkrautvernichtungsmittel); Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 43; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 95; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 9.

<sup>216</sup> Z.B. RGZ 156, 314, 320; BGH NJW 1984, 233 ff.; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 42 (nur erhebliche Verunreinigungen, deren Entfernung große Kosten verursacht); *Enders*, 260 f.; MK/*Mertens* (3. Auflage), § 823 BGB Rn. 96; differenzierend *Engelhardt*, 106 ff. (nur bei einer Substanzschädigung durch die Verunreinigung oder die Entfernung der Verunreinigung liegt eine Eigentumsverletzung als Eingriff in die Sachsubstanz vor, sonstige Eigentumsverletzungen sind Nutzungsbeeinträchtigungen).

<sup>217</sup> BGH NJW 1994, 517, 518; *Enders*, 109.

<sup>218</sup> BGH NJW-RR 1993, 793, 793; BGH NJW 1999, 1028, 1029; OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651 (jeweils Wachstumsstörungen von Pflanzen); Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 84; *Engelhardt*, 117 f., 125 f. (nimmt hier eine Eigentumsverletzung durch Nutzungsbeeinträchtigung des jeweiligen Grundstücks an).

<sup>219</sup> *Schimikowski*, Rn. 49; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 89.

<sup>220</sup> Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 89.

<sup>221</sup> Z.B. BGHZ 63, 203, 206; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 90, Rn. B 97 m.w.N.

<sup>222</sup> Z.B. BGHZ 105, 346, 350; BGH NJW 2004, 356, 358; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 90.

Sache praktisch nicht mehr verwendet werden kann.<sup>223</sup> Begründet wird diese Ausweitung des Eigentumsschutzes damit, dass sich in diesen Fällen die erhebliche Nutzungsbeeinträchtigung so auswirkt wie eine Wegnahme.<sup>224</sup> Nicht ausreichend ist folglich z.B. der nur kurzfristige Ausschluss der Nutzungsmöglichkeit<sup>225</sup> oder die bloße Einschränkung der Nutzungsmöglichkeit, wenn die Sache noch anders weiter genutzt werden kann.<sup>226</sup>

Beispiele für solche Fälle der Eigentumsverletzung sind die Räumung eines Grundstücks wegen Explosionsgefahr auf dem Nachbargrundstück,<sup>227</sup> das Stillliegen eines Schiffs, das eine gesperrte Wasserstraße nicht verlassen kann,<sup>228</sup> oder die Nichtverwendbarkeit eines Rohres aufgrund hartnäckiger Rückstände eines Gewindeschneidmittels.<sup>229</sup> Auch Umweltschäden sind in dieser Kategorie denkbar, z.B. wenn ein Grundstück aufgrund der Emission gesundheitsschädlicher Stoffe in der Nachbarschaft geräumt werden muss oder die Wasserstraße aufgrund von Wasserverschmutzung gesperrt ist.

Das Vorliegen eines begründeten Verdachts der Schädigung, der die Nutzung unmöglich macht, wird ebenfalls als Eigentumsverletzung angesehen.<sup>230</sup> So wurde eine Eigentumsverletzung in einem Fall angenommen, in denen Fische möglicherweise mit Antibiotika verunreinigtes Fischfutter gefressen hatten und wegen des Verdachts der Belastung nicht verkauft werden konnten.<sup>231</sup>

Da § 823 I BGB auch die Dispositionsfreiheit des Eigentümers schützt, umfasst der Eigentumsschutz auch den Schutz der Gestalt und der Bestimmung des Eigentums, die der Eigentümer diesem gegeben hat.<sup>232</sup> Zum Teil wird recht weitgehend eine Eigentumsverletzung z.B. auch dann angenommen, wenn ein Grundstück, auf dem biologischer Landbau betrieben wird, durch von Nachbarn gespritzte Herbizide verunreinigt und damit die Vermarktung der Pflanzen als Bioprodukte nicht mehr mög-

---

<sup>223</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 112.

<sup>224</sup> Z.B. Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 92 m.w.N.

<sup>225</sup> BGH NJW 1977, 2264, 2265 (Eigentumsbeeinträchtigung angenommen bei zeitweiligem Nutzungsverbot); Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 91.

<sup>226</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 91.

<sup>227</sup> BGH NJW 1977, 2264, 2265; Engelhardt, 120 f.; Schimikowski, Rn. 50; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 90.

<sup>228</sup> BGHZ 55, 153 ff.; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 90.

<sup>229</sup> BGH NJW 1994, 517, 518; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 90.

<sup>230</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 83.

<sup>231</sup> BGHZ 105, 346, 350; Schimikowski, Rn. 50; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 83, Rn. B 90; kritisch wegen der Nähe zur Anerkennung eines reinen Vermögensschadens Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 43, Rn. 56.

<sup>232</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 107; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 82.

lich ist<sup>233</sup> oder wenn ein solches Grundstück durch gentechnisch veränderte DNA belastet wird.<sup>234</sup>

Eine Entwertung des Grundstücks durch die Nähe zu umweltgefährdenden Anlagen ist als reiner Vermögensschaden keine Eigentumsverletzung.<sup>235</sup> Ebenfalls sind ideelle Immissionen, wie zum Beispiel die Verletzung des ästhetischen oder moralischen Empfindens des Nachbarn durch einen unschönen Anblick, nicht als Eigentumsverletzung von § 823 I BGB umfasst.<sup>236</sup>

### **dd) Lieferung einer mangelhaften Sache**

Auch durch die Lieferung einer mangelhaften Sache kann das Eigentum verletzt werden. Da hier eine Abgrenzung zum Gewährleistungsrecht erfolgen muss, ist eine Eigentumsverletzung in diesen Fällen nur unter bestimmten Voraussetzungen anzunehmen.<sup>237</sup>

Ein deliktischer Anspruch kann nur bestehen, wenn durch die Lieferung einer mangelhaften Sache nicht (nur) das Äquivalenzinteresse des Käufers oder des Bestellers an einer ordnungsgemäßen Vertragserfüllung verletzt wird, sondern ein darüber hinausgehendes Integritätsinteresse des Eigentümers.<sup>238</sup> Bei der bloßen Verletzung des Äquivalenzinteresses greifen nur die Gewährleistungsregeln des Vertragsrechts, nicht § 823 I BGB, ein.<sup>239</sup>

Ein über das Äquivalenzinteresse hinausgehendes Integritätsinteresse ist nur dann verletzt, wenn zwischen dem Äquivalenzinteresse und dem Integritätsinteresse keine Stoffgleichheit besteht. Stoffgleichheit liegt vor, wenn der geltend gemachte Schaden nach natürlicher und wirtschaftlicher Betrachtungsweise dem Minderwert der Sache bei Lieferung entspricht.<sup>240</sup> Keine Stoffgleichheit ist insbesondere dann gegeben, wenn der Mangel einer gelieferten Sache, die in eine sonst fehlerfreie andere Sache eingebaut wird, diese andere Sache beschädigt oder zerstört,<sup>241</sup> oder erst recht, wenn eine gelieferte mangelhafte Sache zur Beschädigung oder Zerstörung einer anderen Sache führt.

---

<sup>233</sup> OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651.

<sup>234</sup> *Schmieder*, UPR 2005, 49, 52 (durch § 36a GenTG hat der Gesetzgeber klargestellt, dass eine gentechnische Verunreinigung eine Eigentumsbeeinträchtigung ist); offen OLG Stuttgart VersR 2001, 70, 71.

<sup>235</sup> RGZ 50, 225, 227 (Nähe zu einem feuergefährlichen Betrieb); *Engelhardt*, 121; *Enders*, 263.

<sup>236</sup> *Enders*, 263; *Engelhardt*, 123 f.

<sup>237</sup> Z.B. BGHZ 86, 256, 259 ff.; zu dieser Abgrenzung im Umwelthaftungsrecht *Engelhardt*, 103 ff.; *Schimikowski*, Rn. 51 f.; zu den Gegenvorschlägen der Literatur z.B. *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 114 ff.

<sup>238</sup> Z.B. BGHZ 86, 256, 259 ff.; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 61.

<sup>239</sup> Z.B. BGHZ 39, 366, 367.

<sup>240</sup> Z.B. BGHZ 86, 256, 259; BGHZ 146, 144, 148 ff.; *Palandt/Sprau*, § 823 BGB Rn. 177; weitere Nachweise bei *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 110.

<sup>241</sup> *Palandt/Sprau*, § 823 BGB Rn. 177 m.w.N.

Im Umwelthaftungsrecht könnte nach diesen Grundsätzen eine Eigentumsverletzung zum Beispiel dann vorliegen, wenn jemand ein durch Altlasten verunreinigtes Grundstück erwirbt und von den Altlasten ausgehende Umwelteinwirkungen andere Sachen beschädigen.<sup>242</sup> Beispielsweise liegt auch dann eine Eigentumsverletzung vor, wenn infolge der Lieferung fehlerhafter Blumenerde oder fehlerhaften Düngers das Wachstum von Pflanzen gestört wird.<sup>243</sup>

### 3. Sonstiges Recht

Denkbar ist auch, dass durch eine Umweltbeeinträchtigung ein sonstiges Recht nach § 823 I BGB verletzt wird. Sonstige Rechte können nur absolute Rechte sein, d.h. solche Rechte, die ebenso wie die anderen in § 823 I genannten Rechtsgüter und Rechte von jedermann zu beachten sind.<sup>244</sup> Genau wie die ausdrücklich erwähnten Rechte sind auch die sonstigen Rechte durch Zuweisungsgehalt und Ausschlussfunktion geprägt.<sup>245</sup> Das Recht muss folglich einerseits dem Geschädigten von der Rechtsordnung zugewiesen werden.<sup>246</sup> Die Ausschlussfunktion andererseits beinhaltet, dass der Inhaber des Rechts jeder anderen Person gegenüber Eingriffe in das Recht verbieten kann.<sup>247</sup> Zum Teil wird gefordert, dass die sonstigen Rechte sozial offenkundig sein müssen.<sup>248</sup>

Rechte, die nicht als absolute Rechte ausgestaltet sind, z.B. Rechte zur Nutzung von öffentlichen Wegen und Plätzen im Rahmen des Gemeingebrauchs oder Rechte zum Betreten der Landschaft, werden nicht von § 823 I BGB erfasst.<sup>249</sup>

Im Folgenden werden die sonstigen Rechte dargestellt, die typischerweise durch Umweltbeeinträchtigungen betroffen werden können.

#### a) Beschränkt dingliche Rechte

Als sonstige Rechte, deren Verletzung durch Umweltschäden in Betracht kommt, sind hier insbesondere die beschränkt dinglichen Rechte<sup>250</sup> zu nennen. Dazu gehören Nutzungsrechte, wie z.B. das Erbbaurecht, der Nießbrauch und das Wegerecht,

---

<sup>242</sup> Ähnlicher Fall: BGHZ 146, 144, 148 ff., hier wurde der Schaden an einem Gebäude aufgrund der Altlasten auf einem Grundstück als stoffgleich angesehen und ein deliktischer Schadensersatzanspruch verneint.

<sup>243</sup> BGH NJW-RR 1993, 793, 793; BGH NJW 1999, 1028, 1029; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 62.

<sup>244</sup> HK/Staudinger, § 823 BGB Rn. 28; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 124.

<sup>245</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 72; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 136; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 124.

<sup>246</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 136.

<sup>247</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 136.

<sup>248</sup> Z.B. MK/Mertens (3. Auflage), § 823 BGB Rn. 123; a.A. z.B. MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 137.

<sup>249</sup> Z.B. BGHZ 55, 153, 160 (Gemeingebrauch an Fleet); BGHZ 86, 152, 156 (Gemeingebrauch an Wasserstraße); MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 149.

<sup>250</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 126.

Verwertungsrechte, wie z.B. die Hypothek und die Grundschuld, und sonstige dingliche Befugnisse, wie z.B. das dingliche Vorkaufsrecht.<sup>251</sup> Diese Rechte umfassen jeweils Teilbereiche des Eigentumsrechts und sind damit wie das Eigentum absolute Rechte.<sup>252</sup> Die Verletzungsmodalitäten bei beschränkt dinglichen Rechten entsprechen weitgehend denen bei der Eigentumsverletzung,<sup>253</sup> so dass insofern nach oben verwiesen werden kann. Das in Frage stehende dingliche Recht muss allerdings durch den Eingriff beeinträchtigt werden.<sup>254</sup>

Ein Eingriff in beschränkt dingliche Rechte, die an Grundstücken bestehen, setzt einen grundstücksbezogenen Eingriff voraus, der sich dahin auswirkt, dass die Verwirklichung des Rechts als solches durch rechtliche oder tatsächliche Maßnahmen beeinträchtigt wird.<sup>255</sup> Dies ist bei der Hypothek beispielsweise dann der Fall, wenn ein Gebäude auf einem Grundstück oder Zubehör eines Grundstücks, auf das die Hypothek sich erstreckt, beschädigt wird, so dass die Haftungsmasse (§§ 1120 ff. BGB) sich verringert.<sup>256</sup>

## **b) Anwartschaftsrecht**

Das Anwartschaftsrecht teilt den Charakter des Eigentumsrechts als „wesensgleiches Minus“ zum Eigentumsrecht und ist damit ebenfalls ein sonstiges Recht nach § 823 I BGB.<sup>257</sup> Die Verletzung des Anwartschaftsrechts wird wie die Verletzung des Eigentums festgestellt. Im Bereich der Umwelthaftung kommen auch hier insbesondere Schäden durch Eingriffe in die Sachsubstanz, aber eventuell auch Schäden durch Beeinträchtigungen der Nutzungsmöglichkeit in Betracht.<sup>258</sup>

## **c) Besitz**

Der Besitz wird als sonstiges Recht i.S.d. § 823 I BGB angesehen, obwohl es sich nach § 854 I BGB nicht um die rechtliche, sondern die tatsächliche Gewalt über eine Sache handelt.<sup>259</sup>

Insbesondere werden nach § 823 I BGB Schäden wegen entgangener Nutzungsmöglichkeit ersetzt. Diese stehen dem Besitzer gegen einen Nutzungsberechtigten (z.B. den Eigentümer) allerdings nur dann zu, wenn der Besitzer ein Recht zum Gebrauch der Sache hatte, grundsätzlich also dann, wenn er berechtigter Besitzer war.<sup>260</sup> Auch

---

<sup>251</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 140.

<sup>252</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 140 m.w.N.

<sup>253</sup> Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 128 ff.

<sup>254</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 79; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 132.

<sup>255</sup> BGH NJW 2001, 971, 972 f.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 143.

<sup>256</sup> BGHZ 65, 211, 212; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 143.

<sup>257</sup> Näher dazu z.B. MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 145 ff.; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 150 ff.

<sup>258</sup> Zur Aufteilung des Anspruchs zwischen Eigentümer und Inhaber des Anwartschaftsrechts z.B. MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 146; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 155, Rn. B 156.

<sup>259</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 151; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 167.

<sup>260</sup> Z.B. BGHZ 137, 89, 98; näher dazu z.B. Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 84; Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 13; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 168 (auch zu Erweiterungsvor-

Haftungsschäden sind erfasst, die dadurch hervorgerufen werden, dass gegen den Besitzer aufgrund der Beeinträchtigung der Sache durch die schädigende Handlung Ansprüche entstehen.<sup>261</sup>

Auch der Mitbesitz<sup>262</sup> und der mittelbare Besitz<sup>263</sup> sind sonstige Rechte nach § 823 I BGB. Der mittelbare Besitzer hat allerdings keine Ansprüche nach § 823 I BGB gegen den unmittelbaren Besitzer, da §§ 854 ff. BGB den unmittelbaren Besitzer vor Besitzstörungen des mittelbaren Besitzers schützen, nicht aber den mittelbaren Besitzer vor Besitzstörungen des unmittelbaren Besitzers, und so die Interessen des mittelbaren Besitzers zurückdrängen.<sup>264</sup>

Ein Anspruch aus § 823 I BGB wegen Besitzverletzung im Bereich der Umwelthaftung kann zum Beispiel bei der Beeinträchtigung des berechtigten Besitzes an Wohn- und Geschäftsräumen durch unzulässige Immissionen bestehen.<sup>265</sup>

#### **d) Wassernutzungsrechte**

Auch Wassernutzungsrechte können sonstige Rechte im Sinne des § 823 I BGB sein, wenn sie als absolute Rechte ausgestaltet sind. Folglich kommt es insbesondere darauf an, dass diese Rechte durch ihre Ausschlussfunktion gegenüber Dritten geprägt sind.<sup>266</sup> Im Folgenden werden einige Beispiele genannt.

Gewässerbenutzungsrechte, die auf einer Bewilligung beruhen (vgl. §§ 8 ff. WHG, zum Begriff der Benutzung § 3 WHG), werden jedenfalls dann als sonstige Rechte gemäß § 823 I BGB angesehen, wenn das entsprechende Landeswassergesetz<sup>267</sup> bestimmt, dass die Vorschriften des bürgerlichen Rechts zum Schutz des Eigentums darauf entsprechend anwendbar sind.<sup>268</sup> Aber auch für Fälle, in denen dieser Verweis des Landesrechts fehlt, soll das Gewässerbenutzungsrecht aufgrund Bewilligung den

---

schlagen der Lehre, die z.T. dem unberechtigten entgeltlichen redlichen Besitzer vor Rechtshängigkeit, der die Nutzungen nach §§ 987, 988, 989, 993 S. 1, 2. Halbsatz BGB im Verhältnis zum Eigentümer behalten darf, ebenfalls einen Anspruch auf Ersatz des Nutzungsausfallschadens geben möchte).

<sup>261</sup> Z.B. BGH NJW 1981, 750, 751; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 167.

<sup>262</sup> Z.B. BGHZ 62, 243, 248 ff. (Mitbesitz gegenüber Dritten und gegenüber anderen Mitbesitzern geschützt); Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 85; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 172.

<sup>263</sup> Z.B. Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 85; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 171.

<sup>264</sup> Z.B. BGHZ 32, 194, 204 f.; BGHZ 62, 243, 248 f.; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 85; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 171.

<sup>265</sup> BGH JZ 1954, 613, 613; BGH NJW 1962, 1342, 1342.

<sup>266</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 150.

<sup>267</sup> So §§ 31 I BbgWG, 15 I BerlWG, 14 BremWG, 72 HessWG, 10 MecklVorpWG, 14 Nds WG, 26 I NordrhWestfWG, 28 RhPfwWG, 14 Saarl WG, 14 II SächsWG, 15 SachsAnhWG, 11 SchlHWG, 21 II ThürWG, anders die Landeswassergesetze von Baden-Württemberg, Bayern und Hamburg, die Zuständigkeit der Länder für diese Regelungen ergibt sich aus Art. 65, 124 EGBGB, vgl. Breuer, Rn. 1067; Czychowski/Reinhardt, § 8 WHG Rn. 7; beide m.w.N.

<sup>268</sup> BVerwGE 78, 40, 46; Breuer, Rn. 1067 m.w.N.; Czychowski/Reinhardt, § 8 WHG Rn. 7 f.; Meyer-Abich, 145; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 150; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 136.

Charakter eines sonstigen Rechts nach § 823 I BGB haben.<sup>269</sup> Die Erlaubnis nach § 7 WHG dagegen begründet kein Recht, sondern nur eine schlichte Befugnis und damit kein sonstiges Recht nach § 823 I BGB.<sup>270</sup>

Gewässerbenutzungsrechte, die schon vor Inkrafttreten des WHG oder sogar vor Inkrafttreten des Preußischen Wasserhaushaltsgesetzes bestanden und bis heute nach den Vorschriften des Preußischen Wasserhaushaltsgesetzes bzw. des WHG aufrechterhalten werden, können je nach Inhalt ebenfalls sonstige Rechte nach § 823 I BGB sein.<sup>271</sup>

Über die Anerkennung bestimmter Wassernutzungsrechte als sonstige Rechte kann z.B. Ersatz für die Schädigung des Grundwassers verlangt werden, obwohl dies nicht zum Grundeigentum gehört (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.I.2.a). Ebenso kann der Inhaber Schäden an oberirdischen Gewässern geltend machen, auch wenn diese nicht im Eigentum des Geschädigten stehen. Die Wassernutzungsrechte geben allerdings keinen Anspruch auf Zufluss einer bestimmten Menge Wassers von bestimmter Qualität.<sup>272</sup>

### **e) Jagd- und Jagdausübungsrecht, Fischerei- und Fischereiausübungsrecht**

Als absolute, sonstige Rechte i.S.d. § 823 I BGB werden auch das Jagd- und das Jagdausübungsrecht,<sup>273</sup> das Fischerei- und das Fischereiausübungsrecht in Binnengewässern<sup>274</sup> geschützt. Das schuldrechtliche Aneignungsrecht des Fischerei- bzw. Jagdberechtigten an dem erjagten Wild bzw. den Fischen ist als Teilaspekt dieser Rechte erfasst.<sup>275</sup>

---

<sup>269</sup> So z.B. *Czychowski/Reinhardt*, § 8 WHG Rn. 9 m.w.N.; *Meyer-Abich*, 145; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 136; a.A. z.B. *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 150.

<sup>270</sup> *Breuer*, Rn. 1068; *Czychowski/Reinhardt*, § 8 WHG Rn. 7; zur Abgrenzung zwischen Erlaubnis und Bewilligung s. § 8 II WHG und *Czychowski/Reinhardt*, § 8 WHG Rn. 24.

<sup>271</sup> BGHZ 69, 1, 4; BGH NJW 1976, 46, 46; BGH LM Nr. 10 zu § 823 (Ad) BGB, II., 2., a); *Breuer*, Rn. 1069 mit Beispielen; *Soergel/Zeuner* (12. Auflage), § 823 BGB Rn. 54 mit Beispielen; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>272</sup> § 2 II S. 1 WHG; BGHZ 69, 1, 7 ff.; BGH LM Nr. 10 zu § 823 (Ad) II., 2., b); *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>273</sup> BGHZ 84, 261, 264; BGH NJW-RR 2004, 100, 101 f. (Jagdausübungsrecht nach Bundesjagdgesetz); *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 88; *Meyer-Abich*, 142 f.; *Palandt/Sprau*, § 823 BGB Rn. 16; *Seibt*, 28 f.

<sup>274</sup> BGHZ 49, 231, 234; BGHZ 50, 73, 74; BGHZ 147, 125, 128; BGH 31. Mai 2007, Az III ZR 260/06, Beck RS 2007, 10343; BGH 31. Mai 2007 Az III ZR 259/06, Beck RS 2007, 10408 (Fischerei- und Fischereiausübungsrecht nach landesrechtlichen Gesetzen); OLG Frankfurt NJW 1959, 2218, 2219; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 88; *Meyer-Abich*, 143 f.; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 150; *Palandt/Sprau*, § 823 BGB Rn. 16; *Seibt*, 29 f.; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>275</sup> BGHZ 49, 231, 234; BGHZ 147, 125, 128; LG Trier NJW-RR 2006, 894, 895; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 150; *Rehbinder*, NuR 1988, 105, 107 f.; *Soergel/Zeuner* (12. Auflage), § 823 BGB Rn. 54; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

Das Fischerei- bzw. Fischereiausübungsrecht wird jedenfalls durch den Tod und die Verletzung von Fischen in nicht unerheblichem Umfang verletzt.<sup>276</sup> Bei der bloßen Änderung der natürlichen Verhältnisse, z.B. durch Flussbettaußbau, veränderte Fließgeschwindigkeit und dadurch veränderten Lebensbedingungen für Fische und verändertem Fischbestand, liegt keine Verletzung dieses sonstigen Rechts vor.<sup>277</sup> Bei gewässerbezogenen Anlagen oder Maßnahmen ist für einen Eingriff in dieses Recht jedenfalls erforderlich, dass diese infolge ihrer besonderen Beschaffenheit oder Tragweite für die Fischerei diese ganz oder zum Teil aufhebt oder eine der Bedeutung nach gleiche Folge herbeiführt.<sup>278</sup>

Ebenso wird das Jagd- oder Jagdausübungsrecht durch die Tötung von Wild verletzt, auch wenn die Tiere, z.B. aufgrund artenschutzrechtlicher Bestimmungen, nicht bejagt werden dürfen.<sup>279</sup> Eine sonstige tatsächliche Störung der Jagdausübung ist nur dann eine Verletzung des Jagdausübungsrechts, wenn diese nach Ausmaß und Dauer wesentlich ist, z.B. Wild auf längere Zeit und in erheblichem Umfang vergrämt wird.<sup>280</sup> Im Rahmen des Schadensersatzes in Geld wird grundsätzlich der Wert des Wildbrets ersetzt, nicht der höhere Preis für lebende Tiere. Diese höhere Summe wird nur dann zugesprochen, wenn wegen der Bedrohung des Bestandes das Aussetzen gleichartiger Tiere erforderlich ist.<sup>281</sup>

## f) Eingerichteter und ausgeübter Gewerbebetrieb

Ein Eingriff in den eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb kommt als Haftungsgrundlage für Umweltschäden ebenfalls in Betracht. Dieser offene Auffangtatbestand wurde entwickelt, um bestimmte Fälle zu erfassen, die vorher nicht unter § 823 I BGB fielen.<sup>282</sup>

Das Recht am eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb umfasst Gewerbebetriebe in ihrer Gesamtheit mit allem, was ihren wirtschaftlichen Wert ausmacht, z.B. mit ihrem Bestand, ihren Tätigkeiten, ihrem Kundenstamm und ihren Geschäftsverbindungen.<sup>283</sup> Unerheblich ist, ob eine kaufmännische Tätigkeit vorliegt, so dass z.B. auch die Ausübung freier Berufe erfasst ist.<sup>284</sup> Entscheidend ist der gewerbliche Charakter der Tätigkeit, d.h. insbesondere die Gewinnerzielungsabsicht.<sup>285</sup> Erforderlich ist allerdings die Betriebsbezogenheit des Eingriffs (näher dazu s.u.).

---

<sup>276</sup> BGHZ 147, 125, 128.

<sup>277</sup> BGHZ 50, 73, 74; BGHZ 49, 231, 234 f.; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 88; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>278</sup> BGHZ 50, 73, 75.

<sup>279</sup> Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>280</sup> BGH NJW-RR 2004, 100, 102.

<sup>281</sup> BGH LM Nr. 10 zu § 823 (F) BGB, II.; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 136.

<sup>282</sup> Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 126.

<sup>283</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 105 m.w.N.; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 127 m.w.N.

<sup>284</sup> AG Tauberbischofsheim NJW-RR 1993, 482, 482; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 105 m.w.N.

<sup>285</sup> Kritisch Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 107.

Die Rechtswidrigkeit eines Eingriffs in dieses Recht ist, da es sich um einen offenen Auffangtatbestand handelt, nicht indiziert, sondern wird durch eine Interessenabwägung, bei der auch Grundrechte des Schädigers und des Geschädigten einbezogen werden, festgestellt.<sup>286</sup> Aus dem Charakter als Auffangtatbestand ergibt sich auch, dass ein Anspruch nach § 823 I BGB aufgrund der Verletzung dieses Rechts nur vorliegen kann, wenn keine speziellere Vorschrift den Sachverhalt bereits abschließend regelt.<sup>287</sup> Damit ist dieses Recht gegenüber den Rechten und Rechtsgütern des § 823 I BGB, die nicht als offene Auffangtatbestände ausgestaltet sind, subsidiär.<sup>288</sup>

Trotz der weiten Definition des Gewerbebetriebs sind Umweltschäden, die das Recht am eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb betreffen, eher selten, da hier häufig die von der Rechtsprechung<sup>289</sup> geforderte Betriebsbezogenheit des Eingriffs fehlt.<sup>290</sup> Darunter versteht man die unmittelbare Beeinträchtigung des Gewerbebetriebs als solchen, die spezifisch gegen den Betrieb gerichtet ist und über eine bloße Belästigung oder sozial übliche Behinderung hinausgeht.<sup>291</sup> Man verlangt also grundsätzlich eine gewisse Unmittelbarkeit, Zielrichtung und Intensität des Eingriffs.

Es dürfen folglich nicht nur Rechte und Rechtsgüter unmittelbar betroffen sein, die problemlos vom Gewerbebetrieb ablösbar sind, so dass der Gewerbebetrieb allenfalls mittelbar geschädigt wird.<sup>292</sup> So soll sichergestellt werden, dass der Inhaber des Rechts am Gewerbebetrieb nicht in seinen allgemeinen Vermögensinteressen geschützt und damit im Rahmen des § 823 I BGB gegenüber anderen Geschädigten bevorzugt wird.<sup>293</sup> Bei einer vorsätzlichen Einwirkung auf den Gewerbebetrieb ist der Grundsatz der Unmittelbarkeit allerdings eingeschränkt. Hier nimmt man auch dann einen gegen den Betrieb als solchen gerichteten Eingriff an, wenn ein vom Betrieb ablösbares Recht oder Rechtsgut mit dem Ziel beeinträchtigt wird, den Gewerbebetrieb zu schädigen.<sup>294</sup>

---

<sup>286</sup> Z.B. BGH NJW 2006, 830, 840; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 112.

<sup>287</sup> BGHZ 36, 252, 256; BGHZ 138, 349, 351; BGH NJW 2006, 830, 839; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 114.

<sup>288</sup> BGHZ 36, 252, 256; *Enders*, 266.

<sup>289</sup> Z.B. BGHZ 29, 65, 74; BGHZ 41, 123, 127; BGHZ 86, 152, 156; BGHZ 138, 311, 317 f.

<sup>290</sup> BGH NJW 1981, 2416, 2416 (Verschmutzung eines Flusses, so dass das Wasser für ein Unternehmen unbrauchbar wurde, keine Betriebsbezogenheit, da unmittelbar nur der Fluss verschmutzt wurde, und der Wille des Beklagten nicht auf Schädigung des Klägers gerichtet war); AG Tauberbischofsheim NJW-RR 1993, 482, 482 (Störung einer Psychotherapiepraxis durch Gestank, keine Betriebsbezogenheit, da bloß temporärer Umsatzausfall); *Engelhardt*, 147; *Lytras*, 187 f.; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 57.

<sup>291</sup> Z.B. BGHZ 29, 65, 74; BGHZ 86, 152, 156; BGHZ 138, 311, 317; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 108.

<sup>292</sup> BGHZ 29, 65, 74.

<sup>293</sup> BGHZ 66, 388, 393.

<sup>294</sup> Z.B. BGH NJW 1969, 1207, 1208.

An der Voraussetzung der Betriebsbezogenheit des Eingriffs scheitern z.B. Ansprüche von Gewerbetreibenden, die im Bereich Freizeit und Tourismus tätig sind und die einen Schaden dadurch erleiden, dass ihre Kundschaft aufgrund von Umweltbeeinträchtigungen ausbleibt. Umweltbeeinträchtigungen betreffen zunächst Bestandteile der natürlichen Umwelt. Der Schaden des Gewerbetreibenden entsteht letztlich aber erst daraus, dass die Kunden des Gewerbetreibenden sich gegen die Frequentierung der jeweiligen Gegend bzw. des Betriebs entscheiden, und ist damit nur mittelbar auf die Umwelteinwirkung zurückzuführen.<sup>295</sup>

Wenn Unternehmen mit den geschädigten Bestandteilen der natürlichen Umwelt arbeiten müssen, wie z.B. ein Forstwirtschaftsunternehmen, das in einem geschädigten Wald tätig ist, wird man eher einen unmittelbaren Eingriff und damit eine Betriebsbezogenheit annehmen können.<sup>296</sup> Dennoch wird die Betriebsbezogenheit in solchen Fällen in der Praxis oft abgelehnt, wobei die Rechtsprechung nicht ganz einheitlich ist. An der Voraussetzung der Unmittelbarkeit und Zielrichtung des Eingriffs scheiterte die Annahme eines Eingriffs z.B. in einem Fall, in dem der Anspruchsgegner einen Fluss verschmutzt hatte, mit der Folge, dass das Wasser für ein Unternehmen, das mit diesem Flusswasser arbeitete, unbrauchbar geworden war. Unmittelbar wurde nur der Fluss verschmutzt, die Folgen der Unbrauchbarkeit des Wassers wurden bereits als mittelbare Folgen angesehen. Der Eingriff war auch nicht spezifisch gegen den Betrieb gerichtet, da der Wille des Anspruchsgegners nicht auf Schädigung des Anspruchstellers gerichtet war.<sup>297</sup>

In anderen, ähnlich gelagerten Fällen wurde jedoch die Betriebsbezogenheit angenommen. So wurde die Betriebsbezogenheit z.B. in einem Fall bejaht, in dem eine Gemeinde Abwasser so in die Nordsee einleitete, dass Muscheln auf Muschelbänken verseucht wurden und so der Betreiberin der Muschelbänke ein Schaden entstand. Hier lag ein betriebsbezogener Eingriff in das Fischereiunternehmen der Betreiberin vor.<sup>298</sup> Ein betriebsbezogener Eingriff, hier in den Betrieb eines Landwirts, wurde auch bejaht in einem Fall, in dem durch Thalliumemissionen eines Zementwerks landwirtschaftliche Erzeugnisse geschädigt wurden. Zu kritisieren ist hier allerdings, dass trotz der Subsidiarität des Rechts am eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb eine Verletzung dieses Rechts gleichzeitig mit einer Eigentumsverletzung angenommen wurde.<sup>299</sup>

Nach den Anforderungen an die Unmittelbarkeit des Eingriffs konsequent verneint wurde die Betriebsbezogenheit dagegen in einem Fall, in dem die Gefahr der Übertragung gentechnisch veränderter DNA von einem Versuchsfeld auf ein Nachbarfeld bestand, so dass dem Eigentümer des Nachbarfelds aufgrund der Anforderungen des

---

<sup>295</sup> *Lytras*, 188; ähnlich *Engelhardt*, 150.

<sup>296</sup> *Lytras*, 188.

<sup>297</sup> BGH NJW 1981, 2416, 2416.

<sup>298</sup> BGH NJW 1972, 101, 102 (Amtshaftungsanspruch).

<sup>299</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 949, 952; kritisch *Enders*, 266; *Engelhardt*, 147.

Bioland-Landesverbands, mit dem er vertragliche Beziehungen hatte, erhöhte Kosten für die Weiterführung der biologischen Landwirtschaft bzw. Umsatzeinbußen drohten. Die erhöhten Kosten und Umsatzeinbußen aufgrund der Vertragsbeziehungen waren bloß mittelbar durch das Freisetzungsvorhaben, unmittelbar dagegen durch die Gestaltung der Vertragsbeziehungen mit dem Bioland-Landesverband, hervorgerufen worden. Die Zielrichtung des Eingriffs auf den Betrieb fehlte ebenfalls, da nicht der Betrieb selbst, sondern vertragliche Rechte aus dem Vertrag mit dem Bioland-Landesverband, die ohne weiteres vom Betrieb ablösbar waren, beeinträchtigt wurden.<sup>300</sup>

#### **4. Vorschläge der Erweiterung des Rechtsgüterschutzes**

Viele Schäden, die aus Umwelteinwirkungen entstehen, können nicht über § 823 I BGB ersetzt werden. Dazu gehören zunächst alle körperlichen und seelischen Beeinträchtigungen unterhalb der Schwelle des § 823 I BGB. Ferner sind rein ökologische Schäden an Bestandteilen der Natur, an denen kein Eigentumsrecht besteht, nicht erfasst. Dazu gehören Schäden am Grundwasser, die Verschmutzung der Luft, soweit sie nicht zu einer Gesundheitsbeeinträchtigung oder zu einem Sachschaden führt, und Schäden an wilden Tieren. Bestimmte Schäden an Naturbestandteilen, die in niemandes Eigentum stehen, werden wiederum als Beeinträchtigung eines sonstigen Rechts (Wassernutzungsrecht, Jagd- und Jagdausübungsrecht, Fischerei- und Fischereiausübungsrecht, Recht am eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb) nach § 823 I BGB ersetzt. Auch die Beeinträchtigung des Gemeingebrauchs an öffentlichen Einrichtungen durch Umwelteinwirkungen wird nicht von § 823 I BGB erfasst, obwohl dem Einzelnen, zum Beispiel durch die Blockade einer öffentlichen Straße, unter Umständen ein erheblicher Schaden entstehen kann.

Hin und wieder wird versucht, durch die Erweiterung des Rechtsgüterschutzes im Rahmen des § 823 I BGB mehr Umweltschäden zu erfassen und auch den Ersatz rein ökologischer Schäden zu ermöglichen.<sup>301</sup>

##### **a) Erweiterung des Begriffs der Körper- oder Gesundheitsverletzung**

Zunächst wird vorgeschlagen, den Begriff der Körper- oder Gesundheitsverletzung weiter als bisher auszulegen und so den umfassenderen Ersatz von Umweltschäden zu ermöglichen.

Umwelteinwirkungen verursachen häufig Beeinträchtigungen des Wohlbefindens, die unterhalb der Schwelle der Körper- oder Gesundheitsverletzung liegen. Beispiele sind Lärmbelästigungen, die nicht zu einer medizinisch feststellbaren Störung führen, oder die Belästigung durch gesundheitlich unbedenkliche Geruchsimmissionen. Hin

---

<sup>300</sup> OLG Stuttgart VersR 2001, 70, 73; dazu z.B. *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 324 f.

<sup>301</sup> Dazu auch *Kadner*, 77 ff.

und wieder wird vorgeschlagen, auch solche Schäden als Gesundheitsverletzung nach § 823 I BGB zu ersetzen.

Einerseits wird empfohlen, die Gesundheitsdefinition der World Health Organization (WHO) bei der Feststellung einer Gesundheitsbeeinträchtigung zu Grunde zu legen. Die WHO sieht die Gesundheit als Zustand völligen körperlichen, geistigen und sozialen Wohlbefindens an.<sup>302</sup> Folglich wäre schon eine Beeinträchtigung dieses Idealzustands eine Gesundheitsverletzung.<sup>303</sup>

Hin und wieder wird auch gefordert, die medizinische Definition der Gesundheitsverletzung aufzugeben, da Umwelteinwirkungen zunächst Reaktionen hervorrufen, die die Schwelle der organischen Beeinträchtigung nicht überschreiten. Eine Betroffenheit der Gesundheit liege in diesen Fällen dennoch vor. Daher sollen bereits Umweltgefährdungen als potentielle Gesundheitsschädigungen von § 823 I BGB als Schaden an der Gesundheit erfasst werden. Dieses Kriterium verhindere zahlreiche Konfliktsituationen, die bei Anwendung der herkömmlichen Definition der Gesundheitsschädigung entstehen.<sup>304</sup>

Nach einer weiteren Auffassung soll eine Gesundheitsverletzung außer bei einer Störung innerer Lebensvorgänge körperlicher, geistiger oder seelischer Natur auch schon bei einer erheblichen Beeinträchtigung des körperlichen, geistigen oder seelischen Wohlbefindens vorliegen. Nur bei einer bloßen Belästigung, also einer bloß unerheblichen oder freiwilligen Beeinträchtigung des körperlichen, seelischen oder geistigen Wohlbefindens, sei die Gesundheit im Sinne des § 823 I BGB nicht betroffen.<sup>305</sup> Zu Begründung wird angeführt, dass oft keine Abgrenzung zwischen einem behandlungsbedürftigen Zustand und einer bloßen Beeinträchtigung des Wohlbefindens möglich sei.<sup>306</sup> Zudem umfasse der Begriff der Gesundheit nicht nur die Abwesenheit von Krankheit, sondern auch ein gewisses Maß an Wohlbefinden.<sup>307</sup> In Gesetzen (z.B. in § 823 I BGB und im Umwelthaftungsgesetz) werde der Begriff der Gesundheit auch nicht ausdrücklich eingeschränkt. Dies spreche ebenfalls für ein weites Verständnis dieses Begriffs.<sup>308</sup>

---

<sup>302</sup> Präambel der Satzung der WHO, <http://www.searo.who.int/EN/Section898/Section1441.htm>, 4. Dezember 2007.

<sup>303</sup> *Diederichsen*, BB 1973, 485, 486 (Darstellung als mögliche Tendenz im Bereich der Umwelthaftung); *Streckel*, ZVersWiss 1976, 55, 61; eher zustimmend auch *Lummert/Thiem*, 145.

<sup>304</sup> *Simitis*, VersR 1972, 1087, 1092; ähnlich *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 189.

<sup>305</sup> *Möllers*, 35 f.; ähnlich *von Bar*, KF 1987, 4, 12; *von Bar*, 62. DJT, A 52 (unzumutbare Einschränkung des Wohlbefindens); *Jauernig/Teichmann*, § 823 BGB Rn. 3 (Beeinträchtigung des Wohlbefindens); *Medicus*, JZ 1986, 778, 783 (Schlafstörungen sollten großzügiger als bisher als Gesundheitsverletzung gewertet werden).

<sup>306</sup> *Möllers*, 41.

<sup>307</sup> *Möllers*, 38.

<sup>308</sup> *Möllers*, 38.

Diese Definitionen der Gesundheitsverletzung sind zu weitreichend. Der Begriff der Gesundheit nach § 823 I BGB umfasst weder den Idealzustand völligen körperlichen und geistigen Wohlbefindens, noch die Abwesenheit erheblicher Beeinträchtigungen des Wohlbefindens oder das Nichtvorliegen bloßer Gesundheitsgefährdungen.

Schon begrifflich versteht man unter einer Gesundheitsverletzung im allgemeinen Sprachgebrauch einen medizinisch erheblichen Zustand, nicht bloß eine Beeinträchtigung des Wohlbefindens oder eine bloße Gesundheitsgefährdung.<sup>309</sup>

Die vorgeschlagenen Abgrenzungskriterien sind zudem viel unschärfer als das von der Rechtsprechung entwickelte Kriterium der medizinischen Erheblichkeit und würden damit zu großer Rechtsunsicherheit führen. Es ist sehr schwer zu bestimmen, worin der Idealzustand völligen körperlichen und geistigen Wohlbefindens besteht,<sup>310</sup> der von vielen Menschen wahrscheinlich überhaupt nicht erreicht werden kann.<sup>311</sup> Auch ist es bei der Beeinträchtigung des körperlichen, geistigen oder seelischen Wohlbefindens schwierig, eine Erheblichkeitsschwelle zu bestimmen.<sup>312</sup> Fast unmöglich ist es, festzulegen, ab wann eine bloße Gesundheitsgefährdung zu einem Schadensersatzanspruch führen sollte. Daher sind die bisher verwendeten Kriterien vorzuziehen.

Die Haftung nach § 823 I BGB würde zudem nach den vorgeschlagenen Kriterien der Gesundheitsverletzung zu weit ausgedehnt.<sup>313</sup> Der Kreis der Anspruchsberechtigten wäre kaum noch eingrenzbar, wenn Ansprüche bei jeder Störung des Wohlbefindens oder sogar bei Gesundheitsgefährdungen geltend gemacht werden könnten. Dies würde zu einem erhöhten Haftungsrisiko führen, das in keinem angemessenen Verhältnis zu den Vorteilen einer weitreichenderen Möglichkeit des Schadensersatzes durch ein wie vorgeschlagen erweitertes Haftungsrecht stünde.

Die Erweiterung steht auch im Widerspruch zum Sinn und Zweck des § 823 I BGB. Dieser soll nur bei Verletzungen absoluter Rechte eingreifen. Nach der vorgeschlagenen Erweiterung entspräche der Begriff der Gesundheit den Kriterien des absoluten Rechts, das durch Zuweisungsgehalt und Ausschlussfunktion geprägt sein muss, aufgrund der erheblichen Ausweitung und Unschärfe kaum noch. Diese Erweiterungsvorschläge sind damit abzulehnen.

## **b) Rechte auf Teilhabe an Umweltgütern als sonstige Rechte**

Weiter wird vorgeschlagen, das Recht auf Teilhabe an klassischen Umweltgütern wie sauberer Luft und sauberem Wasser und das Recht auf Lärmschutz als sonstige

---

<sup>309</sup> Ähnlich *Flachsbarth*, 206.

<sup>310</sup> *Enders*, 260; a.A. z.B. auch *Möllers*, 42; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 71.

<sup>311</sup> *Engelhardt*, 143; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783.

<sup>312</sup> *Philipp*, 153.

<sup>313</sup> *Engelhardt*, 143.

Rechte im Sinne des § 823 I BGB zu betrachten.<sup>314</sup> Die Teilhaberechte jedes Einzelnen an diesen und anderen öffentlichen Gütern seien individuelle Verfügungs- und Nutzungsrechte, ähnlich den *property rights* des anglo-amerikanischen Rechtskreises, und sollten daher von § 823 I BGB erfasst werden.<sup>315</sup> Jeder, dem aus der Verletzung dieser Rechte ein Schaden entsteht, solle bei Vorliegen der übrigen Voraussetzungen einen Anspruch aus § 823 I BGB haben.

Die Ausschlussfunktion als Merkmal aller nach § 823 I BGB geschützten absoluten Rechte fehle zwar, sei aber auch nicht erforderlich.<sup>316</sup> Um dem Ausufern des Deliktsrechts vorzubeugen, sei vielmehr ausreichend, dass die geschützten Güter, wie es beim Recht auf Teilhabe an den Umweltgütern der Fall sei, von hoher, den absoluten Rechten vergleichbarer sozialer Offenkundigkeit seien, so dass Schädiger ihr Verhalten im Sinne der Gefahrvermeidung steuern könnten.<sup>317</sup> Zu hohe Haftungsrisiken entstünden nicht, da jeder Schädiger wisse, dass er mit der Schädigung bestimmter Umweltgüter das Risiko der Schädigung der Nutzer dieser Umweltgüter eingehe.<sup>318</sup>

Dieser Versuch der Erweiterung des Rechtsgüterschutzes wird häufig kritisiert.<sup>319</sup> Als sonstige Rechte von § 823 I BGB geschützt werden nur absolute Rechte, die durch Zuweisungsgehalt und Ausschlussfunktion gekennzeichnet sind (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.I.3). Es gibt keine Teilhaberechte an öffentlichen Umweltgütern, die konkret einer bestimmten Person (oder Gruppe von Personen) zugewiesen werden und von deren Benutzung diese Person andere ausschließen könnte. Folglich fehlen solchen Rechten der Zuweisungsgehalt und die Ausschlussfunktion als wichtigste Voraussetzungen des absoluten Rechts.<sup>320</sup> Die Anerkennung von Teilhaberechten an der Natur im Rahmen des § 823 I BGB würde damit dazu führen, dass nicht mehr die Verletzung eines absoluten Rechts Voraussetzung für Schadensersatz nach § 823 I BGB wäre, sondern dass danach auch allgemeine Vermögensschäden ersetzt werden könnten.<sup>321</sup> Auch der BGH lehnt folgerichtig die Anerkennung des Rechts auf Gemeingebrauch an Umweltgütern als sonstiges Recht ab.<sup>322</sup>

---

<sup>314</sup> Z.B. *Godt*, 149 ff.; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 348 ff.; zur Möglichkeit der Anerkennung von Eigenrechten der Natur kritisch *Kadner*, 88 ff.

<sup>315</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 349 f.

<sup>316</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 349.

<sup>317</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 349 f.

<sup>318</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 350.

<sup>319</sup> Z.B. *von Bar*, KF 1987, 4, 12 (stattdessen Betonung des Gesundheitsschutzes); *Baumann*, JuS 1989, 433, 436; *Diederichsen*, 56. DJT, L 73 ff.; *Enders*, 267; *Engelhardt*, 154 f.; *Gerlach*, 286 f.; *Gmehling*, 198; *Kadner*, 83 f.; *Lytras*, 108 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 120; *Medicus*, JZ 1986, 778, 779 f.; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 168; *Philipp*, 150; *Schimikowski*, Rn. 42; *Seibt*, 50; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 188; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 61 f.

<sup>320</sup> *Lytras*, 110; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 168; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 61.

<sup>321</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 120 f., MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 168.

<sup>322</sup> BGHZ 55, 153, 162; *Diederichsen*, 56. DJT, L 73; *Lytras*, 112 (keine Tendenz des BGH zur Anerkennung von Teilhaberechten an Umweltgütern nach § 823 I BGB).

Eventuelle Teilhaberechte an öffentlichen Gütern sind für den Schädiger auch nicht in dem Maße sozial offenkundig, dass dieser den aus seinen Handlungen folgenden Schaden absehen kann. Der Inhalt solcher Teilhaberechte, d.h. in welchem Umfang bestimmte Umweltgüter von Einzelnen zu Lasten anderer Personen in Anspruch genommen werden dürfen, ist kaum definierbar.<sup>323</sup> Dieser Inhalt kann z.B. durch öffentlich-rechtliche Grenzwerte auch nicht sinnvoll beschrieben werden.<sup>324</sup> Wer in welchem Umfang anspruchsberechtigt ist, wäre damit nur schwer festzustellen.<sup>325</sup> Es bestünde die Gefahr der subjektiven Beurteilung je nach individueller Empfindlichkeit.<sup>326</sup> Die Folgen sind Rechtsunsicherheit und unabsehbare Haftungsrisiken für den Einzelnen,<sup>327</sup> gegen die sich jeder umfassen versichern müsste.<sup>328</sup> Der Kreis der Anspruchsinhaber wäre bei Anerkennung solcher Rechte kaum noch zu begrenzen.<sup>329</sup> Die Aufzählung der Rechte und Rechtsgüter in § 823 I BGB soll aber gerade Rechtsunsicherheit schaffen und als Verhaltensorientierung für potentielle Schädiger dienen.<sup>330</sup>

Durch die Anerkennung von Teilhaberechten an Umweltgütern als sonstige Rechte nach § 823 I BGB werden Umweltgüter, die bisher im Gemeingebrauch stehen, Einzelnen zugeordnet. Eine solche privatrechtliche Zuordnung von Gütern im Gemeingebrauch führt zu einer Rationierung und Verknappung öffentlich zugänglicher Umweltgüter.<sup>331</sup> Eine solche Rationierung von Umweltgütern kann jedenfalls nicht über die Anwendung des § 823 I BGB vorgenommen werden,<sup>332</sup> sondern wäre wohl eher Sache des öffentlichen Rechts, da darüber unter Abwägung öffentlicher und privater Interessen entschieden werden müsste. § 823 I BGB bietet dafür keine geeignete Rechtsgrundlage.

Auch das Ziel des effizienteren Umweltschutzes kann durch diese Erweiterung des Kreises der geschützten Rechtsgüter nicht erreicht werden, da eine Störung der Teilhabe an einem Umweltgut nicht unbedingt gleichzeitig einen Schaden an der Umwelt darstellt.<sup>333</sup> Zudem sind die Interessen des Einzelnen an der Sicherung seines Teilhaberechts kaum deckungsgleich mit dem Interesse des Umweltschutzes.

Dieser Vorschlag der Erweiterung des Rechtsgüterschutzes ist folglich ebenfalls abzulehnen.

---

<sup>323</sup> *Enders*, 267; *Gmebling*, 198; *Diederichsen*, 56. DJT, L 74; *Lytras*, 110; *Medicus*, JZ 1986, 778, 779; *Meyer-Abich*, 120; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 168; *Philipp*, 150; *Seibt*, 50.

<sup>324</sup> *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 62.

<sup>325</sup> *Enders*, 267; *Engelhardt*, 154 f.

<sup>326</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 75 f.

<sup>327</sup> *MK/Mertens* (3. Auflage), Vor §§ 823-853 BGB Rn. 66.

<sup>328</sup> *MK/Mertens* (3. Auflage), Vor §§ 823-853 BGB Rn. 66.

<sup>329</sup> *Enders*, 267; *Engelhardt*, 154; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 168.

<sup>330</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 75; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 168.

<sup>331</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 75; *Enders*, 267; *Marburger*, 56. DJT, C 120; *Medicus*, JZ 1986, 778, 779; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 188; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 62.

<sup>332</sup> *Lytras*, 111 f.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 779.

<sup>333</sup> *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 61.

### c) Allgemeines Persönlichkeitsrecht

Daneben wird vorgeschlagen, den Schutz des allgemeinen Persönlichkeitsrechts, das als sonstiges Recht unter § 823 I BGB fällt, auszuweiten und darüber auch die Schädigung der Umwelt zu erfassen.<sup>334</sup> Genau wie der Grundstückseigentümer und der dinglich Berechtigte müssen auch andere Personen die negativen Folgen von Einwirkungen auf ein Grundstück ertragen. Sie haben aber häufig mangels dinglicher Berechtigung in diesem Fall keinen zivilrechtlichen Anspruch gegen den Urheber der Einwirkung, wenn nicht gerade eines ihrer Rechte oder Rechtsgüter nach § 823 I BGB oder ein Schutzgesetz gemäß § 823 II BGB verletzt ist.<sup>335</sup> Diese Betonung des Eigentums im zivilrechtlichen Immissionsschutz sei angesichts der Wertordnung unserer Verfassung, in der die Persönlichkeit gemäß Art. 1 I und Art. 2 I GG den zentralen Wert darstellt, überholt.<sup>336</sup> Folglich solle neben den Eigentumsschutz ein umfassender Schutz der Persönlichkeit vor Immissionen treten.<sup>337</sup> Für diesen persönlichkeitsrechtlichen Anspruch sei der sachenrechtliche Begriff der Immission (§ 906 I S. 1 BGB) nicht entscheidend. Es komme allein darauf an, dass Rechte auf Erhaltung (Existenz, seelische Unversehrtheit) oder auf Entfaltung der Persönlichkeit (allgemeine Handlungsfreiheit) verletzt würden.<sup>338</sup> So solle zum Beispiel derjenige, der am Arbeitsplatz oder bei der Erholung in freier Natur Umweltbeeinträchtigungen ausgesetzt ist, deren Unterlassung gemäß § 1004 BGB verlangen können.<sup>339</sup>

Die Rechtswidrigkeit, die bei der Verletzung des Persönlichkeitsrechts als offenem Tatbestand durch Interessenabwägung festzustellen ist, soll hier nach § 906 BGB und § 26 GewO (heute § 14 BImSchG) bestimmt werden, wobei wertende Gesichtspunkte, insbesondere die Persönlichkeit und die Bedürfnisse der Geschädigten, berücksichtigt werden sollen.<sup>340</sup>

Die Einordnung von Schädigungen der Umwelt als Verletzung des allgemeinen Persönlichkeitsrechts ist nach zutreffender Meinung ebenfalls abzulehnen.<sup>341</sup>

Schon aufgrund der Systematik der Rechte und Rechtsgüter in § 823 I BGB ist die Einordnung von Beeinträchtigungen der Umwelt unter das allgemeine Persönlichkeitsrecht nicht möglich. Das allgemeine Persönlichkeitsrecht wird aus den

---

<sup>334</sup> *Forkel*, 24 ff., 47 ff.; *Roth*, NJW 1972, 921, 923 ff. (mit Betonung auf zivilrechtlichen Abwehransprüchen).

<sup>335</sup> *Forkel*, 47.

<sup>336</sup> *Forkel*, 48, 52; *Roth*, NJW 1972, 921, 922 f.

<sup>337</sup> *Forkel*, 52; *Roth*, NJW 1972, 921, 922 f.

<sup>338</sup> *Forkel*, 52.

<sup>339</sup> *Roth*, NJW 1972, 921, 923.

<sup>340</sup> *Roth*, NJW 1972, 921, 923 ff.

<sup>341</sup> Z.B. *Balensiefen*, 177; *Gmebling*, 195; *Kadner*, 82 f.; *Lytras*, 93 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 116 ff.; *Medicus*, JZ 1986, 779, 780; *Philipp*, 151 f.; *Reiter*, 54 f.; *Schimikowski*, Rn. 42; *Seibt*, 49; *Simitis*, VersR 1972, 1087, 1092; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 59.

Art. 1 I GG und Art. 2 I GG abgeleitet und zählt zu den im Rahmen des § 823 I BGB absolut geschützten Rechten. Alle zivilrechtlich absolut geschützten Rechtsgüter und Rechte dienen unter anderem auch der freien Entfaltung der Persönlichkeit. Jedes dieser Rechtsgüter und Rechte wurde allerdings speziell ausgestaltet und weist bestimmte Grenzen auf. Bei den vorgeschlagenen Verletzungstatbeständen des Allgemeinen Persönlichkeitsrechts durch Umweltbeeinträchtigungen handelt es sich in Wahrheit meist um drohende Gesundheits- oder Eigentumsverletzungen oder drohende Verletzungen anderer Rechtsgüter und Rechte aus § 823 I BGB.<sup>342</sup> Würde man alle Verletzungen auch speziellerer Rechtsgüter und Rechte wie Eigentum und Gesundheit unter ein übergeordnetes Recht auf freie Entfaltung der Persönlichkeit fassen, würden diese Unterschiede nivelliert und die Grenzen der speziellen Rechtsgüter und Rechte überschritten.<sup>343</sup> Damit umfasst das allgemeine Persönlichkeitsrecht die sonstigen, im Zivilrecht absolut geschützten Rechte und Rechtsgüter nicht.<sup>344</sup> Das allgemeine Persönlichkeitsrecht ist vielmehr im Rahmen des § 823 I BGB subsidiär und kommt nur dann zur Anwendung, wenn dort genannte Rechte und Rechtsgüter nicht verletzt sind.

Gegen die Einordnung von Umweltbeeinträchtigungen als Verletzungen des allgemeinen Persönlichkeitsrechts spricht auch, dass damit eine sehr große Rechtsunsicherheit entstünde. Das ohnehin schon weitgehende allgemeine Persönlichkeitsrecht bietet kaum Kriterien, die man dafür heranziehen könnte, wann eine Verletzung durch Umweltbeeinträchtigungen vorliegt.<sup>345</sup> Die Persönlichkeitsrechte, die nach dieser Meinung geschützt werden sollen, sind nur sehr schwer konkretisierbar und von den Rechten des Emittenten abzugrenzen.<sup>346</sup> Angesichts der unterschiedlichen Persönlichkeiten, Bedürfnisse und Anforderungen der Menschen und der dadurch einfließenden subjektiven Aspekte wäre die eindeutige Feststellung der Verletzung des Allgemeinen Persönlichkeitsrechts mit sehr viel Unsicherheit behaftet.<sup>347</sup> Eine solche Ausdehnung der Haftung für die Verletzung des allgemeinen Persönlichkeitsrechts würde dazu führen, dass die Haftung nach § 823 I BGB, die als Haftung für die Verletzung bestimmter Rechtsgüter und Rechte geschaffen wurde, letztlich nicht mehr von einer Haftung für reine Vermögensschäden zu unterscheiden wäre.<sup>348</sup>

Damit bestünde aufgrund der unscharfen Konturen des Rechts und der unsicheren Grenzziehung zwischen hinzunehmenden Störungen und Verletzungen des Persön-

---

<sup>342</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 349; *Marburger*, 56. DJT, C 120.

<sup>343</sup> *Enders*, 267; *Marburger*, 56. DJT, C 120; ähnlich *MK/Wagner*, § 823 Rn. 167.

<sup>344</sup> Zur gesamten Argumentation *Lytras*, 95; ähnlich *Engelhardt*, 151 f.

<sup>345</sup> Z.B. *Diederichsen*, 56. DJT, L 76; *Enders*, 266; *Engelhardt*, 151; *Gmebling*, 195; *Lytras*, 93; *Marburger*, 56. DJT, C 117, C 120; *Medicus*, JZ 1986, 778, 780; *Meyer-Abich*, 116 f.; *Philipp*, 151; *Seibt*, 49; *Simitis*, VersR 1972, 1087, 1092; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 59 m.w.N.; ähnlich *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 167.

<sup>346</sup> *Lytras*, 96; *Gerlach*, 286.

<sup>347</sup> Z.B. *Medicus*, JZ 1986, 778, 780; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 59.

<sup>348</sup> *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 187.

lichkeitsrechts die Gefahr einer übergroßen Ausweitung der Haftung mit Ansprüchen einer unabsehbaren Vielzahl von Menschen.<sup>349</sup>

#### **d) Fazit**

Folglich sind diese Versuche der Ausdehnung des Rechtsgüterschutzes nach § 823 I BGB abzulehnen. Sie bieten keine geeignete Grundlage, den Ersatz ökologischer Schäden über das Zivilrecht in verstärktem Umfang zu erreichen.

### **II. Tun oder Unterlassen**

Die Verletzung eines der genannten Rechte und Rechtsgüter kann durch ein positives Tun oder durch ein Unterlassen verursacht werden. Bei der Verursachung durch Unterlassen ist erforderlich, dass eine Pflicht zum Handeln bestand und dass die Erfüllung dieser Pflicht die Rechts- oder Rechtsgütersverletzung verhindert hätte. Eine Pflicht zum Handeln kann sich aus persönlichen Beziehungen, vorangegangenen Tun oder aus Gesetz ergeben.<sup>350</sup> Insbesondere ergibt sich eine solche Pflicht im Bereich des Umwelthaftungsrechts häufig aus Verkehrssicherungspflichten, deren Entstehung und Umfang im Folgenden im Abschnitt Rechtswidrigkeit (Teil 2, Kapitel 1, A.III) dargestellt werden.

### **III. Rechtswidrigkeit**

Nach § 823 I BGB ist weiter die widerrechtliche, also rechtswidrige, Verletzung der genannten Rechtsgüter und Rechte erforderlich. Hier ist umstritten, ob die Rechtswidrigkeit sich auf den Verletzungserfolg (Lehre vom Erfolgsunrecht<sup>351</sup>) oder die Handlung (Lehre vom Handlungsunrecht<sup>352</sup>) beziehen muss.<sup>353</sup>

Heute wird meist eine modifizierte Lehre vom Erfolgsunrecht vertreten. Diese unterscheidet bei der Verletzung der Rechte und Rechtsgüter aus § 823 I BGB durch positives Tun danach, ob eine mittelbare oder eine unmittelbare Verletzung vorliegt.<sup>354</sup> Bei unmittelbaren Verletzungen ist die Rechtswidrigkeit durch die Verletzung des Rechts oder Rechtsguts indiziert und entfällt nur, falls ein Rechtfertigungsgrund eingreift.<sup>355</sup> Mittelbare Verletzungen der Rechte und Rechtsgüter und Verletzungen durch Unterlassen sind nur dann rechtswidrig, wenn der Schädiger gegen eine

---

<sup>349</sup> Enders, 267; Köndgen, UPR 1983, 345, 349; Lytras, 93; Marburger, 56. DJT, C 117; Meyer-Abich, 116 f.; Simitis, VersR 1972, 1087, 1092; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 59.

<sup>350</sup> Z.B. Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 2.

<sup>351</sup> Z.B. BGHZ 39, 103, 108.

<sup>352</sup> Z.B. Soergel/Zeuner (12. Auflage), § 823 BGB Rn. 2 ff.

<sup>353</sup> Zusammenfassung z.B. bei Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 9; Bartholmes, 115 ff.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 5 ff.; Veldhuizen, 85 ff.; Wagner, 52 ff.

<sup>354</sup> Z.B. BGHZ 74, 9, 14 ff.; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 10; Enders, 268; Palandt/Sprau, § 823 BGB Rn. 25 f.

<sup>355</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 10; Enders, 268; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 130; Reiter, 62.

Rechtspflicht zum Handeln verstoßen hat. Solche Rechtspflichten können sich insbesondere aus Verkehrssicherungspflichten ergeben.<sup>356</sup>

Schwierig ist hier die Abgrenzung, wann eine unmittelbare und wann eine mittelbare Rechts- oder Rechtsgutsverletzung vorliegt.<sup>357</sup> Meist wird eine unmittelbare Rechts- oder Rechtsgutsverletzung dann angenommen, wenn diese „in der Beschaffenheit der Handlung angelegt ist und mit dieser ein untrennbares Ganzes bildet“<sup>358</sup> oder noch im Rahmen des äußeren Handlungsablaufs liegt.<sup>359</sup> Keine Untrennbarkeit und damit keine Unmittelbarkeit liegt vor, wenn der Verletzungserfolg außerhalb der Handlung durch Zwischenursachen eintritt.<sup>360</sup> Überwiegend wird zudem vertreten, dass bei einem vorsätzlich herbeigeführten Verletzungserfolg jedenfalls eine unmittelbare Rechts- oder Rechtsgutsverletzung vorliegt.<sup>361</sup>

Umweltschäden werden vermittelt durch Umweltmedien wie Boden, Luft und Wasser verursacht. Dabei können verschiedene Zwischenursachen wie Wind und sonstige Wetterbedingungen auftreten. Aus diesem Grund wird die Rechts- oder Rechtsgutsverletzung hier meistens nicht unmittelbar durch die Handlung des Schädigers, sondern mittelbar verursacht. Zum Beispiel werden Waldschäden nur mittelbar durch die Verschmutzung der Luft hervorgerufen. Als Zwischenursachen treten die Wetterlage, die Windrichtung und ähnliche Tatsachen auf.<sup>362</sup> Auch bei der Bodenverschmutzung durch Altlasten auf einem Nachbargrundstück werden häufig Zwischenursachen, wie die geologische Beschaffenheit des Bodens oder der Transport über das Grundwasser, und damit eine mittelbare Rechtsgutsverletzung vorliegen.<sup>363</sup> Da Umweltschäden häufig fahrlässig verursacht werden oder den Verursachern kein Vorsatz nachgewiesen werden kann, liegt auch aus diesem Grund häufig keine unmittelbare Rechtsgutsverletzung vor. Damit ist die Rechtswidrigkeit bei der Umwelthaftung meist nicht indiziert, sondern muss, insbesondere über die Feststellung der Verletzung von Verkehrssicherungspflichten, herausgearbeitet werden.<sup>364</sup> Entstehung, Art und Umfang von Verkehrssicherungspflichten werden in einem ersten Abschnitt dargestellt (Teil 2, Kapitel 1, A.III.1).

Im Umwelthaftungsrecht spielt auch häufig die Frage eine Rolle, wie sich die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Vorschriften und das Bestehen öffentlich-rechtlicher Genehmigungen sowie die Einhaltung von technischen Regelwerken, die von Privaten

---

<sup>356</sup> Z.B. LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 10; *Diederichsen*, 56. DJT, L 66 f.; *Enders*, 268; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 130; *Reiter*, 62.

<sup>357</sup> Zu den verschiedenen Möglichkeiten *Enders*, 268; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 7; ausführlich zur Abgrenzung im Bereich der Umwelthaftung auch *Engelhardt*, 160 ff.

<sup>358</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 10; *Enders*, 268.

<sup>359</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 130.

<sup>360</sup> *Enders*, 269; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 130.

<sup>361</sup> Z.B. *Enders*, 268 m.w.N.

<sup>362</sup> Dazu *Engelhardt*, 161; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 130 f.; *Reiter*, 62.

<sup>363</sup> *Enders*, 269.

<sup>364</sup> *Enders*, 269.

erlassen wurden, auf das Vorliegen von Verkehrssicherungspflichtverletzungen auswirken und ob öffentlich-rechtliche Genehmigungen rechtfertigend wirken können. Mit diesen Fragen beschäftigt sich ein zweiter Abschnitt (Teil 2, Kapitel 1, A.III.2).

## 1. Verkehrssicherungspflichten

Verkehrssicherungspflichten erfüllen mehrere wichtige Funktionen im Rahmen des § 823 I BGB: Einerseits kann ein Unterlassen dann zur Haftung führen, wenn dadurch eine Verkehrssicherungspflicht verletzt wird (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.II).<sup>365</sup> Andererseits dienen diese Pflichten zur Bestimmung der Rechtswidrigkeit in Fällen, in denen eine mittelbare Rechtsgutsverletzung vorliegt und die Rechtswidrigkeit damit nicht indiziert ist.<sup>366</sup> Zudem entnimmt man den Verkehrssicherungspflichten den allgemeinen Sorgfaltsmaßstab bei der Fahrlässigkeit im Rahmen des Verschuldens (s.u. Teil 2, Kapitel 1, A.IV).<sup>367</sup> Verkehrssicherungspflichten entstehen durch richterliche Rechtsfortbildung und sind als Gewohnheitsrecht anerkannt.<sup>368</sup> Allgemein erlegen Verkehrssicherungspflichten demjenigen, für den sie gelten, die Pflicht auf, sich soweit zumutbar so zu verhalten, dass andere nicht geschädigt werden.<sup>369</sup>

Schon das Reichsgericht hat Verkehrssicherungspflichten im Bereich der Umwelthaftung entwickelt. So hatte z.B. der Inhaber einer Tankstelle aufgrund der allgemeinen Pflicht, andere Personen vor Schäden zu schützen, die an der Tankstelle gelagerten Stoffe so zu sichern, dass die Nachbarschaft vor Schäden geschützt wird.<sup>370</sup>

Anzahl und Umfang geschriebener und ungeschriebener Verkehrssicherungspflichten nehmen insbesondere im Umwelthaftungsrecht immer mehr zu. Folglich kann in immer mehr Fällen eine rechtswidrige Handlung angenommen werden. Damit nähert sich die verschuldensabhängige Haftung in der Praxis immer mehr einer Gefährdungshaftung an,<sup>371</sup> es kommt zu einer Objektivierung der Deliktshaftung im Bereich der Umwelthaftung. Ebenso wie die Verkehrssicherungspflichten sollen die Tatbestände der Gefährdungshaftung die Haftung desjenigen ermöglichen, der eine Gefahr schafft, beherrscht und von der Schaffung einer Gefahr profitiert.<sup>372</sup> Die Entstehung von Gefährdungshaftungstatbeständen, die Umweltschäden erfassen, trägt folglich ebenfalls zur Objektivierung der Umwelthaftung bei. Bei der Deliktshaftung wird aber weiterhin, anders als bei der Gefährdungshaftung, grundsätzlich ein rechtswidriges und schuldhaftes Verhalten verlangt.<sup>373</sup>

---

<sup>365</sup> BGHZ 65, 221, 224 f.; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 23 m.w.N.

<sup>366</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 23 m.w.N.

<sup>367</sup> Engelhardt, 193; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 45.

<sup>368</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 23 m.w.N.

<sup>369</sup> BGHZ 65, 221, 224; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 225; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 131; Reiter, 62 f.

<sup>370</sup> RG DJ 1939, 270, 272; zitiert bei Enders, 272 f.

<sup>371</sup> Enders, 271; Flachsbarth, 28; Rehbinder, NuR 1989, 149, 149; Salje/Peter/*Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 10.

<sup>372</sup> Enders, 271.

<sup>373</sup> Enders, 271 f.

Man kann die Verkehrssicherungspflichten in zwei große Gruppen einordnen. Es gibt einerseits Pflichten, die zum Schutz der Umwelt vor einer Gefahrenquelle dienen (Sicherungspflichten), und andererseits Pflichten zum Schutz von Rechtsgütern vor Gefahren aus der Umwelt (Fürsorgepflichten).<sup>374</sup> Diese Systematik wird auch hier verwendet. Nach einer anderen Systematik werden Verkehrssicherungspflichten unterteilt in Pflichten, deren Erfüllung es Dritten ermöglicht, sich selbst vor der Gefahr zu schützen (insbesondere Warn- und Instruktionspflichten) und Pflichten, die sich auf die direkte Einwirkung auf die Gefahrenquelle beziehen (insbesondere Gefahr- verhütungs- und -beseitigungspflichten, Organisationspflichten, Obhuts- und Fürsorgepflichten).<sup>375</sup>

Mindestvoraussetzung für die Entstehung einer Verkehrssicherungspflicht und auch entscheidend für deren Umfang ist, dass der Inhaber der Pflicht im konkreten Fall in tatsächlicher und rechtlicher Hinsicht im jeweiligen Umfang in der Lage ist, die Gefahr zu beherrschen.<sup>376</sup>

### **a) Entstehung von Verkehrssicherungspflichten**

Sicherungspflichten betreffen Gefahren, die in der Verantwortungssphäre des Inhabers der Sicherungspflicht entstehen können. Dieser hat die Pflicht, mögliche Gefahrenquellen in seinem Verantwortungsbereich so zu beherrschen, dass die Schädigung anderer verhindert wird.<sup>377</sup>

Sicherungspflichten können sich aus der Schaffung, Unterhaltung oder Beherrschung einer gegenständlichen potentiellen Gefahrenquelle, unter Umständen in Verbindung mit der Nutzung der Gefahrenquelle für eigene Zwecke, ergeben.<sup>378</sup> Weitere Sicherungspflichten entstehen aus der Eröffnung eines allgemeinen Verkehrs, d.h. z.B. aus dem Betrieb eines Ladenlokals mit Publikumsverkehr.<sup>379</sup> Auch nach Schließung des Verkehrs bestehen zivilrechtliche nachsorgende Verkehrssicherungspflichten fort, soweit es um Gefahren geht, die ohne die Eröffnung des Verkehrs nicht eingetreten wären.<sup>380</sup> Die Inverkehrgabe von Sachen, von denen eine Gefahr ausgehen kann, begründet ebenfalls Sicherungspflichten.<sup>381</sup> Allgemein zieht ein Verhalten, das Risi-

---

<sup>374</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 223.

<sup>375</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 233; von Bar, KF 1987, 4, 13; von Bar, Verkehrspflichten, 83 ff.

<sup>376</sup> BGHZ 9, 373, 383 f.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 225, Rn. 248.

<sup>377</sup> Z.B. LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; BGH NJW 2007, 1683, 1684; ausführlich z.B. MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 230.

<sup>378</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 228, Rn. 229 m.w.N.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 233 m.w.N.

<sup>379</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 230 m.w.N.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 232 m.w.N.

<sup>380</sup> BGH VersR 1985, 781 f.; Enders, 274 f.

<sup>381</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 230 m.w.N.; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 234 m.w.N.

ken für andere birgt, eine entsprechende Sicherungspflicht nach sich.<sup>382</sup> Sicherungspflichten liegen im Bereich der Umwelthaftung häufig vor.

Fürsorgepflichten sind Pflichten zum Schutz von Menschen im sozialen Nahbereich vor Rechtsgutsverletzungen.<sup>383</sup> Solche Pflichten können z.B. durch faktische Übernahme (z.B. durch einen behandelnden Arzt), im familiären Bereich oder in Situationen, in denen jeder auf den anderen angewiesen ist (Gefahrgemeinschaften) entstehen.<sup>384</sup> Im Bereich der Umwelthaftung können zwar auch solche Pflichten bestehen, diese unterscheiden sich aber in der Regel nicht von Fürsorgepflichten in Fällen, in denen es nicht um den Ersatz von Umweltschäden geht, und sind damit nicht für die Umwelthaftung charakteristisch.

## **b) Art und Umfang von Verkehrssicherungspflichten**

Art und Umfang der erforderlichen Maßnahmen im Rahmen von Verkehrssicherungspflichten werden nach Abwägung verschiedener Aspekte bestimmt. Die Maßnahmen müssen „in einem vernünftigen und zumutbaren Verhältnis zum drohenden Schaden an einem Rechtsgut stehen“.<sup>385</sup> Die Wahrscheinlichkeit und das Ausmaß der möglichen Rechtsgutsverletzung sind hier mit einzubeziehen.<sup>386</sup> Je größer der drohende Schaden, je bedeutender das gefährdete Rechtsgut und je höher das Risiko des Schadenseintritts, desto umfangreicher müssen die Vorsichtsmaßnahmen sein.<sup>387</sup> Entscheidend sind die berechtigten Sicherheitserwartungen des Verkehrs, d. h. welche Anforderungen an die Sicherheit die betroffene Öffentlichkeit berechtigterweise stellt.<sup>388</sup>

Auch die Kosten der Maßnahmen im Verhältnis zum dadurch verhinderten Schaden einschließlich immaterieller Beeinträchtigungen fließen in die Abwägung ein. Auf Maßnahmen, deren Kosten im Vergleich zu den Vorteilen außer Verhältnis stehen, erstreckt sich die Verkehrssicherungspflicht nicht.<sup>389</sup> Bei der Bestimmung von Verkehrssicherungspflichten ist der Stand von Wissenschaft und Technik zum Zeitpunkt der schädigenden Handlung zugrunde zu legen.<sup>390</sup> Der Anspruchsgegner haftet folglich nicht für Entwicklungsrisiken, d.h. für solche Risiken, die zum Zeitpunkt der schädigenden Handlung nach dem Stand von Wissenschaft und Technik auch bei der Anwendung äußerster Sorgfalt nicht erkennbar oder nicht vermeidbar waren.<sup>391</sup>

---

<sup>382</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 235 m.w.N.

<sup>383</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 237.

<sup>384</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 237 ff.

<sup>385</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 240; ebenso BGHZ 104, 323, 329; Lytras, 146 ff.

<sup>386</sup> BGHZ 92, 143, 150; OLG Hamm NJW-RR 1990, 794, 794; von Bar, KF 1987, 4, 13; Enders, 273; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 249; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 52.

<sup>387</sup> OLG Hamm NJW-RR 1990, 794, 794; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 240; Enders, 273; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 249; Veldhuijzen, 131 ff.

<sup>388</sup> BGH NJW-RR 2002, 525, 526; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 234.

<sup>389</sup> BGHZ 58, 149, 156; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 250.

<sup>390</sup> Ähnlich Medicus, JZ 1986, 778, 783; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 264.

<sup>391</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 264; zum Begriff auch Löbbecke, 36 f., 66 ff.

Die Verkehrssicherungspflichten werden zudem danach bestimmt, welche Sorgfaltsmaßnahmen bereits vom Opfer erwartet werden können. Maßnahmen zur Verkehrssicherung sind nicht erforderlich bezüglich Gefahren, die für Mitglieder des entsprechenden gefährdeten Verkehrskreises offensichtlich erkennbar und vermeidbar sind.<sup>392</sup> Allerdings muss mit einem nicht allzu schweren vorhersehbaren Fehlverhalten des Geschädigten und sogar mit einem schweren Fehlverhalten Dritter gerechnet und die Maßnahmen der Verkehrssicherung danach ausgerichtet werden.<sup>393</sup>

### **c) Verkehrssicherungspflichten bei der Umwelthaftung**

Im Bereich der Umwelthaftung spielen die Verkehrssicherungspflichten eine wichtige Rolle.<sup>394</sup> Verkehrssicherungspflichten werden häufig von der Rechtsprechung entwickelt (aa). Diese bedient sich dabei häufig öffentlich-rechtlicher Vorschriften, Genehmigungen und technischer Regelwerke, die von Privaten erlassen werden (bb).

#### **aa) Verkehrssicherungspflichten der Rechtsprechung**

Die Rechtsprechung hat zahlreiche Verkehrssicherungspflichten im Bereich der Umwelthaftung geschaffen.

Der Schädiger muss zunächst dafür sorgen, dass er die Gefährlichkeit bestimmter Situationen in seinem Verantwortungsbereich zur Kenntnis nimmt.<sup>395</sup> Er muss solche Risiken zur Kenntnis nehmen, die nach der üblichen Erfahrung und dem aktuellen wissenschaftlich-technischen Stand (z.B. aus technischen Regelwerken) in dem betroffenen Lebensbereich<sup>396</sup> sowie nach Analyse des Gefahrenpotentials der konkreten Situation erkennbar sind.<sup>397</sup> Im Bereich der Umwelthaftung gehören zu den Verkehrssicherungspflichten damit auch Vorkehrungen für die Erkennung von Gefahren, die von bestimmten Tätigkeiten oder Anlagen ausgehen.<sup>398</sup> Im Unternehmen müssen die organisatorischen Voraussetzungen für eine solche Risikoerkennung geschaffen werden.<sup>399</sup>

Ist das Risiko erkannt oder nach den beschriebenen Grundsätzen erkennbar, folgen daraus weitere Pflichten zur Beherrschung und Minimierung der Gefahr von Um-

---

<sup>392</sup> Z.B. BGH NJW 2002, 1263, 1264; ähnlich BGHZ 92, 143, 150; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 251.

<sup>393</sup> Z.B. MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 253, Rn. 255 mit Beispielen aus der Rechtsprechung.

<sup>394</sup> Ausführlich dazu auch Bartholmes, 118 ff.; zu wasserspezifischen Verkehrssicherungspflichten *Philipp*, 157 f.

<sup>395</sup> BGH NJW 1982, 1049, 1050; OLG Celle VersR 1981, 66, 67; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 239.

<sup>396</sup> BGH NJW 1982, 1049, 1050; Marburger, Regeln der Technik, 473 f.; Reiter, 64; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 52 f.

<sup>397</sup> BGH NJW 1982, 1049, 1050.

<sup>398</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 52; allgemein zur Haftung nach § 823 BGB Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 239.

<sup>399</sup> BGHZ 92, 143, 151; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 239; Enders, 273; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 52.

weltschäden<sup>400</sup> und eventuell zur Information gefährdeter Personen oder der Öffentlichkeit über das Risiko und mögliche Selbstschutzmaßnahmen.<sup>401</sup> Insbesondere Betreiber emittierender Anlagen müssen die Auswirkungen der Anlage beobachten und gegebenenfalls Maßnahmen zu deren Eindämmung treffen (Emissionsbeobachtungspflicht)<sup>402</sup> sowie die Öffentlichkeit über die Immissionen aufklären.<sup>403</sup> Zur Verhinderung von Schäden muss dabei die sicherste Methode gewählt werden.<sup>404</sup> Allgemein gelten erhöhte Sorgfaltspflichten, wenn neuartige Methoden angewandt werden, deren Auswirkungen noch unbekannt sind.<sup>405</sup>

Ein allgemeines Rangverhältnis der unterschiedlichen Pflichten besteht nicht. Welche Maßnahmen erforderlich sind, bestimmt sich je nach den Umständen des Einzelfalls<sup>406</sup>. Allerdings sollte wegen der höheren Effektivität solcher Maßnahmen in der Regel vorrangig die Gefahrenquelle gesichert und unter Kontrolle gehalten werden.<sup>407</sup>

Die Warnung möglicherweise gefährdeter Personen muss eventuell zusätzlich erfolgen, kann aber auch die einzige mögliche verkehrssichernde Maßnahme sein, zum Beispiel wenn bereits gefährliche Stoffe ausgetreten sind oder bei der Beobachtung von Emissionen neue Risiken zur Kenntnis des Emittenten gelangen.<sup>408</sup> Damit kann die Banalisierung und Beschwichtigung des Geschehens und die Beruhigung der Öffentlichkeit trotz drohender Umweltschäden ebenfalls eine Verkehrssicherungspflichtverletzung sein.<sup>409</sup>

Die Rechtsprechung hat im Laufe der Zeit zahlreiche spezielle umweltbezogene Verkehrssicherungspflichten entwickelt. Zum Beispiel ist ein Emittent von Luftschadstoffen grundsätzlich verpflichtet, schädliche Immissionen von anderen Menschen fernzuhalten.<sup>410</sup> Dabei ist er auch zur Kontrolle der Einhaltung von nichtschädigen-

---

<sup>400</sup> BGHZ 92, 143, 150; BGH NJW 1976, 46, 46 f.; BGH NJW 1983, 2935, 2937; BGH NJW 1995, 1150, 1150; OLG Celle VersR 1981, 66, 67; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1313; *von Bar*, KF 1987, 4, 13; *Enders*, 273; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 52.

<sup>401</sup> LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1313 (Warnpflicht bei Farbspritzarbeiten); *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 52.

<sup>402</sup> BGHZ 92, 143, 150; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; LG Aachen NJW-RR 1990, 347, 347 f.; *von Bar*, KF 1987, 4, 13; *Baumann*, JuS 1989, 433, 436; *Enders*, 273; *Gnaub*, 108; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 133; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783; *Reiter*, 64; *Sach*, 237 (Parallele zur Produktbeobachtungspflicht); *Veldhuizen*, 128.

<sup>403</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 13; *Baumann*, JuS 1989, 433, 436.

<sup>404</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952.

<sup>405</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952.

<sup>406</sup> BGHZ 92, 143, 150.

<sup>407</sup> BGH NJW 1970, 1682, 1682; *von Bar*, KF 1987, 4, 13 mit Beispielen aus der Rechtsprechung; *Enders*, 273; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 54.

<sup>408</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 13; *Enders*, 275.

<sup>409</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 13; zustimmend *Enders*, 275.

<sup>410</sup> BGHZ 92, 143, 150; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952.

den Emissionswerten verpflichtet.<sup>411</sup> Der Erzeuger von Abfall muss dafür sorgen, dass dieser keinen Schaden verursacht.<sup>412</sup> Z.B. muss er, wenn er den Abfall nicht selbst entsorgt, damit verlässliche Unternehmen beauftragen und sich sorgfältig informieren, dass diese mit dem Abfall ordnungsgemäß umgehen.<sup>413</sup> Unter bestimmten Umständen können Warn- und Hinweispflichten des Vermieters einer Wohnung gegenüber seinen Mietern über die Schadstoffbelastung des Brunnenwassers und die Nichteignung für die Zubereitung von Säuglingsnahrung bestehen.<sup>414</sup> Derjenige, der Pflanzenschutzmittel nutzt, darf diese nicht unbeaufsichtigt auf freiem Feld stehen lassen, so dass Dritte darauf zugreifen können<sup>415</sup> und muss bei der Verwendung von Unkrautvernichtungsmitteln in der Nähe von darauf empfindlich reagierenden Anpflanzungen die Beschädigung dieser Anpflanzungen, gegebenenfalls durch Abwarten einer günstigen Windrichtung und Umstellung der Feldspritze auf andere Düsen, vermeiden.<sup>416</sup>

## **bb) Rückgriff auf sonstige Vorschriften und Regelwerke**

Umweltbelastungen gehen häufig von sozial und wirtschaftlich wünschenswerten oder unentbehrlichen Tätigkeiten aus.<sup>417</sup> Um ein Gleichgewicht zwischen wirtschaftlicher Notwendigkeit und Erhaltung der Umwelt herzustellen, werden diese Tätigkeiten häufig öffentlich-rechtlichen Regelungen unterworfen. Diese reglementieren umweltgefährdende und umweltschädigende Verhaltensweisen, indem sie diese z.B. verbieten, einschränken, Genehmigungspflichten oder spezielle Sicherheitsanforderungen aufstellen. Auf diese Vorschriften kann man zur Ermittlung des Umfangs von Verkehrssicherungspflichten zurückgreifen.

Im Umweltbereich sind insbesondere die immissionsschutzrechtlichen Grundpflichten der Anlagenbetreiber aus §§ 5 I, III, 22 I BImSchG<sup>418</sup> und die auf deren Basis erlassenen Rechtsakte heranzuziehen.<sup>419</sup> Auch die nachbarschützenden Regelungen in Anlagenbetriebsgenehmigungen enthalten oft entsprechende Sorgfaltspflichten.<sup>420</sup>

---

<sup>411</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; *Medicus*, JZ 1986, 778, 782.

<sup>412</sup> BGH NJW 1976, 46, 46 f.; BGH NJW 2006, 3628, 3629; *Bartholmes*, 119; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 235.

<sup>413</sup> BGH NJW 1976, 46, 47 f.; BGH NJW 1994, 1745 ff. (Strafrecht); BGH NJW 2006, 3628, 3629; *Medicus*, JZ 1986, 778, 782; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 54 m.w.N.; s. jetzt auch § 16 KrW/AbfG.

<sup>414</sup> BGH NJW 1983, 2935, 2937.

<sup>415</sup> Thüringer OLG OLG-NL 2005, 217, 219.

<sup>416</sup> OLG Celle VersR 1981, 66, 67.

<sup>417</sup> *Lytras*, 275.

<sup>418</sup> *Enders*, 273; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 131; *Reiter*, 63; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 53.

<sup>419</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 131; *Reiter*, 63; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 53; Schutzgüter des BImSchG sind sowohl die Luft als auch Boden und Wasser, Pflichten aus dem BImSchG gelten z.T. auch noch nach Einstellung des Betriebs einer Anlage, vgl. *Enders*, 273 f.

<sup>420</sup> *Enders*, 275; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 53.

Weitere Pflichten ergeben sich aus anderen umweltrechtlichen Spezialgesetzen. Hier sind z.B. die Pflicht zur ständigen Risikobewertung bei bestimmten Arbeiten im Bereich der Gentechnik nach § 6 I GenTG und die entsprechenden Pflichten zur Gefahrvermeidung (§ 6 II GenTG) und zur Dokumentation der Arbeiten (§ 6 III GenTG) zu nennen.<sup>421</sup>

In § 1a II WHG wird eine allgemeine Sorgfaltsregel für den Umgang mit Gewässern aufgestellt. Danach muss jeder bei Maßnahmen, die mit Einwirkungen auf ein Gewässer verbunden sein können, die nach den Umständen erforderliche Sorgfalt anwenden, um nachteilige Veränderungen der Wassereigenschaft zu verhüten, Wasser sparsam zu verwenden, die Leistungsfähigkeit des Wasserhaushalts zu erhalten und eine Vergrößerung und Beschleunigung des Wasserabflusses zu vermeiden.

Verkehrssicherungspflichten können sich auch aus naturschutzrechtlichen Bestimmungen ergeben.<sup>422</sup>

Auch die zahlreichen von privaten Institutionen erlassenen technischen Regeln können für die Verkehrssicherungspflichten im Bereich der Umwelthaftung relevant werden. Solche Institutionen sind z.B. das Deutsche Institut für Normung (DIN), der Verband Deutscher Ingenieure (VDI) oder auf europäischer Ebene das Comité Européen de Normalisation (CEN, Europäisches Komitee für Normung) oder das Comité Européen de Normalisation Electrotechnique (CENELEC, Europäisches Komitee für elektrotechnische Normung).<sup>423</sup>

## **2. Verkehrssicherungspflichten im Verhältnis zu öffentlich-rechtlichen Vorschriften, Genehmigungen und technischen Regeln**

### **Privater**

Daraus ergibt sich die Frage, ob die Rechtmäßigkeit eines umweltbelastenden Verhaltens nach öffentlichem Recht, die Übereinstimmung mit von Privaten erlassenen technischen Regeln oder die Einhaltung von Bestimmungen einer bestehenden öffentlich-rechtlichen Genehmigung die Verletzung von Verkehrssicherungspflichten und damit die zivilrechtliche Rechtswidrigkeit ausschließt. Ferner wird diskutiert, ob öffentlich-rechtlichen Genehmigungen rechtfertigende Wirkung zukommen kann.

### **a) Öffentlich-rechtliche Vorschriften**

Der Inhalt öffentlich-rechtlicher Vorschriften bestimmt nicht abschließend den Inhalt der im entsprechenden Bereich zu beachtenden Verkehrssicherungspflichten. Vielmehr konkretisieren die öffentlich-rechtlichen Vorschriften Sorgfaltspflichten und bestimmen Anhaltspunkte für die Schaffung von Verkehrssicherungspflichten.

---

<sup>421</sup> Zu weiteren Verkehrssicherungspflichten aus dem GenTG vgl. *Dolde*, ZRP 2005, 25, 27; *Schmieder*, UPR 2005, 49, 50.

<sup>422</sup> BGHZ 120, 239, 249; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. B 88.

<sup>423</sup> *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 271.

Die Pflichten aus öffentlich-rechtlichen Vorschriften werden oft als Mindestanforderungen auch im Rahmen der Verkehrssicherungspflichten angesehen.<sup>424</sup> Bei der Einhaltung der öffentlich-rechtlichen Vorschriften liegt zwar in der Regel keine Verkehrssicherungspflichtverletzung vor.<sup>425</sup> Die zivilrechtlichen Verkehrssicherungspflichten können aber umfangreicher sein als die in öffentlich-rechtlichen Vorschriften festgelegten Verhaltensanforderungen.<sup>426</sup>

Diese Unabhängigkeit zivilrechtlicher Verkehrssicherungspflichten von öffentlich-rechtlichen Verhaltensanforderungen liegt in den unterschiedlichen Funktionen des Deliktsrechts und des öffentlichen Rechts begründet.<sup>427</sup> Der Begriff der Rechtswidrigkeit kann je nach Rechtsgebiet und damit auch im öffentlichen Recht und im Zivilrecht unterschiedlich sein.<sup>428</sup>

Das Deliktsrecht hat insbesondere die Funktionen des Schadensausgleichs und der Verhaltenssteuerung im konkreten Einzelfall. Die öffentlich-rechtlichen Vorschriften sollen dagegen das Verhalten von Personen in einer unübersehbaren Vielzahl von Fällen regeln. Damit müssen diese Regelungen nach Abwägung verschiedener Aspekte im Interesse des Gemeinwohls erlassen werden. Sie stellen oft einen Kompromiss zwischen Wirtschafts- und Sicherheitsinteressen dar. Es werden meist nur generelle Verhaltensanforderungen aufgestellt, da sonst die Gefahr der Überregulierung und damit der Hemmung gesellschaftlicher Aktivität besteht. Wegen der schnell fortschreitenden technischen Entwicklung in fast allen Lebensbereichen besteht bei einer zu detaillierten Regelung auch die Gefahr, dass die Verhaltensanforderungen schnell veralten.<sup>429</sup>

Daraus folgt, dass das öffentliche Recht mit der Verhaltenssteuerung im Einzelfall überfordert wäre. Hier bedarf es der Konkretisierung und Ergänzung durch die Ent-

---

<sup>424</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 251; *Lytras*, 141, 315 ff.

<sup>425</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 131, 133; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783; *Reiter*, 63; *Schimikowski*, Rn. 60.

<sup>426</sup> BGHZ 92, 143, 151 (Vorschriften der TA Luft liefern nur allgemeine Richtwerte dafür, dass bei Einhaltung schädliche Immissionen verhindert werden, die konkreten Umstände können anders liegen); BGHZ 139, 43, 46 (Verkauf von Feuerwerkskörpern innerhalb der Altersgrenzen); BGHZ 139, 79, 83 (Kennzeichnungsvorschriften bei Produkthaftung); BGH NJW 1983, 2935, 2937; BGH NJW 1987, 372, 373 (Kennzeichnungsvorschriften bei Produkthaftung); BGH NJW 1997, 2748, 2749; BGH NJW 1999, 2364, 2364 (bauordnungsrechtliche Vorschriften); LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951 (insbes. TA Luft); Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 251 f.; *von Bar*, KF 1987, 4, 14; *Diederichsen*, 56. DJT, L 58 ff.; *Flachsbarth*, 213; *Günther*, 172; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1966; *Lytras*, 139, 315, 319; *Marburger*, 56. DJT, C 121; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 133; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783; *Reese*, DStR 1996, 24, 25; *Reiter*, 63; *Schimikowski*, Rn. 71; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 305; *Veldhuijzen*, 212 ff.; a.A. *Marburger*, Regeln der Technik, 439 (bezüglich des Begriffs „Stand der Technik“ und ähnlicher Begriffe in öffentlich-rechtlichen Vorschriften).

<sup>427</sup> *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 270.

<sup>428</sup> *Engelhardt*, 178 m.w.N.; *Gerlach*, 94 ff.

<sup>429</sup> BGHZ 139, 43, 46 f.; BGHZ 139, 79, 83 f.; BGH NJW 1987, 372, 373; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 251 f.; *Diederichsen*, 56. DJT, L 60 f. (ähnlich); *Flachsbarth*, 214; *Gerlach*, 94 ff.; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 270; *Steffen*, NJW 1990, 1817, 1819 (Veraltung).

wicklung flexibler zivilrechtlicher Verkehrssicherungspflichten.<sup>430</sup> Die jeweiligen öffentlich-rechtlichen Regelungen für bestimmte umweltgefährdende Tätigkeiten geben aufgrund ihrer oben genannten Funktion nur vor, was öffentlich-rechtlich erlaubt ist, gewähren aber kein Recht zum Eingriff in private Rechte.<sup>431</sup>

## b) Technische Regeln privater Institutionen

Die Festlegung von Verkehrssicherungspflichten ist von technischen Regeln, die von privaten Institutionen erlassen werden, grundsätzlich unabhängig.<sup>432</sup> Die technischen Regeln dienen Gerichten aber häufig bei der Entwicklung von Verkehrssicherungspflichten als Orientierungshilfe, da sie das Fachwissen über einen bestimmten Bereich zu einem gegebenen Zeitpunkt zusammenfassen.<sup>433</sup> Dabei überprüfen die Gerichte, ob die technischen Regeln den Gefahren der Situation im Einzelfall gerecht werden.<sup>434</sup> Technische Regeln werden oft als Mindestanforderungen angesehen.<sup>435</sup> Bei mehreren anwendbaren Regelwerken (z.B. wenn technische Regeln auf nationaler und internationaler Ebene existieren), können Gerichte diejenigen Verhaltensstandards als Verkehrssicherungspflichten wählen, die am Ehesten die Beherrschung der jeweiligen Gefahr versprechen.<sup>436</sup> Verkehrssicherungspflichten können aber auch einen ganz anderen Inhalt haben als die technischen Regeln, z.B. wenn sich aufgrund des nach Erlass der Regeln eingetretenen technischen Fortschritts andere Maßnahmen als geeigneter herausstellen als das in den technischen Regeln empfohlene Verhalten.<sup>437</sup>

Private Institutionen haben keine Zuständigkeit für den Erlass zivilrechtlicher Verhaltensanforderungen.<sup>438</sup> Die technischen Regeln sind keine Rechtsnormen und können schon aus diesem Grund nicht für das Zivilrecht verbindlich sein.<sup>439</sup> Selbst wenn öffentlich-rechtliche Vorschriften sich auf technische Regeln beziehen, sind diese

---

<sup>430</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 77 f.; *Flachsbarth*, 213 (ähnlich); *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 270; *Reese*, DStR 1996, 24, 25.

<sup>431</sup> *Engelhardt*, 179; ähnlich *von Bar*, KF 1987, 4, 14 (öffentliches Recht will zivilrechtliche Rechtsbeziehungen nicht mitgestalten).

<sup>432</sup> BGHZ 92, 143, 152; BGH NJW 1984, 801, 802; BGH NJW 1987, 372, 373 (technische Regeln, auf die in Gesetzen und Verordnungen Bezug genommen wird); BGH NJW 1997, 582, 583 (DIN-Norm, deren Einhaltung für die Erteilung einer Baugenehmigung vorgeschrieben ist); BGH NJW 2001, 2019, 2020; *Diederichsen*, 56. DJT, L 58 ff.; *Engelhardt*, 190; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 273; a.A. *Marburger*, VersR 1983, 597, 601 f.

<sup>433</sup> BGHZ 92, 143, 151 f.; BGHZ 102, 338, 342; BGH NJW 1984, 801, 802; BGH NJW 1997, 582, 583; BGH NJW 2001, 2019, 2020; BGH NJW-RR 2002, 525, 526; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 255; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 272.

<sup>434</sup> BGH NJW 1984, 801, 802; BGH NJW 1987, 372, 373; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 255.

<sup>435</sup> BGHZ 92, 143, 151 f.; BGHZ 103, 338, 341; BGHZ 139, 43, 46 f.; BGH NJW-RR 2002, 525, 526; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 255; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 272.

<sup>436</sup> BGH NJW 1984, 801, 802; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 255.

<sup>437</sup> *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 273.

<sup>438</sup> BGH NJW 1987, 2222, 2223; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 273.

<sup>439</sup> BGH NJW 1987, 2222, 2223; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 255.

nicht für die Bestimmung von Verkehrssicherungspflichten verbindlich (vgl. auch Teil 2, Kapitel 1, A.III.2.a).<sup>440</sup>

Ziel der technischen Regeln Privater ist die Entwicklung von Standards für bestimmte Technikbereiche. Anders als beim Deliktsrecht gehört zu ihren Zielen nicht die Verhaltenssteuerung.<sup>441</sup> Während für den Erlass technischer Regeln der Erkenntnisstand in einem bestimmten Bereich zusammengestellt wird, müssen bei der Rechtssetzung und damit auch bei der Entwicklung von Verkehrssicherungspflichten wertende Entscheidungen getroffen werden.<sup>442</sup> Technische Regeln sind, ebenso wie öffentlich-rechtliche Vorschriften, wenig flexibel. Angesichts der zügigen Fortschritte im Bereich der Technik bleiben sie auch nicht lange aktuell.<sup>443</sup> Damit sind sie wenig geeignet, für die vielen Einzelfälle im Zivilrecht angemessene und abschließende Verhaltensvorschriften aufzustellen.

### c) Öffentlich-rechtliche Genehmigungen

Auch von dem Bestehen einer öffentlich-rechtlichen Genehmigung für ein schädigendes Verhalten und von der Einhaltung von Verhaltenspflichten aus einer solchen Genehmigung ist die Beurteilung der zivilrechtlichen Rechtswidrigkeit weitgehend unabhängig.

#### aa) Verkehrssicherungspflichten

Zivilrechtliche Verkehrssicherungspflichten werden unabhängig von den in öffentlich-rechtlichen Genehmigungen und sonstigen Gestattungen enthaltenen Pflichten bestimmt. Die Verhaltensstandards aus öffentlich-rechtlichen Genehmigungen sind nicht abschließend. Im konkreten Fall ist die Annahme weitergehender Verkehrssicherungspflichten möglich.<sup>444</sup>

Dies ergibt sich daraus, dass der Zweck staatlicher Aufsicht über bestimmte Verhaltensweisen nicht darin besteht, Schädiger, die sich an die vorgegebenen Regeln halten, vor Haftung zu schützen.<sup>445</sup> Bei der öffentlich-rechtlichen Gestattung werden zudem nicht immer alle für die Sicherheit wesentlichen Faktoren in die Entscheidung einbezogen.<sup>446</sup> Die Genehmigungsbehörde hat oft in tatsächlicher Hinsicht nicht die Möglichkeit, alle Risiken und die nach dem neuesten Stand der Technik erforderli-

---

<sup>440</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 272.

<sup>441</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 273.

<sup>442</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 273

<sup>443</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 273.

<sup>444</sup> BGH NJW 1985, 620, 621; BGH NJW 1987, 372, 373; BGH NJW 1994, 2232, 2233; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 253; Diederichsen, 56. DJT, L 68 f.; Enders, 124 f.; Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 117; Lytras, 140; Marburger, 56. DJT, C 121; Sach, 235; Wagner, 86 f.; Darstellung des Meinungsstands Wagner, 9 ff.

<sup>445</sup> Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 253; Diederichsen, 56. DJT, L 69.

<sup>446</sup> BGH NJW 1987, 372, 373; ähnlich BGH NJW 1997, 582, 583; Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 253.

chen Maßnahmen bei der Entscheidungsfindung zu berücksichtigen.<sup>447</sup> Aufgrund eingeschränkter Zuständigkeiten haben Behörden auch in rechtlicher Hinsicht oft nicht die Pflicht, alle Gefahren, die sich möglicherweise verwirklichen können, bei der Erteilung der Genehmigung zu berücksichtigen.<sup>448</sup> Diese Beschränkungen betreffen den Inhaber der Genehmigung nicht. Dieser hat umfassende Verkehrssicherungspflichten und muss damit selbst die Gefährlichkeit seines Verhaltens erkennen und geeignete Maßnahmen der Verkehrssicherung vornehmen.<sup>449</sup>

## bb) Rechtfertigende Wirkung

Das Bestehen einer Genehmigung hat grundsätzlich keine rechtfertigende Wirkung in Bezug auf zivilrechtliche Schadensersatzansprüche.<sup>450</sup> Selbst wenn für das schädigende Verhalten eine Genehmigung besteht, können folglich Ansprüche aus § 823 ff. BGB auf Schadensersatz bestehen. Auch wenn die Genehmigung die Präklusion privater Abwehrrechte zur Folge hat, z.B. nach § 14 S. 1 BImSchG, schließt dies die zivilrechtliche Rechtswidrigkeit nicht aus.

§ 14 S. 1 BImSchG bestimmt, dass aufgrund privatrechtlicher, nicht auf besonderen Titeln beruhender Ansprüche zur Abwehr benachteiligender Einwirkungen von einem Grundstück auf ein benachbartes Grundstück nicht die Einstellung des Betriebs einer Anlage verlangt werden kann, deren Genehmigung unanfechtbar ist. Stattdessen können nur Schutzvorkehrungen verlangt werden. § 14 S. 2 BImSchG gewährt für den Fall, dass die Schutzvorkehrungen technisch nicht möglich oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind, einen Schadensersatzanspruch. Wenn eine unanfechtbare Genehmigung für eine Anlage besteht, können Ansprüche aus § 14 S. 2 BImSchG und Ansprüche aus deliktischer Haftung nebeneinander bestehen.<sup>451</sup>

Nur wenn bei Erlaubnistatbeständen gesetzlich ausdrücklich der Ausschluss zivilrechtlicher Schadensersatzansprüche angeordnet wird (z.B. bei §§ 8 I, 11 I WHG,

---

<sup>447</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 253; *Diederichsen*, 56. DJT, L 69.

<sup>448</sup> BGH VersR 1976, 149, 150; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 253.

<sup>449</sup> BGHZ 103, 298, 305; BGH VersR 1976, 149, 150; BGH NJW 1985, 620, 621; BGH NJW 1987, 372, 373; BGH NJW 1994, 2232, 2233; BGH NJW 1997, 582, 583; *Diederichsen*, 56. DJT, L 69; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 275.

<sup>450</sup> BGH NVwZ 1996, 821, 822; BGH NJW 2006, 3628, 3629 (Genehmigung für Abfallentsorgung des Entsorgers entlastet den Erzeuger nicht); LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951; *von Bar*, KF 1987, 4, 14; *Diederichsen*, 56. DJT, L 68; *Engelhardt*, 166 ff. (differenzierend, aber im Ergebnis ebenso); *Gerlach*, 94 ff.; Darstellung des Meinungsstands bei *Wagner*, 9 ff.

<sup>451</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951 f.; *von Bar*, KF 1987, 4, 10; *Enders*, 124 auch mit Nachweisen zum entsprechenden Verhältnis zwischen § 26 GewO a.F. und § 823 I BGB; *Engelhardt*, 177; *Feldhaus/Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 117; *Ljytras*, 141; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 134 f.; *Sach*, 226 f., 232 ff.; *Ule/Laubinger/Storst*, § 14 BImSchG Rn. D 4.

näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 3, B.VI), hat eine öffentlich-rechtliche Genehmigung ausnahmsweise haftungsausschließende Wirkung.<sup>452</sup>

Dagegen wird allerdings auch vertreten, dass öffentlich-rechtliche Genehmigungen rechtfertigend wirken, wenn sie, z.B. nach § 14 S. 1 BImSchG, Präklusionswirkung bezüglich privatrechtlicher Abwehransprüche entfalten und zum Ersatz der daraus entstehenden Nachteile Ersatzansprüche, z.B. nach § 14 S. 2 BGB, geschaffen wurden.<sup>453</sup> Diese Ersatzansprüche treten dann an die Stelle deliktischer Ansprüche, deren Voraussetzungen mangels Rechtswidrigkeit nicht erfüllt sein können.<sup>454</sup> Nicht nur Grundstücksberechtigte, sondern auch Personen mit Rechten an beweglichen Sachen, an denen ein Schaden entstanden ist, sollen nach dieser Auffassung einen Anspruch auf Schadensersatz nach § 14 S. 2 BImSchG geltend machen können.<sup>455</sup>

Gegen diese Auffassung spricht zunächst, dass § 14 S. 1 BImSchG ausdrücklich nur Ansprüche auf Stilllegung einer genehmigten Anlage, nicht aber sonstige Ansprüche auf Schutzvorkehrungen oder Schadensersatz ausschließt. Hätte der Gesetzgeber Schadensersatzansprüche ausschließen wollen, hätte er dies, wie bei § 11 I WHG, ausdrücklich so formuliert.<sup>456</sup> Dies zeigt, dass die Genehmigung im Fall des § 14 S. 1 BImSchG keine Rechtfertigungswirkung entfaltet und folglich Ersatzansprüche, die Rechtswidrigkeit voraussetzen, wie §§ 823 ff. BGB, unberührt bleiben sollen.<sup>457</sup> Zweck des § 14 BImSchG ist es zudem, den Inhaber einer genehmigten Anlage vor der Stilllegung der Anlage zu schützen. Dazu ist nicht der Ausschluss deliktischer Schadensersatzansprüche erforderlich.<sup>458</sup>

Weiter hat der Anspruch aus § 14 S. 2 BImSchG andere Voraussetzungen und Rechtsfolgen als deliktische Ansprüche und könnte diese, wenn man einen Ausschluss deliktischer Ansprüche nach § 14 S. 1 BImSchG annähme, nicht angemessen ersetzen. § 14 S. 2 BImSchG umfasst z.B. nur Schäden des ImmobiliARBerechtigten, die aus der Schädigung des Grundstücks durch Auswirkungen der genehmigten An-

---

<sup>452</sup> BGHZ 88, 34, 40; BGH NVwZ 1996, 821, 822; *von Bar*, KF 1987, 4, 14; *Enders*, 124; *Lytras*, 141; *Veldhuijzen*, 181 ff., 209 f.; für diese Erlaubnistatbestände auch *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 19.

<sup>453</sup> Z.B. *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 21; *Landmann/Rohmer/Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 68; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 275; *Nawrath*, 240; *Peine*, NJW 1990, 2442, 2447; *Wagner*, 101 ff.; ähnlich *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 19 (deliktischer Anspruch nur ausgeschlossen, wenn die Präklusion sich genau auf diesen Anspruch bezieht); noch weitergehend für eine generelle Rechtfertigungswirkung von Genehmigungen, wenn deren Grenzen nicht überschritten werden, z.B.: *Ritter*, NVwZ 1987, 929, 936; für Planfeststellungsverfahren (§ 75 II S. 1 VwVfG) auch OLG Stuttgart NJW-RR 2001, 1313, 1314.

<sup>454</sup> *Wagner*, 104.

<sup>455</sup> *Landmann/Rohmer/Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 68; *Wagner*, 266 ff.; kritisch dazu *Balensiefen*, 184 f.

<sup>456</sup> *Sach*, 234.

<sup>457</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 14; *Feldhaus/Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 117; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 134 f.; *Reese*, DStR 1996, 24, 25; *Sach*, 232, 233.

<sup>458</sup> *Sach*, 234 f.

lage entstehen (zu dem Umfang des Anspruchs aus § 14 S. 2 BImSchG näher s.u. Teil 2, Kapitel 2, C.IV). Diese Einschränkungen gibt es bei deliktischen Ansprüchen nicht, dafür wird hier, anders als bei § 14 S. 2 BImSchG, Rechtswidrigkeit und Verschulden vorausgesetzt. Die aus der Sicht der Gegenmeinung konsequente Ausdehnung des § 14 S. 2 BImSchG auch auf Mobilienberechtigte und an der Gesundheit geschädigte Personen widerspricht dem Wortlaut des § 14 S. 2 BImSchG und stimmt nicht mit dem Willen des Gesetzgebers überein.<sup>459</sup>

Die Präklusionswirkung des § 14 S. 1 BImSchG hat allein die Bestandskraft der Genehmigung zur Voraussetzung, die grundsätzlich unabhängig von der Rechtswidrigkeit oder Rechtmäßigkeit der Schadensverursachung ist.<sup>460</sup> Entsprechend gibt § 14 S. 2 BImSchG bei Eingreifen des § 14 S. 1 BImSchG dem Geschädigten, der durch das Bestehen der Anlage besonders belastet ist, einen zusätzlichen Anspruch, der zwar keine Rechtswidrigkeit erfordert, aber auch bei Vorliegen von Rechtswidrigkeit gegeben sein kann. Ansprüche nach §§ 823 ff. BGB, die Rechtswidrigkeit voraussetzen, und nach § 14 S. 2 BImSchG, die unabhängig von der Rechtswidrigkeit vorliegen können, stehen folglich nicht in einem Exklusivitätsverhältnis, sondern können nebeneinander eingreifen.<sup>461</sup>

Dieses Ergebnis lässt sich auch aus dem unterschiedlichen Zweck von Genehmigungsverfahren und Schadensersatzrecht herleiten. Durch die Erteilung einer Genehmigung soll die Entstehung von Schäden präventiv und zum Vorteil der Allgemeinheit verhindert werden. Der Betreiber einer gefährlichen Anlage soll aber nicht von seiner Haftung entlastet werden.<sup>462</sup> Das Schadensersatzrecht hat demgegenüber die Funktion, im Einzelfall Schäden auszugleichen, die auch trotz Erteilung einer Genehmigung entstehen können. Die vor Erteilung einer Genehmigung aufgestellte generelle Schadensprognose und der darauf basierende Inhalt der Genehmigung kann die Entstehung von Schäden im Einzelfall nicht verhindern. Daher sind Schadensersatzansprüche eine notwendige Ergänzung zur Genehmigung. Würden sie bei Bestehen einer Genehmigung ausgeschlossen, könnten sie diesen Zweck nicht mehr erfüllen.<sup>463</sup>

Damit haben öffentlich-rechtliche Genehmigungen keine rechtfertigende Wirkung im Deliktsrecht.

#### **IV. Verschulden**

Verschulden setzt entweder Vorsatz oder Fahrlässigkeit und daneben Verschuldensfähigkeit (vgl. §§ 827, 828 BGB) und das Fehlen von Schuldausschließungsgründen

---

<sup>459</sup> *Sach*, 232 f.

<sup>460</sup> *Sach*, 234.

<sup>461</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951 f.; *Sach*, 234.

<sup>462</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 951; *Sach*, 236.

<sup>463</sup> *Enders*, 124; *Sach*, 235 ff. (ausführlich und m.w.N.).

voraus.<sup>464</sup> Im Bereich der Umwelthaftung ist insbesondere die Feststellung von vorsätzlichem oder fahrlässigem Verhalten relevant.

Ein Verschulden in Form von Vorsatz oder Fahrlässigkeit ist ohne das Vorliegen eines nach objektiven Grundsätzen festgestellten (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.III) rechtswidrigen Verhaltens des Anspruchsgegners nicht denkbar.<sup>465</sup> Verschulden (Vorsatz oder Fahrlässigkeit) liegt vor, wenn dieses Verhalten auch subjektiv vorwerfbar ist. Das feststehende rechtswidrige Verhalten, d.h. die Verletzung der äußeren Sorgfalt, lässt nach überwiegender Ansicht über den Anscheinsbeweis den Schluss auf das Verschulden, d.h. auf die Verletzung der inneren Sorgfalt, zu.<sup>466</sup> Beim Anscheinsbeweis wird von einer feststehenden Tatsache auf nach der Lebenserfahrung typischen Geschehensablauf als Ursache oder die Folge dieser Tatsache geschlossen.<sup>467</sup>

Unter Vorsatz versteht man das Wissen (intellektuelles Element des Vorsatzes) und Wollen (voluntatives Element des Vorsatzes) der Tatbestandsverwirklichung, d.h. bei § 823 I BGB der Rechts- oder Rechtsgutsverletzung aufgrund eines Verhaltens des Täters.<sup>468</sup> Der Täter muss die Verwirklichung des Tatbestands kennen oder zumindest für möglich halten.<sup>469</sup> Er muss sich auch der Rechtswidrigkeit seines Handelns bewusst sein.<sup>470</sup> Zudem muss der Täter die Tatbestandsverwirklichung mindestens billigend in Kauf nehmen.<sup>471</sup>

Umweltschäden werden selten vorsätzlich verursacht. Die vorsätzliche Verursachung von Umweltschäden ist insbesondere denkbar bei der bewussten Missachtung von Vorschriften durch eine Person, die gleichzeitig die Verursachung von Rechtsgutsverletzungen durch diese Missachtung billigend in Kauf nimmt. Ein typischer Fall wäre der bewusste Verstoß des Inhabers einer Anlage gegen Sicherheitsvorschriften<sup>472</sup> oder die Lagerung von Müll auf einem Grundstück<sup>473</sup> unter billiger Inkaufnahme von daraus entstehenden Rechtsgutsverletzungen.

Im Umwelthaftungsrecht kommt häufiger die Haftung für fahrlässiges Verhalten zur Anwendung.<sup>474</sup>

---

<sup>464</sup> Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 5 ff.; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 40.

<sup>465</sup> Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 8; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 5.

<sup>466</sup> Z.B. BGH NJW 1986, 2757, 2758; *von Bar*, KF 1987, 4, 15; *Günther*, 192 m.w.N. auch zu der Ansicht, die eine Beweislastumkehr in Bezug auf das Verschulden annimmt.

<sup>467</sup> Z.B. LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1312.

<sup>468</sup> Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 10.

<sup>469</sup> Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 11; im umwelthaftungsrechtlichen Zusammenhang zum Vorsatz *Enders*, 307; *Engelhardt*, 193.

<sup>470</sup> Z.B. Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 13; *Engelhardt*, 193.

<sup>471</sup> BGH NJW 1990, 389, 390; Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 15.

<sup>472</sup> *Enders*, 307.

<sup>473</sup> *Enders*, 307.

<sup>474</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 135.

Fahrlässig handelt, wer die im Verkehr erforderliche Sorgfalt außer Acht lässt (§ 276 II BGB). Auch bei der Fahrlässigkeit verlangt man ein intellektuelles Element, die Vorhersehbarkeit der Tatbestandsverwirklichung, sowie ein voluntatives Element, die Vermeidbarkeit der Tatbestandsverwirklichung.<sup>475</sup>

Die Gefahr der Rechts- oder Rechtsgutsverletzung durch ein Verhalten des Schädigers sowie die Rechtswidrigkeit müssen im Moment der letzten Handlungsmöglichkeit zur Abwendung der Verletzung vorhersehbar gewesen sein.<sup>476</sup> Dabei muss sich die Vorhersehbarkeit nicht auf den konkreten Kausalverlauf beziehen, es reicht aus, wenn der eingetretene Kausalverlauf nicht ganz außerhalb aller Wahrscheinlichkeit liegt.<sup>477</sup> Wenn den Schädiger Vorsorge- und Prüfungspflichten als Verkehrssicherungspflichten treffen, bestimmen diese auch das Ausmaß der Vorhersehbarkeit.<sup>478</sup>

Zudem muss der Schädiger die Verwirklichung des Tatbestands vermeiden können und zur Vermeidung auch verpflichtet sein.<sup>479</sup> Grundsätzlich muss der Schädiger jeden vorhersehbaren Schadenseintritt vermeiden, auch wenn dies finanziellen und zeitlichen Aufwand mit sich bringt.<sup>480</sup> Dabei muss er zwar sachgerecht mit der Gefahr umgehen, aber nicht jegliche Gefahr verhindern.<sup>481</sup>

Der Sorgfaltsmaßstab wird objektiv-abstrakt festgelegt.<sup>482</sup> Maßgeblich dafür sind auch hier bestehende Verkehrssicherungspflichten.<sup>483</sup> Entscheidend ist die Sorgfalt, die ein durchschnittlicher, besonnener und gewissenhafter Angehöriger des jeweiligen Verkehrskreises in der konkreten Situation anwenden muss.<sup>484</sup> Der Geschädigte soll sich darauf berufen können, dass ein Angehöriger des entsprechenden Verkehrskreises auch die für diesen Verkehrskreis typischen und erforderlichen Kenntnisse besitzt.<sup>485</sup> Die Zugehörigkeit zu einem Verkehrskreis richtet sich z.B. nach Beruf, Alter, Bil-

---

<sup>475</sup> Z.B. Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 17.

<sup>476</sup> BGHZ 58, 48, 56; BGHZ 80, 199, 204 (Einordnung bei der objektiven Verkehrssicherungspflichtverletzung); Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 28, Rn. 30; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 20.

<sup>477</sup> BGHZ 58, 48, 56; Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 28; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 20.

<sup>478</sup> Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 29; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 20.

<sup>479</sup> Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 31; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 21.

<sup>480</sup> Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 32; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 21.

<sup>481</sup> Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 32; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 21.

<sup>482</sup> BGH NJW 2000, 2812, 2813; Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 20; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 135; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 15.

<sup>483</sup> Engelhardt, 193.

<sup>484</sup> BGH NJW 2000, 2812, 2813; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 20 f.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 135.

<sup>485</sup> OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3652; Palandt/Heinrichs, § 276 BGB Rn. 15.

dung oder Lebensverhältnissen.<sup>486</sup> So werden z.B. an den Betreiber einer genehmigungsbedürftigen Industrieanlage besondere Sorgfaltsanforderungen gestellt.<sup>487</sup>

Bei Festlegung des Sorgfaltsmaßstabs berücksichtigt man die tatsächliche Übung des jeweiligen Verkehrskreises und den Erkenntnisstand, insbesondere den Stand von Wissenschaft und Technik, zum Zeitpunkt, in dem eine Möglichkeit zur Schadensabwendung bestanden hätte.<sup>488</sup> Auf übliche Nachlässigkeiten im Verhalten anderer Personen kann sich der Schädiger nicht berufen.<sup>489</sup> Wenn folglich allgemein im entsprechenden Verkehrskreis auf die Verhinderung von Umweltschäden wenig Wert gelegt und das Verhalten kaum danach ausgerichtet wurde, entfällt deshalb nicht die Fahrlässigkeit.<sup>490</sup> Wenn der Schädiger über Fähigkeiten und Kenntnisse verfügt, die über das Übliche in seinem Verkehrskreis hinausgehen, werden allerdings an ihn auch entsprechend höhere Sorgfaltsanforderungen gestellt.<sup>491</sup>

Damit kommt es entscheidend darauf an, ob der Verletzungserfolg von einem Mitglied des Verkehrskreises des Schädigers nach dem Stand von Wissenschaft und Technik vorhersehbar und vermeidbar war.<sup>492</sup> Wenn der Schädiger sich gemäß den geltenden Erkenntnissen von Wissenschaft und Technik bzw. nach den Empfehlungen von Fachkreisen verhalten hat, handelte er nicht fahrlässig, selbst wenn späterer Erkenntniszugewinn diese Standards als unzureichend erscheinen lässt<sup>493</sup> und sicherere Verfahrensweisen mit besseren Schutzvorkehrungen möglich gewesen wären oder hätten entwickelt werden können.<sup>494</sup>

Dabei können zur Festlegung des Sorgfaltsmaßstabs auch Rechtsvorschriften und von Privaten erlassene technische Normen, wie z.B. DIN-Normen,<sup>495</sup> sowie Genehmigungen<sup>496</sup> herangezogen werden. Häufig wird bei Einhaltung dieser Normen bereits die Rechtswidrigkeit entfallen. Selbst wenn die Rechtswidrigkeit in diesen Fällen gegeben sein sollte, wird man nur ausnahmsweise ein Verschulden annehmen können, wenn Rechtsvorschriften und technische Normen dieser Art, im Umwelthaftungsrecht insbesondere immissionsschutzrechtliche Standards, eingehalten wur-

---

<sup>486</sup> BGH NJW 1970, 1038, 1039; Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 22; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 17, beide mit zahlreichen Beispielen.

<sup>487</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 953.

<sup>488</sup> BGHZ 80, 199, 204 f.; Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 27; *Enders*, 309; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 16.

<sup>489</sup> BGH NJW 1952, 779, 779; Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 21 mit zahlreichen Beispielen; *Flachsbarth*, 218; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 16.

<sup>490</sup> *Enders*, 310.

<sup>491</sup> BGH NJW 1987, 1479, 1480; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 135; *Reiter*, 64.

<sup>492</sup> OLG Stuttgart NJW 1989, 1224, 1225; *Enders*, 309; Beispiel Altlastenfälle: *Enders*, 309; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 135.

<sup>493</sup> LG Hamburg VersR 1996, 507, 509; *Enders*, 309.

<sup>494</sup> *Enders*, 310.

<sup>495</sup> BGHZ 103, 338, 341 (DIN-Normen); Bamberger/Roth/*Unberath*, § 276 BGB Rn. 24; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 18.

<sup>496</sup> *Enders*, 311; *Marburger*, 56. DJT, C 121.

den,<sup>497</sup> unter der Voraussetzung, dass sie sich auf dem neuesten Stand der Wissenschaft befanden.<sup>498</sup> Das Gleiche gilt, wenn eine Genehmigung für das Verhalten besteht und die darin enthaltenen Vorgaben eingehalten werden.<sup>499</sup> Fahrlässigkeit kann ausnahmsweise dennoch vorliegen, wenn der Schädiger aufgrund der konkreten Situation erkennen musste, dass die Einhaltung der Standards möglicherweise nicht zur Verhinderung des Verletzungserfolgs ausreichte.<sup>500</sup> Die Beweislast bezüglich des Erkennenmüssens trägt der Anspruchsteller. Der Anspruchsgegner trägt dann die Beweislast dafür, dass er die zusätzlich bestehenden Gefahrabwendungspflichten befolgt hat.<sup>501</sup>

Auch hier führt folglich die Weiterentwicklung der Verkehrssicherungspflichten durch Gesetzgeber und Rechtsprechung zur immer weitgehenderen Annäherung der Verschuldenshaftung an die Gefährdungshaftung.<sup>502</sup>

## V. Einfluss der Duldungspflichten nach den §§ 906 ff. BGB auf Rechtswidrigkeit und Verschulden

Einwirkungen, für die eine Duldungspflicht nach den §§ 906 ff. BGB besteht, sind nicht rechtswidrig.<sup>503</sup> Folglich entfällt die Rechtswidrigkeit bei von Grundstücken ausgehenden Beeinträchtigungen insbesondere dann, wenn diese unwesentlich sind (§ 906 I BGB) oder wenn diese zwar wesentlich sind, aber durch die ortsübliche Benutzung des Störergrundstücks hervorgerufen werden und durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen nicht verhindert werden können (§ 906 II S. 1 BGB).<sup>504</sup>

Die Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB trifft den Eigentümer des durch Einwirkungen betroffenen Grundstücks. Aber auch Eigentümer beweglicher Sachen, die

---

<sup>497</sup> BGHZ 92, 143, 152; BGH NJW 1997, 2748, 2749; Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 24, Baumann, JuS 1989, 433, 438; Enders, 311; Engelhardt, 196; Flachsbarth, 219; Marburger, VersR 1983, 587, 603; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 136; Marburger, 56. DJT, C 121; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 357; Reese, DStR 1996, 24, 25; Reiter, 235.

<sup>498</sup> Bamberger/Roth/Unberath, § 276 BGB Rn. 24; Engelhardt, 197 f.

<sup>499</sup> BGH NJW 1985, 620, 621; BGH NJW 1997, 2748, 2749; Enders, 311.

<sup>500</sup> BGHZ 92, 143, 152; BGH NJW 1997, 2748, 2749; von Bar, 62. DJT, A 35; Diederichsen, 56. DJT, L 77; Enders, 311; Flachsbarth, 219; Gerlach, 103; Günther, 193 ff.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 136 f.; Marburger, 56. DJT, C 121; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 357; Medicus, JZ 1986, 778, 785; Reese, DStR 1996, 24, 26.

<sup>501</sup> BGHZ 92, 143, 152; Günther, 195; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 357; Medicus, JZ 1986, 778, 785.

<sup>502</sup> Vgl. z.B. Engelhardt, 193 ff.

<sup>503</sup> BGHZ 44, 130, 134; BGHZ 62, 186, 187; BGHZ 85, 375, 381; BGHZ 90, 255, 257 ff.; BGHZ 92, 143, 148; BGHZ 101, 106, 109; BGHZ 113, 384, 390; BGHZ 117, 110, 111; BGHZ 120, 239, 249; OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651; Enders, 306 f.; Engelhardt, 180 ff.; Flachsbarth, 217 f.; Hager, NJW 1986, 1961, 1966; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 134; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 355; Petersen, 5 ff.; Roth, JuS 2001, 1161, 1161 f.; Staudinger/Hager, § 823 BGB Rn. B 88; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 219; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 105; kritisch z.B. Balensiefen, 183; von Bar, KF 1987, 4, 10.

<sup>504</sup> BGHZ 92, 143, 148.

durch die Einwirkung Nachteile erleiden, können eine Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB haben, die die Rechtswidrigkeit ausschließt.<sup>505</sup> Begründet wird dies mit einem Erst-Recht-Schluss: wenn schon der in der Regel schwerer betroffene Grundstückseigentümer die Beeinträchtigung hinzunehmen hat, dann soll das auch für in ihrem Eigentum an beweglichen Sachen geschädigte Dritte gelten.<sup>506</sup> Einwirkungen, die gegenüber einem Grundstückseigentümer rechtmäßig sind, sollen nicht gegenüber dem Eigentümer beweglicher Sachen rechtswidrig sein.<sup>507</sup> Dies hat zur Folge, dass Eigentümern beweglicher Sachen gegenüber Ansprüche aus Deliktsrecht ausgeschlossen sind, obwohl sie gleichzeitig u.U. keinen Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB haben.<sup>508</sup> Diese Diskrepanz wurde allerdings vom BGH für unerheblich erklärt, da die Eigentümer beweglicher Sachen den Einwirkungen regelmäßig leichter ausweichen können als Grundstückseigentümer.<sup>509</sup>

§ 906 BGB soll einen Ausgleich zwischen verschiedenen Nutzungen des Eigentums im Nachbarschaftsverhältnis schaffen. Daher kann sich aus dieser Vorschrift z.B. keine Duldungspflicht in bezug auf Schäden an der Gesundheit ergeben.<sup>510</sup>

Die von der Rechtsprechung im Rahmen des § 906 II S. 1 BGB entwickelte Beweislastumkehr (s.u. Teil 2, Kapitel 2, A.IX) gilt auch bei der Feststellung der gerade beschriebenen Duldungspflicht des Eigentümers unbeweglicher und beweglicher Sachen bei der Rechtswidrigkeit. Der Anspruchsgegner muss beweisen, dass die von seinem Grundstück ausgehenden Emissionen sich im Rahmen einer ortsüblichen Benutzung gehalten haben und dass er die wirtschaftlich zumutbaren Vorkehrungen getroffen hat, um einen Schadenseintritt zu verhindern (§ 906 II S. 1 BGB).<sup>511</sup> Auch insofern werden die Rechte und Pflichten des Emittenten gegenüber Eigentümern beweglicher und unbeweglicher Sachen im Rahmen des Deliktsrechts gemäß § 906 II S. 1 BGB bestimmt.<sup>512</sup> Die Beweislastumkehr nach § 906 I BGB, welche die Beweislast für die Unwesentlichkeit der Beeinträchtigung dem Emittenten auferlegt, wird dagegen zumindest bei der Schädigung beweglicher Sachen nicht auf die hier in Frage stehende Rechtswidrigkeit übertragen, da diese beweglichen Sachen sich häufig nicht zwangsweise im Einzugsgebiet von Emissionen befinden und weniger anfällig für Störungen sind. Der Eigentümer beweglicher Sachen ist deshalb weniger schutz-

---

<sup>505</sup> BGHZ 92, 143, 148 f.; *Enders*, 307; *Flachsbarth*, 218; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1966; ob die Duldungspflicht auch Ansprüche von Mietern desselben Grundstückes gegeneinander ausschließt, wird unterschiedlich beurteilt, dafür BGH JZ 1954, 613, 613; eher dagegen BGHZ 157, 188, 192 ff.

<sup>506</sup> BGHZ 92, 143, 148 f.; zustimmend z.B. *Petersen*, 6.

<sup>507</sup> *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 356.

<sup>508</sup> *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 220; kritisch und differenzierend *Engelhardt*, 182 ff.

<sup>509</sup> BGHZ 92, 143, 149; *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 356.

<sup>510</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 10; *Engelhardt*, 185 ff.; *Flachsbarth*, 218; *Reiter*, 67; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 219; *Veldhuijzen*, 96 f.; a.A. z.B. *Petersen*, 6 ff., 8 mit ausführlicher Diskussion; offengelassen von BGHZ 92, 143 f.

<sup>511</sup> BGHZ 92, 143, 149.

<sup>512</sup> BGHZ 92, 143, 149 f.

würdig als der Eigentümer unbeweglicher Sachen.<sup>513</sup> Der Anspruchsgegner kann das Ausmaß der Beschädigung bei beweglichen Sachen zudem meist schlechter einschätzen als bei Grundstücken.<sup>514</sup>

Auch im Bereich der Verkehrssicherungspflichtverletzung beeinflusst die Vorschrift des § 906 BGB die Beweislast. Wenn eine wesentliche Beeinträchtigung durch eine Emission vorliegt, z.B. eine Beschädigung beweglicher oder unbeweglicher Sachen, muss der Emittent, d.h. hier der Anspruchsgegner des deliktischen Anspruchs, in Anlehnung an die eben dargestellte Beweislastumkehr darlegen und beweisen, dass er die jeweils erforderlichen Maßnahmen zur Eindämmung von Immissionen getroffen und folglich die entsprechenden Verkehrssicherungspflichten eingehalten hat.<sup>515</sup> Zur Begründung wird die Vergleichbarkeit dieser Situation mit der Situation der Produzentenhaftung herangezogen. Der Geschädigte hat keinen Einblick in den Betrieb eines emittierenden Unternehmens, während der Emittent die Verkehrssicherungspflicht hat, die erforderliche Kontrolle zur Einhaltung unschädlicher Emissionswerte zu schaffen.<sup>516</sup> Auch wenn der Emittent die jeweils einschlägigen öffentlich-rechtlichen Grenzwerte eingehalten hat und ihm damit regelmäßig keine Verkehrssicherungspflichtverletzung und kein Verschulden vorzuwerfen ist, er aber Anhaltspunkte dafür hatte, dass die Beachtung der Werte nicht ausreichte, um Schäden zu vermeiden, und ihn damit zusätzliche Verkehrssicherungspflichten traf, trägt der Emittent die Beweislast für die Beachtung dieser Verkehrssicherungspflichten.<sup>517</sup>

## VI. Rechtsfolge: Schadensersatz, §§ 249 ff. BGB

Sind die Voraussetzungen des § 823 I BGB erfüllt, besteht ein Anspruch auf Ersatz des durch die Rechts- oder Rechtsgutsverletzung entstandenen Schadens, dessen Inhalt nach den §§ 249 ff. BGB bestimmt wird. Der Schadensersatzanspruch kann bei Mitverursachung durch den Geschädigten gemäß § 254 BGB gemindert werden (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, A.IV).

## VII. Beispiele aus der Rechtsprechung

§ 823 I BGB wird von der Rechtsprechung recht häufig herangezogen, wenn es um den Ersatz von Umweltschäden geht.

Schadensersatz nach § 823 I BGB kann z.B. gewährt werden, wenn Unkrautvernichtungsmittel von einem höher gelegenen Grundstück auf ein tiefer gelegenes Grundstück gespült wird und dadurch Ernteauffälle bei dem dort gelegenen biologischen

---

<sup>513</sup> BGHZ 92, 143, 149, kritisch *Gmehling*, 130; *Marburger*, 56. DJT, C 122.

<sup>514</sup> *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 356.

<sup>515</sup> BGHZ 92, 143, 150.

<sup>516</sup> BGHZ 92, 143, 150 f.; BGH NJW 1997, 2748, 2749; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 953; LG Aachen NJW-RR 1990, 347; 347 f.; OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3652; zustimmend z.B. *von Bar*, KF 1987, 4, 15; *Enders*, 321; *Engelhardt*, 191 f.; *Marburger*, 56. DJT, C 122; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 136 ff.; *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 355 f.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 785; *Reiter*, 65 ff.

<sup>517</sup> BGHZ 92, 143, 151 f.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 785.

Landbau entstehen.<sup>518</sup> Auch die Verunreinigung des Grundwassers, z.B. durch ölhaltiges Abwasser, fällt in diese Kategorie.<sup>519</sup> Ebenfalls kommt eine Haftung für getötete Fische infolge der Einleitung von Schadstoffen in Betracht.<sup>520</sup>

Über die Luft vermittelt entstehen zum Beispiel Gesundheitsschäden durch das Einatmen von Rauch<sup>521</sup> oder gasförmigen Schadstoffen, z.B. aus Lackieranlagen oder chemischen Fabriken.<sup>522</sup> Ebenfalls werden häufig bewegliche und unbewegliche Sachen durch Rauch oder Schadstoffe in der Luft beschädigt, z.B. Pkws durch Staubemissionen aus einem Kupolofen<sup>523</sup> oder durch Farbpartikel bei Lackierarbeiten<sup>524</sup> oder Gebäudefassaden durch Rauchimmissionen.<sup>525</sup> Weiter gehört in diese Kategorie die Eigentumsverletzung durch das Ausbringen von Pflanzenschutzmitteln auf dem Nachbargrundstück, die durch den Wind auf das Grundstück des Geschädigten gelangen und Baumschulkulturen schädigen<sup>526</sup> oder die Vermarktung der Produkte als Bioprodukte verhindern.<sup>527</sup>

Bodenkontaminationen, z. B. durch Heizöl bei der Anlieferung oder andere Schadstoffe, führen insbesondere zu Eigentumsverletzungen an Grundstücken und Gebäuden.<sup>528</sup>

Häufig werden durch ruhestörenden Lärm Gesundheitsverletzungen verursacht.<sup>529</sup> Lärm kann zu Schlafstörungen<sup>530</sup> und sogar bis zur Minderung der Erwerbsfähigkeit

---

<sup>518</sup> BGHZ 90, 255, 257.

<sup>519</sup> BGH NJW 1976, 46 ff.

<sup>520</sup> OLG Frankfurt NJW 1959, 2218, 2219; Thüringer OLG OLG-NL 2005, 217, 218 ff. (unbeaufsichtigtes Stehenlassen von Pflanzenschutzmittel, das von einem Dritten ausgeschüttet wird).

<sup>521</sup> BGH Entscheidung vom 25. November 1993, I ZR 259/91 zur Zigarettenwerbung (über LexisNexis), abgedruckt in BGHZ 124, 230 ff., und NJW 1994, 730 f.; BAG Entscheidung vom 8. Mai 1996, 5 AZR 971/94 zu Tabakrauch am Arbeitsplatz (über LexisNexis), abgedruckt in BGH NJW 1996, 3028 ff.; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 32; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 74; Staudinger/*Hager*, § 823 BGB Rn. B 22.

<sup>522</sup> BGHZ 97, 97 ff. (Geruchsmissionen aus Kläranlage, Amtshaftung); BGH NJW 1992, 1043 f. (chemische Fabrik); BGH NJW 1997, 2748 ff. (Lackieranlage).

<sup>523</sup> BGHZ 92, 143, 146 ff.

<sup>524</sup> LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312 ff.

<sup>525</sup> BGH MDR 1964, 220 f.

<sup>526</sup> OLG Celle VersR 1981, 66, 66 f.

<sup>527</sup> OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651.

<sup>528</sup> BGH NJW 1972, 42, 42 (Bodenkontamination durch Öl, § 831 BGB); BGH NJW 1983, 1108 ff. (Bodenkontamination durch Öl); BGH NJW 1984, 233 f. (Bodenkontamination durch Öl, keine Sorgfaltspflichtverletzung); BGH NJW 1995, 1150, 1150 (Bodenkontamination durch Öl); OLG Köln NJW-RR 1993, 598 ff. (mögliche Beschädigung einer Heizungsanlage durch Bodenverschmutzung einer Reinigung mit Perchlorethylen, kein Kausalitätsnachweis); OLG Zweibrücken NJW-RR 2000, 1554, 1554 (Bodenkontamination durch ausgelaufenes Öl bei Arbeiten an der Heizung).

<sup>529</sup> BGHZ 122, 363, 369 ff. (Lärm durch Tiefflieger, mögliche Haftung wegen Amtspflichtverletzung); BGH MDR 1971, 37, 37; OLG Hamm VersR 1979, 579, 579 (keine Gesundheitsbeeinträchtigung festgestellt).

<sup>530</sup> BGH JZ 1954, 613, 613; BGH MDR 1971, 37, 37.

führen.<sup>531</sup> Zudem kann Lärm auch andere Verletzungen von Rechtsgütern nach § 823 I BGB verursachen, z.B. die Verletzung des Besitzrechts eines Mieters.<sup>532</sup>

Durch Erschütterungen des Bodens, die häufig durch Tiefbaumaßnahmen hervorgerufen werden, entstehen oft Substanzschäden an Gebäuden, z.B. Risse.<sup>533</sup>

## **B. § 823 II BGB**

Nach § 823 II S. 1 BGB muss derjenige, der gegen ein den Schutz eines anderen bezweckendes Gesetz verstößt, den daraus entstehenden Schaden ersetzen.

Die Haftung nach § 823 II BGB bietet verschiedene Vorteile für den Anspruchsteller, die ihm im Bereich der Umwelthaftung besonders zugute kommen.

Für das Eingreifen dieser Vorschrift ist, anders als bei § 823 I BGB und vielen Vorschriften der Gefährdungshaftung, nicht die Verletzung eines bestimmten Rechts oder Rechtsguts erforderlich, so dass auch reine Vermögensschäden ersetzt werden können. Selbst wenn Schutzgesetze selbst die Verletzung absoluter Rechte voraussetzen, stellen sie häufig nicht so hohe Anforderungen an deren Verletzung wie z.B. § 823 I BGB.<sup>534</sup>

Zudem muss sich das Verschulden, anders als bei § 823 I BGB, nicht in jedem Fall auf den Eintritt eines bestimmten Verletzungserfolgs beziehen. Wenn das Schutzgesetz bereits bei der konkreten Gefährdung eines Rechtsguts erfüllt ist, muss sich das Verschulden nach § 823 II BGB auch nur auf die rechtswidrige Gefährdung des Rechtsguts beziehen, so dass insofern die Haftung ebenfalls im Vergleich zu § 823 I BGB weiter geht. Voraussetzung für das Eingreifen des § 823 II BGB ist allerdings auch in diesem Fall ein ersatzfähiger Schaden, die bloße Gefährdung reicht dafür nicht aus.<sup>535</sup>

Die besondere Bedeutung dieser Vorschrift für die Umwelthaftung ergibt sich ebenfalls daraus, dass im Umweltrecht zahlreiche, häufig öffentlich-rechtliche, Schutzgesetze existieren, deren Anzahl ständig zunimmt.<sup>536</sup>

Trotz dieser Vorteile für den Anspruchsteller wird § 823 II BGB für den Ersatz von Umweltschäden recht selten herangezogen. Dies ist daraus zu erklären, dass die Heranziehung von Verkehrssicherungspflichten im Rahmen des § 823 I BGB flexiblere

---

<sup>531</sup> BGH MDR 1971, 37, 37.

<sup>532</sup> BGH JZ 1954, 613, 613.

<sup>533</sup> BGHZ 85, 375, 381; BGHZ 101, 106, 109.

<sup>534</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 347.

<sup>535</sup> Z.B. BGHZ 103, 197, 202 (§ 227 StGB); BGH NJW 1997, 55, 55 (Verstoß gegen Schutzgesetz schon bei Gefahr); Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 146; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 319 ff., Rn. 347 ff.

<sup>536</sup> MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 317.

Lösungen ermöglicht und viele Vorschriften, die dem Umweltschutz dienen, nicht gleichzeitig Schutzgesetze nach § 823 II BGB sind.<sup>537</sup> Gerade öffentlich-rechtliche Vorschriften dienen in der Regel dem Schutz der Allgemeinheit und sind nur in Ausnahmefällen auch individualschützend, so dass sie als Schutzgesetze in Frage kommen.

## I. Schutzgesetz

Voraussetzung für die Haftung nach § 823 II BGB ist der Verstoß des Schädigers gegen ein den Schutz eines anderen bezweckendes Gesetz,<sup>538</sup> das eine hinreichend bestimmte Verhaltensanweisung enthält.<sup>539</sup>

### 1. Gesetz

Der Begriff des Gesetzes nach § 823 II BGB wird unter Zuhilfenahme des § 2 EGBGB definiert.<sup>540</sup> Danach ist ein Gesetz im Sinne des BGB jede Rechtsnorm. Neben Parlamentsgesetzen (formellen Gesetzen) zählen dazu auch Normen im Rang unter Parlamentsgesetzen, z.B. Verordnungen und Satzungen.<sup>541</sup> Unerheblich ist, ob es sich dabei um Bundes- oder Landesrecht,<sup>542</sup> um öffentliches Recht, Strafrecht oder Zivilrecht handelt.<sup>543</sup>

Ob Normen des Europarechts und des GG, also solche Normen, die im Rang über Parlamentsgesetzen stehen, Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts, die nach § 31 II BVerfGG Gesetzeskraft haben,<sup>544</sup> sowie Gewohnheits- und Richterrecht auch Schutzgesetze sein können, wird diskutiert.<sup>545</sup> Beide Problemkreise haben aber bisher kaum praktische Bedeutung.<sup>546</sup>

Im Umweltrecht werden häufig Verwaltungsvorschriften erlassen. Verwaltungsvorschriften haben zwar Bindungswirkung innerhalb der Behörden, an die sie gerichtet sind, aber keine Außenwirkung und sind damit keine Schutzgesetze.<sup>547</sup> Als Schutzgesetze mit Außenwirkung werden allerdings hin und wieder Verwaltungsvorschriften

---

<sup>537</sup> *Balensiefen*, 185; *von Bar*, KF 1987, 4, 12; *Engelhardt*, 70; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 65.

<sup>538</sup> Ausführlich zum Thema *Endres*, 8 ff.

<sup>539</sup> Ausführlich zu den insofern umstrittenen Problemen *Güntber*, 138 ff.

<sup>540</sup> *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 147; *Endres*, 24; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 322.

<sup>541</sup> Verordnung: BGH NJW 2006, 2110, 2112; Satzung: BGH NJW 1965, 2007, 2007; allgemein: *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 147, Rn. 149; *Enders*, 323; *Endres*, 25, 28; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 322; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 66.

<sup>542</sup> *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 147; *Endres*, 25 ff.; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 323.

<sup>543</sup> *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 147.

<sup>544</sup> Zur Diskussion *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 147; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 327; jeweils m.w.N.

<sup>545</sup> Zur Diskussion *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 148; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 328; jeweils m.w.N.

<sup>546</sup> *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 327 (zu Europarecht, Grundgesetz und Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts).

<sup>547</sup> *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 151; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 15.

angesehen, die aufgrund besonderer gesetzlicher Ermächtigung in einem speziell geregelten Verfahren erlassen werden, konkrete Verhaltenspflichten enthalten und auf die durch Rechtsnormen verwiesen wird.<sup>548</sup> Z.B. werden hier die Technische Anleitung Luft und die Technische Anleitung Lärm, die auf Grundlage des § 48 I BImSchG erlassen wurden, oder die Verwaltungsvorschriften nach § 7a WHG genannt.<sup>549</sup> Auch das Verwaltungsrecht spricht diesen normenkonkretisierenden Verwaltungsvorschriften eine gewisse Außenwirkung zu.<sup>550</sup>

Praktisch ist die Frage, ob diese Verwaltungsvorschriften Schutzgesetze sind, jedoch wenig bedeutsam, da auch bei Ablehnung der Schutzgesetzeigenschaft normenkonkretisierender Verwaltungsvorschriften die Rechtsnormen, zu deren Konkretisierung die Verwaltungsvorschriften erlassen wurden, als Schutzgesetze angesehen werden können. Statt der nach § 48 I BImSchG erlassenen Technischen Anleitungen können folglich die §§ 5 I Nr. 1, 22 Nr. 1 BImSchG als Schutzgesetze herangezogen werden.<sup>551</sup> Zudem kommt beim Verstoß gegen Verwaltungsvorschriften eine Verkehrssicherungspflichtverletzung und damit eine Haftung nach § 823 I BGB in Betracht.<sup>552</sup>

Verwaltungsakte regeln häufig umweltrelevante Sachverhalte.<sup>553</sup> Sie beinhalten aber keine abstrakt-generelle Regelung und sind damit keine Gesetze nach § 823 II BGB.<sup>554</sup> Die Rechtsprechung sieht nur die Rechtsnorm, auf deren Grundlage der Verwaltungsakt erlassen wurde, konkretisiert durch den Verwaltungsakt, als Schutzgesetz an. Dies gilt selbst dann, wenn die Rechtsnorm einen Ermessensspielraum für die Behörde enthält und deshalb keine konkreten Anforderungen an das Verhalten des Schädigers stellt.<sup>555</sup>

---

<sup>548</sup> Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 151; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 351; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 15; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 68; a.A. *Endres*, 113 ff.; *Günther*, 134 ff.; *Lytras*, 125; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783 (für die Technischen Anleitungen).

<sup>549</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 351; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 15; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 68.

<sup>550</sup> OVG Münster NVwZ 2004, 366 ff.

<sup>551</sup> *Enders*, 323 f., 331; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 326.

<sup>552</sup> BGHZ 92, 143, 146, 151 f.; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 15.

<sup>553</sup> Z.B. Lärmschutzaufgabe in einer Baugenehmigung: BGHZ 122, 1, 3; Auflage bei Genehmigung eines Kamins: BGH NJW 1997, 55, 55; Genehmigung nach § 4 BImSchG: *Palandt/Sprau*, § 823 BGB Rn. 56; behördliche Einzelanordnungen auf Grundlage der §§ 12 I, 17 I, 20 II, III, 24 BImSchG: *Enders*, 330 f.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 67.

<sup>554</sup> BGHZ 122, 1, 3; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 153; *Endres*, 46; *Günther*, 133; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 331; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 67.

<sup>555</sup> BGHZ 122, 1, 3 f.; BGH NJW 1995, 132, 134; BGH NJW 1997, 55, 55; ähnlich BGHZ 62, 265 ff.; zustimmend *Balensiefen*, 186 f.; *Enders*, 324; *Endres*, 84 ff.; *Gnaub*, 115 f.; *Philipp*, 166; eher zustimmend auch *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 67; kritisch *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 154; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 331 ff.

Von Privaten erlassene Regelungen können allenfalls dann Teil eines Schutzgesetzes sein, wenn in dem Schutzgesetz auf sie verwiesen wird.<sup>556</sup> Sonstige von Privaten erlassene technische Regeln, z.B. DIN-Normen, sind damit keine Schutzgesetze.<sup>557</sup>

## 2. Zweck: Schutz eines anderen

Die Rechtsnorm muss zumindest neben anderen Zielen den Schutz individueller Interessen eines hinreichend bestimmten Personenkreises verfolgen.<sup>558</sup> Dass das Gesetz nur die Umwelt oder sonstige Allgemeininteressen schützen soll, reicht folglich nicht.<sup>559</sup> Der Schutzgesetzcharakter muss durch Auslegung der Norm ermittelt werden.<sup>560</sup>

In seltenen Fällen ergibt sich der Individualschutz bereits ausdrücklich aus dem Gesetz selbst oder den Gesetzesmaterialien.<sup>561</sup> In anderen Fällen wird der Zweck der Norm unter Berücksichtigung des haftpflichtrechtlichen Gesamtsystems ermittelt.<sup>562</sup> Insbesondere wird gefragt, ob bei der Verletzung von Gesetzen, die nur die Gefährdung von Rechtsgütern voraussetzen, diese Vorverlagerung des Rechtsgüterschutzes, bzw. bei der Verletzung von Gesetzen, die überhaupt keine Rechtsgutsgefährdung oder -verletzung erfordern, der Ersatz reiner Vermögensschäden geboten und angemessen ist.<sup>563</sup>

Zudem ist zu berücksichtigen, ob nach Sinn und Zweck der Norm nur eine Behörde das Recht haben soll, bei Verletzung einzuschreiten, oder ob auch Private bei der Verletzung durch Geltendmachung von Schadensersatzansprüchen reagieren können sollen. Letzteres spricht dann eher für den Schutzgesetzcharakter.<sup>564</sup>

Im konkreten Fall muss der persönliche und sachliche Schutzbereich des Gesetzes betroffen sein. Das Schutzgesetz muss auf den Schutz der geschädigten Person ge-

---

<sup>556</sup> Zu den Voraussetzungen näher *Endres*, 30 ff., 145 ff.; *Lytras*, 130 ff.

<sup>557</sup> OLG Karlsruhe NJW-RR 2004, 1257, 1257; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 152; *Enders*, 324; *Lytras*, 130; *Marburger*, VersR 1983, 597, 605; *Medicus*, JZ 1986, 778, 783; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 326; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 56; Staudinger/*Hager*, § 823 Rn. G 13; Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 68.

<sup>558</sup> Z.B. BGHZ 40, 306, 306; BGHZ 66, 354, 356; BGHZ 122, 1, 3; BGH NJW 2006, 2110, 2112; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 155; *Enders*, 324 f.; *Endres*, 47 ff.; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 340; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 57; Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 66; *Veldhuizen*, 137.

<sup>559</sup> Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 66.

<sup>560</sup> BGH NJW 2006, 2110, 2112; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 155; *Enders*, 324 f.; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 341 ff.; Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 66.

<sup>561</sup> Z.B. BGHZ 66, 388, 390; *Enders*, 324.

<sup>562</sup> BGHZ 66, 388, 390; BGHZ 125, 366, 374; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 155; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 57.

<sup>563</sup> BGHZ 125, 366, 374; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 155; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 343.

<sup>564</sup> BGHZ 100, 13, 19; BGHZ 106, 204, 206.

richtet sein.<sup>565</sup> Ferner muss die Norm gerade die Verhinderung des eingetretenen Verletzungserfolgs bezwecken.<sup>566</sup> Wenn z.B. eine Norm wie § 12 I Nr. 5 PflSchG (Pflanzenschutzgesetz) vom 10. Mai 1968 (BGBl I, 352, inzwischen gilt das PflSchG vom 15. September 1986, Neubekanntmachung am 14. Mai 1998) vor Schäden durch Gefahren von Pflanzenschutzmitteln schützen soll, sind damit Schäden als Nebenwirkungen solcher Pflanzenschutzmittel gemeint, nicht Schäden, die aufgrund der mangelhaften Wirkung des Pflanzenschutzmittels durch schädliche Organismen entstehen.<sup>567</sup>

### 3. Beispiele aus der Umwelthaftung

Zahlreiche Schutzgesetze können für die Umwelthaftung relevant werden. Hier sollen diese nicht abschließend aufgezählt werden.<sup>568</sup> Vielmehr werden einige wichtige, auch von der Rechtsprechung anerkannte Schutzgesetze exemplarisch genannt und zum Teil ausführlicher dargestellt. Insbesondere im Bereich des öffentlichen Rechts existieren viele umweltrechtliche Vorschriften, die als Schutzgesetze herangezogen werden können.

#### a) Öffentliches Recht

Insbesondere nachbarschützende Normen des öffentlichen Rechts können Schutzgesetze nach § 823 II BGB sein.<sup>569</sup> Aber auch öffentlich-rechtliche Normen, die nicht nachbarschützend sind, kommen als Schutzgesetze in Betracht.<sup>570</sup> Der personelle Schutzbereich der Norm kann im Zivilrecht auch andere Personen erfassen als im öffentlichem Recht.<sup>571</sup>

Im Immissionsschutzrecht hat die Rechtsprechung bisher insbesondere § 5 I Nr. 1 BImSchG als Schutzgesetz anerkannt. Diese Vorschrift legt fest, dass der Betreiber genehmigungsbedürftiger Anlagen schädliche Umwelteinwirkungen und sonstige Gefahren, erhebliche Nachteile und erhebliche Belästigungen für die Allgemeinheit und die Nachbarschaft vermeiden muss. § 5 I Nr. 2 BImSchG bestimmt, dass der Betreiber durch dem Stand der Technik entsprechende Maßnahmen Vorsorge gegen solche Gefahren, Nachteile und Belästigungen treffen muss. Ob diese

---

<sup>565</sup> BGHZ 84, 312, 314; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 160; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 344; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 58; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 66.

<sup>566</sup> BGH NJW 2004, 356, 357; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 159, Rn. 161; *Endres*, 325; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 344; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 58; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 65.

<sup>567</sup> BGH NJW 1981, 1606, 1608 (insofern in BGHZ 80, 199 ff. nicht abgedruckt).

<sup>568</sup> Aufzählung bei Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 69 ff.

<sup>569</sup> BGHZ 86, 354, 356; *Endres*, 70; *Marburger*, 56. DJT, C 122; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 69; *Wolfrum/Langensfeld*, 191.

<sup>570</sup> Z.B. *Lytras*, 122 f.; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 69; ähnlich *Baur*, JZ 1974, 657, 660; ausführlich zu diesem umstrittenen Punkt *Günther*, 148 ff.

<sup>571</sup> *Endres*, 80; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 69.

Vorschrift auch ein Schutzgesetz ist, wird diskutiert.<sup>572</sup> In Parallele zu § 5 I BImSchG wird auch § 22 I BImSchG, der Pflichten des Betreibers nicht genehmigungsbedürftiger Anlagen festlegt und diesen zur Beachtung des Stands der Technik verpflichtet, als Schutzgesetz angesehen.<sup>573</sup> Zumindest soll dies gelten, wenn die Vorschriften (hier §§ 5 Nr. 1, 22 I S. 1 Nr. 1, Nr. 2 BImSchG) durch Verwaltungsakt konkretisiert wurden.<sup>574</sup> Verallgemeinernd sind alle Vorschriften, die von Betreibern umweltgefährlicher Anlagen die Beachtung der anerkannten Regeln der Technik oder des Stands der Technik verlangen, Schutzgesetze nach § 823 II BGB.<sup>575</sup>

Ferner sind die Vorschriften des BImSchG, die die Genehmigungsbedürftigkeit von Anlagen festlegen, von denen Umweltrisiken und damit sowohl Risiken für die Allgemeinheit als auch für die Nachbarschaft ausgehen, Schutzgesetze. Dies gilt für § 4 I BImSchG und die entsprechende Ordnungswidrigkeitenvorschrift nach § 62 I Nr. 1 BImSchG.<sup>576</sup>

Auch Rechtsverordnungen, die auf Grundlage des BImSchG erlassen wurden, können Schutzgesetze beinhalten. Zum Beispiel ist § 3 III StörfallVO (12. BImSchV) als Schutzgesetz anerkannt.<sup>577</sup> Diese Vorschrift statuiert die Pflicht eines Betreibers einer Anlage, Vorsorge zu treffen, um die Auswirkungen von Störfällen so gering wie möglich zu halten. Konsequenter muss dann auch § 3 I StörfallVO, der den Betreiber einer Anlage dazu verpflichtet, die nach Art und Ausmaß der möglichen Gefahren erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, um Störfälle zu verhindern, als Schutzgesetz angesehen werden.

Auch aus dem Wasserrecht stammen viele öffentlich-rechtliche Vorschriften mit Schutzgesetzcharakter. Viele Schutzgesetze in diesem Bereich finden sich im Wasserhaushaltsgesetz. Schutzgesetze sind hier z.B. die §§ 8 III, IV WHG<sup>578</sup> und die §§ 26 II, 34 II WHG.<sup>579</sup> §§ 8 III, IV WHG dienen zum Schutz von Personen, deren

---

<sup>572</sup> LG-Münster NJW-RR 1986, 947, 953; *Baumann*, JuS 1989, 433, 436; *Enders*, 108; *Engelhardt*, 70; *Marburger*, 56. DJT, C 122; *Meyer-Abich*, 147; *Wolfrum/Langensfeld*, 191 Fn. 501 (nur § 5 I Nr. 1 BImSchG); weitergehend für den gesamten § 5 BImSchG z.B. *Enders*, 329 f.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 138; ausführlich *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 70.

<sup>573</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 436; *Enders*, 329 f.; *Lytras*, 123; *Marburger*, 56. DJT, C 122; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 138; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 70.

<sup>574</sup> BGH NJW 1995, 132, 134; BGH NJW 1997, 55, 55; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 44; Schutzgesetz ist auch die 26. BImSchV, aber nur bezüglich Gesundheitsbeeinträchtigungen im Zusammenhang mit der Einwirkung elektromagnetischer Felder auf Personen, vgl. OLG Stuttgart NJW-RR 2001, 1313, 1314.

<sup>575</sup> *Enders*, 329.

<sup>576</sup> *Enders*, 328; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 70.

<sup>577</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 70.

<sup>578</sup> BGHZ 69, 1, 21; BGHZ 88, 34, 38 ff.; BGH NVwZ 1996, 821, 822; *Enders*, 332; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 59; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 71; *Wolfrum/Langensfeld*, 191 Fn. 501.

<sup>579</sup> OLG Celle VersR 1969, 355, 356 (§ 78 II Niedersächsisches Wassergesetz als Schutzgesetz mit dem Gebot, Stoffe an einem Gewässer nur so abzulegen oder liegenzulassen, dass eine Verunreinigung des Wassers oder des Wasserabflusses nicht zu besorgen ist, entspricht etwa §§ 26 II,

Rechte durch die Gewährung der Bewilligung der Benutzung eines Gewässers nachteilig betroffen werden können. Die Nachteile sollen möglichst durch Auflagen verhütet oder ausgeglichen werden. Die Betroffenen haben danach das Recht, Einwendungen zu erheben. §§ 26 II, 34 II WHG regeln, dass Stoffe nur so gelagert oder abgelagert werden dürfen, dass eine Verunreinigung eines Gewässers oder des Grundwassers ausgeschlossen ist.

Außerhalb des Wasserhaushaltsgesetzes hat die Rechtsprechung ebenfalls Schutzgesetze im Wasserrecht anerkannt, z.B. Trinkwasseruntersuchungspflichten aus der TrinkwasserVO.<sup>580</sup>

Weitere Vorschriften, die als Schutzgesetze für die Umwelthaftung relevant werden können, finden sich in §§ 4 I, II, III S. 1, S. 4, VI, 7 S. 1, S. 2 BBodSchG.<sup>581</sup> Danach muss jeder, der auf den Boden einwirkt, schädliche Bodenveränderungen möglichst vermeiden (§ 4 I BBodSchG). Der Grundstücksinhaber und der Inhaber der tatsächlichen Gewalt über ein Grundstück sind ferner verpflichtet, Maßnahmen zur Abwehr der von ihrem Grundstück drohenden schädlichen Bodenveränderungen zu ergreifen (§ 4 II BBodSchG). Zudem trifft den Verursacher einer schädlichen Bodenveränderung oder Altlast, den Grundstückseigentümer und den Inhaber der tatsächlichen Gewalt über ein Grundstück sowie weitere Personen die Pflicht, Sanierungsmaßnahmen zu ergreifen, so dass aus den Bodenveränderungen keine Gefahren oder Nachteile für die Allgemeinheit entstehen (§ 4 III S. 1, S. 4 BBodSchG). § 4 VI BBodSchG verpflichtet den früheren Eigentümer eines mit Altlasten belasteten Grundstücks unter bestimmten Voraussetzungen zur Sanierung dieses Grundstücks. Nach § 7 S. 1, S. 2 BBodSchG hat der Grundstückseigentümer, der Inhaber der tatsächlichen Gewalt über ein Grundstück und derjenige, der auf einem Grundstück Verrichtungen durchführt, die Pflicht, Vorsorgemaßnahmen gegen schädliche Bodenveränderungen zu ergreifen. Aus § 2 III, V BBodSchG ergibt sich, dass das Bundesbodenschutzgesetz nicht nur die Allgemeinheit, sondern auch den Einzelnen vor schädlichen Bodenveränderungen und Altlasten schützen soll.<sup>582</sup>

Im Bereich der Landwirtschaft existieren ebenfalls zahlreiche öffentlich-rechtliche Schutzgesetze.<sup>583</sup> Die Rechtsprechung hat z.B. § 12 I Nr. 5 PflSchutzG vom 10. Mai 1968 (BGBl I, 352, heute gilt das PflSchG vom 15. September 1986, Neubekanntmachung am 14. Mai 1998), der bei Einfuhr oder gewerbsmäßigem Vertrieb eines Pflanzenschutzmittels einen Hinweis auf der Verpackung auf die möglichen Gefah-

---

34 II WHG); zustimmend *Flachsbarth*, 229 f.; a.A. *Enders*, 332; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 71.

<sup>580</sup> BGH NJW 1983, 2935, 2936 f.; z.B. *Enders*, 335; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 56; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 71.

<sup>581</sup> *Enders*, 334; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 72; ausführlich *Philipp*, 178 ff.

<sup>582</sup> *Enders*, 334.

<sup>583</sup> Ausführlich *Flachsbarth*, 228 ff.

ren des Mittels verlangt, als Schutzgesetz anerkannt.<sup>584</sup> Die Individualschutzrichtung des PflSchG wird heute insbesondere auch aus § 1 Nr. 4 PflSchG deutlich, der unter anderem den Schutz der Gesundheit des Menschen als Gesetzeszweck nennt. Auch Verordnungen im Bereich der Landwirtschaft wurden als Schutzgesetze anerkannt, wie z.B. § 2 BienenschutzVO mit Regelungen zur Anwendung bienengefährlicher Pflanzenschutzmittel.<sup>585</sup>

Im Abfallrecht sind ebenfalls zahlreiche Vorschriften als Schutzgesetze anerkannt.<sup>586</sup> So hat die Rechtsprechung § 2 I S. 2 Nr. 2 AbfG (heute § 10 IV KrW-/AbfG) als Schutzgesetz angesehen.<sup>587</sup> Danach sind Abfälle so zu beseitigen, dass das Wohl der Allgemeinheit nicht beeinträchtigt wird. Eine solche Beeinträchtigung liegt nach dieser Vorschrift unter anderem bei Schädigung bestimmter, ausdrücklich genannter Rechtsgüter Einzelner, wie der menschlichen Gesundheit, und bei Schädigung von Tieren, Pflanzen, Gewässern und Boden, an denen häufig Rechte Einzelner bestehen, vor. Soweit die Vorschrift Rechtsgüter Einzelner schützen will, handelt es sich um ein Schutzgesetz.<sup>588</sup>

Auch im Bereich der Lärmbekämpfung bestehen Schutzgesetze. Die Rechtsprechung hat z.B. Lärmbekämpfungsverordnungen im Fall der Störung der Nachtruhe als Schutzgesetze anerkannt.<sup>589</sup>

## **b) Strafrecht, Ordnungswidrigkeitenrecht**

Auch Normen des Strafrechts und des Ordnungswidrigkeitenrechts, die auch individuelle Rechte schützen und nicht nur zum Schutz der Allgemeinheit dienen, können als Schutzgesetze im Bereich der Umwelthaftung Bedeutung erlangen. Zu nennen sind einerseits nicht umweltspezifische individualschützende Strafvorschriften, wie die §§ 211 ff., 223 ff., 303 ff. StGB.<sup>590</sup> Auch die Tatbestände des Umweltstrafrechts aus §§ 324 ff. StGB schützen neben der Umwelt auch Rechte Einzelner und sind damit Schutzgesetze nach § 823 II BGB.<sup>591</sup>

Ordnungswidrigkeitstatbestände, die für den Bereich der Umwelthaftung Bedeutung haben und individualschützend sind, sind z.B. § 41 WHG, insoweit er den Verstoß gegen individualschützende Vorschriften sanktioniert,<sup>592</sup> und § 4 I BienenschutzVO, der den Umgang mit bienengefährlichen Pflanzenschutzmitteln entgegen den Vor-

---

<sup>584</sup> BGH NJW 1981, 1606, 1608 (insofern in BGHZ 80, 199 ff. nicht abgedruckt); *Enders*, 81; *Engelhardt*, 70; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHG Rn. 72.

<sup>585</sup> OLG Hamm VersR 1983, 160, 161; *Engelhardt*, 70; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHG Rn. 72.

<sup>586</sup> Ausführlich *Enders*, 325 ff.; Aufzählung bei *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 73.

<sup>587</sup> OLG Hamm NJW-RR 1990, 794, 795; OLG Düsseldorf NJW-RR 1996, 1426, 1428; dazu ausführlich *Enders*, 326.

<sup>588</sup> OLG Hamm NJW-RR 1990, 794, 795; OLG Düsseldorf NJW-RR 1996, 1426, 1428.

<sup>589</sup> BGHZ 46, 35, 42; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 65.

<sup>590</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 75 m.w.N.

<sup>591</sup> *Enders*, 149 ff.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 75 m.w.N.; differenzierend *Philipp*, 168 ff.

<sup>592</sup> *Enders*, 334 m.w.N.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 75.

schriften der individualschützenden (s.o. Teil 2, Kapitel 1, B.I.3.a) BienenschutzVO verbietet.

### c) Zivilrecht

Als Schutzgesetze aus dem Bereich des Zivilrechts sind für die Umwelthaftung insbesondere die nachbarschützenden Vorschriften der §§ 906 ff. BGB zu nennen.<sup>593</sup>

## II. Rechtswidrigkeit

Die Verletzung eines Schutzgesetzes indiziert die Rechtswidrigkeit.<sup>594</sup> Ob eine Duldungspflicht nach § 906 BGB vorliegt, ist, anders als bei § 823 I BGB, unerheblich. Das Eingreifen des Schutzgesetzes ist von § 906 BGB unabhängig und kann den Schutz des Nachbarn erweitern.<sup>595</sup>

## III. Verschulden

Welche Schuldform (Vorsatz oder Fahrlässigkeit) für die Haftung erforderlich ist, richtet sich nach dem jeweiligen Schutzgesetz.<sup>596</sup> Auch wenn das verletzte Schutzgesetz kein Verschulden voraussetzt, ist für eine Haftung nach § 823 II BGB Verschulden erforderlich (§ 823 II S. 2 BGB). Das Verschulden muss sich nur auf die Verletzung des Schutzgesetzes beziehen, nicht z.B. auf die Verletzung eines bestimmten Rechtsguts, wenn das Schutzgesetz einen solchen Verletzungserfolg nicht voraussetzt.<sup>597</sup> Beim feststehenden Verstoß gegen ein Schutzgesetz kommt dem Geschädigten eine Beweislastumkehr zugute. In der Regel muss derjenige, der das Schutzgesetz verletzt hat, die Umstände beweisen, die das Nichtvorliegen des Verschuldens begründen.<sup>598</sup>

Der objektive Sorgfaltsmaßstab, der bei der Feststellung von Fahrlässigkeit im Zivilrecht zugrunde gelegt wird, ist auch bei der Prüfung, ob Straf- oder Ordnungswidrigkeitentatbestände als Schutzgesetze verletzt sind, heranzuziehen.<sup>599</sup>

---

<sup>593</sup> BGHZ 63, 176, 179 (§ 909 BGB); BGHZ 85, 375, 383 (§ 909 BGB); BGHZ 101, 106, 108 (§ 909 BGB); Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 76 m.w.N.

<sup>594</sup> BGHZ 122, 1, 6; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 162; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 59.

<sup>595</sup> BGHZ 122, 1, 6 f.; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 162.

<sup>596</sup> BGH NJW 2002, 1643, 1645; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 163; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 60.

<sup>597</sup> Z.B. BGHZ 103, 197, 200; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 165; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 350; Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 65.

<sup>598</sup> BGHZ 51, 91, 103 f.; BGHZ 116, 104, 115; BGH NJW 1985, 1774, 1775; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 953; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 166, Rn. 168; *Flachsbarth*, 29; *Günther*, 191; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 355.

<sup>599</sup> BGH VersR 1968, 378, 379; Bamberger/Roth/*Spindler*, § 823 BGB Rn. 164; MK/*Wagner*, § 823 BGB Rn. 352; Palandt/*Heinrichs*, § 276 BGB Rn. 15; Palandt/*Sprau*, § 823 BGB Rn. 60.

#### **IV. Schadensersatz, §§ 249 ff. BGB, Mitverursachung, § 254 BGB**

Der Anspruch ist auf Schadensersatz gemäß §§ 249 ff. BGB gerichtet. Auch hier kann der Schadensersatzanspruch gemäß § 254 BGB gemindert werden.

#### **V. Beispiele aus der Rechtsprechung**

Zum Beispiel wurde nach § 823 II BGB Schadensersatz für den Gesundheitsschaden gewährt, den ein Säugling erlitt, weil er mit Nitrat verunreinigtes Trinkwasser zu sich nahm.<sup>600</sup> Über die Luft breitete sich der thalliumhaltige Staub eines Zementwerks aus, der die pflanzlichen und tierischen Erzeugnisse eines Landwirts schädigte.<sup>601</sup> Ebenfalls über das Umweltmedium Luft vermittelt entstand der Sachschaden an der Eismaschine des Inhabers einer Imbissstube, der durch Chlorgas verursacht wurde, das aus einer defekten Leitung in einer Freibadanlage austrat.<sup>602</sup> Pflanzenschutzmittel, die entgegen den Vorschriften der BienenschutzVO auf ein Feld gesprüht wurden, führten zum Tod von Bienen. Für den daraus entstehenden Schaden musste der Landwirt, der das Pflanzenschutzmittel angewandt hatte, haften.<sup>603</sup>

#### **C. Fazit**

Der Ersatz von Umweltschäden nach § 823 I, II BGB spielt in der Praxis eine wichtige Rolle. Beschränkt wird der Anwendungsbereich des § 823 I BGB durch das Erfordernis der Verletzung bestimmter Rechte und Rechtsgüter. Besonders praxisrelevant sind hier die Körper- und Gesundheitsverletzung und die Eigentumsverletzung. Als sonstige Rechte, die Bedeutung im Rahmen der Umwelthaftung erlangen, sind das Jagd- und das Jagd Ausübungsrecht sowie das Fischerei- und das Fischereiausübungsrecht sowie bestimmte Wassernutzungsrechte anerkannt. Die Versuche, durch Erweiterung des Rechtsgüterschutzes nach § 823 I BGB einen noch weitergehenden Ersatz von Umweltschäden zu ermöglichen, sind allerdings abzulehnen.

Durch die Entwicklung von weitgehenden Verkehrssicherungspflichten im Bereich der Umwelthaftung wird die Annahme von Rechtswidrigkeit und Verschulden erleichtert, es kommt zu einer Objektivierung der Deliktshaftung. Zu begrüßen ist, dass die Rechtsprechung sich bei der Schaffung von Verkehrssicherungspflichten zwar an öffentlich-rechtlichen Regelungen und technischen Regelwerken Privater orientiert, diese aber nicht als abschließend ansieht und im Einzelfall durchaus weitergehende Verkehrssicherungspflichten annimmt. So kann die Rechtsprechung auf aktuelle Entwicklungen eingehen, die in diesen Regelungen möglicherweise noch nicht berücksichtigt sind, und kommt zu interessengerechten Lösungen der jeweiligen Einzelfälle. Diese Entwicklung von Verkehrssicherungspflichten erklärt zumindest teilweise die große Bedeutung der Deliktshaftung im Umwelthaftungsrecht.

---

<sup>600</sup> BGH NJW 1983, 2935, 2836.

<sup>601</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 953.

<sup>602</sup> OLG Hamm NJW-RR 1998, 1328, 1329.

<sup>603</sup> OLG Hamm VersR 1983, 160, 161 f.

Das Bestehen von Duldungspflichten nach §§ 906 ff. BGB lässt die Rechtswidrigkeit bei § 823 I BGB auch bei der Schädigung beweglicher Sachen entfallen. Weiter werden bestimmte Beweislastregeln aus § 906 BGB auf den Bereich der Deliktshaftung übertragen. Dies führt zu einer grundsätzlich wünschenswerten Harmonisierung der Ansprüche nach § 823 I BGB und § 906 II S. 2 BGB. Bei Bestehen einer Duldungspflicht entfällt die Rechtswidrigkeit und damit der Anspruch nach § 823 I BGB. Es kommt allenfalls noch ein Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB in Betracht.

Im Rahmen des § 823 II BGB ist für den Anspruchsteller vorteilhaft, dass nicht die Verletzung eines bestimmten Rechts oder Rechtsguts Voraussetzung für die Haftung ist. Die Bedeutung dieser Vorschrift bei der Umwelthaftung resultiert insbesondere daraus, dass viele öffentlich-rechtliche Regelungen des Umweltrechts geschaffen wurden, die häufig auch als Schutzgesetze herangezogen werden können.

Damit ist die Deliktshaftung nach § 823 I, II BGB grundsätzlich trotz Einschränkungen im Anwendungsbereich gut zum Ersatz von Umweltschäden geeignet und wird auch häufig dazu herangezogen.

## Kapitel 2: Aufopferungshaftung

Im 19. Jahrhundert wurden mit zunehmender Industrialisierung privatrechtliche Unterlassungsansprüche vermehrt eingeschränkt, um die wirtschaftliche Entwicklung zu fördern. Die Abwägung zwischen den Interessen des Beeinträchtigten und dem Allgemeininteresse bzw. dem Interesse des Störers ging häufig zuungunsten des Geschädigten aus, da wirtschaftliche Interessen, wie z.B. die Fortführung eines Betriebs, als vorrangig eingestuft wurden.<sup>604</sup> Die Nachteile, die für die Bürger aus solchen Duldungspflichten entstanden, glich man später aus, indem man ihnen das Recht einräumte, nach dem Grundsatz „Dulde und liquidiere“ Ersatz für erlittene Schäden zu verlangen.<sup>605</sup> Diese Ansprüche werden daher oft als nachbarrechtliche oder privatrechtliche Aufopferungsansprüche bezeichnet.<sup>606</sup> Heute finden sie sich in §§ 906 II S. 2 BGB, 14 S. 2 BImSchG und § 23 S. 2 GenTG. Der häufigste Anwendungsbereich dieser Ansprüche ist wohl die Schädigung durch den Normalbetrieb einer emittierenden Anlage.<sup>607</sup> Ansprüche aus § 906 II S. 2 BGB in direkter und analoger Anwendung sind die praktisch wohl wichtigsten Ansprüche des Umwelthaftungsrechts.<sup>608</sup>

Anders als die Deliktshaftung und die Gefährdungshaftung wird die Aufopferungshaftung nach §§ 906 II S. 2 BGB, 14 S. 2 BImSchG und § 23 S. 2 GenTG aus dem Grundeigentum abgeleitet und ist damit immobilienbezogen. Ansprüche aus Aufopferungshaftung stehen damit nicht jedem Geschädigten zu, sondern nur demjenigen, der in einer bestimmten Beziehung zum betroffenen Grundstück steht, insbesondere dem Eigentümer und dem Besitzer. Die weiteren, z.B. über das Deliktsrecht geschützten Rechtsgüter werden im Nachbarrecht allenfalls mittelbar über den Schutz des Grundeigentums oder –besitzes einbezogen, beispielsweise wenn aufgrund von Immissionen die ortsübliche Benutzung eines Grundstücks nicht möglich ist und gleichzeitig die Gesundheit geschädigt wird.<sup>609</sup>

### A. § 906 II S. 2 BGB

§ 906 II S. 2 BGB gewährt einen Ausgleich für Beeinträchtigungen, die durch Einwirkungen (Immissionen) im Sinne des § 906 I S. 1 BGB hervorgerufen werden. Diese Einwirkungen müssen von einem Grundstück ausgehen und auf ein anderes

---

<sup>604</sup> Petersen, 46; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 82.

<sup>605</sup> Petersen, 47; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 81; vgl. insbesondere das 2. Gutehoffnungshüttenurteil des Reichsgerichts, das unter Berufung auf das nachbarschaftliche Gemeinschaftsverhältnis erstmals einen Ausgleich zusprach (RGZ 154, 161, 165 ff.); zur Geschichte des § 906 II S. 2 BGB ausführlich Hagen, FS Lange, 483, 483 ff.

<sup>606</sup> Bälz, JZ 1992, 57, 58; Baur, JZ 1974, 657, 659; Enders, 242; Gerlach, 222; Hager, NJW 1986, 1961, 1964 f.; Kim, 33; Petersen, 47 f., 60 (zu § 906 II S. 2 BGB und § 14 S. 2 BImSchG).

<sup>607</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 81.

<sup>608</sup> Müller-Goebel, 74 zu § 906 II S. 2 BGB.

<sup>609</sup> BGHZ 49, 148 ff.; Kim, 34; Marburger, 56. DJT, C 118; Reiter, 53; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 86.

Grundstück einwirken. Der Nachbar muss gemäß § 906 II S. 1 BGB zur Duldung der Einwirkungen verpflichtet sein und diese damit nicht nach den §§ 862, 907, 1004 BGB abwehren können.<sup>610</sup> Eine solche Duldungspflicht besteht, wenn die Einwirkung eine wesentliche Beeinträchtigung verursacht, die durch eine ortsübliche Benutzung des anderen Grundstücks hervorgerufen wurde und die nicht durch technisch mögliche oder wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen verhindert werden kann (§ 906 II S. 1 BGB).

§ 906 II S. 2 BGB hat nur begrenzte räumliche Anwendungsmöglichkeiten. Die Vorschrift wurde geschaffen, um im kleinräumigen nachbarschaftlichen Bereich Ausgleichsansprüche aufgrund konkurrierender Nutzungsinteressen zu ermöglichen. Dies ergibt sich aus der systematischen Stellung zu §§ 907 ff. BGB und aus dem Erfordernis der Ortsüblichkeit der Benutzung des störenden Grundstücks (§ 906 I S. 1 BGB), die sinnvoll nur in einem engen Ortsbereich wie z.B. innerhalb eines Stadtviertels festgestellt werden kann. Insbesondere Distanzschäden können folglich über § 906 II S. 2 BGB kaum ausgeglichen werden.<sup>611</sup>

Einige der Tatbestandsmerkmale des § 906 II S. 2 BGB sind sehr unbestimmt und müssen im Einzelfall wertend ausgelegt werden. Der Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB ist damit flexibel genug, um der Entwicklung von Wirtschaft und Technik und gesellschaftlichen Vorstellungen von der steigenden Notwendigkeit des Umweltschutzes Rechnung zu tragen.<sup>612</sup>

## I. Einwirkung

Zunächst ist eine Einwirkung von einem Grundstück auf ein anderes Grundstück erforderlich. Die wichtigsten Fälle der Einwirkungen, für die § 906 II S. 2 BGB Ausgleich in Geld gewährt, sind in § 906 I S. 1 BGB aufgezählt. Einige Fälle können der Kategorie der Luftverschmutzung (Gase, Dämpfe, Rauch, Ruß, Gerüche) zugeordnet werden. Ferner werden Geräusche, Wärme und Erschütterungen genannt.

Auch ähnliche Einwirkungen werden gemäß § 906 I S. 1 BGB umfasst. Diese sind dadurch gekennzeichnet, dass sie, wie die in § 906 I BGB genannten Einwirkungen, in Ausbreitung und Intensität schwanken und es damit nicht vorhersehbar ist, ob und in welchem Umfang sie ein Nachbargrundstück schädigen.<sup>613</sup> Die Einwirkung kann über Luft, Wasser oder Erde, auf mechanischem oder einem anderen physikalischen Weg geschehen.<sup>614</sup>

---

<sup>610</sup> BGHZ 90, 255, 262; *Kim*, 33; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 243.

<sup>611</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 434 f.; *Flachsbarth*, 200 f.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 115 f.; *Reiter*, 56 f.; für eine leichte Erweiterung *Diederichsen*, 56. DJT, L 55.

<sup>612</sup> BGHZ 48, 31, 32; BGH 140, 1 ff.; *Flachsbarth*, 189.

<sup>613</sup> BGHZ 90, 255, 258; BGHZ 117, 110, 112; OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651; MK/*Säcker*, § 906 BGB Rn. 27.

<sup>614</sup> OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651 f.; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 32; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 116.

Dazu gehören beispielsweise Störungen durch sehr kleine körperliche Gegenstände, z.B. zerkleinerten Klärschlamm,<sup>615</sup> Staub<sup>616</sup> und Ruß<sup>617</sup> und durch herüberwehende Giftstoffe.<sup>618</sup> Ebenfalls sind natürliche Einwirkungen wie herabfallende Nadeln und Zapfen<sup>619</sup> oder Insekten<sup>620</sup> erfasst. Weiter fällt darunter die Einwirkung durch Licht,<sup>621</sup> elektromagnetische Felder<sup>622</sup> und ionisierende Strahlung.<sup>623</sup>

Damit ist gleichzeitig klargestellt, dass sogenannte Grobimmissionen, also Einwirkungen durch feste Körper nicht ganz unerheblichen Ausmaßes, wie zum Beispiel Steine, nicht von § 906 I BGB erfasst werden.<sup>624</sup> Damit besteht für Grobimmissionen weder eine Duldungspflicht nach § 906 I, II S. 1 BGB noch ein Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB. Solche Grobimmissionen fallen allerdings schon nicht unter den Begriff des Umweltschadens, so dass diese Einschränkung im Rahmen dieser Arbeit unerheblich ist.

Die Einwirkung muss von dem emittierenden Grundstück dem beeinträchtigten Grundstück zugeführt werden. Daran fehlt es bei den sogenannten negativen Immissionen, die im Gegenteil nur die Zufuhr von Licht,<sup>625</sup> Luft,<sup>626</sup> Funkwellen<sup>627</sup> oder den Kontakt nach außen<sup>628</sup> behindern.<sup>629</sup>

Zudem muss die Immission auf das Grundstück oder auf darauf befindliche Sachen oder Personen schädigend einwirken. Eine solche Einwirkung ist nicht gegeben,

---

<sup>615</sup> OLG Hamm NJW 1996, 1354, 1354 (§ 906 II S. 2 BGB analog); Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 165.

<sup>616</sup> Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 141.

<sup>617</sup> BGH NJW 1995, 714 ff.

<sup>618</sup> BGHZ 16, 366, 374 f. (§ 906 II S. 2 BGB analog); Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 173.

<sup>619</sup> Z.B. BGH NJW 2004, 1037, 1039; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 169.

<sup>620</sup> Z.B. BGHZ 117, 110, 112; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 165 f.

<sup>621</sup> LG Wiesbaden NJW 2002, 615 ff. (Wiesbadener Glühbirnenstreit); Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 173.

<sup>622</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318; OLG Frankfurt am Main MMR 2003, 671 ff.; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 173.

<sup>623</sup> Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 173.

<sup>624</sup> BGHZ 28, 225, 227; BGHZ 58, 149, 159; BGHZ 111, 158, 162; MK/Säcker, § 906 BGB Rn. 27; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 34.

<sup>625</sup> BGHZ 88, 344, 345 f.; BGH NJW-RR 2003, 1313, 1314; OLG Düsseldorf NJW 1979, 2618, 2618 (Entzug von Licht und Luft durch Bäume).

<sup>626</sup> Z.B. BGHZ 88, 344, 345 f.; OLG Düsseldorf NJW 1979, 2618, 2618 (Entzug von Licht und Luft durch Bäume); OLG Frankfurt am Main NJW-RR 2000, 1542, 1544 (Entzug und Verwirbelung von Wind durch eine Windkraftanlage).

<sup>627</sup> BGHZ 88, 344, 347 f.

<sup>628</sup> BGHZ 70, 212, 220.

<sup>629</sup> MK/Säcker, § 906 BGB Rn. 28; Soergel/Baur, § 904 BGB Rn. 49, § 906 BGB Rn. 38; mit anderer Begründung Marburger, 56. DJT, C 101 f.; kritisch Diederichsen, 56. DJT, L 52.

wenn die Einwirkung bloß ideeller Art ist, also in der Verletzung ästhetischer oder sittlicher Ansprüche auf dem Nachbargrundstück besteht.<sup>630</sup>

Die praktisch bedeutsamste Funktion des § 906 BGB besteht wohl in der Abwehr und im Ausgleich von Immissionen, die durch eine Veränderung der Luftbeschaffenheit bewirkt und über die Luft übertragen werden.<sup>631</sup> Auch Geräuscheinwirkungen, häufig durch Straßen- und Flugverkehr, den Betrieb gewerblicher Anlagen wie z.B. Fabriken oder Baustellen oder durch Freizeiteinrichtungen werden häufig beanstandet.<sup>632</sup>

Beim Eindringen von Wasser ist zu unterscheiden: Eindringendes Wasser ist keine Einwirkung gemäß § 906 I S. 1 BGB.<sup>633</sup> Vielmehr regeln die landesrechtlichen Wassergesetze und das WHG die wasserrechtlichen Verhältnisse.<sup>634</sup> Eine Einwirkung ist allerdings anzunehmen, wenn das Wasser als Medium für den Transport von Schadstoffen von einem Grundstück auf ein anderes dient.<sup>635</sup>

## II. Wesentliche Beeinträchtigung

Einwirkungen, die keine oder nur unwesentliche Beeinträchtigungen eines Grundstücks hervorrufen, muss der Eigentümer oder der berechtigte Besitzer eines Grundstücks nach § 906 I S. 1 BGB dulden. Abwehr- oder Entschädigungsansprüche stehen ihm nur dann zu, wenn die Beeinträchtigung wesentlich ist. Bei der Beurteilung der Wesentlichkeit werden Ort, Zeit, Intensität und Art und Weise der Störung in die Abwägung einbezogen.<sup>636</sup>

Der BGH legt an die Bestimmung der Wesentlichkeit einen differenziert-objektiven Beurteilungsmaßstab an.

Der Maßstab ist differenziert, da es für die Beurteilung der Wesentlichkeit auf die tatsächlichen Gegebenheiten des konkret betroffenen Grundstücks ankommt.<sup>637</sup> Bei der Einschätzung entscheidend sind die Natur (u.a. auch die Lage im Wohngebiet, im

---

<sup>630</sup> BGHZ 54, 56, 60; BGHZ 95, 307, 309; *Marburger*, 56. DJT, C 102; MK/*Säcker*, § 906 BGB Rn. 29; *Soergel/Baur*, § 903 BGB Rn. 50 (einschränkend), § 906 BGB Rn. 39; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 86; a.A. z.B. AG Münster NJW 1983, 2886, 2887; *Baumann*, JuS 1989, 433, 435; *Diederichsen*, 56. DJT, L 54.

<sup>631</sup> BGHZ 62, 186, 187 (Staub aus Zementwerk); BGHZ 67, 252 ff. (Gestank aus Schweinemast); BGHZ 70, 102 ff. (Fluorabgase einer Ziegelei schädigen Baumschulkulturen); *Flachsbarth*, 189; weitere Beispiele bei *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 97 ff.

<sup>632</sup> BGH NJW 1983, 751 ff. (Tennisplatz); Beispiele bei *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 81 ff.

<sup>633</sup> BGHZ 90, 255, 258 f.; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 114.

<sup>634</sup> BGHZ 90, 255, 260; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 114.

<sup>635</sup> BGHZ 90, 255, 258 f.; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 114.

<sup>636</sup> Vgl. Beispiele bei *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 187 ff.

<sup>637</sup> BGHZ 140, 1, 4; *Marburger*, 56. DJT, C 108; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 117; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 43.

Industriegebiet oder im Außenbereich),<sup>638</sup> die Gestaltung (Ist das Haus vor Immissionen geschützt?) und die Zweckbestimmung und Nutzung (Wohnen, Gewerbebetrieb)<sup>639</sup> des Grundstücks.<sup>640</sup> Auch die besondere Störimpfindlichkeit des Grundstücks kann bei der Beurteilung mit einbezogen werden,<sup>641</sup> z.B. wenn eine spezielle Anpflanzung besonders stark auf bestimmte Luftverunreinigungen reagiert<sup>642</sup> oder die Nutzung zum ökologischen Anbau von Pflanzen besonders empfindlich für die Verunreinigung durch Pflanzenschutzmittel ist, die durch Niederschlagswasser das Grundstück erreichen.<sup>643</sup> Grundsätzlich ist bei der Feststellung der Wesentlichkeit nicht zu berücksichtigen, ob in dem jeweiligen Gebiet die störende Nutzung schon vor der Nutzung des gestörten Grundstücks vorlag (Nutzungspriorität).<sup>644</sup> Die Vorbelastung eines Gebiets wird dennoch faktisch über die Einbeziehung der Lage des betroffenen Grundstücks in die Bewertung berücksichtigt,<sup>645</sup> so dass bei der Lage des betroffenen Grundstücks in störungsintensiven Gebieten die Wesentlichkeit und damit der Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB seltener angenommen werden kann als bei der Lage in vergleichsweise störungsfreien Gebieten. Als Folge davon wird die störungsintensivere Nutzung von Grundstücken begünstigt und die Störungslage gefestigt oder sogar intensiviert.

Der Maßstab ist objektiv, weil es bei der Beurteilung der Wesentlichkeit auf das Empfinden eines Durchschnittsmenschen ankommt und nicht auf den besonderen Grad der Empfindlichkeit des im Einzelfall Betroffenen.<sup>646</sup>

Allerdings ist der Maßstab für die Wesentlichkeit der Beeinträchtigung nach neuerer Rechtsprechung des BGH nicht mehr das Empfinden eines typisierten, normal empfindlichen Grundstücksbenutzers<sup>647</sup>, sondern das Empfinden eines verständigen Durchschnittsbenutzers des Grundstücks.<sup>648</sup> Nicht entscheidend ist das subjektive Empfinden des Anspruchstellers.<sup>649</sup>

Dass die Rechtsprechung nun einen verständigen Durchschnittsbenutzer und nicht mehr einen typisierten, normal empfindlichen Grundstücksbenutzer zur Feststellung der Wesentlichkeit der Beeinträchtigung heranzieht, hat zur Folge, dass sie nun bei

---

<sup>638</sup> BGHZ 140, 1, 4; BGH NJW 1958, 1393, 1393; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 117.

<sup>639</sup> BGH NJW 1958, 1393, 1393; *Marburger*, 56. DJT, C 108; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 117.

<sup>640</sup> BGHZ 140, 1, 4; *Kim*, 35; *Marburger*, 56. DJT, C 108; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 44.

<sup>641</sup> BGHZ 90, 255, 260 f.; *Flachsbarth*, 192.

<sup>642</sup> BGHZ 70, 102, 110; *Wölfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 322.

<sup>643</sup> BGHZ 90, 255, 260 f.; ähnlich OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3652.

<sup>644</sup> *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 184.

<sup>645</sup> BGHZ 140, 1, 4 ff.

<sup>646</sup> BGHZ 70, 102, 110; BGH NJW 1958, 1393, 1393; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 117; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 42.

<sup>647</sup> So die frühere Rechtsprechung des BGH, z.B. BGH NJW 1958, 1393, 1393.

<sup>648</sup> BGHZ 120, 239, 255; BGHZ 140, 1, 4; BGH NJW 2004, 1317, 1318; BGH NJW-RR 2007, 168, 168.

<sup>649</sup> BGHZ 140, 1, 4.

der Feststellung der Wesentlichkeit z.B. auch das veränderte Umweltbewusstsein der Gesellschaft<sup>650</sup> berücksichtigen kann. Dies zieht Vorteile für den Umweltschutz nach sich, wenn man – wie der BGH – annimmt, dass sich das Umweltbewusstsein der Bevölkerung hin zu mehr Verständnis für Umweltfragen wandelt. Bisher hat der BGH auf diesem Weg nur Störerinteressen berücksichtigt,<sup>651</sup> indem er dem Geschädigten z.B. bei der Störung durch Tiere ein höheres Verständnis für den Artenschutz abverlangte. Es ist fraglich, ob der BGH das geänderte Umweltbewusstsein auch zum Vorteil des Anspruchstellers, der sich im Einklang mit dem allgemein erhöhten Umweltbewusstsein von Einwirkungen belästigt fühlt, berücksichtigen würde. Dies wäre eine logische Weiterentwicklung der Rechtsprechung und unter Umweltschutzgesichtspunkten sicher sinnvoll. Eine Ausuferung wäre hier nicht zu befürchten, wenn der BGH wie bisher den verständigen Durchschnittsbenutzer und nicht den eventuell besonders empfindlichen Anspruchsteller zum Maßstab nimmt. Wie der BGH sich entscheiden wird, bleibt abzuwarten.

Es werden auch öffentlich-rechtliche Wertungen in die Beurteilung der Wesentlichkeit einbezogen.<sup>652</sup> Dies ist seit Inkrafttreten des Sachenrechtsänderungsgesetzes vom 21. September 1994 ausdrücklich in § 906 I S. 2, S. 3 BGB so geregelt. Danach liegt eine unwesentliche Beeinträchtigung in der Regel vor, wenn die in Gesetzen, Rechtsverordnungen oder allgemeinen Verwaltungsvorschriften nach § 48 BImSchG (z.B. der Technischen Anleitung Luft oder der Technischen Anleitung Lärm) festgelegten Grenzwerte nicht überschritten werden. Daraus ergibt sich schon, dass diese Regelung für die Einhaltung der Werte, nicht für deren Überschreitung<sup>653</sup> und ebenso nicht für die Einhaltung von Werten gilt, die durch Private festgesetzt werden.<sup>654</sup> Sämtliche Emissions- und Immissionswerte sind erfasst.<sup>655</sup> So wurde zum Beispiel die Wesentlichkeit der Beeinträchtigung durch elektromagnetische Felder von einer Mobilfunksendeanlage mit der Begründung abgelehnt, dass insbesondere die Grenzwerte der 26. BImSchV eingehalten seien.<sup>656</sup>

§ 906 I S. 2, S. 3 BGB ist eine Beweiswürdigungsregel mit Indizcharakter.<sup>657</sup> Im Regelfall soll der Zivilrichter von der Einhaltung der Grenzwerte auf die Unwesentlich-

---

<sup>650</sup> BGHZ 120, 239, 255; BGH NJW 2004, 1037, 1040; *Flachsbarth*, 190; *Vieweg*, NJW 1993, 2570, 2572.

<sup>651</sup> BGHZ 120, 239, 255; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 46.

<sup>652</sup> Vor Inkrafttreten der § 906 I S.2, S. 3 BGB z.B. BGHZ 70, 102, 110; BGHZ 120, 239, 255; *Gmehling*, 164 ff.; *Lytras*, 307 ff.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 117 ff.; *Vieweg*, NJW 1993, 2570, 2573; zur aktuellen Rechtslage: BGH NJW 2004, 1317, 1318; OLG Frankfurt am Main MMR 2003, 671, 672; *Flachsbarth*, 190; *Günther*, 98 ff.; *Petersen*, 70 ff.; *Schimikowski*, Rn. 15.

<sup>653</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 59; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244.

<sup>654</sup> *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 59; in diesem Fall spricht die Einhaltung der Werte (DIN-Normen) dennoch regelmäßig für die Unwesentlichkeit der Einwirkung, vgl. BGH NJW 1999, 1029, 1030.

<sup>655</sup> *Palandt/Bassenge*, § 906 BGB Rn. 18; a.A. (nur Immissionsgrenzwerte) *Flachsbarth*, 192; *Günther*, 102 ff.; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 61.

<sup>656</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318.

<sup>657</sup> BGH NJW-RR 2007, 168, 169; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244.

keit der Beeinträchtigung schließen.<sup>658</sup> Er muss sich an den wertenden Vorgaben der in Bezug genommenen Regelwerke orientieren.<sup>659</sup> Dennoch ist eine abweichende Beurteilung des Einzelfalls beim Vorliegen besonderer Umstände möglich.<sup>660</sup> Dies erfordert eine besondere Begründung.<sup>661</sup> Eine Bindung der privatrechtlichen Abwehr- und Ausgleichsansprüche an das öffentliche Recht wäre nicht sinnvoll, da die öffentlich-rechtlichen Vorschriften von Durchschnittswerten ausgehen, während die Wirkung von Immissionen auf Grundstücke im Einzelfall stark von der durchschnittlichen Lästigkeit solcher Einwirkungen abweichen kann, z.B. aufgrund der besonderen Eigenschaften der Störung oder der besonderen Störungsanfälligkeit der Grundstücksnutzung.<sup>662</sup> Das Privatrecht ist aber gerade darauf ausgelegt, die Interessen Einzelner, hier z.B. der einzelnen Grundstücksnutzer, auszugleichen.<sup>663</sup>

Von politischen Vorgaben der Regelwerke (z.B. Ruhezeiten) darf der Richter allerdings nicht abweichen.<sup>664</sup> Hier wäre zwar ebenfalls das Vorliegen besonderer Umstände am Tag der Störung denkbar (z.B. ein Anlass für eine Feierlichkeit), jedoch könnte so der Sinn des Gesetzes (hier: Ruhezeiten zu schaffen, die nur in benannten Ausnahmefällen nicht bestehen) sehr leicht unterlaufen werden.

Die Wirkung von öffentlich-rechtlichen Vorgaben ist außerhalb des Anwendungsbereichs des § 906 I S. 2, S. 3 BGB abgeschwächt. Sie dienen hier nur als Orientierungs- oder Entscheidungshilfe für die Konkretisierung der Wesentlichkeit.<sup>665</sup>

### III. Ortsübliche Benutzung des störenden Grundstücks

Die ortsübliche Benutzung des störenden Grundstücks und damit die Ortsüblichkeit der Störung (§ 906 II S. 1, S. 2 BGB) ist eine weitere Voraussetzung für die Duldungspflicht des Gestörten, die wiederum Voraussetzung für den Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB ist. Hier trägt man den örtlichen Besonderheiten sowie den zeitlichen Veränderungen der Gebietsnutzung Rechnung, indem man gegen ortsübliche Tätigkeiten keinen Unterlassungs- sondern nur einen Ausgleichsanspruch gewährt. Für die Ortsüblichkeit gelten flexible Kriterien. Hier werden z.B. die Erfordernisse der wirtschaftlichen Entwicklung, die Fortschritte von Verkehr und Technik und die Anschauungen der beteiligten Bevölkerungskreise berücksichtigt.<sup>666</sup>

Die Lage des störenden Grundstücks ist das entscheidende Merkmal. Anders als die Wesentlichkeit wird die Ortsüblichkeit aus dem Blickwinkel des störenden Grund-

---

<sup>658</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 62.

<sup>659</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 63.

<sup>660</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318; MK/Säcker, § 906 BGB Rn. 69; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 64; Wenzel, NJW 2005, 241, 244.

<sup>661</sup> Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 65.

<sup>662</sup> Z.B. BGHZ 140, 1, 4 ff.; BGHZ 148, 261, 265; Wenzel, NJW 2005, 241, 244.

<sup>663</sup> Flachsbarth, 191 Fn. 967.

<sup>664</sup> Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 65.

<sup>665</sup> BGHZ 161, 323, 336; BGH NJW-RR 2007, 168, 169; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 68.

<sup>666</sup> Wenzel, NJW 2005, 241, 245.

stücks beurteilt.<sup>667</sup> Aus dem Zusammenspiel zwischen Wesentlichkeit und Ortsüblichkeit in § 906 II S. 1 BGB geht hervor, dass auch wesentliche Störungen ortsüblich sein können.

## 1. Vergleichsgebiet

Das Vergleichsgebiet ist grundsätzlich der ganze Gemeindebezirk.<sup>668</sup> In der Regel werden jedoch sogar in Kleinstädten verschiedene Gebiete unterschiedlich genutzt, z.B. als Gewerbefläche, Wohngebiet oder landwirtschaftliche Nutzfläche. Damit ist es häufig nicht sinnvoll, den gesamten Gemeindebezirk als Vergleichsbezirk heranzuziehen. Die Rechtsprechung schränkt den Vergleichsbezirk auf ein engeres Gebiet ein, wenn dieses durch gleichartige Nutzung geprägt ist.<sup>669</sup> Sogar eine einzelne Anlage kann den Charakter eines Gebiets prägen.<sup>670</sup>

Der Vergleichsbezirk kann über Gemeindegrenzen hinausreichen, wenn die Anlage durch mehrere Gemeindebezirke verläuft, wie z. B. eine Schnellstraße,<sup>671</sup> oder wenn die Anlage aufgrund ihrer Größe überörtliche Bedeutung hat, wie z. B. größere Fabrikanlagen oder ein Flughafen.<sup>672</sup>

## 2. Ortsüblichkeit

Entscheidend für die Ortsüblichkeit ist die tatsächliche Nutzung des Vergleichsgebiets. Die Störung ist ortsüblich, wenn im maßgeblichen Vergleichsgebiet eine Mehrheit von Grundstücken häufig mit ähnlich beeinträchtigender Wirkung auf andere Grundstücke wie das störende Grundstück benutzt wird.<sup>673</sup> Maßgeblich ist der konkrete Grad der tatsächlichen Beeinträchtigung durch die Vergleichsgrundstücke. Hier können zum Beispiel die Lage der Grundstücke, der Umfang von Lärmschutzmaßnahmen oder die Zeit der Störungen (Geschäftszeit, abends, am Wochenende) von Bedeutung sein. Ferner müssen die Störungen gleichartig zu den von dem störenden Grundstück ausgehenden Einwirkungen sein (nicht gleichartig sind zum Beispiel Immissionen durch Geruch und durch Lärm)<sup>674</sup> und annähernd die gleiche Stärke

---

<sup>667</sup> Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 119.

<sup>668</sup> BGH NJW 1959, 1632, 1633; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 123.

<sup>669</sup> BGH NJW 1959, 1632, 1633; BGH NJW 1976, 1204, 1205; BGHZ 15, 146, 148 f.; BGHZ 111, 63, 73; BGHZ 120, 239, 260 (Wohngebiet).

<sup>670</sup> BGHZ 15, 146, 149; BGHZ 69, 105, 111 (Flughafen prägt den Gebietscharakter); BGHZ 111, 63, 73 (Volksfestplatz prägt nicht den Gebietscharakter); BGH NJW 1976, 1204, 1205; BGH NJW 1983, 751, 751 (Tennisanlage prägt nicht den Gebietscharakter); Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 124; Wenzel, NJW 2005, 241, 245; kritisch dazu Baumann, JuS 1989, 433, 435; Diederichsen, 56. DJT, L 56; Marburger, 56. DJT, C 112.

<sup>671</sup> BGHZ 54, 384, 389 f.; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 125.

<sup>672</sup> BGHZ 59, 378, 381 (Flughafen); BGHZ 69, 105, 111; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 126.

<sup>673</sup> BGHZ 48, 31, 32 ff.; BGHZ 117, 110, 113 f.; BGH 120, 239, 260; BGH NJW 1983, 751, 751; Flachsbarth, 193; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 124; Schimikowski, Rn. 17; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 127; Wenzel, NJW 2005, 241, 245.

<sup>674</sup> BGHZ 54, 384, 389.

erreichen wie diese.<sup>675</sup> Wenn einzelne Benutzungshandlungen auf dem störenden Grundstück über das Ortsübliche hinausgehen, steht dies der Ortsüblichkeit nicht entgegen, solange in der Gesamtschau die Benutzung ortsüblich bleibt.<sup>676</sup>

Rechtskräftige Bebauungspläne und Baugenehmigungen dienen nur als Anhaltspunkt bei der Bestimmung der Ortsüblichkeit. Auch danach zulässige Nutzungen können ortsunüblich sein. Die zivilrechtliche Duldungspflicht wird damit nicht zwingend durch öffentlich-rechtliche Nutzungsregelungen bestimmt.<sup>677</sup> Dafür spricht, dass der Bebauungsplan und die Baugenehmigung auf Grundlage einer bestimmten Immissionsprognose ergehen. Wenn die tatsächlichen Verhältnisse nicht mit dieser Prognose übereinstimmen, sollten diese öffentlich-rechtlichen Bestimmungen, die dann auf der Basis fehlerhafter Annahmen ergangen sind, nicht für die Bestimmung der Ortsüblichkeit entscheidend sein.<sup>678</sup> Auch § 906 I S. 2 und S. 3 BGB zeigen, dass öffentlich-rechtliche Regelungen nach dem Willen des Gesetzgebers keine zwingende Vorgaben für Duldungspflichten nach § 906 BGB machen sollen.<sup>679</sup> Dennoch spricht die Nutzung eines Grundstücks im Einklang mit einem Bebauungsplan und einer Baugenehmigung, die ihrerseits auf einer zutreffenden Immissionsprognose beruhen, für die Ortsüblichkeit der jeweiligen Nutzung.<sup>680</sup> Die Einhaltung von oder der Verstoß gegen Emissions- und Immissionswerte für das Gebiet haben ebenfalls nur indizielle Bedeutung für die Bestimmung der Ortsüblichkeit.<sup>681</sup> Wenn allerdings keine öffentlich-rechtliche Genehmigung für ein Verhalten besteht, schließt dies die Ortsüblichkeit aus.<sup>682</sup>

Darauf, ob die Benutzung des störenden oder des gestörten Grundstücks älter ist, kommt es grundsätzlich nicht an, sondern auf die tatsächliche jetzige Nutzung des Vergleichsgebiets.<sup>683</sup> Die jeweilige Ortsüblichkeit kann sich mit der Nutzungsänderung des Gebiets, ändern, insbesondere wenn sich aus betriebswirtschaftlichen oder technischen Gründen die Nutzung verändert.<sup>684</sup>

---

<sup>675</sup> OLG Frankfurt/Main NJW 1988, 2618, 2619.

<sup>676</sup> BGHZ 66, 70, 74.

<sup>677</sup> Z.B. BGHZ 140, 1, 9 (Schweinemast); BGH NJW 1959, 1632, 1633; BGH NJW 1976, 1204, 1205; BGH NJW 1983, 751, 752 (Tennisplatz); *Baumann*, JuS 1989, 433, 438; *Baur*, JZ 1974, 657, 660; *Diederichsen*, 56. DJT, L 58 f.; *Gmebling*, 156 ff.; *Lytras*, 311 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 109; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 124; MK/*Säcker*, § 906 BGB Rn. 17; Soergel § 906 BGB Rn. 9; *Veldhuizen*, 192; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 245; a.A. die vorherrschende Meinung im Verwaltungsrecht, z.B. *Quaas*, Festgabe Bundesverwaltungsgericht, 37, 43.

<sup>678</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 58; *Gmebling*, 158 ff.

<sup>679</sup> *Wenzel*, NJW 2005, 241, 245.

<sup>680</sup> BGHZ 140, 1, 9 f.; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 245.

<sup>681</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 109; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 125.

<sup>682</sup> BGHZ 140, 1, 9.

<sup>683</sup> BGHZ 15, 146, 148; BGH NJW 1976, 1204, 1205; *Diederichsen*, 56. DJT, L 56.

<sup>684</sup> MK/*Säcker*, § 906 BGB Rn. 94 m.w.N.

### 3. Konsequenz: Zurückdrängung von Unterlassungsansprüchen

Das Kriterium der Ortsüblichkeit hat in der Vergangenheit oft zu einer Verdrängung von Landwirtschafts- und Wohnnutzung zum Vorteil der Nutzung durch Industrie und Straßen geführt. Industriell genutzte Flächen und ihre Infrastruktur breiteten sich aus, der Verkehr auf öffentlichen Straßen und Flughäfen steigerte sich, woraufhin die Rechtsprechung diese Nutzung als ortsüblich ansah und die Unterlassungsansprüche der Anlieger häufig wegen § 906 II S. 1 BGB ablehnte.<sup>685</sup> Das Merkmal der Ortsüblichkeit wird jeweils in Anlehnung an die bereits bestehende Immissionslage interpretiert. Da Unterlassungsansprüche gegen Beeinträchtigungen, die durch eine ortsübliche Benutzung des jeweiligen Grundstücks hervorgerufen werden, ausgeschlossen sind, wird der jeweils bestehende Zustand verfestigt und ein Ansteigen der Immissionsbelastung begünstigt.<sup>686</sup> Da das Bestehen einer Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB die Rechtswidrigkeit bei § 823 I BGB ausschließt, bestehen bei Ortsüblichkeit in der Regel auch keine deliktischen Ansprüche nach § 823 I BGB.<sup>687</sup>

Dagegen wird vorgeschlagen, den Begriff der Ortsüblichkeit in § 906 II S. 1 BGB als Umweltverträglichkeit zu verstehen und so die oben geschilderte Tendenz zu umgehen.<sup>688</sup> Damit werden allerdings die begrifflichen Grenzen des Wortes Ortsüblichkeit gesprengt.<sup>689</sup> Es wäre allenfalls möglich, den Begriff der Ortsüblichkeit, der wie alle unbestimmten Rechtsbegriffe von sich wandelnden gesellschaftlichen Vorstellungen, z.B. im Bereich des Umweltschutzes, beeinflusst ist,<sup>690</sup> so auszulegen, dass auch ökologische Aspekte bei der Auslegung berücksichtigt werden.

### IV. Verhinderung nicht durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen möglich

Weitere Voraussetzung für die Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB und damit für den Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB ist, dass die Beeinträchtigung nicht durch Maßnahmen verhindert werden kann, die Benutzern dieser Art wirtschaftlich zumutbar sind. Sinn dieser Regelung ist, dass Einwirkungen, die man nach dem Stand der Technik vermeiden kann, möglichst unterlassen werden.<sup>691</sup>

---

<sup>685</sup> BGHZ 49, 148, 151 f.; BGHZ 59, 378, 382 (verstärkter Fluglärm in der Nähe eines Flughafens ortsüblich); BGHZ 69, 105, 110 f. (Ortsüblichkeit von Fluglärm in Flughafennähe), *Medicus*, JZ 1986, 778, 784; Beispiele auch bei Staudinger/*Roth*, § 906 BGB Rn. 226 ff.

<sup>686</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 435; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1963; ähnlich *Schimikowski*, Rn. 18.

<sup>687</sup> Ähnlich *Baumann*, JuS 1989, 433, 435.

<sup>688</sup> *Mittenzwei*, MDR 1977, 99, 104.

<sup>689</sup> *Hager*, NJW 1986, 1961, 1963.

<sup>690</sup> OLG Schleswig NJW-RR 1986, 884, 886; *MK/Säcker*, § 906 BGB Rn. 94.

<sup>691</sup> *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 136.

In Betracht kommen hier technische oder betriebswirtschaftliche bzw. organisatorische Maßnahmen.<sup>692</sup> Deren Zumutbarkeit richtet sich nach einem objektiven Maßstab: Die Maßnahme muss einem durchschnittlichen Benutzer des emittierenden Grundstücks zumutbar sein. Ob sie dem konkreten Benutzer zumutbar ist, spielt keine Rolle.<sup>693</sup> Bei Betrieben ist folglich zu untersuchen, ob ein durchschnittlicher Betrieb auf diesem Grundstück trotz der Durchführung immissionsverhindernder oder –abschwächender Maßnahmen noch einen angemessenen Gewinn erzielen kann.<sup>694</sup> Falls die Störungsbeseitigung besonders teuer ist, ist die Maßnahme möglicherweise nur zumutbar, wenn man dem Emittenten eine Frist zur Umsetzung angemessener Maßnahmen setzt.<sup>695</sup>

Bei der Bestimmung der wirtschaftlichen Zumutbarkeit kann man sich an den öffentlich-rechtlichen Grenzwerten orientieren: Technische Anleitungen, z.B. die Technische Anleitung Luft und die Technische Anleitung Lärm, werden auf Basis des § 48 I S. 1 BImSchG nach einer Güterabwägung in Sachverständigenausschüssen und unter Beteiligung der betroffenen Kreise erlassen und berücksichtigen bereits, welche Emissionen sich nach dem Stand der Technik vermeiden lassen und ob eine solche Emissionsreduzierung wirtschaftlich vertretbare Konsequenzen hat. Eine solche Güterabwägung findet auch bei der Festlegung sonstiger Emissionsgrenzwerte und Verfahren zur Emissionsbeschränkung, wie zum Beispiel beim Erlass von VDI-Richtlinien oder DIN-Normen, statt.<sup>696</sup> Daher ist davon auszugehen, dass die Einhaltung von in diesen Regelwerken festgelegten Standards grundsätzlich allen betroffenen Betrieben in technischer und wirtschaftlicher Hinsicht zumutbar ist.<sup>697</sup> Eine Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB und damit ein Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB bestehen folglich in der Regel nur bei Einhaltung dieser Grenzwerte.

## **V. Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus**

Wenn eine Duldungspflicht nach § 906 II S. 1 BGB besteht, kann der Anspruchsteller einen angemessenen Ausgleich in Geld verlangen, wenn die Einwirkung eine ortsübliche Benutzung des gestörten Grundstücks oder dessen Ertrag über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt (§ 906 II S. 2 BGB).

---

<sup>692</sup> BGHZ 67, 252, 253 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 109 f.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 125; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 137.

<sup>693</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 110; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 125; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 139.

<sup>694</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 110; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 125; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 139.

<sup>695</sup> OLG Schleswig NJW-RR 1996, 399, 400 (Fünfjahresfrist der Bahn für die Umrüstung von offenen auf geschlossene Zugtoilettensysteme); *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 139.

<sup>696</sup> *Marburger*, 56. DJT, C 110.

<sup>697</sup> BGHZ 70, 102, 111; *Marburger*, 56. DJT, C 110 f., *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 127; *Schimikowski*, Rn. 19.

## 1. Ortsübliche Benutzung des Grundstücks

Die ortsübliche Benutzung des gestörten Grundstücks ist nach den gleichen Regeln wie die ortsübliche Benutzung des störenden Grundstücks zu bestimmen (s.o. Teil 2, Kapitel 2, A.III).<sup>698</sup> Eine ortsübliche Benutzung des gestörten Grundstücks kann auch dann vorliegen, wenn seine Nutzung im Vergleich zu anderen, im Vergleichsgebiet ebenfalls üblichen Nutzungsarten besonders empfindlich auf Einwirkungen reagiert. Die Nutzung muss insgesamt ortsüblich sein, darf also nicht zu weit von der sonst üblichen Nutzung abweichen. Ortsüblich ist z.B. auch die Nutzung eines Grundstücks zum biologischen Landbau in einem Gebiet, in dem überwiegend konventionelle Landwirtschaft betrieben wird.<sup>699</sup>

## 2. Beeinträchtigung über das zumutbare Maß hinaus

Die Benutzung oder der Ertrag des gestörten Grundstücks muss über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt sein (§ 906 II S. 2 BGB).

Wie bei der Feststellung, ob eine wesentliche Beeinträchtigung vorliegt (s.o. Teil 2, Kapitel 2, A.II), wird hier ein differenziert-objektiver Maßstab angelegt. Bei der Zumutbarkeit ist folglich das Empfinden eines durchschnittlichen Benutzers des Grundstücks entscheidend, nicht das Empfinden des konkreten Grundstücksbenutzers.<sup>700</sup> Dabei werden aber die örtliche Beschaffenheit, Ausgestaltung und Zweckbestimmung des betroffenen Grundstücks einbezogen.<sup>701</sup>

Gleichzeitig sind die Umstände des Einzelfalls, insbesondere Dauer, Art, Intensität und Auswirkung der Beeinträchtigung, zu berücksichtigen.<sup>702</sup> In der Regel sind wesentliche Beeinträchtigungen nach § 906 II S. 1 BGB auch unzumutbar gemäß § 906 II S. 2 BGB.<sup>703</sup>

Bei Bestimmung der Unzumutbarkeitsschwelle ist bei Störungen durch Lärm die Wertentscheidung des BImSchG zu beachten. Dieses Gesetz soll besonders Wohngebiete vor schädlichen Umwelteinwirkungen in der Form von Dauerlärm wie Straßenlärm (nicht vor kurzzeitigem Lärm), schützen. Daher ist bei Dauerlärm in Wohngebieten besonders leicht eine Beeinträchtigung über das zumutbare Maß hinaus anzunehmen. Im Außenbereich werden in der Regel höhere Anforderungen an das Vorliegen der Unzumutbarkeit gestellt.<sup>704</sup> Allgemein gilt für die Annahme der Unzumutbarkeit und der Wesentlichkeit bei Geräuschimmissionen die fachplanerische Zumutbarkeitsschwelle des öffentlichen Rechts.<sup>705</sup> Wenn nach §§ 3 I, 22 I BImSchG

---

<sup>698</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 127.

<sup>699</sup> *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 251 f.

<sup>700</sup> BGHZ 49, 148 ff.; *Palandt/Bassenge*, § 906 BGB Rn. 26.

<sup>701</sup> BGHZ 49, 148, 153; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 254.

<sup>702</sup> BGHZ 49, 148, 153; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 254.

<sup>703</sup> BGH NJW-RR 2007, 168, 169; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 254.

<sup>704</sup> BGH NJW 1977, 894, 895; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 256 ff.

<sup>705</sup> BGHZ 111, 63, 65 f. (für die Wesentlichkeit); BGHZ 122, 76, 78; BGH NJW-RR 2007, 168, 170.

eine erhebliche Geräuschbelästigung und damit eine schädliche Umwelteinwirkung vorliegt, sind gleichzeitig die Unzumutbarkeit und die Wesentlichkeit gegeben.<sup>706</sup>

Die Unzumutbarkeitsschwelle ist erhöht, wenn die Störung zum Teil der Sphäre des von der Störung Betroffenen selbst zuzurechnen ist. Dies ist z.B. der Fall, wenn dieser sich durch eigenes Handeln, z.B. durch den Erwerb eines Grundstücks und den Bau eines Hauses, in eine Zone begibt, in der Störungen der Benutzung seines Grundstücks, z.B. nach dem Stand der öffentlich-rechtlichen Planung, vorhersehbar sind.<sup>707</sup> Der Eigentümer des gestörten Grundstücks kann auch je nach Ortsüblichkeit in dem betroffenen Gebiet zu Vornahme von Schutzmaßnahmen verpflichtet sein. Wenn z.B. gewisse Erschütterungen als ortsüblich angesehen werden, ist der Nachbar des störenden Grundstücks verpflichtet, gegen diese Erschütterungen Vorkehrungen in Form von baulichen Maßnahmen zur Verstärkung der Standsicherheit zu treffen.<sup>708</sup>

Folglich führt das Erfordnis der Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus dazu, dass in Gebieten, in denen störende Grundstücksnutzungen bereits vorherrschend oder vorhersehbar sind, weniger häufig eine Beeinträchtigung der ortsüblichen Grundstücksnutzung über das zumutbare Maß hinaus angenommen werden kann als in Gebieten mit weniger störenden Grundstücksnutzungen. Wer bereits von vielen störenden Einwirkungen betroffen ist, hat damit in selteneren Fällen einen Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB als derjenige, der bisher in einem weitgehend störungsfreien Gebiet lebt. Auch hier führt dies dazu, dass störende Nutzungen begünstigt werden, so dass die störenden Einwirkungen in der Umgebung bestehen bleiben oder sich sogar intensivieren.

## **VI. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner**

### **1. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber ist nach dem Wortlaut des § 906 II S. 2 BGB der Eigentümer. Gemäß § 11 I S. 1 Erbbaurechtsgesetz ist die Vorschrift entsprechend auf den Inhaber eines Erbbaurechts, gemäß § 34 II WEG auf den Inhaber eines Dauerwohnrechts anwendbar. Darüber hinaus kann auch der aufgrund eines dinglichen oder schuldvertraglichen Nutzungsrechts berechtigte Besitzer des beeinträchtigten Grund-

---

<sup>706</sup> BGHZ 111, 63, 65; BGHZ 122, 76, 78 f.

<sup>707</sup> BGHZ 49, 148, 151 (bei Ansiedlung in Ortsmitte Unzumutbarkeit des Straßenlärms häufig eher nicht anzunehmen, da Anwohner bei Ansiedlung damit rechnen mussten); BGHZ 79, 45, 53 (verstärkte Benutzung des Flughafens nicht vorhersehbar); BGH NJW 1977, 894, 895 (stärkere Wohnnutzung geplant erst nach der Durchführung eines Planfeststellungsverfahrens für eine Autobahn); BGH NJW 1995, 1823, 1825 (bewusste Ansiedlung in Flughafennähe); OLG Koblenz 26. Oktober 2005, 1 U 98/01, BeckRS 2005 14111 (Errichtung eines Wohnhauses in Flughafennähe); Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 260.

<sup>708</sup> BGHZ 66, 70, 78.

stücks Ausgleich verlangen.<sup>709</sup> Da nur Schäden ersetzt werden, die sich aus der Beeinträchtigung der Nutzung oder der Substanz des Grundstücks entwickeln, sind sonstige Benutzer nach verbreiteter Auffassung nicht ausgleichsberechtigt.<sup>710</sup> Eigentümer und berechtigte Besitzer kommen zwangsweise mit der Beeinträchtigung in Berührung und können sich dieser kaum entziehen. Zufällige Benutzer eines Grundstücks können dagegen das Grundstück in Zukunft meiden und so Schäden verhindern.<sup>711</sup> Insbesondere hat der BGH die Ausdehnung des Kreises der Anspruchsberechtigten auf Arbeitnehmer, deren parkende Autos auf dem Betriebsparkplatz durch vom Nachbargrundstück ausgehende Staubemissionen an der Lackierung beschädigt worden waren, mit dem Argument abgelehnt, dass diese Schäden nicht aus der Substanz oder der Nutzung des betroffenen Grundstücks entstanden und damit von § 906 II S. 2 BGB nicht erfasst seien.<sup>712</sup> Ob grundsätzlich eine Ausdehnung des Anspruchs auf Arbeitnehmer, die auf dem betroffenen Grundstück arbeiten und ihre Fahrzeuge dort abstellen, in Betracht kommt, hat der BGH jedoch offengelassen.<sup>713</sup>

Auch solche Personen, die sich auf dem Grundstück regelmäßig und für längere Dauer aufhalten müssen, wie z.B. Arbeitnehmer oder Besucher einer Ausbildungsstätte, sollten das Recht haben, Schäden an ihrer Gesundheit und ihrem Eigentum, die sie auf dem Grundstück durch Einwirkungen im Sinne des § 906 I S. 1 BGB erleiden, geltend zu machen.<sup>714</sup> Dazu kann der Nachbarbegriff des öffentlichen Immissionsschutzrechts herangezogen werden. Danach sind Nachbarn Personen, die im Vergleich zur Allgemeinheit qualifiziert betroffen sind, d.h. deren Betroffensein sich deutlich von den Auswirkungen abhebt, die den Einzelnen als Teil der Allgemeinheit treffen können.<sup>715</sup> Die Arbeitnehmer und Auszubildenden sind den Einwirkungen auf das Grundstück ausgesetzt und haben kaum die Möglichkeit, sich zu entziehen. Eine Versetzung an einen anderen Arbeitsplatz oder eine andere Ausbildungsstätte wird nicht für alle Betroffenen in Frage kommen, und eine Kündigung oder ein Wechsel der Ausbildungsstätte, um Immissionen zu entgehen, berührt die materielle Existenzgrundlage und die Grundlagen der Lebensführung und ist damit nicht zumutbar. Daher geht die Verbundenheit der Arbeitnehmer mit dem Grundstück, auf dem sich ihr Arbeitsplatz befindet, über eine bloß zufällige Benutzung des Grundstücks hinaus. Ihre Situation ist eher mit der Situation eines berechtigten Besitzers

---

<sup>709</sup> BGHZ 70, 212, 220; BGHZ 157, 188, 190; *Marburger*, 56. DJT, C 115; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 114; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 268.

<sup>710</sup> BGHZ 92, 143, 145; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 108, Rn. 268.

<sup>711</sup> *Larenz/Canaris*, § 85 II 6. a) S. 663.

<sup>712</sup> BGHZ 92, 143, 145; zustimmend *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 354 f.

<sup>713</sup> BGHZ 92, 143, 145.

<sup>714</sup> Z.B. *Balensiefen*, 169 f. (nur für bewegliche Sachen); *Diederichsen*, 56. DJT, L 54; *Flachsbarth*, 200; *Gerlach*, 236 ff. (bei tatsächlicher Dauerbeziehung zum betroffenen Grundstück); *Gmehling*, 195; *Larenz/Canaris*, § 85 II 6. b) S. 664; *Lytras*, 165 ff., 174 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 119; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 114; a.A. z.B. BGHZ 92, 143, 145; *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 354 f.; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 108; ausführlich zu den Vorschlägen *Engelhardt*, 57 ff.

<sup>715</sup> *Reiter*, 55.

oder des Eigentümers des Grundstücks vergleichbar.<sup>716</sup> Zudem ist der Schaden in dem vom BGH entschiedenen Fall (s.o.) durchaus aus der Nutzung des betroffenen Grundstücks, nämlich aus der Nutzung als Parkplatz, entstanden. Der notwendige Grundstücksbezug bleibt erhalten, auch wenn Personen, die sich auf dem Grundstück regelmäßig und für längere Zeit aufhalten, den Anspruch geltend machen, so dass nicht die Gefahr einer im geltenden Recht systemwidrigen Popularklage besteht.<sup>717</sup>

Auch Eigentümer beschädigter beweglicher Sachen auf dem Grundstück kann die Duldungspflicht gemäß § 906 II S. 1 BGB treffen, so dass Ansprüche aus Deliktsrecht für diese nicht in Frage kommen (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.V). Es wäre folgerichtig, wenigstens diesen Betroffenen im Rahmen des § 906 II S. 2 BGB einen Ausgleich zu gewähren.<sup>718</sup>

## 2. Anspruchsgegner

Anspruchsgegner ist der Benutzer des emittierenden Grundstücks. Das ist derjenige, der eigenverantwortlich die Nutzung des Grundstücks bestimmt und damit auch für eventuelle Beeinträchtigungen Dritter eintreten muss (Zustandsstörer).<sup>719</sup> Der Benutzer ist nicht notwendig identisch mit dem Eigentümer des Grundstücks,<sup>720</sup> demjenigen, der durch seine Handlung die Störung verursacht (Handlungsstörer)<sup>721</sup> oder dem Begünstigten der emittierenden Handlung.<sup>722</sup> Folglich ist bei Störungen durch Bauarbeiten auf einem Grundstück der Anspruch gegen den Bauherrn, aber nicht gegen den Bauunternehmer oder den Architekten, der die Bauleitung innehat, gerichtet.<sup>723</sup>

§ 906 II S. 2 BGB ist im Verhältnis zwischen Mietern auf einem Grundstück weder direkt noch analog anwendbar. Die direkte Anwendung scheidet aus, da § 906 II S. 2 BGB eine Einwirkung von einem auf ein anderes Grundstück voraussetzt. Eine analoge Anwendung des § 906 II S. 2 BGB in diesem Fall ist mangels Gesetzeslücke nicht möglich. Zwischen den Mietern eines Grundstücks besteht kein nachbarschaftliches Gemeinschaftsverhältnis, das nach § 906 II S. 2 BGB geregelt werden müsste.<sup>724</sup> Im Verhältnis zwischen Wohnungseigentümern auf einem Grund-

---

<sup>716</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 54; *Larenz/Canaris*, § 85 II 6. b) S. 664; *Lytras*, 178 ff.; *Marburger*, 56. DJT, C 119 (zu Abwehransprüchen aus §§ 1004, 906 BGB); *Reiter*, 56.

<sup>717</sup> *Larenz/Canaris*, § 85 II 6. a) S. 664; *Marburger*, 56. DJT, C 119.

<sup>718</sup> *Gerlach*, 232 f.

<sup>719</sup> Z.B. BGHZ 157, 188, 190; *MK/Säcker*, § 906 BGB Rn. 137; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 269.

<sup>720</sup> *MK/Säcker*, § 906 BGB Rn. 137.

<sup>721</sup> *MK/Säcker*, § 906 BGB Rn. 137.

<sup>722</sup> *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 269.

<sup>723</sup> BGHZ 72, 289, 297 (Anspruch gegen Eigentümerin, nicht gegen Bauunternehmer); BGHZ 85, 375 ff. (Architekt); BGH NJW 1966, 42, 42 (kein Anspruch gegen den Bauunternehmer); *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 269.

<sup>724</sup> BGHZ 157, 188, 190 ff.; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244; a.A. *MK/Säcker*, § 906 BGB Rn. 137 Fn. 309.

stück ist § 906 II S. 2 BGB dagegen analog anwendbar, weil zwischen ihnen ein ähnliches gesetzliches Schuldverhältnis besteht wie zwischen Grundstückseigentümern, in dem wie zwischen Grundstückseigentümern das Gebot gegenseitiger Rücksichtnahme gilt (vgl. §§ 14 Nr. 1, 15 III WEG).<sup>725</sup>

## VII. Inhalt des Anspruchs

Nach § 906 II S. 2 BGB wird für den Schaden, der an dem von der Immission betroffenen Grundstück entsteht, ein Ausgleich in Geld gewährt.

### 1. Ersatzfähiger Schaden

Der Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB richtet sich auf einen angemessenen Ausgleich in Geld für die Einwirkung. Davon sind jedenfalls Schäden erfasst, die aus der Beeinträchtigung von Substanz oder Nutzung des Grundstücks selbst entstehen, und entsprechende Folgeschäden.<sup>726</sup> Folgeschäden an beweglichen Sachen und Tieren und Gesundheitsschäden können nach § 906 II S. 2 BGB allenfalls mittelbar ausgeglichen werden, wenn sich in ihnen die Beeinträchtigung von Substanz oder Nutzung des betroffenen Grundstücks ausdrückt.<sup>727</sup>

### 2. Entschädigung oder Schadensersatz

Der Anspruchsinhaber kann vom Benutzer des emittierenden Grundstücks einen angemessenen Ausgleich in Geld verlangen (§ 906 II S. 2 BGB).

Nach ständiger Rechtsprechung bedeutet dies die Zahlung eines billigen Ausgleichs, der nicht nach §§ 249 ff. BGB, sondern in Anlehnung an die Grundsätze der öffentlich-rechtlichen Enteignungsentschädigung berechnet wird.<sup>728</sup> Der Anspruchsinhaber bekommt einen Ausgleich für den unzumutbaren Teil der Beeinträchtigung.<sup>729</sup> Für die Berechnung gilt ein differenziert-objektiver Maßstab: Ausgeglichen wird die Vermögenseinbuße, die ein durchschnittlicher Benutzer des geschädigten Grundstücks durch den unzumutbaren Teil der Immissionen typischerweise erleiden würde.<sup>730</sup> Der Anspruch ist folglich nicht streng auf den Ersatz aller gegenwärtigen und zukünftigen Vermögenseinbußen gerichtet.<sup>731</sup>

---

<sup>725</sup> *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244.

<sup>726</sup> Z.B. Ertragsausfall wegen Mietminderung, LG Hamburg NJW-RR 1999, 378, 378.

<sup>727</sup> BGHZ 92, 143, 145; *von Bar*, KF 1987, 4, 10; *Enders*, 248 f. (kritisch); *Larenz/Canaris*, § 85 II 5. a), b) S. 662 f.; *Lummert/Thiem*, 147; *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 354 f.; *Palandt/Bassenge*, § 906 BGB Rn. 27; *Reiter*, 53; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 86; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 109, Rn. 110.

<sup>728</sup> BGHZ 49, 148, 155; BGHZ 62, 361, 371; BGHZ 85, 375, 386; BGHZ 90, 255, 263; BGH NJW-RR 1988, 1291, 1292; zustimmend z.B. *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. b) S. 657; *Petersen*, 51 ff.; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 262 f.

<sup>729</sup> St. Rspr., z.B. BGHZ 62, 361, 372; BGH NJW-RR 1988, 1291, 1292; LG Hamburg NJW-RR 1999, 378, 378; offengelassen von LG Münster NJW-RR 1986, 947, 953.

<sup>730</sup> *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 264.

<sup>731</sup> BGHZ 62, 361, 370.

Ein ersatzfähiger Schaden kann zum Beispiel in dem Unterschied zwischen dem Verkehrswert des Grundstücks bei einer gerade noch zumutbaren Beeinträchtigung und dem Verkehrswert bei der tatsächlich erfolgten Beeinträchtigung liegen.<sup>732</sup> Bei gewerblicher Nutzung des Grundstücks wird auch der über der Zumutbarkeitschwelle liegende Ertragsverlust ersetzt.<sup>733</sup>

Die Berechnung des Ausgleichs nach Enteignungsgesichtspunkten schließt nicht aus, dass dem Geschädigten in manchen Fällen ein voller Schadensausgleich zugesprochen wird, nämlich dann, wenn dem Geschädigten eine Beeinträchtigung seines Grundstücks überhaupt nicht zuzumuten ist.<sup>734</sup>

Eine analoge Anwendung des § 254 BGB erfolgt nicht. Die nach § 254 BGB zu beachtenden Aspekte werden bereits im Rahmen der Feststellung der Beeinträchtigung über das zumutbare Maß hinaus nach § 906 II S. 2 BGB geprüft.<sup>735</sup>

Die Berechnung nach Enteignungsgrundsätzen wird damit begründet, dass dem § 906 BGB der Gedanke des Interessenausgleichs zugrunde liegt. Der Interessenwiderstreit im nachbarrechtlichen Gemeinschaftsverhältnis soll nach Billigkeit Gesichtspunkten gelöst werden, um die sachgerechte Berücksichtigung aller Umstände des Einzelfalls zu ermöglichen. Der flexible Maßstab der Enteignungsentschädigung sei dafür besser geeignet als die Totalreparation nach §§ 249 ff. BGB.<sup>736</sup> Mit dem Anspruch aus § 14 S. 2 BImSchG, der auf Schadensersatz nach §§ 249 ff. BGB gerichtet ist, sei der Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB gerade nicht zu vergleichen: § 906 II S. 2 BGB regelt die Behandlung von Einwirkungen, die nach der Rechtsordnung hinzunehmen sind, während § 14 S. 2 BImSchG sich gerade mit nicht hinzunehmenden Einwirkungen beschäftigt.<sup>737</sup>

Eine Berechnung des angemessenen Ausgleichs nach §§ 249 ff. BGB wird häufig vorgeschlagen.<sup>738</sup> Sie wäre sinnvoll, um eine Harmonisierung dieses Anspruchs mit den anderen privatrechtlichen Aufopferungsansprüchen des deutschen Rechts, z.B. mit § 14 S. 2 BImSchG, ggf. i.V.m. § 11 LuftVG oder § 7 VI AtomG, zu bewirken. Auch diese Ansprüche bieten Ersatz für Einwirkungen auf ein Grundstück, für die eine Duldungspflicht besteht. Sie sind auf Schadensersatz nach §§ 249 ff. BGB gerichtet.<sup>739</sup> In allen diesen Fällen liegt die Duldungspflicht im privaten Interesse des

---

<sup>732</sup> BGHZ 122, 76, 79 (offengelassen); Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 264.

<sup>733</sup> BGHZ 62, 361, 371; BGH NJW-RR 1988, 1291, 1292; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 264.

<sup>734</sup> BGHZ 28, 225, 232; BGHZ 58, 149, 160; BGHZ 62, 361, 372; BGH NJW 1990, 3195, 3197.

<sup>735</sup> BGHZ 49, 148, 155; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 264.

<sup>736</sup> Hagen, FS Lange, 483, 502 f.; Schlechtriem, FS Gernhuber, 407, 420.

<sup>737</sup> Hagen, FS Lange, 483, 503.

<sup>738</sup> Z.B. Balensiefen, 171 f.; Enders, 248; Gerlach, 243; Jauernig/Jauernig, § 906 BGB Rn. 8; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 114; MK/Säcker, § 906 BGB Rn. 138; Palandt/Bassenge, § 906 BGB Rn. 27; Schimikowski, Rn. 33.

<sup>739</sup> Enders, 248; Jauernig, JZ 1986, 605, 612; MK/Säcker, § 906 BGB Rn. 138.

Störers. Anders als bei der öffentlich-rechtlichen Enteignungsentschädigung gehen bei § 906 II S. 2 BGB keine Gemeinwohlinteressen in die Abwägung ein.<sup>740</sup>

## VIII. Anspruchsausschluss nach Planfeststellungsverfahren

Der Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB ist nach Auffassung der Rechtsprechung ausgeschlossen, wenn vor Beginn der Immissionen die Durchführung eines spezifischen Verfahrens zur Vermeidung von Eigentumsbeeinträchtigungen im nachbarlichen Bereich vorgesehen ist, in dem die Rechte der Nachbarn berücksichtigt werden können. Der Betroffene muss dann die im Rahmen dieses Verfahrens gegebenen Rechtsschutzmöglichkeiten in Anspruch nehmen. Der Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB tritt hinter diesen Rechtsschutzmöglichkeiten zurück.<sup>741</sup> Ein Beispiel für ein solches Verfahren ist das Planfeststellungsverfahren. In dessen Rahmen kann die Behörde dem Träger des Vorhabens Vorkehrungen oder die Errichtung und Unterhaltung von Anlagen auferlegen, die zum Wohl der Allgemeinheit oder zur Vermeidung nachteiliger Wirkungen auf Rechte anderer erforderlich sind (§ 74 II S. 2 VwVfG). Wenn dies untunlich oder mit dem Vorhaben unvereinbar ist, hat der Betroffene gemäß § 74 II S. 3 VwVfG einen Anspruch gegen den Träger des Vorhabens auf eine angemessene Entschädigung in Geld. Ein Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB kommt daneben nur in Frage, wenn im Planfeststellungsverfahren im konkreten Fall die Rechte des Nachbarn aufgrund besonderer Umstände nicht ausreichend berücksichtigt werden konnten.<sup>742</sup> Diese Erwägungen gelten auch im Fall eines fiktiven Planfeststellungsverfahrens, z.B. nach § 71 I, II S. 1 LuftVG, da in diesem Fall die oben genannten Vorkehrungen und Auflagen gemäß § 75 II S. 2, S. 3 VwVfG analog nachträglich eingefordert werden können. Ein Entschädigungsanspruch bei Untunlichkeit oder Unvereinbarkeit der Maßnahmen mit dem Vorhaben ergibt sich dann aus § 75 II S. 4 VwVfG analog.<sup>743</sup> Eine Übertragung dieser Rechtsprechung auch auf andere Aufopferungsansprüche wie § 14 S. 2 BImSchG, gegebenenfalls i.V.m. § 11 LuftVG, erscheint möglich.<sup>744</sup>

## IX. Beweislast

### 1. Anspruchsteller

Der Anspruchsteller muss das Vorliegen der Einwirkung, sein Eigentum an dem Grundstück, die Tatsache, dass die ortsübliche Benutzung des Grundstücks oder sein Ertrag über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt wurden und die Kausalität zwischen Einwirkung und Beeinträchtigung darlegen und beweisen.<sup>745</sup>

---

<sup>740</sup> Jauernig, JZ 1986, 605, 611; Jauernig/Jauernig, § 906 BGB Rn. 8; Schimikowski, Rn. 33.

<sup>741</sup> BGHZ 161, 323, 330; ähnlich zum Anspruch aus enteignendem Eingriff OLG Stuttgart NJW-RR 2001, 1313, 1315; zustimmend z.B. Hofmann/Grabherr, § 11 LuftVG Rn. 44.

<sup>742</sup> BGHZ 161, 323, 330 f.

<sup>743</sup> BGHZ 161, 323, 331 f.

<sup>744</sup> Hofmann/Grabherr, § 11 LuftVG Rn. 46.

<sup>745</sup> BGHZ 117, 110, 113 (Ortsübliche Benutzung des gestörten Grundstücks); Flachsbarth, 197; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 127 (Ortsüblichkeit der Benutzung des eigenen Grundstücks, Vorschlag für

## 2. Anspruchsgegner

Die Wesentlichkeit der Beeinträchtigung, die Ortsüblichkeit der Benutzung des anderen Grundstücks und die Unverhinderbarkeit durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen sind Anspruchsvoraussetzungen des § 906 II S. 2 BGB. Diese Aspekte sind jedoch für den Beeinträchtigten sehr schwer nachzuweisen. Daher trägt der Anspruchsgegner die Darlegungs- und Beweislast für die Unwesentlichkeit der Beeinträchtigung, die Ortsüblichkeit der eigenen Grundstücksnutzung und die Unverhinderbarkeit der Beeinträchtigung durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen.<sup>746</sup> Er muss auch die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Grenz- und Richtwerte beweisen (§ 906 I S. 2, S. 3 BGB), die eine Indizwirkung zugunsten der Unwesentlichkeit der Beeinträchtigung begründet. Diese Indizwirkung kann der Anspruchsteller ausschließen, indem er Tatsachen darlegt und beweist, die wissenschaftlich begründete Zweifel an der Richtigkeit der Grenzwerte annehmen lassen oder den fundierten Verdacht einer erheblichen Beeinträchtigung ergeben. Dann muss der Anspruchsgegner die Unwesentlichkeit wieder voll beweisen.<sup>747</sup>

## X. Besonderheiten bei der Haftung für den Eintrag gentechnisch veränderter Organismen

In Deutschland wird seit dem Jahr 2006 gentechnisch veränderter Mais, sogenannter Bt-Mais, der das Bt-Toxin produziert und damit immun gegen den Schädling Maiszünsler ist, in größerem Umfang angebaut. Die Anbaufläche im Jahr 2006 betrug 950 Hektar, im Jahr 2007 war sie bereits 2650 Hektar groß.<sup>748</sup>

Wenn in Zukunft vermehrt gentechnisch veränderte Pflanzen gesät werden, könnte es zu Koexistenzproblemen mit konventioneller und ökologisch ausgerichteter Landwirtschaft kommen.<sup>749</sup>

In Umsetzung der Richtlinie 2001/18/EG (Freisetzungsrichtlinie) wurde das GenTG 2004 geändert.<sup>750</sup> Die Sicherung der Koexistenz zwischen konventioneller, ökologischer und mit gentechnisch veränderten Organismen arbeitender Landwirtschaft nimmt seitdem einen wichtigen Platz ein.

---

eine Beweislastumkehr bei der Überschreitung von Immissionswerten); *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 355; *Petersen*, 63; RGRK/*Augustin*, § 906 BGB Rn. 89; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 168; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 271.

<sup>746</sup> BGHZ 92, 143, 147 ff.; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 950; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 123 (Unwesentlichkeit); *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 125 (Ortsüblichkeit der eigenen Grundstücksnutzung); *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 355; *Petersen*, 63; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 168; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 271.

<sup>747</sup> BGH NJW 2004, 1317, 1318 f.; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244.

<sup>748</sup> Vgl. *TransGen*, [http://www.transgen.de/anbau/eu\\_international/643.doku.html](http://www.transgen.de/anbau/eu_international/643.doku.html), 2. Dezember 2007.

<sup>749</sup> *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 321.

<sup>750</sup> Bundestagsbeschluss vom 18. Juni 2004, Inkrafttreten am 4. Februar 2005 (BGBl. 2005 I S. 186).

Ein Zweck des GenTG ist nach § 1 Nr. 2 GenTG die Gewährleistung der Möglichkeit, dass Produkte, insbesondere Lebens- und Futtermittel, konventionell, ökologisch oder unter Einsatz gentechnisch veränderter Organismen erzeugt und in den Verkehr gebracht werden können. Es soll also sowohl den Produzenten als auch den Abnehmern landwirtschaftlich erzeugter Produkte (z.B. den Verbrauchern) die Möglichkeit erhalten bleiben, zu wählen, ob sie konventionell oder ökologisch hergestellte Produkte oder solche, die unter Einsatz gentechnisch veränderter Organismen erzeugt werden, produzieren oder abnehmen möchten. Die Koexistenz dieser verschiedenen Anbauweisen soll gesichert werden.<sup>751</sup>

Dies kann nur erreicht werden, indem man die natürliche Verbreitung gentechnisch veränderter Organismen durch Pollenflug oder Bienenbestäubung so eindämmt, dass nicht irgendwann der Großteil der landwirtschaftlich erzeugten Produkte diese Veränderungen aufweist.<sup>752</sup>

Diesem Zweck dient auch der neu eingeführte § 36a GenTG.<sup>753</sup> § 36a I GenTG stellt die Bedingungen auf, unter denen die Übertragung von Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, oder sonstige Einträge gentechnisch veränderter Organismen eine wesentliche Beeinträchtigung gemäß § 906 I, II S. 1 BGB sind. In § 36a II GenTG wird der Begriff der wirtschaftlichen Zumutbarkeit aus § 906 II S. 1 BGB für diesen Bereich näher definiert, § 36a III GenTG trifft nähere Bestimmungen für die Ortsüblichkeit nach § 906 II BGB. Die unklare Auslegung dieser unbestimmten Rechtsbegriffe für den Fall der Auskreuzung gentechnisch veränderter Organismen<sup>754</sup> soll so im Sinne der Sicherung der Koexistenz näher bestimmt werden.

Den Beweisproblemen von Geschädigten, in deren Umgebung mehrere Nachbarn die gleiche Art gentechnisch veränderter Organismen anbauen,<sup>755</sup> soll § 36a IV GenTG abhelfen. Er enthält eine dem § 830 I S. 2 BGB fast gleichlautende Bestimmung.<sup>756</sup> Auch das nach § 16a GenTG geführte Standortregister mit bestimmten Angaben über die Freisetzung und den Anbau gentechnisch veränderter Organismen dient der Beweiserleichterung. Ort und Eigenschaften des gentechnisch veränderten Organismus sind allgemein zugänglich (§ 16a IV GenTG). Geschädigte, die z.B. von einer Auskreuzung betroffen sind, können bei Beweisproblemen nach § 16a V GenTG Auskunft auch über die personenbezogenen Daten aus dem Standortregister verlangen.<sup>757</sup>

---

<sup>751</sup> *Palme*, NVwZ 2005, 253, 254.

<sup>752</sup> *Palme*, NVwZ 2005, 253, 254.

<sup>753</sup> *Palme*, NVwZ 2005, 253, 254.

<sup>754</sup> *Stöckl*, ZUR 2003, 274, 277.

<sup>755</sup> *Stöckl*, ZUR 2003, 274, 277.

<sup>756</sup> *Dolde*, ZRP 2005, 25, 27; *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 326.

<sup>757</sup> Näher dazu *Schmieder*, UPR 2005, 49, 52.

Der neu eingeführte § 36a GenTG wird häufig aufgrund der Haftungsverschärfung für denjenigen, der mit gentechnisch veränderten Organismen umgeht, kritisiert. Seine Vereinbarkeit mit Europarecht und Verfassungsrecht wird bezweifelt.<sup>758</sup>

## 1. Wesentlichkeit

### a) Ohne Berücksichtigung des § 36a GenTG

Ohne die Regelung des § 36a GenTG wäre unklar, ob die Verbreitung von gentechnisch veränderter DNA auf natürlichem Weg, also z.B. durch Pollenflug oder Bienenbestäubung, eine wesentliche Beeinträchtigung nach § 906 I, II S. 1 BGB darstellt, für die u.U. nach § 906 II S. 2 BGB Ausgleich zu gewähren ist. Dies wurde besonders in Hinblick auf den Fall diskutiert, dass eine Genehmigung nach § 16 II GenTG für das Inverkehrbringen der gentechnisch veränderten Organismen besteht.

Zum Teil wurde die Wesentlichkeit mit Hinweis darauf abgelehnt, dass der Anbau von gentechnisch veränderten Organismen nach § 1 Nr. 2 GenTG gefördert werden soll. Zudem könne aus der Einbeziehung öffentlich-rechtlicher Wertungen in die Bestimmung der Wesentlichkeit (§ 906 I S. 2, S. 3 BGB) gefolgert werden, dass Einwirkungen solcher Organismen, für die eine Inverkehrbringungsgenehmigung besteht, jedenfalls nicht wesentlich nach § 906 I, II S. 1 BGB sein können. Bei einer Inverkehrbringungsgenehmigung werden die genehmigten gentechnisch veränderten Organismen nach einer umfassenden Risikoabschätzung, bei der auch die Auswirkungen auf das Sacheigentum bedacht werden, natürlich vorkommenden Organismen gleichgestellt (§ 16 II GenTG). So werde ein Vertrauenstatbestand zugunsten des Inhabers der Genehmigung geschaffen, der sich darauf verlassen können soll, dass in den von den gentechnisch veränderten Pflanzen ausgehenden Einwirkungen keine wesentliche Beeinträchtigung liege.<sup>759</sup>

Gegen diese Argumentation ist einzuwenden, dass die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Grenzwerte auch nach § 906 I S. 2, S. 3 BGB nur im Regelfall, aber nicht immer die Unwesentlichkeit der Beeinträchtigung nach sich zieht. Es handelt sich um eine Regel der Beweiswürdigung, die keine privatrechtsgestaltende Wirkung hat.<sup>760</sup> Damit kann auch die Inverkehrbringensgenehmigung nicht automatisch die Wesentlichkeit der Einwirkung ausschließen.

Das OLG Stuttgart hat entschieden, dass keine wesentliche Beeinträchtigung vorliegt, wenn die gentechnisch veränderte DNA verrottender Feldfrüchte aus einem

---

<sup>758</sup> So z.B. *Dolde*, ZRP 2005, 25, 29; *Schmieder*, UPR 2005, 49, 53 f.; *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 326 ff.; a.A. *Palme*, NVwZ 2005, 253, 256 f.; grundsätzlich auch *Löbbecke*, 65; zu den europa- und verfassungsrechtlichen Anforderungen an eine Haftung für Auskreuzungen gentechnisch veränderter Organismen auch *Stöckl*, ZUR 2003, 274, 277 ff.

<sup>759</sup> *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 322 f.

<sup>760</sup> *Wenzel*, NJW 2005, 241, 244.

genehmigten Freilandversuch über Witterungseinflüsse (insbesondere Regen) und die Aktivität von Kleintieren einem anderen Grundstück zugeführt wird. Es sei keine negative Auswirkung auf die Fruchtbarkeit des Bodens zu erwarten. Eine stabile Integration der veränderten DNA in Bodenbakterien werde nur in äußerst seltenen Fällen erfolgen. Negative Auswirkungen auf die Bodenbeschaffenheit, insbesondere auf die Bodenfruchtbarkeit, werden nicht eintreten.<sup>761</sup> Die Wesentlichkeit dieser im Übrigen unwesentlichen Beeinträchtigung könne sich auch nicht aus der Untersagung des Verkaufs von Feldfrüchten als Biolandprodukt durch den Bioland-Verband ergeben.<sup>762</sup>

Im Anschluss daran wurde vertreten, dass die bloße Anwesenheit fremder, gentechnisch veränderter DNA durch unbeabsichtigte Auskreuzungen bei Vorliegen einer Inverkehrbringensgenehmigung keine wesentliche Beeinträchtigung sei, solange sie nur in geringem Maße vorkomme, nicht von gewisser Intensität und Dauer sei und nicht die Sachsubstanz von Boden oder Feldprodukten beschädigt oder zerstört werde.<sup>763</sup>

Die Einschränkung der Verkäuflichkeit nach der Kontaminierung durch gentechnisch veränderte Pollen, für die eine Inverkehrbringensgenehmigung besteht, sei ebenfalls keine wesentliche Beeinträchtigung. Ab 0,9 % zufälliger oder technisch unvermeidbarer Beimischungen von gentechnisch veränderten Organismen besteht eine Kennzeichnungspflicht (§ 17b I S. 1, III S. 1 GenTG). Solche Produkte sind auf dem Markt, insbesondere dem Markt für ökologisch angebaute Produkte, schwer oder gar nicht verkäuflich. Die Wesentlichkeit kann sich prinzipiell auch daraus ergeben, dass die Nutzung des betroffenen Grundstücks besonders empfindlich ist. Hier sind aber nicht die angebauten Feldfrüchte empfindlicher gegenüber Einkreuzungen als sonstige Pflanzen, sondern die besondere Empfindlichkeit ergibt sich aus den Marktbedingungen. Damit soll hier keine wesentliche Beeinträchtigung vorliegen.<sup>764</sup>

Dagegen lässt sich einwenden, dass bei konventionellem oder ökologischem Anbau so wie beim Anbau störungsanfälliger Pflanzen eine besonders empfindliche Grundstücksnutzung vorliegt, die die Annahme einer wesentlichen Beeinträchtigung durch die Einkreuzung gentechnisch veränderter Organismen erlaubt.<sup>765</sup>

## **b) Gemäß § 36a GenTG**

Nach § 36a I GenTG sind die Übertragung von Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, und sonstige Einträge von gentechnisch veränderten Organismen unter den dort genannten Voraussetzungen wesentliche Beeinträchtigungen im Sinne von § 906 I S. 1, II S. 1 BGB.

---

<sup>761</sup> VersR 2001, 70, 72 f.

<sup>762</sup> VersR 2001, 70, 72 f.

<sup>763</sup> *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 323 f.

<sup>764</sup> *Dolde*, ZRP 2005, 25, 28 f.; *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 324 f.

<sup>765</sup> *Abel-Lorenz*, ZUR 2000, 30, 31.

Dafür ist erforderlich, dass entgegen der Absicht des Nutzungsberechtigten wegen des Eintrags gentechnisch veränderter Organismen Erzeugnisse insbesondere entweder überhaupt nicht (§ 36a I Nr. 1 GenTG) oder nach den Vorschriften des GenTG oder anderer Gesetze nur unter Hinweis auf die gentechnische Veränderung gekennzeichnet in den Verkehr gebracht werden dürfen (§ 36a I Nr. 2 GenTG) oder nicht mit einer Kennzeichnung in den Verkehr gebracht werden dürfen, die nach den für die Produktionsweise jeweils geltenden Rechtsvorschriften möglich gewesen wäre (§ 36a I Nr. 3 GenTG). Diese Aufzählung ist nicht abschließend. Eine wesentliche Beeinträchtigung kann folglich auch in wertungsmäßig ähnlich gelagerten Fällen vorliegen.<sup>766</sup> Es handelt sich um offene Verweisungen, die erst durch die in Bezug genommenen Vorschriften mit Inhalt gefüllt werden.<sup>767</sup>

Nicht in den Verkehr gebracht werden (§ 36a I Nr. 1 GenTG) dürfen z.B. landwirtschaftliche Erzeugnisse (Pflanzen oder Saatgut) mit durch Auskreuzung gentechnisch verändertem Erbgut, für die keine Inverkehrbringensgenehmigung nach § 16 II GenTG besteht.<sup>768</sup> Nach § 14 IIa GenTG können Erzeugnisse, die für eine unmittelbare Verwendung als Lebensmittel oder Futtermittel oder für die Verarbeitung vorgesehen sind und die einen Anteil von weniger als 0,5 % gentechnisch veränderter Organismen enthalten, wobei dieser Anteil nach § 14 IIa Nr. 1 GenTG zufällig und technisch unvermeidbar sein muss, unter bestimmten Voraussetzungen auch ohne Inverkehrbringensgenehmigung in den Verkehr gebracht werden.

Grundsätzlich sind Produkte, die gentechnisch veränderte Organismen enthalten oder aus solchen bestehen und in den Verkehr gebracht werden, sowie gentechnisch veränderte Organismen, die zu gentechnischen Arbeiten in gentechnischen Anlagen bestimmt sind, nach § 17b I, II GenTG<sup>769</sup> kennzeichnungspflichtig im Sinne des § 36a I Nr. 2 GenTG. Nicht gekennzeichnet werden müssen nach § 17b III GenTG solche Produkte, bei denen der Anteil genehmigter gentechnisch veränderter Organismen nicht höher als 0,9 % liegt und zufällig oder technisch nicht zu vermeiden ist.

Kennzeichnungen i.S.d. § 36a I Nr. 3 GenTG, die aufgrund der Auswirkungen des Anbaus gentechnisch veränderter Organismen in der Nachbarschaft eventuell nicht mehr angebracht werden können, sind die Kennzeichnung nach der VO (EWG) 2092/91 vom 24. Juni 1991 (Ökoverordnung) und die deutsche Kennzeichnung „ohne Gentechnik“ nach §§ 4 und 5 Neuartige Lebensmittel- und LebensmittelzutatenVO vom 14. Februar 2000 (BGBl. I S. 123, zuletzt geändert durch Art. 15 der Verordnung vom 22. Februar 2006 (BGBl. I S. 444)).<sup>770</sup>

---

<sup>766</sup> *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 326.

<sup>767</sup> *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 326.

<sup>768</sup> *Dolde*, ZRP 2005, 25, 26.

<sup>769</sup> Bzw. nach § 14 II GenTG i.V.m. Art. 12 II-IV, 24 II-IV der VO 1829/2003 über gentechnisch veränderte Lebens- und Futtermittel, die bei bestimmten Lebens- und Futtermitteln vorrangig ist.

<sup>770</sup> *Dolde*, ZRP 2005, 25, 26; *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 325.

## 2. Ortsüblichkeit

Die Ortsüblichkeit nach § 906 II BGB wird in § 36a III GenTG näher bestimmt. Danach ist für die Beurteilung der Ortsüblichkeit unerheblich, ob die Gewinnung von Erzeugnissen mit oder ohne gentechnisch veränderte Organismen erfolgt. Wer gentechnisch veränderte landwirtschaftliche Erzeugnisse herstellt, kann sich zur Begründung der Ortsüblichkeit dieser Grundstücksnutzung folglich nicht darauf berufen, dass diese Art der Erzeugung in der Gegend häufig stattfindet und damit ortsüblich sei.<sup>771</sup>

## 3. Wirtschaftliche Unzumutbarkeit

§ 36a II GenTG definiert die wirtschaftliche Unzumutbarkeit nach § 906 II S. 1 BGB. Danach ist die Einhaltung der guten fachlichen Praxis gemäß § 16b II, III GenTG jedenfalls wirtschaftlich zumutbar i.S.d. § 906 II S. 1 BGB. Insbesondere ist hier relevant, dass es nach §§ 16b III Nr. 1, 36a II GenTG zur guten fachlichen Praxis gehört und damit wirtschaftlich zumutbar ist, beim Anbau gentechnisch veränderter Pflanzen und bei der Herstellung und Ausbringung von Düngemitteln, die gentechnisch veränderte Pflanzen enthalten, z.B. durch Mindestabstände und Pollenbarrieren Auskreuzungen in andere Kulturen und Einträge in andere Grundstücke zu verhindern. Für die Lagerung und den Transport gentechnisch veränderter Organismen bestimmen §§ 16b III Nr. 3, Nr. 4, 36a II GenTG, dass die Verhinderung von Vermischung und Vermengung gentechnisch veränderter Organismen mit anderen Produkten, unabhängig von den dazu erforderlichen Maßnahmen, der guten fachlichen Praxis entspricht und damit wirtschaftlich zumutbar ist.<sup>772</sup>

## 4. Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus

Für den Ausgleichsanspruch nach § 906 II S. 2 BGB ist zusätzlich erforderlich, dass die Einwirkung die Nutzung des Grundstücks oder dessen Ertrag über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt. Diese Grenze wird in bei der Einwirkung durch gentechnisch veränderte Organismen häufig überschritten, da durch die Reinigung so verunreinigter Böden oder den Rückruf von Lebensmitteln erhebliche Kosten entstehen können.<sup>773</sup>

## 5. Fazit

Da § 36a II, III GenTG für die Kriterien der Ortsüblichkeit und wirtschaftlichen Unzumutbarkeit strenge Kriterien aufstellt, werden diese Voraussetzungen nicht häufig vorliegen und wird damit nur in seltenen Fällen eine Pflicht zur Duldung der Störung nach § 906 II S. 1 BGB bestehen. Da die Duldungspflicht eine Voraussetzung für das Bestehen Anspruchs nach § 906 II S. 2 BGB ist, wird dessen Anwendungsbereich damit verkleinert zugunsten von Abwehr- und Unterlassungsansprüchen.

---

<sup>771</sup> *Löbbecke*, 63; *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, 326.

<sup>772</sup> *Dolde*, ZRP 2005, 25, 26.

<sup>773</sup> *Schmieder*, UPR 2005, 49, 52.

## XI. Beispiele aus der Rechtsprechung

Nach § 906 II S. 2 BGB wurde bisher z.B. gehaftet für Bauarbeiten auf dem Nachbargrundstück, die Geräusche, Gerüche und Staub verursachten, wodurch Umsatzeinbußen des Eigentümers des Nachbargrundstücks, eines Hotelbetreibers, verursacht wurden,<sup>774</sup> für Erschütterungen durch Sprengungen im Steinbruch, die zur Beschädigung von Häusern in der Nachbarschaft führten,<sup>775</sup> und für Schäden, die durch Straßenlärm und die dadurch hervorgerufene Beeinträchtigung der Benutzbarkeit einer Wohnung verursacht wurden.<sup>776</sup>

### B. Allgemeiner nachbarrechtlicher Ausgleichsanspruch, § 906 II S. 2 BGB analog

Der allgemeine nachbarrechtliche Ausgleichsanspruch wurde ursprünglich aus dem Aufopferungsgedanken der §§ 74, 75 der Einleitung zum Allgemeinen Landrecht für die preußischen Staaten von 1794 (ALR) hergeleitet.<sup>777</sup> Heute findet er seine Basis in einer analogen Anwendung des § 906 II S. 2 BGB.<sup>778</sup> Anders als § 906 II S. 2 BGB gewährt dieser Anspruch einen Ausgleich für rechtswidrige Einwirkungen, für die folglich keine Duldungspflicht besteht, wenn der Beeinträchtigte gegen die Einwirkung aus rechtlichen oder tatsächlichen Gründen nicht rechtzeitig oder überhaupt nicht vorgehen konnte.<sup>779</sup> Der nachbarrechtliche Ausgleichsanspruch erlaubt folglich auch den Ersatz von Schäden, die durch unvorhergesehene oder zunächst nicht bemerkte Störungen verursacht werden. Solche Fälle sind im Bereich der Umwelthaftung häufig. Hier handelt es sich nicht mehr um einen typischen Fall der Aufopferungshaftung, die nur einen Ausgleich für erlaubte Einwirkungen gewährt. Vielmehr ist eine gewisse Annäherung an den Bereich der Gefährdungshaftung festzustellen, da auch eine Haftung für Schäden, die aufgrund der Eingehung eines erlaubten Risikos entstehen, gewährt wird.<sup>780</sup>

### I. Voraussetzungen und Rechtsfolgen

Es muss eine Einwirkung von einem Grundstück auf ein anderes Grundstück vorliegen,<sup>781</sup> für die keine Duldungspflicht besteht. Der Anspruchsteller muss aus tatsächlichen oder rechtlichen Gründen gehindert gewesen sein, rechtzeitig gegen die Einwirkung vorzugehen, und dadurch Nachteile erlitten haben, die das zumutbare Maß

---

<sup>774</sup> BGH NJW-RR 1988, 1291 ff.

<sup>775</sup> BGHZ 66, 77 ff.

<sup>776</sup> BGHZ 49, 148 ff.

<sup>777</sup> BGHZ 16, 366, 369 f.; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 151.

<sup>778</sup> BGHZ 90, 255, 262; zu dieser Entscheidung *von Bar*, KF 1987, 4, 9 f.; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 151.

<sup>779</sup> BGHZ 48, 98, 101; BGHZ 85, 375, 384 f.; BGHZ 90, 255, 262; BGHZ 111, 158, 162; BGHZ 147, 45, 49 ff.; BGH NJW 1995, 714, 714; BGH NJW 2001, 1865, 1866; OLG Hamm NJW 1988, 1031, 1032; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 948, 751; *Enders*, 250; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 127; *Reiter*, 57; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 151.

<sup>780</sup> *Engelhardt*, 52 f.; *Gerlach*, 229.

<sup>781</sup> Palandt/Bassenge, § 906 BGB Rn. 35.

einer entschädigungslos hinzunehmenden Einwirkung übersteigen.<sup>782</sup> Ob die Benutzung des störenden Grundstücks ortsüblich war oder nicht, ist unerheblich.<sup>783</sup> Anspruchsgegner und Anspruchsinhaber sind wie bei § 906 II S. 2 BGB der Benutzer des störenden Grundstücks und der Eigentümer oder der Besitzer des betroffenen Grundstücks.<sup>784</sup>

Ein tatsächlicher Hinderungsgrund für die Geltendmachung eines Abwehrenspruchs liegt z.B. vor, wenn der Abwehrenspruch nicht rechtzeitig geltend gemacht werden kann, wenn für die Geltendmachung kein Anlass bestand, da z.B. schädliche Auswirkungen der Störung nicht erkennbar waren, oder wenn die Geltendmachung die Störungsbeseitigung nicht beschleunigt hätte.<sup>785</sup>

Hauptfälle des rechtlichen Hinderungsgrundes für die Geltendmachung eines Abwehrenspruchs sind das Bestehen eines übergeordneten öffentlichen Interesses an der Störungsquelle, z.B. beim Autobahnbau,<sup>786</sup> und Duldungspflichten, die nach Treu und Glauben aus dem nachbarlichen Gemeinschaftsverhältnis<sup>787</sup> oder aus der Rechtmäßigkeit der störenden Immissionen nach öffentlich-rechtlichen Vorschriften abgeleitet werden.<sup>788</sup>

Auch dieser Anspruch wird nach den Grundsätzen der Enteignungsentschädigung berechnet.<sup>789</sup> Der Anspruch umfasst auch einen Ausgleich für Einwirkungen, die nicht unter § 906 I S. 1 BGB fallen. So werden z.B. auch grobkörperliche Immissionen,<sup>790</sup> Einschränkungen des Kontakts nach außen,<sup>791</sup> und Verstöße gegen §§ 908,

---

<sup>782</sup> BGH NJW 2001, 1865, 1866.

<sup>783</sup> OLG Hamm NJW 1988, 1031, 1031; *Baumann*, JuS 1989, 433, 435.

<sup>784</sup> BGHZ 155, 99, 102; BGH NJW 2001, 1865, 1866; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 151.

<sup>785</sup> Keine rechtzeitige Geltendmachung möglich bei Wasserrohrbruch: BGH NJW 2003, 2377, 2379; kein Anlass zur Geltendmachung wegen Vertrauens auf Planungen der Baubehörde: BGHZ 85, 375, 385; schädliche Auswirkungen nicht erkennbar: BGHZ 90, 255, 263; BGHZ 111, 158, 163; Kläger durften auf das Versprechen der Beklagten zur Störungsbeseitigung vertrauen, durch weitere Maßnahmen war keine Beschleunigung der Störungsbeseitigung anzunehmen: BGH NJW 1995, 714, 714; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 127; *Palandt/Bassenge*, § 906 BGB Rn. 35; *Reiter*, 58.

<sup>786</sup> BGHZ 48, 98, 104 (Autobahnbau liegt im öffentlichen Interesse); BGH NJW 2000, 2901, 2903 (Drogenhilfezentrum); LG Essen MDR 1988, 864, 865 (Störungen durch Fahrgäste an der Omnibushaltestelle).

<sup>787</sup> BGHZ 28, 225, 230; BGHZ 58, 149, 159 f.; BGHZ 68, 350, 353.

<sup>788</sup> BGHZ 70, 212, 221 (Beeinträchtigung durch öffentlich-rechtlich genehmigtes Bauvorhaben und Absperrmaßnahmen); OLG München MDR 1991, 971 (Froschquaken); anders die Revisionsentscheidung des BGH, BGHZ 120, 239, 251ff.

<sup>789</sup> BGHZ 85, 375, 386; BGHZ 90, 255, 263; BGH NJW 2001, 1865, 1867; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 153; für eine Berechnung nach §§ 249 ff. BGB *Baumann*, JuS 1989, 433, 436; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 73 m.w.N.

<sup>790</sup> BGHZ 58, 149, 159; BGHZ 111, 158, 162.

<sup>791</sup> BGHZ 62, 361, 366 f.; BGHZ 70, 212, 221; BGHZ 155, 99, 103.

909 BGB<sup>792</sup> erfasst. Distanzschäden können nach diesem Anspruch ebenso schwer ersetzt werden wie nach § 906 II S. 2 BGB.<sup>793</sup>

## II. Beispiele aus der Rechtsprechung

Ein Entschädigungsanspruch nach dieser Anspruchsgrundlage wurde in einem Fall angenommen, in dem Unkrautvernichtungsmittel durch Niederschlagswasser von einem Grundstück auf ein anderes Grundstück geschwemmt wurde, auf dem biologischer Landbau betrieben wurde, und die Anspruchstellerin keine Kenntnis von der Verwendung des Mittels hatte und deshalb keinen Abwehranspruch geltend machen konnte.<sup>794</sup> Weiter wurde ein allgemeiner nachbarrechtlicher Ausgleichsanspruch auch in einem Fall angenommen, in dem ein landwirtschaftlicher Betrieb durch Emissionen eines Zementwerks geschädigt wurde. Der Anspruchsteller war hier aus tatsächlichen Gründen daran gehindert, zivilrechtliche Abwehransprüche geltend zu machen, da er von den Emissionen zunächst nichts wusste.<sup>795</sup> Ein weiterer Fall betraf die Entschädigung für Einwirkungen durch Staub vom Autobahnbau auf landwirtschaftliche Felder. Aufgrund des öffentlichen Interesses am Autobahnbau war der Geschädigte gehindert, dagegen Unterlassungsansprüche geltend zu machen.<sup>796</sup> Ein Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB analog kann auch bei Schäden durch Erschütterungen aufgrund von Sprengungen gegeben sein.<sup>797</sup>

### C. § 14 S. 2 BImSchG

§ 14 BImSchG schützt den Bestand und Betrieb von nach dem BImSchG unanfechtbar genehmigten Anlagen vor privatrechtlichen Ansprüchen<sup>798</sup> und sichert damit die Investitionen in diese Anlagen.<sup>799</sup> Dies geschieht in zwei Stufen: zunächst werden privatrechtliche Ansprüche ausgeschlossen, die auf Einstellung des Betriebs einer solchen genehmigten Anlage gerichtet sind. Stattdessen können nur Schutzvorkehrungen gegen die benachteiligenden Wirkungen verlangt werden (§ 14 S. 1 BImSchG). Wenn diese Vorkehrungen nach dem Stand der Technik nicht durchführbar oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind, haben die beeinträchtigten Nachbarn zum Ausgleich für die Duldung der Einwirkungen, die durch den genehmigten Anlagenbetrieb hervorgerufen werden, nach § 14 S. 2 BImSchG einen Anspruch auf Schadensersatz.<sup>800</sup> Hier handelt es sich folglich wie bei dem Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB um einen Aufopferungsanspruch,<sup>801</sup> der weder Rechtswidrigkeit noch Verschulden voraussetzt. Auch hier ist der räumliche Anwendungsbereich der

---

<sup>792</sup> § 908 BGB: BGHZ 58, 149, 160; § 909 BGB: BGH NJW 2001, 1865, 1866; allgemein: BGHZ 155, 99, 103.

<sup>793</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 128; *Reiter*, 58.

<sup>794</sup> BGHZ 90, 255, 263.

<sup>795</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952.

<sup>796</sup> BGHZ 48, 98 ff.

<sup>797</sup> BGH NJW 1999, 1029 ff.

<sup>798</sup> *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 1.

<sup>799</sup> *Kotulla/Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 1.

<sup>800</sup> *Staudinger/Kobler*, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 1.

<sup>801</sup> *Baur*, JZ 1974, 657, 659; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 21; *Staudinger/Kobler*, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 1.

Vorschrift begrenzt, da Einwirkungen von einem Grundstück auf ein benachbartes Grundstück vorliegen müssen. Das Grundstück des geschädigten Anspruchstellers als Nachbarn muss sich im Einwirkungsbereich der Emissionsquelle, also in einer eher engen räumlichen Beziehung zu der genehmigten Anlage befinden.<sup>802</sup>

Die Begrenzung der Rechte Dritter in § 14 S. 1 BImSchG wird dadurch gerechtfertigt, dass deren Interessen sowie die Interessen der Allgemeinheit bereits in einem Genehmigungsverfahren berücksichtigt werden, welches weitreichende Einflussmöglichkeiten für Dritte vorsieht. Die Frage der Immissionen soll vorweg im Genehmigungsverfahren abschließend geprüft werden.<sup>803</sup>

Die praktische Bedeutung des Anspruchs aus § 14 S. 2 BImSchG ist eher gering. Im Bereich des Immissionsschutzes überwiegen bei Weitem verwaltungsgerichtliche Klagen gegen den Betreiber genehmigter Anlagen, z.B. auf den Erlass nachträglicher Anordnungen gegen den Betriebsinhaber (§ 17 BImSchG), auf Untersagung des Betriebs (§ 20 BImSchG) oder auf Widerruf der Genehmigung (§ 21 BImSchG). Der Anspruch aus § 14 S. 2 BImSchG wird eher selten geltend gemacht. Der Grund dafür liegt insbesondere darin, dass im Verwaltungsprozess das Prozessrisiko aufgrund des Amtsermittlungsgrundsatzes und der geringeren Prozesskosten geringer ist als im Zivilprozess.<sup>804</sup> Damit ist zwar der durch § 14 S. 1 BImSchG verfolgte Investitionsschutz sehr effektiv,<sup>805</sup> der in § 14 S. 2 BImSchG vorgesehene Ausgleichanspruch wird aber eher selten verfolgt.

§ 14 BImSchG diene als Vorbild für ähnliche Normen, z.B. für § 23 GenTG.<sup>806</sup> Aufgrund gesetzlicher Verweisung gilt § 14 BImSchG auch im Luftverkehrsrecht (§ 11 LuftVG) und im Atomrecht (§ 7 VI AtomG).<sup>807</sup>

## **I. Anspruch auf Einstellung des Betriebs nach § 14 S. 1 BImSchG ausgeschlossen**

Erste Voraussetzung für den Anspruch aus § 14 S. 2 BImSchG ist der Ausschluss des Anspruchs auf Einstellung des Betriebs einer Anlage nach § 14 S. 1 BImSchG. Anlagen im Sinne des BImSchG sind Betriebsstätten und sonstige ortsfeste Einrichtungen (§ 3 V Nr. 1 BImSchG), Maschinen, Geräte und sonstige ortsveränderliche technische Einrichtungen sowie Fahrzeuge, soweit sie nicht der Vorschrift des

---

<sup>802</sup> BGHZ 102, 350, 354 (Vorschrift regelt Schadensersatzanspruch des Nachbarn gegen den Anlagenbetreiber, nicht Ansprüche bei Ferntransport von Schadstoffen); BVerwG NJW 1983, 1507 ff. (zur Nachbarschaft i.S.d. BImSchG); Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 70; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 140; *Reiter*, 59.

<sup>803</sup> *Baur/Stürmer*, SaR, § 25 Rn. 31.

<sup>804</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 3; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 8; Ule/Laubinger/*Storost*, § 14 BImSchG Rn. E 2.

<sup>805</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 3.

<sup>806</sup> Ausführlich GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 129 ff.

<sup>807</sup> Ausführlich GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 118 ff.

§ 38 BImSchG unterliegen (§ 3 V Nr. 2 BImSchG) und Grundstücke, auf denen Stoffe gelagert oder abgelagert oder Arbeiten durchgeführt werden, die Emissionen verursachen können, ausgenommen öffentliche Verkehrswege (§ 3 V Nr. 3 BImSchG). Fahrzeuge, die den Vorschriften des § 38 BImSchG unterliegen, sind Kraftfahrzeuge und ihre Anhänger, Schienen-, Luft- und Wasserfahrzeuge (§ 38 I BImSchG).

## 1. Genehmigungsbezogene Voraussetzungen

Der Ausschluss des Anspruchs muss ausschließlich auf einer bestandskräftigen Anlagengenehmigung beruhen.<sup>808</sup> Wenn der Anspruchsausschluss bereits auf einer Duldungspflicht nach § 906 BGB beruht, kommt § 906 II S. 2 BGB, nicht § 14 S. 2 BImSchG, als Anspruchsgrundlage in Betracht (s.u. Teil 2, Kapitel 4, B.I).

### a) Im förmlichen Verfahren erteilt

Die Genehmigung muss im förmlichen Verfahren nach § 10 BImSchG erteilt worden sein, auch wenn dies gemäß § 19 III BImSchG auf Antrag des Trägers des Vorhabens erfolgt.<sup>809</sup>

Umstritten ist, ob § 14 S. 1 BImSchG auch eingreift, wenn eine Genehmigung im vereinfachten Verfahren ausgereicht hätte, aber irrtümlich eine Genehmigung im förmlichen Verfahren erteilt wurde.<sup>810</sup> Der Anspruchsausschluss nach § 14 S. 1 BImSchG ist auch in diesem Fall gerechtfertigt, weil dem Nachbarn im förmlichen Genehmigungsverfahren Beteiligungsrechte eingeräumt werden, auch wenn die Durchführung eines förmlichen Genehmigungsverfahrens eigentlich nicht notwendig ist.<sup>811</sup> Ferner gelten auch hier die Betreiberpflichten nach § 5 I BImSchG.<sup>812</sup> Damit werden die Rechte des Nachbarn bei Durchführung eines förmlichen Genehmigungsverfahrens gleichermaßen gesichert, unabhängig davon, ob eine Pflicht zum förmlichen Genehmigungsverfahren bestand oder ob nur ein vereinfachtes Genehmigungsverfahren erforderlich war. § 14 S. 1 BImSchG ist auch in diesem Fall anwendbar.

### b) Genehmigungspflichtige Anlage

Wenn eine Anlage überhaupt nicht genehmigungspflichtig war, aber dennoch eine Genehmigung im förmlichen Verfahren erteilt wurde, greift § 14 S. 1 BImSchG nicht

---

<sup>808</sup> Staudinger/Kohler, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 13.

<sup>809</sup> Jarass, § 14 BImSchG Rn. 3; Kotulla/Guckelberger, § 14 BImSchG Rn. 15; Schlicht/Engelhardt, § 14 BImSchG Rn. 2; Schmatz/Nöthlichs, § 14 BImSchG Nr. 4.1.

<sup>810</sup> Dafür: Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 18; Jarass, § 14 BImSchG Rn. 3; Landmann/Rohmer/Rehbinder, § 14 BImSchG Rn. 12; Schmatz/Nöthlichs, § 14 BImSchG Nr. 4.1; dagegen: Schlicht/Engelhardt, § 14 BImSchG Rn. 2; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 15.

<sup>811</sup> Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 19.

<sup>812</sup> Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 19.

ein.<sup>813</sup> Voraussetzung des § 14 S. 1 BImSchG ist das Bestehen einer Genehmigungspflicht zum Zeitpunkt der Genehmigung.<sup>814</sup>

Wenn nach förmlicher Erteilung einer Genehmigung die Genehmigungspflicht im förmlichen Verfahren entfällt, aber noch eine Genehmigungspflicht im vereinfachten Verfahren (§ 19 I S. 1 BImSchG) besteht, bleibt § 14 S. 1 BImSchG dagegen anwendbar. Erst wenn eine Änderungsgenehmigung im vereinfachten Verfahren erteilt wird, entfällt der Schutz des § 14 S. 1 BImSchG.<sup>815</sup>

### c) Auswirkungen des Erlöschens der Genehmigung

Bisher wurde allgemein angenommen, dass mit dem Erlöschen der Genehmigung § 14 S. 1 BImSchG für die Zukunft nicht mehr anwendbar sei.<sup>816</sup> Als Gründe für das Erlöschen kommen insbesondere der Widerruf der Genehmigung, die Einstellung des Betriebs der Anlage (§ 18 I Nr. 2 BImSchG) oder der Verzicht des Betreibers auf die Genehmigung in Betracht.<sup>817</sup>

Auch bei Wegfall des Genehmigungserfordernisses erlischt die Genehmigung (§ 18 II BImSchG). Zumindest für diesen Fall nimmt die Rechtsprechung aus Gründen des Bestandsschutzes inzwischen an, dass die Wirkung des § 14 S. 1 BImSchG weiter gilt, solange die Anlage im Rahmen der Genehmigung betrieben wird. Die Wirkung soll erst dann entfallen, wenn die Anlage soweit geändert wird, dass bei hypothetischem Bestehen einer Genehmigungspflicht eine erneute Genehmigung erforderlich würde.<sup>818</sup> Dies ist interessengerecht, da in diesem Fall das Entfallen der Genehmigung außerhalb der Sphäre des Betreibers geschieht, ohne dass dieser darauf Einfluss nehmen könnte.<sup>819</sup> Für die übrigen Fälle des Erlöschens der Genehmigung gilt diese Erwägung nicht, so dass insofern wohl weiterhin von einem Entfallen der Wirkungen des § 14 S. 1 BImSchG für die Zukunft auszugehen ist.<sup>820</sup>

### d) Genehmigung unanfechtbar

Die Genehmigung muss gemäß § 14 S. 1 BImSchG unanfechtbar sein. Für Widerspruch und Anfechtungsklage gelten die Fristen der §§ 70 I, 74 I VwGO. Wenn die Genehmigung dem Anfechtungsberechtigten nicht zugestellt wurde beginnen die

---

<sup>813</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 19; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 13; *Schlicht/Engelhardt*, § 14 BImSchG Rn. 2; a.A. *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 3, *Schmatz/Nöthlichs*, § 14 BImSchG Nr. 4.1.

<sup>814</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 40; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 12.

<sup>815</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 55; Ule/Laubinger/*Storost*, § 14 BImSchG Rn. C 6.

<sup>816</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 54; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 4; Kotulla/*Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 22 f.; Landmann/Rohmer/*Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 15, Rn. 21.

<sup>817</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 54.

<sup>818</sup> BVerwG NVwZ 2003, 344, 344 f.; ähnlich schon OVG Lüneburg DVBl. 1967, 779, 781; kritisch *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 4; a.A. Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 40; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 13.

<sup>819</sup> Landmann/Rohmer/*Rebbinder* § 14 BImSchG Rn. 15, Rn. 21.

<sup>820</sup> Kotulla/*Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 23; Landmann/Rohmer/*Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 15, Rn. 21.

Fristen nicht zu laufen. Allerdings verwirkt dieser sein Widerspruchs- und Klagerecht entsprechend dem Rechtsgedanken des § 58 II VwGO, wenn er mehr als ein Jahr nach dem Zeitpunkt, in dem er Kenntnis von der Genehmigung hatte oder hätte haben müssen, kein Rechtsmittel einlegt.<sup>821</sup>

### e) Auswirkungen des Betriebs im Rahmen der Genehmigung

§ 14 S. 1 BImSchG schließt nur Abwehransprüche gegen solche Einwirkungen des Betriebs der Anlage aus, die sich im Rahmen der Genehmigung halten. Dies sind nur Einwirkungen, die von Anlagenteilen ausgehen, welche von der Genehmigung umfasst sind.<sup>822</sup> Ferner muss die Einwirkung selbst im Rahmen der Genehmigung liegen. § 14 S. 1 BImSchG greift beim Verstoß gegen eine modifizierende Auflage oder gegen eine nachträgliche Anordnung sowie bei Eintritt eines Störfalls, wenn der Betrieb sich nicht mehr im genehmigten Rahmen hält, nicht ein.<sup>823</sup> In diesem Fall kann der Nachbar aber nur solche Maßnahmen verlangen, die die Wiederherstellung des Normalbetriebs bzw. die Reduzierung der Wahrscheinlichkeit eines Störfalls zum Ziel haben.<sup>824</sup>

## 2. Anspruchsbezogene Voraussetzungen

Nach § 14 S. 1 BImSchG werden nur privatrechtliche Abwehransprüche ausgeschlossen, die nicht auf besonderen Titeln beruhen. Darunter fallen Ansprüche aus dem allgemeinen Nachbarrecht und dem Deliktsrecht haben. Beispiele sind die Ansprüche aus §§ 823 I, II, 858, 862, 869, 906, 1004 BGB. Ansprüche, die auf einer besonderen Rechtsgrundlage für den beeinträchtigten Eigentümer beruhen, z.B. auf einem dinglichen Recht (Eigentum, Nießbrauch, Dienstbarkeit) oder einem schuldrechtlichen Vertrag, bleiben unangetastet.<sup>825</sup> Die Ansprüche müssen ferner, abgesehen vom Anspruchsausschluss nach § 14 S. 1 BImSchG, bestehen und durchsetzbar sein.<sup>826</sup>

---

<sup>821</sup> Jarass, § 14 BImSchG Rn. 6, § 19 BImSchG Rn. 23.

<sup>822</sup> OVG Münster NVwZ 1987, 146, 148 (Genehmigung einer Schweinemast umfasst nicht die Genehmigung einer bestimmten Art der Gülleausbringung); Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 41; Jarass, § 14 BImSchG Rn. 7; Kotulla/*Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 29 f.; Landmann/Rohmer/*Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 23; Stich/*Porger*, § 14 BImSchG Rn. 9; Ule/Laubinger/*Storost*, § 14 BImSchG Rn. C 12.

<sup>823</sup> BGH NJW 1987, 1142, 1144 (Ausschluss nur bei vorschriftsmäßigem Betrieb); Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 43 ff.; a.A. bezüglich der nachträglichen Anordnung Kotulla/*Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 30.

<sup>824</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 52; Landmann/Rohmer/*Rebbinder*, § 14 BImSchG Rn. 24 f.

<sup>825</sup> BGH NJW 1995, 132, 133 (Ausschluss von Besitzschutzansprüchen); Erman/*Lorenz*, § 906 BGB Rn. 64; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 45, Rn. 49 m.w.N.; Jarass, § 14 BImSchG Rn. 10 m.w.N.; Kotulla/*Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 32 f.; Landsberg/*Lülling*, § 14 BImSchG Rn. 4; Staudinger/*Kohler*, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 14.

<sup>826</sup> Jarass, § 14 BImSchG Rn. 9a.

Nach dem Wortlaut des § 14 S. 1 BImSchG werden nur Ansprüche ausgeschlossen, die die Einstellung des Betriebs zum Ziel haben. Daneben sind auch Ansprüche ausgeschlossen, die auf Unterlassung der Betriebsaufnahme gerichtet sind.<sup>827</sup>

Ferner sollen sogar Ansprüche auf Einstellung der Bauarbeiten durch § 14 S. 1 BImSchG ausgeschlossen werden.<sup>828</sup> Begründet wird diese Ausdehnung des § 14 S. 1 BImSchG damit, dass ein Anspruch auf Einstellung der Bauarbeiten ein vorbeugendes Instrument zur Gewährleistung eines Anspruchs auf Nichtbetreiben der Anlage sei. Die Genehmigung umfasse bereits die Errichtung, nicht nur die Inbetriebnahme der Anlage.<sup>829</sup>

Gegen die Ausdehnung auf den Anspruch auf Einstellung der Bauarbeiten spricht jedoch der Sinn und Zweck des § 14 S. 1 BImSchG: Diese Vorschrift dient zur Absicherung bereits erworbener Vermögenspositionen. Sie soll folglich Investitionen absichern, die auf der Grundlage einer unanfechtbaren Genehmigung getätigt wurden, und nicht bloße Gewinnhoffnungen und –chancen schützen. Solche bereits erworbenen Vermögenspositionen werden gerade nicht abgesichert, wenn bisher nur Bauarbeiten getätigt wurden. Vielmehr sind die Ansprüche auf Einstellung von Bauarbeiten gerade auf die Verhinderung von Investitionen gerichtet.<sup>830</sup> Daraus folgt, dass die Nachbarn erst ab Vollendung der Errichtung der Anlage eine Duldungspflicht nach § 14 S. 1 BImSchG haben können.

Die Ansprüche müssen auf die Abwehr benachteiligender Einwirkungen gerichtet sein. Dies sind schädliche Umwelteinwirkungen (§ 5 Nr. 1, 1. Alt. BImSchG) und sonstige Gefahren, erhebliche Nachteile und erhebliche Belästigungen für die Allgemeinheit und die Nachbarschaft (§ 5 Nr. 1, 2. Alt. BImSchG). Schädliche Umwelteinwirkungen (§ 5 Nr. 1, 1. Alt. BImSchG) sind Luftverunreinigungen, Geräusche, Erschütterungen, Licht, Wärme, Strahlen oder ähnliche Erscheinungen.<sup>831</sup> Unter den Begriff der sonstigen Gefahren, erheblichen Nachteilen und erheblichen Belästigungen für die Allgemeinheit und die Nachbarschaft (§ 5 Nr. 1, 2. Alt. BImSchG) fallen alle anderen körperlichen Einwirkungen, die vom Anlagengrundstück ausgehen, z.B. Explosionen, Brände, Druckwellen nach Explosionen oder der Austritt von Flüssigkeit.<sup>832</sup>

Die Einwirkungen müssen von einem Grundstück ausgehen. Auch Einwirkungen, die von beweglichen Sachen ausgehen, werden erfasst, aber nur, soweit der Betrieb

---

<sup>827</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 67; GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 64; *Schlicht/Engelhardt*, § 14 BImSchG Rn. 8.

<sup>828</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 67; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 8; Landmann/*Rohmer/Rehbinder*, § 14 BImSchG Rn. 30; Ule/*Laubinger/Storost*, § 14 BImSchG Rn. D 3.

<sup>829</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 67.

<sup>830</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 64; *Schlicht/Engelhardt*, § 14 BImSchG Rn. 8.

<sup>831</sup> *Jarass*, § 5 BImSchG Rn. 11 ff.

<sup>832</sup> *Jarass*, § 5 BImSchG Rn. 24 ff.

dieser beweglichen Sachen als Teil einer ortsfesten Anlage oder als ortsveränderliche Anlage speziell im Zusammenhang mit dem in Frage stehenden Grundstück genehmigt wurde.<sup>833</sup>

## **II. Kein Anspruch auf Schutzvorkehrungen nach § 14 I S. 1, 2. Halbsatz BImSchG**

Wenn der Abwehranspruch nach § 14 S. 1 BImSchG ausgeschlossen ist, können nur Vorkehrungen verlangt werden, die die benachteiligenden Wirkungen ausschließen (primärer Surrogatanspruch,<sup>834</sup> § 14 S. 1, 2. Halbsatz BImSchG). Der Anspruch auf Schutzvorkehrungen richtet sich auf solche Maßnahmen, die einen nach § 906 BGB zu duldenen Zustand wiederherstellen.<sup>835</sup> Erst wenn diese Schutzvorkehrungen nach dem Stand der Technik nicht durchführbar oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind, wandelt sich der Anspruch in einen Schadensersatzanspruch nach § 14 S. 2 BImSchG (sekundärer Surrogatanspruch)<sup>836</sup> um.

### **1. Schutzvorkehrungen nach dem Stand der Technik nicht durchführbar**

Ob die Schutzvorkehrungen nach dem Stand der Technik durchführbar sind, richtet sich nach § 3 VI BImSchG, der den Stand der Technik definiert, i.V.m. § 14 S. 2 BImSchG.<sup>837</sup> Danach sind solche Vorkehrungen nicht nach dem Stand der Technik durchführbar, die nach dem Entwicklungsstand fortschrittlicher Verfahren, Einrichtungen oder Betriebsweisen, der die praktische Eignung einer Maßnahme zur Begrenzung von Emissionen oder allgemein zur Vermeidung und Verminderung von Auswirkungen auf die Umwelt gesichert erscheinen lässt, die benachteiligenden Wirkungen voraussichtlich nicht werden ausschließen können. Die Vorgängervorschrift des § 14 BImSchG, § 26 GewO, schloss schon solche Schutzmaßnahmen aus, die für den Anspruchsgegner untunlich waren. Heute fordert das Gesetz folglich vom Anspruchsgegner weitergehendere Schutzmaßnahmen als unter der Geltung des § 26 GewO.<sup>838</sup>

### **2. Schutzvorkehrungen wirtschaftlich nicht vertretbar**

Auch wenn die Schutzvorkehrungen wirtschaftlich nicht vertretbar sind, wandelt sich der Anspruch auf Schutzvorkehrungen nach § 14 S. 2 BImSchG in einen Anspruch auf Schadensersatz um. Wirtschaftlich nicht vertretbar sind Maßnahmen, die die Unwirtschaftlichkeit des Betriebs der Anlage verursachen würden.<sup>839</sup> Unwirtschaft-

---

<sup>833</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 75; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 9.

<sup>834</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 65, Rn. 74.

<sup>835</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 65 m.w.N.

<sup>836</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 74.

<sup>837</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 75; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 14; Ule/*Laubinger/Storost*, § 14 BImSchG Rn. D 17.

<sup>838</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 75.

<sup>839</sup> Feldhaus/*Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 97; *Staudinger/Kobler*, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 20.

lichkeit liegt vor, „wenn die Ertragslage derart verschlechtert wird, dass der Anlagenbetreiber ernsthaft an eine Stilllegung der Anlage denken muss“.<sup>840</sup>

Es ist fraglich, ob die wirtschaftliche Unvertretbarkeit nach einem subjektiven Maßstab, also danach, ob die Maßnahme für den konkreten Betreiber einer emittierenden Anlage unvertretbar ist<sup>841</sup> oder nach einem objektiven Maßstab, also danach, ob die Maßnahme für die Betreiber von Anlagen vergleichbarer Art unvertretbar ist<sup>842</sup> bestimmt werden sollte.

Hier führt die Anwendung eines objektiven Maßstabs zu sachgerechteren Ergebnissen. Bei § 906 II S. 1 BGB gilt ein objektiver Maßstab für die wirtschaftliche Zumutbarkeit. Um Widersprüche in der Entscheidungspraxis zu vermeiden, sollte bei § 14 S. 2 BImSchG ebenfalls ein objektiver Maßstab für die wirtschaftliche Vertretbarkeit gelten. Ein wirtschaftlich schwacher Schädiger, der Störungen durch die ortsübliche Benutzung eines Grundstücks verursacht, die durch objektiv wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen verhindert werden können, ist zur Vornahme von Schutzvorkehrungen verpflichtet. Eine Duldungspflicht des Nachbarn nach § 906 II S. 1 BGB besteht nicht. Der gleiche Schädiger wäre bei der Verursachung ortsunüblicher Störungen durch eine genehmigte Anlage nach § 14 S. 2 BImSchG bei Anwendung des subjektiven Maßstabs auf die wirtschaftliche Vertretbarkeit von der Verpflichtung zu Schutzvorkehrungen befreit.<sup>843</sup>

Für die Bestimmung nach einem objektiven Maßstab spricht zudem, dass es dem Anspruchsteller nicht zum Nachteil gereichen sollte, wenn die störende Anlage durch Misswirtschaft des Betreibers wenig profitabel ist und damit Schutzvorkehrungen unrentabel sind.<sup>844</sup>

Allenfalls in Einzelfällen, wenn der Betrieb sich aufgrund besonderer wirtschaftlicher Verhältnisse negativ oder positiv von durchschnittlichen Betrieben unterscheidet, können eventuell Ausnahmen vom objektiven Maßstab zugelassen werden.<sup>845</sup> Im

---

<sup>840</sup> Jarass, § 14 BImSchG Rn. 15.

<sup>841</sup> RGRK/Augustin, § 906 BGB Rn. 60; Schmatz/Nöthlichs, § 14 BImSchG Nr. 4.2, Nr. 4.3; Stich/Portger, § 14 BImSchG Rn. 18; Ule/Laubinger/Storost, § 14 BImSchG Rn. D 18 spricht von einem konkret-objektiven Maßstab.

<sup>842</sup> OVG Münster NJW 1973, 1626, 1627; AK/Winter, § 906 BGB Rn. 65; Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 98; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 77; Jarass, § 14 BImSchG Rn. 15; Kotulla/Guckelberger, § 14 BImSchG Rn. 42; Landmann/Rohmer/Rehbinder, § 14 BImSchG Rn. 60; Soell, 4 f., 22; Staudinger/Kohler, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 22; Sundermann, 226; Thomas, WiVerw 1980, 244, 264 f.; Wagner, 175 f.

<sup>843</sup> Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 98; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 77; Sundermann, 226; Thomas, WiVerw 1980, 244, 264; Wagner, 176.

<sup>844</sup> Feldhaus/Spindler, § 14 BImSchG Rn. 98; Wagner, 176; ähnlich Soell, 4.

<sup>845</sup> Dafür: VG Arnsberg DVBl. 1966, 83, 86 (zu § 25 III S. 3 GewO a.F.); GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 77 (mit Hinweis auf die Rechtslage bei § 906 BGB); Marburger, 56. DJT, C 114 (sonst dürfen Anlagenbetreiber der Nachbarschaft wesentliche Beeinträchtigungen zumuten, obwohl sie aufgrund seiner wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit auch in der Lage wäre, diese Beeinträchti-

Sinne der Rechtssicherheit und des Schutzes des Geschädigten ist aber einer weitestgehend objektiven Bestimmung der wirtschaftlichen Vertretbarkeit der Vorzug zu geben. Ausnahmen kommen allenfalls in Fällen in Betracht, in denen das Ergebnis der objektiven Bestimmung offensichtlich unbillig wäre.

### **3. Schutzvorkehrungen aus tatsächlichen Gründen nicht durchführbar**

Der Fall, dass Schutzvorkehrungen nicht durchgeführt werden können, da die benachteiligenden Wirkungen einer Anlage unbekannt sind, ist den beiden gerade genannten Fällen der Undurchführbarkeit und Nichtvertretbarkeit von Schutzmaßnahmen gleichzustellen.<sup>846</sup>

### **III. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner**

Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner sind hier grundsätzlich ähnlich wie im Rahmen des § 906 II S. 2 BGB zu bestimmen. Der Anspruchsinhaber ist grundsätzlich der Eigentümer oder berechtigte Besitzer eines Grundstücks im Bereich der Emissionsquelle (Nachbar). Die Frage, ob neben den Eigentümern und berechtigten Besitzern auch sonstige regelmäßige Nutzer des Grundstücks, wie Arbeitnehmer und in der Ausbildung befindliche Personen, anspruchsberechtigt sein sollen, ist ebenso wie im Rahmen des § 906 II S. 2 BGB umstritten. Genau wie dort ist dies hier zu bejahen.<sup>847</sup>

Der Anspruchsgegner ist der Betreiber der emittierenden Anlage, der nach § 14 S. 1 BImSchG vor Abwehransprüchen geschützt ist.<sup>848</sup>

### **IV. Inhalt des Anspruchs**

#### **1. Anwendung der §§ 249 ff. BGB**

Der Schadensersatzanspruch richtet sich nach den §§ 249 ff. BGB.<sup>849</sup> Auch § 254 BGB ist anwendbar und führt zu angemessenen Lösungen, insbesondere wenn der Nachbar seine Einwendungen nicht im Genehmigungsverfahren vorgebracht hat.<sup>850</sup> Das Bundesverwaltungsgericht hat allerdings angenommen, dass in einem sol-

---

gungen zu verringern oder zu verhindern); *Thomas*, WiVerw 1980, 244, 265; dagegen: *Feldhaus/Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 98 (sonst wird die Misswirtschaft des Schädigers prämiert und der Schutz des Geschädigten zu sehr eingeschränkt).

<sup>846</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 952; *Kotulla/Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 46.

<sup>847</sup> GK/*Roßnagel*, § 14 BImSchG Rn. 71 i.V.m. Rn. 46 f. m.w.N.; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 23; a.A. BGHZ 92, 143, 146; *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 355; *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 79.

<sup>848</sup> BGHZ 102, 350, 352 f. (Haftung des Betreibers, nicht des Staates, der die Genehmigungsvorschriften erlassen hat).

<sup>849</sup> OLG Frankfurt VersR 1983, 41, 41; *Baur*, JZ 1974, 657, 659; *Erman/Lorenz*, § 906 BGB Rn. 64; *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 27; *Kotulla/Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 48; *Landsberg/Lüßling*, § 14 BImSchG Rn. 7; a.A. *Bälz*, JZ 1992, 57, 71 (nur angemessener Ausgleich wie bei § 906 II S. 2 BGB).

<sup>850</sup> *Staudinger/Kohler*, § 14 S. 2 BImSchG Rn. 25.

chen Fall auch privatrechtliche Ansprüche aufgrund der Vorschrift des § 17 II S. 2 GewO a.F., inzwischen ersetzt durch § 10 III S. 5 BImSchG, präkludiert seien.<sup>851</sup>

Die Präklusion nach § 10 III S. 5 BImSchG erfasst jedoch keine privatrechtlichen Ansprüche gegen den Anlagenbetreiber.<sup>852</sup> Vielmehr soll diese Vorschrift nur Widerspruch und Anfechtungsklage gegen die Errichtung und den Betrieb der jeweiligen Anlage ausschließen.<sup>853</sup> Selbst ein die Klage abweisendes Urteil eines Verwaltungsgerichts lässt privatrechtliche Ansprüche unberührt. § 10 III S. 5 BImSchG kann keine weitergehende Wirkung besitzen als ein solches Urteil.<sup>854</sup> Daraus ergibt sich, dass es hier interessengemäß ist, dem Geschädigten trotz einer verpassten Einwendungsmöglichkeit im Genehmigungsverfahren noch die Möglichkeit einer Klage auf Schadensersatz mit eventueller Anspruchskürzung nach § 254 BGB einzuräumen. Ansonsten käme man zu dem wenig wünschenswerten Resultat, dass der Betreiber einer genehmigten Anlage, obwohl die von der Anlage verursachten Immissionen die Nachbarn schädigen, sich nicht nur auf § 14 S. 1 BImSchG berufen könnte, sondern auch für immer gegen eventuelle Schadensersatzansprüche der Nachbarn gefeit wäre.

## 2. Ersatzfähiger Schaden

Wie bei § 906 II S. 2 BGB werden neben den am Grundstück entstandenen Schäden auch Schäden an beweglichen Sachen und an der Gesundheit des Anspruchstellers mittelbar erfasst, wenn sie grundstücksbezogen sind.<sup>855</sup>

## 3. Grenzen des Schadensersatzanspruchs

Der Schaden muss daraus entstanden sein, dass die Vorkehrungen, die benachteiligende Wirkungen ausschließen sollen, nach dem Stand der Technik nicht durchführbar oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind.<sup>856</sup> Dies ergibt sich aus dem Wortlaut des § 14 S. 2 BImSchG.

Sinn des § 14 S. 2 BImSchG ist es, einen Ausgleich für Schäden zu gewähren, die dadurch entstehen, dass genehmigte Anlagen über die Duldungspflichten des § 906 I, II S. 1 BGB hinaus vor nachbarrechtlichen Abwehransprüchen geschützt werden. Die Höhe des Schadensersatzanspruchs wird deshalb durch § 906 I, II BGB

---

<sup>851</sup> DVBl. 1973, 645, 645.

<sup>852</sup> Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 14 BImSchG Rn. 40; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 139; Peine, NJW 1990, 2442, 2444; so jetzt auch Jarass, § 10 BImSchG Rn. 99, § 14 BImSchG Rn. 9a.

<sup>853</sup> Kotulla/Guckelberger, § 14 BImSchG Rn. 36 (mit Hinweis auf die Vorgängervorschrift § 17 GewO a.F.); Marburger, UTR 2 (1987), 109, 139.

<sup>854</sup> Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 14 BImSchG Rn. 40; Peine, NJW 1990, 2442, 2444.

<sup>855</sup> Gerlach, 241; Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 14 BImSchG Rn. 74; Staudinger/Roth, § 906 BGB Rn. 77.

<sup>856</sup> Staudinger/Kohler, § 14 BImSchG Rn. 26.

begrenzt. Daher ist nur der Schaden zu ersetzen, der aus Beeinträchtigungen entsteht, die das nach § 906 I, II S. 1 BGB zu dulddende Maß übersteigen.<sup>857</sup>

## V. Beweislast

Grundsätzlich hat der Anspruchsteller die tatsächlichen Voraussetzungen des Anspruchs aus § 14 S. 2 BImSchG darzulegen und zu beweisen,<sup>858</sup> d.h. die benachteiligenden Einwirkungen auf sein Grundstück, grundsätzlich die Kausalität zwischen den Emissionen der störenden Anlage und den Einwirkungen und den Eintritt eines Schadens durch die Einwirkung.<sup>859</sup>

## D. § 23 S. 2 GenTG

§ 23 GenTG ist ähnlich wie § 14 BImSchG aufgebaut. § 23 S. 1 GenTG schließt privatrechtliche, nicht auf besonderen Titeln beruhende Ansprüche zur Abwehr benachteiligender Einwirkungen von einem Grundstück auf ein anderes Grundstück aus, die die Einstellung des Betriebs einer gentechnischen Anlage, die Einstellung gentechnischer Arbeiten oder die Beendigung einer Freisetzung zum Ziel haben, wenn deren Genehmigung unanfechtbar ist und ein Anhörungsverfahren nach § 18 GenTG durchgeführt wurde. Stattdessen können nur Vorkehrungen verlangt werden, die die benachteiligende Wirkung ausschließen. Soweit solche Vorkehrungen nach dem Stand der Technik nicht durchführbar oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind, kann lediglich Schadensersatz verlangt werden (§ 23 S. 2 GenTG). Die Vorschrift hat aufgrund ihres engen Anwendungsbereichs nur geringe praktische Bedeutung.<sup>860</sup> § 23 GenTG ahmt in Aufbau und Formulierungen den § 14 BImSchG nach und ist daher ähnlich auszulegen.<sup>861</sup>

## E. Fazit

Die Aufopferungshaftung ist der praktisch bedeutsamste Teilbereich der Umwelthaftung. Dies ist damit zu erklären, dass diese Haftung keine Rechtswidrigkeit und kein Verschulden erfordert. Sowohl § 906 II S. 2 BGB als auch § 14 S. 2 BGB bezwecken nach ihrer Formulierung den Ersatz typischer Umweltschäden, da § 906 II S. 2 BGB einen Ausgleichsanspruch für Einwirkungen im Sinne des § 906 I S. 1 BGB gewährt, während § 14 S. 2 BImSchG einen Schadensersatzanspruch für Einwirkungen, die durch den genehmigten Anlagenbetrieb hervorgerufen werden, vorsieht. Im Rahmen des § 906 II S. 2 BGB begünstigen ferner Beweiserleichterungen den Geschädigten. Zudem ist die analoge Anwendung des § 906 II S. 2 BGB für den Geschädigten vorteilhaft und eine sinnvolle Ergänzung zur direkten Anwendung des § 906 II S. 2 BGB, da so auch Ersatz für Einwirkungen gewährt werden kann, für die keine Duldungspflicht besteht und die der Anspruchsinhaber zunächst nicht bemerkt hat. Die Ursache von Umweltschäden stellt sich häufig erst mit der Zeit heraus. Der

---

<sup>857</sup> BGHZ 69, 105, 110; Erman/Lorenz, § 906 BGB Rn. 64; Staudinger/Kobler, § 14 BImSchG Rn. 26.

<sup>858</sup> GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 156; Ule/Laubinger/Storost, § 14 BImSchG Rn. D 23.

<sup>859</sup> GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 156 m.w.N.

<sup>860</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 19.

<sup>861</sup> GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 131.

Ersatz solcher Umweltschäden bildet einen Hauptanwendungsbereich des § 906 II S. 2 BGB analog.

Ein Nachteil der Aufopferungshaftung ist, dass sie sich kaum für den Ersatz von Distanzschäden eignet. Der Kreis der Anspruchsinhaber ist zudem beschränkt auf Personen mit bestimmten Rechten an dem gestörten Grundstück. Hier wäre eine Ausdehnung des anspruchsberechtigten Personenkreises wünschenswert. Nach § 906 II S. 2 BGB (direkt oder analog) wird der Ausgleich zudem nach den Grundsätzen der öffentlich-rechtlichen Enteignungsentschädigung berechnet. Im Sinne einer Harmonisierung mit den Ansprüchen nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG wäre auch hier eine Berechnung nach § 249 ff. BGB angebracht.

Zu kritisieren ist, dass die Anwendung des § 906 BGB bestehende Situationen, in denen mit der Entstehung von Umweltschäden zu rechnen ist, verfestigt. So wird das Kriterium der Ortsüblichkeit der Benutzung des störenden Grundstücks unter Berücksichtigung der aktuellen Nutzung des Vergleichsgebiets bestimmt. Gegen ortsübliche Nutzungen besteht in der Regel aufgrund der Duldungspflicht des § 906 II S. 1 BGB kein Unterlassungsanspruch, so dass diese Nutzungen unabhängig von ihrer Schädlichkeit nicht verhindert werden können. Zudem sind aufgrund der Duldungspflicht diese Nutzungen auch nicht rechtswidrig im Sinne des § 823 I BGB, so dass der Geschädigte auch keinen Anspruch nach § 823 I BGB hat, sondern in der Regel auf § 906 II S. 2 BGB verwiesen wird. Bei diesem Anspruch wird wiederum bei der Feststellung der Beeinträchtigung des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus die Vorbelastung des Grundstücks durch störende Nutzungen in der Umgebung miteinbezogen. Damit sind bei der Anwendung der Aufopferungshaftung Personen benachteiligt, die in ohnehin schon störungsintensiven Gebieten wohnen. Günstig ist ihre Anwendung dagegen für solche Personen, die in Gebieten wohnen, in denen Störungen ungewöhnlich sind. Diese können, wenn sie nicht sogar Unterlassungsansprüche geltend machen können, häufig einen Ausgleich nach § 906 II S. 2 BGB für die ihr Grundstück treffenden Einwirkungen verlangen.

### Kapitel 3: Gefährdungshaftung

Die Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung bilden den dritten wichtigen Teilbereich der Umwelthaftung.

Grundgedanke der Gefährdungshaftung ist, dass derjenige, der durch sein Verhalten oder durch den Betrieb einer Anlage die Gefahr der Entstehung von Schäden schafft, vor denen die Betroffenen sich nicht in zumutbarer Weise schützen können, während er gleichzeitig die Vorteile des Verhaltens bzw. der Anlage genießt, ohne Verschulden für die so verursachten Schäden haften soll.<sup>862</sup> Sie schafft einen Ausgleich für die Ausübung erlaubter Risiken, so dass auch die Rechtswidrigkeit für die Gefährdungshaftung nicht Voraussetzung ist (z.T. str., näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 3, B.VI).<sup>863</sup>

Die Gefährdungshaftung kann an den Betrieb einer gefährlichen Anlage anknüpfen (Anlagenhaftung, vgl. z.B. § 1 UmwHG oder § 22 II WHG) oder an ein bestimmtes Verhalten des Schädigers (Verhaltenshaftung, vgl. z.B. § 22 I WHG).

Häufig sehen Tatbestände der Gefährdungshaftung eine Haftungshöchstgrenze vor (vgl. §§ 15 UmwHG, 33 GenTG, 9, 10 HaftPflG, 37 LuftVG, 117 I BBergG). Solche Vorschriften dienen dazu, das erhöhte Haftungsrisiko bei der Gefährdungshaftung einzugrenzen und kalkulierbar zu machen, insbesondere auch im Hinblick auf den Abschluss einer Versicherung.<sup>864</sup>

Anders als die Verschuldenshaftung erfasst die Gefährdungshaftung häufig auch die Haftung für Entwicklungsrisiken. Sie begründet damit auch eine Haftung für solche Schäden, deren Eintritt trotz äußerster Sorgfalt zum Zeitpunkt des schadensverursachenden Ereignisses nach dem jeweiligen Stand von Wissenschaft und Technik nicht erkannt und nicht vermieden werden konnte.<sup>865</sup>

Bis auf den Anspruch nach § 33 I LuftVG, der einen Unfall voraussetzt, welcher in der Regel gleichzeitig ein Störfall ist, erfassen alle im Rahmen der Umwelthaftung bedeutsamen Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung sowohl Schäden, die durch einen Störfall verursacht werden, als auch Schäden, die durch Normalbetrieb entstehen.

---

<sup>862</sup> BGH NJW-RR 2004, 959, 961; BGH NVwZ 2005, 358, 359 (für die Anlagenhaftung nach § 2 HaftPflG); *Flachsbarth*, 31.

<sup>863</sup> *Reiter*, 70 f.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 309.

<sup>864</sup> Z.B. *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 43.

<sup>865</sup> *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 32 GenTG Rn. 13 (GenTG); *Löbbecke*, 48 (GenTG), 51 (UmwHG), 52 (nach § 22 WHG besteht keine Haftung für Entwicklungsrisiken); *Reiter*, 70; *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 13 (UmwHG).

## A. § 1 Umwelthaftungsgesetz

Das am 1. Januar 1991 in Kraft getretene Umwelthaftungsgesetz begründet eine Gefährdungshaftung des Inhabers bestimmter Anlagen für von diesen Anlagen ausgehende Schäden.<sup>866</sup> Es wurde insbesondere zu dem Zweck erlassen, Schutzlücken zu schließen, die im Haftungsrecht in Bezug auf durch Umwelteinwirkungen entstehende Sach- und Personenschäden bestanden.<sup>867</sup>

Das Umwelthaftungsgesetz soll die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklichen und damit die Position des Geschädigten verbessern.<sup>868</sup> Diesem Ziel dienen speziell die Ausgestaltung als Gefährdungshaftung (§ 1 UmwHG) und die Ursachenvermutung aus §§ 6, 7 UmwHG. Die Auskunftsansprüche des Geschädigten nach §§ 8, 10 UmwHG vereinfachen den Nachweis der Voraussetzungen des § 1 UmwHG und der §§ 6, 7 UmwHG.<sup>869</sup>

Im Gegensatz zu § 906 II S. 2 BGB, der nur grundstücksbezogene Schäden erfasst, ersetzt § 1 UmwHG auch personenbezogene Schäden, nämlich Schäden an Gesundheit, körperlicher Unversehrtheit und Leben.<sup>870</sup> Im Gegensatz zum Deliktsrecht erfordert das Umwelthaftungsgesetz nicht das Vorliegen von Rechtswidrigkeit und Verschulden als Haftungsvoraussetzung.<sup>871</sup>

Im Vergleich zu § 22 I, II WHG, einer weiteren Anspruchsgrundlage der Gefährdungshaftung im Bereich der Umwelthaftung, bietet das Umwelthaftungsgesetz weitergehendere Haftungsmöglichkeiten, da hier nicht nur für über das Wasser vermittelte Umwelteinwirkungen, sondern auch für über Luft und Boden vermittelte Umwelteinwirkungen gehaftet wird.<sup>872</sup>

Daneben hat das Umwelthaftungsgesetz auch den Zweck, der Entstehung von Umweltschäden vorzubeugen. Ihm kommt folglich eine Präventionsfunktion zu.<sup>873</sup> Aufgrund der im Fall eines Umweltschadens drohenden Kosten wird es für den Inhaber einer Anlage im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes sinnvoll, Vorsorgemaßnahmen gegen die Verursachung von Umweltschäden durch die Anlage zu treffen. So soll der Entstehung von Umweltschäden vorgebeugt werden.<sup>874</sup>

---

<sup>866</sup> Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, Vorbemerkungen Umwelthaftungsgesetz Rn. 2; zur Gesetzgebungsgeschichte ausführlich *Engelhardt*, 80 ff.

<sup>867</sup> Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, Vorbemerkungen Umwelthaftungsgesetz Rn. 1; *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 1.

<sup>868</sup> *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 5.

<sup>869</sup> *Staudinger/Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 2.

<sup>870</sup> *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 1.

<sup>871</sup> *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 1, Rn. 61 ff.

<sup>872</sup> *Flachsbarth*, 274 f.; *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 1

<sup>873</sup> *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 5 ff.

<sup>874</sup> *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 6 mit Hinweis auf die Gesetzesbegründung, Rn. 8; *Staudinger/Kohler*, § 1 UmwHG Rn. 1.

Bisher war das Umwelthaftungsgesetz nur selten Gegenstand der Rechtsprechung.<sup>875</sup> Dies ist wohl darauf zurückzuführen, dass das Umwelthaftungsgesetz nur eine Haftung für Schäden vorsieht, die durch ganz bestimmte Anlagen verursacht werden, und damit nur einen geringen Teil der Umweltschäden erfasst.<sup>876</sup> Möglicherweise werden die Schadensfälle nach dem Umwelthaftungsgesetz auch häufig über die Betriebshaftpflichtversicherung geregelt, ohne dass Gerichte mit der Sache befasst werden.<sup>877</sup>

## I. Anlage

Die Haftung nach § 1 UmwHG ist nur dann gegeben, wenn der Schaden von einer Anlage im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes ausgeht.

### 1. Anlagenbegriff

Nach § 1 UmwHG muss es sich um eine im Katalog von Anhang 1 des Umwelthaftungsgesetzes aufgezählte Anlage handeln.<sup>878</sup> Darunter fallen z.B. Kraftwerke, verfahrenstechnische Anlagen innerhalb von Urananreicherungsanlagen, Anlagen zur Gewinnung von Roheisen oder zur Stahlerzeugung, Anlagen zum Lackieren von Gegenständen und Abfallentsorgungsanlagen.<sup>879</sup> Andere, dort nicht genannte Anlagen, wie z.B. chemische Reinigungen oder Tankstellen, fallen nicht unter die Vorschriften des Umwelthaftungsgesetzes, obwohl von diesen ebenso große oder sogar größere Umweltgefährdungen ausgehen können wie von den aufgeführten Anlagen.<sup>880</sup> Die schadensursächliche Anlage selbst muss in dem Katalog aufgeführt sein. Es reicht nicht aus, wenn der Schaden von einer Anlage ausgeht, die nicht im Katalog aufgeführt ist, die aber Teil einer Gesamtanlage ist, welche eine Anlage im Sinne des Anhang 1 beinhaltet, oder wenn sich nur eine entsprechende Anlage auf dem Betriebsgelände befindet, diese aber den Schaden nicht verursacht.<sup>881</sup>

Der Begriff der Anlage wird in § 3 II UmwHG allgemein definiert. Danach sind Anlagen ortsfeste Einrichtungen wie Betriebsstätten und Lager.

---

<sup>875</sup> Z.B. BGH NJW 1997, 2748, 2750; OLG Düsseldorf NJW-RR 1994, 1181 ff. (Lackschaden durch Farbnebel, kein Anspruch mangels Kausalitätsnachweises); OLG Düsseldorf NJW 1998, 3720 ff. (Fassadenschaden durch Aschepartikel aus Kraftwerk, Teilersatz gemäß § 1 UmwHG); OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 27 (Flugrostschäden an Auto, kein Kausalitätsnachweis); Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 140 ff.

<sup>876</sup> Ausführlich und kritisch zum Anwendungsbereich Engelhardt, 258 ff.

<sup>877</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 139, Rn. 152.

<sup>878</sup> Z.B. Lackieranlagen, BGH NJW 1997, 2748, 2750.

<sup>879</sup> Ausführliche Liste: Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 43 ff.

<sup>880</sup> Kritisch Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 12, Rn. 38 ff.

<sup>881</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 34, Rn. 35 (auch zur a.A., die einen weiten Anlagenbegriff vertritt, bei dem die gesamte Betriebsstätte als Anlage nach § 1 UmwHG angesehen wird, so z.B. Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 3 UmwHG Rn. 20 ff.); Staudinger/Kohler, § 3 UmwHG Rn. 15, Rn. 21.

Als Einrichtung bezeichnet man „die Zusammenfassung eines Minimums an sächlichen und persönlichen Mitteln“ zu einem bestimmten Zweck.<sup>882</sup> Zudem muss das Grundstück auf nachhaltige Weise zweckentsprechend genutzt werden.<sup>883</sup>

Die Voraussetzung der Ortsfestigkeit grenzt die Anlage zu den in § 3 III a) UmwHG genannten ortsveränderlichen Einrichtungen (Maschinen, Geräten, Fahrzeugen usw.) ab. Für die Ortsfestigkeit ist nicht erforderlich, dass die Einrichtung wesentlicher Bestandteil eines Grundstückes oder Gebäudes ist.<sup>884</sup> Allerdings darf eine ortsfeste Einrichtung nicht frei beweglich sein.<sup>885</sup>

Eine Betriebsstätte ist eine ortsfeste Einrichtung, die einem bestimmten technischen Zweck dient.<sup>886</sup> Ein Lager wird als eine Einrichtung definiert, die zur Aufnahme fester, flüssiger oder gasförmiger Stoffe bestimmt ist, unabhängig davon, ob eine spätere Verwendung der Stoffe vorgesehen ist oder man sich der Stoffe entledigen will.<sup>887</sup>

Der Anlagenbegriff des UmwHG entspricht weitgehend dem Anlagenbegriff aus § 3 V Nr. 1 BImSchG, der Betriebsstätten und sonstige ortsfeste Einrichtungen nennt.<sup>888</sup> Es handelt sich jedoch trotzdem um einen eigenständigen Begriff, der aufgrund seiner Stellung im Umwelthaftungsrecht z.T. auch abweichend von dem öffentlich-rechtlichen Begriff aus § 3 V Nr. 1 BImSchG zu interpretieren ist.<sup>889</sup> Im Gegensatz zu diesem Begriff umfasst der Anlagenbegriff im UmwHG auch Anlagen, die nicht betriebsfähig oder nicht dauerhaft in Betrieb sind,<sup>890</sup> sowie Anlagen, die nicht unter das BImSchG fallen.<sup>891</sup>

Nach § 3 III a), b) UmwHG gehören zu den Anlagen auch Maschinen, Geräte, Fahrzeuge und sonstige ortsveränderliche technische Einrichtungen (§ 3 III a) UmwHG) sowie Nebeneinrichtungen (§ 3 III b) UmwHG), sofern diese Einrichtungen mit der Anlage im Sinne des § 3 II UmwHG in einem räumlichen oder betriebstechnischen Zusammenhang stehen und für das Entstehen der Umwelteinwirkung von Bedeutung sein können. § 3 II a) UmwHG erfasst also ortsveränderliche Einrichtungen, § 3 III b) UmwHG erfasst meist ortsggebundene, daneben aber auch ortsveränderliche Einrichtungen.<sup>892</sup>

---

<sup>882</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 32; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 17.

<sup>883</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 17.

<sup>884</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 3 UmwHG Rn. 11; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 18 m.w.N.; a.A. (nur Grundstücke und deren wesentliche Bestandteile) Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 32.

<sup>885</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 18.

<sup>886</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 19; ähnlich Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 33.

<sup>887</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 36; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 20.

<sup>888</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 30.

<sup>889</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 30; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 14.

<sup>890</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 15, vgl. auch § 2 UmwHG.

<sup>891</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 30 (z.B. Anlagen aus dem Abfallrecht oder kerntechnische Anlagen).

<sup>892</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 49 ff.

Erforderlich ist entweder ein betriebstechnischer oder ein räumlicher Zusammenhang der ortsveränderlichen technischen Einrichtung oder der Nebeneinrichtung mit der Anlage.<sup>893</sup> Für den räumlichen Zusammenhang ist wie im Rahmen des § 97 I BGB für das Verhältnis Hauptsache-Zubehör erforderlich, dass die räumliche Nähe so beschaffen ist, dass die Einrichtung noch dem wirtschaftlichen Zweck der Anlage dienen kann.<sup>894</sup> Faktisch wird damit die Lage der Einrichtung auf dem Grundstück der Anlage oder auf einem angrenzenden Grundstück gefordert.<sup>895</sup> Zur Bestimmung des betriebstechnischen Zusammenhangs wird ebenfalls § 97 I BGB, diesmal i.V.m. § 98 BGB, herangezogen.<sup>896</sup> Die Einrichtungen müssen also dem wirtschaftlichen Zweck der Hauptsache zu dienen bestimmt sein. An den betriebstechnischen Zusammenhang werden eher hohe Anforderungen gestellt.<sup>897</sup> Die Einrichtungen müssen mit dem Kern der Anlage eine wirtschaftlich sinnvolle Einheit bilden.<sup>898</sup> Es ist eine im Verhältnis zum Anlagenkern dienende Funktion der Einrichtung erforderlich.<sup>899</sup> Die Hauptanlage und die Einrichtungen nach § 3 III UmwHG müssen sich als integriertes System darstellen.<sup>900</sup>

## 2. Betriebene und nichtbetriebene Anlagen

Schon nach § 1 UmwHG haftet der Inhaber einer Anlage, die in Betrieb ist, für die von dieser Anlage verursachten Schäden. Gemäß § 2 UmwHG trifft die Haftung nach § 1 UmwHG unter bestimmten Voraussetzungen auch den Inhaber einer Anlage, die noch nicht fertiggestellt ist (§ 2 I UmwHG) oder nicht mehr betrieben wird (§ 2 II UmwHG). Hier haftet der Inhaber der noch nicht fertiggestellten Anlage (§ 2 I UmwHG) oder derjenige, der zum Zeitpunkt der Einstellung des Betriebs Inhaber der Anlage war (§ 2 II UmwHG, zum Inhaberbegriff näher s.u. Teil 2, Kapitel 3, A.X).

Eine noch nicht fertiggestellte Anlage kann frühestens dann vorliegen, wenn schon mit der Errichtungsphase begonnen wurde, d.h. wenn zumindest eine Sache zur Errichtung der Anlage in Errichtungsabsicht auf das Grundstück gebracht wurde.<sup>901</sup> Fertigstellung ist die erkennbare Widmung für den Betriebszweck, die insbesondere (aber nicht ausschließlich) durch die Inbetriebnahme geschieht,<sup>902</sup> aber auch z.B.

---

<sup>893</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 50 ff., dagegen wird im Immissionsschutzrecht verlangt, dass der räumliche und der betriebstechnische Zusammenhang kumulativ vorliegen müssen (§ 1 II Nr. 4 BImSchG).

<sup>894</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 52; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 26.

<sup>895</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 26.

<sup>896</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 52; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 27.

<sup>897</sup> Schimikowski, Rn. 151.

<sup>898</sup> Schimikowski, Rn. 151; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 28.

<sup>899</sup> Schimikowski, Rn. 151; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 28.

<sup>900</sup> Schimikowski, Rn. 151; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 28.

<sup>901</sup> Näher dazu Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 4 ff.; Staudinger/Kobler, § 2 UmwHG Rn. 3.

<sup>902</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 153, Rn. 154; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 38.

durch eine werkvertragliche Abnahme indiziert werden kann.<sup>903</sup> Trotz Unterbrechungen des Betriebs ist die Anlage weiterhin in Betrieb und damit fertiggestellt, wenn der Inhaber den Betrieb wieder aufnehmen will.<sup>904</sup>

Eine nicht mehr betriebene Anlage ist eine Anlage, die fertiggestellt war oder die sich wenigstens in der Errichtungsphase befand und deren Betrieb tatsächlich und äußerlich erkennbar beendet wurde, wenn der Entschluss besteht, die Anlage endgültig nicht mehr in ihrer Funktion zu nutzen.<sup>905</sup> Der letzte Inhaber haftet so lange für von der Anlage verursachte Schäden, bis kein Teil der Anlage oder ihres Zubehörs (§ 3 III UmwHG) mehr auf dem Gelände vorhanden ist.<sup>906</sup> Dazu gehören auch Altlasten und Rückstände des Betriebs.<sup>907</sup> Für nach diesem Zeitpunkt verursachte Rechtsgutsverletzungen haftet der letzte Inhaber der Anlage nicht mehr nach §§ 1, 2 UmwHG.<sup>908</sup> Eine weitergehende Haftung wäre mit dem Charakter des § 1 UmwHG als Anlagenhaftung unvereinbar.

Aus der Regelung des § 2 UmwHG ergibt sich im Umkehrschluss, dass unmittelbar nach § 1 UmwHG, ohne Zuhilfenahme des § 2 UmwHG, gehaftet wird, wenn die Anlage fertiggestellt ist, auch wenn sie ihren Betrieb noch nicht aufgenommen hat. Dies gilt bis zur Einstellung des Betriebs. Sonst gäbe es Phasen, in denen der Inhaber der Anlage weder nach §§ 1, 2 UmwHG noch nach § 1 UmwHG allein haften würde.<sup>909</sup>

Die Gefährlichkeit von Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes besteht nicht nur während ihres Betriebs, sondern häufig auch schon vor ihrer Fertigstellung und weiterhin nach der Einstellung des Betriebs. Nach der Absicht des Gesetzgebers sind hier aber von der Haftung nach §§ 1, 2 UmwHG nur Schäden erfasst, die durch typische Gefahren auch der fertiggestellten Anlage im Betrieb verursacht werden (vgl. Wortlaut des § 2 I, II UmwHG). Damit ist auch bei diesen Anlagen das Vorliegen eines Schutzzweckzusammenhangs erforderlich, für den die gleichen Voraussetzungen gelten wie bei der Haftung für fertiggestellte oder betriebene Anlagen (s.u. Teil 2, Kapitel 3, A.IV). So sollen insbesondere Schäden, die typischerweise von Baustellen

---

<sup>903</sup> Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 38, § 2 UmwHG Rn. 4.

<sup>904</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 155, § 2 UmwHG Rn. 8; Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 38.

<sup>905</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 155, § 2 UmwHG Rn. 8; Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 38, § 2 UmwHG Rn. 12.

<sup>906</sup> Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 2 UmwHG Rn. 6; Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 8; Staudinger/Kohler, § 2 UmwHG Rn. 13.

<sup>907</sup> Staudinger/Kohler, § 2 UmwHG Rn. 14; a.A. Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 8 (zurückgebliebene Abfälle und Rückstände reichen nicht).

<sup>908</sup> Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 9; Staudinger § 2 UmwHG Rn. 14.

<sup>909</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 154; Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 38, § 2 UmwHG Rn. 1.

beim Auf- oder Abbau von Gebäuden jeder Art ausgehen, nicht erfasst sein.<sup>910</sup> Die weiteren Voraussetzungen der Haftung nach § 1 UmwHG gelten auch bei der Haftung nach §§ 1, 2 UmwHG.

## II. Umwelteinwirkung

Nach § 1 UmwHG muss die Rechtsgutsverletzung und damit auch der Schaden durch eine von einer Anlage ausgehenden Umwelteinwirkung verursacht werden. Gemäß § 3 I UmwHG entsteht ein Schaden durch eine Umwelteinwirkung, wenn er durch Stoffe, Erschütterungen, Geräusche, Druck, Strahlen, Gase, Dämpfe, Wärme oder sonstige Erscheinungen verursacht wird, die sich in Boden, Luft oder Wasser ausgebreitet haben.

Der Begriff der Erscheinungen stimmt weitgehend mit dem Begriff der Einwirkungen im Sinne des § 906 I S. 1 BGB überein. Der in § 906 I S. 1 BGB nicht genannte Begriff des Drucks bedeutet die Wirkung einer Kraft auf eines der genannten Umweltmedien, durch die das Umweltmedium verdichtet wird.<sup>911</sup> Unter Strahlen versteht man sowohl ionisierende Strahlen i.S.d. Strahlenschutzverordnung als auch nichtionisierende Strahlen, unter anderem auch Lichtstrahlen.<sup>912</sup> Stoffe sind alle chemischen Elemente und Verbindungen, unabhängig vom Aggregatzustand,<sup>913</sup> sowie Viren und Bakterien.<sup>914</sup> Allerdings sind hier nur feine, keine grobkörperlichen Stoffe erfasst.<sup>915</sup>

Die Aufzählung der verschiedenen Erscheinungen ist nicht abschließend, auch andere Umwelteinwirkungen können unter § 3 I UmwHG fallen.<sup>916</sup> Es muss sich dabei aber um Erscheinungen handeln, die den genannten ähneln. In der Regel sind Einwirkungen, die auch unter § 906 I S. 1 BGB fallen, erfasst.<sup>917</sup> Negative Immissionen (das Fernhalten bestimmter Erscheinungen, z.B. durch Blockade) und immaterielle Wirkungen (z.B. ein häßlicher Anblick) fallen nicht unter den Begriff der Erscheinung nach § 3 I UmwHG.<sup>918</sup> Wenn allerdings die negative Immission durch eine Erscheinung nach § 3 I UmwHG hervorgerufen wird (z.B. die Blockade der Lichtzufuhr, die durch Staub hervorgerufen wird, schädigt Pflanzen), kann die Haftung nach § 1 UmwHG dennoch eingreifen.<sup>919</sup>

---

<sup>910</sup> Näher dazu Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 12 ff.; Schimikowski, Rn. 158; Staudinger § 2 UmwHG Rn. 6 ff., Rn. 16.

<sup>911</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 65; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 6.

<sup>912</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 66; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 6.

<sup>913</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 61; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 7.

<sup>914</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 62; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 7.

<sup>915</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 58; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 8.

<sup>916</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 3 UmwHG Rn. 2; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 8; z.B. OLG München VersR 1998, 1497, 1497 (Ruß).

<sup>917</sup> Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 8.

<sup>918</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 58; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 9.

<sup>919</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 71; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 57.

Die Erscheinung muss sich ferner in Boden, Luft oder Wasser ausbreiten, also sich in ein solches Medium hineinbewegen und durch dieses transportiert werden,<sup>920</sup> um als Umwelteinwirkung zu gelten. Wenn der Geschädigte zum Beispiel in einen Behälter mit Schadstoffen fällt oder in sonstiger Weise ohne das Vorliegen einer Emission mit der Anlage in Berührung kommt und so einen Schaden erleidet, ist diese Voraussetzung nicht erfüllt.<sup>921</sup> Ferner liegt keine Umwelteinwirkung in diesem Sinne vor, wenn die Erscheinung sich nur durch die Schwerkraft oder durch eine Explosion ausbreitet.<sup>922</sup> Die Druckwelle selbst ist dagegen als Umwelteinwirkung erfasst.<sup>923</sup> Ob für Schäden, die durch aufgrund der Druckwelle geschleuderte Gegenstände entstehen, nach § 1 UmwHG gehaftet werden kann, wird unterschiedlich beurteilt.<sup>924</sup>

Eine nachteilige Veränderung der Beschaffenheit des Umweltmediums selbst durch die Ausbreitung der Erscheinung ist für die Haftung nicht erforderlich.<sup>925</sup> Vorrangiges Ziel des Umwelthaftungsgesetzes ist der Ausgleich von Umweltschäden. Für die Entstehung eines Umweltschadens beim Anspruchsteller ist aber eine Veränderung der Beschaffenheit des Umweltmediums meistens ohne Belang.

### III. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachschaden

Erforderlich für die Haftung nach § 1 UmwHG ist, dass der Schaden durch eine Tötung, eine Körper- oder Gesundheitsverletzung oder eine Sachbeschädigung hervorgerufen wurde. Genau wie bei § 823 I BGB ist hier die Verletzung bestimmter Rechtsgüter Voraussetzung für die Haftung.

Die Begriffe der Tötung und der Körper- oder Gesundheitsverletzung haben den gleichen Inhalt wie die entsprechenden Begriffe des § 823 I BGB.<sup>926</sup>

§ 1 UmwHG nennt als Haftungsvoraussetzung die Sachbeschädigung, während § 823 I BGB eine Eigentumsverletzung (oder die Verletzung eines sonstigen Rechts) voraussetzt. Jedoch ist auch im Rahmen des § 1 UmwHG Voraussetzung, dass eine Rechtsposition an der Sache verletzt wird. Im Ergebnis ist damit wie bei § 823 I BGB erforderlich, dass das Eigentum oder eine der sonstigen erfassten Rechtspositionen, die untrennbar mit der Sache verbunden sind (beschränkt dingliche Rechte, Anwartschaftsrecht, Besitz, Jagd- und Jagdausübungsrechte, Fischerei-

---

<sup>920</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 73 ff.; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 10, Rn. 13.

<sup>921</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 3 UmwHG Rn. 7; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 4.

<sup>922</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 57; Schimikowski, Rn. 146; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 10.

<sup>923</sup> Landsberg/Lülling, § 3 UmwHG Rn. 7; Schimikowski, Rn. 146; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 10.

<sup>924</sup> Dafür z.B. Schimikowski, Rn. 146; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 57; a.A. z.B. Salje §§ 1, 3 UmwHG Rn. 65, Rn. 86.

<sup>925</sup> Z.B. Landmann/Rohmer/Rehbinder, § 3 UmwHG Rn. 8; Reiter, 71; Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 74; Schimikowski, Rn. 146; a.A. z.B. Balensiefen, 227; Staudinger/Kobler, § 3 UmwHG Rn. 2.

<sup>926</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 1 UmwHG Rn. 3; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 13 ff.

und Fischereiausübungsrechte, eventuell auch bestimmte Wassernutzungsrechte) in Bezug auf die Sache verletzt wird. Dafür gelten die gleichen Grundsätze wie bei § 823 I BGB.<sup>927</sup>

Anders als § 823 I BGB gewährt § 1 UmwHG keinen Schadensersatz für die Verletzung des Rechtsguts Freiheit. Denkbar wäre eine Verletzung dieses Rechtsguts im Bereich der Umwelthaftung zum Beispiel durch Aufenthaltsbeschränkungen nach dem Austritt giftiger Gase. In einem solchen Fall müssten die Geschädigten sich auf § 823 I BGB berufen.<sup>928</sup>

Ebenfalls wird nicht nach § 1 UmwHG für die Verletzung sonstiger Rechte gehaftet, die sich nicht auf eine Sache beziehen. Insbesondere könnten durch Umwelteinwirkungen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes das Recht am eingerichteten und ausgeübten Gewerbebetrieb oder das allgemeine Persönlichkeitsrecht verletzt werden.<sup>929</sup>

Auch weitere Schäden, die aus der Verletzung nicht aufgezählter anderer Rechtsgüter und Rechte entstehen, sowie reine Vermögensschäden werden nach § 1 UmwHG nicht ersetzt.<sup>930</sup> Die Aufzählung der Rechtsgüter in § 1 UmwHG wurde nach dem Vorbild des § 823 I BGB geschaffen, im Rahmen dessen ebenfalls nur Schäden an den genannten Rechtsgütern und Rechten ersatzfähig sind (Enumerationsprinzip).<sup>931</sup> Eine analoge Anwendung des § 1 UmwHG bei der Verletzung nicht genannter Rechte oder Rechtsgüter ist mangels Regelungslücke ausgeschlossen, da der Geschädigte sich bei solchen Schäden z.B. auf § 823 I BGB berufen könnte.<sup>932</sup>

#### **IV. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme**

Die Anlage muss die Umwelteinwirkung und diese muss die Rechtsgutsverletzung und den Schaden zurechenbar verursachen. Dafür gelten grundsätzlich die auch im übrigen Haftungsrecht angewandten Regeln.<sup>933</sup> Die Kausalität i.S.d. Äquivalenztheorie und der Schutzzweckzusammenhang müssen bei der Haftung nach dem Umwelthaftungsgesetz vorliegen (Definitionen s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.I).<sup>934</sup> Der Schutz-

---

<sup>927</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 93 ff.; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 23 ff.; anders (im Vergleich zu § 823 I BGB einschränkende Interpretation der Sachbeschädigung, z.B. keine Nutzungsbeeinträchtigung erfasst) Engelhardt, 234 f.

<sup>928</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 87; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 6.<sup>929</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 87; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 7.

<sup>930</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 99; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 10, Rn. 11, Rn. 76.

<sup>931</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 10.

<sup>932</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 10.

<sup>933</sup> Ausführlich Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 112. ff.; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 49 ff.

<sup>934</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 107 ff.; Äquivalenztheorie: Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 53; Schutzzweckzusammenhang: Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 1 UmwHG Rn. 5; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 58.

zweckzusammenhang wird bei der Gefährdungshaftung nach § 1 UmwHG, wie bei der Haftung nach den anderen Tatbeständen der Gefährdungshaftung für Umweltschäden, häufig als Gefährdungszusammenhang bezeichnet. Dieser liegt vor, wenn der Verletzungserfolg aus einer Gefahr entsteht, wegen derer die Schadensersatzpflicht nach dem UmwHG bzw. aus anderen Tatbeständen der Gefährdungshaftung geschaffen wurde (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.I.3).<sup>935</sup>

Die Voraussetzungen der Adäquanztheorie müssen im Rahmen der Gefährdungshaftung nicht erfüllt sein (str., näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.I.2).<sup>936</sup>

Der geschädigte Anspruchsteller trägt grundsätzlich die Beweislast für die tatsächlichen Voraussetzungen der haftungsbegründenden und der haftungsausfüllenden Kausalität. §§ 6, 7 UmwHG stellen eine widerlegliche Kausalitätsvermutung in Bezug auf die haftungsbegründende Kausalität auf. Diese wird unten im Kapitel 6 näher behandelt. Ebenso werden dort die Auskunftsansprüche des Geschädigten nach §§ 8-10 UmwHG dargestellt, die schon bei der Vermeidung von Beweisproblemen im Vorfeld eines Prozesses helfen.

## V. Rechtswidrigkeit, Verschulden

Das Vorliegen von Rechtswidrigkeit oder Verschulden ist im Rahmen der Gefährdungshaftung nicht erforderlich.

## VI. Haftungsausschluss bei Sachschäden

Nach § 5 UmwHG ist die Haftung für Sachschäden nach § 1 UmwHG ausgeschlossen, wenn die schadensverursachende Anlage bestimmungsgemäß im Sinne des § 6 II S. 2 UmwHG betrieben und die Sache nur unwesentlich oder in einem Maße beeinträchtigt wurde, das nach den örtlichen Verhältnissen dem Geschädigten zumutbar ist.

Diese Vorschrift ähnelt den anspruchsausschließenden Normen des § 906 I, II BGB bei unwesentlicher Beeinträchtigung oder Zumutbarkeit der Störung nach Maßgabe der örtlichen Verhältnisse.<sup>937</sup> Die Vorschrift soll Rechtsstreitigkeiten über Bagatellverletzungen ausschließen und damit die Rechtspflege entlasten.<sup>938</sup>

Ein bestimmungsgemäßer Betrieb liegt nach § 6 II S. 2 UmwHG vor, wenn die besonderen Betriebspflichten eingehalten worden sind und auch keine Störung des Betriebs vorliegt.

---

<sup>935</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 110; Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 58.

<sup>936</sup> Staudinger/Kohler, § 1 UmwHG Rn. 55, Rn. 74 m.w.N.; a.A. Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 120.

<sup>937</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 5 UmwHG Rn. 1; Staudinger/Kohler, § 5 UmwHG Rn. 1, Rn. 5.

<sup>938</sup> Staudinger/Kohler, § 5 UmwHG Rn. 1.

Ob eine unwesentliche Beeinträchtigung vorliegt, wird nach den gleichen Kriterien bestimmt wie bei § 906 I BGB.<sup>939</sup> Dies gilt auch für die Beeinträchtigung beweglicher Sachen, obwohl hier kein Nachbarschaftsverhältnis wie bei § 906 I BGB besteht, da bei der Umwelthaftung das Prinzip der gegenseitigen Rücksichtnahme auch bei der Schädigung beweglicher Sachen gilt.<sup>940</sup>

Die Voraussetzung der nach den örtlichen Verhältnissen für den Geschädigten zumutbaren Beeinträchtigung lehnt sich an zwei Voraussetzungen des § 906 II BGB an.<sup>941</sup> Nach § 906 II S. 1 BGB besteht eine Duldungspflicht, wenn in bestimmten Fällen eine Beeinträchtigung nicht durch dem Beeinträchtiger zumutbare Maßnahmen verhindert werden kann. Nach § 906 II S. 2 BGB hat der Beeinträchtigte in diesen Fällen einen Anspruch auf Ausgleich in Geld, wenn die Einwirkung die ortsübliche Benutzung seines Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt.

Auch bei § 5 UmwHG kommt es bei der Bestimmung der Ortsüblichkeit daher auf die örtlichen Gegebenheiten an. Dafür ist der Ort entscheidend, an dem die Sache sich zur Zeit ihrer Schädigung, wenn auch nur vorübergehend, befindet.<sup>942</sup> Die für die Ortsüblichkeit bei § 906 II S. 2 BGB entwickelten Kriterien sind sinngemäß anzuwenden.<sup>943</sup>

Bei § 5 UmwHG kommt es auf die Zumutbarkeit der Schädigung für den Geschädigten an, während bei § 906 II S. 1 BGB entscheidend ist, dass ein Benutzer dieser Art die Beeinträchtigung nicht durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen verhindern kann. In beiden Fällen muss jedoch untersucht werden, ob die Schwere der Beeinträchtigung und der Aufwand der Vermeidung in einem angemessenen Verhältnis zueinander stehen. Damit kann auch hier die Bestimmung der Zumutbarkeit in sinnvoller Anwendung der für § 906 II S. 1 BGB entwickelten Kriterien erfolgen.<sup>944</sup> Wenn der Schädiger den Schaden durch mögliche und zumutbare Maßnahmen verhindern kann, ist der Schaden gemäß § 5 UmwHG unzumutbar.<sup>945</sup>

Die Beweispflicht für die Erfüllung der Voraussetzungen dieser Regelung liegt beim Inhaber der Anlage.<sup>946</sup>

## VII. Ausschluss der Haftung durch höhere Gewalt

Nach § 4 UmwHG besteht keine Ersatzpflicht, wenn der Schaden durch höhere Gewalt verursacht wurde. Der Gesetzgeber hat im Gesetzgebungsverfahren deutlich

---

<sup>939</sup> Salje/Peter/Salje, § 5 UmwHG Rn. 5; Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 10 ff.

<sup>940</sup> Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 10; a.A. Landsberg/Lülling, § 5 UmwHG Rn. 16.

<sup>941</sup> Salje/Peter/Salje, § 5 UmwHG Rn. 13; Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 16.

<sup>942</sup> Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 18.

<sup>943</sup> Näher Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 18 ff. m.w.N.

<sup>944</sup> Salje/Peter/Salje, § 5 UmwHG Rn. 16 ff.; Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 23.

<sup>945</sup> Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 17.

<sup>946</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 5 UmwHG Rn. 5; Staudinger/Kobler, § 5 UmwHG Rn. 24.

gemacht, dass der Begriff der höheren Gewalt hier dem von der Rechtsprechung geprägten Begriff entsprechen soll.<sup>947</sup> Danach versteht man unter höherer Gewalt „ein außergewöhnliches, betriebsfremdes, von außen durch elementare Naturkräfte oder menschliches Handeln herbeigeführtes Ereignis, das nach menschlicher Einsicht und Erfahrung nicht voraussehbar ist und mit wirtschaftlich erträglichen Mitteln auch durch die äußerste, vernünftigerweise zu erwartende Sorgfalt nicht verhütet oder unschädlich gemacht werden kann“.<sup>948</sup> Die praktische Bedeutung dieser haftungsausschließenden Einwendung ist gering.<sup>949</sup>

Zunächst ist ein betriebsfremdes Ereignis Voraussetzung. Die erste rechtlich relevante Ursache der Rechtsgutsverletzung darf nicht in innerem Zusammenhang mit dem Betrieb der Anlage stehen.<sup>950</sup> Kein betriebsfremdes Ereignis liegt vor, wenn Gefahren der Anlage sich in der Verletzung verwirklichen.<sup>951</sup>

Es muss eine Einwirkung von außen vorliegen. Dazu gehören alle Einwirkungen, die ihren Ursprung außerhalb der beherrschbaren Sphäre des Anlageninhabers nehmen.<sup>952</sup> Zunächst sind dies Einwirkungen, die von außerhalb der Anlage i.S.d. § 3 UmwHG ausgehen.<sup>953</sup> Einwirkungen, die zwar von außerhalb der Anlage in diesem Sinne ausgehen, aber innerhalb eines einheitlichen Betriebs, zu dem auch die Anlage gehört, ihren Ursprung haben, sind keine Einwirkungen von außen.<sup>954</sup>

Die Voraussetzungen der Außergewöhnlichkeit und der Unvorhersehbarkeit nach menschlicher Einsicht und Erfahrung sind im Zusammenhang zu sehen. Unvorhersehbar nach menschlicher Einsicht und Erfahrung und damit außergewöhnlich sind Vorkommnisse, die so selten vorkommen, dass der Inhaber einer Anlage sein Handeln danach vernünftigerweise nicht ausrichten kann.<sup>955</sup>

Zuletzt darf das Ereignis der höheren Gewalt mit wirtschaftlich erträglichen Mitteln auch durch die äußerste nach der Sachlage vernünftigerweise zu erwartende Sorgfalt nicht verhütet oder unschädlich gemacht werden können.

Die Obliegenheit, unter Anwendung der äußersten, nach der Sachlage zu erwartenden Sorgfalt zu handeln, stellt an das Handeln des Anlageninhabers strengere Sorg-

---

<sup>947</sup> Soergel/*Spickhoff*/Riedhammer, § 4 UmwHG Rn. 2 m.w.N.

<sup>948</sup> Salje/Peter/*Salje*, § 4 UmwHG Rn. 7; Soergel/*Spickhoff*/Riedhammer, § 4 UmwHG Rn. 2; z. B. BGHZ 62, 351, 354 (zu § 22 WHG).

<sup>949</sup> Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 3.

<sup>950</sup> Salje/Peter/*Salje*, § 4 UmwHG Rn. 8; Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 5.

<sup>951</sup> Salje/Peter/*Salje*, § 4 UmwHG Rn. 8 (auch aus innerem Betriebsgeschehen möglich, z.B. bei Sabotageakten), Rn. 11.

<sup>952</sup> Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 6.

<sup>953</sup> Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 6.

<sup>954</sup> Salje/Peter/*Salje*, § 4 UmwHG Rn. 8; Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 6; a.A. Landsberg/Lülling, § 4 UmwHG Rn. 6.

<sup>955</sup> Salje/Peter/*Salje*, § 4 UmwHG Rn. 12; Staudinger/*Kohler*, § 4 UmwHG Rn. 7.

faltsanforderungen, als sie die bloße Pflicht zur Vermeidung fahrlässigen Handelns beinhaltet.<sup>956</sup> Bei der geringsten Fahrlässigkeit des Schädigers ist eine Entlastung über höhere Gewalt folglich ausgeschlossen.<sup>957</sup> Die Anforderungen an das Handeln des Anspruchsinhabers werden im Einzelfall je nach Größe und Wahrscheinlichkeit der Gefahr bestimmt.<sup>958</sup> Maßgeblicher Zeitpunkt ist der der Rechtsgutsverletzung.<sup>959</sup>

Welche Mittel wirtschaftlich erträglich sind, wird nach einem objektiven Maßstab festgestellt. Unerheblich ist, ob der in Anspruch genommene Anlageninhaber wirtschaftlich zur Abwendung des Ereignisses imstande gewesen wäre. Vielmehr wird der Maßstab eines vergleichbaren durchschnittlichen Anlageninhabers in dieser Situation angelegt. Für gleich gefährliche Anlagen soll unter den gleichen Voraussetzungen gehaftet werden. Weder sollen wirtschaftlich schlechter stehende Inhaber haftungsrechtlich besser gestellt werden, noch soll die schlechte wirtschaftliche Situation des Inhabers den Geschädigten einen zusätzlichen Nachteil bringen.<sup>960</sup>

Auch der Stand der Technik spielt bei der Bestimmung, welche Maßnahmen vom Anlageninhaber ergriffen werden müssen, eine Rolle. Einfache Sicherungsmaßnahmen muss der Anlageninhaber jedenfalls ergreifen. Auch technische Standards, die in Rechtsvorschriften festgehalten sind, muss der Anlageninhaber beachten. Die Sorgfaltspflichten können aber im Einzelfall über diese Mindestanforderungen hinausgehen.<sup>961</sup>

Typische Ereignisse höherer Gewalt sind ungewöhnliche Naturereignisse, mit denen der Anlageninhaber nicht rechnen musste (z.B. ungewöhnliche Überschwemmung, ungewöhnlich starker Sturm).<sup>962</sup> Trotz ihrer Ungewöhnlichkeit sind solche Naturphänomene, gegen die man sich ohne besonderen Aufwand schützen kann (z.B. vor Blitzschlag mit einem Blitzableiter) keine Fälle höherer Gewalt.<sup>963</sup>

Auch ungewöhnliches, betriebsfremdes menschliches Verhalten wird als höhere Gewalt angesehen.<sup>964</sup> Zum Beispiel sind von außen auf die Anlage einwirkende Sabotageakte und Anschläge, Einwirkungen durch Kriegshandlungen und gewalttätige Unruhen, außer wenn sie vorhersehbar sind und gegen sie zumutbare Maßnahmen ergriffen werden können, Fälle höherer Gewalt.<sup>965</sup>

---

<sup>956</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 14; Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 9.

<sup>957</sup> Palandt/Heinrichs, § 206 BGB Rn. 4.

<sup>958</sup> Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 9.

<sup>959</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 14 (Zeitpunkt der Umwelteinwirkung); Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 9.

<sup>960</sup> Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 9.

<sup>961</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 14 (ähnlich); Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 9.

<sup>962</sup> Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 10.

<sup>963</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 9; Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 10.

<sup>964</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 10, Rn. 11; Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 11.

<sup>965</sup> Salje/Peter/Salje, § 4 UmwHG Rn. 10; Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 12 f.

In § 1 II S. 1 HaftpflG und § 22 II S. 2 WHG wird die Haftung ebenfalls bei höherer Gewalt ausgeschlossen. Der Gesetzgeber wollte sich diesen Regelungen im Umweltschadenshaftungsgesetz anschließen.<sup>966</sup> Der Anlageninhaber muss die Voraussetzungen der Tatsachen, die das Vorliegen höherer Gewalt begründen, beweisen.<sup>967</sup>

### **VIII. Mitverursachung**

Nach § 11 UmwHG gilt bei einer Mitverursachung durch den Geschädigten § 254 BGB. Bei einer Sachbeschädigung steht dabei nach § 11 UmwHG das Verschulden desjenigen, der die tatsächliche Gewalt über eine Sache ausübt, dem Verschulden des Geschädigten gleich. Diese Regelung wurde im Bereich der Umweltgefährdungshaftung häufig getroffen und entspricht § 4 HaftpflG, § 118 BBergG, § 34 LuftVG und § 32 III S. 1 GenTG.

### **IX. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber ist grundsätzlich der Geschädigte. Das ist derjenige, der an Körper oder Gesundheit verletzt wurde oder der eine nach § 1 UmwHG geschützte Rechtsposition (s.o. Teil 2, Kapitel 3, A.III) an der beschädigten Sache innehatte.<sup>968</sup>

Der Anspruchsteller muss einen Schaden an einer Funktion des Rechtsguts erleiden, dessen Ausübung ihm zusteht. Wenn der Eigentümer einer beschädigten Sache z.B. das Nutzungsrecht an der Sache einer anderen Person übertragen hat, kann er nur den Sachschaden geltend machen, nicht aber den Nutzungsausfallschaden, wenn ihm durch den Nutzungsausfall selbst kein Schaden entstanden ist.<sup>969</sup>

Mehrere Inhaber der schädigenden Anlage haben gegeneinander keinen Anspruch nach § 1 UmwHG, da diese Anspruchsgrundlage nur Außenstehende vor den Gefahren der Anlage schützen soll und nicht die Personen, denen die Schaffung der Gefahr selbst nutzt.<sup>970</sup> Besucher, Mitarbeiter, Lieferanten und sonstige Personen, die sich bestimmungsgemäß im Gefahrenbereich der Anlage aufhalten, können dagegen einen Anspruch gegen den Inhaber aus § 1 UmwHG haben.<sup>971</sup>

Bei der Tötung eines Menschen sind auch die in § 12 I S. 1, II UmwHG genannten Personen Anspruchsinhaber, d.h. derjenige, der die Kosten der Beerdigung zu tragen hat, und derjenige, dem aufgrund der Tötung ein gesetzlicher Unterhaltsanspruch entzogen wurde.

---

<sup>966</sup> Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 1.

<sup>967</sup> Staudinger/Kobler, § 4 UmwHG Rn. 3.

<sup>968</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 88, Rn. 96; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 79.

<sup>969</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 97 f.; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 75, Rn. 80.

<sup>970</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 88; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 82 f.

<sup>971</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 88; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 82.

## X. Anspruchsgegner

Der Anspruch ist gegen den Inhaber der Anlage zu richten (§ 1 UmwHG). Inhaber ist, wer die Anlage auf eigene Rechnung nutzt, die Unterhaltungskosten trägt und die tatsächliche Verfügungsgewalt über sie ausübt.<sup>972</sup> Natürliche oder juristische Personen können Inhaber sein. Geschäftsfähigkeit ist nicht erforderlich.<sup>973</sup> Der Begriff des Inhabers entspricht den gleichlautenden Begriffen aus § 22 II WHG<sup>974</sup> und aus § 2 I HaftPflG<sup>975</sup>.

Bei der Bestimmung des Inhabers kommt es darauf an, wer die Gefahren der Anlage hervorruft und am besten beherrscht.<sup>976</sup> Daher ist auf die tatsächliche Verfügungsgewalt, nicht auf die rechtliche Stellung zur Anlage abzustellen.<sup>977</sup> Der Eigentümer kann, muss aber nicht Inhaber der Anlage sein. Bei der Überlassung einer Anlage an eine andere Person wird der Leasingnehmer, der Pächter oder eine sonstige Person, der die Anlage überlassen wurde, im Regelfall die tatsächliche Verfügungsgewalt über die Anlage haben und damit Inhaber sein.<sup>978</sup> Unvereinbar ist die Stellung des Inhabers mit einer auf den Betrieb der Anlage bezogenen weisungsgebundenen Position und mit Tätigkeiten, die nicht auf eigene Rechnung erfolgen. Z.B. sind Arbeitnehmer und Personen, die aufgrund Werkvertrags an der Anlage tätig sind, nicht Inhaber der Anlage.<sup>979</sup>

Indizien für die Inhaberschaft sind die öffentlich-rechtliche Betreibereigenschaft sowie die Stellung als Eigentümer des Grundstücks.<sup>980</sup>

Selbst wenn die Ausübung der tatsächlichen Verfügungsgewalt vorübergehend auf illegitime Weise, z.B. aufgrund der Übernahme einer Anlage durch Terroristen, verloren geht, bleibt die Inhaberschaft bestehen.<sup>981</sup>

Es können auch mehrere Personen gleichzeitig Inhaber der Anlage sein. Diese haften dann gesamtschuldnerisch nach § 1 UmwHG.<sup>982</sup> Im Verhältnis zwischen altem und neuem Inhaber beim Inhaberwechsel haftet jeder Inhaber für die Schäden, die durch

---

<sup>972</sup> BGHZ 80, 1, 4 (zu § 22 II WHG); Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 16; Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 1 UmwHG Rn. 12; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 84; zur Inhaberschaft bei der Haftung nach § 2 UmwHG Salje/Peter/Salje, § 2 UmwHG Rn. 17 ff.

<sup>973</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 85.

<sup>974</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 1 UmwHG Rn. 12.

<sup>975</sup> Z.B. Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>976</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 85.

<sup>977</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 17; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 86.

<sup>978</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 22; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 86.

<sup>979</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 17; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 87.

<sup>980</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 19; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 94 f.

<sup>981</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 28; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 90.

<sup>982</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 88.

während seiner Inhaberschaft eingetretene Umwelteinwirkungen entstehen, außer wenn Sonderregeln (z.B. § 25 HGB) eingreifen.<sup>983</sup>

Wenn der Schaden nur durch das Zusammenwirken von Umwelteinwirkungen entstanden ist, die zum Teil während der Inhaberschaft einer Person und zum Teil während der Inhaberschaft einer anderen Person von der Anlage ausgingen, gelten die auch sonst anwendbaren Regeln über die Haftung mehrerer für den Fall, dass jeder einen Verursachungsbeitrag gesetzt hat und verschiedene Ursachen nur im Zusammenwirken den Schaden herbeiführen konnten (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II.2).<sup>984</sup>

## XI. Umfang und Art des Schadensersatzes

Nach § 1 UmwHG wird der Schaden ersetzt, der zurechenbar (s.o. Teil 2, Kapitel 3, A.IV) durch die in § 1 UmwHG genannten Rechtsgutsverletzungen hervorgerufen wurde. Art und Umfang des Schadensersatzes richten sich nach den §§ 249 ff. BGB, ergänzt durch §§ 12 ff. UmwHG. Auch wegen des Schadens, der nicht Vermögensschaden ist, kann eine billige Entschädigung in Geld gefordert werden (§§ 13 S. 2 UmwHG, 253 II BGB, näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, A.II, B.II.2).

Nach § 15 S. 1 UmwHG haftet der Ersatzpflichtige für Tötung, Körper- und Gesundheitsverletzung insgesamt für einen Höchstbetrag von 85 Millionen Euro und für Sachbeschädigungen je Schadensfall ebenfalls bis zu einem Höchstbetrag von 85 Millionen Euro. Ob der Höchstbetrag überschritten ist, wird folglich je nach Schadensfall und nach Personen- oder Sachschäden getrennt festgestellt.<sup>985</sup> Die zu einem in Frage stehenden Schadensfall gehörenden Schäden müssen aus einer einheitlichen Umwelteinwirkung (§ 3 UmwHG) entstanden sein (§ 15 S. 1 UmwHG). Eine einheitliche Umwelteinwirkung ist ein funktional einheitlicher, räumlich und zeitlich zusammenhängender Störungsvorgang.<sup>986</sup> Die Schäden müssen sich nicht über einheitliche Umweltmedien ausgebreitet haben.<sup>987</sup> Ob die Schäden in einem engen zeitlichen Zusammenhang miteinander eingetreten sind, ist ebenfalls unerheblich.<sup>988</sup> Ferner können auch mehrere Ersatzberechtigte von einem Schadensfall betroffen sein.<sup>989</sup>

Wenn Ansprüche aufgrund eines Schadensfalls die nach § 15 S. 1 UmwHG festgelegten Höchstgrenzen überschreiten, verringern sich nach § 15 S. 2 UmwHG die einzel-

---

<sup>983</sup> Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 27; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 91.

<sup>984</sup> Landsberg/Lülling, § 1 UmwHG Rn. 65; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 92 m.w.N.; a.A. (Haftung von altem und neuem Inhaber als Gesamtschuldner) z.B. Enders, 386 f.; Landmann/Rohmer/Rebbinder, § 1 UmwHG Rn. 53; Salje/Peter/Salje, § 1 UmwHG Rn. 27.

<sup>985</sup> Staudinger/Kobler, § 15 UmwHG Rn. 1.

<sup>986</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 15 UmwHG Rn. 2; Staudinger/Kobler, § 15 UmwHG Rn. 7 ff.

<sup>987</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 15 UmwHG Rn. 2; a. A. Salje/Peter/Salje, § 15 UmwHG Rn. 5; Staudinger/Kobler, § 15 UmwHG Rn. 8.

<sup>988</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 15 UmwHG Rn. 2.

<sup>989</sup> Staudinger/Kobler, § 15 UmwHG Rn. 1.

nen Entschädigungen in dem Verhältnis, in dem ihr Gesamtbetrag zum Höchstbetrag steht.<sup>990</sup>

Regelungen zur Haftungshöchstgrenze finden sich ebenfalls in §§ 33 GenTG, 9, 10 HaftPflG, 117 I BBergG und 37 LuftVG.

Nach § 16 I UmwHG ist, wenn die Beschädigung einer Sache gleichzeitig eine Beeinträchtigung der Natur oder der Landschaft darstellt, § 251 II BGB mit der Maßgabe anzuwenden, dass Aufwendungen für die Wiederherstellung des vorigen Zustandes nicht allein deshalb unverhältnismäßig sind, weil sie den Wert der Sache übersteigen, soweit der Geschädigte den Zustand herstellt, der bestehen würde, wenn die Beeinträchtigung nicht eingetreten wäre. Damit wird der Vorrang der Naturalrestitution bei Sachschäden, die gleichzeitig eine Beeinträchtigung von Natur und Landschaft sind, gestärkt. Eine ähnliche Regelung findet sich in § 32 VII GenTG (näher zu diesen beiden Regelungen s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.1).

## **B. § 22 I, II WHG**

§ 22 I, II WHG begründet seit seinem Inkrafttreten 1960<sup>991</sup> eine Gefährdungshaftung<sup>992</sup> für die Änderung der Beschaffenheit des Wassers. Die Änderung muss durch eine bestimmte Handlung (§ 22 I WHG) oder die Einwirkung einer bestimmten Anlage (§ 22 II WHG) hervorgerufen werden. Beide Anspruchsgrundlagen sind nebeneinander anwendbar.<sup>993</sup>

### **I. Bestimmtes Verhalten oder Anlage, daraus resultierende Änderung der Wasserbeschaffenheit**

Bei den Voraussetzungen ist zunächst zwischen der Verhaltenshaftung nach § 22 I WHG und der Anlagenhaftung nach § 22 II WHG zu unterscheiden.

#### **1. Verhaltenshaftung § 22 I WHG**

Nach § 22 I S. 1 WHG haftet derjenige, der in ein Gewässer Stoffe einbringt oder einleitet oder wer auf ein Gewässer derart einwirkt, dass die physikalische, chemische oder biologische Beschaffenheit des Wassers verändert wird, für den Ersatz des daraus einem anderen entstehenden Schadens. Damit wird hier für ein bestimmtes Verhalten gehaftet.<sup>994</sup>

##### **a) Haftungsbegründendes Verhalten**

---

<sup>990</sup> Näher dazu Staudinger/Kobler, § 15 UmwHG Rn. 12 ff.

<sup>991</sup> Philipp, 43.

<sup>992</sup> Zur Einordnung z.B. Petersen, 36; ausführlich Philipp, 44 ff.

<sup>993</sup> Breuer, Rn. 1137; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 49; Kotulla, § 22 WHG Rn. 2; Philipp, 114 f.

<sup>994</sup> Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 28.

Unter Einbringen versteht man das Zufügen fester Stoffe.<sup>995</sup> Einleiten ist das Zufügen von flüssigen Stoffen und Gasen.<sup>996</sup> Beispiele sind Abwasser, flüssiger Abfall und Schlamm.<sup>997</sup> Die Art und Weise der Zufügung, ob durch Leitungen, Rohre, Gräben oder durch Verrieseln und Versickern lassen, ist unerheblich.<sup>998</sup> Der Begriff der Einwirkung bildet einen Auffangtatbestand, der alle Handlungen umfasst, die nicht unter die Begriffe Einbringen und Einleiten gefasst werden können.<sup>999</sup> Voraussetzung ist eine auf das Wasser gerichtete wesentliche Handlung.<sup>1000</sup> Beispiele für Einwirkungen sind die radioaktive Beeinflussung des Wassers oder dessen Erwärmung durch Hochöfen und Reaktoren.<sup>1001</sup>

## b) Zweckbezug des Verhaltens

Das Einbringen, das Einleiten und die Einwirkung werden als auf ein Gewässer gerichtete, zweckbezogene Handlungen definiert.<sup>1002</sup> Aus der Formulierung des § 22 II WHG, der davon spricht, dass Stoffe in ein Gewässer gelangen, ohne eingeleitet zu sein, schließt man, dass für die Verhaltensweisen des § 22 I WHG ein spezifischer Bezug auf das Gewässer, eine gewisse Zielrichtung, erforderlich ist.<sup>1003</sup> Die Stoffe dürfen nicht zufällig in das Gewässer geraten sein.<sup>1004</sup>

Umstritten ist allerdings, ob das Verhalten subjektiv die Zuführung von Stoffen in das Gewässer bezwecken muss,<sup>1005</sup> oder ob es ausreicht, dass das Verhalten objektiv auf das Hineingelangen der Stoffe in das Gewässer bezogen und für die Herbeiführung dieses Erfolgs geeignet ist sowie in einem funktionellen Zusammenhang zur Gewässerbenutzung steht.<sup>1006</sup> Der BGH hat zu dieser Frage zunächst keine Stellung bezogen,<sup>1007</sup> tendiert aber in letzter Zeit eher zu der objektiven Ansicht.<sup>1008</sup>

---

<sup>995</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 9; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 35.

<sup>996</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 10; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 36.

<sup>997</sup> BGHZ 62, 351, 355 (Abwasser); BGHZ 103, 129, 134 (Abwasser); BGH NJW 1976, 804, 804 (Abwasser); *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 10; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 36.

<sup>998</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 10; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 36.

<sup>999</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 16; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 37.

<sup>1000</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 16; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 37.

<sup>1001</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 17; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 37.

<sup>1002</sup> BGHZ 124, 394, 396; *Bartholmes*, 130 ff. (ausführlich); *Philipp*, 92 ff. (ausführlich); *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1003</sup> BGHZ 76, 312, 316; BGHZ 124, 394, 396; OLG Hamm NJW-RR 1993, 914, 915; LG Hamburg VersR 1996, 507, 508; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1004</sup> BGHZ 103, 129, 134; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 7; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1005</sup> Z.B. *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 11.

<sup>1006</sup> Z.B. *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 7; *Philipp*, 96 f.; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 32; Überblick über die verschiedenen Auffassungen mit weiteren Nachweisen bei *Philipp*, 94 ff.; *Schimiński*, Rn. 101 ff.; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 30 ff.

<sup>1007</sup> Z.B. BGHZ 46, 17, 19; BGHZ 76, 312, 316; BGHZ 103, 129, 134.

<sup>1008</sup> BGHZ 124, 394, 396; BGH NVwZ-RR 2007, 754, 754 f; *Breuer*, Rn. 1102.

Einerseits ist die Voraussetzung der Zweckbezogenheit des Handelns erforderlich, um die Verhaltenshaftung des § 22 I WHG von der Anlagenhaftung des § 22 II WHG abzugrenzen.<sup>1009</sup> Andererseits handelt es sich bei § 22 I WHG um einen Tatbestand der Gefährdungshaftung, so dass für die Haftung kein Vorsatz, also auch keine Absicht, verlangt werden darf.<sup>1010</sup> Damit ist die Auffassung, die einen objektiven Bezug des Verhaltens auf das Hineingelangen von Stoffen in ein Gewässer fordert, vorzuziehen. Die praktische Relevanz dieser Frage ist allerdings gering.<sup>1011</sup>

Eine Einleitung von Stoffen in das Grundwasser liegt danach mangels objektiven Zweckbezugs nicht vor, wenn auf landwirtschaftlichen Flächen verteilte Dünge- und Pflanzenschutzmittel ein Gewässer verunreinigen, da diese Tätigkeit objektiv auf die Resorption der Stoffe durch die Pflanzen, nicht auf die Einleitung in das Grundwasser gerichtet ist.<sup>1012</sup> Erst bei Düngung im Übermaß<sup>1013</sup> bzw. über das landwirtschaftlich plausibel Erscheinende hinaus<sup>1014</sup> liegt die objektive Finalität in Bezug auf die Gewässerbeeinträchtigung vor, da die vollständige Aufnahme der Stoffe durch Pflanzen und Erde nicht zu erwarten ist. Auch wenn Streusalz des Winterdienstes sich löst und ins Grundwasser gelangt, ist kein objektiver Bezug auf das Hineingelangen des Salzes ins Grundwasser gegeben. Objektiv ist vielmehr die Erhaltung der Verkehrssicherheit bezweckt.<sup>1015</sup> Kein Einbringen oder Einleiten von Stoffen liegt ferner dann vor, wenn jemand einen Weg anschüttet, diese Anschüttung zum Aufstauen von Wasser führt und dadurch Schadstoffe aus der Erde ins Grundwasser gespült werden.<sup>1016</sup> Auch wenn Stoffe nur zufällig, z.B. nach einem Störfall, austreten und die Qualität eines Gewässers beeinträchtigen, fehlt der objektive Bezug zum Gewässer.<sup>1017</sup>

### c) Tun oder Unterlassen

Im Rahmen des § 22 I WHG kann Tun oder Unterlassen zur Haftung führen. Ein Unterlassen wird wie im übrigen Zivilrecht nur dann als erheblich angesehen, wenn mit der unterlassenen Handlung der Schaden hätte abgewendet werden können und eine Rechtspflicht zum Handeln bestand.<sup>1018</sup> Insbesondere kann sich eine Rechtspflicht zum Handeln aus einer Verkehrssicherungspflicht ergeben.<sup>1019</sup> Auch das Un-

---

<sup>1009</sup> Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 32.

<sup>1010</sup> Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 32.

<sup>1011</sup> *Breuer*, Rn. 1102.

<sup>1012</sup> BGH NJW 1966, 1570.

<sup>1013</sup> Z.B. *Balensiefen*, 199 f.; ausführlich *Flachsbarth*, 243 ff. (für eine Anwendbarkeit des § 22 I WHG auch bei ordnungsgemäßen landwirtschaftlichen Maßnahmen); *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 8; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 34.

<sup>1014</sup> Z.B. *Breuer*, Rn. 1104.

<sup>1015</sup> BGHZ 124, 394, 398.

<sup>1016</sup> BGHZ 46, 17, 19.

<sup>1017</sup> BGHZ 103, 129, 134; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1018</sup> BGHZ 65, 221, 223; BGH NJW 1986, 2312, 2314; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 38.

<sup>1019</sup> BGHZ 65, 221, 224 f.; BGH NJW 1986, 2312, 2314; *Breuer*, Rn. 1107; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 38.

terlassen muss aus den oben genannten Gründen in einem objektiv auf die Gewässerbeeinträchtigung gerichteten Verhalten bestehen.<sup>1020</sup>

## 2. Anlagenhaftung § 22 II WHG

Für das Eingreifen der Anlagenhaftung nach § 22 II WHG ist erforderlich, dass aus einer Anlage Stoffe in ein Gewässer gelangen und daraus einem anderen ein Schaden entsteht. Die Haftung knüpft an die typische Gefährlichkeit der Anlagen nach § 22 II WHG an.<sup>1021</sup>

### a) Anlage

Nach § 22 II WHG ist eine Anlage jede Einrichtung, die für eine nicht unerhebliche Zeit dazu bestimmt ist, Stoffe herzustellen, zu verarbeiten, zu lagern, abzulagern, zu befördern oder wegzuleiten.<sup>1022</sup> Die Anlage muss für diese Vorgänge von ihrem Inhaber vorgesehen sein.<sup>1023</sup> Anders als im Rahmen des § 1 UmwHG sind Anlagen hier nicht nur ortsfeste, sondern auch ortsveränderliche Einrichtungen, wie Schiffe, Tankwagen, Tanks und Fässer.<sup>1024</sup> Der konkrete Zweck der Anlage, ihre technische Ausgestaltung und ihre Größe sind unerheblich.<sup>1025</sup> Auch stillgelegte Anlagen sind erfasst, zumindest wenn sie weiterhin eine der in § 22 II WHG genannten Funktionen erfüllen, also z.B. zur Lagerung von Stoffen dienen.<sup>1026</sup>

### b) Stoffe

Die Stoffe, die aus der Anlage in das Gewässer gelangen, müssen typischerweise zur Schädigung eines Gewässers geeignet sein.<sup>1027</sup> Diese Voraussetzung ist nicht erfüllt, wenn Stoffe, die nicht typischerweise wassergefährlich sind, in Brand geraten und das Löschwasser die bei der Verbrennung entstehenden wassergefährlichen Stoffe in ein Gewässer spült.<sup>1028</sup> Wenn Stoffe, die an sich schon wassergefährlich sind, durch

---

<sup>1020</sup> Balensiefen, 200; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 8; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 39; a.A. Kotulla, § 22 WHG Rn. 9 f.

<sup>1021</sup> So z.B. Breuer, Rn. 1136.

<sup>1022</sup> Z.B. BGHZ 47, 1, 3 (Benzinbehälter auf Tankwagen); BGHZ 142, 227, 230 f. (Heizöltank); Breuer, Rn. 1136; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 43; Kotulla, § 22 WHG Rn. 33; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 53.

<sup>1023</sup> Kotulla, § 22 WHG Rn. 42.

<sup>1024</sup> Z.B. BGH NJW 1993, 2740, 2741 (Tankfahrzeug); Breuer, Rn. 1134; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 43; Kotulla, § 22 WHG Rn. 33; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 53.

<sup>1025</sup> Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 43; Kotulla, § 22 WHG Rn. 33; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 53.

<sup>1026</sup> BGHZ 142, 227, 232; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 53; für eine Anwendung auf alle stillgelegten Anlagen z.B. Breuer, Rn. 1136; dagegen z.B. Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 44.

<sup>1027</sup> Breuer, Rn. 1134; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 44; Kotulla, § 22 WHG Rn. 34; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 54.

<sup>1028</sup> BGH NJW 1983, 2029, 2029 f.; Breuer, § 22 WHG Rn. 1140; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 44; Kotulla, Rn. 43; Schimikowski, Rn. 109; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 54.

Löschwasser in ein Gewässer gelangen, liegt diese Voraussetzung dagegen vor.<sup>1029</sup> Zudem müssen die austretenden Stoffe der Art nach denjenigen entsprechen, für die die Anlage vorgesehen ist.<sup>1030</sup>

### c) Zweckbezug des Verhaltens

§ 22 II WHG stellt die Haftungsvoraussetzung auf, dass Stoffe in ein Gewässer gelangen, ohne in dieses eingebracht oder eingeleitet zu sein. Damit wird kein zweckbezogenes Verhalten vorausgesetzt. Die Haftung greift sowohl bei Störfällen<sup>1031</sup> als auch bei bestimmungsgemäßem Betrieb der Anlage ein.<sup>1032</sup>

Wenn man aus der Haftung nach § 22 II WHG allerdings alle Fälle ausnimmt, in denen Stoffe in ein Gewässer eingebracht oder eingeleitet wurden, könnten Haftungslücken entstehen, insbesondere wenn Verrichtungsgehilfen des Inhabers einer Anlage Stoffe einbringen oder einleiten, der Inhaber der Anlage aber nach § 831 BGB nicht haftet.<sup>1033</sup> Daher haftet der Inhaber einer Anlage nach § 22 II WHG unabhängig davon, ob die Stoffe durch Einbringen, Einleiten, Einwirken oder in sonstiger Weise in das Gewässer gelangen.<sup>1034</sup>

## II. Erfasste Gewässer

Für eine Haftung nach § 22 I, II WHG ist erforderlich, dass die Beschaffenheit des Wassers in einem Gewässer im Sinne des WHG verändert wird. Nach § 1 I Nr. 1 WHG gehören dazu oberirdische Gewässer, also solche, die ständig oder zeitweilig in Betten fließen oder stehen oder aus Quellen wild abfließen. § 1 I Nr. 1a bezieht Küstengewässer mit ein, d.h. das Meer zwischen der Küstenlinie bei mittlerem Hochwasser oder der seewärtigen Begrenzung der oberirdischen Gewässer und der seewärtigen Begrenzung des Küstenmeeres. Ferner gilt § 22 WHG nach § 1 I Nr. 2 WHG für das Grundwasser, d.h. für das unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht.<sup>1035</sup>

Voraussetzung für das Vorliegen eines Gewässers ist, dass das in ihm enthaltene Wasser Bestandteil des natürlichen Wasserkreislaufs ist.<sup>1036</sup> Es darf sich also nicht in Leitungen oder anderen Behältnissen, z.B. in Wasserversorgungsleitungen oder in der

---

<sup>1029</sup> Breuer, Rn. 1140; Czychowski/Reinhardt, § 22 Rn. 44.

<sup>1030</sup> Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 46; Kotulla, § 22 WHG Rn. 42.

<sup>1031</sup> Breuer, Rn. 1137; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 47; Kotulla, § 22 WHG Rn. 44; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 55.

<sup>1032</sup> BGH NVwZ-RR 2007, 754, 755.

<sup>1033</sup> Breuer, Rn. 1137; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 49; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 57; a.A. Kotulla, § 22 WHG Rn. 45.

<sup>1034</sup> So z.B. Breuer, Rn. 1137; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 49; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 57; a.A. z.B. Kotulla, § 22 WHG Rn. 44.

<sup>1035</sup> BGHZ 103, 129, 132 f.; BGHZ 124, 394, 395; BGHZ 142, 227 ff.

<sup>1036</sup> Czychowski/Reinhardt, § 1 WHG Rn. 4; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 8.

Kanalisation, befinden.<sup>1037</sup> Eine teilweise Führung eines Wasserlaufs durch Rohre schadet der Gewässereigenschaft jedoch nicht.<sup>1038</sup>

Die Ausnahme des § 1 II WHG, wonach die Länder kleine Gewässer von wasserwirtschaftlich untergeordneter Bedeutung und Heilquellen von den Bestimmungen des WHG ausnehmen können, gilt gemäß § 1 II S. 2 WHG nicht für § 22 I, II WHG.

### III. Stoffe

Nach § 22 I WHG ist die Einbringung oder Einleitung von Stoffen in ein Gewässer Haftungs Voraussetzung. § 22 II WHG verlangt, dass Stoffe aus einer Anlage in ein Gewässer gelangen. Der Begriff der Stoffe wird hier ähnlich definiert wie nach § 1 UmwHG. Aufgrund des Schutzzwecks von § 22 WHG ist der Begriff der Stoffe weit zu verstehen. Jede feste, schlammige oder flüssige Materie von messbarem Umfang ist erfasst, unabhängig davon, ob sie sich im Wasser auflöst, zerteilt, weggeschwemmt wird oder auf dem Grund des Gewässers aufliegt.<sup>1039</sup>

### IV. Änderung der Wasserbeschaffenheit

Die Änderung der Wasserbeschaffenheit ist Voraussetzung für die Haftung nach allen Tatbeständen des WHG, obwohl sie ausdrücklich nur in § 22 I WHG genannt wird.<sup>1040</sup> Wasserbeschaffenheit ist der tatsächliche Wasserzustand, wie er ohne die Veränderung wäre.<sup>1041</sup> Entscheidend ist der Zustand des Wassers am Ort der Änderung und in unmittelbarer Umgebung dieses Orts.<sup>1042</sup> Dabei beschreibt die physikalische Beschaffenheit die äußeren Erscheinungs- und Zustandsformen des Wassers (z.B. Aggregatzustand), die chemische Beschaffenheit die stoffliche Zusammensetzung des Wassers mit gelösten und ungelösten Beimengungen<sup>1043</sup> und die biologische Beschaffenheit die Eignung als Grundlage für tierisches und pflanzliches Leben.<sup>1044</sup>

Diese Beschaffenheit muss sich geändert haben. Erforderlich ist also ein Vergleich der Wasserbeschaffenheit vor und nach dem Eintritt einer der in § 22 I, II WHG genannten Beeinflussungen. Erforderlich ist, dass die Wasserbeschaffenheit sich

---

<sup>1037</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 3; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 8.

<sup>1038</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 8.

<sup>1039</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 10.

<sup>1040</sup> BGH NJW 1999, 3203, 3204; OLG Köln NJW-RR 1994, 1510, 1511 (Eindringen von Schadstoffen in den Boden reicht aus); *Breuer*, Rn. 1116; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 18; *Philipp*, 104 ff. (mit ausführlicher Begründung); *Schimikowski*, Rn. 96; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 12.

<sup>1041</sup> BGHZ 103, 129, 136; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 19; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 12, *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 13.

<sup>1042</sup> BGHZ 103, 129, 138; z.B. *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 19; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 13; a.A. *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 12.

<sup>1043</sup> Die h.M. bezieht in den Begriff der Beschaffenheit auch nicht im Wasser gelöste Stoffe ein, z.B. *Breuer*, Rn. 1116; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 20.

<sup>1044</sup> *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 12.

nicht nur unbedeutend verschlechtert hat, eine Verbesserung der Wasserqualität erfasst § 22 WHG nicht.<sup>1045</sup>

Fraglich ist, inwieweit durch feste, vom Wasser mitgeführte Körper eine Änderung der Wasserbeschaffenheit eintreten kann. Hier ist eine Änderung der physikalischen Beschaffenheit anzunehmen, wenn die Festkörper so klein und zahlreich sind, dass sie mit dem Wasser eine gar nicht oder nur unter unverhältnismäßigem Aufwand zu trennende Verbindung eingehen, wie dies z.B. bei Sägemehl oder Holzspänen der Fall sein kann.<sup>1046</sup>

## V. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme

Das Verhalten oder die Stoffe aus einer Anlage müssen die Veränderung der Wasserbeschaffenheit und diese muss den Schaden zurechenbar verursachen (§ 22 I, II WHG, näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A).

### 1. Haftungsbegründende Kausalität

Zunächst werden diese Voraussetzungen im Rahmen der haftungsbegründenden Kausalität zwischen Verhalten und Veränderung der Wasserbeschaffenheit (§ 22 I WHG) bzw. zwischen Stoffen aus einer Anlage und Veränderung der Wasserbeschaffenheit (§ 22 II WHG) behandelt.

#### a) Verhaltenshaftung

Die haftungsbegründende Kausalität zwischen Verhalten und Veränderung der Wasserbeschaffenheit bei § 22 I WHG ist wie bei der Haftung nach § 1 UmwHG unter Zuhilfenahme der Äquivalenztheorie zu bestimmen. Weiter ist die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang, der hier auch als Gefährdungszusammenhang bezeichnet wird, anwendbar.<sup>1047</sup> Nur Verhaltensweisen, die typischerweise eine Gefahr für die Wasserqualität darstellen und geeignet sind, diese zu verschlechtern, verursachen die Veränderung der Wasserbeschaffenheit zurechenbar.<sup>1048</sup>

Damit kann die Wasserverschlechterung auch entfernten Ursachen zugerechnet werden. Dies ist der Fall, wenn Schadstoffe, die einem Gewässer zugeführt werden, in einem anderen Gewässer einen Schaden verursachen.<sup>1049</sup> Der Schaden kann durch

---

<sup>1045</sup> BGHZ 103, 129, 136; *Breuer*, Rn. 1116; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 19; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 13; a.A. *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 14.

<sup>1046</sup> Nicht bei größeren Pflanzenteilen: BGH NVwZ 2004, 764, 766; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 16.

<sup>1047</sup> Die Anwendung der Adäquanztheorie ablehnend *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 43; zum LuftVG und allgemein zur reinen Gefährdungshaftung so auch BGHZ 79, 259, 263; a.A. (für die Anwendung der Adäquanztheorie) z.B. BGHZ 57, 170, 175; BGH NJW 1975, 2012, 2013; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 27; *Höpke/Thürmann*, Rn. 43.

<sup>1048</sup> BGHZ 103, 129, 137; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 21, Rn. 28; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 46.

<sup>1049</sup> BGHZ 57, 170, 173; BGHZ 103, 129, 140; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 27; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 45.

das eingeleitete Abwasser selbst, aber auch durch daraus entstandene neue Stoffe zurechenbar verursacht werden.<sup>1050</sup> Wenn die Beschaffenheitsveränderung durch das Zusammenwirken mehrerer Handlungen hervorgerufen wird, haften die Handelnden als Gesamtschuldner (§ 22 I S. 2 WHG, näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II).<sup>1051</sup>

## b) Anlagenhaftung

Bei der Anlagenhaftung nach § 22 II WHG müssen die Stoffe aus der Anlage in ein Gewässer gelangen und dort für eine Veränderung der Wasserbeschaffenheit sorgen. Unerheblich ist, ob die Stoffe direkt von der Anlage in das Gewässer oder erst in eine andere Anlage und von dort in das Gewässer gelangen.<sup>1052</sup> Dagegen verursacht eine Anlage, die bewirkt, dass aus einer anderen Anlage Stoffe in ein Gewässer gelangen, nicht zurechenbar die Gewässeränderung i.S.d. § 22 II WHG.<sup>1053</sup> Auch wenn der Inhaber einer Anlage die Stoffe einem Unternehmer gegeben hat, damit dieser sie beseitigt, und die Stoffe dann von einer Anlage dieses Unternehmers in ein Gewässer gelangen, haftet der Inhaber der Anlage nicht nach § 22 II WHG,<sup>1054</sup> ebenso nicht, wenn die Stoffe aus neben der Anlage abgestellten Behältnissen in ein Gewässer geschüttet werden.<sup>1055</sup> Im Übrigen gelten die gleichen Voraussetzungen für Kausalität und Zurechenbarkeit wie bei § 22 I WHG.

## c) Mittelbare Zuführung von Stoffen

Auch wenn die Zuführung von Stoffen in ein Gewässer mittelbar über einen Wasserlauf (z.B. Kanalisation) erfolgt, der selbst kein Gewässer i.S.d. WHG ist, kann die Haftung nach § 22 I WHG für den mittelbaren Einleiter eingreifen.<sup>1056</sup> Derjenige, der die erste und wesentliche Ursache für die Verschmutzung gesetzt hat, soll nicht von der Haftung befreit werden.<sup>1057</sup> Zur Begrenzung des haftenden Personenkreises ist wiederum auf das Kriterium der objektiven Gewässerbezogenheit sowie auf das Kriterium des Gefährdungszusammenhangs zurückzugreifen.<sup>1058</sup> Die Rechtsprechung hat die Haftung des mittelbaren Verursachers bisher bei § 22 I WHG in Fällen angenommen, in denen Stoffe über eine Kanalisation in ein Gewässer geleitet wurden

---

<sup>1050</sup> BGHZ 103, 129, 140; BGH NJW 1975, 2012, 2013; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 27.

<sup>1051</sup> Z.B. BGH VersR 1972, 463, 464 f.; BGH MDR 1983, 1001, 1001.

<sup>1052</sup> BGHZ 62, 351, 353 (Haftung nach § 22 II WHG desjenigen, der giftige Flüssigkeit in die gemeindliche Kanalisation einleitet, von wo sie in ein Gewässer gelangt, Haftung nach § 22 I WHG der Gemeinde, die die Kläranlage betreibt); vgl. auch BGH NVwZ 2003, 376, 376 (Gewässerunreinigung durch geklärtes Wasser von üblicher Qualität, Haftung des Inhabers der Kläranlage); *Breuer*, Rn. 1138; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 55.

<sup>1053</sup> BGHZ 76, 35, 43; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 48; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 56.

<sup>1054</sup> So z.B. BGH ZfW 1977, 92, 93; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 48; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 56.

<sup>1055</sup> Thüringer OLG OLG-NL 2005, 217, 218.

<sup>1056</sup> BGHZ 62, 351, 353 (§ 22 II WHG); *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 14; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 40; a.A. *Breuer*, Rn. 1111 ff.; für eine Bewertung im Einzelfall BGH NJW 1981, 2416, 2416.

<sup>1057</sup> BGHZ 62, 351, 353; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 14; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 41.

<sup>1058</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 41.

und den Charakter des Abwassers in der Kanalisation wegen ihrer Menge oder schädlichen Zusammensetzung entscheidend prägen.<sup>1059</sup> Auch bei § 22 II WHG kann der mittelbare Verursacher haften, zum Beispiel wenn Abwasser aus einer Anlage über die Gemeindekanalisation in ein Gewässer geleitet wird.<sup>1060</sup> Der unmittelbare Einleiter kann daneben ebenfalls haften, z.B. nach § 22 I WHG.

## 2. Haftungsausfüllende Kausalität (Wasserveränderung – Schaden)

Die Kausalität im Sinne der Äquivalenztheorie zwischen Wasserveränderung und Schaden muss gegeben sein. Ein Adäquanzzusammenhang sollte auch hier nicht vorliegen müssen.<sup>1061</sup>

Selbst wenn man das Vorliegen dieses Kriteriums fordert, wird aufgrund der weiten Auslegung der Ersatz der meisten Schäden nicht an dem Nichtvorliegen dieser Voraussetzung scheitern.<sup>1062</sup>

Ausgeschlossen wäre auch bei Anwendung der Adäquanztheorie nur die Haftung für solche Schadensfolgen, deren Verursachung durch die Wasserveränderung sehr unwahrscheinlich ist.<sup>1063</sup> Zum Beispiel wird der Schaden, der durch ein Fischsterben aufgrund der Einleitung von Abwässern entsteht, ersetzt.<sup>1064</sup> Die Verschmutzung eines Brunnens aufgrund der Schädigung des Grundwassers ist ebenfalls erfasst.<sup>1065</sup> Der Schaden, der einer Badeanstalt aus einem öffentlich-rechtlichen Badeverbot aufgrund von Abwassereinleitung entsteht, wird ersetzt.<sup>1066</sup> Ebenso ist eine Brandkatastrophe, die durch die Entzündung einer in ein Gewässer eingeleiteten hochexplosiven Flüssigkeit entsteht, durch diese Einleitung adäquat-kausal verursacht.<sup>1067</sup>

Eine Unterbrechung des Kausalzusammenhangs durch eine von einem anderen als dem Anspruchsgegner gesetzte Ursache ist nur dann gegeben, wenn durch sie der Schaden außerhalb jeden Zusammenhangs mit dem Verhalten des Anspruchsgegners verursacht wurde.<sup>1068</sup>

---

<sup>1059</sup> BGH NJW 1981, 2416, 2416 f.; BGH ZfW 1982, 214, 216; OLG Düsseldorf ZfW 1996, 549, 552 f.

<sup>1060</sup> BGHZ 62, 351, 353.

<sup>1061</sup> Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 25.

<sup>1062</sup> Breuer, Rn. 1120; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 27; Philipp, 124; Staudinger/Kohler, § 22 WHG Rn. 25.

<sup>1063</sup> BGHZ 103, 129, 139 f.; BGH NJW 1975, 2012, 2013; Breuer, Rn. 1120; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 27; Kotulla, § 22 WHG Rn. 16.

<sup>1064</sup> BGHZ 55, 180 ff.; BGHZ 62, 351, 357 ff.; Breuer, Rn. 1120.

<sup>1065</sup> BGHZ 57, 170, 175; BGHZ 103, 129, 140; Breuer, Rn. 1120.

<sup>1066</sup> BGH VersR 1972, 463, 465; Breuer, Rn. 1120.

<sup>1067</sup> OLG Köln VersR 1967, 872, 874 f.; Revisionsentscheidung BGH VersR 1969, 439 ff.; Breuer, Rn. 1120.

<sup>1068</sup> OLG Köln VersR 1967, 872, 875; Breuer, Rn. 1120; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 27.

Ferner ist auch hier das Vorliegen eines Schutzzweckzusammenhangs erforderlich. Das WHG bezweckt die Herbeiführung einer geordneten Wasserbewirtschaftung und die Vorbeugung von Gewässerschäden.<sup>1069</sup> Der Schaden muss typische Folge einer Gewässerverunreinigung sein.<sup>1070</sup> In der Regel ist ein solcher Zusammenhang allerdings bei Schäden, die aus einer Gewässerverunreinigung entstehen, gegeben.<sup>1071</sup>

### 3. Beweis

Grundsätzlich muss der Geschädigte die tatsächlichen Voraussetzungen der Kausalität zwischen Verhalten oder Anlage, Wasserveränderung und Schaden und der Zurechnung beweisen (näher zur Regelung des § 22 I S. 2 WHG, die auch in diesem Zusammenhang eine Rolle spielt, s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II).<sup>1072</sup>

## VI. Rechtswidrigkeit

Bei der Haftung nach § 22 WHG ist umstritten, ob die Voraussetzung der Rechtswidrigkeit erfüllt sein muss oder nicht. Die Rechtsprechung bejaht dies.<sup>1073</sup> Wie auch sonst im Rahmen der Gefährdungshaftung sollte auch hier keine Rechtswidrigkeit erforderlich sein. Sinn der Gefährdungshaftung ist es, gerade auch eine Haftung für die Verwirklichung erlaubter Gefahren zu schaffen.<sup>1074</sup>

Ausnahmsweise ist, wenn eine Bewilligung nach § 8 I WHG für die Benutzung des Gewässers besteht, die Haftung für durch die Nutzung im Rahmen der Bewilligung verursachte Schäden, unter anderem die Haftung nach § 22 I, II WHG, gemäß §§ 11 I, 22 III WHG ausgeschlossen.<sup>1075</sup> Der Geschädigte hat dann gemäß § 22 III WHG einen öffentlich-rechtlichen Entschädigungsanspruch gegen den Inhaber der Bewilligung nach § 10 II WHG.

Gemäß § 8 II S. 2 WHG dürfen Bewilligungen nicht mehr für das Einbringen und Einleiten von Stoffen in ein Gewässer und für Benutzungen im Sinne des § 3 II Nr. 2 WHG erteilt werden, d.h. für Maßnahmen, die geeignet sind, dauernd oder in einem nicht nur unerheblichen Ausmaß schädliche Veränderungen der physikalischen, chemischen oder biologischen Beschaffenheit des Wassers herbeizuführen. Nur solchen Bewilligungen nach § 8 I WHG, die vor dem Inkrafttreten dieser Ände-

---

<sup>1069</sup> BGHZ 142, 227, 232; BGH NJW 1999, 3203, 3204; *Breuer*, Rn. 1123.

<sup>1070</sup> BGH NJW 1999, 3203, 3204; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 28; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 26; kritisch *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 16.

<sup>1071</sup> BGH NJW 1999, 3203, 3204; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 28.

<sup>1072</sup> *Breuer*, Rn. 1121; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 17; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 79.

<sup>1073</sup> BGHZ 57, 170, 176.

<sup>1074</sup> Z.B. *Enders*, 359 m.w.N.; *Lytras*, 282 ff.; *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 19, Rn. 20; ähnlich *Philipp*, 82 ff.; a.A. BGHZ 57, 170, 176; *von Bar*, KF 1987, 4, 9; *Breuer*, Rn. 1099; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 24; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 18; ausführliche Diskussion *Petersen*, 36 ff.; *Philipp*, 82 ff.

<sup>1075</sup> BGHZ 103, 129, 134; *Breuer*, Rn. 1099 f.; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 25; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 21 (sehen dies als rechtfertigende Wirkung an); *Lytras*, 283 (sieht dies als Tatbestandsbegrenzung an); *Petersen*, 37 (sieht dies nicht als rechtfertigende Wirkung an); *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 21 (sieht dies als Haftungsausschlussgrund an).

zung am 1. Oktober 1976 erteilt wurden, kann damit heute praktisch noch haftungsausschließende Wirkung zukommen.<sup>1076</sup>

Die Erlaubnis nach § 7 I WHG,<sup>1077</sup> Befugnisse i.S.d. §§ 15 I-III, 17 WHG,<sup>1078</sup> sowie sonstige öffentlich-rechtliche Genehmigungen und Vorschriften haben keinen Einfluss auf die Haftung.<sup>1079</sup>

## VII. Ausschluss der Haftung bei höherer Gewalt

Nach § 22 II S. 2 WHG ist die Haftung ausgeschlossen, wenn der Schaden durch höhere Gewalt (zur Definition s.o. Teil 2, Kapitel 3, A.VII)<sup>1080</sup> verursacht wird. Dem Wortlaut nach bezieht sich diese Vorschrift nur auf die Anlagenhaftung nach § 22 II WHG. Eine Anwendung auch auf die Verhaltenshaftung nach § 22 I WHG wird jedoch häufig befürwortet, weil diese dem Wesen der Gefährdungshaftung entspricht<sup>1081</sup> und die nach § 22 I WHG und § 22 II WHG Haftenden nicht ungleich behandelt werden sollen.<sup>1082</sup>

Bei der Haftung nach § 22 I WHG wird der Haftungsausschluss aufgrund höherer Gewalt allerdings selten eingreifen, da die Anspruchsgrundlage ein objektiv gewässerbezogenes Verhalten voraussetzt. Die Erfüllung dieser Voraussetzung ist mit dem gleichzeitigen Vorliegen höherer Gewalt kaum vereinbar.<sup>1083</sup> Zudem wird im Rahmen des § 22 I WHG gefordert, dass eine typische Gefährlichkeit der Handlung sich in der Wasserveränderung realisiert hat. Schon aufgrund dieses Kriteriums wird nach § 22 I WHG in den meisten Fällen, in denen höhere Gewalt vorliegt, nicht gehaftet.<sup>1084</sup>

## VIII. Mitverursachung

Bei der Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten ist § 254 BGB zu berücksichtigen.<sup>1085</sup>

---

<sup>1076</sup> Breuer, Rn. 1099; Enders, 359.

<sup>1077</sup> Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 26; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 22.

<sup>1078</sup> BGHZ 55, 180, 186; Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 26 (Beispiele); Kotulla, § 22 WHG Rn. 20 (Beispiele); a.A. für alte Rechte nach § 15 WHG Breuer, Rn. 1099; Kotulla, § 22 WHG Rn. 22 (die Wirkung dieser alten Rechte soll sich nach den ihrer Erteilung zugrundeliegenden alten Landeswassergesetzen richten).

<sup>1079</sup> Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 22.

<sup>1080</sup> Vgl. auch BGH NJW 1986, 2312, 2313.

<sup>1081</sup> Z.B. Breuer, Rn. 1119; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 65.

<sup>1082</sup> Z.B. Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 65; gegen die Anwendung des § 22 II S. 2 WHG bei § 22 I WHG z.B. BGH VersR 1971, 420, 423 (insoweit in BGHZ 55, 180 = NJW 1971, 617 nicht abgedruckt), offengelassen in BGHZ 62, 351, 357; BGH NJW 1986, 2312, 2314.

<sup>1083</sup> Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 65; Schimikowski, Rn. 106.

<sup>1084</sup> Z.B. Czychowski/Reinhardt, § 22 WHG Rn. 21; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 65.

<sup>1085</sup> BGHZ 55, 180, 187; Breuer, Rn. 1129; Staudinger/Kobler, § 22 WHG Rn. 70.

## IX. Anspruchsinhaber

Der Anspruchsinhaber muss persönlich und sachlich unmittelbar von der Gewässer-  
verschmutzung betroffen sein und dadurch einen Schaden erleiden.<sup>1086</sup> Dies ist insbe-  
sondere dann der Fall, wenn in Rechte und Rechtsgüter eingegriffen wird, die in ihrer  
Substanz oder ihrer Funktion von einer guten oder zumindest unveränderten Be-  
schaffenheit des Wassers abhängen.<sup>1087</sup> Jedenfalls können also die Personen, die das  
Wasser selbst zur Wasserversorgung nutzen, z.B. als Trinkwasser, zur Bewässerung  
von Feldern oder zur Fischzucht, Anspruchsinhaber sein.<sup>1088</sup> Die geplante Nutzung  
des Wassers ist aber nicht Voraussetzung. Einen Anspruch nach § 22 WHG hat auch  
derjenige, der verschmutztes Wasser auf seinem Grundstück feststellt und dieses erst  
nach aufwendiger Reinigung wieder in den Wasserkreislauf bringen darf.<sup>1089</sup> Der In-  
haber einer Badeanstalt mit Gaststätte, dem ein Schaden aufgrund eines öffentlich-  
rechtlichen Badeverbots wegen Abwassereinleitung entsteht, hat ebenfalls einen An-  
spruch nach § 22 WHG.<sup>1090</sup> Eine nur mittelbare Betroffenheit, die nicht zum An-  
spruch führt, liegt dagegen dann vor, wenn Geschäfte für Badzubehör einen Um-  
satzrückgang aufgrund des Badeverbots in einem nahegelegenen See zu verzeichnen  
haben,<sup>1091</sup> oder wenn Gesundheitsschäden infolge des Verzehrs von durch ver-  
schmutztes Wasser verdorbenen Lebensmitteln entstehen.<sup>1092</sup>

## X. Anspruchsgegner

Der Anspruchsgegner wird bei der Verhaltenshaftung (§ 22 I WHG) und bei der  
Anlagenhaftung (§ 22 II WHG) unterschiedlich bestimmt.

### 1. Verhaltenshaftung

Nach § 22 I WHG haftet derjenige, der die Stoffe einbringt, einleitet oder auf das  
Gewässer einwirkt.<sup>1093</sup>

### 2. Anlagenhaftung

Bei der Anlagenhaftung nach § 22 II WHG ist der Inhaber der Anlage zum Scha-  
densersatz verpflichtet. Inhaber der Anlage ist wie bei § 1 UmwHG und bei  
§ 2 HaftPflG<sup>1094</sup> derjenige, der die tatsächliche Verfügungsgewalt über die Anlage hat,

---

<sup>1086</sup> BGH VersR 1972, 463, 465; BGH NJW 1999, 3203, 3204; *Breuer*, Rn. 1123; *Philipp*, 143 f.; *Stau-  
dinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 27; viele Beispiele bei *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 22.

<sup>1087</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 27.

<sup>1088</sup> BGHZ 124, 394, 395; BGH VersR 1972, 463, 465; *Breuer*, Rn. 1123; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG  
Rn. 27.

<sup>1089</sup> BGH NJW 1999, 3203, 3204; *Breuer*, Rn. 1123; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 27.

<sup>1090</sup> BGH VersR 1972, 463, 465; *Breuer*, Rn. 1120; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 22.

<sup>1091</sup> BGH VersR 1972, 463, 465; *Breuer*, Rn. 1123; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 27.

<sup>1092</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 27.

<sup>1093</sup> *Breuer*, Rn. 1114 f.; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 48.

<sup>1094</sup> *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 16; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 60, § 2 HaftPflG  
Rn. 15.

diese gebraucht, die Nutzungen zieht und die Kosten bestreitet.<sup>1095</sup> Wenn die Anlage vermietet, verpachtet oder jemandem zum Betrieb überlassen ist, liegt die tatsächliche Verfügungsgewalt meistens beim Pächter, Mieter oder bei demjenigen, dem die Anlage überlassen wurde.<sup>1096</sup> Entscheidend ist die Inhaberschaft zum Zeitpunkt der Emission.<sup>1097</sup>

### 3. Mehrere Verursacher: § 22 I S. 2, II S. 1 WHG

Bei mehreren in Betracht kommenden Verursachern haften diese nach § 22 I S. 2, II S. 1 WHG als Gesamtschuldner, wenn jeder eine Einwirkung auf das Gewässer vorgenommen hat oder jeder Inhaber einer Anlage war, die allein oder zusammen mit anderen Einwirkungen oder Anlagen geeignet war, den Verletzungserfolg herbeizuführen (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II).

## XI. Umfang und Art des Schadensersatzes

Art und Umfang des Schadensersatzes werden nach §§ 249 ff. BGB bestimmt.<sup>1098</sup> Nach § 253 II BGB wird folglich auch bei Ansprüchen nach § 22 I, II WHG Ersatz in Geld für den immateriellen Schaden, der durch Verletzung der in § 253 II BGB aufgeführten Rechtsgüter entstanden ist, gewährt (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.2).<sup>1099</sup> In der Höhe besteht, anders als bei den meisten Tatbeständen der Gefährdungshaftung (vgl. §§ 15 UmwHG, 33 GenTG, 9, 10 HaftPflG, 117 I BBergG, 37 LuftVG), keine Begrenzung des Schadensersatzes.<sup>1100</sup> Nach § 22 I, II WHG werden auch reine Vermögensschäden ersetzt, der Schaden muss also nicht zunächst an bestimmten Rechten oder Rechtsgütern eingetreten sein.<sup>1101</sup> Erforderlich ist allein, dass der Schaden über die Wasserveränderung vermittelt eingetreten ist.<sup>1102</sup> In der Regel muss der Zustand des Wassers jedoch nicht wiederhergestellt werden. Diese Wiederherstellung ist nur dann Teil des Schadensersatzes, wenn an dem Gewässer individuelle Rechte bestehen und der Schaden gerade in der Wasserveränderung zu sehen ist.<sup>1103</sup>

---

<sup>1095</sup> BGHZ 80, 1, 4; *Breuer*, Rn. 1145; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 50; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 60; ausführlich mit Beispielen *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 50 ff.

<sup>1096</sup> BGHZ 142, 227, 234 f.; BGH NJW 1999, 3203, 3203; *Breuer*, Rn. 1145; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 50; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 60.

<sup>1097</sup> BGHZ 142, 227, 231, 234; *Breuer*, Rn. 1146; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 50; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 61.

<sup>1098</sup> BGH NJW 1989, 290 ff. (ausführlich zur Schadensersatzpflicht); OLG Düsseldorf ZfW 1996, 549, 553; *Breuer*, Rn. 1129; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29 mit vielen Beispielen; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 26; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 68.

<sup>1099</sup> *Breuer*, Rn. 1129.

<sup>1100</sup> *Breuer*, Rn. 1129; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 68.

<sup>1101</sup> BGHZ 103, 129, 140; *Breuer*, Rn. 1129; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 68.

<sup>1102</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 68.

<sup>1103</sup> Z.B. *Ljtras*, 221; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 68.

Zum Beispiel wird Fischereiberechtigten und Fischereiausübungsberechtigten sowie den Betreibern von Fischzuchten der Schaden ersetzt, der durch das Verenden von Fischen entsteht.<sup>1104</sup> Auch für den Schaden, der den Eigentümern oder Unterhaltspflichtigen von Gewässern durch die Wasserveränderung entsteht und der z.B. die Kosten für gewässerspezifische Ausgleichsmaßnahmen,<sup>1105</sup> für die Beseitigung von Ablagerungen und von verunreinigtem Boden,<sup>1106</sup> für die Reinigung des Wassers, für die Beseitigung toter Fische und für den Wiederbesatz mit Fischen sowie die Kosten der Rechtsverfolgung umfasst, muss Ersatz geleistet werden.<sup>1107</sup>

Rettungskosten, also Kosten, die zur Vorbeugung von Gewässerschäden aufgewendet werden, sind ersatzfähig, wenn der Gewässerschaden ohne die vorbeugende Maßnahme sicher eingetreten wäre, auch wenn der Tatbestand des § 22 WHG bei der Aufwendung nicht erfüllt war.<sup>1108</sup> Es würde dem Schutzzweck des § 22 WHG widersprechen, der möglichst umfassenden Gewässerschutz gewährleisten will, wenn kein Schadensersatz für die Rettungsmaßnahme gewährt würde, zumal ohne diese sicher ein Schaden eingetreten wäre, für den ein Schadensersatzanspruch nach § 22 WHG bestanden hätte.<sup>1109</sup> Voraussetzung ist neben der sicher bevorstehenden Wasserveränderung auch, dass die Kosten zur Gefahrenabwehr erforderlich waren. Da häufig für die Entscheidung über das Eingreifen nicht allzu viel Zeit zur Verfügung steht, sind an die Erforderlichkeit der Maßnahme nicht zu strenge Anforderungen zu stellen.<sup>1110</sup>

### C. § 33 I S. 1 LuftVG

Gemäß § 33 I S. 1 LuftVG haftet der Halter eines Luftfahrzeugs nach den Grundsätzen der Gefährdungshaftung<sup>1111</sup> für Schäden, die bei dem Betrieb eines Luftfahrzeugs durch Unfall entstehen. Die Haftung erfasst nicht nur Schäden, die durch mechanische Einwirkungen des Flugzeugs entstehen.<sup>1112</sup> Damit sind auch Schäden erfasst, die über Umweltmedien, hier insbesondere über die Luft, vermittelt eintreten. § 53 I LuftVG erstreckt diese Haftung auch auf Schäden, die durch militärische Luft-

---

<sup>1104</sup> BGHZ 65, 221 ff.; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1105</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1106</sup> BGHZ 142, 227, 232; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1107</sup> OLG Düsseldorf ZfW 1996, 549, 553 (Kosten der Rechtsverfolgung); *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 29.

<sup>1108</sup> Z.B. BGHZ 80, 1, 6 f.; BGHZ 142, 227, 233; BGH NJW-RR 1994, 1368, 1368; OLG Düsseldorf ZfW 1996, 549, 553; *Breuer*, Rn. 1126; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 30; *Gnaub*, 44; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 26; *Philipp*, 132 ff.; *Schimikowski*, Rn. 115 f.; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 69; a.A. z.B. *Balensiefen*, 210 f.

<sup>1109</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 30; *Kotulla*, § 22 WHG Rn. 26; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 69.

<sup>1110</sup> *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 32; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 69.

<sup>1111</sup> *Giemulla/Schmid/Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 1; *Hofmann/Grabberr*, § 33 LuftVG Rn. 2.

<sup>1112</sup> OLG Düsseldorf NJW 1968, 555, 555; OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; *Giemulla/Schmid/Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 12; *Hofmann/Grabberr*, § 33 LuftVG Rn. 10.

fahrzeuge verursacht werden.<sup>1113</sup> In diesem Fall greifen die Haftungshöchstgrenzen nach § 37 LuftVG nicht ein. Eine besondere Bedeutung hat diese Anspruchsgrundlage für durch Lärm, Druckwellen und Erschütterungen von Luftfahrzeugen verursachte Umweltschäden.<sup>1114</sup>

Die §§ 44 ff. LuftVG (ggf. auch § 54 LuftVG bei militärischen Luftfahrzeugen) regeln die Haftung für Schäden an Personen und Gepäck, die in einem Luftfahrzeug befördert werden. Nach § 33 I S. 2 LuftVG (vgl. auch die Überschrift des entsprechenden Unterabschnitts) greift bei solchen Schäden die Haftung nach § 33 I S. 1 LuftVG nicht ein.<sup>1115</sup> Umweltschäden sind in diesem Fall praktisch kaum zu erwarten. Auch jemand, der Personen zu Luftfahrern ausbildet, haftet diesen gemäß § 33 I S. 3 LuftVG nur nach den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften, nicht nach § 33 I S. 1 LuftVG.

Eine Haftungsbefreiung aufgrund von höherer Gewalt ist bei der Haftung nach § 33 I S. 1 LuftVG nicht vorgesehen, da die Geschädigten, anders als die im Flugzeug Beförderten oder die Flugschüler, unfreiwillig den Risiken des Luftverkehrs ausgesetzt sind und deshalb als besonders schutzwürdig angesehen werden.<sup>1116</sup>

## I. Luftfahrzeug

Nach § 1 II S. 1 LuftVG sind Luftfahrzeuge Flugzeuge, Drehflügler, Luftschiffe, Segelflugzeuge, Motorsegler, Frei- und Fesselballone, Drachen, Rettungsfallschirme, Flugmodelle, Luftsportgeräte und sonstige für die Benutzung des Luftraums bestimmte Geräte, sofern sie in Höhen von mehr als dreißig Metern über Grund oder Wasser betrieben werden können. Auch Raumfahrzeuge und Raketen gelten als Luftfahrzeuge, wenn sie sich im Luftraum befinden (§ 1 II S. 2 LuftVG).

Eine gewisse Gefährlichkeit ist nach Sinn und Zweck des § 33 I S. 1 LuftVG Voraussetzung für die Einordnung eines Fluggeräts als Luftfahrzeug. Damit sind Modellflugzeuge, von denen keine nennenswerte Gefahr ausgeht, keine Luftfahrzeuge gemäß § 33 I S. 1 LuftVG.<sup>1117</sup>

## II. Betrieb des Luftfahrzeugs

Der Schaden muss beim Betrieb des Luftfahrzeugs entstanden sein (§ 33 I S. 1 LuftVG). Das Luftfahrzeug ist in Betrieb, wenn „die ihm eigentümlichen Triebkräfte darauf einwirken“.<sup>1118</sup> Diese Triebkräfte können vor dem, während des

---

<sup>1113</sup> Z.B. OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992.

<sup>1114</sup> Z.B. BGHZ 79, 259 ff.; OLG Düsseldorf NJW 1968, 555, 555 (Lärm); OLG Stuttgart NJW 1968, 2202, 2202 (Überschallknall); OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992 (Lärm); Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 12.

<sup>1115</sup> Z.B. BGH NJW-RR 1991, 281, 282.

<sup>1116</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 1.

<sup>1117</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 7.

<sup>1118</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 8; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 7.

und nach dem Flug des Luftfahrzeugs wirken.<sup>1119</sup> Welches die eigentümlichen Triebkräfte sind, wird je nach Art des Luftfahrzeugs bestimmt.<sup>1120</sup> Beim Segelflugzeug und beim Drachen ist es der Wind, bei einem motorisierten Flugzeug Wind und Motor, bei einem Freiballon Wind und Traggas, bei einem Fallschirm Schwerkraft und Wind, usw.<sup>1121</sup> Ein motorisiertes Flugzeug beispielsweise ist folglich solange in Betrieb, wie der Motor läuft oder es den Einwirkungen des Winds ausgesetzt ist.<sup>1122</sup> Unerheblich ist ferner, ob der Motor nur zur Erprobung läuft oder zum Zweck des Flugs.<sup>1123</sup> Nicht mehr in Betrieb ist ein Flugzeug oder ein sonstiges Luftfahrzeug, wenn es in einer Halle oder im Freien in einer Weise abgestellt ist, dass unbeteiligten Dritten keine Gefahr davon droht.<sup>1124</sup>

### III. Unfall

Voraussetzung für die Haftung ist, dass die Schäden durch Unfall entstehen (§ 33 I S. 1 LuftVG). Ein Unfall ist ein örtlich und zeitlich bestimmtes Ereignis, das aus Sicht des Geschädigten plötzlich stattfindet und auf einer äußeren Einwirkung beruht.<sup>1125</sup> Ein Verschulden oder ein Gesetzesverstoß beim Betrieb des Luftfahrzeugs ist keine Voraussetzung für das Vorliegen eines Unfalls.<sup>1126</sup> Eine mechanische Einwirkung ist nicht erforderlich (s.o. Teil 2, Kapitel 3, C).

Wegen dieses Erfordernisses werden viele Umweltschäden von der Haftung nach § 33 I S. 1 LuftVG nicht erfasst. Umweltschäden sind häufig Langzeit- und Summationsschäden, die gerade nicht durch ein plötzliches Ereignis hervorgerufen werden. Zum Beispiel gewährt § 33 I S. 1 LuftVG keinen Schadensersatz für den Wertverlust eines Grundstücks durch häufigen Fluglärm oder für aufgrund der Lärmbelastung allmählich eintretende Gesundheitsschäden.<sup>1127</sup>

Vom Unfallbegriff erfasst werden dagegen der Überschallknall oder sonstiger großer, von einem Luftfahrzeug ausgehender Lärm, der plötzlich eintritt und insbesondere Schäden an Gebäuden, wie Mauerrisse, zerstörte Fenster oder abgedeckte Dächer,

---

<sup>1119</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 8; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 7.

<sup>1120</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 8.

<sup>1121</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 8; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 8.

<sup>1122</sup> Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 8.

<sup>1123</sup> Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 8.

<sup>1124</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 8; in Betrieb ist allerdings noch ein in unmittelbarer Nähe zum Rollfeld in einem Bereich, der nicht zum dauerhaften Abstellen ausgewiesen ist, abgestelltes Flugzeug (Brandenburgisches OLG OLG-NL 2005, 155, 156).

<sup>1125</sup> Z.B. BGHZ 122, 363, 366; OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216; Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 12; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 10.

<sup>1126</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 12; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 10.

<sup>1127</sup> BGHZ 122, 363, 367 (durch Tiefflüge, die über einen längeren Zeitraum durchgeführt werden, treten allmählich Gesundheitsschäden ein); Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 13; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 10.

hervorrufen.<sup>1128</sup> Wenn mehrere Überflüge stattfinden, die jeweils einen kleinen Schaden hervorrufen (z.B. Gebäudeschäden durch Erschütterungen), ist jeder von ihnen als Unfall zu werten. Die Schäden sind häufig nicht sofort erkennbar, werden aber in der Summe als großer Schaden sichtbar. Damit wird auch hier Schadensersatz nach § 33 I S. 1 LuftVG gewährt.<sup>1129</sup> Auch wenn Tiefflüge über mehrere Tage hinweg stattfinden und am Ende zu einer plötzlichen, akuten gesundheitlichen Störung aufgrund des Lärms führen, hindert dies nicht die Annahme eines Unfalls.<sup>1130</sup>

#### **IV. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung**

Voraussetzung für die Haftung für den Betrieb eines Luftfahrzeugs ist nach § 33 I S. 1 LuftVG, wie nach § 1 UmwHG, dass jemand getötet, sein Körper oder seine Gesundheit verletzt oder eine Sache beschädigt wird. Reine Vermögensschäden werden also nicht erfasst.<sup>1131</sup>

Die Haftung für Tötung ist für den Bereich der Umwelthaftung von eher geringer Bedeutung, da durch Lärm und Erschütterungen, die beiden häufigsten von Flugzeugen verursachten Umwelteinwirkungen, so gut wie nie der Tod eines Menschen herbeigeführt wird.<sup>1132</sup>

Gesundheits- oder Körperverletzungen können durch physische, aber auch durch psychische Einwirkungen wie Angst, Schreck oder Aufregung hervorgerufen werden.<sup>1133</sup> Besonders durch die Wirkung von Flugzeuglärm können Schäden auf diesem Weg entstehen.<sup>1134</sup>

Typische, von Luftfahrzeugen hervorgerufene Umweltschäden in der Form von Sachschäden sind Schäden an Gebäuden und darin befindlichen Gegenständen, die durch großen Lärm und Erschütterungen hervorgerufen werden, z.B. Mauerrisse oder Schäden an durch Erschütterungen umgefallenen Schränken.<sup>1135</sup> Als Sachbeschädigung wäre auch anzusehen, wenn ein Luftfahrzeug beim Flug über ein Gemüsefeld Treibstoff verliert und das Gemüse damit wertlos wird.<sup>1136</sup> Mangels Einwir-

---

<sup>1128</sup> OLG Stuttgart NJW 1968, 2202, 2203; OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 10; ähnlich RGZ 158, 34, 37 (zu § 19 LuftVG a.F., durch Fluglärm verursachter Tod von Silberfüchsen).

<sup>1129</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 13; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 10.

<sup>1130</sup> OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; *Schimikowski*, Rn. 132.

<sup>1131</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 14; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 15.

<sup>1132</sup> *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 16; Beispiel: OLG Schleswig NJW 1989, 1937 ff. (Herzinfarkt, verursacht durch Tiefflug, aber kein Tod des Geschädigten).

<sup>1133</sup> OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 17.

<sup>1134</sup> BGHZ 122, 363, 365 ff.; OLG Oldenburg NJW-RR 1990, 992, 992; OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 17.

<sup>1135</sup> *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 18.

<sup>1136</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 15.

kung auf die Substanz liegt keine Sachbeschädigung vor bei Wertminderung eines Grundstücks durch den Überflug von Luftfahrzeugen.<sup>1137</sup> Auch Schäden an Tieren, die durch Lärm und Erschütterungen entstehen können, werden in bestimmten Fällen erfasst. Eine Berührung der Substanz liegt hier bei Krankheit oder Tod eines Tiers vor.<sup>1138</sup> Aber auch die Minderung der Gebrauchsfähigkeit eines Tiers durch Schreckwirkung, sogar ohne äußere Gesundheits- oder Körperverletzung, ist als Sachbeschädigung zu werten.<sup>1139</sup>

## V. Kausalität und Zurechnung

Der Unfall bei Betrieb eines Luftfahrzeugs muss die Tötung, die Körper- oder Gesundheitsverletzung oder den Sachschaden und den daraus entstehenden Schaden zurechenbar verursachen. Der Verletzungserfolg und der Schaden müssen im Sinne der Äquivalenztheorie unmittelbar oder mittelbar auf den Betrieb des Luftfahrzeugs zurückzuführen sein.<sup>1140</sup> Ein Adäquanzzusammenhang ist nach der neueren Rechtsprechung des BGH nicht mehr erforderlich, so dass auch entferntere und unwahrscheinliche Kausalverläufe ausreichen.<sup>1141</sup> Jedoch muss ein Schutzzweckzusammenhang (Gefährdungszusammenhang) vorliegen. Der Verletzungserfolg und der Schaden müssen auf einer spezifischen Betriebsgefahr des Luftfahrzeugs beruhen, aufgrund derer die Haftungsvorschrift eingreifen soll.<sup>1142</sup> Sie müssen also als Folge der speziellen Eigenarten des Betriebs des Luftfahrzeugs entstehen.<sup>1143</sup> Dies ist zum Beispiel dann der Fall, wenn der Lärm oder die Druckwelle eines Überschallflugzeugs Schreck- oder Abwehrreaktionen von Menschen und Tieren hervorruft, die ihrerseits z.B. zu Unfällen führen.<sup>1144</sup> Auch die Tatsache, dass die betroffene Person oder Sache

---

<sup>1137</sup> *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 18.

<sup>1138</sup> AG Lüdinghausen NJW 1987, 75 (Tiere werden durch Lärm des Gasbrenners eines Heißluftballons gestört, verenden durch Panik); OLG Düsseldorf NJW-RR 1999, 1622, 1623 (Pferd flieht bei Vorbeiflug eines Heißluftballons, reißt sich los und bricht sich zwei Wirbel); OLG Koblenz NJW-RR 2002, 1542, 1542 (Pferd gerät in Panik und flieht vor Hubschrauberlärm, bricht aus und verletzt sich am Fuß).

<sup>1139</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 15; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 18.

<sup>1140</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 9; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 9.

<sup>1141</sup> Zur haftungsbegründenden Kausalität: BGHZ 79, 259, 262 f.; BGH NJW 1982, 1046, 1047; OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216; anders noch z.B. RGZ 158, 34, 38 f. (zu § 19 LuftVG a.F.); BGHZ 3, 261, 265 ff. (Haftung nach §§ 823 ff BGB); BGHZ 7, 198, 204 (Haftung nach § 823 BGB); OLG Düsseldorf NJW 1968, 555, 555; OLG Stuttgart NJW 1968, 2202, 2203; zustimmend Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 9 f. (auch allgemein zum tendenziellen Wegfall des Adäquanzmerkmals bei der haftungsbegründenden Kausalität der Gefährdungshaftung); kritisch *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 9; zur haftungsausfüllenden Kausalität: BGHZ 79, 259, 262 f.; ausführlich *Staudinger/Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 74 mit Nachweisen; a.A. Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 15a mit Nachweisen (allgemein, nicht nur für das LuftVG).

<sup>1142</sup> BGHZ 79, 259, 263; BGH NJW 1982, 1046, 1047; OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216; OLG Düsseldorf NJW-RR 1999, 1622, 1623; Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 9 ff.; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 9.

<sup>1143</sup> BGH NJW 1982, 1046, 1047; Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 9, Rn. 11.

<sup>1144</sup> BGH NJW 1982, 1046, 1047; OLG Oldenburg NJW 3215, 3216; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 11.

ihrerseits eine gewisse Schadensneigung aufwies, schließt den Zurechnungszusammenhang nicht aus.<sup>1145</sup>

## VI. Rechtswidrigkeit

Die Rechtswidrigkeit des Betriebs des Luftfahrzeugs ist keine Haftungsvoraussetzung.<sup>1146</sup>

## VII. Verlust der Rechte nach § 40 LuftVG

Nach § 40 S. 1 LuftVG verliert der Anspruchsinhaber die Rechte aus dem LuftVG, wenn er nicht spätestens drei Monate, nachdem er von dem Schaden und der Person des Ersatzpflichtigen Kenntnis erlangt hat, diesem den Unfall anzeigt. Der Rechtsverlust tritt nicht ein, wenn der Anspruchsinhaber den Grund für das Unterlassen der Anzeige nicht zu vertreten hat oder der Ersatzpflichtige innerhalb der Frist auf andere Weise von dem Unfall Kenntnis erhält (§ 40 S. 2 LuftVG).

## VIII. Mitverursachung

Gemäß § 34 S. 1 LuftVG gilt § 254 BGB bei der Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten. Nach § 34 S. 2 LuftVG steht dabei das Verschulden desjenigen, der die tatsächliche Gewalt über die beschädigte Sache ausübt, dem Verschulden des Verletzten gleich.

## IX. Anspruchsinhaber

Anspruchsinhaber ist derjenige, der unmittelbar nach § 33 I S. 1 LuftVG geschädigt wird. Wer nur einen reinen Vermögensschaden erleidet, ohne dass sich der Schaden bei ihm in einem der genannten Verletzungserfolge manifestiert, hat keinen Anspruch aus § 33 I S. 1 LuftVG.<sup>1147</sup> Damit ist die verletzte Person oder der Eigentümer bzw. der Besitzer der beschädigten Sache Anspruchsinhaber.<sup>1148</sup> Bei Schäden an wilden Tieren haben die Aneignungsberechtigten, wie der Jagdpächter bei Wild oder der Fischereiberechtigte bei Fischen, keinen Anspruch nach dieser Vorschrift.<sup>1149</sup>

Personen, die zur Zeit des Unfalls vom Luftfahrzeug transportiert wurden oder deren im Luftfahrzeug befördertes Gepäck beschädigt wurde, haben keinen Anspruch nach § 33 I S. 1 LuftVG, wie sich aus der Überschrift des entsprechenden Unterabschnitts (Haftung für Personen und Sachen, die nicht im Luftfahrzeug befördert werden) sowie aus § 33 I S. 2 LuftVG ergibt.<sup>1150</sup> Gemäß § 33 I S. 3 LuftVG können auch Flugschüler, die bei ihrer Ausbildung einen Schaden erleiden, den Anspruch

---

<sup>1145</sup> BGHZ 79, 259, 263; OLG Stuttgart NJW 1968, 2202, 2203; Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 11; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 9.

<sup>1146</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 1; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 9.

<sup>1147</sup> Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 15.

<sup>1148</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 17; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 15.

<sup>1149</sup> Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 18.

<sup>1150</sup> BGH NJW-RR 1991, 281, 282; Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 17; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 5.

nach § 33 I S. 1 LuftVG nicht gegen ihren Ausbilder geltend machen. Ebenfalls haben Personen, die am Boden oder in der Luft am Betrieb des Luftfahrzeugs beteiligt waren, keinen Anspruch nach § 33 I S. 1 LuftVG.<sup>1151</sup> Diese Ausnahmen erklären sich daraus, dass die Geschädigten in diesen Fällen freiwillig mit den Gefahren des Luftverkehrs in Kontakt gekommen sind und deshalb nicht des Schutzes durch die weitgehende Gefährdungshaftung des § 33 I S. 1 LuftVG bedürfen.<sup>1152</sup>

## X. Anspruchsgegner

Nach § 33 I S. 1 LuftVG haftet der Halter des Luftfahrzeugs. Das ist derjenige, der das Luftfahrzeug auf eigene Rechnung betreibt, also die Kosten trägt und die Nutzungen zieht, und die dafür erforderliche Verfügungsgewalt besitzt.<sup>1153</sup> Eigentum an dem Luftfahrzeug ist dafür nicht erforderlich. Die Position als Eigentümer, die Zulassung des Luftfahrzeugs für eine bestimmte Person und die Eintragung in die Luftfahrzeugrolle sind Indizien für die Haltereigenschaft.<sup>1154</sup> Wird ein Luftfahrzeug auf längere Zeit geleast, wird meist der Leasingnehmer in der Leasingzeit alleiniger Halter.<sup>1155</sup> Ebenso ist bei der Miete eines Luftfahrzeugs auf längere Zeit häufig der Mieter als Halter anzusehen.<sup>1156</sup> Entscheidend bei der Bestimmung des Halters sind die tatsächlichen Verhältnisse, es muss eine Beurteilung im Einzelfall erfolgen.<sup>1157</sup>

Wenn jemand das Luftfahrzeug ohne Wissen und Willen des Halters<sup>1158</sup> benutzt, ist dieser unbefugte Benutzer an Stelle des Halters zum Schadensersatz verpflichtet (§ 33 II S. 1 LuftVG). Benutzer ist, wer die Verfügungsgewalt so wie der Halter ausübt, indem er das Luftfahrzeug als Fortbewegungsmittel nutzt.<sup>1159</sup>

Wenn der Halter durch sein Verschulden die Benutzung ermöglicht hat, haftet dieser neben dem Benutzer nach § 33 II S. 2 LuftVG. Der Halter ermöglicht die Benutzung, indem er schuldhaft günstige Bedingungen dafür schafft.<sup>1160</sup>

Wenn der Benutzer vom Halter für den Betrieb des Luftfahrzeugs eingestellt war oder ihm das Luftfahrzeug vom Halter überlassen wurde, ihm also die tatsächliche

---

<sup>1151</sup> BGH NJW-RR 1991, 281, 282; Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 6, Rn. 17; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 5.

<sup>1152</sup> BGH NJW-RR 1991, 281, 282; Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 1, Rn. 6.

<sup>1153</sup> BGHZ 13, 351, 354 (für den Begriff des Halters eines Kraftfahrzeugs); BGH NJW 1974, 1341, 1341 (für den Begriff des Halters eines Kraftfahrzeugs); Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 18; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 11.

<sup>1154</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 18.

<sup>1155</sup> BGH NJW 1983, 1492, 1493 (für Kraftfahrzeugleasing); *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 12.

<sup>1156</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 19.

<sup>1157</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 18 f. mit Beispielen; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 12 mit Beispielen.

<sup>1158</sup> *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 25.

<sup>1159</sup> BGH NJW 1957, 500, 501 (Benutzer eines Kraftfahrzeugs); Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 20; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 25.

<sup>1160</sup> Giemulla/Schmid/*Giemulla*, § 33 LuftVG Rn. 21; *Hofmann/Grabherr*, § 33 LuftVG Rn. 29.

Nutzungsmöglichkeit eingeräumt wurde,<sup>1161</sup> haftet nur der Halter nach § 33 I S. 1 LuftVG. Die Haftung des Benutzers nach anderen, weitergehenden Vorschriften bleibt unberührt (§§ 33 II S. 3, 42 LuftVG).

## XI. Umfang und Art des Schadensersatzes

Umfang und Art des Schadensersatzes richten sich nach den §§ 35 ff. LuftVG, ergänzt durch §§ 249 ff. BGB.<sup>1162</sup> Nach § 36 S. 2 LuftVG i.V.m. § 253 II BGB kann auch für den Schaden, der nicht Vermögensschaden ist, eine billige Entschädigung in Geld gefordert werden (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.2). Vor der Reform des Schadensersatzrechts vom 1. August 2002 wurde gemäß § 53 III LuftVG a.F. nur bei der Schadensverursachung durch militärische Luftfahrzeuge Schmerzensgeld gewährt.<sup>1163</sup>

Es gelten Höchstgrenzen für die Haftung bei Sach- und Personenschäden, die gemäß § 37 I LuftVG nach Gewicht des Luftfahrzeugs berechnet werden. Bei Tötung oder Verletzung einer Person haftet der Schädiger für jede Person bis zu einem Kapitalbetrag von 600.000 € oder bis zu einem Rentenbetrag von 36.000 € jährlich (§ 37 II LuftVG). Bei Überschreitung der nach Gewicht des Luftfahrzeugs berechneten Höchstbeträge verringert sich der Betrag der einzelnen Schadensersatzzahlungen in dem Verhältnis, in dem ihr Gesamtbetrag zum Höchstbetrag steht (§ 37 III LuftVG). § 37 IV LuftVG trifft Bestimmungen für den Fall, dass sowohl Sach- als auch Personenschäden zu ersetzen sind und die Höchstbeträge aus § 37 I, II LuftVG überschritten werden. In diesem Fall hat der Ersatz von Personenschäden einen gewissen Vorrang.

## D. § 32 I GenTG

§ 32 I GenTG begründet eine Gefährdungshaftung des Betreibers, wenn infolge von Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, jemand getötet, sein Körper oder seine Gesundheit verletzt oder eine Sache beschädigt wird. Das Gentechnikgesetz besteht seit 1990, wurde jedoch seitdem mehrfach geändert. Grund für das Bestehen der Anspruchsgrundlage des § 32 I GenTG ist, dass nach dem jeweiligen Stand der Wissenschaft nicht sicher vorhergesagt werden kann, welches die Auswirkungen gentechnisch veränderter Organismen sind.<sup>1164</sup> Die weite Formulierung der Anspruchsgrundlage zeigt, dass auch für Entwicklungsrisiken gehaftet wird (Definition s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.III.1.b).<sup>1165</sup> Erfasst sind sowohl Schäden, die aus Störfällen entstehen, als auch solche aus Normalbetrieb.<sup>1166</sup> Ob das Handeln rechtmäßig oder rechtswidrig war, ist ebenfalls unerheblich.<sup>1167</sup>

---

<sup>1161</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 22; Hofmann/Grabherr, § 33 LuftVG Rn. 31.

<sup>1162</sup> Giemulla/Schmid/Giemulla, § 33 LuftVG Rn. 14.

<sup>1163</sup> Z.B. OLG Oldenburg NJW 1990, 3215 ff.

<sup>1164</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 1.

<sup>1165</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 13.

<sup>1166</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 14.

<sup>1167</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 14.

Es handelt sich bei der Haftung nach § 32 I GenTG um eine mittelbare Verhaltenshaftung, nicht um eine Anlagenhaftung, da die Haftung an die gentechnische Veränderung eines Organismus durch eine Person, den Betreiber, anknüpft.<sup>1168</sup>

Die Haftung nach § 32 I GenTG wird nicht durch höhere Gewalt ausgeschlossen. Die unabsehbaren Risiken der Gentechnik soll nicht der Geschädigte tragen, auch dann nicht, wenn der Schaden aufgrund der zusätzlichen Wirkung außergewöhnlicher und nicht abwendbarer Ereignissen eintritt.<sup>1169</sup>

Die Haftungsregeln werden auch nach Inkrafttreten des Vierten Gesetzes zur Änderung des Gentechnikgesetzes, das sich zur Zeit im Gesetzgebungsverfahren befindet, voraussichtlich unverändert bleiben.<sup>1170</sup>

## **I. Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen**

Voraussetzung für die Haftung ist zunächst, dass ein bestimmter Verletzungserfolg durch Eigenschaften eines Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, hervorgerufen wird (§ 32 I GenTG). Trotz der weiten Formulierung gilt die Haftung nach § 32 I GenTG nicht für traditionelle und ungefährliche biotechnische Verfahren, wie z.B. die Käse- und Bierherstellung mit Hilfe von Mikroorganismen, die Herstellung von Penicillin oder die biologische Abwasserklärung.<sup>1171</sup>

### **1. Organismus**

Nach der Legaldefinition des § 3 Nr. 1 GenTG ist ein Organismus eine biologische Einheit, die fähig ist, sich zu vermehren oder genetisches Material zu übertragen (d.h. insbesondere Tiere und Pflanzen), einschließlich der Mikroorganismen. Mikroorganismen sind gemäß § 3 Nr. 1 a) GenTG Viren, Viroide, Bakterien, Pilze, mikroskopisch-kleine ein- oder mehrzellige Algen, Flechten, andere eukaryotische Einzeller oder mikroskopisch-kleine tierische Mehrzeller sowie tierische und pflanzliche Zellkulturen.

Das Gentechnikgesetz gilt gemäß § 2 III GenTG nicht für die Anwendung von gentechnisch veränderten Organismen am Menschen.

Unklar und umstritten ist häufig, ob Bestandteile der genannten Organismen, einschließlich der Mikroorganismen, selbst ebenfalls als Organismen angesehen werden

---

<sup>1168</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 1.

<sup>1169</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 40; a.A. Hirsch/Schmidt-Didzuhn, § 32 Rn. 29.

<sup>1170</sup> Vgl. Entwurf eines Vierten Gesetzes zur Änderung des Gentechnikgesetzes, <http://www.bmelv.de/SharedDocs/downloads/04-Landwirtschaft/Gentechnik/GenTGAend4,templateId=raw,property=publicationFile.pdf/GenTGAend4.pdf>, 16. Januar 2008.

<sup>1171</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 2.

können. Z.B. geht es dabei um die Frage, ob bestimmte DNA-Moleküle als Organismus eingeordnet werden können oder nicht.<sup>1172</sup>

Die heute vertretenen Positionen zur Frage der Organismuseigenschaft sind aber keineswegs als langfristig gültig anzusehen. Der Begriff des Organismus ist abhängig vom Fortschritt der biowissenschaftlichen Forschung und kann aufgrund des Erkenntniszugewinns in der Wissenschaft weiterentwickelt werden.<sup>1173</sup>

## 2. Eigenschaften

Eigenschaften des Organismus sind substantielle Merkmale, die vorübergehend oder dauerhaft sein können.<sup>1174</sup>

## 3. Gentechnische Arbeiten

Unter den Begriff der gentechnischen Arbeiten fasst das Gesetz einerseits die Erzeugung gentechnisch veränderter Organismen (§ 3 Nr. 2 a) GenTG). Andererseits fallen unter diesen Begriff die Vermehrung, Lagerung, Zerstörung oder Entsorgung und der innerbetriebliche Transport gentechnisch veränderter Organismen sowie deren Verwendung in anderer Weise. Voraussetzung dafür ist dann allerdings, dass noch keine Genehmigung für die Freisetzung oder das Inverkehrbringen zum Zweck des späteren Ausbringens in die Umwelt erteilt wurde (§ 3 Nr. 2 b) GenTG).

Wenn ein Organismus, ohne dass an ihm gentechnische Arbeiten vorgenommen wurden, einen Schaden auslöst, greift die Haftung nach § 32 I GenTG nicht ein.<sup>1175</sup> Dagegen ist § 32 I GenTG anzuwenden, wenn ein Schaden durch die selbstständige Mutation eines bereits durch gentechnische Arbeiten veränderten Organismus ausgelöst wird.<sup>1176</sup>

Unerheblich ist, ob die Arbeit zu Forschungszwecken oder zu gewerblichen Zwecken durchgeführt wurde, und welcher Sicherheitsstufe nach § 7 GenTG die Arbeit zugeordnet ist.<sup>1177</sup>

## II. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung

Gemäß § 32 I GenTG ist weitere Haftungsvoraussetzung, dass infolge von Eigenschaften des Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, jemand getötet,

---

<sup>1172</sup> Dafür z.B. *Luttermann*, JZ 1998, 174, 176 mit weiteren Nachweisen; dagegen z.B. *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 22 mit weiteren Nachweisen.

<sup>1173</sup> *Luttermann*, JZ 1998, 174, 176; *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 22.

<sup>1174</sup> *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 23.

<sup>1175</sup> *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 24.

<sup>1176</sup> *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 25.

<sup>1177</sup> *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 28.

sein Körper oder seine Gesundheit verletzt oder eine Sache beschädigt wird. Diese Begriffe entsprechen den gleichlautenden Begriffen aus § 1 UmwHG.<sup>1178</sup>

Auch Auskreuzungen von gentechnisch veränderten Organismen in konventionell oder ökologisch angebaute Pflanzen können zu einem Sachschaden in Form einer Nutzungsbeeinträchtigung durch Einwirkung auf die Sache führen. Der Schaden besteht dann darin, dass der Marktwert der Pflanzen sinkt, da sie ihre Eigenschaft als ökologisch angebaute Pflanzen verlieren oder nach § 17b GenTG als Produkt, das gentechnisch veränderte Organismen enthält, gekennzeichnet werden müssen.<sup>1179</sup>

### **III. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme**

Die Kausalität zwischen den Eigenschaften des Organismus, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen, dem Verletzungserfolg und dem Schaden und die Zurechnung sind nach den gleichen Grundsätzen festzustellen wie im Rahmen des Umwelthaftungsgesetzes.<sup>1180</sup>

Die Beweislast für die tatsächlichen Voraussetzungen von Kausalität und Zurechnung trifft den geschädigten Anspruchsteller.<sup>1181</sup> § 34 I GenTG begründet eine Kausalitätsvermutung für einen Teilbereich der haftungsbegründenden Kausalität (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, B.II.1.b). Die Auskunftsansprüche des Geschädigten nach § 35 GenTG sollen Beweisschwierigkeiten, insbesondere im Hinblick auf die Kausalität, schon im Vorfeld eines Prozesses, verhindern (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, B.II.6.b).

### **IV. Mitverursachung**

Gemäß § 32 III S. 1 GenTG gilt § 254 BGB bei der Mitverursachung durch den Geschädigten auch im Rahmen der Haftung nach § 32 I GenTG.

### **V. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber ist zunächst, wer unmittelbar geschädigt ist. Unmittelbar geschädigt sind solche Personen, deren Rechtsgüter mit dem schädigenden Organismus Kontakt hatten und die dadurch einen Schaden erlitten haben.<sup>1182</sup> Nach § 32 IV GenTG sind im Falle der Tötung auch mittelbar Geschädigte ersatzberechtigt. Diese Regelung ist inhaltsgleich mit § 12 UmwHG.<sup>1183</sup> Der Betreiber selbst hat keinen Anspruch nach § 32 I GenTG, wohl aber seine Besucher und Mitarbeiter.<sup>1184</sup>

---

<sup>1178</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 20.

<sup>1179</sup> Stöckl, ZUR 2003, 274, 277.

<sup>1180</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 29, Rn. 37.

<sup>1181</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 31.

<sup>1182</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 34.

<sup>1183</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 34.

<sup>1184</sup> Dafür gelten die gleichen Grundsätze wie nach dem UmwHG, vgl. Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 35.

## VI. Anspruchsgegner

Gemäß § 32 I GenTG ist der Betreiber zum Schadensersatz verpflichtet. Betreiber ist nach § 3 Nr. 7 GenTG eine juristische oder natürliche Person oder eine nichtrechtsfähige Personenvereinigung, die unter ihrem Namen eine gentechnische Anlage errichtet oder betreibt oder gentechnische Arbeiten oder Freisetzungen durchführt, ferner derjenige, der Produkte, die gentechnisch veränderte Organismen enthalten oder aus solchen bestehen, erstmalig in Verkehr bringt, wenn dafür noch keine Genehmigung nach § 16 II GenTG erteilt worden ist, die nach § 14 I S. 2 GenTG das Inverkehrbringen der Nachkommen oder des Vermehrungsmaterials gestattet. Der Betreiber muss die Anlage<sup>1185</sup> oder die Tätigkeit tatsächlich beherrschen, die rechtliche Beherrschung ist unerheblich. Die Betreibereigenschaft muss im Zeitpunkt des Ereignisses, das den Schaden verursacht hat, vorliegen.<sup>1186</sup>

Sind mehrere Betreiber zum Ersatz desselben Schadens nach § 32 I GenTG oder anderen Haftungsnormen<sup>1187</sup> verpflichtet, haften sie als Gesamtschuldner (§ 32 II S. 1 GenTG, zum Innenverhältnis § 32 II S. 2 GenTG). Diese Regelung entspricht inhaltlich der auch bei der Haftung nach sonstigen Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung getroffenen (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II).<sup>1188</sup>

Gemäß § 32 III S. 2 GenTG wird die Haftung des Betreibers nicht gemindert, wenn der Schaden zugleich durch die Handlung eines Dritten verursacht worden ist (zum Innenverhältnis gilt nach dieser Vorschrift hier ebenfalls § 32 II S. 2 GenTG). Diese Regelung greift ein, wenn neben einem oder mehreren Betreibern noch sonstige Personen den Schaden verursacht haben.<sup>1189</sup> Es ist unerheblich, auf welche Art der Dritte den Schaden verursacht hat oder ob er dafür haftet.<sup>1190</sup> In diesem Fall soll der Betreiber nicht nur für einen Teil des Schadens haften.<sup>1191</sup> Es wird zwar nicht ausdrücklich das Bestehen einer Gesamtschuld angeordnet. In der Regel wird aber nach den allgemeinen Grundsätzen der Gesamtschuld oder nach einer direkten oder analogen Anwendung des § 840 BGB eine Gesamtschuld vorliegen.<sup>1192</sup>

## VII. Umfang und Art des Schadensersatzes

Umfang und Art des Schadensersatzes richten sich nach den §§ 249 ff. BGB, ergänzt durch § 32 IV-VI GenTG. § 32 V S. 2 GenTG stellt klar, dass auch Nichtvermögensschäden gemäß § 253 I, II BGB nach § 32 I GenTG in Geld ersetzt werden.

---

<sup>1185</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 36.

<sup>1186</sup> Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 36.

<sup>1187</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 30 (z.B. auch nach Deliktsrecht oder anderen Vorschriften der Gefährdungshaftung).

<sup>1188</sup> Näher dazu Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 30, Rn. 36; Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 45.

<sup>1189</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 45; Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 48.

<sup>1190</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 45.

<sup>1191</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 45; Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 48.

<sup>1192</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 32 GenTG Rn. 45; Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 48.

§ 32 VII GenTG enthält eine dem § 16 UmwHG grundsätzlich entsprechende Regelung (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.1).<sup>1193</sup>

Der Betreiber haftet dem Geschädigten nach § 33 S. 1 GenTG bis zur Höhe von 85 Millionen €. Wenn mehrere Entschädigungen aufgrund desselben Schadensereignisses diesen Betrag übersteigen, dann verringert sich ihr Betrag in dem Verhältnis, in dem ihr Gesamtbetrag zum Höchstbetrag steht (§ 33 S. 2 GenTG, entsprechend § 15 S. 2 UmwHG).

## **E. § 2 I HaftPflG**

Das Haftpflichtgesetz gibt es bereits seit 1871. Nach § 2 I HaftPflG haftet der Inhaber einer Anlage für bestimmte Schäden, die von Stromleitungs- oder Rohrleitungsanlagen oder von Anlagen zur Abgabe von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten ausgehen. Diese Vorschrift begründet eine Gefährdungshaftung, die aufgrund der Schaffung einer besonderen Gefahr durch den Betrieb einer der genannten Anlagen besteht.<sup>1194</sup>

Nach § 2 I S. 1 HaftPflG haftet der Inhaber der Anlage für Schäden, die durch Wirkungen von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten entstehen. Diese Haftung wird auch als Wirkungshaftung bezeichnet.<sup>1195</sup>

§ 2 I S. 2 HaftPflG setzt solche Wirkungen nicht voraus. Der Schaden muss danach nur auf die mechanische Wirkung einer Anlage zurückzuführen sein.<sup>1196</sup> Damit handelt es sich um eine Zustandshaftung.<sup>1197</sup> Da diese Zustandshaftung Schäden erfasst, die durch mechanische Wirkungen der Anlage ausgelöst werden, ist sie für den Bereich der Haftung für Umweltschäden kaum bedeutsam. Hier wird folglich nur die Wirkungshaftung nach § 2 I S. 1 HaftPflG dargestellt.

§ 2 I HaftPflG gewährt auch Ersatz für Langzeit- und Summationsschäden,<sup>1198</sup> so dass insbesondere Schäden durch Umwelteinwirkungen häufig nach § 2 I HaftPflG ersetzt werden können.<sup>1199</sup>

## **I. Anlage nach § 2 HaftPflG**

Der Schaden muss durch eine Anlage i.S.d. § 2 I S. 1 HaftPflG verursacht werden, d.h. durch eine Stromleitungs- oder die Rohrleitungsanlage oder eine Anlage zur Ab-

---

<sup>1193</sup> Staudinger/Kobler, § 16 UmwHG Rn. 17.

<sup>1194</sup> Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 1.

<sup>1195</sup> Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 2.

<sup>1196</sup> Beispiel BGH NJW-RR 1995, 1302, 1302; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 31 f.; Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 21.

<sup>1197</sup> Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 2.

<sup>1198</sup> OLG Naumburg NJW-RR 1995, 665, 666; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 50; Staudinger/Kobler, § 2 HaftPflG Rn. 27.

<sup>1199</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 50 mit Beispielen.

gabe von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten. Unter den Begriff fallen alle technischen Einrichtungen im weitesten Sinne.<sup>1200</sup> Die Anlage muss eine gewisse Selbstständigkeit aufweisen.<sup>1201</sup> Diese Selbstständigkeit kann auch gegeben sein, wenn die Anlage Teil einer anderen Anlage ist, z.B. ein Hausanschluss für Strom, der sich in einem Haus befindet.<sup>1202</sup> Sowohl ortsfeste als auch bewegliche Anlagen werden von diesem Begriff erfasst.<sup>1203</sup>

Voraussetzung ist aber in jedem Fall, dass die Anlage eine der beschriebenen Funktionen erfüllt. Damit ist ein Tanklastwagen, der zum Transport von Flüssigkeiten dient, die Flüssigkeit aber nicht im Sinne einer Rohrleitungsanlage in einem Strömungsvorgang transportiert, keine Rohrleitungsanlage nach § 2 I S. 1 HaftPflG.<sup>1204</sup> Dennoch ist eine ortsveränderliche Anlage, die zur Abgabe der jeweiligen Stoffe bzw. der Elektrizität dient, wie z.B. eine Propangasflasche oder der vorgenannte Tanklastwagen, als Anlage zur Abgabe erfasst.<sup>1205</sup>

Es werden Anlagen oberhalb, unterhalb und auf der Erdoberfläche erfasst.<sup>1206</sup> Die Anlage muss nicht für längere Zeit eingerichtet sein, eine vorübergehende Einrichtung reicht aus.<sup>1207</sup>

Es muss sich ferner um eine typischerweise gefährliche Anlage handeln, da nur bei solchen Anlagen nach dem Willen des Gesetzgebers die Gefährdungshaftung eingreifen soll.<sup>1208</sup> Nicht typischerweise gefährlich ist nach der Rechtsprechung z.B. ein Regenrohr.<sup>1209</sup>

Auch die Nebeneinrichtungen der bezeichneten Anlagen sind erfasst. Beispiele sind die Kanalschächte, Kanaldeckel und Hydranten, die zu einer Abwasserleitung als Rohrleitungsanlage gehören, und die Umform- und Umspannanlagen, die vom Begriff der Stromleitungsanlage erfasst sind.<sup>1210</sup>

---

<sup>1200</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 3; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 4.

<sup>1201</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 3; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 4.

<sup>1202</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 3; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 4.

<sup>1203</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 4.

<sup>1204</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 4; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 8.

<sup>1205</sup> BGH NJW 1993, 2740, 2741; OLG Köln NJW-RR 1994, 1510, 1511; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 4; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 8, Rn. 11.

<sup>1206</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 5.

<sup>1207</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 5.

<sup>1208</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 6.

<sup>1209</sup> BGH NJW-RR 1990, 1500, 1500; kritisch *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 6.

<sup>1210</sup> BGH NJW-RR 1995, 1302, 1302 (Kanalschächte und Kanaldeckel sind Teil der Anlage „Wasserleitung/Abwasserleitung“); *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 13.

Nach § 2 II HaftPflG sind Anlagen, die lediglich der Übertragung von Zeichen und Lauten dienen, von der Haftung ausgeschlossen. Grund für diesen Ausschluss ist die Unschädlichkeit der übertragenen Energien in diesem Fall.<sup>1211</sup>

## II. Elektrizität, Gase, Dämpfe, Flüssigkeiten

Die Anlage muss zur Leitung oder Abgabe von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten dienen. Nur bei der Wirkungshaftung nach § 2 I S. 1 HaftPflG muss der Schaden auch durch die Wirkung der genannten Stoffe hervorgerufen werden, bei der Zustandshaftung nach § 2 I S. 2 HaftPflG reicht es, wenn der Schaden auf das Vorhandensein einer entsprechenden Anlage zurückzuführen ist.

Bei Elektrizität handelt es sich um elektrische Energie. Als Gase bezeichnet man „alle Elemente oder chemischen Verbindungen (...), die in ihrem normalen Zustand gasförmig sind.“<sup>1212</sup> Damit fällt auch Flüssiggas unter diesen Begriff.<sup>1213</sup>

Beispiele für Flüssigkeiten sind Wasser, auch wenn es wie z.B. Abwasser mit anderen Stoffen versetzt ist, Öl und Ölprodukte.<sup>1214</sup>

## III. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung

Der Anspruch auf Schadensersatz setzt sowohl bei der Wirkungs- als auch bei der Zustandshaftung voraus, dass ein Mensch getötet, der Körper oder die Gesundheit eines Menschen verletzt oder eine Sache beschädigt wird (§ 2 I S. 1 HaftPflG). Diese Voraussetzung entspricht der gleichlautenden Voraussetzung aus § 1 UmwHG.<sup>1215</sup> Für reine Vermögensschäden wird nach § 2 I HaftPflG nicht gehaftet.<sup>1216</sup>

## IV. Kausalität und Zurechnung

Voraussetzung der Wirkungshaftung nach § 2 I S. 1 HaftPflG ist, dass durch die Wirkungen von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten, die von einer der genannten Anlagen ausgehen, die Rechtsguts- oder Rechtsverletzung (Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung) zurechenbar verursacht wird.

Dies wird nach den gleichen Kriterien bestimmt wie auch sonst bei der Umweltgefährdungshaftung.<sup>1217</sup> Auch hier ist kein Adäquanzzusammenhang zwischen

---

<sup>1211</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 12.

<sup>1212</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 8.

<sup>1213</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 8.

<sup>1214</sup> BGH NJW 1993, 2740, 2741 (Öl); OLG Köln NJW-RR 1994, 1510, 1511 (Öl); *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 8.

<sup>1215</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 3.

<sup>1216</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 3.

<sup>1217</sup> Haftungsbegründende Kausalität, mittelbare Verursachung: OLG Frankfurt am Main NJW 1983, 238, 238; OLG Hamm NJW-RR 1989, 1505, 1506 (Wasser gerät aus einer beschädigten Wasserleitung auf die Straße, gefriert, verursacht Unfall); *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 28; Staudinger/*Kobler*,

der Wirkung der Stoffe oder der Elektrizität und der Rechtsguts- oder Rechtsverletzung und dem Schaden erforderlich.<sup>1218</sup>

Es muss aber ein Schutzzweckzusammenhang (Gefährdungszusammenhang) vorliegen. Die Rechtsguts- oder Rechtsverletzung muss gerade eine Auswirkung der besonderen Betriebsgefahren sein, die von der Funktion der Anlage ausgehen und aufgrund derer die Haftung des Inhabers nach § 2 I S. 1 HaftPflG besteht.<sup>1219</sup> Gerade die Funktion der Anlage (Leitung oder Abgabe der bezeichneten Stoffe oder der Elektrizität) muss aufgrund ihrer besonderen Gefährlichkeit die Rechtsgutsverletzung entscheidend verursachen.<sup>1220</sup>

Typische Beispiele für Fälle, in denen sich die besondere Gefährlichkeit der Anlagenfunktion in der Rechtsguts- oder Rechtsverletzung verwirklicht hat, sind Gesundheitsverletzungen durch aus einer Leitung ausströmendes Gas, Körperverletzungen durch einen Stromschlag, den jemand erleidet, weil er an eine Stromleitungsanlage fasst, oder Sachbeschädigungen durch Abwasser, das aus einem undichten Rohr austritt.<sup>1221</sup>

Der Schutzzweckzusammenhang fehlt, wenn die Rechtsguts- oder Rechtsverletzung durch den Bau der Anlage hervorgerufen wird<sup>1222</sup> oder die Tatsache, dass die Anlage ihre Funktionen nicht erfüllt, für die Rechtsguts- oder Rechtsverletzung ursächlich ist.<sup>1223</sup>

Mangels Schutzzweckzusammenhang haftet der Inhaber einer Anlage nicht nach § 2 I S. 1 HaftPflG, wenn der Schaden zwar durch eine Wirkung der Stoffe entsteht, die von der Anlage transportiert oder abgegeben werden, aber gerade durch die mangelhafte Beschaffenheit der Stoffe hervorgerufen wird, nicht durch eine spezielle Gefahr der Anlage.<sup>1224</sup> Zum Beispiel fehlt dieser Zusammenhang, wenn durch verschmutztes Wasser, das von einer Anlage i.S.d. § 2 I S. 1 herrührt, ein Gewässer verunreinigt wird, wobei die Verunreinigung nicht auf die typischen Gefahren des in einer Anlage transportierten Wassers zurückzuführen war.<sup>1225</sup> Dies gilt sogar dann,

---

§ 2 HaftPflG Rn. 17; haftungsausfüllende Kausalität: *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 52 (Äquivalenz, Adäquanz, Schutzzweck der Norm).

<sup>1218</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 17; a.A. (auch Adäquanzzusammenhang erforderlich) *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 21.

<sup>1219</sup> Z.B. BGHZ 109, 8, 13; BGH NJW 1992, 39, 40; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 22; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 18.

<sup>1220</sup> z.B. BGHZ 109, 8, 13; BGH NJW 1991, 2635, 2635; BGH NJW 1992, 39, 40; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 22; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 18, Rn. 19.

<sup>1221</sup> Ähnlich *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 22, viele Beispiele aus der Rechtsprechung bei Rn. 30.

<sup>1222</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 23.

<sup>1223</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 23; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 19.

<sup>1224</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 24; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 19.

<sup>1225</sup> BGH NJW 1986, 2312, 2315; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 24; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 19.

wenn die mangelhafte Beschaffenheit gerade durch den Transport oder die Abgabe der Stoffe hervorgerufen wurde (z.B. bei der Verschmutzung von Trinkwasser durch Rostteile aus der Leitung).<sup>1226</sup>

Der Schutzzweckzusammenhang ist auch dann nicht gegeben, wenn der Schaden durch aufgestautes Wasser oder sonstige Flüssigkeiten verursacht wird, die eigentlich zur Leitung durch die Anlage vorgesehen waren, aber aufgrund einer Blockierung oder Überfüllung der Anlage nicht in diese hineingelangen können. Die Gefahr geht dann nicht von der Funktion der Anlage, sondern von der Flüssigkeit aus. Im Hinblick auf die Haftung wird nicht danach unterschieden, ob der Schaden entsteht, weil keine Anlage vorhanden ist, oder weil die Anlage die Flüssigkeit nicht aufnehmen konnte.<sup>1227</sup>

Dagegen ist bei einem Schaden durch Rückstau von Wasser innerhalb einer Kanalisation zwischen zwei Fällen zu unterscheiden. Wenn in einem Fall Wasser austritt und oberirdisch eine Rechts- oder Rechtsgutsverletzung, z.B. eine Sachbeschädigung an Häusern und Grundstücken, hervorruft, ist der Schutzzweckzusammenhang als Voraussetzung für das Eingreifen von § 2 I S. 1 HaftPflG gegeben.<sup>1228</sup> Wenn durch Rückstau Abwasser aus der Kanalisation direkt in das Haus eines an die Kanalisation Angeschlossenen läuft und dort einen Schaden verursacht, soll § 2 I S. 1 HaftPflG aufgrund der Entstehungsgeschichte der Norm nicht eingreifen. Dafür hat der Geschädigte hier Ansprüche aus Amtshaftung oder aus einem öffentlich-rechtlichen Schuldverhältnis.<sup>1229</sup>

## V. Haftungsausschluss

§ 2 III HaftPflG enthält drei Haftungsausschlussgründe. Die ersten beiden betreffen Fälle, in denen die Ursache des Schadens aus dem beherrschbaren Risikobereich des Geschädigten kommt.<sup>1230</sup> Der dritte Haftungsausschlussgrund, die höhere Gewalt, betrifft einen Fall, in dem die Schadensursache weder aus dem Risikobereich des Schädigers noch aus dem Risikobereich des Geschädigten stammt.

### 1. § 2 III Nr. 1 HaftPflG

Nach § 2 III Nr. 1 HaftPflG ist die Ersatzpflicht ausgeschlossen, wenn der Schaden innerhalb eines Gebäudes entstanden und auf eine darin befindliche Anlage zurück-

---

<sup>1226</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 24.

<sup>1227</sup> BGHZ 109, 8, 14; BGH NJW 1991, 2635, 2635; BGH NJW 1992, 39, 40; OLG Celle NJOZ 2004, 3613, 3614; Staudinger/*Kohler*, § 2 HaftPflG Rn. 20; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 25.

<sup>1228</sup> BGHZ 88, 85, 91; BGHZ 109, 8, 14; BGH NJW 1989, 104, 104 f.; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 27; Staudinger/*Kohler*, § 2 HaftPflG Rn. 20.

<sup>1229</sup> BGHZ 88, 85, 90 f.; BGH NVwZ 1998, 1218, 1218; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 26; Staudinger § 2 HaftPflG Rn. 20.

<sup>1230</sup> Z.B. BGH NJW 1982, 991, 991; BGH NJW-RR 2002, 525, 526; OLG Stuttgart NJW-RR 2002, 1680, 1680.

zuführen ist (1. Alternative) oder wenn er innerhalb eines im Besitz des Inhabers der Anlage stehenden befriedeten Grundstücks entstanden ist (2. Alternative).

Grund für diesen Haftungsausschluss ist, dass in diesen Fällen in der Regel nur Personen betroffen sind, die sich z.B. als Familienangehörige, Bedienstete oder Abnehmer des Inhabers der Anlage der Gefahr aussetzen. Dieser Personenkreis soll das eingegangene Risiko selbst tragen. Die Öffentlichkeit, zu deren Schutz die Haftungsvorschrift dienen soll, wird in diesen Fällen nicht beeinträchtigt.<sup>1231</sup>

Voraussetzung für das Eingreifen des Ausschlussgrunds aus § 2 III Nr. 1, 1. Alt. HaftPflG ist, dass der Schaden innerhalb eines Gebäudes verursacht wird und dort auch eintritt.<sup>1232</sup> Eine in dem Gebäude befindliche Anlage muss die eigentliche und entscheidende - nicht notwendig die einzige - Schadensursache gesetzt haben.<sup>1233</sup> Unter einem Gebäude in diesem Sinne versteht man ein festes, zum Aufenthalt von Menschen geeignetes Bauwerk.<sup>1234</sup> Entscheidend ist der Begriff des von Mauern oder ähnlichen Abgrenzungen umfassten Gebäudes im natürlichen Sinne. Unerheblich ist, ob die schadensverursachende Anlage sich in einem Gebäudeteil befand und der Schaden in einem anderen Gebäudeteil eintrat. Auch wenn die Gebäudeteile jeweils nur von außen zugänglich sind, liegt ein einziges Gebäude vor.<sup>1235</sup>

Wenn der Schaden innerhalb eines im Besitz des Inhabers der Anlage stehenden befriedeten Grundstücks entstanden ist (§ 2 III Nr. 1, 2. Alt. HaftPflG), ist der Anspruch aus § 2 I HaftPflG ebenfalls ausgeschlossen. Die Ursache für den Schaden muss innerhalb des Grundstücks gesetzt und der Schaden auch dort eingetreten sein.<sup>1236</sup> Ein befriedetes Grundstück ist ein Grundstück, das „in äußerlich erkennbarer Weise durch den Berechtigten mittels Schutzwehren, z.B. Mauern, Zäunen oder Hecken, gegen das willkürliche Betreten durch andere gesichert ist.“<sup>1237</sup> Die bloße Kenntlichmachung durch Warn- oder Verbotsschilder ist dafür nicht ausreichend.<sup>1238</sup> Die Zugehörigkeit zu einer Wohnung, zu Geschäftsräumen oder zu anderen Räumen muss erkennbar sein.<sup>1239</sup>

---

<sup>1231</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 58.

<sup>1232</sup> OLG Hamm NJW-RR 1989, 1505, 1506; OLG Hamm NJW-RR 1998, 1328, 1328; OLG Stuttgart NJW-RR 2002, 1680, 1680 (dies ist nicht der Fall, wenn die schadensverursachende Anlage unterhalb des Gebäudes in den Fundamentmauern verläuft); *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 59 f. mit Beispielen; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 31.

<sup>1233</sup> BGH NJW-RR 2002, 525, 526; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 61; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 31.

<sup>1234</sup> OLG Hamm NJW-RR 1998, 1328, 1328; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 59.

<sup>1235</sup> OLG Hamm NJW-RR 1998, 1328, 1328 f.; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 31.

<sup>1236</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 63; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 32.

<sup>1237</sup> Dies entspricht der Definition, die im Rahmen des § 123 StGB gebraucht wird, *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 64 m.w.N.

<sup>1238</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 64; *Staudinger/Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 33.

<sup>1239</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 64; *Staudinger* § 2 HaftPflG Rn. 64.

## 2. § 2 III Nr. 2 HaftPflG

Nach § 2 III Nr. 2 HaftPflG ist die Ersatzpflicht auch dann ausgeschlossen, wenn ein Energieverbrauchgerät oder eine sonstige Einrichtung zum Verbrauch oder zur Abnahme der Stoffe nach Absatz 1 beschädigt wird (1. Alt.) oder diese Einrichtung einen Schaden verursacht (2. Alt.).

§ 2 III Nr. 2, 2. Alt. HaftPflG soll dem Schutz des Abnehmers der Elektrizität bzw. der in § 2 I HaftPflG genannten Stoffe dienen. Dieser haftet nicht nach § 2 I HaftPflG, wenn seine Abnahme- oder Verbrauchseinrichtungen einen Schaden verursachen.<sup>1240</sup>

Eine Einrichtung zum Verbrauch ist eine Einrichtung, die die Stoffe aus § 2 I S. 1 HaftPflG verwertet oder nutzbar macht.<sup>1241</sup> Als Einrichtung zur Abnahme bezeichnet man die Einrichtung, die der Übergabe der Stoffe nach § 2 I HaftPflG an den Verbraucher dient.<sup>1242</sup>

Häufig fällt die Abgrenzung schwer, ob eine Leitungsanlage nach § 2 I HaftPflG oder eine Einrichtung zum Verbrauch nach § 2 III Nr. 2, 1. Alt. HaftPflG vorliegt, bzw. ob es sich um eine Anlage zur Abgabe von Stoffen nach § 2 I HaftPflG oder eine Anlage zur Abnahme dieser Stoffe nach § 2 III Nr. 2, 2. Alt. HaftPflG handelt. Entscheidend dafür ist insbesondere der überwiegende Zweck der Anlage.<sup>1243</sup>

## 3. Höhere Gewalt (§ 2 III Nr. 3 HaftPflG)

Nach § 2 III Nr. 3 HaftPflG ist die Ersatzpflicht nach § 2 I HaftPflG ausgeschlossen, wenn der Schaden durch höhere Gewalt verursacht worden ist, es sei denn, dass er auf das Herabfallen von Leitungsdrähten zurückzuführen ist. Höhere Gewalt wird hier genau so definiert wie bei § 4 UmwHG.<sup>1244</sup> Mit diesem Haftungsausschlussgrund soll erreicht werden, dass der Anlageninhaber für Schäden, die nicht ihm, sondern allein dem Ereignis der höheren Gewalt zugerechnet werden können, nicht haften muss.<sup>1245</sup> Das Herabfallen von Leitungsdrähten wird nicht als Fall von höherer Gewalt angesehen, da sich dabei in der Regel ein typisches Anlagenrisiko verwirklicht.<sup>1246</sup>

---

<sup>1240</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 68.

<sup>1241</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 65, mit Beispielen: Glühlampen, elektrische Geräte, Wasserverbrauchsgeräte (Spülmaschinen, Waschmaschinen), Heizungen (BGH NJW 1982, 991, 991); Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 34.

<sup>1242</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 34.

<sup>1243</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 34.

<sup>1244</sup> Beispiel BGHZ 109, 8, 14 f.; BGH NVwZ 2005, 358, 359 (sehr seltener Starkregen, Katastrophenregen); Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 35; weitere Beispiele bei *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 72 ff.

<sup>1245</sup> BGH NVwZ 2005, 358, 359.

<sup>1246</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 35.

## VI. Mitverursachung

Gemäß § 4 HaftPflG ist bei der Mitverursachung durch die Geschädigten § 254 BGB anwendbar. Bei Beschädigung einer Sache steht das Verschulden desjenigen, der die tatsächliche Gewalt über die Sache ausübt, dem Verschulden des Geschädigten gleich (§ 4 HaftPflG).

## VII. Anspruchsinhaber

Jede natürliche oder juristische Person, die durch den Verletzungserfolg unmittelbar geschädigt wurde, ist Anspruchsinhaber.<sup>1247</sup> Unmittelbar geschädigt sind bei einer Körper- oder Gesundheitsverletzung nur die Verletzten selbst, bei einer Sachbeschädigung nur der Eigentümer, der dinglich Berechtigte oder der unmittelbare Besitzer. Wer infolge des unmittelbaren Schadens eines anderen mittelbar einen Vermögensschaden erlitten hat, ist nicht nach § 2 I HaftPflG ersatzberechtigt.<sup>1248</sup> Unmittelbar betroffen sein können auch die Abnehmer der von der Anlage transportierten oder abgegebenen Stoffe oder der Elektrizität.<sup>1249</sup> Mehrere Mitinhaber einer Anlage haben gegeneinander keinen Anspruch aus § 2 I HaftPflG.<sup>1250</sup>

Anspruchsinhaber können auch Personen sein, die im Betrieb des Anlageninhabers beschäftigt sind, sogar wenn sie unmittelbar mit dem Betreiben der Anlage befasst sind.

## VIII. Anspruchsgegner

Der Anspruch richtet sich gegen den Inhaber der Anlage (§ 2 I S. 1 HaftPflG). Dieser Begriff entspricht dem Inhaberbegriff aus § 1 UmwHG<sup>1251</sup> und aus § 22 WHG. Sowohl eine natürliche als auch eine juristische Person kann Inhaber sein.<sup>1252</sup> Inhaber ist, wer die tatsächliche Verfügungsgewalt über die Anlage hat, also derjenige, der die Anlage in wirtschaftlicher Eigenverantwortung beherrscht<sup>1253</sup> und die für den Betrieb notwendigen Anweisungen erteilen kann.<sup>1254</sup> Das Eigentum an einer Anlage spricht als Indiz für die Inhaberschaft.<sup>1255</sup> Ist die Anlage einem anderen z.B. im Rahmen eines Pacht-, Miet- oder Leasingvertrags oder eines Nießbrauchs überlassen, ist dieser dagegen in der Regel Inhaber.<sup>1256</sup>

---

<sup>1247</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 54 (ausführlich zur unmittelbaren Schädigung); Staudinger § 2 HaftPflG Rn. 14.

<sup>1248</sup> *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 54.

<sup>1249</sup> BGHZ 109, 8 ff.; BGH VersR 1966, 586, 587; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 53; Staudinger § 2 HaftPflG Rn. 14.

<sup>1250</sup> OLG Düsseldorf NJW-RR 2007, 299, 300.

<sup>1251</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>1252</sup> Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>1253</sup> BGH VersR 1981, 458, 459; BGH NJW 1989, 104, 104; OLG Hamm NJW-RR 1989, 1505, 1506; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 46; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>1254</sup> BGH VersR 1981, 458, 459; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 45; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>1255</sup> BGH NJW 1989, 104, 104; Staudinger/*Kobler*, § 2 HaftPflG Rn. 15.

<sup>1256</sup> Z.B. OLG Hamm NJW-RR 1989, 1505, 1506; *Filthaut*, § 2 HaftPflG Rn. 46, anders im Fall OLG Köln NJOZ 2006, 3056, 3057.

## IX. Umfang und Art des Schadensersatzes

Umfang und Art des Schadensersatzes werden grundsätzlich nach §§ 249 ff. BGB i.V.m. §§ 5 ff. HaftPflG bestimmt. Gemäß § 6 S. 2 HaftPflG i.V.m. § 253 II BGB kann auch für Nichtvermögensschäden eine billige Entschädigung in Geld gefordert werden (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.2).

Der Inhaber der Anlage haftet nach § 9 HaftPflG bei Tötung oder Verletzung eines Menschen für jede Person bis zu einem Kapitalbetrag von 600.000 € oder bis zu einem Rentenbetrag von jährlich 36.000 €. Bei Sachschäden gilt eine Haftungsobergrenze von 300.000 €, auch wenn mehrere Sachen durch dasselbe Ereignis beschädigt werden (§ 10 I HaftPflG). Diese Obergrenze gilt auch dann, wenn mehrere Personen aufgrund desselben Ereignisses einen Sachschaden erlitten haben. Der Schadensersatz für den einzelnen Geschädigten verringert sich dann in dem Verhältnis, in dem der Gesamtbetrag zu dem Höchstbetrag steht (§ 10 II HaftPflG). Diese Begrenzungen gelten nicht bei der Beschädigung von Grundstücken (§ 10 III HaftPflG).

### F. § 114 I BBergG

§ 114 I BBergG gewährt einen Anspruch auf den Ersatz von Schäden, die durch die Ausübung einer in § 2 I Nr. 1 und 2 BBergG aufgeführten Tätigkeit oder durch eine Einrichtung im Sinne des § 2 I Nr. 3 BergG verursacht werden (Bergschäden). Damit statuiert § 114 I BBergG, ähnlich wie § 22 I, II WHG, eine Verhaltens- und eine Anlagenhaftung.<sup>1257</sup> § 114 I BBergG ist ebenfalls ein Tatbestand der Gefährdungshaftung.<sup>1258</sup>

§ 114 I BBergG kann zum Ersatz von Umweltschäden herangezogen werden. Z.B. können Umweltschäden durch Bergsenkungen und Erschütterungen, vermittelt durch das Umweltmedium Boden, oder durch die Qualitätsänderung von Wasser entstehen.<sup>1259</sup> Die Gefahr besonders großer Schäden besteht zum Beispiel, wenn großflächig angelegte Distributionszentren von Einzelhandelsketten oder verarbeitenden Betrieben von Bergschäden betroffen sind. Hier treten möglicherweise nicht nur Sachschäden auf, sondern in der Folge können, z.B. durch die Störung der EDV-gestützten Lagerverwaltung, erhebliche weitere Schäden entstehen.<sup>1260</sup>

### I. Bergschaden

§ 114 I BBergG definiert den Bergschaden, einen durch festgelegte Tätigkeiten oder Einrichtungen des Bergbaus hervorgerufenen Schaden an bestimmten Rechtsgütern.

---

<sup>1257</sup> Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 1.

<sup>1258</sup> Boldt/Weller, § 114 BBergG Rn. 9; Petersen, 39 f.; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 2; a.A. Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 2, Rn. 26, Rn. 33; Schulte, ZRP 1979, 169, 173 (die Haftung für Personenschäden sei als Gefährdungshaftung, die Haftung für Sachschäden wegen der Duldungspflicht bei Sachschäden als Aufopferungshaftung zu qualifizieren).

<sup>1259</sup> Piens, ZfW 1999, 11 ff. zum Problem des Sickerwassers von Bergbauhalden; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 4.

<sup>1260</sup> Limpens, DVBl 2004, 1279, 1280.

## 1. Bestimmtes Verhalten oder Anlage

Nach § 114 I BBergG kann ein Bergschaden durch ein bestimmtes Verhalten (§ 114 I, 1. Alt. BBergG) oder durch bestimmte Anlagen (§ 114 I, 2. Alt. BBergG) verursacht werden.

### a) Verhaltenshaftung

Gemäß § 114 I, 1. Alt. BBergG ist zur Begründung der Verhaltenshaftung erforderlich, dass der Schaden infolge der Ausübung einer der in § 2 I Nr. 1 und Nr. 2 BBergG genannten Tätigkeiten entsteht.

§ 2 I Nr. 1 BBergG nennt das Aufsuchen, Gewinnen und Aufbereiten von bergfreien und grundeigenen Bodenschätzen und damit in unmittelbarem betrieblichem Zusammenhang stehende Tätigkeiten, wie z.B. das Verladen, Befördern und Lagern der Bodenschätze und sonstigen Gesteins. Nicht unter § 2 I Nr. 1 BBergG fallen die in § 2 IV BBergG genannten Tätigkeiten. Hier handelt es sich insbesondere um Verlade-, Ablade und Beförderungstätigkeiten im Bereich des öffentlichen Schienen-, Kraftfahrzeug-, Schiffs-, oder Luftverkehrs oder im Bereich von bestimmten Rohrleitungen.

Von § 2 I Nr. 2 BBergG wird das Wiedernutzbarmachen der Oberfläche während des und nach dem in § 2 I Nr. 1 BBergG genannten Aufsuchen, Gewinnen und Aufbereiten der Bodenschätze erfasst.

Das Aufsuchen von Bodenschätzen (§ 2 I Nr. 1 BBergG) ist nach § 4 I BBergG die mittelbar oder unmittelbar auf die Entdeckung oder Feststellung der Ausdehnung von Bodenschätzen gerichtete Tätigkeit, auch dann, wenn diese zu wissenschaftlichen Zwecken erfolgt (§§ 11 Nr. 5 a), 16 I S. 4 BBergG).<sup>1261</sup> Nicht dazu zählen die in § 4 I Nr. 1-3 BBergG genannten Tätigkeiten (Tätigkeiten im Rahmen der amtlichen geologischen Landesaufnahme, Tätigkeiten ausschließlich zu Lehr- und Unterrichtszwecken und die Sammlung von Mineralien für mineralogische oder geologische Sammlungen).

Unter dem Gewinnen von Bodenschätzen (§ 2 I Nr. 1 BBergG) versteht man das Lösen oder Freisetzen von Bodenschätzen einschließlich der damit zusammenhängenden vorbereitenden, begleitenden und nachfolgenden Tätigkeiten (§ 4 II BBergG). Das Lösen und Freisetzen von Bodenschätzen in einem Grundstück aus Anlass oder im Zusammenhang mit dessen baulicher oder sonstiger städtebaulicher Nutzung oder in oder an einem Gewässer als Voraussetzung für dessen Ausbau oder Unterhaltung (§ 4 II S. 2 Nr.1, Nr. 2 BBergG) fällt nicht unter diesen Begriff. Die Haftung im Zusammenhang mit dem Gewinnen von Bodenschätzen ist der praktisch wichtigste Fall der Haftung nach § 114 BBergG.<sup>1262</sup>

---

<sup>1261</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 6; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 6.

<sup>1262</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 7; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 7.

Nach § 4 III BBergG ist das Aufbereiten von Bodenschätzen (§ 2 I Nr. 1 BBergG) die Trennung oder Anreicherung von Bodenschätzen und damit zusammenhängende Tätigkeiten (§ 4 III Nr. 1 BBergG) und weitere Verarbeitungsschritte von Bodenschätzen, wie z.B. das Brikettieren oder Verkoken (§ 4 III Nr. 2 BBergG). Voraussetzung ist, dass der Unternehmer Bodenschätze derselben Art im unmittelbaren betrieblichem Zusammenhang selbst gewinnt oder die Aufbereitung im unmittelbaren räumlichen Zusammenhang mit dem Ort der Gewinnung durchgeführt wird (§ 4 III BBergG).

Die Wiedernutzbarmachung der Oberfläche (§ 2 I Nr. 2 BBergG) wird als die ordnungsgemäße Gestaltung der vom Bergbau in Anspruch genommenen Oberfläche unter Beachtung des öffentlichen Interesses definiert (§ 4 IV BBergG). Dafür ist aber nicht zwingend erforderlich, dass durch die Rekultivierung der Zustand des Geländes vor der Bergbaumaßnahme wiederhergestellt wird.<sup>1263</sup>

## **b) Anlagenhaftung**

Nach § 114 I BBergG liegt ein Bergschaden, für den nach dieser Vorschrift gehaftet wird, auch vor, wenn der Schaden durch Einrichtungen nach § 2 I Nr. 3 BBergG verursacht wird (Anlagenhaftung). Dies sind Einrichtungen, die überwiegend für eine der in § 2 I Nr. 1, Nr. 2 BBergG genannten Tätigkeiten (s.o. Teil 2, Kapitel 3, F.I.1.a) genutzt werden oder dazu bestimmt sind (§ 2 I Nr. 3 BBergG).

## **2. Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung, Sachbeschädigung**

Ein Bergschaden nach § 114 I BBergG liegt nur dann vor, wenn durch die oben genannten Tätigkeiten oder Anlagen ein Mensch getötet oder an Körper oder Gesundheit verletzt wird oder eine Sachbeschädigung eintritt. Reine Vermögensschäden werden also nicht ersetzt. Die Definition dieser Begriffe stimmt weitgehend mit den gleichlautenden Begriffen des § 1 UmwHG überein.<sup>1264</sup>

Für die Sachbeschädigung ist erforderlich, dass ein Eingriff in die Sachsubstanz vorliegt. Zum Beispiel ruft die Gefahr, dass noch zu errichtende Bauten beschädigt werden, so dass der Verkehrswert des Grundstücks gemindert wird, einen reinen Vermögensschaden hervor.<sup>1265</sup> Auch die Senkung des Grundwasserspiegels, so dass ein danach erteiltes Wasserrecht letztlich nicht genutzt werden kann, führt nur zu einer Wertminderung des Grundstücks und damit zu einem reinen Vermögensschaden.<sup>1266</sup>

---

<sup>1263</sup> Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 10; *Wilde*, DVBl 1998, 1321, 1323.

<sup>1264</sup> Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn 12.

<sup>1265</sup> *Piess/Schulte/Graf Vitzthum*, § 114 BBergG Rn. 36 ff.

<sup>1266</sup> LG Köln NJW-RR 1990, 797 ff.; kritisch *Schulte*, NJW 1990, 2734 f.; wenn vom dem Recht auf Förderung von Wasser vor Senkung des Grundwasserspiegels bereits Gebrauch gemacht wird, liegt ein Substanzeingriff vor: BGHZ 51, 119, 121 (zur Rechtslage vor Inkrafttreten des BBergG).

Typisch sind in diesem Bereich Schäden an Gebäuden durch Bewegungen des Erdreichs,<sup>1267</sup> aber auch die Beschädigung beweglicher Sachen ist denkbar und kann zu einem Schadensersatzanspruch nach § 114 I BBergG führen.

### **3. Ausschluss nach § 114 II BBergG**

Nach § 114 II BBergG fallen bestimmte Schäden nicht unter den Begriff des Bergschadens, so dass für diese Schäden nicht nach § 114 I BBergG gehaftet wird. Dies sind zunächst Schäden, die den in dem Bergbaubetrieb beschäftigten Personen und an dort verwendeten Sachen entstehen (§ 114 II Nr. 1 BBergG). Weiter sind solche Schäden nicht erfasst, die an einem anderen Bergbaubetrieb oder an den dem Aufsuchungs- und Gewinnungsrecht eines anderen unterliegenden Bodenschätzen entstehen (§ 114 II Nr. 2 BBergG).

Nach § 114 II Nr. 3 BBergG ist ein Schaden, der durch Einwirkungen entsteht, die nach § 906 BGB geduldet werden müssen, ebenfalls kein Bergschaden. Damit ist bei Bergschäden, die gleichzeitig Einwirkungen i.S.d. § 906 BGB sind, erst dann ein Schadensersatzanspruch gegeben, wenn für diese keine Duldungspflicht mehr nach § 906 BGB besteht. Auch wenn die Einwirkung die Duldungsschwelle des § 906 BGB übersteigt, muss diese Folge des Bergbaus aufgrund der traditionellen volkswirtschaftlichen Bedeutung des Bergbaus geduldet werden,<sup>1268</sup> so dass gegen entsprechende Beeinträchtigungen keine Unterlassungsansprüche bestehen. Der Geschädigte hat dann aber einen Ausgleichsanspruch nach § 114 I BGB.

§ 114 II Nr. 4 BBergG schließt solche Nachteile vom Ersatz aus, die durch Planungsentscheidungen entstehen, die mit Rücksicht auf die Lagerstätte oder den Bergbaubetrieb getroffen werden. Ebenfalls keine Bergschäden sind unerhebliche Nachteile oder Aufwendungen im Zusammenhang mit Maßnahmen der Anpassung nach § 110 BBergG (§ 114 II Nr. 5 BBergG). Dies sind bestimmte Maßnahmen eines Bauherrn zur Vorbeugung von Bergschäden. Bereits nach § 110 III BBergG sind daraus resultierende unerhebliche Nachteile und Aufwendungen nicht zu ersetzen.

## **II. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme**

Kausalität und Zurechnung sind nach den gleichen Regeln festzustellen wie beim Umwelthaftungsgesetz und den anderen Tatbeständen der Umweltgefährdungshaftung.<sup>1269</sup> § 120 I BBergG stellt mit der Bergschadensvermutung eine Kausalitätsvermutung auf, die sich auf die haftungsbegründende Kausalität bezieht (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 6, B.II.1.c).

---

<sup>1267</sup> Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 14.

<sup>1268</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 Rn. 49; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 35; für eine analoge Anwendung dieser Vorschrift auf den Anspruch aus § 1 UmwHG Petersen, 41 ff.

<sup>1269</sup> Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 15.

### III. Mitverursachung

Wenn bei der Entstehung des Schadens ein Verhalten des Geschädigten mitgewirkt hat, gilt gemäß § 118 BBergG die Vorschrift des § 254 BGB. Bei Beschädigung einer Sache steht das Verschulden desjenigen, der die tatsächliche Gewalt über die Sache ausübt, dem Verschulden des Geschädigten gleich.

### IV. Anspruchsinhaber

Derjenige, der an Körper oder Gesundheit verletzt oder getötet wurde, ist Inhaber des Anspruchs.<sup>1270</sup> Gemäß § 117 I BBergG i.V.m. § 844, 845 BGB können im Fall der Tötung auch Dritte eigene Ersatzansprüche haben.<sup>1271</sup>

Bei der Sachbeschädigung sind der Eigentümer sowie der Inhaber von Nutzungs- und Abwehrrechten an den jeweiligen Sachen anspruchsberechtigt.<sup>1272</sup> Dazu zählen z.B. die Inhaber dinglicher Rechte (Nießbrauch, dingliches Wohnungsrecht) und berechtigte Besitzer (Mieter, Pächter, Entleiher).<sup>1273</sup>

### V. Anspruchsgegner

Der Anspruch richtet sich gegen den Unternehmer (§ 115 I BBergG) sowie gegen den Bergbauberechtigten (§ 116 I BBergG).

Nach § 115 I BBergG haftet der Unternehmer, der den Bergbaubetrieb zur Zeit der Verursachung des Bergschadens betrieben hat oder für eigene Rechnung hat betreiben lassen.<sup>1274</sup> Bergbaubetrieb nach § 115 I BBergG ist nicht wie bei § 114 I BBergG die Tätigkeit des Bergbaus, sondern die „Gesamtheit sächlicher und persönlicher Mittel“, die für die Tätigkeiten des Bergbaus erforderlich sind, „unabhängig von der Person des jeweiligen Unternehmers“, also die jeweilige Anlage (z.B. Schachanlage).<sup>1275</sup> Ein Unternehmer ist in § 4 V BBergG definiert als eine natürliche oder juristische Person oder Personenhandelsgesellschaft, die eine in § 2 I Nr. 1, Nr. 2 BBergG bezeichnete Tätigkeit auf eigene Rechnung durchführt oder durchführen lässt. Voraussetzung ist, dass der Unternehmer Verfügungsgewalt über den Bergbaubetrieb hat und gleichzeitig den wirtschaftlichen Nutzen aus dem Betrieb zieht. Damit sind auch Pächter und Nießbraucher Unternehmer gemäß § 115 I BBergG.<sup>1276</sup>

Daneben haftet nach § 116 I BBergG der Bergbauberechtigte, d.h. der Inhaber der dem Bergbaubetrieb zugrunde liegenden Berechtigung zur Aufsuchung oder Gewinnung, bei betriebsplanmäßig zugelassenem Bergbaubetrieb sogar dann, wenn die

---

<sup>1270</sup> Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 16.

<sup>1271</sup> Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 16.

<sup>1272</sup> Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 17.

<sup>1273</sup> BGHZ 52, 259, 262 (zur Rechtslage vor Inkrafttreten des BBergG); Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 17.

<sup>1274</sup> Unerheblich ist dabei, ob der Schaden erst später eintritt, Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 18.

<sup>1275</sup> Piens/*Schulte/Graf Vitzthum*, § 115 BBergG Rn. 2.

<sup>1276</sup> Piens/*Schulte/Graf Vitzthum*, § 115 BBergG Rn. 2; Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 18.

Bergbauberechtigung bei Schadensverursachung schon erloschen war oder mit Rückwirkung aufgehoben worden ist. So soll der Geschädigte auch bei mangelnder Zahlungsfähigkeit oder Unauffindbarkeit des Unternehmers möglicherweise Schadensersatz erhalten können.<sup>1277</sup> Besonders bei Pacht oder Nießbrauch wird die Haftung des Bergbauberechtigten praktisch relevant.<sup>1278</sup>

Bei der Verursachung eines Bergschadens durch mehrere Bergbaubetriebe haften die Unternehmer als Gesamtschuldner (§ 115 II S. 1 BBergG, §§ 421 ff. BGB), wenn ein einheitlicher Schaden vorliegt, zu dessen Entstehung die Bergbaubetriebe zusammengewirkt haben (näher zur Haftung mehrerer Verursacher s.u. Teil 2, Kapitel 6, A.II).<sup>1279</sup> Ein solcher einheitlicher Schaden liegt nicht vor, wenn zwei räumlich trennbare Schäden aufgetreten sind, wobei der eine Teil durch den Bergbaubetrieb des einen Unternehmers, der andere Teil durch den Bergbaubetrieb des anderen Unternehmers hervorgerufen wurde.<sup>1280</sup>

Im Innenverhältnis haften die Unternehmer, wenn nichts anderes vereinbart ist, nach dem Umfang ihrer Verursachungsbeiträge und sonstigen Umständen der Schadensverursachung, im Zweifel zu gleichen Teilen, § 115 II S. 2 BBergG.

Bei Ausschluss der Haftung im Fall des § 115 II BBergG durch Rechtsgeschäft im Verhältnis zum Unternehmer eines beteiligten Bergbaubetriebs sind die anderen haftenden Unternehmer bis zur Höhe des im Innenverhältnis nach § 115 II S. 2 BBergG von dem befreiten Unternehmer zu tragenden Anteils von der Haftung befreit (§ 115 III BBergG).

§ 115 II, III BBergG gelten entsprechend, wenn ein Bergschaden von einem Bergbaubetrieb innerhalb eines Zeitraums verursacht wurde, in dem er nacheinander von zwei oder mehreren Unternehmern betrieben wurde, § 115 IV BBergG.

Bei der Haftung eines Unternehmers und eines Bergbauberechtigten für einen von ihnen beiden verursachten Schaden haften diese ebenfalls gesamtschuldnerisch (§§ 116 I S. 2, 421 ff. BGB). Im Innenverhältnis haftet mangels anderslautender Vereinbarung allein der Unternehmer (§ 116 II BBergG). Soweit die Haftung eines der Gesamtschuldner rechtsgeschäftlich gegenüber dem Geschädigten ausgeschlossen ist, ist auch der andere Gesamtschuldner von der Haftung befreit (§ 116 I S. 3 BBergG).

Derjenige, der nach § 114 I BBergG für einen Schaden einzustehen hat, und ein Dritter, der aufgrund eines anderen Gesetzes zum Ersatz desselben Schadens verpflichtet ist, haften ebenfalls als Gesamtschuldner (§ 119 S. 1 BBergG). §§ 115 II S. 2, III BBergG gelten entsprechend, wenn Unternehmer und Dritte haften

---

<sup>1277</sup> *Pienschulte/Graf Vitzthum*, § 116 BBergG Rn. 2; *Staudinger/Kobler*, § 114 BBergG Rn. 21.

<sup>1278</sup> *Pienschulte/Graf Vitzthum*, § 116 BBergG Rn. 1; *Staudinger/Kobler*, § 114 BBergG Rn. 21.

<sup>1279</sup> *Pienschulte/Graf Vitzthum*, § 115 BBergG Rn. 4; *Staudinger/Kobler*, § 114 BBergG Rn. 19.

<sup>1280</sup> *Pienschulte/Graf Vitzthum*, § 115 BBergG Rn. 4; *Staudinger/Kobler*, § 114 BBergG Rn. 19.

(§ 119 S. 2 Nr. 1, Nr. 2 BBergG). Wer nach § 114 I BBergG haftet, muss allerdings sowohl im Innen- als auch im Außenverhältnis nicht über die nach § 117 BBergG vorgesehenen Haftungshöchstbeträge hinaus leisten (§ 119 S. 3 BBergG).<sup>1281</sup>

## VI. Umfang und Art des Schadensersatzes

Nach § 117 I BBergG gelten für den Umfang des Schadensersatzes die Vorschriften des BGB über den Schadensersatz bei unerlaubten Handlungen (§§ 823 ff., 249 ff. BGB). Nach § 253 II BGB kann folglich auch wegen eines Schadens, der nicht Vermögensschaden ist, eine billige Entschädigung in Geld verlangt werden (näher dazu s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.2).

Bei Tötung oder Verletzung eines Menschen gilt ein Haftungshöchstbetrag von 600.000 € Kapitalbetrag oder 36.000 € jährlicher Rente (§ 117 I Nr. 1 BBergG) pro geschädigter Person.

Für eine Sachbeschädigung haftet der Ersatzpflichtige nur bis zur Höhe des gemeinen Werts, d.h. des Verkehrswerts,<sup>1282</sup> der beschädigten Sache. Diese Regelung gilt nicht für Schäden an Grundstücken und deren Bestandteilen sowie Zubehör (§ 117 I Nr. 2 BBergG, §§ 90 ff. BGB). Das geschädigte Zubehör eines Grundstücks muss für das Eingreifen dieser Regelung nicht zu dem geschädigten Grundstück selbst gehören. Es reicht, wenn es Zubehör eines Grundstücks auf dem gleichen räumlich zusammenhängenden Gelände ist.<sup>1283</sup>

Grundsätzlich gilt auch bei Bergschäden der Vorrang der Naturalrestitution (§ 249 I BGB). Wenn die Herstellung nicht möglich ist, besteht ein Anspruch auf Schadensersatz in Geld (§ 251 I BGB). Die Unmöglichkeit der Wiederherstellung ist auch dann anzunehmen, wenn diese Wiederherstellung wieder gefährdet ist, z.B. durch unmittelbar drohende neue Bergschäden. Eine solche Situation wird in Abbaugebieten, bevor fünf bis zehn Jahre nach Abbauende Bergruhe eingetreten ist, regelmäßig vorliegen.<sup>1284</sup>

Auch der nach der Reparatur verbleibende Minderwert im Vergleich zum früheren Verkehrswert des Grundstücks, das als bereits durch Bergschäden betroffenes Grundstück nur noch für einen geringeren Kaufpreis verkauft werden kann, wird ersetzt, selbst wenn kein Verkauf des Grundstücks geplant ist.<sup>1285</sup> Wenn das Grundstück wertsteigernde Eigenschaften verliert, die ihm bereits anhafteten oder deren

---

<sup>1281</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 119 BBergG Rn. 5.

<sup>1282</sup> BGHZ 14, 368, 376; BGH NJW 1981, 1045, 1047; Staudinger/Kohler, § 114 BBergG Rn. 26.

<sup>1283</sup> BGH MDR 1970, 218, 218 f.; enger BGHZ 51, 119, 123 (enge körperliche und wirtschaftliche Verbindung zwischen Zubehör und Hauptgrundstück, wirtschaftliche Einheit der auf einem Nachbargrundstück liegenden Anlagen mit dem Hauptgrundstück gefordert); Staudinger/Kohler, § 114 BBergG Rn. 27.

<sup>1284</sup> Ausführlich zu diesem Problem *Terwiesche*, MDR 2004, 486 ff.

<sup>1285</sup> OLG Düsseldorf BauR 2000, 1487 ff.; Staudinger/Kohler, § 114 BBergG Rn. 28.

Eintritt unmittelbar bevorstand, so dass der Verkehrswert bereits gestiegen war, (z.B. die Einstufung als Bauerwartungsland), liegt ein ersatzfähiger Bergschaden vor.<sup>1286</sup> Diese Beeinträchtigung der künftigen Verwertbarkeit eines Grundstücks wird nach den Grundsätzen des Ersatzes entgangenen Gewinns nach § 252 BGB entschädigt.<sup>1287</sup> Sogar die Minderung des Verkehrswerts eines bereits durch Bergschäden geschädigten Grundstücks aufgrund seiner Lage in der Nähe eines Bergbaubetriebs mit der Möglichkeit späterer Schädigung und der Erfordernis zusätzlichen Sicherungsaufwands für die Bebauung wurde nach § 114 I BBergG ersetzt.<sup>1288</sup>

## G. Fazit

Die Vorschriften der Umweltgefährdungshaftung ermöglichen häufig einen angemessenen Ersatz für Umweltschäden. Sie werden in ihrem jeweiligen Anwendungsbereich von der Rechtsprechung recht häufig genutzt, um Schadensersatz für Umweltschäden zu gewähren. Überraschend ist dabei, dass der neu zum Zweck des Ersatzes von Umweltschäden geschaffene § 1 UmwHG eher selten angewandt wird. Dies lässt sich eventuell daraus erklären, dass viele Umweltschäden nicht von Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes hervorgerufen werden. Möglicherweise greifen die Gerichte auch eher zu den altbekannten und daher naheliegenderen Vorschriften, obwohl ein Rückgriff auf § 1 UmwHG möglich wäre. Die übrigen Vorschriften der Gefährdungshaftung werden jeweils innerhalb ihres Spezialbereichs recht häufig für den Ersatz von Umweltschäden herangezogen, wobei der jeweils sehr spezielle Anwendungsbereich eine Grenze für die praktische Bedeutung bildet. Die Haftung knüpft häufig an die Schadensverursachung durch bestimmte Anlagen (§§ 1 UmwHG, 22 I WHG, 2 I S. 1 HaftPflG, 114 I, 2. Alt. BBergG) oder ein Luftfahrzeug (§ 33 I S. 1 LuftVG) an, hin und wieder aber auch an bestimmte Verhaltensweisen (§§ 22 II WHG, 114 I, 1. Alt. BBergG, 32 I GenTG). Nur bei der Haftung nach § 33 I S. 1 LuftVG ist für die Haftung der Eintritt eines Unfalls erforderlich. Bei den anderen Anspruchsgrundlagen wird sowohl für Störfälle als auch für den Normalbetrieb gehaftet.

Begrenzt wird die praktische Bedeutung auch dadurch, dass bei jeder der Gefährdungshaftungsvorschriften außer bei § 22 I, II WHG das Vorliegen einer Tötung, einer Körper- oder Gesundheitsverletzung oder einer Sachbeschädigung für die Haftung Voraussetzung ist. Diese Voraussetzung ist sinnvoll, um die recht weitgehende Gefährdungshaftung, die weder Rechtswidrigkeit noch Verschulden voraussetzt, auf den Ersatz von Schäden zu begrenzen, die den Geschädigten besonders schwer treffen. Diese Haftungsbegrenzung wird bei § 22 I, II WHG von dem Erfordernis einer Wasserveränderung übernommen.

---

<sup>1286</sup> BGHZ 59, 139, 142 (Rechtslage vor Inkrafttreten des BBergG); Staudinger/*Kohler*, § 114 BBergG Rn. 29.

<sup>1287</sup> Staudinger/*Kohler*, § 114 BBergG Rn. 29.

<sup>1288</sup> OLG Düsseldorf BauR 2000, 1487, 1489; *Pienschulte/Graf Vitzthum*, § 114 BBergG Rn. 38; Staudinger/*Kohler*, § 114 BBergG Rn. 30.

Zum Ausgleich für die weitgehende Gefährdungshaftung und um eine bessere Versicherbarkeit der Haftungsrisiken zu gewährleisten, ist bei allen hier dargestellten Anspruchsgrundlagen außer bei § 22 I, II WHG die Haftung auf bestimmte Beträge begrenzt.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Vorschriften der Gefährdungshaftung dem Geschädigten im Rahmen ihres Anwendungsbereichs in der Regel ohne größere Schwierigkeiten den Ersatz von Umweltschäden ermöglichen. Die gerade beschriebenen Einschränkungen sind angesichts der ansonsten leicht zu erfüllenden Voraussetzungen der Anspruchsgrundlagen angemessen. Insbesondere die Haftungshöchstgrenzen werden wahrscheinlich in der Praxis ohnehin nur in seltenen Fällen erreicht.

## Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander

Die Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung sind in der Regel nebeneinander anwendbar. Dies ist für die Anspruchsdurchsetzung des Geschädigten günstig.

### A. Delikts- und Gefährdungshaftung

Die Anspruchsgrundlagen der Deliktshaftung (823 I, II BGB) und der Gefährdungshaftung stehen zueinander in Anspruchskonkurrenz und sind folglich nebeneinander anwendbar. Dies ergibt sich bei der Gefährdungshaftung zum Teil ausdrücklich aus Regelungen, die besagen, dass die Haftung nach anderen Vorschriften von der Haftung nach der jeweiligen Anspruchsgrundlage der Gefährdungshaftung unberührt bleibt (§§ 18 I UmwHG, § 42 LuftVG, § 37 III GenTG, § 12 HaftPflG, § 121 BBergG). Grundsätzlich richtet sich die Haftung nach den Voraussetzungen und Rechtsfolgen der jeweiligen Anspruchsgrundlage.<sup>1289</sup> Bestimmte Anspruchsgrundlagen können für den Geschädigten günstiger sein als andere, da sie z.B. nicht die Haftung auf bestimmte Anspruchsgegner beschränken, nicht die Verletzung bestimmter Rechte und Rechtsgüter oder keine Haftungshöchstgrenzen vorsehen.<sup>1290</sup>

In einigen Fällen bestehen im Bereich der Gefährdungshaftung Sondervorschriften, die das Verhältnis zu bestimmten anderen Anspruchsgrundlagen regeln.

Bei der Haftung im Falle eines nuklearen Ereignisses ist die Anwendung des Umwelthaftungsgesetzes nach § 18 II UmwHG ausgeschlossen, soweit für den Schadensersatz bestimmte, dort genannte internationale Übereinkommen maßgebend sind.

§ 37 GenTG trifft Bestimmungen über das Verhältnis der Haftung nach § 32 I GenTG zur Haftung nach anderen Vorschriften. § 37 I GenTG grenzt den Anwendungsbereich des § 32 I GenTG zu den Haftungsvorschriften aus §§ 84 ff. AMG (Arzneimittelgesetz) ab.<sup>1291</sup> § 37 II GenTG trifft Regeln zur Abgren-

---

<sup>1289</sup> *Breuer*, Rn. 1095 f.; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 42; *Filthaut*, § 12 HaftPflG Rn. 1 (alle Anspruchsgrundlagen), Rn. 240 ff. (WHG), Rn. 268 ff. (UmwHG); *Giemulla/Schmid/Giemulla*, § 42 LuftVG Rn. 1; *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 37 GenTG Rn. 15, Rn. 17 f.; *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, VersR 1990, 1193, 1205; *Hofmann/Grabherr*, § 42 LuftVG Rn. 2; *Staudinger/Hager*, § 823 BGB Rn. G 8; *Staudinger/Kobler*, § 114 BBergG Rn. 54, Rn. 60 ff., §§ 32 ff. GenTG Rn. 16, § 2 HaftPflG Rn. 39 f.; § 18 UmwHG Rn. 13; a.A. *Boldt/Weller*, § 121 BBergG Rn. 3; *Piensch/Schulte/Graf Vitzthum*, § 121 BBergG Rn. 2 (§ 22 WHG ist für Schäden durch Wasserverschmutzung spezieller als § 114 BBergG und damit vorrangig, daher gilt der Haftungsausschluss des WHG bei betriebsfremden Ereignissen auch für § 114 BBergG); *Piensch/Schulte/Graf Vitzthum*, § 121 BBergG Rn. 4 (Ausschlussgründe für die Haftung nach dem HaftPflG, d.h. §§ 1 II, III, 2 II III HaftPflG, schließen auch die Haftung nach § 114 BBergG aus).

<sup>1290</sup> *Staudinger/Kobler*, § 18 UmwHG Rn. 10 f.

<sup>1291</sup> Näher dazu *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 37 GenTG Rn. 2.

zung des Anwendungsbereichs des § 32 I GenTG zu den Vorschriften des Produkthaftungsgesetzes.<sup>1292</sup>

## B. Aufopferungshaftung

Die Anwendungsbereiche der Aufopferungshaftung aus § 14 S. 2 BImSchG und aus § 906 II S. 2 BGB überschneiden sich nicht. Im Übrigen besteht nach neuerer Rechtsprechung des BGH zwischen der Aufopferungshaftung einerseits und der Delikts- und Gefährdungshaftung andererseits Anspruchskonkurrenz.

### I. Verhältnis des § 14 S. 2 BImSchG zu § 906 II S. 2 BGB

§ 906 II S. 2 BGB ist anwendbar, wenn eine Duldungspflicht aus § 906 II S. 1 BGB Abwehransprüche ausschließt. § 14 S. 2 BImSchG kommt nur dann zur Anwendung, wenn eine öffentlich-rechtliche Genehmigung nach § 14 S. 1 BImSchG Abwehransprüche ausschließt und diese Abwehransprüche nicht schon nach § 906 II S. 1 BGB ausgeschlossen sind. Die Anwendungsbereiche von § 906 II S. 2 BGB und von § 14 S. 2 BImSchG überschneiden sich folglich nicht.<sup>1293</sup> Der Grund für dieses Verhältnis von § 906 II S. 2 BGB zu § 14 S. 2 BImSchG liegt darin, dass § 14 S. 2 BImSchG einen Ausgleich für den Schutz genehmigter Anlagen gemäß § 14 S. 1 BImSchG, der über den Schutz des § 906 II S. 1 BGB hinausgeht, schaffen soll.<sup>1294</sup>

### II. Verhältnis der Aufopferungshaftung zur Delikts- und Gefährdungshaftung

Zwischen den Ansprüchen der Aufopferungshaftung nach §§ 906 II S. 2 BGB, nach § 14 S. 2 BImSchG und nach § 23 S. 2 GenTG einerseits und den Schadensersatzansprüchen der Delikts- und Gefährdungshaftung andererseits besteht Anspruchskonkurrenz, d.h. diese Vorschriften sind grundsätzlich nebeneinander anwendbar.<sup>1295</sup>

---

<sup>1292</sup> Näher dazu *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 37 GenTG Rn. 6.

<sup>1293</sup> *Baur*, JZ 1974, 657, 658 f.; *Baur/Stürner*, SaR, § 25 D II 6 Rn. 34; *Erman/Lorenz*, § 906 BGB Rn. 64; *Feldhaus/Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 116; *GK/Rofsnagel*, § 14 BImSchG Rn. 115; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1963; *Kotulla/Guckelberger*, § 14 BImSchG Rn. 50; *Palandt/Bassenge*, § 906 BGB Rn. 37 (auch für §§ 7 AtG, 11 LuftVG); *Staudinger/Roth*, § 906 BGB Rn. 76, *Veldhuisen*, 173.

<sup>1294</sup> *Erman/Lorenz*, § 906 BGB Rn. 64.

<sup>1295</sup> BGH NJW 1999, 1029, 1031 (für § 114 ff. BBergG und den nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruch gemäß § 906 II S. 2 BGB analog); BGH NJW 2003, 2377, 2379 f. (für § 2 I S. 1 HaftPflG und den nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruch gemäß § 906 II S. 2 BGB analog); *Feldhaus/Spindler*, § 14 BImSchG Rn. 116 (für § 14 S. 2 BImSchG im Verhältnis zur Delikts- und Gefährdungshaftung); *Filthaut*, § 12 HaftPflG Rn. 244 (für § 906 II S. 2 BGB im Verhältnis zu § 2 HaftPflG); *Hager*, NJW 1986, 1961, 1965 (für § 14 S. 2 BImSchG im Verhältnis zur Delikts- und Gefährdungshaftung); *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, VersR 1990, 1193, 1205 (für § 906 II S. 2 BGB und § 23 S. 2 GenTG im Verhältnis zu § 32 GenTG); *Staudinger/Kohler*, § 2 HaftPflG Rn. 41 (für § 906 II S. 2 BGB und § 14 S. 2 BImSchG im Verhältnis zu § 2 HaftPflG), § 14 S. 2 BImSchG Rn. 35 f., § 18 UmwHG Rn. 4 ff.; Rn. 13 (für § 14 S. 2 BImSchG im Verhältnis zur Delikts- und Gefährdungshaftung); *Vieneg*, NJW 1993, 2570, 2574; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 243 (für § 906 II S. 2 BGB, den allgemeinen nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruch gemäß § 906 II S. 2 BGB analog und Ansprüche aus Delikts- und

Allerdings ist zu beachten, dass bei Bestehen einer Duldungspflicht nach § 906 BGB, die Voraussetzung für den Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB ist, die Rechtswidrigkeit entfällt und folglich daneben keine Ansprüche bestehen können, die Rechtswidrigkeit voraussetzen (im Bereich der Umwelthaftung insbesondere § 823 I, II BGB).

Traditionell wird von einer Subsidiarität des nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruchs gemäß § 906 II S. 2 BGB analog gegenüber anderen Ansprüchen ausgegangen. § 906 II S. 2 BGB analog soll danach nur dann angewandt werden, wenn keine andere Anspruchsgrundlage eingreift.<sup>1296</sup> Die neuere Rechtsprechung geht dagegen häufig nicht mehr von einer Subsidiarität des Anspruchs aus § 906 II S. 2 BGB analog gegenüber der Delikts- und Gefährdungshaftung aus, sondern von einem dreigliedrigen Haftungssystem, bei dem sich Delikts-, Gefährdungs- und Aufopferungshaftung mit ihren jeweils unterschiedlichen Voraussetzungen und Rechtsfolgen unabhängig gegenüberstehen.<sup>1297</sup> Teilweise nimmt sie jedoch weiterhin eine Subsidiarität des nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruchs analog § 906 II S. 2 BGB an, wenn für den konkreten Fall eine abschließende spezialgesetzliche Regelung besteht.<sup>1298</sup> § 22 II WHG zum Beispiel ist damit vorrangig anwendbar, wenn Schadstoffe aus einer Anlage austreten und das Grundwasser sowie das Erdreich eines Nachbargrundstücks verschmutzen.<sup>1299</sup> Das Gleiche gilt für das Verhältnis zu anderen Anspruchsgrundlagen, insbesondere aus dem Bereich der Gefährdungshaftung.<sup>1300</sup>

---

Gefährdungshaftung); a.A. für das Verhältnis des § 14 S. 2 BImSchG zu § 823 BGB *Jarass*, § 14 BImSchG Rn. 21.

<sup>1296</sup> Bamberger/Roth/*Fritzsche*, § 906 BGB Rn. 82 m.w.N.

<sup>1297</sup> BGH (5. Senat) NJW 1999, 1029, 1031 (§ 114 BBergG); *Wenzel*, NJW 2005, 241, 243, unter Hinweis auf BGH (5. Senat), BGHZ 155, 99, 107 = NJW 2003, 2377, 2378 (§ 114 BBergG); anders BGHZ (5. Senat) 120, 239, 249 (Subsidiarität des nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruchs analog § 906 II S. 2 BGB gegenüber deliktischen Schadensersatzansprüchen); BGHZ (3. Senat) 142, 227, 236 (Subsidiarität des nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruchs analog § 906 II S. 2 BGB gegenüber § 22 WHG); BGHZ (3. Senat) 148, 39, 53 (Subsidiarität des nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruchs analog § 906 II S. 2 BGB gegenüber §§ 114 ff. BBergG wegen § 114 II Nr. 3 BBergG); BGH (5. Senat) NJW 2004, 3328, 3328; sehr kritisch zu der Entwicklung Bamberger/Roth/*Fritzsche*, § 906 BGB Rn. 82 m.w.N.

<sup>1298</sup> BGH (5. Senat) NJW 2004, 3701, 3701; *Wenzel*, NJW 2005, 241, 243 f.

<sup>1299</sup> BGHZ (5. Senat) 142, 227, 236; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 91.

<sup>1300</sup> BGHZ 148, 39, 53 (zu § 114 BBergG wegen der Regelung des § 114 II Nr. 3 BBergG); BGH NJW 1990, 3195, 3196; anders BGHZ 155, 99, 107 = NJW 2003, 2377, 2379 (§ 2 I S. 1 HaftPfG schließt nicht den nachbarrechtlichen Ausgleichsanspruch analog § 906 II S. 2 BGB aus).

## Kapitel 5: Art und Umfang des Schadensersatzes

Art und Umfang des Schadensersatzes richten sich nach den §§ 249 ff. BGB. Diese gelten für alle Ansprüche auf Schadensersatz<sup>1301</sup> und sind im Rahmen der Umwelthaftung folglich im Deliktsrecht und bei der Gefährdungshaftung anwendbar. Weiter gelten diese Vorschriften für die Ansprüche aus § 14 S. 2 BImSchG und aus § 23 S. 2 GenTG. Nur bei den Ansprüchen aus § 906 II S. 2 BGB direkt oder analog ist ein billiger Ausgleich geschuldet, den die Rechtsprechung in Anlehnung an die öffentlich-rechtliche Enteignungsentschädigung berechnet.

Grundsätzlich ist nach §§ 249 ff. BGB der gesamte aus dem Verletzungserfolg entstehende Schaden zu ersetzen (Prinzip der Totalreparation).<sup>1302</sup> Bei einzelnen Ansprüchen gelten Sondervorschriften zum Schadensersatz (z.B. Haftungsbegrenzungen in der Höhe), die im Rahmen der entsprechenden Ansprüche erwähnt werden. Über den Schadensersatz sollen die entstandenen Nachteile ausgeglichen werden (Ausgleichsfunktion).

### A. Ersatzfähiger Schaden

Ein Schaden ist jede Einbuße, die jemand infolge eines bestimmten Ereignisses an seinen Lebensgütern, wie Gesundheit, Ehre, Eigentum oder Vermögen erleidet.<sup>1303</sup> Der Schaden kann folglich an vermögenswerten oder immateriellen Rechtsgütern eintreten.<sup>1304</sup> Diese Unterscheidung zwischen Vermögens- und Nichtvermögensschäden wird bei den Möglichkeiten des Schadensersatzes relevant, für Nichtvermögensschäden gelten die Einschränkungen des § 253 BGB (s.u. Teil 2, Kapitel 5, B.II.2).

Sowohl der unmittelbare Schaden, also der Schaden, der an dem verletzten Rechtsgut selbst eintritt, als auch der mittelbare Schaden, d.h. der weitere Folgeschaden, z.B. entgangener Gewinn oder Nutzungsausfall, sind nach §§ 249 ff. BGB ersatzfähig.<sup>1305</sup>

Im Rahmen des § 823 I BGB, ebenso wie bei bestimmten Vorschriften der Gefährdungshaftung, wird nur der Schaden ersetzt, der aus der Verletzung der genannten Rechtsgüter und Rechte entsteht. Andere Anspruchsgrundlagen verlangen nicht die Verletzung bestimmter Rechtsgüter oder Rechte und gewähren so auch Ersatz für reine Vermögensschäden.

---

<sup>1301</sup> Palandt/*Heinrichs*, Vor § 249 BGB Rn. 2.

<sup>1302</sup> Palandt/*Heinrichs*, Vor § 249 Rn. 5.

<sup>1303</sup> Palandt/*Heinrichs*, Vor § 249 Rn. 8.

<sup>1304</sup> Palandt/*Heinrichs*, Vor § 249 Rn. 8.

<sup>1305</sup> Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 Rn. 42; ausführliche Berechnung in einem Umweltschadensfall: OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3653.

## I. Vermögensschaden

Ein Vermögensschaden liegt vor, wenn die Einbuße, die der Geschädigte erlitten hat, in Geld messbar ist,<sup>1306</sup> der Geschädigte also einen wirtschaftlichen Nachteil erlitten hat.<sup>1307</sup> Dies ist sowohl dann der Fall, wenn ein Vermögensrecht oder ein vermögenswerter Gegenstand beschädigt wurde, als auch dann, wenn ein ideelles Recht beschädigt wurde und daraus eine in Geld messbare Einbuße entsteht.<sup>1308</sup> Ein Beispiel dafür bildet der Körperschaden, der zunächst in körperlichen und seelischen Schmerzen, also einem Nichtvermögensschaden, besteht,<sup>1309</sup> der in Gestalt von Heilbehandlungskosten und Verdienstaufschlag aber auch einen Vermögensschaden nach sich ziehen kann.<sup>1310</sup> Es handelt sich beim Vermögensschaden nicht um einen reinen Rechtsbegriff, sondern um einen wirtschaftlichen Begriff, der sich auf die Rechtsordnung bezieht.<sup>1311</sup>

Der BGH stellt einen Vermögensschaden grundsätzlich nach der Differenzhypothese fest. Ein Vermögensschaden ist gegeben, wenn der aktuelle Wert des Vermögens des Geschädigten geringer ist als der aktuelle Wert des Vermögens wäre, wenn man das schädigende Ereignis außer Betracht lässt.<sup>1312</sup> Daher ist sowohl die Vermögensminderung als auch die entgangene Vermögensmehrung erfasst.<sup>1313</sup> Diese „wertneutrale Rechenoperation“<sup>1314</sup> allein erlaubt allerdings noch nicht die sachgemäße Lösung aller Schadensersatzfälle. Daher müssen in bestimmten Fallgruppen oder in Einzelfällen anhand der Ausgleichsfunktion des Schadensersatzrechts und entsprechend dem Schutzzweck der Haftung die Rechnungsposten der Differenzhypothese wertend bestimmt werden.<sup>1315</sup>

Beispielsweise sollen nicht alle Vermögensvorteile, die aufgrund des schädigenden Ereignisses entstanden sind, schadensmindernd berücksichtigt werden und damit dem Schädiger zugute kommen (z.B. Spenden Dritter).<sup>1316</sup> Die Entscheidung über die Anrechnung von Vermögensvorteilen geschieht im Rahmen der sogenannten Vorteilsausgleichung.<sup>1317</sup> Auch ist in Fällen entgangener Nutzungsmöglichkeit nach Anwendung der Differenzhypothese oft kein Vermögensschaden ersichtlich, obwohl der Geschädigte durch die entgangene Nutzungsmöglichkeit Nachteile erlitten hat. Hier wird unter Rückgriff auf die Verkehrsanschauung und die sogenannte Kom-

---

<sup>1306</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 28.

<sup>1307</sup> BGHZ 89, 60, 62 f.

<sup>1308</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 27.

<sup>1309</sup> Erman/Kuckuk, § 253 BGB Rn. 3.

<sup>1310</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 27.

<sup>1311</sup> BGHZ 89, 60, 62; BGHZ GS 98, 212, 217; Erman/Kuckuk, Vor § 249 BGB Rn. 15.

<sup>1312</sup> BGHZ 27, 181, 183 f.; BGHZ 99, 182, 196; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 17; Palandt/Heinrichs, Vor § 249 BGB Rn. 9.

<sup>1313</sup> Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 17.

<sup>1314</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 21.

<sup>1315</sup> BGHZ GS 98, 212, 217; MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 21.

<sup>1316</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 222.

<sup>1317</sup> MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 222 ff.

merzialisierungsthese in bestimmten Fällen dennoch ein Vermögensschaden angenommen.<sup>1318</sup>

Vermögensschäden können folglich einerseits aus der Verletzung bestimmter Rechtsgüter und Rechte, wie Körper, Gesundheit oder Eigentum, entstehen. Typische Beispiele aus der Umwelthaftung wären hier die Zerstörung und Beschädigung von Sachen, an denen Rechte des Anspruchstellers bestehen, durch Umwelteinwirkungen, oder Vermögensminderungen (z.B. durch Heilungskosten) aufgrund der Verletzung von Körper und Gesundheit durch Umwelteinwirkungen. Andererseits sind auch reine Vermögensschäden durch Umwelteinwirkungen denkbar, z.B. die Vermögensminderung durch Wertminderung von Sachen, an denen Rechte des Anspruchstellers bestehen, ohne dass einer der anerkannten Eingriffstatbestände in das Eigentum oder sonstige dingliche Rechte vorliegt (s.o).

## II. Nichtvermögensschaden

Ein Nichtvermögensschaden ist eine Einbuße an rein ideellen, nicht vermögenswerten Interessen.<sup>1319</sup> Darunter fallen Schäden, die an streng mit der Person verbundenen Gütern wie Wohlbefinden, Freizeitgenuss und allgemeiner Lebensfreude entstanden sind.<sup>1320</sup>

Ferner ist das Affektionsinteresse, d. h. der Liebhaberwert, einer zerstörten oder beschädigten Sache, der oft weit über den Marktwert der Sache hinausgeht, zum Nichtvermögensschaden zu rechnen. In solchen Fällen wird der Marktwert der Sache als Vermögensschaden ersetzt. Das häufig weit über den Marktwert hinausgehende Affektionsinteresse ist als Nichtvermögensschaden in der Regel nicht ersatzfähig.<sup>1321</sup>

Nichtvermögensschäden können leicht durch Umwelteinwirkungen entstehen. Wohlbefinden, allgemeine Lebensfreude und Freizeitgenuss können z.B. durch die übelriechende Verschmutzung der Luft, die mangelnde Eignung eines Flusses zum Angeln aufgrund der Schädigung von Fischen durch Wasserverschmutzung oder durch ästhetische Störungen aufgrund häßlicher Bauwerke entstehen. Der Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld, nicht die Herstellung in Natur, ist in Deutschland beschränkt durch die Vorschrift des § 253 II BGB, der diesen Ersatz nur bei der Verletzung der Rechtsgüter Körper, Gesundheit, Freiheit und sexuelle Selbstbestimmung ermöglicht.

## III. Zeitpunkt der Schadensberechnung

Der Schaden muss grundsätzlich bereits entstanden sein. Entscheidend ist im Prozess der Zeitpunkt der letzten mündlichen Verhandlung. Die künftige Entwicklung

---

<sup>1318</sup> Insbesondere bei Kraftfahrzeugen, kritisch dazu Palandt/*Heinrichs*, Vor § 249 BGB Rn. 20 ff.

<sup>1319</sup> Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 16.

<sup>1320</sup> BGH VersR 1992, 618, 620; Erman/*Kuckenk*, § 253 BGB Rn. 3, Rn. 13; Staudinger/*Schiemann*, Vor §§ 249 ff. BGB Rn. 46; Staudinger/*Schiemann*, § 253 BGB Rn. 15.

<sup>1321</sup> BGHZ 92, 85, 91; Staudinger/*Schiemann*, § 253 BGB Rn. 16.

des Schadens kann aber nach § 287 ZPO geschätzt werden, wenn dafür eine ausreichende Tatsachengrundlage besteht.<sup>1322</sup>

#### IV. Mitverursachung, § 254 BGB

Nach § 254 I BGB wird der Anspruch auf Schadensersatz durch ein Mitverschulden des Geschädigten gemindert oder kann sogar ganz entfallen. § 254 II BGB bestimmt, dass ein Verschulden des Geschädigten auch darin liegen kann, dass er es unterlassen hat, den Schuldner auf die Gefahr eines ungewöhnlich hohen Schadens aufmerksam zu machen. Die Vorschrift ist sowohl auf die Delikthaftung als auch auf die Aufopferungshaftung (§ 906 II S. 2 BGB) anwendbar.<sup>1323</sup> Ferner findet sie Anwendung im Bereich der Gefährdungshaftung<sup>1324</sup> (vgl. die Verweise in §§ 11 UmwHG, 4 HaftpflG, § 118 BBergG, § 34 LuftVG und § 32 III S. 1 GenTG).

§ 254 I BGB erfordert ein Verschulden des Geschädigten. Dies ist nicht mit dem Verschulden nach § 276 I S. 1 BGB gleichzusetzen. Erforderlich ist ein Verschulden in eigener Sache. Der Geschädigte muss die Regeln der Sorgfalt außer acht lassen, die ein vernünftiger Mensch beachten würde, um sich selbst vor Schaden zu bewahren,<sup>1325</sup> und durch solches Verhalten den Schaden zurechenbar mitverursachen.<sup>1326</sup> Für die Bestimmung, ob ein Mitverschulden vorliegt, ist dennoch, wie im Rahmen des § 276 BGB, das Maß der im Verkehr erforderlichen Sorgfalt heranzuziehen. Die §§ 827 bis 829 BGB sind ebenfalls entsprechend anwendbar.<sup>1327</sup>

In manchen Fällen reicht auch eine bloße Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten, um die Minderung des Schadensersatzes nach § 254 I BGB auszulösen. Einige Spezialgesetze im Bereich der Umwelthaftung schreiben eine Schadensenteilung nach Verursachungsanteilen ausdrücklich vor in Fällen, in denen sowohl Schädiger als auch Geschädigter aus Gefährdungshaftung haften (oder haften würden), z.B. §§ 13 I S. 2 HaftPflG, 41 S. 2 LuftVG.<sup>1328</sup>

Heute reicht nach herrschender Meinung eine Mitverursachung durch den Geschädigten im Rahmen des § 254 I BGB dann aus, wenn der Geschädigte für die Mitverursachung nach einem gesetzlichen Tatbestand der Gefährdungshaftung haften würde.<sup>1329</sup> Dies gilt auch dann, wenn der Schädiger für Verschulden haftet, und auch ge-

---

<sup>1322</sup> Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 160 ff.

<sup>1323</sup> Erman/Kuckuk, § 254 BGB Rn. 8 f.; zum Mitverschulden im Umwelthaftungsrecht Engelhardt, 203 ff.

<sup>1324</sup> Erman/Kuckuk, § 254 BGB Rn. 10; Staudinger/Schiemann, § 254 BGB Rn. 6.

<sup>1325</sup> Erman/Kuckuk, § 254 BGB Rn. 20.

<sup>1326</sup> Erman/Kuckuk, § 254 BGB Rn. 22.

<sup>1327</sup> Erman/Kuckuk, § 254 BGB Rn. 25 f. m.w.N.

<sup>1328</sup> Staudinger/Schiemann, § 254 BGB Rn. 9.

<sup>1329</sup> Gesichtspunkt der Betriebsgefahr, z.B. BGHZ 20, 259 ff.; Staudinger/Schiemann, § 254 BGB Rn. 11; noch weitergehend z.B. MK/Oetker, § 254 BGB Rn. 15 (Geltung des § 254 BGB analog in bestimmten Fällen auch für Gefahren, die keine Gefährdungshaftung begründen).

genüber einem Anspruch auf Schmerzensgeld.<sup>1330</sup> So wird die Kürzung des Schadensersatzanspruchs nach § 254 I BGB zum „Spiegelbild“ der Haftung. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner haben gleiche Verantwortungsbereiche, und das Haftungsrisiko entspricht dem Risiko der Minderung des Schadensersatzes nach § 254 I BGB.<sup>1331</sup>

Bei der Abwägung der Schadensbeiträge von Schädiger und Geschädigtem werden insbesondere das Gewicht der jeweiligen Verursachungsbeiträge und der Grad des Verschuldens berücksichtigt. Ergebnis ist in der Regel die Teilung des Schadens nach Quoten, möglich ist aber auch eine vollständige Haftungsbefreiung oder die volle Einstandspflicht des Schädigers.<sup>1332</sup>

## **B. Möglichkeiten des Schadensersatzes**

Der Ersatz von Vermögensschäden richtet sich nach den §§ 249 bis 252 BGB. Er kann durch Naturalrestitution, d.h. durch die Herstellung des Zustands, der bestehen würde, wenn der zum Ersatz verpflichtende Umstand nicht eingetreten wäre (§ 249 I BGB), oder durch Schadensersatz in Geld erfolgen.<sup>1333</sup> Bei Nichtvermögensschäden ist ebenfalls Schadensersatz durch Naturalrestitution möglich (§ 249 I BGB). Schadensersatz in Geld wird nur unter den Voraussetzungen des § 253 II BGB gewährt.<sup>1334</sup>

### **I. Naturalrestitution, Ersatz des für die Herstellung erforderlichen Geldbetrags**

Nach § 249 I BGB gilt sowohl bei Vermögens- als auch bei Nichtvermögensschäden der Grundsatz der Naturalrestitution. Schadensersatz in Geld dagegen wird nur in den durch das Gesetz bestimmten Fällen geleistet (vgl. §§ 250, 251 BGB). Praktisch wird allerdings häufiger Schadensersatz in Geld gewährt als Naturalrestitution.

Der Schädiger muss folglich vorrangig den Zustand herstellen, der bestehen würde, wenn der zum Ersatz verpflichtende Umstand nicht eingetreten wäre (§ 249 I BGB). Dabei ist das Gebot der Wirtschaftlichkeit zu beachten. Der Schädiger muss nur soviel für die Herstellung aufwenden, wie dies eine wirtschaftlich vernünftig denkende Person in der Situation des Geschädigten tun würde.<sup>1335</sup> Damit kann nicht nur eine identische Wiederherstellung des vorherigen Zustands, sondern auch eine gleichwertige, aber kostengünstigere Ausführung ausreichen.<sup>1336</sup> Erforderlich ist die Herstel-

---

<sup>1330</sup> Z.B. BGHZ 6, 319 ff. (Verschulden); BGHZ 20, 259 ff. (Schmerzensgeld); Staudinger/*Schiemann*, § 254 BGB Rn. 10.

<sup>1331</sup> Staudinger/*Schiemann*, § 254 BGB Rn. 12.

<sup>1332</sup> Ausführlich dazu Staudinger/*Schiemann*, § 254 BGB Rn. 111 ff.

<sup>1333</sup> Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 174 ff.

<sup>1334</sup> Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 176.

<sup>1335</sup> BGHZ 125, 56, 61; Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 175.

<sup>1336</sup> BGH NJW-RR 1986, 874, 875; Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 175.

lung eines funktional gleichwertigen Zustands.<sup>1337</sup> Die Naturalrestitution bei Zerstörung oder Verlust einer Sache erfasst auch die Beschaffung einer gleichartigen und gleichwertigen Sache,<sup>1338</sup> nach der Rechtsprechung sogar, wenn es sich um unvertretbare Sachen handelt,<sup>1339</sup> nicht aber bei Einzelstücken.<sup>1340</sup>

Der Anspruch auf Naturalrestitution umfasst dagegen, anders als der Anspruch auf *réparation en nature* in Frankreich (näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 5, B.I) keinen Anspruch auf Unterlassung weiterer Störungen. Bei Umweltschäden, die durch anhaltend auftretende Emissionen verursacht werden, kann nach § 249 I BGB folglich nur die Beseitigung der Folgen dieser Emissionen verlangt werden. Ein Anspruch auf Unterlassung weiterer Emissionen besteht nach § 249 I BGB nicht. Z.B. umfasst die Naturalrestitution bei der Verschmutzung einer Fassade durch Rauch nur die Reinigung der Fassade, nicht die Unterlassung weiterer Rauchemissionen. Ein Anspruch auf Unterlassung kann sich in solchen Fällen aus § 1004 I BGB (Beseitigungs- und Unterlassungsanspruch) ergeben.

Zwischen dem Beseitigungsanspruch nach § 1004 I BGB und dem Anspruch auf Naturalrestitution ist die Abgrenzung teilweise fließend. § 1004 I BGB gewährt einen Anspruch auf Beseitigung einer Beeinträchtigung, d.h. auf ihre Abstellung für die Zukunft, nicht auf Herstellung des Zustands, der bestehen würde, wenn der zum Ersatz verpflichtende Umstand nicht eingetreten wäre.<sup>1341</sup> Der Anspruch auf die Beseitigung einer noch bestehenden Einwirkung ist folglich von dem Beseitigungsanspruch nach § 1004 I BGB und von der Naturalrestitution erfasst.<sup>1342</sup> Der französische Anspruch auf *réparation en nature* beinhaltet auch einen Anspruch auf die Ergreifung von Maßnahmen zur Beendigung der Störung, so dass eine solche Abgrenzung in Frankreich nicht vorgenommen werden muss.

Bei der Beschädigung ökologischer Bestandteile von Sachen (insbesondere von Grundstücken), auf die sich die Rechte an der Sache erstrecken oder an denen selbst Rechte Privater bestehen, ist die Naturalrestitution nicht deshalb unmöglich, weil die genaue Wiederherstellung solcher ökologischen Bestandteile, die häufig ökologische Systeme bilden, nicht möglich ist.<sup>1343</sup> Die Herstellung eines funktional gleichwertigen Zustands reicht aus.<sup>1344</sup> So sind z.B. bei der Verschmutzung des Bodens der Ersatz der verschmutzten durch nicht verunreinigte Erde sowie der Ersatz von eingegangenen Büschen und Bäumen als Herstellung eines funktional gleichwertigen Zustands geschuldet.

---

<sup>1337</sup> BGHZ 92, 85, 88; BGHZ 102, 322, 326 f.; *Enders*, 314.

<sup>1338</sup> Bamberger/Roth/*Schubert*, § 249 BGB Rn. 177.

<sup>1339</sup> BGHZ 95, 82, 89.

<sup>1340</sup> BGHZ 92, 85, 89.

<sup>1341</sup> Palandt/*Bassenge*, § 1004 BGB Rn. 28; ausführlich zur Abgrenzung *Petersen*, 12 ff.

<sup>1342</sup> Vgl. näher Bamberger/Roth/*Fritzsche*, § 1004 BGB Rn. 57 ff.

<sup>1343</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 439.

<sup>1344</sup> *Seibt*, 224 m.w.N.

Bei Umweltschäden sind häufig nicht nur Rechtsgüter von Privaten betroffen, sondern ökologische Aspekte der Umwelt, die darüber hinausgehen, wie z.B. der Bestand an wilden, nicht jagdbaren Tieren auf einem Grundstück. Auch diese Aspekte können mittelbar durch die Naturalrestitution wiederhergestellt werden, auch wenn unmittelbar deren Herstellung nicht geschuldet ist. Durch die Herstellung eines funktional dem früheren Zustand entsprechenden Zustands des geschädigten Rechtsguts, z.B. des Eigentums an einem Grundstück durch Erdaustausch und Ersatz von Pflanzen, kann gleichzeitig die Grundlage für eine eigenständige Regeneration des ökologischen Systems einschließlich der Bestandteile, an denen keine Rechte des Geschädigten bestehen, gelegt werden.<sup>1345</sup> So können auch ökologische Schäden, die nicht gleichzeitig eine Einbuße an individuellen Rechten und Rechtsgütern bedeuten, mittelbar ersetzt werden. Die Rechtsprechung sieht allerdings z.B. die Naturalrestitution bei getöteten Wildtieren, an denen ein Jagdrecht bestand, durch Aussetzung einer entsprechenden Anzahl lebender Tiere in der Regel als unmöglich an und lehnt damit die Naturalrestitution ab.<sup>1346</sup>

Der Schädiger kann sich zur Verringerung des Anspruchs nicht auf die Selbstheilungskräfte der Natur berufen. Bei der Bestimmung des Anspruchsumfangs ist der Zeitpunkt des Schadenseintritts entscheidend, spätere Verbesserungen ohne Zutun des Schädigers werden nicht miteinbezogen.<sup>1347</sup>

Der Vorrang der Naturalrestitution in der soeben beschriebenen Ausgestaltung kommt folglich mittelbar dem Umweltschutz zugute.

Naturalrestitution kommt auch bei Nichtvermögensschäden in Betracht, ist hier aber in der Regel unmöglich. Wichtige Beispiele für Naturalrestitution bei Nichtvermögensschäden sind die Wiederherstellung von Körper und Gesundheit und der Widerruf von Äußerungen nach einer Ehrverletzung.<sup>1348</sup> Als Nichtvermögensschäden, die durch Umwelteinwirkungen hervorgerufen werden, sind neben Gesundheits- und Körperschäden auch die Beeinträchtigung der Lebensfreude oder seelische Belastungen denkbar, die durch Umwelteinwirkungen hervorgerufen werden. In solchen Fällen wird aber in der Praxis in der Regel schon deshalb kein Anspruch auf Naturalrestitution in Betracht kommen, weil die Voraussetzungen der in Frage kommenden Anspruchsgrundlagen nicht erfüllt sind. Z.B. ist in solchen Fällen für § 823 I BGB (und fast alle in Frage kommenden Tatbestände der Gefährdungshaftung) die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter erforderlich. Der einzige Tatbestand der Gefährdungshaftung, der keine solche Verletzung voraussetzt, nämlich § 22 I, II WHG, verlangt dafür eine Beeinträchtigung der Wasserqualität und ist da-

---

<sup>1345</sup> Ähnlich *Enders*, 314; *Engelhardt*, 206 f.

<sup>1346</sup> BGH LM Nr. 10 zu § 823 (F) BGB, II.

<sup>1347</sup> *Enders*, 314, *Meyer-Abich*, 163.

<sup>1348</sup> BGH NJW 1953, 1386, 1386; Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 3; Staudinger/*Schiemann*, § 249 BGB Rn. 7 f.

mit auch nur in seltenen Fällen anwendbar. Zudem ist fraglich, ob Naturalrestitution in diesen Fällen überhaupt möglich ist.

Nach § 249 II S. 1 BGB kann der Geschädigte, wenn wegen der Verletzung einer Person oder wegen der Beschädigung einer Sache Schadensersatz zu leisten ist, statt der Herstellung den dazu erforderlichen Geldbetrag verlangen. Der Anspruchsinhaber hat folglich eine Ersetzungsbefugnis.<sup>1349</sup> Der Anspruch ist auf Herstellung, nicht auf Kompensation, gerichtet, und setzt damit grundsätzlich die Möglichkeit der Herstellung voraus.<sup>1350</sup> Dem Geschädigten soll nicht zugemutet werden, dass er dem Schädiger das geschädigte Rechtsgut zwecks Herstellung anvertrauen muss.<sup>1351</sup> Diese Möglichkeit kann insbesondere im Bereich der Umwelthaftung günstig sein, wenn Naturbestandteile wiederhergestellt werden sollen und der Geschädigte, z.B. in seiner Eigenschaft als Gebietskörperschaft, gleichzeitig Kompetenzen im Naturschutzbereich hat.<sup>1352</sup> Bei dem Ersatz von Sachschäden ist der Geschädigte nicht verpflichtet, den Schadensersatz in Geld tatsächlich zur Herstellung zu verwenden.<sup>1353</sup> Bei Personenschäden dagegen besteht diese Pflicht, da der Geschädigte sonst den Ersatz ideeller Schäden in Geld verlangen könnte. Dies wäre ein Verstoß gegen die Wertung des § 253 I BGB.<sup>1354</sup>

Insbesondere bei Umweltschäden wird hin und wieder eine Pflicht des Geschädigten zur Verwendung des Geldbetrags zur Herstellung auch bei Sachschäden gefordert.<sup>1355</sup>

Bei Personenschäden sind die Kosten der Heilbehandlung sowie sonstige, zur Wiederherstellung der Gesundheit entstehenden Kosten, z.B. Besuchskosten, zu ersetzen.<sup>1356</sup>

Bei Zerstörung oder Verlust einer Sache kann der Geschädigte den Geldbetrag verlangen, der für die Wiederbeschaffung einer gleichartigen Ersatzsache erforderlich ist.<sup>1357</sup> Wenn eine Sache beschädigt wurde, richtet sich der Anspruch wahlweise auf Ersatz der Reparaturkosten und des verbleibenden Minderwerts der Sache oder auf die Differenz zwischen den Wiederbeschaffungskosten für eine gleichwertige Sache und dem Restwert der beschädigten Sache.<sup>1358</sup> Weitere Folgeschäden, wie die Kosten für die Anmietung einer gleichwertigen Sache, in bestimmten Fällen Nutzungsaus-

---

<sup>1349</sup> BGHZ 121, 22, 26; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 187.

<sup>1350</sup> BGHZ 92, 85, 87; BGHZ 102, 322, 325; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 181, Rn. 183.

<sup>1351</sup> Palandt/Heinrichs, § 249 BGB Rn. 5.

<sup>1352</sup> Engelhardt, 207.

<sup>1353</sup> BGHZ 97, 14, 17 f.; BGH NJW 1997, 520, 520; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 186.

<sup>1354</sup> BGHZ 97, 14, 18 f.; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 186.

<sup>1355</sup> Z.B. Enders, 314 f.; Gerlach, 298; Rebbinder, NuR 1988, 105, 106 f.; kritisch Engelhardt, 208.

<sup>1356</sup> Ausführlich Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 188 ff.

<sup>1357</sup> BGHZ 92, 85, 88; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 197.

<sup>1358</sup> BGH NJW 1972, 1800 ff.; Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 208 ff.

fallentschädigung, höhere Versicherungsprämien oder die Kosten der Rechtsverfolgung, werden ebenfalls nach § 249 II BGB ersetzt.<sup>1359</sup>

Nach § 250 BGB kann der Gläubiger nach erfolgloser Fristsetzung zur Herstellung mit Ablehnungsandrohung statt Naturalrestitution Schadensersatz in Geld verlangen. Der Schadensersatz umfasst hier wie bei § 249 II BGB die Herstellungskosten.<sup>1360</sup> Diese Möglichkeit wird in der Praxis wenig genutzt, da sich die Parteien in der Regel ohnehin auf die Zahlung von Geldersatz einigen.<sup>1361</sup>

## II. Schadensersatz in Geld

Dem Schadensersatz in Geld kommt in der Praxis eine größere Bedeutung zu als der Naturalrestitution.

### 1. § 251 BGB

§ 251 BGB bestimmt, unter welchen Voraussetzungen bei Vermögensschäden Schadensersatz in Geld zu leisten ist.

§ 251 I BGB dient dem Interesse des Geschädigten.<sup>1362</sup> Die Vorschrift bestimmt, dass der Ersatzpflichtige Schadensersatz in Geld leisten muss, wenn die Herstellung nicht möglich oder zur Entschädigung des Gläubigers nicht genügend ist.

Hier gilt ein weiter Begriff der Unmöglichkeit. Erfasst sind die Unmöglichkeit aus tatsächlichen oder rechtlichen Gründen, die objektive und die subjektive Unmöglichkeit, die anfängliche und die nachträgliche Unmöglichkeit.<sup>1363</sup>

Die Herstellung ist z.B. dann ungenügend, wenn die Reparatur einer beschädigten Sache dem Geschädigten unzumutbar ist, da die Herstellung sehr lange dauern oder trotz der Reparatur ein Minderwert der Sache verbleiben würde.<sup>1364</sup>

Dagegen schützt § 251 II BGB das Interesse des Schädigers.<sup>1365</sup> Dieser kann den Gläubiger in Geld entschädigen (Ersetzungsbefugnis)<sup>1366</sup>, wenn die Herstellung mit unverhältnismäßigen Aufwendungen verbunden ist (§ 251 II S. 1 BGB). Allerdings sind zum Beispiel die aus der Heilbehandlung eines verletzten Tieres entstandenen Aufwendungen nicht schon deshalb unverhältnismäßig, weil sie dessen Wert erheblich übersteigen (§ 251 II S. 2 BGB). § 251 II BGB bezieht sich sowohl auf die Natu-

---

<sup>1359</sup> Ausführlich Bamberger/Roth/Schubert, § 249 BGB Rn. 237 ff.

<sup>1360</sup> Palandt/Heinrichs, § 250 BGB Rn. 3.

<sup>1361</sup> Palandt/Heinrichs, § 250 BGB Rn. 1.

<sup>1362</sup> Bamberger/Roth/Schubert, § 251 BGB Rn. 2; Palandt/Heinrichs, § 251 BGB Rn. 1.

<sup>1363</sup> BGHZ 142, 172, 189; Bamberger/Roth/Schubert, § 251 BGB Rn. 5; Palandt/Heinrichs, § 251 BGB Rn. 3 ff.

<sup>1364</sup> Bamberger/Roth/Schubert, § 251 BGB Rn. 9; Palandt/Heinrichs, § 251 BGB Rn. 4.

<sup>1365</sup> Palandt/Heinrichs, § 251 BGB Rn. 1.

<sup>1366</sup> Palandt/Heinrichs, § 251 BGB Rn. 6.

ralrestitution nach § 249 I BGB als auch auf den Anspruch auf Ersatz der Herstellungskosten nach § 249 II BGB.<sup>1367</sup>

Ob die Herstellung unverhältnismäßig ist, richtet sich danach, in welchem Verhältnis die Herstellungskosten zu dem nach § 251 I BGB geschuldeten Geldersatz stehen.<sup>1368</sup> Bei der Abwägung können auch der Grad des Verschuldens<sup>1369</sup> und immaterielle Interessen<sup>1370</sup> eine Rolle spielen.

So ist bei Sachschäden die Herstellung nicht automatisch bereits dann unverhältnismäßig, wenn die Kosten der Herstellung höher sind als der Wert der beschädigten Sache. Bei der Abwägung werden auch immaterielle Interessen des Geschädigten an der Erhaltung der Sache berücksichtigt.<sup>1371</sup>

Zum Beispiel wird im Fall der Beschädigung und Zerstörung von alten Bäumen regelmäßig die Unverhältnismäßigkeit der Herstellungskosten angenommen.<sup>1372</sup> Insbesondere in diesem Fall, aber auch allgemein bei Umweltschäden wird häufig die Berücksichtigung eines immateriellen Interesses, das hier als ökologisches Interesse bezeichnet wird, an der Erhaltung von Umweltbestandteilen gefordert, jedenfalls dann, wenn sie eine größere ökologische Bedeutung haben.<sup>1373</sup> Folgerichtig müsste in diesem Fall der Geschädigte zudem zur Herstellung verpflichtet sein, auch wenn ihm der zur Herstellung erforderliche Geldbetrag nach § 249 II BGB zugesprochen wird.<sup>1374</sup>

§ 16 I UmwHG trifft für Fälle der Haftung nach dem UmwHG ausdrücklich eine entsprechende Regelung. Danach ist, wenn die Beschädigung einer Sache gleichzeitig auch eine Beeinträchtigung der Natur oder der Landschaft darstellt und der Geschädigte den Zustand herstellt, der bestehen würde, wenn die Beeinträchtigung nicht eingetreten wäre, die Herstellung nicht allein deshalb nach § 251 II S. 1 BGB ausgeschlossen, weil die Kosten der Herstellung den Wert der Sache vor Entstehung des Umweltschadens übersteigen.

Grund für diese Regelung ist das schützenswerte Interesse der Allgemeinheit sowie des Geschädigten an der Erhaltung von Natur und Landschaft.<sup>1375</sup> Dieses Interesse

---

<sup>1367</sup> BGH NJW 1988, 1835, 1836; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 6.

<sup>1368</sup> Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 7.

<sup>1369</sup> BGH NJW 1970, 1180, 1181; Bamberger/*Roth/Schubert*, § 251 BGB Rn. 11; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 7; a.A. MK/*Oetker*, § 251 BGB Rn. 38

<sup>1370</sup> Bamberger/*Roth/Schubert*, § 251 BGB Rn. 11; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 7.

<sup>1371</sup> Bamberger/*Roth/Schubert*, § 251 BGB Rn. 11.

<sup>1372</sup> BGHZ 143, 1, 9; BGH NJW 1975, 2061, 2061 (erstattungspflichtig sind Kosten für Erwerb und Anpflanzung eines jungen Baumes und die Wertminderung des Grundstücks); *Kadner*, 56 ff.; *Lytras*, 208 ff.; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 11.

<sup>1373</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 439; *Enders*, 315; *Engelhardt*, 211, 240.

<sup>1374</sup> *Enders*, 316.

<sup>1375</sup> *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 3.

kann zwar nicht als Geldwert der beeinträchtigten Sachen ausgedrückt werden, ist aber dennoch als immaterielles Interesse schützenswert. Durch § 16 I BGB wird die Wiederherstellung von Natur und Landschaft gefördert.<sup>1376</sup>

Voraussetzung für die Anwendung ist zunächst, dass ein Sachschaden vorliegt, der zugleich objektiv, nicht nur nach Ansicht des Geschädigten, eine Beeinträchtigung von Natur oder Landschaft ausmacht.<sup>1377</sup> Die Natur ist beeinträchtigt, wenn durch eine Einwirkung auf Boden, Wasser oder Luft deren physikalische, chemische oder biologische Beschaffenheit verändert wurde.<sup>1378</sup> Eine Beeinträchtigung der Landschaft ist eine Veränderung von Grundflächen in ihrer Gestalt oder Nutzung, die, zumindest durch einen Fachmann, auch äußerlich zu erkennen ist.<sup>1379</sup>

Der Geschädigte muss nach § 16 I UmwHG den Zustand herstellen, der bestehen würde, wenn die Beeinträchtigung nicht eingetreten wäre. Die Herstellung in Natur muss damit möglich sein, tatsächlich stattfinden und durch den Geschädigten selbst durchgeführt oder zumindest durch ihn veranlasst und finanziert werden.<sup>1380</sup> Die Naturalrestitution ist möglich, wenn ein funktionell gleichwertiger Zustand im Hinblick auf Ökologie und Ästhetik hergestellt werden kann.<sup>1381</sup>

Auch nach §§ 16 I UmwHG, 251 II S. 1 BGB müssen die Herstellungsmaßnahmen verhältnismäßig sein.<sup>1382</sup> In der Abwägung nach §§ 16 I, 251 II S. 1 BGB kommt dem Interesse der Allgemeinheit an der Wiederherstellung von Natur und Landschaft allerdings ein besonderes Gewicht zu. Je nach Bedeutung dieses Interesses kann sich ein von der alleinigen Anwendung des § 251 II S. 1 BGB abweichendes oder auch, z.B. bei schneller und absehbarer Selbstregeneration der Natur, ein dem § 251 II S. 1 BGB entsprechendes Ergebnis ergeben.<sup>1383</sup> Nach § 16 I UmwHG sind Aufwendungen zur Herstellung allerdings nicht allein deshalb unverhältnismäßig, weil sie den bei Geldersatz geschuldeten Geldbetrag erheblich übersteigen.<sup>1384</sup>

Wenn die Abwägung nach § 16 I UmwHG zugunsten des Geschädigten ausgeht, muss der Schädiger die Kosten der Herstellung tragen. Nach § 16 II UmwHG hat der Geschädigte für die Herstellung der beeinträchtigten Natur oder Landschaft einen Anspruch auf einen zweckgebundenen<sup>1385</sup> Vorschuss. Diese Vorschrift zeigt zugleich, dass § 16 I UmwHG erst angewandt und damit der Anspruch auf Ersatz der Kosten der Naturalrestitution durchgesetzt werden kann, wenn die Herstel-

---

<sup>1376</sup> Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, § 16 UmwHG Rn. 1.

<sup>1377</sup> Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 7 ff., Rn. 11 f.

<sup>1378</sup> Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 9.

<sup>1379</sup> Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 9,

<sup>1380</sup> *Schimikowski*, Rn. 229; Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 13 f.

<sup>1381</sup> Salje/*Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 10; Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 13.

<sup>1382</sup> Salje/*Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 16, Rn. 20; Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 16.

<sup>1383</sup> *Landsberg/Lülling*, § 16 UmwHG Rn. 14; Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 17.

<sup>1384</sup> Salje/*Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 21; Staudinger/*Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 17.

<sup>1385</sup> Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, § 16 UmwHG Rn. 5.

lungsmaßnahmen oder zumindest abgeschlossene Teilmaßnahmen mit dem Ziel der Herstellung des Ganzen schon erfolgt sind.<sup>1386</sup> So wird die Verwendung der Gelder zur Wiederherstellung von Natur und Landschaft gesichert.

§ 16 I UmwHG ist nur auf Schäden anwendbar, auf deren Ersatz ein Anspruch nach § 1 UmwHG besteht. Es muss sich folglich um Schäden handeln, die einer Person entstanden sind. Ökologische Schäden, die nicht gleichzeitig eine Einbuße an individuellen Rechten oder Rechtsgütern bedeuten, sind auch nach § 16 I UmwHG nicht ersatzfähig.<sup>1387</sup>

Auch ist § 16 I UmwHG als Ausnahmvorschrift nicht anwendbar im Rahmen anderer Anspruchsgrundlagen, auch nicht analog.<sup>1388</sup> Beim Ersatz von Umweltschäden nach anderen Vorschriften ist es aber möglich, bei der Abwägung der Verhältnismäßigkeit nach § 251 II S. 1 BGB immaterielle Aspekte und damit auch das Interesse der Allgemeinheit an der Erhaltung von Natur und Landschaft einzubeziehen.<sup>1389</sup>

Bei Personenschäden, auf die § 16 I UmwHG nicht anwendbar ist, wird das große und berechtigte Interesse des Einzelnen an Wiederherstellung seiner Gesundheit schon bei der Abwägung nach § 251 II BGB berücksichtigt.<sup>1390</sup> Die Wiederherstellung von Körper und Gesundheit kann in der Regel ohne Rücksicht auf Kosten verlangt werden. Ausnahmsweise liegt hier Unverhältnismäßigkeit vor, wenn kleine Beeinträchtigungen nur durch eine sehr teure Behandlung beseitigt werden können (insbesondere bei kosmetischen Operationen).<sup>1391</sup>

Eine dem § 16 I UmwHG ähnelnde Vorschrift besteht in § 251 II S. 2 BGB für Aufwendungen, die im Rahmen der Heilbehandlung eines verletzten Tieres entstehen. Hier spielen bei der Abwägung weitere Faktoren, wie z.B. die persönliche Bindung an das Tier, eine Rolle.<sup>1392</sup>

§ 32 VII GenTG hat im Wesentlichen den gleichen Inhalt wie § 16 I UmwHG. Der leicht abweichende Wortlaut (bei § 32 VII GenTG darf die Unverhältnismäßigkeit der Aufwendungen nicht allein deshalb angenommen werden, weil sie den Wert der Sache *erheblich* übersteigen) deutet darauf hin, dass nach § 16 I UmwHG etwas leichter die Unverhältnismäßigkeit angenommen werden kann als nach § 32 VII GenTG.<sup>1393</sup>

---

<sup>1386</sup> *Lytras*, 215; *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 15 (bezeichnen diese Voraussetzung als Bedingung).

<sup>1387</sup> Z.B. *Salje/Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 1; *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 4.

<sup>1388</sup> *Meyer-Abich*, 167 f.; *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 5; eine analoge Anwendung in Betracht zieht z.B. *Salje/Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 15.

<sup>1389</sup> *Salje/Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 15; *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 5.

<sup>1390</sup> *Salje/Peter/Salje*, § 16 UmwHG Rn. 4; *Staudinger/Kobler*, § 16 UmwHG Rn. 8.

<sup>1391</sup> BGH NJW 1975, 640, 641; *Palandt/Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 6.

<sup>1392</sup> *Bamberger/Roth/Schubert*, § 251 BGB Rn. 20; *Palandt/Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 8.

<sup>1393</sup> *Landsberg/Lülling*, § 32 GenTG Rn. 25; *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 42.

Der Schadensersatz bei § 251 BGB umfasst das Wert- oder Summeninteresse, nicht Herstellungsinteresse wie bei §§ 249 II, 250 BGB. Ersetzt wird die Differenz zwischen dem hypothetischem Wert des Vermögens ohne das schädigende Ereignis und dem tatsächlichen, durch das schädigende Ereignis verringerten Wert. Folglich wird bei Zerstörung oder Verlust eines Gegenstands grundsätzlich der Wiederbeschaffungswert ersetzt.<sup>1394</sup> Der merkantile Minderwert, d.h. der Minderwert, der trotz Reparatur bestehen bleibt, ist ebenfalls umfasst.<sup>1395</sup> Dabei wird nur der Geldwert nach der Verkehrsauffassung berücksichtigt. Ein reines Affektionsinteresse (d.h. der Liebhaberwert) wird nicht ersetzt.<sup>1396</sup>

Beim Ersatz von Schäden an Bestandteilen der Umwelt wird folglich nur der wirtschaftliche Wert der entsprechenden Sache ersetzt. Bei Bäumen besteht der Geldersatz z.B. aus den Kosten für die Neuanpflanzung eines jungen Baumes und der Minderung des Grundstückswerts aufgrund des Verlusts des Baumes.<sup>1397</sup> Die ökologische Bedeutung von Umweltbestandteilen schlägt sich dabei kaum wirtschaftlich nieder, z.B. im Wert eines Grundstücks. Schäden, die im Verlust der ökologischen Bedeutung bestehen, sind damit in der Regel nicht wirtschaftlich als Vermögensschaden zu erfassen und werden daher nicht ersetzt.<sup>1398</sup>

## 2. § 253 BGB

Nach § 253 I BGB kann bei Nichtvermögensschäden ein Schadensersatz in Geld nur in den gesetzlich bestimmten Fällen gewährt werden. § 253 II BGB regelt den wichtigsten Fall des Schadensersatzes für Nichtvermögensschäden, das Schmerzensgeld. Dies kann nach § 253 II BGB gewährt werden, wenn wegen der Verletzung des Körpers, der Gesundheit, der Freiheit oder der sexuellen Selbstbestimmung Schadensersatz zu leisten ist.

Das Schmerzensgeld soll erlittene Schmerzen und Leiden ausgleichen, indem es dem Geschädigten die Finanzierung gewisser Annehmlichkeiten ermöglicht (Ausgleichsfunktion). Daneben soll es dem Geschädigten Genugtuung verschaffen (Genugtuungsfunktion).<sup>1399</sup>

Bei Umweltschäden kommt Schmerzensgeld insbesondere bei der Verletzung von Körper und Gesundheit in Betracht. Alle nachteiligen körperlichen und seelischen Folgen der jeweiligen Rechtsgutsverletzung werden bei der Bestimmung des Nichtvermögensschadens berücksichtigt, wie z.B. Schmerzen, Unbehagen, Schmälerung

---

<sup>1394</sup> BGHZ 92, 85, 90; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 10.

<sup>1395</sup> BGH NJW 1961, 2253, 2254; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 12 ff. mit Beispielen.

<sup>1396</sup> LG Hamburg NJW-RR 2000, 653, 654; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 10.

<sup>1397</sup> BGHZ 143, 1, 9; BGH NJW 1975, 2061, 2061; BGH NJW 2006, 1424, 1425 f.; Palandt/*Heinrichs*, § 251 BGB Rn. 11 (ausführlich zur Berechnungsmethode).

<sup>1398</sup> Zum Versuch der Berechnung solcher Schäden z.B. *Rehbinder*, NuR 1988, 105, 109 f.

<sup>1399</sup> BGHZ GS 128, 117 ff.; Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 11.

der Lebensfreude oder psychische Schäden.<sup>1400</sup> Bei der Festsetzung der Höhe des Schmerzensgelds nach Billigkeit werden verschiedene Faktoren auf Seiten von Schädiger und Geschädigtem gegeneinander abgewogen. Bei dem Geschädigten werden z.B. Umfang und Dauer der erlittenen Nachteile, die Schwere der Beeinträchtigung des Lebens und das Alter des Geschädigten berücksichtigt. Auf Seiten des Schädigers werden z.B. der Grad seines Verschuldens und seine wirtschaftliche Leistungsfähigkeit in die Berechnung einbezogen.<sup>1401</sup> Bei ganz kurzen oder unerheblichen Beeinträchtigungen des Wohlbefindens besteht kein Anspruch auf Schmerzensgeld.<sup>1402</sup>

Praktisch wird die Höhe des Schmerzensgelds nach Schmerzensgeldtabellen bestimmt. Das Schmerzensgeld kann als Kapitalabfindung oder als Rente gezahlt werden.<sup>1403</sup>

### **C. Fazit**

Damit sind nach den §§ 249 ff. BGB Vermögens- und Nichtvermögensschäden zu ersetzen. Positiv für die Umwelt kann sich der Vorrang der Naturalrestitution auswirken, da diese mittelbar auch die Wiederherstellung von Bestandteilen der Natur erlaubt, an denen keine Rechte Privater bestehen. So können auch ökologische Schäden ersetzt werden, die nicht gleichzeitig eine Einbuße an individuellen Rechten und Rechtsgütern bedeuten. Dies wirkt sich günstig auf die Umwelt aus.

In der Praxis wird allerdings weit häufiger Schadensersatz in Geld zugesprochen. Dies ist nach § 251 II S. 1 BGB z.B. meist dann der Fall, wenn die Herstellung nur mit unverhältnismäßigen Aufwendungen möglich ist. Im Rahmen der dort erforderlichen Abwägung sollte in Zukunft, ähnlich wie bei §§ 16 I UmwHG, 32 VII GenTG, stärker das Interesse der Allgemeinheit an der Wiederherstellung von Natur und Landschaft berücksichtigt werden. Dass diese Einbeziehung möglich ist, zeigen die eben genannten Vorschriften.

---

<sup>1400</sup> Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 16 ff.

<sup>1401</sup> Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 18.

<sup>1402</sup> BGH NJW 1992, 1043 f. (leichte Gesundheitsbeeinträchtigung -Kopfschmerzen und kurzfristige Beunruhigung- wegen Gaswolke aus chemischer Fabrik und daraus folgende Geruchsbelästigung), Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 15.

<sup>1403</sup> Palandt/*Heinrichs*, § 253 BGB Rn. 16, Rn. 22.

## Kapitel 6: Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme

Die Feststellung der Voraussetzungen der Kausalität und der Zurechnung eines bestimmten Schadens zu einem haftenden Verursacher bereitet im Rahmen der Umwelthaftung die größten praktischen und rechtlichen Probleme (näher zu den Gründen für diese Schwierigkeit s.o. Teil 1, C.I). Sie ist im Rahmen jeder Anspruchsgrundlage des Umwelthaftungsrechts erforderlich und damit von entscheidender Bedeutung. Insbesondere stellen sich diese Probleme im Rahmen der haftungsbegründenden Kausalität zwischen dem Verhalten des Schädigers oder den Auswirkungen einer Anlage und einem Verletzungserfolg bzw., falls ein solcher nicht erforderlich ist, der ersten Vermögensschädigung.<sup>1404</sup> Hier muss festgestellt werden, dass der Verletzungserfolg durch bestimmte Umwelteinwirkungen hervorgerufen wurde, die wiederum auf ein Verhalten oder eine Anlage des Anspruchsgegners zurückzuführen sein müssen.<sup>1405</sup> Bei der haftungsausfüllenden Kausalität zwischen Verletzungserfolg bzw. erster Vermögensschädigung und weiterem Schaden stellen sich keine vom übrigen Haftungsrecht abweichenden Probleme.<sup>1406</sup>

Die haftungsbegründende Kausalität gehört zum haftungsbegründenden Tatbestand, die haftungsausfüllende Kausalität zum haftungsausfüllenden Tatbestand, d.h. zu den Rechtsfolgen. Daher muss sich ein eventuell erforderliches Verschulden auch nur auf die haftungsbegründende, nicht auf die haftungsausfüllende Kausalität beziehen.

Erste Voraussetzung für die Haftung eines Schädigers für einen bestimmten Schaden ist das Vorliegen der Kausalität im Sinne der Äquivalenztheorie. Für die Haftung des Schädigers ist aber die Erfüllung weiterer Zurechnungskriterien erforderlich. Hier erfolgt eine Wertung der verschiedenen Schadensursachen. Insbesondere geschieht dies nach der Adäquanztheorie und nach der Theorie vom Schutzzweck der Norm.<sup>1407</sup>

Diese Kriterien werden sowohl im Rahmen der haftungsbegründenden als auch im Rahmen der haftungsausfüllenden Kausalität angewendet.<sup>1408</sup> Unterschiede finden

---

<sup>1404</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 79 ff.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 116 f.; *Müller-Goebel*, 103.

<sup>1405</sup> Näher *Diederichsen*, 56. DJT, L 79 ff.; *Reiter*, 78 ff.

<sup>1406</sup> *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 1; *Staudinger/Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 1, Rn. 10; Rn. 28 f.

<sup>1407</sup> Ausführlich zu Kausalität und Zurechnung *Wiese*, 17 ff., ferner zu weiteren Zurechnungsgründen wie Rechtswidrigkeit und Verschulden.

<sup>1408</sup> Str., so aber wohl die h.M., z.B. *MK/Oetker*, § 249 BGB Rn. 99 ff. (zweifelt die Existenzberechtigung der Unterscheidung an); *Palandt/Heinrichs*, Vor § 249 BGB Rn. 54 ff.; *Staudinger/Schiemann*, § 249 BGB Rn. 8, Rn. 22 (Äquivalenz- und Adäquanztheorie gelten für die haftungsausfüllende und die haftungsbegründende Kausalität).

sich insbesondere im Rahmen des Beweises. Die Beweiserleichterung des § 287 ZPO z.B. ist grundsätzlich nur bei der haftungsausfüllenden Kausalität anwendbar.<sup>1409</sup>

Die Feststellung von Kausalität und Zurechnung ist einerseits in materiellrechtlicher Hinsicht problematisch. Dabei geht es um die Frage, unter welchen Voraussetzungen diese gegeben sind und damit ein Verletzungs- und Schadenserfolg einer Person zugerechnet werden kann, die dafür einstehen muss.<sup>1410</sup> Materiellrechtlich kann die Feststellung dieses Zusammenhangs z.B. über eine weniger strenge Anwendung der Adäquanztheorie oder über die Erweiterung des Anwendungsbereichs der Gesamtschuld erleichtert werden.<sup>1411</sup> Besondere Probleme der Zurechnung stellen sich, wenn mehrere Verursacher zu Verletzungserfolg und Schaden beigetragen haben.

Andererseits stellen sich auch prozessrechtliche Probleme. Hier geht es z.B. darum, wen die Beweislast für die tatsächlichen Voraussetzungen von Kausalität und Zurechnung trifft und ob eventuell Beweiserleichterungen zugunsten des Geschädigten möglich sind.<sup>1412</sup>

Diese Problembereiche werden im Folgenden behandelt.

## **A. Materiellrechtliche Aspekte**

Zunächst werden die materiellrechtlichen Aspekte von Kausalität und Zurechnung, insbesondere bei mehreren Verursachern von Verletzungserfolg und Schaden, dargestellt.

### **I. Voraussetzungen für das Vorliegen von Kausalität und Zurechnung**

Die Bestimmung von Kausalität und Zurechnung richtet sich im Wesentlichen nach der Äquivalenztheorie, der Adäquanztheorie und der Lehre vom Schutzzweckzusammenhang.<sup>1413</sup> Die Theorien beziehen sich auf alle Anspruchsgrundlagen, die bei der Umwelthaftung angewandt werden. Allein die Adäquanztheorie ist speziell bei der Gefährdungshaftung nicht anwendbar.

#### **1. Äquivalenztheorie**

Die Äquivalenztheorie (oder Theorie der *conditio sine qua non*) stellt die Mindestanforderungen für die Zurechnung auf. Danach muss das in Frage stehende Verhalten in der Weise ursächlich für einen Erfolg geworden sein, dass dieser mit an Sicherheit

---

<sup>1409</sup> MK/*Oetker*, § 249 BGB Rn. 103.

<sup>1410</sup> Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 142.

<sup>1411</sup> Z.B. Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 143.

<sup>1412</sup> Z.B. Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 142.

<sup>1413</sup> Ausführlich zu den Theorien, auch mit der Darstellung streitiger Aspekte MK/*Oetker*, § 249 BGB Rn. 98 ff.; Staudinger/*Schiemann*, § 249 BGB Rn. 8 ff.

grenzender Wahrscheinlichkeit ohne das Verhalten nicht eingetreten wäre.<sup>1414</sup> Alle Ursachen werden danach als gleich bedeutend angesehen.<sup>1415</sup>

Da nach dieser Theorie unendlich viele Verhaltensweisen als ursächlich für einen bestimmten Erfolg anzusehen sind, bedarf diese Theorie gewisser Einschränkungen.<sup>1416</sup> Diese erfolgen durch die Adäquanztheorie und die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang.

## 2. Adäquanztheorie

Durch die Adäquanztheorie werden solche Ursachen aussortiert, die nur durch eine Verkettung sehr ungewöhnlicher Umstände den Verletzungserfolg herbeigeführt haben. Nach dieser Theorie ist erforderlich, dass das jeweilige Ereignis die Wahrscheinlichkeit des Erfolgeintritts aus der Sicht eines optimalen Beobachters in der Person des Schädigers erheblich erhöht hat.<sup>1417</sup>

Ob auch im Bereich der Gefährdungshaftung das Vorliegen dieses Adäquanzzusammenhangs erforderlich ist, wird kontrovers diskutiert.

Traditionell wird eher gefordert, dass der Adäquanzzusammenhang bei der Gefährdungshaftung genau wie im Deliktsrecht vorliegen muss.<sup>1418</sup>

Überwiegend wird jedoch angenommen, dass die Adäquanztheorie bei der Gefährdungshaftung weder bei der haftungsbegründenden noch bei der haftungsausfüllenden Kausalität anwendbar ist.<sup>1419</sup> Zwar beruht die Gefährdungshaftung gerade auf dem Grundgedanken, dass abstrakt eine erhöhte Gefahr besteht, die eine Rechtsverletzung wahrscheinlich macht.<sup>1420</sup> Andererseits kommt es bei der Gefährdungshaftung gerade nicht darauf an, dass ein schuldhaftes und rechtswidriges Verhalten vorliegt.<sup>1421</sup> Das Vorhersehen bzw. die Vorhersehbarkeit der Rechtsverletzung, die bei der Feststellung des Verschuldens vorliegen müssen, sind im Rahmen

---

<sup>1414</sup> Z.B. BGHZ 64, 46, 51; MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 98; Staudinger/Schiemann, § 249 BGB Rn. 8.

<sup>1415</sup> Z.B. MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 98; Staudinger/Schiemann, § 249 BGB Rn. 8.

<sup>1416</sup> Z.B. MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 99.

<sup>1417</sup> Ausführlich dazu MK/Oetker, § 249 BGB Rn. 104 ff.; Staudinger/Schiemann, § 249 BGB Rn. 13 ff.; z.B. BGHZ 92, 143 ff. (die Freisetzung von Eisenoxid bei Kupolöfen wird adäquat durch die Anlage verursacht, weil dieser Stoff im Betrieb typischerweise anfällt und ein Versagen der Filteranlagen nicht sicher ausgeschlossen werden kann).

<sup>1418</sup> BGHZ 57, 170, 175 (zu § 22 WHG); BGH NJW 1975, 2012, 2013 (zu § 22 WHG); Landsberg/Lülling, § 1 UmwHG Rn. 161 (zu § 1 UmwHG); Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 109 (zu § 1 UmwHG).

<sup>1419</sup> BGHZ 79, 259, 262 f. (zu § 33 I S. 1 LuftVG); BGH NJW 1982, 1046, 1047 (zu § 33 I S. 1 LuftVG); OLG Oldenburg NJW 1990, 3215, 3216 (zu § 33 I S. 1 LuftVG); Gnaub, 49; Lytras, 260 ff.; Philipp, 123 f.; Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 55; Stecher, 178; ausführlich zur haftungsausfüllenden Kausalität Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 74 m.w.N.

<sup>1420</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 55.

<sup>1421</sup> Staudinger/Kobler, § 1 UmwHG Rn. 55, Rn. 61 ff.

der Gefährdungshaftung folglich nicht erforderlich.<sup>1422</sup> Es ist vielmehr entscheidend, ob sich die erhöhte Gefahr der Anlage oder des Verhaltens in einer Rechtsgutsverletzung ausgewirkt hat.<sup>1423</sup> Dabei reichen auch fernliegende oder unwahrscheinliche Geschehensabläufe aus.<sup>1424</sup> So wird insbesondere auch häufig für Entwicklungsrisiken gehaftet,<sup>1425</sup> d.h. für solche Risiken, die zum Zeitpunkt der schädigenden Handlung nach dem Stand von Wissenschaft und Technik auch bei der Anwendung äußerster Sorgfalt nicht erkennbar oder nicht vermeidbar waren. Daher sollte die Erfüllung der Voraussetzungen der Adäquanztheorie für das Eingreifen von Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung nicht verlangt werden.

Praktisch hat dieser Streit allerdings eine geringe Bedeutung, da selbst bei Anwendung der Adäquanztheorie diese im Rahmen der Gefährdungshaftung eher selten zur Ablehnung des Zurechnungszusammenhangs führt.<sup>1426</sup> Selbst wenn eine ungewöhnliche Verkettung von Umständen vorliegt, wird auch von den Befürwortern der Anwendung der Voraussetzungen des Adäquanzzusammenhangs die Zurechnung bejaht, wenn sich in dem Schaden eine Gefahr verwirklicht, wegen derer die Gefährdungshaftung geschaffen wurde.<sup>1427</sup>

### 3. Lehre vom Schutzzweckzusammenhang

Die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang besagt, dass nur solche Folgen eines schädigenden Verhaltens der handelnden Person zugerechnet werden können, die innerhalb des Schutzbereichs der jeweiligen Haftungsnorm liegen. Die Norm muss die geschädigte Person gerade vor dem konkreten Verletzungserfolg und Schaden schützen.<sup>1428</sup>

Der Schutzzweckzusammenhang muss auch bei der Gefährdungshaftung vorliegen. Hier wird er auch Gefährdungszusammenhang genannt.<sup>1429</sup> In der Rechtsgutsverletzung muss sich die Gefahr verwirklicht haben, vor der die Haftungsvorschrift schützen sollte.<sup>1430</sup>

Zum Beispiel soll das Umwelthaftungsgesetz Rechtsgüter vor von Anlagen ausgehenden Umwelteinwirkungen und damit mittelbar auch die Umwelt vor Beeinträch-

---

<sup>1422</sup> BGHZ 79, 259, 262 f.; Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 15; *Stecher*, 178.

<sup>1423</sup> Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 55.

<sup>1424</sup> Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 55.

<sup>1425</sup> Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 55.

<sup>1426</sup> *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 161; Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 54.

<sup>1427</sup> Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 54.

<sup>1428</sup> Z.B. BGHZ 27, 137, 140; ausführlich dazu *MK/Oetker*, § 249 BGB Rn. 115 ff.; Staudinger/*Schiemann*, § 249 BGB Rn. 27 ff.

<sup>1429</sup> *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 166; Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 58.

<sup>1430</sup> BGHZ 79, 259, 263; *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 1 UmwHG Rn. 5; Staudinger/*Kobler*, § 114 BBergG Rn. 15; Staudinger/*Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 58.

tigungen schützen. Damit muss sich eine spezifische Anlagengefahr in der Rechtsgutsverletzung verwirklicht haben.<sup>1431</sup>

Dies ist nicht gegeben, wenn sich im Schaden eine Gefahr realisiert, die gerade nicht mit dem Bestehen einer Anlage nach der Liste in Anhang 1 des Umwelthaftungsgesetzes in Verbindung steht. Zu denken ist hier insbesondere an Gefahren, die von jedem Gebäude ausgehen können, wie zum Beispiel Gefahren durch die Renovierung der Fassade.<sup>1432</sup>

Zum Teil wird für die Haftung nach § 1 UmwHG zusätzlich gefordert, dass sich im Schaden gerade eine Gefahr der Anlage verwirklicht haben muss, aufgrund derer die Anlage in die Liste von Anhang 1 des Umwelthaftungsgesetzes aufgenommen wurde.<sup>1433</sup> Auf eine solche Einschränkung findet sich aber kein Hinweis in Wortlaut und Entstehungsgeschichte des Gesetzes.<sup>1434</sup> Diese Gefahr bildet nur das Motiv des Gesetzgebers für die Aufnahme in die Liste. Dass gerade diese Gefahr nicht zu Rechtsgutsverletzung und Schaden geführt hat, ist keine geeignete Grundlage für die Ablehnung des Gefährdungszusammenhangs.<sup>1435</sup> Ferner ist häufig nicht genau feststellbar, aufgrund welcher Gefahren eine bestimmte Anlage in die Liste von Anhang 1 des Umwelthaftungsgesetzes aufgenommen wurde.<sup>1436</sup> Damit reicht für das Vorliegen des Gefährdungszusammenhangs aus, wenn sich eine spezifische Anlagengefahr realisiert, auch wenn dies in ungewöhnlicher Weise geschieht.<sup>1437</sup>

Wenn eine Ursache die Rechtsgutsverletzung allein verursacht (eine Ursache ist notwendige und hinreichende Bedingung für den Schaden) und die Voraussetzungen für die Feststellung von Kausalität und Zurechnung nach der Äquivalenztheorie, der Adäquanztheorie und der Lehre vom Schutzzweck der Norm vorliegen, haftet der Verursacher bei Vorliegen der weiteren Voraussetzungen der jeweiligen Anspruchsgrundlage allein.<sup>1438</sup> Eine solche Konstellation ist bei der Umwelthaftung insbesondere, aber nicht ausschließlich, bei Störfällen denkbar.<sup>1439</sup>

## II. Haftung mehrerer Verursacher

Im Folgenden sollen diese Grundsätze der Ermittlung von Kausalität und Zurechnung auf die in der Praxis der Umwelthaftung wesentlich häufiger vorkommenden Fallkonstellationen der Verursachung eines Verletzungserfolgs und des daraus resultierenden Schadens durch mehrere angewandt werden. Dabei wird untersucht, ob

---

<sup>1431</sup> *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 166 ff.; *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 1 UmwHG Rn. 5; *Staudinger/Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 58.

<sup>1432</sup> *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 169.

<sup>1433</sup> *Larenz/Canaris*, § 84 V 2. b) S. 638 m.w.N.

<sup>1434</sup> *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 167; *Soergel/Zenner* (12. Auflage), § 3 UmwHG Rn. 4.

<sup>1435</sup> *Staudinger/Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 59.

<sup>1436</sup> *Soergel/Zenner* (12. Auflage), § 3 UmwHG Rn. 4.

<sup>1437</sup> *Staudinger/Kobler*, § 1 UmwHG Rn. 59.

<sup>1438</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 153.

<sup>1439</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 153.

und in welchem Umfang Schäden Personen zugerechnet werden können, wenn die Verursachung des Verletzungserfolgs durch mehrere sicher feststeht oder zumindest möglich ist.

## **1. Mehrere Ursachen, jede der Ursachen hätte die Rechtsgutsverletzung allein herbeigeführt**

Wenn mehrere Ursachen vorliegen, von denen jede den Erfolg allein verursacht hätte, d.h. wenn jede Ursache eine nicht notwendige, aber hinreichende Bedingung des Schadens ist, würde die Anwendung der Äquivalenztheorie jeden der in Frage kommenden Schädiger von der Haftung entlasten. Um dieses Ergebnis zu vermeiden, ist allgemein anerkannt, dass die Äquivalenztheorie hier nicht in dieser Weise angewandt wird.<sup>1440</sup>

Vielmehr haftet, wenn zwei Ereignisse zur Verletzung eines Rechtsguts und damit zum Schaden führen, jedes der Ereignisse aber schon allein den gesamten Schaden herbeigeführt hätte, grundsätzlich jeder Schädiger als Gesamtschuldner auf den Ersatz des gesamten Schadens (§ 840 I BGB).<sup>1441</sup>

Wenn eine der Ursachen, die den Erfolg allein verursachen konnte, nur deshalb nicht wirksam wird, weil eine andere Ursache den Erfolg früher herbeigeführt hat (Fall der hypothetischen Kausalität, der konkurrierenden Kausalität oder der Reserveursache), wird die Ursache, die den Erfolg tatsächlich herbeigeführt hat, als ursächlich angesehen.<sup>1442</sup> Der Erstverursacher haftet also allein. Die Tatsache, dass eine andere Ursache (die Reserveursache) den gleichen Schaden später herbeigeführt hätte, wird schadensmindernd berücksichtigt.<sup>1443</sup> Der Verursacher muss grundsätzlich nur den Schaden ersetzen, der bis zu dem Zeitpunkt entsteht, an dem die Reserveursache den gleichen Schaden verursacht hätte.<sup>1444</sup>

In Fällen, in denen jede der Ursachen die Rechtsgutsverletzung und den daraus folgenden Schaden allein hätte herbeiführen können, die Ursachen von mehreren Personen unabhängig voneinander gesetzt wurden, aber nicht geklärt werden kann, welche der Ursachen den Schaden tatsächlich herbeigeführt hat (Urheberzweifel), oder wenn nicht zu ermitteln ist, welchen Anteil des Schadens der einzelne Schädiger verursacht hat (Anteilszweifel), führt die Anwendung des § 830 I S. 2 BGB, einer selbst-

---

<sup>1440</sup> Z.B. *von der Heide*, 128; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 154.

<sup>1441</sup> *Von der Heide*, 128; *Kloepfer*, § 6 Rn. 131; *Medicus*, JZ 1986, 778, 781; *MK/Oetker*, § 249 BGB Rn. 130; *Philipp*, 128; *Reiter*, 94.

<sup>1442</sup> Z.B. *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 269 f.; *Enders*, 158; *Gnaub*, 67; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 374; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 158, Rn. 168; *Stecher*, 174; ähnlich *von Bar*, KF 1987, 4, 17 (keine Kausalität bei Einleitung von Schadstoffen in einen bereits vollständig verseuchten Bach).

<sup>1443</sup> Z.B. *Schwabe*, VersR 1995, 371, 374.

<sup>1444</sup> BGH NJW 1972, 1515, 1517; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 374; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 158.

ständigen Anspruchsgrundlage, zur gesamtschuldnerischen Haftung aller möglichen Verursacher nach § 840 I BGB.<sup>1445</sup>

In beiden Fällen ist Voraussetzung für die Haftung, dass mehrere Personen unabhängig voneinander in für den Rechtskreis des Geschädigten gefährlicher Weise gehandelt haben.<sup>1446</sup> Das bedeutet, dass jede der Personen alle für die Haftung erforderlichen Voraussetzungen bestimmter Anspruchsgrundlagen, abgesehen von der Kausalität, mit Sicherheit erfüllt haben muss.<sup>1447</sup> § 830 I S. 2 BGB bezieht sich insbesondere auf die deliktische Haftung, ist aber auch anwendbar, wenn die Voraussetzungen der Aufopferungs- und Gefährdungshaftung vorliegen.<sup>1448</sup>

Jede der in Frage kommenden Handlungen muss geeignet sein, den gesamten Schaden zu verursachen.<sup>1449</sup>

Im Fall des Urheberzweifels muss feststehen, dass eine der Handlungen den Schaden tatsächlich verursacht hat.<sup>1450</sup> Nicht ermittelbar ist, auch nicht unter Zuhilfenahme des § 287 ZPO, welcher der in Frage kommenden Schädiger den Schaden tatsächlich verursacht hat.<sup>1451</sup>

Beim Anteilszweifel steht fest, dass entweder eine der Handlungen den Schaden tatsächlich verursacht hat, oder dass mehrere der Handlungen den Schaden im Zusammenwirken verursacht haben.<sup>1452</sup> Nicht zu ermitteln ist, welchen Teil des Schadens jeder Schädiger verursacht hat, oder ob einer der Verursacher den gesamten Schaden

---

<sup>1445</sup> Zum Urheberzweifel und zum Anteilszweifel: *Assmann*, 168 f.; *Hager*, NJW 1991, 134, 139 f.; *Müller-Goebel*, 83 ff.; *Reiter*, 95; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 67 f.; zum Urheberzweifel: BGHZ 25, 271, 274; BGHZ 33, 286, 292; BGHZ 67, 14, 19; BGHZ 101, 106, 108 ff.; *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 270 f. (alternative Kausalität); *Enders*, 158 f. (alternative Kausalität); *Engelhardt*, 230 (alternative Schadensverursachung); *MK/Oetker*, § 249 BGB Rn. 131 (alternative Kausalität); *Schwabe*, VersR 1995, 371, 373, 375; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 171 ff. (alternative Kausalität); zum Anteilszweifel: BGHZ 55, 86, 92; BGHZ 72, 355, 358; BGHZ 85, 375, 383; zur früheren Einordnung als Kausalitätsvermutung *Assmann*, 162 m.w.N.; Einordnung als Beweisregel auch noch BGHZ 55, 86, 88 f., 92; ausführlich zur Einordnung *Lytras*, 387 ff.

<sup>1446</sup> *Müller*, VersR 1998, 1181, 1182; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 67 f.

<sup>1447</sup> *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 71.

<sup>1448</sup> Gefährdungshaftung: BGHZ 72, 355, 357; BGHZ 101, 106, 111; *Engelhardt*, 249; *Gerlach*, 257; *Müller-Goebel*, 93; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 72; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 199, Rn. 201; mit Einschränkungen bezüglich § 32 GenTG auch *Hirsch/Schmidt-Didzuhn*, § 32 GenTG Rn. 31 ff.; *Staudinger/Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 32; Aufopferungshaftung: BGHZ 85, 375, 387; BGHZ 101, 106, 111 f.; *Gerlach*, 257; *Müller-Goebel*, 93; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 78; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 205 ff. (kritisch); allgemein *Hager*, NJW 1991, 134, 139.

<sup>1449</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 18; *Medicus*, JZ 1986, 778, 781; *Müller-Goebel*, 87 f.; *Lytras*, 390; *Reiter*, 96; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 67 f; Rn. 87 ff. (unterschiedliche Voraussetzungen bei Verschuldens- und Gefährdungshaftung).

<sup>1450</sup> *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 67.

<sup>1451</sup> *Müller*, VersR 1998, 1181, 1182; *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 67, Rn. 90 ff.

<sup>1452</sup> *Staudinger/Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 68.

verursacht hat, und zwar auch nicht durch Schätzung der Schadensanteile gemäß § 287 ZPO.<sup>1453</sup>

Die Rechtsprechung verlangt zusätzlich, dass die Gefährdungshandlungen räumlich und zeitlich einen einheitlichen Vorgang bilden oder zumindest gleichartig sein müssen.<sup>1454</sup> Diese Voraussetzung wird von einem Großteil der Literatur jedoch abgelehnt,<sup>1455</sup> da es sich um ein recht unscharfes Kriterium handelt.<sup>1456</sup>

Wenn die Voraussetzungen des § 830 I S. 2 BGB vorliegen, haften die verschiedenen möglichen Verursacher als Gesamtschuldner.

Die Anwendung des § 830 I S. 2 BGB kann sich auch auf die Verursachung eines abgrenzbaren Teilschadens beziehen und zur gesamtschuldnerischen Haftung in Bezug auf den Teilschaden führen.<sup>1457</sup> Auch wenn nur eine Ursache die Rechtsgutsverletzung allein verursacht hat, kann § 830 I S. 2 BGB ausnahmsweise anwendbar sein und zum Vorliegen einer Gesamtschuld führen, wenn die einzelne Ursache durch mehrere Personen gleichrangig herbeigeführt wurde.<sup>1458</sup>

Eine dem § 830 I S. 2 BGB fast gleichlautende Regelung findet sich für die nachbarrechtliche Aufopferungshaftung nach § 906 II S. 2 BGB i.V.m. § 36a I, II, III GenTG in § 36a IV GenTG, eine ähnliche Regelung findet sich in § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG.

Nach § 36a IV GenTG ist bei wesentlichen Beeinträchtigungen aus dem Bereich der Gentechnik (vgl. § 36a I GenTG) von mehreren Nachbarn jeder für eine Beeinträchtigung verantwortlich, wenn jeder von ihnen als Verursacher in Betracht kommt und sich nicht ermitteln lässt, wer von ihnen die Beeinträchtigung durch seine Handlung verursacht hat.

Nach § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG, der für die Haftung nach § 22 I, II WHG gilt, wird ein Kausalzusammenhang bejaht, wenn verschiedene mögliche Ursachen mindestens zur Mitverursachung der Veränderung der Wasserbeschaffenheit und damit des Schadens geeignet sind. Nach dieser dem § 830 I S. 2 BGB ähnlichen Vorschrift ist jede mögliche Ursache kausal, die nach ihrer Art und den Umständen mindestens zur Mitverursachung des Verletzungserfolgs und Schadens geeignet ist. Folglich muss der Geschädigte auch nur diese Eignung nachweisen. Bei mehreren (mögli-

---

<sup>1453</sup> Müller, VersR 1998, 1181, 1182; Schimikowski, Rn. 82; Staudinger/Belling/Eberl-Borges, § 830 BGB Rn. 68; Rn. 90 ff.

<sup>1454</sup> Z.B. BGHZ 25, 271, 274; BGHZ 55, 86, 93; BGHZ 101, 106, 112; ähnlich Balensiefen, 189.

<sup>1455</sup> Z.B. Müller-Goebel, 92; Staudinger/Belling/Eberl-Borges, § 830 BGB Rn. 103.

<sup>1456</sup> Müller-Goebel, 92.

<sup>1457</sup> Enders, 164.

<sup>1458</sup> BGHZ 85, 375, 387; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 164.

chen) Verursachern haften diese gesamtschuldnerisch.<sup>1459</sup> Die Eignung zur Verursachung des gesamten Verletzungserfolgs und Schadens ist, anders als bei § 830 I S. 2 BGB, nicht erforderlich.

Nach § 830 I S. 1, II BGB tritt die gleiche Rechtsfolge (gesamtschuldnerische Haftung) wie nach § 830 I S. 2 BGB ein, wenn die Ursachen durch Mittäter oder durch einen Haupttäter und einen Anstifter oder Gehilfen gesetzt wurden. Diese Vorschrift enthält ebenfalls selbstständige Anspruchsgrundlagen. Voraussetzung ist ein bewusstes und gewolltes Zusammenwirken bei der Schadensverursachung. Bei Vorliegen der Voraussetzungen muss der Geschädigte nicht mehr die Kausalität jedes einzelnen Tatbeitrags beweisen.<sup>1460</sup> Eine solche Konstellation kommt im Bereich der Umwelthaftung, die eher durch das zufällige Zusammentreffen von Umwelteinwirkungen gekennzeichnet ist, allerdings nur selten vor.<sup>1461</sup> Zudem ist § 830 I S. 1, II BGB nicht anwendbar, wenn die Täter bzw. Teilnehmer die Voraussetzungen von Tatbeständen der Gefährdungshaftung verwirklicht haben.<sup>1462</sup>

Über die Annahme einer gesamtschuldnerischen Haftung wird gemäß §§ 830 I, II BGB, 36a IV GenTG, 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG die Zurechnung eines Verletzungserfolgs und des daraus entstehenden Schadens zu einer bestimmten Handlung ermöglicht, da bei feststehender gesamtschuldnerischer Haftung die genauen Verursachungsanteile im Außenverhältnis zwischen Anspruchsteller und Anspruchsgegnern nicht mehr festgestellt werden müssen.<sup>1463</sup> Damit beeinflussen diese Vorschriften gleichzeitig sowohl die haftungsbegründende als auch die haftungsausfüllende Kausalität.<sup>1464</sup> Indirekt enthalten diese Vorschriften, die als Rechtsfolge die Gesamtschuld anordnen, damit eine materiellrechtliche Zurechnungserleichterung.<sup>1465</sup>

## **2. Mehrere Ursachen können den Verletzungserfolg nur gemeinsam herbeiführen**

Häufiger treten Fälle auf, in denen mehrere Ursachen einen Beitrag zum Verletzungserfolg leisten, diesen aber nicht allein, sondern nur im Zusammenwirken mit anderen Ursachen herbeiführen können, d.h. jede Ursache eine notwendige, aber nicht hinreichende Bedingung für Verletzungserfolg und Schadensentstehung ist.<sup>1466</sup>

---

<sup>1459</sup> *Balensiefen*, 214; *Müller-Goebel*, 94 ff.; *Philipp*, 128 ff.; *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 74 m.w.N.; Beispiele aus der Umwelthaftung: BGHZ 57, 257 ff.; BGHZ 76, 35, 37.

<sup>1460</sup> *Staudinger/Belling/Ebert-Borges*, § 830 BGB Rn. 2.

<sup>1461</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 170, Rn. 177, Rn. 182, Rn. 199 (besonders für die Gefährdungshaftung).

<sup>1462</sup> *Staudinger/Belling/Ebert-Borges*, § 830 BGB Rn. 56; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 199.

<sup>1463</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 161 (zu § 830 BGB).

<sup>1464</sup> *Staudinger/Belling/Ebert-Borges*, § 830 BGB Rn. 1; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 184.

<sup>1465</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 161 (zu § 830 BGB).

<sup>1466</sup> Z.B. OLG Düsseldorf NJW 1998, 3720, 3720.

Einerseits handelt es sich um Fälle, in denen mehrere Ursachen nur im Zusammenwirken einen Verletzungserfolg hervorrufen können. Wenn eine der Ursachen wegfällt, entfällt auch der gesamte Verletzungserfolg und der daraus folgende Schaden.<sup>1467</sup>

Meist wirken für einen Verletzungserfolg jedoch Ursachen zusammen, die schon jeweils einzeln zu einem Verletzungserfolg führen und die durch ihr Zusammenwirken einen größeren Schaden verursachen. Darunter fallen einerseits Konstellationen, in denen der Schaden, der durch das Zusammenwirken entsteht, durch Synergieeffekte größer ist als der Schaden, der durch diese Ursachen ohne das Zusammenwirken hätte entstehen können.<sup>1468</sup> In anderen Fällen führen mehrere Ursachen einen Schaden herbei, der insgesamt nicht umfangreicher ist als der Schaden, den diese Ursachen ohne Zusammenwirken verursacht hätten.<sup>1469</sup>

Fraglich ist, ob die Verursacher in diesen Fällen gesamtschuldnerisch oder als Teilschuldner haften.

### **a) Anerkannte Fälle von Gesamtschuld oder Teilschuld**

In bestimmten Fällen stehen die Umstände der Verursachung insoweit fest, dass sie entweder die Annahme einer gesamtschuldnerischen Haftung oder die Annahme einer teilschuldnerischen Haftung ermöglichen. Die folgenden Grundsätze gelten ebenso wie für die Deliktshaftung auch für die Gefährdungshaftung<sup>1470</sup> und die Aufopferungshaftung.<sup>1471</sup> Im Bereich der umweltspezifischen Gefährdungshaftung wird die Gesamtschuld bei der Verursachung eines Schadens durch mehrere in §§ 32 II GenTG, 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG, 115 II-IV, 116 I S. 2 BBergG, 119 BBergG ausdrücklich angeordnet. Inhaltlich gilt in diesen Fällen bei feststehenden Verursachungsbeiträgen das Gleiche wie im Rahmen der Deliktshaftung.<sup>1472</sup>

---

<sup>1467</sup> *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 268 (komplementäre Kausalität); *Enders*, 158 (kumulative Kausalität); *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 133 (kumulative Kausalität).

<sup>1468</sup> *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 273 (progressive/synergistische Schadenssteigerung); *Enders*, 161 f. (progressiv-synergetische Schadenssteigerung).

<sup>1469</sup> Z.B. *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 273; *Enders*, 160 f. (linear-additive Komplementärkausalität); *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 155 (koinzidierende/komplementäre Kausalität).

<sup>1470</sup> BGHZ 85, 375, 386 f. (§ 840 I BGB); OLG Düsseldorf NJW 1998, 3720 ff. (UmwHG); *Engelhardt*, 246 ff. (zum UmwHG); *Gnaub*, 66 ff. (UmwHG); *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 199, Rn. 202 (Gesamtschuld bei Mitverursachung, die sich auf den gesamten in Frage stehenden Verletzungserfolg/Schaden bezieht, keine Gesamtschuld, sondern Teilschuld bei kleineren Beiträgen zu Verletzungserfolg und Schadensentstehung), Rn. 203 (§ 287 ZPO anwendbar).

<sup>1471</sup> Gesamtschuld nach § 840 I BGB: BGHZ 66, 70, 75 ff.; BGHZ 72, 289, 298; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 211; Teilschuld: *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 212; Schadensschätzung nach § 287 ZPO: BGHZ 66, 70, 76 f.; BGHZ 70, 102, 108; BGHZ 85, 375, 386 (eingeschränkt); BGHZ 101, 106, 113; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 212.

<sup>1472</sup> Zum GenTG: *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 32 GenTG Rn. 30; zum BBergG: *Piensch/Schulte/Graf Vitzthum*, § 115 BBergG Rn. 4 ff., § 119 BBergG Rn. 1; zum WHG: *Staudinger/Kohler*, § 22 WHG Rn. 72.

Für das Eingreifen der gesamtschuldnerischen Haftung ist neben dem Vorliegen der sonstigen Tatbestandsmerkmale einer Anspruchsgrundlage Voraussetzung, dass der Verursachungsbeitrag Eintritt und Ausmaß des Verletzungserfolgs und damit des Schadens, auf den sich die Gesamtschuld bezieht, (ggf. neben anderen) zurechenbar verursacht hat.<sup>1473</sup> Es kann sich dabei um den Gesamtschaden oder um einen abgrenzbaren Teilschaden handeln.<sup>1474</sup> Für die gesamtschuldnerische Haftung eines Schädigers für den Schaden muss nach der Äquivalenztheorie feststehen, dass der Schaden in seiner konkreten Form ohne die vom Schädiger gesetzte Ursache entfallen würde. Ferner müssen wie üblich die Voraussetzungen der Adäquanztheorie und der Schutzzweckzusammenhang vorliegen.

Daraus ergeben sich die folgenden Fälle der Gesamtschuld:

Mehrere Verursacher haften als Gesamtschuldner, wenn die Beeinträchtigung und damit der Schaden nur durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen herbeigeführt werden konnten. In diesen Fällen entfällt, wenn man sich einen Verursachungsbeitrag wegdenkt, der gesamte Schaden. Die Haftung jedes Schädigers für den gesamten Schaden ergibt sich folglich bereits aus der Anwendung der Äquivalenztheorie.<sup>1475</sup>

Eine gesamtschuldnerische Haftung ist ebenfalls anzunehmen, wenn mehrere Ursachen aufgrund von Synergieeffekten einen Verletzungserfolg und damit einen Schaden hervorrufen, der im Vergleich zur hypothetischen Summierung der Einzelwirkungen erhöht ist.<sup>1476</sup> In diesem Fall entfällt, wenn man eine der Ursachen wegdenkt, der Schaden in seiner konkreten Form, so dass sich die Gesamtschuld ebenfalls aus der Anwendung der Äquivalenztheorie ergibt.<sup>1477</sup> Dies gilt nur für den Anteil des Schadens, der tatsächlich durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen im Vergleich zur hypothetischen Summierung der Einzelschäden erhöht ist. So verlangte der BGH in einem Urteil, in dem es um den Ersatz von Schäden an Häusern (Rissen an Decken und Wänden) ging, die durch Sprengungen in zwei Steinbrüchen hervorgerufen worden sein sollten, die Aufteilung des Schadens in die Anteile der beiden Steinbruchbetreiber einerseits und in den durch ihr Zusammenwirken aufgrund von Synergieeffekten verursachten Anteil andererseits. Nur im Hinblick auf den durch

---

<sup>1473</sup> Vgl. § 840 I BGB; *Müller-Goebel*, 100; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 178 f.

<sup>1474</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 179.

<sup>1475</sup> *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 268 f. (komplementäre Kausalität); *Enders*, 157 (kumulative Kausalität); *Gnaub*, 67 (komplementäre Kausalität); *Hager*, NJW 1991, 134, 139 (kumulative Kausalität); *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. c) S. 658 (kumulative Kausalität); *Lummert/Thiem*, 186; *Lytras*, 409 (notwendig koinzidierende Kausalität); *Müller-Goebel*, 100; *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 133; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 178.

<sup>1476</sup> BGHZ 66, 70, 76; BGHZ 72, 289, 290; *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 274; *Enders*, 162 (progressiv-synergetische Komplementärkausalität); *Lytras*, 409 (kumulativ koinzidierende Kausalität); *Petersen*, 86 (progressive Schadenssteigerung).

<sup>1477</sup> BGHZ 66, 70, 76; *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 274; *Enders*, 162.

das Zusammenwirken verursachten Anteil hafteten beide Betreiber gesamtschuldnerisch.<sup>1478</sup>

Wenn mehrere Ursachen einen Schaden hervorrufen, der insgesamt nicht größer ist als die von den einzelnen Ursachen hypothetisch hervorgerufenen Schäden, ist zu differenzieren. Wenn die Verursachungsbeiträge sich gegenseitig bedingen, also die eine Ursache nur wirksam werden konnte, weil sich vorher bereits die andere Ursache ausgewirkt hatte, sind diese Faktoren nach der Äquivalenztheorie ursächlich für den gesamten Schaden. Die Schädiger haften als Gesamtschuldner.<sup>1479</sup>

Wenn mehrere Ursachen, ohne sich gegenseitig zu bedingen, in ihrem Zusammenwirken einen Schaden herbeigeführt haben, der nicht größer ist als die Summe der Einzelwirkungen, ist rechtlich jeder der Verursacher auch nur für den von ihm verursachten Teil des Schadens verantwortlich. Der Schaden beruht zum Teil auf der einen, zum Teil auf der anderen Ursache, es handelt sich um einen Fall der Teilkausalität. Jeder Verursacher haftet also nur in der Höhe des Teils des Gesamtschadens, den er durch seinen Verursachungsbeitrag hervorgerufen hat.<sup>1480</sup> Wenn, wie häufig bei Umweltschäden, nicht feststeht, in welchem Umfang jeder der möglichen Verursacher den Schaden zu verantworten hat, können die Anteile im Rahmen der haftungsausfüllenden Kausalität auch nach § 287 ZPO geschätzt werden.<sup>1481</sup> Das Gleiche gilt nach weit überwiegender Auffassung auch, wenn neben mehreren bekannten Großverursachern auch viele Kleinstemittenten, wie z.B. Autofahrer im allgemeinen Straßenverkehr, für einen Schaden verantwortlich sind. Eine Haftung der Großverursacher für den gesamten Schaden ist nicht gegeben.<sup>1482</sup> Bei Kleinstemittenten kann al-

---

<sup>1478</sup> BGHZ 66, 70, 76; dazu *von Bar*, KF 1987, 4, 18; *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. c) S. 659; *Müller-Goebel*, 112 (weitergehend soll nach *Müller-Goebel*, 116 ff. unter Berufung auf BGHZ 66, 70, 77 bei Unauflärbarkeit der Schadensanteile aufgrund Zusammenwirkens der Immissionen eine gesamtschuldnerische Haftung aller Schädiger für den gesamten Schaden eingreifen).

<sup>1479</sup> *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 274.

<sup>1480</sup> BGHZ 66, 70, 76; OLG Neustadt VersR 1958, 251, 252 (Eingehen von Bienen aufgrund gespritzter Obstbäume verschiedener Eigentümer); OLG Düsseldorf NJW 1998, 3720 ff. (Fassadenschäden durch Kraftwerksemissionen und andere Faktoren); LG Hamburg MDR 1965, 45, 45 f. (Gemüseschäden durch Schwefeloxydabgase); *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 275; *Enders*, 161; *Larenz/Canaris*, § 82 III 2. S. 580 f., § 85 II 1. c) S. 658; *Lytras*, 402; *MK/Oetker*, § 249 BGB Rn. 130; *Müller-Goebel*, 80 f., 114; *Petersen*, 86 f.; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 373 (für die Aufopferungshaftung); *Schimikowski*, Rn. 28; *Stecher*, 168 f.; anders für einen Spezialfall *Müller-Goebel*, 99, zitiert RG ZfR 73 (1932), 516, 522 (Gesamtschuld im Fall der Haftung nach § 115 II S. 1 BBergG, wenn mehrere Bergunternehmer durch Zusammenwirken einen einheitlichen Bergschaden verursachen, d.h. einen Schaden, der sich nicht in räumlich abgrenzbare Teile zerlegen lässt).

<sup>1481</sup> BGHZ 66, 70, 76; BGHZ 70, 102, 108; BGHZ 101, 106, 113; OLG Neustadt VersR 1958, 251, 252 (Eingehen von Bienen aufgrund gespritzter Obstbäume verschiedener Eigentümer); OLG Düsseldorf NJW 1998, 3720 ff.; LG Hamburg MDR 1965, 45, 46 (Gemüseschäden durch Schwefeldioxydabgase); *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 276; *Enders*, 161; *Landsberg/Lülling*, § 1 UmwHG Rn. 183; *Lytras*, 402; *Medicus*, JZ 1986, 778, 782; *Müller-Goebel*, 114; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 181.

<sup>1482</sup> *Müller-Goebel*, 179 ff. m.w.N.

lerdings zweifelhaft sein, ob ihr Verhalten überhaupt Verkehrssicherungspflichten verletzt und damit rechtswidrig und schuldhaft sein kann.<sup>1483</sup>

Wenn die Verursacher ausnahmsweise als Mittäter oder als Haupttäter und Gehilfe bzw. Anstifter den Verletzungserfolg herbeigeführt haben, haften sie gemäß § 830 I S. 1 BGB bzw. gemäß § 830 II BGB als Gesamtschuldner (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A.II.1), auch wenn die Kausalität nicht im Hinblick auf jeden Mittäter oder Gehilfen feststeht.<sup>1484</sup>

Bei der Haftung nach § 22 WHG wird gemäß § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG eine gesamtschuldnerische Haftung mehrerer möglicher Verursacher angenommen, wenn verschiedene mögliche Ursachen nur zur Mitverursachung der Veränderung der Wasserbeschaffenheit und damit des Schadens geeignet sind.<sup>1485</sup> Auch derjenige, der eine Ursache gesetzt hat, die nur zusammen mit anderen Ursachen den Schaden hervorrufen konnte, haftet folglich nach § 22 I S. 2 WHG als Gesamtschuldner.<sup>1486</sup> Ausgenommen von der gesamtschuldnerischen Haftung bleiben allerdings Verursacher, die nur einen minimalen Beitrag zur Schadensentstehung geleistet haben können.<sup>1487</sup>

Diese Regelung ähnelt der Regelung des § 830 I S. 2 BGB.<sup>1488</sup> Demgegenüber bringt sie jedoch eine zusätzliche Erleichterung für den Geschädigten, da bei § 830 I S. 2 BGB jede Handlung zur vollständigen Verursachung des Schadens geeignet sein muss (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A.II.1), während § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG nur voraussetzt, dass jede der Verhaltensweisen oder Anlagen zur Mitverursachung des Schadens geeignet ist.<sup>1489</sup> Dies ist sinnvoll, weil aufgrund der Vermischung der Schadstoffe im Wasser die Bestimmung, in welchem Maß welcher Schadstoff zur Wasserveränderung beigetragen hat, schwerfällt.<sup>1490</sup> Auf welches Verhalten oder auf welche Anlage die Schadstoffe zurückzuführen sind, ist dagegen leichter festzustellen als bei der Ausbreitung von Emissionen über die Luft.<sup>1491</sup> Die Anwendung des § 830 I S. 2 BGB ist aufgrund der spezielleren Regelung des § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz BGB im Rahmen der Haftung nach § 22 I, II WHG ausgeschlossen.<sup>1492</sup>

---

<sup>1483</sup> *Von Bar*, KF 1987, 4, 17.

<sup>1484</sup> Staudinger/*Belling/Eberl-Borges*, § 830 BGB Rn. 2; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 177, Rn. 183.

<sup>1485</sup> BGHZ 57, 261 ff.; BGHZ 76, 35, 37; *Assmann*, 170; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 73 f.

<sup>1486</sup> BGHZ 57, 257, 261 ff.; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 72.

<sup>1487</sup> BGHZ 57, 257, 262; *Briggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 277.

<sup>1488</sup> Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 74.

<sup>1489</sup> *Balensiefen*, 214; *Flachsbarth*, 257; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 74.

<sup>1490</sup> BGHZ 57, 257, 262; *Czychowski/Reinhardt*, § 22 WHG Rn. 40; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 74.

<sup>1491</sup> Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 74.

<sup>1492</sup> Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 74.

Auch wenn eine Anlage nacheinander mehrere Inhaber hat und sowohl vor als auch nach dem Wechsel der Inhaberschaft von dieser Anlage Verursachungsbeiträge für den Schaden ausgingen, die jeweils nach Art und Umständen zur Mitverursachung des Schadens geeignet waren, haften die Inhaber nach § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG gesamtschuldnerisch.<sup>1493</sup>

## b) Grenzen der Haftung

Umweltschäden werden häufig von vielen Schädigern hervorgerufen, die jeweils einen sehr kleinen, minimalen Beitrag zum Verletzungserfolg leisten (Fall der Summationsschäden). Diese Verursacher haften nicht als Gesamtschuldner. Für die Annahme einer Gesamtschuld ist erforderlich, dass der Beitrag des Verursachers ein so großes Gefahrenpotential besitzt und damit die Verletzungsrisiken und den Schaden so wesentlich steigert, dass eine Zurechnung des gesamten Schadens zu diesem Verursacher gerechtfertigt ist.<sup>1494</sup> Nach dem Schutzzweck der Gesamtschuld soll die Haftung für den gesamten Schaden im angemessenen Verhältnis zu dem von dem Haftenden geschaffenen und im Verletzungserfolg verwirklichten Schadensrisiko stehen.<sup>1495</sup> Angesichts des Missverhältnisses zwischen den hohen Kosten für die Schadensbeseitigung und dem geringen Verursachungsbeitrag kommt eine gesamtschuldnerische Haftung bei minimaler Verursachung nicht in Betracht.<sup>1496</sup> Ein Ausgleich im Innenverhältnis wäre praktisch in solchen Fällen ebenfalls nicht möglich.<sup>1497</sup> In diesem Fall wird daher eine anteilige Haftung der Verursacher angenommen.<sup>1498</sup> Der Anteil jedes Verursachers am Schaden und damit die Höhe des geschuldeten Schadensersatzes kann dann im Rahmen der haftungsausfüllenden Kausalität nach § 287 ZPO geschätzt werden.<sup>1499</sup> Wenn diese Schätzung mangels tatsächlicher Anhaltspunkte nicht möglich ist, kann der Geschädigte seinen Anspruch praktisch nicht durchsetzen.

Mit verschiedenen Begründungen wird auch vertreten, dass Kleinemittenten, deren Beitrag zur Schadensentstehung einen bestimmten Umfang nicht überschreitet, ganz

---

<sup>1493</sup> BGHZ 142, 227, 237 f.; Staudinger/*Kobler*, § 22 WHG Rn. 75.

<sup>1494</sup> Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 179; ähnlich *Lytras*, 408 f.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 146; so auch der BGH bei der Anwendung von § 22 I S. 2 WHG: für die Gesamtschuld ist erforderlich, dass der Gefährdungsbeitrag geeignet war, diesen Schaden, wenn auch unter Hinzutreten weiterer schädigender Maßnahmen, herbeizuführen (BGHZ 57, 257, 262).

<sup>1495</sup> Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 180.

<sup>1496</sup> *Enders*, 167; *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. c) S. 660 f.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 782; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 180 f.; a.A. *Lytras*, 429.

<sup>1497</sup> Z.B. *Enders*, 167 f.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 146; *Medicus*, JZ 1986, 778, 782; a.A. *Lytras*, 429.

<sup>1498</sup> *Enders*, 171 f.; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 181; a.A. *Nawrath*, 203 ff. (für eine Gesamtschuld mit Beschränkung des Auswahlrechts des Gläubigers, der sich zunächst an Großverursacher halten soll).

<sup>1499</sup> BGHZ 66, 70, 76; BGHZ 70, 102, 108; BGHZ 101, 106, 113; Staudinger/*Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 181, Rn. 197.

von der Haftung freigestellt werden sollen.<sup>1500</sup> Daran ist allerdings zu kritisieren, dass so für Umweltschäden, die nur durch Kleinemittenten verursacht werden, niemand haften würde. In anderen Fällen würde ein Schädiger, der einen größeren Verursachungsanteil gesetzt hat, möglicherweise für den gesamten Schaden haften, ohne bei den Kleinemittenten einen Ausgleich im Innenverhältnis verlangen zu können. Angesichts der Tatsache, dass auch eine Vielzahl von kleineren Verursachungsbeiträgen erhebliche Umweltschäden verursachen kann und für solche Umweltschäden auch keine kollektive Entschädigungslösung besteht, ist eine vollständige Entlastung von Kleinverursachern nicht angebracht.<sup>1501</sup>

### c) Weitere Vorschläge für Gesamtschuld oder Teilschuld

Auch für den Fall, dass die Mitursächlichkeit eines bestimmten Beitrags für den Verletzungserfolg und die daraus folgende Schadensentstehung nicht feststeht oder die Mitursächlichkeit zwar feststeht, aber kein Fall der Gesamtschuld vorliegt und eine Schadensschätzung nach § 287 ZPO nicht möglich ist, werden Möglichkeiten der Zurechnung des Verletzungserfolgs und des Schadens zu der in Frage kommenden Ursache erwogen.

Hin und wieder wird eine *pollution share liability* (Emissionsanteilshaftung) ähnlich der für die Produkthaftung entwickelten *market share liability* (Marktanteilshaftung) des amerikanischen Rechts erwogen. Wenn es verschiedene Emittenten in einem bestimmten Bereich gibt, deren Emissionen für ein im Vergleich zu anderen Gebieten erhöhtes Krankheitsrisiko ursächlich sind, soll jeder der Emittenten für den daraus entstehenden Schaden entsprechend seines Anteils an der Risikoerhöhung, z.B. in Höhe seines Anteils an den Emissionen, haften.<sup>1502</sup> Aus dem amerikanischen Rechtskreis stammt ebenfalls die Haftung nach der statistischen Risikoerhöhung, die auch mit der *pollution share liability* kombiniert werden kann. Wenn sich das Risiko bestimmter Schäden in einer Gegend durch Umwelteinwirkungen um einen bestimmten Prozentsatz erhöht, z.B. eine bestimmte Krankheit vermehrt auftritt, aber nicht sicher ist, welche der Personen durch die Umwelteinwirkungen, welche durch sonstige Faktoren erkrankt sind, haftet der Verursacher der Umwelteinwirkungen gegenüber allen Erkrankten für einen der Höhe der Risikosteigerung entsprechenden Pro-

---

<sup>1500</sup> Hager, NJW 1986, 1961, 1969 (Freistellung rechtspolitisch erwünscht); Rebbinder, NuR 1989, 149, 159 (bei Emissionen im sozialadäquaten Bereich); ähnlich (keine Kausalität erkennbar bei minimalen Beiträgen) von Bar, KF 1987, 4, 17; Salje/Peter/Salje, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 130; Schwabe, VersR 1995, 371, 374; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 157, Rn. 198; a.A. Enders, 168 f.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 146; Staudinger Einl. UmwHR Rn. 189.

<sup>1501</sup> Enders, 169, ähnlich Marburger, UTR 2 (1987), 109, 146.

<sup>1502</sup> Darstellung durch Hager, NJW 1986, 1961, 1967; Hager, ZEuP 1997, 9, 24; Reiter, 125 ff.; Seyfert, 204 ff.; Wiese, 112 ff.; zustimmend Bodenvig, AcP 185, 505 ff. 531 ff.; Seyfert, 237 ff. (Rechtsfortbildung auf Basis der §§ 830 I S. 2, 840 I BGB); Wiese, 157 ff.; dahin tendierend Schwabe, VersR 1995, 371, 375; kritisch Adams, ZZP 99 (1986), 129, 156 ff. (dahin tendierend in übersichtlichen Fällen, insbesondere durch Vergleichsabschluss, ablehnend bei der Schädigung Vieler, evtl. durch mehrere Verursacher); Reiter, 126 ff.

zentsatz des Schadens.<sup>1503</sup> Solche Lösungen führen zum teilweisen Verzicht auf das Erfordernis der haftungsbegründenden Kausalität. Für die Haftung reicht eine bloß mögliche Verursachung bestimmter Verletzungserfolge aus. Dies widerspricht dem Verursacherprinzip des Umweltrechts und führt zu einer dem deutschen zivilrechtlichen Haftungsrecht fremden Haftung für den bloßen Verdacht einer Schädigung.<sup>1504</sup> Nicht die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts stünde im Vordergrund, da Schadensersatzleistungen an den Einzelnen sehr gering wären,<sup>1505</sup> sondern die Haftung käme fast einer Privatstrafe gleich.<sup>1506</sup> Zudem wäre die praktische Umsetzung solcher Lösungen angesichts der Verschiedenartigkeit und Vielzahl schadensauslösender Faktoren im Umwelthaftungsrecht schwierig.<sup>1507</sup>

Eine weitere Möglichkeit bei unaufklärbarer Teilschadensverursachung, wenn auch die Schätzung der Verursachungsanteile nach § 287 I S. 1 ZPO nicht möglich ist, wäre die Haftung nach Kopfteilen aller Verursacher.<sup>1508</sup> Gegen diese Lösung spricht jedoch, dass nur sehr schwer festzustellen ist, wer in die Haftung nach Kopfteilen einbezogen werden soll. Personen, die nur einen sehr geringen Beitrag zur Entstehung des Verletzungserfolgs geleistet oder nur in sehr großer Entfernung zum Eintrittsort gehandelt haben können, müssten von der Haftung freigestellt werden. Sehr zweifelhaft ist aber, wo diese Grenzen zu ziehen wären. Von der Anzahl der Haftenden hängt aber bei diesem Modell entscheidend der Haftungsumfang ab. Dieser wäre folglich nur sehr schwer zu bestimmen. Ferner müsste weiterhin der Geschädigte die Anspruchsgegner ausfindig machen.<sup>1509</sup>

Außerdem wird vertreten, dass für die Haftung ausreichen soll, wenn eine Verkehrssicherungspflichtverletzung des Anspruchsgegners vorliegt, die darin besteht, dass er trotz für ihn erkennbarer Umwelteinwirkungen weiterhin solche Emissionen verursacht und damit nicht die Tatsache beachtet hat, dass schon geringfügige Emissionen

---

<sup>1503</sup> Darstellung durch *Gottwald*, KF 1986, 3, 27; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1967; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 24 f.; *Reiter*, 129; *Seyfert*, 105 ff.; zustimmend *Köndgen*, UPR 1983, 345, 347; *Medicus*, JZ 1986, 778, 781 (bei einer großen Zahl von Geschädigten, da sich die individuellen Unterschiede in diesem Fall aufheben); *Seyfert*, 110 ff.; eher kritisch *Adams*, ZZZ 99 (1986), 129, 156 ff.

<sup>1504</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 149; dagegen auch *von Bar*, KF 4, 16; *Diederichsen*, 56. DJT, L 89; *Enders*, 148 f.; *Gottwald*, KF 1986, 3, 28; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1967; *Lytras*, 438 ff.; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 147; kritisch auch *Adams*, ZZZ 99 (1986), 129, 156 ff.; *Assmann*, 165, 172 f. (schlägt allerdings Heranziehung des *pollution share* im Rahmen der Schadensschätzung nach § 287 ZPO vor); *Reiter*, 127 ff.

<sup>1505</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 89.

<sup>1506</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 347; *Reiter*, 130.

<sup>1507</sup> Näher dazu *Reiter*, 128.

<sup>1508</sup> *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 278 f. (im Spezialfall der Haftung mehrerer Großemittenten, deren Schadensanteil insgesamt nach § 287 ZPO schätzbar ist); *Gottwald*, KF 1986, 3, 23; *Lytras*, 420 f.

<sup>1509</sup> *Müller-Goebel*, 163 f.

ein Ökosystem nachhaltig schädigen können. Jeder, der so zur Schadensentstehung beigetragen hat, soll gesamtschuldnerisch haften.<sup>1510</sup>

Die Anwendung des § 830 I S. 2 BGB könnte zu einer gesamtschuldnerischen Haftung der potentiellen Verursacher nach § 840 I BGB führen. Voraussetzung ist hier, dass jede der Verursachungshandlungen den gesamten Verletzungserfolg und damit den gesamten Schaden verursacht haben könnte (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A.II.1). Danach hilft § 830 I S. 2 BGB nach herkömmlichem Verständnis nicht bei der Schadenszurechnung, wenn jede der in Frage kommenden Ursachen den Schaden nur zum Teil hervorgerufen haben kann.<sup>1511</sup> Daran fehlt es im Bereich der Umwelthaftung häufig.<sup>1512</sup>

Auch die unmittelbare Anwendung des § 840 I BGB hilft hier nicht weiter. Dafür wäre Voraussetzung, dass bereits mehrere dem Grunde nach haften. Dies ist hier aber gerade unklar.<sup>1513</sup>

Ausgehend von der Regelung des § 22 I S. 2 WHG,<sup>1514</sup> der eine gesamtschuldnerische Haftung aller möglichen Verursacher bejaht, wenn verschiedene mögliche Ursachen nur zur Mitverursachung der Veränderung der Wasserbeschaffenheit und damit des Schadens geeignet sind (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A.II.2.a),<sup>1515</sup> wird eine erweiterte Anwendung des § 830 I S. 2 BGB oder jedenfalls die erleichterte Annahme der gesamtschuldnerischen Haftung ähnlich wie bei § 830 I S. 2 BGB erwogen.<sup>1516</sup>

---

<sup>1510</sup> *Köndgen*, UPR 1983, 345, 354 f.; ähnlich *Diederichsen*, 56. DJT, L 91 (Haftungsgemeinschaft bei der Abgabe von Schadstoffen, die sich mit anderen Schadstoffen in Wasser oder Luft vermischen); dazu kritisch *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 146 f.

<sup>1511</sup> Z.B. *Assmann*, 169; *Hager*, NJW 1991, 134, 139 f.; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 375; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 184.

<sup>1512</sup> Z.B. OLG Neustadt VersR 1958, 251, 252; *Assmann*, 169; *Müller-Goebel*, 94.

<sup>1513</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 185.

<sup>1514</sup> Z.B. *Enders*, 165 ff.; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1969; *Hager*, NJW 1991, 134, 140; *Marburger*, 56. DJT, C 124.

<sup>1515</sup> *Staudinger/Kobler*, § 22 WHG Rn. 74 m.w.N.

<sup>1516</sup> OLG Düsseldorf MDR 1984, 400, 401; *Baumann*, JuS 1989, 433, 438; *Diederichsen/Scholz*, WiVerw 1984, 23, 38; *Enders*, 165; *Gmehling*, 215 ff.; *Gnaub*, 71; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1969; *Hager*, NJW 1991, 134, 140; *Kloepfer*, § 6 Rn. 136 f.; *von der Heide*, 187 f.; *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. c) S. 659 f.; *Marburger*, 56. DJT, C 124; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 144; *Müller-Goebel*, 167 ff.; *Petersen*, 88; *Steffen*, NJW 1990, 1817, 1821; ausführliche Diskussion dieses Vorschlags: *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 185 ff.; ähnlich *Diederichsen*, 56. DJT, L 92 f. (Haftungsgemeinschaften bei Summationsschäden aufgrund spezifischer Schadstoffe mit gesamtschuldnerischer Haftung, Erweiterung des § 830 I S. 2 BGB allenfalls bei möglichem Binnenausgleich); *Klimeck*, 172 ff. (für die Haftung nach § 1 UmwHG, Gesamtschuld aufgrund des Gedankens der Gefahrengemeinschaft bei bestimmtem Schädigerkreis und wesentlichen Emissionen auch bei vermuteter Kausalität); *Rehbinder*, NuR 1989, 145, 160 f. (Gesamtschuld aufgrund des Gedankens der Situationsmitbelastung aus der Zugehörigkeit der emittierenden Grundstücke zu einem Raum bei wesentlichen Emissionen wäre sinnvoll, da mit der Entstehung von Schäden durch das Zusammenwirken der Emissionen zu rechnen ist); § 120 S. 2 UGB-AT; § 177 S. 2 UGB-KomE (Gesamtschuld aller, die eine wesentliche Bedingung für den Eintritt der Schadens gesetzt haben, wenn sich die Verursachungsanteile nicht bestimmen lassen).

Danach soll eine gesamtschuldnerische Haftung auch dann vorliegen, wenn der jeweilige Verursacher den Schaden oder Teilschaden, um dessen Ersatz es geht, nicht allein hervorgerufen haben kann.<sup>1517</sup> Dafür werden verschiedene weitere Voraussetzungen aufgestellt. Häufig wird verlangt, dass der Anspruchsgegner zu der Entstehung des Schadens beigetragen hat.<sup>1518</sup> Oft wird ein gewisses Gewicht des jeweiligen Verursachungsbeitrags,<sup>1519</sup> eine bestimmte räumliche Nähe der emittierenden Grundstücke zueinander<sup>1520</sup> oder, eventuell zusätzlich, eine überschaubare Zahl von in Frage kommenden Verursachern gefordert, so dass der Innenausgleich gesichert ist.<sup>1521</sup>

Meist wird dem Anspruchsgegner jedoch zugestanden, dass er sich gemäß § 287 ZPO von der gesamtschuldnerischen Haftung befreien kann, indem er Anhaltspunkte dafür vorbringt, dass sein Beitrag nur für einen bestimmten Teil des Schadens ursächlich geworden ist, und so eine Schätzung seines Anteils ermöglicht.<sup>1522</sup> Weiter kann der Anspruchsgegner den Beweis erbringen, dass seine Emission, insbesondere wegen Einhaltung der Emissionswerte, den Verletzungserfolg nicht verursacht haben kann.<sup>1523</sup> Für Kleinemittenten, die nur einen minimalen Beitrag zur Schadensentstehung leisten, soll der Vorschlag nicht gelten.<sup>1524</sup>

---

<sup>1517</sup> Z.B. OLG Düsseldorf MDR 1984, 400, 401; *Baumann*, JuS 1989, 433, 438; *Enders*, 165; *Gmebling*, 215 ff. (Nachweis einer rechtswidrigen und schuldhaften Handlung erforderlich, Herausnahme der Kleinemittenten); *Gnaub*, 71; *Kloepfer*, § 6 Rn. 136 f.; *Larenz/Canaris*, § 85 II 1. c) S. 659 f.; *Marburger*, 56. DJT, C 124; *Müller-Goebel*, 167 ff.; *Petersen*, 88; *Steffen*, NJW 1990, 1817, 1821; ähnlich *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 144; *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 136; *Stecher*, 303 ff.; a.A. BGHZ 66, 70, 76; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 181.

<sup>1518</sup> *Enders*, 165; *Gnaub*, 71; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1969; *Müller-Goebel*, 167 ff.; a.A. (Möglichkeit der Mitverursachung reicht) z.B. *Enders*, 165 (generelle Eignung zur Schadensverursachung zumindest zum Teil reicht); für eine generelle Beweislastumkehr in Bezug auf die Kausalität bei Umweltschäden nach § 830 I S. 2 BGB analog auch *MK/Oetker*, § 249 Rn. 132.

<sup>1519</sup> Z.B. *Hager*, NJW 1986, 1961, 1969; *Hager*, NJW 1991, 134, 140 (Emissionen des Anspruchsgegners müssen aufgrund des erhöhten Risikos einen wesentlichen Schadensfaktor darstellen); *Müller-Goebel*, 167 ff. (Anspruchsgegner muss nach der örtlichen Lage der Emissionsquelle mit einem erheblichen Anteil in Betracht kommen); *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 160 (keine Kleinemissionen); *Reiter*, 117 (wesentliche Emission); *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 136 (nur substantiell beitragende Großschädiger und bei der Gefährdungshaftung nur vergleichbar gefährliche Verhaltensweisen); § 120 S. 2 UGB-AT; § 177 S. 2 UGB-KomE (wesentliche Bedingung für den Eintritt des Schadens).

<sup>1520</sup> *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 160.

<sup>1521</sup> Z.B. *Gnaub*, 71; *Hager*, NJW 1991, 134, 140; *Marburger*, 56. DJT, C 124; *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 144 (nur bestimmte gewerbliche Emittenten kommen als Schadensverursacher in Frage).

<sup>1522</sup> *Müller-Goebel*, 167 ff.

<sup>1523</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 144; ähnlich *Hager*, NJW 1986, 1961, 1969 (Emittent muss Irrelevanz seiner Immissionen beweisen).

<sup>1524</sup> So ausdrücklich z.B. *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 160 f.

Eine solche Ausweitung des Anwendungsbereichs des § 830 I S. 2 BGB wird jedoch überwiegend abgelehnt.<sup>1525</sup> Auch die Rechtsprechung hat sich den Forderungen nach Ausweitung nicht angeschlossen.<sup>1526</sup>

Insbesondere spricht der Normzweck des § 830 I S. 2 BGB gegen eine solche Ausweitung. § 830 I S. 2 BGB soll Beweisschwierigkeiten des Anspruchstellers überwinden helfen. Der potentielle Verursacher soll so haften, als wenn der behauptete Kausalzusammenhang tatsächlich bestünde.<sup>1527</sup> Die Anwendung des § 830 I S. 2 BGB führt zur gesamtschuldnerischen Haftung jedes der in Frage kommenden Verursacher.

Wenn die einzelne Ursache nur zur Mitverursachung des Schadens geeignet war und der Umfang des Verursachungsbeitrags nicht feststeht, ist unsicher, ob dem einzelnen Verursachungsbeitrag ein die Gesamtschuld begründendes Gewicht zukommt. Viele Verursachungsbeiträge werden nicht den erforderlichen Umfang aufweisen. Wenn man den behaupteten Kausalzusammenhang unter Anwendung des § 830 I S. 2 BGB als gegeben ansieht, haftet der jeweilige Verursacher dennoch auf den Gesamtschaden. Der Anspruchsteller wird also bessergestellt, als wenn der behauptete Kausalzusammenhang mit Sicherheit vorläge. Dieses Ergebnis ist mit Sinn und Zweck des § 830 I S. 2 BGB nicht zu vereinbaren.<sup>1528</sup> Es führt zur übermäßigen Belastung von Personen, die nicht einmal möglicherweise den gesamten Schaden verursacht haben.<sup>1529</sup>

Ferner kann man Sonderregeln der Umweltgefährdungshaftung wie § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG nicht auf andere Anspruchsgrundlagen übertragen.<sup>1530</sup> Bei der Haftung nach § 22 I, II WHG ist der Kreis der Verursacher aufgrund des den Schaden vermittelnden Umweltmediums Wasser meist überschaubar und abgrenzbar, so dass die Verursachungsbeiträge ermittelbar sind und ein angemessener Innenausgleich unter den Gesamtschuldnern durchgeführt werden kann.<sup>1531</sup> Besonders häufig entstehen Umweltschäden jedoch durch über die Luft übertragene Emissionen. In diesen praktisch sehr bedeutsamen Fällen ist meist kein abgrenzbarer Kreis möglicher Verursacher vorhanden.<sup>1532</sup> Ein angemessener Innenausgleich kann häufig nicht durchgeführt werden. Schon im Bereich der Umweltgefährdungshaftung wurde daher die Regelung des § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG nicht verallge-

---

<sup>1525</sup> Z.B. *Assmann*, 169; *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, 272 f.; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 354; *Lytras*, 406 ff.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 785; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 186 ff. m.w.N.

<sup>1526</sup> BGHZ 66, 70, 76; BGHZ 101, 106, 108 ff.; OLG Neustadt VersR 1958, 251, 252.

<sup>1527</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 195.

<sup>1528</sup> *Assmann*, 169; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 196.

<sup>1529</sup> *Assmann*, 169; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 354; *Lytras*, 406 ff.; *Medicus*, JZ 1986, 778, 785.

<sup>1530</sup> Z.B. *Balensiefen*, 164; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 187.

<sup>1531</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 188.

<sup>1532</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 188.

meinert.<sup>1533</sup> Dass § 830 I S. 2 BGB ausdrücklich nur Fälle regelt, in denen jeder Schadensbeitrag für den gesamten Schaden ursächlich sein kann, sollte durch die erweiterte Anwendung der Sonderregel des § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG nicht unterlaufen werden.<sup>1534</sup>

## B. Prozessuale Aspekte

Der Beweis der Voraussetzungen von Kausalität und Zurechnung ist eines der Hauptprobleme des Geschädigten im Bereich der Umwelthaftung.<sup>1535</sup> Besondere Probleme treten hier ebenfalls bei der haftungsbegründenden Kausalität auf.

### I. Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis

Zunächst sind die grundsätzlichen Anforderungen an den Beweis der Voraussetzungen von Kausalität und Zurechnung darzulegen. Hier geht es um die Frage, wer die Beweislast trägt, sowie um die Anforderungen an das Beweismaß.

#### 1. Beweislast

Die Beweislast bestimmt, zu wessen Lasten sich im Prozess auswirkt, wenn das Gericht im Prozess weder vom Vorliegen noch vom Nichtvorliegen einer entscheidungserheblichen streitigen Tatsache überzeugt ist. Derjenige, zu dessen Nachteil sich diese sogenannte „non liquet“-Situation auswirkt, trägt die Beweislast.<sup>1536</sup> Dabei gilt die Grundregel, dass den Anspruchsteller die Beweislast für das Vorliegen der Tatsachen trifft, welche die rechtsbegründenden Merkmale des Tatbestands ausfüllen, während der Anspruchsgegner die Beweislast für die Tatsachen trägt, deren Vorliegen Voraussetzung für das Eingreifen der rechtsvernichtenden, rechtshindernden und rechtshemmenden Merkmale des Tatbestands ist.<sup>1537</sup> Die Beweislast für Tatsachen hat folglich immer diejenige Partei im Prozess, für die das Vorliegen dieser Tatsachen günstig wäre. Nach dieser Grundregel muss der Anspruchsteller, der im Prozess den Ersatz von Umweltschäden erreichen möchte, die Tatsachen beweisen, die für die Annahme des haftungsbegründenden und des haftungsausfüllenden Kausalzusammenhangs erforderlich sind.<sup>1538</sup>

Grundsätzlich muss die beweisbelastete Partei zunächst die Tatsachen, auf die sie ihren Anspruch oder die Verteidigung dagegen stützt, substantiiert darlegen. Diese Darlegungslast fällt meist mit der Beweislast zusammen.<sup>1539</sup> Hier ist allgemein und im

---

<sup>1533</sup> *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 32 GenTG Rn. 31 ff. (im Rahmen des § 32 GenTG muss der Geschädigte grundsätzlich den vollen Beweis der Kausalität erbringen, § 830 I S. 2 BGB wird fallweise angewandt); *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 187 (keine Vorschrift dieser Art im UmwHG).

<sup>1534</sup> *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 187.

<sup>1535</sup> BGHZ 92, 143 ff.; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 23; *Marburger*, 56. DJT, C 123; *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 1.

<sup>1536</sup> *Zöller/Greger*, Vor § 284 ZPO Rn. 15.

<sup>1537</sup> *Zöller/Greger*, Vor § 284 ZPO Rn. 17a.

<sup>1538</sup> *Assmann*, 157 f.

<sup>1539</sup> *Musielak*, § 286 ZPO Rn. 33.

Besonderen auch im Umwelthaftungsrecht anerkannt, dass an diese Darlegungslast keine unzumutbaren Anforderungen gestellt werden dürfen, wenn die Partei keine Kenntnis von den darzulegenden Betriebsabläufen und naturwissenschaftlichen Zusammenhängen zwischen einem schädigenden Ereignis und einer Rechtsgutsverletzung haben und diesbezüglich nur Vermutungen aufstellen kann.<sup>1540</sup>

## 2. Beweismaß

Das Beweismaß richtet sich grundsätzlich nach § 286 I S. 1 ZPO. Danach hat das Gericht unter Berücksichtigung des gesamten Inhalts der Verhandlungen und des Ergebnisses einer etwaigen Beweisaufnahme nach freier Überzeugung zu entscheiden, ob eine tatsächliche Behauptung für wahr oder nicht wahr zu erachten ist (Grundsatz der freien Beweiswürdigung).

Dieses Beweismaß beschreibt das Kriterium, das der Richter im Rahmen der freien Beweiswürdigung nach § 286 I S. 1 ZPO anlegt, um eine Tatsachenbehauptung als erwiesen anzusehen.<sup>1541</sup> Im Umwelthaftungsrecht ist, wie im sonstigen Zivilrecht, für diesen Beweis grundsätzlich erforderlich, dass der Richter von der Wahrheit einer tatsächlichen Behauptung überzeugt ist.<sup>1542</sup>

Gefordert ist hier nach der herrschenden subjektiven Beweismaßtheorie die subjektive Überzeugung des Richters von der Wahrheit einer Tatsachenbehauptung.<sup>1543</sup> Der Richter darf sich nicht mit der bloßen Wahrscheinlichkeit begnügen.<sup>1544</sup> Aufgrund der begrenzten menschlichen Erkenntnisfähigkeit kann aber auch nicht die absolute Gewissheit des Richters gefordert werden.<sup>1545</sup> Die Rechtsprechung verwendet hier folgende Formulierung: „Der Richter muss sich mit einem für das praktische Leben brauchbaren Grad an Gewissheit begnügen, der Zweifeln Schweigen gebietet, ohne sie auszuschließen.“<sup>1546</sup> Entscheidend ist nicht die subjektive Überzeugung des einzelnen Richters von der Wahrheit, die je nach Persönlichkeit und Stimmung unterschiedliche Voraussetzungen haben könnte, sondern die Überzeugung eines vernünftigen, die Lebensverhältnisse klar überschauenden Menschen.<sup>1547</sup> Im Bereich der Umwelthaftung könnte der Beweis der Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität z.B. als erbracht angesehen werden, wenn eine feststehende, vom Anspruchsgegner ausgehende Umwelteinwirkung grundsätzlich geeignet ist, den geltend

---

<sup>1540</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2749.

<sup>1541</sup> Zöller/Greger, § 286 ZPO Rn. 17.

<sup>1542</sup> OLG Rostock NJW 2006, 3650, 3651; Baumbach/Lauterbach/Hartmann, § 286 ZPO Rn. 16; Enders, 149; Zöller/Greger, § 286 ZPO Rn. 18; anders Lytras, 347 ff. (Richter bestimmt das erforderliche Beweismaß nach freier Überzeugung selbst).

<sup>1543</sup> BGHZ 53, 245, 256; Baumbach/Lauterbach/Hartmann, § 286 ZPO Rn. 16; Maassen, 23; Zöller/Greger, § 286 ZPO Rn. 18.

<sup>1544</sup> BGHZ 53, 245, 256.

<sup>1545</sup> BGHZ 53, 245, 255; BGH NJW 1993, 935, 937; Zöller/Greger, § 286 ZPO Rn. 19.

<sup>1546</sup> BGHZ 53, 245, 256; BGHZ 61, 165, 169; BGH NJW 1993, 935, 937; BGH NJW 2000, 953, 954.

<sup>1547</sup> Leipold, 8; Thomas/Putzo/Reichold, § 286 ZPO Rn. 2.

gemachten Verletzungserfolg zu verursachen, und andere Ursachen ausscheiden, auch wenn der genaue Ursachenverlauf nicht aufgeklärt werden kann.<sup>1548</sup>

Von diesem Beweismaß sind nach § 287 I ZPO bestimmte Umstände ausgenommen. Danach entscheidet das Gericht unter Würdigung aller Umstände nach freier Überzeugung, wenn unter den Parteien streitig ist, ob ein Schaden entstanden ist und wie hoch sich der Schaden oder ein zu ersetzendes Interesse beläuft. Diese Vorschrift ist auf die Feststellung der Höhe von Schadensersatzansprüchen und auf den Nachweis der haftungsausfüllenden Kausalität, also der Kausalität zwischen Verletzungserfolg bzw. erstem Vermögensschaden und weiterem Schaden, anwendbar.<sup>1549</sup> Diese Vorschrift greift folglich auch bei der Bestimmung der Schadensanteile ein, wenn mehrere Schädiger jeweils einen Teil des Schadens verursacht haben.<sup>1550</sup> Dagegen gehört die haftungsbegründende Kausalität, d. h. die Kausalität zwischen dem Verhalten des Schädigers und dem Verletzungserfolg bzw. ersten Vermögensschaden, wie der gesamte Haftungsgrund zu den nach § 286 I S. 1 ZPO zu beweisenden Umständen.<sup>1551</sup> Ausreichend ist aber der Beweis, dass überhaupt ein Verletzungserfolg vorliegt, die Einzelheiten und das Ausmaß der Verletzung müssen nicht nach § 286 I S. 1 ZPO bewiesen, sondern können nach § 287 I S. 1 ZPO geschätzt werden.<sup>1552</sup>

Die Anforderungen an das Beweismaß sind im Anwendungsbereich des § 287 I S. 1 ZPO geringer als nach § 286 I S. 1 ZPO.<sup>1553</sup> Das Gericht entscheidet unter Würdigung aller Umstände nach freier Überzeugung (§ 287 I S. 1 ZPO). Es ist nicht zur Durchführung einer Beweisaufnahme verpflichtet (§ 287 I S. 2 ZPO). Der Anspruchsteller muss dem Gericht Tatsachen vortragen, die eine Schadensschätzung ermöglichen.<sup>1554</sup> Lücken und Unklarheiten im Vortrag muss das Gericht dabei selbst unter Anwendung der ihm vorliegenden Anhaltspunkte überbrücken.<sup>1555</sup> Bei der Feststellung der haftungsausfüllenden Kausalität kann das Gericht aber auch nach § 287 I S. 1 ZPO nicht einen bestimmten Kausalverlauf feststellen, wenn für diesen Verlauf nicht eine höhere oder sogar deutlich höhere Wahrscheinlichkeit spricht als für andere Sachverhaltsalternativen.<sup>1556</sup> Im Anwendungsbereich des § 287 I S. 1 ZPO wird das Beweismaß damit auf den Beweis der überwiegenden Wahrscheinlichkeit

---

<sup>1548</sup> *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, 141; ähnlich *von Bar*, KF 1987, 4, 16 mit Beispielen.

<sup>1549</sup> BGH NJW 1992, 3298, 3299; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 954; *Müller*, VersR 1998, 1181, 1183 f.; *von der Heide*, 178 ff.; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 234 m.w.N. aus der umwelthafungsrechtlichen Literatur; *Zöller/Greger*, § 287 ZPO Rn. 1, Rn. 3 m.w.N.

<sup>1550</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 234.

<sup>1551</sup> BGH NJW 2004, 777, 778; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 949; *Müller*, VersR 1998, 1181, 1183; *Müller-Goebel*, 105 ff. (z.T. differenzierend mit Rechtsprechungsnachweisen); *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 234; *Zöller/Greger*, § 287 ZPO Rn. 3.

<sup>1552</sup> BGH NJW-RR 1992, 202, 203; *Müller-Goebel*, 108.

<sup>1553</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 954; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379.

<sup>1554</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 954; *Müller-Goebel*, 109 f.; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379.

<sup>1555</sup> BGH NJW-RR 1992, 202, 203; *Müller-Goebel*, 109 f.

<sup>1556</sup> BGH NJW 1972, 1515, 1517; BGH NJW 2004, 777, 778; *Sautter*, 58; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379.

herabgesetzt.<sup>1557</sup> Beim Ersatz von Umweltschäden kommt § 287 I S. 1 ZPO besonders häufig zur Anwendung, wenn mehrere einen Beitrag zur Schadensentstehung geleistet haben, aber kein Fall der Gesamtschuld vorliegt (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A.II). Bei mehreren Teilschuldern, die jeweils einen im Umfang nicht eindeutig feststellbaren Beitrag zur Schadensentstehung geleistet haben, schätzt das Gericht den prozentualen Verursachungsbeitrag jedes Schädigers.<sup>1558</sup>

## II. Möglichkeiten der Beweiserleichterung

Aufgrund der Beweisprobleme im Umwelthaftungsrecht wurden von Gesetzgeber, Rechtsprechung und Literatur verschiedene Möglichkeiten der Beweiserleichterung entwickelt.

Relevant für den Bereich der Haftung für Umweltschäden sind einerseits gesetzliche Vermutungen, die der Gesetzgeber bei verschiedenen Tatbeständen der Gefährdungshaftung eingeführt hat. Andererseits hat die Rechtsprechung eine Möglichkeit der Beweiserleichterung entwickelt, die bis zur Beweislastumkehr gehen kann und die für die Delikts-, Aufopferungs- und Gefährdungshaftung gilt. Weiter kann die Rechtsposition des Geschädigten durch die Anwendung der Grundsätze des Anscheinsbeweises und des § 287 I S. 1 ZPO verbessert werden. Daneben wird eine Reduzierung des Beweismaßes erwogen. Die Beweisposition des Geschädigten verbessert sich zudem über die Einführung von Auskunftsansprüchen bei bestimmten Tatbeständen der Gefährdungshaftung.

### 1. Gesetzliche Vermutungen

Im Bereich der Gefährdungshaftung hat der Gesetzgeber einige gesetzliche Kausalitätsvermutungen geschaffen.

#### a) § 6 I S. 1 UmwHG

§§ 6 I S. 1 UmwHG beinhaltet eine widerlegbare gesetzliche Kausalitätsvermutung zugunsten des Anspruchstellers.<sup>1559</sup> Diese Beweislastregel<sup>1560</sup> bezieht sich auf die haftungsbegründende Kausalität zwischen der von der Anlage ausgehenden Umwelteinwirkung und der Verletzung von Körper, Gesundheit oder Leben bzw. der Sachbeschädigung, denn nur in diesem Bereich stellen sich die umweltspezifischen Beweisprobleme (s.o. Teil 1, C.I).<sup>1561</sup>

---

<sup>1557</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 954; *Müller-Goebel*, 108 f.; Staudinger Einl. UmwHR Rn. 234.

<sup>1558</sup> BGHZ 66, 70, 76; BGHZ 70, 102, 108; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379.

<sup>1559</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2750; *Engelhardt*, 242 ff.; *Petersen*, 64 ff.; Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 1, Rn. 28; *Stecher*, 107, 220 ff. (ausführlich); nach a.A. handelt es sich um eine Mischung aus Beweislastumkehr und Anscheinsbeweis, eine Beteiligungsvermutung oder eine untergeordnete beweismaßmindernde Vorschrift, zu der Vorschrift näher *Hager*, NJW 1991, 134, 137 ff.

<sup>1560</sup> *Enders*, 142 f.; *Engelhardt*, 243; Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 4; *Stecher*, 106.

<sup>1561</sup> *Reiter*, 101 m.w.N.; *Sautter*, 117.

Ziel der Kausalitätsvermutung nach §§ 6 I S. 1 UmwHG ist die Verteilung der Beweislast danach, welche Sphären, d.h. welche Gefahrbereiche, für Anspruchsteller und Anspruchsgegner beherrschbar und aufklärbar sind.<sup>1562</sup> So sollen die Beweisprobleme des Geschädigten erleichtert werden.<sup>1563</sup> Zudem soll insbesondere § 6 II-IV UmwHG Anreize für den Anlageninhaber schaffen, damit dieser die Anlage bestimmungsgemäß betreibt und den Betrieb der Anlage dokumentiert.<sup>1564</sup>

Wenn die Kausalitätsvermutung nach §§ 6 I S. 1 UmwHG, z.B. wegen § 6 II S. 1 UmwHG oder wegen § 7 I, II UmwHG, nicht eingreift, muss der Geschädigte das Vorliegen des Kausalzusammenhangs zwischen Anlage und Rechtsgutsverletzung auch im Rahmen des Anspruchs nach § 1 UmwHG nach den allgemeinen, auch für sonstige Anspruchsgrundlagen geltenden Beweisgrundsätzen beweisen.<sup>1565</sup>

### aa) Eignung zur Schadensverursachung

Gemäß § 6 I S. 1 UmwHG ist für das Eingreifen der Vermutung erforderlich, dass eine Anlage im Sinne des Anhangs 1 von § 1 UmwHG<sup>1566</sup> nach den Gegebenheiten des Einzelfalles geeignet ist, den entstandenen Schaden zu verursachen. Nach § 6 I S. 1, S. 2 UmwHG wird dafür eine konkrete Eignung der Anlage zur Schadensverursachung verlangt. Nach der gesamten Situation muss das Bestehen eines Ursachenzusammenhangs zwischen der Anlage, einer bestimmten Umwelteinwirkung und dem daraus entstehenden Verletzungserfolg nach § 1 UmwHG im gegebenen Einzelfall wahrscheinlich sein.<sup>1567</sup>

Die konkrete Eignung ergibt sich nach § 6 I S. 2 UmwHG aus den dort beispielhaft aufgezählten Umständen sowie aus allen sonstigen Gegebenheiten, die im Einzelfall für oder gegen die Schadensverursachung sprechen.<sup>1568</sup> Beispielhaft aufgezählt werden der Betriebsablauf, die verwendeten Einrichtungen (anlagenbezogene Gegebenheiten), Art und Konzentration der eingesetzten und freigesetzten Stoffe, meteorologische Gegebenheiten (umweltmedienbezogene Gegebenheiten), Zeit und Ort des Schadenseintritts und Schadensbild (schadensbezogene Gegebenheiten).

Der Anspruchsteller trägt die Beweislast für das Vorliegen der tatsächlichen Voraussetzungen dieser gesetzlichen Vermutung. Folglich muss er den Beweis erbringen, dass die Anlage in dem konkreten Einzelfall geeignet war, durch ihre Umwelteinwir-

---

<sup>1562</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 1.

<sup>1563</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 1.

<sup>1564</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 32, Rn. 55.

<sup>1565</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 31, § 7 UmwHG Rn. 24.

<sup>1566</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 9, Rn. 11 f.

<sup>1567</sup> Z.B. OLG Düsseldorf NJW-RR 1994, 1181, 1181 f.; OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 26; Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 2; Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 10, Rn. 12, Rn. 22 (detaillierte Aufzählung der Voraussetzungen).

<sup>1568</sup> OLG Düsseldorf NJW-RR 1994, 1181, 1182 (ungefähre zeitliche Einordnung des Schadensfalls erforderlich); OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 26; ausführlich zu den einzelnen Gegebenheiten Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 13.

kungen den Verletzungserfolg zu verursachen.<sup>1569</sup> Für das Beweismaß gelten die Anforderungen des § 286 I S. 1 ZPO.<sup>1570</sup> Die allgemeinen Beweiserleichterungen, z.B. der Anscheinsbeweis, können auch hier Anwendung finden.<sup>1571</sup>

Die Erfüllung der Voraussetzungen des § 6 I UmwHG hat zur Folge, dass nach § 6 I S. 1 UmwHG die Verursachung der Rechtsgutsverletzung durch die Anlage vermutet wird.

Auch wenn mehrere Anlagen zur Verursachung des Verletzungserfolgs geeignet sind, kann, wie sich aus § 7 I UmwHG ergibt, die Ursachenvermutung eingreifen. Dies gilt sowohl dann, wenn die Wirkung jeder Anlage schon allein den Verletzungserfolg herbeigeführt hätte, als auch wenn mehrere Anlagen nur im Zusammenwirken eine Rechtsgutsverletzung verursachen können.<sup>1572</sup>

Wenn die Vermutung eingreift, wird der Umfang der Haftung des einzelnen Anlageninhabers, dessen Anlage den Verletzungserfolg ganz oder zum Teil verursacht haben kann, insbesondere ob eine Gesamt- oder Teilschuld angenommen werden muss, nach den oben angegebenen Grundsätzen (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A) ermittelt.<sup>1573</sup>

## **bb) Kein bestimmungsgemäßer Betrieb**

Nach § 6 II S. 1 UmwHG greift die Vermutung aus § 6 I S. 1 UmwHG nicht ein, wenn die Anlage bestimmungsgemäß betrieben wurde.

Wenn die Anwendung der Vermutung wegen § 6 II S. 1 UmwHG nicht in Betracht kommt, muss der Geschädigte den Kausalzusammenhang nach den auch sonst anwendbaren Regeln beweisen.<sup>1574</sup>

Ein bestimmungsgemäßer Betrieb liegt nach § 6 II S. 2 UmwHG dann vor, wenn die besonderen Betriebspflichten eingehalten wurden und keine Störung des Betriebs vorlag.

Der Begriff der Störung des Betriebs wird im Umwelthaftungsgesetz nicht näher bestimmt. Man versteht darunter eine Abweichung vom bestimmungsgemäßen Betrieb. Durch diese Abweichung müssen Umwelteinwirkungen im Sinne des

---

<sup>1569</sup> OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 26; *Reiter*, 102; *Sautter*, 120; *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 12; ausführliche Aufzählung der zu beweisenden Aspekte: *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 22 m.w.N.

<sup>1570</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 24.

<sup>1571</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 26.

<sup>1572</sup> Z.B. *Hager*, NJW 1991, 134, 138; *Sautter*, 119; *Soergel/Spickhoff/Riedhammer*, § 7 UmwHG Rn. 1; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 9, Rn. 11; a.A. *Engelhardt*, 250 ff.

<sup>1573</sup> Z.B. *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 11, Rn. 19 f., § 7 UmwHG Rn. 7.

<sup>1574</sup> Z.B. *Reiter*, 106; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 41.

§ 3 I UmwHG auftreten oder sich bereits anbahnen, die bei bestimmungsgemäßem Betrieb nicht auftraten.<sup>1575</sup> Eine Störung des Betriebs liegt nicht vor, wenn eine Änderung des Betriebs noch im Rahmen der öffentlich-rechtlich zugelassenen oder zumindest technisch vorhergesehenen Schwankungen bleibt.<sup>1576</sup>

Die besonderen Betriebspflichten werden in § 6 III UmwHG definiert. Danach sind dies Pflichten, die sich aus verwaltungsrechtlichen Zulassungen, Auflagen und vollziehbaren Anordnungen und Rechtsvorschriften ergeben, soweit sie die Verhinderung von solchen Umwelteinwirkungen bezwecken, die für die Verursachung des Schadens in Betracht kommen. So wird der Ausschluss der Vermutung an die Einhaltung bestimmter verwaltungsrechtlicher Regelungen geknüpft.<sup>1577</sup> Zwischen diesen Regelungen und dem Verletzungserfolg muss zudem ein Schutzzweckzusammenhang bestehen.<sup>1578</sup> Die Pflicht muss damit (auch) zum Ziel haben, die eingetretenen Umwelteinwirkungen und den Verletzungserfolg zu verhindern, und darf z.B. nicht ausschließlich den Schutz des öffentlichen Interesses oder der Allgemeinheit bezwecken.<sup>1579</sup> Die Einhaltung weiterer Betriebspflichten, die etwa andere Rechtsgrundlagen haben oder nicht die Verhinderung entsprechender Umwelteinwirkungen bezwecken, ist für das Eingreifen der Vermutung nicht erheblich.<sup>1580</sup>

Als verwaltungsrechtliche Zulassung (§ 6 III UmwHG) hat insbesondere der Anlagenehmigungsbescheid Bedeutung. Pflichten können sich sowohl aus dem Bescheid selbst als auch aus den Vorschriften, die die Grundlage für die Erteilung des Bescheids bilden, ergeben.<sup>1581</sup> Eine Auflage ist eine Nebenbestimmung zu einem Verwaltungsakt, die dem Inhaber einer Genehmigung ein Tun, Dulden oder Unterlassen vorschreibt (§ 36 II Nr. 4 VwVfG).

Vollziehbare Anordnungen (§ 6 III UmwHG) haben häufig den Zweck, Umwelteinwirkungen der Anlage zu minimieren und damit Umweltstandards durchzusetzen.<sup>1582</sup> Mögliche Rechtsgrundlagen dafür sind §§ 35 I, II, 36 II S. 1 KrW/AbfG, 19 II WHG, 17 BImSchG.<sup>1583</sup> Vollziehbar sind bestandskräftige Anordnungen und solche, deren sofortiger Vollzug nach § 80 II Nr. 4 VwGO angeordnet ist.<sup>1584</sup>

---

<sup>1575</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 37; Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 6 UmwHG Rn. 6; anders noch Soergel/Zeuner (12. Auflage), § 6 UmwHG Rn 4 (zusätzliches Erfordernis der Gefahr für Personen und Sachen).

<sup>1576</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 38 m.w.N.

<sup>1577</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 42.

<sup>1578</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 42, Rn. 52.

<sup>1579</sup> Z.B. Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 42, Rn. 52.

<sup>1580</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 36.

<sup>1581</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 47.

<sup>1582</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 50.

<sup>1583</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 50.

<sup>1584</sup> Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 51 m.w.N.

Zu den verwaltungsrechtlichen Rechtsvorschriften nach § 6 III UmwHG gehören formelle Gesetze, Rechtsverordnungen und Satzungen.<sup>1585</sup> Insbesondere ergeben sich viele Betriebspflichten aus dem BImSchG, speziell aus § 5 I, III BImSchG, sowie aus auf dessen Grundlage erlassenen Rechtsverordnungen. § 5 I Nr. 1-Nr. 3 BImSchG bezieht über die Schutz-, Vorsorge- und Reststoffvermeidungspflicht auch den jeweiligen Stand der Technik in die besonderen Betriebspflichten ein.<sup>1586</sup> Aber auch andere öffentlich-rechtliche Regelungen, z.B. aus dem Abfallrecht, Verkehrsrecht oder Landschaftsschutzrecht, können Betriebspflichten in diesem Sinne enthalten.<sup>1587</sup>

Die Beweislast für das Vorliegen der Voraussetzungen des § 6 II UmwHG für den Ausschluss der Vermutung trägt der Inhaber der Anlage. Daher obliegt dem Inhaber der Anlage auch die Beweislast dafür, dass besondere Betriebspflichten nach § 6 III UmwHG nicht bestehen<sup>1588</sup> oder eingehalten wurden. Für das Beweismaß gilt § 286 I S. 1 ZPO.<sup>1589</sup>

Die Einhaltung der besonderen Betriebspflichten wird nach § 6 IV UmwHG unter bestimmten Voraussetzungen vermutet. Zunächst ist dafür erforderlich, dass in der Zulassung, in Auflagen, in vollziehbaren Anordnungen oder in Rechtsvorschriften zur Überwachung einer besonderen Betriebspflicht Kontrollen der Einhaltung dieser Betriebspflicht vorgeschrieben sind. Solche Kontrollen können insbesondere nach §§ 26 ff. BImSchG oder durch eine nach § 7 I Nr. 3 BImSchG erlassene Rechtsverordnung vorgeschrieben sein.<sup>1590</sup> Nach § 6 IV Nr. 1 UmwHG müssen in dem Zeitraum, in dem die eventuell für den Schaden ursächliche Umwelteinwirkung stattgefunden hat, diese Kontrollen ordnungsgemäß<sup>1591</sup> durchgeführt worden sein, und die Kontrollen dürfen keinen Anhaltspunkt für die Verletzung einer Betriebspflicht ergeben haben. Vermutet wird immer die Einhaltung der Betriebspflicht, deren Einhaltung ordnungsgemäß kontrolliert wurde.<sup>1592</sup> Alternativ muss die fragliche Umwelteinwirkung im Zeitpunkt der Geltendmachung des Schadensersatzanspruchs schon mehr als zehn Jahre zurückliegen (§ 6 IV Nr. 2 UmwHG). Diese Alternative ist daraus zu erklären, dass eine Dokumentation von Kontrollen über mehr als zehn Jahre unmöglich oder mit zu hohen Kosten für den Anlagenbetreiber verbunden wäre.<sup>1593</sup> Der Schaden muss nicht gerichtlich geltend gemacht worden sein, eine außergerichtliche Geltendmachung reicht aus.<sup>1594</sup>

---

<sup>1585</sup> Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 43.

<sup>1586</sup> Ausführlich dazu Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 44 f. m.w.N.

<sup>1587</sup> Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 46.

<sup>1588</sup> Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 53.

<sup>1589</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2750; Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 39 f. m.w.N.

<sup>1590</sup> Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 56.

<sup>1591</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 9.

<sup>1592</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 11.

<sup>1593</sup> Z.B. Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 10; Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 62.

<sup>1594</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 10.

Zweck dieser Regelung ist, die Betreiber von Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes zur Einhaltung der besonderen Betriebspflichten beim Betrieb der Anlage, zur Kontrolle der Einhaltung und zur Dokumentation dieser Kontrolle anzuhalten.<sup>1595</sup>

Auch das Vorliegen der Voraussetzungen für die Vermutung der Einhaltung der Betriebspflichten nach § 6 IV UmwHG hat der Inhaber der Anlage zu beweisen.<sup>1596</sup> Hier bestimmt ebenfalls § 286 I S. 1 ZPO das Beweismaß.<sup>1597</sup> Geeignete Beweismittel sind insbesondere Dokumente, aus denen die Durchführung und das Ergebnis der Kontrollen hervorgehen.<sup>1598</sup> Der Geschädigte kann die Vermutung des § 6 IV UmwHG durch Gegenbeweis widerlegen.<sup>1599</sup>

### **cc) Ausschluss der Vermutung, § 7 I, II UmwHG**

Der Vermutungsausschluss nach § 7 I, II UmwHG kommt nur zur Anwendung, wenn die Voraussetzungen der Vermutung nach § 6 I S. 1 UmwHG vorliegen und die Vermutung auch nicht nach § 6 II UmwHG ausgeschlossen ist, folglich typischerweise bei nicht bestimmungsgemäßem Betrieb oder Störungen des Betriebs.<sup>1600</sup>

Wenn mehrere Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes geeignet sind, den Schaden zu verursachen, greift die Kausalitätsvermutung nicht ein, wenn ein weiterer Umstand nach den Gegebenheiten des Einzelfalls geeignet ist, den Schaden zu verursachen (§ 7 I S. 1 UmwHG). Die Eignung im Einzelfall beurteilt sich nach Zeit und Ort des Schadenseintritts und nach dem Schadensbild sowie nach allen sonstigen Gegebenheiten, die im Einzelfall für oder gegen die Schadensverursachung sprechen (§ 7 I S. 2 UmwHG). Aus § 7 I S. 1 UmwHG folgt, dass bei mehreren zur Verursachung des Schadens geeigneten Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes die Kausalitätsvermutung des § 6 I S. 1 UmwHG gegenüber allen Inhabern der Anlagen eingreift. Der Inhaber einer Anlage kann sich folglich zur Abwehr der Vermutung nicht darauf berufen, dass auch andere Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes zur Verursachung des Schadens geeignet sind.<sup>1601</sup>

Wenn nur eine Anlage zur Schadensverursachung geeignet ist, ist die Vermutung nach § 7 II UmwHG ausgeschlossen, wenn ein anderer Umstand nach den Gegebenheiten des Einzelfalls geeignet ist, die Rechtsgutsverletzung zu verursachen. Für

---

<sup>1595</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 5.

<sup>1596</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2750; Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 6 UmwHG Rn. 13.

<sup>1597</sup> Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 63.

<sup>1598</sup> Z.B. Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 63.

<sup>1599</sup> Näher Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 64.

<sup>1600</sup> Staudinger/*Kohler*, § 7 UmwHG Rn. 2 m.w.N., Rn. 13.

<sup>1601</sup> *Reiter*, 102 ff., 108; *Schimikowski*, Rn. 191; Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 7 UmwHG Rn. 1; Staudinger/*Kohler*, § 6 UmwHG Rn. 9, § 7 UmwHG Rn. 3 f.

die Eignung des anderen Umstands zur Verursachung gelten die gleichen Voraussetzungen wie bei § 7 I S. 2 UmwHG.<sup>1602</sup>

Der Umstand, der gemäß § 7 I, II UmwHG nach den Gegebenheiten des Einzelfalls geeignet ist, die Rechtsgutsverletzung zu verursachen, muss außerhalb der Anlagen liegen, d.h. er darf nicht in Verbindung zu Vorhandensein oder Betrieb einer Anlage nach § 1 UmwHG stehen.<sup>1603</sup> Seine Eignung zur Schadensverursachung wird nach den gleichen Kriterien wie die Eignung der Anlagen zur Schadensverursachung nach § 6 I S. 2 UmwHG konkret im Einzelfall bestimmt.<sup>1604</sup> Auch wenn § 7 I S. 2 UmwHG nicht alle in § 6 I S. 2 UmwHG in Bezug auf die Eignung erwähnten Aspekte aufzählt, können auch letztere für die Beurteilung der Eignung herangezogen werden,<sup>1605</sup> denn der Gesetzgeber hatte die Absicht, den Ausschluss der Vermutung nach § 7 I, II UmwHG nach den gleichen Voraussetzungen zuzulassen, sozusagen spiegelbildlich, wie das Eingreifen der Vermutung nach § 6 I UmwHG.<sup>1606</sup>

Der Umstand muss allein oder im Zusammenwirken mit anderen Umständen, die außerhalb der Anlage liegen, zur Verursachung des ganzen Schadens geeignet sein. Wenn er nur zur Verursachung eines Teils des Schadens geeignet ist, entfällt die Kausalitätsvermutung nicht.<sup>1607</sup> Es ist aber nicht erforderlich, dass der Umstand eine entscheidendere Rolle bei der Schadensentstehung gespielt hat als die Anlagen. Schon wenn sowohl der Umstand als auch die Anlagen geeignet zur Verursachung des gesamten Schadens sind, greift die Kausalitätsvermutung bezüglich der Anlagen nicht ein.<sup>1608</sup>

Der Anspruchsgegner muss die Voraussetzungen des § 7 I, II UmwHG beweisen, also den Beweis der Eignung eines entsprechenden anlagenfremden Umstands zur Schadensverursachung erbringen. Für den Beweis gelten die gleichen Voraussetzungen wie für den Beweis des Anspruchstellers nach § 6 I UmwHG.<sup>1609</sup>

Damit muss der Anspruchsgegner zur Erschütterung der Vermutung nicht das Gegenteil beweisen, d.h. dass die Rechtsgutsverletzung nicht durch die Anlage verursacht wurde, sondern nur die Vermutung erschüttern, indem er beweist, dass neben der Anlage weitere Umstände zur Verursachung des Verletzungserfolgs geeignet sind (§ 7 UmwHG) oder dass die Anlage bestimmungsgemäß betrieben wurde

---

<sup>1602</sup> Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, § 7 UmwHG Rn. 3; Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 1.

<sup>1603</sup> Staudinger/*Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 14 ff. mit detaillierten Hinweisen auf Streitfragen.

<sup>1604</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2750; Soergel/*Spickhoff/Riedhammer*, § 7 UmwHG Rn. 1; Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 20.

<sup>1605</sup> Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 20.

<sup>1606</sup> *Reiter*, 107; Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 3, Rn. 20.

<sup>1607</sup> *Reiter*, 110; Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 19.

<sup>1608</sup> Soergel/*Zeuner* (12. Auflage), § 7 UmwHG Rn. 2.

<sup>1609</sup> Staudinger/*Kobler*, § 7 UmwHG Rn. 23.

(§ 6 II S. 2 UmwHG). Im Ergebnis wird die Kausalitätsvermutung so dem Anscheinsbeweis angenähert.<sup>1610</sup>

Der Anspruchsgegner hat neben den Möglichkeiten der Erschütterung der Vermutung nach §§ 6 II, 7 I, II UmwHG auch wie bei jeder gesetzlichen Vermutung die Möglichkeit, diese gemäß § 292 S. 1 ZPO zu entkräften, indem er seinerseits den vollen Gegenbeweis mit dem Beweismaß des § 286 I S. 1 ZPO erbringt, also beweist, dass ein Kausalzusammenhang zwischen Anlage und Rechtsgutsverletzung nicht vorliegt.<sup>1611</sup> Dies wird aber in der Regel schwieriger sein als der Beweis der Voraussetzungen der §§ 6 II, 7 I, II UmwHG. Diese Vorschriften sind folglich für den Anlagenbetreiber innerhalb der Kausalitätsvermutung günstiger.<sup>1612</sup>

#### **dd) Kritik**

Der Beweis der Eignung der Anlage zur Rechtsgutsverletzung im konkreten Einzelfall nach § 6 I UmwHG wird meistens recht schwer zu erbringen sein. Diese Anforderung ist kaum weniger schwerwiegend als die Anforderung, den Beweis der haftungsbegründenden Kausalität zu erbringen.<sup>1613</sup> Um dem Geschädigten dennoch eine Beweiserleichterung zu gewähren, sollten die Anforderungen an die Eignung nicht überzogen werden.<sup>1614</sup> Ein Vorteil für den Geschädigten liegt dann darin, dass § 6 I UmwHG im Gegensatz zum Anscheinsbeweis nicht das Vorliegen eines typischen Geschehensablaufs fordert.<sup>1615</sup>

Nach § 6 II UmwHG ist die Vermutung aus § 6 I S. 1 UmwHG nicht anwendbar, wenn die Anlage bestimmungsgemäß betrieben wurde. So wird in die Regelung einbezogen, dass beim bestimmungsgemäßen Betrieb, der die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen voraussetzt, in der Regel eine weniger große Gefahr der Rechtsgutsverletzung besteht als beim nicht bestimmungsgemäßen Betrieb.<sup>1616</sup> Ein bestimmungsgemäßes Funktionieren der Anlage wird zudem als sozialadäquat angesehen, auch wenn gewisse unvermeidbare Rechtsgutsverletzungen von der Anlage verursacht werden.<sup>1617</sup>

Dennoch spricht vieles für eine Ausdehnung der Kausalitätsvermutung auf Fälle bestimmungsgemäßen Betriebs. Die Kausalitätsvermutung des § 6 I UmwHG soll die Beweisnot des Geschädigten in Bezug auf die haftungsbegründende Kausalität lindern. Die Gefährdungshaftung nach § 1 UmwHG wurde gerade wegen der erhöh-

---

<sup>1610</sup> *Reiter*, 107; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 4.

<sup>1611</sup> Z.B. *Reiter*, 107; *Sautter*, 120; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 28.

<sup>1612</sup> *Sautter*, 120.

<sup>1613</sup> *Enders*, 143; *Philipp*, 193; *Sautter*, 138 f.; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 6.

<sup>1614</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 6; im Ergebnis ist der Nachweis der Eignung mit einem Nachweis überwiegender Wahrscheinlichkeit gleichzusetzen, z.B. *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 6.

<sup>1615</sup> *Schimikowski*, Rn. 182; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 6, Rn. 19 f.

<sup>1616</sup> *Klimeck*, 141; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 33.

<sup>1617</sup> *Landsberg/Lülling*, § 6 UmwHG Rn. 75; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 33.

ten Gefährlichkeit bestimmter Anlagen auch im bestimmungsgemäßen Betrieb eingeführt. Allgemein soll nach Gefährdungshaftungstatbeständen auch dann gehaftet werden, wenn trotz der Einhaltung öffentlich-rechtlicher Normen ein Schaden entsteht. Diese Zwecke der Kausalitätsvermutung, der Haftung nach § 1 UmwHG sowie der Gefährdungshaftung allgemein würden eine Ausdehnung der Vermutungsregel auch auf Fälle bestimmungsgemäßen Betriebs rechtfertigen, wenn eine gewisse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Anlage die Rechtsgutsverletzung verursacht hat.<sup>1618</sup>

Die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Normen macht eine Schadensverursachung zudem nicht unbedingt unwahrscheinlicher.<sup>1619</sup> Es können sich neue, noch unbekannte Gefahren oder bekannte Gefahren, die aber noch nicht in der öffentlich-rechtlichen Regelung berücksichtigt sind, verwirklichen.<sup>1620</sup> Öffentlich-rechtliche Regelungen setzen zudem meist Grenzwerte für Emissionen (d.h. für die Verunreinigung von Umweltmedien durch bestimmte Quellen) fest, während für die Rechtsgutsverletzung die Stärke der Immission (d.h. der auf individuelle Rechtsgüter nachteilig einwirkenden Umwelteinwirkung) entscheidend ist.<sup>1621</sup> Daher wäre eventuell eine Anbindung des Ausschlusses der Vermutungsregel an die Beachtung der im Vergleich zum öffentlichen Recht flexibleren zivilrechtlichen Regeln (insbesondere Verkehrssicherungspflichten) sinnvoll.<sup>1622</sup> So würde auch ein erhöhter Anreiz zur Prävention geschaffen, da ein Schädiger sich zum Ausschluss der Vermutung nicht mehr auf die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen berufen könnte.<sup>1623</sup>

Bei der Verursachung eines Verletzungserfolgs über eine große Distanz hinweg (Distanzschäden) oder bei vielen kleinen Verursachungsbeiträgen (Summationsschäden) wird auch die Vermutung nach § 6 I S. 1 UmwHG dem Geschädigten in der Regel nicht helfen können.<sup>1624</sup> Häufig wird schon die Eignung der einzelnen Ursache zur Verursachung des Verletzungserfolgs im konkreten Fall nicht bewiesen werden können. Sollte die Vermutung tatsächlich eingreifen, wird die Ermittlung des Haftungsumfangs jedes Schädigers, gegebenenfalls unter Einsatz des § 287 I S. 1 ZPO, dennoch oft schwierig sein (s.o. Teil 2, Kapitel 6, A).<sup>1625</sup> Bei Langzeitschäden kann die An-

---

<sup>1618</sup> Zweck der Kausalitätsvermutung: *Hager*, NJW 1991, 134, 138; Zweck der Gefährdungshaftung: *Philipp*, 194; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 32; *Stecher*, 249 f.; Voraussetzung der gewissen Wahrscheinlichkeit: *Stecher*, 261 ff. m.w.N.

<sup>1619</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 32 m.w.N.

<sup>1620</sup> *Hager*, ZEuP 1997, 9, 23; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 34.

<sup>1621</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 34.

<sup>1622</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 34; dagegen wegen zu großer Rechtsunsicherheit bei Anwendung generalklauselartiger Regelungen hinsichtlich der erforderlichen Dokumentation *Stecher*, 224 f.; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 42.

<sup>1623</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 34.

<sup>1624</sup> Z.B. *von der Heide*, 202; *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 11.

<sup>1625</sup> *Staudinger/Kobler*, § 6 UmwHG Rn. 21.

wendung des § 6 IV Nr. 2 UmwHG i.V.m. § 6 II UmwHG zudem dazu führen, dass die Vermutungsregel des § 6 I UmwHG nicht gilt.<sup>1626</sup>

### **b) § 34 I GenTG**

§ 34 I GenTG begründet eine gesetzliche Vermutung für das Vorliegen eines bestimmten Aspekts der haftungsbegründenden Kausalität, die zur Umkehr der Beweislast in Bezug auf diesen Aspekt führt.<sup>1627</sup> Wenn der Verletzungserfolg durch gentechnisch veränderte Organismen verursacht wurde, wird nach dieser Vorschrift vermutet, dass er gerade durch Eigenschaften dieser Organismen verursacht wurde, die auf gentechnischen Arbeiten beruhen. Die Beweislast für die Verursachung des Verletzungserfolgs durch gentechnisch veränderte Organismen, also für die Voraussetzungen der Vermutung, trägt der Anspruchsteller.

Diese Vermutung ist nach § 34 II GenTG entkräftet, wenn es wahrscheinlich ist, dass der Schaden auf anderen Eigenschaften der gentechnisch veränderten Organismen beruht. So soll verhindert werden, dass § 32 GenTG zu einer bloßen Verdachtshaftung wird und folglich die Betreiber unzumutbar belastet.<sup>1628</sup> Zur Entkräftung der Vermutung ist folglich nicht der volle Gegenbeweis erforderlich, sondern der Betreiber muss Umstände beweisen, die es wahrscheinlich erscheinen lassen, dass der Schaden auf Eigenschaften des Organismus beruht, die nicht durch gentechnische Arbeiten entstanden sind.<sup>1629</sup> Der bloße Beweis der möglichen, nicht sehr wahrscheinlichen Verursachung durch andere Eigenschaften ist nicht ausreichend,<sup>1630</sup> andererseits muss auch keine an Sicherheit grenzende Wahrscheinlichkeit vorliegen.<sup>1631</sup> Es muss wahrscheinlicher sein, dass der Schaden auf einer Eigenschaft des Organismus beruht, der nicht durch gentechnische Arbeiten entstanden ist, als dass er auf einer Eigenschaft beruht, die durch gentechnische Arbeiten entstanden ist.<sup>1632</sup>

### **c) § 120 I BBergG**

Da insbesondere bei durch einen Bergbaubetrieb unter Tage verursachten Schäden der Schädiger im Vergleich zum Geschädigten über weit überlegenes Wissen zur Schadensverursachung verfügt und Behauptungen des Geschädigten zur Ursächlichkeit häufig durch eigene Sachverständige widerlegen kann,<sup>1633</sup> stellt § 120 I S. 1 BBergG für diese Fälle eine Kausalitätsvermutung in Bezug auf die haftungsbegründende Kausalität,<sup>1634</sup> die sogenannte Bergschadensvermutung, auf.

---

<sup>1626</sup> Z.B. Staudinger/Kobler, § 6 UmwHG Rn. 34.

<sup>1627</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHG Rn. 252; ausführlich zu der Vorschrift Stecher, 267 ff.

<sup>1628</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 34 GenTG Rn. 13.

<sup>1629</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 34 GenTG Rn. 14; Staudinger/Kobler, §§ 32 ff. GenTG Rn. 33.

<sup>1630</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 34 GenTG Rn. 14; Staudinger/Kobler, § 32 ff. GenTG Rn. 33.

<sup>1631</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 34 GenTG Rn. 14; Staudinger/Kobler, §§ 32 GenTG Rn. 33.

<sup>1632</sup> Hirsch/Schmidt-Didczubn, § 34 GenTG Rn. 14.

<sup>1633</sup> Nölscher, NJW 1981, 2039, 2039; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 46.

<sup>1634</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 120 BBergG Rn. 6.

Die Vermutung greift ein, wenn im Einwirkungsbereich der Aufsuchung oder Gewinnung durch einen Bergbaubetrieb unter Tage ein Schaden durch Senkungen, Pressungen oder Zerrungen der Oberfläche oder durch Erdrisse entsteht und dieser Schaden seiner Art nach ein Bergschaden sein kann (§ 120 I S. 1 BBergG). Der Einwirkungsbereich eines Bergbaubetriebs ist der Bereich, in dem durch einen Gewinnungsbetrieb auf die Oberfläche eingewirkt werden kann (§ 67 Nr. 7 BBergG). Es muss ein Schaden vorliegen, der nach seiner Art und nach der allgemeinen Lebenserfahrung durch die in Bezug genommenen Tätigkeiten des Bergbaus verursacht werden kann.<sup>1635</sup>

Der Geschädigte muss die Voraussetzungen für das Eingreifen der Vermutung beweisen.<sup>1636</sup> Diese Beweispflicht umfasst die Tatsache, dass der Verletzungserfolg im Einwirkungsbereich der Aufsuchung oder Gewinnung durch einen Bergbaubetrieb unter Tage entstanden ist.<sup>1637</sup> Ferner muss der Geschädigte das Vorliegen der genannten Bodenverformungen und deren Ursächlichkeit für die äußerlich erkennbare Beschädigung beweisen.<sup>1638</sup> Zuletzt ist auch zu beweisen, dass nach dem äußeren Erscheinungsbild ein Bergschaden vorliegt, also ein Schaden, wie er normalerweise nach einer Veränderung des Bodens durch Bergbau entsteht.<sup>1639</sup> Wenn diese Voraussetzungen bewiesen sind, wird vermutet, dass der Schaden durch die Bergbauaktivität verursacht wurde.

Die Vermutung gilt nach § 120 I S. 2 Nr. 1, Nr. 2 BBergG nicht, wenn der Schaden möglicherweise durch einen offensichtlichen Baumangel oder eine baurechtswidrige Nutzung verursacht wurde oder die Senkungen, Pressungen, Zerrungen oder Erdrisse eventuell auf natürliche Veränderungen des Grundes oder auf Oberflächeneinwirkungen eines Dritten zurückzuführen sind. Die Tatsachen, die auf eine anderweitige Kausalität hindeuten (Baumangel, baurechtswidrige Nutzung, natürliche Veränderungen des Grundes, Oberflächeneinwirkungen eines Dritten) sind durch den Anspruchsgegner zu beweisen.<sup>1640</sup> In Bezug auf die Kausalität dieser Tatsachen für den Erstscha den sind die Anforderungen an den Kausalitätsnachweis geringer, hier muss kein voller Gegenbeweis erbracht werden.<sup>1641</sup> Die Tatsachen müssen für die Verursachung generell geeignet sein, das heißt, es muss die ernsthafte Möglichkeit bestehen, dass der Schaden nicht durch die Bergbautätigkeiten hervorgerufen wurde.<sup>1642</sup> Auch hier ist die Vermutung also dem Anscheinsbeweis ähnlich.

---

<sup>1635</sup> Staudinger/Kohler, § 114 BBergG Rn. 48.

<sup>1636</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 120 BBergG Rn. 7.

<sup>1637</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 120 BBergG Rn. 7.

<sup>1638</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 120 BBergG Rn. 7.

<sup>1639</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 120 BBergG Rn. 7.

<sup>1640</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 8.

<sup>1641</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 8.

<sup>1642</sup> Nölscher, NJW 1981, 2039, 2041; Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 8; Staudinger/Kohler, § 114 BBergG Rn. 49.

Gelingt dem Anspruchsgegner dieser Beweis, so gilt die Kausalitätsvermutung des § 120 I S. 1 BBergG nicht. Dann muss der Anspruchsteller den vollen Beweis der haftungsbegründenden Kausalität erbringen.<sup>1643</sup>

## 2. Beweislastumkehr der Rechtsprechung

Die Rechtsprechung erwägt für bestimmte Fälle eine Beweiserleichterung bis hin zur Beweislastumkehr in Bezug auf die tatsächlichen Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität. So wird bei der feststehenden Überschreitung von Emissions- bzw. Immissionsgrenzwerten befürwortet, dass hier zugunsten des Geschädigten Beweiserleichterungen bis hin zur Beweislastumkehr eingreifen sollen.<sup>1644</sup> Jedoch bleibt nach der Rechtsprechung unklar, in welchen Fällen Beweiserleichterungen ohne Beweislastumkehr und in welchen Fällen eher eine Beweislastumkehr eingreifen sollten.<sup>1645</sup>

Eine Beweislastumkehr zugunsten des Geschädigten bei Überschreitung der Grenzwerte und teilweise unter bestimmten weiteren Voraussetzungen findet im Anschluss an diese Rechtsprechung weithin Zuspruch.<sup>1646</sup> Diese Beweislastumkehr wird manchmal auf Fälle der Überschreitung von Emissionsgrenzwerten beschränkt,<sup>1647</sup> meistens aber auch beim Verstoß gegen Immissionsgrenzwerte befürwortet.<sup>1648</sup>

Beim Verstoß gegen diese Vorschriften wird die Gefahr erhöht, zu deren Verhinderung die Umweltstandards gerade geschaffen wurden. Aufgrund dieser rechtswidrigen Gefahrerhöhung ist eine Beweislastumkehr zu Lasten des Anspruchsgegners angemessen.<sup>1649</sup>

---

<sup>1643</sup> Piens/Schulte/Graf Vitzthum, § 114 BBergG Rn. 8; Staudinger/Kobler, § 114 BBergG Rn. 49.

<sup>1644</sup> BGHZ 92, 143, 146 f.; BGH NJW 1997, 2748, 2748 f., OLG Hamm NJW 1988, 1031, 1032; OLG Düsseldorf NJW-RR 1994, 1181, 1182; OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 27; OLG Oldenburg vom 8. November 2005, 8 U 86/95, Beck RS 2007 11355.

<sup>1645</sup> Reiter, 91.

<sup>1646</sup> Assmann, 176; von Bar, KF 1987, 4, 16; Diederichsen, 56. DJT, L 86; Diederichsen/Scholz, WiVerw 1984, 23, 36; Enders, 145; Flachsbarth, 220 ff. (bei Verletzung von Schutzgesetzen oder Verkehrspflichten); Gerlach, 249; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 158 ff.; Gmebling, 141 f.; Günther, 121 ff.; Knoche, 34 ff.; Köndgen, UPR 1983, 345, 353; Lytras, 371 ff. (nur bei schwerem Pflichtenverstoß); Marburger, UTR 2 (1987), 109, 141; Marburger, 56. DJT, C 123; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Medicus, JZ 1986, 778, 781 f.; Philipp, 162 f.; Rehbinder, NuR 1989, 149, 158; Reiter, 92; Sautter, 85 ff.; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 244; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 169; Walter, NJW 1978, 1158, 1158; a.A. Engelhardt, 215 ff. (differenzierend); Schimikowski, Rn. 85.

<sup>1647</sup> Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 244.

<sup>1648</sup> BGHZ 92, 143, 146 f.; BGH NJW 1997, 2748, 2748 f.; Enders, 145; Köndgen, UPR 1983, 345, 353; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 141 f.; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Rehbinder, NuR 1989, 149, 158 (Immissionswerte und individualschützende Emissionswerte); noch anders Engelhardt, 219 (nur Immissionswerte).

<sup>1649</sup> Von Bar, KF 1987, 4, 16 f.; Diederichsen/Scholz, WiVerw 1984, 23, 36; Enders, 145; Köndgen, UPR 1983, 345, 353 (ähnlich); Marburger, 56. DJT, C 123; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 141 f.; Philipp, 163; Soergel/Baur, § 906 BGB Rn. 169; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 244; Walter, NJW 1978, 1158, 1159; zum Deliktsrecht: BGHZ 92, 143, 146 (Gesichtspunkt der Schadensnähe); BGH NJW 1997, 2748, 2748.

Der Anspruchsgegner sollte in diesem Fall die Beweislast für die Einhaltung der Grenzwerte tragen. Nur er kann in der Regel die Überschreitung von Emissionsgrenzwerten feststellen, da diese Überschreitung in seinem Gefahrenbereich stattfindet, zu dem der Geschädigte meist keinen Zugang hat.<sup>1650</sup> Auch wenn der Schädiger sich im Rahmen des § 906 II S. 2 BGB auf die Unwesentlichkeit, Ortsüblichkeit und Unvermeidbarkeit von Einwirkungen beruft, muss er die Einhaltung von Grenzwerten beweisen. Damit sollte er diesen Beweis auch bei der Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität erbringen müssen.<sup>1651</sup> Wenn er diesen Beweis erbracht hat, greift die Kausalitätsvermutung nicht ein. Vielmehr muss dann der Geschädigte die Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität nach allgemeinen Regeln beweisen.<sup>1652</sup> Die Einhaltung der Grenzwerte wird vom Gericht bei der Beweiswürdigung zugunsten des Anspruchsgegners beachtet.<sup>1653</sup>

Zusätzlich wird für das Eingreifen der Beweislastumkehr häufig gefordert, dass Tatsachen feststehen, die das Vorliegen der haftungsbegründenden Kausalität wahrscheinlich machen.<sup>1654</sup> Es muss bekannt sein, welcher Stoff allein oder im Zusammenwirken mit anderen den Verletzungserfolg herbeigeführt hat. Die Emission des schadensverursachenden Stoffes durch den Beklagten, die räumliche Entfernung und der zeitliche Zusammenhang, die die Verursachung des Verletzungserfolgs möglich machen, müssen ebenfalls feststehen.<sup>1655</sup> Der Regelverstoß soll ferner gerade durch die Emission des wahrscheinlich ursächlichen Stoffes erfolgt sein.<sup>1656</sup> Für diese Voraussetzungen der Beweislastumkehr trägt der Anspruchsteller die Beweislast.<sup>1657</sup>

---

<sup>1650</sup> Enders, 145 f.; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 159; Günther, 124 ff. (differenzierend); Marburger, 56. DJT, C 124; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 142 f.; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 244, Rn. 247 m.w.N.; anders BGH NJW 1997, 2748, 2749 (geht wohl von der Beweislast des Anspruchstellers aus); kritisch Knoche, 65 ff.; Rebbinder, NuR 1989, 149, 158 (bezüglich der Immissionswerte).

<sup>1651</sup> Enders, 145 f.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 142 f.; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 247; ähnlich Marburger, 56. DJT, C 124.

<sup>1652</sup> Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358.

<sup>1653</sup> BGH NJW 1997, 2748, 2749; Petersen, NJW 1998, 2099, 2099; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 246 m.w.N.

<sup>1654</sup> OLG Oldenburg vom 8. November 2005, 8 U 86/95, Beck RS 2007 11355; Assmann, 176; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 159; Günther, 123; Knoche, 61; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Medicus, JZ 1986, 778, 781; Rebbinder, NuR 1989, 149, 158; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 244; einschränkend Reiter, 92 (generelle Eignung der Stoffe zur Verursachung oder Mitverursachung des Schadens reicht, wenn aufgrund der geographischen Verhältnisse und des zeitlichen Zusammenhangs die Verursachung nicht völlig unwahrscheinlich ist).

<sup>1655</sup> So und ähnlich OLG Oldenburg, 8. November 2005, 8 U 86/95, Beck RS 2007 11355; Assmann, 176; Günther, 123; GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 159; Knoche, 61 f.; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Medicus, JZ 1986, 778, 781; Rebbinder, NuR 1989, 149, 158.

<sup>1656</sup> Medicus, JZ 1986, 778, 781.

<sup>1657</sup> GK/Roßnagel, § 14 BImSchG Rn. 159; Knoche, 62; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358.

Liegen die Voraussetzungen der Beweislastumkehr vor, kann sich der Anspruchsgegner entlasten, indem er nachweist, dass der Kausalzusammenhang nicht oder nur mit geringer Wahrscheinlichkeit vorliegt.<sup>1658</sup>

Auch für den Fall, dass der Anspruchsgegner gegen Untersuchungs- oder Kontrollpflichten bezüglich der Einhaltung von Grenz- und Richtwerten für Umwelteinwirkungen verstößt und damit die Aufklärung des Kausalzusammenhangs verhindert, befürwortet die Rechtsprechung eine Beweislastumkehr in Bezug auf die haftungsbe gründende Kausalität. Diese begründet sie mit dem allgemeinen Rechtsgedanken, dass derjenige, der fahrlässig die Aufklärung über entscheidungserhebliche Tatsachen vereitelt, die prozessualen Nachteile der späteren Nichtaufklärbarkeit und folglich die entsprechende Beweislast trägt.<sup>1659</sup> Derjenige, der bestimmte Kontrollen vornehmen muss und dieser Pflicht nicht nachkommt, trägt die Beweislast für die Einhaltung der zu überprüfenden Grenzwerte, wenn die Kontrollpflicht zum Schutz der eigentlich beweibelasteten Partei begründet wurde. Wenn er nicht beweisen kann, dass die Grenzwerte eingehalten wurden, geht das Gericht von der Nichteinhaltung der Grenzwerte und von der gleichzeitigen Kenntnis des Schädigers von der Gefährlichkeit dieser Überschreitung sowie von der Kausalität zwischen Pflichtverletzung (Unterlassung der Warnung vor der Überschreitung der Grenzwerte) und Rechtsgutsverletzung (Gesundheitsschädigung) aus. So wurde die Beweislastumkehr vom BGH z.B. in einem Fall hergeleitet, in dem der Schädiger es unterlassen hatte, die Wasserqualität regelmäßig zu kontrollieren, worin gleichzeitig eine Schutzgesetzverletzung bestand.<sup>1660</sup>

### 3. Anscheinsbeweis

Im Umwelthaftungsrecht kommt ebenfalls eine Beweiserleichterung durch die Anwendung der Grundsätze des Anscheinsbeweises in Betracht.<sup>1661</sup>

Beim Anscheinsbeweis wird von einer feststehenden Tatsache auf die Ursache oder die Folge dieser Tatsache geschlossen.<sup>1662</sup> Für diese Schlussfolgerung ist erforderlich, dass die festgestellten und unstreitigen Merkmale des Sachverhalts auf einen nach der Lebenserfahrung typischen Geschehensablauf hinweisen, der dann als bewiesen an-

---

<sup>1658</sup> Engelhardt, 220; Marburger/Herrmann, JuS 1986, 354, 358; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 244.

<sup>1659</sup> LG Münster NJW-RR 1986, 947, 950.

<sup>1660</sup> BGH NJW 1983, 2935, 2936 f.; dazu von Bar, KF 1987, 4, 7 f.; Diederichsen, 56. DJT, L 86 f.; Lytras, 375 f.

<sup>1661</sup> Z.B. OLG Köln NJW-RR 1993, 598, 599; OLG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1312; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 950; von Bar, KF 1987, 4, 16; Diederichsen, 56. DJT, L 85; Enders, 147 f.; Engelhardt, 220 ff.; Hager, NJW 1986, 1961, 1967; Lytras, 360 ff.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 141; Philipp, 161 f.; Sautter, 76 f.; Staudinger/Kohler, Einl. UmwHR Rn. 243.

<sup>1662</sup> BGH NJW 1997, 528, 529; LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1312; Schwabe, VersR 1995, 371, 379; Thomas/Putzo/Reichold, § 286 ZPO Rn. 13.

gesehen wird.<sup>1663</sup> Die Regeln des Anscheinsbeweises sind nicht anwendbar, wenn von mehreren in Frage kommenden Geschehensabläufen ein Geschehensablauf nur wahrscheinlicher als die anderen ist.<sup>1664</sup> Der Beweispflichtige, in der Regel der Anspruchsteller, muss nur die Tatsache darlegen und ggf. beweisen, auf der die Schlussfolgerung beruht.<sup>1665</sup> Die Gegenpartei kann den Anscheinsbeweis erschüttern durch die Darlegung und den Beweis von Tatsachen, aus denen sich die ernsthafte Möglichkeit eines von dem gewöhnlichen Verlauf abweichenden Verlaufs ergibt. Wenn dies erfolgreich ist, greift die Beweiserleichterung des Anscheinsbeweises nicht ein. Der Beweis der Kausalität ist dann nach den im Übrigen anwendbaren Regeln zu erbringen.<sup>1666</sup>

Insbesondere wenn die Verletzung eines Schutzgesetzes im Rahmen des § 823 II BGB oder die Verletzung öffentlich-rechtlicher Grenzwerte oder technischer Regeln wie DIN-Normen oder eine Verkehrssicherungspflichtverletzung (die sich eventuell aus der Verletzung dieser Regelungen ergibt) feststeht und sich in der Rechtsgutsverletzung die Gefahr verwirklicht hat, zu deren Abwendung die betreffende Regel dienen soll, ist die Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität mit Hilfe des Anscheinsbeweises möglich.<sup>1667</sup> Die Rechtsprechung nutzt hin und wieder in Fällen der Umwelthaftung den Anscheinsbeweis zur Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität.<sup>1668</sup>

Die praktische Bedeutung dieser Beweiserleichterung im Bereich der Umwelthaftung ist jedoch begrenzt. Aufgrund der oft schwer einzuschätzenden Wirkung von Umwelteinwirkungen weisen im Umwelthaftungsrecht häufig die feststehenden Sachverhaltsbestandteile gerade nicht auf einen typischen Geschehensablauf hin.<sup>1669</sup> Zudem

---

<sup>1663</sup> BGH NJW 1996, 1828 ff.; BGH NJW 2001, 1140 f.; LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1313; *Gmehling*, 104; *Reiter*, 85; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 243; *Thomas/Putzo/Reichold*, § 286 ZPO Rn. 12.

<sup>1664</sup> BGH NJW-RR 1988, 789, 790; *Thomas/Putzo/Reichold*, § 286 ZPO Rn. 15.

<sup>1665</sup> *Reiter*, 85; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379; *Thomas/Putzo/Reichold*, § 286 ZPO Rn. 13.

<sup>1666</sup> BGH NJW 1991, 230, 231; *Enders*, 148; *Reiter*, 85; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379; *Thomas/Putzo/Reichold*, § 286 ZPO Rn. 13.

<sup>1667</sup> *Assmann*, 175; *Bamberger/Roth/Spindler*, § 823 BGB Rn. 167; *Baur*, JZ 1974, 657, 660; *Engelhardt*, 221; *Gottwald*, KF 1986, 3, 15; *MK/Wagner*, § 823 BGB Rn. 272, Rn. 316, Rn. 356; *Reiter*, 69; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 244; *Stecher*, 195; ähnlich für den Beweis der wirtschaftlichen Unzumutbarkeit von Schutzmaßnahmen *Marburger*, 56. DJT, C 111;

zur Schutzgesetzverletzung: BGH NJW 1984, 432, 433; BGH NJW 1985, 1774, 1775; BGH NJW-RR 1986, 1350, 1350; BGH NJW 1987, 1694, 1695; BGH NJW 1994, 945, 946;

zur Verletzung von Emissionsgrenzwerten: OLG Köln VersR 1993, 894, 895;

zur Verletzung von Verkehrssicherungspflichten: BGH NJW 1994, 945, 946; BGH NJW 2001, 2019, 2020; Thüringer OLG OLG-NL 2005, 217, 219 f. m.w.N.;

kritisch *Günther*, 116 ff.

<sup>1668</sup> Thüringer OLG OLG-NL 2005, 217, 219 f.; LG Hamburg NJW-RR 1994, 1312, 1312; Gegenbeispiele BGH WM 1994, 1823, 1823 f.; OLG Köln VersR 1993, 894, 895.

<sup>1669</sup> Z.B. *Diederichsen*, 56. DJT, L 85; *Enders*, 148; *Sautter*, 76; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 243; Beispiele: BGH WM 1994, 1823, 1823 f.; OLG Köln VersR 1993, 894, 895; OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 27.

ist der Anscheinsbeweis häufig leicht zu erschüttern, da mehrere Möglichkeiten der Schadensverursachung in Betracht kommen, und bietet folglich keine entscheidende Beweiserleichterung für den Geschädigten.<sup>1670</sup>

Ein Anscheinsbeweis ist z.B. dann vorstellbar, wenn Schäden eindeutig Großemittenten<sup>1671</sup> zugeordnet werden können, ein Störfall charakteristische Schäden hervorgerufen hat oder der Umweltschaden in räumlicher und zeitlicher Nähe zur Umwelteinwirkung eintritt.<sup>1672</sup> Da Fälle dieser Art im Bereich der Umwelthaftung eher selten vorkommen, ist die Bedeutung des Anscheinsbeweises für den Nachweis der haftungsbegründenden Kausalität im Umwelthaftungsrecht eher gering.<sup>1673</sup>

#### 4. § 287 I S. 1 ZPO

Eine Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit könnte durch eine Erweiterung des Anwendungsbereichs des § 287 I S. 1 ZPO erreicht werden. Das Beweismaß des § 287 I S. 1 ZPO gilt für die haftungsausfüllende Kausalität und die Feststellung der Höhe von Schadensersatzansprüchen, auch für die Feststellung der Schadensanteile mehrerer Verursacher, während die haftungsbegründende Kausalität nach dem Beweismaß des § 286 I S. 1 ZPO zu beweisen ist (s.o).

So können z.B. bei der feststehenden Belastung von Gewässern oder landwirtschaftlichen Flächen mit Schadstoffen die Fisch- oder Tierbestandsschäden nach § 287 I S. 1 ZPO bestimmt werden.<sup>1674</sup> Auch die Schätzung von Schadensanteilen mehrerer Verursacher hat im Umwelthaftungsrecht eine gewisse praktische Bedeutung. Auf die problematischere Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität ist § 287 I S. 1 ZPO dagegen nicht anwendbar.<sup>1675</sup>

Eine Beweismaßreduzierung für den Bereich der haftungsbegründenden Kausalität durch die Ausdehnung des Anwendungsbereichs des § 287 I S. 1 ZPO wird dennoch hin und wieder vorgeschlagen.<sup>1676</sup>

---

<sup>1670</sup> *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, 358; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 243.

<sup>1671</sup> Beispiel bei *Lytras*, 355 ff.: Großemittent, der zwei Drittel der Luftschadstoffe in der Region verursacht.

<sup>1672</sup> *Engelhardt*, 221; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 379; vgl. OLG Celle VersR 1981, 66, 66 f. (charakteristische Schäden an Pflanzen unmittelbar nach Verwendung eines Unkrautvernichtungsmittels auf dem Nachbargrundstück, ob der Anscheinsbeweis tatsächlich herangezogen wurde, bleibt unklar).

<sup>1673</sup> *Von der Heide*, 189 ff. (in Bezug auf Distanzschäden); *Reiter*, 87 ff.; Beispielfall OLG Köln NJW-RR 1993, 598, 599: Ablehnung der Anwendung der Grundsätze des Anscheinsbeweises bei Einhaltung von Emissionswerten im Rahmen der §§ 823 I, 906 II S. 2 BGB, da dies dem Sinn des § 6 UmwHG widerspreche, der eine Kausalitätsvermutung nur für bestimmte Anlagen und nicht bei bestimmungsgemäßem Betrieb vorsieht.

<sup>1674</sup> OLG Hamm NJW 1988, 1031, 1032; LG Münster NJW-RR 1986, 947, 948, 950; *Engelhardt*, 225.

<sup>1675</sup> *Reiter*, 99; *Sautter*, 58.

<sup>1676</sup> *Gottwald*, Schadenszurechnung, 78 ff.; *Hanau*, 119 ff.; eher zustimmend *Lytras*, 378 f.

Danach wird einerseits vertreten, dass nur das Bestehen einer konkreten Gefährdungshandlung nach § 286 I S. 1 ZPO zu beweisen sein soll.<sup>1677</sup> Das Beweismaß des § 287 I S. 1 ZPO wird dann sowohl auf die haftungsbegründende als auch auf die haftungsausfüllende Kausalität angewandt, da sich in beiden Bereichen ähnliche Beweisprobleme stellen und kein sachlicher Grund für die Aufteilung bestehe.<sup>1678</sup> Das erhöhte Haftungsrisiko des Anspruchsgegners sei wegen der Schaffung der Gefahr für ein Rechtsgut des Anspruchstellers angemessen.<sup>1679</sup> Der Ausdruck „ob ein Schaden entstanden sei“ (§ 287 I S. 1 ZPO) beziehe sich auf den realen Schaden, also den Verletzungserfolg, während die Wendung „wie hoch sich der Schaden oder ein zu ersetzendes Interesse belaufe“ (§ 287 I S. 1 ZPO) sich auf den Vermögensfolgeschaden beziehe.<sup>1680</sup>

Andere unterscheiden nach Verhaltensnorm- und Eingriffstatbeständen. Bei verhaltensbezogenen Tatbeständen gebe es in den meisten Fällen keine haftungsbegründende Kausalität, da hier schon die Verletzung der Verhaltenspflicht die Haftung begründe. Bei Eingriffstatbeständen müsse zwar als Voraussetzung der Haftung ein Eingriff in ein fremdes Recht und damit auch die haftungsbegründende Kausalität vorliegen. Diese sei jedoch schon mit der Gefährdung des fremden Rechts gegeben.<sup>1681</sup> In beiden Gruppen bilde folglich eine Pflichtverletzung den haftungsbegründenden Umstand.<sup>1682</sup>

Diese Auffassungen gehen von einer unzutreffenden Vorstellung vom haftungsbegründenden Tatbestand aus. Tatsächlich löst nicht schon die Gefährdung eines Rechtsguts, sondern erst die darüber hinausgehende Verletzung eines Rechtsguts bei Eingriffstatbeständen die Haftung aus. Der Kausalzusammenhang bis zu diesem Verletzungserfolg ist damit als haftungsbegründender Kausalzusammenhang zu qualifizieren,<sup>1683</sup> auf den nach dem aus dem Zusammenspiel von §§ 286 I S. 1, 287 I S. 1 ZPO ersichtlichen Willen des Gesetzgebers § 286 I S. 1 ZPO Anwendung findet. Im Umwelthaftungsrecht dominieren Eingriffstatbestände, bei denen diese Unterscheidung besonders deutlich wird (vgl. §§ 823 I, 906 II S. 2 BGB, 1 UmwHG).<sup>1684</sup> Bei der verhaltensbezogenen Haftung (§§ 823 II BGB, 22 I, II WHG) ist der haftungsbegründende Tatbestand weniger umfassend. Er besteht z.B. nur aus der Schutzgesetzverletzung (§ 823 II BGB) bzw. der Wasserverunreinigung (§ 22 I, II WHG). Auch hier gehört aber nur die daraus

---

<sup>1677</sup> *Gottwald*, Schadenszurechnung, 83 (Verschuldenshaftung), 90 (Gefährdungshaftung).

<sup>1678</sup> *Gottwald*, Schadenszurechnung, 81.

<sup>1679</sup> *Gottwald*, Schadenszurechnung, 83.

<sup>1680</sup> *Gottwald*, Schadenszurechnung, 80.

<sup>1681</sup> *Hanau*, 121 f.

<sup>1682</sup> *Arens*, ZZZP 88 (1975), 1, 18.

<sup>1683</sup> *Arens*, ZZZP 88 (1975), 1, 20; *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 235.

<sup>1684</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 235.

folgende Schadensentstehung zur haftungsausfüllenden Kausalität, die nach § 287 I S. 1 ZPO zu beweisen ist.<sup>1685</sup>

Das Kriterium der Gefährdung, das als Voraussetzung für den Beweis des folgenden Kausalzusammenhangs nach § 287 I S. 1 ZPO dienen soll, ist zudem im Vergleich zur Voraussetzung des Verletzungserfolgs sehr ungenau. Eine Gefährdung ist damit angesichts der Vielzahl möglicher Gefährdungen vom Kläger leicht nachzuweisen. Unter dieser Voraussetzung allein dem Kläger die Beweiserleichterung des § 287 I S. 1 ZPO zu gewähren, führt zu einer zu starken Begünstigung des Anspruchstellers.<sup>1686</sup>

Gegen diese Ausweitung des Anwendungsbereichs des § 287 I S. 1 ZPO spricht auch, dass sie faktisch eine Herabsetzung des Beweismaßes bezüglich aller Kausalitätsfragen auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit zur Folge hätte. Dies würde zu einer ungerechtfertigten Ausweitung von Schadensersatzansprüchen führen.<sup>1687</sup> Eine solche Durchbrechung des Grundsatzes, dass der Anspruchsgegner die Voraussetzungen eines Anspruchs voll zu beweisen hat, bedarf einer besonderen Begründung. Bei § 287 I S. 1 ZPO besteht die Begründung darin, dass der Anspruchsgegner für den Geschädigten das Risiko der Nichtbeweisbarkeit des Schadens schafft. Diese Begründung greift aber erst ein, wenn eine Rechtsgutsverletzung unstreitig eingetreten oder nach § 286 I S. 1 ZPO voll bewiesen ist.<sup>1688</sup>

Die Rechtsprechung betont einerseits, dass § 286 I S. 1 ZPO auf den Beweis der haftungsbegründenden Kausalität anwendbar ist, während die haftungsausfüllende Kausalität und der Schadensumfang nach § 287 I S. 1 ZPO bestimmt werden können.<sup>1689</sup> Andererseits wendet der BGH in seinen Entscheidungen im Bereich der Umwelthaftung § 287 I S. 1 ZPO für die Schätzung der Verursachungsanteile bei Teilkausalität (s.o. Teil 2, Kapitel 6, B.I.2) an.<sup>1690</sup> Da die Bestimmung der Verursachungsanteile auch schon bei der haftungsbegründenden Kausalität eine Rolle spielt, wird dies als Anwendung des § 287 I S. 1 ZPO (auch) auf die haftungsbegründende Kausalität kritisiert.<sup>1691</sup> Jedoch stand in den entschiedenen Fällen die Verursachung einer Rechtsgutsverletzung durch Umwelteinwirkungen fest. Z.B. hatte jeder der Anspruchsgegner eine wesentliche Grundstücksbeeinträchtigung i.S.d. § 906 II S. 2 BGB verursacht.<sup>1692</sup> Damit war das „Ob“ der Schadensverursachung, die haftungsbegründende Kausalität, laut BGH bewiesen.

<sup>1685</sup> Staudinger/*Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 235.

<sup>1686</sup> *Arens*, ZZP 88 (1975), 1, 21 (für Eingriffstatbestände).

<sup>1687</sup> *Sautter*, 67 m.w.N.

<sup>1688</sup> *Arens*, ZZP 88 (1975), 1, 20 (für Eingriffstatbestände); ähnlich *Knoche*, 25.

<sup>1689</sup> Z.B. LG Münster NJW-RR 1986, 947, 948 ff., 954.

<sup>1690</sup> BGHZ 66, 70, 75; BGHZ 70, 102, 108; BGHZ 85, 375, 383.

<sup>1691</sup> *Diederichsen*, 56. DJT, L 85; *Engelhardt*, 230; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 353; *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 124; *Sautter*, 67; *Soergel/Baur*, § 906 BGB Rn. 169; *Walter*, NJW 1978, 1158, 1159.

<sup>1692</sup> BGHZ 66, 70, 75 (Verursachung der wesentlichen Grundstücksbeeinträchtigung stand fest); BGHZ 70, 102, 104, 108 (haftungsbegründende Kausalität muss noch nach § 286 ZPO festgestellt

haftungsbegründende Kausalität, laut BGH bewiesen. Die Verursachungsanteile konnten dann nach § 287 I S. 1 ZPO geschätzt werden.<sup>1693</sup>

Damit kann § 287 I S. 1 ZPO dem Geschädigten außerhalb seines recht engen Geltungsbereichs der haftungsausfüllenden Kausalität nicht helfen.<sup>1694</sup>

## 5. Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit

Ausgehend von einer objektiven Theorie des Beweismaßes und inspiriert von anglo-amerikanischen und skandinavischen Vorbildern<sup>1695</sup> wird in der deutschen Rechtswissenschaft zum Teil gefordert, das Beweismaß generell oder je nach Einzelfall so zu reduzieren, dass die Überzeugung des Richters von der überwiegenden Wahrscheinlichkeit des Vorliegens einer Tatsache zur Beweiserbringung ausreicht.

### a) Generelle Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit, Beweismaßreduzierung nach Billigkeit

Die objektive Beweismaßtheorie versteht unter dem Beweismaß das Maß an Wahrscheinlichkeit, das zum Beweis erforderlich ist.<sup>1696</sup> Die Überzeugung des Richters gemäß § 286 I S. 1 ZPO bezieht sich danach auf einen gewissen Grad an Wahrscheinlichkeit.<sup>1697</sup> Dies steht im Gegensatz zur Ansicht der herrschenden subjektiven Beweismaßtheorie, welche im Rahmen des § 286 I S. 1 ZPO die subjektive Überzeugung des Richters von der Wahrheit einer Tatsachenbehauptung fordert. Welcher Grad der Wahrscheinlichkeit für die richterliche Überzeugungsbildung erforderlich ist, wird nach der objektiven Beweismaßtheorie dem Richter durch von Rechtsprechung und Lehre entwickelte Rechtsnormen vorgegeben.<sup>1698</sup> In der Regel werde eine sehr hohe Wahrscheinlichkeit gefordert,<sup>1699</sup> in manchen Bereichen werden die Anforderungen an die Wahrscheinlichkeit aber auch erhöht oder herabgesetzt.<sup>1700</sup> Die subjektive Überzeugung des Richters nach § 286 I S. 1 ZPO, die die subjektive Beweismaßtheorie fordert, stelle in Wahrheit nur einen sehr hohen Grad der Wahrscheinlichkeit dar, auf den sich die Überzeugung des Richters beziehe.<sup>1701</sup> Wie wahrscheinlich das Vorliegen einer bestimmten Tatsache ist, solle anhand statistischer

---

werden); LG Hamburg MDR 1965, 45, 46; *Reiter*, 99; *Sautter*, 67 (Grenzfälle); *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 234.

<sup>1693</sup> BGHZ 66, 70, 76; *Reiter*, 99; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 234.

<sup>1694</sup> Z.B. BGHZ 66, 70, 75 f.; OLG Düsseldorf NJW-RR 2002, 26, 27; *Diederichsen*, 56. DJT, L 85; *Enders*, 153; *Engelhardt*, 225; *Köndgen*, UPR 1983, 345, 353; *Salje/Peter/Salje*, §§ 1, 3 UmwHG Rn. 124; *Staudinger/Kohler*, Einl. UmwHR Rn. 234 m.w.N.; *Walter*, NJW 1978, 1158, 1159.

<sup>1695</sup> Vgl. *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289 ff.

<sup>1696</sup> *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 334 f., *Maassen*, 19; *Musielak/Stadler*, Rn. 138; *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289, 290 bezeichnet dies als Beweislast.

<sup>1697</sup> *Musielak*, 118 f.; *Musielak/Stadler*, Rn. 138.

<sup>1698</sup> *Musielak*, 118 f.; *Musielak/Stadler*, Rn. 146.

<sup>1699</sup> *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 334.

<sup>1700</sup> *Musielak*, 116 f.; *Musielak/Stadler*, Rn. 150.

<sup>1701</sup> *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289, 292; *Gottwald*, FS Lange, 447, 458 f.; *Musielak*, 114 ff.

Methoden bestimmt werden.<sup>1702</sup> Wenn diese mangels Erfahrungswerten nicht zur Wahrscheinlichkeitsfeststellung führen, sei wieder auf die Überzeugung des Richters zurückzugreifen.<sup>1703</sup> Die objektive Theorie möchte den Grad der zum Beweis erforderlichen Wahrscheinlichkeit abstrakt-generell und objektiv bestimmen und die Beweismwürdigung nicht allein dem subjektiven richterlichen Ermessen überlassen.<sup>1704</sup> Die objektive Beweismaßtheorie definiert das Beweismaß damit als das für den Beweis objektiv erforderliche Maß an Wahrscheinlichkeit.

Die subjektive Theorie versteht unter dem Beweismaß als Kriterium für das Beweisen einer streitigen Behauptung dagegen die subjektive Überzeugung des Gerichts von der Wahrheit.

Diese unterschiedlichen Prämissen würden jedoch in der Praxis nicht in jedem Fall zu unterschiedlichen Ergebnissen führen. Die subjektive Beweismaßtheorie verlangt, dass der Richter von der Wahrheit der zu beweisenden Tatsache überzeugt ist. Dafür ist keine absolute Gewissheit des Richters erforderlich, sondern nur ein „für das praktische Leben brauchbarer Grad an Gewissheit, der Zweifeln Schweigen gebietet, ohne sie auszuschließen“.<sup>1705</sup> Nach der objektiven Theorie bleibt beim Beweis immer ein Rest von Unsicherheit, da aus statistischen Werten zwar u.U. eine sehr hohe Wahrscheinlichkeit, nicht aber die Sicherheit der Wahrheit einer Tatsachenbehauptung hergeleitet werden kann.<sup>1706</sup> In der praktischen Anwendung würden diese Theorien, wenn man bei der objektiven Theorie ein sehr hohes Maß an Wahrscheinlichkeit verlangt, auf die sich die Überzeugung des Richters bezieht, daher meistens zum gleichen Ergebnis führen.<sup>1707</sup>

Einige Vertreter der objektiven Theorie verlangen jedoch darüber hinaus, inspiriert von skandinavischen und anglo-amerikanischen Regeln des Beweismaßes, die Herabsetzung des Grades der zum Beweis erforderlichen Wahrscheinlichkeit auf die bloß überwiegende Wahrscheinlichkeit (Überwiegensprinzip).<sup>1708</sup> Es entspreche eher Gerechtigkeit als eine Entscheidung nach Beweislastregeln, wenn derjenige, der wahr-

---

<sup>1702</sup> *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 338; *Musielak*, 111 f.

<sup>1703</sup> *Musielak*, 113.

<sup>1704</sup> *Maassen*, 27; ähnlich *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289, 295.

<sup>1705</sup> BGHZ 53, 245, 256; BGHZ 61, 165, 169; BGH NJW 1993, 935, 937.

<sup>1706</sup> *Musielak/Stadler*, Rn. 144.

<sup>1707</sup> Ähnlich *Gmehling*, 30; *Stecher*, 39 f.; noch weitergehend *Rosenberg/Schwab/Gottwald*, 769, danach soll sogar die Ansicht, die überwiegende Wahrscheinlichkeit für ausreichend hält, oft zum gleichen Ergebnis wie die subjektive Theorie kommen.

<sup>1708</sup> *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 334 ff., 343 (z.T. differenzierend); *Maassen*, 194 f. (je nach Interessenlage Herabsetzung des Beweismaßes auf überwiegende Wahrscheinlichkeit, insbesondere unter Berücksichtigung der hypothetischen Kosten fehlerhafter tatsächlicher Feststellungen und Nichtfeststellungen); ähnlich *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289, 301 für den Verschuldens- und Kausalitätsnachweis im deutschen Recht.

scheinlich Recht hat, Recht bekommt gegenüber demjenigen, der wahrscheinlich Unrecht hat.<sup>1709</sup>

Die Herabsetzung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit widerspricht Wortlaut und Sinn des § 286 ZPO. § 286 I ZPO verlangt die volle Überzeugung des Richters von der Wahrheit. Die bloß überwiegende Wahrscheinlichkeit des Vorliegens einer Tatsache reicht dafür nicht.<sup>1710</sup> Dem Richter wird die freie Beweiswürdigung und die Entscheidung nach freier Überzeugung, ob eine tatsächliche Behauptung für wahr oder unwahr anzusehen ist (§ 286 I S. 1 ZPO) durch das Erfordernis der statistischen Wahrscheinlichkeitsfeststellung aus der Hand genommen. Entweder müsste der Richter selbst statistische Berechnungen anstellen, oder er müsste sich auf die Aussage von Gutachtern verlassen. Wenn der Richter sich auf die Entscheidung von Gutachtern verlassen muss,<sup>1711</sup> aber auch wenn er selbst die Wahrscheinlichkeit anhand statistischer Berechnungen feststellt, ist eine autonome Entscheidung des Richters aufgrund freier Beweiswürdigung nach seiner subjektiven Überzeugung, der nach dem Wortlaut und Sinn des Gesetzes entscheidende Bedeutung zukommt, nicht mehr möglich. Zudem ist eine statistische Wahrscheinlichkeitsfeststellung in den meisten Fällen praktisch mangels Erfahrungswerten nicht oder nicht genau möglich.<sup>1712</sup> Willkürliche Entscheidungen und weniger Rechtssicherheit als bei der Anwendung der subjektiven Theorie wären die Folge.

Gegen die Herabsetzung des Beweismaßes auf einen gewissen Grad der Wahrscheinlichkeit spricht auch die Systematik des Gesetzes. Fälle, in denen lediglich die Glaubhaftmachung einer Tatsache, also deren überwiegende Wahrscheinlichkeit, gefordert ist, werden ausdrücklich gesetzlich festgelegt (z.B. §§ 714 II, 920 II ZPO).<sup>1713</sup> Die Regeln der Beweislastverteilung fänden bei Beweismaßreduzierung auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit nur in den sehr seltenen Fällen Anwendung, dass die Wahrscheinlichkeit der Wahrheit einer Tatsachenbehauptung genau 50 % beträgt.<sup>1714</sup> Diesen Beweislastregeln liegen Gerechtigkeitserwägungen von Rechtsprechung und Gesetzgebung zugrunde, die so kaum noch zum Tragen kämen.<sup>1715</sup> Das Bestehen dieser Regelungen zeigt, dass das Gesetz sich in der Regel nicht mit der überwiegenden Wahrscheinlichkeit zufriedengibt.<sup>1716</sup>

Die Herabsetzung des Beweismaßes würde dazu führen, dass die Voraussetzungen einer Anspruchsgrundlage schon bei der überwiegenden Wahrscheinlichkeit des Vorliegens der Voraussetzungen als erfüllt angesehen würden. Der Anspruchsgegner

---

<sup>1709</sup> *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 344.

<sup>1710</sup> *Leipold*, 8; *Sautter*, 62; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 378; *Zöller/Greger*, § 286 ZPO Rn. 18.

<sup>1711</sup> Ähnlicher Ansatz bei *Baumgärtel*, 50; *Leipold*, 10.

<sup>1712</sup> *Baumgärtel*, 49; *Leipold*, 11; ähnlich *Knoche*, 27 ff.

<sup>1713</sup> *Sautter*, 62.

<sup>1714</sup> *Enders*, 150 f.; *Sautter*, 63; so aber *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, 344.

<sup>1715</sup> *Enders*, 151; *Leipold*, 8.

<sup>1716</sup> *Leipold*, 8; *Sautter*, 63.

würde häufig haften, obwohl die Voraussetzungen der jeweiligen Anspruchsgrundlage nicht erfüllt wären.<sup>1717</sup> Damit widerspricht diese Herabsetzung dem Sinn des Beweises, zur möglichst umfassenden Übereinstimmung des vom Gericht beurteilten mit dem wahren Sachverhalt zu führen.<sup>1718</sup> Zudem kann dies zu einer bloßen Verdachtshaftung potentieller Schädiger führen.<sup>1719</sup>

Die Herabsetzung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit lässt sich nicht mit dem Rechtsgefühl in der Bevölkerung vereinbaren, nach dem der Anspruchsteller seinen Anspruch beweisen muss. Eine Klageabweisung mangels Beweises für das Bestehen des Anspruchs wird in der Bevölkerung eher akzeptiert als eine Klageabweisung aus dem Grund, dass das Vorbringen des Gegners wahrscheinlicher ist als das eigene Vorbringen.<sup>1720</sup>

Daher ist die generelle Herabsetzung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit nicht sinnvoll.

Aufgrund der Gefahr von Rechtsunsicherheit und mangelnder Vorhersehbarkeit gerichtlicher Entscheidungen ist auch die Ansicht abzulehnen,<sup>1721</sup> die kein grundsätzlich einheitliches Beweismaß oder ein in bestimmten Fallgruppen geringeres Beweismaß anerkennt, sondern dem Richter im Einzelfall einen erheblichen Spielraum für die Bestimmung des Beweismaßes nach Billigkeitsgesichtspunkten gibt.<sup>1722</sup>

## **b) Reduzierung des Beweismaßes im Umwelthaftungsrecht**

Vielfach wird aufgrund der oben angesprochenen Beweisschwierigkeiten vorgeschlagen, das Beweismaß des Klägers bei Umweltschäden für den Nachweis der haftungsbegründenden Kausalität zwischen Umwelteinwirkung und Verletzungserfolg auf den Beweis der überwiegenden Wahrscheinlichkeit zu reduzieren.<sup>1723</sup> Hat der Kläger diesen Beweis erbracht, muss der Anspruchsgegner den Gegenbeweis als Vollbeweis erbringen, um sich zu entlasten.<sup>1724</sup>

---

<sup>1717</sup> *Reiter*, 119; ähnlich *Baumgärtel*, 49 (Gefahr unrichtiger Entscheidungen); *Fikentscher* Rn. 630 (Gefahr von Fehleinschätzungen); *Stecher*, 48 f. (Gefahr der Ausuferung von Anspruchsgrundlagen).

<sup>1718</sup> *Zöllner/Greger*, § 286 ZPO Rn. 18; ähnlich *Enders*, 150 (Beweismaß der überwiegenden Wahrscheinlichkeit dient nicht der Wahrheitsfindung als Ziel des Zivilprozesses); *Stecher*, 49.

<sup>1719</sup> *Enders*, 151 m.w.N.

<sup>1720</sup> *Baumgärtel*, 49.

<sup>1721</sup> So auch *Sautter*, 46.

<sup>1722</sup> *Gottwald*, FS Lange, 447, 451; *Gottwald*, KF 1986, 3, 13, 15; *Lytras*, 357 ff.

<sup>1723</sup> *Baumann*, JuS 1989, 433, 437; *Enders*, 151 ff.; *Engelhardt*, 223; *Gmebling*, 204 ff. (einschränkend), 231, 235 ff. (Kombination aus herabgesetztem Beweismaß und Beweislastumkehr); *Gottwald*, FS Lange, 447, 458 f.; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1968 (Kausalität zwischen Immission und Schaden); *Mayer*, MDR 1991, 813, 815; *Rehbinder*, NuR 1989, 149, 159; *Reiter*, 122 ff. (bei besonders umweltgefährlichen Verhaltensweisen und wesentlichen Verursachungsbeiträgen); *Stecher*, 208 ff.; *Walter*, NJW 1978, 1158, 1159; Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, § 4 I, BT-Drs. 11/4247; ähnlich *Fikentscher*, Rn. 630; a. A. OLG Köln VersR 1993, 894, 895; *Diederichsen*, 56. DJT, L 92 f.; *Sautter*, 65 f.; *Schwabe*, VersR 1995, 371, 378.

<sup>1724</sup> *Rehbinder*, NuR 1989, 149, 159; *Mayer*, MDR 1991, 813, 815.

Zur Begründung wird als Parallele die traditionelle Beweismaßreduzierung im Sozialrecht beim Nachweis des Zusammenhangs zwischen bestimmten schädigenden Einwirkungen und Gesundheitsschäden angeführt.<sup>1725</sup> Im Sozialrecht wird die Ursache von Gesundheitsschäden bestimmt, um die Schadensfälle einem bestimmten Risikobereich zuzuordnen und so festzustellen, ob eine Versicherung eingreift. Dagegen werden über die Bestimmung der Kausalität im Haftungsrecht Schäden bestimmten Personen zugeordnet, die dafür einstehen müssen. Im Haftungsrecht bestehe in der Regel jedoch für Schäden ein Versicherungsschutz, so dass es auch hier weniger um die Belastung eines bestimmten Schädigers und mehr um die Zuordnung eines Schadens zu einem Risikobereich gehe.<sup>1726</sup> Auch die Objektivierung der Umwelthaftung (dazu z.B. s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.III.1) zeige, dass im Umwelthaftungsrecht, wie im Sozialrecht, in erster Linie der Opferschutz und nicht, wie im allgemeinen Haftungsrecht, die Einschränkung des Handlungsspielraums des Einzelnen durch Haftungsregeln betont werde.<sup>1727</sup>

Ein weiteres Argument leiten die Befürworter dieser Beweismaßreduzierung aus dem Zweck der jeweiligen Anspruchsnorm her. Eine wesentliche, im materiellen Recht verankerte Eigenschaft subjektiver Rechte und damit auch von Anspruchsgrundlagen ist deren Erzwingbarkeit, also die Durchsetzbarkeit mit Hilfe des Gerichts. Wenn die Kausalität aufgrund unerfüllbarer Anforderungen an das Beweismaß in einer bestimmten Fallgruppe objektiv nicht beweisbar sei, sei diese Eigenschaft nicht gegeben, die Anspruchsgrundlagen liefen leer.<sup>1728</sup> Insbesondere sei dies der Fall, wenn sich über den Kausalzusammenhang „typischerweise nur Wahrscheinlichkeitsaussagen treffen lassen.“<sup>1729</sup> In solchen Fällen sei aus Gründen der materiellen Gerechtigkeit eine Reduzierung des Beweismaßes anzunehmen.<sup>1730</sup>

Bei der Umwelthaftung bestehe in besonderem Maße die Gefahr, dass angesichts der oben beschriebenen Beweisschwierigkeiten die Rechte des Geschädigten faktisch leer liefen, würde man einen Vollbeweis des Kausalzusammenhangs zwischen Umwelteinwirkung und Rechtsgutsverletzung verlangen. So wären die Rechte des Klägers, insbesondere bei sehr vielen in Frage kommenden Schädigern und unklaren Kausalverläufen, praktisch nicht durchsetzbar.<sup>1731</sup> Um diese ungerechtfertigte Benachteiligung des Klägers auszugleichen und das Risiko der Unaufklärbarkeit des Sachverhalts gerechter auf Kläger und Beklagten zu verteilen, solle beim Beweis der haftungsbe-

---

<sup>1725</sup> *Von Dörnberg*, NuR 1986, 153, 155; *Hager*, NJW 1986, 1961, 1968; gegen dieses Argument *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 159.

<sup>1726</sup> *Hager*, NJW 1986, 1961, 1968.

<sup>1727</sup> *Hager*, NJW 1986, 1961, 1968.

<sup>1728</sup> *Baumgärtel*, 50; *von Dörnberg*, NuR 1986, 153, 155; *Enders*, 151 m.w.N.; *Walter*, NJW 1978, 1158, 1159.

<sup>1729</sup> *Engelhardt*, 223 f.

<sup>1730</sup> *Baumgärtel*, 45, 50; *Enders*, 151.

<sup>1731</sup> *Von Dörnberg*, NuR 1986, 153, 155 (für § 14 S. 2 BImSchG); *Enders*, 152; *Engelhardt*, 223 f.; *Fikentscher*, Rn. 630; *Walter*, NJW 1978, 1158, 1159.

gründenden Kausalität im Umwelthaftungsrecht das Beweismaß auf die überwiegende bzw. ganz überwiegende Wahrscheinlichkeit herabgesetzt werden.<sup>1732</sup> So werde das Machtgefälle zwischen Schädiger und Geschädigtem im Prozess um Umweltschäden ausgeglichen.<sup>1733</sup>

Daraus ergebe sich gleichzeitig die Grenze der Anwendung dieser Beweismaßreduzierung. In einer Situation, in der der Vollbeweis nach Lage der Dinge möglich und nicht aufgrund der Natur der Situation ausgeschlossen ist, sondern dem Kläger etwa aus anderen Gründen der Beweis nicht gelingt, soll nach dieser Auffassung das Beweismaß nicht reduziert werden.<sup>1734</sup>

Gegen die Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit im Umwelthaftungsrecht sprechen zunächst die gleichen Argumente wie gegen die generelle Reduzierung des Beweismaßes (s.o. Teil 2, Kapitel 6, B.II.5.a). Insbesondere der Widerspruch zum Inhalt des § 286 I S. 1 ZPO und zum Regel-Ausnahme-Verhältnis zwischen § 286 I S. 1 ZPO und der Beweismaßreduzierung nach §§ 714 II, 920 II ZPO ist zu kritisieren.<sup>1735</sup> Ferner ist die Beweismaßregel nicht aus dem Sozial- in das Zivilrecht zu übertragen.<sup>1736</sup> Gegen die Übertragbarkeit spricht, dass für einen großen Teil der Umweltschäden weiterhin keine Versicherung besteht und auch das Verschuldenserfordernis durchaus noch eine gewisse Bedeutung bei verschiedenen Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts hat. Damit geht es hier, anders als im Sozialrecht, nicht nur um den Opferschutz in einer Solidargemeinschaft,<sup>1737</sup> sondern auch darum, inwieweit ein möglicher Schädiger mit dem Ersatz bestimmter Schäden belastet werden kann.

Bei der Umwelthaftung sind die Beweisschwierigkeiten je nach Art der Einwirkung, Verbreitungsmedium und Stand der Forschung sehr unterschiedlich,<sup>1738</sup> so dass nicht in jedem Fall die Ansprüche als faktisch nicht durchsetzbar anzusehen sind. Eine homogene Fallgruppe der Umweltschäden besteht nicht. Die Machtverschiebung im Prozess zugunsten des Geschädigten durch Beweismaßreduzierung ist folglich nicht in jedem Fall gerechtfertigt. Zudem ist die vorgeschlagene Reduzierung des Beweismaßes nicht praktikabel, da es für den jeweiligen mit dem Fall befassten Richter sehr schwer wäre, zu erkennen, wie groß die Beweisschwierigkeiten sind und ob sie tatsächlich die Reduzierung des Beweismaßes rechtfertigen.

---

<sup>1732</sup> *Baumgärtel*, 50 (weniger als sehr hohe Wahrscheinlichkeit); *von Dörnberg*, NuR 1986, 153, 155 (für § 14 S. 2 BImSchG); *Enders*, 152 (ganz überwiegende Wahrscheinlichkeit); *Engelhardt*, 223 (überwiegende Wahrscheinlichkeit).

<sup>1733</sup> *Hager*, NJW 1986, 1961, 1968; *Reiter*, 122; ähnlich *Engelhardt*, 223.

<sup>1734</sup> *Engelhardt*, 223 f.

<sup>1735</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 233.

<sup>1736</sup> Z.B. *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 233.

<sup>1737</sup> *Staudinger/Kobler*, Einl. UmwHR Rn. 233.

<sup>1738</sup> *Sautter*, 65.

Speziell im Umwelthaftungsrecht kommt dazu, dass die Vermutungen in §§ 6 I S. 1 UmwHG, 34 I GenTG eine Beweiserleichterung bieten, die darauf hinweist, dass der Gesetzgeber keine allgemeine Beweismaßreduzierung im Umwelthaftungsrecht bezüglich der haftungsbegründenden Kausalität vorgesehen hat.<sup>1739</sup> Vorschläge der Beweismaßreduzierung im Gesetzgebungsverfahren zum UmwHG wurden nicht umgesetzt.<sup>1740</sup>

Damit ist die Reduzierung des Beweismaßes auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit auch speziell im Bereich des Umwelthaftungsrechts abzulehnen. Stattdessen sollten zur Überwindung der Beweisschwierigkeiten die gesetzlichen und von der Rechtsprechung vorgeschlagenen Möglichkeiten der Beweiserleichterungen herangezogen werden. Diese Beweiserleichterungen widersprechen nicht der Vorschrift des § 286 I S. 1 ZPO, haben klar umrissene oder jedenfalls gerichtlich konkretisierbare Voraussetzungen und helfen ebenfalls dem Geschädigten beim Beweis der haftungsbegründenden Kausalität.

## 6. Auskunftsansprüche

Auskunftsansprüche des Geschädigten gegen den möglichen Schädiger oder gegen Behörden wirken zwar nicht als Beweiserleichterungen im Prozess, können aber schon im Vorfeld eines Prozesses die Beweisschwierigkeiten des Geschädigten vermeiden und werden deshalb ebenfalls hier aufgeführt. Im Bereich der Umwelthaftung finden sich solche Auskunftsansprüche in §§ 8, 9 UmwHG und in § 35 GenTG.

### a) §§ 8, 9 UmwHG

Der Geschädigte kann unter bestimmten Voraussetzungen nach §§ 8, 9 UmwHG Auskunftsansprüche gegen den Inhaber der Anlage (§ 8 I UmwHG) und gegen Behörden (§ 9 S. 1 UmwHG), die die Anlage genehmigt haben oder sie überwachen oder deren Aufgabe es ist, Einwirkungen auf die Umwelt zu erfassen, geltend machen. Diese Ansprüche haben den Zweck, dem Anspruchsteller, dem oft zur Durchsetzung seiner Ansprüche Informationen über die schädigende Situation fehlen, diese fehlenden Informationen zu verschaffen.<sup>1741</sup> So wird dem Geschädigten der Beweis, insbesondere im Hinblick auf die Kausalität zwischen der von einer Anlage ausgehenden Umwelteinwirkung und dem Verletzungserfolg, erleichtert. Besonders große Bedeutung hat der Auskunftsanspruch gegen den Inhaber der Anlage für den Beweis der Voraussetzungen der Kausalitätsvermutung nach § 6 I S. 1 UmwHG.<sup>1742</sup>

Voraussetzung für den Anspruch sowohl gegen den Inhaber der Anlage als auch gegen die Behörde ist, dass Tatsachen vorliegen, die die Annahme begründen, dass die fragliche Anlage einen Schaden des Anspruchstellers im Sinne des Umwelthaftungsrechts verursacht hat.

---

<sup>1739</sup> Sautter, 66; Staudinger/Kobler, Einl. UmwHR Rn. 233; so auch Gottwald, FS Lange, 447, 454.

<sup>1740</sup> Sautter, 66 m.w.N.

<sup>1741</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 8 UmwHG Rn. 1, § 9 UmwHG Rn. 1; ausführlich zu den Auskunftsansprüchen nach dem UmwHG Sautter, 160 ff.

<sup>1742</sup> Soergel/Spickhoff/Riedhammer, § 8 UmwHG Rn. 1.

tungsgesetzes verursacht hat. Die Auskunft muss zur Feststellung eines auf dem Umwelthaftungsgesetz beruhenden Schadensersatzanspruchs erforderlich sein (§§ 8 I S. 1, 9 S. 1 UmwHG).

Bei dem Auskunftsanspruch gegen den Inhaber der Anlage können nur Auskünfte über bestimmte Aspekte des Betriebs der Anlage verlangt werden, nämlich über die verwendeten Einrichtungen, die Art und Konzentration von eingesetzten und freigesetzten Stoffen, sonstige von der Anlage ausgehende Wirkungen und besondere Betriebspflichten nach § 6 III UmwHG, vgl. § 8 I S. 2 UmwHG. Wenn die begründete Annahme besteht, dass die Auskunft unvollständig, unrichtig oder nicht ausreichend ist, oder wenn die Auskunft nicht in angemessener Frist erfolgt, hat der Geschädigte subsidiär einen Anspruch gegen den Inhaber der Anlage auf Einsicht in Unterlagen (§ 8 III UmwHG). Der Auskunftsanspruch gegen den Inhaber der Anlage besteht nicht, wenn die gewünschten Informationen aufgrund gesetzlicher Vorschriften geheim zu halten sind oder die Geheimhaltung nach Interessenabwägung dem überwiegenden Interesse des Inhabers der Anlage oder eines Dritten entspricht (§ 8 II UmwHG).

Von Genehmigungs- oder Überwachungsbehörden können Auskünfte über die gleichen Aspekte wie beim Auskunftsanspruch gegen Anlagenbetreiber verlangt werden, zusätzlich Angaben über die Person des Inhabers der Anlage, seines gesetzlichen Vertreters oder eines Zustellungsbevollmächtigten (§§ 9 S. 3, 8 I S. 2 UmwHG). Die jeweilige Behörde ist nicht zur Erteilung von Auskunft verpflichtet, wenn dadurch die ordnungsgemäße Erfüllung ihrer Aufgaben beeinträchtigt würde oder das Bekanntwerden des Inhalts der Auskunft nachteilig für das Wohl des Bundes oder eines Landes wäre (§ 9 S. 2 UmwHG). Der Gesetzgeber hat diese Vorschrift in Anlehnung an § 29 II VwVfG geschaffen, so dass die Auslegung hier ähnlich wie bei dieser Vorschrift erfolgen muss.<sup>1743</sup> Der Umfang des Auskunftsverweigerungsrechts richtet sich nach dem Zweck des Verweigerungsgrundes.<sup>1744</sup> Zudem sind die Behörden nicht zur Erteilung von Auskunft verpflichtet, wenn die Vorgänge aufgrund Gesetzes oder aufgrund ihres Wesens, insbesondere aufgrund berechtigter Interessen der Beteiligten oder Dritter, geheimgehalten werden müssen (§ 9 S. 2 UmwHG). Ein Beispiel für Tatsachen, die aufgrund ihres Wesens geheimhaltungsbedürftig sind, sind Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, von denen die Behörde im Rahmen ihres Aufgabenbereichs Kenntnis erlangt hat.<sup>1745</sup>

Im Gegenzug gewährt § 10 I UmwHG dem Inhaber einer Anlage, gegen den ein Anspruch nach dem Umwelthaftungsgesetz geltend gemacht wird, einen Auskunftsanspruch gegen den Geschädigten, gegen den Inhaber einer anderen Anlage oder gegen eine in § 9 UmwHG genannte Behörde, soweit dies zur Feststellung des Um-

---

<sup>1743</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 9 UmwHG Rn. 4.

<sup>1744</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 9 UmwHG Rn. 4.

<sup>1745</sup> Soergel/*Spickhoff*/*Riedhammer*, § 9 UmwHG Rn. 7.

fangs seiner Ersatzpflicht gegenüber dem Geschädigten oder seines Ausgleichsanspruchs gegen den anderen Inhaber erforderlich ist (§ 10 I UmwHG). Für diese Auskunftsansprüche gelten viele Vorschriften der §§ 8, 9 UmwHG entsprechend (§ 10 II UmwHG).

## b) § 35 GenTG

§ 35 GenTG gibt dem Geschädigten Auskunftsansprüche gegen den Betreiber und gegen die Behörden, die für die Anmeldung, die Erteilung einer Genehmigung oder die Überwachung gentechnischer Arbeiten zuständig sind. Diese Auskunftsansprüche entsprechen weitgehend den Auskunftsansprüchen nach §§ 8-10 UmwHG.<sup>1746</sup> An dieser Stelle werden nur die Unterschiede zu den Auskunftsansprüchen nach Umwelthaftungsgesetz dargestellt.

§ 35 I GenTG gewährt, anders als § 8 III UmwHG, dem Geschädigten keinen Anspruch auf Einsicht in die Unterlagen des Betreibers. Dies wird damit begründet, dass gentechnische Arbeiten behördlich registriert und überwacht werden und daher der Auskunftsanspruch gegen Behörden diesen Bereich mit abdeckt.<sup>1747</sup>

Gemäß § 35 III GenTG bestehen die Auskunftsansprüche nicht, insoweit die Vorgänge auf Grund gesetzlicher Vorschriften geheimzuhalten sind oder die Geheimhaltung einem überwiegenden Interesse des Betreibers oder eines Dritten entspricht. Anders als nach §§ 8 II, 9 S. 2 UmwHG werden hier keine separaten Regelungen für Auskunftsansprüche gegen Betreiber und Behörde aufgestellt. Häufig wird vertreten, dass § 9 S. 2 UmwHG, der verschiedene Fälle nennt, in denen die Auskunftspflicht gegen die Behörde nicht greifen soll, auch im Rahmen des § 35 III GenTG anwendbar sein soll.<sup>1748</sup>

Nach § 35 GenTG hat der Betreiber, anders als der Inhaber einer gefährlichen Anlage nach § 10 I UmwHG, keinen Anspruch auf Auskunft oder Gewährung von Einsicht gegen einen anderen Betreiber. Eine solche Regelung war hier nicht erforderlich, da in der Regel nur ein einziger Betreiber als Schädiger in Betracht kommt.<sup>1749</sup> Der Betreiber hat nach § 35 GenTG, anders als der Inhaber einer Anlage, gegen den ein Anspruch nach dem UmwHG geltend gemacht wird (vgl. § 10 I UmwHG), auch keinen Anspruch auf Auskunft gegen den Geschädigten und keinen Anspruch auf Auskunft gegen Behörden.

## C. Fazit

Wenn nur ein Verursacher in Frage kommt, ist die Feststellung von Kausalität und Zurechnung relativ einfach. Die Hauptbegrenzung der Zurechnung ergibt sich aus

---

<sup>1746</sup> Staudinger/*Kobler*, § 32 ff. GenTG Rn. 50.

<sup>1747</sup> Staudinger/*Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 51.

<sup>1748</sup> *Hirsch/Schmidt-Didczubn*, § 35 GenTG Rn. 20; Staudinger/*Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 53.

<sup>1749</sup> Staudinger/*Kobler*, §§ 32 ff. GenTG Rn. 52.

dem Erfordernis des Schutzzweckzusammenhangs bzw. des Gefährdungszusammenhangs. Diese einfache Fallkonstellation kommt insbesondere bei Störfällen vor und ist im Bereich der Umwelthaftung nicht sehr häufig.

Wenn mehrere einen Umweltschaden verursacht haben, ist die Frage, wer für den gesamten Schaden oder für einen Teilschaden haftet, häufig schwieriger zu beantworten. Die Annahme einer gesamtschuldnerischen Haftung ist zwar für den Geschädigten sehr günstig, kommt aber nur in bestimmten Fallkonstellationen in Betracht. Zunächst liegt eine gesamtschuldnerische Haftung vor im begrenzten Anwendungsbereich der §§ 830 I S. 2 BGB, 36a IV GenTG, 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG und des §§ 830 I S. 1, II BGB. Weiter kann eine gesamtschuldnerische Haftung angenommen werden, wenn jedes schadensverursachende Ereignis den Verletzungserfolg und den Schaden auch alleine verursacht hätte.

Zudem liegt eine gesamtschuldnerische Haftung vor, wenn jeder Verursachungsbeitrag für das Entstehen des gesamten Verletzungserfolgs und des gesamten Schadens verantwortlich war. Dies ist der Fall, wenn der Verletzungserfolg und der Schaden nur durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen entstehen konnten, so dass, wenn eine Ursache wegfällt, der gesamte Verletzungserfolg und Schaden entfällt, und wenn ein Verursachungsbeitrag den anderen bedingt. Weiter ist eine gesamtschuldnerische Haftung nach dieser Regel anzunehmen, wenn mehrere Ursachen durch ihr Zusammenwirken einen größeren Verletzungserfolg und Schaden hervorgerufen haben, als man nach hypothetischer Summierung der Einzelwirkungen der Ursachen annehmen würde.

In allen anderen Fällen kommt man in der Praxis zur Haftung der Verursacher für den jeweils von ihnen verursachten Teil des Schadens, wobei die Schadensanteile nach § 287 I S. 1 BGB geschätzt werden können.

Bei sehr vielen Kleinemittenten als Verursachern stößt man an die Grenzen der Zurechnung. Hier kommt häufig nicht einmal eine Haftung jedes Einzelnen für einen Teilschaden in Betracht, da eine Schätzung der Anteile nach § 287 I S. 1 ZPO nicht möglich ist.

Grundsätzlich ist diese Lösung interessengerecht, da durch eine relativ restriktive Annahme der gesamtschuldnerischen Haftung gewährleistet wird, dass jeder Schädiger im Sinne des Verursacherprinzips tatsächlich nur für die von ihm verursachten Schäden haftet. Für den Geschädigten ergibt sich insbesondere bei der Verursachung durch eine Vielzahl von Kleinemittenten das Problem, dass er für seinen Schaden von niemandem Ersatz verlangen kann.

Der Beweis der tatsächlichen Voraussetzungen von haftungsbegründender und haftungsausfüllender Kausalität wird dem geschädigten Anspruchsteller auf verschiedene Weise erleichtert. Für den Bereich der haftungsausfüllenden Kausalität geschieht

dies in ausreichender Weise durch die Anwendung des § 287 I S. 1 ZPO. Schwieriger ist der Beweis der tatsächlichen Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität beim Umwelthaftungsrecht. Hier kommen dem Anspruchsteller bei einigen Tatbeständen der Gefährdungshaftung gesetzliche Kausalitätsvermutungen zu Hilfe. Außerhalb des recht engen Anwendungsbereichs dieser Vermutungen befürwortet die Rechtsprechung in einigen Fällen Beweiserleichterungen, so bei feststehender Grenzwertüberschreitung durch den Beklagten oder beim Verstoß des Beklagten gegen Untersuchungs- und Kontrollpflichten in Bezug auf die Einhaltung von Grenz- und Richtwerten. Diese Beweiserleichterungen sind angemessen, da bei Grenzwertüberschreitungen der Beklagte das Risiko von Umweltschäden rechtswidrig erhöht und bei der Nichteinhaltung von Untersuchungs- und Kontrollpflichten der Beklagte selbst die genaue Feststellung des Kausalverlaufs pflichtwidrig erschwert.

Die Anwendung der Grundsätze des Anscheinsbeweises ist ebenfalls möglich, kommt aber im Bereich der Umwelthaftung eher selten in Betracht.

Praktisch wird der Beweis dem Geschädigten in einigen Bereichen der Gefährdungshaftung durch Auskunftsansprüche erleichtert.

Versuche, das Beweismaß für die Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität allgemein oder für den Bereich des Umwelthaftungsrechts auf eine gewisse Wahrscheinlichkeit abzusenken, stehen dagegen im Widerspruch zu § 286 I S. 1 BGB und sind damit abzulehnen.

## Kapitel 7: Fondslösungen

In Deutschland gibt es kaum Umwelthaftungsfonds, d.h. Fonds, die den Ausgleich von Umweltschäden Einzelner zum Zweck haben. Mehrere entsprechende Vorschläge im Rahmen des Gesetzgebungsverfahrens für das Umwelthaftungsgesetz wurden nicht verwirklicht.<sup>1750</sup>

Eine privatrechtliche Bergschadensausfallkasse der Bergbauunternehmen übernimmt den Ausgleich von Bergschäden, wenn der Geschädigte keinen Ersatz von den nach § 114 I BBergG haftenden Unternehmen erlangen kann.<sup>1751</sup> Zudem ist geplant, dass die 2007 gegründete RAG-Stiftung für die Ewigkeitskosten des Bergbaus wie z.B. für Bergschäden aufkommen soll.<sup>1752</sup>

Weiter existiert ein Entschädigungsfonds für Schäden, die durch die Verwertung von Klärschlämmen in der Landwirtschaft entstehen. Hier soll näher nur dieser öffentlich-rechtlich organisierte Fonds dargestellt werden.

§ 9 I DüngemittelG sieht die Einrichtung eines Entschädigungsfonds vor, der die durch landbauliche Verwertung von Klärschlämmen entstehenden Schäden an Personen und Sachen sowie sich daraus ergebende Folgeschäden zu ersetzen hat. Näheres wird in der Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung vom 20. Mai 1998 geregelt.<sup>1753</sup> Nach einer Entscheidung des Bundesverfassungsgerichts verstößt die Einrichtung dieses Fonds nicht gegen die Vorgaben der Finanzverfassung für nicht-steuerliche Abgaben.<sup>1754</sup> Der Fonds dient dem Zweck, die Klärschlammverwertung in der Landwirtschaft zu fördern.<sup>1755</sup>

### A. Organisation

Der Fonds ist ein nicht rechtsfähiges Sondervermögen des Bundes mit dem Namen „Klärschlamm-Entschädigungsfonds“. Der Fonds kann unter seinem Namen im rechtsgeschäftlichen Verkehr handeln, klagen oder verklagt werden (§ 1 I Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Er wird verwaltet durch die Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung (§ 1 II Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Ein Beirat unterstützt die Bundesanstalt bei der

---

<sup>1750</sup> Näher *Reiter*, 191.

<sup>1751</sup> Durch die Gründung sollte die Errichtung einer Bergschadensausfallkasse als Anstalt öffentlichen Rechts nach § 122 I BBergG verhindert werden, *Reiter*, 193.

<sup>1752</sup> Satzung der Stiftung: <http://www.rag-stiftung.de/satzung.htm>, 2. Dezember 2007, Website der Stiftung: <http://www.rag-stiftung.de>, 2. Dezember 2007.

<sup>1753</sup> Zur Verfassungsmäßigkeit dieses Fonds BVerfG NVwZ 2004, 1477 ff.; zur Verfassungsmäßigkeit von Fonds im Umweltbereich s. auch BVerfG NVwZ 2005, 1171 ff. (Solidarfonds Abfallrückführung).

<sup>1754</sup> BVerfG NVwZ 2004, 1477 ff.

<sup>1755</sup> BVerfG NVwZ 2004, 1477, 1480.

Erfüllung der Aufgaben des Klärschlamm-Entschädigungsfonds (§ 2 I Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Mitglieder im Beirat sind ein Vertreter des Bundesministeriums für Ernährung, Landwirtschaft und Verbraucherschutz, ein Vertreter des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, ein Vertreter der Länder, zwei Vertreter der kommunalen Klärschlammabgeber, ein Vertreter der sonstigen beitragspflichtigen Klärschlammabgeber, drei Vertreter des landwirtschaftlichen Berufsstandes und drei Vertreter als neutrale Sachverständige (§ 2 III Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

## **B. Finanzierung**

Der Fonds wird durch Beiträge aller Hersteller von Klärschlämmen finanziert, soweit diese den Klärschlamm zur landbaulichen Verwertung abgeben (§ 9 II DüngemittelG). Diese müssen einen Beitrag von 20 DM (die Beträge wurden noch nicht auf Eurobeträge umgestellt) pro Tonne Klärschlamm bezogen auf dessen Trockenmasse, der zur landbaulichen Verwertung abgegeben wird, leisten (§ 4 S. 1 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Erhebungszeit, Fälligkeit und Verfahren der Erhebung sind in § 5 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung näher geregelt. Die Beitragspflicht ruht, wenn die finanzielle Ausstattung des Fonds 125 Millionen DM erreicht hat (§ 6 I Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung), und lebt wieder auf bei Unterschreitung von 100 Millionen DM (§ 6 II Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Wenn die finanzielle Ausstattung des Fonds aufgrund der Pflicht zur Anlage des Fondsvermögens nach § 3 II S. 1 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung auf 250 Millionen DM ansteigt und aufgrund der Schadensentwicklung absehbar ist, dass die Mittel nicht gebraucht werden, werden die eingezahlten Beiträge zurückerstattet, bis finanzielle Ausstattung wieder 125 Millionen DM beträgt (§ 6 III Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Wenn die Fondsmittel erschöpft sind, haben die Hersteller von Klärschlamm, die seit Inkrafttreten der Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung Klärschlamm zur landbaulichen Verwertung abgegeben haben, eine Nachschusspflicht (§ 7 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

## **C. Voraussetzungen für die Entschädigung**

Der Klärschlamm-Entschädigungsfonds ersetzt Sach- und Personenschäden und Folgeschäden, die durch die landbauliche Verwertung von Klärschlämmen entstehen (§ 9 I S. 2 DüngemittelG). Der Antrag auf Entschädigung muss schriftlich bei der Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung gestellt werden (§ 9 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Entscheidungen über Anträge auf Entschädigung bedürfen der Zustimmung des Beirats (§ 2 II S. 1 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

## **D. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber ist der Geschädigte, d.h. derjenige, dem ein ersatzfähiger Schaden entstanden ist.

## **E. Umfang der Entschädigung**

Der Geschädigte hat bei Sachschäden einen Schaden bis zu einer Höhe von 1.125 DM pro Schadensfall selbst zu tragen (§ 10 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Der Entschädigungshöchstbetrag pro Schadensfall beträgt 5 Millionen DM für Personen-, Sach- und Folgeschäden (§ 11 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung). Soweit der Fonds die Ansprüche des Geschädigten befriedigt, gehen die Forderungen des Geschädigten gegen sonstige Ersatzpflichtige auf den Fonds über (§ 12 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

## **F. Fazit**

Dieser Umwelthaftungsfonds kann aufgrund seiner Spezialität dem Geschädigten angesichts der natürlichen Grenzen der Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts kaum weiterhelfen. Insbesondere wenn eine Vielzahl von Personen von Umweltschäden einer bestimmten Art betroffen sind (Massenschäden), und der Verursacher zahlungsunfähig wird oder kein Verursacher festgestellt werden kann, wäre die Möglichkeit des Ersatzes dieser Schäden über einen umfassenderen Umwelthaftungsfonds sinnvoll.

### Teil 3: Umwelthaftung in Frankreich

Im Bereich der Haftung für Umweltschäden in Frankreich gibt es nur wenige durch den nationalen Gesetzgeber geschaffene Tatbestände, die sich speziell auf den Ersatz von Umweltschäden beziehen. Dazu gehören die Gefährdungshaftungstatbestände der Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, Art. 75-1 Code minier und Art. L. 541-23 Code de l'environnement. Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile sieht eine Haftung des Betreibers (*exploitant*) für von Luftfahrzeugen (*aéronefs*) in Bewegung verursachte Schäden vor. Praktisch werden hier insbesondere Lärmschäden erfasst. Art. 75-1 Code minier beinhaltet eine Haftung für durch Bergbau verursachte Schäden. Art. L. 541-23 Code de l'environnement regelt eine verschuldensunabhängige Haftung für Schäden, die durch bestimmte Abfälle verursacht werden.

In manchen anderen Bereichen, wie zum Beispiel bei der Haftung für Meeresverschmutzung durch Öl und für Unfälle in Verbindung mit Kernenergie, existieren spezielle Umwelthaftungstatbestände, die durch internationale Abkommen eingeführt wurden. Die durch solche Abkommen geschaffenen Regeln sollen hier aber nicht verglichen werden (s.o. Teil 1, A.II).

Außerhalb des Anwendungsbereichs dieser Vorschriften muss der Geschädigte sich auf das allgemeine deliktische Haftungsrecht (Art. 1382 ff. Code civil) oder auf die von der Rechtsprechung entwickelte nachbarrechtliche Anspruchsgrundlage der *théorie des troubles anormaux du voisinage* (Theorie der anormalen Störungen im Nachbarschaftsverhältnis) berufen.<sup>1756</sup>

Im Bereich der Umweltschäden kommt in Frankreich insbesondere die *théorie des troubles anormaux du voisinage* zur Anwendung.<sup>1757</sup> Hauptvoraussetzung dieser verschuldensunabhängigen Haftung ist nur die Überschreitung einer gewissen Störungsschwelle. Somit ist diese Anspruchsgrundlage oft günstig für den Geschädigten. Problematisch ist hier allerdings, dass nach Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation der Anspruch unter bestimmten Voraussetzungen nicht besteht, wenn der Anspruchsteller sich nach dem störenden Betrieb angesiedelt hat. Deshalb kann es in einigen Fällen für den Geschädigten günstiger sein, sich auf den ebenfalls verschuldensunabhängigen Art. 1384 I Code civil zu berufen, der eine Haftung für durch Sachen in der Sachherrschaft des Anspruchsgegners (*garde*) verursachte Schäden vorsieht.<sup>1758</sup> Dessen praktische Bedeutung im Rahmen der Umwelthaftung liegt zwischen der Bedeutung der *théorie des troubles anormaux du voisinage* und der Bedeutung der Verschuldenshaftung nach Art. 1382, 1383 Code civil. Besonders oft wird

---

<sup>1756</sup> Zur französischen Umwelthaftung in deutscher Sprache *Bergmann*, 35 ff.

<sup>1757</sup> *Baucumont/Gousset*, 360, 361, 363 ff.; *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 13; *Viney*, *Responsabilité civile et assurances* Mai 1998 Numéro spécial, 6, 7.

<sup>1758</sup> *Viney*, *Responsabilité civile et assurances* Mai 1998 Numéro spécial, 6, 7.

Art. 1384 I Code civil im Rahmen von Schäden, die aus plötzlichen, einmaligen Ereignissen resultieren, herangezogen.<sup>1759</sup> Die Rechtsprechung legt bei der Bejahung von Ansprüchen nach Art. 1384 I Code civil aber eine gewisse Zurückhaltung an den Tag, da sie die nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* erforderliche Störungsschwelle nicht aufgeben möchte.<sup>1760</sup>

Die Erforderlichkeit des Nachweises einer *faute*, d.h. einer schuldhaften Pflichtverletzung, ist trotz der Schaffung neuer Pflichten im Umweltbereich (s.u. Teil 3, Kapitel 1, A.I.1.b), das Haupthindernis für die Anwendung der Art. 1382, 1383 Code civil in der Umwelthaftung.<sup>1761</sup> Daraus resultiert auch deren im Verhältnis zur *théorie des troubles anormaux du voisinage* und zu Art. 1384 I Code civil geringere Bedeutung.

Dennoch bleibt eine gewisse praktische Bedeutung, da die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil weder die Überschreitung einer Störungsschwelle voraussetzt<sup>1762</sup> noch die sonstigen einschränkenden Voraussetzungen der *théorie des troubles anormaux du voisinage* (z.B. aus Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation) aufweist.<sup>1763</sup> Ferner ist hier nicht erforderlich, dass der Schaden durch einen unter der Sachherrschaft (*garde*) des Anspruchsgegners stehenden Gegenstand gemäß Art. 1384 I Code civil hervorgerufen wurde. So wird die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil immer dann herangezogen, wenn die typischerweise anwendbaren Anspruchsgrundlagen keine Aussicht auf Erfolg bieten.

Die Haftung nach Art. 1384 II Code civil, der eine verschuldensabhängige Haftung für Brandschäden vorsieht, kommt im Bereich der Umwelthaftung aufgrund ihrer speziellen Voraussetzungen eher selten zur Anwendung. Dasselbe gilt für die Spezialvorschriften der Gefährdungshaftung.

Das französische Umwelthaftungsrecht räumt der verschuldensunabhängigen Haftung einen immer größeren Raum ein. Diese Objektivierung der Umwelthaftung zeigt sich zum einen daran, dass sowohl von der Rechtsprechung als auch vom Gesetzgeber mit der *théorie des troubles anormaux du voisinage* sowie mit Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, Art. 541-23 Code de l'environnement und Art. 75-1 Code minier verschuldensunabhängige Tatbestände geschaffen wurden, deren Anwendungsbereich zu großen Teilen im Bereich der Umwelthaftung liegt. Auch verschuldensabhängige Tatbestände der Deliktshaftung werden immer mehr in Richtung einer verschuldensunabhängigen Haftung ausgebaut. Dies geschieht durch die Einführung von immer mehr umweltbezogenen Verhaltenspflichten durch Gesetzgebung, Rechtsprechung und Verwaltung, die insbesondere im Rahmen des verschuldensab-

---

<sup>1759</sup> *Baucumont/Gousset*, 361; *Lamy IC*, Nr. 805-22.

<sup>1760</sup> *Viney*, *Responsabilité civile et assurances* Mai 1998 Numéro spécial, 6, 7.

<sup>1761</sup> *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 15.

<sup>1762</sup> Kritisch *Martin*, *RIDC* 1-1992, 65, 68; für genehmigungsbedürftige Anlagen (*installations classées*) *Lamy IC*, Nr. 805-4.

<sup>1763</sup> *Martin*, *RIDC* 1-1992, 65, 68.

hängigen Anspruchs aus Art. 1382, 1383 Code civil zu einer Erweiterung des Anwendungsbereichs führen.<sup>1764</sup> Ferner gilt im Rahmen des Art. 1384 I Code civil eine von der Rechtsprechung geschaffene Haftungsvermutung, die nur durch den Beweis bestimmter Haftungsbefreiungsgründe (näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 1, B.V) entkräftet werden kann. Die Umwelthaftung dient folglich immer weniger der Bestrafung schuldhaften Verhaltens und ist eher Ausdruck des Gedankens der Opferentschädigung sowie der Prävention.<sup>1765</sup>

Im Folgenden werden die Anspruchsgrundlagen des französischen Umwelthaftungsrechts, und zwar zunächst die Deliktshaftung (Kapitel 1), dann die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* (Kapitel 2) und schließlich die Gefährdungshaftung (Kapitel 3) sowie das Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander (Kapitel 4) dargestellt. Weiter werden die Rechtsfolgen der Ansprüche gesondert beschrieben (Kapitel 5).

Auch in Frankreich bestehen die typischen Probleme des Umwelthaftungsrechts.<sup>1766</sup> Schwierigkeiten tauchen insbesondere bei Schäden auf, die einen großen Personenkreis betreffen (Massenschäden), so dass die Entschädigung jedes Einzelnen aufgrund der begrenzten Ressourcen des Schädigers nicht gesichert ist, und beim Ersatz von ökologischen Schäden, die allein kollektive Interessen betreffen. Zudem treten oft Schwierigkeiten bei der Ermittlung der Kausalität und dem Beweis ihrer Voraussetzungen auf (s.o. Teil 1, C.I).

Insbesondere die Rechtsprechung hat sich der Kausalitätsprobleme der Umwelthaftung angenommen und Regeln über Feststellung und Beweis der Kausalität, insbesondere bei mehreren in Frage kommenden Verursachern, entwickelt, die in Kapitel 6 dargestellt werden.

Angesichts dieser typischen Probleme des Ersatzes von Umweltschäden hat ebenfalls der französische Gesetzgeber eingegriffen und Lösungen außerhalb des traditionellen individuellen Haftungsrechts geschaffen. Die schnelle und effektive Entschädigung im Fall von Massenschäden wird in speziellen Fällen von Umwelthaftungsfonds (Kapitel 7) übernommen. Der Ersatz ökologischer Schäden wird ermöglicht durch die Schaffung erweiterter Klagerechte für Umweltverbände (Kapitel 8).

---

<sup>1764</sup> *Prieur*, Nr. 1155.

<sup>1765</sup> *Thunis*, 357 ff.; *Van Lang*, 220, 227 f.; dazu auch *Viney*, Responsabilité civile et assurances Mai 1998 Numéro spécial, 6, 7.

<sup>1766</sup> *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 67.

## Kapitel 1: Deliktshaftung

### A. Art. 1382, 1383 Code civil

Nach Art. 1382, 1383 Code civil haftet jeder, der durch eine schuldhafte Pflichtverletzung (*faute*) einem anderen einen Schaden verursacht, für den Ersatz dieses Schadens.

#### I. Faute

Zentrale Voraussetzung für das Eingreifen der Art. 1382, 1383 Code civil ist das Vorliegen einer *faute*.

#### 1. Objektives Element: Unerlaubtheit (*illicéité*)

##### a) Grundsätze

Dafür muss das Verhalten (*comportement*) des Anspruchsgegners zunächst objektiv fehlerhaft sein. Oft wird diese Voraussetzung als Unerlaubtheit (*illicéité*) bezeichnet. Erforderlich ist eine Pflichtverletzung.

Eine solche liegt einmal dann vor, wenn ein Verstoß gegen geschriebenes oder ungeschriebenes bindendes Recht vorliegt.<sup>1767</sup> Unerheblich ist ob es sich dabei um Gesetze im materiellen Sinne oder sonstiges Recht, etwa Einzelfallregelungen der Verwaltung (z.B. Genehmigungen), handelt. Zum ungeschriebenen Recht gehören insbesondere die *principes généraux du droit*, *coutumes* und *usages*.<sup>1768</sup> Sie spielen in der Umwelthaftung eine eher geringe Rolle.

Aber auch der Verstoß gegen sonstige Regeln, die auch von Privaten, wie z.B. *associations* (vergleichbar den deutschen Vereinen), erlassen sein können, kann die *faute* begründen.<sup>1769</sup> Den Gerichten kommt dabei je nach verletzter Verhaltensnorm ein unterschiedlicher Entscheidungsspielraum zu: bei der Verletzung einer bindenden gesetzlichen Regelung müssen sie das Vorliegen einer Pflichtverletzung annehmen, während sie bei der Verletzung nichtbindender oder von Privaten erlassener Regelungen einen größeren Entscheidungsspielraum haben.<sup>1770</sup> So können im Umwelthaft-

---

<sup>1767</sup> Statt vieler *Viney/Jourdain*, Nr. 447 ff.

<sup>1768</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 461; *coutumes* sind ungeschriebene bindende Regeln, die aus ständiger Übung und entsprechender Rechtsüberzeugung entstanden sind; *usages* sind im Gegensatz zu *coutumes* oft nicht bindend und haben vielfach nur Geltung in einer bestimmten Region oder für einen bestimmten Berufsstand; *principes généraux du droit* sind ebenfalls bindende Rechtsregeln, die von der Rechtsprechung entwickelt bzw. bestätigt wurden und insbesondere für die Verwaltung und deren Beziehungen zu Privaten gelten.

<sup>1769</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 461.

<sup>1770</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 461.

tungsrecht z.B. die Verletzung baurechtlicher Regeln<sup>1771</sup> und die Verletzung von Normen der Abwassereinleitung, die vom Gesundheitsminister erlassen wurden,<sup>1772</sup> eine Pflichtverletzung und damit eine *faute* gemäß Art. 1382, 1383 Code civil darstellen.

Die Rechtsprechung entwickelt auch außerhalb dieser bestehenden Regeln Verhaltensnormen. Dabei bezieht sie sich auf bestehende Pflichten sowie auf die Grundsätze von Gerechtigkeit und Billigkeit (*équité*) und Moral (*morale*), um Regeln zu entwickeln, deren Einhaltung sie als unabdingbar für das Leben in Gesellschaft ansieht. Faktisch wird dabei die moralische Überzeugung der Bevölkerungsmehrheit im Moment der Entscheidung berücksichtigt.<sup>1773</sup>

Einen Ausdruck findet der Grundsatz, dass auch bei Einhaltung sämtlicher geschriebener und ungeschriebener Regeln für das jeweilige Verhalten eine Pflichtverletzung vorliegen kann, auch in der im französischen Umweltrecht vielfach wiederholten Aussage, dass die Rechte Dritter durch die Einhaltung der für die entsprechende Tätigkeit geltenden öffentlich-rechtlichen Regelungen sowie durch bestehende Genehmigungen nicht beschränkt werden (z.B. Art. L. 214-6 Code de l'environnement für die Genehmigung von Anlagen, die Auswirkungen auf das Wasser haben, Art. L. 215-7 Code de l'environnement für die Verwaltung von bestimmten Gewässern, Art. L. 218-46 Code de l'environnement für Genehmigungen, die für Tätigkeiten im Meer und am Meeresgrund erteilt werden, Art. L. 218-63 Code de l'environnement für die Verfolgung der Verbrennung und Verklappung von Stoffen auf dem Meer, Art. L. 514-19 Code de l'environnement für die Genehmigung (*autorisation*) von *installations classées*, d.h. bestimmte, für Mensch und Umwelt gefährliche Anlagen, die entweder einer Genehmigung [*autorisation*] oder einer Anmeldung [*déclaration*] bei der zuständigen Stelle bedürfen, vgl. Art. L. 511-1 ff. Code de l'environnement).<sup>1774</sup> Insbesondere werden öffentlich-rechtliche Genehmigungen nach dem Gesetz unbeschadet der Rechte Dritter (*sous réserve des droits des tiers*) vergeben (vgl. z.B. Art. L. 514-19 Code de l'environnement).

Damit kann die Rechtsprechung, auch wenn eine verwaltungsrechtlich reglementierte Tätigkeit vorliegt, wie die Einleitung von Schadstoffen in einen Fluss, und die anwendbaren Vorschriften eingehalten wurden, das Vorliegen einer Pflichtverletzung und damit letztendlich zivilrechtliche Schadensersatzansprüche bejahen. Die Einhaltung verwaltungsrechtlicher Regelungen und die Existenz von Genehmigungen für

---

<sup>1771</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 5 juin 1996 Nr. 94-11103, Nr. Juris-Data 1996-002320 (über LexisNexis).

<sup>1772</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 juillet 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 619; TGI Bordeaux 28 févr. 1968 JCP G 1970 II 16529.

<sup>1773</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 98; *Gnaub*, 8; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 52; *Steichen*, 128; *Viney/Jourdain*, Nr. 461.

<sup>1774</sup> Zustimmung *Steichen*, 159.

schädigendes Verhalten stehen der Annahme einer Pflichtverletzung nicht entgegen.<sup>1775</sup>

Das Vorliegen eines solchen Pflichtverstoßes wird von der Rechtsprechung im Vergleich mit dem pflichtgemäßen Verhalten eines normal vernünftigen, vorsichtigen und informierten Menschen (*homme normalement prudent et avisé*), dem sogenannten *bon père de famille* (guten Familienvater), abstrakt bestimmt.<sup>1776</sup> Allerdings werden einige konkrete Gegebenheiten des Falles mit in die Bestimmung einbezogen, wie die soziale Stellung der Person, ihre Tätigkeit und ihre beruflichen Kenntnisse und Fähigkeiten sowie die tatsächlichen Umstände der Schadensverursachung. Es muss also bestimmt werden, wie eine normal vernünftige Person dieses Zuschnitts in der konkreten Situation gehandelt hätte. Dabei haben der tatsächliche Kenntnisstand des Handelnden und sein übliches Fehlverhalten außer Betracht zu bleiben.<sup>1777</sup>

## **b) Neue Pflichten im Bereich der Umwelthaftung**

Die Anwendungsmöglichkeiten der Art. 1382, 1383 Code civil erweitern sich in dem Maße, in dem neue Pflichten im Umweltbereich geschaffen werden.

Einerseits werden immer mehr gesetzliche Regelungen geschaffen, die insbesondere für Unternehmen Verpflichtungen zur Vorbeugung von Umweltschäden beinhalten. Als Beispiel sind zu nennen die Verpflichtung des Herstellers oder Besitzers schädlicher Abfälle, diese ordnungsgemäß zu entsorgen (Art. L. 541-2 Code de l'environnement), das Verbot, in das Meer Kohlenwasserstoffe einzubringen, die die Gesundheit der Menschen sowie Flora und Fauna des Meers und die Wirtschaftsentwicklung der Küstengebiete schädigen (Art. L. 218-32 Code de l'environnement) und das Verbot der Verbrennung von Stoffen, um sie dann im Meer zu verklappen (Art. L. 218-59 Code de l'environnement). Auch für *installations classées* wurden viele Pflichten geschaffen, deren Nichtbeachtung zur Annahme einer *faute* führen kann (vgl. Art. L. 511-1 ff. Code de l'environnement). Ebenfalls existieren etliche Strafvorschriften im Umweltbereich. Unter Strafe steht die Wasserverschmutzung durch Gesundheits- oder umweltschädliche Stoffe (Art. L. 216-6 Code de l'environnement für Süßwasser, Art. L. 218-73 Code de l'environnement für Salzwasser, Art. L. 432-2 Code de l'environnement für die Schädigung von Fischen), die Luftverschmutzung durch gesundheits- oder umweltschädliche oder störende Stoffe (Art. L. 226-9 Code de l'environnement), die Zerstörung oder Schädigung eines Naturdenkmals (*monument naturel*), eines besonders geschützten Bereichs (*site inscrit ou classé*, Art. L. 341-19 f. Code de l'environnement) oder eines Naturschutzgebiets (*réserve naturelle*, Art. L. 332-27 Code de l'environnement). Ferner ist der Betrieb genehmigungspflichtiger Anlagen ohne Genehmigung (Art. L. 514-9 Code de l'environnement) strafbar.

---

<sup>1775</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 156.

<sup>1776</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 13.

<sup>1777</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 13 ; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 53.

Die Verletzung nichtgesetzlicher staatlicher Regelungen, wie z.B. Einzelfallregelungen der Verwaltung, bedeutet ebenfalls eine Pflichtverletzung. So kann bei Betreibern von genehmigungspflichtigen Anlagen die Pflichtverletzung aus der Nichtbeachtung von Vorschriften, die im Rahmen der Genehmigung erlassen wurden, resultieren.<sup>1778</sup>

Aber auch die Rechtsprechung hat Pflichten im Umweltbereich entwickelt und kann so manchmal auch dann das Vorliegen einer Pflichtverletzung feststellen, wenn alle staatlichen Vorschriften beachtet wurden (s.o. Teil 3, Kapitel 1, A.I.1.a). Die Verletzung einer ungeschriebenen Pflicht und damit eine *faute* liegt zum Beispiel dann vor, wenn der Verwalter eines Klärwerks (*station d'épuration*) Arbeiten vornimmt, deren Eignung zur Wasserverschmutzung und zur Verursachung irreversibler Wasserschäden ihm bekannt war.<sup>1779</sup>

Insbesondere erlaubt es auch das Vorsorgeprinzip (*principe de précaution*) dem Gesetzgeber und der Rechtsprechung, neue Pflichten im Umweltbereich zu schaffen (näher zu diesem Prinzip s.o. Teil 1, B.II).<sup>1780</sup>

Dieses Prinzip hat die Schaffung verschiedener Verhaltensregeln durch Gesetz begünstigt. Insbesondere ist hier das Gesetz vom 13. Juli 1992 über die Kontrolle der Benutzung und Verbreitung von gentechnisch veränderten Organismen (heute Art. L. 531-1 ff. Code de l'environnement) zu nennen. Dieses verlangt nicht nur, Risiken möglichst schnell in das eigene Handeln einzubeziehen, sondern auch, der Verwirklichung von nach dem Stand der Wissenschaft noch unbekanntem Risiken vorzubeugen (vgl. auch Art. L. 535-1 Code de l'environnement).<sup>1781</sup>

Insbesondere sind es aber die Gerichte, die in Anwendung des Vorsorgeprinzips neue Pflichten im Umweltbereich schaffen oder ihren Umfang definieren. Die Rechtsprechung bezieht sich bereits hin und wieder auf dieses Prinzip, um die *faute* ohne Verstoß gegen ausdrückliche Regelungen festzustellen.<sup>1782</sup> So wurde ein Unternehmen zum Schadensersatz nach Art. 1382, 1383 Code civil für die Instandsetzung eines durch Altlasten verseuchten Grundstücks verurteilt, da es aufgrund seiner Tätigkeit, der Zerstörung von Industrieabfällen, die Verpflichtung hatte, die notwendigen Maßnahmen zur Vermeidung jedes Risikos der Umweltschädigung zu treffen, und dieser Pflicht nicht nachgekommen war.<sup>1783</sup> Ferner haftete ein Unternehmen, das einen Steinbruch betrieb, nach Art. 1382, 1383 Code civil für die Schäden, die den Nachbarn durch Rauchemissionen aufgrund von Abfallverbrennung und durch Lärm entstanden. Die Pflichtverletzung bestand hier darin, dass das Unternehmen nicht

---

<sup>1778</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-4.

<sup>1779</sup> *Crim.* 25 oct. 1995 *JCP G* 1995 IV 392.

<sup>1780</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 92; *Martin*, *JCP E Cah. dr. entreprise* Nr. 1 1999, 3, 4.

<sup>1781</sup> *Martin*, *JCP E Cah. dr. entreprise* Nr. 1 1999, 3, 4.

<sup>1782</sup> *Steichen*, 128 f., unter Hinweis auf *Civ.* 2e 19 févr. 1992, Nr. 189 (nicht veröffentlicht).

<sup>1783</sup> *TGI Senlis* 11. Juni 1991 ANRED / *Sté Rodanet*, zitiert von *Steichen*, 129.

alle Maßnahmen ergriffen hatte, um diese Schäden, z.B. durch die Anpflanzung von Bäumen und durch andere Vorsorgemaßnahmen, zu verhindern.<sup>1784</sup>

In der Zukunft könnte das Vorsorgeprinzip dazu führen, dass das Leitbild der Rechtsprechung des normal vernünftigen, vorsichtigen und informierten Menschen bei der Beurteilung von Sorgfaltspflichten sich ändert. Für die Vermeidung einer Pflichtverletzung könnte erforderlich werden, dass man nicht nur bekannte Risiken beachtet, sondern auch die Unsicherheit über eventuell noch unbekanntes Risiken in die Entscheidungen über sein Handeln miteinbezieht. Eine Folge wäre, dass man entweder bei der Handlung besondere Vorsichtsmaßnahmen beachten oder vor der Handlung alle wirtschaftlichen und vernünftigen Maßnahmen ergreifen muss, um diese Unsicherheit auszuräumen.<sup>1785</sup> Die Rechtsprechung könnte in diesem Zusammenhang auch in Zukunft mehr Wachsamkeit bei der Entdeckung neuer Risiken und der Nachprüfung diesbezüglicher Erkenntnisse fordern.<sup>1786</sup> Sogar die Verpflichtung von Unternehmen, die in bestimmten, risikobehafteten Bereichen, wie z.B. der Gentechnik, tätig sind, in bestimmtem Ausmaß selbst neues Wissen über diese Risiken zu schaffen, wäre denkbar.<sup>1787</sup>

Durch die Vervielfältigung von Pflichten im Umweltbereich vermehren sich die Möglichkeiten für eine Pflichtverletzung. Verhaltensweisen, die früher nicht als Pflichtverletzung und damit auch nicht als *faute* angesehen worden wären, werden jetzt als Pflichtverletzung gewertet. Dieser Aspekt der Objektivierung der Umwelthaftung bedeutet eine entscheidende Erweiterung des Anwendungsbereichs der Verschuldenshaftung nach Art. 1382, 1383 Code civil. Auch ist denkbar, dass die Rechtsprechung diese Entwicklung fortsetzen und in Zukunft noch leichter das Vorliegen einer Pflichtverletzung annehmen wird, da der normale und vernünftige Mensch in der Position des Schädigers angesichts der vielen bereits existierenden Regelungen für die Möglichkeit der Entstehung von Umweltschäden sensibilisiert ist und daher größere Vorsicht walten lassen kann.<sup>1788</sup>

## 2. Subjektives Element: Vorsatz oder Fahrlässigkeit

Der Schädiger muss entweder vorsätzlich oder fahrlässig handeln. Die Haftung nach Art. 1382 Code civil, genannt *responsabilité délictuelle*, fordert dabei vorsätzliches Handeln (*intention de nuire, faute intentionnelle*).<sup>1789</sup> Der Anspruchsgegner muss den Verletzungserfolg entweder absichtlich herbeigeführt oder zumindest in dem klaren Bewusstsein gehandelt haben, dass das Verhalten den Verletzungserfolg herbeiführt.<sup>1790</sup> Für die Haftung nach Art. 1383 i.V.m. Art. 1382 Code civil, die *responsabilité quasi-*

---

<sup>1784</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 févr.1992 Nr. 90-20806 (Legifrance).

<sup>1785</sup> *Martin*, JCP Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4.

<sup>1786</sup> *Martin*, JCP Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4.

<sup>1787</sup> *Martin*, JCP Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4.

<sup>1788</sup> *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 89.

<sup>1789</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 3516; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 109; *Gnaub*, 9.

<sup>1790</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 3516; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 110.

*délictuelle*, ist nur Fahrlässigkeit (*négligence* oder *imprudence*) erforderlich.<sup>1791</sup> Dies sind Fälle, in denen der Anspruchsgegner die schädigenden Folgen seines Handelns vorhergesehen, aber in Kauf genommen oder diese trotz Vorhersehbarkeit nicht vorhergesehen hat.<sup>1792</sup> Vorsatz oder Fahrlässigkeit müssen in dem Zeitpunkt, in dem die Schadensabwendung noch möglich gewesen wäre, vorliegen. Die Unterscheidung zwischen Vorsatz und Fahrlässigkeit ist für die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil nur insofern bedeutsam, als dass bei Vorsatz Art. 1382 Code civil, bei Fahrlässigkeit Art. 1383 i.V.m. Art. 1382 Code civil anwendbar ist. Voraussetzungen und Inhalt der Haftung sind bis auf diesen Unterschied in beiden Fällen gleich.

Im Bereich der Umwelthaftung wird die Haftung insbesondere auf Fahrlässigkeit im Umgang mit umweltschädigenden Stoffen oder umweltgefährdenden Anlagen gestützt. Vorsatz, der ja Absicht oder Wissentlichkeit in Bezug auf den Schaden voraussetzt, ist den Verantwortlichen selten nachzuweisen. So war in vielen Fällen der Wasserverschmutzung zwar kein Vorsatz nachzuweisen. Der Schädiger haftete aber für Fahrlässigkeit.<sup>1793</sup>

### 3. Keine Verschuldensfähigkeit erforderlich

Bis 1968 forderte die Rechtsprechung auch die persönliche bzw. subjektive Vorwerfbarkeit (*imputabilité*) des Verhaltens. Dafür wurde eine Verschuldensfähigkeit verlangt, die bei kleinen Kindern (*infans*) und sonstigen, im Moment des fehlerhaften Verhaltens nicht einsichtsfähigen Personen (*aliénés*) nicht vorhanden war.

Der neue Art. 489-2 Code civil, eingeführt durch Gesetz vom 3. Januar 1968, bestimmt, dass nicht einsichtsfähige Volljährige für den Schaden, den sie anderen verursachen, verantwortlich sind. Diese Lösung wurde von der Cour de cassation auch auf Minderjährige ohne Einsichtsfähigkeit (*mineurs frappés d'un trouble mental*)<sup>1794</sup> und schließlich auch auf sehr junge Kinder (*infans*), die aufgrund ihres Alters noch nicht

---

<sup>1791</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-2.

<sup>1792</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 111; anders als in Deutschland wird das billigende In-Kauf-Nehmen damit als Fall der Fahrlässigkeit, nicht des bedingten Vorsatzes, angesehen; Beispiel aus der Umwelthaftung: Fahrlässigkeit liegt vor, wenn jemand Gefäße auswäscht und das Wasser in ein Gewässer einleitet, obwohl auf den Gefäßen ein deutlich sichtbarer Hinweis auf die Giftigkeit der dort aufbewahrten Stoffe angebracht war, Civ. 2e 25 mars 1998 Nr. 96-18915, Nr. Juris-Data 1998-001605 (LexisNexis).

<sup>1793</sup> Civ. 2e 7 déc. 1960 Bull. civ. 1960 II Nr. 745: Verschmutzung eines Baches aufgrund fahrlässigen Verhaltens eines Unternehmens, das entweder mit dem Giftstoff unvorsichtig umgegangen ist oder kein effektives Filterverfahren durchgeführt hat; Civ. 3e 12 févr. 1974 JCP G 1975 II 18106: fahrlässige Abwassereinleitung durch eine Fabrik in einen Wasserlauf, so dass die Tiere eines Bauernhofs nicht mehr daraus trinken konnten und die Wiesen in der Nähe des Bachlaufs an Wert verloren; Crim. 25 oct. 1995 JCP G 1995 IV Nr. 392: Fahrlässigkeit des Verwalters eines Klärwerks, der Arbeiten am Klärwerk ausführen lässt, obwohl er deren Gefährlichkeit für das Wasser kennt; Civ. 2e 25 mars 1998 Nr. 96-18915 Nr. Juris-Data 1998-001605 (LexisNexis): fahrlässige Gewässerverschmutzung durch Auswaschen von Gefäßen, die zur Aufbewahrung gefährlicher Stoffe dienen, und Einleitung des Abwassers in ein Gewässer.

<sup>1794</sup> Civ. 1re 20 juillet 1976 Bull. civ. 1976 I Nr. 270; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 100 f.

einsichtsfähig sind,<sup>1795</sup> angewandt. Die Verschuldensfähigkeit ist damit für die Annahme einer *faute* nicht mehr erforderlich.

Die moralische Komponente der persönlichen Vorwerfbarkeit wird damit ersetzt durch das Prinzip einer möglichst umfassenden Opferentschädigung. Dies geht mit der heutigen Verbreitung der Versicherung von Haftungsrisiken einher und bedeutet damit keine übermäßige Belastung.<sup>1796</sup>

#### 4. Tun oder Unterlassen

Die *faute* kann durch Tun (*faute par commission*) oder Unterlassen (*faute par omission*) begangen werden. Nach der Rechtsprechung ist eine Unterlassung nur dann eine *faute*, wenn eine Pflicht zum Handeln bestand.<sup>1797</sup> Die Pflicht zum Handeln kann sich auch hier aus Parlamentsgesetz, sonstigen staatlichen Regelungen, Vertrag, von Privaten erlassenen Regeln oder auch ungeschriebenen, vom Richter entwickelten Pflichten ergeben.<sup>1798</sup> Diese Pflichtverletzung entspricht folglich der Pflichtverletzung, die zur Begründung der *faute* erforderlich ist.<sup>1799</sup> Die Rechtsprechung hat hier viele, zum Teil sehr allgemeine und weitgehende Pflichten entwickelt, z. B. die Pflicht, sich und andere nicht in Gefahr zu bringen, die Pflicht zur Information einer unwissenden Person über die Gefahren, in die sie sich durch ihre Tätigkeit begibt, oder Überwachungspflichten, wenn eine Aufsichtspflicht über eine andere Person besteht.<sup>1800</sup> Eine Pflichtverletzung durch Unterlassung im Bereich der Umwelthaftung und damit die Haftung nach Art. 1382 Code civil ist zum Beispiel dann gegeben, wenn bei der Zession sämtlicher Anteile einer Gesellschaft der Zedent dem Zessionar trotz Kenntnis verschweigt, dass sich auf dem Grundstück der Gesellschaft Altlasten (verseuchter Brunnen) befinden, obwohl dies große Kosten verursachen kann.<sup>1801</sup>

Das Vorsorgeprinzip kann auch hier zu einem erweiterten Anwendungsbereich der Haftung für *faute* im Umwelthaftungsrecht führen. Die aus dem Vorsorgeprinzip erwachsende Verpflichtung, auch bei Unsicherheit über das Bestehen eines Risikos Maßnahmen zur Verhinderung von schweren und unumkehrbaren Umweltschäden zu ergreifen, wird die Unterlassung in diesen Fällen als *faute* qualifizieren.<sup>1802</sup>

---

<sup>1795</sup> Cass. ass. plén. 9 mai 1984 Bull. ass. plén. 1984 Nr. 1 bis Nr. 4; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 100 f.

<sup>1796</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 101; kritisch zu dieser Rechtsprechung z.B. *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 54.

<sup>1797</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 108; z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 4 févr. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 41.

<sup>1798</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 oct. 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 200 (Verletzung von richterlich entwickelten Informationspflichten); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 108; *Viney/Jourdain*, Nr. 453.

<sup>1799</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 108 f.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7209; *Viney/Jourdain*, Nr. 453.

<sup>1800</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 456-1 mit Beispielen.

<sup>1801</sup> CA Lyon 10 avril 2003 Nr. Juris-Data 2003-219240 (LexisNexis).

<sup>1802</sup> *Martin*, JCP Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4.

## II. Kausaler Schaden

Nach Art. 1382, 1383 Code civil werden durch die *faute* verursachte Schäden jeder Art ersetzt (näher zu den Voraussetzungen der *causalité* (Kausalität) s.u. Teil 3, Kapitel 6, A).

## III. Anspruchsgegner: natürliche und juristische Personen

Anspruchsgegner ist der Verursacher des Schadens. Dies kann im Fall der Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil und ebenfalls bei der Haftung nach den weiteren in meiner Arbeit dargestellten Tatbeständen sowohl natürliche als auch juristische Personen sein. Das Verhalten ihrer Organe wird der juristischen Person zugerechnet. Ebenfalls haftet die juristische Person für Fehler in ihrer Organisation und Arbeitsweise, die nicht auf ein schuldhaftes Verhalten eines ihrer Organe zurückgeführt werden können.<sup>1803</sup>

## IV. Anwendungsfälle der Rechtsprechung

Im Folgenden werden einige Beispiele für die Anwendung des Anspruchs aus Art. 1382, 1383 Code civil durch die Rechtsprechung, sortiert nach den Umweltmedien, über deren Vermittlung der Schaden verursacht wurde, dargestellt.

### 1. Wasser

Ansprüche nach Art. 1382, 1383 Code civil bestehen häufig bei Wasserverschmutzung. Die Haftung für *faute* wurde zum Beispiel in einem Fall als Anspruchsgrundlage herangezogen, in dem ein Nachbar über einen Bachlauf die Wasserstelle eines Bauernhofs verunreinigte, woraufhin mehrere Tiere, die aus der Wasserstelle getrunken hatten, eingingen.<sup>1804</sup> Ein anderer Fall der Wasserverunreinigung betraf die Schadstoffeinleitung durch Unternehmen in einen Fluss, die zu Fischsterben und damit zum Schaden eines Angelvereins und eines Umweltschutzvereins führte.<sup>1805</sup> Nach Art. 1382, 1383 Code civil wurde auch jemand verurteilt, der trotz darauf angebrachten Warnhinweisen einen Behälter, der ehemals giftige Stoffe enthielt, auswusch und damit ein Gewässer verschmutzte.<sup>1806</sup> In einem anderen Fall wurde ein Unternehmen zu Schadensersatz verurteilt, das Chemikalien ableitete und dadurch einen Schaden am öffentlichen Abwassernetz (*réseau public d'assainissement*) verursachte.<sup>1807</sup> Ferner

---

<sup>1803</sup> Ausführlich dazu *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1368 ff.

<sup>1804</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 23 janv. 2003 Nr. Juris-Data 017721 (LexisNexis); ähnlich Civ. 2<sup>e</sup> 7 déc. 1960 Bull. civ. 1960 II Nr. 745: Tod eines Rinds, das aus einem verseuchten Bach getrunken hatte; Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1974 JCP G 1975 II 18106: hier wurde ebenfalls ein Bachlauf verunreinigt, so dass er nicht mehr als Tränke dienen konnte und die Wiesen in der Nähe des Bachlaufs an Wert verloren.

<sup>1805</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 156; ähnlich Civ. 2<sup>e</sup> 16 juin 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 190 ; 1. Instanz: TGI Bordeaux 28 févr. 1968 JCP G 1970 II 16529: Schadstoffeinleitung in ein Gewässer mit Fischsterben, Schaden des Eigentümers; Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 2001 Nr. 99-14717 (Legifrance): Fall der Schadstoffeinleitung in ein Gewässer mit Fischsterben, hier konnte allerdings die Kausalität nicht bewiesen werden.

<sup>1806</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 25 mars 1998 Nr. 96-18915 Nr. Juris-Data 1998-001605 (LexisNexis).

<sup>1807</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 186.

wurde der Verwalter eines Klärwerks (*station d'épuration*) zu Schadensersatz verurteilt, der an dem Klärwerk wassergefährdende Arbeiten vorgenommen hatte, ohne Maßnahmen zum Schutz des dadurch verschmutzten Flusses zu ergreifen.<sup>1808</sup>

## 2. Luft

Auch für Schäden, die nach Ausbreitung schädlicher Stoffe über die Luft entstehen, kommt die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil in Frage. So haftete ein Unternehmen, das einen Steinbruch betrieb, für die Schäden, die den Nachbarn durch Rauchemissionen und Lärm entstanden.<sup>1809</sup> Auch für Bienensterben nach Einsatz von Insektiziden auf dem Nachbargrundstück wurde nach Art. 1382, 1383 Code civil gehaftet.<sup>1810</sup> Weiter haftete der Betreiber einer metallverarbeitenden Fabrik für Schäden, die durch von der Fabrik ausgehende Blei- und Metallstäube verursacht wurden. Diese führten zu einer erhöhten Schadstoffbelastung von Feldern und zu einer erhöhten Sterblichkeit von Tieren, die das belastete Futter fraßen.<sup>1811</sup> Ferner kommt eine Haftung des Emittenten für die Ausbreitung von Kalk- und Zementstaub über die Luft in Betracht.<sup>1812</sup>

## 3. Boden

Ebenfalls kommt bei der Schädigung des Bodens eine Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil in Betracht, z.B. für den Ersatz des Aufwands für die Beseitigung von Altlasten.<sup>1813</sup>

## B. Generalklausel der Haftung für Sachen: Art. 1384 I Code civil

Nach Art. 1384 I Code civil haftet der Inhaber der *garde* (etwa: tatsächliche Sachherrschaft) über eine Sache für die durch diese Sache verursachten Schäden. Zu den typischen Sachen, von denen ein Umweltschaden ausgehen kann, gehören umweltgefährliche bewegliche Sachen wie Abfall<sup>1814</sup> oder sonstige umweltgefährliche Stoffe und unbewegliche Sachen wie z. B. Fabriken und sonstige Anlagen.

## I. Herausarbeitung einer Generalklausel der Haftung für Sachen aus Art. 1384 I Code civil durch die Rechtsprechung

Art. 1384 I Code civil war zunächst keine Anspruchsgrundlage. Nach Vorstellung der Verfasser des Code civil diente diese Vorschrift als Übergang zwischen den Regeln über die Haftung für die eigene schuldhafte Pflichtverletzung aus Art. 1382, 1383 Code civil und der Haftung für durch Sachen und andere Personen

---

<sup>1808</sup> Crim. 25 oct. 1995 JCP G 1995 IV 392.

<sup>1809</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 févr. 1992 Nr. 90-20806 (Legifrance).

<sup>1810</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 1972 Bull civ. 1972 II Nr. 180.

<sup>1811</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 25 mai 1993, Nr. 91-17276 (Legifrance).

<sup>1812</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15 m.w.N.

<sup>1813</sup> TGI Senlis 11. Juni 1991 ANRED / Sté Rodanet, zitiert von *Steichen*, 129.

<sup>1814</sup> *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 90; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15; *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 68.

verursachte Schäden aus Art. 1384 II-VIII Code civil.<sup>1815</sup> Ab 1896 hat die Rechtsprechung aus Art. 1384 I Code civil eine Generalklausel der Haftung für durch Sachen verursachte Schäden entwickelt.<sup>1816</sup> Zunächst wurde diese Anspruchsgrundlage als Antwort auf die immer häufigeren durch Maschinen verursachten Arbeitsunfälle entwickelt. Später war sie erforderlich wegen der immer zahlreicher werdenden Unfälle mit Kraftfahrzeugen und der daraus resultierenden Haftungsprobleme. Die bestehenden Anspruchsgrundlagen waren in diesen Fällen unzureichend. Dennoch war der Gesetzgeber untätig geblieben, so dass die Cour de cassation (entspricht etwa dem deutschen Bundesgerichtshof) sich zum Handeln gezwungen sah. Der Anspruch aus Art. 1384 I Code civil nimmt seitdem einen zentralen Platz im französischen Deliktsrecht ein.<sup>1817</sup>

Zunächst basierte der Anspruch auf einer vermuteten schuldhaften Pflichtverletzung (*présomption de faute*).<sup>1818</sup> Seit 1930 sprach die Cour de cassation allerdings nicht mehr von einer Verschuldens- sondern von einer Haftungsvermutung (*présomption de responsabilité*).<sup>1819</sup> Später benutzte sie sogar den Ausdruck *responsabilité de plein droit* (etwa: verschuldensunabhängige Haftung).<sup>1820</sup> Ob eine schuldhafte Pflichtverletzung (*faute*) vorliegt, wird damit praktisch unerheblich. Der Anspruchsteller muss die Voraussetzungen für das Eingreifen der Haftungsvermutung beweisen.<sup>1821</sup> Hier handelt es sich um die Beteiligung einer Sache (*chose*) an der Schadensentstehung, die Tatsache, dass der Anspruchsgegner zu dieser Zeit die tatsächliche Sachherrschaft (*garde*) über die Sache ausgeübt hat, und die *causalité* (Kausalität) zwischen dem Eingreifen der Sache und dem Schaden. In bestimmten Fällen wird das Vorliegen einiger dieser Voraussetzungen ebenfalls vermutet. Der Anspruchsgegner kann sich nicht mehr durch den Beweis, dass er nicht schuldhaft gehandelt hat, von der Haftung befreien.<sup>1822</sup> Diese Befreiung ist nunmehr nur noch durch die unter V. aufgeführten Haftungsbefreiungsgründe möglich.

## II. Sache (*chose*) als Urheberin des Schadens

Der Begriff der Sache (*chose*) als Urheberin des Schadens ist sehr weitgehend.

---

<sup>1815</sup> *Bénabent*, Nr. 602; *Gnaub*, 15; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7692.

<sup>1816</sup> *Bénabent*, Nr. 602; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 235, unter Hinweis auf Civ. 16 juin 1896 Teffaine S. 1897, 1, 17; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7692.

<sup>1817</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7692; zu der Entwicklung auch ausführlich *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 231 ff.

<sup>1818</sup> Cass. req. 30 mars 1897 S. 1898, 1, 71, zitiert u. A. bei *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 235; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 755.

<sup>1819</sup> Cass. chambres réunies 13 févr. 1930 Jand'heur D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.

<sup>1820</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 239.

<sup>1821</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7695.

<sup>1822</sup> Cass. chambres réunies 13 févr. 1930 Jand'heur D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15 Fn. 70; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7693.

## 1. Körperlicher Gegenstand

Sache (*chose*) gemäß Art. 1384 I Code civil ist nur ein körperlicher Gegenstand. Nichtkörperliche Gegenstände (Forderungen, Verträge, geistiges Eigentum) fallen nicht in diese Kategorie, da Schäden, die durch solche Gegenstände verursacht werden, notwendigerweise aufgrund menschlichen Fehlverhaltens entstehen.<sup>1823</sup> Es ist unerheblich, ob der Gegenstand aufgrund seiner Beschaffenheit gefährlich ist oder nicht.<sup>1824</sup> Die Gefährlichkeit des Gegenstands zeigt sich gerade daran, dass er einen Schaden verursacht hat.<sup>1825</sup> Zudem gründet die Haftung nach Art. 1384 I Code civil sich auf die tatsächliche Sachherrschaft (*garde de la chose*), nicht auf die Sache (*chose*) selbst.<sup>1826</sup>

## 2. Unbelebter Gegenstand

Sachen (*choses*) im Sinne des Art. 1384 I Code civil sind nur unbelebte Gegenstände. Tiere oder der menschliche Körper sind damit ausgeschlossen (die Haftung des Tierhalters richtet sich nach Art. 1385 Code civil).<sup>1827</sup>

## 3. Beweglicher oder unbeweglicher Gegenstand

Art. 1384 I Code civil ist auf bewegliche und unbewegliche Sachen (*meubles et immeubles*) anwendbar. Die Cour de cassation hat die Haftung für durch unbewegliche Sachen verursachte Schäden nach einigem Zögern auch außerhalb des Anwendungsbereichs des Art. 1386 Code civil, der eine Haftung für bestimmte durch Gebäude verursachte Schäden vorsieht, zugelassen.<sup>1828</sup> Dies ist im Rahmen der Umwelthaftung von besonderer Bedeutung, da Umweltschäden oft von Industrieanlagen, Abfallverwertungsanlagen und ähnlichem, also von Gebäuden, ausgehen. Ferner ist auch unerheblich, ob die Sache bei der Verursachung des Schadens tatsächlich in Bewegung war oder nicht.<sup>1829</sup>

## 4. Vielfalt der Sachen

Aus diesen Voraussetzungen folgt, dass sehr viele unterschiedliche Sachen unter Art. 1384 I Code civil fallen. Sachen (*choses*) sind alle körperlichen Gegenstände, egal ob fest, flüssig oder gasförmig,<sup>1830</sup> z. B. ist auch Abfall erfasst.<sup>1831</sup> Umweltschäden, die

---

<sup>1823</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7730.

<sup>1824</sup> Cass. chambres réunies 13 févr. 1930 Jand'heur, D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.; Civ. 2<sup>e</sup> 15 févr. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 29; *Bénabent*, Nr. 604; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 243 f. (kritisch); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7731.

<sup>1825</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 243 f.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7731.

<sup>1826</sup> Cass. chambres réunies 13 févr. 1930 Jand'heur, D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7731.

<sup>1827</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7729 mit Nachweisen aus der Rechtsprechung.

<sup>1828</sup> Cass. req. 6 mars 1928 DP 1928, 1, 97, zitiert z.B. bei *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 242; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7746; *Lamy IC*, Nr. 805-21; *Steichen*, 132.

<sup>1829</sup> *Bénabent*, Nr. 604 (dies wird nur im Rahmen des Beweises der Kausalität erheblich).

<sup>1830</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 95; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 242; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 77 mit Nachweisen; *Steichen*, 132.

<sup>1831</sup> *Steichen*, 132.

durch flüssige oder gasförmige Emissionen entstehen, werden folglich erfasst. Ferner fallen auch sehr kleine Sachen unter Art. 1384 I Code civil, wie eine Entscheidung über durch Asbestfasern verursachte Gesundheitsschäden zeigt.<sup>1832</sup> Die Ausdehnung des Art. 1384 I Code civil auf unbewegliche Sachen erlaubt auch die Anwendung auf die häufig von Immobilien ausgehenden Umweltschäden.

### III. Causalité und Beweis

#### 1. Causalité, fait de la chose

Nach Art. 1384 I Code civil ist ein Mitwirken der Sache an der Schadensentstehung (*fait de la chose*, etwa: Verursachung durch die Sache) erforderlich.

Vorschläge, den Begriff des *fait de la chose* aus Art. 1384 I Code civil eng zu interpretieren, hat die Rechtsprechung abgelehnt.<sup>1833</sup> Der *fait de la chose* setzt nicht voraus, dass der Schaden durch einen Fehler der Sache (*vice propre*) verursacht worden ist.<sup>1834</sup> Es muss auch kein *fait autonome* der Sache (etwa: Verursachung durch die Sache selbst), im Gegensatz zum *fait de l'homme* (etwa: Verursachung durch einen Menschen), vorliegen. Folglich ist Art. 1384 I Code civil auch dann anwendbar, wenn die Sache von menschlichen Bewegungen abhängig ist, z. B. wenn der Mensch sich in der Sache oder auf der Sache befindet (Kfz, Fahrrad), die Sache trägt (Koffer) oder sie wirft (Ball).<sup>1835</sup> Dieses Problem ist für die Umwelthaftung eher weniger bedeutsam, da Umweltschäden meist von unbeweglichen Sachen ausgehen. Insbesondere sind hier Umweltschäden denkbar, bei deren Verursachung Fahrzeuge eine Rolle spielen (z.B. Lkws, die Gefahrgüter transportieren).

Ein körperlicher Kontakt zwischen Sache und geschädigter Person oder Sache ist ebenfalls nicht erforderlich.<sup>1836</sup> Entgegen einer Tendenz der Rechtsprechung der Cours d'appel (entsprechen etwa den deutschen Oberlandesgerichten) in den dreißiger Jahren ist auch nicht erforderlich, dass die Sache bei Schadensverursachung in Bewegung ist.<sup>1837</sup>

---

<sup>1832</sup> CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045.

<sup>1833</sup> *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 24 f.

<sup>1834</sup> *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 26 f.; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 246 mit Begründung; so z. B. Cass. chambres réunies 13 février 1930 Jand'heur, D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.

<sup>1835</sup> Grundlegende Entscheidung auch hier: Cass. chambres réunies 13 février 1930 Jand'heur, D. 1930, 1, 57, zitiert z.B. bei *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 758 f.; Civ. 2<sup>e</sup> 24 juin 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 221; *Cathelineau-Rouland*, Nr. 28 ff.; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 247 mit Begründung; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7783 ff. mit vielen Rechtsprechungsnachweisen.

<sup>1836</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 2 févr. 1940 DC 1941, 101, zitiert z.B. bei *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 248; *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 39; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7788.

<sup>1837</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 249 (Beispiele der Rechtsprechung).

Alle diese Einschränkungen ließen sich kaum aus dem Text des Art. 1384 I Code civil begründen und hätten den Anspruch des Geschädigten unnötig erschwert.<sup>1838</sup> Die Bedeutung des Ausdrucks *fait de la chose* erschöpft sich heute darin, dass die *causalité* (Kausalität) zwischen der Sache und dem Schaden erforderlich ist.<sup>1839</sup>

*Causalité* bedeutet aber im Rahmen des Art. 1384 I Code civil wie allgemein im französischen Recht nicht nur, dass der Schaden im Sinne der *conditio-sine-qua-non*-Formel durch eine Sache hervorgerufen wurde. Vielmehr bedeutet diese Voraussetzung auch, dass eine Gewichtung der in Frage kommenden Ursachen und die Zurechnung der Folgen zu den Ursachen durchgeführt wird. Nur die danach ermittelten Umstände können die Haftung nach Art. 1384 I Code civil begründen.<sup>1840</sup>

Die üblichen Voraussetzungen für die *causalité* sind auch im Rahmen des Art. 1384 I Code civil zu beachten (dazu näher s.u. Teil 3, Kapitel 6, A).<sup>1841</sup> Im Folgenden werden nur die Besonderheiten der Haftung nach Art. 1384 I Code civil dargestellt.

Im Rahmen des Art. 1384 I Code civil ist für die *causalité* erforderlich, dass die Sache eine aktive Rolle (*rôle actif*) bei der Schadensentstehung gespielt hat. Die Sache muss auf irgendeine Weise (*en quelque manière*), ganz oder teilweise, das Instrument der Schadensentstehung (*l'instrument du dommage*) sein.<sup>1842</sup> In manchen Entscheidungen wird statt der aktiven Rolle auch eine *intervention* der Sache vorausgesetzt.<sup>1843</sup> Dieser neutralere Ausdruck hat keine andere Bedeutung als der Begriff der aktiven Rolle.<sup>1844</sup>

Wenn die Sache hingegen nur eine passive Rolle (*rôle passif*) bei der Schadensentstehung eingenommen hat, ist der Inhaber der *garde* nicht für den entstandenen Schaden verantwortlich.<sup>1845</sup>

Eine aktive Rolle der Sache ist gegeben, wenn die Sache eine Anormalität (*anormalité*) aufweist, z.B. in ihren Eigenschaften, der Funktionsweise, in der Handhabung oder in Bezug auf den Ort, an dem sie sich befindet, und diese Anormalität gerade den

---

<sup>1838</sup> Cathelineau-Rouland, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 27, Nr. 29.

<sup>1839</sup> Flour/Aubert/Savaux, Nr. 250.

<sup>1840</sup> Cathelineau-Rouland, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 32 (generell für *causalité*, nicht nur für Art. 1384 I Code civil), Nr. 35 (speziell für Art. 1384 I Code civil).

<sup>1841</sup> Cathelineau-Rouland, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 34.

<sup>1842</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 24 févr. 2005, Bull. civ. 2005 II Nr. 51; Civ. 2<sup>e</sup> 7 déc. 2006 Nr. 04-14953 (Legifrance); Cathelineau-Rouland, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 35; Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801; Terré/Simler/Lequette, Nr. 775.

<sup>1843</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 2000 Bull. civ. 2000 II Nr. 103; Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801.

<sup>1844</sup> Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801.

<sup>1845</sup> Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801.

Schaden verursacht hat.<sup>1846</sup> Oft (aber nicht notwendigerweise) resultiert die Anormalität aus einer *faute* des Inhabers der *garde*, sie ist aber nicht mit der *faute* zu verwechseln.<sup>1847</sup> Eine passive Rolle (*rôle passif*) spielt die Sache bei der Schadensentstehung, die sich ihrem Zweck gemäß normal verhalten hat.<sup>1848</sup>

Aufgrund der Voraussetzung der Anormalität für die *rôle actif* ist Art. 1384 I Code civil bei Schäden, die durch den Normalbetrieb einer Anlage verursacht werden, nicht anwendbar.

Folglich ist die bloße Verursachung des Schadens durch die Sache im Sinne einer *conditio sine qua non* nur eine notwendige, aber nicht hinreichende Bedingung für die Haftung. Die Voraussetzung der *rôle actif* bedeutet, dass die Sache eine bestimmende Rolle bei der Entstehung des Schadens gespielt haben muss.<sup>1849</sup>

Hier wird damit der Adäquanztheorie Rechnung getragen, die im Rahmen der Bestimmung der *causalité* auch in Frankreich zur Anwendung kommt. Die für die aktive Rolle erforderlichen Voraussetzungen machen den Schadenseintritt wahrscheinlicher und damit objektiv auch vorhersehbarer.<sup>1850</sup> So soll der weite Anwendungsbereich der Haftung ohne Verschulden nach Art. 1384 I Code civil eingeschränkt werden.<sup>1851</sup> Ferner werden zur Bestimmung der *causalité* mit der Anormalität der Sache und dem Verhalten des Anspruchsgegners in Bezug auf die Anormalität auch Aspekte herangezogen, die im deutschen Recht eher dem Bereich der Verkehrssicherungspflichtverletzung zugeordnet werden.

## 2. Beweis der aktiven Rolle

Der Anspruchsteller muss prinzipiell einerseits beweisen, dass die Sache an der Entstehung des Schadens beteiligt war, und andererseits die Umstände, die dieser Ursache ein solches Gewicht geben, dass sie die Haftung nach Art. 1384 I Code civil auslösen kann, d. h. die aktive Rolle (*rôle actif*) der Sache.<sup>1852</sup>

---

<sup>1846</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 nov. 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 258 (explodierendes Gebäude); Civ. 2<sup>e</sup> 21 déc. 2006, Nr. 05-20653 (Legifrance, *anormalité* eines schlecht gesicherten Schienenübergangs im Bahnhof); *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 59; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801, Nr. 7804 ff.; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 775.

<sup>1847</sup> *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 60; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7801, Nr. 7804; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 775.

<sup>1848</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-21.

<sup>1849</sup> *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 35.

<sup>1850</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 358-1 mit Literaturnachweisen.

<sup>1851</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 358-1 mit Literaturnachweisen.

<sup>1852</sup> *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 36; *Gnaub*, 22 f.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7789 (Beteiligung der Sache), Nr. 7803.

Der Anspruchsteller muss zunächst beweisen, dass die Sache an der Entstehung des Schadens beteiligt war.<sup>1853</sup> Dabei reicht nicht aus, zu beweisen, dass der Schaden gleichzeitig mit der Anwesenheit der Sache eingetreten ist.<sup>1854</sup> Wenn allerdings keine andere Ursache für den Schaden denkbar ist als die vom Anspruchsteller behauptete, reicht dies für den Beweis aus.<sup>1855</sup> Die Beteiligung an der Schadensentstehung muss also sicher sein, auch wenn die sonstigen Umstände der Schadensentstehung unklar sind.<sup>1856</sup>

Der Beweis der aktiven Rolle (*rôle actif*) der Sache wird dem Anspruchsteller in bestimmten Fällen durch eine Kausalitätsvermutung (*présomption de causalité*) erleichtert. Die aktive Rolle (*rôle actif*) der Sache wird in diesen Fällen vermutet. Der Anspruchsgegner kann die Vermutung durch den Beweis, dass die Sache keine aktive, sondern eine passive Rolle (*rôle passif*) bei der Schadensentstehung gespielt hat, entkräften.<sup>1857</sup> Die Rechtsprechung hat den zunächst weiten Anwendungsbereich der *présomption de causalité* auf bestimmte Fälle eingeschränkt.<sup>1858</sup>

### **a) Unterscheidung: Kontakt zwischen Sache und Schaden oder kein Kontakt zwischen Sache und Schaden**

Wenn kein körperlicher Kontakt zwischen der Sache und der geschädigten Person oder Sache vorliegt, muss der Anspruchsteller beweisen, dass die Sache eine aktive Rolle bei der Schadensentstehung gespielt hat. Wenn ein körperlicher Kontakt vorliegt, wird die aktive Rolle in bestimmten Fällen vermutet. Die Umstände sprechen bei mangelndem körperlichen Kontakt eher gegen die *causalité*.<sup>1859</sup> Der Beweis ist daher für den Geschädigten oft schwierig.<sup>1860</sup> Erforderlich ist hier in der Praxis oft, dass der Geschädigte die Fahrlässigkeit (*imprudence/négligence*) des Inhabers der *garde* oder eine Anormalität in Bezug auf Standort oder Zustand der Sache beweist.<sup>1861</sup> Eventuell

---

<sup>1853</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 19 nov. 1998, Nr. 96-22628 (Legifrance); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7789.

<sup>1854</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 8 avril 1981 Bull. civ. II Nr. 87; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7789.

<sup>1855</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 306 (Tod durch Kohlenmonoxidvergiftung); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7789.

<sup>1856</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7789.

<sup>1857</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7803.

<sup>1858</sup> *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 45.

<sup>1859</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7788.

<sup>1860</sup> *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 55; Beispiel aus dem Umwelthaftungsrecht, bei dem der Beweis gelingt: CA Aix-en-Provence 2 oct. 1996 Nr. Juris-Data 1996-045202 (LexisNexis), Verschmutzung des Meers durch ölhaltiges Abwasser, das durch Überlaufen eines Abwassersystems in die Umwelt gerät, Ölfirma als *gardien* des Abwassersystems.

<sup>1861</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 10 mars 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 110 (*anormalité*); Civ. 2<sup>e</sup> 28 mars 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 115 (*anormalité* eines Fahrzeugs im Straßenverkehr wegen Blendung durch Scheinwerfer); *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 56; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250.

kann sich der Beweis auch daraus ergeben, dass nach den Umständen des Falles keine andere Ursache für den Schaden in Frage kommt.<sup>1862</sup>

## **b) Bei Kontakt: Unterscheidung, ob Sache in Bewegung oder nicht in Bewegung**

Wenn es zum körperlichen Kontakt zwischen der Sache und der geschädigten Person oder Sache gekommen ist, wird danach unterschieden, ob die Sache in Bewegung war oder nicht.

Wenn es sich um eine Sache in Bewegung (*chose mobile*) handelt, wird die aktive Rolle der Sache bei der Schadensentstehung vermutet. Der Anspruchsteller muss nur beweisen, dass die Sache in Bewegung war und der Schaden in der Folge eines Kontakts mit der in Bewegung befindlichen Sache entstanden ist. Dies reicht für den Beweis der aktiven Rolle (*rôle actif*) aus.<sup>1863</sup>

Wenn der Schaden durch eine ruhende Sache (*chose inerte*) entstanden ist, muss der Anspruchsteller beweisen, dass trotz der Unbeweglichkeit die Sache bei der Schadensentstehung eine aktive Rolle gespielt hat.<sup>1864</sup> Die Vermutung greift nicht ein. In der Praxis ist der Beweis in diesen Fällen einfacher zu erbringen als in den Fällen, in denen kein Kontakt zwischen Sache und Schaden vorliegt.<sup>1865</sup>

Die Vermutung der aktiven Rolle einer Sache in Bewegung kommt im Umwelthaftungsrecht kaum zur Anwendung. Die meisten Umweltschäden gehen von festen, sich nicht bewegenden Anlagen aus, so dass der Anspruchsteller sich nicht auf die Vermutung berufen kann.<sup>1866</sup> Ein möglicher Anwendungsfall im Umwelthaftungsrecht wären wiederum Umweltschäden, die von Fahrzeugen ausgehen. Da Umweltschäden sich nach ihrer Definition über Umweltmedien wie Wasser und Luft verbreiten, ist ein direkter Kontakt zwischen der Sache und der geschädigten Person oder Sache ebenfalls in der Regel nicht gegeben.

Praktisch wird der Anspruchsteller bei Umweltschäden, die von festen Anlagen und sonstigen sich nicht bewegenden Sachen ausgehen, die Voraussetzungen der *causalité* beweisen müssen. Dies bedeutet, dass er nicht nur die Verursachung des Schadens durch die Anlage beweisen muss, sondern dass er auch als weitere Voraussetzung die

---

<sup>1862</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 306; *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 56; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250.

<sup>1863</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 28 nov. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 184; Civ. 2<sup>e</sup> 2 avril 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 109; *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 44; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7803.

<sup>1864</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 2001 Bull. civ. 2001 II Nr. 162; *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 58; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7804.

<sup>1865</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250.

<sup>1866</sup> Rechtsprechungsbeispiele *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7808 f.

aktive Rolle der Sache nachweisen muss, durch Nachweis der *anormalité* der Position oder des Zustands der Anlage. Dies ist für den Anspruchsteller häufig schwierig.

#### IV. Anspruchsgegner: gardien

Anspruchsgegner ist derjenige, der die *garde* (etwa: tatsächliche Sachherrschaft) über die den Schaden verursachende Sache ausübt, also der *gardien*.

##### 1. Voraussetzungen der garde

###### a) Definition

Voraussetzung der *garde* ist, dass der *gardien* die Befugnis hat, die Sache zu benutzen, zu lenken und zu kontrollieren (*puissance d'usage, de direction et de contrôle*).<sup>1867</sup> *Usage* bedeutet, dass der *gardien* sich der Sache im eigenen Interesse bedient. *Direction* bedeutet, dass der *gardien* tatsächliche Verfügungsmacht über die Sache hat und mit ihr nach eigenem Belieben verfahren kann. *Contrôle* bedeutet, dass der *gardien* die Sache überwachen kann. Die *garde* ist eine tatsächliche Herrschaft über die Sache, die konkret in jedem Einzelfall beurteilt wird.<sup>1868</sup> Sie beinhaltet eine gewisse Selbständigkeit des *gardien*.

Der *préposé* (Verrichtungsgehilfe) im Sinne des Art. 1384 V Code civil, der dem *comettant* (etwa: Geschäftsherr) untergeordnet ist, übt daher in dieser Funktion nicht selbst die *garde* über Sachen aus, sogar wenn er selbständig handeln kann. Das Über-/Unterordnungsverhältnis ist mit der *garde*, also der vollen Herrschaft über die Sache im eigenen Interesse, unvereinbar.<sup>1869</sup>

Herrenlose Sachen (*res nullius*, z.B. häufig Sand, Rauch, Dampf, Schlamm) und Sachen, deren Eigentum aufgegeben wurde (*res derelictae*) haben zunächst weder Eigentümer noch *gardien*.<sup>1870</sup> Wenn allerdings jemand durch eine bewusste Handlung (*geste volontaire*) sich wie ein *gardien* gegenüber einer solchen Sache verhält, wird dieser zum *gardien*. Art. 1384 I Code civil findet Anwendung.<sup>1871</sup> Auch wenn eine herrenlose Sache an einer Sache haftet oder sich mit einer Sache verbindet, die in der *garde* einer Person steht, erstreckt sich die *garde* auf die herrenlose Sache.<sup>1872</sup>

---

<sup>1867</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 janv. 1999 Bull. civ. 1999 II Nr. 13; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 253 ff.; *Lamy IC*, Nr. 805-21; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7832.

<sup>1868</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7832 mit Rechtsprechungsnachweisen, Nr. 7833.

<sup>1869</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 1 avril 1998 Nr. 96-17903 (Legifrance); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 255; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7561, Nr. 7838.

<sup>1870</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7732.

<sup>1871</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 18 juin 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 197; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7732; *Steichen*, 132.

<sup>1872</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 avril 1970 Bull. civ. II Nr. 141 (Schlamm, der an den Rädern eines Fahrzeugs hängen bleibt und sich später auf der Straße verteilt); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7732; *Steichen*, 134.

Sachen, die von einer anderen Sache im Sinne des Art. 1384 I Code civil ausgehen, bleiben unter der *garde* des *gardien* dieser Sache, auch wenn sie auf den ersten Blick wie herrenlose Sachen wirken.<sup>1873</sup> Dies hat Auswirkungen auf die Umwelthaftung. Der Betreiber einer Industrieanlage wird in der Regel als *gardien* der Anlage angesehen, unabhängig davon, ob er Eigentümer des Grundstücks ist oder nicht.<sup>1874</sup> Die Haftung nach Art. 1384 I Code civil erstreckt sich so auch auf Schäden, die durch flüchtige Emissionen der Anlage, wie Dampf, Rauch oder Gase, verursacht werden.<sup>1875</sup>

Von mehreren Personen, die in unterschiedlichen rechtlichen Verhältnissen zu einer Sache stehen (z. B. Eigentümer und Mieter, Entleiher oder Transporteur) kann immer nur eine die *garde* ausüben.<sup>1876</sup> So wurde die Haftung einer Gesellschaft als Eigentümerin und Inhaberin der *garde* an Dieselbehältern nach Art. 1384 I Code civil für das Auslaufen von Dieselkraftstoff in einen Fluss bejaht. Gleichzeitig konnte aber nicht die Haftung einer weiteren Person, die im Bereich der Gesellschaft tätig war (wahrscheinlich der Inhaber der Gesellschaft) nach Art. 1384 I Code civil angenommen werden, da nur einer dieser beiden Personen, nicht beide gleichzeitig, die *garde* ausüben konnte.

Stehen mehrere Personen im gleichen rechtlichen Verhältnis zu der Sache oder nutzen gemeinsam eine Sache, ohne dass eine Person die überwiegende Gewalt über die Sache ausübt (z. B. Miteigentümer, gemeinsame Mieter einer Sache), ist grundsätzlich die gemeinsame Inhaberschaft der *garde* möglich.<sup>1877</sup> Wenn mehrere Personen gemeinschaftlich die *garde* über eine Sache ausüben und eine dieser Personen durch diese Sache geschädigt wird, ist Art. 1384 I Code civil allerdings nicht anwendbar, da in diesem Fall jeder die Haftungsvermutung geltend machen könnte, aber ihr gleichzeitig selbst unterliegt.<sup>1878</sup>

## **b) Personen, die garde innehaben können**

Die *garde* können sowohl natürliche als auch juristische Personen ausüben.<sup>1879</sup> Da die *garde* eine tatsächliche, keine rechtliche Herrschaft über die Sache ist, muss, die Person, die die *garde* ausübt, weder die *capacité juridique* (Rechts- und/oder Geschäftsfähigkeit) noch die *capacité de discernement* (Einsichts- oder Urteilsfähigkeit) besitzen.

---

<sup>1873</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7732.

<sup>1874</sup> *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 90.

<sup>1875</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 10 févr 1967 Bull. civ. 1967 II Nr. 66 (Dampf); Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 353 (Gas); Civ. 2<sup>e</sup> 11 juin 1975 Bull. civ. II Nr. 173 (Rauch aus einer Heizanlage); Civ. 2<sup>e</sup> 28 oct. 1992 Nr. 91-13242 (Legifrance, kleine Metallpartikel); Civ. 2<sup>e</sup> 29 avril 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 125 (Säureemissionen, jedoch keine Haftung, da Vorliegen der *garde* nicht festgestellt wurde).

<sup>1876</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7870.

<sup>1877</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7871.

<sup>1878</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Bull. civ. 1999 II Nr. 181; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 262.

<sup>1879</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7834.

Auch Geisteskranke, Minderjährige und sogar noch nicht zu einsichtsvollem Handeln fähige kleine Kinder (*infans*) können daher die *garde* ausüben.<sup>1880</sup>

### c) Vermutungen

Es spricht eine widerlegliche Vermutung (*présomption simple*) dafür, dass der Eigentümer auch der *gardien* der Sache ist.<sup>1881</sup> Ebenfalls wird widerleglich vermutet, dass Dinge zur Ausübung der Berufstätigkeit unter der *garde* des Berufstätigen stehen.<sup>1882</sup>

So haftete eine Raffinerie für die durch den Einsturz von Hohlräumen auf ihrem Grundstück und Auslaufen von Abwasser verursachte Verschmutzung einer Quelle auf dem Nachbargrundstück, da das Eigentum an dem Grundstück und damit die vermutete *garde* sich auch auf den unter der Oberfläche liegenden Teil des Grundstücks bezieht.<sup>1883</sup>

## 2. Übertragung der garde

Der Anspruchsgegner darf die *garde* nicht verloren haben, z. B. durch Übertragung an einen anderen.<sup>1884</sup> Die Übertragung der *garde* ist an strenge Voraussetzungen geknüpft.<sup>1885</sup>

### a) Unfreiwillige Übertragung

Wenn eine Person sich ohne oder gegen den Willen des Inhabers der *garde* sich die *garde* über eine Sache aneignet, wird diese Person zum *gardien*. Dies kann durch Diebstahl oder sonstiges Handeln geschehen, durch das eine Person die Sache, wenn auch nur vorübergehend, in ihre Gewalt bringt.<sup>1886</sup> Beispielsweise kann auch der unfreiwillige Verlust der Herrschaft über eine Sache durch Verlieren zu einer unfreiwilligen Übertragung der *garde* führen, wenn sich später eine andere Person die *garde* aneignet.<sup>1887</sup> Auch wenn der Verrichtungsgehilfe (*préposé*) seine Funktion missbraucht, kann daraus eine unfreiwillige Übertragung der *garde* resultieren.<sup>1888</sup>

Entscheidend ist hier die tatsächliche Möglichkeit des Inhabers der *garde*, die Sache zu überwachen. Folglich haftet der ursprüngliche Inhaber der *garde* nicht mehr, sobald er jede Möglichkeit verliert, den Schaden zu verhindern. So gewinnt der Gedan-

---

<sup>1880</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 261; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7834, jeweils mit Rechtsprechungsnachweisen.

<sup>1881</sup> *Gnaub*, 17; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7837 mit Rechtsprechungsnachweisen; *Steichen*, 134.

<sup>1882</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7837.

<sup>1883</sup> Civ. 2e 15 juin 1972 D. 1973 jurisp. 312.

<sup>1884</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-21.

<sup>1885</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-22.

<sup>1886</sup> Z.B. Civ. 2e 21 nov. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 241; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 253; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7850.

<sup>1887</sup> *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 788.

<sup>1888</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 255; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7561; Nr. 7850, Nr. 7838.

ke der Verschuldenshaftung im Rahmen des Art. 1384 I Code civil an Bedeutung.<sup>1889</sup> Dies Gedanke wird durch einen kürzlich entschiedenen Fall illustriert. Einbrecher waren auf das Grundstück eines Unternehmens eingedrungen und hatten dort einen Teil des ohne besondere Sicherheitsvorkehrungen aufbewahrten Treibstoffs in die Erde und in die unterirdische Kanalisation abgelassen. Die *garde* lag in diesem Fall weiterhin beim Unternehmen, nicht bei den Einbrechern, denn das Unternehmen hätte die Möglichkeit gehabt, durch Sicherheitsmaßnahmen die Schadensentstehung zu verhindern.<sup>1890</sup>

## b) Freiwillige Übertragung

Voraussetzung für die freiwillige Übertragung der *garde* ist das Vorliegen des entsprechenden Einverständnisses des ursprünglichen *gardien*, das nicht unbedingt in einer Erklärung zum Ausdruck gekommen sein muss.<sup>1891</sup> Schon daran fehlte es in einem Fall, in dem Asbestfasern aus einem Unternehmen an der Kleidung eines Angestellten in dessen Wohnung transportiert wurden und dort einen Gesundheitsschaden bei seiner Ehefrau verursachten.<sup>1892</sup>

Ferner muss die tatsächliche Herrschaft über die Sache übertragen werden. Die Beweislast dafür trägt der ursprüngliche *gardien*.<sup>1893</sup>

Die Übertragung der *garde* setzt voraus, dass die Person, die die *garde* übernehmen soll, in der Lage ist, diese Funktion auszuüben.<sup>1894</sup>

Häufig geht die *garde* im Rahmen von Verträgen über. Bei der Vermietung wird zum Beispiel in der Regel die *garde* vom Vermieter auf den Mieter übertragen.<sup>1895</sup> Ebenso erhält der Entleiher die *garde*, jedenfalls wenn er tatsächlich die Herrschaft über die Sache erhält.<sup>1896</sup> Er ist aber nicht für Schäden verantwortlich, die durch verborgene Mängel (*vices cachées*) der Sache entstehen.<sup>1897</sup> Der Transporteur ist von Annahme bis zur Ablieferung der transportierten Sache *gardien*, wenn er den Transport selbständig ausführt, also die Herrschaft über die Sache hat.<sup>1898</sup> Jedoch muss die Übertragung

---

<sup>1889</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 253.

<sup>1890</sup> Civ. 2e 22 mai 2003 Bull. civ. 2003 II Nr. 155.

<sup>1891</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7851; dazu auch *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 255 ff.

<sup>1892</sup> CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045.

<sup>1893</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7851.

<sup>1894</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-21.

<sup>1895</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7852 mit vielen Rechtsprechungsbeispielen.

<sup>1896</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7853 mit vielen Rechtsprechungsbeispielen.

<sup>1897</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7853, dies lässt sich mit dem Unterschied zwischen *garde de la structure* und *garde du comportement* erklären, aber auch einfach damit, dass der Entleiher insofern keine tatsächliche Herrschaft über die Sache hatte.

<sup>1898</sup> Com. 8 févr. 1994 Bull. civ. 1994 IV Nr. 59 (Explosion von gefährlicher Ware auf der Ladeplattform, der Frachtführer hatte die Verantwortung für die Ware und damit die *garde* noch nicht erhalten); Civ. 2e 6 juillet 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 182 (Transporteur haftet nach Art. 1384 I Code civil, wenn das transportierte Benzin bei Lieferung ausläuft); CA Rennes 13 févr. 2002 Revue de jurisprudence

anhand der Umstände im Einzelfall festgestellt werden. Man kann nicht vom Vorliegen eines bestimmten Vertrages auf die Übertragung der *garde* schließen.<sup>1899</sup> Für Umweltschäden, die von gemieteten oder entliehenen Sachen oder von Sachen während des Transports ausgehen, haftet folglich in der Regel nach Art. 1384 I Code civil der Mieter, Entleiher oder Transporteur.

In jüngerer Zeit hat die Cour de cassation eine zusätzliche Voraussetzung für die Übertragung der *garde* entwickelt, die bei der Bestimmung der Übertragung der *garde* über gefährliche Sachen im geschäftlichen Bereich, insbesondere auch in Fällen der Umwelthaftung, angewandt wird. Hier findet die Übertragung der *garde* nur statt, wenn derjenige, an den die *garde* übertragen werden soll, mit der Übertragung der Herrschaft auch jede Möglichkeit erhalten hat, den Schaden, den die Sache möglicherweise verursachen kann, zu vermeiden. Dies bedeutet, dass der ursprüngliche Inhaber der *garde* gegenüber dem neuen Inhaber eine sehr weitgehende Informationspflicht hat. Er muss ihm alle Informationen über die Risiken, die von der Sache ausgehen, und über die Möglichkeit der Schadensvermeidung geben.<sup>1900</sup> Anderenfalls ist eine Übertragung der *garde* nicht möglich.

Schon 1984 war die Tendenz hin zu einer solchen Informationspflicht in der Rechtsprechung zu erkennen. Es wurde entschieden, dass der Eigentümer einer Abraumhalde, auf der leicht entzündliche Stoffe gelagert werden, im Verhältnis zum unmittelbaren Betreiber der Halde, der nicht die theoretischen und technischen Kenntnisse besitzt, die ihn zur Überwachung und Kontrolle befähigen, die *garde* über den Abfall behält.<sup>1901</sup>

Im Folgenden bestätigte sich diese Entwicklung der Rechtsprechung. So war für die Verschmutzung des Trinkwassers einer Gemeinde durch den im Wasserschutzgebiet gelagerten Abfall von einer Getreidesiloexplosion nicht die mit der Entsorgung des Abfalls beauftragte Gesellschaft verantwortlich, sondern der ursprüngliche Eigentümer des Abfalls. Die Entsorgungsgesellschaft hatte von dem Eigentümer zwar den Abfall selbst, aber keine Informationen über Risiken des Abfalls erhalten. Mit dem Risiko der Trinkwasserverschmutzung konnte sie nicht rechnen. So hat sie nicht jede Möglichkeit bekommen, den Schaden zu verhindern.<sup>1902</sup>

---

commerciale 2002, 448, 455 (Transporteur von Schweröl per Schiff ist *gardien*, nicht der Eigentümer, „Erika“); *Lamy IC*, Nr. 805-22; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7854 mit Rechtsprechungsbeispielen.

<sup>1899</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 255.

<sup>1900</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull. civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II 22202; Civ. 2<sup>e</sup> 12 oct. 2000, zitiert von *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr. 15 ff.; CA Rennes 13 février 2002 *Revue de jurisprudence commerciale* 2002, 448, 455; *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 96; *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 90; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7851, Nr. 7855; *Steichen*, 135 f.

<sup>1901</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 mai 1984, Bull. civ. 1984 II Nr. 95; *Lamy IC*, Nr. 805-22.

<sup>1902</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull. civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II 22202; *Steichen*, 135.

In einem anderen Fall lief aus einem undichten Treibstoffbehälter an einer Tankstelle Treibstoff aus und verschmutzte das Nachbargrundstück. Das Unternehmen, das die Tankstellenkette betrieb, war Eigentümer der Behälter und des Treibstoffs und übte die Kontrolle über Lagerung und Vertrieb des Treibstoffs aus. Eine Übertragung der *garde* an den Betreiber der Tankstelle hatte nicht stattgefunden, insbesondere da dieser von dem Unternehmen nicht alle Informationen erhalten hatte, die ihm erlaubt hätten, von der Anlage ausgehende Schäden zu verhindern.<sup>1903</sup>

So wird eine Kanalisierung der Haftung auf den Eigentümer der schädigenden Sache, der über die Fachkenntnisse und wirtschaftlichen Möglichkeiten zur Verhinderung von Schäden verfügt, herbeigeführt.<sup>1904</sup> Die Übertragung der *garde*, sogar auf fachkundige Dritte, wird im Vergleich zur früheren Rechtsprechung erschwert.<sup>1905</sup> Häufig ist der Eigentümer gleichzeitig auch derjenige, der die schädigende Sache hergestellt hat, insbesondere im Bereich der Haftung für durch Abfall verursachte Schäden.<sup>1906</sup> Die Rechtsprechung will folglich Eigentümer und Hersteller gefährlicher Sachen dazu bringen, verantwortungsvoll mit diesen Sachen umzugehen und ihre Nutzung und Entsorgung sorgfältig zu überwachen, auch nachdem sie die Sachen bereits aus der Hand gegeben haben. Da somit der ursprüngliche *gardien* häufig haftet, weil er seiner Informationspflicht nicht nachgekommen ist, wird somit allerdings wieder eine Pflichtverletzung und damit eine *faute* zur Voraussetzung der Haftung des ursprünglichen *gardien*.

### 3. Garde de la structure - garde du comportement ?

Hin und wieder wird von der Rechtsprechung zwischen der *garde de la structure* (tatsächliche Sachherrschaft, bezogen auf die Struktur) und der *garde du comportement* (tatsächliche Sachherrschaft, bezogen auf das Verhalten) unterschieden. Die *garde de la structure* soll sich auf den Zustand, die Eigenschaften, den Aufbau der Sache beziehen, die *garde du comportement* auf die Art und Weise der Benutzung der Sache. Wenn der Zustand, die Eigenschaften oder der Aufbau der Sache den Schaden verursachen, haftet nach Art. 1384 I Code civil der Inhaber der *garde de la structure*. Wenn die Art und Weise der Benutzung der Sache für den Schaden verantwortlich ist, haftet der Inhaber der *garde du comportement*. Diese Theorie ist nur anwendbar bei der Verursachung eines Schadens durch Sachen, die eine gewisse gefährliche Eigendynamik aufweisen, z.B. Flaschen mit kohlenensäurehaltigen Getränken oder sonstigen explosiven Stoffen. Sie wird insbesondere im Bereich der Produkthaftung angewandt. Es ist aber auch denkbar, dass Umweltschäden durch gefährliche Sachen, z.B. Maschinen oder gefährliche Stoffe, entstehen. Die *garde du comportement* wird fast immer auf den aktuellen Benutzer einer Sache (Mieter, Käufer, Transporteur) übertragen. Die *garde de la structure* bleibt oft beim (ursprünglichen oder jetzigen) Eigentümer oder sogar beim

---

<sup>1903</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 12 oct. 2000, zitiert von *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr. 15 ff.

<sup>1904</sup> *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr. 15 ff.

<sup>1905</sup> *Steichen*, 136; *Viney*, JCP G 1994 II 22202, 43, 45 (Anmerkung zu Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II 22202).

<sup>1906</sup> *Steichen*, 137.

Hersteller der Sache, da nur diese den Zustand und den Aufbau der Sache überblicken können.<sup>1907</sup> So deutete zum Beispiel die Cour d'appel Rennes im Fall der Meeresverschmutzung durch Öl aufgrund des Schiffbruchs des Tankers Erika an, dass der Transporteur des Öls grundsätzlich als *gardien* des Schiffes und seiner Ladung haftet. Anders könne es nur sein, wenn der Schaden gerade vorrangig aufgrund der besonderen Eigenschaften des Öls entstanden wäre. Mit anderen Worten: die *garde de la structure* des Öls blieb beim Eigentümer, die *garde du comportement* wurde auf den Transporteur übertragen.<sup>1908</sup>

Nachteil dieser Theorie ist, dass sie innerhalb des Art. 1384 I Code civil, im Rahmen dessen keine *faute* des Anspruchsgegners erforderlich ist, bei der Feststellung der *garde du comportement* zu der Nachforschung führt, ob die Art und Weise der Benutzung der Sache ordnungsgemäß war. So wird die Voraussetzung des Bestehens einer *faute* wieder in die objektive Haftung eingeführt. Die Theorie führt dazu, dass die Inhaber von *garde du comportement* und *garde de la structure* versuchen, sich durch Hinweis auf den jeweils anderen von der Haftung zu entlasten. Ferner ist es schwer, festzustellen, ob ein Schaden eher auf den Zustand einer Sache (*structure*) oder eher auf den Umgang mit ihr (*comportement*) zurückzuführen ist.<sup>1909</sup>

## V. Möglichkeiten der Haftungsbefreiung

Haftungsbefreiungsgründe (*causes d'exonération*) kann der Anspruchsgegner zu seiner Verteidigung anführen, wenn die Voraussetzungen des Eingreifens des Art. 1384 I Code civil zunächst vorliegen.

Da Art. 1384 I Code civil eine Haftungsvermutung (*présomption de responsabilité*), nicht bloß eine vermutete schuldhafte Pflichtverletzung (*présomption de faute*), beinhaltet, kann der Beweis, dass keine schuldhafte Pflichtverletzung (*faute*) vorliegt, den Anspruchsgegner nicht von seiner Haftung befreien.<sup>1910</sup>

Jedenfalls kann der *gardien* die Haftungsvermutung umkehren und sich von der Haftung ganz oder teilweise befreien, indem er beweist, dass der Schaden aus einer anderen, unabhängig von der Sache bestehenden Ursache (*cause étrangère*), eingetreten ist. In Frage kommen hier die Entlastungsgründe der höheren Gewalt (*force majeure*), der Verursachung durch einen Dritten (*fait d'un tiers*) oder des Verschuldens des Geschädigten (*faute de la victime*).<sup>1911</sup> Diese Gründe können in ähnlicher Weise auch bei den

---

<sup>1907</sup> CA Rennes 13 février 2002 Revue de jurisprudence commerciale 2002, 448, 456; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 259 ff. mit Nachweisen; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7873 ff. mit Nachweisen.

<sup>1908</sup> CA Rennes 13 février 2002 Revue de jurisprudence commerciale 2002, 448, 456.

<sup>1909</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 260; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7874.

<sup>1910</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 268; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 794.

<sup>1911</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 5 janv. 1994 Bull. civ. II Nr. 13 (*force majeure*); Civ. 2<sup>e</sup> 8 mars 1995 Nr. 93-13180, Nr. 93-15992 (*faute de la victime/force majeure*); Civ. 2<sup>e</sup> 2 avril 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 109 (2 Entscheidungen, *faute de la victime/force majeure*); *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances,

übrigen Anspruchsgrundlagen zur Haftungsbefreiung führen (näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 6, A.III).

Alle diese Tatsachen führen, wenn sie einen Fall von höherer Gewalt darstellen, also unvorhersehbar (*imprévisible*) und nicht zu verhindern (*irrésistible*) sind, zur vollständigen Haftungsbefreiung.<sup>1912</sup> Hier ist der Schaden ausschließlich aufgrund der Tatsachen, die die Entlastungsgründe ausmachen, nicht durch die Verursachung durch eine Sache unter der *garde* des Anspruchsgegners, eingetreten. Die Mitverursachung durch den Geschädigten führt, wenn nicht gleichzeitig ein Fall von höherer Gewalt vorliegt, nur dann zur teilweisen Haftungsbefreiung, wenn der Geschädigte schuldhaft (*fauteur*) gehandelt hat.<sup>1913</sup> Die Mitverursachung durch einen Dritten befreit den Anspruchsgegner nicht von der Haftung, sondern führt nur dazu, dass der Geschädigte seinen Anspruch gegen eine weitere Person geltend machen kann, die gegebenenfalls *in solidum* (Form der Gesamtschuld) mit dem Anspruchsgegner für den Schaden haftet.<sup>1914</sup>

Ob der Beweis der passiven im Gegensatz zur aktiven Rolle der Sache bei der Schadensentstehung ebenfalls zur Umkehrung der Haftungsvermutung führt und damit ein Haftungsbefreiungsgrund ist, ist unklar. Die Rechtsprechung hat dies zunächst angenommen.<sup>1915</sup> Seit Beginn der siebziger Jahre lehnt sie dies eher ab und bezieht sich zur Haftungsbefreiung eher nur noch auf das Vorliegen einer *cause étrangère*.<sup>1916</sup> Die Frage der passiven Rolle der Sache wird auf der Ebene des Beweises der *causalité* in Abgrenzung zur aktiven Rolle der Sache abgehandelt.<sup>1917</sup>

## VI. Anwendungsfälle der Rechtsprechung

Auch die Anwendungsbeispiele des Art. 1384 I Code civil im Bereich der Umwelthaftung sind zahlreich. Sie werden hier wieder nach Umweltmedien, über die sich die Störung verbreitet, sortiert dargestellt. Als eigenständige Kategorie habe ich die Fälle der Schädigung durch Lärm aufgenommen.

---

Fasc. 150-40, Nr. 51 f., Nr. 63; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 250, ausf. Nr. 269 ff., zum Verschulden des Geschädigten speziell Nr. 280 mit Rechtsprechungsnachweisen; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 796 ff.

<sup>1912</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 278 (*faute de la victime*), Nr. 281 (*fait d'un tiers*).

<sup>1913</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 280 mit Rechtsprechung und Gründen.

<sup>1914</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 21 mai 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 172 (Haftung in solidum nach Art. 1384 I Code civil und Art. 1382 Code civil); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 282.

<sup>1915</sup> *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 48 m.N.

<sup>1916</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 1 févr. 1973 Bull. civ. 1973 II Nr. 40; Civ. 2<sup>e</sup> 2 avr. 1997 (1. Entscheidung) Bull. civ. 1997 II Nr. 109; *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 50; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 287 f.; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 795; *Viney/Jourdain*, Nr. 668; a. A. z.B. *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7803.

<sup>1917</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 11 janv. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 18; Civ. 2<sup>e</sup> 11 juillet 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 175; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 288; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 193.

## 1. Wasser

Der Eigentümer von Abfällen haftete für die Verschmutzung des Grundwassers durch seine in einem Steinbruch im Wasserschutzgebiet gelagerten Abfälle, solange er die *garde* innehatte.<sup>1918</sup> Ein Erdölunternehmen, das für sich ebenso wie für mehrere andere Erdölunternehmen ein Abwassersystem für durch Öl verunreinigtes Wasser unterhielt, haftete als *gardien* dieses Abwassersystems für den durch das Überlaufen der Anlage verursachten Schaden, der in den Reinigungskosten für den so verschmutzten Hafen bestand.<sup>1919</sup> In einem ähnlichen Fall haftete der Betreiber einer Raffinerie für den Schaden, der durch das Auslaufen von Abwasserbehältern entstand. Dies führte zu Fischsterben in einer Fischzucht und zum Ausbleiben von Hotelgästen wegen des vom Abwasser ausgehenden Gestanks.<sup>1920</sup> Wer ein Grundstück landwirtschaftlich nutzt, kann nach Art. 1384 I Code civil für Schäden an einer Fischzucht haften, die dadurch entstehen, dass von seinem Grundstück durch Regenwasser Schwebstoffe in die Fischzucht geschwemmt werden.<sup>1921</sup> Aber auch für die Wasserverschmutzung, die durch die Abwässer einer Fischzucht entsteht, haftete der Betreiber der Fischzucht nach Art. 1384 I Code civil.<sup>1922</sup> Der Transport von Chemikalien, die mit Wasser getränkt wurden, auf ein Nachbargrundstück im Zuge der Feuerbekämpfung und die dadurch resultierende Schädigung des Grundstücks wurden ebenfalls von Art. 1384 I Code civil erfasst.<sup>1923</sup>

## 2. Luft

Über die Luft breiten sich zum Beispiel Asbestfasern aus. Ein Unternehmen wurde nach Art. 1384 I Code civil zum Schadensersatz wegen Gesundheitsverletzung durch Asbestfasern verurteilt. Diese hatten sich über die Kleidung des bei dem Unternehmen angestellten Ehemanns der Klägerin von dem Unternehmen in die Wohnung der Klägerin und über die Luft bis zu der Klägerin ausgebreitet.<sup>1924</sup> Nach Art. 1384 I Code civil haftete auch eine Gesellschaft als Inhaberin einer Chemiefabrik, in der durch austretendes Gas ein Angestellter eines anderen Unternehmens zu Tode gekommen war.<sup>1925</sup> Weiter bestand auch eine Haftung des Inhabers der *garde* über einen Warmwasserbereiter in einer Wohnung (z.B. Vermieter, Eigentümer, Verwalter) für den Tod einer Mieterin durch Kohlenmonoxidvergiftung.<sup>1926</sup> Ein typisches Beispiel ist auch der Sachschaden an Autos, der durch kleine, von einer stahlverarbeitenden Fabrik (Gießerei) in die Luft ausgestoßene Metallpartikel (Eisen und

---

<sup>1918</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull. civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II Nr. 22202; *Lamy IC*, Nr. 805-22.

<sup>1919</sup> CA Aix-en-Provence 2 oct. 1996 Nr. Juris-Data 1996-045202 (LexisNexis).

<sup>1920</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 D. 1973 jurisp. 312.

<sup>1921</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 23 sept. 2004 Bull. civ. 2004 II Nr. 432.

<sup>1922</sup> CA Rennes 30 avril 1997 JCP E 1997 Panorama d'actualité Nr. 635.

<sup>1923</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 févr. 2000 Nr. 98-17861 (Legifrance).

<sup>1924</sup> CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045.

<sup>1925</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 353.

<sup>1926</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 306.

Eisenoxyd) verursacht wurde.<sup>1927</sup> In diese Kategorie gehört auch der Schaden, der durch Gestank und in der Folge ausbleibende Kundschaft eines Hotels verursacht wurde.<sup>1928</sup>

### 3. Boden

Die Betreibergesellschaft einer Tankstellenkette haftete für den Schaden, der aus der Verunreinigung des Nachbargrundstücks einer Tankstelle durch aus Vorratsbehältern auslaufenden Treibstoff entstand.<sup>1929</sup> Ebenso haftete die Gesellschaft, die einer Tankstelle Benzin angeliefert hat, für den Schaden, der einem Kinobetreiber durch in den Keller eindringendes Benzin entstand.<sup>1930</sup> Eine Gesellschaft, die einem anderen Unternehmen Benzin anlieferte, musste nach Art. 1384 I Code Civil für den Schaden aufkommen, der durch sich im Untergeschoss ausbreitendes Benzin entstand.<sup>1931</sup> Ebenso haftete ein Unternehmen nach Art. 1384 I Code civil für den Schaden, der durch Kraftstoff entstand, der sich vom Unternehmensgrundstück durch den Boden in einen Fluss ausgebreitet hatte, nachdem Einbrecher in das Unternehmen eingedrungen waren und den Treibstoff hatten auslaufen lassen. Der Schaden bestand hier in den anfallenden Kosten für die Reinigung des Flusses.<sup>1932</sup>

### 4. Lärm

Auch für die Folgen von Lärm wird nach Art. 1384 I Code civil gehaftet. So musste eine Bauarbeiten durchführende Gesellschaft für den durch Lärm der auf ihrer Baustelle benutzten Baumaschinen verursachten Schaden aufkommen.<sup>1933</sup>

## C. Sonderfall der Haftung für Sachen: Art. 1384 II Code civil

In den Art. 1384 ff. Code civil finden sich einige Sonderfälle der Haftung für Sachen. Für die Haftung für Umweltschäden ist aber nur Art. 1384 II Code civil relevant. Dieser beinhaltet die Haftung des *détenteur* einer Sache (entspricht dem Begriff des *gardien*) für schuldhaft verursachte Schäden, die durch den Brand von beweglichen oder unbeweglichen Sachen entstehen. Die Vorschrift schließt in ihrem Anwendungsbereich verschuldensunabhängige Anspruchsgrundlagen aus. Ihre Bedeutung für die Umwelthaftung ergibt sich daraus, dass durch Feuer verursachte Schäden häufig durch Umweltmedien wie Luft oder Wasser vermittelt werden und damit Umweltschäden sind (z.B. Schäden durch Rauch oder durch die brandbedingte Freisetzung von Chemikalien). Die Haftung nach Art. 1386 Code civil für durch den Verfall von Gebäuden verursachte Schäden ist nicht einschlägig, da sie Schäden vor-

---

<sup>1927</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 oct. 1992 Nr. 91-13242 (Legifrance); ähnlich Civ. 2e 29 avril 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 125 (Beschädigung von Autos durch Säureemissionen, Vorliegen der *garde* jedoch nicht festgestellt).

<sup>1928</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 D. 1973 jurisp. 312.

<sup>1929</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 12 oct. 2000, zitiert von *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr. 15 ff.

<sup>1930</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 27 nov. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 770 = JCP G 1964 IV, 2.

<sup>1931</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 juillet 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 182.

<sup>1932</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 mai 2003 Bull. civ. 1003 II Nr. 155.

<sup>1933</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978 D. 1978, jurisp. 641; *Lamy IC*, Nr. 805-22.

aussetzt, die durch das Herabfallen zumindest eines Elements des Gebäudes entstehen.<sup>1934</sup> Dabei handelt es sich in aller Regel nicht um Umweltschäden, die ja durch ihre Ausbreitung über Umweltmedien gekennzeichnet sind.

Bei Art. 1384 II Code civil ist im Unterschied zum Anspruch aus Art. 1384 I Code civil erforderlich, dass der Anspruchsteller die *faute* des Anspruchsgegners beweist.<sup>1935</sup> Die Haftung aus Art. 1384 II Code civil ist folglich ungünstiger für den Anspruchsteller als die Haftung aus Art. 1384 I Code civil und die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*.

Die Vorschrift wurde auf Wunsch der Versicherungen durch Gesetz vom 7. November 1922 eingeführt, um Brandschäden nach einer Rechtsprechungsänderung zum Vorteil des Geschädigten dem Anwendungsbereich des weitergehenden Art. 1384 I Code civil zu entziehen und so eine Erhöhung der Versicherungskosten für Gebäude zu vermeiden. Mit dieser Rechtsprechungsänderung wurde Art. 1384 I Code civil erstmals auch auf durch unbewegliche Sachen verursachte Schäden, d.h. auch auf Schäden durch Gebäudebrand, angewandt.<sup>1936</sup> Da die Vorschrift eine Ausnahme zur Haftung ohne Verschulden nach Art. 1384 I Code civil darstellt und für den Anspruchsteller ungünstig ist, wird sie eher, aber nicht in allen Voraussetzungen, restriktiv ausgelegt.<sup>1937</sup> Bei einigen Voraussetzungen ist in letzter Zeit sogar eine Tendenz zur weiteren Auslegung des Anwendungsbereichs zu beobachten. Dafür wird der Anwendungsbereich an anderer Stelle eingeschränkt durch die Anwendung des Gesetzes vom 5. Juli 1985, das die Haftung für Schäden durch Verkehrsunfälle regelt und beim Brand eines Fahrzeugs Art. 1384 weitgehend verdrängt.<sup>1938</sup> Aufgrund der Unsicherheit in der Interpretation des Art. 1384 II Code civil und seines nicht sehr opferfreundlichen Inhalts wird häufig die Abschaffung des Art. 1384 II Code civil gefordert.<sup>1939</sup>

Aufgrund des durch die Voraussetzungen beschränkten Anwendungsbereichs ist die praktische Bedeutung des Art. 1384 II Code civil im Bereich der Umwelthaftung begrenzt. Einige der nach Art. 1384 II Code civil entschiedene Fälle gehören jedoch zum Bereich der Umwelthaftung, denn Schäden, die durch Feuer verursacht werden,

---

<sup>1934</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8030 mit Nachweisen.

<sup>1935</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-21.

<sup>1936</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 263; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 2; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7749; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 197; *Viney/Jourdain*, Nr. 646; mit Hinweis auf Civ. 16 nov. 1920 DP 1920, 1, 169.

<sup>1937</sup> *Bénabent*, Nr. 634; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 4; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7749; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 197; *Viney/Jourdain*, Nr. 646; anders (keine restriktive Anwendung) *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 263.

<sup>1938</sup> Zur Abgrenzung z.B. *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 264.

<sup>1939</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7749; *Malaurie/Aynès* Nr. 197; *Starck/Boyer/Roland*, Nr. 221; für die Abschaffung mit zum Teil anderen Argumenten auch *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 263; Zusammenfassung zum Meinungsstand *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 9 f.

können Umweltschäden sein. Als Beispiel sind hier Schäden, die durch Rauch oder durch aufgrund des Feuers auslaufende Chemikalien entstehen, zu nennen.

## I. Incendie

Erste Voraussetzung für die Haftung nach Art. 1384 II Code civil ist das Vorliegen eines Brandes (*incendie*). Zunächst bedeutet der Begriff der *incendie* nur das Entflammen, den Brand, die Verbrennung einer Sache.<sup>1940</sup> Viele, von der Rechtsprechung entwickelte Voraussetzungen präzisieren den Begriff im Rahmen des Art. 1384 II Code civil. Der Brand ist zunächst abzugrenzen von einem normalen Brandherd (*foyer normal*), also einem geplanten, kontrollierten Feuer. Wenn Schäden aufgrund eines solchen normalen Brandherds entstehen, ist Art. 1384 II Code civil nicht anwendbar. Hier kann man auf den für den Anspruchsteller günstigeren Art. 1384 I Code civil zurückgreifen.<sup>1941</sup>

Ein normaler Brandherd ist zum Beispiel ein freiwillig angezündetes Feuer. Auch Brandherde, die zum Antrieb von Motoren dienen, sind normale Brandherde. Ebenfalls werden Feuer, die langsam und unsichtbar schmoren, als normale Brandherde bezeichnet. Auch die Intensität des Feuers ist also Kriterium der Normalität. Selbst wenn diese normalen Brandherde beim Anspruchsinhaber eine *incendie* hervorgerufen haben, ist Art. 1384 II Code civil nicht anwendbar, da Voraussetzung für die Anwendung des Art. 1384 II Code civil ein Brand (*incendie*) in Sachen unter der *garde* des Anspruchsgegners ist (dafür ist in diesen Fällen häufig Art. 1384 I Code civil erfüllt).<sup>1942</sup>

Umgekehrt ist ein Brand (*incendie*) in Sachen unter der *garde* des Anspruchsgegners, der nicht als normaler Brandherd in diesem Sinne bezeichnet werden kann, bei Vorliegen der sonstigen Voraussetzungen des Art. 1384 II Code civil Auslöser für die Haftung nach dieser Vorschrift.

Die Rechtsprechung hat, um den Anwendungsbereich des Art. 1384 II Code civil einzuschränken, diesen in Art. 1384 II Code civil verankerten Grundsatz zeitweise im Fall des Maschinen- oder Motorenbrands nicht beachtet, ist dann aber wieder zu ihm zurückgekehrt.

Wenn ein normaler Brandherd in einem Motor oder einer Maschine den vorgesehenen Rahmen verlässt, sich also zu einem Brand (*incendie*) des Motors oder der Ma-

---

<sup>1940</sup> Terré/Simler/Lequette, Nr. 785.

<sup>1941</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 14 avril 1982 Bull. civ. 1982 I Nr. 124; Giraudel, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 29 f.; Flour/Aubert/Savaux, Nr. 264.

<sup>1942</sup> Giraudel, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 30 ff.; willentlich angezündetes Feuer: Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 352; Civ. 2<sup>e</sup> 11 janv. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 9; Maschine: z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 1961 Bull. civ. II Nr. 223 (Funkenflug einer Lokomotive); Civ. 2<sup>e</sup> 21 juin 1962 Bull. civ. II Nr. 545 (Benzinmotor).

schine ausweitet, und einem Dritten dadurch ein Schaden entsteht, wird seit Bestehen der Vorschrift Art. 1384 II Code civil angewandt.<sup>1943</sup>

Für den Fall, dass der Motor oder die Maschine, ohne notwendigerweise selbst in Brand zu geraten, zunächst Sachen unter der *garde* des Anspruchsgegners entzündet und das Feuer sich dann auf Sachen eines Dritten ausbreitet, hat die Rechtsprechung unterschiedliche Positionen vertreten. Zunächst hat sie das Bestehen eines Brandes (*incendie*) abgelehnt, in Parallele zu den Fällen, in denen der normale Brandherd unmittelbar einen Brand (*incendie*) in Sachen des Anspruchsinhabers auslöst.<sup>1944</sup> Diese Parallele war aber nicht sinnvoll, da hier gerade ein Brand (*incendie*) in Sachen unter der *garde* des Anspruchsgegners vorlag. 1966 kam es dann auch zu einer Rechtsprechungsänderung. Art. 1384 II Code civil ist nun in diesen Fällen anwendbar. Es ist entscheidend, dass der Brand einer Sache bestand, die unter der *garde* des Anspruchsgegners stand. Unerheblich ist, ob die ursprüngliche Ursache für das Feuer bestimmt war oder nicht und ob sie mit einer Sache unter der *garde* des Anspruchsgegners in Verbindung stand.<sup>1945</sup>

## II. Ausbreitung des Brandes (*incendie*)

Art. 1384 II Code civil setzt voraus, dass einem Dritten ein Schaden entsteht, der von dem Brand (*incendie*) einer Sache unter der *garde* des Anspruchsgegners ausgeht. Es ist also eine Ausbreitung des Brandes (*incendie*) oder seiner Auswirkungen auf Rechte oder Rechtsgüter des Anspruchstellers erforderlich. Aufgrund der weiten Formulierung der Vorschrift sind alle aus dem Brand (*incendie*) resultierenden Schäden erfasst.

Dies ist der Fall, wenn sich das Feuer von den Sachen, die sich in der *garde* des Anspruchsgegners befinden, auf Sachen des Anspruchstellers ausgebreitet hat (*communication de l'incendie*). Wenn der Brand den Anspruchsinhaber direkt schädigt, ohne dass zuvor Sachen des Anspruchsgegners brannten, ist Art. 1384 II Code civil nicht anwendbar. Die Haftung richtet sich dann häufig nach Art. 1384 I Code civil.<sup>1946</sup>

*Communication* liegt allerdings auch vor, wenn sich ein an anderer Stelle ausgebrochener Brand, vermittelt über die Sachen des Anspruchsgegners, ausgebreitet hat.<sup>1947</sup> Art. 1384 II Code civil ist auch anwendbar, wenn sich zwar das Feuer selbst nicht auf

---

<sup>1943</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 28 juin 1995 Bull. civ. II Nr. 220 (Motor setzt Schiffe in Brand); *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 36.

<sup>1944</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 38 mit Beispielen.

<sup>1945</sup> Cass. ass. plén. 25 févr. 1966 Bull. ass. plén. 1966 Nr. 1; Civ. 2<sup>e</sup> 31 janv. 1980 Bull. civ. 1980 II Nr. 22; Civ. 2<sup>e</sup> 19 mars 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 84; Civ. 2<sup>e</sup> 13 mars 2003 Bull. civ. 2003 II Nr. 62; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7755, *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 38.

<sup>1946</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 1<sup>er</sup> févr. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 30; Civ. 1<sup>er</sup> 14 avril 1982, Bull. civ. 1982 I Nr. 124; Civ. 2<sup>e</sup> 11 janv. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 9; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 264; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 33; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7756.

<sup>1947</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 264; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 34.

Sachen des Anspruchsinhabers ausgebreitet, aber dennoch Schäden bei diesem verursacht hat, z.B. durch Rauch oder die Freisetzung von schädlichen Stoffen.<sup>1948</sup> Dies sind vielfach Fälle von Umweltschäden.

### III. Explosion

Wenn der Schaden durch eine Explosion (oder eine Implosion, beide Fälle werden gleich behandelt) ausgelöst wird, ist Art. 1384 II Code civil nur in bestimmten Fällen anwendbar.

Wenn eine Explosion einen Schaden auslöst, ohne dass ein Brand (*incendie*) den Schaden vermittelt, ist Art. 1384 II Code civil nicht anwendbar. Dafür ist in diesen Fällen häufig Art. 1384 I Code civil anwendbar, möglicherweise aber auch andere, speziellere Regeln (z.B. das Gesetz vom 5. Juli 1985 bei Verkehrsunfällen oder Regeln über die Produkthaftung).<sup>1949</sup>

Wenn ein Brand in Zusammenhang mit einer Explosion stand, wurde lange Zeit folgendermaßen unterschieden: Wenn der Brand der Sache des *détenteur* die Explosion ausgelöst und diese wiederum einen Schaden verursacht hat, war Art. 1384 II Code civil anwendbar.<sup>1950</sup> Wenn eine Explosion einen Brand dieser Sache ausgelöst hat und durch diesen Brand ein Schaden entstanden ist, wurde dagegen nicht Art. 1384 II Code civil, sondern Art. 1384 I Code civil angewandt, da die Folgen des Brandes (*incendie*) nicht von Folgen der Explosion zu trennen seien und sich Art. 1384 II Code civil nur auf die Haftung für einen Brand beziehe.<sup>1951</sup>

1966 hat die Cour de cassation die Bestimmung der ersten Ursache des Brandes und deren Verbindung zu Sachen unter der *garde* des Anspruchsgegners für unerheblich erklärt.<sup>1952</sup> Seit 1991 wendet die Cour de cassation in der Folge Art. 1384 II Code civil auch dann an, wenn eine Explosion den Brand der Sache des *détenteur* ausgelöst

---

<sup>1948</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 avril 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 93 (Schäden durch Rauch und Hitze an einem Gebäude und Anpflanzungen); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Nr. 97-19704 (Legifrance, Verschmutzung eines Flusses durch Pflanzenschutzmittel, die aus Fässern ausgelaufen sind nach dem Brand eines Hangars, in dem sie gelagert wurden, dadurch Tod von Tieren, kein Nachweis der *faute*); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 264; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 53; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7756.

<sup>1949</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 185 (Anwendung des Art. 1384 I Code civil); *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 40.

<sup>1950</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 41 mit Nachweisen älterer Rechtsprechung; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7757.

<sup>1951</sup> Z.B. Civ. 3<sup>e</sup> 30 mai 1990 Bull. civ. 1990 III Nr. 129; Civ. 2<sup>e</sup> 16 janv. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 20; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 42 mit Nachweisen älterer Rechtsprechung, *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7757.

<sup>1952</sup> Cass. ass. plén. 25 févr. 1966 Bull. ass. plén. 1966 Nr. 1; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 42.

hat.<sup>1953</sup> Diese Lösung greift die Entscheidungen von 1966 auf: Sie bestätigt, dass es für die Anwendung des Art. 1384 II Code civil nicht auf die erste Ursache des Brandes ankommt. Diese muss nicht einmal mit Sachen unter der tatsächlichen Sachherrschaft des Anspruchsgegners in Verbindung stehen. Vielmehr ist nur entscheidend, dass ein Brand in den Sachen unter der Sachherrschaft des Anspruchsgegners vorliegt und dem Anspruchsinhaber einen Schaden verursacht hat. Die neuere Rechtsprechung steht damit im Einklang mit dem Wortlaut des Art. 1384 II Code civil, der ebenfalls keine Einschränkung bezüglich der Entstehungsweise des Brandes macht.

#### IV. Sache, in der der Brand ausbricht

Gemäß Art. 1384 II Code civil ist diese Anspruchsgrundlage auf Brände von beweglichen und unbeweglichen Sachen (*immeubles et biens mobiliers*) anwendbar. Art. 1384 II Code civil umfasst folglich die gleichen Sachen wie Art. 1384 I Code civil.<sup>1954</sup>

#### V. Faute

Der Geschädigte muss wie bei Art. 1382, 1383 Code civil die *faute* des Inhabers der *garde* der Sache oder einer der Personen, für die der Inhaber der *garde* verantwortlich ist, beweisen.<sup>1955</sup>

Eine *faute* resultiert hier oft aus der Nichtbeachtung öffentlich-rechtlicher Regelungen, die zur Vorbeugung von Feuer in den letzten Jahren verstärkt erlassen wurden. Beispielsweise handelt es sich hier um baurechtliche Vorschriften zur Vorbeugung von Brandschäden (s. insbesondere Art. R. 111-13 und Art. R. 121-1 bis R. 123-55 Code de la construction et de l'habitation), oder um Vorschriften zur Vorbeugung von Waldbränden (Art. L./R. 321-1 ff. Code forestier, z.B. kann Privaten die Pflicht zur Unterholzentfernung auferlegt werden).<sup>1956</sup> Auch Vorschriften in Bezug auf *installations classées* enthalten Regeln über die Vorbeugung von Feuer (Art. L. 511-1 ff. Code de l'environnement). Insbesondere in den Art. L. 515-8 ff. Code de l'environnement finden sich Vorschriften, die dem Staat erlauben, zur Vorbeugung von Schäden u.a. durch Explosionen dem Betreiber einer *installation classée* Pflichten aufzuerlegen. Diese sollen die Umwelt vor den Auswirkungen von *installations classées* schützen, auch vor Gefahren durch einen Brand, der in vielen Fällen durch eine Explosion ausgelöst wird.

---

<sup>1953</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 13 févr. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 53; Civ. 2<sup>e</sup> 13 mars 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 85; Civ. 2<sup>e</sup> 16 avril 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 93; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 44; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7757.

<sup>1954</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 24 juin 1999 Nr. 97-21270 (Legifrance); *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 14 ff.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7751.

<sup>1955</sup> Z.B. Civ. 1<sup>re</sup> 7 oct. 1998 Bull. civ. 1998 I Nr. 286; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 265; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7753.

<sup>1956</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 60, Nr. 62; Rechtsprechungsbeispiele zur Missachtung baurechtlicher Regeln: Nr. 64, zur Missachtung von Regeln der Elektroinstallation: Nr. 65, zur Missachtung der Pflicht zur Unterholzentfernung: Nr. 66.

## VI. Causalité und Schaden

Der Geschädigte muss die *causalité* zwischen *faute* und Brand beweisen.<sup>1957</sup> Die *faute* muss nicht unbedingt Auslöser für den Brand gewesen sein. Es reicht auch, dass sie zur Ausweitung oder zur Verschlimmerung des Brands beigetragen hat. Sie kann folglich auch nach dem Ausbruch des Brandes begangen worden sein. Der Auslöser der *incendie* muss nicht bekannt sein.<sup>1958</sup> Diese Rechtsprechung verdeutlicht den Wunsch der Gerichte, die negativen Auswirkungen des Art. 1384 II Code civil für den Anspruchsteller zu verringern.<sup>1959</sup>

Ebenfalls muss der Geschädigte die *causalité* zwischen Brand und Schaden beweisen.<sup>1960</sup> Art. 1384 II Code civil erfasst jede Art von Schaden (näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 5, A).<sup>1961</sup>

## VII. Anspruchsgegner: détenteur

Nach Art. 1384 II Code civil ist der Anspruchsgegner der *détenteur* (etwa: Inhaber der tatsächlichen Sachherrschaft) der in Brand geratenen Sache. Dieser Begriff entspricht nach der Intention des Gesetzgebers und nach der Rechtsprechung dem des *gardien* im Rahmen des Art. 1384 I Code civil (s.o. Teil 3, Kapitel 1, B.IV).<sup>1962</sup> Meistens (aber nicht notwendigerweise) wird dies der Eigentümer oder Mieter des Gebäudes oder der Sache sein, die in Brand geraten.<sup>1963</sup>

## VIII. Anwendungsfälle der Rechtsprechung

Art. 1384 II Code civil wird hin und wieder herangezogen, um Fälle der Umwelthaftung zu entscheiden. So haftete der Eigentümer eines Lagers nach Art. 1384 II Code civil, als unter dem Einfluss der Hitze eines Brandes und des Löschwassers Chemikalien aus Fässern in dem vom Brand betroffenen Lager in einen Wasserlauf flossen und Schäden an Rindern verursachten, die daraus tranken.<sup>1964</sup> In einem anderen Fall haftete der Betreiber eines Supermarktes, in dem ein Brand ausgebrochen war, nach

---

<sup>1957</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 juin 1997 Bull. civ. II Nr. 198; Civ. 2<sup>e</sup> 10 juin 1999 Nr. 97-10488, Nr. 97-20775 (Legifrance); *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 76; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7754.

<sup>1958</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 12 déc. 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 284; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 265; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 57; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7753.

<sup>1959</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 57.

<sup>1960</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 78.

<sup>1961</sup> *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 50 ff. mit Beispielen.

<sup>1962</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 3 oct. 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 232; Civ. 2<sup>e</sup> 14 nov. 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 262; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 69.

<sup>1963</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 juin 1995 RJDA 1996 Nr. 168 (Beispiel, in dem nicht der Eigentümer oder der Mieter Anspruchsgegner ist); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 264; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 71 f.; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7751.

<sup>1964</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Nr. 97-19704; *Lamy IC*, Nr. 805-22.

Art. 1384 II Code civil für die Schäden, die durch Rauch und Hitze am Gebäude und an Anpflanzungen eines Nachbarn entstanden war.<sup>1965</sup>

## D. Fazit

Die Deliktshaftung spielt in Frankreich eine wichtige Rolle beim Ersatz von Umweltschäden. Bei der Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil, die das Vorliegen einer *faute* und damit einer schuldhaften Pflichtverletzung voraussetzt, ist dies darauf zurückzuführen, dass die Gesetzgebung und die Rechtsprechung immer mehr Pflichten im Umweltbereich schaffen. Dabei geht die Rechtsprechung unter Rückgriff auf das Vorsorgeprinzip teilweise noch über die durch die Gesetzgebung geschaffenen Regeln hinaus. Durch diese Erweiterung des Anwendungsbereichs kommt es zu einer gewissen Objektivierung der Verschuldenshaftung.

Art. 1384 II Code civil beinhaltet einen Sonderfall der Haftung für *faute*. Diese Anspruchsgrundlage ist anwendbar in Fällen, in denen ein Brand Umweltschäden verursacht. Die Bedeutung dieser Regel im Umwelthaftungsrecht ist eher gering. Hin und wieder wurde allerdings auch schon die Haftung für Umweltschäden auf diese Anspruchsgrundlage gestützt.

Art. 1384 I Code civil statuiert eine verschuldensunabhängige Haftung für Schäden, die durch Einwirkung einer Sache (*chose*) verursacht werden. Diese Anspruchsgrundlage ist bei der Entstehung von Schäden durch Normalbetrieb nicht anwendbar, da sie voraussetzt, dass die Sache bei der Schadensentstehung eine aktive Rolle (*rôle actif*) gespielt hat, d.h. eine Anormalität der Sache den Schaden verursacht hat. Daraus ergibt sich eine große Einschränkung im Bereich der Umwelthaftung, da Umweltschäden häufig auch durch den Normalbetrieb von Sachen verursacht werden.

Interessengerecht ist die Eingrenzung der Haftung nach Art. 1384 I Code civil auf den Inhaber der *garde*. Nur dieser kann die Gefahren, die von der Sache ausgehen, erkennen und beherrschen. Er wird von der Rechtsprechung folglich auch nur dann aufgrund der Übertragung der *garde* aus der Haftung entlassen, wenn er dem neuen Inhaber der *garde* alle Informationen über die Sache gibt, die für eine Schadensvermeidung erforderlich sind.

---

<sup>1965</sup> Civ. 2e 16 avril 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 93.

## Kapitel 2: Théorie des troubles anormaux du voisinage

Die von der Rechtsprechung entwickelte *théorie des troubles anormaux du voisinage* (Theorie der anormalen Störungen im Nachbarschaftsverhältnis) ist die wichtigste Anspruchsgrundlage der französischen Umwelthaftung.<sup>1966</sup>

### A. Entwicklung der Anspruchsgrundlage

#### I. Problem

Das Leben in der modernen Gesellschaft führt zu immer beengteren Wohn- und Nachbarschaftsverhältnissen aufgrund der Konzentration der Bevölkerung in Großstädten.<sup>1967</sup> Daher sind nachbarschaftliche Beziehungen oft unvermeidlich problematisch wegen der Nähe der Grundstücke zueinander und des daraus folgenden engen Zusammenlebens von Personen,<sup>1968</sup> die oft unterschiedlichen Tätigkeiten, wie Wohnen oder industriellen und sonstigen beruflichen Aktivitäten, nachgehen. Aus dem Nebeneinander dieser Tätigkeiten resultieren fast zwangsläufig gegenseitige Störungen und Schädigungen. Die sich aus diesen Konflikten ergebenden Ansprüche richten sich nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*.

#### II. Entwicklung durch die Cour de cassation

Das französische Sachenrecht hat zwar gesetzlich einige Aspekte des Nachbarschaftsrechts geregelt, aber nicht den Ersatz für Schäden, die aus Störungen des Nachbarschaftsverhältnisses hervorgehen.<sup>1969</sup>

Dass zwischen Eigentümern benachbarter Grundstücke gewisse nachbarschaftliche Pflichten bestehen, geht aus Art. 1370 I-III Code civil hervor.<sup>1970</sup> Danach besteht ein außervertragliches Pflichtverhältnis auch ohne den Willen der Beteiligten unter benachbarten Eigentümern. Unter anderem werden daraus zwei sehr generelle Pflicht-

---

<sup>1966</sup> U.a. *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 69; zu der Anspruchsgrundlage auch *Gnaub*, 30 ff.

<sup>1967</sup> *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1337.

<sup>1968</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 938.

<sup>1969</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 938.

<sup>1970</sup> Text des Art. 1370 I - III Code civil: *Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part envers lequel il est obligé.*

*Les uns résultent de l'autorité seule de la loi; les autres résultent d'un fait personnel de celui qui se trouve obligé.*

*Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déferée.*

(Bestimmte Verpflichtungen entstehen, ohne dass eine vertragliche Bindung besteht, weder von Seiten des Verpflichteten noch von der Seite desjenigen, demgegenüber er verpflichtet ist.

Die einen entstehen allein aus dem Gesetz; die anderen entstehen aus einer persönlichen Handlung desjenigen, der verpflichtet wird.

Die ersteren sind nicht willentlich entstandene Verpflichtungen, wie solche zwischen benachbarten Eigentümern oder diejenigen der Vormunde und der anderen Verwalter, die die ihnen übertragene Aufgabe nicht ablehnen können.)

en abgeleitet: die Pflicht, den Nachbarn nicht mit Absicht zu schädigen, und die Pflicht, den Nachbarn nicht auf unerträgliche Weise zu stören. Diese beiden Pflichten hat die Rechtsprechung durch die Entwicklung entsprechender zivilrechtlicher Ansprüche abgesichert. Die Haftung für den Missbrauch des Eigentumsrechts (*abus du droit de propriété*) sanktioniert die Verletzung der Pflicht, den Nachbarn nicht mit Absicht zu schädigen, während die *théorie des troubles anormaux du voisinage* eingreift, wenn die Pflicht, dem Nachbarn keine unerträglichen Störungen zuzufügen, verletzt wird.<sup>1971</sup>

## 1. Abgrenzung zur Haftung für Missbrauch des Eigentumsrechts

Der Eigentümer eines Grundstücks haftet für den Missbrauch seines Eigentumsrechts (*abus du droit de propriété*), wenn er seinen Nachbarn durch die Ausübung seines Eigentumsrechts (Nutzungs- oder Zerstörungsakt, *acte de propriété d'usage, de jouissance, de destruction*) an seinem Grundstück absichtlich schädigt (*intention de nuire*, Schädigungsabsicht). Dabei darf der Eigentümer selbst kein ernsthaftes und legitimes Interesse (*intérêt sérieux et légitime*) an der störenden Handlung haben.<sup>1972</sup> Ein typisches Beispiel für den Missbrauch des Eigentumsrechts ist die Errichtung eines funktionslosen Schornsteins, allein um dem Nachbarn Licht wegzunehmen.<sup>1973</sup>

Rechtsfolge ist der Anspruch auf Wiederherstellung des Zustands der Örtlichkeiten vor der schädigenden Handlung oder stattdessen bzw. als Ergänzung ein Anspruch auf Schadensersatz.<sup>1974</sup>

Diese Theorie hat kaum Bedeutung im Umwelthaftungsrecht, da Umweltschäden sehr oft unvorsätzlich durch Nachlässigkeit entstehen und die Schädiger häufig in Ausübung ihres Berufs handeln, also ein legitimes und ernsthaftes Interesse an der Handlung haben.

Für diese Fälle hat die Rechtsprechung die *théorie des troubles anormaux du voisinage* entwickelt, der im Bereich der Umwelthaftung große Bedeutung zukommt. Nach dieser Theorie kann ein Geschädigter von seinem Nachbarn Unterlassung von Störungen und Schadensersatz verlangen, selbst wenn der Nachbar alle ihn betreffenden Verhaltensregeln befolgt hat, also keine *faute* vorliegt. Die wichtigste Voraussetzung dieses Anspruchs ist, dass die Störung über die normalen Unannehmlichkeiten im Nachbarschaftsverhältnis hinausgeht,<sup>1975</sup> also die *anormalité* der Störung.

---

<sup>1971</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 167.

<sup>1972</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 167.

<sup>1973</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 173 mit weiteren typischen Beispielen.

<sup>1974</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 167.

<sup>1975</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 4 févr. 1971 Bull. civ. 1971 III Nr. 78, Nr. 80; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1337, Nr. 1341.

## 2. Entwicklung der *théorie des troubles anormaux du voisinage*

Die *théorie des troubles anormaux du voisinage* wurde durch zwei Entscheidungen der Cour de cassation vom 27. November 1844 und vom 20. Februar 1849 begründet.<sup>1976</sup> In der ersten Entscheidung wurde unter Bezugnahme auf Art. 544, 1382 Code civil die Verurteilung des Eigentümers einer Fabrik zur Haftung für Störungen durch Lärm aufgehoben, da nicht untersucht worden war, ob der Lärm kontinuierlich das Maß des im Nachbarschaftsverhältnis zu Duldenden überschritt.<sup>1977</sup> Art. 544 Code civil beschreibt Inhalt und Grenzen des Eigentumsrechts. Danach ist das Eigentum das Recht, mit Sachen nach eigenen Vorstellungen umzugehen, es sei denn, es handelt sich um eine verbotene Nutzung. Art. 1382 Code civil ist die zentrale Vorschrift der französischen Deliktshaftung (s.o. Teil 3, Kapitel 1, A). Nach dieser ersten Erwähnung nachbarlicher Duldungspflichten wurde in der zweiten Entscheidung hervorgehoben, dass das Eigentumsrecht beschränkt sei durch die natürliche und gesetzliche Verpflichtung, dem nachbarlichen Eigentum keinen Schaden zuzufügen.<sup>1978</sup>

In der Folgezeit wurden die Voraussetzungen dieses Anspruches durch die Rechtsprechung präzisiert. Die zentrale Voraussetzung ist die Überschreitung einer gewissen Störungsschwelle. Die Rechtsprechung verlangt hier z.B. die *anormalité* (Anormalität) der Störung oder, anders formuliert, eine Störung, die über die normalen Unannehmlichkeiten im Nachbarschaftsverhältnis hinausgeht (*trouble excédant la mesure des obligations ordinaires du voisinage*).<sup>1979</sup> Der Anspruchsgrundlage liegt die Idee zugrunde, dass übliche Unannehmlichkeiten im Nachbarschaftsverhältnis bis zu einer bestimmten Grenze hingenommen werden müssen, da sie zum Leben in Gesellschaft gehören. Oberhalb dieser Schwelle wird die Störung unerträglich und ist nicht mehr durch das Nachbarschaftsverhältnis zu rechtfertigen. Daher haftet der Nachbar für solche Störungen ohne Verschulden.<sup>1980</sup> Der Anspruch ist auf alle Störungen im Nachbarschaftsverhältnis anwendbar, egal von welcher privaten oder geschäftlichen Tätigkeit sie ausgehen.<sup>1981</sup>

## 3. Rechtsgrundlage nach der französischen Rechtsprechung

Die Rechtsprechung ordnet die *théorie des troubles anormaux du voisinage* als objektive, eigenständige Art der Haftung ein, die unabhängig von bereits existierenden An-

---

<sup>1976</sup> Civ. 27 nov. 1844, S. 1844, 1, 211 = D. 1845, 1, 13; Cass. req., 20 févr. 1849, DP 1849, 1, 148; zitiert z.B. bei *Carbonnier*, Biens, Nr. 174.

<sup>1977</sup> Civ. 27 nov. 1844, S., 1844, 1, 211 = D. 1845, 1, 13, zitiert z.B. bei *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 13; *Viney/Jourdain*, Nr. 939.

<sup>1978</sup> Cass. req., 20 févr. 1849, DP 1849, 1, 148, zitiert z.B. bei *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 13; *Viney/Jourdain*, Nr. 939.

<sup>1979</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 939 mit verschiedenen typischen Formulierungen.

<sup>1980</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 168, Nr. 171; *Steichen*, 130; *Viney/Jourdain*, Nr. 939; ähnlich *Chartier*, 1983, Nr. 92 f.

<sup>1981</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-5.

spruchsgrundlagen besteht.<sup>1982</sup> Diese Unabhängigkeit der Anspruchsgrundlage von traditionellen Konzepten erlaubt die Weiterentwicklung durch die Rechtsprechung unter Beachtung der Entwicklung der sozialen, wirtschaftlichen und sonstigen Gegebenheiten.<sup>1983</sup>

### a) Bis 1971: Verschulden erforderlich

Zunächst unterschied die Rechtsprechung zwischen zwei Fällen. Wenn die Störung nicht die Grenzen des Grundstücks des Anspruchsgegners überschritt, haftete der Anspruchsgegner nur entweder nach der *théorie de l'abus du droit* oder für Verschulden (*faute*).<sup>1984</sup> Typische Beispiele sind hier die Versperrung der Aussicht des Nachbarn durch Mauern oder Büsche, Bauarbeiten auf dem einen Grundstück, die Schäden an einem benachbarten Gebäude zur Folge haben<sup>1985</sup> oder Grabungen, die eine benachbarte Quelle versiegen lassen.<sup>1986</sup>

Die *théorie des troubles anormaux du voisinage* wurde dagegen nur herangezogen, wenn sich die Störungen zum Nachbargrundstück ausbreiteten und nicht im Bereich des Grundstücks des Anspruchsgegners verblieben, also eine *immisio* vorlag. Typische Fälle sind hier die Belästigung des Nachbarn durch Lärm, Rauch, Staub, Gerüche, Geräusche und ähnliches.<sup>1987</sup> Die Rechtsprechung forderte auch in diesem Rahmen das Bestehen einer *faute*. Diese wurde aber schon dann angenommen, wenn die nach der Rechtsprechung unter Nachbarn bestehende Pflicht, sich nicht über das Maß der normalen nachbarschaftlichen Störungen hinaus zu schädigen, verletzt wurde. Eine *faute* konnte also oft nur deshalb angenommen werden, weil die Existenz dieser Pflicht von der Rechtsprechung festgelegt worden war.<sup>1988</sup> Voraussetzung der Haftung war tatsächlich nur die Existenz einer über die oben genannte Schwelle hinausgehenden Schädigung, von der auf das Bestehen einer *faute* geschlossen wurde.<sup>1989</sup>

---

<sup>1982</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 95 f., Nr. 98; *Viney/Jourdain*, Nr. 944 mit Nachweisen, die meisten Urteile der Cour de cassation zitieren keine Vorschriften mehr.

<sup>1983</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 98.

<sup>1984</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 nov. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 802 (*faute*); Civ. 1<sup>re</sup>, 18 juill. 1966, Bull. civ. 1966 I Nr. 433 (*faute*); Civ. 2<sup>e</sup> 9 juin 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 660 (*abus de droit*); *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341; *Viney/Jourdain*, Nr. 945 mit älterer Rechtsprechung: Cass. req. 10 juin 1902, DP 1902, 1, 454; Cass. req. 3 août 1915, Clément Bayard, D. 1917, 1, 79, Cass. req. 23 mars 1927, DP, 1928, 1, 73.

<sup>1985</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 nov. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 802; Civ. 1<sup>re</sup> 6 juin 1962 Bull. civ. 1962 I Nr. 298; Civ. 1<sup>re</sup> 18 juill. 1966, Bull. civ. 1966 I Nr. 433 (Schäden an Gebäuden durch Bauarbeiten); *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341.

<sup>1986</sup> *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341 mit Beispiel.

<sup>1987</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 mai 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 549 (Geräusche); Civ. 2<sup>e</sup> 3 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 5 (Lärm); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 323 (Staub); *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341; *Viney/Jourdain*, Nr. 945

<sup>1988</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 11 mai 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 549; Civ. 2<sup>e</sup> 3 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 5.

<sup>1989</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 945; a.A. *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341.

Obwohl die Cour de cassation in dieser Phase ihrer Rechtsprechung in ihren Urteilen oft Art. 1382 Code civil als Rechtsgrundlage der Entscheidung zitierte, handelte es sich folglich tatsächlich in vielen Fällen bereits um eine Haftung ohne *faute*.<sup>1990</sup>

## b) Ab 1971: eigenständige Anspruchsgrundlage ohne Verschulden

In den Entscheidungen, die ab Mitte der sechziger Jahre ergangen waren und bei der Annahme einer *faute* sehr großzügig vorgingen, zeichnete sich bereits eine Rechtsprechungsänderung ab, die Anfang der siebziger Jahre dann auch tatsächlich eintrat.<sup>1991</sup>

Seit ihren am 4. Februar 1971 ergangenen Entscheidungen fordert die Cour de cassation nicht mehr das Vorliegen einer *faute* oder einer *immisio* für die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*. Sie hält nur noch an der Voraussetzung der über das normale Maß der nachbarlichen Unannehmlichkeiten herausgehenden Störung fest.<sup>1992</sup>

Zum Teil haben die nach dieser Rechtsprechungsänderung ergangenen Entscheidungen zwar zunächst weiterhin neben Art. 544 Code civil (Umfang des Eigentumsrechts) Art. 1382 Code civil zitiert, im Prinzip ist aber seitdem anerkannt, dass die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* keine *faute* voraussetzt.<sup>1993</sup> Dies hat die Rechtsprechung auch mehrfach ausdrücklich klargestellt.<sup>1994</sup> Im Laufe der Zeit hat die Cour de Cassation an Stelle des Art. 1382 Code civil mehr und mehr das nunmehr als allgemeines, von anderen Anspruchsgrundlagen unabhängiges Rechtsprinzip geltende *nul ne doit causer à autrui un trouble anormal du voisinage* (niemand darf einen anderen im Nachbarschaftsverhältnis auf anormale Weise stören) zitiert.<sup>1995</sup>

---

<sup>1990</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 3 déc. 1964, Bull. civ. 1964 II Nr. 782; *Viney/Jourdain*, Nr. 945.

<sup>1991</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 95; s. insbesondere die Entscheidung Civ. 2<sup>e</sup>, 3 déc. 1964, Bull. civ. 1964 II Nr. 782.

<sup>1992</sup> Civ. 3<sup>e</sup>, 4 févr. 1971, 3 Entscheidungen, Bull. civ. 1971 III, Nr. 78-80; Civ. 3<sup>e</sup>, 1<sup>er</sup> déc 1976, Bull. civ. 1976 III Nr. 440; Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367; *Carbonnier*, Biens, Nr. 168; *Chartier*, 1983, Nr. 95; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341; *Viney/Jourdain*, Nr. 945.

<sup>1993</sup> Civ. 2<sup>e</sup>, 3 déc. 1964, Bull. civ. 1964 II Nr. 782 (Art. 1382 Code civil zitiert); Civ. 3<sup>e</sup> 6 juillet 1988 Nr. 86-18626 (Legifrance, Art. 544 Code civil zitiert); *Viney/Jourdain*, Nr. 945.

<sup>1994</sup> Z. B. Civ. 1<sup>re</sup> 23 mars 1982, Bull. civ. I Nr. 120; Civ. 2<sup>e</sup>, 19 nov 1986, Bull. civ. 1986 II Nr. 172; Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1992, Bull. civ. III Nr. 44; Civ. 2<sup>e</sup> 2 mars 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 85; *Viney/Jourdain*, Nr. 945.

<sup>1995</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 nov 1986 Bull. civ. 1986 II Nr. 172; Civ. 3<sup>e</sup> 17 avril 1996 Bull. civ. 1996 III Nr. 108; Civ. 3<sup>e</sup> 26 juin 1996 Nr. 93-21820 (Legifrance); Civ. 3<sup>e</sup> 27 nov. 1996 Nr. 94-15530 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 18 juin 1997 Nr. 95-20652 Nr. Juris-Data 1997-002938 (LexisNexis); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Nr. 97-20112 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 5. févr. 2004 Nr. 02-15206 Bull. civ. 2004 II Nr. 173; CA Paris 5 mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-240188 (LexisNexis); *Carbonnier*, Biens, Nr. 168, Nr. 172; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 13 f.; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341; *Viney/Jourdain*, Nr. 945.

## B. Voraussetzungen

### I. Trouble anormal du voisinage

Zunächst ist eine von einem Grundstück ausgehende und ein anderes Grundstück betreffende Störung (*trouble anormal du voisinage*) erforderlich.

#### 1. Art der erfassten Störungen

Die von der *théorie des troubles anormaux du voisinage* erfassten Störungen sind sehr vielfältig. Dazu zählen die Ausbreitung von flüssigen, gasförmigen oder festen Stoffen über das Wasser und die Luft, ob gelöst im jeweiligen Medium oder nicht, und über den Boden. Ferner sind Lärm und Erschütterungen sowie Einwirkungen durch Licht Störungen in diesem Sinne. Ebenso sind Störungen erfasst, die darin bestehen, dass auf einem benachbarten Grundstück bestimmte räumliche Verhältnisse herrschen, wodurch z.B. dem gestörten Grundstück Licht, Luft oder Aussicht entzogen oder das ästhetische Empfinden des Nachbarn gestört wird (räumliche Störungen).

#### 2. Kriterien für die anormalité

Die Störung muss einen gewissen Grad erreichen und über die normalen Unannehmlichkeiten im Nachbarschaftsverhältnis (*inconvenients normaux du voisinage*) hinausgehen.<sup>1996</sup> Dahinter steht die Idee, dass beim Leben in Gesellschaft bestimmte Unannehmlichkeiten geduldet werden müssen, da sonst dieses Leben unmöglich wäre.<sup>1997</sup> Erst wenn die Störung die Schwelle zur Unerträglichkeit überschreitet, soll die *théorie des troubles anormaux du voisinage* eingreifen.<sup>1998</sup> Diese Voraussetzung ist für die Haftung entscheidend, da das Vorliegen einer *faute* und die Einhaltung oder Überschreitung öffentlich-rechtlicher Regelungen keinen Einfluss auf die Haftung ausübt.<sup>1999</sup>

Die Rechtsprechung spricht bei der Feststellung dieser Voraussetzung (der *anormalité du trouble*, d.h. der Anormalität der Störung) entweder vom *trouble anormal* (anormale Störung) oder vom *dommage anormal* (anormaler Schaden).<sup>2000</sup> Richtig ist es, hier vom *trouble anormal* zu sprechen.<sup>2001</sup> Der Schaden entsteht erst aus der Störung und ist nicht mit dieser gleichzusetzen. Die Cour de cassation betrachtet tatsächlich auch nicht die *anormalité* von weiter entfernten auftretenden Schäden, sondern untersucht

---

<sup>1996</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 23 mai 1977 Bull. civ. 1977 II Nr. 138 (herabfallende Blätter nicht ausreichend); Civ. 2<sup>e</sup> 19 nov. 1986, Bull. civ. 1986 II Nr. 172 (leichter und gleichmäßiger Lärm nicht ausreichend); Civ. 3<sup>e</sup> 15 juin 2005 Nr. 04-13434 (Legifrance, leichter Lärm aus Nachbarwohnung wegen Renovierungsarbeiten nicht ausreichend); *Lamy IC*, Nr. 805-5; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343; *Viney/Jourdain*, Nr. 953.

<sup>1997</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343.

<sup>1998</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-5; *Viney/Jourdain*, Nr. 953.

<sup>1999</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 27 nov. 1996 Nr. 94-15530 (Legifrance); *Viney/Jourdain*, Nr. 953.

<sup>2000</sup> *Domage anormal*: z. B. Civ. 1<sup>re</sup> 18 juillet 1966 Bull. civ. 1966 I Nr. 433; *trouble anormal*: Civ. 2<sup>e</sup> 22 nov. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 176, beide Formulierungen: Civ. 2<sup>e</sup> 11 février 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 51.

<sup>2001</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7183; anders *Chartier*, 1983, Nr. 93; *Courtieu*, Nr. 27: kaum ein Unterschied zwischen *trouble* und *dommage*.

allenfalls die unmittelbaren Schäden (z.B. Gesundheitsprobleme), um daraus auf die *anormalité* der Störung zu schließen.

Die Rechtsprechung wendet zur Bestimmung der *anormalité* ein Indizienbündel (*faisceau d'indices*) an.

Es gehört als tatsächliche Frage zu den Aufgaben der unterinstanzlichen Richter (*juges du fond*), souverän die Existenz, die Art und den Umfang der Störung und nach den zeitlichen und örtlichen Umständen die *anormalité* der Störung zu bestimmen.<sup>2002</sup> Die Feststellungen werden von der Cour de cassation auf Rechtsirrtümer, wie z. B. die hin und wieder von unterinstanzlichen Gerichten aufgestellte Voraussetzung der *faute*, überprüft.<sup>2003</sup> Die Cour de cassation übt auch eine gewisse Kontrolle über den tatsächlichen Teil der Feststellung eines *trouble anormal* aus. Sie gibt sich hier nicht mit allgemeinen Erwägungen (z.B. Umweltfeindlichkeit und Störung der Lebensumstände) zufrieden, sondern verlangt, dass die Natur und Umfang der Störung präzise dargestellt werden.<sup>2004</sup>

Es ist möglich, diese *anormalité* positiv zu definieren, indem man feststellt, welche Störungen *anormal* und deswegen nicht zu dulden sind, oder negativ, indem man feststellt, welche Störungen im Nachbarschaftsverhältnis hingenommen werden müssen. Die Rechtsprechung hält sich nicht strikt an eine der beiden Methoden, sondern kombiniert beide.<sup>2005</sup> Sie stellt bei der Feststellung der *anormalité* auch oft Vor- und Nachteile der Situation für den Geschädigten gegenüber. Vorteile werden herangezogen, um die Nachteile der Situation zu kompensieren. Wenn die Störung neben Nachteilen auch Vorteile für den Geschädigten bringt, wird die Schwelle der *anormalité* dadurch angehoben.<sup>2006</sup>

### a) Intensität

Zunächst ist die Intensität der Störung ein wichtiges Kriterium. Hier sind zum Beispiel die Intensität des übelkeitserregenden Geruchs oder des Lichts, die Lautstärke

---

<sup>2002</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 oct. 1991 Bull. civ. II Nr. 261; Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1992 Bull. civ. 1992 III Nr. 44; *Chartier*, 1983, Nr. 98; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7184; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343.

<sup>2003</sup> Z. B. Civ. 2<sup>e</sup> 3 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 5; Civ. 3<sup>e</sup> 27 nov. 1996 Nr. 94-15530 (Legifrance); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7184.

<sup>2004</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 19 févr. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 60; Civ. 3<sup>e</sup> 11 févr. 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 34; *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Chartier*, 1983, Nr. 98; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7184; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343.

<sup>2005</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 99.

<sup>2006</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 févr. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 51; *Chartier*, 1983, Nr. 99; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7185.

des Lärms,<sup>2007</sup> die Schädlichkeit von Giftstoffen oder die Lautstärke und der Charakter eines Geräuschs festzustellen.<sup>2008</sup>

## b) Zeit

Die Dauer der Störung wird ebenfalls zur Bestimmung der *anormalité* herangezogen. Hier wird untersucht, ob es sich um eine permanente Störung, eine Störung mit Unterbrechungen oder eine sich wiederholende Störung handelt.<sup>2009</sup> Die *anormalité* wird umso eher angenommen, je dauerhafter oder häufiger die Störung auftritt. Der Zeitpunkt der Störung ist ebenfalls zu berücksichtigen. Hier ist insbesondere die Tageszeit entscheidend. Lärm ist z.B. ist umso weniger zumutbar, je später am Abend er auftritt.<sup>2010</sup>

In der Lehre wird manchmal generell verlangt, dass die Störung für gewisse Zeit andauert oder sich wiederholt. So soll diese Störung von plötzlichen, unfallartigen Störungen und Schäden abgegrenzt werden.<sup>2011</sup>

Die Rechtsprechung scheint diese Voraussetzung nicht systematisch zu fordern.<sup>2012</sup> Sie bezieht dieses Kriterium eher in die Kriterien für die Bestimmung der *anormalité* der Störung ein. Tatsächlich ist aber meist eine solche Störung gegeben. Die *anormalité* wird bei einer einmaligen kurzzeitigen Störung in der Praxis kaum angenommen.

## c) Ort, *théorie de la pré-occupation collective*

Der Ort der Störung spielt bei der Feststellung der *anormalité* ebenfalls eine Rolle. Die in der Gegend üblichen Störungen werden bestimmt und zur Feststellung der *anormalité* herangezogen.<sup>2013</sup> In einer ländlichen Umgebung müssen andere Störungen toleriert werden als in einer städtischen Umgebung.<sup>2014</sup> In der Stadt ist der Charakter des Stadtviertels für die *anormalité* bestimmend (z.B. Geschäftsstraße oder reines Wohngebiet, Industriegebiet oder Bebauung mit Einfamilienhäusern).<sup>2015</sup> Dabei ist nicht die

---

<sup>2007</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 6 juin 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 372 (dauerhafte und sich wiederholende Störungen durch Lärm und Geruch); *Lamy IC*, Nr. 805-5; *Viney/Jourdain*, Nr. 955.

<sup>2008</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 nov. 1986 Bull. civ. 1986 II Nr. 172 (schwacher, regelmäßiger Lärm, keine *anormalité*); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174.

<sup>2009</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 6 juin 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 372; Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 III Nr. 402; *Chartier*, 1983, Nr. 102; *Lamy IC*, Nr. 805-5; *Viney/Jourdain*, Nr. 955.

<sup>2010</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220 (nächtlicher LKW-Verkehr); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Chartier*, 1983, Nr. 102; *Lamy IC*, Nr. 805-5; *Viney/Jourdain*, Nr. 955.

<sup>2011</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Viney/Jourdain* Nr. 949.

<sup>2012</sup> *Viney/Jourdain* Nr. 949.

<sup>2013</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367; *Chartier*, 1983, Nr. 102; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Mazgand/Chabas*, Biens, Nr. 1343; *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2014</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 100 (Schweinehaltung im gewissen Rahmen im ländlichen Raum zu dulden); Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 334 (Anspruch nach Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, Fluglärm in städtischer Umgebung zu dulden); Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance, Misthaufen ist im ländlichen Raum zu dulden); *Chartier*, 1983, Nr. 102.

<sup>2015</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1974 I Nr. 174 (in einem Industriegebiet keine *anormalité* bei Luftverschmutzung in gewissem Rahmen, *anormalité* bei Überschreitung der geltenden Regeln für Emissionen)

Bestimmung der Nutzungsweise des Gebiets nach öffentlich-rechtlichen Regelungen (z.B. nach dem Flächennutzungsplan, *plan d'urbanisme*) entscheidend, sondern die tatsächliche Nutzung.<sup>2016</sup>

Die *théorie de la pré-occupation collective* (Theorie der kollektiven Vorbelastung) betrifft den zeitlichen Aspekt dieser Regelung. Die Nutzung der Gegend, bevor der Anspruchsteller sich dort angesiedelt hat, legt nach dieser allgemein anerkannten Theorie fest, welches die üblichen Störungen sind.<sup>2017</sup> *Anormalité* wird nur bei den darüber hinausgehenden Störungen angenommen.<sup>2018</sup>

Beispielsweise ist der Entzug von Sonne und Aussicht in der Stadt eher zumutbar als auf dem Land,<sup>2019</sup> bestimmte Gerüche müssen eher auf dem Land hingenommen werden als in der Stadt.<sup>2020</sup> Auch andere Störungen, wie Lärm und Staub, können zwar auf dem Land oder in einem Industriegebiet zulässig sein, sind es aber nicht in einem Wohngebiet.<sup>2021</sup> Wenn die Störung weit über das Maß des Erträglichen hinausgeht, ist sie auch im Industriegebiet oder auf dem Land nicht mehr zulässig.<sup>2022</sup> Die Ansiedlung des Klägers außerhalb eines Wohngebiets führt folglich nicht dazu, dass er schutzlos ist, sein Schutz durch die *théorie des troubles anormaux du voisinage* ist nur eingeschränkt.<sup>2023</sup>

---

nen); Civ. 2<sup>e</sup> 11 févr. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 51 (keine *anormalité* bei Lichtverlust im Stadtzentrum durch Errichtung eines Gebäudes); Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367 (keine *anormalité* bei Lärm, Erschütterungen und Lichtverlust durch eine Fabrik im Industriegebiet); Civ. 2<sup>e</sup> 22 nov. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 176 (keine *anormalité* bei Störungen, die von einer Schreinerei im Industriegebiet ausgehen); *Chartier*, 1983, Nr. 102; *Lamy IC*, Nr. 805-6; *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2016</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 18 juillet 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 478; Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367; *Bergmann*, 41 ff.; kritisch *Nicolas*, RTD civ. 1976, 675 Nr. 35, Nr. 53 ff.

<sup>2017</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 avr. 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123; Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 22 nov. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 176; *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Chartier*, 1983, Nr. 104; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14 Fn. 64; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1344; *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2018</sup> Wer sich auf dem Land ansiedelt, muss die Geruchsbelästigung durch einen Misthaufen dulden, Civ. 3<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance); wenn nach der Ansiedlung neben einer Fabrik die Störungen durch diese Fabrik intensiver werden, ist für die Bestimmung der *anormalité* der Zeitpunkt der Ansiedlung entscheidend, Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123.

<sup>2019</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 févr. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 51 (Entzug der Aussicht in der Stadt, keine *anormalité*); Civ. 2<sup>e</sup> 8 juin 1983 Bull. civ. 1983 II Nr. 122 (Entzug der Aussicht im eher ländlichen Bereich, *anormalité*) *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2020</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 100 (Schweinehaltung auf dem Land, keine *anormalité*); Civ. 3<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance, Misthaufengeruch auf dem Land keine *anormalité*); Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131 (auch auf dem Land ist Gestank nicht hinzunehmen, der von einer großen Schweinemästerei ca. 100 m entfernt ausgeht); *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2021</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 mai 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 549 (Lärm einer Druckerei ist im Industriegebiet zulässig); Civ. 3<sup>e</sup> 2 juin 1993 Nr. 91-14431, Nr. 91-17984, Nr. Juris-Data 1993-001641 (Staubemissionen von Tennisplätzen, die die Fassade im Wohngebiet verschmutzen, *anormalité*); *Viney/Jourdain*, Nr. 956.

<sup>2022</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 avr. 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123; Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131; *Lamy IC*, Nr. 805-6.

<sup>2023</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 25; Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 22 nov. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 176; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343.

Der praktische Nutzen dieser Methode liegt in der Schaffung von Zonen, in denen jeweils bestimmten Tätigkeiten nachgegangen wird. Die *anormalité* wird nach der tatsächlichen Nutzung der Zonen bestimmt. Diese Nutzung kann so nicht über die *théorie des troubles anormaux du voisinage* unterbunden werden.<sup>2024</sup> Andererseits wird so die störende Nutzung von Grundstücken in bestimmten Zonen begünstigt. Diese störende Nutzung wird folglich dort aufrechterhalten und verstärkt sich tendenziell eher noch.

#### d) Théorie de la pré-occupation individuelle

Nach der *théorie de la pré-occupation individuelle* (Theorie der individuellen Vorbelastung) kann der Anspruchsgegner sich darauf berufen, dass er das Grundstück schon vor der Benutzung des Nachbargrundstücks durch den Anspruchsteller in gleich störender Weise genutzt hat. In diesem Fall hat der Anspruchsteller keine Ansprüche nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*.<sup>2025</sup>

Die Zivilrechtsprechung hat diese Theorie zunächst abgelehnt.<sup>2026</sup> Hin und wieder haben Gerichte in solchen Fällen allerdings den Schadensersatz reduziert, wenn sie zu dem Schluss kamen, dass ein Mitverschulden des Anspruchstellers (*faute de la victime*) in dem Entschluss des Anspruchstellers lag, sich in der Nähe eines Ortes anzusiedeln, an dem Störungen vorkommen.<sup>2027</sup>

Der Gesetzgeber hat dieser Lösung der Rechtsprechung entgegengewirkt, insbesondere um die Kosten für Unternehmen zu senken.<sup>2028</sup> Ein erstes Gesetz vom 31. Dezember 1976 verankerte die *théorie de la pré-occupation individuelle* in Art. L. 421-9 Code de l'urbanisme. Seit dem Gesetz vom 4. Juli 1980 findet sich diese Theorie in wiederum leicht veränderter und erweiterter<sup>2029</sup> Form in Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation, der besagt:

*Les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales ou aéronautiques, n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé aux nuisances a été demandé ou l'acte authentique constatant l'aliénation ou la prise de bail établi postérieurement à l'existence des activités les occasionnant, dès lors que ces activités s'exercent en confor-*

---

<sup>2024</sup> So die h.M., u.a. *Chartier*, 1983, Nr. 104; *Viney/Jourdain*, Nr. 956; ähnlich *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1344.

<sup>2025</sup> *Bergmann*, 43 ff.; *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Chartier*, 1983, Nr. 103; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2026</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 nov. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 815; Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637; Civ. 1<sup>re</sup> 20 févr. 1968 Bull. civ. 1968 I Nr. 73; Civ. 2<sup>e</sup> 29 juin 1977 Bull. civ. 1977 II Nr. 168; *Carbonnier*, Biens, Nr. 168, Nr. 174; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1344; *Steichen*, 131; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2027</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 mai 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 122 (Bau von Wohnungen in der Nähe eines Flughafens, spezielle Anspruchsgrundlage der Haftung für Fluglärm, s.u. Teil 3, Kapitel 3, A); Civ. 3<sup>e</sup> 14 nov. 1985 JCP 1986 IV, 42 (verschleierte Anwendung der *théorie de la préoccupation individuelle*, kein Schadensersatz); *Chartier*, 1983, Nr. 103; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2028</sup> *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1344.

<sup>2029</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 103; zur Entwicklungsgeschichte *Prieur*, Nr. 1111, Nr. 1124 ff.

*mité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions.*

(Schäden, die den Bewohnern eines Gebäudes durch Störungen aufgrund von landwirtschaftlichen, industriellen, handwerklichen, geschäftlichen oder luftfahrtlichen Tätigkeiten entstehen, ziehen kein Ersatzrecht nach sich, wenn die Baugenehmigung für das den Störungen ausgesetzte Gebäude später beantragt oder die notarielle Urkunde über die Veräußerung oder über die Vermietung oder Verpachtung später aufgesetzt wurde, als die störenden Tätigkeiten begonnen haben, wenn diese Tätigkeiten in Übereinstimmung mit den geltenden Vorschriften aus Gesetzen und Verordnungen ausgeübt werden und wenn sie in gleicher Weise fortgesetzt worden sind.)

### **aa) Voraussetzungen des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation**

Nach Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation muss den Bewohnern eines Gebäudes (*occupants d'un bâtiment*) ein Schaden entstehen. Grundstücke und andere Immobilien, die keine Gebäude sind, sind von der Vorschrift nicht betroffen.<sup>2030</sup>

Der Schaden muss durch Störungen verursacht worden sein, die von landwirtschaftlichen, industriellen, handwerklichen oder geschäftlichen Tätigkeiten oder Tätigkeiten des Luftverkehrs (*activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales ou aéronautiques*) ausgingen.

Ferner muss einer der genannten, auf das Gebäude der Anspruchsteller bezogenen Umstände, d.h. das Stellen des Antrags auf Erteilung der Baugenehmigung oder die Ausstellung der notariellen Urkunde über die Miete, die Pacht oder die Eigentumsübertragung, nach Beginn der störenden Aktivitäten eingetreten sein.<sup>2031</sup>

Die störende Aktivität muss in Übereinstimmung mit den geltenden Bestimmungen (Gesetzen und Verordnungen, *dispositions législatives et réglementaires*) ausgeführt werden, also rechtmäßig sein,<sup>2032</sup> und zwar sowohl im Hinblick auf die Errichtung der störenden Anlage als auch im Hinblick auf die Fortführung der Tätigkeit.<sup>2033</sup> Auch die Art. 1382, 1383, und 1384 Code civil fallen unter den Begriff der Gesetze, so dass die Einhaltung verwaltungsrechtlicher Normen den Schädiger nicht notwendigerweise

---

<sup>2030</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 juin 1987 Nr. 85-14221 (Legifrance); *Lamy IC*, Nr. 805-9.

<sup>2031</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 27 avril 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 92; Civ. 3<sup>e</sup> 18 janvier 2005 Nr. 03-18914 (Legifrance).

<sup>2032</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 10 oct. 1984 Bull. civ. 1984 III Nr. 165; Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 1989 Nr. 87-19855 Nr. Juris-Data 1989-001049; Civ. 3<sup>e</sup> 27 avr. 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 92; Civ. 2<sup>e</sup> 7 avril 2005 Nr. 02-16209 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 5 oct. 2006 Bull. civ. 2006 II Nr. 255; zu dieser Entscheidung *Gillig*, *Environnement* 1/2007, *Commentaires* 10; *Lamy IC*, Nr. 805-9; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2033</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 1989 Nr. 87-19855 Nr. Juris-Data 1989-001049 (Betrieb); Civ. 2<sup>e</sup> 10 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 222 (Errichtung); Civ. 2<sup>e</sup> 5 oct. 2006 Bull. civ. 2006 II Nr. 255; *Mazeaud/Chabas*, *Biens*, Nr. 1344.

vor der Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* schützt.<sup>2034</sup> Dennoch wird so das Prinzip, dass die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regeln den Schädiger nicht von der zivilrechtlichen Haftung entbindet, abgeschwächt.<sup>2035</sup>

Die schädliche Aktivität muss zur Zeit der Störung in gleicher Weise (*dans les mêmes conditions*) fortgesetzt worden sein wie zum Zeitpunkt des Eintritts der oben genannten, auf das Gebäude der Anspruchsteller bezogenen Umstände. Wenn die Aktivität sich seitdem verstärkt hat und neue Störungen auftreten oder bereits existierende Störungen sich verstärken oder ändern, kann der Anspruchsgegner sich nicht auf diese Vorschrift berufen.<sup>2036</sup> Diese Voraussetzung beinhaltet auch, dass die schädigende Aktivität überhaupt fortgesetzt wird. Auf stillgelegte Anlagen, von denen Störungen ausgehen, ist diese Vorschrift also nicht anzuwenden.<sup>2037</sup>

Die Aktivität wird zum Beispiel nicht in gleicher Weise weitergeführt, wenn eine kleine Schweinezucht in eine industrielle Schweinezucht umgewandelt wird oder wenn die Veränderung oder Erweiterung der Tätigkeit eines Unternehmens zu einer Verstärkung der Emissionen in die Luft oder ins Wasser führt. Keine merkliche Verstärkung der Störung liegt dagegen zum Beispiel dann vor, wenn die Vergrößerung einer Karosseriebautätigkeit nicht zu einer merklichen Verstärkung der Geräusche führt.<sup>2038</sup>

## **bb) Kritik**

Die Vorschrift wird häufig kritisiert<sup>2039</sup> und von der Rechtsprechung eher restriktiv angewandt.

Sie hat zur Folge, dass Opfer von Störungen im Nachbarverhältnis, die durch wirtschaftliche Aktivitäten entstehen, oft keinen Anspruch gegen den Störer haben, wenn

---

<sup>2034</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978 D. 1978 jurisp. 641; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1344.

<sup>2035</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Prieur*, Nr. 1124 ff.

<sup>2036</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 1 mars 1989 Nr. 87-19813 Nr. Juris-Data 1989-000760 (LexisNexis, Erweiterung der Tätigkeit einer Farbenfabrikation, dadurch Einleitung von mehr Schadstoffen in einen Graben); Civ. 2<sup>e</sup> 7 nov. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 225 (Ausweitung einer Schweinezucht); Civ. 2<sup>e</sup> 10 juill. 1991 Bull. civ. II Nr. 222 (Ausweitung einer Karosseriebautätigkeit, ohne dass damit eine fühlbare Erhöhung des Lärms einhergeht); Civ. 2<sup>e</sup> 17 juill. 1991 Bull. civ. II Nr. 234 (Verschlimmerung der Störungen durch Staub, Lärm, hervorgerufen durch die Zerkleinerung von Steinen); Civ. 2<sup>e</sup> 3 févr. 1993 Bull. civ. II Nr. 44 (Entwicklung einer industriellen Bleichaktivität); Civ. 3<sup>e</sup> 27 avr. 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 92; Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 2007 Nr. 06-11571 (Legifrance); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15; *Lamy IC*, Nr. 805-9; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2037</sup> *Steichen*, 131.

<sup>2038</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 1 mars 1989 Nr. 87-19813 Nr. Juris-Data 1989-000760 (Emission von Schadstoffen in einen Graben); Civ. 2<sup>e</sup> 10 juill. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 222 (Karosseriebau); Civ. 3<sup>e</sup> 10 juillet 2001 Nr. 99-20171 (Legifrance, Emission von Schadstoffen in die Luft); *Lamy IC*, Nr. 805-9.

<sup>2039</sup> Z.B. *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Mazeaud/Chabas* Biens, Nr. 1344.

sie sich nach ihm dort angesiedelt haben.<sup>2040</sup> Oft sind sie in ihrer Nutzung des Grundstücks dadurch eingeschränkt.<sup>2041</sup>

So werden umweltschädigende Situationen aufrechterhalten oder gefördert und die Eingehung technischer Risiken durch den Schädiger begünstigt.<sup>2042</sup> Die Innovation im Umweltbereich wird gebremst, da der Schädiger keinen Anreiz hat, sein umweltschädigendes Verhalten zu ändern. Er wird eher davor zurückschrecken, da die Gefahr besteht, dass bei Veränderung seiner Aktivität Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation nicht mehr eingreift.<sup>2043</sup> Diese Hinderung der technischen Entwicklung ist auch wirtschaftlich nicht sinnvoll.<sup>2044</sup> So festigt die Vorschrift das Recht des Stärkeren, in dessen Position sich der Schädiger meistens befindet, zum Nachteil des Allgemeininteresses.<sup>2045</sup>

Negativ zu bewerten ist auch, dass sogar der Ersatz von Körperschäden wegen Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation ausgeschlossen sein kann. Dies widerspricht dem hohen Stellenwert, den der Schutz von Körper und Gesundheit auch in der französischen Rechtsordnung genießt.<sup>2046</sup>

Die Vorschrift hat ebenfalls anti-soziale Effekte: Menschen mit eher niedrigem Einkommen siedeln sich bevorzugt in der Nähe von emittierenden Anlagen an, da andere Wohnviertel für sie unerschwinglich sind. Zu diesem Nachteil kommt dann als weiterer wirtschaftlicher Nachteil hinzu, dass die Anwohner oft wegen Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation keinen Ersatz für den Schaden, der ihnen durch die emittierende Anlage entsteht, verlangen können.<sup>2047</sup>

In der Literatur wird auch eine restriktive Anwendung des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation vorgeschlagen: nur die *réparation en nature* (Oberbegriff für Maßnahmen zur Beendigung der schädigenden Situation und Herstellung in Natur) soll durch diese Vorschrift ausgeschlossen werden, nicht der Schadensersatz in Geld. So sei kein Schaden für die Stadtentwicklung zu befürchten, gleichzeitig müsse der Geschädigte nicht den wirtschaftlichen Nachteil tragen.<sup>2048</sup> Die Rechtsprechung ist dieser Anregung der Literatur jedoch nicht gefolgt.

---

<sup>2040</sup> Carbonnier, Biens, Nr. 168, Nr. 174; Lamy IC, Nr. 805-9.

<sup>2041</sup> Mazeaud/Chabas, Biens, Nr. 1344; Viney/Jourdain, Nr. 957; diese Autoren gehen noch weiter und vergleichen die Nutzungseinschränkung mit einem gesetzlichen Pfandrechte (*privilege*) oder einer Grunddienstbarkeit (*servitude*), sogar mit einer Privatenteignung ohne Entschädigung (*expropriation privée sans indemnité*).

<sup>2042</sup> Huet, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15; Viney/Jourdain, Nr. 957.

<sup>2043</sup> Huet, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15; Viney/Jourdain, Nr. 957.

<sup>2044</sup> Huet, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15; Viney/Jourdain, Nr. 957.

<sup>2045</sup> Chartier, 1983, Nr. 103.

<sup>2046</sup> Steichen, 131.

<sup>2047</sup> Huet, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15 Fn. 68.

<sup>2048</sup> Carbonnier, Biens, Nr. 174.

Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation wurde aufgrund der rechtspolitischen Erwägung, die Unternehmen von Kosten durch Umwelthaftung zu entlasten, erlassen.<sup>2049</sup> Für die *théorie de la pré-occupation individuelle* wird angeführt, dass derjenige, der günstig in der Nähe einer bereits bestehenden Störung ein Grundstück erworben hat, sich ohne die Vorschrift des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation durch Schadensersatzzahlungen bereichern könnte, obwohl die Störung bereits bei der Berechnung des Kaufpreises preismindernd gewirkt hat.<sup>2050</sup> Aus dieser Erwägung sei auch zu erklären, dass der Schadensersatz dann nicht ausgeschlossen ist, wenn die Nutzung des störenden Grundstücks nicht zu den gleichen Bedingungen weitergeführt wird oder rechtswidrig ist.<sup>2051</sup> Als Erklärung für den Ausschluss des Schadensersatzes wird ein vermuteter konkludenter Verzicht auf den Schadensersatz durch Ansiedlung in der Nähe der Störungsquelle genannt.<sup>2052</sup>

Jedoch ist für die Vermeidung und den Ausgleich der von den Befürwortern der Theorie gefürchteten Bereicherung das Kaufrecht besser geeignet als eine Norm, die spätere Schadensersatzzahlungen ausschließt. Das Kaufrecht regelt auch sonst Situationen, in denen ein nicht angemessener Kaufpreis gezahlt wurde. Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation ist dafür ungeeignet, da er auch dann anwendbar ist, wenn keine Bereicherung eines Käufers durch Schadensersatzzahlungen zu befürchten ist.

Wenn man annimmt, dass diese Vorschrift sich auf einen vermuteten konkludenten Verzicht auf die Haftung gründet, so müsste man zumindest verlangen, dass der Geschädigte im Moment des Verzichts die Störung gekannt hat oder hätte kennen müssen.<sup>2053</sup>

Da folglich die Argumente, die gegen Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation sprechen, überwiegen, wäre die Abschaffung dieser Vorschrift insbesondere im Interesse von mehr Innovation im Umweltbereich sinnvoll.

Die Cour de cassation hat die Voraussetzungen des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation restriktiv interpretiert und so deren Anwendungsbereich beschränkt. Sie hat die Vorschrift, bevor dort Tätigkeiten des Flugverkehrs ausdrücklich genannt wurden, nicht auf Ansprüche gegen einen militärischen Flughafen (*aérodrome militaire*)<sup>2054</sup> angewandt. Durch ein Gesetz vom 2. Juli 2003 wurde der Anwen-

---

<sup>2049</sup> *Mazeaud/Chabas*, Nr. 1344.

<sup>2050</sup> *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 72; Darstellung des Streitstands bei *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 15.

<sup>2051</sup> *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 72.

<sup>2052</sup> *Carbonnier*, *Biens*, Nr. 174; *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 15 (beide kritisch).

<sup>2053</sup> *Carbonnier*, *Biens*, Nr. 174.

<sup>2054</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 juill. 1992 Bull. civ. 1992 III Nr. 245 (Militärflughafen fällt nicht unter die in Art. 112-16 Code de la construction et de l'habitation aufgeführten landwirtschaftlichen, industriellen, handwerklichen und wirtschaftlichen Tätigkeiten); *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

dungsbereich des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation auch auf Störungen durch Tätigkeiten der Luftfahrt ausgeweitet, so dass die Nichtanwendung auf Ansprüche gegen Flughafenbetreiber überholt ist. Sie wendet die Vorschrift auch nicht auf Ansprüche wegen Verschlechterung des Bodens an,<sup>2055</sup> weil im Gesetz als Anspruchsinhaber nur die Bewohner eines Gebäudes genannt werden,<sup>2056</sup> und lehnt auch die Anwendung auf Ansprüche von Miteigentümern (*copropriétaires*)<sup>2057</sup> untereinander ab. Bei der Voraussetzung der Fortsetzung der Tätigkeit unter den gleichen Bedingungen stellt die Cour de cassation keine sehr hohen Anforderungen an die Änderung der Tätigkeit, die zum Nichteingreifen des Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation führt.<sup>2058</sup>

### 3. Kriterien, die für die Feststellung der *anormalité* nicht herangezogen werden

#### a) Einfluss der Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regeln

Die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen<sup>2059</sup> oder die Existenz von öffentlich-rechtlichen Genehmigungen<sup>2060</sup> für die störenden Anlagen oder Verhaltensweisen hindert nicht die Annahme der *anormalité*. Öffentlich-rechtliche Genehmigungen werden nach dem Gesetz unbeschadet Rechte Dritter (*sous réserve des droits des tiers*) vergeben. Auch nach ständiger Rechtsprechung hat die Genehmigung nicht den Ausschluss von Ansprüchen Geschädigter zur Folge.<sup>2061</sup>

Umgekehrt reicht es für die Annahme der *anormalité* aber auch nicht aus, dass der Verursacher der Störung sich nicht an öffentlich-rechtliche Regeln gehalten hat.<sup>2062</sup>

Die Einhaltung der einschlägigen öffentlich-rechtlichen Vorschriften wird vom Richter bei einer Analyse der Gesamtumstände nur berücksichtigt als Umstand, der gegen die *anormalité* spricht.<sup>2063</sup> Umgekehrt wird die Nichteinhaltung von öffentlich-rechtlichen Vorschriften berücksichtigt als Umstand, der für die *anormalité* spricht<sup>2064</sup>

---

<sup>2055</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 juin 1987 Nr. 85-14221 (Legifrance); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Lamy IC*, Nr. 805-9, *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2056</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-9; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2057</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 23 janv. 1991 Bull. civ. 1991 III Nr. 31; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2058</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 juill. 1991 Bull. civ. II Nr. 234; *Lamy IC*, Nr. 805-9.

<sup>2059</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 365; Civ. 3<sup>e</sup> 12 oct. 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 195; *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 108; *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Lamy IC*, Nr. 805-6; *Seguin*, Droit de l'environnement Nr. 117 April 2004, 69, 71.

<sup>2060</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. II Nr. 637; Civ. 2<sup>e</sup> 20 oct. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 280; Genehmigungstatbestände im Umweltbereich finden sich u. a. im Bereich der genehmigungsbedürftigen Anlagen (*installations classées*), des Abfalls oder der Wassernutzung, *Carbonnier*, Biens, Nr. 168; *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 113; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1342; *Viney/Jourdain*, Nr. 952.

<sup>2061</sup> *Viney/Jourdain* Nr. 952.

<sup>2062</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 68; *Lamy IC*, Nr. 805-6; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1342.

<sup>2063</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 10 juill. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 222; *Lamy IC*, Nr. 805-6.

<sup>2064</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 I Nr. 174; Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131.

## b) Umstände, die in der Person des Anspruchstellers liegen

Weiter ist fraglich, ob Umstände, die in der Person des Anspruchstellers liegen, z. B. seine besondere persönliche Empfänglichkeit und Empfindlichkeit für Störungen oder die Duldung von Störungen, bei der Bestimmung der *anormalité* einbezogen werden.

Die Antwort der Rechtsprechung ist eindeutig in Bezug auf berufliche Besonderheiten des Anspruchstellers. Sie bezieht seine beruflichen, wirtschaftlichen oder industriellen Aktivitäten (*activité professionnelle, commerciale ou industrielle*) bei der Bestimmung der *anormalité* ein.<sup>2065</sup> Dies sind äußere Umstände der Person, die von außen eingeschätzt werden können. Zudem gehört die Ausübung eines Berufs zu den üblichen Tätigkeiten, mit denen Sachen genutzt werden. Es handelt sich hier also nicht um eine besondere Empfindlichkeit, die mit dem Bestehen einer Vorerkrankung zu vergleichen wäre.<sup>2066</sup>

Die Einbeziehung von inneren Umständen der Person, wie Krankheit, besonderer Sensibilität oder Nervosität, allgemein von psychischen und mentalen Defiziten, bei der Bestimmung der *anormalité* lehnt die Rechtsprechung eher ab und bestimmt die *anormalité* aus der Perspektive einer normalen, gesunden Person in der Situation des Geschädigten.<sup>2067</sup> Jedoch sind auch einige Urteile ergangen, die den Gesundheitszustand oder die besondere Empfänglichkeit des Opfers bei der Bestimmung der *anormalité* einbeziehen.<sup>2068</sup>

Auch die Duldung der Störung durch den Anspruchsgegner wird nicht als Kriterium zur Feststellung der *anormalité* herangezogen.<sup>2069</sup>

---

<sup>2065</sup> Civ. 12 janv. 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 41 (Störung eines Anwalts durch ein Kino, unklar, ob Anwaltseigenschaft berücksichtigt wurde); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juill. 1969 Bull. civ. II Nr. 257 (Störung eines Herstellers von Präzisionsinstrumenten durch Erschütterungen); *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Nicolas*, RTD civ. 1976, 675 Nr. 36; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2066</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2067</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637; Civ. 2<sup>e</sup> 22 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 25; unklar Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, besondere Empfindlichkeit erwähnt, aber nicht für die Feststellung der *anormalité* erforderlich, da Störung auch bei nicht besonders empfindlichen Personen Schäden hervorgerufen hat); *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Nicolas*, RTD civ. 1976, 675 Nr. 36; *Viney/Jourdain*, Nr. 957.

<sup>2068</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 21 juin 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 192; Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, besondere Empfindlichkeit einer Geschädigten erwähnt, für die Bestimmung der *anormalité* aber nicht herangezogen); Trib.civ. Grenoble 1<sup>re</sup> ch. 28 mai 1935 (nicht veröffentlicht, zitiert von *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343, besondere Empfindlichkeit eines Kriegsveteranen bei der Bestimmung der *anormalité* beachtet); *Viney/Jourdain*, Nr. 957; anders *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1343, die vertreten, dass die Rechtsprechung die persönliche Empfänglichkeit des Einzelnen miteinbezieht und dies auch begrüßen, außer wenn der Anspruchsteller diesen Umstand schuldhaft selbst herbeigeführt hat.

<sup>2069</sup> Duldung ist sogar ein Anzeichen für die Dauer der Störung, *Chartier*, 1983, Nr. 100.

## II. Schaden

Ferner ist ein durch die Störung hervorgerufener Schaden erforderlich. Von der *théorie des troubles anormaux du voisinage* werden Schäden jeder Art erfasst. Die Schäden müssen nicht an dem Grundstück entstanden sein.<sup>2070</sup> Meistens entstehen Schäden über einen längeren Zeitraum, manchmal aber auch durch ein plötzliches Ereignis, wie z. B. einen Störfall in einer Fabrik. Es wird u. A. Schadensersatz geleistet für Schäden, die durch Beschädigung von beweglichen oder unbeweglichen Sachen entstehen und für Schäden, die aus Gesundheitsverletzungen physischer<sup>2071</sup> oder psychischer<sup>2072</sup> Art entstehen. Auch reine Vermögensschäden, wie z. B. der Wertverlust eines Grundstücks, sind erfasst.<sup>2073</sup>

In vielen Fällen werden auch Nichtvermögensschäden (häufig in Geld) ersetzt, insbesondere Schäden, die in der Beeinträchtigung der Lebensfreude (*préjudice d'agrément*) bestehen. So wird Schadensersatz für die verschlechterte Nutzungsmöglichkeit eines Grundstücks und die Beeinträchtigung der Lebensbedingungen der Anspruchsinhaber, z. B. durch Lärm, Erschütterungen oder Veränderungen der Umgebung, geleistet.<sup>2074</sup> Ebenfalls werden Belästigungen, die unterhalb der Schwelle der Gesundheits- oder Körperverletzung bleiben, z. B. durch Gestank, als *préjudice d'agrément* nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* ersetzt.<sup>2075</sup>

Der Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* ist nicht nur auf Schadensersatz gerichtet, sondern kann auch auf die Unterlassung der Störung (*cessation des troubles*)<sup>2076</sup> oder auf Vornahme von die Störung reduzierenden oder verhindernden Maßnahmen (Beseitigungsanspruch, beides als Aspekt der *réparation en nature*) gerichtet sein.<sup>2077</sup> Der Anspruch umfasst auch Schadensersatz (Naturalrestitution als Aspekt der *réparation en nature* und Schadensersatz in Geld), gerichtet auf den Ersatz des be-

---

<sup>2070</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367; *Chartier*, 1983, Nr. 100.

<sup>2071</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637; Civ. 2<sup>e</sup> 30 mai 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 170 (Schlaflosigkeit); *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2072</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2073</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24.

<sup>2074</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 3<sup>e</sup> 18 juillet 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 478 (Lichtverlust); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324; Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123; Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367 (jeweils Nutzung eines Grundstücks eingeschränkt aufgrund von Lärm oder Erschütterungen).

<sup>2075</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131 (Störung durch Geruch von Schweinehaltung); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, übelkeitserregender Geruch einer Geflügelfarm).

<sup>2076</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 mai 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 170 (Unterlassung von nächtlichem Lärm einer Bäckerei); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juillet 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 207 (Unterlassung von Tontaubenschießen bis zur Durchführung von schallisolierenden Maßnahmen); Civ. 2<sup>e</sup> 9 oct. 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 231 (Unterlassung des Kartfahrens bis zur Durchführung von schallisolierenden Maßnahmen); *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 7179.

<sup>2077</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 20 oct. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 280 (Maßnahmen zur Beendigung von Emissionen aus der Schweinehaltung); Civ. 3<sup>e</sup> 9 oct. 1985 Bull. civ. 1985 III Nr. 118 (Erhöhung von Schornsteinen, deren Abzug durch ein hohes Gebäude gestört wird); Civ. 3<sup>e</sup> 14 mars 2006 Nr. 05-10157 (Legifrance); *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 7180.

reits entstandenen oder zukünftigen Schadens (näher zu den Rechtsfolgen s.u. Teil 3, Kapitel 5).<sup>2078</sup> Allerdings werden nur Schäden ersetzt, die durch die Überschreitung der Schwelle der *anormalité* entstehen. Die Schäden, die durch unterhalb dieser Schwelle liegende Störungen verursacht werden, bleiben unberücksichtigt.<sup>2079</sup> Im Rahmen dieser Arbeit werden nur diese Ansprüche auf Schadensersatz, d.h. auf Ausgleich von Umweltschäden, untersucht (s.o. Teil 1, A).

### III. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner sind Nachbarn

Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner müssen Nachbarn sein. Die Rechtsprechung vertritt aber einen weiten Nachbarbegriff. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner müssen nicht unbedingt Eigentümer des jeweiligen Grundstücks sein. Die Rechtsprechung bezieht auch Mieter und sonstige Nutzer der Grundstücke in den Nachbarbegriff ein.

Die Grundstücke müssen nicht direkt nebeneinander liegen. Sie können sich auch in einer gewissen Entfernung voneinander befinden. Eine genaue Obergrenze der Entfernung ist in der Rechtsprechung nicht auszumachen. Eine Entfernung von über zwei Kilometern hindert jedenfalls die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* nicht.<sup>2080</sup>

#### 1. Anspruchsinhaber

Zunächst kann natürlich der Eigentümer, der auf dem von der Störung betroffenen Grundstück wohnt, den Anspruch geltend machen.<sup>2081</sup> Das Gleiche gilt für das *syndicat des copropriétaires* (Miteigentümergeinschaft mit juristischer Persönlichkeit).<sup>2082</sup> Auch ein Eigentümer, der nicht auf dem Grundstück wohnt, kann Anspruchsinhaber sein.<sup>2083</sup> Ihm kann auch dann ein Schaden entstehen, wenn er nicht selbst auf dem Grundstück wohnt, insbesondere aufgrund des Wertverlusts des Grundstücks durch Störungen aus der Nachbarschaft.<sup>2084</sup> So besteht selbst dann ein Anspruch auf Schadensersatz, wenn das Grundstück nicht bewohnt ist oder der Bewohner der Grundstücks (z. B. ein Mieter) keine Ansprüche geltend macht.<sup>2085</sup>

---

<sup>2078</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7180; bereits entstandener Schaden: Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24; Civ. 2<sup>e</sup> 21 mai 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 157; Civ. 2<sup>e</sup> 22 sept. 2005 Nr. 04-13610 (Legifrance).

<sup>2079</sup> *Bergmann*, 63 m.w.N.; *Nicolas*, RTD civ. 1976, 675, Nr. 37.

<sup>2080</sup> TGI Albertville 6 août 1975 JCP G 1976 II 18384 (geschädigte Bienenstöcke mehr als zwei Kilometer von der schädigenden Fabrik entfernt); *Chartier*, 1983, Nr. 102; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Caballero*, Nr. 154 schlägt vor, die Nachbarschaft auf einen Umkreis von einigen Kilometern zu beschränken.

<sup>2081</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 24 janv. 1973 Bull. civ. 1973 III Nr. 78; *Courtieu*, Nr. 39; *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2082</sup> *Courtieu*, Nr. 39.

<sup>2083</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 III Nr. 402; Civ. 2<sup>e</sup> 28 juin 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 222; *Courtieu*, Nr. 39, *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2084</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2085</sup> *Courtieu*, Nr. 39 unter Hinweis auf eine Stellungnahme der Cour de cassation zu diesem Thema.

Ebenfalls sind Anspruchsinhaber alle, die ein dingliches Nutzungsrecht (*droit réel de jouissance*) an dem Grundstück haben (z. B. Nießbrauch [*usufruit*], langfristiges Nutzungsrecht [*bail emphyothétique*]), unabhängig davon, ob sie auf dem Grundstück wohnen oder nicht.<sup>2086</sup>

Ferner haben auch Mieter einen Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*, wenn ihre Nutzung der gemieteten Sache durch die Störung beeinträchtigt ist. Der Anspruch gegen den Verursacher der Störung (der sogar ein anderer Mieter auf demselben Grundstück sein kann) steht hier neben den (ausschließlich vertraglichen) Ansprüchen des Mieters gegen den Vermieter.<sup>2087</sup>

Auch Personen, die das Grundstück regelmäßig nutzen, sollen den Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* geltend machen können, wenn sie von der Störung betroffen sind.<sup>2088</sup>

## 2. Anspruchsgegner

Anspruchsgegner kann zunächst der Eigentümer eines Grundstücks sein, der gleichzeitig die Störung verursacht hat.<sup>2089</sup> Die Klage kann auch gegen den Eigentümer eines vermieteten Grundstücks gerichtet werden, wenn von diesem Grundstück eine Störung ausgeht.<sup>2090</sup> Ebenfalls kann der Anspruch gegen Mieter des störenden Grundstücks gerichtet werden.<sup>2091</sup> Eigentümer und Mieter haften dann *in solidum* (Form der Gesamtschuld).<sup>2092</sup> Der Eigentümer kann im Innenverhältnis einen Rückgriffsanspruch gegen seinen Mieter haben, z.B. aufgrund der Verletzung von Pflichten aus dem Mietvertrag.<sup>2093</sup>

---

<sup>2086</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 juin 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 222; *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2087</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. III Nr. 402 (Anspruch eines Mieters gegen den Mieter eines anderen Teils desselben Hauses); Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144; Civ. 3<sup>e</sup> 10 nov. 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 211 (der Mieter kann gegen den Vermieter nur vertragliche Ansprüche geltend machen, keine Ansprüche nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*); *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7162; *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2088</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 947.

<sup>2089</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 24 janv. 1973 Bull. civ. 1973 III Nr. 77, Nr. 78; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2090</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 juill. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 150; Civ. 3<sup>e</sup> 17 avril 1996 Bull. civ. 1996 III Nr. 108; Civ. 3<sup>e</sup> 11 juin 1997 Nr. 95-10152 (Legifrance, gesamtschuldnerische Haftung von Eigentümer und Mieter); Civ. 2<sup>e</sup> 31 mai 2000 Bull. civ. 2000 II Nr. 94; Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 140; *Courtieu*, Nr. 48; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7161; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2091</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 18 juill. 1961 Bull. civ. 1961 I Nr. 411; Civ. 3<sup>e</sup> 8 févr. 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 89; Civ. 3<sup>e</sup> 15 avril 1975 Bull. civ. 1975 III Nr. 124; Civ. 3<sup>e</sup> 11 juin 1997 Nr. 95-10152 (Legifrance); *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Courtieu*, Nr. 39; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2092</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 juill. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 150; Civ. 3<sup>e</sup> 17 avril 1996 Bull. civ. 1996 III Nr. 108; Civ. 3<sup>e</sup> 11 juin 1997 Nr. 95-10152 (Legifrance, gesamtschuldnerische Haftung von Eigentümer und Mieter); Civ. 2<sup>e</sup> 31 mai 2000 Bull. civ. 2000 II Nr. 94; *Courtieu*, Nr. 48; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7161; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2093</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 juill. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 150; Civ. 3<sup>e</sup> 11 juin 1997 Nr. 95-10152 (Legifrance, gesamtschuldnerische Haftung von Eigentümer und Mieter); *Courtieu*, Nr. 49; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341.

Auch Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Grundstück (*droit réel immobilier*) können Anspruchsgegner sein.<sup>2094</sup>

Ob der gestörte Nachbar seinen Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* direkt gegen Bauunternehmer, Architekten und ähnliche Personen richten kann, die durch Arbeiten auf dem Grundstück die Störung verursachen, wurde zunächst von verschiedenen Zivilkammern der Cour de cassation unterschiedlich entschieden.<sup>2095</sup>

Nach neueren Entscheidungen besteht nun Einigkeit innerhalb der Cour de cassation, dass der Anspruchsinhaber seine Klage direkt gegen diese Personen richten kann, wenn sie die Störung durch ihre Arbeit an dem Grundstück verursacht haben.<sup>2096</sup>

Auch gegen jemanden, der als Bauherr (*maître de l'ouvrage*) auf einem Grundstück störende Arbeiten nicht selbst ausführt, sondern von Bauunternehmern, Architekten und ähnlichen Personen ausführen lässt, kann der Anspruch geltend gemacht werden. Der Bauherr muss nicht unbedingt gleichzeitig der Eigentümer, sondern kann z.B. auch ein Mieter sein.<sup>2097</sup> Im Außenverhältnis haften der Bauherr und derjenige, der Arbeiten auf dem Grundstück ausführt, *in solidum* (Form der Gesamtschuld).<sup>2098</sup>

Im Innenverhältnis bestehen vertragliche Ausgleichsansprüche zwischen dem Bauherrn und demjenigen, der die Arbeiten auf dem Grundstück vornimmt.<sup>2099</sup> Zudem tritt der Bauherr, der von den Nachbarn auf Schadensersatz verklagt wird, in die Rechte der Nachbarn aus *théorie des troubles anormaux du voisinage* gegen die auf seinem Grundstück tätigen Unternehmer ein und kann diese geltend machen.<sup>2100</sup> Zwischen diesen beiden Rückgriffsansprüchen kann der Bauherr wählen. Ein Rückgriffsan-

---

<sup>2094</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2095</sup> Dafür: Civ. 2<sup>e</sup> 10 janv. 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 11; dagegen: Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978 D. 1978 jurisp. 641; dazu auch *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Chartier*, 1983, Nr. 100; *Courtieu*, Nr. 46; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 14; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2096</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144 (Haftung eines Subunternehmers); Civ. 3<sup>e</sup> 11 mai 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 106; Civ. 1<sup>re</sup> 18 mars 2003 Bull. civ. 2003 I Nr. 77; Civ. 3<sup>e</sup> 13 avril 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 89; Civ. 3<sup>e</sup> 22 juin 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 136; *Carbonnier*, Biens, Nr. 172, *Courtieu*, Nr. 46, *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr. 44.

<sup>2097</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 4 févr. 1971 JCP G 1971 II 16781 (1<sup>re</sup> espèce); Civ. 3<sup>e</sup> 25 oct. 1972 JCP 1973 II 17491; Civ. 3<sup>e</sup> 24 janv. 1973 Bull. civ. 1973 III Nr. 77; Civ. 2<sup>e</sup> 2 déc. 1982 Bull. civ. 1982 II Nr. 160; Civ. 2<sup>e</sup> 19 févr. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 60; Civ. 2<sup>e</sup> 11 févr. 1999 Nr. 97-11832 (Legifrance); Civ. 3<sup>e</sup> 11 mai 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 106; *Courtieu*, Nr. 50; *Lamy IC*, Nr. 805-6; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7163; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2098</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 2 déc. 1982 Bull. civ. 1982 II Nr. 160; Civ. 3<sup>e</sup> 25 mai 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 112.

<sup>2099</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 24 mars 1999 Bull. civ. 1999 III Nr. 74; Civ. 3<sup>e</sup> 28 nov. 2001 Bull. civ. 2001 III Nr. 135; Civ. 3<sup>e</sup> 20 nov. 2002 Bull. civ. 2002 III Nr. 231; Civ. 3<sup>e</sup> 13 avril 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 89; *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Courtieu*, Nr. 51; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7164.

<sup>2100</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 6 mars 1991 Bull. civ. 1991 III Nr. 78; Civ. 3<sup>e</sup> 21 juillet 1999 Bull. civ. 1999 III Nr. 182; Civ. 1<sup>re</sup> 18 sept. 2002 Bull. civ. 2002 I Nr. 200; Civ. 3<sup>e</sup> 22 juin 2005 Bull. civ. 2005 III Nr. 136.

spruch aus deliktischer Haftung zwischen dem Bauherrn und demjenigen, der auf dem Grundstück tätig ist, kommt wegen der Unvereinbarkeit vertraglicher und deliktischer Ansprüche im französischen Recht nicht in Betracht.<sup>2101</sup>

Zusammengefasst soll nach der Rechtsprechung der Anspruchsinhaber jedenfalls immer einen Anspruch gegen den Eigentümer des störenden Grundstücks haben, ohne nachforschen zu müssen, ob dieser Eigentümer selbst oder ein anderer potentieller Anspruchsgegner, zum Beispiel ein Mieter oder jemand, der auf dem Grundstück störende Tätigkeiten ausführt, die Störung verursacht hat. Auch sonstige Personen, die Nutzungsrechte an dem Grundstück haben, wie Mieter oder Inhaber dinglicher Nutzungsrechte, haften für Störungen, die von dem Grundstück ausgehen, auch wenn sie die Störung nicht selbst verursachen. So hat die Rechtsprechung einen zusätzlichen Tatbestand der Haftung für Dritte eingeführt.<sup>2102</sup>

Bei denjenigen, die die Störung selbst verursacht haben, z.B. durch die Ausführung störender Arbeiten, gibt sich die Cour de cassation mit einem sehr weiten Nachbarbegriff zufrieden. Hier reicht die vorübergehende Benutzung des Grundstücks für die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* aus.<sup>2103</sup>

### C. Systematische Einordnung

Seit langem wird in der Literatur diskutiert, ob es sich bei der *théorie des troubles anormaux du voisinage* um einen aus dem Eigentumsrecht abgeleiteten sachenrechtlichen oder um einen aus den Art. 1382 ff. Code civil abgeleiteten deliktischen Anspruch handelt.<sup>2104</sup>

Traditionell wird der Anspruch als eng mit dem Eigentumsrecht zusammenhängend angesehen und damit dem Sachenrecht zugeordnet.<sup>2105</sup> Dafür spricht, dass die Störung von einem Grundstück ausgehen und ein anderes Grundstück, das sich in der Nähe befindet, treffen muss. Andererseits können nicht nur Eigentümer, sondern auch Mieter und andere Nutzer von Grundstücken nach der Rechtsprechung An-

---

<sup>2101</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 24 mars 1999 Bull. civ. 1999 III Nr. 74; Civ. 3<sup>e</sup> 21 juillet 1999 Nr. 96-22734 (Legifrance); Civ. 3<sup>e</sup> 28 nov. 2001 Bull. civ. 2001 III Nr. 135; *Courtieu*, Nr. 51; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7164; anders noch Civ. 3<sup>e</sup> 17 déc. 1997 Nr. 95-16142 (Legifrance, Rückgriffsanspruch aus *responsabilité quasi-délictuelle*).

<sup>2102</sup> *Courtieu*, Nr. 47; *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2103</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 948.

<sup>2104</sup> Überblick bei *Viney/Jourdain*, Nr. 941 ff.; Zusammenfassung der wichtigsten Theorien bei *Carbonnier*, Nr. 172 und bei *Chartier*, 1983, Nr. 95 ff.; ausführlich zu der Diskussion auch *Libchaber*, *Mélanges Mouly*, 421 ff.

<sup>2105</sup> Als Konsequenz der Einordnung als sachenrechtlicher Anspruch wird von Vertretern dieser Meinung manchmal die Ausweitung des Begriffs des Anspruchsgegners auf Personen, die nicht Eigentümer des Grundstücks sind, abgelehnt, da die Voraussetzung der Anspruchsinhaberschaft das Eigentum sei, ebenso die Ausweitung des Begriffs des Anspruchsgegners auf Personen, die den Schaden nicht selbst (auch mittelbar) verursacht haben, da der Schaden auf die Nutzung des Eigentumsrechts durch den Eigentümer zurückzuführen sein müsse (*Mazeaud/Chabas*, Nr. 1341).

spruchsinhaber und Anspruchsgegner sein. Die nachbarschaftlichen Verpflichtungen, deren Verletzung Grundlage für den Anspruch ist, entstehen aus der geographischen Nähe verschiedener Nutzer von Grundstücken zueinander, egal ob es sich dabei um Eigentümer, Mieter oder sonstige Nutzer von Grundstücken handelt. Aus diesem Erfordernis der Pflichtverletzung unabhängig von der sachenrechtlichen Zuordnung des Grundstücks wird sehr häufig, insbesondere in jüngerer Zeit, geschlossen, dass der Anspruch dem Schuldrecht (und innerhalb des Schuldrechts den unterschiedlichsten geschriebenen und ungeschriebenen Anspruchsgrundlagen) zuzuordnen ist.<sup>2106</sup>

Diese widersprüchlichen Merkmale des Anspruchs zeigen, dass es sich hier um einen Anspruch eigener Art handelt, der nicht eindeutig einer Kategorie zugeordnet werden kann.<sup>2107</sup> Moderne Autoren haben die Erklärungsversuche aufgegeben und ordnen die *théorie des troubles anormaux du voisinage* als objektive, eigenständige Art der Haftung ein, wie dies schließlich auch die Rechtsprechung getan hat.<sup>2108</sup>

So kann die *théorie des troubles anormaux du voisinage* je nach der Änderung der sozialen, wirtschaftlichen und sonstigen Bedingungen weiterentwickelt werden, ohne dass eine Anbindung an ein bestimmtes Rechtsinstitut dies verhindern könnte. Um willkürliche Entwicklungen zu vermeiden, übt die Cour de cassation eine gewisse Kontrolle über die unterinstanzlichen Gerichte aus, insbesondere in Bezug auf die Begründung der *anormalité* und des Kausalzusammenhangs zwischen Störung und Schaden.<sup>2109</sup>

## D. Anwendungsfälle der Rechtsprechung

Die *théorie des troubles anormaux du voisinage* ist die wichtigste Anspruchsgrundlage im französischen Umwelthaftungsrecht mit vielen Anwendungsfällen im Bereich des Ersatzes von Umweltschäden.<sup>2110</sup> Die von der *théorie des troubles anormaux du voisinage* geregelten Fälle finden sich in allen Bereichen menschlichen Zusammenlebens, sowohl in ländlichen als auch in städtischen Gebieten, sowohl in Wohngebieten als auch in Industriegebieten. Generell kommen in Wohn- und Industriegebieten der Stadt mehr Fälle vor als auf dem Land. Fälle in ländlichen Gebieten beziehen sich häufig auf durch Massentierhaltung hervorgerufene Störungen. Sowohl Unternehmen als auch Privatleute sind als Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner betroffen.<sup>2111</sup>

---

<sup>2106</sup> Daneben werden vereinzelt noch andere Einordnungsvorschläge gemacht, Überblick über die Meinungen u.a. bei *Chartier*, 1983, Nr. 94 ff.; *Viney/Jourdain*, Nr. 940; Schuldrecht: z.B. *Marty/Raynaud/Jourdain*, Biens, Nr. 253; *Marty/Raynaud*, Obligations t. 1, Nr. 530; Sachenrecht z. B. *Maizaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341; tendenziell auch *Libchaber*, Mélanges Mouly, 421, 436.

<sup>2107</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 98; *Chartier*, 29; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7158.

<sup>2108</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 95 f., Nr. 98; *Viney/Jourdain*, Nr. 944 mit Nachweisen, die meisten Urteile der Cour de cassation zitieren keine Vorschriften mehr.

<sup>2109</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 98; *Chartier*, 29; *Seguin*, Droit de l'Environnement Nr. 117 April 1994, 69, 70.

<sup>2110</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2111</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 26 avr. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 175 (Unternehmen als Verursacher von Störungen in der Nähe bewohnter Gebäude); Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220; *Chartier*, 1983, Nr. 107.

Nachbarschaftsprobleme im Sinne der *théorie des troubles anormaux du voisinage* ergeben sich sowohl zwischen einzelnen Personen als auch zwischen größeren Gruppen von Störern und Gestörten. Fälle mit mehreren Betroffenen werden immer häufiger angesichts der Verstärkung und Verdichtung der Nutzung der Landschaft und stellen das Recht vor immer schwerere Aufgaben.<sup>2112</sup>

Die Bedürfnisse der Menschen haben sich in der Zeit seit der erstmaligen Anwendung der *théorie des troubles anormaux du voisinage* weiterentwickelt. Es wird heute immer mehr Wert auf eine intakte Umwelt gelegt. Dies muss auch von der Rechtsprechung berücksichtigt werden.<sup>2113</sup>

Im Folgenden werden die Hauptanwendungsfälle der Rechtsprechung im Bereich der Umwelthaftung mit Beispielen, geordnet nach dem Umweltmedium, über das sich die Störung verbreitet, dargestellt.<sup>2114</sup> Ferner werden zwei weitere Kategorien (Störungen durch Lärm und Erschütterungen, räumliche Störungen) nach der Art der den Schaden verursachenden Störungen gebildet.

## 1. Wasser

In vielen Fällen verbreiten sich Schadstoffe über das Wasser. Zunächst ist die Ausbreitung von Schadstoffen in und über das Grundwasser, z.B. durch Chemieunternehmen oder die Landwirtschaft, umfasst.<sup>2115</sup>

Zahlreicher sind die Fälle der Verschmutzung von Oberflächenwasser, wie Bächen, Flüssen, Seen oder dem Meer, aufgrund der Einleitung von Schadstoffen durch Fabriken und Kläranlagen.<sup>2116</sup> Hier geht es oft um die Zerstörung oder Schädigung des Fischbestands. Daher sind häufig die Betreiber von Fischzuchten die Geschädigten.<sup>2117</sup> Auch klagen hier oft Vereine (*associations*), die den Schutz von Wasser und Fischbestand zum Ziel haben (näher zum Klagerecht der *associations* s.u. Teil 3, Kapi-

---

<sup>2112</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 I Nr. 174 (*association* der Anwohner einer Fabrik als Klägerin); *Chartier*, 1983, Nr. 105.

<sup>2113</sup> *Chartier*, 1983, Nr. 102 mit Nachweisen.

<sup>2114</sup> Andere Systematisierungen finden sich bei z. B. bei *Chartier*, 1983, Nr. 105 ff.; *Courtiou*, Nr. 92 ff.

<sup>2115</sup> CA Aix-en-Provence 21 juin 1988 Nr. Juris-Data 1988-045322 (LexisNexis, Grundwasserverschmutzung durch eine industrielle Schweinemast); CA Paris 21 nov. 2003 Nr. Juris-Data 2003-228578 (LexisNexis, Grundwasserverschmutzung durch Chemieunternehmen)

<sup>2116</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 2 mars 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 279 (Einleitung von Schadstoffen in einen Fluss durch eine Fabrik, dadurch Fischsterben); Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 50 (Fabrik leitet Abwasser in Wasserlauf ein, der Grundstück quert, dadurch Wertminderung des Grundstücks); Civ. 2<sup>e</sup> 1 mars 1989 Nr. 87-19813 Nr. Juris-Data 1989-000760 (LexisNexis, Einleitung von Schadstoffen in einen Graben des Nachbargrundstücks durch einen Farbenhersteller, dadurch Wertverlust des Grundstücks); Civ. 2<sup>e</sup> 7 juin 1989 Nr. 88-11147 Nr. Juris-Data 1989-002671 (LexisNexis, Einleitung von Schadstoffen in einen Wasserlauf durch ein Sägewerk, dadurch Forellensterben); CA Pau 24 mars 1992 Nr. Juris-Data 1992-040771 (LexisNexis, Einleitung von Schadstoffen durch ein Klärwerk in einen Wasserlauf, der das Nachbargrundstück durchquert).

<sup>2117</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 7 juin 1989 Nr. 88-11147 Nr. Juris-Data 1989-002671 (LexisNexis).

tel 8).<sup>2118</sup> Zudem wird hier häufig wegen des Wertverlusts des eigenen Grundstücks aufgrund der Wasserverschmutzung geklagt.<sup>2119</sup>

## 2. Luft

Häufig werden auch Klagen aufgrund von Schäden, die durch die Verschmutzung der Luft entstehen, auf die *théorie des troubles anormaux du voisinage* gestützt. Hier geht es insbesondere um Schäden, die durch aus festen Teilen bestehende Emissionen (insbesondere Staub oder Rauch), gasförmigen Schadstoffemissionen und Gestank verursacht werden. Diese drei Arten der Emissionen sind nicht immer scharf voneinander abzugrenzen und treten oft gemeinsam auf.

Staubemissionen können z. B. von Industrieanlagen,<sup>2120</sup> von Steinbrüchen,<sup>2121</sup> von Baustellen,<sup>2122</sup> von Fahrzeugen,<sup>2123</sup> aber auch von Freizeiteinrichtungen wie Tennis- und Campingplätzen ausgehen.<sup>2124</sup> Rauchimmissionen werden z. B. von Restaurants,<sup>2125</sup> Industrieanlagen<sup>2126</sup> und Privathaushalten<sup>2127</sup> hervorgerufen.

Gasförmige Schadstoffemissionen gehen meist von Industriebetrieben aus. Hier ist der Ausstoß von Blei und Schwefel,<sup>2128</sup> von Fluor durch eine Aluminiumfabrik<sup>2129</sup>

---

<sup>2118</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 2 mars 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 279.

<sup>2119</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 50; Civ. 2<sup>e</sup> 1 mars 1989 Nr. 87-19813 Nr. Juris-Data 1989-000760 (LexisNexis).

<sup>2120</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 365 (Zementstaub aus einer Zementfabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637 (Rizinstaub aus einer Rizinusölfabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 28 janv. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 35 (Zementstaub aus einer Zementfabrik); Civ. 3<sup>e</sup> 27 avril 2000 Bull. civ. 2000 III Nr. 92 (Sägemehl aus einem Sägewerk); CA Dijon 12 avril 1991 Nr. Juris-Data 1991-041172 (LexisNexis, zitiert von *Courtieu*, Nr. 135, Holzkohlefabrik); CA Grenoble 26 mai 1992 Nr. Juris-Data 1992-042269 (LexisNexis, Sägemehl aus einem Sägewerk); CA Paris 1 juin 1994 Nr. Juris-Data 1994-021813 (LexisNexis, Aluminiumfabrik); CA Rennes 6 janv. 1999 Nr. Juris-Data 1999-042649 (LexisNexis, Staub und eisenhaltige Partikel, die durch das Abbeizen von Metall entstehen).

<sup>2121</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 234; Civ. 2<sup>e</sup> 5 oct. 2006 Bull. civ. 2006 II Nr. 255.

<sup>2122</sup> CA Paris 5. mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-240188 (LexisNexis).

<sup>2123</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 234.

<sup>2124</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 2 juin 1993 Nr. 91-14431, Nr. 91-17984, Nr. Juris-Data 1993-001641 (LexisNexis, roter Staub von einem Tennisplatz); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Bull. civ. 1999 II Nr. 100 (Staub von einem Campingplatz); CA Caen 18 oct. 1994 Nr. Juris-Data 049193 (LexisNexis, zitiert von *Courtieu*, Nr. 136, Staub von einer Reitanlage in einem Steinbruch).

<sup>2125</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 nov. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 815 (Bäckerei); Civ. 3<sup>e</sup> 24 oct. 1990 Bull. civ. 1990 III Nr. 205 (Restaurant); CA Aix-en-Provence 3 févr. 1998 Nr. Juris-Data 040574 (LexisNexis, Restaurant).

<sup>2126</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (Rauch und Dampf aus einer Möbelfabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1967 Bull. civ. 1967 II Nr. 361 (Rauch aus einem Sägewerk); Civ. 1<sup>re</sup> 1 mars 1977 Bull. civ. 1977 I Nr. 112 (Rauch aus der Heizung des Nachbargebäudes); CA Dijon 12 avril 1991 Nr. Juris-Data 1991-041172 (LexisNexis, Holzkohlefabrik); CA Paris 1 juin 1994 Nr. Juris-Data 1994-021813 (LexisNexis, Aluminiumfabrik).

<sup>2127</sup> CA Besançon 12 mars 1998 Nr. Juris-Data 1998-041225 (LexisNexis, Verbrennung von feuchtem Holz).

<sup>2128</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 10 juillet 2001 Nr. 99-20171 (Legifrance).

<sup>2129</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24; CA Toulouse 17 mars 1970 JCP G 1970 II 16534.

oder von Schadstoffen durch eine Kaffeerösterei<sup>2130</sup> zu nennen. Aber auch in diesem Bereich werden Störungen von Privathaushalten verursacht, wie z.B. in dem Fall des Austritts von Gas aus einer Zentralheizung.<sup>2131</sup> Auch der Ausstoß von Schadstoffen durch Autos gehört in diese Kategorie.<sup>2132</sup>

Gestank wird oft, insbesondere in der Zeit der Massentierhaltung, von Stallungen hervorgerufen, aber auch von Industrieanlagen, Abwasser- und Müllentsorgungseinrichtungen und Freizeiteinrichtungen.<sup>2133</sup>

Häufig schädigen diese Emissionen bewegliche und unbewegliche Sachen.<sup>2134</sup> Insbesondere sind auch Schäden an Pflanzen und Tieren erfasst, an denen Rechte von Personen bestehen.<sup>2135</sup> Es kommen ebenfalls Gesundheitsschäden physischer und psychischer Art vor.<sup>2136</sup> Ebenfalls entstehen Nichtvermögensschäden, insbesondere in der Form eines *préjudice d'agrément*, einer Beeinträchtigung der Lebensfreude, die die Schwelle zum Gesundheitsschaden nicht überschreitet.<sup>2137</sup> Die Grenze zwischen dem Ersatz von Gesundheitsschäden als Vermögensschäden und daraus folgenden oder unabhängig davon daneben auftretenden Nichtvermögensschäden, z. B. in Form von

---

<sup>2130</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 I Nr. 174.

<sup>2131</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 21 nov. 1978 Nr. 77-12227 (Legifrance, Schadstoffe aus der Heizung, keine *anormalité*).

<sup>2132</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 24 janv. 1973 Bull. civ. 1973 III Nr. 78.

<sup>2133</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 janv. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 27 (Gestank von Tierhaltung); Civ. 3<sup>e</sup> 6 juin 1972 Bull. civ. III Nr. 372 (Gestank von einer Werkstatt); Civ. 3<sup>e</sup> 6 déc. 1978 Nr. 77-13880 (Legifrance, Misthaufengeruch auf dem Land, keine *anormalité*); Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 1989 Nr. 87-19855 Nr. Juris-Data 1989-001049 (Gestank, der von einer Kompostierungsanlage ausgeht); Civ. 1<sup>re</sup> 18 avril 1989 Bull. civ. 1989 I Nr. 158 (Gestank von Tierhaltung); Civ. 2<sup>e</sup> 7 nov. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 225 = Responsabilité civile et assurances févr. 1991 Nr. 58 (Gestank, der von einer Schweinemast ausgeht); Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131 (Gestank, der von einer Schweinemast ausgeht); Civ. 2<sup>e</sup> 19 mars 1997 Nr. 95-15922 (Legifrance, Gestank, der von einer Schweinemast ausgeht, keine *anormalité*); Civ. 2<sup>e</sup> 18 juin 1997 Nr. 95-20652 Nr. Juris-Data 1997-002938 (LexisNexis, Gestank, der von einem Hühnerstall ausgeht); Civ. 2<sup>e</sup> 14 janv. 1999 Nr. 97-10678 (Legifrance, Gestank, der vom Unterstand eines Ponys ausgeht); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Bull. civ. 1999 II Nr. 100 (Gestank von einem Campingplatz); Civ. 1<sup>re</sup> 13 juillet 2004 Nr. 02-15176 (Legifrance, Gestank, der von einer Schweinemast/-zucht ausgeht); Civ. 3<sup>e</sup> 18 janvier 2005 Nr. 03-18914 (Legifrance, Gestank von Tierhaltung).

<sup>2134</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1967 Bull. civ. 1967 II Nr. 361 (Schäden an beweglichen und unbeweglichen Sachen durch Staub); Civ. 2<sup>e</sup> 28 janv. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 35 (Schaden an einem Gebäude); Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24 (Wertverlust eines Grundstücks); Civ. 3<sup>e</sup> 10 juillet 2001 Nr. 99-20171 (Legifrance, Schäden an einem Dach durch Schadstoffe).

<sup>2135</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24 (Schäden an Tieren und Pflanzen eines landwirtschaftlichen Betriebs durch Fluoremissionen).

<sup>2136</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (physische und psychische Schäden durch Rauch- und Lärmemissionen); Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637 (Gesundheitsverletzung durch Rizinstaub); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, Gesundheitsverletzung durch übelkeitserregenden Geruch).

<sup>2137</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131; Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance); in beiden Fällen Störung der Lebensbedingungen durch übelkeitserregenden Geruch aus der Landwirtschaft.

Unwohlsein, das nicht die Schwelle zur Gesundheitsverletzung als pathologischem Zustand überschreitet, wird oft nicht genau gezogen.<sup>2138</sup>

Ferner werden reine Vermögensschäden ersetzt, die z. B. im Pachtausfall durch die Belastung eines Grundstücks mit Zementstaub bestehen können.<sup>2139</sup>

### 3. Boden

Hin und wieder gibt es auch Fälle, in denen sich die Störung über den Boden verbreitet. Häufig ist dies der Fall, wenn Öl, Treibstoff oder ähnliches in die Erde gelangt und das Nachbargrundstück verschmutzt.<sup>2140</sup> Ein weiteres Beispiel ist das Einbringen von Beton in den Boden, das zur Beschädigung eines Nachbargebäudes führt.<sup>2141</sup>

Typisch sind hier Schäden, die an unbeweglichen Sachen entstehen,<sup>2142</sup> aber auch Schäden an beweglichen Sachen oder der Gesundheit sowie Nichtvermögensschäden sind denkbar.

### 4. Lärm und Erschütterungen

Im Rahmen der *théorie des troubles anormaux du voisinage* wird Lärm, unabhängig von seinem Ursprung, seit jeher als typische Störung im Nachbarschaftsverhältnis angesehen und führt bei entsprechender Intensität zur Haftung.

---

<sup>2138</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (physische und psychische Schäden bzw. Unwohlsein durch Rauch- und Lärmemissionen); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, physische und psychische Schäden bzw. Unwohlsein durch übelkeitserregenden Geruch).

<sup>2139</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 365 (Ausfall von Pachteinahmen aufgrund der Belastung eines Grundstücks durch Zementstaub).

<sup>2140</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 juill. 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 182 (bei der Anlieferung von Treibstoff läuft dieser im Keller eines Gebäudes aus, wodurch dem Nachbarn des Bestellers des Treibstoffs ein Schaden entsteht); CA Rennes 6 déc. 1983 Nr. Juris-Data 1983-043705 (LexisNexis, beim Reinigen und Füllen von Tanklastwägen treten Öl und Diesel aus und verursachen einen Schaden am Nachbargrundstück); CA Paris 17 mai 1985 Nr. Juris-Data 1985-022791 (LexisNexis, an einer Tankstelle tritt Treibstoff aus und dringt in den Keller des Nebengebäudes ein); CA Paris 19 juin 1985 Nr. Juris-Data 1985-024110 (LexisNexis, Benzin und Altöl tritt in einer Autowerkstatt aus undichtem Behälter aus und dringt in die Garage des Nachbargebäudes ein); CA Paris 3 déc. 1993 Nr. Juris-Data 1993-023201 (LexisNexis, aus einem undichten Behälter in einer Bäckerei tritt Öl aus und dringt in den Keller des Nebengebäudes ein).

<sup>2141</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144.

<sup>2142</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 juill. 1994 Bull. civ. II Nr. 182; Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144.

Lärm kann z. B. von industriellen und gewerblichen Aktivitäten,<sup>2143</sup> Baustellen,<sup>2144</sup> von Tierhaltung,<sup>2145</sup> Privathaushalten<sup>2146</sup> und Freizeiteinrichtungen<sup>2147</sup> ausgehen.

Erschütterungen werden zum Beispiel typischerweise durch Fabriken<sup>2148</sup> oder Baustellen<sup>2149</sup> verursacht.

Durch Lärm und Erschütterungen entstehen oft Sachschäden an Grundstücken. Zudem kann es zu einem Wertverlust<sup>2150</sup> des Grundstücks kommen. Die verschlechterte Nutzungsmöglichkeit ist ebenfalls ersatzfähig.<sup>2151</sup> Auch physische und psychische Gesundheitsschäden durch ständige Belastung mit Lärm und Erschütterungen kommen vor.<sup>2152</sup> Daneben wird als Nichtvermögensschaden der Verlust von Ruhe bei der Belastung mit aggressivem Lärm und Erschütterungen ersetzt.<sup>2153</sup> Wiederum wird

---

<sup>2143</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 nov. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 815 (Bäckerei); Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (Möbelfabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 18 mai 1966 Bull. civ. II Nr. 589 (Be- und Entladen von Lastwagen); Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1967 Bull. civ. 1967 II Nr. 361 (Sägewerk); Civ. 2<sup>e</sup> 30 mai 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 170 (Bäckerei); Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345 (Chemiefabriken); Civ. 3<sup>e</sup> 6 juin 1972 Bull. civ. III Nr. 372 (Werkstatt); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972, Bull. civ. II Nr. 324 (Brauerei); Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123 (Fabrik); Civ. 3<sup>e</sup> 28 janvier 1975 Bull. civ. 1975 III Nr. 30 (Steinbruch); Civ. 2<sup>e</sup> 29 juin 1977 Bull. civ. 1977 II Nr. 168 (Sägewerk); Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220 (Transportunternehmen); Civ. 2<sup>e</sup> 27 avril 1979 JCP G 1980 II 19408 (Maschinen im Nebengebäude); Civ. 2<sup>e</sup> 10 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 222 (Karosseriebauunternehmen); Civ. 2<sup>e</sup> 17 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 234 (Zerkleinerung von Steinen, Vorbeifahren von großen Lastwagen); Civ. 2<sup>e</sup> 3 févr. 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 44 (industrielle Reinigung); Civ. 3<sup>e</sup> 17 avril 1996 Bull. civ. 1996 III Nr. 108 (gewerblich genutzter Raum); Civ. 2<sup>e</sup> 15 janv. 1997 Nr. 95-11326 (Legifrance, Einkaufszentrum); Civ. 2<sup>e</sup> 21 mai 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 157 (Autowaschanlage); Civ. 3<sup>e</sup> 4 nov. 2004 Nr. 03-13141, Nr. 03-13142 (Legifrance, Entladung von LKW bei einem Supermarkt); Civ. 2<sup>e</sup> 22 sept. 2005 Nr. 04-13610 (Legifrance, Karosseriebaugeschäft).

<sup>2144</sup> CA Paris 5 mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-240188.

<sup>2145</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 31 janv. 1966 Bull. civ. 1966 I Nr. 70 (Tierheim); Civ. 2<sup>e</sup> 22 janv. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 27 (privates Tierheim); Civ. 2<sup>e</sup> 18 juin 1997 Nr. 95-20652 Nr. Juris-Data 1997-002938 (LexisNexis, Hühnerstall).

<sup>2146</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 3 janv. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 5 (Schritte, Haushaltsgeräte, auf den Boden fallende Gegenstände); Civ. 2<sup>e</sup> 24 mai 1971 Bull. civ. II Nr. 189 (Kinder); Civ. 2<sup>e</sup> 2 mars 1994 Bull. civ. II Nr. 85 (Klopfgeräusche); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Nr. 97-20112 (Legifrance, Geräusche, keine *anormalité*).

<sup>2147</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 12 janv. 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 41 (Kino); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juillet 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 207 (Tontaubenschießen); Civ. 2<sup>e</sup> 9 oct. 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 231 (Kartfahren); Civ. 2<sup>e</sup> 29 avril 1997 Nr. 95-16724 (Tontaubenschießen); Civ. 2<sup>e</sup> 27 mai 1999 Bull. civ. 1999 II Nr. 100 (Campingplatz); Civ. 2<sup>e</sup> 13 janvier 2005 Nr. 04-12623 (Legifrance, Kartfahren).

<sup>2148</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 nov. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 710 (Stanztätigkeit einer Fabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juillet 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 257 (Fabrik, Zerkleinerungs- und Rührmaschine); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324 (Brauerei); Civ. 2<sup>e</sup> 29 juin 1977 Bull. civ. 1977 II Nr. 168 (Sägewerk); Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367 (Weberei).

<sup>2149</sup> CA Paris 5 mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-240188 (LexisNexis).

<sup>2150</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324; Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123.

<sup>2151</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324; Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123.

<sup>2152</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972, Bull. civ. 1972 II Nr. 324; Civ. 2<sup>e</sup> 27 avril 1979 JCP G 1980 II 19408.

<sup>2153</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972, Bull. civ. 1972 II Nr. 324.

nicht genau unterschieden bzw. genannt, ob ein Vermögensschaden durch Gesundheitsbeeinträchtigung oder ein Nichtvermögensschaden, z. B. durch den Verlust von Ruhe und Erholung, entstanden ist.<sup>2154</sup> In Fällen extremer Belastung kann auch eine Geldsumme zur Finanzierung der Umsiedlung zugesprochen werden.<sup>2155</sup>

## 5. Räumliche Störungen

Daneben werden auch Störungen erfasst, die durch die bloße Existenz eines benachbarten Bauwerks oder bestimmter Zustände auf dem Nachbargrundstück entstehen, ohne dass Emissionen die Grundstücksgrenze überschreiten. Dazu gehören insbesondere der Entzug von Sonne, Licht, Aussicht oder Luft<sup>2156</sup> (negative Emissionen) oder ästhetische Störungen durch die Veränderung der Umgebung eines Hauses.<sup>2157</sup> Auch die Beobachtungsmöglichkeit durch Nachbarn, die durch die ungünstige Anlage der Nachbargebäude entsteht, gehört dazu.<sup>2158</sup> Die Störung des Zugangs zu einem Haus, z. B. durch Bauarbeiten, ist ebenfalls als räumliche Störung zu bezeichnen.<sup>2159</sup> Ebenfalls ist in diesem Rahmen die Störung durch Licht, z. B. durch eine Leuchtanzeige, zu nennen.<sup>2160</sup> Auch der schlechte Abzug eines Schornsteins kann durch die bloße Anwesenheit von (hohen) Gebäuden verursacht werden.<sup>2161</sup>

Für solche räumlichen Störungen wird in der Regel Schadensersatz in Geld gewährt.<sup>2162</sup> Hier wird oft der Wertverlust des betroffenen Grundstücks ersetzt.<sup>2163</sup> Häufig liegen hier auch Nichtvermögensschäden vor, die z. B. in der gestörten Nutzungsmöglichkeit einer Wohnung durch vor der Wohnung angebrachte Leuchtreklame oder Umwälzung des Bodens in der Umgebung des Hauses bestehen kön-

---

<sup>2154</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 mai 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 589; Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324.

<sup>2155</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345.

<sup>2156</sup> Entzug von Aussicht: Civ. 3<sup>e</sup> 3 oct. 1974 Bull. civ. 1974 III Nr. 334; Civ. 2<sup>e</sup> 8 juin 1983 Bull. civ. 1983 II Nr. 122; Civ. 3<sup>e</sup> 26 janv. 1993 Nr. 91-15352 (Legifrance); Civ. 3<sup>e</sup> 14 janv. 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 9; Civ. 3<sup>e</sup> 5 mai 2004 Nr. 02-11193 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 17 mars 2005 Bull. civ. 2005 II Nr. 73; Civ. 3<sup>e</sup> 14 févr. 2007 Nr. 05-22107 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 15 mars 2007 Nr. 06-11571 (Legifrance);

Entzug von Sonne und Licht: Civ. 3<sup>e</sup> 18 juill. 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 478; Civ. 3<sup>e</sup> 3 oct. 1974 Bull. civ. 1974 III Nr. 334; Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367; Civ. 2<sup>e</sup> 8 juin 1983 Bull. civ. 1983 II Nr. 122; Civ. 3<sup>e</sup> 30 sept. 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 185; Civ. 3<sup>e</sup> 14 janv. 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 9;

Entzug von Luft: Civ. 3<sup>e</sup> 27 nov. 1996 Nr. 94-15530 (Legifrance), Civ. 3<sup>e</sup> 21 févr. 2006 Nr. 05-15220 (Legifrance).

<sup>2157</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 nov. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 298 (Umwälzung des Bodens, dadurch Veränderung der Umgebung); Civ. 3<sup>e</sup> 9 mai 2001 Nr. 99-16260 (Legifrance, Verschlechterung der Umgebung durch sozialen Wohnungsbau); *Lamy IC*, Nr. 805-7; *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2158</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 14 janv. 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 9; Civ. 3<sup>e</sup> 7 févr. 2007 Nr. 05-21405 (Legifrance).

<sup>2159</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2160</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 III Nr. 402 (Leuchtreklame verursacht Störung durch Licht sowie Störung des Radio- und Fernsehempfangs); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174; *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2161</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 4 févr. 1971 JCP G 1971 II 16781, 2<sup>e</sup> espèce; Civ. 3<sup>e</sup> 27 juin 1973 Bull. civ. 1973 III Nr. 451; Civ. 3<sup>e</sup> 9 oct. 1985 Bull. civ. 1985 III Nr. 118; *Viney/Jourdain*, Nr. 950.

<sup>2162</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 402; Civ. 3<sup>e</sup> 14 janv. 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 9.

<sup>2163</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 26 janv. 1993 Nr. 91-15352 (Legifrance).

nen.<sup>2164</sup> Oft wird auch, u. U. neben dem Schadensersatz in Geld, zur gänzlichen oder teilweisen Herstellung des ursprünglichen Zustands durch Abriß oder Änderung des störenden Bauwerks verurteilt.<sup>2165</sup>

## E. Fazit

Die *théorie des troubles anormaux du voisinage* ist die praktisch wichtigste Anspruchsgrundlage des Umwelthaftungsrechts. Die Bedeutung resultiert daraus, dass diese Anspruchsgrundlage kein Verschulden erfordert und Schadensersatz für die verschiedensten Störungen, die von einem Grundstück ausgehen, gewährt. Allerdings können sich nur bestimmte Personen, nämlich die Eigentümer, Besitzer und bestimmte Nutzer des Nachbargrundstücks, auf diese Anspruchsgrundlage berufen. Eine weitere Grenze ergibt sich daraus, dass die *anormalité* der Störung erforderlich ist, die Störung also eine bestimmte Wesentlichkeitsschwelle überschreiten muss.

Ob die *anormalité* vorliegt, bestimmt man, indem man die tatsächliche Nutzung der jeweiligen Gegend, bevor der Anspruchsteller sich dort angesiedelt hat, betrachtet. Die Anwendung dieser *théorie de la pré-occupation collective* sorgt für eine Verfestigung der Störungslage in Gegenden, in denen bereits viele Störungen vorliegen. Bei weiteren Störungen kann dann oft keine *anormalité* mehr angenommen werden, so dass sowohl Unterlassungs- und Beseitigungsansprüche als auch Schadensersatzansprüche nach dieser Anspruchsgrundlage ausscheiden. Dieser Effekt wird noch verstärkt, wenn Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation einschlägig ist, der mit der *théorie de la pré-occupation individuelle* den Anspruchsgegner schützt, dessen störende Nutzung des Grundstücks schon vor Beginn der Nutzung des Nachbargrundstücks, auf das die Störungen einwirken, begonnen hat. Dieser Effekt ist nicht nur nachteilig für den jeweiligen beeinträchtigten Anspruchsteller, sondern führt auch zur Beibehaltung der umweltschädigenden Situation.

---

<sup>2164</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 402 (Leuchtreklame); Civ. 2<sup>e</sup> 29 nov. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 298 (Umgebung eines Wochenendhauses verändert durch Umwälzung des Bodens, dadurch ästhetische Störung, folglich verschlechterte Nutzungsmöglichkeit); ähnlich Civ. 3<sup>e</sup> 9 mai 2001 Nr. 99-16260 (Legifrance, Umgebung eines Wohnhauses verschlechtert durch Bau von Sozialwohnungen).

<sup>2165</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 402.

### **Kapitel 3: Gefährdungshaftung**

In Frankreich gibt es einige wenige Tatbestände der Gefährdungshaftung für den Ersatz von Umweltschäden.

#### **A. Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile**

Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile sieht eine verschuldensunabhängige Haftung des Betreibers (*exploitant*) für von Luftfahrzeugen (*aéronefs*) in Bewegung verursachten Schäden vor.

#### **I. Luftfahrzeug (aéronef)**

Ein Luftfahrzeug (*aéronef*) ist nach Art. L. 110-1 Code de l'aviation civile eine Vorrichtung, die fähig ist, aus eigener Kraft abzuheben oder in der Luft zu verkehren.<sup>2166</sup> Darunter fallen insbesondere zivile und militärische Flugzeuge, Hubschrauber, Wasserflugzeuge, Zeppeline, Segelflugzeuge und Fluggeräte für Paragliding.<sup>2167</sup> Nicht erfasst sind solche Fahrzeuge, die sich an Kabeln befestigt durch die Luft fortbewegen, wie z.B. Seilbahnen.<sup>2168</sup> Für diese besteht ein spezielles Haftungsregime, das im Rahmen der Umwelthaftung nicht von Bedeutung ist.

Der Schaden kann auch durch Teile verursacht werden, die sich entweder zufällig und ungewollt von dem Luftfahrzeug ablösen oder bewusst abgeworfen werden. Die Haftung greift auch beim Abwurf infolge höherer Gewalt und beim ordnungsgemäßen Abwurf von Ballast (Art. L. 141-3 II Code de l'aviation civile).

#### **II. In Bewegung**

Das Luftfahrzeug muss sich nach Art. L. 141-2 I Code de l'aviation civile in Bewegung befinden. Dies ist von dem Moment an der Fall, an dem es sich eigenständig am Boden bewegt.<sup>2169</sup> Die Bewegung endet mit Landung und Stillstand am Boden. Es wird auch angenommen, dass ein Luftfahrzeug selbst dann noch nach Art. L. 141-2 I Code de l'aviation civile in Bewegung ist, wenn es sich nach einem Absturz am Boden befindet.<sup>2170</sup>

---

<sup>2166</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8308.

<sup>2167</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307 (Hubschrauber); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8308.

<sup>2168</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8308.

<sup>2169</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8309 m.N.

<sup>2170</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8309.

### III. Anormalité

Die Rechtsprechung wendet innerhalb des Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile die *théorie des troubles anormaux du voisinage* an, indem sie auch hier die *anormalité* der Störung verlangt.<sup>2171</sup>

### IV. Anspruchsinhaber

Anspruchsinhaber können alle Geschädigten sein, mit Ausnahme derer, die selbst oder deren Waren oder Gepäck vom Anspruchsgegner transportiert wurden und deren Ansprüche gegen den Transporteur daher durch das Warschauer Abkommen vom 12. Oktober 1929 geregelt werden (Art. L. 321-3 ff., L. 322-3 Code de l'aviation civile).<sup>2172</sup>

### V. Anspruchsgegner

Anspruchsgegner ist nach Art. L. 141-2 I Code de l'aviation civile der *exploitant* (etwa: der Betreiber des Luftfahrzeugs). Dieser Begriff wird unterschiedlich definiert. Einige bezeichnen so denjenigen, der Profit aus dem Betrieb des Luftfahrzeugs zieht. Für Andere hat der *exploitant* eine ähnliche Position wie der Inhaber der *garde* inne.<sup>2173</sup> Jedenfalls sieht die Rechtsprechung in den zahlreichen Fällen, in denen über Fluglärm an Flughäfen entschieden wurde, die Fluggesellschaft als *exploitant* und damit als tauglichen Anspruchsgegner an.<sup>2174</sup> Ebenfalls haftet ein Unternehmen, das für Landwirte das Ausbringen von Herbiziden mit dem Flugzeug übernommen hatte, als *exploitant* für die durch die Herbizide verursachten Schäden.<sup>2175</sup>

Bei der Schadensverursachung durch ein gemietetes Luftfahrzeug haften der Eigentümer und der *exploitant* nach Art. L. 141-4 I Code de l'aviation civile gesamtschuldnerisch (*solidairement*). Dies ist nach Art. L. 141-4 II Code de l'aviation civile nicht der Fall, wenn die Miete in der Luftfahrzeugrolle (*registre d'immatriculation*) registriert ist. Dann haftet der Eigentümer nur gesamtschuldnerisch mit dem *exploitant*, wenn der Geschädigte ein Verschulden des Eigentümers beweist. In anderen Fällen haftet der *exploitant* alleine.

---

<sup>2171</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 mai 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 122 = JCP 1968 II 15595 (Fluglärm in der Nähe von Flughäfen, das Vorliegen einer *faute* oder die Einhaltung von öffentlich-rechtlichen Vorschriften des Flugverkehrs ist für die Bestimmung der *anormalité* nicht von Bedeutung); Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 334 (Fluglärm); Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 335 (Einhaltung von öffentlich-rechtlichen Vorschriften und Vorliegen einer *faute* für die *anormalité* nicht erforderlich); Civ. 2<sup>e</sup> 17 oct. 1984 Bull. civ. 1984 II Nr. 154 (Einhaltung von öffentlich-rechtlichen Vorschriften für die *anormalité* unerheblich); Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 2007 Nr. 05-19616 (Legifrance); *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 2, 10, 15 Fn. 69; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8311; nach *Prieur*, Nr. 1157 wird diese Beschränkung nur bei Fluglärm in der Nähe von Flughäfen angewandt.

<sup>2172</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8310.

<sup>2173</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8306 mit Nachweisen.

<sup>2174</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 335; Civ. 2<sup>e</sup> 20 juillet 1988 Nr. 86-12543 (Legifrance).

<sup>2175</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307.

Die verschuldensunabhängige Haftung des *exploitant* wurde nur zum Schutz des Geschädigten geschaffen und soll diesen nicht benachteiligen. Deshalb befreit die Haftung des *exploitant* nicht andere Mitverursacher von der Haftung.<sup>2176</sup>

## VI. Erfasste Schäden

Von Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile werden alle Sach- und Personenschäden erfasst. Die geschädigten Personen und Sachen müssen sich gemäß Art. L. 141-2 I Code de l'aviation civile an der Oberfläche befinden.<sup>2177</sup> Nicht erfasst sind Schäden, die ein in Bewegung befindliches Luftfahrzeug an einem anderen in Bewegung befindlichen Luftfahrzeug verursacht, insbesondere durch eine Kollision. Diese Schäden werden nach Art. L. 141-1 Code de l'aviation civile nach den allgemeinen Haftungsregeln des Code civil ersetzt.

Bei den Sachschäden wird allerdings wohl keine Substanzverletzung der jeweiligen Sache verlangt, sondern eine Einwirkung auf Sachen, z.B. durch ständige Lärmbelastung, als ausreichend erachtet.<sup>2178</sup> Auch die Personenschäden können in weitem Umfang ersetzt werden. Dies erfordert nicht unbedingt das Vorliegen einer Krankheit (s.u. Teil 3, Kapitel 5, A).

## VII. Haftungsbefreiung

Der Schädiger haftet nach Art. L. 141-2 II Code de l'aviation civile dann nicht oder nicht für den Gesamtschaden, wenn er beweisen kann, dass der Schaden ganz oder teilweise durch eine *faute* des Geschädigten verursacht wurde. In der Regel wird die Ansiedlung in der Nähe eines bereits bestehenden oder geplanten Flughafens als *faute* des Geschädigten gewertet.<sup>2179</sup> Hier wird die Idee der *théorie de la préoccupation individuelle* aufgegriffen, obwohl sie nicht ausdrücklich erwähnt wird.<sup>2180</sup> Andere Entlastungsgründe kommen bei dieser Anspruchsgrundlage nicht in Betracht.<sup>2181</sup>

## VIII. Anwendung im Bereich der Umwelthaftung

Am häufigsten werden über Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile Schäden ersetzt, die durch Lärm und Schockwellen entstehen. Insbesondere klagen hier Anwohner von Flughäfen, die durch die ständigen Start- und Landegeräusche belästigt werden.<sup>2182</sup> Auch Schäden durch Überschallknall und Überflug in geringer Höhe werden

---

<sup>2176</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8306.

<sup>2177</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8310.

<sup>2178</sup> Vgl. Civ. 2<sup>e</sup> 8 mai 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 122 = JCP G 1968 II 15595.

<sup>2179</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 mai 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 122 = JCP G 1968 II 15595 (teilweise Haftungsentlastung wegen *faute* des Geschädigten, der sich in der Nähe des Flughafens angesiedelt hatte, Rechtslage vor der Reform des Code de l'aviation civile); Civ. 2<sup>e</sup> 20 juillet 1988 Nr. 86-12543 (Legifrance, Ansiedlung in der Nähe eines Flughafens nicht als *faute*); *Boutonnet*, Environnement 10/2007, Commentaires 170 (kritisch zu neuerer Rechtsprechung); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8305, Nr. 8311.

<sup>2180</sup> *Courtieu*, Nr. 52; *Groutel*, Responsabilité civile et assurances November 1988, 3, 4.

<sup>2181</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8305, Nr. 8311.

<sup>2182</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 8 mai 1968 Bull. civ. 1968 II Nr. 122 = JCP G 1968 II 15595; Civ. 2<sup>e</sup> 13 oct. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 274; Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1974 Bull. civ. 1974 II Nr. 334, Nr. 335; Civ. 2<sup>e</sup> 17 oct. 1984 Bull. civ.

ersetzt.<sup>2183</sup> Hier wird z. B. im Rahmen der *réparation en nature* (dazu s.u. Teil 3, Kapitel 5, B.I) zur Finanzierung der Schallisolierung von Gebäuden verurteilt.<sup>2184</sup> Auch müssen Sachschäden in Geld ersetzt werden, z. B. im Fall einer durch Überschallknall eingestürzten Mauer,<sup>2185</sup> eines durch Tiefflug von Militärflugzeugen eingestürzten Taubenhauses<sup>2186</sup> oder bei durch das Ausbringen eines Herbizids eingegangenen Pflanzen<sup>2187</sup> (näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 5, B.II).

## **B. Art. 75-1 Code minier**

Art. 75-1 Code minier beinhaltet eine verschuldensunabhängige Haftung für durch Bergbau verursachte Schäden.

### **I. Durch Bergbau verursachter Schaden**

Der Schaden muss nach Art. 75-1 I Code minier durch Bergbauaktivitäten verursacht worden sein.

### **II. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber ist derjenige, der einen Schaden durch den Bergbau erlitten hat.

### **III. Anspruchsgegner**

Anspruchsgegner ist nach Art. 75-1 I Code minier entweder der *explorateur* (Erforscher) oder der *exploitant* (Betreiber) der Bergbauaktivität. In Ermangelung dieser beiden Personen, z.B. möglicherweise nach Stilllegung des Bergwerks, haftet der Inhaber des Bergbaurechts (*titulaire du titre minier*).

### **IV. Erfasste Schäden**

Die Haftung ist nach Art. 75-1 II Code minier weder auf den räumlichen Umfang noch auf die Geltungsdauer des Bergbaurechts (*titre minier*) beschränkt. Es sind also auch Schäden erfasst, die außerhalb des räumlichen Bereichs des Bergbaus oder nach Beendigung der Bergbauaktivität auftreten.

### **V. Haftungsbefreiung**

Gemäß Art. 75-1 I Code minier gelten die allgemeinen Möglichkeiten der Haftungsbefreiung auch im Rahmen der Haftung für Bergschäden.<sup>2188</sup>

---

1984 II Nr. 154; Civ. 2<sup>e</sup> 20 juillet 1988 Nr. 86-11289, Nr. 86-12543 (Legifrance); CA Paris 19 mars 1979 D. 1979 jurisp. 429; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 8311; die zum Schadensersatz verurteilten Fluggesellschaften haben einen Rückgriffsanspruch gegen den Flughafenbetreiber.

<sup>2183</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 13 oct. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 274; Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1999 Nr. 98-12046 (Legifrance).

<sup>2184</sup> CA Paris 19 mars 1979 D. 1979 jurisp. 429; dazu *De Juglart/du Pontavice*, Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique 1981, 127 ff.

<sup>2185</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 13 oct. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 274.

<sup>2186</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1999 Nr. 98-12046 (Legifrance).

<sup>2187</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307.

<sup>2188</sup> Dazu Civ. 3<sup>e</sup> 31 mars 2004 Nr. 02-19855 (Legifrance).

## VI. Staat als Garant

Nach Art. 75-1 III Code minier gewährt der Staat dem Geschädigten den Schadensersatz, wenn der Anspruchsgegner, egal aus welchem Grund, mit den Ersatzleistungen ausfällt. Der Staat tritt dann in die Rechte des Geschädigten ein und hat damit einen Rückgriffsanspruch gegen den Schädiger.

## VII. Sonderregel für die Rechtsfolgen

Nach Art. 75-3 I Code minier und Art. 6 Décret Nr. 2000-465 vom 29. Mai 2000 hat bei dem Ersatz von Schäden, die an Immobilien entstanden sind, die Herstellung der Immobilie als *réparation en nature* Vorrang. Erst wenn die Herstellung unter normalen Umständen aufgrund des Umfangs der an der Immobilie verursachten Schäden unmöglich ist, wird Schadensersatz in Geld gewährt. Dieser Schadensersatz in Geld muss dem geschädigten Eigentümer erlauben, innerhalb kurzer Zeit wieder eine Immobilie von entsprechender Qualität und entsprechendem Komfort zu erwerben (Art. 75-3 I Code minier und Art. 7 Décret Nr. 2000-465 vom 29. Mai 2000). In diesem Fall muss die beschädigte Immobilie dem Staat gratis überlassen werden (Art. 7 Décret Nr. 465-2000 vom 29. Mai 2000). Diese Regelung gilt allerdings wohl nicht bei Bagatellschäden an Gebäuden.<sup>2189</sup>

## VIII. Anwendung im Bereich der Umwelthaftung

Typische Anwendungsfälle dieser Vorschrift sind Fälle, in denen es aufgrund von Bergbautätigkeiten zu Erdsenkungen und damit Schäden an Gebäuden kommt.<sup>2190</sup>

### C. Art. L. 541-23 Code de l'environnement

Art. L. 541-23 Code de l'environnement ist eine weitere spezielle Vorschrift der französischen Umweltgefährdungshaftung.<sup>2191</sup> Diese Vorschrift bestimmt, dass derjenige, der Abfälle, die in Art. L. 541-22 Code de l'environnement genannt sind, an jemanden übergibt, der nicht der Betreiber (*exploitant*) einer genehmigten Abfallbeseitigungsanlage (*installation d'élimination agréée*) ist, gesamtschuldnerisch (*solidairement*) mit dieser Person für die durch die Abfälle verursachten Schäden haftet. Bei den genannten Abfällen handelt es sich um solche, deren Entsorgung in bestimmten genehmigten Anlagen vorgeschrieben ist (Art. L. 541-22 Code de l'environnement).

### D. Fazit

Da nur wenige Spezialtatbestände der Gefährdungshaftung existieren, die für die französische Umwelthaftung einschlägig sind, ist deren Bedeutung trotz ihrer Verschuldensunabhängigkeit begrenzt. Die Haftung gilt jeweils nur für auf ganz bestimmten Ursachen beruhende Schäden. Die Bedeutung der Haftung nach Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile ist weiter dadurch begrenzt, dass sie die *anorma-*

---

<sup>2189</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 oct. 2003 Bull. civ. 2003 III Nr. 173.

<sup>2190</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 oct. 2003 Bull. civ. 2003 III Nr. 173; Civ. 3<sup>e</sup> 31 mars 2004 Nr. 02-19855 (Legifrance); Civ. 3<sup>e</sup> 22 sept. 2004 Nr. 03-13105 (Legifrance).

<sup>2191</sup> *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 70; a.A. *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 126.

*lité* der Störung erfordert und einen Sach- oder Personenschaden voraussetzt. Innerhalb ihres Anwendungsbereichs sind die Vorschriften für den Geschädigten aber sehr vorteilhaft.

## Kapitel 4: Verhältnis der Anspruchsgrundlagen zueinander

### A. Deliktshaftung

Die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil und die Haftung nach Art. 1384 I Code civil sind unabhängig voneinander und nebeneinander anwendbar. Es können auch zwei Personen für denselben Schaden haften, die eine Person nach Art. 1382 Code civil (ggf. i.V.m. Art. 1383 Code civil) und die andere Person nach Art. 1384 I Code civil.<sup>2192</sup>

Die Anwendbarkeit des Art. 1384 II Code civil schließt die Anwendung des Art. 1384 I Code civil aus. Dies ergibt sich aus Art. 1384 II Code civil, der bestimmt, dass der *détenteur* (Definition s.o. Teil 3, Kapitel 1, C.VII) einer Sache, in der ein Brand ausgebrochen ist, nur bei Verschulden haftet, und entspricht dem Wunsch des Gesetzgebers, durch Brand verursachte Schäden aus der weitergehenden Haftung nach Art. 1384 I Code civil herauszunehmen.<sup>2193</sup>

Art. 1382, 1383 Code civil dürften neben Art. 1384 II Code civil anwendbar sein, da in beiden Fällen das Vorliegen einer *faute* verlangt wird. Damit werden die Haftungsvoraussetzungen nach Art. 1384 II Code civil nicht durch die Anwendung der Art. 1382, 1383 Code civil unterlaufen.

### B. Théorie des troubles anormaux du voisinage

#### I. Zu Art. 1382, 1383 Code civil

Der Anspruchsteller kann, wenn eine Störung im Nachbarschaftsverhältnis vorliegt, wählen, ob er sich auf die *théorie des troubles anormaux du voisinage* oder auf Art. 1382, 1383 Code civil berufen will.<sup>2194</sup>

Eine Entscheidung der Cour de cassation gab in diesem Bereich Anlass zu Diskussionen. Der umstrittene Wortlaut ist:

*En déduisant l'existence des troubles de la seule infraction à une disposition administrative, sans rechercher s'ils avaient excédé les troubles normaux de voisinage, la cour d'appel n'avait pas légalement justifié sa décision.*<sup>2195</sup>

---

<sup>2192</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 6 juillet 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 185; *Cathelineau-Rouland*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr. 30; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 7786.

<sup>2193</sup> *Bénabent*, Nr. 633.

<sup>2194</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 I Nr. 174; Civ. 3<sup>e</sup> 12 oct. 1978 (zitiert von *Martin*, RJE 2/1979, 112, 113); *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr. 30, Nr. 31; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 113; *Viney/Jourdain*, Nr. 959.

<sup>2195</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 68.

(Indem sie das Vorliegen von Störungen nur aus dem Verstoß gegen eine Verwaltungsvorschrift geschlossen hat, ohne nachzuforschen, ob die Störungen über die normalen Störungen im Nachbarschaftsverhältnis hinausgehen, hat die Cour d'appel ihre Entscheidung nicht rechtmäßig begründet.)

Der Cour d'appel wird also vorgeworfen, die Existenz einer Störung allein aus dem Verstoß gegen eine verwaltungsrechtliche Regelung abgeleitet zu haben, ohne zu prüfen, ob sie über die normalen Störungen im Nachbarschaftsverhältnis hinausging, also ob die *anormalité* vorlag.

Die Entscheidung wird unterschiedlich interpretiert. Einerseits ist möglich, dass die Cour de cassation bei Störungen im Nachbarschaftsverhältnis nur Schadensersatz nach der *théorie des troubles anormaux de voisinage*, also nur bei *anormalité* der Störung, gewähren möchte. Dies wird daraus geschlossen, dass die Cour de cassation trotz des Vorliegens einer *faute* in diesem Fall nicht Art. 1382, 1383 Code civil angewandt hat, sondern die *théorie des troubles anormaux du voisinage*. Nach dieser Auslegung müsste ein Anspruchsteller sich bei Vorliegen einer Störung im Nachbarschaftsverhältnis ausschließlich auf die *théorie des troubles anormaux du voisinage* berufen. Die Haftung des Anspruchsgegners wäre also auch bei Vorliegen einer *faute* durch die Voraussetzung der *anormalité* begrenzt.<sup>2196</sup> Die Anwendung aller anderen Anspruchsgrundlagen wäre ausgeschlossen.

Eine solche Entscheidung der Cour de cassation wäre kritikwürdig. Da bei Vorliegen einer Störung im Nachbarschaftsverhältnis selbst bei bewiesener *faute* die *anormalité* Voraussetzung der Haftung wäre, könnte der Schädiger bestehende Regelungen, deren Verletzung eine *faute* begründen würde, in der Hoffnung ignorieren, dass die Störungen nicht die Schwelle der *anormalité* überschreiten.<sup>2197</sup> Wenn eine *faute* des Anspruchsgegners vorliegt, ist aber nicht dieser schutzwürdig, sondern der Anspruchsteller. Dieser soll dann nicht nur aus dem Grund auf Schadensersatz verzichten müssen, dass die Schwelle der *anormalité* nicht überschritten wurde.<sup>2198</sup>

Wahrscheinlich handelt es sich bei dieser Entscheidung aber nur um die Zensur einer unzureichenden Begründung für die Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*. In diesem Rahmen kann die *anormalité* jedenfalls nicht allein mit dem Verstoß gegen öffentlich-rechtliche Vorschriften, also dem Vorliegen einer *faute*, begründet werden. Ein solcher Verstoß kann nur als Umstand berücksichtigt werden, der für die *anormalité* spricht (s.o. Teil 2, Kapitel 2, B.I.3.a). Aus späteren Entscheidungen der Cour de cassation geht dann auch hervor, dass Art. 1382, 1383 Code civil auch im Bereich der Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* anwendbar

---

<sup>2196</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 960; *Viney*, JCP G 1993 I 3727 Nr. 44 (stellt diese Interpretationsmöglichkeit dar, ohne sich ihr anzuschließen).

<sup>2197</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 960; *Viney*, JCP G 1993 I 3727 Nr. 44.

<sup>2198</sup> *Viney*, JCP G 1993 I 3727 Nr. 44; ähnlich *Mazeaud/Chabas*, Nr. 1341.

sein sollen.<sup>2199</sup> Damit kann der Geschädigte bei Störungen im Nachbarschaftsverhältnis weiterhin zwischen Art. 1382, 1383 Code civil und der *théorie des troubles anormaux du voisinage* wählen<sup>2200</sup>.

## II. Zu Art. 1384 I Code civil

Das Verhältnis des Anspruchs aus der *théorie des troubles anormaux du voisinage* zum Anspruch aus Art. 1384 I Code civil ist zweifelhaft. Traditionell wird meist vertreten, dass Art. 1384 I Code civil auch bei Vorliegen einer Störung im Nachbarschaftsverhältnis anwendbar sein soll, wenn diese Störung von einer Sache ausgeht. Der Geschädigte soll also in diesen Fällen wählen können, ob er sich auf Art. 1384 I Code civil oder auf die *théorie des troubles anormaux du voisinage* beruft.<sup>2201</sup> Eine neuere Entscheidung scheint dahin zu tendieren, dass die Haftung nach Art. 1384 I Code civil bei Vorliegen einer Störung im Nachbarschaftsverhältnis ausgeschlossen sein soll, auch wenn diese nicht die Schwelle der *anormalité* überschreitet.<sup>2202</sup>

Eine von einem Grundstück ausgehende Störung kann gleichzeitig von einer bestimmten Sache ausgehen, die sich auf dem Grundstück befindet. In dieser häufig vorkommenden Situation, in der die Voraussetzungen beider Anspruchsgrundlagen erfüllt sind, ist kein Grund ersichtlich, der gegen die Anwendung des Art. 1384 I Code civil spricht.<sup>2203</sup> Auch in der ähnlichen Situation des gleichzeitigen Vorliegens der Voraussetzungen von Art. 1382, 1383 Code civil und Art. 1384 I Code civil hat der Anspruchsteller das Wahlrecht zwischen beiden Anspruchsgrundlagen.<sup>2204</sup> Die *théorie des troubles anormaux du voisinage* umfasst, ebenso wie Art. 1384 I Code civil, den Ersatz jeglicher Schäden. Lediglich die Voraussetzungen für den Ersatz dieser Schäden sind unterschiedlich, wobei aber keine Spezialität der einen oder der anderen Anspruchsgrundlage erkennbar ist. Damit ist keine der beiden Anspruchsgrundlagen vorrangig anwendbar.<sup>2205</sup> Bei gleichzeitigem Vorliegen der Voraussetzungen von Art. 1384 I Code civil und der *théorie des troubles anormaux du voisinage* hat der Geschädigte ein Wahlrecht zwischen den beiden Anspruchsgrundlagen.

---

<sup>2199</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 11 février 1998 Bull. civ. III Nr. 34; dazu *Beaugendre*, Droit et Patrimoine Nr. 80 März 2000, 44, 47; ähnlich auch Civ. 2<sup>e</sup> 21 mai 1997 Bull. civ. 1997 II Nr. 157; dazu *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr. 32.

<sup>2200</sup> *Beaugendre*, Droit et Patrimoine Nr. 80 März 2000, 44, 47 mit Hinweis auf Civ. 3<sup>e</sup> 11 février 1998 Bull. civ. III Nr. 34.

<sup>2201</sup> Z.B. Civ. 3<sup>e</sup> 25 oct. 1972 JCP 1973 II 17491; Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978 D. 1978 jurisp. 641; *Viney/Jourdain*, Nr. 959.

<sup>2202</sup> So unter Bezugnahme auf Civ. 2<sup>e</sup> 20 juin 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 140: *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr. 30; *Viney/Jourdain*, Nr. 960; ähnlich *Carbonnier*, Biens, Nr. 172.

<sup>2203</sup> *Mazéaud/Chabas*, Biens, Nr. 1341.

<sup>2204</sup> *Larroumet*, D. 1978 jurisp. 641, 643.

<sup>2205</sup> Ähnlich *Larroumet*, D. 1978 jurisp. 641, 643 f. (fordert bei einer Störung im Nachbarschaftsverhältnis allerdings auch bei Art. 1384 I Code civil als Voraussetzung die *anormalité*).

### III. Zu Art. 1384 II Code civil

Bei Schäden, die durch einen Brand verursacht werden, ist die *théorie des troubles anormaux du voisinage* nicht anwendbar. Diese spezielle Störung fällt nicht in den Anwendungsbereich dieser Anspruchsgrundlage. Art. 1384 II Code civil ist hier vorrangig.<sup>2206</sup>

---

<sup>2206</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 15 nov. 1978 Bull. civ. 1978 III Nr. 345; *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr. 30; *Giraudel*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 124, Nr. 8; *Viney/Jourdain*, Nr. 959.

## Kapitel 5: Rechtsfolgen

Wenn die Voraussetzungen der gerade beschriebenen Anspruchsgrundlagen vorliegen, muss der Geschädigte so gestellt werden, wie er vor dem Eintritt des schädigenden Ereignisses stand<sup>2207</sup> bzw. in die Lage versetzt werden, in der er sich befinden würde, wenn das schädigende Ereignis nicht stattgefunden hätte.<sup>2208</sup> Die erste Alternative wird als praktikabel angesehen, wenn der Schaden in der Zerstörung einer neuen Sache besteht, die wiederbeschafft werden kann. Die zweite Alternative gilt in allen anderen Fällen, ist also wesentlich häufiger. Der gesamte Schaden, den der Anspruchsteller erlitten hat, muss folglich ersetzt werden.<sup>2209</sup> Dieses Prinzip folgt insbesondere aus Art. 1382 Code civil und gilt für alle zivilrechtlichen Anspruchsgrundlagen.<sup>2210</sup> Allerdings werden die Grenzen dieser Art des Schadensersatzes im Bereich der Nichtvermögensschäden gesehen. Hier ist das Ziel nicht die Herstellung eines bestimmten Zustands, sondern die Kompensation für eine nicht wiedergutzumachende Schädigung.<sup>2211</sup> Eine eventuelle Bestrafungs- oder Vergeltungsfunktion des Schadensersatzes wird dagegen meistens abgelehnt.<sup>2212</sup>

Zunächst wird hier ein Überblick über die Arten von Schäden gegeben, die im Rahmen der Umwelthaftung ersetzt werden. Danach werden die verschiedenen Möglichkeiten des Schadensersatzes (insbesondere Herstellung in Natur und Schadensersatz in Geld) dargestellt.

### A. Ersatzfähiger Schaden

Die Arten ersatzfähiger Schäden sind sehr vielfältig. Es werden sowohl Vermögens- als auch Nichtvermögensschäden ersetzt. Zur ersten Gruppe gehören z. B. Schäden, die durch die Verletzung bestimmter Rechtsgüter, wie Eigentum, Gesundheit oder körperliche Unversehrtheit entstehen. Ebenfalls sind reine Vermögensschäden, z.B. in der Form von Gewinnverlust, erfasst. Sehr weitgehend werden auch Nichtvermögensschäden ersetzt, wie z.B. Schäden, die durch entgangene Nutzung einer Sache entstehen oder ästhetische Schäden im Rahmen der *théorie des troubles anormaux du voisinage*.<sup>2213</sup>

---

<sup>2207</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-1; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2523; zum Unterschied: *Heuzé*, [http://www.courdecassation.fr/formation\\_br\\_4/2005\\_2033/du\\_principe\\_8065.html](http://www.courdecassation.fr/formation_br_4/2005_2033/du_principe_8065.html), 10. November 2007.

<sup>2208</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 déc. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 346; Civ. 2<sup>e</sup> 3 févr. 2005 Nr. 03-20721 (Legifrance).

<sup>2209</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 déc. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 346; *Lamy IC*, Nr. 815-7.

<sup>2210</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-1.

<sup>2211</sup> *Heuzé*, [http://www.courdecassation.fr/formation\\_br\\_4/2005\\_2033/du\\_principe\\_8065.html](http://www.courdecassation.fr/formation_br_4/2005_2033/du_principe_8065.html), 10. November 2007.

<sup>2212</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2523; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 240; kritisch zur Ablehnung der Bestrafungsfunktion *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 140.

<sup>2213</sup> *Van Lang*, 213 f.

## I. Vermögensschaden (*dommage matériel*)

Vermögensschäden sind alle Schäden, die unmittelbar in Geld auszudrücken sind.<sup>2214</sup> Einerseits kann es sich hierbei um einen erlittenen Verlust handeln, andererseits um einen entgangenen Gewinn.<sup>2215</sup> Vermögensschäden sind nicht auf Schäden an bestimmten Rechtsgütern oder Rechten beschränkt. Die wichtigsten Arten von Vermögensschäden werden hier aufgezählt.

Zu den Vermögensschäden zählen zunächst Schäden an Sachen, an denen Rechte des Opfers bestehen.<sup>2216</sup> Hier ist insbesondere der Schaden durch Zerstörung oder Beschädigung von beweglichen und unbeweglichen Sachen zu nennen. Beispiele aus dem Bereich der Umwelthaftung sind die Beschädigung von Grundstücken durch gasförmige, staubförmige oder flüssige Emissionen<sup>2217</sup> oder Erschütterungen,<sup>2218</sup> die Beschädigung eines Abwassernetzes durch Chemikalien,<sup>2219</sup> die Beschädigung von Autos durch Metallstaub,<sup>2220</sup> die Beschädigung von Tieren und Pflanzen durch Emissionen<sup>2221</sup> oder die Beschädigung von Möbeln durch in ein Gebäude eindringenden Ruß.<sup>2222</sup>

Ferner wird der Minderwert von Sachen ersetzt. Typische Beispiele sind die Verringerung des Grundstückswerts durch die Anwesenheit einer Schadstoffe emittierenden Fabrik in unmittelbarer Nähe<sup>2223</sup> oder durch die Verschmutzung eines das Grundstück durchquerenden Wasserlaufs.<sup>2224</sup> Ferner verlieren Grundstücke häufig an

---

<sup>2214</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 135.

<sup>2215</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 68; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 135.

<sup>2216</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 135; *Lamy IC*, Nr. 815-5.

<sup>2217</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 janv. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 35 (Schaden am Dach eines Gebäudes durch Zementstaub); Civ. 2<sup>e</sup> 6 juillet 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 182 (Schaden an einem Gebäude durch Treibstoff, der sich im Untergeschoss ausbreitet); Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144 (Gebäudeschaden durch Zement, der in den Boden eingebracht wurde und sich bis zum Nachbargebäude ausbreitet); Civ. 3<sup>e</sup> 10 juillet 2001 Nr. 99-20171 (Schaden am Dach eines Gebäudes durch Blei- und Schwefelemissionen).

<sup>2218</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 nov. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 710 (Stanztätigkeit einer Fabrik, dadurch Beschädigung des Nachbargebäudes).

<sup>2219</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 186.

<sup>2220</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 oct. 1992 Nr. 91-13242 (Legifrance).

<sup>2221</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 7 déc. 1960 Bull. civ. 1960 II Nr. 745 (Tod eines Rinds, das aus einem verseuchten Bach getrunken hat); Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 180 (Bienensterben durch die Anwendung eines Insektizids auf dem Nachbargrundstück); Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 D. 1973 jurispr. 312 (Fischsterben nach Verseuchung des Wassers durch Abwasser); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juin 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 190; 1. Instanz: TGI Bordeaux 28 févr. 1968 JCP G 1970 II 16529 (Fischsterben nach Einleitung von Schadstoffen in ein Gewässer, Schaden des Eigentümers); Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24 (Pflanzen und Tiere); Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 156 (Fischsterben nach Einleitung von Schadstoffen in ein Gewässer, Schaden einer association); Civ. 2<sup>e</sup> 23 janv. 2003 Nr. 00-20932 Nr. Juris-Data 2003-017721 (LexisNexis, Tod von Rindern, die verseuchtes Wasser trinken).

<sup>2222</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1967 Bull. civ. 1967 II Nr. 361.

<sup>2223</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24.

<sup>2224</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 50; Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1974 JCP G 1975 II Nr. 18106 (Wertverlust von Wiesen aufgrund der Verschmutzung eines Bachlaufs).

Wert, wenn sie von Lärm oder Erschütterungen betroffen sind<sup>2225</sup> oder ihre Umgebung durch den Bau weiterer Gebäude und dessen Konsequenzen verschlechtert wird.<sup>2226</sup> Ein solcher Schaden kann durch einen Eingriff in die Sache selbst entstehen, aber auch durch außerhalb der Sache liegende Umstände.<sup>2227</sup>

Weiter gehören dazu Schäden an Leben, Gesundheit oder körperlicher Unversehrtheit, die einen in Geld messbaren Schaden, wie Behandlungskosten oder Arbeitsausfall, nach sich ziehen.<sup>2228</sup> Umweltschäden sind häufig Schäden an Gesundheit oder körperlicher Unversehrtheit, die durch typische Umwelteinwirkungen verursacht werden. Solche Schäden können zum Beispiel durch Rauch, Staub, Gerüche, Schadstoffe, Lärm und Erschütterungen entstehen.<sup>2229</sup>

Zudem gehören zu den Vermögensschäden auch reine Vermögensschäden, die z.B. in der Verschlechterung der wirtschaftlichen Tätigkeit und daraus folgendem Einnahmeausfall, insbesondere durch Miet- oder Pachtausfälle oder Kundenverlust, bestehen können.<sup>2230</sup> Ferner sind Kosten, die der Geschädigte aufwenden muss, um die

---

<sup>2225</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345 (Lärm und Erschütterungen durch Fabriken); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324 (Lärm und Erschütterungen durch eine Brauerei); Civ. 3<sup>e</sup> 28 janvier 1975 Bull. civ. 1975 III Nr. 30 (Lärm eines Steinbruchs); Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123 (Lärm einer Fabrik).

<sup>2226</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 18 juill. 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 478 (Verlust von Sonneneinstrahlung in Hof und Garten durch Bau einer Mauer); Civ. 3<sup>e</sup> 26 janv. 1993 Nr. 91-15352 (Legifrance, Wertverlust eines Grundstücks durch Bau hoher Gebäude in unmittelbarer Nähe); Civ. 3<sup>e</sup> 14 janv. 2004 Bull. civ. 2004 III Nr. 9 (Wertverlust eines Grundstücks durch Bau eines hohen Gebäudes, Verlust von Sonneneinstrahlung, angestiegenen Verkehr und freien Blick der Nachbarn auf das Gebäude).

<sup>2227</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 févr. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 50 (Wertverlust eines Grundstücks durch die Verschmutzung eines das Grundstück durchquerenden Wasserlaufs); Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24 (Wertverlust des Grundstücks durch die Lage in der Nähe einer emittierenden Fabrik); *Lamy IC*, Nr. 815-5.

<sup>2228</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 353 (Tod eines Angestellten durch Gasemissionen, dadurch Unterhaltsausfall); Civ. 2<sup>e</sup> 21 juin 1979 Bull. civ. II Nr. 192 (Gesundheitsschaden mit Arbeitsausfall); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 135; *Lamy IC*, Nr. 815-4.

<sup>2229</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (physische und psychische Störungen durch Rauch, Dampf und Lärm aus einer Möbelwerkstatt); Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637 (Gesundheitsverletzung durch Rizinstaub, der aus einer Fabrik für Rizinusöl austritt); Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 353 (Tod eines Angestellten durch Gasemissionen); Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345 (Gesundheitsverletzung durch Lärm aus Fabriken); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324 (Gesundheitsverletzung durch Lärm und Erschütterungen aus einer Fabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 27 avril 1979 JCP G 1980 II 19408 (physische und psychische Gesundheitsverletzungen durch Maschinenlärm); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, Gesundheitsverletzung durch übelkeitserregenden Geruch aus der Landwirtschaft); CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045 (Gesundheitsverletzung durch Asbestfasern); *Lamy IC*, Nr. 815-4.

<sup>2230</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 365 (Ausfall von Pachteinnahmen aufgrund der Belastung eines Grundstücks durch Zementstaub); Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 D. 1973 jurisp. 312 (Kundenverlust eines Hotels durch Gestank); CA Paris 5 mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-2401 (LexisNexis, Einkommensverlust eines Hoteliers durch mehrmonatige Störungen durch eine Baustelle auf dem Nachbargrundstück); *Lamy IC*, Nr. 815-5.

Schadensfolgen zu verringern, erfasst.<sup>2231</sup> Ein reiner Vermögensschaden liegt zum Beispiel auch vor, wenn die Wasserzufuhr des Geschädigten entzogen oder gestört wurde und er sich anderweitig mit Wasser versorgen muss.<sup>2232</sup> Auch die Kosten, die dadurch entstehen, dass der Geschädigte (z. B. ein Unternehmen im Staatseigentum) zur Beseitigung des Schadens verpflichtet ist, fallen in diese Kategorie.<sup>2233</sup>

## II. Nichtvermögensschaden (*dommage moral*)

Nichtvermögensschäden (*dommages moraux*) sind alle Nachteile, die keine Auswirkungen auf das Vermögen haben.<sup>2234</sup> Für diese Schäden wird ein Ausgleich gewährt, auch wenn die Herstellung des Zustands vor dem schädigenden Ereignis oder des Zustands, der heute bestehen würde, wenn das schädigende Ereignis nicht eingetreten wäre, nicht möglich ist und folglich der Geschädigte auch durch Zahlung einer Geldsumme nicht in den Stand versetzt wird, den Schaden zu beheben. Dem Geschädigten soll aber in diesen Fällen ein gewisser Ausgleich für die erlittenen Unannehmlichkeiten zuteil werden.<sup>2235</sup>

Es besteht keine Beschränkung des Ersatzes von Nichtvermögensschäden auf bestimmte Fälle oder den Schaden an bestimmten Rechtsgütern. Die französische Rechtsprechung ist in diesem Bereich recht großzügig. Insbesondere im Bereich der Umwelthaftung wird häufig weitgehend Schadensersatz für Nichtvermögensschäden gewährt.

Zunächst umfasst dieser Begriff Schäden an nicht vermögenswerten Rechten.<sup>2236</sup> Hier ist zunächst der Nichtvermögensschaden zu nennen, der aufgrund von Körperverletzungen und Gesundheitsbeeinträchtigungen entsteht und zum Beispiel in den erlittenen Schmerzen (*pretium doloris*), den bleibenden Schäden wie Verstümmelungen (*préjudice esthétique*) und den Nachteilen bei der Ausübung bestimmter (z.B. sportiver) Tätigkeiten und sonstigen Beeinträchtigungen der Lebensfreude (*préjudice d'agrément*) besteht.

Ferner zählen dazu weitere, im Bereich der Umwelthaftung nicht relevante Schäden, nämlich Beeinträchtigungen des allgemeinen Persönlichkeitsrechts in seinen verschiedenen Ausprägungen (Ehrverletzung, Verletzung der Rechte am eigenen Na-

---

<sup>2231</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-5.

<sup>2232</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 10 févr. 1987 Bull. civ. 1987 I Nr. 45; Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull. civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II 22202 (Risiko der Grundwasserverschmutzung durch die Lagerung von Abfall im Wasserschutzgebiet, Gemeinde muss sich anderweitig mit Wasser versorgen); *Lamy IC*, Nr. 815-5.

<sup>2233</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 mai 2003 Bull. civ. 2003 II Nr. 155 (Compagnie générale des eaux zur Reinigung eines durch Treibstoff verschmutzten Flusses verpflichtet); CA Aix-en-Provence 2 oct. 1996 Nr. Juris-Data 1996-045202 (LexisNexis, der Port autonome de Marseille wurde verwaltungsgerichtlich verurteilt, die Kosten der Reinigung nach Ölverschmutzung eines kleineren Hafens zu tragen).

<sup>2234</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 139; *Malinvaud*, Nr. 548; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 248.

<sup>2235</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 140; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 248.

<sup>2236</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 139; *Malinvaud*, Nr. 548.

men oder am eigenen Bild, Verletzung des Rechts auf Vertraulichkeit des Privatlebens)<sup>2237</sup> und die Beeinträchtigung des Bereichs von Ehe und Familie.<sup>2238</sup>

Der Nichtvermögensschaden kann auch außerhalb der Verletzung eines bestimmten Rechts eintreten. Er kann zum Beispiel aus der Beeinträchtigung der Gefühle des Opfers entstehen. Hier ist die Verletzung von Glauben, Einstellungen oder Schamgefühl zu nennen. In diesem Zusammenhang wird zudem der Schaden von Personen, die dem Opfer eines tödlichen Unfalls nahestehen (z.B. die Trauern der Hinterbliebenen) ersetzt.<sup>2239</sup>

Insbesondere der Schaden durch Beeinträchtigung der Lebensfreude (*préjudice d'agrément*) kommt im Bereich der Umwelthaftung häufig vor. Der *préjudice d'agrément* ist nicht auf die nichtvermögensrechtlichen Auswirkungen von Körperverletzungen beschränkt, sondern geht darüber hinaus. Man versteht darunter auch jede Störung, die Menschen in der Nutzung ihrer Sachen (*trouble de jouissance*) oder allgemein in ihrer Lebensfreude beeinträchtigt, aber nicht die Schwere einer Körperverletzung erreicht.<sup>2240</sup>

Zum Beispiel wird so die Störung der Wohnbedingungen auf einem Grundstück, z.B. durch Lärm und Erschütterungen<sup>2241</sup> oder durch die Veränderung der Umgebung eines Hauses, entschädigt. Im letzteren Fall wird unter anderem für die ästhetischen Störungen, den Verlust von Sonneneinstrahlung oder die Störung durch Lichteinfall Schadensersatz zugesprochen.<sup>2242</sup> Ebenfalls wird als *préjudice d'agrément* die Störung der Lebensbedingungen durch übelkeitserregende Gerüche, z.B. aus der Landwirtschaft, auch unterhalb der Schwelle gesundheitlicher Folgen, ersetzt.<sup>2243</sup>

---

<sup>2237</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 139; *Malinvaud*, Nr. 548 *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 248.

<sup>2238</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 139.

<sup>2239</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 139; *Malinvaud*, Nr. 548.

<sup>2240</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-6; *Malinvaud*, Nr. 548.

<sup>2241</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345; Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324; Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 123; Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 367 (Nutzung eines Grundstücks eingeschränkt aufgrund von Lärm und Erschütterungen).

<sup>2242</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 19 févr. 1971 Bull. civ. 1971 III Nr. 134 (Nutzungsbeeinträchtigung durch Errichtung eines hohen Gebäudes); Civ. 3<sup>e</sup> 18 juill. 1972 Bull. civ. 1972 III Nr. 478 (Entzug von Sonneneinstrahlung in Hof und Garten durch die Erhöhung einer Mauer); Civ. 3<sup>e</sup> 9 nov. 1976 Bull. civ. 1976 III Nr. 402 (Nutzung der Wohnung gestört durch Lichteinfall von Leuchtreklame und durch Leuchtreklame angezogene Insekten); Civ. 2<sup>e</sup> 29 nov. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 298 (Umgebung eines Wochenendhauses verändert durch Umwälzung des Bodens, dadurch ästhetische Störung, folglich verschlechterte Nutzungsmöglichkeit); ähnlich Civ. 3<sup>e</sup> 9 mai 2001 Nr. 99-16260 (Legifrance, Umgebung eines Wohnhauses ästhetisch verschlechtert durch Bau von Sozialwohnungen auf ehemaligen Weinbergen); abgelehnt von Civ. 2<sup>e</sup> 10 juillet 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 222 (keine Verschlechterung der Umgebung durch den Bau einer Werkstatt von funktioneller, aber ansprechender Ästhetik); *Lamy IC*, Nr. 815-6.

<sup>2243</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 16 mai 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 131 (Störung durch Geruch von Schweinehaltung); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (übelkeitserregender Geruch einer Geflügelfarm); *Lamy IC*, Nr. 815-6.

Sogar *associations* (Vereine), zu deren Zielen der Umweltschutz gehört, wird in Einzelfällen ein Nichtvermögensschaden ersetzt. So war es im Fall des Todes eines seltenen, unter Naturschutz stehenden Zugvogels (*balbuzard-pêcheur*) bei einer durch eine lokale Jagdvereinigung organisierten Taubenjagd. Hier wurde einer *association*, deren Aufgabe die Beobachtung und der Schutz von Zugvögeln war, Schadensersatz für den Nichtvermögensschaden zugesprochen, den sie durch den Tod des Zugvogels erlitten hat.<sup>2244</sup>

### III. Voraussetzungen für die Ersatzfähigkeit

Der Schaden muss sicher vorliegen (*préjudice certain*) und aktuell sein (*préjudice actuel*).<sup>2245</sup>

Die Voraussetzung der Sicherheit des Schadens verlangt, dass der Geschädigte mit Sicherheit von dem angegebenen Schaden betroffen ist. In der Praxis wird hier eine hohe Wahrscheinlichkeit für ausreichend erachtet.<sup>2246</sup> Der Umfang des Schadensersatzes ist dennoch nicht auf bisher erlittene Schäden beschränkt. Die Voraussetzung der Aktualität, die die Voraussetzung der Sicherheit des Schadens ergänzt, verlangt nämlich nur, dass der Umfang des Schadens, egal ob er bereits eingetreten ist oder zukünftig eintreten wird, am Tag des Gerichtsurteils festgestellt werden kann. Es ist also nicht erforderlich, dass der gesamte Schaden am Tag des Urteils bereits eingetreten ist.<sup>2247</sup> Ein zukünftiger, unausweichlich eintretender Schaden, d.h. ein Schaden, dessen Eintritt mit guten Gründen als sehr wahrscheinlich anzusehen ist, ist folglich ebenfalls zu ersetzen.<sup>2248</sup> Bei Umweltschäden ist die Sicherheit des Schadens, insbesondere bei zukünftigen Schäden, häufig schwer festzustellen, insbesondere weil die Langzeitwirkungen von Umweltbeeinträchtigungen, die z.T. auch von natürlichen Einflüssen wie Wind und Regen bestimmt werden, wissenschaftlich schwer festzustellen sind.<sup>2249</sup>

Ein bloß eventueller Schaden (*préjudice éventuel*), dessen Eintritt nicht ausreichend wahrscheinlich ist, ist dagegen nicht ersatzfähig.<sup>2250</sup>

In diesem Zusammenhang ist auch der Verlust einer Gewinnmöglichkeit oder der Möglichkeit zur Vermeidung eines Verlusts (*perte d'une chance*) als ersatzfähiger Schaden zu nennen. Diese werden als Schaden ersetzt, wenn der Entzug einer für den Geschädigten günstigen Chance auf Gewinn oder Verlustvermeidung sicher fest-

---

<sup>2244</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 16 nov. 1982 Bull. civ. 1982 I Nr. 331; *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 65.

<sup>2245</sup> Dagegen gehört die Voraussetzung, dass der Schaden direkt/unmittelbar aus dem schädigenden Ereignis folgen muss (*préjudice direct*), zur *causalité* vgl. *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 136; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 241.

<sup>2246</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 77; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 137.

<sup>2247</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 136.

<sup>2248</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1985 Bull. civ. 1985 II Nr. 24 (Wertverlust eines Grundstücks ist bereits ein sicherer Schaden, auch wenn das Grundstück nicht verkauft werden soll); *Lamy IC*, Nr. 815-24; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 241.

<sup>2249</sup> *Van Lang*, 215.

<sup>2250</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 136.

steht. Der Gewinn oder die Vermeidung des Verlusts selbst müssen zwar nicht sicher zu erwarten gewesen sein, aber es muss doch die ernsthafte Möglichkeit ihrer Realisierung bestanden haben.<sup>2251</sup> In diesen Fällen wird der Schadensersatz nicht nach dem eventuell eintretenden Gewinn berechnet, sondern unter Einbeziehung der Wahrscheinlichkeit des Eintritts des entsprechenden Erfolgs bestimmt.<sup>2252</sup> Sogar im Bereich der Nichtvermögensschäden kann Schadensersatz für die *perte d'une chance* zugesprochen werden.<sup>2253</sup>

Diese Kriterien gelten sowohl für den Ersatz von Vermögensschäden als auch für den Ersatz von Nichtvermögensschäden. Die Sicherheit des Schadens ist allerdings bei Nichtvermögensschäden wesentlich schwerer festzustellen als bei Vermögensschäden. Bei Nichtvermögensschäden spielen individuelle Faktoren, wie z. B. die persönliche Empfindlichkeit, eine größere Rolle. Die Unannehmlichkeit, die eine Person empfindet, kann nicht eindeutig gemessen werden. Hier kann das Gericht die Sicherheit des Schadens nur mit Hilfe von Erfahrungssätzen feststellen.<sup>2254</sup>

Ein sicherer Schaden einer *association départementale de pêche et de pisciculture* (Verein im Bereich von Fischerei und Fischzucht), die Inhaberin des Fischereirechts ist, liegt im Bereich der Umwelthaftung zum Beispiel dann vor, wenn Fische vergiftet werden und dadurch der Fischfang zurückgeht.<sup>2255</sup> Auch im Fall der Meeresverschmutzung und des dadurch zurückgehenden Fischfangs, der die Berufsfischer schädigt, ist ein sicherer Schaden gegeben.<sup>2256</sup>

Bei zukünftigen Schäden im Bereich der Umwelthaftung ist die Annahme eines sicheren Schadens oft schwierig oder unmöglich. Der zukünftige Schaden durch eventuellen Gewinnverlust von Berufsfischern durch die Meeresverschmutzung könnte als *perte d'une chance* eingeordnet werden.<sup>2257</sup> Er wäre jedoch kaum als sicherer Schaden anzusehen, da jedenfalls der für den Abbau von Schadstoffen im Meer und die Erholung des Fischbestands erforderliche Zeitraum kaum zu bestimmen ist. Noch unsicherer wäre ein Schaden aufgrund künftigen Einnahmeausfalls im Bereich des Tourismus durch die Meeresverschmutzung, da hier als zusätzlicher Faktor der Effekt der Verschmutzung auf die Entscheidungsfindung der Touristen vorhergesagt werden müsste.<sup>2258</sup>

---

<sup>2251</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 136; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 242; *Martin*, *Réflexions*, 115, 120 (kritisch wegen der strengen Voraussetzungen und weil die Entschädigung nicht darauf zielt, den endgültigen Schaden auszugleichen).

<sup>2252</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 136; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 242.

<sup>2253</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 29 juin 1999 Bull. civ. 1999 I Nr. 220; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 138.

<sup>2254</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 141.

<sup>2255</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 156.

<sup>2256</sup> TGI Bastia 8 déc. 1976 D. 1977 jurisp. 427.

<sup>2257</sup> *Rémond-Gouilloud*, D. 1977 jurisp. 429, 431.

<sup>2258</sup> *Rémond-Gouilloud*, D. 1977 jurisp. 429, 431.

## IV. Mitverschulden des Geschädigten (*faute de la victime*)

Wenn der Geschädigte den Schaden schuldhaft mitverursacht hat, kann dies zur Haftungsreduzierung führen, in manchen Fällen sogar bis zur vollständigen Haftungsbe-freiung (näheres dazu s.u. Teil 3, Kapitel 6, A.III.2).

### B. Möglichkeiten des Schadensersatzes

Die zivilrechtliche Haftung in Frankreich ist nicht nur auf den Ersatz des bereits ent-standenen und zukünftig sicher entstehenden Schadens durch Herstellung der vor Schädigung bestehenden Situation bzw. der Situation, die bestehen würde, wenn das schädigende Ereignis nicht eingetreten wäre (Naturalrestitution, Herstellung in Na-tur), oder Schadensersatz in Geld gerichtet, sondern auch darauf, eine rechtswidrige Situation zu beenden.<sup>2259</sup> Daher gewähren die Anspruchsgrundlagen des französi-schen Umwelthaftungsrechts neben den Ansprüchen auf Naturalrestitution oder Schadensersatz in Geld auch immer einen Anspruch auf Beendigung der rechtswidri-gen Situation durch die Unterlassung oder die Vornahme bestimmter Handlungen,<sup>2260</sup> d.h. einen Beseitigungs- und Unterlassungsanspruch. Diese Ansprüche auf Beendi-gung der schädigenden Situation sind vom Vergleich ausgenommen (s.o. Teil 1, A.II). Dennoch werden sie wegen ihrer praktischen Bedeutung hier dargestellt.

Maßnahmen zur Beendigung der rechtswidrigen Situation werden wie die Naturalres-titution unter den Begriff der *réparation en nature* gefasst. Der Schadensersatz in Geld wird mit dem Begriff *dommages et intérêts* bezeichnet. Im Bereich der Umwelthaftung wird von allen diesen Möglichkeiten Gebrauch gemacht.<sup>2261</sup> Maßnahmen zur Beendi-gung der rechtswidrigen Situation als ein Aspekt der *réparation en nature* werden hier von den Gerichten sehr häufig angeordnet. Zur Herstellung in Natur, dem anderen Aspekt der *réparation en nature*, wird im Bereich der Umwelthaftung selten verurteilt. Dagegen wird die Möglichkeit der Verurteilung zu Schadensersatz in Geld oft ge-nutzt.

### I. Réparation en nature

#### 1. Beendigung der schädigenden Situation

Der Anspruch auf Beendigung der rechtswidrigen Situation kann auf Unterlassung bestimmter schädigender Aktivitäten oder sogar auf die Ergreifung von Maßnahmen gerichtet sein, die geeignet sind, die schädigende Situation zu beenden.<sup>2262</sup> Solche

---

<sup>2259</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-7; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2441.

<sup>2260</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 26 avril 1977 Bull. civ. 1977 III Nr. 175; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2441; in Deutschland können sich solche Unterlassungsansprüche aus § 1004 BGB ergeben.

<sup>2261</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-7, Nr. 815-23.

<sup>2262</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 30 mai 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 170 (Unterlassung von nächtlichem Lärm, der durch Arbeit in einer Bäckerei entsteht); Civ. 2<sup>e</sup> 20 oct. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 280 (Maßnahmen zur Beendigung von Emissionen aus der Schweinehaltung); Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220 (Unterlassung nächtlicher Transportaktivitäten durch ein Transportunternehmen); Civ. 3<sup>e</sup> 9 oct. 1985 Bull. civ. 1985 III Nr. 118 (Erhöhung von Schornsteinen, deren Abzug durch ein hohes

Maßnahmen bekämpfen schon die Entstehung von Umweltschäden und sind damit für die Umwelt, aber auch für den Geschädigten besonders vorteilhaft.<sup>2263</sup>

Die Anordnung solcher Maßnahmen findet häufig dann statt, wenn der Schaden aus dauernden oder wiederholten Störungen entsteht, die beendet oder abgemildert werden sollen. Bei plötzlich und einmalig auftretenden Störungen und Schäden reicht der Ersatz des Schadens durch Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld meistens aus.<sup>2264</sup>

Die Möglichkeit der Anordnung solcher Maßnahmen ist wegen des Prinzips der Gewaltenteilung allerdings eingeschränkt, wenn für das schädigende Verhalten oder die schädigende Anlage eine öffentlich-rechtliche Genehmigung (*autorisation administrative*) besteht.<sup>2265</sup> Insbesondere bei *installations classées* (bestimmten, für Mensch und Umwelt gefährliche Anlagen, die entweder einer Genehmigung [*autorisation*] oder einer Anmeldung [*déclaration*] bei der zuständigen Stelle bedürfen, vgl. Art. L. 511-1 ff. Code de l'environnement) gilt aufgrund des Prinzips der Gewaltenteilung eine Einschränkung. Die Zivilrechtsprechung darf hier keine Maßnahmen anordnen, die den von der Verwaltung für diese Anlage aufgestellten Regeln widersprechen.<sup>2266</sup> Die Schließung von durch die Verwaltung genehmigten Anlagen ist trotz der eventuellen Verursachung von Umweltschäden nicht möglich, da sie der Genehmigung widerspre-

---

Gebäude gestört wird); Civ. 2<sup>e</sup> 21 janv. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 22 (Asphaltierung gegen Lärm, Unterlassung bestimmter Aktivitäten); Civ. 1<sup>re</sup> 18 avril 1989 Bull. civ. 1989 I Nr. 158 (Entfernung der Geruchsquelle Tierhaltung); Civ. 3<sup>e</sup> 4 janv. 1990 Bull. civ. 1990 III Nr. 4 (Bäume fällen, deren Wurzeln die Terrasse des Nachbarn beschädigen); Civ. 2<sup>e</sup> 16 oct. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 261 (Maßnahmen zur Schallisolierung); Civ. 2<sup>e</sup> 19 févr. 1992 Nr. 90-20806 (Legifrance, Anpflanzen von Bäumen, Unterlassen der Erzeugung von Rauchemissionen); Civ. 2<sup>e</sup> 16 juillet 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 207 (Unterlassung des Tontaubenschießens bis zur Durchführung einer Schallisolierung); Civ. 2<sup>e</sup> 3 févr. 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 44 (Maßnahmen zur Verringerung der Störung durch Lärm aus einer Wäscherei); Civ. 2<sup>e</sup> 9 oct. 1996 Bull. civ. 1996 II Nr. 231 (Unterlassung des Kartfahrens bis zur Durchführung von schallisolierenden Maßnahmen); Civ. 3<sup>e</sup> 30 sept. 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 185 (Abriss störender Gebäude); *Carbonnier*, Biens, Nr. 174 (*troubles de voisinage*); *Lamy IC*, Nr. 815-7, Nr. 815-20, Nr. 815-23, Nr. 815-24, Nr. 815-25; *Prieur*, Nr. 1164.

<sup>2263</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 11; *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 74; für die *théorie des troubles anormaux du voisinage*: *Carbonnier*, Biens, Nr. 168; *Mazgaud/Chabas*, Biens, Nr. 1345.

<sup>2264</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-24.

<sup>2265</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 19 janv. 1961 Bull. civ. 1961 II Nr. 58 (Maßnahmen zur Bestimmung geeigneter Maßnahmen zur Störungsreduzierung möglich); Civ. 1<sup>re</sup> 5 nov. 1963 Bull. civ. 1963 I Nr. 477 (Schließung der Anlage nicht möglich); Civ. 1<sup>re</sup> 5 déc. 1973 Bull. civ. 1973 I Nr. 339 (Maßnahmen zur Störungsreduzierung möglich); Civ. 1<sup>re</sup> 18 nov. 1980 Nr. 79-14320 (Legifrance, Verlegung der Anlage möglich); *Gillig*, Environnement 11/2004, Commentaires 111 (kritisch zu neuerer Rechtsprechung); *Lamy IC*, Nr. 815-8; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2443; *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 74, *Prieur*, Nr. 1164.

<sup>2266</sup> *Bergmann*, 57 ff.; *Prieur*, Nr. 1164 unter Hinweis auf eine Entscheidung des Tribunal des conflits vom 23. Mai 1927.

chen würde.<sup>2267</sup> Weil verwaltungsrechtliche Genehmigungen immer unter dem Vorbehalt der Rechte Dritter erteilt werden, kann das Gericht in solchen Fällen jedoch andere, weniger tiefgreifende Maßnahmen anordnen, wie z. B. die Verlegung einer Anlage auf ein dem Betreiber gehörendes Grundstück innerhalb der gleichen Kommune<sup>2268</sup>, die Anordnung störungsreduzierender Maßnahmen<sup>2269</sup> oder die Einhaltung der Vorschriften, die für die Anlage gelten.<sup>2270</sup> Das Zivilgericht darf auch die Einrichtung einer Kläranlage anordnen, um das schädigende Verhalten (Abwassereinleitung) einer genehmigten Anlage zu beenden.<sup>2271</sup>

Fälle, in denen keine öffentlich-rechtliche Genehmigung für eine schädigende Anlage vorliegt und in denen dennoch nicht die Schließung der Anlage angeordnet wird, werden hin und wieder als Zeichen für die Rücksichtnahme der Rechtsprechung auf das öffentliche Interesse am Erhalt von Arbeitsplätzen angesehen. In diesen Fällen werden nur Änderungen im Betrieb der Anlage zur Beendigung oder Abschwächung der Störung angeordnet.<sup>2272</sup>

Neben der Anordnung von Maßnahmen zur Beendigung der schädigenden Situation kann auch bei Schäden, die durch verwaltungsrechtlich genehmigte Anlagen entstehen, natürlich Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld bezüglich der Folgen der Störung zugesprochen werden.<sup>2273</sup>

Die Gerichte müssten angesichts des im französischen Recht bestehenden Prinzips, dass niemand dazu gezwungen werden darf, in einer rechtswidrigen Situation zu verharren, eigentlich verpflichtet sein, wenn möglich die Beendigung der schädigenden Situation anzuordnen, u.U. neben der Verurteilung zu Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld. In der Praxis wird der Anspruch auf Beendigung der rechtswidrigen Situation aber wie der Anspruch auf Herstellung in Natur bezüglich der Folgen dieser Situation unter den Begriff der *réparation en nature* gefasst. Meist werden der Anspruch auf Beendigung der rechtswidrigen Situation und der Anspruch auf Herstellung in Natur nicht klar voneinander unterschieden. Da die Gerichte zwischen der Anordnung einer *réparation en nature* und der Verurteilung zu Schadensersatz in Geld nach freiem Ermessen wählen können, machen sie in diesen Fällen häufig von der Möglichkeit Gebrauch, aus Gründen der Opportunität nicht die Beendi-

---

<sup>2267</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 5 nov. 1963 Bull. civ. I Nr. 477; Civ. 1<sup>re</sup> 23 janv. 1996 Bull. civ. I Nr. 43; Civ. 1<sup>re</sup> 15 mai 2001 Bull. civ. 2001 I Nr. 135; *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 91; *Lamy IC*, Nr. 815-8, Nr. 805-5; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1345.

<sup>2268</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 18 nov. 1980 Nr. 79-14320 (Legifrance); Civ. 1<sup>re</sup> 18 avr. 1989 Bull. civ. 1989 I Nr. 158 (Verlegung der Anlage auf ein anderes, dem Betreiber gehörendes Grundstück innerhalb der gleichen Gemeinde möglich); *Lamy IC*, Nr. 815-8.

<sup>2269</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 5 déc. 1973 Bull. civ. 1973 I Nr. 339.

<sup>2270</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 11 mai 1993 Nr. 91-16372 (Legifrance); *Lamy IC*, Nr. 815-8, Nr. 815-25.

<sup>2271</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1974 JCP G 1975 II 18106.

<sup>2272</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 12 févr. 1974 JCP 1975 II 18106; Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220 (daneben auch Schadensersatz); *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1345.

<sup>2273</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 15 mai 2001 Bull. civ. 2001 I Nr. 135; *Lamy IC*, Nr. 815-8.

gung der rechtswidrigen Situation anzuordnen, sondern z.B. eine Verurteilung zu Schadensersatz in Geld auszusprechen.<sup>2274</sup>

## 2. Naturalrestitution (*réparation en nature strictu sensu*)

Der Richter kann den Schädiger auch zur Herstellung in Natur (Naturalrestitution, *réparation en nature strictu sensu*) der Folgen einer Schädigung verurteilen.<sup>2275</sup>

Die Naturalrestitution kann bei Sachschäden in der Wiederherstellung bzw. Reparatur einer geschädigten Sache bestehen.<sup>2276</sup> Bei vertretbaren Sachen ist Naturalrestitution auch die Lieferung einer entsprechenden Sache.<sup>2277</sup>

Bei Schäden an Körper und Gesundheit sowie bei Nichtvermögensschäden ist die Naturalrestitution in den allermeisten Fällen nicht die geeignete Art des Schadensersatzes. Hier muss auf die Möglichkeit der Verurteilung zu Schadensersatz in Geld zurückgegriffen werden.

## II. Schadensersatz in Geld

Der Schadensersatz in Geld (*réparation par équivalent, dommages et intérêts*) ist die häufigste Form des Schadensersatzes in Frankreich<sup>2278</sup> und wird auch zum Ersatz von Umweltschäden oft angeordnet.<sup>2279</sup> Der Ausdruck Schadensersatz (*dommages et intérêts*) wird vom Code civil im Bereich des Vertragsrechts (Art. 1136, 1142, 1145, 1146 ff. Code civil) gebraucht.<sup>2280</sup> Die Möglichkeit der Verurteilung zu Schadensersatz in Geld besteht aber auch bei anderen Anspruchsgrundlagen, insbesondere denen der Umwelthaftung.<sup>2281</sup> Auch neben oder nach Versagen der *réparation en nature* kommt die Möglichkeit der Verurteilung zu Schadensersatz in Geld zur Anwendung.<sup>2282</sup> Die Gerichte sind in der Praxis dabei eher zurückhaltend in Bezug auf die Höhe des Schadensersatzes.<sup>2283</sup>

---

<sup>2274</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2444.

<sup>2275</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-20; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2448.

<sup>2276</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-20; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2450.

<sup>2277</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-20; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2450.

<sup>2278</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2452, *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 249.

<sup>2279</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-21.

<sup>2280</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2452.

<sup>2281</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-20.

<sup>2282</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 220 (Unterlassung nächtlicher Transportaktivitäten und Schadensersatz in Geld); Civ. 1<sup>er</sup> 18 avril 1989 Bull. civ. 1989 I Nr. 158 (Maßnahmen zur Unterdrückung von Gestank und Schadensersatz in Geld); Civ. 2<sup>e</sup> 16 oct. 1991 Bull. civ. 1991 II Nr. 261 (Maßnahmen zur Schallisolierung bringen keine Erleichterung, folglich wird noch Schadensersatz in Geld angeordnet); Civ. 1<sup>er</sup> 15 mai 2001 Bull. civ. 2001 I Nr. 135 (Unterlassung der Schweinezucht in bestimmten Gebäuden, daneben Schadensersatz in Geld).

<sup>2283</sup> *Bergmann*, 62 ff.

## 1. Vermögensschäden

Schadensersatz in Geld kommt bei Vermögensschäden in der Praxis insbesondere dann in Betracht, wenn Sachen des Anspruchsinhabers oder seine Gesundheit oder körperliche Unversehrtheit geschädigt sind und dem Anspruchsinhaber dadurch ein Vermögensschaden entstanden ist.<sup>2284</sup> Schadensersatz in Geld wird auch häufig für den Wertverlust der geschädigten Sache und für sonstige reine Vermögensschäden, wie z. B. für Gewinnverlust, geleistet.<sup>2285</sup>

In der Höhe entspricht der Schadensersatz in Geld prinzipiell dem gesamten tatsächlich vorhandenen Schaden. Beim Ersatz eines materiellen Schadens an Sachen umfasst der Schadensersatz bei der Zerstörung einer Sache folglich die Kosten der Wiederbeschaffung und wenn diese nicht möglich ist, den Verkehrswert. Auch wenn die Sache zum Verkauf bestimmt war, wird Schadensersatz in Höhe des Verkehrswerts der Sache angeordnet. Bei Beschädigung einer Sache entspricht der Schadensersatz den Reparaturkosten.<sup>2286</sup> Dabei wird die Höhe des Schadensersatzes objektiv und unabhängig von in der Person von Anspruchsteller oder Anspruchsgegner liegenden Faktoren bestimmt.<sup>2287</sup> Insbesondere das Vorliegen oder der Grad einer *faute* wird daher nicht bei der Bestimmung des Schadensersatzes berücksichtigt.<sup>2288</sup>

---

<sup>2284</sup> Allgemein: *Lamy IC*, Nr. 815-20, Nr. 815-22; Gesundheits- und Körperverletzung: Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 815 (physische und psychische Störungen durch Rauch, Dampf und Lärm aus einer Möbelwerkstatt); Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637 (Gesundheitsverletzung durch Rizinstaub, der aus einer Fabrik für Rizinusöl austritt); Civ. 2<sup>e</sup> 15 déc. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 345 (Gesundheitsverletzung durch Lärm aus Fabriken); Civ. 2<sup>e</sup> 14 déc. 1972 Bull. civ. 1972 II Nr. 324 (Gesundheitsverletzung durch Lärm und Erschütterungen aus einer Fabrik); Civ. 2<sup>e</sup> 27 avril 1979 JCP G 1980 II 19408 (physische und psychische Gesundheitsverletzungen durch Maschinenlärm); Civ. 2<sup>e</sup> 21 juin 1979 Bull. civ. II Nr. 192 (Gesundheitsschaden mit Arbeitsausfall); Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1999 Nr. 97-21215 (Legifrance, Gesundheitsverletzung durch übelkeitserregenden Geruch aus der Landwirtschaft); bei Sachschäden kommen besonders häufig Gebäudeschäden vor, vgl. z. B.: Civ. 2<sup>e</sup> 28 janv. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 35 (Schaden am Dach eines Gebäudes durch Zementstaub); Civ. 2<sup>e</sup> 6 juillet 1994 Bull. civ. 1994 II Nr. 182 (Schaden an einem Gebäude durch Treibstoff, der sich im Untergeschoss ausbreitet); Civ. 3<sup>e</sup> 30 juin 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 144 (Gebäudeschaden durch Zement, der in den Boden eingebracht wurde und sich bis zum Nachbargebäude ausbreitet); Civ. 2<sup>e</sup> 12 oct. 2000, zitiert von *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr. 15 ff. (Schaden am Grundstück durch eindringenden Treibstoff); Civ. 3<sup>e</sup> 10 juillet 2001 Nr. 99-20171 (Schaden am Dach eines Gebäudes durch Blei- und Schwefelemissionen); CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045 (Gesundheitsschaden durch Asbestfasern).

<sup>2285</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 1962 Bull. civ. 1962 II Nr. 365 (Ausfall von Pachteinahmen aufgrund der Belastung eines Grundstücks durch Zementstaub); Civ. 3<sup>e</sup> 19 févr. 1971 Bull. civ. 1971 III Nr. 134 (Wertverlust eines Grundstücks durch Bau eines hohen Gebäudes); Civ. 3<sup>e</sup> 28 janvier 1975 Bull. civ. 1975 III Nr. 30 (Wertverlust eines Grundstücks durch Lärm eines Steinbruchs); Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull. civ. 1993 I Nr. 213 = JCP G 1994 II Nr. 22202 (Vermögensschaden, da anderweitige Versorgung mit Wasser nötig wurde); CA Paris 5 mai 2004 Nr. Juris-Data 2004-2401 (LexisNexis, Einkommensverlust eines Hoteliers durch mehrmonatige Störungen durch eine Baustelle auf dem Nachbargrundstück); *Lamy IC*, Nr. 815-21.

<sup>2286</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 392; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 245, Nr. 250.

<sup>2287</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2522.

<sup>2288</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 240.

Die strikte Anwendung dieser Methode kann zur Folge haben, dass der Geschädigte nach Leistung des Schadensersatzes wirtschaftlich besser gestellt ist als vorher. Dies ist insbesondere dann der Fall, wenn eine schon ältere oder baufällige Sache zerstört oder beschädigt wird. Der Ersatz der Reparaturkosten oder der Kosten für die Neuanschaffung, insbesondere wenn die Anschaffung eines ähnlich alten Gegenstands nicht möglich ist, können den Geschädigten wirtschaftlich besser stellen als vor dem schädigenden Ereignis.<sup>2289</sup> Dieser Effekt wird aber von der Rechtsprechung in Kauf genommen. Die Wertdifferenz zwischen dem Wert der Sache vor der Schädigung und dem Wert nach Reparatur bzw. Neuanschaffung wird nicht auf den Schadensersatz (im Sinne einer Vorteilsausgleichung) angerechnet. Anderenfalls würde der Schadensersatz den Geschädigten eventuell nicht in die Lage versetzen, eine entsprechende Sache anzuschaffen oder die erforderliche Reparatur der geschädigten Sache zu finanzieren.<sup>2290</sup> Zum Beispiel wurde in einem Fall, in dem ein älteres Abwassernetz durch die Einleitung von Chemikalien geschädigt wurde, das Alter und der schlechte Zustand des Abwassernetzes nicht bei der Berechnung des Schadensersatzes berücksichtigt.<sup>2291</sup>

In Fällen, in denen die Kosten der Herstellung über den Wiederbeschaffungswert der Sache hinausgehen und die Wiederbeschaffung möglich ist, wird nur Schadensersatz in Höhe der geringeren der beiden Summen, also in Höhe des Wiederbeschaffungswerts, geleistet.<sup>2292</sup>

Vermögensschäden können auch aus Schäden an Körper, Gesundheit oder Leben entstehen und umfassen dann insbesondere Behandlungs- und Betreuungskosten, Kosten, die durch Arbeitsunfähigkeit entstehen, oder Beerdigungskosten.<sup>2293</sup>

## 2. Nichtvermögensschäden

Nichtvermögensschäden können in den meisten Fällen, insbesondere im Bereich der Umwelthaftung, nur durch Schadensersatz in Geld ersetzt werden.<sup>2294</sup> Die Höhe des Schadensersatzes ist schwer zu bestimmen, da den erlittenen Nachteilen kein bestimmter Geldwert gegenübersteht.<sup>2295</sup> Es bestehen keine festen Regeln zur Bestim-

---

<sup>2289</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 392; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2529.

<sup>2290</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 16 déc. 1970 Bull. civ. 1970 II Nr. 346 (Gebäudebrand); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 392; *Lamy IC*, Nr. 815-21; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2529,

<sup>2291</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 186; *Lamy IC*, Nr. 815-21.

<sup>2292</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 393; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2530; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 241.

<sup>2293</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 21 juin 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 192 (Gesundheitsschaden mit Arbeitsausfall); *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 246.

<sup>2294</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-20 (Naturalrestitution bei Nichtvermögensschäden ist insbesondere bei Ehrverletzungen denkbar).

<sup>2295</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 141; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2523; an die Begründung der Höhe des Schadensersatzes stellt die Cour de cassation geringe Anforderungen, *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2511 f.

mung der Höhe des Schadensersatzes bei Nichtvermögensschäden.<sup>2296</sup> So bleibt diese weitgehend der Einschätzung der Gerichte überlassen.

### III. Wahlrecht des Gerichts

Prinzipiell kann das Gericht nach freiem Ermessen entscheiden, ob es den Anspruchsgegner zur *réparation en nature* oder zu Schadensersatz in Geld verurteilt.<sup>2297</sup> Dieses Prinzip weist einige Ausnahmen auf. *Réparation en nature* kommt nicht in Frage, wenn sie rechtlich unmöglich ist. Insbesondere ist dies bei Eingreifen des Art. 1142 Code civil der Fall. Danach kann der Schädiger nicht zu einer Handlung, die nur er vornehmen kann (*obligation personnelle*) gezwungen werden.<sup>2298</sup> Bei tatsächlicher Unmöglichkeit der *réparation en nature* kommt diese ebenfalls nicht in Frage.<sup>2299</sup> Zum Beispiel ist bei tatsächlicher Unmöglichkeit der Herstellung einer beschädigten Sache nur die Verurteilung zu Schadensersatz in Geld möglich. Dies ist beispielsweise bei Gebäuden der Fall, die so schwere Schäden durch Bergbau erleiden, dass eine Renovierung sich als unmöglich erweist.<sup>2300</sup>

Wenn der Schaden durch ein nicht rechtmäßig bestehendes Bauwerk verursacht wurde, muss der Schädiger nach der Rechtsprechung zum Abriss des Gebäudes als Form der *réparation en nature* verurteilt werden.<sup>2301</sup>

Ferner hat die Haltung von Schädiger und Geschädigtem Einfluss auf die Verurteilung zu *réparation en nature* bzw. Schadensersatz in Geld. Wenn beide Parteien sich prinzipiell darüber einig sind, dass eine *réparation en nature* erfolgen soll, kann das Gericht jedenfalls dazu verurteilen.<sup>2302</sup> Wenn der Schädiger die *réparation en nature* anbietet, kann der Geschädigte zur Annahme dieser *réparation en nature* gezwungen werden, wenn das Gericht diese Art des Schadensersatzes für angemessen hält.<sup>2303</sup> Wenn der Geschädigte *réparation en nature* fordert, kann das Gericht diese anordnen, wenn es dies für die geeignete Art des Schadensersatzes hält, es sei denn, die *réparation en nature* ist tatsächlich oder rechtlich unmöglich.<sup>2304</sup>

Die Herstellung in Natur, eine Form der *réparation en nature*, ist im Vergleich zu Schadensersatz in Geld besser zum Ersatz von Umweltschäden geeignet. Dies gilt insbe-

---

<sup>2296</sup> *Lamy IC*, Nr. 815-21; *Malinvaud*, Nr. 725, Nr. 727, Nr. 548.

<sup>2297</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 oct. 1974 Bull. civ. 1974 III Nr. 334 (nicht zum teilweisen Abriss einer Mauer verurteilt); *Gnaub*, 13; *Lamy IC*, Nr. 815-20; *Mazeaud/Chabas*, Biens, Nr. 1345.

<sup>2298</sup> *Carbonnier*, Biens, Nr. 168, *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2448 f.; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 249.

<sup>2299</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2452; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 249.

<sup>2300</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 23 nov. 1988 Bull. civ. 1988 II Nr. 228; *Lamy IC*, Nr. 815-22; ähnlich CA Toulouse 17 mars 1970 JCP G 1970 II 16534 (Schadensersatz in Geld weil die Verhinderung von Emissionen technisch außer durch Stilllegung der gesamten Anlage nicht möglich war).

<sup>2301</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 30 sept. 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 185; *Bénabent*, Nr. 696.

<sup>2302</sup> *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 899.

<sup>2303</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2448; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 899.

<sup>2304</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2448; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 899.

sondere dann, wenn Bestandteile der natürlichen Umwelt geschädigt werden, an denen Rechte Privater bestehen. So wird die geschädigte Umwelt, wenigstens teilweise, wiederhergestellt. Wenn Schadensersatz in Geld geleistet wird, ist der Geschädigte nicht verpflichtet, das Geld zur Wiederherstellung eines der Situation vor der Schädigung entsprechenden Zustands zu verwenden.<sup>2305</sup> Dies führt in vielen Fällen dazu, dass die Wiederherstellung nicht durchgeführt wird. Insbesondere ist dies der Fall, wenn Privatleute Anspruchsinhaber sind. Bei *associations* (Vereinen) mit dem Ziel des Umweltschutzes als Anspruchsinhabern ist dieser Effekt nicht so ausgeprägt, da sie aufgrund ihrer Zweckbestimmung auch einen Schadensersatz in Geld für den Schutz und die Erhaltung der Umwelt verwenden werden.

Allerdings wird bei Umweltschäden selten zur Herstellung in Natur verurteilt. Sie ist bei Nichtvermögensschäden generell nur in seltenen Fällen möglich.<sup>2306</sup> Speziell im Bereich der Umwelthaftung ist die Herstellung in Natur bei Nichtvermögensschäden nur schwer denkbar. Auch bei Körper- und Gesundheitsschäden wird in der Regel Schadensersatz in Geld angeordnet. Außerhalb dieser Konstellationen ist die Verurteilung zu Schadensersatz in Geld, auch in Fällen, in denen eine Herstellung in Natur möglich und sinnvoll wäre, im Vergleich zur Herstellung in Natur die ebenfalls bevorzugte Methode der Rechtsprechung.<sup>2307</sup>

### C. Fazit

Grundsätzlich sind die Rechtsfolgen der Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts für den Geschädigten günstig. Ersatz wird sowohl für Vermögens- als auch für Nichtvermögensschäden gewährt, wobei auch für den Schadensersatz in Geld bei Nichtvermögensschäden keine Einschränkungen in Bezug auf bestimmte verletzte Rechte und Rechtsgüter gelten. Praktische Bedeutung im Umwelthaftungsrecht hat insbesondere der Ersatz von Schäden, die in der Beeinträchtigung der Lebensfreude bestehen (*préjudices d'agrément*).

Häufiger als zur Herstellung in Natur verurteilen die Gerichte, die grundsätzlich ein entsprechendes Wahlrecht haben, zur Zahlung von Schadensersatz in Geld. Bei der Berechnung des Schadensersatzes in Geld sind die französischen Gerichte aber eher zurückhaltend. Hier wäre eine größere Rolle der Herstellung in Natur im Sinne der Wiederherstellung beschädigter Umweltbestandteile wünschenswert.

---

<sup>2305</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 2470 mit Beispielen.

<sup>2306</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 248; *Starck/Boyer/Roland*, Nr. 1288.

<sup>2307</sup> *Gnaub*, 13.

## Kapitel 6: Causalité

Bei allen im Umwelthaftungsrecht in Betracht kommenden Anspruchsgrundlagen muss die *causalité* (Kausalität) vorliegen und ihre Voraussetzungen erforderlichenfalls durch den Anspruchsteller bewiesen werden.<sup>2308</sup> Unter diesem Begriff werden in Frankreich verschiedene Aspekte zusammengefasst. Einmal handelt es sich um die Feststellung der Verursachung eines Schadens durch ein bestimmtes Ereignis nach der *conditio-sine-qua-non*-Formel (Äquivalenztheorie, s.u. Teil 3, Kapitel 6, A.I.1.a). In einem zweiten Schritt werden die in Frage kommenden Verursachungsbeiträge gewichtet und entschieden, welchem der Verursachungsbeiträge der Schaden zugerechnet werden kann.

Das Erfordernis der *causalité* und des Beweises des ursächlichen Zusammenhangs ist eine der Hauptschwierigkeiten beim Ersatz von Umweltschäden.<sup>2309</sup> Eindeutig festzustellen ist die *causalité* meist bei Großkatastrophen. Bei vielen Umweltschäden handelt es sich aber um Distanzschäden (Rechtsgutsverletzung und Schaden treten in großer räumlicher Entfernung zum Entstehungsort ihrer Ursache auf), Langzeitschäden (Rechtsgutsverletzung und Schäden treten erst einige Zeit nach dem ursächlichen Ereignis auf) oder Summationsschäden (viele Ursachen wirken bei Rechtsgutsverletzung und Schaden mit), häufig treten diese Merkmale auch gemeinsam auf (näher dazu s.o. Teil 1, C.I).

Im Folgenden werden die *causalité* als materiell-rechtliches Problem<sup>2310</sup> sowie die damit im Zusammenhang stehenden Beweisfragen als prozessrechtliches Problem<sup>2311</sup> im Hinblick auf spezifische Probleme der Umwelthaftung dargestellt.

Die traditionellen Kriterien für die Feststellung der *causalité* und für den darauf bezogenen Beweis sind nicht gut geeignet zur Erfassung von Umweltschäden. Die Gerichte schwächen diese Kriterien generell und insbesondere bei Umweltschäden daher zum Teil ab, z. B. indem sie auch für mittelbar verursachte Schäden Schadenersatz zusprechen und für den Geschädigten günstigere Anforderungen an den Beweis aufstellen.<sup>2312</sup>

---

<sup>2308</sup> *Thunis*, 368 m. w. N. (auch bei Gefährdungshaftung muss der Kausalzusammenhang intensiv genug und durch den Geschädigten bewiesen sein).

<sup>2309</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 8 févr. 2006 Nr. 04-20324 (Legifrance, Beweis der *causalité* zwischen dem Ausbringen eines Pflanzenschutzmittels und der Schädigung von Pflanzen auf dem Nachbargrundstück nicht gelungen); Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 2006 Nr. 05-16000 (Legifrance, Beweis der *causalité* zwischen dem Einatmen von Asbest und einer Lungenkrankheit nicht gelungen); *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 79; *Steichen*, 183; *Van Lang*, 216.

<sup>2310</sup> *Jourdain*, 58.

<sup>2311</sup> *Jourdain*, 58.

<sup>2312</sup> *Gaillot-Mercier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, 58, 59.

## A. Materielle rechtliche Aspekte der Feststellung der *causalité*

Zunächst werden die Voraussetzungen für das Vorliegen der *causalité*, die Haftung mehrerer, wenn bezüglich mehrerer Verursacher das Vorliegen der *causalité* festgestellt werden kann, und die Möglichkeit der Haftungsbefreiung dargestellt.

### I. Voraussetzungen der *causalité*

Das Vorliegen eines Kausalzusammenhangs wird nach Art. 1151 Code civil bestimmt. Dieser lautet:

*Dans les cas mêmes où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et le gain dont il a été privé, que ce qui est la suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.*

(In den Fällen, in denen der Schuldner die Nichterfüllung des Vertrags zu vertreten hat, darf der Schadensersatz hinsichtlich des Verlusts des Gläubigers und des entgangenen Gewinns nur das enthalten, was die unmittelbare und direkte Folge der Nichterfüllung ist.)

Obwohl diese Vorschrift sich ausdrücklich auf die vertragliche Haftung bezieht, wird einhellig angenommen, dass sie auf die *causalité* im gesamten Zivilrecht anwendbar ist. Da die Vorschrift jedoch keine genauen Angaben zur Bestimmung der *causalité* macht, ist man auf Entwicklung von Kriterien durch die Rechtsprechung angewiesen.<sup>2313</sup> Diese hat allerdings keine allgemeinen Leitlinien für die Ermittlung der *causalité* aufgestellt. Folglich muss man die Lösungen der einzelnen Fälle vergleichen und daraus Leitlinien der Rechtsprechung herleiten.<sup>2314</sup>

Die Rechtsprechung wird insbesondere durch zwei sehr häufig in der Literatur vertretene Theorien, die *théorie de l'équivalence des conditions* (Äquivalenztheorie) und die *théorie de la causalité adéquate* (Adäquanztheorie), beeinflusst. Sie lehnen sich an die im deutschen Recht vertretenen Kausalitätstheorien an<sup>2315</sup> und entsprechen diesen weitgehend inhaltlich.

Nach der *théorie de l'équivalence des conditions* sind alle Ursachen, die nicht weggedacht werden könnten, ohne dass der Schadenserfolg entfiel, gleichermaßen ursächlich im Sinne der *causalité* für die Schadensentstehung (conditio-sine-qua-non-Formel).<sup>2316</sup> Der große Nachteil besteht hier darin, dass die einzelnen Ursachen nicht gewichtet werden und so selbst ganz entfernte Ursachen kausal sind.<sup>2317</sup> Bei der *théorie de la causalité adéquate* wird eine Auswahl zwischen den in Frage kommenden Ursachen getrof-

---

<sup>2313</sup> Viney/Jourdain, Nr. 348.

<sup>2314</sup> Viney/Jourdain, Nr. 350.

<sup>2315</sup> Viney/Jourdain, Nr. 338 m.w.N.

<sup>2316</sup> Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1715.

<sup>2317</sup> Jourdain, 59.

fen. *Causalité* liegt nur dann vor, wenn eine Ursache nach dem gewöhnlichen Verlauf der Dinge und nach der Lebenserfahrung die entsprechende Folge hervorbringt.<sup>2318</sup> Ob dies der Fall ist, wird nachträglich (ex post) und objektiv bestimmt.<sup>2319</sup>

Hin und wieder wird die Rechtsprechung auch durch die seltener in der Literatur vertretene *théorie de la relativité aquilienne* (Theorie der außervertraglichen Relativität, Lehre vom Schutzzweckzusammenhang) beeinflusst. Nach dieser Theorie ist für die *causalité* das Vorliegen eines Schutzzweckzusammenhangs entscheidend. Der Schaden kann zum Beispiel nur dann einem schuldhaften Handeln zugeordnet werden, wenn die verletzte Verhaltenspflicht gerade die Verhinderung dieses Schadens zum Ziel hatte. Bei der Haftung nach Art. 1384 I Code civil liegt nur dann die *causalité* vor, wenn das Verhalten der Sache den Schaden erklären kann.<sup>2320</sup>

Die Vertreter der jeweiligen Theorien behaupten, dass sich diese gegenseitig ausschließen. Tatsächlich beleuchten die Theorien aber jeweils unterschiedliche Aspekte des Problems und sind so in ihrer Kombination besser zur Lösung der mit der *causalité* verbundenen Probleme geeignet.<sup>2321</sup> Die Rechtsprechung wendet die Theorien in pragmatischer und recht opferfreundlicher Weise, angepasst an den jeweils vorliegenden Fall, an.<sup>2322</sup> Die *théorie de l'équivalence des conditions* wird dabei mehr im Bereich der Verschuldenshaftung angewandt, die *théorie de la causalité adéquate* mehr im Bereich der Haftung ohne Verschulden,<sup>2323</sup> in dem eher Bedarf nach einer Gewichtung der in Frage kommenden Ursachen besteht.

Ein Unterschied zwischen der haftungsbegründenden und der haftungsausfüllenden Kausalität wird im französischen Recht meistens nicht gemacht.<sup>2324</sup> Die folgenden Ausführungen beziehen sich auf beide Teilbereiche der *causalité*.

## 1. Causalité zwischen Verhalten und Schaden

Zunächst muss die *causalité* zwischen dem schädigenden Verhalten und dem Schaden festgestellt werden.

### a) Verursachung im Sinne der Äquivalenztheorie

Nach der Rechtsprechung muss das fragliche Verhalten den Schaden zumindest im Sinne der Äquivalenztheorie verursacht haben.<sup>2325</sup> Ohne das Verhalten dürfte der

---

<sup>2318</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1716.

<sup>2319</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1716.

<sup>2320</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 336 (ablehnend, mit Nachweisen für diese Theorie), Nr. 346-1.

<sup>2321</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 337, Nr. 346-1.

<sup>2322</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1716.

<sup>2323</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1717.

<sup>2324</sup> Ausnahme: *Mazeaud/Chabas*, Obligations, Nr. 562 (unterscheidet zwischen der *causalité* zwischen Verhalten und Pflichtverletzung und der *causalité* zwischen Pflichtverletzung und Schaden, diese Unterscheidung entspricht aber nicht der deutschen Unterscheidung zwischen haftungsbegründender und haftungsausfüllender Kausalität).

<sup>2325</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 85 m.w.N.; *Viney/Jourdain*, Nr. 353.

Schaden folglich nicht eingetreten sein. Auch bei Unterlassung einer Handlung (*abstention*), die den Schaden verhindert hätte, liegt die *causalité* vor.<sup>2326</sup>

Bei mehreren in Frage kommenden Ursachen reicht zur Feststellung der *causalité* im Sinne der Äquivalenztheorie aus, dass die in Frage stehende Ursache im Sinne der *conditio-sine-qua-non*-Formel zur Entstehung des Schadens beigetragen hat.<sup>2327</sup> Folglich sind auch solche Faktoren kausal, die nur im Zusammenwirken mit anderen Ursachen den Schaden verursachen konnten.

Auch die besondere Empfindlichkeit des Opfers hindert nicht die Kausalität des Ereignisses für den gesamten Schaden.<sup>2328</sup>

Die Rechtsprechung sieht auf dieser Ebene prinzipiell alle Ursachen eines Schadens als gleichwertig an. Sie verlangt nicht, dass die Ursache ausschlaggebend (*préponderant*) ist oder dass der Schaden wahrscheinliche (*probable, vraisemblable*) oder vorhersehbare (*prévisible*) Folge der Ursache ist. Sie unterscheidet auch nicht danach, ob die Ursachen gleichzeitig oder nacheinander eingetreten sind.<sup>2329</sup>

Zum Beispiel wurde ein Tümpel auf einem Bauernhof über den Zufluss eines Baches vom Nachbargrundstück verschmutzt, in den der Eigentümer des Nachbargrundstücks Schadstoffe eingeleitet hatte. Jedoch befanden sich noch weitere Schadstoffe, die nicht vom Nachbargrundstück kamen, im Wasser. Mehrere Tiere, die Wasser aus dem Tümpel getrunken hatten, verendeten. Nur durch das Zusammentreffen der Schadstoffe ließ sich der Tod der Tiere erklären. Für die *causalité* zwischen der Handlung des Eigentümers des Nachbargrundstücks und dem Tod der Tiere reichte aus, dass die Einleitung der Schadstoffe zur Verunreinigung des Wassers und damit zum Tod der Tiere beigetragen hatte, wenn sie auch nicht die alleinige Ursache war.<sup>2330</sup>

## **b) Zusätzliche Voraussetzungen**

In einigen Fällen weicht die Rechtsprechung von dieser weiten Auslegung der *causalité* ab und macht Zugeständnisse an die Adäquanztheorie (*théorie de la causalité adéquate*) und die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang (*théorie de la relativité aquilienne*).

### **aa) Adäquanztheorie**

In der Rechtsprechung ist eine Tendenz weg von der bloßen Anwendung der Äquivalenztheorie und hin zu einer stärkeren Berücksichtigung der Adäquanztheorie fest-

---

<sup>2326</sup> *Steichen*, 185, *Viney/Jourdain*, Nr. 355, vgl. zur Unterlassung auch oben unter *faute*.

<sup>2327</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 355.

<sup>2328</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 98 mit Nachweisen.

<sup>2329</sup> *Steichen*, 185, *Viney/Jourdain*, Nr. 355 mit Beispielen aus der Rechtsprechung.

<sup>2330</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 23 janv. 2003 Nr. 00-20932 (LexisNexis).

zustellen.<sup>2331</sup> Die Rechtsprechung hat z.B. eine Gewichtung der Ursachen durchgeführt und fernliegende Ursachen ausgeschlossen in Fällen, in denen eine Ursache im Vergleich zu anderen Ursachen zeitlich viel näher an der Schadensentstehung lag und der Schaden auch nach wertender Betrachtung eher auf diese Ursache zurückzuführen war als auf frühere Ursachen.<sup>2332</sup>

In Anwendung der Adäquanztheorie wurde auch eine Gewichtung der Verursachungsbeiträge je nach Schwere der *faute* (schuldhafte Pflichtverletzung) der Verursacher durchgeführt. Wenn zwei (oder mehr) Ursachen im Sinne der Äquivalenztheorie vorhanden sind, die beide in einem schuldhaften Verhalten (*faute*) bestehen, kann eine der beiden Ursachen zugunsten der anderen Ursache verdrängt werden. Dazu ist erforderlich, dass eine der beiden *fautes* sehr viel schwerer wiegt als die andere. So würde vorsätzliches Handeln (*faute intentionnelle*) dazu führen, dass eine bloß fahrlässige Handlung (*négligence, imprudence*) oder schuldloses Handeln als Ursache unberücksichtigt bleibt.<sup>2333</sup> Die Rechtsprechung führt als Grund für diese Entscheidungen an, dass bei der schwerwiegenderen *faute* die Schadensentstehung, anders als bei der leichteren *faute*, vorhersehbar war. Sie stützt sich hier folglich auf den Grundgedanken der Adäquanztheorie.<sup>2334</sup> Zu kritisieren ist hier, dass das Verschulden zur Bestimmung der *causalité* herangezogen wird. So werden diese Kriterien, deren Vorliegen eigentlich getrennt voneinander zu bestimmen ist, vermischt. Zudem besteht die Gefahr, dass der Geschädigte keinen Schadensersatz erhält, wenn nur der Verursacher bekannt ist, der nicht schuldhaft oder fahrlässig zur Entstehung des Schadens beigetragen hat.<sup>2335</sup>

Auch bei entfernteren Schadensfolgen wendet die Rechtsprechung trotz des Wortlauts des Art. 1151 Code civil die Adäquanztheorie an und kommt so häufig zur Ersatzfähigkeit dieser Folgen.

---

<sup>2331</sup> *Carbonnier*, Obligations, Nr. 217 mit Nachweisen aus der Literatur und Rechtsprechungsbeispielen; *Maçgand/Chabas*, Obligations, Nr. 566; zu der Theorie auch *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 85.

<sup>2332</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 4 févr. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 38 (Unfall nicht kausal für den Herzstillstand, der durch eine aufgrund des Unfalls durchgeführte Operation verursacht wurde); Civ. 2<sup>e</sup> 3 oct. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 184 (Tod der Mutter eines Kindes bei einem Verkehrsunfall nicht direkt kausal für die Entscheidung des Vaters des Kindes, aus Saudi-Arabien nach Frankreich zurückzukehren und seine Arbeitsstelle dort aufzugeben); Civ. 1<sup>re</sup> 30 sept. 1997 Bull. civ. 1997 I Nr. 259 (Kunstfehler eines Zahnarztes nicht direkt kausal für den Schaden, der durch eine aufgrund des Kunstfehlers durchgeführte, medizinisch nicht indizierte Operation entsteht); *Viney/Jourdain*, Nr. 357-1.

<sup>2333</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 25 oct. 1973 Bull. civ. 1973 II Nr. 277; *Steichen*, 185; *Viney/Jourdain*, Nr. 357; dies gilt auch für Fälle, in denen der Geschädigte den Schaden mitverursacht und dabei eine wesentlich schwerwiegenderere *faute* begangen hat als der Anspruchsteller, vgl. Civ. 1<sup>re</sup> 16 oct. 1984 Bull. civ. 1984 I Nr. 266; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 176; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1877.

<sup>2334</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 357 mit Rechtsprechung.

<sup>2335</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 357.

Gemäß Art. 1151 Code civil ist ein Schaden nur ersatzfähig, wenn er unmittelbare und direkte Folge (*suite immédiate et directe*) des schädigenden Ereignisses ist.<sup>2336</sup> Trotz dieser restriktiven Formulierung werden aber nicht nur die unmittelbaren Folgen des schädigenden Ereignisses ersetzt. Die Gerichte haben die Tendenz, sich in diesem Bereich, beeinflusst von Art. 1150 Code civil, der im vertraglichen Bereich nur vorhersehbare Schäden für ersetzbar erklärt, danach zu richten, welche Folgen des Ereignisses durch einen vernünftigen Menschen hätten vorhergesehen werden können.<sup>2337</sup> Sie wenden folglich auch in diesem Rahmen die Adäquanztheorie an.

Wenn die Ursache zunächst im Sinne der Äquivalenztheorie einen Schaden verursacht hat und der ursprüngliche Schaden sich später verschlimmert oder einen weiteren Schaden zur Folge hat, liegt die *causalité* in Bezug auf die Ursache vor. Dies gilt, solange der neue Schaden oder die Verschlimmerung ohne die ursprüngliche Ursache nicht eingetreten wären, sogar wenn zwischen dem schädigenden Ereignis und dem Schaden einige Jahre liegen.<sup>2338</sup>

Wenn allerdings eine weitere Ursache eingreift, die zur Verschlimmerung des bestehenden Schadens oder zum Eintritt eines neuen Schadens führt, ist die Position der Rechtsprechung nicht ganz eindeutig.<sup>2339</sup> In vielen Fällen wurde der Erstverursacher zum Schadensersatz verurteilt, auch wenn neue Faktoren, wie das Handeln einer dritten Person oder sogar eine Willensentscheidung des Opfers zur Entstehung eines neuen Schadens oder zur Verschlimmerung des bestehenden Schadens beigetragen haben.<sup>2340</sup> Das Gericht nimmt eine wertende Betrachtung vor und sieht die *causalité* zwischen dem Schaden und der ersten Ursache eher dann nicht mehr als gegeben an, wenn das ursprüngliche schädigende Ereignis für die Entstehung des weiteren Schadens keine entscheidende Rolle gespielt hat.<sup>2341</sup> Eine Ursache ist dann nicht mehr kausal, wenn ein neues Ereignis dem Geschehen eine ganz neue Wendung gegeben hat.

---

<sup>2336</sup> Diese Vorschrift bezieht sich auf Schäden aus der Verletzung vertraglicher Pflichten, wird aber auch auf außervertragliche Verhältnisse angewandt, *Carbonnier*, Obligations, Nr. 213; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 96; *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

<sup>2337</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 4 févr. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 38; Civ. 2<sup>e</sup> 3 oct. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 184; Civ. 1<sup>re</sup> 30 sept. 1997 Bull. civ. 1996 I Nr. 259; *Carbonnier*, Obligations, Nr. 213.

<sup>2338</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 avril 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 288; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 99; *Steichen*, 186; *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

<sup>2339</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 99; *Mazéaud/Chabas*, Obligations, Nr. 570.

<sup>2340</sup> Z.B. Civ. 2<sup>e</sup> 13 oct. 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 278 (direkte Kausalität zwischen einem Unfall und dem Tod des Opfers aufgrund einer Infektion im Krankenhaus, die sich aufgrund seines geschwächten Zustands stärker auswirkte); *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

<sup>2341</sup> Z.B. Civ. 1<sup>re</sup> 7 juillet 1971 Bull. civ. 1971 I Nr. 233; Civ. 2<sup>e</sup> 4 févr. 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 38; Civ. 2<sup>e</sup> 3 oct. 1990 Bull. civ. 1990 II Nr. 184; Civ. 1<sup>re</sup> 30 sept. 1997 Bull. civ. 1997 I Nr. 259; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1778; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 99; *Mazéaud/Chabas*, Obligations, Nr. 570; *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

Diese eher extensive Auslegung der *causalité* wird auch angewandt, wenn Schäden, die durch ein Ereignis ausgelöst werden, in einer Art Kettenreaktion mehrere Opfer betreffen.<sup>2342</sup>

Im Bereich der Umwelthaftung ist diese weite Interpretation des Kausalzusammenhangs anerkannt und wird regelmäßig genutzt, um Geschädigten Schadensersatz zuzusprechen.

Gerade Umweltschäden sind oft indirekt, da sie vermittelt über Umweltmedien, wie Luft, Wasser oder Boden eintreten und so zunächst Schäden an der Umwelt entstehen, die weitere Schäden, z.B. am Vermögen der Menschen, die auf die natürliche Umwelt zur Beschaffung ihres Lebensunterhalts angewiesen sind, zur Folge haben. Die Schäden treten folglich häufig erst nach Vermittlung über mehrere Zwischenursachen auf. Die Rechtsprechung verurteilt in solchen Fällen dennoch zu Schadensersatz, wenn der Kausalzusammenhang nicht zu indirekt ist.<sup>2343</sup>

So wurde ein italienisches Unternehmen, das auf hoher See das Meer verunreinigt hatte, zum Ersatz des Schadens verurteilt, den die korsischen Fischern aufgrund des aus der Verunreinigung folgenden Fischsterbens erlitten haben. Die Meeresströmungen, die die Schadstoffe zur korsischen Küste getrieben haben, unterbrachen den Kausalzusammenhang nicht. Ein Schaden, der dem *département* aufgrund sinkender Tourismuseinnahmen entsteht, wäre dagegen zu indirekt und damit nicht zu ersetzen, da dieser Schaden auf Entscheidungen der Touristen beruht und zudem nicht festzustellen ist, ob diese sich aufgrund der Meeresverschmutzung oder aufgrund anderer Faktoren (z.B. der Gefahr terroristischer Anschläge) gegen einen Urlaub auf der Insel entschieden haben. Auch eventuelle Folgeschäden, die Fischhändler oder Restaurantbetreiber aufgrund des Fischsterbens geltend machen könnten, wären wohl aufgrund des zu indirekten Kausalzusammenhangs nicht zu ersetzen.<sup>2344</sup>

Die Rechtsprechung legt folglich Art. 1151 Code civil nicht so streng aus, wie es sein Wortlaut zuließe. Sie bestimmt die *causalité* auch im Hinblick auf entferntere Schadensfolgen unter Anwendung der weiten Äquivalenztheorie, zum Teil unter Zuhilfenahme der Adäquanztheorie. Einschränkungen der Haftung ergeben sich eher aus den Beweisanforderungen. Daher weisen die Beweisfragen eine besondere Bedeutung auf für die Entscheidung, ob ein Schaden zu ersetzen ist oder nicht.<sup>2345</sup>

---

<sup>2342</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

<sup>2343</sup> TGI Bastia 8 déc. 1976 D. 1977 jurisp. 427; Folgeentscheidung Civ. 2<sup>e</sup> 3 avril 1978 RJE 1/1979, 21; *Gaillot-Mervier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, 58, 61.

<sup>2344</sup> TGI Bastia 8 déc. 1976 D. 1977 jurisp. 427 danach seien auch Schäden, die anderen Personen (Fischhändlern) aufgrund der Verschmutzung entstehen, zu indirekt und nicht ersatzfähig; s. auch die Folgeentscheidung Civ. 2<sup>e</sup> 3 avril 1978 RJE 1/1979, 20; weitere Beispiele, in denen ein direkter Schaden bei Fischsterben nach Wasserverschmutzung vorlag: Civ. 2<sup>e</sup> 2 mars 1966 Bull. civ. 1966 II Nr. 279; Civ. 2<sup>e</sup> 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 156.

<sup>2345</sup> *Steichen*, 186; *Viney/Jourdain*, Nr. 359.

## bb) Lehre vom Schutzzweckzusammenhang

Wenn die Ursache für einen Schaden in einer schuldhaften Pflichtverletzung (*faute*) besteht, verlangt die Rechtsprechung, dass gerade die Unerlaubtheit des Handelns den Schaden verursacht hat.<sup>2346</sup> Damit wird die *causalité* in diesen Fällen nur dann angenommen, wenn die verletzte Verhaltensregel auch genau die Verhinderung des Schadens zum Ziel hatte.<sup>2347</sup> Hier wendet die Rechtsprechung folglich die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang (*théorie de la relativité aquilienne*) an. So werden nur solche Schäden ersetzt, gegen die das Recht den Geschädigten auch schützen wollte.

Diese Theorie wurde z.B. in einem Fall herangezogen, in dem der Bau einer Garage ohne Baugenehmigung Rauch und Gestank verursachte und so bei den Nachbarn einen Schaden hervorrief. Im Rahmen des Art. 1382 Code civil wurde hier die *causalité* abgelehnt, da diese Störungen nicht aufgrund der Unerlaubtheit des Baus eingetreten waren.<sup>2348</sup>

Die Rechtsprechung wendet diese Theorie weiter im Rahmen des Art. 1384 I Code civil an. Sie verlangt für die Haftung des Inhabers der *garde* der schädigenden Sache, dass die Sache bei der Schadensentstehung eine aktive Rolle (*rôle actif*) spielt, also eine Anormalität der Sache den Schaden verursacht (näher dazu s.o. Teil 3, Kapitel 1, B.III). Hier wird der Schaden gerade durch bestimmte Risiken der Sache verursacht, die es rechtfertigen, hier die besonders strenge Haftung des Art. 1384 I Code civil anzunehmen.<sup>2349</sup>

## 2. Zurechnung über die Annahme der Haftung *in solidum*

Wenn feststeht, dass jemand aus einer bestimmten Gruppe von Personen einen Schaden verursacht haben muss, aber unklar ist, wer der Verursacher ist, kann die Haftung eines Gruppenmitglieds nach den bisher genannten Regeln der Kausalitätsfeststellung nicht angenommen werden. Um zu verhindern, dass der Geschädigte leer ausgeht, schlägt die französische Rechtsprechung hier insbesondere zwei Lösungen vor.

Bei der Haftung für *faute* nimmt die Rechtsprechung hin und wieder das kollektive Verschulden (*faute collective*) der gesamten Gruppe potentieller Schädiger an und kommt so zu einer Haftung jedes der Mitglieder der Gruppe für den gesamten Schaden in Form einer Haftung *in solidum* (Form der Gesamtschuld, näher dazu s.u. Teil 3, Kapitel 6, A.II.1).<sup>2350</sup> Bei der Haftung nach Art. 1384 I Code civil für Schäden, die von Sachen in der *garde* eines Schädigers verursacht wurden, haften alle Mitglieder der Gruppe *in solidum* für den Gesamtschaden, wenn die Rechtsprechung annimmt, dass

---

<sup>2346</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 358 mit Rechtsprechung.

<sup>2347</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 358.

<sup>2348</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 5 juin 1996 Nr. Juris-Data 1996-002320 (LexisNexis).

<sup>2349</sup> Anders *Viney/Jourdain*, Nr. 358-1: danach soll es sich hier um eine Anwendung der Adäquanztheorie handeln, weil die *anormalité* den Eintritt des Schadens objektiv vorhersehbarer macht.

<sup>2350</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1724 f. mit Nachweisen.

die Sache, die den Schaden verursacht hat, unter der gemeinsamen *garde* der Gruppenmitglieder stand, oder dass die Gruppenmitglieder eine gemeinsame schädigende Handlung (*action commune*) vorgenommen haben.<sup>2351</sup> Diese Fälle sind für die Umwelthaftung kaum von Relevanz, die bisher entschiedenen Fälle betrafen insbesondere Fälle der Verletzung durch Schüsse (Jagdunfälle).

## II. Haftung mehrerer Verursacher

Häufig handelt es sich bei Umweltschäden um Summationsschäden, die viele Verursacher haben. Offensichtliche Beispiele sind hier die allmähliche Vergiftung eines Wasserlaufs aufgrund der Einleitung von Chemikalien durch mehrere oder die Luftverschmutzung aus vielen Quellen, die zur Schädigung von Gebäuden führt. Insbesondere in industriell geprägten Gebieten kommen oft viele verschiedenen Ursachen für Schäden in Betracht. Aber auch Schäden durch landwirtschaftliche Tätigkeiten, wie z.B. durch das Ausbringen von Dünger und von sonstigen Produkten auf Felder, können sehr viele verschiedene Verursacher haben. Ein Umweltschaden kann ebenfalls durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen entstehen, die einzeln keinen Schaden hätten hervorrufen können (z.B. durch das Zusammenwirken bestimmter Chemikalien).<sup>2352</sup> In dieser Situation wird der Schädiger versuchen, sich auf andere mögliche Ursachen zu berufen, um selbst keinen Schadensersatz leisten zu müssen. In diesen Fällen haftet nach französischem Recht häufig jeder Schädiger für den Gesamtschaden.

### 1. Lösung der Rechtsprechung bei mehreren Verursachern: Haftung in solidum

Wenn der Schaden mehreren nach den gerade dargestellten Kausalitätstheorien zugerechnet werden kann, haftet nach der französischen Rechtsprechung in vielen Fällen jeder der Verursacher für den gesamten Schaden. Besonders im Bereich der Haftung für Umweltschäden finden sich dafür viele Beispiele.<sup>2353</sup>

Zunächst muss festgestellt werden, welcher der in Frage kommenden Verursacher eines Umweltschadens für diesen Schaden nach französischem Haftungsrecht einzustehen hat. Es ist also festzustellen, ob die Voraussetzungen der in Frage kommenden Anspruchsgrundlagen erfüllt sind. Dies kann bei mehreren in Frage kommenden Verursachern schwierig sein. Hier stellt sich zum Beispiel das Problem der Übertragung der *garde* im Rahmen der Haftung nach Art. 1384 I Code civil. Bei der Haftung

---

<sup>2351</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1730 mit Nachweisen.

<sup>2352</sup> *Despax*, Travaux Capitants 1976, 79, 86 f., *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 26.

<sup>2353</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978 D. 1978 jurisp. 641 (Bauherr und Bauunternehmer haften *in solidum* für den Schaden, der durch den Lärm von Baumaschinen entsteht); *Despax*, JCP G 1970 I 2359 Nr. 12, *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994 Nr. 3, 9, 10, *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1010, Nr. 134; *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 27; *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 20; *Steichen*, 190, allgemein zu dem Prinzip der Haftung *in solidum*. Civ. 2<sup>e</sup> 2 avril 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 110.

für *faute* stellt sich die Frage, bei welchem der Verursacher eine *faute* vorliegt. Es ist also nachzuforschen, wer der möglichen Verantwortlichen für einen Umweltschaden schuldhaft Pflichten aus Gesetzen oder anderen Quellen verletzt hat. Auch haftet nur einer der in Frage kommenden Verursacher für einen bestimmten Schaden, wenn dessen Verhalten den oder die anderen möglichen Verantwortlichen von der Haftung befreit, weil es zum Beispiel die Voraussetzungen der höheren Gewalt (*force majeure*) erfüllt.<sup>2354</sup> Zudem ist die *causalité* jeder der in Frage kommenden Ursachen für den Schaden nach den oben genannten Grundsätzen festzustellen. Jede Ursache muss mindestens einen Beitrag zur Schadensentstehung geleistet haben.<sup>2355</sup> Wenn dies nicht nachgewiesen werden kann, kann keine Verurteilung zur Haftung *in solidum* erfolgen.

Voraussetzung für die Haftung für den gesamten Schaden ist das Vorliegen eines einzigen, unteilbaren Schadens. Wenn mehrere Schäden vorliegen, sind diese einzeln zu betrachten, jeder Verursacher haftet nur für den von ihm verursachten Schaden. Das gleiche gilt bei einem teilbaren Schaden, wobei die Übergänge zwischen diesen Fällen fließend sind. Jemand, der den konkret betrachteten Schaden nicht verursacht hat, kann für diesen auch nicht zur Verantwortung gezogen werden.<sup>2356</sup>

Allgemein liegen, wenn der jeweilige Anteil mehrerer Verursacher an der Verursachung des Schadens festgestellt werden kann, für die Rechtsprechung mehrere Schäden oder mehrere Teilschäden vor, die durch verschiedene Tatsachen verursacht wurden. Es kommt dann nicht zu einer Verurteilung zur Haftung für den Gesamtschaden, sondern jeder Verursacher wird zum Ersatz des Schadens verurteilt, den er zu verantworten hat.<sup>2357</sup>

Ein einziger, aber teilbarer Schaden liegt vor, wenn der Schaden aus verschiedenen unterscheidbaren Elementen besteht, wie in dem Fall des Lärmschadens aufgrund der Start- und Landevorgänge von Flugzeugen verschiedener Fluggesellschaften.<sup>2358</sup> Dieses Hindernis für die Verurteilung *in solidum* könnte auch bei anderen multikausalen Schäden auftauchen, wie z.B. bei der wiederholten Verschmutzung von Wasser und Luft durch mehrere Faktoren.<sup>2359</sup>

---

<sup>2354</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 170.

<sup>2355</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 2 avril 1979 Bull. civ. 1979 II Nr. 110; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1740 f.

<sup>2356</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1739; *Viney/Jourdain*, Nr. 420.

<sup>2357</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1739; kritisch *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 71 (Gerichte interpretieren die Voraussetzung der Unteilbarkeit des Schadens zu streng).

<sup>2358</sup> Civ 2<sup>e</sup> 20 juillet 1988 Nr. 86-12543 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 30 janv. 1991 Nr. 89-19950 (Legifrance); CA Paris 19 mars 1979 D. 1979 jurisp. 429, in allen Fällen Haftung von Fluggesellschaften für einen Teil des durch Lärm verursachten Schadens nach Prozentsatz der Verursachung; *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 240; *Huet*, Petites Affiches 1994 Nr. 3, 9, 11; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1739, Nr. 8306; *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 71; *Prieur*, Nr. 1162.

<sup>2359</sup> *Prieur*, Nr. 1161.

Unerheblich ist, ob die Ursache in einer *faute* bestand oder nicht oder welcher Grad des Verschuldens (Vorsatz, Fahrlässigkeit) vorliegt. Die Regel gilt für alle Tatbestände der deliktischen Haftung, auch wenn die Mitverursacher nach verschiedenen Tatbeständen haften.<sup>2360</sup>

Ferner ist unerheblich, ob die Ursachen gleichzeitig oder nacheinander zur Entstehung des Schadens beigetragen haben.<sup>2361</sup>

Allerdings gelten diese Grundsätze nur eingeschränkt, wenn der Geschädigte als Zivilpartei im strafrechtlichen Prozess auftritt. In diesem Fall haften nur die Schädiger für den gesamten Schaden, die auch strafrechtlich verurteilt worden sind.<sup>2362</sup>

Die Haftung für den Gesamtschaden kann nach diesen Grundsätzen nicht eintreten, wenn aufgrund einer Vielzahl sehr kleiner Verursachungsbeiträge die Ursächlichkeit jedes einzelnen für den Gesamtschaden nicht festgestellt werden kann. In diesem Fall ist auch die Feststellung der Verursachung eines eventuellen Teilschadens meist nicht möglich.

Bei dieser Haftung jedes der Verursacher auf den Ersatz des gesamten Schadens handelt es sich um die *obligation in solidum*, einer Form der Gesamtschuld. Genau wie bei der *obligation solidaire*, einer anderen Form der Gesamtschuld, haftet jeder Schuldner für den gesamten Schaden. Die *obligation in solidum* ist dadurch gekennzeichnet, dass hier zwischen der Schuldner nicht alle Folgen der *obligation solidaire* eintreten. So hat ein rechtskräftiges Urteil, das gegen einen der Schuldner ergangen ist, keine Rechtskraftwirkung gegenüber den anderen Schuldnern. Die Rechtsverfolgung eines Schuldners unterbricht nicht die Verjährung der Ansprüche gegen die anderen Schuldner. Ferner kommt die Berufung, die einer der Schuldner einlegt, nicht den anderen Schuldnern zugute.<sup>2363</sup>

Die gerade dargestellte Lösung der Rechtsprechung, die *théorie de la causalité intégrale* (Theorie der Gesamtkausalität), entspricht einhelliger Auffassung, seitdem die Rechtsprechung ihre seit den 50er Jahren vertretene *théorie de la causalité partielle* (Theorie der Teilkausalität) aufgegeben hat. Danach war jeder Verursacher des Schadens nur für den Teil des Schadens verantwortlich, den er verursacht hatte.<sup>2364</sup>

---

<sup>2360</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1743 ff. mit Nachweisen.

<sup>2361</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1741.

<sup>2362</sup> *Prieur*, Nr. 1109.

<sup>2363</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1735.

<sup>2364</sup> *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 10; Rechtsprechungsänderung: Cour de cassation chambre mixte 20 déc. 1968 Bulletin chambre mixte 1968 Nr. 4.

Der Grund für die Haftung *in solidum* liegt für einen Teil der Lehre in der Natur der Sache, insbesondere in der Unteilbarkeit des Ursachenzusammenhangs.<sup>2365</sup> Heute wird für die Haftung *in solidum* häufig angeführt, dass der Inanspruchgenommene einerseits für den Teil des Schadens haftet, den er verursacht hat, und andererseits Garant ist für den restlichen Schaden. Dies wird mit dem Schutz des Geschädigten begründet, der so nicht gegen jeden einzelnen Schädiger klagen muss und nicht das Insolvenzrisiko jedes einzelnen Schädigers zu tragen hat. Ferner umgeht der Geschädigte so die Schwierigkeit, den Anteil jedes Einzelnen Schädigers an der Verursachung des Schadens zu beurteilen und gegebenenfalls zu beweisen.<sup>2366</sup> Die zufällige Auswahl eines Schädigers durch den Geschädigten kann willkürlich erscheinen, aber es wäre noch ungerechter, dem Opfer Schadensersatz ganz zu versagen mit der Begründung, dass es mehrere Verursacher gibt.<sup>2367</sup>

Diese Lösung ist vorteilhaft für den Anspruchsinhaber, da er sich an den solventesten Anspruchsgegner oder den Anspruchsgegner, der gegen entsprechende Schäden versichert ist, halten oder gleichzeitig mehrere Verursacher in Anspruch nehmen kann. Damit hat er ein geringes Risiko, die Insolvenz des Anspruchsgegners zu tragen.<sup>2368</sup> Im Innenverhältnis kann der in Anspruch genommene Schädiger dann von den nicht in Anspruch genommenen Schädigern Ausgleich verlangen.<sup>2369</sup>

Zum Beispiel wurde ein Unternehmen zum Ersatz des gesamten durch den Tod sämtlicher Fische in einer Fischzucht entstandenen Schadens verurteilt. Der Tod der Fische war dadurch verursacht worden, dass das Wasser aufgrund der Abwassereinleitung durch eine Gemeinde schon von schlechter Qualität war und durch die Einleitung von Schadstoffen durch das Unternehmen vollends ungeeignet zur Fischzucht wurde.<sup>2370</sup>

In einem anderen Fall hatte ein Anglerverein (*Union des amis de la termoise*) gegen eine landwirtschaftliche Genossenschaft (*Coopérative La prospérité fermière*) aufgrund der Einleitung von Abwasser in einen Fluss geklagt. Die Beklagte konnte sich hier nicht darauf berufen, dass noch andere neben ihr die Verschmutzung des Flusses verursacht hatten, und wurde zum Ersatz des gesamten Schadens verurteilt.<sup>2371</sup>

---

<sup>2365</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 1283 mit Hinweis auf *Mazeaud/Chabas/Steichen*, 190.

<sup>2366</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 1283; *Steichen*, 190; *Viney/Jourdain*, Nr. 411.

<sup>2367</sup> *Despax*, JCP G 1970 I 2359 Nr. 12.

<sup>2368</sup> *Despax*, JCP G 1970 I 2359 Nr. 12; *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 10; *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 20.

<sup>2369</sup> *Despax*, JCP G 1970 I 2359 Nr. 12; dazu näher *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 173 ff.; *Le Tourneau*, Dalloz Action, Responsabilité civile Nr. 1752 ff.

<sup>2370</sup> TGI Bordeaux 28 février 1968 JCP G 1970 II 16529; *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 10; *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 27.

<sup>2371</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 282; *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1010, Nr. 134 mit Rechtsprechungszitat, Nr. 135; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 117.

Genauso wurden Schädiger zum Ersatz des gesamten Schadens verurteilt, die zur Verschmutzung eines Grundwasservorrats<sup>2372</sup> bzw. zur Verschmutzung eines Flusses durch Öl<sup>2373</sup> beigetragen hatten.

Trotz dieser opferfreundlichen Rechtsprechung ist festzuhalten, dass in den meisten Fällen der Umwelthaftung Geschädigte nicht die Wahl zwischen mehreren Schädigern haben werden, sondern eher vor dem Problem stehen, überhaupt einen Verantwortlichen zu finden.

## 2. Gesetzlich vorgesehene Gesamtschuld

In einigen Fällen der Umwelthaftung hat der Gesetzgeber eine gesamtschuldnerische Haftung mehrerer Verursacher, und zwar in Form einer *obligation solidaire*, festgelegt.

So haften nach Art. L. 141-4 I Code de l'aviation civile im Fall der Vermietung eines Luftfahrzeugs der Eigentümer und der *exploitant* (Definition s.o. Teil 3, Kapitel 3, A.V) für Schäden, die durch dieses Luftfahrzeug verursacht werden. Wenn die Miete in ein spezielles Register (*registre d'immatriculation*) eingetragen wurde, haftet der Eigentümer jedoch nur für Schäden, wenn der Anspruchsinhaber ein Verschulden des Eigentümers beweist (Art. L. 141-4 II Code de l'aviation civile).

Derjenige, der bestimmte Sonderabfälle nach Art. L. 541-22 Code de l'environnement einer Person übergibt, die keine genehmigte Anlage zur Entsorgung dieser Abfälle betreibt, haftet nach Art. L. 541-23 Code de l'environnement gesamtschuldnerisch mit dieser Person für Schäden, die durch den Abfall verursacht werden.

## III. Haftungsbefreiungsgründe (Causes d'exonération)

Wenn der Schaden nicht oder nicht nur auf ein Handeln des Anspruchsgegners, sondern ganz oder zum Teil auf einen der drei weitgehend durch die Rechtsprechung entwickelten Haftungsbefreiungsgründe (*causes d'exonération*) zurückzuführen ist, haftet der Anspruchsgegner gar nicht oder nur teilweise für den Schaden.<sup>2374</sup> Der Begriff der Haftungsbefreiung bedeutet, dass zumindest für eine logische bzw. für eine juristische Sekunde (*instant de raison*) der Anspruchsgegner für den Schaden gehaftet hat und sich durch den Beweis eines Haftungsbefreiungsgrunds von der Haftung befreien kann.<sup>2375</sup>

---

<sup>2372</sup> Rousseau, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 20, zitiert TGI Dijon 28 août 1998, nicht veröffentlicht.

<sup>2373</sup> Rousseau, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 20, zitiert TGI Dijon 9 mars 1998, nicht veröffentlicht.

<sup>2374</sup> Lamy IC, Nr. 805-3; Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1796; Viney/Jourdain, Nr. 383 mit Rechtsprechung.

<sup>2375</sup> Le Tourneau, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1796; Terré/Simler/Lequette, Nr. 793; Viney/Jourdain, Nr. 383 mit Rechtsprechung.

## 1. Höhere Gewalt (*force majeure*)

Die höhere Gewalt (*force majeure* oder *cas fortuit*, beide Ausdrücke werden heute von der Zivilrechtsprechung synonym gebraucht)<sup>2376</sup> als Ursache für den Schaden führt zu einer vollständigen Haftungsbefreiung des Anspruchsgegners. In diesem Fall liegt keine *causalité* zwischen der Handlung des Anspruchsgegners und einem Schaden vor. Höhere Gewalt und Haftung schließen sich gegenseitig aus.<sup>2377</sup>

Die höhere Gewalt weist drei Merkmale auf, die *irrésistibilité* (Unverhinderbarkeit) die *imprévisibilité* (Unvorhersehbarkeit) und die *extériorité* (Äußerlichkeit). Für die Annahme eines Falles der höheren Gewalt müssen alle drei Merkmale vorliegen, wobei der *irrésistibilité* eine herausgehobene Stellung zukommt.<sup>2378</sup>

*Irrésistibilité* bedeutet, dass das Ereignis der höheren Gewalt objektiv durch einen gewöhnlichen Menschen in der Person des Anspruchstellers nicht zu verhindern oder zu beeinflussen war.<sup>2379</sup> Ein Ereignis, das zwar vorhersehbar, aber nicht zu beeinflussen war, kann ebenfalls einen Fall der höheren Gewalt darstellen. Bei Vorhersehbarkeit stellt die Rechtsprechung allerdings höhere Anforderungen an die Feststellung der *irrésistibilité*, da der Anspruchsgegner bei Vorhersehbarkeit Maßnahmen gegen das Ereignis treffen konnte.<sup>2380</sup>

*Imprévisibilité* (Unvorhersehbarkeit) bedeutet, dass kein besonderer Grund bestand, das Eintreten dieses Ereignisses oder einen bestimmten Verlauf des Ereignisses vorherzusehen.<sup>2381</sup> Dazu ist nicht erforderlich, dass ein solches Ereignis überhaupt nicht vorhergesehen werden kann, denn auch sehr unwahrscheinliche Ereignisse können möglicherweise vorhergesehen werden.<sup>2382</sup> Vorhersehbar sind Ereignisse, die nach dem gewöhnlichen Verlauf der Dinge,<sup>2383</sup> nach besonderen Informationen,<sup>2384</sup> nach

---

<sup>2376</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1802; *Mazeaud/Chabas*, Obligations, Nr. 574, die Begriffe stammen aus dem Bereich der vertraglichen Haftung (Art. 1148 Code civil).

<sup>2377</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1803; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 196 (auch zur Entwicklung der Rechtsprechung, die zeitweise auch eine teilweise Haftungsbefreiung durch höhere Gewalt annahm).

<sup>2378</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 9 Mars 1994 Bull. civ. 1994 I Nr. 91; Civ. 2<sup>e</sup> 13 juillet 2000 Bull. civ. 2000 II Nr. 126; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 195.

<sup>2379</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1807 f.

<sup>2380</sup> Z.B. Civ. 1<sup>re</sup> 9 mars 1994 Bull. civ. 1994 I Nr. 91 (*imprévisibilité* nicht erforderlich, wenn das Ereignis auch bei Vorhersehbarkeit nicht abwendbar ist); Civ. 2<sup>e</sup> 18 mars 1998 Bull. civ. 1998 II Nr. 97.

<sup>2381</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 26 janv. 1971 Bull. civ. 1971 I Nr. 27; Civ. 2<sup>e</sup> 25 nov. 1981 Bull. civ. 1981 II Nr. 206; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 195.

<sup>2382</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 26 janv. 1971 Bull. civ. 1971 I Nr. 27 (Anschlagsdrohung); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813.

<sup>2383</sup> Crim. 14 oct. 1975 Bull. crim. 1975 Nr. 215 (Wasserpfütze auf der Straße nach einem Gewitter); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813.

<sup>2384</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 12 déc. 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 287 (Käufer eines Grundstücks kannte die Instabilität des Bodens aufgrund eines Sachverständigengutachtens); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813.

der Lebenserfahrung<sup>2385</sup> oder aufgrund vorangegangener Ereignisse<sup>2386</sup> normalerweise im Moment des schädigenden Ereignisses hätten vorhergesehen werden können.<sup>2387</sup>

Für das Vorliegen der *extériorité* ist erforderlich, dass das Ereignis außerhalb der Sphäre stattfindet, für die der Anspruchsgegner verantwortlich ist.<sup>2388</sup> Es darf sich folglich nicht um eine Handlung einer vom Anspruchsgegner mit bestimmten Tätigkeiten betrauten Person (*agent*) oder um die Handlung eines *préposé* (Verrichtungsgehilfen) des Anspruchsgegners handeln.<sup>2389</sup> Ferner darf das Ereignis nicht von einer Sache unter der *garde* des Anspruchsgegners ausgehen.<sup>2390</sup> In einem Fall, in dem eine Raffinerie auf ihrem Grundstück Abwasser lagerte und durch den Druck des Abwassers und des Bodens unterirdische Hohlräume einstürzten, wodurch Abwasser das Quellwasser auf dem Nachbargrundstück verschmutzte, lag in dem Einsturz der Hohlräume keine höhere Gewalt, da diese als Teil des Grundstücks unter der *garde* des Grundstückseigentümers, also der Raffinerie, standen.<sup>2391</sup>

Ereignisse der höheren Gewalt können sowohl von der Natur als auch von menschlichen Tätigkeiten ausgehen.<sup>2392</sup> Natürliche Geschehnisse, die zur Annahme von höherer Gewalt führen können, sind häufig Wetterphänomene wie Stürme, starker Wind, Gewitter, Regen, Schnee, Nebel, Hagel, und deren Folgen, wie z. B. Glatteis und Überschwemmungen.<sup>2393</sup>

Ereignisse der höheren Gewalt, die von menschlichen Tätigkeiten ausgehen, können zum Beispiel Streiks, Kriege und Aufstände und Fälle menschlicher Aggression, wie z. B. Raubüberfälle, sein.<sup>2394</sup> Ebenfalls wird darunter der Fall gefasst, dass die Ausführung einer staatlichen Anweisung einem Dritten einen Schaden verursacht. Zusätzlich zu den üblichen Voraussetzungen für die höhere Gewalt ist in diesem Fall zumindest erforderlich, dass die Anweisung von einer Behörde ausgeht, die auch für die

---

<sup>2385</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 3 nov. 1971 Bull. civ. 1971 III Nr. 528 (Überschwemmung, die nach starkem Regen bereits einmal vorgekommen war); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813.

<sup>2386</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 5 févr. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 45 (Steinschlag in einem Steinbruch, dem bereits andere Steinschläge im gleichen Gebiet vorangegangen waren); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1813.

<sup>2387</sup> *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 195.

<sup>2388</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1816.

<sup>2389</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 oct. 1973 Bull. civ. 1973 II Nr. 269; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1816; *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr. 195.

<sup>2390</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 22 mai 2003 Bull. civ. 2003 II Nr. 155; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1816.

<sup>2391</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 15 juin 1972 D. 1973 jurisp. 312; ähnlich Civ. 2<sup>e</sup> 22 mai 2003 Bull. civ. 2003 II Nr. 155 (keine höhere Gewalt, wenn nachts Unbekannte auf ein Firmengelände eindringen und dort Treibstoff aus einem Behältnis unter der *garde* des Unternehmens auslaufen lassen).

<sup>2392</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1825.

<sup>2393</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1826 ff. mit Beispielen aus der Rechtsprechung.

<sup>2394</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1835 ff. mit Beispielen aus der Rechtsprechung.

Erteilung der Anweisung zuständig ist.<sup>2395</sup> Das Vorliegen einer behördlichen Genehmigung und die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen für die schädigende Handlung stellen aber keinen Fall der höheren Gewalt dar.<sup>2396</sup> Folglich können sich Betreiber genehmigter Anlagen und Personen, die durch ihr Handeln im Einklang mit öffentlich-rechtlichen Regeln Umweltschäden verursachen, zur Haftungsbefreiung auch nicht auf einen Fall höherer Gewalt berufen.

Im Umwelthaftungsrecht ist insbesondere vorstellbar, dass die Natur mit zur Entstehung von Umweltschäden beiträgt. Zum Beispiel können durch Sturm, Überschwemmungen und sonstige Naturereignisse Schadstoffe in Umweltmedien gelangen und zu Schäden verschiedener Art führen. Problematisch ist hier oft die Feststellung der Unvorhersehbarkeit (*imprévisibilité*). Diese liegt nicht vor, wenn Anlass besteht, die Möglichkeit des Naturereignisses vorherzusehen.

Bei Flusstälern, die häufiger überschwemmt werden, ist eine weitere Überschwemmung beispielsweise nicht unvorhersehbar.<sup>2397</sup> Auch das Überlaufen eines Abwassersystems durch starken Regen mit der Folge der Meeresverschmutzung wurde nicht als Fall von höherer Gewalt angesehen, wohl deshalb, weil mit starkem Regen generell gerechnet werden muss. Der Regen war damit vorhersehbar. Abwassersysteme müssen so ausgelegt sein, dass sie auch bei starkem Regen nicht überlaufen.<sup>2398</sup>

Fälle von höherer Gewalt durch menschliche Einwirkungen sind in Fällen der Umwelthaftung eher selten. Wenn zum Beispiel zur Eindämmung eines Brandes Materialien auf ein Nachbargrundstück transportiert werden und dort die Verschmutzung des Bodens herbeiführen, stellt dieser Transport mangels *extériorité*, *imprévisibilité* und *irrésistibilité* keinen Fall von höherer Gewalt dar.<sup>2399</sup> In einem Fall, in dem ein Mensch durch den Austritt giftiger Gase aus einer Chemiefabrik ums Leben gekommen war, wurde das Vorliegen von höherer Gewalt ebenfalls abgelehnt. Für den Hersteller chemischer Produkte sei vorhersehbar, dass auch einmal eine höhere Menge von Gas als sonst üblich austreten könne. Die *irrésistibilité* läge ebenfalls nicht vor, denn der Hersteller habe nach dem Unfall ein Ventilationssystem eingebaut, das solche Unfälle in Zukunft verhindern soll.<sup>2400</sup>

---

<sup>2395</sup> *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1846 ff. mit Beispielen aus der Rechtsprechung, zum Teil wird auch die Rechtmäßigkeit der Anweisung gefordert.

<sup>2396</sup> Beispiele aus der Umwelthaftung (störende Anlagen): Civ. 2<sup>e</sup> 22 oct. 1964 Bull. civ. 1964 II Nr. 637 (genehmigte Rizinusölfabrik); Civ. 3<sup>e</sup> 22 mai 1997 Bull. civ. 1997 III Nr. 113 (genehmigte Autolackiererei).

<sup>2397</sup> *Lambert-Faivre*, *L'assurance française* Dez. 1994, 37, 38.

<sup>2398</sup> CA Aix-en-Provence 2 oct. 1996 Nr. Juris-Data 1996-045202 (LexisNexis).

<sup>2399</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 24 févr. 2000 Nr. 98-17861 Nr. Juris-Data 2000-000717 (LexisNexis).

<sup>2400</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 17 déc. 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 353; *Lamy IC*, Nr. 805-8.

## 2. Mitverschulden des Geschädigten (*faute de la victime*)

Wenn der Geschädigte seinen Schaden ganz oder zum Teil schuldhaft selbst verursacht hat, wird der Anspruchsgegner ganz oder zum Teil von der Haftung befreit. Diese Folge erklärt sich aus der Verletzung der durch die Rechtsprechung entwickelten Pflicht des Geschädigten, sich selbst vor Schäden zu schützen.<sup>2401</sup>

Wenn eine Handlung des Geschädigten die Merkmale der höheren Gewalt aufweist, ist die Haftung des Anspruchsgegners ausgeschlossen, unabhängig davon, ob die Handlung des Geschädigten eine *faute* ist oder nicht (s.o. Teil 3, Kapitel 6, A.III.1).<sup>2402</sup> Wenn dies nicht der Fall ist, kann das Mitverschulden des Geschädigten nur zu einer Reduzierung seines Schadensersatzanspruchs führen.<sup>2403</sup>

Wenn Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner in Fällen der Verschuldenshaftung beide durch eine *faute* zur Verursachung des Schadens beigetragen haben, wird der Schadensersatz des Anspruchsinhabers entsprechend des jeweiligen Schweregrads der *fautes* reduziert.<sup>2404</sup> Wenn jemand den Schaden absichtlich (durch eine *faute intentionnelle*) hervorgerufen hat, kann er sich zur Reduzierung des Schadensersatzes nur auf eine ebenfalls absichtliche Verursachung des Schadens durch den Anspruchsinhaber berufen, bei Fahrlässigkeit kommt schon bei fahrlässiger Mitverursachung durch den Anspruchsinhaber eine Verringerung des Schadensersatzes in Betracht.<sup>2405</sup>

In Fällen der Nichtverschuldenshaftung (z.B. im Rahmen des Art. 1384 I Code civil) kann ebenfalls die schuldhafte Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten zur anteiligen Haftungsbefreiung führen.<sup>2406</sup> Je schwerer die *faute* des Geschädigten wiegt, desto mehr wird der Schadensersatz reduziert.<sup>2407</sup>

Im Rahmen der Umwelthaftung wird das Mitverschulden des Geschädigten eher selten zur Reduzierung des Umfangs des Schadensersatzes herangezogen.<sup>2408</sup> Kein Mitverschulden der Geschädigten lag zum Beispiel in einem Fall der Haftung nach Art. 1384 I Code civil vor. Autos, die in der Nähe einer Gießerei geparkt waren, wurden durch aggressiven Metallstaub geschädigt. Das Parken in der Nähe der Gießerei war nicht als schuldhafte Handlung zu bezeichnen.<sup>2409</sup> Auch in einem Fall der

---

<sup>2401</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 9 déc. 1992 Bull. civ. 1992 II Nr. 305; Civ. 2<sup>e</sup> 8 mars 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 82; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1870 f.

<sup>2402</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 juillet 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 174; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 175; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1863 ff. mit Nachweisen aus der Rechtsprechung.

<sup>2403</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 juillet 2002 Bull. civ. 2002 II Nr. 174; *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 175 Fn. 7.

<sup>2404</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 176, Nr. 277 (auch zum theoretischen Fundament der Haftung); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1882.

<sup>2405</sup> Crim. 16 mai 1991 Bull. crim. 1991 Nr. 208; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1877.

<sup>2406</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 avril 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 86 (Art. 1384 I Code civil); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 277; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1888.

<sup>2407</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 277.

<sup>2408</sup> *Lamy IC*, Nr. 805-8 (zur Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*).

<sup>2409</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 28 oct. 1992 Nr. 91-13242 (Legifrance).

Haftung nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*, in dem der Schaden an einem Gebäude durch Erschütterungen auch zum Teil auf die instabile Bauweise des Gebäudes zurückzuführen war, wurde diese Bauweise nicht als Ausdruck eines Mitverschuldens des Geschädigten angesehen.<sup>2410</sup>

Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation, der für den Fall der Ansiedlung des Geschädigten nach dem Störer in bestimmten Fällen den Schadensersatz nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* ausschließt, wird hin und wieder als Fall des Mitverschuldens des Geschädigten eingeordnet.<sup>2411</sup>

### 3. Verursachung durch einen Dritten (*fait d'un tiers*)

Die Verursachung des Schadens durch einen Dritten kann den Anspruchsgegner, nur dann von der Haftung befreien, wenn sie die Merkmale der höheren Gewalt aufweist. Ein Dritter ist jemand, der weder Geschädigter noch Anspruchsteller ist und auch nicht zu dem Personenkreis gehört, für dessen Handlungen diese einzustehen haben (zum Beispiel als *préposé*, d.h. Verrichtungsgehilfe).<sup>2412</sup>

Wenn die Handlung des Dritten die Merkmale der höheren Gewalt aufweist (*extériorité*, *irrésistibilité* und *imprévisibilité*), ist der Anspruchsgegner von der Haftung befreit.<sup>2413</sup> Ob das Handeln des Dritten in einer *faute* besteht, ist unerheblich.<sup>2414</sup> Der Geschädigte kann dann von dem Dritten Schadensersatz verlangen.<sup>2415</sup>

Wenn die Handlung des Dritten nicht alle Merkmale der höheren Gewalt aufweist, wirkt sie nicht haftungsbefreiend für den Anspruchsgegner. In diesem Fall haftet der Anspruchsgegner bei Vorliegen aller Haftungsvoraussetzungen für den ganzen Schaden.<sup>2416</sup> Wenn der Dritte auch zur Verursachung des Schadens beigetragen hat, haften beide Verursacher *in solidum*.<sup>2417</sup>

## B. Prozessuale Aspekte der Feststellung der *causalité*

Der Beweis der Voraussetzungen der *causalité* zwischen schädigendem Verhalten und Schaden gestaltet sich im Umwelthaftungsrecht oft schwierig. Da es sich bei Umweltschäden oft um Langzeitschäden handelt, erschwert häufig der Zeitablauf zwischen dem Eintritt des schädigenden Ereignisses und dem Schaden sowie dem Schadensersatzprozess den Beweis für den Geschädigten. Auch die häufig große räumliche Entfernung des Orts des Schadenseintritts vom Ort des schädigenden Ereignis-

---

<sup>2410</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 nov. 1963 Bull. civ. 1963 II Nr. 710; *Lamy IC*, Nr. 805-8.

<sup>2411</sup> *Lambert-Faivre*, *L'assurance française* Dez. 1994, 37, 38.

<sup>2412</sup> *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 1853.

<sup>2413</sup> *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 1854; *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 800.

<sup>2414</sup> *Terré/Simler/Lequette*, Nr. 800.

<sup>2415</sup> *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 1854.

<sup>2416</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307; Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 2001 Bull. civ. 2001 II Nr. 68; *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 1859.

<sup>2417</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 6 déc. 1995 Bull. civ. 1995 II Nr. 307; *Le Tourneau*, *Dalloz Action Responsabilité*, Nr. 1859.

ses bei Distanzschäden und die Umstände, dass häufig viele verschiedene Ursachen zur Entstehung der Schadens beitragen (Summationsschäden) und dass der Schaden oft indirekt, vermittelt über eine Kausalkette mit verschiedenen Zwischenursachen, verursacht wird, tragen zur Erschwerung des Beweises bei. Dazu kommt, dass Schädiger im Bereich der Umwelthaftung aufgrund des drohenden Imageschadens, der auch zu bedeutenden wirtschaftlichen Verlusten führen kann, häufig sehr daran interessiert sein werden, ihre Urheberchaft zu verbergen.

Beispielsweise wurde in einem Fall des Umwelthaftungsrechts, in dem ein Hauseigentümer behauptete, durch Gasemissionen aus der Zentralheizung seines Nachbarn einen Schaden erlitten zu haben, der Nachbar nicht zur Zahlung von Schadensersatz verurteilt. Ein Kausalzusammenhang zwischen den Emissionen und den Schäden konnte nicht bewiesen werden, da der Schadstoffgehalt der Emissionen recht gering war, die vorherrschende Windrichtung Schadstoffe eher von dem Haus des Geschädigten wegtrieb und in dem dicht besiedelten Gebiet zahlreiche andere Zentralheizungen ebenfalls den Schaden hätten verursachen können. Die Zuordnung des Schadens zu der bestimmten Ursache war hier nicht möglich.<sup>2418</sup>

## I. Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis der causalité

Auszugehen ist von den grundsätzlichen Anforderungen an den Beweis der tatsächlichen Voraussetzungen der *causalité*.

### 1. Beweislast

Grundsätzlich trägt der Anspruchsteller die Beweislast für die tatsächlichen Voraussetzungen der *causalité* zwischen der angeblichen Schadensursache und dem Schaden.<sup>2419</sup> Gelingt ihm dies nicht, geht dies zu seinen Lasten. Die Klage wird abgewiesen und der Geschädigte erhält keinen Schadensersatz.<sup>2420</sup>

Dieser Beweis kann durch alle Beweismittel erfolgen. Insbesondere Sachverständigengutachten kommt im Umwelthaftungsrecht eine besonders große Bedeutung zu.<sup>2421</sup>

---

<sup>2418</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 21 nov. 1978 Nr. 77-12227 (Legifrance); *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 11; *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 28.

<sup>2419</sup> *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc.1010, Nr. 133; *Jourdain*, 63; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1708; *Viney/Jourdain*, Nr. 362.

<sup>2420</sup> Civ. 3<sup>e</sup> 21 nov. 1978 Nr. 77-12227 (Legifrance, kein Beweis der Kausalität zwischen Gasemissionen und Schaden); Civ. 2<sup>e</sup> 29 mars 2001 Nr. 99-14717 (Legifrance, Wasserverschmutzung, kein Beweis der Kausalität); *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 164; *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc.1010, Nr. 133; *Viney/Jourdain*, Nr. 362 mit Rechtsprechung.

<sup>2421</sup> *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 92; *Prieur*, Nr. 1110, *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19 ff.; *Steichen*, 186 mit Beispiel, 187; *Viney/Jourdain*, Nr. 362.

## 2. Beweismaß

Grundsätzlich muss der Beweis dazu führen, dass der Richter vom sicheren Vorliegen des zu beweisenden Kausalzusammenhangs überzeugt ist.<sup>2422</sup> Der Richter hat einen gewissen Einschätzungsspielraum, ob die erforderliche Sicherheit des Beweises vorliegt.<sup>2423</sup>

## II. Möglichkeiten der Beweiserleichterung

Rechtsprechung und Gesetzgebung haben einige Beweiserleichterungen geschaffen, die dem Geschädigten im Bereich der Umwelthaftung zugute kommen. Auch die Literatur macht Vorschläge für Beweiserleichterungen.

### 1. Beweislastumkehr durch Kausalitätsvermutungen

In bestimmten Fällen wird durch Kausalitätsvermutungen (*présomptions de causalité*) die Beweislast in Bezug auf die Kausalität umgekehrt.<sup>2424</sup>

Wenn eine solche Vermutung eingreift, schließt der Richter von der Existenz einer bestimmten bekannten Tatsache auf das Vorliegen einer bestimmten unbekanntem Tatsache (Art. 1349 Code civil). Solche Vermutungen greifen in der Regel ein, wenn das Vorliegen der unbekanntem Tatsache aufgrund der Existenz der bekannten Tatsache wahrscheinlich ist. Derjenige, der vom Vorliegen der unbekanntem Tatsache profitiert, muss diese folglich nicht beweisen, sondern nur die Tatsache, von der auf die unbekanntem Tatsache geschlossen werden kann. Wenn die Vermutung widerleglich ist (*présomption réfragable*), kann der Gegner im Prozess die Vermutung entkräften, indem er beweist, dass die vermutete Tatsache nicht vorliegt.

Bei einer gesetzlichen Vermutung (*présomption légale*) wird die Vermutung durch das Gesetz angeordnet (Art. 1350 bis Art. 1352 Code civil). Bei einer tatsächlichen Vermutung (*présomption de fait, présomption du fait de l'homme*) schließt der Richter aus bestimmten, feststehenden Tatsachen auf das Vorliegen bestimmter anderer Tatsachen, ohne dazu gesetzlich verpflichtet zu sein. Die Befugnis dazu ergibt sich aus Art. 1353 Code civil.<sup>2425</sup>

Hier werden die Vermutungen dargestellt, die von besonderer Bedeutung für das Vorliegen der Kausalität im Umwelthaftungsrecht sind.

---

<sup>2422</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 164.

<sup>2423</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 79 ff.; *Steichen*, 187; *Viney/Jourdain*, Nr. 362 (ausführlich, mit Rechtsprechungszitaten).

<sup>2424</sup> *Viney/Jourdain*, Nr. 363.

<sup>2425</sup> Zu den Definitionen vgl. *Cornu*, Vocabulaire juridique; *Doucet/Fleck*, Teil 1; *Guillien/Vincent*, Lexique des termes juridiques, jeweils unter den entsprechenden Stichworten; zur Beweislastumkehr durch Kausalitätsvermutungen auch Civ. 2<sup>e</sup> 29 avril 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 129 (Legifrance, Schaden durch Überschallknall); Civ. 1<sup>re</sup> 28 mars 2000 Bull. civ. 2000 I Nr. 108 (Infektion durch Blutkonserven); *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1710; *Viney/Jourdain*, Nr. 382.

## a) Gesetzliche Kausalitätsvermutung

Eine gesetzliche Kausalitätsvermutung, die für die Umwelthaftung relevant ist, findet sich in Art. 10 des Gesetzes Nr. 68-943 vom 30. Oktober 1968. Dieses Gesetz wurde zur Umsetzung des Abkommens über die Haftung im Bereich der Kernenergie vom 29. Juli 1960 und seiner Zusatzabkommen und –protokolle erlassen.<sup>2426</sup> Art. 10 lautet:

*En ce qui concerne les dommages corporels, un décret pris sur le rapport du ministre chargé de l'énergie atomique et du ministre des affaires sociales établira, en fonction de l'irradiation et de la contamination reçues et du délai dans lequel l'affection a été constatée, une liste non limitative des affections qui, sauf preuve contraire, sont présumées avoir pour origine l'accident.*

Bei einem Unfall in einer dem Gesetz unterworfenen kerntechnischen Anlage wird folglich durch die zuständigen Minister eine nicht abschließende Liste der Krankheiten aufgestellt, deren Verursachung durch den Unfall vermutet wird. Es kann aber der Beweis erbracht werden, dass eine Krankheit aus der Liste als Ursache nicht den Unfall in der kerntechnischen Anlage hat. Hier besteht also eine gesetzliche, widerlegliche Kausalitätsvermutung.

## b) Tatsächliche Kausalitätsvermutung

Die Rechtsprechung hat im Rahmen des Art. 1384 I Code civil und in Anwendung des Art. 1353 Code civil tatsächliche Kausalitätsvermutungen entwickelt.

### aa) Tatsächliche Vermutung nach Art. 1384 I Code civil

Im Rahmen der Haftung nach Art. 1384 I Code civil hat die Rechtsprechung eine umkehrbare Kausalitätsvermutung für die aktive Rolle (*rôle actif*) der schädigenden Sache, einen Aspekt der *causalité*, entwickelt, die allerdings im Rahmen der Umwelthaftung kaum eingreift (s.o. Teil 3, Kapitel 1, B.III.2).

### bb) Tatsächliche Vermutung nach Art. 1353 Code civil

Wenn viele Umstände für das Vorliegen eines bestimmten Kausalverlaufs sprechen, sieht die Rechtsprechung in Anwendung des Art. 1353 Code civil in bestimmten Fällen den Beweis eines bestimmten Kausalverlaufs als erbracht an. Erforderlich für diese tatsächliche Vermutung (*présomption de fait, présomption du fait de l'homme*)<sup>2427</sup> sind *présomptions graves, précises et concordantes* (ernsthafte, deutliche und übereinstimmende Vermutungen, Art. 1353 Code civil). Voraussetzung für das Eingreifen der Vermutung ist damit, dass die feststehenden Tatsachen das Vorliegen eines bestimmten Kausalverlaufs sehr wahrscheinlich machen. Häufig resultiert die Vermutung aus dem zeitlichen oder örtlichen Zusammentreffen von möglicher Ursache und Wir-

---

<sup>2426</sup> Da dieses Abkommen nicht Gegenstand dieser Arbeit ist, wird die Vermutung hier nur kurz genannt und nicht weiter ausgeführt.

<sup>2427</sup> *Alt*, *Petites Affiches* 1995, Nr. 48, 7, Nr. 1.3; *Demeester*, *Droit et Patrimoine* Nr. 118 September 2003, 88, 92; *Gaillot-Mercier*, *Droit et Patrimoine* Nr. 89 Januar 2001, 58, 61; *Huet*, *Journées de la Société de Législation comparée* 1993, 221, 240.

kung oder daraus, dass andere mögliche Ursachen ausgeschlossen werden können.<sup>2428</sup> Aus dem Vorliegen solcher Umstände wird dann auf das Vorliegen eines bestimmten Kausalverlaufs geschlossen.

In Anwendung dieser Grundsätze wurde einem Bienenzüchter Ersatz für den Verlust seiner Bienenvölker und daraus resultierende weitere Schäden zugesprochen. Der Verlust wurde einem Unternehmen angelastet, das nicht weit von den Bienenstöcken Fluor emittierte. Zur Begründung der Vermutung wurde herangezogen, dass sich das fluorbelastete Gebiet 800 m Luftlinie von dem Bienenstock entfernt, also innerhalb des Aktionsradius der Bienen, befand. Es wurde angenommen, dass die Bienen im Frühjahr in dem verseuchten, tiefergelegenen Gebiet aktiv waren. Ferner konnten andere möglichen Ursachen für das Bienensterben, wie Kälte, Schnee oder Krankheiten, ausgeschlossen werden. Obwohl im Juni, einer Zeit, in der die Bienen eher oberhalb des verseuchten Gebietes flogen, keine Spuren von Fluor in dem Bienenstock gefunden wurden und so nicht der sichere Beweis der Vergiftung durch Fluor erbracht werden konnte, wurde das Unternehmen zur Zahlung von Schadensersatz verurteilt.<sup>2429</sup>

Nach diesen Grundsätzen wurde auch Schadensersatz für den Tod von Kälbern zugesprochen. Die Mutterkühe hatten aus einem vergifteten Bach getrunken, und weitere Ursachen kamen für das Kälbersterben nicht in Frage.<sup>2430</sup>

Ferner wurde so bei der Vergiftung einer Quelle durch Öl ein Unternehmen zum Schadensersatz verurteilt. Aus einem Sachverständigengutachten ging hervor, dass für die Verursachung des Schadens durch dieses Unternehmen viele Indizien vorlagen und damit ernsthafte, deutliche und übereinstimmende Vermutungen (*présomptions graves, précises et concordantes*) für diesen Kausalzusammenhang sprachen. Damit war der Beweis für den Kausalzusammenhang erbracht.<sup>2431</sup>

---

<sup>2428</sup> Z.B. Civ. 1<sup>re</sup> 14 mars 1995 Bull. civ. I Nr. 122 (bloße Hypothese reicht nicht, Frage der Ursache eines Autobrands); Civ. 1<sup>re</sup> 5 nov. 1996 Bull. civ. 1996 I Nr. 386 (Beweis durch Ausschluss aller anderen möglichen Ursachen, Autobrand durch Fehler im elektrischen System); Civ. 3<sup>e</sup> 8 juillet 1998 Bull. civ. 1998 III Nr. 157 (Baurecht); *Alt*, Petites Affiches 1995, Nr. 48, 7, Nr. 1.3; *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 82 ff. m.w.N.; *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 92; *Gaillot-Mercier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, 58, 61; *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 240; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 11; *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité, Nr. 1710; *Viney/Jourdain*, Nr. 362 mit Rechtsprechung, Nr. 382 mit Nachweisen.

<sup>2429</sup> TGI Albertville 26 août 1975 JCP G 1976 II 18384; dazu auch *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 83; *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 92; *Gaillot-Mercier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, 58, 61; *Huet*, Journées de la Société de Législation comparée 1993, 221, 240; *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 34; *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 22.

<sup>2430</sup> TGI Angers 13 janv. 1997, zitiert von *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 92; *Gaillot-Mercier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, 58, 61.

<sup>2431</sup> CA Dijon 7 nov. 1990, nicht veröffentlicht, zitiert von *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, 22.

In einigen Fällen wurde die Verursachung eines Schadens (z.B. des Zusammenbruchs der Mauer eines Gebäudes) durch den Überschallknall eines Militärflugzeugs als bewiesen angesehen, da keine anderen Ursachen in Frage kamen.<sup>2432</sup>

In einem anderen Fall wurde dagegen der Kausalzusammenhang zwischen dem Zufluss von Abwasser auf ein Grundstück und dem Tod von Schafen nicht nach diesen Grundsätzen als bewiesen angesehen. Hier lagen widersprüchliche Angaben zum Schadstoffgehalt des Wassers vor. Ferner konnten andere Ursachen für das Schafsterben, wie z. B. Mangelerkrankung, nicht ausgeschlossen werden.<sup>2433</sup>

### **c) Vorschläge für Kausalitätsvermutungen in der Lehre**

Auch aus der Lehre kommen Vorschläge für Kausalitätsvermutungen.

#### **aa) Schäden in bestimmten Zonen**

Nach vereinzelt Stimmen in der Lehre solle man, ähnlich wie im Rahmen der Haftung für Unfälle mit einer kerntechnischen Anlage, Zonen in der Umgebung bestimmter gefährlicher Anlagen festlegen. Bei bestimmten, noch festzulegenden Schäden, die innerhalb dieser Zonen auftreten, solle die Verursachung durch die Anlage vermutet werden.<sup>2434</sup>

#### **bb) Ausreichende Wahrscheinlichkeit und objektive Vorhersehbarkeit des Kausalverlaufs**

Es wird andererseits vorgeschlagen, angesichts von Beweisschwierigkeiten aus der ausreichenden Wahrscheinlichkeit oder der objektiven Vorhersehbarkeit des Kausalverlaufs das Vorliegen eines Kausalzusammenhangs herzuleiten, wenn die Kausalität nicht mit Sicherheit festgestellt werden kann.<sup>2435</sup> Diese Art des Beweises sei in anderen Bereichen des französischen Haftungsrechts und in internationalen Übereinkommen und Richtlinien vorschlägen zur Umwelthaftung anerkannt.<sup>2436</sup> Es handle sich hier um eine tatsächliche Vermutung (*présomption de fait*), die aus der Adäquanztheorie (*théorie de la causalité adéquate*) hergeleitet werden könne. So werde durch die Idee der Vorhersehbarkeit aus der Adäquanztheorie nicht die Haftung eingeschränkt, sondern im Gegenteil ausgeweitet. Bei nicht mit Sicherheit feststellbaren

---

<sup>2432</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 29 avril 1969 Bull. civ. 1969 II Nr. 129 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 13 oct. 1971 Bull. civ. 1971 II Nr. 274 (Legifrance); *Alt*, Petites Affiches 1995, Nr. 48, 7, Nr. 1.3; *Huet*, Journées de la Société de Legislation comparée 1993, 221, 240; *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr. 33.

<sup>2433</sup> CA Riom 15 févr. 1996 Juris-Data 1996-043922 (LexisNexis).

<sup>2434</sup> *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc.1010, Nr. 133; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 117; beide mit Hinweis auf *Despax*, Colloque OCDE sur la réparation des dommages à l'environnement, Paris, 1977.

<sup>2435</sup> Allgemein: *Jourdain*, 60; *Viney/Jourdain*, Nr. 347; speziell für Umwelthaftung: *Martin*, Reflexions 115, 125.

<sup>2436</sup> *Martin*, Réflexions, 115, 125 mit Hinweis auf die Haftung für Berufskrankheiten, auf die Haftung für durch Kernenergie verursachte Schäden, auf den Richtlinien vorschlag der EU zur Abfallhaftung und die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährliche Tätigkeiten.

Kausalverläufen, unter anderem im Umwelthaftungsrecht, werde so der Beweis der Kausalität ermöglicht.<sup>2437</sup>

Zu kritisieren ist an diesem Vorschlag, dass die Adäquanztheorie auf das tatsächliche Vorliegen des Kausalzusammenhangs, nicht auf den Beweis desselben, bezogen ist. Folglich ist die Herleitung dieser tatsächlichen Vermutung aus der Adäquanztheorie nicht möglich.

## 2. Reduzierung des Beweismaßes

In manchen Fällen der Umwelthaftung stellt die Rechtsprechung geringere Anforderungen an das Beweismaß in Bezug auf die Kausalität (*la jurisprudence a assoupli ses exigences dans l'établissement du lien de causalité*), ohne die Beweislast umzukehren, mit dem Ziel, dem Geschädigten trotz schwieriger Beweislage Schadensersatz zuzusprechen. Diese Beweismaßreduzierung wurde ohne gesetzliche Anhaltspunkte durch die Rechtsprechung entwickelt.<sup>2438</sup> Diese Fälle unterscheiden sich praktisch kaum von den oben dargestellten Fällen der tatsächlichen Kausalitätsvermutung nach Art. 1353 Code civil, werden aber als Beweismaßreduzierung eingeordnet.

Für den Beweis wird in diesen Fällen oft keine absolute Sicherheit gefordert, sondern die sehr große Wahrscheinlichkeit reicht für den Beweis des Kausalzusammenhangs aus. In diesem Punkt ist die französische Rechtsprechung großzügiger als das deutsche Recht.<sup>2439</sup>

Zum Beispiel begnügt die Rechtsprechung sich bei der schuldhaften Schaffung einer Gefahr der Schadensentstehung, insbesondere im Umwelthaftungsrecht, damit, diese Gefahr hervorzuheben und zu betonen, dass die Gefahr geeignet war, den Schaden herbeizuführen, und dass der Schaden eine vorhersehbare Realisierung des Risikos darstellt.<sup>2440</sup> So wird das Beweismaß reduziert (*charge de la preuve allégée*), da der Anspruchsteller nicht mehr beweisen muss, dass der Schaden ohne die angebliche Ursache nicht eingetreten wäre, sondern nur noch, dass die Ursache den Eintritt des Schadens begünstigt hat, das Vorliegen des Kausalzusammenhangs also wahrscheinlich ist. Da der Anspruchsgegner das Risiko des Schadenseintritts geschaffen hat, wird hier auf den sicheren Beweis des Kausalzusammenhangs verzichtet.<sup>2441</sup>

---

<sup>2437</sup> *Jourdain*, 60, *Viney/Jourdain*, Nr. 347; Beispiel aus dem Umwelthaftungsrecht: eine Person bekommt in der Nachbarschaft eines Kernkraftwerks eine Krankheit, von der man weiß, dass sie durch Radioaktivität begünstigt wird.

<sup>2438</sup> *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1010, Nr. 133; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 117.

<sup>2439</sup> *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1010, Nr. 133; *Martin*, RJE 2/1979, 112, 117; *Viney/Jourdain*, Nr. 382.

<sup>2440</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 mars 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 98 = JCP 1976 IV, 157; Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 282; *Robin*, RJE 1/2003, 31, 51; *Steichen*, 189 (keine *présomption*); ähnlich *Van Lang*, 223; *Viney/Jourdain*, Nr. 369.

<sup>2441</sup> *Steichen*, 189; *Viney/Jourdain*, Nr. 369.

Insbesondere wurde diese Art der Beweiserleichterung in Fällen der Verschmutzung von Wasserläufen und der daraus folgenden Schädigung von Fisch- oder Muschelkulturen angewandt. Schadstoffe wurden in diesen Fällen weit oberhalb der Kulturen eingeleitet. Aus der Eignung der Schadstoffe zur Schädigung der Tiere und aus ihrer Menge wurde geschlossen, dass sie für das Fisch- bzw. Muschelsterben verantwortlich waren.<sup>2442</sup>

In einem ähnlichen Fall wurde für ausreichend gehalten, dass eine Grube, die mehr als 1.000 Hekoliter Jauche enthielt, deren ordnungsgemäße Entsorgung nicht gesichert war, wahrscheinlich indirekt, vermittelt über eine Zisterne, eine Quelle vergiftet hat. Zudem wurde angenommen, dass durch diese Grube benachbarte Wiesen und das Grundwasser verschmutzt wurden. Auch hier, im Fall eines indirekten Schadens, begnügt die Rechtsprechung sich mit dem wahrscheinlichen Vorliegen des Kausalzusammenhangs.<sup>2443</sup>

Diese Reduzierung des Beweismaßes hat im Prozess etwa den gleichen Effekt wie die tatsächliche Vermutung nach Art. 1353 Code civil. Die Abgrenzung zwischen diesen beiden Fällen ist schwierig und wird häufig nicht eindeutig vorgenommen. Von der Abschwächung des Beweismaßes ist es oft nicht weit bis zu einer Beweislastumkehr durch die tatsächliche Vermutung.<sup>2444</sup> Bei der Reduzierung des Beweismaßes muss der Anspruchsteller nur beweisen, dass der ursächliche Zusammenhang mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit gegeben ist. Bei der tatsächlichen Vermutung nach Art. 1353 Code civil schließt der Richter aus bestimmten Tatsachen, die der Anspruchsteller ebenfalls u. U. beweisen muss, dass die Kausalität vorliegt. Letztlich ist es also praktisch kaum entscheidend, ob das Gericht eine tatsächliche Vermutung nach Art. 1353 Code civil eingreifen lässt oder das Beweismaß reduziert.

### C. Fazit

Die französische Rechtsprechung stellt keine allzu hohen Anforderungen an die *causalité*. Sie wendet Äquivalenztheorie, Adäquanztheorie und Lehre vom Schutzzweckzusammenhang recht großzügig an. Bei mehreren Verursachern nimmt sie auch häufig einen einzigen, unteilbaren Schaden und damit über die *théorie de la causalité intégrale* die Haftung *in solidum* an. Damit hat der Geschädigte auch außerhalb der gesetzlich angeordneten Fälle der *obligation solidaire* (Art. L. 141-4 I Code de l'aviation civile, Art. L. 541-22 Code de l'environnement) generell gute Möglichkeiten, Schadensersatz zu erlangen.

Auch beim Beweis der tatsächlichen Voraussetzungen der *causalité* hilft die Rechtsprechung dem Geschädigten, indem sie ihm beim Beweis des Kausalzusammen-

---

<sup>2442</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 11 mars 1976 Bull. civ. 1976 II Nr. 98 = JCP G 1976 IV, 157; ähnlich Civ. 2<sup>e</sup> 18 déc. 1978 Bull. civ. 1978 II Nr. 282.

<sup>2443</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 4 janv. 1979, zitiert von *Martin*, RJE 2/1979, 112, 117; *Huglo*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1010, Nr. 133.

<sup>2444</sup> *Flour/Aubert/Savaux*, Nr. 164.

hangs durch die Umkehr der Beweislast bzw. durch die Abschwächung des Beweismaßes Vorteile verschafft.

Dennoch stößt die zivilrechtliche Haftung beim Ersatz von Umweltschäden an ihre Grenzen, wenn eine Vielzahl von möglichen Verursachern vorliegt und wenn eine chronische, schleichende Verschmutzung vorliegt (Summations- und Langzeitsschäden). In diesen Fällen kann die *causalité* häufig nicht einmal für einen Teilschaden festgestellt werden. Die zivilrechtliche Haftung ist besser geeignet zur Entschädigung in Fällen, in denen der Schaden plötzlich und durch einen einzigen oder wenige Verursacher entsteht.<sup>2445</sup>

---

<sup>2445</sup> Ähnlich *Larroumet*, D. 1994 Chron. 101, 103.

## Kapitel 7: Fondslösungen

Die Entschädigung durch Fonds ist insbesondere dann sinnvoll, wenn die Ansprüche auf Schadensersatz Einzelner aus praktischen Gründen nicht durchgesetzt werden können. Dies ist einerseits dann der Fall, wenn aufgrund der Vielzahl der Geschädigten die Zahlungsunfähigkeit des Schädigers droht oder eingetreten ist, z.B. bei größeren Störfällen wie der Explosion der Düngemittelfabrik AZF im Jahr 2001 in Toulouse. Andererseits tritt eine solche Situation ein, wenn zwar eine Vielzahl von Geschädigten vorliegt, aber die einzelnen Schädiger kaum noch identifiziert werden können, wie z.B. bei der Verwendung von Asbest im großen Ausmaß zur Isolierung von Gebäuden. Der französische Staat hat die soziale Problematik erkannt, die entstehen kann, wenn das Haftungssystem nicht in der Lage ist, dem Verursacher die Kosten für solche Schäden aufzuerlegen. Er hat in einigen Bereichen Umwelthaftungsfonds geschaffen, die durch Beiträge potentieller Verursacher entsprechender Schäden finanziert werden. So will der Staat bestimmte soziale Risiken durch Solidarleistungen der Gesellschaft abfedern.<sup>2446</sup>

Hier sind insbesondere ein Fonds zum Ausgleich von Schäden, die durch *catastrophes technologiques* (technologische Katastrophen) entstehen, sowie ein Fonds zur Entschädigung von Asbestopfern zu nennen.

### A. Fonds zum Ausgleich von Schäden, die durch *catastrophes technologiques* entstehen

Die Explosion in der Düngemittelfabrik AZF in Toulouse am 21. September 2001 hat dreißig Personen das Leben gekostet, mehrere hundert Personen verletzt und fast 27.000 Wohnungen beschädigt.<sup>2447</sup> Die französische Regierung hat in diesem Fall Abkommen (*accords professionnels*) zwischen dem Eigentümer der Fabrik, den Versicherungsunternehmen, die die zerstörten und beschädigten Gebäude und Fahrzeuge versichert hatten, und der Haftpflichtversicherung des Eigentümers der Fabrik eingesetzt, mit dem Ziel, für eine schnelle Entschädigung der Opfer zu sorgen. Diese Abkommen hatten aber ihre Grenzen. Nicht versicherte Personen, die einen hohen Anteil der Bevölkerung in dem betroffenen Gebiet stellten,<sup>2448</sup> blieben von ihren Vorteilen ausgeschlossen. Zudem waren diese Abkommen in ihrem Anwendungsbereich auf dieses Ereignis beschränkt und nicht auf weitere Störfälle übertragbar. Es bestand damit das Bedürfnis nach einem dauerhaften Regelungsrahmen für Störfälle dieser Art.<sup>2449</sup>

---

<sup>2446</sup> *Arbousset*, RRJ 2001, 873, 877.

<sup>2447</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 17 Fn. 1.

<sup>2448</sup> Ca. 10 % der französischen Wohnungen/Wohnhäuser sind nicht entsprechend versichert, *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 18 Fn. 10; besonders in der sozial benachteiligten Gegend von Toulouse, wo die AZF-Explosion geschah, waren viele (20%) nicht versichert, *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 8, Fn. 27.

<sup>2449</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 2.

In der Folge hat der Gesetzgeber, nach verschiedenen, zum Teil schon älteren Vorschlägen aus der Lehre, die Notwendigkeit gesehen, die Entschädigung der Opfer solcher Störfälle besser zu organisieren.<sup>2450</sup> Am 30. Juli 2003 wurde schließlich ein Gesetz zur Prävention technologischer und natürlicher Risiken und zu deren Entschädigung erlassen (Gesetz Nr. 2003-699 vom 30. Juli 2003) Der erste Teil des Gesetzes, der sich mit der Beherrschung technologischer Risiken befasst, hat vier Ziele: die bessere Information der Bevölkerung, die Regelung der Stadtentwicklung in Risikobereichen, die Vorbeugung von Schäden und die bessere Entschädigung der Opfer technologischer Katastrophen.<sup>2451</sup> Hier soll nur die Umsetzung des letztgenannten Ziels dargestellt werden. Zur Umsetzung dieses Ziels wurde ein neues Kapitel in den Code des assurances eingeführt (Art. L 128-1 ff. Code des assurances), das sich mit der der Versicherung von durch *catastrophes technologiques* (technologische Katastrophen) entstandenen Schäden befasst. Weiterhin wurde der neue Art. L. 421-16 Code des assurances erlassen, der die Aufgaben des Entschädigungsfonds bei *catastrophes technologiques* behandelt.<sup>2452</sup>

Mit diesem Gesetz wurde die Entschädigung der Opfer von *catastrophes technologiques* den Versicherungen und, bei deren Nichteingreifen, einem Entschädigungsfonds übertragen. Es handelt sich hier um den bereits vorher bestehenden *Fonds de garantie des victimes d'accidents de circulation et de la chasse* (Garantiefonds für Opfer von Verkehrs- und Jagdunfällen) der mit dem Gesetz Nr. 2003-706 vom 1. August 2003<sup>2453</sup> in *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* (Garantiefonds der Pflichtversicherungen gegen Schäden) umbenannt wurde. Trotz des Namens wurde aber keine Pflichtversicherung für durch *catastrophes technologiques* verursachte Schäden eingeführt, sondern nur gewisse Anreize für die Versicherung gegen solche Schäden geschaffen.<sup>2454</sup> Der Entschädigungsmechanismus ist beeinflusst von der Entschädigungspraxis, die für die Opfer der Explosion von Toulouse entwickelt wurde, und von den bereits existierenden Entschädigungsmechanismen für Opfer von Naturkatastrophen.<sup>2455</sup>

---

<sup>2450</sup> Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 17 mit Nachweisen für ältere und neuere Vorschläge aus der Lehre.

<sup>2451</sup> Bigot, JCP G 2003 I 167 Nr. 3.

<sup>2452</sup> Zum Fonds allgemein: FGAO, <http://www.fga.fr/technologies/accueil.htm>, 2. Dezember 2007.

<sup>2453</sup> Mit diesem Gesetz wurde der Fonds zusätzlich mit der Entschädigung von Opfern der Zahlungsunfähigkeit von allen obligatorischen Versicherungen beauftragt (zuvor nur bei Zahlungsunfähigkeit der ebenfalls verpflichtenden Autohaftpflichtversicherung, s. Art. L. 421-1 Code des assurances).

<sup>2454</sup> Dies wird von einigen Autoren kritisiert (z.B. Abranavel-Jolly, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 5).

<sup>2455</sup> Bigot, JCP G 2003 I 167 Nr. 1; Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 18.

## I. Verhältnis der Entschädigung durch die Versicherung und der Entschädigung durch den Fonds nach dem Gesetz Nr. 2003-699 vom 30. Juli 2003

Im Fall einer *catastrophe technologique* obliegt der Ersatz von Schäden vorrangig den Versicherungen. Bei Nichtbestehen einer Versicherung ist der *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* zum Ersatz von Schäden verpflichtet.

### 1. Eingreifen der Versicherung

Wenn eine Versicherung gegen Brandschäden oder andere Schäden an Wohnungen sowie an in diesen befindlichen Sachen oder eine Versicherung für Schäden an bodengebundenen Motorfahrzeugen besteht, hat die Versicherung dem Versicherten auch die Schäden zu ersetzen, die an diesen versicherten Gegenständen durch eine *catastrophe technologique* entstehen (Art. L. 128-2 Code des assurances, zum Begriff der *catastrophe technologique* s.u. Teil 3, Kapitel 7, A.IV.1). Dies gilt allerdings nur für Verträge, die natürliche Personen außerhalb ihrer beruflichen Aktivität abgeschlossen haben. Problematisch ist es, wenn die Versicherung gleichzeitig zu beruflichen und nichtberuflichen Zwecken abgeschlossen wurde, was insbesondere bei der Versicherung gemischt genutzter Gebäude oder Fahrzeuge der Fall sein kann.<sup>2456</sup> Die Regierung hat sich gegen die Ausdehnung dieser Vorschrift auf Versicherungen im unternehmerischen Bereich ausgesprochen, da dies erheblich teurer geworden wäre und zu einer starken Erhöhung der Versicherungsbeiträge geführt hätte. Ferner sei hier das soziale Risiko geringer.<sup>2457</sup> Die Vorschrift gilt auch für Versicherungsverträge, die der *syndic* (ein durch die Versammlung der Wohnungseigentümer ernannter Hausverwalter) für das *syndicat des copropriétaires* (Miteigentümergeinschaft mit juristischer Persönlichkeit) gegen Schäden an den gemeinsam genutzten Teilen des Gebäudes, das in Miteigentum steht, abschließt.<sup>2458</sup> Ebenfalls sind solche Versicherungsverträge erfasst, die die Verwaltung eines *HLM* (*habitation à loyer modéré*, sozialer Wohnungsbau) für die in ihrem Eigentum stehenden Wohngebäude abschließt.<sup>2459</sup>

Eine Ausnahme gilt für Gebiete, für die ein *plan de prévention des risques technologiques* (Plan zur Prävention technologischer Risiken, der z.B. in durch technologische Risiken gefährdeten Gebieten Baubeschränkungen vorsehen kann, vgl. Art. L. 515-15 und Art. L. 515-16 Code de l'environnement) besteht. Hier besteht die Entschädigungspflicht nach Art. L. 128-2 Code des assurances nur für Sachen, die schon vor der Veröffentlichung des Plans existierten (Art. L. 128-4 Code des assurances). Auch besteht keine Entschädigungspflicht für Schäden an Gebäuden, die unter Verletzung von öffentlich-rechtlichen Regeln gebaut werden, die gerade zur Verhinderung von durch *catastrophes technologiques* verursachten Schäden bestehen (Art. L. 128-4 Code des assurances).

---

<sup>2456</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 6.

<sup>2457</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 6.

<sup>2458</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 6.

<sup>2459</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 6.

Die Entschädigung für die durch eine *catastrophe technologique* entstehenden Schäden wurde den bereits bestehenden, unter die gerade beschriebenen Voraussetzungen fallenden Versicherungsverträgen zwangsweise zugeordnet. Für dieses Verfahren spricht, dass diese Versicherungsverträge schon sehr verbreitet waren und bereits die Gegenstände abdeckten, deren Ersatz durch den Gesetzgeber gewünscht war.<sup>2460</sup> Es besteht keine Pflicht, sich gegen durch eine *catastrophe technologique* verursachte Schäden zu versichern. Einen Anreiz für den Abschluss einer solchen Versicherung bildet aber die Tatsache, dass die Entschädigung durch den Fonds im Vergleich zur Entschädigung durch eine Versicherung Nachteile aufweist.<sup>2461</sup> Das Risikobewusstsein wird ferner dadurch gefördert, dass nach Art. L. 125-5 Code de l'environnement bei Miete oder Kauf von Gebäuden, die sich in Gebieten befinden, für die ein *plan de prévention des risques technologiques* besteht, die Pflicht des Verkäufers oder Vermieters besteht, den Käufer oder den Mieter über die bestehenden Risiken, die Grund für den Erlass des Plans waren, zu informieren.<sup>2462</sup>

## 2. Eingreifen des Fonds

Wenn keine solche Versicherung besteht, bestimmt der ebenfalls durch das Gesetz Nr. 2003-699 vom 30. Juli 2003 eingeführte Art. L. 421-16 Code des assurances, dass der *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* (Art. L. 421-1 Code des assurances) die Opfer entschädigt, allerdings zu ungünstigeren Bedingungen als die Versicherung. Nach Art. L. 421-17 Code des assurances besteht eine parallele Regelung für Bergschäden, die ab dem 1. September 1998 aufgetreten sind. Bei diesen hat der Geschädigte ebenfalls ein Recht auf Ersatz von Schäden an der Hauptwohnung durch den *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*, und zwar bis zu einem Betrag von 300.000 €, wenn und soweit eine Versicherung den Schaden nicht abdeckt.<sup>2463</sup>

## II. Organisation des Fonds

Seit Inkrafttreten des Gesetzes Nr. 2003-706 vom 1. August 2003 ist der Fonds eine juristische Person des Privatrechts, bis dahin war er zwar eine juristische Person, aber dem öffentlichen Recht zugehörig (Art. L. 421-2 Code des assurances).<sup>2464</sup>

Mitglieder im Fonds sind alle Versicherungsunternehmen, die in Frankreich zugelassen und staatlicher Kontrolle nach Art. L. 310-1 Code des assurances unterworfen sind und die Risiken versichern, deren Versicherung nach den französischen Gesetzen und Verordnungen verpflichtend ist. Auch die Unternehmen, die Versicherungen im Bereich Automobil und Jagd anbieten, sind Mitglieder des Fonds (Art. L. 421-

---

<sup>2460</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 19.

<sup>2461</sup> *Abranel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 9.

<sup>2462</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 19.

<sup>2463</sup> Vgl. *FGAO*, <http://www.fga.fr/minier/accueil.htm>, 2. Dezember 2007;

*FGAO*, <http://www.fga.fr/minier/conditions.htm>, 2. Dezember 2007.

<sup>2464</sup> *Abranel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 5.

2 Code des assurances). Damit sind nur solche Versicherungsunternehmen, die Pflichtversicherungen anbieten, in dem Fonds vertreten, obwohl es sich bei der Versicherung gegen Schäden durch *catastrophes technologiques* gar nicht um eine Pflichtversicherung handelt. Dieser Widerspruch wird häufig kritisiert und eine Anpassung des Gesetzes gefordert.<sup>2465</sup>

Die Verwaltung des Fonds richtet sich nach Art. R. 421-25-1 Code des assurances und nach den Satzungsregelungen des Fonds, mit einem *conseil d'administration* (Vorstand) als zentralem Verwaltungsorgan. Der Fonds steht unter der Kontrolle des Wirtschafts- und Finanzministers (Art. R. 421-26 Code des assurances). Ein von diesem Minister ernannter *commissaire du gouvernement* (Regierungskommissar als Aufsichtsbeamter) überwacht die gesamte Verwaltungstätigkeit des Fonds und kann gegen jede Entscheidung des *conseil d'administration* sein Veto einlegen.

### **III. Finanzierung**

Der Fonds wird durch Beiträge der Versicherungsunternehmen, der nicht versicherten Verantwortlichen von Autounfällen und der versicherten Autohalter finanziert (Art. L. 421-4 Code des assurances).

### **IV. Voraussetzungen für die Entschädigung durch den Fonds**

Die Voraussetzungen für die Entschädigung durch den Fonds ergeben sich aus Art. L. 421-16 Code des assurances.

#### **1. Catastrophe technologique**

Die entscheidende Voraussetzung für das Eingreifen des Fonds (Art. L. 421-16, Art. L. 128-1 Code des assurances) ist das Vorliegen einer *catastrophe technologique* (technologischer Katastrophe). Einerseits müssen die materiellen Voraussetzungen einer solchen *catastrophe technologique* vorliegen. Ferner muss ihr Vorliegen von der Verwaltung festgestellt werden, damit die Entschädigung durch Versicherung bzw. Fonds erfolgen kann. Die näheren Voraussetzungen finden sich in Art. R. 128-1 bis Art. R. 128-4 und in Art. R. 428-78 Code des assurances.

#### **a) Materielle Voraussetzung: catastrophe technologique**

Das Vorliegen einer *catastrophe technologique* setzt einen Unfall (*accident*) in einer Anlage aus Buch 5, Titel 1 des Code de l'environnement, einen Unfall in Verbindung mit dem Transport gefährlicher Stoffe oder einen Unfall, der durch eine in Art. 3-1 Code minier genannte Anlage verursacht wurde, voraus (Art. L. 128-1 Code des assurances).

Welche Anlagen zu den in Buch 5, Titel 1 des Code de l'environnement genannten gehören, lässt sich Art. L. 511-1 Code de l'environnement entnehmen. Es handelt sich hier um *installations classées*, also um Anlagen, von denen Gefahren für Menschen

---

<sup>2465</sup> *Abranavel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 6.

und Umwelt ausgehen können und die deshalb anmelde- oder genehmigungspflichtig sind. Darunter können zum Beispiel Fabriken, Werkstätten, Lagerstätten oder Baustellen fallen. Diese Anlagen können ganz verschiedenen Bereichen zuzuordnen sein, wie z.B. der chemischen Industrie, der Nahrungsmittelherstellung oder der Abfallentsorgung.

Der Unfall muss in einer der genannten Anlagen stattfinden. Er muss nicht unbedingt durch die Anlage verursacht werden. Es reicht, dass er in einer der Anlagen auftritt und durch technische Ursachen oder menschliches Versagen hervorgerufen wurde.<sup>2466</sup>

Unfälle in Verbindung mit dem Transport gefährlicher Stoffe können ebenfalls eine *catastrophe technologique* verursachen. Gefährliche Stoffe sind solche, die aufgrund ihrer physischen oder chemischen Eigenschaften oder aufgrund der Natur der Reaktionen, die sie verursachen können, eine große Gefahr für den Menschen, Sachen oder die Umwelt darstellen.<sup>2467</sup> Insbesondere sind Transportunfälle mit dem Niveau einer *catastrophe technologique* in Städten oder auf von Wohngebäuden umgebenen Bahnhöfen möglich.<sup>2468</sup>

Zuletzt werden in Art. L. 128-1 Code des assurances noch Unfälle aufgeführt, die durch in Art. 3-1 Code minier genannte Anlagen verursacht werden. Dies sind unterirdische Lagerstätten von Erdgas, flüssigen, verflüssigten oder gasförmigen Kohlenwasserstoffen oder von Chemieprodukten für die Industrie.

Nicht erfasst sind nach Art. L. 128-1 Code des assurances Unfälle mit Kernenergie, die unter das Abkommen über die zivilrechtliche Haftung im Bereich der Kernenergie vom 29. Juli 1960 fallen.

Der Begriff des Unfalls wird gebraucht, um ein plötzliches Ereignis, im Gegensatz zu einem langsamen Prozess, zu charakterisieren. Auf welche konkrete Ursache der Unfall zurückzuführen ist (menschliches Versagen oder technischer Fehler) ist unbeachtlich, solange er nur mit einem der oben genannten Umstände in Verbindung steht.<sup>2469</sup> Es muss sich aber um einen durch menschliche Aktivität verursachten Unfall handeln, im Gegensatz zu einer Naturkatastrophe, die durch Vorgänge in der Natur hervorgerufen wird.<sup>2470</sup>

Weiter ist für die *catastrophe technologique* nach Art. L. 128-1 Code des assurances die Beschädigung einer großen Anzahl unbeweglicher Sachen (*biens immobiliers*) erforderlich. Die Wortwahl ist missverständlich. Der Gesetzgeber hat hier eigentlich auf-

---

<sup>2466</sup> Bigot, JCP G 2003 I 167 Nr. 4.

<sup>2467</sup> Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 18.

<sup>2468</sup> Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 18.

<sup>2469</sup> Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 18.

<sup>2470</sup> Guégan-Lécuyer, D. 2004 Chron. 17, 18.

grund der Erfahrungen von Toulouse nur die Beschädigung von Wohngebäuden gemeint, der Versuch von Abgeordneten, das Gesetz auf weitere Schäden auszudehnen, ist gescheitert.<sup>2471</sup> Dafür spricht nunmehr auch der Wortlaut von Art. R. 128-1 Code des assurances, der die Unbewohnbarkeit von mehr als 500 Wohnungen (*logements*) als Voraussetzung für die *catastrophe technologique* nennt.<sup>2472</sup>

## **b) Formelle Voraussetzung: Feststellung der catastrophe technologique**

In formeller Hinsicht ist für die Entschädigung erforderlich, dass die *catastrophe technologique* durch die französische Verwaltung festgestellt wird (Art. L. 128-1 Code des assurances). Dies muss durch einen gemeinsamen Erlass (*arrêté*) des Wirtschaftsministers, des Umweltministers und des für den Zivilschutz zuständigen Ministers geschehen (Art. R. 128-1 Code des assurances). Dieser Erlass bestimmt gleichzeitig auch den räumlichen und zeitlichen Bereich, in dem die Schäden entstanden sein müssen, um ein Recht auf Entschädigung zu eröffnen (Art. L. 128-1 Code des assurances).

Problematisch kann hier die zeitliche Grenze sein. Es ist fraglich, ob es hier auf den Zeitpunkt der Ursache oder auf den Zeitpunkt des Eintritts des Schadens ankommt, wenn der Schaden erst nach Ablauf der festgelegten Periode eintritt. Der Wortlaut des Gesetzes, der von Eintritt des Schadens spricht, sowie einige Gerichtsentscheidungen sprechen eher für die zweite Lösung.<sup>2473</sup>

## **2. Keine Versicherung für das Hauptwohngebäude**

Der Anspruch gegen den Fonds besteht nach Art. L. 421-16 Code des assurances nur, wenn für das Hauptwohngebäude keine Versicherung nach Art. L. 128-2 Code des assurances besteht (s.o. Teil 3, Kapitel 7, A.I).

## **V. Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber sind nach Art. L. 421-16 Code des assurances natürliche Personen, die durch die *catastrophe technologique* einen Schaden an ihrem Hauptwohngebäude erlitten haben.

## **VI. Verfahren der Entschädigung**

Zunächst muss das Opfer der *catastrophe technologique* einen Antrag auf Entschädigung stellen. Dabei ist keine Frist zu beachten. Nach Art. L. 421-16 i.V.m. Art. L. 128-2 Code des assurances muss die Entschädigung innerhalb von 3 Monaten erfolgen. Diese Frist beginnt mit der Übergabe der Liste der geschädigten Sachen oder sonstigen Verluste durch den Geschädigten oder mit der Veröffentlichung des Erlasses, mit dem die *catastrophe technologique* festgestellt wird, falls dies später erfolgt.

---

<sup>2471</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 19; a.A. (alle Gebäude gemeint) *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 4.

<sup>2472</sup> Kritisch zur Einführung einer Untergrenze *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 19.

<sup>2473</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 5 mit Rechtsprechungsnachweisen.

## VII. Umfang der Entschädigung

Der Fonds ersetzt in zweierlei Hinsicht weniger Schäden als die Versicherung, die vorrangig eingreift (s.o. Teil 3, Kapitel 7, A.I).

Zum einen ersetzt der Fonds nach Art. L. 421-16 Code des assurances nur Schäden an der Hauptwohnung (*habitation principale*). Folglich sind Schäden an beweglichen Sachen sowie anderen Rechtsgütern wie Gesundheit und körperlicher Unversehrtheit nicht erfasst. Auch Schäden an Nebenwohnungen und sonstigen Immobilien, die nicht dem Anspruchsteller als Hauptwohnung dienen, werden nicht ersetzt. Ziel des Gesetzes ist es folglich, den am schwersten von einer *catastrophe technologique* getroffenen Personen die Möglichkeit zu geben, unzerstörten Wohnraum zu beziehen, und nicht, vollständige Entschädigung auch ohne Versicherung zu bieten.<sup>2474</sup> Wenn die Versicherung eingreift, muss sie dagegen für den Schaden aufkommen, der an den in Art. L. 128-2 genannten Gütern entstanden ist, d.h. für den Schaden an Wohngebäuden, an Sachen, die in Wohngebäuden gelagert werden, und an motorbetriebenen Landfahrzeugen, vgl. auch Art. R. 128-2 Code des assurances.

Für die Entschädigung durch den Fonds besteht eine Obergrenze in Höhe von 100.000 € (Art. L. 421-16 und Art. R. 421-78 Code des assurances). Dagegen besteht bei Leistungspflicht der Versicherung grundsätzlich die Verpflichtung zum Ersatz des Gesamtschadens, nur bei beweglichen Sachen begrenzt durch die angegebenen Werte (*valeurs déclarées*) oder die Versicherungssumme (*capitaux assurés*, Art. L. 128-2 Code des assurances).

## VIII. Rückgriffsanspruch

Der Fonds tritt in der Höhe der gezahlten Entschädigung in die Rechte der Geschädigten gegen den Schädiger ein (Art. L. 421-16 i.V.m. Art. L. 128-3 Code des assurances). Damit soll, zumindest theoretisch, der Verursacher die Last des Schadens tragen. In der Praxis wird jedoch in vielen Fällen der Verursacher insolvent sein, so dass der Schaden vom Fonds getragen werden muss.<sup>2475</sup> Jedenfalls bleibt die dem Geschädigten einmal gezahlte Entschädigung diesem erhalten, unabhängig von Umfang und Resultat des Rückgriffsanspruchs (Art. L. 128-3 Code des assurances).

## IX. Fazit

Die Einführung dieser Entschädigungslösung ergänzt in sinnvoller Weise das bisher hauptsächlich auf die Prävention von Schäden durch gefährliche Anlagen ausgerichtete Recht der *installations classées*. Den Bedürfnissen der Opfer nach schneller und effizienter Entschädigung bei Großkatastrophen wird hoffentlich Rechnung getragen. Es ist nur bedauerlich, dass erst eine Katastrophe vom Ausmaß der Explosion der Fabrik AZF in Toulouse geschehen musste, um den Gesetzgeber von der Notwendigkeit einer kollektiven Entschädigungslösung zu überzeugen. Dies gilt insbe-

---

<sup>2474</sup> *Abranavel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 7.

<sup>2475</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 19.

sondere angesichts der Tatsache, dass unter dem Gesichtspunkt der Prävention mit der Möglichkeit technologischer Großkatastrophen im Recht der *installations classées* schon seit jeher umgegangen wird.<sup>2476</sup> Andererseits konnten so wertvolle Erfahrungen mit der Entschädigung im Rahmen dieser Katastrophe in das Gesetz aufgenommen werden.<sup>2477</sup>

Dass die Regeln über den Fonds auf eine Vielzahl von gefährlichen Anlagen anwendbar sind, ist zu begrüßen. Die Feststellung der *catastrophe technologique* durch eine Verwaltungsentscheidung fördert die einheitliche Behandlung der von der Katastrophe Betroffenen.

Da bestimmten Versicherungsverträgen die Versicherung von durch *catastrophes technologiques* verursachten Schäden zugeschlagen wird und dieselben Versicherungsunternehmen auch den Fonds finanzieren, erhöhen sich die Kosten für die Versicherten,<sup>2478</sup> unabhängig davon ob sie dem Risiko einer *catastrophe technologique* ausgesetzt sind oder nicht.<sup>2479</sup>

Es wäre zu begrüßen, wenn diese Kosten nicht die Allgemeinheit tragen müsste, sondern die Unternehmen, die eine solche *catastrophe technologique* verursachen könnten, also Betreiber von Anlagen oder Transporten nach Art. L. 128-1 Code des assurances. Diese Unternehmen könnten den Entschädigungsfonds durch Beiträge finanzieren. So könnten die Versicherungsprämien konstant gehalten werden. Eine Erhöhung der Versicherungsprämien schreckt mehr Menschen vom Abschluss entsprechender Versicherungen ab, insbesondere in sozial benachteiligten Gebieten in der Nähe gefährlicher Anlagen. Eine solche Finanzierung entspräche auch eher dem Verursacherprinzip als die heutige Finanzierung.

Zu kritisieren ist auch, dass eine Vielzahl von Schäden weder über die Versicherungslösung noch über die Fondslösung ersetzt wird. Dazu zählen Schäden an Sachen, die im beruflichen Gebrauch stehen, und Schäden an Körper und Gesundheit sowie immaterielle Schäden. Im Rahmen des Fonds beschränkt sich der Ersatz sogar auf Schäden am Hauptwohngebäude. Angesichts der Schwere der möglichen Schäden, der Nachteile, die daraus erwachsen können und des hohen Insolvenzrisikos der Verursacher einer *catastrophe technologique* ist dies sehr nachteilig für die Geschädigten.<sup>2480</sup> Dieses Gesetz kann damit nur einen Schritt auf dem Weg zur Entwicklung eines umfassenderen kollektiven Entschädigungssystems für Umweltschäden darstellen.<sup>2481</sup>

---

<sup>2476</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 20.

<sup>2477</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 20.

<sup>2478</sup> *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr. 8.

<sup>2479</sup> Näher zum Umfang: *Abranavel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances Februar 2004, 4, 6.

<sup>2480</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 20.

<sup>2481</sup> *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, 20.

Da seit Inkrafttreten der Regelungen über den Fonds noch keine *catastrophe technologique* eingetreten ist, bleibt abzuwarten, wie sich die Regelung in der Praxis bewähren wird.

## **B. Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA)**

Die Folgen von Asbest für die Gesundheit werden auch in Frankreich seit Jahren diskutiert. Asbest ist eine Mineralfaser, die in sechs verschiedenen, mehr oder weniger schädlichen Formen vorkommt. Es wird seit Anfang des 20. Jahrhunderts industriell genutzt. Asbest eignet sich gut als Isoliermaterial und ist sehr schwer entzündlich, so dass es insbesondere zur Isolierung von Gebäuden verwandt wurde, im großen Ausmaß seit den 60er Jahren. Aber auch in Haushaltsgeräten und Autos kam Asbest zur Anwendung.<sup>2482</sup>

Seit 1996 sind die Herstellung, die Verarbeitung, der Verkauf, die Einführung und das Inverkehrbringen von Asbest jeder Art in Frankreich verboten.<sup>2483</sup> Nach Auslaufen von Übergangsvorschriften gilt eine Ausnahme allein noch für bestimmte Gebrauchtfahrzeuge.<sup>2484</sup> Eine EU-Richtlinie von 1999<sup>2485</sup>, deren Umsetzung bis Ende 2004 erfolgt sein musste, verbietet das Inverkehrbringen und die Benutzung von Asbestfasern und von Produkten, die diese Fasern enthalten.

Durch Asbest verursachte Schäden können nach den allgemeinen Regeln des Umwelthaftungsrechts ersetzt werden. Von größter praktischer Bedeutung sind Schäden an Leben und Gesundheit. Bis zum Jahr 2020 werden 100.000 durch Asbest verursachte Todesfälle in Frankreich erwartet.<sup>2486</sup> Aber auch Schäden an anderen Rechtsgütern sind denkbar, z. B. wenn ein Grundstück aufgrund einer Kontamination durch Asbest an Wert verliert.

Gesundheitsschäden treten auf, wenn Asbestfasern aus asbesthaltigen Materialien austreten und als Staub eingeatmet werden. Verschiedene Arten von Krankheiten der Atemwege werden dadurch hervorgerufen, z.B. die Asbestose (Asbeststaublungerkrankung), verschieden Krebsarten und das Mesotheliom (Tumorart im Brustbereich). Alle diese Krankheiten brechen weit nach dem Kontakt mit Asbest aus, von zehn Jahren danach bei der Asbestose bis zu 40 Jahren danach bei den Krebserkrankungen.<sup>2487</sup>

---

<sup>2482</sup> *Arboussset*, RRJ 2001, 873, 873; *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>2483</sup> Décret Nr. 96-1133 vom 24. Dezember 1996 (Legifrance); *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>2484</sup> Décret Nr. 2002-1528 vom 24. Dezember 2002 (Legifrance); *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

<sup>2485</sup> Richtlinie Nr. 1999/77/EG vom 26. Juli 1999.

<sup>2486</sup> *De la Royere*, Environnement 2/2002, 26, 26, die Schätzungen gehen allerdings auseinander.

<sup>2487</sup> *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 1.

Diese Gesundheitsschäden treten insbesondere als Berufskrankheit auf, für die in Frankreich spezielle Entschädigungsregeln gelten. Der Ersatz von Gesundheitsschäden, die nicht als Berufskrankheit zu qualifizieren sind, wurde bisher eher selten verlangt, ist aber nach den Regeln der Umwelthaftung möglich. Dies ist zum Beispiel denkbar bei der Kontamination von nahen Angehörigen eines Arbeitnehmers, der bei der Arbeit unmittelbar Asbestfasern ausgesetzt ist und diese über seine Kleidung mit nach Hause bringt. Die so geschädigten Angehörigen können nach Art. 1384 I Code civil vom Arbeitgeber Schadensersatz verlangen.<sup>2488</sup> Auch Schäden, die durch die unsachgemäße Entsorgung von asbesthaltigem Abfall entstehen, können nach Art. 1384 I Code civil ersetzt werden.<sup>2489</sup> Denkbar ist auch ein Anspruch nach den Grundsätzen der *théorie des troubles anormaux du voisinage*, z.B. wenn Nachbarn durch die Asbestentsorgung in einem benachbarten Gebäude oder durch ein Abfallvernichtungszentrum, das Asbest entsorgt, geschädigt werden.<sup>2490</sup>

Die Prozesse, die um den Schadensersatz für durch Asbest verursachte Schäden geführt wurden, waren oft lang und ihr Ausgang unvorhersehbar. Um die Entschädigung der Asbestopfer zu vereinfachen, wurde ein Fonds gegründet, der *Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante* (Entschädigungsfonds für Asbestopfer), kurz *FIVA*.<sup>2491</sup>

Mit Art. 53 des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 wurde der Fonds eingeführt. Das Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001 präzisiert die Funktionsweise des Fonds.

## I. Organisation des Fonds

Der Fonds ist ein *établissement public à caractère administratif* (Art. 53 II des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000). Es handelt sich dabei um eine juristische Person des öffentlichen Rechts, zuständig für den Ersatz von durch den Kontakt mit Asbest verursachten Schäden. Er steht unter der Aufsicht (*tutelle*) der Minister, die für die Sozialversicherung (*sécurité sociale*) und den Haushalt (*budget*) zuständig sind.

Organisation und Verwaltung des Fonds sind in Art. 53 II des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 und in dem Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001 geregelt. Auch hier ist der *conseil d'administration* (Vorstand) das zentrale Verwaltungsorgan. Dieser ernennt eine *commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante* (Kommission zur Untersuchung der Umstände des Kontakts mit Asbest), die für die Feststellung des Kausalzusammenhangs zwischen dem Kontakt mit Asbest und der Entstehung einer Krankheit in den Fällen, in dieser nicht vermutet wird (s.u. Teil 3, Kapitel 7, B.III) zuständig ist.

---

<sup>2488</sup> CA Caen 20 nov. 2001 JCP G 2003 II 10045; *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 69.

<sup>2489</sup> *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 36.

<sup>2490</sup> *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 36.

<sup>2491</sup> *De la Royere*, Environnement 2/2002, 26, 26; Informationen über den Fonds: *FIVA*, <http://www.fiva.fr>, 2. Dezember 2007.

## II. Finanzierung

Der Fonds wird zum weit überwiegenden Teil von den Arbeitgebern über die Sozialversicherung, Teilbereich Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten (*branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général de la sécurité sociale*) und zum anderen Teil vom Staat finanziert. Bis einschließlich zum Jahr 2007 stammten aus den Kassen der Sozialversicherung 1.738 Millionen €, aus der Staatskasse 225 Millionen €. <sup>2492</sup>

## III. Voraussetzungen für eine Entschädigung durch den Fonds

Der Antragsteller muss einen Kontakt mit Asbest und einen daraus folgenden Schaden (z.B. den Gesundheitsschaden des Geschädigten) beweisen. Der Fonds ermittelt die Umstände der Schädigung (Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000).

Der Beweis des Kontakts mit Asbest gilt als erbracht und der Kausalzusammenhang mit dem Entstehen der entsprechenden Krankheit wird vermutet beim Vorliegen bestimmter, anerkanntermaßen durch Asbest verursachter Berufskrankheiten (Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 17 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001) oder wenn eine in dem Arrêté vom 5. Mai 2002 genannte, typischerweise durch Asbest verursachte Krankheit (Tumore im Brustraum, bestimmte Ablagerungen im Brustraum) vorliegt (Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 1 des Arrêté vom 5. Mai 2002<sup>2493</sup>). Der Schaden muss zudem auf dem Gebiet Frankreichs eingetreten sein. <sup>2494</sup>

## IV. Anspruchsinhaber

Verschiedene Personengruppen haben nach Art. 53 I des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 einen Anspruch auf Entschädigung aus dem Fonds.

Zunächst sind dies die Personen, deren durch Asbest bedingte Berufskrankheit nach der Gesetzgebung über die *sécurité sociale* (Sozialversicherung) oder ähnlichen Regelungen oder nach der Gesetzgebung über die (zivile oder militärische) Invalidenrente anerkannt ist. So verbessert der Staat die Rechtsposition derer, die bei Ausübung ihres Berufs durch Asbest geschädigt wurden. Diese konnten vor Einführung des Fonds nicht vollständig durch die *sécurité sociale* entschädigt werden. <sup>2495</sup>

Ferner haben auch Personen einen Anspruch, die auf dem Gebiet der Republik Frankreich einen Schaden erlitten haben, der direkt aus einem Kontakt mit Asbest resultiert, der nicht im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit stattfand. Hier sind Schäden jeder Art erfasst, nicht bloß solche an Körper oder Gesundheit. Diese Ausweitung des Anwendungsbereichs über den beruflichen Bereich hinaus ist angemessen,

---

<sup>2492</sup> FIVA, <http://www.fiva.fr/financement.php>, 2. Dezember 2007.

<sup>2493</sup> Vgl. [http://www.fiva.fr/pdf/decret\\_5\\_mai.pdf](http://www.fiva.fr/pdf/decret_5_mai.pdf), 7. September 2007.

<sup>2494</sup> *Arbousset*, RRJ 2001, 873, 875.

<sup>2495</sup> *Arbousset*, RRJ 2001, 873, 875.

da eine Asbestschädigung auch bei längeren Aufenthalten in asbestverseuchten Gebäuden (z.B. Universitäten, Verwaltungen, Krankenhäusern) möglich ist.<sup>2496</sup> Schwierig gestaltet sich hier der Beweis der erforderlichen direkten Kausalität.<sup>2497</sup>

Zudem haben die Rechtsnachfolger (*ayants droit*) der beiden oben genannten Personengruppen einen Entschädigungsanspruch. Dies ist angesichts der Schäden, die die Angehörigen durch Krankheit und Tod eines Angehörigen erleiden können, sinnvoll.<sup>2498</sup>

## V. Verfahren der Entschädigung

Das Entschädigungsverfahren ergibt sich aus Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 und aus Art. 15 bis 23 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001. Der Antrag auf Entschädigung muss, u.a. zusammen mit Nachweisen über die Krankheit und den Kontakt mit Asbest, beim Fonds eingereicht werden. Wenn der Beweis des Kontakts mit Asbest gemäß Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 als erbracht gilt (s.o. Teil 3, Kapitel 7, B.III), sind die Nachweise über den Kontakt mit Asbest nicht notwendig (Art. 15 I Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001).

Wenn die Krankheit möglicherweise durch die berufliche Tätigkeit des Geschädigten verursacht wurde, leitet der Fonds den Antrag an die für die Anerkennung von Berufskrankheiten zuständige Organisation weiter, so dass während des Verfahrens auch die Anerkennung als Berufskrankheit erfolgen kann (Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 16 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001). Bei Anerkennung als Berufskrankheit wird der Kausalzusammenhang zwischen dem Kontakt mit Asbest und der Krankheit vermutet. Weiter ergeben sich aus der Anerkennung für den Geschädigten möglicherweise zusätzliche Rechte.<sup>2499</sup>

Der Fonds untersucht, ob die Voraussetzungen für die Entschädigung vorliegen. Er stellt dabei Nachforschungen an und kann auf Sachverständigengutachten zurückgreifen. Das Berufsgeheimnis und das Industriegeheimnis können ihm dabei nicht entgegengehalten werden (Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000).

Wenn der Kausalzusammenhang zwischen der Krankheit und dem Kontakt mit Asbest nicht nach Art. 53 III des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 und Art. 17 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001 vermutet wird, wird der Antrag an die *commission d'examen des circonstances de l'exposition à l'amiante* (Kommission zur Untersuchung der Umstände des Kontakts mit Asbest) weitergeleitet. Diese ent-

---

<sup>2496</sup> *Arbouset*, RRJ 2001, 873, 875.

<sup>2497</sup> *Arbouset*, RRJ 2001, 873, 875.

<sup>2498</sup> *Arbouset*, RRJ 2001, 873, 875.

<sup>2499</sup> *FIVA*, <http://www.fiva.fr/formulaires/xp-notice-amiante-bleu.pdf>, 2. Dezember 2007.

scheidet über das Vorliegen des Kausalzusammenhangs (Art. 17 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001).

Innerhalb von sechs Monaten vom Empfang des vollständigen Antrags muss der Fonds dem Antragsteller ein Entschädigungsangebot machen oder den Antrag ablehnen (Art. 53 IV des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 22 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001). Der Antragsteller kann das Entschädigungsangebot annehmen oder ablehnen (Art. 23 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001). Wenn der Antragsteller annimmt, muss der Fonds innerhalb von zwei Monaten die angebotene Summe zahlen (Art. 23 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001).

## VI. Umfang der Entschädigung

Das Gesetz sieht den vollständigen Ersatz aller durch Asbest verursachten Schäden vor, unabhängig davon, ob es sich um Gesundheits- oder sonstige Schäden handelt (Art. 53 I des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000). Vermögens- und Nichtvermögensschäden werden ersetzt.<sup>2500</sup> Der Fonds hat eine Tabelle mit Richtwerten für die Entschädigung veröffentlicht.<sup>2501</sup> Sie bilden einen Ausgangspunkt für die Bestimmung der Entschädigungshöhe, die im Einzelfall individuell berechnet wird. Allerdings ersetzt der Fonds gemäß Art. 53 I des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 nur solche Schäden, für die der Geschädigte nicht bereits andere Sozialleistungen erhält.<sup>2502</sup>

## VII. Rechtsmittel des Antragstellers

Der Antragsteller kann gegen die Entscheidung des Fonds klagen, wenn sein Antrag auf Entschädigung zurückgewiesen wurde, wenn der Fonds ihm innerhalb der Frist des Art. 53 IV des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000 kein Angebot auf Entschädigung gemacht hat oder wenn er das ihm gemachte Entschädigungsangebot nicht angenommen hat (Art. 53 V des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000).

Zuständig dafür ist die Cour d'appel, in dessen Bereich sich der Wohnsitz (*domicile*) des Anspruchstellers befindet, wenn der Anspruchsteller keinen Wohnsitz in Frankreich hat, die Cour d'appel in Paris (Art. 53 V des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 24 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001). Die Klage muss spätestens zwei Monate nach der Mitteilung des Entschädigungsangebots oder der Feststellung, dass die Bedingungen für eine Entschädigung nicht erfüllt sind, erfolgen (Art. 25 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001). Der Ablauf des Gerichtsverfahrens wird in den Art. 24 bis 35 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober

---

<sup>2500</sup> Zu den ersatzfähigen Schäden auch das Informationsblatt für Geschädigte, *FIVA*, <http://www.fiva.fr/formulaires/xp-notice-amiante-bleu.pdf>, 2. Dezember 2007.

<sup>2501</sup> *FIVA*, <http://www.fiva.fr/bareme/bareme-fiva.PDF>, 2. Dezember 2007.

<sup>2502</sup> Jahresbericht des FIVA 2006/2007, S. 44, 45, mit Rechtsprechungsnachweisen: *FIVA*, <http://www.fiva.fr/pdf/rapport-fiva-06-07.pdf>, 2. Dezember 2007.

2001 genauer beschrieben. Die Kosten des Verfahrens trägt der Fonds (Art. 31 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001).

Bei Annahme des Entschädigungsangebots durch den Anspruchsteller oder nach der endgültigen Entscheidung über eine Klage gegen eine Entscheidung des Fonds ist jede zukünftige Klage auf Ersatz dieses Schadens unzulässig. Klagen auf Entschädigung, die noch anhängig sind, werden automatisch zurückgenommen. Die gleichen Konsequenzen haben endgültige Gerichtsentscheidungen, die eine umfassende Entschädigung für die Folgen von Kontakt mit Asbest zusprechen (Art. 53 IV des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000). Der Conseil d'Etat (oberstes französisches Verwaltungsgericht) und der Conseil constitutionnel (französisches Verfassungsgericht) haben aber entschieden, dass dies nicht für Schadensersatz gilt, der im Rahmen eines Strafprozesses geltend gemacht wird.<sup>2503</sup>

### VIII. Rückgriffsanspruch

Wenn der Antragsteller das Entschädigungsangebot des Fonds annimmt, gehen die Forderungen des Antragstellers gegen den Schädiger sowie gegen sonstige Personen und Organismen, die verpflichtet sind, den Schaden teilweise oder ganz zu ersetzen, bis zur Höhe der durch den Fonds gezahlten Entschädigung auf den Fonds über (Art. 53 VI des Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000, Art. 36 bis 40 Décret Nr. 2001-963 vom 23. Oktober 2001).

### IX. Fazit

Der Fonds bietet für durch Asbest geschädigte Personen ein schnelles und effizientes Verfahren, das ihnen die Möglichkeit eröffnet, Ersatz für den gesamten ihnen entstandenen Schaden zu erlangen. Die praktische Bedeutung des Fonds zeigt sich daran, dass bei steigenden Antragszahlen im Zeitraum von Juni 2006 bis Mai 2007 22.681 Anträge auf Entschädigung an den Fonds gestellt wurden, ca. 30% mehr Anträge als im Zeitraum von Juni 2005 bis Mai 2006. Der Fonds hat in diesem Zeitraum in 14.301 Fällen ein Entschädigungsangebot unterbreitet. Seit seiner Gründung hat der Fonds 1,43 Milliarden € an Entschädigungszahlungen geleistet, im Zeitraum von Juni 2006 bis Mai 2007 allein 375,3 Millionen €. <sup>2504</sup>

Zu kritisieren ist, dass über die Sozialversicherung (*sécurité sociale*) alle Unternehmen gleichermaßen zur Finanzierung des Fonds beitragen. Im Sinne des Verursacherprinzips und zur Förderung der Präventionswirkung des Fonds wäre zu überlegen, ob Unternehmen, die in der Vergangenheit viel Asbest verarbeitet oder in Umlauf gebracht haben, stärker an den Kosten des Fonds zu beteiligen sind.

---

<sup>2503</sup> Conseil constitutionnel 19 déc. 2000 Nr. 2000-437 (Legifrance); Conseil d'Etat 26 févr. 2003 Nr. 241385 (Legifrance); Labrousse, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752, Nr. 94.

<sup>2504</sup> Jahresbericht des FIVA 2006/2007, S. 5: FIV4, <http://www.fiva.fr/pdf/rapport-fiva-06-07.pdf>, 2. Dezember 2007.

## Kapitel 8: Ansprüche von associations

*Associations*, die im Bereich des Umweltschutzes tätig sind, haben unter bestimmten Voraussetzungen die Möglichkeit, Umweltschäden, die ihre Mitglieder oder sonstige Personen betreffen, auf dem Klageweg geltend zu machen. Sie können sogar den Ersatz von Schäden an Bestandteilen der Umwelt, deren Verteidigung sie zum Ziel haben, durch ihr Auftreten als Zivilpartei im Strafprozess erreichen.<sup>2505</sup>

Eine *association* ist mit dem deutschen Verein vergleichbar. Die sie betreffenden Regelungen finden sich in einem Gesetz vom 1. Juli 1901. Für einige *associations*, auch im Bereich des Umweltschutzes, insbesondere im Bereich der Fischerei und der Jagd, existieren spezielle gesetzliche Regelungen, u.a. in Bezug auf Mitgliedschaft, Gründung oder Aufgaben. Soweit sie für den hier abgedeckten Bereich relevant sind, werden diese Regelungen im Zusammenhang mit der jeweiligen *association* erwähnt. Die *fédération* als Zusammenschluss mehrerer *associations* wird im Rechtsverkehr in der Regel wie eine *association* behandelt.

Um die Rechts- und Geschäftsfähigkeit (*capacité juridique*) zu erlangen, muss die *association* bei der Präfektur angemeldet und diese Anmeldung im *Journal officiel* (Amtsblatt der französischen Republik) veröffentlicht werden (Art. 5 des Gesetzes vom 1. Juli 1901). Mit dieser Rechts- und Geschäftsfähigkeit erlangt die *association* dann auch die Parteifähigkeit (Art. 6 I des Gesetzes vom 1. Juli 1901). Die Rechts- und Geschäftsfähigkeit endet mit der Auflösung der *association*. Sie besteht aber nach der Rechtsprechung fort für die Zwecke der Auflösung und damit verbundener Rechtsstreitigkeiten.<sup>2506</sup> Für ausländische *associations* gilt nach Art. 5 III des Gesetzes vom 1. Juli 1901, dass sie sich ebenfalls bei der Präfektur im *département* ihres Hauptsitzes anmelden müssen, um die Rechtsfähigkeit zu erlangen. Wenn eine *association* keine Niederlassung in Frankreich hat, kann sie diese Anforderung folglich nicht erfüllen.<sup>2507</sup>

Der *président* (Vorsitzende) der *association* kann im Namen der *association* Klage erheben und die *association* gerichtlich vertreten, wenn keine speziellen Bestimmungen darüber in der Satzung der *association* bestehen. Dies wird aus Art. 1988 Code civil abgeleitet, wonach eine allgemein formulierte Vollmacht (*mandat*)<sup>2508</sup> nur Verwaltungsgeschäfte (*actes d'administration*), im Gegensatz zu Verfügungsgeschäften, umfasst. Dazu gehören auch die Klageerhebung und die gerichtliche Vertretung der *association*. Der *président*

---

<sup>2505</sup> In deutscher Sprache dazu *Kadner*, 172 ff.

<sup>2506</sup> *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 3 mit Rechtsprechungsbeispielen.

<sup>2507</sup> *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 5: sieht darin einen Verstoß gegen die Europäische Menschenrechtskonvention, ähnlich auch *Crim. 12 nov. 1990 Bull. crim. 1990 Nr. 377*.

<sup>2508</sup> Im französischen Recht wird zwischen Vollmacht und Auftrag nicht unterschieden (vgl. der Eintrag bei *Doncet/Fleck*, Teil 1 unter dem Stichwort *mandat*). Ein *mandat* ist gleichzeitig Auftrag und Vollmacht und kommt als Vertrag auch erst nach Zustimmung des Beauftragten/Bevollmächtigten zustande. Der Einfachheit halber habe ich den Ausdruck *mandat* hier mit Vollmacht übersetzt.

als Inhaber einer solchen allgemein formulierten Vollmacht ist zu diesen Handlungen folglich ermächtigt.<sup>2509</sup>

## A. Klagen im eigenen Namen zur Verteidigung des kollektiven Interesses an der Umwelt (action civile collective)

Beim Ersatz ökologischer Schäden (Definition s.o. Teil 1, A.I.2) stößt das traditionelle Umwelthaftungsrecht an seine Grenzen. Soweit nicht gleichzeitig Rechte oder Rechtsgüter von Personen betroffen sind, ist der Ersatz dieser Schäden grundsätzlich nicht möglich.

Um den Ersatz solcher Schäden dennoch zu ermöglichen, wurde den französischen *associations* unter bestimmten Voraussetzungen durch Gesetz die Möglichkeit eingeräumt, im Rahmen eines Strafprozesses<sup>2510</sup> oder eines Zivilprozesses in Verfolgung ihres Vereinszwecks Schäden an der Umwelt als Verletzung des kollektiven Interesses (*intérêt collectif*) geltend zu machen. Ein kollektives Interesse geht über das persönliche Interesse (*intérêt personnel*) der *association* oder ihrer Mitglieder hinaus. Es ist aber auch nicht mit dem *intérêt général* zu verwechseln, dem Interesse der Allgemeinheit. Es handelt sich hier um ein Interesse der sozialen Gruppe, das die *association* als Klägerin repräsentiert.<sup>2511</sup>

## I. Prozessuales Problem: intérêt pour agir und qualité pour agir

### 1. Erfordernis von intérêt oder qualité pour agir

Grundsätzlich ist für die Klageerhebung im Zivilprozess und beim Auftreten als Zivilpartei im Strafprozess als Zulässigkeitsvoraussetzung das Vorliegen eines *intérêt pour agir* (Rechtsschutzbedürfnis, Interesse an der Klageerhebung) der klagenden Partei erforderlich. Die *association* müsste bei Klageerhebung geltend machen, dass eines ihrer persönlichen und direkten Interessen (*intérêt personnel et direct*) auf dem Spiel steht.<sup>2512</sup> Ein *intérêt personnel* ist eine Beeinträchtigung der persönlichen Rechte (*droits et prérogatives*) der *association*.<sup>2513</sup> Für ein *intérêt direct* ist das Geltendmachen von *causalité*

---

<sup>2509</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 5 févr. 1991 Bull. civ. 1991 I Nr. 45; Civ. 2<sup>e</sup> 1 déc. 1993 Bull. civ. 1993 II Nr. 346; Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 9 f.; es handelt sich hier um eine umkehrbare Vermutung, die durch anderslautende Bestimmung in den Statuten widerlegt werden kann: Soc. 30 avril 1997 Bull. civ. 1997 IV Nr. 147.

<sup>2510</sup> Erforderlich dafür ist jeweils eine *infraction*, der Oberbegriff von *crime* (Verbrechen), *délit* (Vergehen) und *contravention* (Ordnungswidrigkeit). Der Einfachheit halber werde ich hier immer von der Verletzung einer Strafvorschrift sprechen und den Prozess, mit dem diese Taten verfolgt werden, als Strafprozess bezeichnen.

<sup>2511</sup> Cadiet/Jeuand, Nr. 481; Lamy *Associations*, Nr. 236-3; früher wurde der Umweltschutz z.T. auch als *intérêt général* angesehen: Crim. 10 nov. 1976 JCP G 1977 II 18709.

<sup>2512</sup> Cadiet/Jeuand, Nr. 457 ff.; Lamy *Associations*, Nr. 233-3; für ein *intérêt pour agir* ist genauer gesagt erforderlich, dass das Interesse *positif et concret* (sicher und konkret), *légitime* (legitim), *né et actuel* (bestehend und aktuell) und *personnel et direct* ist, bei der Klage durch *associations* ist aber meistens die Erfüllung des letzten Kriteriums (*intérêt personnel et direct*) gefährdet und damit entscheidend.

<sup>2513</sup> Lamy *Associations*, Nr. 233-3; Martin, RIDC 1-1992, 65, 75.

(Kausalität) zwischen dem schädigenden Ereignis und dem Schaden erforderlich.<sup>2514</sup> Dies gilt sowohl für den zivilrechtlichen Prozess (Art. 31 Nouveau code de procédure civile) als auch für den strafrechtlichen Prozess (Art. 2 Code de procédure pénale), bei dem die *association* eventuell als Zivilpartei Schadensersatz geltend machen kann.

Typischerweise liegt zum Beispiel Beeinträchtigung eines *intérêt personnel et direct* und damit das *intérêt pour agir* einer *association* im Bereich der Fischerei vor, wenn Fische durch die Verschmutzung eines Flusses vergiftet wurden und der *association* dadurch ein Vermögensschaden entstanden ist. Denkbar ist dies insbesondere dann, wenn das Fischereirecht einer *association* beeinträchtigt wird oder wenn einer *fédération départementale des associations de pêche et de pisciculture* (Zusammenschluss der *associations* für Fischerei und Fischzucht eines *département*) die nach ihrem durch Gesetz und Satzung festgelegten Aufgabenbereich zur Aufrechterhaltung des Fischbestands verpflichtet ist, Kosten durch den erforderlichen Einsatz von Fischen in ein Gewässer entstehen.<sup>2515</sup> In einem anderen typischen Fall wurde das *intérêt pour agir* einer *association de chasse agréée* (zugelassenen *association* für Jagd) anerkannt, die durch die unberechtigte Jagd in ihrem Territorium in ihrem Jagdrecht geschädigt wurde.<sup>2516</sup> Noch weitergehend hat die französische Rechtsprechung einer *association*, die im Bereich des Vogelschutzes arbeitete, *intérêt pour agir* für die Klage und Schadensersatz für einen im Laufe einer

---

<sup>2514</sup> *Lamy Associations*, Nr. 233-5.

<sup>2515</sup> Crim. 16 oct. 1963 Bull. crim. 1963 Nr. 283 (kein *préjudice personnel et direct* einer *fédération des associations de pêcheurs*, da ihr trotz Wasserverschmutzung keine Kosten, z.B. durch Einsetzen von Fischen bzw. Verlust von gerade eingesetzten Fischen entstanden sind, die *fédération* ist, anders als die *associations*, die ihre Mitglieder sind, auch keine Inhaberin von Fischereirechten und kann aus deren Verletzung folglich auch keinen *préjudice personnel et direct* ableiten); Civ. 2e 8 déc. 1965 Bull. civ. 1965 II Nr. 993 (möglicher Schaden einer *fédération départementale des associations de pêche et de pisciculture*, die zur Erhaltung des Fischbestands verpflichtet ist, durch Fischsterben wegen Wasserverschmutzung); Crim. 10 déc. 1969 Bull. crim. 1969 Nr. 337 (Wasserverschmutzung führt zu *préjudice personnel et direct* einer *association de pêcheurs*, da deren Fischereirecht (*droit de pêche*) geschädigt wurde, und zum *préjudice personnel et direct* einer *fédération départementale des associations de pêche et de pisciculture*, deren Aufgabe die Aufrechterhaltung des Fischbestands ist, wobei ihr durch die Verschmutzung erhöhte Kosten entstehen); Crim. 15 avril 1982 Bull. crim. 1982 Nr. 88 (*préjudice direct et personnel* einer *fédération des associations agréées de pêche et de pisciculture* bei Wasserverschmutzung und Fischsterben); Crim. 4 févr. 1986 Bull. crim. 1986 Nr. 43 (*intérêt direct et personnel* einer *fédération départementale des associations agréées de pêche*, zu deren Aufgaben die Aufrechterhaltung des Fischbestands gehört, bei Verschmutzung eines Flusses und folgenden Kosten für das Einsetzen von Fischen); Civ. 2e 28 avril 1993 Bull. civ. 1993 Nr. 156 (*intérêt direct et personnel* einer *association de pêche et de pisciculture*, die Inhaberin des Fischereirechts ist, bei Fischsterben); Civ. 2e 13 juillet 2006 Nr. 04-11514 (Legifrance); TGI Bastia 8 déc. 1976 D. 1977 jurisp. 427 (Verschmutzung des Meeres, dadurch Beeinträchtigung des Fischereirechts einer Berufsorganisation der Fischer); *Lamy Associations*, Nr. 233-4, Nr. 238-17.

<sup>2516</sup> Civ. 1re 24 oct. 1977 Bull. civ. 1977 I Nr. 381; *Lamy Associations*, Nr. 233-4; in anderen Fällen wurde ein *préjudice direct et personnel* einer *fédération départementale des chasseurs* abgelehnt, da sie nur ihren gesetzlichen Verpflichtungen nachgekommen ist, die sie ohnehin erfüllen musste, z.B. Crim. 20 janv. 1971 Bull. crim. 1971 Nr. 18; Crim. 9 déc. 1975 Bull. crim. 1975 Nr. 271; zu den Aufgaben näher *Lamy Associations*, Nr. 236-21; oder da eine Beschädigung des Ansehens der Jagd keinen *préjudice direct et personnel* darstelle, z.B. Crim. 8 févr. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 56.

Jagd getöteten geschützten Vogel als Nichtvermögensschaden zuerkannt.<sup>2517</sup> Der Inhalt dieser Entscheidung ist kaum noch von der Anerkennung der Zulässigkeit einer Klage und des Schadensersatzes bei Schäden an der Umwelt als solcher abzugrenzen. Bisher bleiben solche Entscheidungen aber Einzelfälle. Die Rechtsprechung verlangt für die Zulässigkeit der Klage und erst Recht für die Anerkennung eines Schadens meistens das Vorliegen eines Vermögensschadens oder die Beeinträchtigung eines sonstigen Rechtes, wie z.B. des Rechtes auf Jagd oder Fischerei (s. die gerade zitierten Entscheidungen).

Ein Umweltschaden betrifft aber häufig nicht die persönlichen Rechte (*droits et prérogatives*) der *association*, sondern allein einen Aspekt der Natur als solchen. Ferner werden Umweltschäden oft indirekt verursacht. Die Verteidigung eines kollektiven Interesses wie des Umweltschutzes oder die Geltendmachung eines indirekt verursachten Schadens reichen mangels *intérêt pour agir* für die Zulässigkeit nicht aus.<sup>2518</sup>

Ein eigenes *intérêt pour agir* ist nur dann entbehrlich, wenn die Voraussetzungen der *qualité pour agir* vorliegen. Darunter versteht man ein Recht, das einer Person die Möglichkeit eröffnet, Klage zu erheben, obwohl kein *intérêt pour agir* vorliegt, z. B. in Verteidigung eines *intérêt collectif*. Die Rechtsprechung gesteht den *associations* dieses Recht zur Verteidigung eines *intérêt collectif* nicht generell zu, da sie in der Regel recht allgemeine Ziele, wie Verbraucher- oder Umweltschutz, haben. Die Grenzen zur Verteidigung des *intérêt général*, die nur der Staatsanwaltschaft (*Ministère public*) zusteht, drohen sonst zu verschwimmen. Erforderlich für die *qualité pour agir* und damit die Zulässigkeit einer Klage bei der Verteidigung kollektiver Interessen durch eine *association* ist vielmehr eine ausdrückliche Ermächtigung durch Gesetz.<sup>2519</sup> Eine gesetzliche Generalermächtigung zur Erhebung solcher Klagen durch *associations* existiert nicht. Im Bereich des Umweltschutzes, wie auch in anderen Bereichen, gibt es einige Spezialermächtigungen, die den *associations* das Recht auf prozessuale Verteidigung eines *intérêt collectif* geben.

## 2. Entwicklung erster Klagemöglichkeiten für Umweltschutzvereinigungen bei Schäden am kollektiven Interesse an der Umwelt

Von 1976 an wurden verschiedene Spezialregelungen erlassen, die zugelassenen Umweltschutzverbänden (*associations agréées pour la protection de l'environnement*) oder Umweltschutzverbänden, die seit mindestens fünf Jahren bei der Präfektur angemeldet (*déclaré*) waren, *qualité pour agir* gaben für die Geltendmachung von Ansprüchen bei Schäden am *intérêt collectif* (kollektiven Interesse) als Zivilpartei, also für die *action civile collective*. Diese Regelungen galten im Fall der Verletzung bestimmter, einzeln

---

<sup>2517</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 16 nov. 1982 Bull. civ. 1982 I Nr. 331; *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, 92.

<sup>2518</sup> *Martin*, RIDC 1-1992, 65, 74 f.

<sup>2519</sup> *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 26, Nr. 58; *Cadiet/Jeuand*, Nr. 468 ff.; *Courtiou*, Nr. 42 f.; *Lamy Associations*, Nr. 236-6; für die Zivilpartei im Strafprozess: Crim. 26 mai 1992 Bull. crim. 1992 Nr. 211.

aufgeführter umweltbezogener Tatbestände und galten wohl ausschließlich für den Strafprozess, in dem die *association* als Zivilpartei Schadensersatz einklagen konnte.<sup>2520</sup>

### 3. Aktuelles Recht: Vereinheitlichung der Klagemöglichkeiten

Mit dem Gesetz Nr. 95-101 vom 2. Februar 1995 (Loi Barnier) wurden viele dieser Regelungen zusammengefasst und harmonisiert.

#### a) Art. L. 142-2 I Code de l'environnement

An der Stelle von verschiedenen Einzelregelungen über das Auftreten als Zivilpartei von bestimmten *associations* in speziellen Fällen wurde nun eine neue, allgemeinere Regelung eingeführt (heute Art. L. 142-2 I Code de l'environnement), die bestimmten *associations* in vielen Fällen *qualité pour agir* zugesteht. Die Regelung gibt diesen *associations* das Recht, als Zivilpartei bei Verletzung von Umweltstrafvorschriften (*infractions*) den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen (*intérêts collectifs*) zu verlangen. Dies ist heute wohl nicht mehr nur im Strafprozess, sondern auch im Zivilprozess möglich.<sup>2521</sup> Auch bei der Annahme einer *infraction* zeigt sich die Cour de cassation eher großzügig.<sup>2522</sup> Es ist auch nicht erforderlich, dass die klagende *association* einen unmittelbaren Schaden an dem *intérêt collectif* geltend macht, die Geltendmachung eines mittelbaren Schadens reicht aus (*préjudice direct ou indirect*).

Im Einzelnen ist hier nach Art. L. 142-2 I Code de l'environnement die Erfüllung folgender Voraussetzungen erforderlich:

Als Zivilpartei können in diesem Rahmen nur die in Art. L. 141-2 Code de l'environnement genannten *associations* auftreten. Dabei handelt es sich um die nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement zugelassenen Umweltschutzverbände (*associations agréées de protection de l'environnement*, näher zur Zulassung s.u. Teil 3, Kapitel 8, C).

Ferner ist die Verletzung einer umweltrechtlichen Strafvorschrift (*infraction*) erforderlich. Im Unterschied zu den vorhergehenden Regelungen wird hier nicht mehr auf die einzelnen Umweltvorschriften Bezug genommen, bei deren Verletzung der Auftritt als Zivilpartei möglich ist, sondern es werden nur noch die Rechtsgüter genannt, zu deren Schutz die verletzte Vorschrift dienen muss. Diese extrem weit gefasste Aufzählung umfasst zunächst Natur und Umwelt und den Kampf gegen deren Zerstörung durch Verschmutzung (*pollutions et nuisances*). Ferner werden Wasser, Luft,

---

<sup>2520</sup> Eine Übersicht über diese Regelungen, die nur noch von historischem Interesse sind, findet sich bei *Cans*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr. 42; z.B. Crim. 4 avril 1991 Nr. 90-84579 (Legifrance).

<sup>2521</sup> Früher ausschließlich möglich als Zivilpartei im Strafprozess, vgl. *Cans*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr. 35; heute auch als Klägerin im Zivilprozess, vgl. Civ. 2<sup>e</sup> 7 déc. 2006 Nr. 05-20297 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 14 juin 2007 Nr. 06-15352 (Legifrance), *Boutonnet*, Environnement 4/2007, Commentaires 63.

<sup>2522</sup> *Boutonnet*, Environnement 4/2007, Commentaires 63 unter Hinweis auf einen Fall, in dem die Cour de cassation sich mit dem Nachweis einer *faute* zufriedengab und auf den Nachweis einer *contravention* verzichtete.

Boden und die Landschaft (*sites et paysages*), die Verbesserung der Lebensbedingungen (*amélioration du cadre de vie*) und die Städteplanung (*urbanisme*) sowie der Schutz vor radioaktiver Strahlung genannt. Obwohl der Rechtsausschuss im französischen Parlament darin nur eine Kodifizierung der bisher bestehenden Rechtslage sah, scheint diese neue Vorschrift die Möglichkeit der Umweltschutzverbände, als Zivilpartei aufzutreten, zu erweitern.<sup>2523</sup> Diese Möglichkeit ist jetzt nicht mehr an die Verletzung bestimmter Vorschriften gebunden. Ihr Anwendungsbereich kann sich damit im Maße der Entstehung neuer umweltrechtlicher Regelungen vergrößern.

Zudem muss die Vereinigung nach Art. L. 142-2 Code de l'environnement geltend machen, dass die Tatsachen, die die Verletzung der Vorschrift begründen, einen direkten oder indirekten Schaden an den kollektiven Interessen (*intérêts collectifs*) begründen, deren Verteidigung sie laut ihrer Satzung zum Ziel hat.

Wenn alle diese Voraussetzungen vorliegen, hat die Vereinigung als Zivilpartei *qualité pour agir* und kann damit Schäden an der Umwelt, die gleichzeitig ein entsprechendes kollektives Interesse (*intérêt collectif*) beeinträchtigen, ersetzt verlangen.<sup>2524</sup>

## **b) Art. L. 142-2 II Code de l'environnement**

Eine spezielle Regelung gilt wie schon vor 1995 bei Verstößen gegen Strafvorschriften im Bereich des Wasserrechts und des Rechts der *installations classées* (Art. L. 142-2 II Code de l'environnement). Hier können auch nicht in Art. L. 141-2 Code de l'environnement genannte *associations* die *qualité pour agir* erlangen und so als Zivilpartei auftreten. Abgesehen von den Spezialregeln des Art. L. 142-2 II Code de l'environnement gelten dafür die gleichen Voraussetzungen wie im Rahmen des Art. L. 142-2 I Code de l'environnement.

Voraussetzung ist, dass die *association* am Tag der Gesetzesverletzung seit mindestens fünf Jahren bei der Präfektur angemeldet (*déclaré*) ist. Zudem muss sie in ihrer Satzung als Ziel den Schutz der Interessen aus Art. L. 211-1 Code de l'environnement (bei der Verletzung von wasserrechtlichen Vorschriften) oder den Schutz der Interessen aus Art. L. 511-1 Code de l'environnement (bei der Verletzung von Vorschriften im Bereich der *installations classées*) festgelegt haben. Art. L. 211-1 Code de l'environnement gibt Ziele für den Schutz des Wassers vor, während Art. L. 511-1 Code de l'environnement festlegt, welche Anlagen unter die Regelungen für *installations classées* fallen. Diese Regelungen schützen zum Teil andere Interessen als die in

---

<sup>2523</sup> *Cans*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr. 43; *Lamy Associations*, Nr. 238-12.

<sup>2524</sup> Crim. 4 avril 1991 Nr. 90-84579 (Legifrance); Crim. 28 nov. 1991 Bull. crim. 1991 Nr. 447; Crim. 25 sept. 1997 Nr. 96-85712 (Legifrance); Crim. 14 oct. 1998 Nr. 97-85260 (Legifrance); Civ. 2<sup>e</sup> 5 oct. 2006 Bull. civ. 2006 II Nr. 255; CA Rennes 31 juillet 1997 RJE 2/1998, 199 (z.T. noch zur Rechtslage vor der Reform 1995).

Art. L. 142-2 I Code de l'environnement genannten, wie zum Beispiel Interessen der Landwirtschaft, der Volksgesundheit und Wirtschafts- und Freizeitinteressen.<sup>2525</sup>

Die *association* muss zudem geltend machen, dass entweder eine Vorschrift aus dem Bereich des Wasserrechts (wenn ihre Satzung den Schutz der Interessen aus Art. L. 211-1 Code de l'environnement vorsieht) oder eine Vorschrift aus dem Bereich der *installations classées* (wenn ihre Satzung den Schutz der Interessen aus Art. L. 511-1 Code de l'environnement vorsieht) verletzt wurde.

### c) Art. L. 160-1 und Art. L. 480-1 Code de l'urbanisme

Gemäß Art. L. 160-1 III und Art. L. 480-1 V Code de l'urbanisme haben nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement zugelassene *associations agréées de protection de l'environnement* die *qualité pour agir*, um einen direkten oder indirekten Schaden (*préjudice direct ou indirect*) an einem kollektiven Interesse (*intérêt collectif*), dessen Verteidigung sie nach ihrer Satzung zum Ziel haben, als Zivilpartei im Strafprozess geltend zu machen.<sup>2526</sup> Bei Art. L. 160-1 III Code de l'urbanisme muss dieser Schaden aufgrund der Verletzung von Strafvorschriften entstanden sein, auf die im ersten oder zweiten Absatz des Art. L. 160-2 Code de l'urbanisme Bezug genommen wird. Hier handelt es sich um Strafvorschriften im Zusammenhang mit der Verletzung von Vorschriften aus dem Flächennutzungsplan (*plan d'occupation des sols*), der Ausführung unerlaubter Arbeiten oder der unerlaubten Flächennutzung.<sup>2527</sup> Bei Art. L. 480-1 V Code de l'urbanisme muss der Schaden durch einen Verstoß gegen in Art. L. 480-1 I Code de l'urbanisme genannte Strafvorschriften hervorgerufen worden sein. Diese Strafvorschriften beziehen sich auf die Reglementierung des Bauens und verschiedener Arten der Bodennutzung.<sup>2528</sup>

### d) Art. L. 437-18 Code de l'environnement

Art. L. 437-18 Code de l'environnement, dessen Regelungsgehalt ähnlich seit 1984 besteht, gibt unter anderem den *fédérations départementales ou interdépartementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique* (Zusammenschlüssen von *associations agréées* von Freizeitfischern im Süßwasserbereich, vgl. Art. L. 434-3, L. 434-4 Code de l'environnement),<sup>2529</sup> der *Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique* (dem Zusammenschluss der gerade genannten *fédérations* auf nationaler Ebene, vgl. Art. L. 434-5 Code de l'environnement), den *associations agréées de pêcheurs*

---

<sup>2525</sup> In Art. L. 511-1 Code de l'environnement werden genannt das Nachbarschaftsverhältnis, die Gesundheit, Volksgesundheit, Landwirtschaft, Natur- und Umweltschutz, Erhaltung von Landschaft und Denkmälern, das archäologische Erbe, in Art. L. 211-1 Code de l'environnement werden zum Beispiel genannt der Schutz von Wasser und Feuchtgebieten, Gesundheit, Volksgesundheit, Schutz vor Überschwemmungen, Fischerei, Industrie, die Produktion von Energie, Tourismus und Freizeit.

<sup>2526</sup> Crim. 15 févr. 1995 Nr. 94-80740 (Legifrance, zur Rechtslage vor der Reform 1995: *qualité pour agir* nur bezüglich der Verletzung der gesetzlich vorgegebenen Vorschriften, nicht bezüglich der Verletzung weiterer Vorschriften, die damit in Verbindung stehen).

<sup>2527</sup> *Lamy Associations*, Nr. 238-12.

<sup>2528</sup> *Lamy Associations*, Nr. 238-12.

<sup>2529</sup> Zur Erteilung des *agrément* für diese *associations* vgl. Art. R. 434-26 Code de l'environnement.

*professionnels en eau douce* (den *associations* von Berufsfischern im Süßwasserbereich, vgl. Art. L. 434-6 Code de l'environnement)<sup>2530</sup> und dem *Comité national de la pêche professionnelle* (dem Zusammenschluss der gerade genannten *associations* auf nationaler Ebene, vgl. Art. 434-7 Code de l'environnement) das Recht, zur Verteidigung eines *intérêt collectif* in Strafprozessen als Zivilpartei aufzutreten, mit denen Verstöße gegen die Strafvorschriften aus Titel III des Code de l'environnement (*Pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles*, Süßwasserfischerei und Verwaltung der Fischzuchtbestände, Art. L. 430-1 ff. Code de l'environnement) und deren Anwendungsvorschriften verfolgt werden.<sup>2531</sup> In diesen Vorschriften wird die Fischerei in Süßwassergebieten geregelt. Hier ist ebenfalls für die *qualité pour agir* nur die Geltendmachung eines unmittelbaren oder mittelbaren Schadens an kollektiven Interessen (*intérêts collectifs*), deren Verteidigung die *association* bzw. die *fédération* zum Ziel hat, erforderlich. Diese kollektiven Interessen ergeben sich aus dem Gesetz. Dazu gehören insbesondere der Schutz des Wassers und die Aufrechterhaltung des Fischbestands (vgl. Art. L. 434-4 Code de l'environnement für die *fédérations départementales des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique*, Art. L. 434-5 Code de l'environnement für die *Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique*, Art. L. 434-6 Code de l'environnement für die *associations agréées de pêcheurs professionnels*, Art. L. 434-7 Code de l'environnement für das *Comité national de la pêche professionnelle*).<sup>2532</sup>

### e) Art. 21bis Décret vom 9. Januar 1852

Nach Art. 21bis Décret vom 9. Januar 1852, eingefügt 1986, haben die Berufsverbände (*organisations professionnelles*) der Fischer und Tierzüchter, die ihre Tätigkeit im Salzwasser ausüben, unter bestimmten Voraussetzungen das Recht, im Strafprozess als Zivilpartei aufzutreten. Diese Möglichkeit haben sie bei Verstößen gegen Strafvorschriften aus diesem Décret und seinen Anwendungsvorschriften, die einen unmittelbaren oder mittelbaren Schaden (*préjudice direct ou indirect*) an den kollektiven Interessen (*intérêts collectifs*) hervorgerufen haben, deren Verteidigung sie zum Ziel haben.<sup>2533</sup> Zu den Aufgaben und Zielen dieser Berufsverbände gehören die Vertre-

<sup>2530</sup> Zur Erteilung des *agrément* für diese *associations* vgl. Art. R. 434-42 Code de l'environnement.

<sup>2531</sup> Crim. 28 nov 1991 Bull. crim. 1991 Nr. 447; Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322; Crim. 25 sept. 1997 Nr. 96-85712 (Legifrance); Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 61; aufgrund der Stellung des Art. L. 437-18 Code de l'environnement in Kapitel 7 des Code de l'environnement (*Dispositions pénales complémentaires*, zusätzliche Strafvorschriften) ist anzunehmen, dass dieses Recht den genannten Gruppierungen nur bei der Verletzung von Strafvorschriften und nur als Zivilpartei im Strafprozess zustehen soll).

<sup>2532</sup> Crim. 4 févr. 1986 Bull. crim. 1986 Nr. 43; Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322; Crim. 25 sept. 1997 Nr. 96-85712 (Legifrance); Lamy *Associations*, Nr. 238-17.

<sup>2533</sup> Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322; Crim. 23 mai 2000 Bull. crim. 2000 Nr. 199; Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 61; nach Art. 1 Gesetz Nr. 91-411 vom 2. Mai 1991 (ersetzt nach Art. 19 I Gesetz vom 2. Mai 1991 die in Art. 21bis Décret vom 9. Januar 1852 genannte *ordonnance* von 1945) handelt es sich hier um eine *organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins*, die aus einem *comité national* und verschiedenen *comités régionaux* und *comités locaux* bestehen. Die einzelnen *comités* sind juristische Personen.

tung der Interessen der von ihnen repräsentierten Berufsgruppen und die Beteiligung an der ausgewogenen Verwaltung der ihren Mitgliedern zu Verfügung stehenden Ressourcen (Art. 2 des Gesetzes Nr. 91-411 vom 2. Mai 1991). Heute deckt die *organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins* (Berufsübergreifende Organisation der Meeresfischerei und der Tierzucht im Meer, Art. 1 des Gesetzes Nr. 91-411 vom 2. Mai 1991) diesen Bereich ab. Im Décret vom 9. Januar 1852 werden insbesondere Regelungen zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Salzwassergebiete durch Fischerei und Zucht von Meerestieren aufgestellt. Art. 21bis Décret vom 9. Januar 1852, und nicht Art. L. 142-2 II Code de l'environnement, wird als speziellere Vorschrift angewandt bei der Verletzung von Vorschriften in Bezug auf die Meeresfischerei.<sup>2534</sup>

### **f) Art. L. 421-6 Code de l'environnement**

Art. L. 421-6 Code de l'environnement gibt den *fédérations départementales des chasseurs* (Zusammenschluss der *associations* der Jäger auf der Ebene des *département*) das Recht, als Zivilpartei bei Verletzung von bestimmten Umweltstrafvorschriften den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen (*intérêts collectifs*) zu verlangen, deren Verteidigung sie zum Ziel haben.<sup>2535</sup> Dieses Recht steht ihnen wohl inzwischen im Straf- und im Zivilprozess zu.<sup>2536</sup>

## **II. Materielle Konsequenzen: Ersatz des mittelbaren Schadens (dommage indirect) am intérêt collectif**

Für den Schadensersatz ist in materieller Hinsicht im Regelfall erforderlich, dass ein unmittelbarer Schaden (*préjudice direct*) vorliegt. Die oben genannten Vorschriften verlangen im Rahmen der Zulässigkeit nur, dass ein unmittelbarer oder ein mittelbarer Schaden (*préjudice direct* oder *préjudice indirect*) geltend gemacht wird. Im Rahmen der Begründetheit ist folglich ebenfalls nach diesen Vorschriften für den Schadensersatz unerheblich, ob ein unmittelbarer oder ein mittelbarer Schaden vorliegt.<sup>2537</sup>

Ferner muss der Schaden nicht zwingend an eigenen Rechten und Rechtsgütern der *association* eintreten, sondern kann auch bloß das kollektive Interesse (*intérêt collectif*) betreffen, dessen Verteidigung sie zum Ziel hat.<sup>2538</sup> So wurde zum Beispiel verschiedenen Fischereivereinigungen Schadensersatz für die Schädigung von im Wasser lebenden Tieren zugesprochen, da sie für die Aufrechterhaltung der Bestände im Hinblick auf die Fischerei zuständig sind. Der Nachweis eines eigenen Vermögens-

---

<sup>2534</sup> Crim. 23 mai 2000 Bull. crim. 2000 Nr. 199; *Cans*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr. 43.

<sup>2535</sup> Vgl. CE 13 juin 1984 Nr. 28187; CE 7 déc. 1984 Nr. 35742 (beides über Legifrance), Civ. 2<sup>e</sup> 25 mai 1987 Bull. civ. 1987 II Nr. 117 (zur Rechtslage vor der Reform 1995); Civ. 2e 14 juin 2007 Nr. 06-15352 (Legifrance).

<sup>2536</sup> Civ. 2e 14 juin 2007 Nr. 06-15352 (Legifrance).

<sup>2537</sup> Crim. 4 avril 1991 Nr. 90-84579 (Legifrance); Crim. 28 nov. 1991 Bull. crim. 1991 Nr. 447; Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322.

<sup>2538</sup> Crim. 4 avril 1991 Nr. 90-84579 (Legifrance); Crim. 28 nov. 1991 Bull. crim. 1991 Nr. 447; Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322.

schadens war nicht notwendig, da ein Schaden an dem kollektiven Interesse der Aufrechterhaltung des Fischbestands entstanden war.<sup>2539</sup> In einem anderen typischen Beispiel hat eine *association agréée de protection de l'environnement*, die sich den Wasserschutz in der Bretagne zur Aufgabe gemacht hatte, Schadensersatz aufgrund des unerlaubten Ausbaus eines Geflügelschlachthofs erhalten. Dieser führte zu erhöhtem Abwasseraufkommen, wodurch das Wasser verschmutzt wurde. Allein diese Tatsache stellte ein Schaden an dem *intérêt collectif* des Wasserschutzes dar, für den die *association* Schadensersatz zugesprochen bekam. Der Nachweis einer Beeinträchtigung eigener Rechte der *association* war nicht erforderlich.<sup>2540</sup> Den Schadensersatz in solchen Fällen ordnet die Rechtsprechung hin und wieder als Nichtvermögensschaden (*préjudice moral*) ein.<sup>2541</sup> Die Bedeutung dieser Klagemöglichkeiten liegt für die *associations* insbesondere auch darin, dass sie als Zivilpartei vor dem Strafrichter das Strafverfahren (*action publique*) einleiten und so für die Strafverfolgung des jeweiligen Täters sorgen können.<sup>2542</sup>

## **B. Klagen auf Ersatz von Schäden von Einzelpersonen**

Die *association* hat auch die Möglichkeit, Schäden von Einzelpersonen gerichtlich geltend zu machen.

### **I. Möglichkeit nach der Rechtsprechung**

Die Rechtsprechung eröffnet den *associations* die Möglichkeit, unter bestimmten Voraussetzungen vor den Zivilgerichten einen Schaden ihrer Mitglieder einzuklagen.<sup>2543</sup> Dies gilt nicht nur für die Haftung für Umweltschäden. Im Rahmen des Strafprozesses ist es nach einer Rechtsprechungsänderung von 1954 nicht mehr zulässig, dass eine *association* den Schaden ihrer Mitglieder nach diesen Grundsätzen geltend macht.<sup>2544</sup> Damit ist diese Möglichkeit auf den Bereich des Zivilprozesses beschränkt.

Diese Art der Klage ist besonders geeignet für *associations*, die zur Verteidigung bestimmter lokaler Interessen oder zur Bekämpfung eines bestimmten Problems gegründet wurden. So haben sich die durch die Luftschadstoffemissionen einer bestimmten Fabrik geschädigten Anwohner in einer *association* zusammengeschlossen, um über eine Klage der *association* gemeinsam Schadensersatzansprüche geltend zu machen.<sup>2545</sup>

---

<sup>2539</sup> Crim. 25 oct. 1995 Bull. crim. 1995 Nr. 322.

<sup>2540</sup> Crim. 14 oct. 1998 Nr. 97-85260 (Legifrance).

<sup>2541</sup> Crim. 14 oct. 1998 Nr. 97-85260 (Legifrance); *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 74 mit weiteren Beispielen.

<sup>2542</sup> *Boutonnet*, Environnement 4/2007, Commentaires 63.

<sup>2543</sup> *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 11 mit Beispielen aus der Rechtsprechung.

<sup>2544</sup> Crim. 16 déc. 1954 Bull. crim. 1954 Nr. 410, zitiert von *Lamy Associations*, Nr. 234-3; *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 21.

<sup>2545</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 I Nr. 174.

## 1. Voraussetzungen für die Zulässigkeit

### a) Beeinträchtigung von Interessen der Mitglieder der association

Für die Zulässigkeit müssen zunächst Interessen von Mitgliedern der *association* beeinträchtigt sein. Hierfür ist nicht erforderlich, dass Interessen aller Mitglieder der *association* betroffen sind. Die Beeinträchtigung von Interessen Einzelner oder sogar nur eines Mitglieds der *association* reicht aus, wenn diese Beeinträchtigung geeignet ist, auch negative Auswirkungen auf die Interessen der anderen Mitglieder der *association* zu haben.<sup>2546</sup> Die *association* kann auch nach Eintritt des Schadens gegründet worden sein. In diesem Fall ist allerdings erforderlich, dass die *association* die Interessen der bereits Betroffenen weiter verfolgt und so deren Anliegen weiter verteidigt.<sup>2547</sup>

### b) Ziel der association: Verteidigung der Interessen der Mitglieder

In der Satzung der *association* muss die Verteidigung eines oder mehrerer Interessen ihrer Mitglieder bei Beeinträchtigung als Vereinszweck festgelegt sein. Nur so kann die *association* den erforderlichen Nachweis erbringen, dass ihre Klage allein die weitere Verteidigung der Anliegen ihrer Mitglieder mit anderen Mitteln ist. Einzig zur Verfolgung genau dieser Interessen ist die Klage der *association* zulässig. Entfernt die *association* sich in ihrer Klage zu weit von diesem Zweck, riskiert sie die Klageabweisung wegen Unzulässigkeit.<sup>2548</sup>

Zudem muss in der Satzung ausdrücklich festgelegt sein, dass die *association* die Möglichkeit hat, diese Interessen ihrer Mitglieder auf dem Klageweg geltend zu machen.<sup>2549</sup> Eine ausdrückliche Vollmacht der Mitglieder der *association* an die *association*, Klage zu erheben, ist nicht erforderlich.<sup>2550</sup>

## 2. Rechtliche Einordnung der Klagemöglichkeit

### a) Problem

Die rechtliche Einordnung dieser Klagemöglichkeit ist nicht eindeutig geklärt. Es handelt sich nicht um eine Klage der *association* im Namen ihrer Mitglieder. Dies zeigt sich daran, dass neben der *association* gleichzeitig auch ihre Mitglieder ihre persönlichen Ansprüche geltend machen können. Folglich kann sowohl der *association* als

---

<sup>2546</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 11 unter Hinweis auf Com 19 janv. 1999 Bull. civ. 1999 IV Nr. 16; *Lamy Associations*, Nr. 234-12.

<sup>2547</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 févr. 1958 Bull. civ. 1958 II Nr. 132; Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 174; Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 11; *Lamy Associations*, Nr. 234-14.

<sup>2548</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 174; Civ. 3<sup>e</sup> 4 déc. 1996 Nr. 94-19094, Nr. 94-19146 (Legifrance); *Lamy Associations*, Nr. 234-13.

<sup>2549</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 15 mai 1990 Bull. civ. 1990 I Nr. 102; Soc. 11 oct. 1994 Bull. civ. 1994 V Nr. 266; Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 11, *Lamy Associations*, Nr. 234-14.

<sup>2550</sup> Civ. 2<sup>e</sup> 14 févr. 1958 Bull. civ. 1958 II Nr. 132; Civ. 1<sup>re</sup> 27 mai 1975 Bull. civ. 1975 II Nr. 174 (Klage gegen Luftverschmutzung, die Bevollmächtigung liegt hier in dem Zusammenschluss in der *association*); Civ. 1<sup>re</sup> 15 mai 1990 Bull. civ. 1990 I Nr. 102 (Bevollmächtigung liegt in dem Zusammenschluss in der *association*); Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 11.

auch den unabhängig davon klagenden Mitgliedern Schadensersatz zugesprochen werden. Die Berechnung des Umfangs des Schadensersatzes, den die Kläger dann jeweils erhalten, ist unklar.<sup>2551</sup>

Andererseits geht es auch nicht um die Geltendmachung eines *intérêt collectif*, die nur bei ausdrücklicher gesetzlicher Ermächtigung erfolgen könnte.

Hier liegt folglich eine zusätzliche Klagemöglichkeit vor, die neben der persönlichen Klagemöglichkeit der geschädigten Mitglieder steht. Diese sehr klägerfreundliche Rechtsprechung steht im Widerspruch zu anderen Rechtsprinzipien.

Einerseits gerät sie mit dem Prinzip in Konflikt, dass für ein *intérêt pour agir* und damit für die Zulässigkeit der Klage ein *intérêt personnel et direct* des Klägers erforderlich ist.<sup>2552</sup> Dies ist bei einer klagenden *association*, die selbst keinen Schaden erlitten hat, in diesem Fall nicht vorhanden, wohl aber bei ihren geschädigten Mitgliedern. Es handelt sich um eine Art Übertragung des *intérêt pour agir* der Mitglieder auf die *association*, die aber nicht mit der Erteilung von Vertretungsmacht zu verwechseln ist. Sonst könnten das Klagerecht der *association* und das Klagerecht ihrer Mitglieder nicht nebeneinander bestehen.<sup>2553</sup>

Andererseits scheint diese Rechtsprechung auch gegen die traditionelle prozessrechtliche Regel *nul ne plaide par procureur* zu verstoßen.<sup>2554</sup> Nach diesem prozessrechtlichen Offenkundigkeitsprinzip muss die Identität des Klägers, für dessen Person die Zulässigkeit festgestellt wird, bei der Prozessvertretung offengelegt werden.<sup>2555</sup> Wenn die *association* wie hier Interessen ihrer Mitglieder im Prozess im eigenen Namen vertritt, ist die Einhaltung dieses Prinzips gefährdet.

## b) Erklärungsansätze

In der französischen Lehre werden verschiedene Erklärungsansätze für dieses Problem vertreten.<sup>2556</sup>

Einerseits wird vertreten, dass jedes Mitglied mit seinem Eintritt in die *association* sein persönliches Interesse (*intérêt individuel*) in die *association* einbringt. Dieses Interesse wird dann Teil des *patrimoine moral* (immateriellen Vermögens) der *association*. So kann

---

<sup>2551</sup> Civ. 1<sup>re</sup> 14 mai 1992 JCP G 1992 IV 1955 = JCP G 1992 I 3625 Nr. 33; *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 12; *Courtiou*, Nr. 42; *Lamy Associations*, Nr. 234-15.

<sup>2552</sup> *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2553</sup> *Viney*, JCP G 1992 II 3625 Nr. 34.

<sup>2554</sup> *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2555</sup> *Cadiet/Jeuand*, Nr. 570.

<sup>2556</sup> Zusammenfassung der Lösungsansätze bei *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

die Zulässigkeit der Klage der *association* auf ein eigenes *intérêt personnel et direct* und damit *intérêt pour agir* der *association* gestützt werden.<sup>2557</sup>

Für andere handelt es sich hier um eine besondere Art der Prozessvertretung, bei der die *association* von der Einhaltung der Regel *nul ne plaide par procureur* befreit ist.<sup>2558</sup> Beide Ansätze vermögen aber nicht zu erklären, wieso das *intérêt pour agir* der Mitglieder neben dem der *association* fortbesteht.<sup>2559</sup>

Eine dritte Position sieht den unmittelbaren Schaden der Mitglieder als mittelbaren Schaden der *association* an, die nach ihrer Satzung die Interessen ihrer Mitglieder vertritt. Danach ist aber nicht zu erklären, wie die Klage der *association* trotz fehlender Regelung, die ihr in diesem Fall *qualité pour agir* zuspräche, zulässig sein kann.<sup>2560</sup>

Es bleibt festzuhalten, dass eine befriedigende Einordnung dieser von praktischen Erwägungen geleiteten Rechtsprechung nicht möglich ist. Die Rechtsprechung setzt sich hier über einige Rechtsgrundsätze hinweg, um besonders den zur Bekämpfung eines bestimmten Problems gegründeten *associations* weitreichende Klagemöglichkeiten zu gewähren. Es ist nicht sinnvoll, diese Rechtsprechung mit Rechtsgrundsätzen in Einklang zu bringen, über die sie sich in diesem Fall offenkundig hinwegsetzen wollte.<sup>2561</sup>

## II. Gesetzliche Möglichkeit: Action en représentation conjointe

Durch das Gesetz Nr. 95-101 vom 2. Februar 1995 (Loi Barnier) wurde auch die Möglichkeit der *action en représentation conjointe*, einer Klage in Vertretung für andere, für nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement zugelassene *associations* eingeführt (Art. L. 142-3 Code de l'environnement). Nach dieser Vorschrift können die *associations* die Rechte von Geschädigten, die ihnen dafür eine Vollmacht erteilen, in deren Namen vor Gericht geltend machen. Daneben kann die *association* weiterhin auch den Ersatz eigener Schäden einklagen (Art. R. 142-1 III Code de l'environnement).

Folgende Voraussetzungen müssen für die *action en représentation conjointe* nach Art. L. 142-3 Code de l'environnement i.V.m. Art. R. 142-1 ff. Code de l'environnement erfüllt sein:

### 1. Schaden

Mehrere, bestimmte natürliche Personen müssen nach Art. L. 142-3 I Code de l'environnement jeweils einen Schaden erlitten haben. Diese Einzelschäden müssen

---

<sup>2557</sup> So insbesondere *Mazeaud*, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile*, tome II (6. Auflage), Nr. 1890, zitiert bei *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2558</sup> So insbesondere *Marty/Raynaud*, *Obligations* (1. Auflage), Nr. 385, zitiert bei *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2559</sup> *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2560</sup> *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

<sup>2561</sup> *Lamy Associations*, Nr. 234-16.

durch die Handlung der gleichen Person verursacht worden sein und einen gemeinsamen Ursprung haben. Der Umweltschaden muss einen der in Art. L. 142-2 Code de l'environnement genannten Bereiche betreffen (zu Art. L. 142-2 Code de l'environnement s.o. Teil 3, Kapitel 8, A.I.3.a), A.I.3.b).

## 2. Vollmacht

Ferner müssen mindestens zwei der Geschädigten der *association* eine Vollmacht (*mandat*) zur Vertretung ihrer Interessen vor Gericht erteilt haben (Art. L. 142-3 I Code de l'environnement).

### a) Erteilung und Ende der Vollmacht

Die Vollmacht wird von den Geschädigten erteilt. Diese müssen der *association* nicht angehören. Sie können nicht neben der *association* den Schaden in eigenem Namen einklagen.<sup>2562</sup>

Die Vollmacht kann nicht von der *association* beantragt werden (Art. L. 142-3 II Code de l'environnement). Dies hat zur Konsequenz, dass diese Klagemöglichkeit nicht in allen in Frage kommenden Fällen genutzt werden kann, denn *associations* können nicht über die Medien von Umweltschäden betroffene Personen aufrufen, sich zu melden. Sie sind auf Mund-zu-Mund-Propaganda der Opfer von Umweltschäden angewiesen. Der Gesetzgeber wollte mit dieser Einschränkung wohl größere Schädigungen des Ansehens von in den Verdacht der Umweltschädigung geratenen Unternehmen vermeiden.<sup>2563</sup>

Der Vollmachtgeber kann die Vollmacht jederzeit widerrufen und dann den Prozess so weiterführen, als habe er ihn von Anfang an ohne Bevollmächtigten geführt. Er muss den Richter und im Zivilprozess die Gegenpartei von dem Widerruf unterrichten. (Art. R. 142-5 Code de l'environnement).

Die *association* kann auf die Ausübung der Vollmacht bei Bestehen einer entsprechenden Regelung in der Vollmachturkunde verzichten, wenn die Untätigkeit des Vollmachtgebers geeignet ist, den Prozess zu verzögern, und die *association* den Vollmachtgeber gemahnt hat (Art. R. 142-2 II Nr. 3 Code de l'environnement). In diesem Fall vertritt die *association* weiterhin die restlichen Geschädigten, außer wenn nur noch ein Vollmachtgeber übrig ist. Dann endet auch die letzte Vollmacht.<sup>2564</sup> Ferner endet die Vollmacht automatisch mit Auflösung der *association*, mit Änderung des Zwecks der *association* oder mit Entzug der Zulassung nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement. Bei Ende der Vollmacht kann der Geschädigte eine andere geeignete *association* mit der Verfolgung seiner Interessen beauftragen, vgl. Art. R. 142-

---

<sup>2562</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 13.

<sup>2563</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 13.

<sup>2564</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 15.

7 Code de l'environnement, oder den Prozess ohne die Hilfe einer *association* weiterführen.<sup>2565</sup>

## **b) Form der Vollmacht**

Die Vollmacht muss von jeder der Personen schriftlich erteilt werden (Art. L. 142-3 II Code de l'environnement, Art. R. 142-2 I Code de l'environnement).

## **c) Obligatorischer Inhalt der Vollmacht**

Aus der Vollmacht müssen das Ziel der Erteilung und die Ermächtigung der *association*, alle Prozesshandlungen im Namen des Vollmachtgebers vorzunehmen, hervorgehen (Art. R. 142-2 I Code de l'environnement).

## **d) Fakultativer Inhalt der Vollmacht**

Die Vollmacht kann Klauseln zur Kostenregelung im Prozess enthalten (Art. R. 142-2 II Nr. 1, Nr. 2 Code de l'environnement). Sie kann vorsehen, dass die *association* auf die Ausübung der Vollmacht verzichtet, wenn die Untätigkeit des Vollmachtgebers geeignet ist, den Prozess zu verzögern, und nach Mahnung durch die *association* (Art. R. 142-2 II Nr. 3 Code de l'environnement, s.o.). In der Vollmacht kann festgelegt werden, dass die *association* den Geschädigten auch im Rahmen der Ermittlungen vor Prozessbeginn (*mesures d'instruction*) vertreten soll (Art. R. 142-2 II Nr. 4 Code de l'environnement). Allerdings kann das Gericht dabei auch die persönliche Beteiligung der Vollmachtgeber anordnen (Art. R. 142-2 III Code de l'environnement).

Die Vollmacht umfasst nicht automatisch die Einlegung von Rechtsmitteln durch die *association*. Es kann ausdrücklich festgelegt werden, dass die Befugnis zur Einlegung der Berufung von der Vollmacht umfasst sein soll. Für die Einlegung der Revision lässt sich dies aber nicht vereinbaren, dafür ist eine neue Vollmacht erforderlich (Art. R. 142-2 II Nr. 5 Code de l'environnement).

## **e) Keine Beratungs- und Hilfsverpflichtung**

Die Vollmacht zieht, anders als die einem Rechtsanwalt erteilte Vollmacht zur Prozessvertretung<sup>2566</sup>, keine automatische Beratungs- und Hilfsverpflichtung (*devoir d'assistance*) der *association* gegenüber dem Vollmachtgeber nach sich (Art. R. 142-1 II Code de l'environnement).

## **3. Zuständigkeit**

Die bevollmächtigte *association* kann die Rechte der Vollmachtgeber vor jedem Gerichtszweig geltend machen (Art. L. 142-3 Code de l'environnement i.V.m. Art. R. 142-1 Code de l'environnement). Neben einer Geltendmachung vor den Zivilgerichten kommt also insbesondere auch eine Geltendmachung als Zivilpartei vor den Strafgerichten in Frage. Wenn der Vollmachtgeber über die *association* als Zivil-

---

<sup>2565</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 15.

<sup>2566</sup> Vgl. Art. 413 Nouveau code de procédure civile.

partei im Strafprozess auftreten möchte, ist dafür örtlich das Gericht am *siège social* (Sitz der Gesellschaft) des angeklagten Unternehmens oder, wenn ein solcher nicht existiert, am Ort des ersten im Prozess behandelten Verstoßes gegen eine Strafvorschrift zuständig (Art. L. 142-3 Code de l'environnement). Die Höhe der höchsten der gestellten Forderungen entscheidet über die instanzielle Zuständigkeit (Art. R. 142-3 Code de l'environnement).

#### 4. Verfahrensregeln

Die *association* muss das Gericht in der Klageschrift über die Identität der Vollmachtgeber, die sie vertritt, und über die Identität des Vertreters der *association* im Prozess (in der Regel ist das der *président*) informieren, andernfalls ist die Klage unzulässig. Die gleichen Informationen müssen auch in der Berufungs- bzw. Revisionschrift enthalten sein (Art. R. 142-8 I Code de l'environnement).

Der gerichtliche Schriftverkehr (*convocations/ notifications*) wird an die vertretende *association* gerichtet (Art. R. 142-4 Code de l'environnement). Die Fristen für die Einlegung von Rechtsmitteln laufen von der Zustellung (*notification*) der entsprechenden Entscheidung an. Die *association* muss die Vollmachtgeber folglich innerhalb einer entsprechend kurzen Frist über die Entscheidung informieren.

Die *association* hat auch gewisse Informationspflichten gegenüber den Vollmachtgebern über den Gang des Verfahrens (Art. R. 142-6 Code de l'environnement).

Die *association* führt folglich den Prozess im Namen mehrerer Opfer einer schädigenden Handlung. Sie sammelt in der Regel die Beweise und nimmt die Prozesshandlungen vor. Die Höhe der Schadensersatzzahlungen wird aber für jeden Geschädigten separat bestimmt und der Betrag direkt an die Geschädigten ausgezahlt.<sup>2567</sup> Die Möglichkeit der *action en représentation conjointe* scheint allerdings bisher kaum genutzt zu werden, vielleicht weil die *associations* vor der Verantwortung und den Kosten eines solchen Verfahrens zurückschrecken.<sup>2568</sup>

#### C. Voraussetzungen der Zulassung nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement

Die Zulassung (*agrément*) nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement ist die zentrale Voraussetzung für viele der gerade beschriebenen Klagemöglichkeiten von *associations*. Sie ist Voraussetzung der Geltendmachung von Umweltschäden als Beeinträchtigung des *intérêt collectif* nach Art. L. 142-2 I Code de l'environnement und nach Art. L. 160-1 und Art. L. 480-1 Code de l'urbanisme. Ferner ist sie erforderlich für die *action en représentation conjointe* nach Art. L. 142-3 Code de l'environnement. Damit ist die zentrale Regelung der Zulassung ein wichtiger Bestandteil der Klagemöglich-

---

<sup>2567</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 13.

<sup>2568</sup> Bis zum Jahr 2000 noch kein praktischer Anwendungsfall: Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 20, Cans, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr. 60.

keiten von *associations* im Umwelthaftungsrecht. Hier sollen kurz die Voraussetzungen für diese Zulassung nach Art. L. 141-1 Code de l'environnement i.V.m Art. R. 141-1 ff. Code de l'environnement dargestellt werden. In den *départements Bas-Rhin, Haut-Rhin* und *Moselle* gelten zum Teil andere Voraussetzungen (vgl. Art. L. 141-1 II Code de l'environnement).

## I. Formelle Voraussetzungen

### 1. Antrag

Der *président* (Vorsitzende) der *association* beantragt nach Art. R. 141-4 Code de l'environnement die Zulassung, nachdem er von dem *conseil d'administration* (Vorstand) der *association* dazu ermächtigt worden ist. Er muss dazu nach Art. R. 141-5 ff. Code de l'environnement einen schriftlichen Antrag mit etlichen zusätzlichen Unterlagen beim *préfet* (Präfekten) des *département* einreichen, in dem die *association* ihren Sitz (*siège social*) hat (Art. R. 141-8 I Code de l'environnement). Bei Beantragung der Zulassung für ein Gebiet, das über ein *département* hinausgeht, aber innerhalb der Grenzen einer *région* liegt, muss der Antrag beim *préfet* der entsprechenden *région* eingereicht werden (Art. 141-8 II Code de l'environnement).

### 2. Entscheidung

Vor der Entscheidung muss der *préfet* bzw. *préfet de région* die Stellungnahmen einiger Verwaltungsstellen einholen (Art. R. 141-9, Art. R. 141-10 Code de l'environnement). Wenn die Zulassung räumlich nicht über das *département* hinausgehen soll, ist für die Entscheidung dann der *préfet* zuständig (Art. R. 141-12 I Code de l'environnement). Für die Entscheidung über eine Zulassung innerhalb der Grenzen einer *région* ist der *préfet de région* zuständig (Art. R. 141-12 II Code de l'environnement). In allen anderen Fällen trifft der Umweltminister die Entscheidung (Art. R. 141-13 III Code de l'environnement). Die Entscheidung wird bei einer Zulassung für das gesamte Staatsgebiet im *Journal officiel* veröffentlicht, in den anderen Fällen im *Recueil des actes administratifs* (Amtsblatt) der *préfecture* (Präfektur, Art. R. 141-17 I Code de l'environnement).

Der räumliche Umfang des *agrément* bestimmt den räumlichen Handlungsbereich der *association*, nicht der tatsächliche oder der im Vereinszweck (*objet social*) festgelegte Handlungsradius.<sup>2569</sup>

## II. Materielle Voraussetzungen

### 1. Anmeldung bei der Präfektur (déclaration)

Die *association* muss nach Art. L. 141-1 I Code de l'environnement bei der Präfektur angemeldet (*déclarée*) sein.

---

<sup>2569</sup> Crim. 4 avril 1991 Nr. 90-84579 (Legifrance); Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 59.

## 2. Aktivität seit mindestens drei Jahren

Die *association* muss ihre Tätigkeit nach Art. L. 141-1 I Code de l'environnement seit mindestens drei Jahren ausüben.

## 3. Aktivität nach der Satzung in bestimmten Bereichen

Ferner muss die Tätigkeit der *association* nach ihrer Satzung im Bereich des Umweltschutzes stattfinden. Als in Frage kommende Tätigkeiten werden in Art. L. 141-1 Code de l'environnement aufgezählt der Schutz der Natur und der Wildtiere, die Verbesserung der Lebensbedingungen (*amélioration du cadre de vie*), der Schutz von Wasser, Luft, Boden und der Landschaft (*sites et paysages*), die Städteplanung (*urbanisme*), der Kampf gegen die Umweltverschmutzung (*pollutions et nuisances*) und allgemein die Tätigkeit für den Umweltschutz. Diese Aufzählung entspricht ungefähr der Aufzählung der Interessen, zu deren Schutz nach Art. L. 142-2 Code de l'environnement im Rahmen der *action civile collective* die verletzte Vorschrift dienen muss.

Nach einer positiven Entscheidung kann die *association* sich *association agréée de protection de l'environnement* nennen (Art. L. 141-1 III Code de l'environnement) und die damit verbundenen Rechte in Anspruch nehmen. *Associations*, die bereits vor der Reform von 1995 nach den dann geltenden Regelungen zugelassen waren und Tätigkeiten nach Art. L. 141-1 I Code de l'environnement ausüben, werden weiterhin als zugelassen angesehen (Art. L. 141-1 V Code de l'environnement). Die in Anwendung des Art. L. 141-1 Code de l'environnement getroffenen Entscheidungen sind im Fall einer Klage vor dem Verwaltungsgericht einer unbegrenzten Ermessensnachprüfung (*contentieux de pleine juridiction*) unterworfen (Art. L. 141-1 VI Code de l'environnement).

## D. Fazit

In den Vorschriften zur Zulassung von *associations* und zu ihren Klagemöglichkeiten, die sich heute im Code de l'environnement wiederfinden, wird zum ersten Mal im französischen Recht der Begriff der Umwelt definiert und ihre verschiedenen Aspekte aufgezählt (Art. L. 141-1 I Code de l'environnement, Art. L. 142-2 I Code de l'environnement).<sup>2570</sup>

Mit der Klagemöglichkeit der *associations* zur Verteidigung eines *intérêt collectif* wird die Existenz ökologischer Schäden, die keine Einbuße an privaten Rechten oder Rechtsgütern bedeuten, anerkannt und die Möglichkeit des Schadensersatzes für diese Schäden geschaffen.<sup>2571</sup>

Die *associations* werden den Schadensersatz, den sie durch eine Klage zur Verteidigung eines *intérêt collectif* erhalten, aufgrund ihres Vereinszwecks entweder zur Wiederherstellung der zerstörten Natur oder, wenn dies nicht möglich ist, auf andere Weise

---

<sup>2570</sup> *Lamy Associations*, Nr. 238-10.

<sup>2571</sup> *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 4960, Nr. 73.

zugunsten der Umwelt verwenden. Oft wird der Umfang des Schadensersatzes aber nicht für eine vollständige Wiederherstellung ausreichen. Ausgleichs- und Präventionsfunktion werden folglich nur zum Teil erfüllt. Immerhin trägt der Schadensersatz dazu bei, dass die *associations* sich weiterhin die Kosten für Prozesse zur Verteidigung des *intérêt collectif* leisten können.<sup>2572</sup>

Die *action en représentation conjointe* hat gegenüber der Klage auf den Ersatz von Schäden am *intérêt collectif* eine geringere praktische Bedeutung. Dies liegt eventuell daran, dass die *associations* durch die Verantwortung und das Prozesskostenrisiko abgeschreckt werden. Ein weiteres Hindernis für die Klageerhebung ist das Verbot, zur Erteilung der Vollmacht aufzufordern. Ohne die Möglichkeit, an die Öffentlichkeit zu gehen und Opfern von Umweltschäden die Prozessführung in deren Namen anzubieten, ist die Vertretung einer größeren Anzahl von Opfern in einem medienwirksamen Prozess praktisch unmöglich. Gerade die Aussicht auf einen solchen Prozess und die damit einhergehende Werbung für die Ziele der *association*, die ja auch Auswirkungen auf die Finanzlage und den Mitgliederstand der *association* hat, könnte eine *association* eher zum Eingehen dieses Risikos bewegen.

Die von der Rechtsprechung geschaffene Möglichkeit der Klageerhebung von *associations* zur Durchsetzung von Rechten ihrer Mitglieder ist für die Geltendmachung von Ansprüchen bei mehreren Geschädigten ebenso gut geeignet wie die *action en représentation conjointe* und gleichzeitig mit weniger Formalitäten verbunden, so dass die *associations* wahrscheinlich weiterhin eher auf diese Klagemöglichkeit als auf die *action en représentation conjointe* zurückgreifen werden.

---

<sup>2572</sup> Boré, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr. 63 f.

## **Teil 4: Vergleich**

Im nun folgenden Vergleichsteil werden zunächst im Rahmen eines Mikrovergleichs die Rechtsinstitute verglichen, die für die Umwelthaftung in Frankreich und in Deutschland jeweils eine vergleichbare Funktion erfüllen, sowie die Regelungen für bestimmte, typische Probleme des Umwelthaftungsrechts. Im Makrovergleich wird zusammenfassend dargestellt, wie das Recht mit den Problemen der Umwelthaftung in Deutschland und in Frankreich umgeht.

Dabei wird insbesondere berücksichtigt, inwieweit die jeweiligen Regelungen geeignet sind, dem Geschädigten einen Ausgleich für einen erlittenen Umweltschaden zu verschaffen, so dass die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklicht werden kann. Weiter wird berücksichtigt, ob im Sinne des Geschädigten und des Umweltschutzes eine Prävention weiterer Umweltschäden durch die verglichenen Lösungen erreicht und damit die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklicht werden kann (näher zu Ziel und Gang des Vergleichs s.o. Teil 1, E, F.II).

## **Kapitel 1: Mikrovergleich**

### **A. Vergleich einzelner Rechtsinstitute, die in Frankreich und Deutschland eine vergleichbare Funktion erfüllen**

#### **I. Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis**

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich bestehen Regelungen über Ausgleichsansprüche im Nachbarschaftsverhältnis. Die damit geregelten Probleme stellen sich in Deutschland und Frankreich in gleicher Weise. Angesichts der zunehmend beengten Wohn- und Arbeitsverhältnissen in modernen Industriegesellschaften geraten häufig die verschiedenen Nutzungsarten von in der Nähe zueinander gelegenen Grundstücken miteinander in Konflikt. Oft gehen Einwirkungen von Grundstücken aus und führen zur Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit oder sogar zu Substanzbeeinträchtigungen anderer Grundstücke. Ein typisches Beispiel ist der Konflikt zwischen Interessen von Personen, die industrielle, gewerbliche oder landwirtschaftliche, damit wirtschaftliche, Tätigkeiten auf einem Grundstück betreiben, und den Interessen der Bewohner von Nachbargrundstücken. Da die von Grundstücken ausgehenden Störungen häufig in Umweltbeeinträchtigungen bestehen, die Umweltschäden hervorrufen, handelt es sich hier um ein wichtiges Problem des Umwelthaftungsrechts. Sowohl im deutschen als auch im französischen Recht ist geregelt, ob und in welchem Umfang in diesen Fällen ein Ausgleichsanspruch besteht, wem dieser Anspruch zusteht und gegen wen er gerichtet ist. Die entsprechenden Regelungen gehören zu den praktisch wichtigsten Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung.

Im französischen Recht hat die Rechtsprechung zur Lösung dieser Probleme die *théorie des troubles anormaux du voisinage* entwickelt. Sie entstand aus der deliktischen Verschuldenshaftung nach Art 1382, 1383 Code civil in Kombination mit den sachenrechtlichen Grenzen des Eigentumsrechts (Art. 544 Code civil), insbesondere unter Nachbarn, wird aber heute als eigenständige Anspruchsgrundlage angesehen, die weder dem Schuldrecht noch dem Sachenrecht eindeutig zugeordnet werden kann. In Deutschland wird dieser Problembereich durch die nachbarrechtliche Aufopferungshaftung geregelt. Die wichtigste Vorschrift dieser Art findet sich in § 906 II S. 2 BGB in seiner direkten oder analogen Anwendung. Weitere Vorschriften der Aufopferungshaftung für spezielle Problembereiche sind §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG.

#### **1. Gemeinsamkeiten und grundsätzliche Unterschiede**

Die Voraussetzungen der Ansprüche weisen Gemeinsamkeiten, aber zum Teil auch erhebliche Unterschiede auf.

## a) Gemeinsamkeiten

Für die Haftung nach den genannten Ansprüchen des französischen und deutschen Rechts ist jedenfalls erforderlich, dass eine Störung (in Frankreich: *trouble*, in Deutschland: Einwirkung, vgl. §§ 906 II S. 2 BGB, 14 S. 2 BImSchG, 23 GenTG) von einem Grundstück ausgehend Auswirkungen auf ein anderes Grundstück hat.

Darüber hinaus ist für die Ansprüche weder in Deutschland noch in Frankreich Rechtswidrigkeit oder Verschulden erforderlich.

Die Störung muss sowohl in Deutschland nach § 906 II S. 2 BGB als auch in Frankreich nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* eine gewisse Wesentlichkeitsschwelle überschreiten. In Deutschland wird dies durch die Voraussetzungen der Wesentlichkeit der Einwirkung (§ 906 I S. 1 BGB) und der Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung eines Grundstücks oder dessen Ertrags über das zumutbare Maß hinaus (§ 906 II S. 2 BGB) zum Ausdruck gebracht. Bei der analogen Anwendung des § 906 II S. 2 BGB ist erforderlich, dass die Nachteile des Anspruchstellers das Maß des entschädigungslos Hinzunehmenden übersteigen. Diese Voraussetzungen sind vergleichbar mit der entsprechenden Voraussetzung der *anormalité* nach der französischen *théorie des troubles anormaux du voisinage*. Die weiteren Anspruchsgrundlagen der Aufopferungshaftung in Deutschland, § 14 S. 2 BImSchG und § 23 S. 2 GenTG, verlangen nicht die Überschreitung einer solchen Wesentlichkeitsschwelle.

Weiterhin gelten sowohl in Deutschland als auch in Frankreich gewisse Privilegien für als wirtschaftlich sinnvoll eingestufte Tätigkeiten. In Deutschland ergeben sich diese aus der Einschränkung privatrechtlicher Abwehransprüche gegen Störungen, die von unanfechtbar genehmigten Anlagen und Tätigkeiten nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG ausgehen. In Frankreich werden wirtschaftlich bedeutsame Tätigkeiten speziell im Rahmen der Aufopferungshaftung durch die *théorie de la pré-occupation individuelle* (Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation) geschützt, bei deren Eingreifen ein Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* ausscheidet. Weiterhin hat das französische Zivilgericht allgemein, also auch bei allen anderen Ansprüchen des Umwelthaftungsrechts, aus Gründen der Gewaltenteilung nicht die Möglichkeit, die Schließung einer verwaltungsrechtlich genehmigten Anlage anzuordnen, kann aber zur Vornahme sonstiger störungsreduzierender Maßnahmen verurteilen.

## b) Unterschiede

Ein grundlegender Unterschied zwischen der deutschen und der französischen Haftung im Nachbarverhältnis liegt in der Systematik der Rechtsfolgen. In Frankreich gibt die *théorie des troubles anormaux du voisinage*, wie alle Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts, einerseits einen Anspruch auf Beendigung der schädigenden Situation durch Unterlassung weiterer Störungen oder Ergreifung von Maßnahmen,

um weitere Störungen zu verhindern, und andererseits einen Anspruch auf Naturalrestitution oder Schadensersatz in Geld.

In Deutschland dagegen wird ein Anspruch auf Entschädigung nach § 906 II S. 2 BGB bzw. ein Anspruch auf Schadensersatz nach § 14 S. 2 BImSchG oder nach § 23 S. 2 GenTG nur gewährt, wenn eine Pflicht zur Duldung der Störung besteht. Diese Duldungspflicht schließt Abwehransprüche aus. Nach § 906 II S. 1 BGB ergibt sich diese Duldungspflicht aus der ortsüblichen Benutzung des störenden Grundstücks und der Unverhinderbarkeit der Beeinträchtigung durch wirtschaftlich zumutbare Maßnahmen, nach § 14 S. 2 BImSchG oder § 23 S. 2 GenTG aus der Genehmigung der störenden Anlagen oder Tätigkeiten und der Unverhinderbarkeit der benachteiligenden Wirkung durch nach dem Stand der Technik und wirtschaftlich vertretbare Maßnahmen.

Die genannten Voraussetzungen für die Duldungspflicht, die Abwehransprüche ausschließen, haben aufgrund dieser unterschiedlichen Systematik keine unmittelbare Entsprechung in Frankreich.

Auf Rechtsfolgenseite fällt auf, dass der Schadensausgleich in Frankreich weitergehender ist als in Deutschland.

Auch bei der Bestimmung von Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner ergeben sich Unterschiede. In beiden Ländern wird eine gewisse Beziehung zum Grundstück gefordert. Nach französischem Recht werden daran aber geringere Anforderungen gestellt als nach deutschem Recht.

## **2. Vergleich einzelner Voraussetzungen**

### **a) Einwirkung - trouble du voisinage**

Grundsätzlich werden der Begriff der Einwirkung nach § 906 BGB und der Begriff des *trouble* nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* sehr ähnlich ausgelegt. Unter beide Begriffe fallen Einwirkungen durch die Freisetzung gasförmiger, flüssiger oder fester und kleinteiliger Stoffe in Luft, Wasser oder Boden, unabhängig davon, ob sie im transportierenden Umweltmedium gelöst sind oder nicht, sowie durch Lärm, Erschütterungen, Licht und Strahlung. Der Einwirkungsbegriff der §§ 14 BImSchG, 23 GenTG ist ebenfalls ähnlich.

Die Behinderung der Zufuhr von Licht, Luft, Funkwellen oder des Kontakts nach außen wird in Deutschland nicht als Einwirkung angesehen, da nach deutschem Verständnis diese negativen Immissionen dem Nachbargrundstück nicht im Sinne des § 906 I BGB zugeführt wurden. Auch Einwirkungen ideeller Art, d.h. insbesondere die Verletzung des ästhetischen Empfindens durch bestimmte Zustände auf dem Nachbargrundstück, sind grundsätzlich keine Einwirkungen nach § 906 BGB, da hier

keine schädigende Einwirkung auf das Grundstück des Anspruchsinhabers bzw. sich darauf befindende Personen vorliegt.

In Frankreich dagegen werden diese beiden Arten der Belästigung als räumliche Störung und damit als *trouble* nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* angesehen.

## **b) Wesentlichkeitsschwelle**

Sowohl in Frankreich als auch in Deutschland ist für die Gewährung eines Ausgleichsanspruchs im Nachbarschaftsverhältnis bei bestimmten Anspruchsgrundlagen die Überschreitung einer gewissen Wesentlichkeitsschwelle erforderlich. In Frankreich wird die *anormalité du trouble* (Anormalität der Störung) verlangt, in Deutschland die wesentliche Beeinträchtigung der Benutzung des Grundstücks, auf das eingewirkt wird (§ 906 I S. 1 BGB), sowie die Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung oder des Ertrags dieses Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus (§ 906 II S. 2 BGB).

Daraus folgt, dass in Deutschland eher die Intensität der Wirkung auf das andere Grundstück bestimmt wird, während in Frankreich mehr auf den Charakter der Störung selbst abgestellt wird. Allerdings sind die Übergänge hier fließend. Die *anormalité* der Störung nach französischem Recht kann nicht ohne Blick auf deren Folgen festgestellt werden, ebenso wie der Grad der Beeinträchtigung eines Grundstücks nach deutschem Recht nicht ohne Bezugnahme auf den Charakter der Störung bestimmt werden kann.

Sowohl in Frankreich bei der Feststellung der *anormalité* als auch in Deutschland bei der Feststellung der Wesentlichkeit der Beeinträchtigung der Grundstücksnutzung und der Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus werden Intensität, Zeitpunkt und Dauer der Störung betrachtet.

Auch der Ort der Störung ist bei der Frage, ob die verglichenen Voraussetzungen (*anormalité*, Wesentlichkeit, Beeinträchtigung der ortsüblichen Grundstücksnutzung über das zumutbare Maß hinaus) vorliegen, entscheidend.

In Frankreich wird die Störung im Vergleich zur tatsächlichen Nutzung der Umgebung und den dort üblichen Störungen betrachtet. Nach der von der Rechtsprechung vertretenen *théorie de la pré-occupation collective* ist die tatsächliche Nutzung der Umgebung, bevor der Anspruchsteller sich dort angesiedelt hat, für die Beurteilung der *anormalité* entscheidend. In Anwendung der *théorie de la pré-occupation individuelle* (Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation) kann sogar die zeitlich vorhergehende, rechtmäßige, aber störende Nutzung eines Nachbargrundstücks unter bestimmten Voraussetzungen die *anormalité* ausschließen (näher dazu s.o. Teil 3, Kapitel 2, B.I.2.d).

In Deutschland sind bei Feststellung von wesentlicher und über das zumutbare Maß hinausgehender Nutzungsbeeinträchtigung die tatsächliche Nutzung und die üblichen Störungen im Vergleichsbezirk, in dem sich das Grundstück befindet, einzubeziehen. Bei der Bestimmung der Wesentlichkeit in Deutschland wird grundsätzlich nicht berücksichtigt, ob die störende Nutzung schon vor der Nutzung des gestörten Grundstücks begonnen hat (Nutzungspriorität). Faktisch wird die Vorbelastung der Gegend aber auch nach deutschem Recht über die Berücksichtigung der Lage des Grundstücks bei der Bestimmung der Wesentlichkeit einbezogen. Bei der Feststellung der Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung des Grundstücks über das zumutbare Maß hinaus wird die Unzumutbarkeit weniger leicht angenommen, wenn die Störungen zum Teil der Sphäre des Betroffenen selbst zuzurechnen sind. Dies ist insbesondere dann der Fall, wenn er sich in Zonen begibt, in denen Störungen vorhersehbar sind, z.B. indem er in die Nähe eines Flughafens zieht.

Dabei ist bei der Frage, ob die Wesentlichkeitsschwelle überschritten ist, sowohl in Deutschland als auch in Frankreich nur die tatsächliche, nicht die rechtlich vorgesehene Nutzung im Vergleichsgebiet zu berücksichtigen.

In beiden Ländern bilden sich so Zonen heraus, die von bestimmten Nutzungsarten geprägt sind, wie z.B. Wohngebiete oder Gewerbegebiete, und in denen ein bestimmter Störungspegel entschädigungslos hinzunehmen ist. Die faktische Nutzungslage bestimmter Gebiete wird folglich beibehalten. Die störende Nutzung von Grundstücken verstärkt sich in diesen Gebieten tendenziell eher. Obwohl schädliche Umwelteinwirkungen vorliegen, kann dann häufig kein Ausgleichsanspruch nach den Grundsätzen der Haftung im Nachbarverhältnis bestehen.

Bei der Frage, ob die persönliche Empfindlichkeit des Anspruchstellers bei der Überschreitung der Wesentlichkeitsschwelle zu berücksichtigen ist, haben sich in Deutschland und Frankreich ähnliche, aber nicht ganz gleichlaufende Lösungen entwickelt. In Frankreich wird die persönliche Empfindlichkeit des Anspruchstellers nur einbezogen, wenn sie in beruflichen Besonderheiten, d.h. äußerlich zu erkennenden Umständen, besteht. In Deutschland ist grundsätzlich ebenfalls vom Maßstab eines durchschnittlichen Grundstücksbenutzers auszugehen. Besonderheiten werden allerdings im Hinblick auf die Grundstücksbenutzung berücksichtigt, hier wird die tatsächliche Nutzung des betroffenen Grundstücks mit ihrer Zweckbestimmung und besonderen Empfindlichkeit einbezogen.

Die in Deutschland in § 906 I S. 2, S. 3 BGB für die Feststellung der Wesentlichkeit bei Einhaltung bestimmter Grenz- und Richtwerte enthaltene Regel wurde in Frankreich ähnlich von der Rechtsprechung entwickelt. Diese berücksichtigt die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regeln bei der Störung als Umstand, der gegen die *anormalité* spricht, misst diesem aber keinen zwingenden Einfluss auf das Vorliegen der *anormalité* bei. Bei der Frage, ob eine Beeinträchtigung der ortsüblichen Benutzung eines Grundstücks und die Wesentlichkeit vorliegen, werden in Deutschland zudem

Grundentscheidungen des BImSchG beim Problem der Belästigung durch Dauerlärm herangezogen.

Die Wesentlichkeit einer Beeinträchtigung nach §§ 36a I GenTG, 906 BGB im Sonderfall der Störung durch Einträge von gentechnisch veränderten Organismen wird sogar gemäß § 36a I Nr. 1-3 GenTG hauptsächlich danach bestimmt, ob die fraglichen Erzeugnisse nach öffentlich-rechtlichen Regelungen nicht oder nur gekennzeichnet mit einem Hinweis auf die gentechnische Veränderung in den Verkehr gebracht werden dürfen.

### **c) Privilegierung wirtschaftlich bedeutsamer Tätigkeiten**

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich gelten bestimmte Privilegien für Tätigkeiten, die als wirtschaftlich bedeutsam angesehen werden und die rechtmäßig sind. Diese Tätigkeiten will man insbesondere vor Unterlassungsansprüchen, aber auch vor Ansprüchen auf Schadensersatz schützen.

In Frankreich werden nach der *théorie de la pré-occupation individuelle* (Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation) bestimmte, insbesondere gewerbliche und landwirtschaftliche Nutzungen von Grundstücken besonders geschützt durch den Ausschluss des Anspruchs nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*. Voraussetzung ist, dass die geschützte Nutzung rechtmäßig ist und zu den gleichen Bedingungen weitergeführt wird wie vor der Vornahme bestimmter Tätigkeiten in Bezug auf das von der Störung betroffene Gebäude, z.B. der Stellung des Antrags auf Baugenehmigung oder der Ausstellung des Mietvertrags. Sind diese Voraussetzungen erfüllt, haben die Nutzer des von der Störung betroffenen Gebäudes keinen Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* gegen den Störer.

Zudem dürfen die französischen Zivilgerichte wegen des Grundsatzes der Gewaltenteilung unabhängig von der Anspruchsgrundlage nicht die Schließung verwaltungsrechtlich genehmigter Anlagen anordnen, sondern nur sonstige störungsreduzierende Maßnahmen oder Naturalrestitution bzw. Schadensersatz in Geld.

Der Schutz bestimmter Personen vor Ansprüchen auf Einstellung des Betriebs einer unanfechtbar genehmigten Anlage oder auf Unterlassung bestimmter unanfechtbar genehmigter Tätigkeiten nach §§ 14 S. 1 BImSchG, 23 S. 1 GenTG ist insbesondere mit der zweiten Regelung vergleichbar. Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich wird danach bei Bestehen von Genehmigungen der Anspruch auf Einstellung des Betriebs dieser Anlagen ausgeschlossen. In Deutschland werden darüber hinaus nach § 23 S. 1 GenTG auch Ansprüche auf Einstellung bestimmter Tätigkeiten mit Bezug auf die Gentechnik ausgeschlossen. Anders als die französische gelten die deutschen Regelungen nur in den in der jeweiligen Regelung beschriebenen Fällen der Genehmigung nach dem BImSchG bzw. dem GenTG.

Wie in Frankreich bei Bestehen einer Genehmigung bleibt auch nach den deutschen Vorschriften die Anordnung sonstiger Vorkehrungen zum Ausschluss benachteiligender Wirkungen sowie Schadensersatz möglich. Anders als in Frankreich steht aber in Deutschland die Anordnung von Vorkehrungen zum Ausschluss benachteiligender Wirkungen in einem Exklusivverhältnis zum Schadensersatz, der nur in Betracht kommt, wenn die Vorkehrungen technisch nicht durchführbar oder wirtschaftlich nicht vertretbar sind (s.o. Teil 2, Kapitel 2; Teil 3, Kapitel 2, B.II; Teil 3, Kapitel 5, B; Teil 4, Kapitel 1, A.I.1.b).

In Deutschland gibt es kein in seinen Voraussetzungen der *théorie de la pré-occupation individuelle* (Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation) entsprechendes Instrument. Eine Ähnlichkeit zwischen der *théorie de la pré-occupation individuelle* und §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG ergibt sich allenfalls daraus, dass in beiden Fällen nur bestimmte, als wirtschaftlich sinnvoll angesehene rechtmäßige Tätigkeiten geschützt werden, wobei die Art der Tätigkeiten nach der *théorie de la pré-occupation individuelle* weitergehend definiert wird als nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG.

In den Rechtsfolgen ergeben sich deutliche Unterschiede der *théorie de la pré-occupation individuelle* zu §§ 14 S. 1 BImSchG, 23 S. 1 GenTG. Die *théorie de la pré-occupation individuelle* schließt sämtliche Abwehransprüche und Ersatzansprüche nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* aus. Hier geht der Geschädigte nach französischem Recht folglich leer aus. Nach deutschem Recht sind dagegen bei Eingreifen der §§ 14 S. 1 BImSchG, 23 S. 1 GenTG nur jeweils bestimmte, auf vollständige Beendigung bestimmter Tätigkeiten gerichtete Abwehransprüche ausgeschlossen, während andere Abwehransprüche oder Ersatzansprüche noch eingreifen können.

Im Rahmen des § 906 BGB werden zwar wirtschaftlich sinnvolle Tätigkeiten privilegiert, da bestimmte unwesentliche oder zwar wesentliche, aber durch eine ortsübliche Benutzung des anderen Grundstücks herbeigeführte Einwirkungen geduldet werden müssen (§ 906 I S. 1, II S. 1 BGB). Eine dem Art. L. 112-16 Code de la construction et de l'habitation entsprechende Regelung fehlt jedoch. Zudem hat der Geschädigte, ähnlich wie nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG, immerhin einen Ausgleichsanspruch, wenn eine wesentliche Einwirkung durch eine ortsübliche Benutzung des störenden Grundstücks herbeigeführt wurde (§ 906 II S. 2 BGB).

Damit werden nach französischem Recht Personen, die wirtschaftlich sinnvolle Tätigkeiten ausführen, stärker als nach deutschem Recht vor der Inanspruchnahme aus Anspruchsgrundlagen geschützt, die einen Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarverhältnis schaffen. Dies ergibt sich zunächst daraus, dass es für die *théorie de la pré-occupation individuelle* keine Entsprechung im deutschen Recht gibt. Weiter schließt die *théorie de la pré-occupation individuelle* sämtliche Ansprüche aus, während nach deutschem Recht selbst bei der Privilegierung wirtschaftlich sinnvoller Tätigkeiten nach den oben genannten Vorschriften häufig noch Ausgleichsansprüche bestehen. Das französische Verbot der Schließung verwaltungsrechtlich genehmigter An-

lagen gilt bei allen verwaltungsrechtlich genehmigten Anlagen und ist damit im praktischen Anwendungsbereich weitergehend als §§ 14 S. 1 BImSchG, 23 S. 1 GenTG, die sich nur auf nach BImSchG bzw. GenTG genehmigte Anlagen und Tätigkeiten beziehen.

#### **d) Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner**

In Frankreich gesteht man den Anspruch auf Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis einer größeren Gruppe von Anspruchsinhabern zu als in Deutschland. Auch die Gruppe der Anspruchsgegner ist in Frankreich umfassender als in Deutschland.

Sowohl in Frankreich nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* als auch in Deutschland nach §§ 906 II S. 2 BGB, 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG sind die Eigentümer des Grundstücks, auf das die Störung einwirkt, und die Inhaber eines dinglichen Nutzungsrechts oder eines schuldrechtlichen Nutzungsrechts wie der Mieter Inhaber des Anspruchs.

In Frankreich sind daneben auch Personen, die das Grundstück regelmäßig nutzen, auch ohne ein dingliches oder schuldrechtliches Nutzungsrecht zu haben, Anspruchsinhaber. Eine solche Ausdehnung des anspruchsberechtigten Personenkreises wird in Deutschland meist abgelehnt. Es wäre aber sinnvoll, auch in Deutschland zumindest Personen, die das Grundstück regelmäßig nutzen müssen, wie z.B. im Rahmen eines Arbeits- oder Ausbildungsverhältnisses, die hier verglichenen Ansprüche zuzugestehen. Deren Interessenlage ist mit der Interessenlage von Eigentümern und Inhabern eines dinglichen Nutzungsrechts vergleichbar, da beide Personengruppen zwangsweise mit der Einwirkung auf das Grundstück in Kontakt kommen und sich dieser kaum entziehen können.

Sowohl in Frankreich als auch in Deutschland richtet sich der Anspruch gegen Personen, die in einer bestimmten Beziehung zum Grundstück stehen, von dem die Störung ausgeht. Dabei ist diese Beziehung zum Grundstück ausreichend, eine Verursachung der Störung durch eigene Handlungen des Anspruchsgegners nicht erforderlich. Diese Beziehung wird in beiden Ländern unterschiedlich bestimmt. Es haftet in der Regel der Zustandsstörer. Eine Haftung des Handlungsstörers, d.h. desjenigen, der die Störung durch eigenes Handeln verursacht, kommt nur in selteneren Fällen vor. Insbesondere in Frankreich richtet sich der Anspruch jedoch auch gegen den Handlungsstörer.

In Deutschland richtet sich der Anspruch aus § 906 II S. 2 BGB gegen den Benutzer des störenden Grundstücks, d.h. gegen die Person, die eigenverantwortlich die Nutzung des Grundstücks bestimmt. Die Bestimmung dieser Person ist unabhängig davon, in welcher Beziehung (Eigentümer, Mieter etc.) sie zu dem störenden Grundstück steht und ob sie durch ihre Handlung konkret die Störung verursacht. Folglich ist bei der Störung durch Bauarbeiten nur der Bauherr Anspruchsgegner, nicht derje-

nige, der die Störung konkret durch die Vornahme der Arbeiten verursacht. Der Anspruch nach § 14 S. 2 BImSchG richtet sich gegen den Betreiber der emittierenden Anlage, der Anspruch nach § 23 S. 2 GenTG gegen den Betreiber einer gentechnischen Anlage oder gentechnischer Arbeiten auf einem Grundstück bzw. gegen denjenigen, der eine Freisetzung gentechnisch veränderter Organismen durchführt.

In Frankreich sind Anspruchsgegner nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* jedenfalls der Eigentümer, der Inhaber eines dinglichen Nutzungsrechts an dem Grundstück und der Inhaber eines schuldrechtlichen Nutzungsrechts an dem Grundstück (z.B. der Mieter), unabhängig davon, ob diese Person durch ihr Handeln konkret eine Ursache für die Störung gesetzt hat. Auch der Bauherr, der störende Arbeiten an einem Grundstück vornehmen lässt, ist Anspruchsgegner.

Darüber hinaus richtet sich der Anspruch in Frankreich auch gegen Personen, die die Störung konkret durch ihre Handlung verursachen, z.B. gegen denjenigen, der störende Arbeiten an einem Grundstück vornimmt.

Der Begriff des Anspruchsgegners ist folglich in Frankreich umfassender als in Deutschland. Gegen den Eigentümer und den Inhaber dinglicher und schuldrechtlicher Nutzungsrechte an dem betroffenen Grundstück kann der Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* jedenfalls gerichtet werden, unabhängig davon, ob diese die Nutzung des Grundstücks eigenverantwortlich bestimmen. Auch Personen, die die Störung konkret durch ihre Handlung verursachen, sind Anspruchsgegner, ohne dass eine eigenverantwortliche Nutzung des Grundstücks durch diese Personen vorliegen muss.

Der Personenkreis von Anspruchsinhabern und Anspruchsgegnern ist in Frankreich auch insofern weiter als in Deutschland, als die *théorie des troubles anormaux du voisinage*, anders als die deutsche Aufopferungshaftung, auch im Verhältnis von Mietern eines Grundstücks untereinander anwendbar ist.

### **e) Rechtsfolgen**

Zunächst ist die Systematik der Rechtsfolgen, insbesondere das Verhältnis von Abwehransprüchen zu Ausgleichs- und Schadensersatzansprüchen, in Frankreich und Deutschland unterschiedlich (s.o. Teil 4, Kapitel 1, A.I.1.b)

Auch beim Vergleich der Ausgleichs- und Schadensersatzansprüche bestehen erhebliche Unterschiede. Insbesondere werden in Frankreich Nichtvermögensschäden häufiger ersetzt als in Deutschland.

§ 906 II S. 2 BGB sieht als Rechtsfolge einen angemessenen Ausgleich in Geld vor. Die Herstellung in Natur ist ausgeschlossen. Der Ausgleich wird von der deutschen Rechtsprechung nach den Grundsätzen der öffentlich-rechtlichen Enteignungsschädigung objektiv berechnet. Ersatz wird für den unzumutbaren Teil der Beein-

trächtigung geleistet. Dieser wird differenziert-objektiv nach der Vermögenseinbuße eines durchschnittlichen Benutzers des Grundstücks berechnet, so dass nicht unbedingt alle tatsächlichen Vermögenseinbußen erfasst sind. Nach den Grundsätzen der Enteignungsentschädigung wird, anders als nach §§ 249 ff. BGB, kein Ersatz für Nichtvermögensschäden gewährt.

Dagegen wird nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG Schadensersatz nach §§ 249 ff. BGB gewährt. Dieser kann auch in der Herstellung in Natur bestehen und umfasst unter den Voraussetzungen des § 253 II BGB auch Nichtvermögensschäden. Allerdings wird auch hier nur der Teil des Schadens ersetzt, der aus Beeinträchtigungen entsteht, die über das nach § 906 I, II S. 1 BGB zu duldende Maß hinausgehen.

In Frankreich wird nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* Schadensersatz in Form von Naturalrestitution oder Schadensersatz in Geld gewährt. Auch in Frankreich wird nur der über der Schwelle der *anormalité* entstandene Schaden ersetzt.

Für Nichtvermögensschäden wird in Frankreich nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* häufig Geldersatz zugesprochen. Nach deutschem Recht ist dies nur bei §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG möglich. Die Voraussetzungen für den Ersatz von Nichtvermögensschäden sind nach französischem Recht weniger streng als nach deutschem Recht. In Frankreich gelten für den Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld die gleichen Voraussetzungen wie für den Ersatz von Vermögensschäden in Geld. Insbesondere ist dafür, anders als in Deutschland, nicht die Verletzung bestimmter Rechtsgüter Voraussetzung. In Verbindung mit der Tatsache, dass nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* auch Ersatz für Beeinträchtigungen durch negative Immissionen und ideelle Einwirkungen gewährt wird, folgt daraus der sehr weitgehende Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld. So kann Schadensersatz in Geld z.B. schon gewährt werden, wenn durch ästhetische Verunstaltung des Nachbargrundstücks, Lichtverlust oder Gestank das Wohlbefinden der Nutzer eines Grundstücks beeinträchtigt wird.

### **3. Fazit**

Die praktische Bedeutung der Regeln zum Ausgleich von Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis ist sowohl in Frankreich als auch in Deutschland sehr groß.

In beiden Ländern wird der Ersatz von Schäden, die durch solche Störungen im Nachbarschaftsverhältnis entstehen, dadurch beschränkt, dass die Störung eine gewisse Wesentlichkeitsschwelle überschreiten muss. Da diese Schwelle nach der tatsächlichen Nutzung des entsprechenden Vergleichsgebiets bestimmt wird, haben die Regeln über den Ausgleich von Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis in beiden Ländern den Effekt, dass umweltschädigende Situationen aufrechterhalten werden.

Die französische Anspruchsgrundlage der *théorie des troubles anormaux du voisinage* wurde von den Gerichten in Anlehnung an bestehende Vorschriften entwickelt. Die Rechtsprechung hat die Voraussetzungen frei entwickelt, ohne sich an bestehende Regelungen gebunden zu fühlen. Die deutschen Gerichte dagegen sind an Vorschriften gebunden, die zum Teil wenig Raum für Interpretation geben. Die französischen Gerichte haben so von der Möglichkeit Gebrauch gemacht, eine Regelung zu schaffen, die für den Geschädigten in vieler Hinsicht günstiger ist als die deutschen Anspruchsgrundlagen.

Insbesondere beruht dies darauf, dass in Frankreich unter den Begriff des *trouble*, anders als in Deutschland unter den Begriff der Einwirkung, auch ideelle und negative Immissionen fallen, und dass Schadensersatz in Geld für Nichtvermögensschäden in Frankreich in mehr Fällen und unter weit weniger strengen Voraussetzungen gewährt wird als in Deutschland. Die Kombination dieser weniger strengen Voraussetzungen mit der weitergehenden Rechtsfolge führt im Ergebnis dazu, dass faktisch in Frankreich, anders als in Deutschland, häufig auch Geldersatz für Unwohlsein gewährt wird, das durch einen hässlichen Anblick oder Lichtverlust (ideelle oder negative Immissionen) hervorgerufen wird, auch wenn dieses Unwohlsein unterhalb der Schwelle der Körper- oder Gesundheitsverletzung bleibt.

Zudem wird in Frankreich jedenfalls Schadensersatz in Natur oder in Geld gewährt, während der Geschädigte in Deutschland nach § 906 II S. 2 BGB auf eine Entschädigung in Geld verwiesen wird, die weniger umfangreich sein kann.

Verstärkt wird dieser Eindruck durch den in Frankreich im Vergleich zu Deutschland weitergehenden Begriff von Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner. In Frankreich ist der Begriff des Anspruchsinhabers unabhängig von einem dinglichen oder schuldrechtlichen Nutzungsrecht am Grundstück. Auch Personen, die das Grundstück nur regelmäßig nutzen, haben einen Anspruch nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage*. Der Begriff des Anspruchsgegners ist in Frankreich ebenfalls weiter als in Deutschland, insbesondere weil dort auch der tatsächliche Verursacher der Störung jedenfalls haftet.

## **II. Haftung für objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden**

Eine zweite Gruppe von Anspruchsgrundlagen, die sowohl in Deutschland als auch in Frankreich eine gewisse Bedeutung für den Ersatz von Umweltschäden haben, sind solche, die die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden zur Voraussetzung haben (Verschuldenshaftung). In Deutschland sind dies § 823 I BGB und § 823 II BGB, in Frankreich Art. 1382, 1383 Code civil.

## 1. Rechts- oder Rechtsgutsverletzung

Die Voraussetzung der Verletzung bestimmter Rechtsgüter und Rechte ist nur in Deutschland im Rahmen des § 823 I BGB erforderlich. Bei § 823 II BGB, der dafür eine Schutzgesetzverletzung voraussetzt, entfällt diese Voraussetzung.

In Frankreich ist diese Voraussetzung unbekannt. Dort werden nach Art. 1382, 1383 Code civil auch reine Vermögensschäden ersetzt. Zu den in Deutschland erforderlichen Rechts- und Rechtsgutsverletzungen gibt es in Frankreich keine Entsprechung, so dass in Frankreich, anders als in Deutschland, nicht die Anerkennung umweltspezifischer sonstiger Rechte erforderlich war und auch nicht die Ausdehnung des Rechtsgüterschutzes im Bereich der Umwelthaftung versucht werden musste.

## 2. Tun oder Unterlassen

Die Haftung ist sowohl in Deutschland als auch in Frankreich bei Tun oder Unterlassen möglich. Unterlassen wirkt aber nur bei Bestehen einer Rechtspflicht zum Handeln haftungsbegründend. Die Rechtspflichten haben hier den gleichen Umfang wie bei der Bestimmung, ob ein Verhalten objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung steht (s.u. Teil 4, Kapitel 1, A.II.3.a).

## 3. Verhalten oder Verletzungserfolg objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung und subjektiv vorwerfbar

Zudem muss sowohl in Frankreich als auch in Deutschland entweder das Verhalten oder der Verletzungserfolg objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehen und subjektiv einer Person vorwerfbar sein. In Frankreich werden diese beiden Aspekte unter dem Begriff der *faute* zusammengefasst. In Deutschland wird der objektive Widerspruch zur Rechtsordnung als Rechtswidrigkeit, die subjektive Vorwerfbarkeit als Verschulden bezeichnet.<sup>2573</sup>

### a) Objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung

In Frankreich muss immer das schädigende Verhalten (*comportement*) objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehen.

In Deutschland dagegen wird bei § 823 I BGB die Rechtswidrigkeit nach der modifizierten Lehre vom Erfolgsunrecht bei der unmittelbaren Verursachung eines Verletzungserfolgs durch Tun automatisch angenommen und entfällt nur, wenn ein Rechtfertigungsgrund eingreift. Hier muss folglich nur die Rechtswidrigkeit des durch die schädigende Handlung herbeigeführten Erfolgs festgestellt werden. Bei mittelbarer Verursachung von Verletzungserfolgen und Verursachung durch Unterlassen wird die Rechtswidrigkeit angenommen, wenn der Schädiger durch sein Verhalten gegen eine Rechtspflicht verstoßen hat. Bei § 823 II BGB wird die Rechtswidrigkeit in der

---

<sup>2573</sup> Ähnlich z.B. Bamberger/Roth/Spindler, § 823 BGB Rn. 9; MK/Wagner, § 823 BGB Rn. 221.

Regel nach den Vorschriften des jeweiligen Schutzgesetzes festgestellt und entfällt nur beim Eingreifen von Rechtfertigungsgründen.

Da Umweltschäden meistens mittelbar oder durch Unterlassen verursacht werden, muss in Deutschland im Rahmen der Umwelthaftung bei § 823 I BGB in der überwiegenden Zahl der Fälle, wie in Frankreich bei Art. 1382, 1383 Code civil generell, ein Verstoß des Verhaltens gegen eine Rechtspflicht festgestellt werden. Für die Erfüllung der Voraussetzungen des § 823 I BGB und der Art. 1382, 1383 Code civil ist folglich eine Pflichtverletzung erforderlich.

Jedenfalls der Verstoß gegen öffentlich-rechtliche Rechtsnormen und Vorschriften aus öffentlich-rechtlichen Genehmigungen ist in beiden Ländern als Pflichtverletzung weitgehend anerkannt. Die Rechtsprechung geht aber in ihren Anforderungen über diese Vorschriften zum Teil hinaus.

Der Verstoß gegen von privaten Organisationen erlassene Regeln kann von der Rechtsprechung beider Länder als Pflichtverstoß in diesem Sinne gewertet werden. Solche Regeln dienen aber nur als Orientierungshilfe und sind für die Rechtsprechung weder als Unter- noch als Obergrenze für den Pflichtenumfang verbindlich.

Darüber hinaus entwickelt die Rechtsprechung in Deutschland und Frankreich weitere Pflichten. In Frankreich werden diese auf der Grundlage von Gerechtigkeit und Moral entwickelt. Entscheidend sind dabei die Anforderungen, die an einen normal vernünftigen, vorsichtigen und informierten Menschen gestellt werden können. In Deutschland werden Verkehrssicherungspflichten zur Sicherung von Gefahrenquellen und zum Schutz von Menschen im sozialen Nahbereich entwickelt. Der Umfang bestimmt sich nach einer Abwägung des Aufwands und der Kosten der Erfüllung der Pflicht im Verhältnis zu Wahrscheinlichkeit und Umfang des dadurch verhinderten Schadens.

In beiden Ländern ist folglich das Bedürfnis, Menschen vor den Auswirkungen von Gefahrenquellen zu schützen, eine entscheidende Grundlage für die Entwicklung von Pflichten durch die Rechtsprechung. Der Umfang der Pflichten wird jeweils nach objektiven Maßstäben, nicht nach den individuellen Fähigkeiten des einzelnen Verpflichteten, bestimmt.

Durch die immer umfangreichere Entwicklung von Pflichten im Umweltbereich durch Gesetzgebung und Rechtsprechung kann die Verletzung solcher Pflichten im Sinne der Art. 1382, 1383 Code civil und des § 823 I BGB immer leichter festgestellt werden. Auch Vorschriften im Umweltbereich, die Schutzgesetze nach § 823 II BGB sind, werden immer zahlreicher. Dies ist insbesondere auf ein geschärftes Umweltbewusstsein in Politik und Gesellschaft zurückzuführen. Dieses äußert sich in dem Erlass einer großen Zahl von Spezialgesetzen, mit denen bestimmte umweltgefährliche Tätigkeiten reglementiert werden. Sowohl in Frankreich als auch in Deutschland

ist der Umweltschutz zudem in der Verfassung erwähnt, in Frankreich seit 2005 in der *Charte de l'environnement*, die in die *préambule* (Präambel) der Verfassung aufgenommen wurde, in Deutschland in Art. 20a GG. Andererseits führt das geänderte Umweltbewusstsein in beiden Ländern zu der Entwicklung von Pflichten im Umweltbereich durch die Rechtsprechung.

Die verglichenen Vorschriften der Haftung für die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden nähern sich damit immer mehr einer verschuldensunabhängigen Haftung an. Da eine Pflichtverletzung in beiden Ländern Voraussetzung der Haftung ist und zu den Pflichten auch eine immer größere Zahl von Pflichten im Umweltbereich gehören, ist die hier verglichene Art der Haftung allerdings gut geeignet, die Einhaltung dieser Pflichten durch die Androhung der Haftung bei Nichteinhaltung zu fördern<sup>2574</sup> und damit die Präventionsfunktion des Haftungsrechts zu verwirklichen.

In Deutschland entfällt bei Bestehen einer Duldungspflicht nach § 906 BGB die Rechtswidrigkeit gegenüber den an dem Grundstück und an beweglichen Sachen Berechtigten, so dass die Haftung nach den hier verglichenen Vorschriften nicht eingreift. Dies führt zu dem Ergebnis, dass die Eigentümer beweglicher Sachen in diesem Fall weder einen Anspruch nach § 906 II S. 2 BGB noch nach § 823 I, II BGB haben. Dieser Wertungswiderspruch besteht im französischen Recht nicht.

## **b) Subjektive Vorwerfbarkeit**

Das subjektive Element der *faute* des französischen Rechts entspricht etwa dem des Verschuldens in Deutschland. Erforderlich ist in beiden Fällen die persönliche Vorwerfbarkeit des Handelns in der Form von Vorsatz oder Fahrlässigkeit. Ein Unterschied ergibt sich in der Abgrenzung von Vorsatz und Fahrlässigkeit: In Frankreich wird Fahrlässigkeit auch dann angenommen, wenn die schädigenden Folgen des eigenen Handelns vorhersehbar waren und in Kauf genommen wurden. In Deutschland spricht man in diesem Fall schon von vorsätzlichem Handeln. Dieser Unterschied in der Abgrenzung ist aber praktisch unerheblich, da in beiden Ländern für vorsätzliches und fahrlässiges Verhalten gleichermaßen gehaftet wird.

## **4. Fazit**

Die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil in Frankreich erfasst mehr Fälle der Haftung für Umweltschäden als die Haftung nach § 823 I, II BGB und ist damit für den Geschädigten günstiger. Grund sind die strikteren Voraussetzungen der Haftung in Deutschland. Hier ist nach § 823 I BGB eine Verletzung bestimmter Rechtsgüter und nach § 823 II BGB die Verletzung eines Schutzgesetzes erforderlich. Im Gegensatz dazu greift die Haftung nach Art. 1382, 1383 Code civil bei jeder objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehenden und subjektiv vorwerfbaren Schadensverursachung ein.

---

<sup>2574</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 6.

Die übrigen Voraussetzungen der Haftung werden in Frankreich und Deutschland sehr ähnlich interpretiert. In beiden Ländern ist zudem eine Tendenz zur immer weiteren Annäherung der Haftung für die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Schadensverursachung an eine verschuldensunabhängige Haftung festzustellen.

Diese Art der Haftung ist geeignet, die Einhaltung von Sorgfaltspflichten im Umweltbereich durchzusetzen und damit die Präventionsfunktion der Umwelthaftung zu verwirklichen. Andererseits muss für das Eingreifen der Haftung immer das Vorliegen einer Pflichtverletzung feststehen bzw. bewiesen werden. Dies kann für den Geschädigten schwierig sein, da er häufig nicht den Zugang zu den Informationen über die Einhaltung der Pflichten im Machtbereich des Schädigers verfügt. Die Ausgleichsfunktion der Haftung kann folglich häufig nicht verwirklicht werden. Da der Schädiger folglich häufig nicht haftet, ist die Umsetzung der Präventionsfunktion ebenfalls oft nicht möglich.

### **III. Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen**

In diesem Abschnitt sollen die Vorschriften der Haftung für solche Schäden verglichen werden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen, ohne dass deren Verursachung im Widerspruch zur Rechtsordnung steht oder dem Schädiger subjektiv vorwerfbar ist.

In Deutschland regeln diesen Bereich viele einzelne Tatbestände der Gefährdungshaftung, die jeweils die Haftung für durch besonders (umwelt-) gefährliche Tätigkeiten oder Anlagen entstehende Schäden zum Gegenstand haben.

In Frankreich gibt es kaum Tatbestände der Gefährdungshaftung mit Relevanz für die Umwelthaftung. Eine wichtige Ausnahme bilden die Vorschriften über die Haftung für Schäden, die durch Luftfahrzeuge und durch Bergbau verursacht werden.

Die Funktion der Regelung des Ausgleichs von Schäden, die verursacht werden, ohne dass deren Verursachung im Widerspruch zur Rechtsordnung steht oder dem Schädiger subjektiv vorwerfbar ist, übernimmt zum großen Teil die Haftung nach Art. 1384 I Code civil.

Diese Haftung ist mit der deutschen Gefährdungshaftung in vielerlei Hinsicht vergleichbar. Nach der französischen Rechtsprechung ist für die Haftung nach Art. 1384 I Code civil keine *faute* erforderlich, ebenso wie für die deutsche Gefährdungshaftung weder Rechtswidrigkeit noch Verschulden gefordert werden.

Art. 1384 I Code civil regelt eine Haftung für Schäden, die durch Sachen verursacht werden. Dabei müssen die Sachen eine besondere Gefährlichkeit aufweisen, wie durch die Voraussetzung der *rôle actif* der Sache verdeutlicht wird.

Auch die deutschen Vorschriften der Gefährdungshaftung regeln eine verschuldens-unabhängige Haftung, die häufig an eine besonders gefährliche Sache, in der Regel an eine bestimmte Anlage, anknüpft. Darüber hinaus wird nach den deutschen Vorschriften der Gefährdungshaftung auch für bestimmte (umwelt-) gefährliche Verhaltensweisen gehaftet. Insofern erfasst die deutsche Gefährdungshaftung auch Situationen, die von Art. 1384 I Code civil nicht erfasst werden.

Dass die verglichenen Vorschriften zur Regelung eines ähnlichen Problemkreises dienen, zeigt sich an der Ähnlichkeit der Voraussetzungen und schließlich auch an der Ähnlichkeit der praktischen Anwendungsfälle.

Zunächst werden die Regeln der Gefährdungshaftung, die eine konkrete Entsprechung im jeweils anderen Land finden, verglichen. Dies sind die Regeln der Gefährdungshaftung für Schäden, die durch Luftfahrzeuge und durch Bergbau verursacht werden. Dann folgt der Vergleich der Regelung des Art. 1384 I Code civil in seiner Interpretation durch die Rechtsprechung mit den deutschen Vorschriften der Gefährdungshaftung, die für die Umwelthaftung relevant sind.

## **1. Vergleich der Gefährdungshaftung für Schäden, die durch Luftfahrzeuge und Bergbau verursacht werden**

### **a) Schäden, die durch Luftfahrzeuge verursacht werden**

Die Haftung für Schäden, die durch Luftfahrzeuge verursacht werden, regelt sowohl in Deutschland mit § 33 I S. 1 LuftVG als auch in Frankreich mit Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile ein spezieller Gefährdungshaftungstatbestand.

Diese Vorschriften haben den Schwerpunkt ihres Anwendungsbereichs in der Regelung von Schäden, die durch von Flugzeugen verursachten Lärm oder Erschütterungen entstehen und regeln auch Fälle, in denen vom Flugzeug ausgehende Schadstoffe wie Herbizide oder Kerosin Schäden verursachen. Daraus ergibt sich ihre Bedeutung für die Umwelthaftung.

Aus der Charakterisierung der Vorschriften als Gefährdungshaftung ergibt sich zugleich, dass diese unabhängig sind vom Vorliegen von Rechtswidrigkeit und Verschulden (Deutschland) bzw. vom Vorliegen einer *faute* (Frankreich).

Nach § 1 II S. 1 LuftVG sind Luftfahrzeuge Flugzeuge, Drehflügler, Luftschiffe, Segelflugzeuge, Motorsegler, Frei- und Fesselballone, Drachen, Rettungsfallschirme, Flugmodelle, Luftsportgeräte und sonstige für die Benutzung des Luftraums bestimmte Geräte, sofern sie in Höhen von mehr als dreißig Metern über Grund oder

Wasser betrieben werden können. Auch Raumfahrzeuge und Raketen sind Luftfahrzeuge, wenn sie sich im Luftraum befinden (§ 1 II S. 2 LuftVG). In Frankreich gilt eine abstrakte Definition des Luftfahrzeugs. Nach Art. L. 110-1 Code de l'aviation civile ist dies eine Vorrichtung, die fähig ist, aus eigener Kraft abzuheben oder in der Luft zu verkehren. Insbesondere die aufgrund von Lärmausstoß besonders schadensträchtigen Flugzeuge sind in beiden Ländern von der Definition erfasst.

Nach Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile muss das Luftfahrzeug sich in Bewegung befinden, wobei schon die eigenständige Bewegung am Boden vor und nach dem Flug und selbst der Stillstand nach einem Absturz unter den Begriff der Bewegung fällt. In Deutschland muss der Schaden beim Betrieb des Luftfahrzeugs entstanden sein (§ 33 I S. 1 LuftVG), d.h. wenn die je nach Luftfahrzeug verschiedenen eigentümlichen Triebkräfte darauf einwirken. Bei motorgetriebenen Flugzeugen wäre dies der laufende Motor. Dies kann vor, während und nach dem Flug des Luftfahrzeugs geschehen und auch, wenn der Motor nicht zum Zweck des Flugs, sondern nur zur Erprobung läuft. Der Stillstand nach einem Absturz wäre allerdings wohl nicht erfasst.

In Deutschland muss der Schaden durch einen Unfall, also ein örtlich und zeitlich bestimmtes, für den Geschädigten plötzlich stattfindendes Ereignis, entstehen (§ 33 I S. 1 LuftVG). Diese Voraussetzung wird in Frankreich nicht gefordert. So wird die Reichweite der Anspruchsgrundlage für den Ersatz von Umweltschäden in Deutschland deutlich beschränkt. Z.B. werden, anders als in Frankreich, keine allmählich entstehenden Schäden ersetzt, die durch häufigen Überflug eines Grundstücks mit entsprechender Lärmbelästigung entstehen. Schäden, die durch einen plötzlichen Überschallknall oder sonstige plötzliche Lärmbelastung entstehen, sind dagegen in beiden Ländern erfasst.

Von Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile werden alle Sach- und Personenschäden erfasst, die an der Erdoberfläche, nicht in der Luft, verursacht werden. In Deutschland werden ebenfalls Sach- und Personenschäden ersetzt, also Schäden, die dadurch entstehen, dass durch den Betrieb des Luftfahrzeugs jemand getötet, sein Körper oder seine Gesundheit verletzt oder eine Sache beschädigt wird.

In Frankreich werden die Begriffe von Sach- und Personenschaden weiter ausgelegt als in Deutschland. Bei den Sachschäden wird wohl keine Substanzverletzung der jeweiligen Sache verlangt, sondern eine Einwirkung auf Sachen, z.B. durch ständige Lärmbelastung, als ausreichend erachtet. Allgemein werden auch Personenschäden im französischen Recht umfassender ersetzt als in Deutschland. Hier ist auch der Ersatz von Schäden ohne Krankheitswert möglich (s.o. Teil 3, Kapitel 5, A).

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich kann sich durch Mitverschulden des Geschädigten der Schadensersatz reduzieren.

Anspruchsgegner ist in Frankreich der *exploitant* (Betreiber) des Luftfahrzeugs (Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile), d.h. derjenige, der den Nutzen aus dessen Betrieb zieht bzw. die tatsächliche Verfügungsgewalt innehat. In Deutschland haftet nach § 33 I S. 1 LuftVG der Halter des Luftfahrzeugs, d.h. derjenige, der das Luftfahrzeug auf eigene Rechnung betreibt und gleichzeitig die dafür erforderliche Verfügungsgewalt besitzt. Die Begriffe des *exploitant* und des Halters sind damit sehr ähnlich. Unterschiede ergeben sich z.B. bei der Schadensverursachung durch ein gemietetes oder vom Halter überlassenes Luftfahrzeug (s.o. Teil 2, Kapitel 3, C.X; Teil 3, Kapitel 3, A.V).

Anspruchsinhaber sind in Deutschland und Frankreich die jeweils Geschädigten, mit Ausnahme der Personen, die selbst beim Transport geschädigt wurden oder deren Gepäck bei der Beförderung zu Schaden kamen. In Deutschland gelten zudem weitere Ausnahmen für Personen, die freiwillig mit den Gefahren des Luftverkehrs in Kontakt kommen, wie Flugschüler.

Daneben gibt es einzelne Besonderheiten bei der Haftung, die im jeweils anderen Land keine Entsprechung haben. So wendet die Rechtsprechung in Frankreich innerhalb dieser Anspruchsgrundlage die *théorie des troubles anormaux du voisinage* an, verlangt damit auch hier die *anormalité* der Störung. In Deutschland gibt es die Möglichkeit des Rechtsverlusts durch Zeitablauf nach § 40 S. 1 LuftVG.

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich werden nach der Gefährdungshaftung für Luftfahrzeuge im Bereich der Umwelthaftung insbesondere Sach- und Personenschäden ersetzt, die durch plötzliche Lärmbelastung, z.B. durch Überschallknall, entstehen. Hier ist der Anwendungsbereich der Vorschrift in Deutschland dadurch eingeschränkt, dass der Schaden durch einen Unfall verursacht sein muss, wofür eine kontinuierliche Lärmbelastung nicht ausreicht. Seltener sind die Fälle, in denen Schäden durch vom Flugzeug ausgebrachte oder vom Flugzeug verlorene Stoffe, wie Herbizide oder Treibstoff, verursacht werden.

In Deutschland gelten für die Haftung nach § 33 I S. 1 LuftVG, anders als in Frankreich bei der Haftung nach Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, bestimmte Haftungsobergrenzen.

## **b) Schäden, die durch Bergbau verursacht werden**

In Frankreich stellt Art. 75-1 Code minier eine allgemein formulierte Gefährdungshaftung für durch Bergbau verursachte Schäden auf. In Deutschland statuiert § 114 I BBergG eine Gefährdungshaftung für durch bestimmte bergbaubezogene Handlungen oder durch Anlagen des Bergbaus verursachte Schäden. Anders als in Frankreich ist in Deutschland die Verletzung bestimmter Rechtsgüter, nämlich eine Tötung, Körper- oder Gesundheitsverletzung oder Sachbeschädigung, erforderlich.

Anspruchsinhaber sind jeweils die Geschädigten, in Deutschland die Inhaber des entsprechenden Rechtsguts.

Anspruchsgegner sind in Frankreich der *exploitant* (Betreiber) oder des *explorateur* (Erforscher), hilfsweise der Inhaber des Bergbaurechts (*titulaire du titre minier*). Ähnlich ist die Rechtslage in Deutschland, Anspruchsgegner sind der Unternehmer, d.h. der Betreiber des Bergbaubetriebs, und der Inhaber der dem Bergbaubetrieb zugrunde liegenden Berechtigung.

Eine Besonderheit in Deutschland ist, dass nach § 114 II Nr. 3 BBergG für Schäden, die durch Einwirkungen entstehen, welche nach § 906 BGB geduldet werden müssen, nicht nach § 114 BBergG gehaftet wird. Vergleichbar ist dies mit der Schwelle der *anormalité*, die von der französischen Rechtsprechung im Rahmen des Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile herangezogen wird. In beiden Ländern wird so wohl angestrebt, volkswirtschaftlich sinnvolle Tätigkeiten nicht durch Schadensersatzansprüche zu behindern.

In Frankreich gilt bei geschädigten Immobilien im Rahmen dieser Anspruchsgrundlage ausnahmsweise der Vorrang der Naturalrestitution. Eine weitere Besonderheit der Haftung in Frankreich ist, dass der Staat als Garant eintritt, wenn der Schädiger nicht für den Schaden aufkommen kann.

In Deutschland gelten, wie häufig bei der Gefährdungshaftung, Obergrenzen für die Höhe des Schadensersatzes.

## **2. Vergleich der Art. 1384 I Code civil mit den deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung**

### **a) Gefährliche Sache oder Tätigkeit**

Nach Art. 1384 I Code civil wird in Frankreich für Schäden gehaftet, die durch eine Sache (*chose*) verursacht werden. Unter diesen weiten Begriff fallen alle körperlichen, unbelebten Gegenstände, egal ob fest, flüssig oder gasförmig, beweglich oder unbeweglich.

Eine weitere Voraussetzung ist die aktive Rolle (*rôle actif*), die die Sache bei Schadensentstehung spielen muss. Hierbei handelt es sich um ein besonderes Kausalitätserfordernis. Die Sache muss eine Anormalität (*anormalité*) in ihren Eigenschaften, ihrer Funktionsweise, Handhabung oder in Bezug auf den Ort, an dem sie sich befindet, aufweisen. Gerade diese Anormalität muss für den Schaden ursächlich werden. Keine aktive, sondern eine passive Rolle (*rôle passif*) spielt die Sache, wenn sie sich ihrem Zweck gemäß normal verhält. Folglich ist in Frankreich eine gewisse Gefährlichkeit der Sache erforderlich. Die Kriterien dafür sind aber nicht auf die Art der Sache bezogen, so dass die Einstufung der Sache nicht von vornherein feststeht. Vielmehr wird in jedem Einzelfall ausgehend von den Eigenschaften der Sache und ihrer Be-

ziehung zur Umgebung bestimmt, ob die *anormalité* und damit die ausreichende Gefährlichkeit der Sache vorliegt.

In Deutschland dagegen greift die Gefährdungshaftung bei Umweltschäden nur bei der Verursachung von Schäden durch bestimmte, vom Gesetzgeber abstrakt als gefährlich eingestufte Sachen oder Verhaltensweisen ein. Zur ersten Gruppe der Gefährdungshaftungstatbestände gehören §§ 1 UmwHG, 22 II WHG, 2 I HaftPflG, 114 I BBergG und 1 II S. 1 LuftVG. Nach §§ 1 UmwHG, 22 II WHG, 2 I HaftPflG und 114 I BBergG muss der Schaden durch jeweils näher bestimmte Anlagen verursacht werden. Anlagen sind meist ortsfeste, manchmal aber auch bewegliche Einrichtungen, die zu einem bestimmten Zweck betrieben werden. Erfasst sind meist auch Nebeneinrichtungen, die mit der Anlage im Zusammenhang stehen. Dies können auch bewegliche Sachen sein. Nach § 1 II S. 1 LuftVG muss der Schaden durch ein Luftfahrzeug in Betrieb verursacht werden.

Für bestimmte, vom Gesetzgeber als gefährlich eingestufte Verhaltensweisen wird nach den Gefährdungshaftungstatbeständen der §§ 22 I WHG, 114 I, 1. Alt. BBergG, 32 I GenTG gehaftet. Hier handelt es sich um die Vornahme bestimmter Einwirkungen auf ein Gewässer (§ 22 I WHG), um bergbauliche und mit dem Bergbau im Zusammenhang stehende Tätigkeiten (§ 114 I, 1. Alt. BBergG) und um die Vornahme von gentechnischen Veränderungen an einem Organismus (§ 32 I GenTG).

Festzuhalten ist damit, dass der Begriff der Sache (*chose*) nach Art. 1384 I Code civil wesentlich weitergehend ist als der Begriff der Anlage bzw. des Luftfahrzeugs nach den verschiedenen deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung. Die Gefährlichkeit der Sache, die für die Haftung nach Art. 1384 I Code civil ebenfalls erforderlich ist, wird von Fall zu Fall bestimmt

Andererseits wird nach vereinzelt Tatbeständen der deutschen Gefährdungshaftung auch für durch spezielle Verhaltensweisen und durch Organismen verursachte Schäden gehaftet. In dieser Hinsicht geht die deutsche Gefährdungshaftung über die Haftung nach Art. 1384 I Code civil hinaus.

### **b) Rechtsgutsverletzung, Verursachung des Schadens über bestimmte Umweltmedien oder durch bestimmte Stoffe**

In Frankreich werden nach Art. 1384 I Code civil auch reine Vermögensschäden erfasst. Die Verursachung von Schäden über bestimmte Umweltmedien wird ebenfalls nicht verlangt.

In Deutschland dagegen erfordern die meisten Tatbestände der Gefährdungshaftung die Verletzung bestimmter Rechtsgüter. So ist nach §§ 1 UmwHG, 33 I S. 1 LuftVG, 32 I GenTG, 2 I S. 1 HaftPflG und 114 I BBergG die Tötung eines Menschen, eine Körper- oder Gesundheitsverletzung oder ein Sachschaden Haftungs voraussetzung.

Nach § 22 I, II WHG ist die Verursachung eines Schadens, der über die Veränderung der Beschaffenheit eines Gewässers durch Stoffe vermittelt wird, erforderlich. Hier muss die Schadensverursachung folglich über ein bestimmtes Umweltmedium, das Wasser in einem Gewässer, und durch gewässerschädliche Stoffe erfolgen.

Bei der Haftung nach § 2 I S. 1 HaftPflG muss der Schaden durch die Wirkung von Elektrizität, Gasen, Dämpfen oder Flüssigkeiten hervorgerufen werden.

### **c) Kausalität und Zurechnung**

Bei der deutschen Gefährdungshaftung ist für die Zurechnung der Adäquanzzusammenhang nicht erforderlich. Der Schutzzweckzusammenhang wird hier als Gefährdungszusammenhang bezeichnet. Die Rechtsgutsverletzung und der Schaden müssen gerade eine Folge der spezifischen von der Anlage oder der Tätigkeit ausgehenden Gefahr sein, aufgrund derer die Gefährdungshaftung besteht.

Speziell bei der Haftung nach § 33 I LuftVG wird eine Schadensverursachung durch einen Unfall vorausgesetzt. Alle anderen im Rahmen der Umwelthaftung bedeutsamen Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung erfassen sowohl Schäden, die durch einen Störfall verursacht werden, als auch Schäden durch Normalbetrieb.

In Frankreich besteht nach Art. 1384 I Code civil ein spezielles Kausalitätserfordernis der aktiven Rolle (*rôle actif*) der Sache bei Schadensentstehung. Darunter versteht man eine Anormalität (*anormalité*) der Sache, die gerade auch schadensursächlich wird (s.o. Teil 4, Kapitel 1, A.III.2.a). Für die aktive Rolle (*rôle actif*) spricht eine Vermutung, wenn bei Schadensverursachung ein körperlicher Kontakt zwischen der Sache und der geschädigten Person oder Sache bestand und die Sache dabei in Bewegung war. Diese Vermutung spielt bei der Umwelthaftung keine große Rolle.

Mit der *rôle actif* wird also eine Art Gefährdungszusammenhang gefordert. In dem Schaden muss sich eine spezifische Gefahr der Sache verwirklicht haben. Die Gefährdung muss allerdings in Frankreich einer *anormalité*, nicht in der gewöhnlichen Gefahr des Normalbetriebs, bestehen, während in Deutschland in der Regel auch die Gefahr des Normalbetriebs ausreicht.

Von der Haftung nach Art. 1384 I Code civil sind folglich Schäden, die durch den normalen, störungsfreien Betrieb einer Anlage oder eine normal funktionierende und positionierte Sache verursacht werden, nicht erfasst. Ein Anspruch auf den Ersatz von Schäden durch den Normalbetrieb einer Anlage besteht damit nach Art. 1384 I Code civil in der Regel nicht. Insofern erfassen die deutschen Tatbestände der Gefährdungshaftung mehr Schadensszenarien als Art. 1384 I Code civil. Da Umweltschäden häufig durch den Normalbetrieb umweltgefährdender Anlagen entstehen, ist der Geschädigten in Bezug auf diese Voraussetzung nach deutschem Recht besser gestellt als nach französischem Recht.

#### **d) Anspruchsinhaber**

Anspruchsinhaber sind in Deutschland in den Fällen, in denen die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter gefordert wird, nur diejenigen, die einen entsprechenden Schaden erlitten haben. Ist ein solcher Verletzungserfolg nicht gefordert, sind Anspruchsinhaber alle, die kausal und zurechenbar geschädigt wurden.

In Frankreich ist jeder, der durch die entsprechende Sache einen im Rechtssinn kausalen Schaden erlitten hat, Anspruchsinhaber.

#### **e) Anspruchsgegner**

In Frankreich ist bei der Haftung nach § 1384 I Code civil derjenige Anspruchsgegner, der die tatsächliche Herrschaft (*garde*) über die schädigende Sache ausübt. Dieser *gardien* muss die Befugnis haben, sich der Sache im eigenen Interesse zu bedienen, mit der Sache nach eigenem Belieben zu verfahren und diese zu überwachen. Mehrere Personen können gleichzeitig die tatsächliche Herrschaft über eine Sache ausüben, wenn sie im gleichen rechtlichen Verhältnis zur Sache stehen (z.B. als Miteigentümer oder gemeinsame Mieter). Bei unterschiedlichen rechtlichen Verhältnissen (z.B. Eigentümer und Mieter) kann immer nur einer die tatsächliche Herrschaft innehaben.

Es gilt eine umkehrbare Vermutung, dass Dinge zur Ausübung der Berufstätigkeit in der tatsächlichen Sachherrschaft des Berufstätigen stehen und dass der Eigentümer *gardien* der Dinge in seinem Eigentum ist. Im Rahmen von Miete, Leihe, Transportverträgen und ähnlichen Verträgen liegt die *garde* in der Regel beim Mieter, Entleiher, Transporteur oder ähnlichen Personen, die im Rahmen des Vertrags die tatsächliche Herrschaft über die Sache erlangen. Zu beachten ist in Frankreich allerdings, dass die *garde* geteilt sein kann und jeweils nicht solche Aspekte der Sache erfasst, die der Inhaber der tatsächlichen Sachherrschaft nicht kennen konnte, z.B. verborgene Mängel.

Natürliche und juristische Personen können die tatsächliche Herrschaft über eine Sache innehaben. Dafür sind weder Rechts- oder Geschäftsfähigkeit noch Einsichts- oder Urteilsfähigkeit erforderlich.

In den meisten Fällen der Haftung für gefährliche Anlagen in Deutschland (§§ 1 I UmwHG, 22 II WHG, 2 I S. 1 HaftPflG) ist der Inhaber der Anlage Anspruchsgegner. Das ist derjenige, der die Anlage auf eigene Rechnung nutzt, die Unterhaltskosten trägt und die tatsächliche Verfügungsgewalt über sie ausübt. Diese Position können auch mehrere Personen gleichzeitig innehaben. Das Eigentum wird als Indiz für die Inhaberschaft angesehen. Andererseits liegt bei Miete, Pacht, Leasing und ähnlichen Verhältnissen die Inhaberschaft meist beim Mieter, Pächter oder Leasingnehmer. Inhaber von Anlagen können natürliche und juristische Personen sein. Geschäftsfähigkeit ist nicht erforderlich.

Ein ähnlicher Begriff ist der des Halters des Luftfahrzeugs nach § 33 I S. 1 LuftVG. Halter ist derjenige, der das Luftfahrzeug auf eigene Rechnung betreibt und die dafür

erforderliche Verfügungsgewalt besitzt. Auch hier ist das Eigentum Indiz für die Haltereigenschaft, und auch hier liegt bei Miete oder Leasing die Haltereigenschaft häufig beim Mieter oder Leasingnehmer.

Damit ist in beiden Ländern in den oben geschilderten Fällen die tatsächliche Stellung zur Sache, nicht die rechtliche Position, entscheidend. Sowohl in Frankreich bei der *garde* als auch in Deutschland bei der Inhaberschaft der Anlage bzw. der Eigenschaft als Halter eines Luftfahrzeugs kommt es auf eine tatsächliche Verfügungsgewalt über die Sache an, die ähnlich definiert wird. In beiden Ländern werden dabei die tatsächliche Verfügungsgewalt und die Verfügung über die Sache im eigenen Interesse und auf eigene Rechnung als entscheidend angesehen.

Im Unterschied zur Haftung in Frankreich nach Art. 1384 I Code civil wird die Person des Anspruchsgegners bei der Anlagenhaftung im Einzelfall abweichend definiert. Nach §§ 114 I, 115 I BBergG haftet der Unternehmer, d.h. der Betreiber des Bergbaubetriebs, nach § 116 I BBergG der Inhaber der dem Bergbaubetrieb zugrunde liegenden Berechtigung zur bergbaulichen Tätigkeit. Eine entsprechende Regelung findet sich allerdings auch in Art. 75-1 Code minier (s.o. Teil 2, Kapitel 3, B)

In anderen Fällen (§§ 22 I WHG, 114 I, 1. Alt. BBergG, 32 I GenTG) haftet in Deutschland auch derjenige nach Gefährdungshaftung, der für ein bestimmtes schädigendes Verhalten rechtlich verantwortlich ist.

Festzuhalten ist aber, dass die Haftung nach allen gerade beschriebenen Anspruchsgrundlagen, mit Ausnahme der zuletzt genannten deutschen Verhaltenshaftung, nur Personen trifft, die in einer bestimmten Beziehung zu einer Sache stehen. Diese Kanalisierung der Haftung schafft eine gewisse Überschaubarkeit des Haftungsrisikos, das bei dieser Haftung ohne Pflichtverstoß sonst zu groß wäre. Da hier die Personen haften, die das Risiko am besten beherrschen können, wird dadurch auch ein Beitrag zur Präventionswirkung des Umwelthaftungsrechts geleistet.<sup>2575</sup>

#### **f) Kein objektiver Widerspruch zur Rechtsordnung und keine subjektive Vorwerfbarkeit**

Die Haftung nach Art. 1384 I Code civil erfordert nicht das Vorliegen einer *faute*. In Deutschland ist für die Haftung nach den Tatbeständen der Gefährdungshaftung weder Rechtswidrigkeit noch Verschulden erforderlich. Damit ist in beiden Ländern bei den hier verglichenen Anspruchsgrundlagen weder ein objektiver Widerspruch zur Rechtsordnung noch die subjektive Vorwerfbarkeit erforderlich.

In Frankreich wird aber häufig keine *garde* angenommen, wenn der mögliche Anspruchsgegner keine Kenntnis von den gefährlichen Eigenschaften der Sache hatte.

---

<sup>2575</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 7 f.

Dies ist oft dann der Fall, wenn die *garde* von einer auf eine andere Person übertragen werden sollte und diese nicht ausreichend über die Gefährlichkeit der Sache informiert wurde. Hier ist die Haftung folglich nicht ganz unabhängig vom Erfordernis der subjektiven Vorwerfbarkeit des Verhaltens.

Auch unterscheidet die französische, anders als die deutsche Rechtsprechung, bei Sachen, die eine gewisse gefährliche Eigendynamik aufweisen, zwischen *garde du comportement* und *garde de la structure* und belässt die *garde de la structure* beim Hersteller oder ursprünglichen Eigentümer der Sache, während die *garde du comportement* jeweils beim aktuellen Benutzer der Sache liegt. Hier muss jeweils geprüft werden, ob die Benutzung der Sache ordnungsgemäß war oder nicht, um zwischen Fällen von *garde de la structure* und von *garde du comportement* unterscheiden zu können. Eine nicht ordnungsgemäße Nutzung der Sache ist Voraussetzung der Haftung des Inhabers der *garde du comportement* einer Sache. Folglich muss in diesem Fall eine objektive Pflichtverletzung des Inhabers der *garde du comportement* vorliegen.

In diesen beiden Fällen wird damit trotz der prinzipiellen Unabhängigkeit der Haftung vom Erfordernis der *faute* das Vorliegen eines der beiden Aspekte der *faute*, nämlich einer objektiven Pflichtverletzung oder der subjektiven Vorwerfbarkeit, für die Haftung gefordert. Die Haftung nach Art. 1384 I Code civil ist folglich, anders als die deutsche Gefährdungshaftung, nicht in jedem Fall unabhängig vom Erfordernis des objektiven Widerspruchs zur Rechtsordnung oder der subjektiven Vorwerfbarkeit.

### **g) Haftungsbefreiung aufgrund höherer Gewalt**

In Frankreich kann sich der Schädiger von der Haftung befreien, indem er beweist, dass der Schaden durch eine unabhängig von der Sache bestehenden Ursache (*cause étrangère*) verursacht wurde. Hier muss es sich um einen Fall der höheren Gewalt (*force majeure*) handeln. Sie kann in nicht menschengemachten Ereignissen wie Naturkatastrophen, in der Verursachung durch einen Dritten (*fait d'un tiers*) oder durch den Geschädigten selbst (*faute de la victime*) liegen. Voraussetzung ist, dass diese Tatsachen unvorhersehbar (*imprévisible*) und nicht zu verhindern (*irrésistible*) sind.

In Deutschland ist bei vielen Tatbeständen der Gefährdungshaftung, so bei §§ 1, 4 UmwHG, 22 WHG, 2 I, III Nr. 3 HaftPflG, eine Haftungsbefreiung durch höhere Gewalt vorgesehen. Als höhere Gewalt bezeichnet man „ein außergewöhnliches, betriebsfremdes, von außen durch elementare Naturkräfte oder durch menschliches Handeln herbeigeführtes Ereignis, das nach menschlicher Einsicht und Erfahrung nicht voraussehbar ist und mit wirtschaftlich erträglichen Mitteln auch durch die äußerste, vernünftigerweise zu erwartende Sorgfalt nicht verhütet oder unschädlich gemacht werden kann“ (s.o. Teil 2, Kapitel 3, A.VII).

In beiden Ländern ist folglich Voraussetzung, dass die höhere Gewalt nicht vorhersehbar und nicht zu verhindern ist. In Deutschland wird eher als in Frankreich bei

der Verhinderbarkeit auch die wirtschaftliche Erträglichkeit der Mittel zur Verhinderung des Schadens einbezogen. Faktisch werden in Frankreich so wie in Deutschland betriebsfremde bzw. außerhalb der beherrschbaren Sphäre des Anspruchsgegners liegende Ereignisse als höhere Gewalt angesehen, da innerhalb dieser Sphäre auch in Frankreich kaum die Unverhinderbarkeit des Ereignisses angenommen werden kann.

### **h) Haftungsbegrenzung in der Höhe**

In Deutschland ist die Haftung bei den Tatbeständen der Gefährdungshaftung häufig auf bestimmte Summen begrenzt. Eine solche Beschränkung existiert bei Art. 1384 I Code civil nicht.

### **i) Ähnlichkeit der erfassten Fälle**

Den von Art. 1384 I Code civil sowie von den deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung erfassten Fällen der Umwelthaftung liegen häufig ähnliche Sachverhalte zugrunde. Es handelt sich oft um Fälle, in denen Schädigungen von unbeweglichen Sachen ausgehen, die besondere Umweltgefahren bergen, z.B. von Raffinerien oder Tankstellen. Andererseits werden auch häufig Fälle über diese Anspruchsgrundlagen gelöst, in denen Schäden durch bewegliche, umweltgefährliche Sachen, wie z.B. wasserschädigende Stoffe (Benzin, Schlamm, Abwasser usw.) oder feste umweltschädigende Stoffe (Abfälle, Asbestfasern), ausgelöst werden. Oft muss bei der Schadensverursachung durch bewegliche Sachen in Deutschland allerdings auf Fälle der Verhaltenshaftung zurückgegriffen werden, wenn die Stoffe nicht gerade von einer Anlage ausgehen, die von einer Vorschrift der Gefährdungshaftung erfasst wird. Liegt auch kein Fall einer speziell geregelten Verhaltenshaftung vor, so greift in Deutschland meist kein Tatbestand der Gefährdungshaftung ein, und der Geschädigte muss sich auf andere, meist verschuldensabhängige Anspruchsgrundlagen berufen.

## **3. Fazit**

Die deutschen Tatbestände der Gefährdungshaftung sind in mancher Hinsicht in ihrem Anwendungsbereich enger als die Haftung nach Art. 1384 I Code civil. Bei der deutschen Gefährdungshaftung ist häufig die Verletzung bestimmter Rechtsgüter erforderlich, der Schaden muss von bestimmten Anlagen, Sachen oder Verhaltensweisen ausgehen, durch bestimmte Stoffe oder vermittelt über bestimmte Umweltmedien eintreten. Außerdem bestehen bei den deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung in der Regel Obergrenzen für die Haftung.

In anderer Hinsicht greift die deutsche Gefährdungshaftung in mehr Fällen ein als die Haftung nach Art. 1384 I Code civil.

In Deutschland werden auch Schäden erfasst, die durch den Normalbetrieb einer Sache eintreten. Aufgrund der Voraussetzung der *rôle actif* ist dies bei Art. 1384 I Code civil nicht der Fall. Da die meisten Umweltschäden über einen längeren Zeitraum durch den Normalbetrieb einer Sache entstehen, handelt es sich um einen für die Umwelthaftung praktisch wichtigen Unterschied. Angesichts der Pro-

bleme bei der Feststellung der Kausalität in solchen Fällen relativiert sich die praktische Bedeutung allerdings wieder.

Zudem wird in Frankreich für die *garde* nach Art. 1384 I Code civil die Kenntnis von der Gefährlichkeit der Sache verlangt. Diese Voraussetzung fehlt bei den deutschen Tatbeständen der Gefährdungshaftung. Da in Deutschland jedoch häufig der Inhaber einer Anlage bzw. der Halter einer Sache haftet und auch sonst die Haftung in der Regel Personen trifft, die beruflich bestimmte Tätigkeiten ausüben, ist davon auszugehen, dass diesen Personen die spezifischen Gefahren der entsprechenden Sache oder Tätigkeit bekannt sind. Damit kommt diesem Unterschied praktisch eher wenig Bedeutung zu.

Aufgrund der Vielzahl divergierender Voraussetzungen der deutschen Tatbestände der Gefährdungshaftung hängt es oft von Gegebenheiten ab, die nichts mit dem Umfang des Schadens oder der Gefährlichkeit einer Sache oder einer Handlung zu tun haben, ob ein Schädiger nach einem dieser Tatbestände haftet. Hier hat sich mit der Zeit ein Dickicht von Vorschriften mit unterschiedlichen Voraussetzungen entwickelt, für deren Unterschiedlichkeit keine plausiblen Gründe erkennbar sind. Der Gesetzgeber hat hier zu unterschiedlichen Zeitpunkten auf unterschiedliche Gefahren reagiert und jeweils unterschiedliche Haftungsvoraussetzungen geschaffen.

Im Gegensatz dazu weist Art. 1384 I Code civil nur wenige Voraussetzungen auf. Diese Vorschrift kann von der Rechtsprechung von Fall zu Fall flexibel angewendet und weiterentwickelt werden, wie dies im Laufe der Zeit ja auch schon geschehen ist. Diese weitgehende verschuldensunabhängige Haftung für durch Sachen verursachte Schäden wird durch das Erfordernis der Kenntnis des Schädigers von den Gefahren der Sache wieder eingeschränkt. Jeder haftet also nur für Risiken, die er bewusst eingeht und für deren Beherrschung er gegebenenfalls sorgen könnte.

#### **IV. Rechtsfolgen**

Die Regelung der Rechtsfolgen der Anspruchsgrundlagen der französischen und deutschen Umwelthaftung wird im Folgenden zusammenfassend verglichen.

In Frankreich richten sich die Rechtsfolgen bei allen Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung nach den nun folgenden Prinzipien. In Deutschland gelten die folgenden Regeln für alle Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung mit Ausnahme des § 906 II S. 2 BGB in direkter oder analoger Anwendung, dessen Rechtsfolgen nach den Grundsätzen der öffentlich-rechtlichen Enteignungsentschädigung bestimmt werden.

Im Schadensrecht Deutschlands und Frankreichs steht der Ausgleichsgedanke im Vordergrund, die Verpflichtung zum Schadensersatz soll keinen Strafcharakter haben. Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich muss grundsätzlich der gesamte Schaden ersetzt werden. Dabei muss in Deutschland der Geschädigte so gestellt wer-

den, als wenn das zum Ersatz verpflichtende Ereignis nicht eingetreten wäre (§ 249 I BGB). In Frankreich muss der Geschädigte so gestellt werden, wie er vor Eintritt des schädigenden Ereignisses stand, oder, in häufigeren Fällen, in die Lage versetzt werden, in der er sich befinden würde, wenn das schädigende Ereignis nicht stattgefunden hätte. In beiden Ländern wird jedoch auch entgangener Gewinn unter bestimmten Voraussetzungen ersetzt. In Deutschland folgt dies aus den §§ 249 ff. BGB, die Art und Umfang des Schadensersatzes regeln. Daneben gelten in Deutschland bei bestimmten Tatbeständen der Gefährdungshaftung Haftungsbeschränkungen hinsichtlich der Höhe. In Frankreich wird die Pflicht zum Ersatz des gesamten Schadens aus Art. 1382 Code civil hergeleitet. Art und Umfang des Schadensersatzes sind nicht gesetzlich geregelt und werden von der Rechtsprechung bestimmt.

## 1. Ersatzfähiger Schaden

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich werden Vermögens- und Nichtvermögensschäden ersetzt. Unter Vermögensschäden versteht man in beiden Ländern weitgehend übereinstimmend in Geld messbare Einbußen, unter Nichtvermögensschäden Einbußen, die keine Auswirkungen auf das Vermögen haben.

In Frankreich werden mehr Vermögensschäden ersetzt als in Deutschland, da viele Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung in Deutschland die Verletzung bestimmter Rechte und Rechtsgüter voraussetzen. In Frankreich werden nach allen Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung auch reine Vermögensschäden ersetzt.

Der Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld ist in Frankreich ebenfalls umfassender möglich als in Deutschland. Dies ist darauf zurückzuführen, dass der Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld in Frankreich nicht auf Fälle beschränkt ist, in denen bestimmte Rechtsgüter verletzt wurden. In Deutschland dagegen wird Geldersatz für Nichtvermögensschäden nur gewährt, wenn der Nichtvermögensschaden aus einer Verletzung des Körpers, der Gesundheit, der Freiheit oder der sexuellen Selbstbestimmung herrührt (§ 253 II BGB). Dazu kommt, dass in Frankreich nicht der Grundsatz vom Vorrang der Naturalrestitution gilt, so dass auch bei möglicher Herstellung in Natur Schadensersatz in Geld gewährt werden kann.

Die französische Rechtsprechung macht von dieser Möglichkeit im Bereich der Umwelthaftung häufig Gebrauch. So wird bei Umweltschäden häufig Ersatz für die Beeinträchtigung der Lebensfreude (*préjudice d'agrément*) gewährt. Diese besteht bei der Umwelthaftung häufig in der Beeinträchtigung der Nutzungsmöglichkeit der eigenen Wohnung durch Störungen, auch wenn dies weder einen Vermögensschaden verursacht noch bestimmte Rechte und Rechtsgüter beeinträchtigt. Beispiele sind hier Störungen durch Lärm, Erschütterungen und Gestank sowie ästhetische Störungen durch Veränderung der Umgebung.

Der Schaden muss sowohl in Deutschland als auch in Frankreich grundsätzlich bereits eingetreten sein, für zukünftige Schäden wird kein Ersatz gewährt. In Frankreich sind daneben auch zukünftig sicher eintretende Schäden ersatzfähig. In Deutschland kann die künftige Entwicklung des Schadensersatzanspruchs bei Vorlage ausreichender Anhaltspunkte im Prozess nach § 287 I S. 1 ZPO geschätzt werden, so dass in diesem Fall auch Schadensersatz für künftig entstehende Schäden gewährt wird.

## 2. Möglichkeiten des Schadensersatzes

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich kann der Geschädigte Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld verlangen. Der Begriff der Herstellung in Natur (Naturalrestitution, *réparation en nature*) ist allerdings in Frankreich weitergehend als in Deutschland.

In Deutschland muss der Schädiger den Zustand herstellen, der bestehen würde, wenn der zum Ersatz verpflichtende Umstand nicht eingetreten wäre (§ 249 I BGB). Davon ist die Beseitigung der schädigenden Einwirkung selbst und die Reparatur von dadurch verursachten Schäden umfasst. In Frankreich erfasst der Anspruch auf *réparation en nature* einerseits einen Anspruch auf Beendigung der rechtswidrigen Situation, d.h. auf Ergreifung von Maßnahmen zur Beendigung der Situation und auf Unterlassung weiterer Störungen. Andererseits besteht ein Anspruch auf Herstellung der vor der Schädigung bestehenden Situation, d.h. auf die Reparatur der durch die Beeinträchtigung entstandenen Schäden.

In beiden Ländern ist der Anspruch auf Naturalrestitution damit auf Beseitigung der Folgen einer schädigenden Einwirkung und auf Beseitigung der Einwirkung selbst gerichtet. In Deutschland umfasst der Schadensersatz allerdings keinen Anspruch auf die Unterlassung weiterer Störungen und auf die Ergreifung von Maßnahmen, um weitere Störungen zu verhindern. Ein weitergehender Unterlassungs- und Beseitigungsanspruch kann sich in Deutschland verschuldensunabhängig aus § 1004 BGB ergeben. In Frankreich dagegen ist die Anordnung der Unterlassung weiterer Störungen und der Ergreifung von Maßnahmen zur Verhinderung weiterer Störungen Teil der Naturalrestitution.

In Deutschland hat die Herstellung in Natur nach dem Gesetz Vorrang vor dem Schadensersatz in Geld. Schadensersatz in Geld darf in der Regel nur gewährt werden, wenn die Herstellung in Natur unmöglich, ungenügend oder unverhältnismäßig ist. An die Unverhältnismäßigkeit werden im Umwelthaftungsgesetz (s. § 16 I UmwHG) sogar besonders strenge Anforderungen gestellt. In Frankreich besteht kein solches Rangverhältnis, das Gericht kann grundsätzlich nach freiem Ermessen Schadensersatz in Geld oder *réparation en nature* anordnen. In beiden Ländern spielt aber praktisch der Schadensersatz in Geld eine größere Rolle als die Herstellung in Natur.

### 3. Mitverursachung

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich kann die Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten zur Kürzung des Schadensersatzanspruchs führen. In Frankreich ist dafür die *faute* des Geschädigten erforderlich. In Deutschland wird grundsätzlich ein Verschulden in eigener Sache des Geschädigten gefordert. Die bloße Mitverursachung, ohne Verschulden, kann nach deutschem Recht zur Schadensersatzkürzung führen, wenn der Geschädigte für diese Handlung nach Vorschriften der Gefährdungshaftung haften würde. Soweit ersichtlich wurde dieser Gedanke bisher von der französischen Rechtsprechung nicht angewandt. Das Ausmaß der Kürzung wird flexibel je nach dem Grad des Verschuldens in eigener Sache oder der *faute* und nach dem Grad der Mitverursachung (in Deutschland) bestimmt.

### 4. Fazit

Die Rechtsfolgen sind für den Geschädigten nach französischem Recht häufig günstiger als nach deutschem Recht, da er bei Umweltschäden nach französischem Recht für mehr Schäden Ersatz verlangen kann als nach deutschem Recht. Dies ist darauf zurückzuführen, dass in Frankreich, anders als in Deutschland, in der Regel auch reine Vermögensschäden ersetzt werden, und dass in Frankreich für den Ersatz von Nichtvermögensschäden in Geld keine Einschränkungen im Hinblick auf die verletzten Rechtsgüter bestehen. Allerdings fällt die Berechnung der Höhe des Schadensersatzes in Geld in der Praxis nach französischem Recht für den Geschädigten eher ungünstiger aus.<sup>2576</sup>

In ökologischer Hinsicht ist die Anordnung der Herstellung in Natur dem Schadensersatz in Geld vorzuziehen. Herstellung in Natur bedeutet gleichzeitig häufig Wiederherstellung der Natur, während Schadensersatz in Geld nicht zwingend zur Wiederherstellung von Umweltbestandteilen führt. Für die Umwelt selbst ist die Regelung des Schadensersatzes in Deutschland folglich vorteilhafter als die französische Regelung. Auch wenn die exakte Wiederherstellung bestimmter Aspekte der natürlichen Umwelt nicht immer möglich ist, kann doch über die Herstellung eines funktional gleichwertigen Zustands die Grundlage für eine Regenerierung geschädigter Lebensräume gelegt werden. So können auch Schäden an Bestandteilen der Umwelt, an denen keine Rechte Privater bestehen und deren Ersatz daher unmittelbar nicht möglich ist (rein ökologische Schäden) durch die Wiederherstellung von ersatzfähigen Umweltbestandteilen und mit Hilfe der Selbstheilungskräfte der Natur behoben werden. Die große praktische Rolle, die der Schadensersatz in Geld in beiden Ländern spielt, ist damit zu kritisieren. Im Bereich der Umwelthaftung sollte der Naturalrestitution eine größere Bedeutung zukommen.<sup>2577</sup> Daneben wäre es sinnvoll, dem

---

<sup>2576</sup> Bergmann, 62.

<sup>2577</sup> Ähnlich Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 12.

Geschädigten, der Schadensersatz in Geld erhält, Anreize zur Verwendung dieses Schadensersatzes zur Herstellung von Umweltbestandteilen zu geben.<sup>2578</sup>

## **B. Vergleich der Regeln für bestimmte, typische Probleme der Umwelthaftung**

Im Folgenden werden die Regeln des deutschen und französischen Umwelthaftungsrechts für bestimmte, typische Probleme der Umwelthaftung verglichen.

### **I. Kausalität, Zurechnung und darauf bezogene Beweisprobleme**

Die Regeln bei der Feststellung der Kausalität und der Zurechnung oder der *causalité* und die darauf bezogenen Beweisprobleme sollen in diesem Abschnitt insbesondere im Hinblick darauf untersucht werden, inwieweit sich Schäden dem jeweiligen Verursacher zuordnen lassen, so dass die Ausgleichsfunktion und die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verwirklicht werden können.

#### **1. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung**

##### **a) Allgemein**

Die Kausalität zwischen einem schädigenden Verhalten, einem Verletzungserfolg und dem daraus entstehenden Schaden sowie die Zurechnung von Verletzungserfolg und Schaden zu einem bestimmten Verhalten einer Person wird sowohl in Deutschland als auch in Frankreich nach der Äquivalenz- und Adäquanztheorie und der Lehre vom Schutzzweckzusammenhang bestimmt. Darin zeigt sich ein Einfluss der deutschen Rechtswissenschaft auf das französische Recht. In Frankreich werden alle diese Aspekte unter dem Begriff der *causalité* zusammengefasst.

Die französische Rechtsprechung wendet jedenfalls die Äquivalenztheorie an, die Mindestanforderungen an den Kausalzusammenhang stellt. Die Anwendung der Adäquanztheorie erfolgt hin und wieder. Die französische Rechtsprechung nutzt diese Theorie, um fernliegende Ursachen auszuschließen und um eine Gewichtung zwischen Verhaltensweisen mit unterschiedlichen Verschuldensgraden vorzunehmen. Die Lehre vom Schutzzweckzusammenhang wird von der französischen Rechtsprechung bei der Haftung für *faute* (schuldhaftes Verhalten) herangezogen.

In Deutschland wird nur bei der Gefährdungshaftung die Adäquanztheorie überwiegend nicht angewendet. Das Vorliegen eines Schutzzweckzusammenhangs wird jedoch überall verlangt, auch bei der Gefährdungshaftung, wo er als Gefährdungszusammenhang bezeichnet wird. Dieser weist gewisse Parallelen zur französischen Voraussetzung der *rôle actif* bei Art. 1384 I Code civil auf (s.o. Teil 4, Kapitel 1, A.III.2.c).

---

<sup>2578</sup> Weitergehend Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12: Es sollte staatlich abgesichert werden, dass der Schadensersatz für die Wiederherstellung des früheren Zustands der Umwelt eingesetzt wird.

Damit ist sowohl in Deutschland als auch in Frankreich die Zurechnung auch räumlich und zeitlich entfernterer Schadensfolgen möglich, wenn die Voraussetzungen der genannten Theorien, soweit anwendbar, festgestellt werden können. Darin besteht gleichzeitig eine Grenze der Haftung, die insbesondere im Umwelthaftungsrecht relevant wird: wenn bei Schäden, die in großer räumlicher und zeitlicher Entfernung von ihrer Ursache auftreten (Distanz- und Langzeitschäden) oder die von vielen Ursachen hervorgerufen wurden (Summationsschäden), die Schäden nicht nach diesen Regeln ihren Ursachen zugerechnet werden können, haftet niemand für den Umweltschaden.

In Frankreich ist die Haftung des Anspruchsgegners nach allen Anspruchsgrundlagen ausgeschlossen, wenn der Schaden auf einen Fall der höheren Gewalt zurückzuführen ist. In Deutschland ordnen nur einige Tatbestände der Gefährdungshaftung im Bereich der Umwelthaftung einen Haftungsausschluss aufgrund höherer Gewalt an. Die Voraussetzungen der höheren Gewalt sind in Deutschland und Frankreich weitgehend gleich. Da schon leichtestes Verschulden des Schädigers in Deutschland das Vorliegen von höherer Gewalt ausschließt, käme eine Anwendung dieses Haftungsausschlussgrundes in Fällen der Verschuldenshaftung ohnehin nicht in Betracht. Auch in Frankreich kann ein Fall der höheren Gewalt bei *faute* des Schädigers kaum vorliegen, da die *faute* zumindest die Vorhersehbarkeit der schädigenden Folgen des Verhaltens voraussetzt, während bei höherer Gewalt das schädigende Ereignis nicht vorhersehbar sein darf. Auch wird bei Vorliegen von höherer Gewalt in den meisten Fällen schon kein Kausalzusammenhang zwischen einem Verhalten des Anspruchsgegners, Verletzungserfolg und Schaden festzustellen sein. Damit ist die Rechtslage beim Haftungsausschluss durch höhere Gewalt im Ergebnis nach deutschem und nach französischem Recht ähnlich. Da nur sehr selten Ereignisse überhaupt als Fall höherer Gewalt angesehen werden können, ist die praktische Bedeutung dieses Haftungsausschlussgrundes generell und bei der Umwelthaftung gering.

## **b) Haftung mehrerer Verursacher**

Von besonderem Interesse im Umwelthaftungsrecht ist die Regelung der Haftung, wenn mehrere Personen einen Beitrag zur Entstehung eines Schadens geleistet haben, da Umweltschäden häufig durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen entstehen. Hier ist es für den Geschädigten vorteilhaft, wenn jeder Schädiger für den gesamten Schaden haftet, da er sich dann nicht um die Feststellung der einzelnen Verursachungsbeiträge kümmern muss und Ersatz vom solventesten der Schädiger verlangen kann.

In bestimmten Fällen ist in Deutschland und in Frankreich die gesamtschuldnerische Haftung mehrerer Verursacher (französisch: *obligation solidaire*) gesetzlich angeordnet. In Deutschland ist dies bei §§ 840 I BGB, 32 II GenTG, 115 II-IV, 116 I S. 2 BBergG, 119 BBergG der Fall. Diese Vorschriften treffen aber keine von den im Folgenden dargestellten Grundsätzen der Rechtsprechung abweichende Re-

gelung. Sonderregeln enthalten die §§ 830 in Verbindung mit 840 I BGB, 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG, 36a IV GenTG.

Ein spezielle Regelung findet sich auch in § 33 II S. 2 LuftVG: wenn der Halter eines Luftfahrzeugs durch sein Verschulden die Benutzung ermöglicht hat, haftet dieser neben demjenigen, der das Luftfahrzeug ohne Wissen und Willen des Halters benutzt, nach § 33 I S. 1 LuftVG.

In Frankreich haften nach Art. L. 141-4 I Code de l'aviation civile bei der Vermietung eines Luftfahrzeugs der Eigentümer und der *exploitant* des Luftfahrzeugs gesamtschuldnerisch für Schäden, die durch dieses Luftfahrzeug verursacht wurden. Auch bei Schäden, die durch bestimmte Sonderabfälle entstehen, besteht eine gesamtschuldnerische Haftung bestimmter Personen (Art. L. 541-23 Code de l'environnement).

Daneben hat die Rechtsprechung in Deutschland und Frankreich Voraussetzungen für die Haftung mehrerer Verursacher für den gesamten Schaden entwickelt. In Deutschland gilt in diesen Fällen als Rechtsfolge die Gesamtschuld, in Frankreich die Haftung *in solidum*, eine Form der Gesamtschuld.

Eine solche Haftung für den gesamten Schaden wird sowohl in Frankreich als auch in Deutschland angenommen, wenn die Kausalität der vom jeweiligen Schädiger gesetzten Ursache in Bezug auf den gesamten Verletzungserfolg und den daraus entstehenden Schaden festgestellt werden kann.

In Deutschland ist dies der Fall, wenn der Gesamtschaden in seiner konkreten Form entfiel, wenn die von einem Schädiger gesetzte Ursache hinweggedacht wird. Dies ist gegeben, wenn nur das Zusammenwirken verschiedener Ursachen überhaupt einen Verletzungserfolg und damit einen Schaden hervorruft, während jede Ursache für sich keine schädigende Wirkung gehabt hätte, und wenn mehrere Ursachen durch ihr Zusammenwirken aufgrund von Synergieeffekten einen größeren Verletzungserfolg und Schaden hervorrufen, als sie dies ohne Zusammenwirken getan hätten. Ein dritter Fall der Haftung für den gesamten Schaden liegt vor, wenn verschiedene Ursachen zusammenwirken und sich gegenseitig bedingen. Der Schädiger haftet nur für den von ihm verursachten Teil des Schadens, nicht für den Gesamtschaden, wenn der verursachte Verletzungserfolg und Schaden nicht größer ist als die Summe der Einzelwirkungen und die verschiedenen Ursachen nicht in einem Bedingungsverhältnis zueinander stehen.

In Frankreich haften die Verursacher jeweils auf den gesamten Schaden, wenn die einzelnen Verursachungsbeiträge sich auf einen einzigen, unteilbaren Schaden beziehen. Dabei muss jeder Beitrag den Schaden zumindest teilweise verursacht haben. Ein teilbarer Schaden (bzw. mehrere Einzelschäden, die Übergänge sind fließend) wird angenommen, wenn der Anteil der einzelnen Schädiger mit Sicherheit festge-

stellt werden kann. Dies ist zum Beispiel bei der Umwelthaftung der Fall, wenn der Schaden durch Lärm verursacht wird, der durch viele unterscheidbare Start- und Landevorgänge hervorgerufen wird.

Beispiele für die Unteilbarkeit des Schadens sind die Fälle der Haftung für Gewässerverschmutzung, wenn aufgrund der Einleitung von Schadstoffen durch verschiedene Schädiger ein Schaden, z.B. durch Fischsterben, entsteht. Hier wird häufig ein Fall der Haftung der verschiedenen Schädiger für den gesamten Schaden angenommen. Diese Lösung ist für den Geschädigten recht günstig.

Damit wäre auch im französischen Recht wohl ein Fall der Haftung der einzelnen Schädiger für den gesamten Schaden gegeben, wenn ein Schaden erst durch das Zusammenwirken mehrerer Ursachen entsteht, wenn Synergieeffekte für einen größeren Verletzungserfolg und Schaden sorgen, als die Ursachen einzeln genommen hervorgerufen hätten, oder wenn Ursachen sich gegenseitig bedingen. In diesen Fällen kann kaum der Anteil der einzelnen Ursachen an der Schadensentstehung festgestellt werden, so dass ein einziger, unteilbarer Schaden vorliegen dürfte.

Dagegen wird in den Fällen, in denen mehrere Ursachen vorhanden sind, der Gesamtschaden aber nicht größer ist als die Summe der hypothetisch verursachten Einzelschäden, häufig wie in Deutschland ein teilbarer Schaden und damit die Haftung mehrerer Verursacher jeweils für einen Teil des Schadens vorliegen. Dies ist aber nicht zwingend. Auch in diesen Fällen kann der Schaden unteilbar sein. Z.B. wird bei den Fällen der Wasserverschmutzung durch mehrere Verursacher häufig Unteilbarkeit angenommen, ohne dass in den Entscheidungen angesprochen wird, aus welchen Umständen die Unteilbarkeit gefolgert wird.

Die französische Rechtsprechung argumentiert hier wohl eher vom erwünschten Ergebnis her und ist großzügig in der Annahme eines unteilbaren Schadens und der Haftung mehrerer Schädiger für den Gesamtschaden. Wenn die einzelnen Verursachungsanteile (wegen der Art des Schadens) nicht bestimmt werden können, tendiert die französische Rechtsprechung zur Haftung jedes Verursachers für den Gesamtschaden. Die gesamtschuldnerische Haftung kann in Frankreich häufiger angenommen werden als in Deutschland, da die Voraussetzung des unteilbaren Schadens weniger restriktiv ist als die in Deutschland aufgestellten Voraussetzungen der Gesamtschuld. Damit haben die Gerichte häufiger als in Deutschland die Möglichkeit, mehrere Schädiger zur Haftung für den Gesamtschaden zu verurteilen. Diese Möglichkeit wird auch oft zugunsten des Geschädigten genutzt.

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich haftet in bestimmten Sonderfällen jeder möglicher Schädiger für den gesamten Schaden, auch wenn nicht festgestellt werden kann, wer von mehreren möglichen Schädigern den Schaden tatsächlich verursacht hat.

Die französische Rechtsprechung nimmt in bestimmten Fällen eine Haftung aller möglichen Schädiger für den Gesamtschaden an, die Haftung *in solidum*, wenn feststeht, dass eine Person aus einer bestimmten Gruppe den Schaden verursacht hat, aber der Verantwortliche nicht herauszufinden ist. Diese Regelung ist vergleichbar mit § 830 I S. 2 BGB, der anwendbar ist, wenn mehrere in Frage kommende Handlungen einen Schaden verursacht haben können, aber unklar ist, welche der Handlungen allein oder in Zusammenwirken mit den anderen Handlungen den Schaden tatsächlich verursacht hat.

Diese Regelungen haben kaum Bedeutung im Umwelthaftungsrecht, da ihre genau umschriebenen Voraussetzungen bei der Verursachung von Umweltschäden nicht oft erfüllt werden. Insbesondere gibt es in der Umwelthaftung nur wenige Fälle, in denen mehrere Ursachen jeweils den Schaden im Ganzen hervorgerufen haben können.

Dem § 830 I S. 2 BGB ähnliche Regelungen finden sich in § 36a IV GenTG und in § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG. Insbesondere § 22 I S. 2, II S. 1, 2. Halbsatz WHG ist für die Umwelthaftung relevant, da diese Vorschrift speziell für die Haftung nach § 22 I, II WHG gilt und nur eine Eignung der einzelnen Ursache zur Mitverursachung der Veränderung der Wasserbeschaffenheit und des Schadens voraussetzt. Diese Vorschriften finden keine direkte Entsprechung im französischen Umwelthaftungsrecht. Allerdings nimmt die französische Rechtsprechung bei der Haftung für Gewässerverschmutzung häufig einen unteilbaren Schaden und damit eine gesamtschuldnerische Haftung an. Diese eher großzügige Annahme von Gesamtschuld bei der Haftung für Gewässerverschmutzung nach deutschem und französischem Recht ist eine Reaktion darauf, dass bei Schäden, die über das Umweltmedium Wasser verursacht werden, der Anteil der einzelnen Verursacher an der Schadensentstehung aufgrund der im Wasser gelösten und vermischten Schadstoffe nur schwer festgestellt werden kann.

Eine Grenze der Haftung sowohl für den Gesamt- als auch für einen Teilschaden ist dort erreicht, wo viele minimale Ursachen zur Entstehung eines Schadens beigetragen haben. Hier kann häufig die Kausalität zwischen der einzelnen Ursache, dem Verletzungserfolg und dem Schaden nicht festgestellt werden, so dass eine Haftung der einzelnen Verursacher praktisch ausscheidet. Bei solchen Schäden sind andere Lösungen erforderlich, um dem Geschädigten einen Ausgleich des Schadens zu ermöglichen. Hier bietet sich ein Ausgleich über Entschädigungsfonds an, die durch mögliche Verursacher von Umweltschäden finanziert werden (näher dazu s.u. Teil 4, Kapitel 1, B.IV).

## **2. Anforderungen an den Beweis**

### **a) Grundsätzliche Anforderungen an den Beweis**

Grundsätzlich liegt die Beweislast bezüglich der anspruchsbegründenden Tatsachen, zu denen auch die tatsächlichen Voraussetzungen von Kausalität und Zurechnung gehören, in Frankreich und Deutschland beim Anspruchsteller.

Beim Beweismaß gilt in Deutschland und Frankreich grundsätzlich, dass die subjektive Überzeugung des Richters vom Vorliegen des Kausalzusammenhangs erforderlich ist. Eine Ausnahme gilt nur in Deutschland für den Bereich der haftungsausfüllenden Kausalität. Hier kann das Gericht unter Würdigung aller Umstände nach freier Überzeugung entscheiden, ob die haftungsausfüllende Kausalität vorliegt. Faktisch ist hier erforderlich, dass der festgestellte Kausalverlauf im Verhältnis zu anderen möglichen Kausalverläufen überwiegend wahrscheinlich ist.

### **b) Möglichkeiten der Beweiserleichterung**

Sowohl in Deutschland als auch in Frankreich versucht man im Bereich der Umweltschadung, dem Geschädigten den Beweis der Voraussetzungen des Kausalzusammenhangs in bestimmten Fällen zu erleichtern.

In Frankreich ist insbesondere die von der Rechtsprechung auf Basis des Art. 1353 Code civil entwickelte tatsächliche Vermutung zu erwähnen. In Deutschland finden sich gesetzliche Kausalitätsvermutungen in Spezialgesetzen der Umweltschadung, so in §§ 6, 7 UmwHG, 34 GenTG (für einen bestimmten Aspekt der Kausalität) und 120 BBergG.

Diesen Kausalitätsvermutungen ist gemeinsam, dass der Anspruchsteller die Voraussetzungen für das Eingreifen der Vermutung gegebenenfalls beweisen muss. Aus diesen Voraussetzungen wird dann auf das Vorliegen des Kausalzusammenhangs geschlossen. Um sich zu entlasten, muss der Anspruchsgegner beweisen, dass kein Kausalzusammenhang vorliegt. In manchen Fällen kann der Anspruchsgegner die Vermutung auch entkräften, indem er bestimmte Umstände beweist, bei deren Vorliegen die Kausalitätsvermutung nicht gilt.

Die Kausalitätsvermutungen beziehen sich in Deutschland nur auf den Bereich der haftungsbegründenden Kausalität. Da die Unterscheidung zwischen haftungsbegründender und haftungsausfüllender Kausalität in Frankreich kaum gemacht wird, wird auch bei der französischen Kausalitätsvermutung nicht nach haftungsbegründender und haftungsausfüllender Kausalität differenziert.

Die Voraussetzungen für das Eingreifen der Vermutung sind im Einzelnen in Deutschland und Frankreich sehr unterschiedlich. Generell wird danach immer das Vorliegen von Umständen gefordert, die den vermuteten Kausalverlauf wahrschein-

lich machen. Die jeweilige mögliche Ursache muss jedenfalls zur Schadensverursachung geeignet sein.

In Frankreich verlangt die Rechtsprechung auf Basis des Art. 1353 Code civil für die Kausalitätsvermutung, dass die Gefährdung zur Verursachung des Schadens geeignet ist und bestimmte Umstände für das Vorliegen des fraglichen Kausalverlaufs sprechen. Insbesondere werden hier das zeitliche und örtliche Zusammentreffen von möglicher Ursache und Wirkung und die Tatsache, dass andere Ursachen ausgeschlossen werden können, herangezogen. Im Ergebnis ähnlich, aber allgemeiner, ist der Vorschlag der französischen Lehre, bei ausreichender Wahrscheinlichkeit des Kausalverlaufs oder bei objektiver Vorhersehbarkeit des Schadenseintritts die Kausalität zu vermuten.

Eine insbesondere der Vermutung der französischen Rechtsprechung ähnliche Kausalitätsvermutung findet sich in Deutschland in §§ 6, 7 UmwHG. Diese gilt allerdings nur für die Verursachung durch eine Anlage oder mehrere Anlagen im Sinne des Umwelthaftungsgesetzes. Hier muss die Anlage nach den Gegebenheiten des Einzelfalls zur Verursachung des Schadens geeignet sein (§ 6 I S. 1 UmwHG). Die Eignung im Einzelfall beurteilt sich nach Betriebsablauf, verwendeten Einrichtungen, Art und Konzentration der eingesetzten und freigesetzten Stoffe, meteorologischen Gegebenheiten, Zeit und Ort des Schadenseintritts, Schadensbild und sonstigen Gegebenheiten des Einzelfalls (§ 6 I S. 2 UmwHG).

§ 120 I BBergG statuiert die Vermutung der Verursachung eines Verletzungserfolgs durch Bergbauaktivität. Hier werden Voraussetzungen verlangt, die das Vorliegen gerade eines solchen Bergschadens wahrscheinlich machen. Im Einwirkungsbereich der Aufsuchung oder Gewinnung durch einen Bergbaubetrieb unter Tage muss ein Schaden durch Senkungen, Pressungen oder Zerrungen der Oberfläche entstehen, und dieser Schaden muss seiner Art nach ein Bergschaden sein können. Hier findet sich das Kriterium des räumlichen und zeitlichen Zusammentreffens von Ursache und Verletzungserfolg ebenfalls wieder.

Der Anspruchsgegner kann jede der genannten Vermutungen entkräften, indem er beweist, dass die Kausalität nicht vorliegt bzw. dass die Voraussetzungen der Vermutung nicht gegeben sind. Zusätzlich kann er sich bei bestimmten Vermutungen entlasten, indem er beweist, dass Tatsachen vorliegen, die die Vermutung ausschließen. Voraussetzungen, die eine Kausalitätsvermutung ausschließen, gibt es im Bereich der Umwelthaftung in Deutschland bei den gesetzlichen Kausalitätsvermutungen der §§ 6, 7 UmwHG, 120 BBergG. Für den Ausschluss der Vermutung müssen Umstände vorliegen und gegebenenfalls vom Anspruchsgegner bewiesen werden, die den vermuteten Kausalverlauf eher unwahrscheinlich machen, so dass eine Haftung des Anspruchsgegners aufgrund der Kausalitätsvermutung nicht angemessen erscheint.

Die deutsche Rechtsprechung befürwortet weiter Beweiserleichterungen bis hin zu Beweislastumkehr beim Verstoß des Anspruchsgegners gegen Emissions- und Immissionsgrenzwerte und eine Beweislastumkehr beim Verstoß des Anspruchsgegners gegen Untersuchungs- und Kontrollpflichten. Für die Beweiserleichterungen beim Verstoß des Anspruchsgegners gegen Emissions- und Immissionsgrenzwerte wird oft das Vorliegen zusätzlicher Umstände gefordert, die das Vorliegen der haftungsbegründenden Kausalität wahrscheinlich machen. Für das Nichtvorliegen des Verstoßes gegen Emissions- oder Immissionsgrenzwerte trägt der Anspruchsgegner, d.h. der Emittent, die Beweislast. Im Übrigen muss auch hier der Anspruchsteller die Voraussetzungen für die Beweiserleichterung beweisen. Eine Ähnlichkeit dieser Beweiserleichterungen mit den zuvor geschilderten Kausalitätsvermutungen besteht darin, dass hier ebenfalls Umstände vorliegen müssen, die das Vorliegen der Kausalität wahrscheinlich machen.

Insbesondere in Deutschland wird dem Geschädigten hin und wieder durch die Anwendung der Grundsätze des Anscheinsbeweises im Umwelthaftungsrecht eine Beweiserleichterung verschafft. Der praktische Anwendungsbereich des Anscheinsbeweises im Umwelthaftungsrecht ist allerdings sehr begrenzt (s.o. Teil 2, Kapitel 6, B.II.3).

Daneben besteht die Möglichkeit, dem Geschädigten durch die Reduzierung des Beweismaßes zu helfen. Nach § 287 I S. 1 ZPO gilt in Deutschland ein auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit reduziertes Beweismaß für den Bereich der haftungsausfüllenden Kausalität.

Darüber hinaus wird die generelle Reduzierung des Beweismaßes in weiteren Fällen im deutschen und französischen Recht vorgeschlagen. Die französische Rechtsprechung lässt in manchen Fällen der Umwelthaftung die sehr große Wahrscheinlichkeit für den Beweis des Kausalzusammenhangs genügen. In Deutschland wird in der Literatur hin und wieder vertreten, dass § 287 ZPO auch auf den Bereich der haftungsbegründenden Kausalität angewendet werden soll. Ferner wird von der Lehre vorgeschlagen, dass generell oder im Bereich der Umwelthaftung eine Reduzierung des Beweismaßes für die haftungsbegründende Kausalität auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit angemessen wäre.

Eine Reduzierung des Beweismaßes für den Kausalzusammenhang auf eine sehr große oder auf die überwiegende Wahrscheinlichkeit, entweder generell oder im Bereich der Umwelthaftung, ist aber abzulehnen (s.o. Teil 2, Kapitel 6, B.II.4, B.II.5).

### **3. Fazit**

Die Anforderungen an Kausalität und Zurechnung sind grundsätzlich im deutschen und im französischen Recht ähnlich hoch. Bei der Haftung mehrerer Verursacher ist festzustellen, dass die französische Rechtsprechung eher bereit ist, die gesamtschuldnerische Haftung mehrerer Verursacher anzunehmen, als die deutsche Rechtspre-

chung. Dies erhöht die Wahrscheinlichkeit für den Geschädigten, den gesamten Schaden ersetzt zu bekommen. Das Haftungsrecht kann in dieser Hinsicht in Frankreich seine Ausgleichsfunktion besser erfüllen als in Deutschland.

Angesichts der großen Beweisschwierigkeiten, mit denen der Geschädigte im Umwelthaftungsrecht insbesondere beim Beweis der haftungsbegründenden Kausalität zu kämpfen hat (s.o. Teil 1, C.I), sind Beweiserleichterungen sinnvoll. Die Vermutungen der französischen Rechtsprechung und die vom deutschen Gesetzgeber geschaffenen Vermutungen sowie die Beweiserleichterungen der deutschen Rechtsprechung beim Verstoß des Schädigers gegen bestimmte Pflichten greifen in Situationen ein, in denen viele Umstände für das Vorliegen eines Kausalzusammenhangs sprechen, und erfüllen insofern eine ähnliche Funktion. Auch diese Beweiserleichterungen dienen zur Verwirklichung der Ausgleichsfunktion des Haftungsrechts. Ähnliche Beweiserleichterungen, z.B. in Form von Kausalitätsvermutungen, sollten auch bei der Schaffung eines einheitlichen Umwelthaftungsrechts eingeführt werden.

## **II. Einfluss öffentlich-rechtlicher Vorschriften auf das Umwelthaftungsrecht**

In Deutschland und Frankreich sind potentiell umweltschädigende Aktivitäten häufig durch öffentlich-rechtliche Vorschriften geregelt. In vielen Fällen bestehen für solche Tätigkeiten auch öffentlich-rechtliche Genehmigungspflichten. In diesem Kapitel soll zusammenfassend untersucht werden, wie sich diese öffentlich-rechtlichen Regelungen auf die zivilrechtliche Haftung für Umweltschäden auswirken.

### **1. Einfluss auf Rechtswidrigkeit, Verschulden (§ 823 I, II BGB) und faute (Art. 1382, 1383 Code civil)**

In beiden Ländern ergeben sich aus öffentlich-rechtlichen Vorschriften Pflichten, bei deren Verletzung auch zivilrechtlich eine Pflichtverletzung angenommen wird. Dies hat zur Folge, dass das jeweilige Verhalten in Deutschland als rechtswidrig und in Frankreich als unerlaubt (*illicite*), d.h. als objektiv pflichtwidrig im Rahmen der *faute*, angesehen wird. In Deutschland und Frankreich entwickelt aber auch die Rechtsprechung zivilrechtliche Pflichten, die über die öffentlich-rechtlichen Pflichten aus abstrakt-generellen Vorschriften oder aus Genehmigungen hinausgehen. Trotz Einhaltung aller öffentlich-rechtlichen Vorschriften für ein bestimmtes Verhalten kann folglich die zivilrechtliche Umwelthaftung nach § 823 I BGB oder Art. 1382, 1383 Code civil eingreifen. Aufgrund der Vermehrung von öffentlich-rechtlichen und von der zivilrechtlichen Rechtsprechung entwickelten Pflichten im Umweltbereich steigt so die Bedeutung der Haftung nach § 823 I BGB und Art. 1382, 1383 Code civil für Umweltschäden. Insbesondere in Deutschland wird aber betont, dass bei der Beachtung der jeweils zum Zeitpunkt des schädigenden Verhaltens aktuellen Erkenntnisse von Wissenschaft und Technik, die auch in öffentlich-rechtlichen Vorschriften und Genehmigungen zum Ausdruck kommen können, ein Verschulden, d.h. die subjektive Vorwerfbarkeit des Verhaltens, im Regelfall nicht vorliegt.

In Deutschland ist im Bereich der Verschuldenshaftung nur nach § 823 II BGB zwingend die Verletzung eines Schutzgesetzes aus den Bereichen des Öffentliches Rechts, des Zivilrechts oder des Strafrechts erforderlich, die dann auch die Rechtswidrigkeit indiziert.

Diese weitgehende Unabhängigkeit der zivilrechtlichen von den öffentlich-rechtlichen Pflichten in Deutschland und Frankreich ist sinnvoll, da öffentlich-rechtliche Regelungen für bestimmte Verhaltensweisen eine andere Funktion haben als die zivilrechtlichen Regelungen zum Ausgleich von Umweltschäden. Abstrakt-generelle öffentlich-rechtliche Vorschriften dienen zur Regelung des Verhaltens von Personen in einer unübersehbaren Vielzahl von Fällen. In diesem Zusammenhang sind auch öffentlich-rechtliche Genehmigungen zu sehen, die aufgrund der Einhaltung dieser abstrakt-generellen öffentlich-rechtlichen Vorschriften vergeben werden. Dagegen dient das Umwelthaftungsrecht dem Schadensausgleich (Ausgleichsfunktion) und der Verhaltenssteuerung (Präventionsfunktion) im konkreten Einzelfall.

Umweltschäden entstehen in der Regel aus untypischen Situationen, die von den Verfassern öffentlich-rechtlicher Regelungen so nicht vorausgesehen werden konnten. Wenn die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen oder das Bestehen einer öffentlich-rechtlichen Genehmigung für das schädigende Verhalten rechtfertigende Wirkung hätte, könnten die Regeln der zivilrechtlichen Umwelthaftung, die eine objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden voraussetzen, ihrer Funktion des Ausgleichs von Schäden im Einzelfall in vielen Fällen nicht nachkommen. Nur die Regeln, die für die Haftung keinen Pflichtverstoß voraussetzen, insbesondere die Vorschriften der Gefährdungshaftung sowie die Haftung nach Art. 1384 I Code civil, könnten in diesen Fällen dem Geschädigten einen Ausgleich verschaffen. Auch die Präventionswirkung des Umwelthaftungsrechts wäre auf diese Fälle beschränkt. Da die Gefährdungshaftung und Art. 1384 I Code civil nur für bestimmte, klar definierte Fälle gelten, käme dies einer zu weit gehenden Einschränkung der Umwelthaftung gleich.

## **2. Einfluss auf die Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis**

### **a) Haftungsbegründung**

Bei der Haftung für Schäden im Nachbarschaftsverhältnis wird bei der Voraussetzung der *anormalité* bei der *théorie des troubles anormaux du voisinage* sowie bei den Voraussetzungen der Wesentlichkeit einer Einwirkung und der Beeinträchtigung der ortsüblichen Grundstücksnutzung über das zumutbare Maß hinaus bei der Haftung nach § 906 II S. 2 BGB nicht die rechtlich vorgesehene Nutzung der Umgebung herangezogen, sondern die tatsächliche Nutzung. Bei der Bestimmung der Wesentlichkeit der Störung bei § 906 II S. 2 BGB und bei der Feststellung der *anormalité* wird die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regelungen allerdings in Deutschland nach

§ 906 I S. 2, S. 3 BGB und in Frankreich nach der Rechtsprechung als Umstand angesehen, der gegen die Wesentlichkeit bzw. die *anormalité* spricht. Auch bei der Feststellung, ob eine Beeinträchtigung der ortsüblichen Grundstücksnutzung über das zumutbare Maß hinaus vorliegt, werden zum Teil Wertentscheidungen des öffentlich-rechtlichen Immissionsschutzrechts herangezogen.

In Deutschland wird für den speziellen Fall der Störung durch Einträge gentechnisch veränderter Organismen die Wesentlichkeit einer Beeinträchtigung insbesondere danach bestimmt, dass die fraglichen Erzeugnisse nach öffentlich-rechtlichen Regelungen nicht oder nur gekennzeichnet mit einem Hinweis auf die gentechnische Veränderung in den Verkehr gebracht werden dürfen (§ 36a GenTG).

### **b) Einschränkungen auf Rechtsfolgenseite**

In Deutschland und in Frankreich hat das Bestehen einer öffentlich-rechtlichen Genehmigung im Zivilrecht in bestimmten Fällen zur Folge, dass nicht alle sonst möglichen Rechtsfolgen angeordnet werden können.

In Deutschland schließt das Bestehen einer unanfechtbaren Genehmigung Abwehransprüche für Störungen, die im Rahmen dieser Genehmigung entstehen, nach §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG in den dort genannten Sonderfällen aus. Hier kann jeweils nicht die vollständige Einstellung des Betriebs der genehmigten Anlage oder der genehmigten Tätigkeit verlangt werden. Ein Anspruch auf Vorkehrungen, die die benachteiligenden Wirkungen ausschließen, besteht trotz der Genehmigung.

Französische Zivilgerichte können bei allen zivilrechtlichen Anspruchsgrundlagen wegen des Prinzips der Gewaltenteilung als Rechtsfolge nicht die Schließung einer verwaltungsrechtlich genehmigten Anlage anordnen, haben aber die Möglichkeit, sonstige störungsreduzierende Maßnahmen anzuordnen.

### **3. Einfluss auf die Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen**

Im Bereich der Gefährdungshaftung sowie bei Art. 1384 I Code civil spielt die Einhaltung oder Verletzung öffentlich-rechtlicher Regelungen keine Rolle, da hier für die Haftung kein Pflichtverstoß gefordert wird. Eine Ausnahme besteht bei der Haftung nach § 22 I, II WHG. Hier ist gemäß §§ 11 I, 22 III WHG ausdrücklich gesetzlich angeordnet, dass bei Bestehen einer Bewilligung nach § 8 I WHG für die Benutzung eines Gewässers die Haftung für Schäden, die im Rahmen der Bewilligung entstanden sind, ausgeschlossen ist. Bewilligungen nach § 8 I WHG für die Benutzung von Gewässern, die zur Haftung nach § 22 I, II WHG führen kann, dürfen allerdings heute nicht mehr erteilt werden (s.o. Teil 2, Kapitel 3, B.VI).

#### **4. Einfluss auf den Beweis der Kausalität**

Nur in Deutschland nehmen Rechtsprechung und Lehre beim Verstoß gegen bestimmte Umweltschutzvorschriften Beweiserleichterungen bezüglich der Kausalitätsvoraussetzungen an (s.o. Teil 4, Kapitel 1, B.I.2.b).

#### **5. Fazit**

Der Einfluss öffentlich-rechtlicher Regelungen auf die zivilrechtliche Umwelthaftung wird in Frankreich und Deutschland ähnlich gehandhabt. Bei der Haftung für die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden stellen öffentlich-rechtliche Vorschriften nur Mindestanforderungen für die zivilrechtlichen Pflichten im Umweltbereich auf. Bei der Haftung im Nachbarschaftsverhältnis spricht der Umstand der Einhaltung öffentlich-rechtlicher Vorschriften gegen die *anormalité* oder Wesentlichkeit einer Einwirkung. Grundsätzlich wird für die Ausfüllung dieser Begriffe aber die tatsächliche Nutzung der Umgebung, nicht die rechtlich vorgesehene Nutzung, betrachtet. Ebenso wird für die Frage, ob eine ortsübliche Grundstücksnutzung über das zumutbare Maß hinaus beeinträchtigt wird, die tatsächliche, nicht die öffentlich-rechtlich vorgesehene Nutzung der Umgebung berücksichtigt. In Deutschland und Frankreich gelten jedoch gewisse Einschränkungen auf Rechtsfolgenseite. Hier kann in einigen Fällen der Betrieb einer öffentlich-rechtlich genehmigten Anlage oder die Durchführung einer öffentlich-rechtlich genehmigten Tätigkeit nicht vollständig untersagt werden. Auf die Gefährdungshaftung und die Haftung nach Art. 1384 I Code civil haben der Verstoß gegen oder die Einhaltung der öffentlich-rechtlichen Regelungen für die schädigende Anlage oder das schädigende Verhalten grundsätzlich keinen Einfluss.

Diese weitgehende Unabhängigkeit der zivilrechtlichen Umwelthaftung von öffentlich-rechtlichen Vorschriften in beiden Ländern ist sinnvoll, da die öffentlich-rechtliche Regelung von umweltgefährdenden Tätigkeiten eine von der zivilrechtlichen Umwelthaftung verschiedene Funktion hat (s.o. Teil 4, Kapitel 1, B.II.1). Da es bei der Umwelthaftung um den Ersatz von Schäden im jeweiligen konkreten Einzelfall geht, ist es sinnvoll, bei der Frage, ob die Voraussetzungen der Anspruchsgrundlagen erfüllt sind, die tatsächlichen Gegebenheiten des Einzelfalles heranzuziehen und nicht deren Beurteilung nach öffentlichem Recht. Nur so wird man zu einer dem konkreten Einzelfall angemessenen Lösung kommen, so dass das Haftungsrecht seine Funktionen des Schadensausgleichs und der Prävention der Entstehung neuer Schäden erfüllen kann.

### **III. Schäden an kollektiven Interessen**

Ökologische Schäden (Definition s.o. Teil 1, A.I.2) können im Umwelthaftungsrecht häufig nicht oder nur in Teilaspekten ersetzt werden. Das Umwelthaftungsrecht erfasst traditionell nicht solche Schäden, die (über einen Schaden an individuellen Rechten und Rechtsgütern hinaus oder ausschließlich) an kollektiven Interessen eintreten. Ein wichtiges Beispiel ist die Verletzung nicht eigentumsfähiger Teile des Na-

turhaushalts, an denen auch keine Nutzungsrechte Privater bestehen, wie des Grundwassers, vieler wildlebender Tiere oder des Naturhaushalts als Funktionssystem, z.B. des ökologischen Gleichgewichts und der Artenvielfalt (ausführlicher s.o. Teil 1, A.I.2).

In Deutschland versucht man, den Ersatz dieser Schäden über die Erweiterung der Gruppe der im Rahmen des § 823 I BGB geschützten Rechtsgüter zu erreichen.

So werden Wassernutzungsrechte, die als absolute Rechte ausgestaltet sind, als sonstige Rechte gemäß § 823 I BGB anerkannt. Über diesen Weg können Schäden am Grundwasser, das nicht zum Grundeigentum zählt und damit nicht vom Begriff des Eigentums nach § 823 I BGB erfasst ist, und Schäden an oberirdischen Gewässern, auch wenn sie nicht im Eigentum des Geschädigten stehen, nach § 823 I BGB geltend gemacht werden.

Auch Jagd- und Jagdausübungsrecht, Fischerei- und Fischereiausübungsrecht werden als sonstige Rechte im Rahmen des § 823 I BGB geschützt. So kann die Beeinträchtigung der Bestände wildlebender Fische und Tiere ersetzt werden, die in niemandes Eigentum stehen.

Noch weitergehend wurde in Deutschland vereinzelt vorgeschlagen, ein Recht auf Teilhabe an Umweltgütern als sonstiges Recht im Rahmen des § 823 I BGB anzuerkennen oder das Allgemeine Persönlichkeitsrecht des § 823 I BGB so auszudehnen, dass auch die Schädigung der Umwelt darüber erfasst wird. Diese Ausweitung des § 823 I BGB ist jedoch abzulehnen (s.o. Teil 2, Kapitel 1, A.I.4).

Schäden an kollektiven Interessen können, obwohl kein zivilrechtlicher Anspruch auf ihren Ersatz besteht, indirekt über die Anordnung von Naturalrestitution behoben werden. Dies gilt insbesondere, wenn diese Schäden im Zusammenhang mit ersatzfähigen Umweltschäden aufgetreten sind. Zum Beispiel wird bei der Herstellung eines Grundstücks nach einem Umweltschaden, eventuell durch Austausch des Bodens und Wiederanpflanzung eingegangener Bäume, gleichzeitig indirekt auch der Schaden am Ökosystem, an der Artenvielfalt und am Tierbestand auf dem Grundstück, der als Schaden an kollektiven Interessen ansonsten nicht ersatzfähig wäre, beseitigt.

Wenn dagegen für einen Umweltschaden Schadensersatz in Geld gewährt wird, besteht keine Verpflichtung, diesen Betrag tatsächlich für die Wiederherstellung des Zustands, der ohne das schädigende Ereignis bestehen würde, aufzuwenden. Folglich werden Schäden an kollektiven Interessen im Umweltbereich in diesen Fällen sehr viel seltener wieder behoben, als wenn der Schädiger zur Herstellung in Natur verpflichtet ist.

In Deutschland genießt die Herstellung in Natur Vorrang vor dem Ersatz von Schäden in Geld, der nur in den gesetzlich vorgesehenen Fällen gewährt wird. Ein vergleichbares Rangverhältnis gibt es in Frankreich nicht. Dort liegt es im Ermessen des Gerichts, ob Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld angeordnet wird. Für den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen im Umweltbereich ist der Vorrang der Naturalrestitution jedenfalls vorteilhafter. Die Naturalrestitution sollte auch in Frankreich in Fällen der Umwelthaftung vorrangig angeordnet werden.

Damit werden traditionell Schäden an kollektiven Umweltinteressen im französischen und im deutschen Umwelthaftungsrecht nur insoweit ersetzt, als sie gleichzeitig als Schäden an Individualinteressen angesehen werden können. Obwohl auf den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen kein Anspruch besteht, können diese Schäden indirekt über die Herstellung in Natur wiedergutmacht werden.

In Frankreich wurde daher eine Lösung geschaffen, die systematisch den Ersatz von Schäden an kollektiven Umweltinteressen ermöglicht. Hier haben *associations* (Vereine) oder *fédérations* (Zusammenschlüsse von Vereinen), die den Schutz bestimmter Umweltinteressen zum Ziel haben, die Möglichkeit, als Zivilpartei bei der Verletzung von Umweltvorschriften Schadensersatz für Schäden an diesen Umweltinteressen zu verlangen. Dies dient der Umsetzung des Verursacherprinzips des Umweltrechts und, da Schädiger die Verursachung von Umweltschäden aufgrund der ihnen drohenden Haftung möglichst vermeiden werden, auch zur Erfüllung der Präventionsfunktion des Haftungsrechts und des Vorsorge- und Vorbeugeprinzips.

Die Voraussetzungen für die Geltendmachung eines solchen Schadens, die für verschiedene Vereinigungen jeweils leicht unterschiedlich geregelt sind, weisen folgende Leitlinien auf:

Zunächst gelten Voraussetzungen bezüglich der *associations* und *fédérations*, die solche Ansprüche geltend machen können. Diese müssen entweder verwaltungsrechtlich zugelassen oder angemeldet sein und dafür spezielle Voraussetzungen, insbesondere in Bezug auf Satzungsziel und Mindestdauer der Tätigkeit, erfüllen, oder es muss sich um bestimmte, gesetzlich vorgesehene *associations* oder *fédérations* handeln, die häufig die Interessenvertretung bestimmter Berufsgruppen, z.B. der Fischer, übernehmen.

Das schädigende Verhalten muss ferner ein Verstoß gegen bestimmte Strafvorschriften sein, die dem Schutz von Umweltgütern dienen. Durch diesen Verstoß muss weiter ein Schaden an den kollektiven Umweltinteressen eintreten, deren Verteidigung die *association* oder die *fédération* nach ihrer Satzung oder nach dem Gesetz zum Ziel hat.

Wenn diese Voraussetzungen erfüllt sind, ist eine Klage der Vereinigung auf Ersatz des Schadens trotz mangelnden eigenen persönlichen Interesses am Ersatz zulässig,

und die Vereinigung hat bei Vorliegen der übrigen Anspruchsvoraussetzungen einen Anspruch auf Ersatz des Schadens am kollektiven Umweltinteresse.

Diese Lösung ermöglicht den Ersatz von zahlreichen Schäden an kollektiven Umweltinteressen über das Umwelthaftungsrecht. Solche Schäden kommen häufig vor und könnten ansonsten nicht ersetzt werden. Damit wird der Umweltschutz gefördert. Bei Anordnung von Herstellung in Natur wird in diesen Fällen die geschädigte Umwelt wiederhergestellt. Wenn Schadensersatz in Geld gewährt wird, verwendet die klagende Vereinigung diesen entsprechend ihres Ziels, das die Verteidigung der geschädigten Umweltinteressen umfassen muss, entweder zur Behebung des jeweiligen Schadens oder zur anderweitigen Verfolgung von Umweltschutzinteressen.

Eine zu weite Ausdehnung des Kreises der Anspruchsberechtigten wird vermieden, da nur bestimmte zugelassene bzw. angemeldete *associations* oder *fédérations* Anspruchsinhaber sein können, die gewisse Voraussetzungen im Hinblick auf die Kontinuität ihrer Arbeit erfüllen müssen, oder solche *associations* oder *fédérations*, deren Einrichtung gesetzlich vorgeschrieben ist. Ferner können nur solche Vereinigungen Schadensersatz verlangen, deren erklärtes Ziel der Schutz des verletzten kollektiven Interesses ist.

Die Wahl dieser Vereinigungen als Anspruchsinhaber ist zweckmäßig, da sie als Sachwalter entweder Interessen bestimmter Berufsgruppen oder Interessen der Allgemeinheit an der Erhaltung der Umwelt vertreten.

Zudem kann auch nicht jede vorsätzliche oder fahrlässige Verursachung von Umweltschäden anspruchsbegründend sein, sondern nur solches Verhalten, das gleichzeitig bestimmte Umweltstrafvorschriften verletzt und vom Gesetzgeber als besonders schwerer Pflichtenverstoß angesehen wird. Es ist angemessen, dass der Verursacher in diesem Fall auch zivilrechtlich Ersatz für den von ihm verursachten Schaden leisten muss, selbst wenn der Schaden kollektive Rechtsgüter der Allgemeinheit betrifft. Da Schädiger so auch die Kosten von Schäden an kollektiven Interessen tragen müssen, wird damit die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verstärkt.

Die Durchsetzung privatrechtlicher Ansprüche, die kollektive Interessen betreffen, durch privatrechtliche Vereinigungen ist auch in Deutschland in einigen Fällen gesetzlich vorgesehen.

So haben bestimmte rechtsfähige Verbände zur Förderung gewerblicher oder selbstständiger beruflicher Interessen und bestimmte qualifizierte Einrichtungen, insbesondere rechtsfähige Verbraucherverbände, Beseitigungs- und Unterlassungsansprüche bei Verletzung des Verbots unlauteren Wettbewerbs nach § 3 UWG (§ 8 III Nr. 2, Nr. 3 UWG). Die gleichen Verbände haben Ansprüche auf Unterlassung und Widerruf bei der Verletzung der §§ 307-309 BGB durch AGB (§§ 1, 3 I Nr.1, Nr.2 UKlaG) und einen Unterlassungsanspruch bei verbraucher-

schutzgesetzwidrigen Praktiken (§§ 2, 3 I Nr. 1, Nr. 2 UKlaG). Nach § 3a UKlaG steht bestimmten rechtsfähigen Verbänden ein Anspruch auf Unterlassung bei Verstößen gegen das Urheberrechtsgesetz gemäß § 2a UKlaG zu. Anders als bei den oben dargestellten Ansprüchen des Umwelthaftungsrechts in Frankreich ist bei diesen Vorschriften aber kein Anspruch auf Schadensersatz vorgesehen.

Auch in Deutschland wäre danach die Einführung einer Klagemöglichkeit auf Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld für rechtsfähige privatrechtliche Vereinigungen, die mit einer gewissen Kontinuität auf dem Gebiet des Umweltschutzes arbeiten und die Verteidigung des jeweiligen verletzten Allgemeininteresses als satzungsmäßiges Ziel haben, möglich und wünschenswert.<sup>2579</sup>

Bereits in anderen Bereichen, wie z.B. im Verbraucherschutz, wurde die Verteidigung von Allgemeininteressen auf solche Vereinigungen übertragen. Die Interessenlage im Umweltschutz ist vergleichbar, da auch hier Allgemeininteressen betroffen sind, die von Einzelpersonen nicht oder nur indirekt verteidigt werden können. Die Beschränkung der Haftung auf die Verletzung von bestimmten Umweltvorschriften ist allerdings wünschenswert, da das Haftungsrisiko schon bei geringen Pflichtverletzungen sonst unabsehbar wäre.

Auch nach dem neuen Umweltschadensgesetz (USchG), das zur Umsetzung der Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden in Deutschland erlassen wurde, können bestimmte Vereinigungen Rechtsbehelfe einlegen (Art. 10, Art. 11 II USchG). Dennoch wäre es weiterhin sinnvoll, bestimmten Vereinigungen die Möglichkeit zur Klage auf Herstellung in Natur oder Schadensersatz in Geld bei der Verletzung kollektiver Interessen im Umweltbereich zu geben. Die Klagemöglichkeit nach Art. 10, Art. 11 II USchG ist nur darauf gerichtet, die Behörde zur Durchsetzung von öffentlich-rechtlichen Sanierungspflichten des Betreibers nach dem USchG zu verpflichten. Es besteht für die Vereinigungen, anders als nach der hier vorgeschlagenen Lösung, nicht die Möglichkeit, Schadensersatz in Geld zu erlangen. Insbesondere bei Unmöglichkeit der Sanierung wäre dies aber sinnvoll, da die Vereinigungen den Schadensersatz entsprechend ihrem Zweck zur Verfolgung von Interessen des Umweltschutzes verwenden könnten. So würde trotz Unmöglichkeit der Herstellung in Natur ein Ausgleich für die Schädigung der Umwelt geschaffen.

Die Rechtsverfolgung im Zivilrecht bleibt dennoch weiterhin allein dem Einzelnen (unter anderem nach diesem Vorschlag auch Vereinigungen mit dem Ziel des Umweltschutzes) überlassen. Nicht jeder will oder kann aber seine Rechte geltend machen. Daraus resultiert ein gewisses Vollzugsdefizit. Die Nutzung des Zivilrechts

---

<sup>2579</sup> Zu der Diskussion in Deutschland *Kadner*, 134 ff. m.w.N.; zu Vorteilen, Grenzen und Kritikpunkten *Kadner*, 136 ff.; ausführlicher Vorschlag *Kadner*, 207 ff.; Vorschläge mit ähnlichen Elementen *Godt*, 278 ff.; *Seibt*, 155 ff.; a.A. *Diederichsen*, 56. DJT, L 56, unter anderem wegen der hohen Haftungsrisiken.

zum Zwecke des Schutzes von Rechtsgütern der Allgemeinheit, wie der Umwelt, überträgt dieses Vollzugsdefizit auf den Umweltschutz. Es ist aber nicht hinnehmbar, dass der Schutz wichtiger Rechtsgüter der Allgemeinheit, wie zum Beispiel des Artenschutzes, der Willkür des Einzelnen überlassen bleibt. Zum Schutz solcher Allgemeingüter sind vielmehr ergänzend öffentlich-rechtliche Regelungen erforderlich, die von Amts wegen wirksam umgesetzt werden.<sup>2580</sup>

#### **IV. Möglichkeiten des Schadensersatzes über Umwelthaftungsfonds**

Im Bereich der Umwelthaftung sind viele Fälle denkbar, in denen Personen trotz Verletzung ihrer rechtlich geschützten Interessen ihren Anspruch auf Schadensersatz praktisch nicht durchsetzen können. Charakteristisch sind insbesondere folgende Konstellationen:

Wenn ein Schädiger einen Schaden verursacht, von dem eine Vielzahl von Personen betroffen ist (Massenschäden), ist der Schädiger zwar meist bekannt, kann aber dennoch oft den Schaden nicht vollständig oder überhaupt nicht ersetzen, da er an die Grenzen seiner finanziellen Möglichkeiten stößt oder ganz zahlungsunfähig ist.

Auch bei einer Vielzahl von Schadensursachen, die häufig auch von vielen Schädigern gesetzt werden (Summationsschäden) und zusammen einen Schaden verursachen, stößt das Umwelthaftungsrecht an seine Grenzen. In diesen Fällen sind die Schädiger häufig unbekannt. Zudem ist, selbst wenn die Schädiger bekannt sind, ein Ersatz häufig ausgeschlossen, da die rechtliche Kausalität nach den Regeln des deutschen oder des französischen Rechts nicht festgestellt werden kann. Dies ist jedenfalls dann der Fall, wenn jeder der Schädiger nur einen minimalen Beitrag zur Schadensentstehung geleistet hat, dessen Umfang nicht festzustellen ist. Zusätzlich wird die Kausalitätsfeststellung häufig dadurch erschwert, dass die Schäden in erheblicher räumlicher Entfernung zu dem schädigenden Ereignis eintreten (Distanzschäden). Beispiele sind die Verursachung von Fassadenschäden oder Waldschäden durch viele emittierende Anlagen oder durch den allgemeinen Straßenverkehr. Dazu kommen noch häufig Beweisprobleme des Geschädigten bezüglich der für die Kausalität erheblichen Umstände.<sup>2581</sup>

In einigen dieser Fälle kann der Geschädigte in Frankreich und in Deutschland Leistungen aus speziellen Umwelthaftungsfonds verlangen. In Frankreich gibt es einen solchen Fonds für den Ausgleich von Schäden an der Hauptwohnung des Geschädigten, die aus *catastrophes technologiques* entstehen, d.h. aus Unfällen im Zusammenhang mit bestimmten umweltgefährlichen Anlagen oder mit dem Transport bestimmter umweltgefährlicher Stoffe, durch die viele unbewegliche Sachen beschädigt werden, den *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*. Ein weiterer Fonds

---

<sup>2580</sup> Kloepfer, § 6 Rn. 9 ff.

<sup>2581</sup> Ähnlich Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 11.

in Frankreich dient zum Ausgleich von Schäden, die durch den Kontakt mit Asbest verursacht werden, der *Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA)*. In Deutschland dagegen existiert nur ein Fonds mit einiger Bedeutung für das Umwelthaftungsrecht, und zwar ein Fonds zum Ausgleich von Schäden, die durch die landbauliche Verwertung von Klärschlamm entstehen (§ 9 DüngemittelG in Verbindung mit der Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

In diesem Abschnitt soll verglichen werden, wie die bestehenden Umwelthaftungsfonds für den Ausgleich von Umweltschäden sorgen.

## **1. Voraussetzungen für die Entschädigung und Verfahren**

Da die Fonds jeweils nur den Ersatz von Schäden ermöglichen, die auf ganz bestimmte Weise verursacht wurden, sind die Voraussetzungen für die Entschädigung jeweils unterschiedlich.

Beim *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* ist neben dem tatsächlichen Vorliegen einer *catastrophe technologique* erforderlich, dass diese verwaltungsrechtlich festgestellt und ein örtlich und zeitlich bestimmter Bereich festgelegt wird, in dem der Schaden entstanden sein muss, damit ein Anspruch gegen den Fonds besteht. Ferner muss das Hauptwohngebäude des Anspruchstellers beschädigt sein.

Der Anspruch gegen den Fonds besteht zudem aufgrund der erwünschten vorrangigen Entschädigung durch Versicherungen nur dann, wenn das beschädigte Hauptwohngebäude nicht nach Art. L. 128-2 Code des assurances versichert ist (Art. L. 421-16 Code des assurances).

Beim *Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA)* ist Voraussetzung für eine Entschädigung, dass der Geschädigte in Kontakt mit Asbest gekommen ist und daraus ein Schaden entstanden ist. Für den Kontakt mit Asbest spricht beim Vorliegen bestimmter Krankheiten eine Vermutung.

Beim deutschen Klärschlamm- Entschädigungsfonds ist Voraussetzung für die Ersatzpflicht, dass ein Schaden (Sach- oder Personenschaden, Folgeschaden) durch die landbauliche Verwertung von Klärschlämmen entsteht.

Weitere Voraussetzungen für die Entschädigung bestehen nicht, insbesondere ist für die Leistung aus den Umwelthaftungsfonds nicht erforderlich, dass ein Anspruch gegen den Schädiger selbst nicht oder nur unter unzumutbaren Schwierigkeiten durchgesetzt werden kann.

Die Entschädigung erfolgt in allen Fällen nur auf Antrag des Anspruchstellers, das Entschädigungsverfahren im Einzelnen ist unterschiedlich.

## 2. Umfang der Entschädigung

Häufig ist die Entschädigung auf bestimmte Arten von Schäden begrenzt und die Haftungssumme beschränkt.

In Deutschland ersetzt der Klärschlamm-Entschädigungsfonds Sach- und Personenschäden und sich daraus ergebende Folgeschäden (§ 9 I S. 2 DüngemittelG). Der Geschädigte muss bei einem Sachschaden einen Schaden bis zu einer Höhe von 1.125 DM pro Schadensfall selbst tragen, der Höchstbetrag der Entschädigung beträgt pro Schadensfall 5 Millionen DM für Personen-, Sach- und Folgeschäden (§§ 10, 11 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung, die Beträge wurden noch nicht auf € umgestellt).

Der *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* in Frankreich ersetzt nur Schäden an der Hauptwohnung des Geschädigten bis zu einem Betrag von 100.000 €.

Der französische *Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante* ersetzt dagegen alle Schäden, es besteht keine Beschränkung z.B. auf den Ersatz von Gesundheitsschäden. Auch in der Höhe ist die Entschädigung unbegrenzt.

## 3. Anspruchsinhaber

Anspruchsinhaber sind grundsätzlich diejenigen, die nach den oben beschriebenen Grundsätzen einen ersatzfähigen Schaden erlitten haben.

## 4. Rückgriffsanspruch

Bei allen drei hier vorgestellten Fonds gehen die Forderungen des Geschädigten gegen den Schädiger aufgrund Gesetzes in Höhe der vom Fonds gezahlten Entschädigung auf den Fonds über.

## 5. Finanzierung

Der deutsche Klärschlamm-Entschädigungsfonds wird durch Beiträge der Hersteller von Klärschlamm finanziert, die den Klärschlamm zur landbaulichen Verwertung abgeben (§ 9 II DüngemittelG). Dabei richtet sich der Beitrag des einzelnen Herstellers nach der Menge des Klärschlammes, die von ihm abgegeben wird. Bei Erschöpfung der Mittel des Fonds besteht eine Nachschusspflicht dieser Hersteller nach § 7 Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung.

Den französischen *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages* finanzieren die im Fonds vertretenen Versicherungsunternehmen, die nicht versicherten Verantwortlichen von Autounfällen und die versicherten Autohalter.

Der *Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante* wird dagegen zum weit überwiegenden Teil durch die Arbeitgeber über die Sozialversicherung (*sécurité sociale*) und im Übrigen vom Staat finanziert.

Anders als der deutsche werden die französischen Fonds also nicht unbedingt durch diejenigen finanziert, die durch ihr Verhalten das Risiko für die von dem Fonds erfassten Schäden erhöhen. Uneingeschränkt gilt dies beim *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*. Der *Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante* wird von allen Arbeitgebern und vom Staat finanziert, nicht nur von den Arbeitgebern, die Asbest produzieren oder ihre Arbeitnehmer mit Asbest umgehen lassen.

## **6. Rechtsform**

Die beiden beschriebenen französischen Fonds sind juristische Personen des Privatrechts (*Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*, Art. L. 421-2 Code des assurances) bzw. des öffentlichen Rechts (*Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*, Art. 53 II der Gesetzes Nr. 2000-1257 vom 23. Dezember 2000). Der deutsche Fonds ist als nicht rechtsfähiges Sondervermögen des Bundes organisiert, kann aber unter seinem Namen im rechtsgeschäftlichen Verkehr handeln, klagen oder verklagt werden (§ 1 I Klärschlamm-Entschädigungsfondsverordnung).

## **7. Fazit**

Die bestehenden Umwelthaftungsfonds tragen zur Umsetzung der Ausgleichsfunktion des Haftungsrechts bei, da sie den Ersatz von Schäden auch in Fällen ermöglichen, in denen ein ersatzpflichtiger Schädiger nicht greifbar oder nicht zahlungsfähig ist. Die Präventionsfunktion wird von diesen Umwelthaftungsfonds kaum erfüllt, da sie nur zum Teil von Personen finanziert werden, die tatsächlich für die ersetzten Umweltschäden verantwortlich sein können. Nur beim deutschen Klärschlamm-Entschädigungsfonds richten sich die Beiträge nach der Menge des abgegebenen Klärschlammes und damit teilweise nach der Gefährlichkeit des Verhaltens. Dies fördert die Verwirklichung der Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts.

## Kapitel 2: Makrovergleich

Im Rahmen des Makrovergleichs soll nunmehr zusammenfassend die allgemeine Methode des rechtlichen Umgangs mit den Problemen der Umwelthaftung in Deutschland und in Frankreich dargestellt werden.

Praktisch hat sowohl in Deutschland als auch in Frankreich die Haftung gemäß den Regeln über die Haftung für Störungen im Nachbarverhältnis eine sehr große Bedeutung im Bereich der Umwelthaftung. Ebenfalls werden viele Fälle über die Anwendung der Regeln der deliktischen Haftung (Art. 1382, 1383, 1384 I Code civil, § 823 I, II BGB) gelöst. Die einzelnen Tatbestände der Gefährdungshaftung werden aufgrund ihres engen Anwendungsbereichs jeweils eher selten für die Begründung der Haftung für Umweltschäden herangezogen.

Die Rolle von Gesetzgebung und Rechtsprechung ist in Deutschland und Frankreich im Bereich der Umwelthaftung unterschiedlich. In Deutschland hat der Gesetzgeber im Bereich der Umwelthaftung viele Spezialtatbestände der Gefährdungshaftung geschaffen. Dagegen basiert das französische Umwelthaftungsrecht zum großen Teil auf einigen Generalklauseln des Deliktsrechts. Die französische Rechtsprechung muss damit ohne spezielle Gefährdungshaftungstatbestände auskommen und hat die Generalklauseln des Code civil den modernen Ansprüchen an das Recht angepasst, indem sie sie zum Teil Gefährdungshaftungstatbeständen angenähert hat. So erfordert die deliktische Haftung nach Art. 1384 I Code civil nach der französischen Rechtsprechung so wie die Haftung nach den Tatbeständen der Gefährdungshaftung, keinen objektiver Widerspruch zur Rechtsordnung und keine subjektive Vorwerfbarkeit, d.h. keine *faute*. Ferner ist in Frankreich die Haftung speziell für Störungen im Nachbarschaftsverhältnis nicht gesetzlich geregelt. Mit der *théorie des troubles anormaux du voisinage* hat die Rechtsprechung eine Anspruchsgrundlage für diesen Bereich geschaffen, die praktisch eine sehr große Bedeutung im Umwelthaftungsrecht hat. Damit kommt der Rechtsprechung in Frankreich eine Schlüsselrolle bei der Entstehung des modernen Umwelthaftungsrechts zu.

In Deutschland hingegen steht die Arbeit des Gesetzgebers, der zahlreiche Gefährdungshaftungstatbestände der Umwelthaftung geschaffen hat, bei der Entwicklung des modernen Umwelthaftungsrechts mehr im Vordergrund. Auch ist in Deutschland die Haftung für Störungen im Nachbarverhältnis umfassend gesetzlich geregelt. Da jedoch aufgrund des begrenzten Anwendungsbereichs der Gefährdungshaftungstatbestände auch in Deutschland sehr viele Fälle der Umwelthaftung über die allgemeinen Regeln der deliktischer Haftung und der Haftung für Störungen im Nachbarverhältnis gelöst werden, ist in Deutschland auch die Rechtsprechung gefordert, die allgemeinen Haftungsregeln der Anwendung in Fällen der Umwelthaftung anzupassen.

Im Bereich der Umwelthaftung besteht sowohl in Deutschland als auch in Frankreich eine Tendenz zur immer weitergehenden Objektivierung der Haftung. Das Verschuldens- und Rechtswidrigkeitserfordernis spielt eine immer weniger wichtige Rolle. Dies zeigt sich einerseits daran, dass, insbesondere in Deutschland, aber auch vereinzelt in Frankreich, im Bereich der Umwelthaftung Tatbestände der Gefährdungshaftung geschaffen wurden. Auch bei der deliktischen Haftung (§ 823 I, II BGB, Art. 1382, 1383, 1384 I Code civil) ist diese Tendenz erkennbar. Rechtsprechung und Gesetzgebung entwickeln sowohl in Deutschland als auch in Frankreich vermehrt Pflichten im Umweltbereich. Bei Verstoß gegen diese Pflichten sind der objektive Widerspruch zur Rechtsordnung und in der Regel auch die subjektive Vorwerfbarkeit gegeben. Die französische Rechtsprechung verlangt bei der deliktischen Haftung nach Art. 1384 I Code civil zudem keine *faute* mehr. Dies hat zur Folge, dass die deliktische Haftung faktisch der Gefährdungshaftung immer ähnlicher wird.

## Teil 5: Vorschläge für den Inhalt eines vereinheitlichten Umwelthaftungsrechts

Zahlreiche Argumente sprechen für die Einführung eines einheitlichen Umwelthaftungsrechts auf Ebene der Europäischen Gemeinschaft.

Eine internationale Lösung wäre wünschenswert, da Umweltschäden oft grenzüberschreitend entstehen.<sup>2582</sup> Das Bestehen einer europaweit gültigen Regelung würde die bei grenzüberschreitenden Sachverhalten bestehende Unsicherheit, welche nationale Regelung nach der Vorstellung des jeweils zuständigen nationalen Gerichts beim Ausgleich von Umweltschäden zur Anwendung kommt, zumindest teilweise beseitigen, da jedenfalls die europäische Regelung anwendbar wäre. So würde der internationale Entscheidungseinklang gefördert.

Der grenzüberschreitenden Bedeutung von Umweltschäden steht ein Nebeneinander vieler nationaler Anspruchsgrundlagen im Bereich der Umwelthaftung mit unterschiedlichem Anwendungsbereich gegenüber. Zum Beispiel erfassen die Regeln der Gefährdungshaftung in Frankreich und Deutschland unterschiedliche einzelne Verhaltensweisen bzw. den Betrieb bestimmter Anlagen. Nicht alle Schäden, die auf umweltgefährliche Aktivitäten zurückzuführen sind, können so ersetzt werden.<sup>2583</sup> Sinnvoll wäre hier die Einführung eines umfassenderen Gefährdungshaftungsstatbestands für Umweltschäden, die durch bestimmte gefährliche Sachen oder Verhaltensweisen entstehen.

Die Einführung eines einheitlichen Umwelthaftungsrechts dient auch der Umsetzung der Prinzipien der europäischen Umweltpolitik (vgl. Art. 174 EGV). Insbesondere das Verursacherprinzip könnte so verwirklicht und über die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts das Vorsorge- und Vorbeugeprinzip gestärkt werden (vgl. Art. 174 II S. 2 EGV).<sup>2584</sup> Es würde im Sinne des Verursacherprinzips aufgrund der Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts so weit wie möglich sichergestellt, dass in den Mitgliedstaaten der Verursacher, nicht der Geschädigte oder die Allgemeinheit, für Umweltschäden aufkommen muss. So könnte auch die Entstehung neuer Umweltschäden aufgrund der Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts verhindert und damit Vorsorge- und Vorbeugeprinzip Rechnung getragen werden. Da eine Zurechnung des Schadens zum Verursacher nicht immer möglich ist, wäre

---

<sup>2582</sup> *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 3, 9, 12; *Stöckl*, *ZUR* 2003, 274, 275 f. (zur Einführung von Haftungsregeln auf Ebene der Europäischen Gemeinschaft für die Auskreuzung von gentechnisch veränderten Organismen).

<sup>2583</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12 (allgemein zur Gefährdungshaftung für Umweltschäden in Europa), 30 f. (allgemein zur Erfassung grenzüberschreitender Umweltschäden).

<sup>2584</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12; *Stöckl*, *ZUR* 2003, 274, 275 f. (zur Einführung von Haftungsregeln auf Ebene der Europäischen Gemeinschaft für die Auskreuzung von gentechnisch veränderten Organismen).

eine Ergänzung des Haftungsmodells durch einen Umwelthaftungsfonds sinnvoll, der die insbesondere bei Massenschäden entstehenden sozialen Probleme auffangen könnte.

Nach Art. 6 EGV müssen die Erfordernisse des Umweltschutzes bei der Festlegung und Durchführung der in Art. 3 EGV genannten Gemeinschaftspolitiken und Gemeinschaftsmaßnahmen, z.B. der Verwirklichung des gemeinsamen Binnenmarkts, des Schutzes des Wettbewerbs im Binnenmarkt vor Verfälschungen, der Umweltpolitik, der Sicherung eines hohen Gesundheitsschutzniveaus und der Verbesserung des Verbraucherschutzes, insbesondere zur Förderung einer nachhaltigen Entwicklung einbezogen werden. Ein einheitliches Umwelthaftungsrecht fördert diese Belange unter Einbeziehung der Erfordernisse des Umweltschutzes.<sup>2585</sup>

Ein einheitliches Umwelthaftungsrecht baut z.B. Wettbewerbsverzerrungen innerhalb des europäischen Binnenmarkts ab. Bisher haben Unternehmen bei Aktivitäten in den verschiedenen Mitgliedstaaten unterschiedlich hohe Kosten zu tragen, je nachdem, ob und in welchem Maße sie für Umweltschäden zur Verantwortung gezogen werden können. Für umweltschadensträchtige Tätigkeiten in Mitgliedstaaten, in denen weniger strenge Umwelthaftungsregeln gelten, werden faktisch Subventionen gewährt.<sup>2586</sup> Insbesondere aufgrund der EU-Osterweiterung kommt dem Abbau von Wettbewerbsverzerrungen besondere Bedeutung zu.

Die Einführung eines einheitlichen Umwelthaftungsrechts hätte kaum negative Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit der europäischen Wirtschaft. Zunächst würde die eventuell erforderliche Umstellung auf weniger umweltbelastende Tätigkeiten zwar Kosten verursachen. Gerade diese Umstellung wirkt sich aber positiv auf andere Wirtschaftszweige aus, so dass auch neue Arbeitsplätze entstehen.<sup>2587</sup>

Durch die Einführung eines gemeinschaftsweit gültigen Umwelthaftungsrechts und die daraus entstehenden Haftungsrisiken würde über den so entstehenden Anreiz zu umweltfreundlichem Verhalten die Einhaltung des öffentlichen Umweltrechts gefördert, das bereits heute weitgehend europarechtlich bestimmt ist.<sup>2588</sup> Damit könnte ein hohes Umweltschutzniveau auf europäischer Ebene sichergestellt werden.<sup>2589</sup> Dies wird auch in Art. 174 II S. 1 EGV als Ziel der gemeinschaftlichen Umweltpolitik genannt. Im Interesse der Sicherung der Lebensgrundlagen nachfolgender Generationen sollte der Umweltschutz durch Einführung eines einheitlichen europäischen Umwelthaftungsrechts kurzfristigen wirtschaftlichen Interessen vorgehen.

---

<sup>2585</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 13.

<sup>2586</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 13; *Stöckl*, ZUR 2003, 274, 275 f.

<sup>2587</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 4, 31 ff.

<sup>2588</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 12; *Stöckl*, ZUR 2003, 274, 275 f.

<sup>2589</sup> *Steichen*, 142; *Thunis*, 363.

Die Europäische Gemeinschaft nähme durch die Einführung eines gemeinschaftsweit gültigen Umwelthaftungsrechts eine Vorreiterrolle ein, da bisherige umfassende Vereinheitlichungsbemühungen, wie auf Ebene des Europarats, gescheitert sind. Sie könnte anderen nationalen oder internationalen Initiativen zur Einführung eines Umwelthaftungsrechts als Vorbild und Ideengeber dienen.<sup>2590</sup>

Um eine gute Einpassung des europäischen Umwelthaftungsrechts in die nationalen Rechtsordnungen der Europäischen Gemeinschaft zu ermöglichen, sollte dieses als Richtlinie erlassen werden. Grundlage dafür wäre Art. 175 EGV.<sup>2591</sup>

Die Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden<sup>2592</sup> macht die angestrebte Vereinheitlichung des Umwelthaftungsrechts nicht überflüssig. Sie enthält als öffentlich-rechtliche Vorschrift keine Regeln der zivilrechtlichen Umwelthaftung (vgl. Art. 3 III), sondern nur Pflichten zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden sowie zur Kostenübernahme für entsprechende Maßnahmen, die den Betreiber gegenüber Behörden treffen (Art. 5, Art. 6, Art. 8, s.o. Teil 1, D.I.3). Der Ausgleich von Umweltschäden unter Privaten kann durch die Richtlinie und die Vorschriften zu ihrer Umsetzung folglich nicht geleistet werden.

Bei der Entwicklung der Regelungen der Umwelthaftung sollten die Erfahrungen mit den in Deutschland und Frankreich bestehenden Vorschriften der Umwelthaftung sowie die internationalen Vorschläge für eine Vereinheitlichung des Umwelthaftungsrechts, insbesondere die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährliche Tätigkeiten, das Grünbuch der Europäischen Kommission über die Sanierung von Umweltschäden und das Weißbuch der Europäischen Kommission zur Umwelthaftung, einbezogen werden.

### **A. Art der Haftung: Gefährdungshaftung**

Zunächst ist zu bestimmen, welche Art der Haftung durch ein vereinheitlichtes Umwelthaftungsrecht eingeführt werden sollte. Zur Auswahl stehen hier die Haftung für die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden (Verschuldenshaftung), die Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis und die Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen, ohne dass die Verursachung im Widerspruch zur Rechtsordnung steht oder dem Schädiger subjektiv vorwerfbar ist, insbesondere in Form der Gefährdungshaftung.

Die Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis ist aus verschiedenen Gründen als einheitliches Umwelthaftungsrecht ungeeignet.

---

<sup>2590</sup> *Steichen*, 142 f.

<sup>2591</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 30 f.

<sup>2592</sup> ABIEU vom 30. April 2004, Nr. L 143, S. 56, abgedruckt in NVwZ 2005, 420 ff.

Für das Eingreifen dieser Haftung muss die Störung eine bestimmte Wesentlichkeitsschwelle überschreiten. Diese wird nach der tatsächlichen Nutzung der jeweiligen Umgebung bestimmt (zu den entsprechenden Voraussetzungen in Deutschland und Frankreich s.o. Teil 4, Kapitel 1, A.I.2.b). Je intensiver die in dem jeweiligen Vergleichsgebiet üblichen Störungen sind, desto höher sind die Anforderungen an die Wesentlichkeit der Störung. So bilden sich Zonen heraus, in denen die Wesentlichkeitsschwelle jeweils unterschiedlich hoch liegt. Die störende Nutzung wird damit begünstigt und nimmt auf die Dauer zu, so dass auch die Wesentlichkeitsschwelle ansteigt. Trotz Zunahme der Störungen muss für diese aufgrund der höheren Wesentlichkeitsschwelle häufig kein Ersatz geleistet werden. So werden umweltschädigende Nutzungen von Grundstücken begünstigt und der Geschädigte, der häufig keinen Ersatz für Störungen erlangen kann, benachteiligt. Die Ausgleichs- und die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts werden folglich nur unzureichend umgesetzt. Dies spricht gegen eine Einführung der Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis als einheitliches Umwelthaftungsrecht.<sup>2593</sup>

Daneben hat diese Art der Haftung einen zu engen Anwendungsbereich. Sie ist grundstücksbezogen, d.h. sie greift grundsätzlich nur bei Störungen ein, die von einem Grundstück ausgehen und ein anderes Grundstück betreffen. Damit können auch nur aus diesen Störungen entstehende Schäden ersetzt werden. Folglich ist auch der Kreis der Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner beschränkt auf Personen, die in einer bestimmten Beziehung zu einem der Grundstücke stehen (s.o. Teil 4, Kapitel 1, A.I.2.d). Die zu ersetzenden Umweltschäden beschränken sich dagegen nicht nur auf diesen Anwendungsbereich.

Die Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis folgt in Frankreich und Deutschland jeweils einem unterschiedlichen System. In Deutschland greifen die Ausgleichsansprüche immer nur ein, wenn Abwehransprüche ausgeschlossen sind. In Frankreich gewährt die *théorie des troubles anormaux du voisinage* Abwehransprüche und daneben Ausgleichsansprüche. Diese Ansprüche stehen nicht in einem Stufenverhältnis zueinander. Wegen der grundlegenden Unterschiede wäre es möglicherweise problematisch, eine einheitliche Anspruchsgrundlage in diesem Bereich einzuführen.

Auch die Haftung für die objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende und subjektiv vorwerfbare Verursachung von Schäden (Verschuldenshaftung) sollte nicht als einheitliches Umwelthaftungsrecht übernommen werden.

Ein Vorteil der Verschuldenshaftung ist, dass sie als Anreiz für die Einhaltung öffentlich-rechtlicher Regeln des Umweltrechts wirkt.<sup>2594</sup> Bei Verstoß gegen diese Re-

---

<sup>2593</sup> Ähnlich *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 3, 9, 10; *Prieur*, Nr. 1107 m.w.N.

<sup>2594</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 29 f., Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 18.

geln wird eine objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehende Verursachung von Umweltschäden und in der Regel auch die subjektive Vorwerfbarkeit angenommen. Ebenfalls wird möglicherweise die Einhaltung von Regelungen im Umweltbereich gefördert, die von privaten Organisationen erlassen wurden, da die Gerichte den Verstoß gegen diese Regelungen häufig als Umstand werten, der für ein Verschulden spricht. Allgemein belohnt die Verschuldenshaftung Verhaltensweisen, die im Einklang mit der Rechtsordnung stehen, und lässt Verstößen gegen die Rechtsordnung negative Konsequenzen folgen. Folglich fördert die Verschuldenshaftung in diesem Bereich die Umsetzung der Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts und trägt damit zur Verwirklichung von Vorsorge- und Vorbeugeprinzip bei.<sup>2595</sup>

Jedoch stellt es für den Geschädigten einen gewichtigen Nachteil dar, dass er grundsätzlich die tatsächlichen Voraussetzungen des objektiven Widerspruchs zur Rechtsordnung und der subjektiven Vorwerfbarkeit beweisen muss. Dieser Beweis gestaltet sich oft schwierig, insbesondere wenn der Anspruchsgegner sich darauf beruft, dass er alle öffentlich-rechtlichen Regelungen beachtet hat. Nicht für jedes möglicherweise umweltschädliche Verhalten bestehen zudem rechtliche Vorschriften. In diesen Fällen ist die Beurteilung, ob die Voraussetzungen des objektiven Widerspruchs zur Rechtsordnung und der subjektiven Vorwerfbarkeit erfüllt sind, zusätzlich erschwert.<sup>2596</sup> Somit kann das Umwelthaftungsrecht in diesen Fällen häufig seine Ausgleichsfunktion nicht erfüllen, obwohl möglicherweise der Anspruchsgegner den Schaden tatsächlich verursacht hat. Das Verursacherprinzip wird folglich nicht optimal umgesetzt. Aufgrund dieser Möglichkeit des Schädigers, sich der Haftung zu entziehen, ist die Präventionsfunktion ebenfalls eingeschränkt. Vorbeuge- und Vorsorgeprinzip werden damit nicht so weitgehend wie bei anderen Anspruchsgrundlagen verwirklicht.

Bei der Gefährdungshaftung dagegen wird kein Nachweis der tatsächlichen Voraussetzungen des objektiven Widerspruchs zur Rechtsordnung und der subjektiven Vorwerfbarkeit und keine Überschreitung einer Wesentlichkeitsschwelle für die Haftung verlangt. Die Voraussetzungen der Haftung beschränken sich grundsätzlich auf bestimmte Anforderungen an das schädigende Verhalten oder die schädigende Sache, eine dadurch hervorgerufene Rechts- oder Rechtsgutsverletzung sowie einen daraus entstehenden Schaden. Auch für Entwicklungsrisiken, d.h. für solche Risiken, die zum Zeitpunkt der schädigenden Handlung auch bei der Anwendung äußerster Sorgfalt nicht erkennbar oder nicht vermeidbar waren, wird danach gehaftet. Der Geschädigte kann folglich nach der Gefährdungshaftung grundsätzlich leichter Ersatz vom Schädiger erlangen als nach der Verschuldenshaftung oder der Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis. Dies ist im Umwelthaftungsrecht sinnvoll, denn der Schadensverursacher, der bestimmte gefährliche Tätigkeiten in

---

<sup>2595</sup> *Martin*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4 f.

<sup>2596</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 29 f.

seinem Interesse ausübt, sollte die wirtschaftlichen Konsequenzen seines Handelns tragen, nicht der Geschädigte oder die Allgemeinheit.<sup>2597</sup> Das Haftungsrecht sollte, insbesondere im Bereich der Umwelthaftung, für den Ausgleich von Schäden sorgen und nicht das Verhalten des Schädigers beurteilen oder gegebenenfalls bestrafen. Die Bewertung des Verhaltens des Schädigers danach, ob er rechtliche Pflichten verletzt hat und ihm diese Pflichtverletzung subjektiv vorwerfbar ist, ist für das Ausgleichbedürfnis unerheblich.<sup>2598</sup>

Die Gefährdungshaftung verwirklicht damit am besten die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts und dient so der Umsetzung des Verursacherprinzips.<sup>2599</sup> Die Prävention der Entstehung weiterer Umweltschäden ist ebenfalls gewährleistet,<sup>2600</sup> da Personen, die umweltschadensträchtige Tätigkeiten ausüben und deshalb am besten für die Beherrschung der so entstehenden Risiken sorgen können, sich aufgrund der drohenden Haftung bemühen werden, solche Schäden möglichst zu vermeiden.<sup>2601</sup> Folglich werden auch Vorsorge- und Vorbeugeprinzip umgesetzt.

Die Gefährdungshaftung bietet auch Rechtssicherheit für Wirtschaftsunternehmen.<sup>2602</sup> Aufgrund der klaren Haftungsvoraussetzungen ist das Haftungsrisiko kalkulierbar und gegebenenfalls versicherbar. Die entstehenden Kosten verteuern die Durchführung umweltschadensträchtiger Tätigkeiten und die daraus möglicherweise entstehenden Produkte, so dass es zu einer gewissen Marktsteuerung zugunsten umweltschonenderer Verfahrensweisen kommt.

Einige internationale Vorschläge für eine Vereinheitlichung des Umwelthaftungsrechts, nämlich die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährliche Tätigkeiten, das Grünbuch der Europäischen Kommission über die Sanierung von Umweltschäden und das Weißbuch der Europäischen Kommission zur Umwelthaftung, halten ebenfalls die Gefährdungshaftung für grundsätzlich am besten für den Ausgleich von Umweltschäden geeignet.<sup>2603</sup>

---

<sup>2597</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 18.

<sup>2598</sup> *Thunis*, 364 f.; *Rehbinder*, 439.

<sup>2599</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 30 f., *Martin*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, 4; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 13 (zum Grünbuch); *Rehbinder*, 439 f.; ähnlich *Löbbecke*, 54.

<sup>2600</sup> *Löbbecke*, 56 f.; *Rehbinder*, 439 f.

<sup>2601</sup> Ähnlich *Engelhardt*, 239; *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 13 (zum Grünbuch); kritisch *Enders*, (nur beschränkte Präventionswirkung der Gefährdungshaftung mangels erforderlicher Pflichtverletzung).

<sup>2602</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 30 f.

<sup>2603</sup> Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährliche Tätigkeiten in deutscher Übersetzung abgedruckt in PHI 1993, 196 ff., 211 ff.; Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 30 f.; Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 18.

## B. Haftungsauslösendes Ereignis

Die Anspruchsgrundlage sollte so allgemein formuliert sein, dass möglichst viele Umweltschäden davon erfasst werden. Andererseits ist die Einführung einer Gefährdungshaftung nur zu rechtfertigen, wenn die schadensverursachenden Ereignisse ein besonderes Gefährdungspotential aufweisen.

Die deutschen und französischen Vorschriften der Gefährdungshaftung verlangen in der Regel eine Verursachung des Verletzungserfolgs und des daraus resultierenden Schadens durch bestimmte Anlagen oder durch bestimmte Verhaltensweisen. Da hier jeweils eine Anspruchsgrundlage nur Ansprüche bei ganz bestimmten Anlagen oder Verhaltensweisen gewährt, besteht eine Vielzahl von Anspruchsgrundlagen nebeneinander. Dies hat zur Folge, dass in Deutschland aufgrund der vielen Spezialvorschriften die insbesondere für den Ersatz von Umweltschäden geschaffene Vorschrift der Gefährdungshaftung, § 1 UmwHG, im Vergleich zu den sonstigen Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung einen sehr geringen Anwendungsbereich hat.<sup>2604</sup> In Frankreich gibt es nur einige wenige Spezialvorschriften der Gefährdungshaftung, so dass die meisten Fälle der verschuldensunabhängigen Haftung für Umweltschäden nach Art. 1384 I Code civil abgewickelt werden.

Im Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden wird vertreten, dass ein einheitliches Umwelthaftungsrecht nur für den Ersatz von Schäden gelten soll, die durch bestimmte Tätigkeiten verursacht werden. Eine zu weite Ausdehnung des Kreises der Tätigkeiten führe zu einem zu hohen Haftungsrisiko und zu Rechtsunsicherheit. Wenn die Haftung nur für sehr wenige Tätigkeiten gelte, könnten andererseits Ausgleichsfunktion und Präventionsfunktion der Umwelthaftung nicht mehr verwirklicht werden.<sup>2605</sup> Eine Haftung für gefährliche Tätigkeiten allgemein komme nicht in Betracht, da dieser Begriff zu weit und eine Definition der gefährlichen Tätigkeit sehr schwierig sei.<sup>2606</sup>

Das Weißbuch zur Umwelthaftung schlägt vor, die Haftung auf Aktivitäten zu beschränken, die durch gemeinschaftsrechtliche Rechtsvorschriften zum Umweltschutz geregelt werden. So werde die Einhaltung dieser Rechtsvorschriften gefördert.<sup>2607</sup> Dieses System bietet aber heute kaum Einschränkungen der Haftung auf bestimmte Bereiche, da im Umweltrecht inzwischen für sehr viele Bereiche europarechtliche Regelungen bestehen.

Die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährliche Tätigkeiten regelt die Haftung für bestimmte, einzeln aufgezählte

---

<sup>2604</sup> Ausführlich und kritisch zum Anwendungsbereich des UmwHG *Engelhardt*, 258 ff.

<sup>2605</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 31 f.

<sup>2606</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 13 (zum Grünbuch).

<sup>2607</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 16 f.

gefährliche Tätigkeiten (Art. 2 Nr. 1). Darunter fallen der Umgang mit gefährlichen Stoffen, mit gentechnisch veränderten Organismen, die eine erhebliche Gefahr für Menschen, Umwelt und Sachen darstellen, mit Mikroorganismen, die eine erhebliche Gefahr für Menschen, Umwelt oder Sachen darstellen, und das Betreiben einer Anlage zur Müllverarbeitung oder einer Mülldeponie. Diese Tätigkeiten müssen berufsmäßig ausgeübt werden. Für beim Transport entstehende Schäden gilt die Europaratskonvention nicht (Art. 4 Nr. 1). In der Regel hat sie ebenfalls keine Geltung für Schäden, die durch einen nuklearen Stoff verursacht werden (Art. 4 Nr. 2). Aufgrund dieser Beschränkung auf die aufgezählten Tätigkeiten hat diese Vorschrift nur einen beschränkten Anwendungsbereich und wird damit dem Ziel, eine allgemeine Gefährdungshaftung für die Verursachung von Umweltschäden zu verwirklichen, nicht gerecht.

Um einen umfassenden Ersatz von Umweltschäden zu gewährleisten, sollte man eine Haftung für Tätigkeiten einführen, die die Gefahr von Umweltbeeinträchtigungen in sich bergen. Dabei sollte der Begriff der Umweltbeeinträchtigung in Anlehnung an die Definition der Umwelteinwirkung aus § 3 I UmwHG bestimmt werden. Umwelteinwirkungen sind danach Stoffe, Erschütterungen, Geräusche, Druck, Strahlen, Gase und Dämpfe, Wärme oder sonstige Erscheinungen, die sich in Boden, Luft oder Wasser ausbreiten, nicht aber grobkörperliche Einwirkungen durch feste Körper mit nicht unerheblichem Ausmaß, z.B. durch Steinschlag. Eine Gefahr der Umweltbeeinträchtigung liegt vor, wenn bei einem ungestörten Fortgang der Ereignisse der Eintritt eines Schadens überwiegend wahrscheinlich ist.<sup>2608</sup>

Die Tätigkeiten sollten unabhängig davon erfasst sein, ob es sich dabei um das Betreiben bestimmter Anlagen oder um ein sonstiges Verhalten handelt.

Um die Haftung nicht zu weit ausufern zu lassen, sollte die Anspruchsgrundlage nur für die Verursachung von Umweltschäden gelten, d.h. für Schäden, die durch Umweltbeeinträchtigungen hervorgerufen werden (s.o. Teil 1, A.I.1). Dies bedeutet gleichzeitig, dass nur Schäden durch Rechtsgutsverletzungen erfasst werden, die vermittelt durch Boden, Luft oder Wasser hervorgerufen werden. Im Rahmen der Kausalität wäre zudem, ähnlich wie bei den deutschen Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung, ein Gefährdungszusammenhang erforderlich. Die spezifische Gefahr der jeweiligen Umweltbeeinträchtigung muss sich tatsächlich im Eintritt von Rechtsgutsverletzung und Schaden verwirklichen. So würde eine umfassende Anspruchsgrundlage der Gefährdungshaftung für den Ersatz von Umweltschäden geschaffen.

---

<sup>2608</sup> Für eine Gefährdungshaftung für Schäden, die durch gefährliche Tätigkeiten hervorgerufen werden, auch *Martin*, *Notion de responsabilité*, 131, 139; umfassendere Vorschläge auch im Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, §§ 1, ff. BT-Drs. 11/4247, und in der Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 1, BR-Drs. 127/1/90.

### **C. Erfasste Rechts- und Rechtsgutsverletzungen**

Die einheitliche Gefährdungshaftung sollte den Ersatz von Umweltschäden ermöglichen. Es ist allerdings sinnvoll, den Schadensersatz auf solche Schäden zu beschränken, die aus der Verletzung bestimmter Rechte und Rechtsgüter resultieren. Reine Vermögensschäden, die in Frankreich in der Regel, z.B. nach Art. 1384 I Code civil, von der Haftung erfasst werden, sollten nicht ersetzt werden, da anderenfalls die Haftungsrisiken unüberschaubar und nur schwer versicherbar wären. Dies gilt insbesondere, da die hier vorgeschlagene Gefährdungshaftung nur wenige Voraussetzungen hat, die relativ leicht erfüllt werden können. Sie ist z.B. nicht auf den Ersatz von Schäden beschränkt, die durch ein ganz bestimmtes Verhalten oder bestimmte Anlagen oder Sachen verursacht werden.

Im Sinne des Geschädigten sollten hier die Rechte und Rechtsgüter gewählt werden, deren Verletzung die Menschen erfahrungsgemäß am Schwersten trifft. Ersatz sollte also, wie in Deutschland in der Regel bei der Gefährdungshaftung und in Frankreich nach der Gefährdungshaftung des Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile, für die Tötung eines Menschen, für Körper- oder Gesundheitsverletzungen und für Sachschäden gewährt werden. Ähnliche Vorschläge finden sich im Weißbuch und in der Europaratskonvention. Das Weißbuch spricht sich für die Erfassung von Gesundheits- und Sachschäden, die durch bestimmte gefährliche Aktivitäten hervorgerufen wurden („Schäden im herkömmlichen Sinne“), aus.<sup>2609</sup> Auch die Europaratskonvention gewährt Ersatz für die Tötung von Menschen, für Körperschäden und für Sachschäden (Art. 2 Nr. 7).

Rein ökologische Schäden sind von der vorgeschlagenen Anspruchsgrundlage nicht erfasst. Jedoch empfiehlt sich eine Ergänzung der Anspruchsgrundlage durch Ansprüche bestimmter Vereinigungen bei rein ökologischen Schäden (s.u. Teil 5, I).

### **D. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung, insbesondere bei der Verursachung des Schadens durch mehrere, und an den entsprechenden Beweis**

Weiter ist noch zu klären, welche Anforderungen man an die Kausalität zwischen Verhalten, Verletzungserfolg und Schaden und an die Zurechnung stellt, wie die Haftung bei der Verursachung eines Schadens durch mehrere ausgestaltet sein sollte und welche Anforderungen für den Beweis der Voraussetzungen des Kausalzusammenhangs gelten.

### **I. Anforderungen an Kausalität und Zurechnung, Haftung mehrerer Schädiger**

Allgemein sollte für die Zurechnung, wie in Deutschland und Frankreich, nicht die Verursachung nach der Äquivalenztheorie genügen. Zusätzlich sollte jedenfalls das

---

<sup>2609</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 16.

Vorliegen eines Gefährdungszusammenhangs gefordert werden, d.h. die spezifische Gefahr der jeweiligen Umweltbeeinträchtigung, vor der die Haftungsvorschrift schützen will, muss sich im jeweiligen Verletzungserfolg und im Schaden verwirklichen.

Wenn mehrere Verursacher eines Schadens vorhanden sind, stellt sich die Frage, ob diese nur jeweils für einen Teil des Schadens oder für den gesamten Schaden haften sollen. Hier wird häufig gefordert, dass die Haftung jedes Einzelnen für den gesamten Schaden in möglichst vielen Fällen eingreifen sollte, um einen möglichst weitgehenden Ersatz von Umweltschäden im Sinne des Opferschutzes zu ermöglichen und damit die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts umzusetzen.<sup>2610</sup> Andererseits ist zu beachten, dass im Sinne des Verursacherprinzips jeder Schädiger nur zum Ersatz des Teils des Schadens verpflichtet sein sollte, den er verursacht hat.

Grundlinie sollte hier wie in Deutschland und Frankreich sein, dass eine Haftung für den gesamten Schaden eingreift, wenn der Verursachungsbeitrag sich auf den gesamten Schaden bezieht, während eine Haftung für einen Teil des Schadens bestehen sollte, wenn der Verursachungsbeitrag nur für einen Teil des Schadens relevant geworden ist. So wird das Verursacherprinzip gewahrt.

In der weiteren Ausgestaltung dieses Prinzips ist die deutsche Lösung der französischen vorzuziehen.

Nach der französischen Lösung führt das Vorliegen eines unteilbaren Schadens dazu, dass jeder Mitverursacher für den gesamten Schaden haftet. Danach besteht die Gefahr, dass auch bei einem relativ geringen Verursachungsbeitrag der Schädiger für den gesamten Schaden haftet. Dies ist zwar für den Geschädigten vorteilhaft, da er sich den solventesten Schädiger aussuchen und den Ersatz des gesamten Schadens von ihm verlangen kann. Andererseits müssen so Schädiger möglicherweise einen viel größeren Schaden ersetzen, als sie tatsächlich verursacht haben. Dies widerspricht dem Verursacherprinzip des Umweltrechts.

Die deutsche Lösung bei der Haftung mehrerer Verursacher ermöglicht in den meisten Fällen eine interessengerechte Haftung des Verursachers. Dies ist der Fall, wenn nur das Zusammenwirken verschiedener Ursachen überhaupt einen Verletzungserfolg und damit einen Schaden hervorruft, während jede Ursache für sich keine schädigende Wirkung gehabt hätte. In diesem Fall hat jeder Schädiger den gesamten Schaden im Sinne der Äquivalenztheorie verursacht und muss daher auch für den gesamten Schaden haften. Auch wenn verschiedene Ursachen zusammenwirken und sich gegenseitig bedingen, bezieht sich jede Ursache auf den Gesamtschaden in der

---

<sup>2610</sup> *Steichen*, 147 (für Abfallhaftung); *Thunis*, 370 m. w. N.; vgl. auch die Lösung der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten (Art. 6 Nr. 2, Nr. 3, Art. 11).

konkreten Form, so dass die Haftung jedes Schädigers für den gesamten Schaden interessengerecht ist. Wenn mehrere Ursachen durch ihr Zusammenwirken aufgrund von Synergieeffekten einen größeren Verletzungserfolg und Schaden hervorrufen, als sie dies ohne Zusammenwirken getan hätten, hat zwar nicht jeder Schädiger den gesamten Schaden verursacht. Eine Haftung für den gesamten Schaden ist dennoch gerechtfertigt, da der Schaden in seiner konkreten Form nur durch das Zusammenwirken entstehen konnte. Außerhalb dieser Fälle, d.h. wenn der Schädiger nur eine Ursache für einen Teil des Schadens gesetzt hat, der Verletzungserfolg nicht größer ist als die Summe der Einzelwirkungen und die Ursachen sich nicht bedingen, ist eine Haftung des Schädigers für den von ihm verursachten Teil des Schadens angemessen.

So wird das Verursacherprinzip in optimaler Weise gewahrt. Die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts wird ebenfalls über die Haftung des Verursachers für den jeweiligen Schaden oder Teilschaden umgesetzt. Die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts und das Vorsorge- und Vorbeugeprinzip sind ebenfalls verwirklicht, da der Schädiger sich aufgrund der drohenden Haftung für den von ihm verursachten Schaden bemühen wird, schädigendes Handeln möglichst zu vermeiden.

Jedoch besteht bei dieser Lösung das Risiko, dass der Geschädigte einen Teil seines Schadens selbst tragen muss, weil einzelne Verursacher in Fällen der Haftung für einen Teil des Schadens nicht aufzufinden sind oder aufgrund minimaler Kausalbeiträge eine Haftung einzelner Verursacher selbst für einen Teil des Schadens nicht festgestellt werden kann. In diesen Fällen sollte ein noch zu schaffender europäischer Umwelthaftungsfonds eingreifen (s.u. Teil 5, J).

## II. Beweis

Um die oft schwierige Beweissituation des Geschädigten im Umwelthaftungsrecht, insbesondere beim Beweis der Voraussetzungen der haftungsbegründenden Kausalität (s.o. Teil 1, C.I), zu erleichtern, ist eine Beweiserleichterung durch eine Kausalitätsvermutung grundsätzlich sinnvoll.<sup>2611</sup>

Eine solche Vermutung sollte, ähnlich der Kausalitätsvermutung des § 6 I UmwHG und der von der französischen Rechtsprechung entwickelten Kausalitätsvermutung (s.o. Teil 4, Kapitel 1, B.I.2.b), zunächst für Fälle geschaffen werden, in denen die umweltgefährliche Tätigkeit nach den Gegebenheiten des Einzelfalls geeignet ist, den jeweiligen Verletzungserfolg herbeizuführen.<sup>2612</sup> Eine Formulierung ähnlich der des

---

<sup>2611</sup> Für Beweiserleichterungen, insbesondere beim Beweis der Kausalität, auch das Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 19; für Kausalitätsvermutungen auch Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, § 4, BT-Drs. 11/4247; und § 121 I, II, III UGB-AT.

<sup>2612</sup> Auch nach Art. 10 der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten ist die erhöhte Gefahr der Verursachung des Schadens, die der jeweiligen Tätigkeit innewohnt, bei der Feststellung der Kausalität in angemessener Weise zu berücksichtigen.

§ 6 I UmwHG, der bestimmte Gegebenheiten aufzählt, die für die Verursachung sprechen können, aber die Heranziehung anderer Umstände ebenfalls nicht ausschließt, wäre zweckmäßig. Zu den hier aufzuführenden Gegebenheiten gehören Ort und Zeitpunkt des Eintritts des Verletzungserfolgs, Art des Verletzungserfolgs, der Zusammenhang mit eventuellen Störfällen in dieser Zeit, die vom möglichen Schädiger verwendeten Einrichtungen, Art und Konzentration der bei der jeweiligen Tätigkeit verwendeten und freigesetzten Stoffe und die meteorologischen Gegebenheiten. Die Voraussetzungen dieser Vermutung muss nach allgemeinen Regeln der Anspruchsteller beweisen. Hier hat der Anspruchsteller die Möglichkeit, gegebenenfalls mit Hilfe eines Sachverständigengutachtens, die Eignung bestimmter Umwelteinwirkungen zur Verursachung eines bestimmten Verletzungserfolgs nachzuweisen.

Diese Kausalitätsvermutung sollte unabhängig davon eingreifen, ob der Schaden durch Normalbetrieb oder durch einen Störfall verursacht wird.<sup>2613</sup> Eine Einschränkung wie nach § 6 II UmwHG, der die Kausalitätsvermutung des § 6 I UmwHG ausschließt, wenn die Anlage bestimmungsgemäß betrieben wurde, also bei Normalbetriebsschäden, ist nicht sinnvoll. Bei Schäden, die durch Normalbetrieb verursacht werden, handelt es sich besonders häufig um Distanz-, Langzeit- und Summationsschäden, bei denen die Feststellung der haftungsbegründenden Kausalität besonders schwierig ist. Der Geschädigte hat zudem in diesen Fällen das besondere Problem, dass die Art und Weise der Verursachung des Verletzungserfolgs in diesen Fällen wesentlich weniger offen zutage liegt als bei Störfällen. Damit ist der Geschädigte bei Normalbetriebsschäden ebenso schutzbedürftig wie bei Umweltschäden, die durch einen Störfall verursacht wurden. Zudem müssten jedenfalls die oben beschriebenen Vermutungsvoraussetzungen vorliegen. Diese machen das Vorliegen der haftungsbegründenden Kausalität wahrscheinlich. Der Schädiger wird damit auch nicht unzumutbar belastet.

Auch wenn bezüglich mehrerer umweltgefährlicher Tätigkeiten die Vermutungsvoraussetzungen vorliegen, sollte die Kausalitätsvermutung eingreifen. Es sollte sich nicht jeder der Verursacher unter Verweis auf andere mögliche Ursachen entlasten können. Nur wenn ein anderer Umstand, der nicht als umweltgefährliche Tätigkeit in diesem Sinne definiert werden kann, ebenfalls geeignet zur Schadensverursachung ist, sollte die Kausalitätsvermutung, ähnlich wie bei § 7 I, II UmwHG, ausgeschlossen sein.

---

sichtigen; nach § 121 I, II, III UGB-AT gelten Kausalitätsvermutungen, wenn bestimmte Umstände vorliegen, die die Verursachung des Schadens durch die jeweiligen Faktoren wahrscheinlich machen; ähnlich auch § 176 UGB-KomE; Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, § 4, BT-Drs. 11/4247.

<sup>2613</sup> Ähnlich *Gerlach*, 250 ff.

Zur Ergänzung der Kausalitätsvermutungen könnten Auskunftsansprüche gegen denjenigen, der die umweltgefährliche Tätigkeit vornimmt, ähnlich den Ansprüchen aus §§ 8 UmwHG, 35 GenTG, geschaffen werden.<sup>2614</sup>

## **E. Ausschluss der Haftung durch höhere Gewalt**

Die Schadensverursachung durch höhere Gewalt sollte wie in Deutschland und Frankreich bei der verschuldensunabhängigen Haftung zur Haftungsbefreiung führen.<sup>2615</sup>

## **F. Mitverursachung**

Bei Mitverursachung des Schadens durch den Geschädigten sollte der Schadensersatzanspruch gemäß den jeweiligen Verursachungsanteilen gekürzt werden oder in Extremfällen sogar ganz entfallen.<sup>2616</sup>

## **G. Art und Umfang des Schadensersatzes**

Der Schadensersatz sollte sowohl Herstellung in Natur als auch Geldersatz umfassen. Im Sinne eines effektiven Schadensausgleichs müsste die Anspruchsgrundlage den Ersatz sowohl von Vermögens- als auch von Nichtvermögensschäden ermöglichen.

Bei der Bestimmung der Art des Schadensersatzes sollte im Sinne des Umweltschutzes die Wiederherstellung des vorherigen Umweltzustands vorrangig sein.<sup>2617</sup> Dies wäre zu erreichen, indem man gesetzlich einen grundsätzlichen Vorrang der Herstellung in Natur, ähnlich der Regelung in Deutschland, anordnet. Zudem sollte eine Regelung geschaffen werden, die ebenso wie § 16 I UmwHG in Deutschland, besonders strenge Voraussetzungen für die Gewährung von Schadensersatz in Geld aufstellt und der Naturalrestitution den Vorrang einräumt, wenn die Beschädigung einer Sache gleichzeitig auch eine Beeinträchtigung von Natur oder Landschaft ist und der Geschädigte den Zustand herstellt, der bestehen würde, wenn die Beeinträchtigung nicht eingetreten wäre.<sup>2618</sup> Denkbar wäre auch, dass selbst bei der Gewährung von Schadensersatz in Geld eine Verpflichtung des Geschädigten geschaffen wird, dieses Geld zur Wiederherstellung der geschädigten Umwelt zu verwenden.<sup>2619</sup>

---

<sup>2614</sup> Ähnlich auch Art. 16 der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten; § 179 UGB-KomE.

<sup>2615</sup> Ähnlich Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg.; 18, Art. 8 der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten (mit zusätzlichen Haftungsbefreiungsgründen).

<sup>2616</sup> Ähnlich Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 18; Art. 9 der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten.

<sup>2617</sup> *Prieur*, Nr. 1127 ff.; Schwierigkeiten der Wiederherstellung Nr. 1132 ff.; für Vorrang der Naturalrestitution auch *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 13.

<sup>2618</sup> Ähnlich § 127 I S. 3 UGB-AT; § 182 II S. 1 UGB-KomE.

<sup>2619</sup> *Prieur*, Nr. 1127 ff.; für Vorrang der Naturalrestitution auch *Huet*, *Petites Affiches* 1994, Nr. 2, 10, 13; ähnlich Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, § 9, BT-Drs. 11/4247; § 127 II UGB-AT.

Da die vorgeschlagene Gefährdungshaftung nur wenige Voraussetzungen aufweist, sollte die Haftung in der Höhe begrenzt werden, wie bei vielen Tatbeständen der Gefährdungshaftung üblich. So wird zwar die Ausgleichsfunktion des Haftungsrechts nicht vollständig umgesetzt und damit das Verursacherprinzip nur zum Teil verwirklicht. Die Begrenzung trägt aber zur besseren Versicherbarkeit der Schäden bei.<sup>2620</sup> Diese Haftungsgrenzen müssten so hoch angesetzt werden, dass der Anreiz zur Schadensvermeidung und damit die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts erhalten bleibt.

## H. Anspruchsgegner

Derjenige, der das Risiko am besten beherrschen oder versichern kann, sollte für die von ihm verursachten Schäden haften. Das ist die natürliche oder juristische Person, welche die übergeordnete tatsächliche Kontrolle über eine Tätigkeit ausübt, die unter den Anwendungsbereich der Haftungsvorschrift fällt und die den Schaden verursacht hat. Diese Person verfügt in der Regel über das technische Fachwissen und über die Möglichkeit, die Tätigkeit zu beherrschen.<sup>2621</sup>

## I. Ansprüche von Vereinigungen bei Schäden an kollektiven Interessen

Bei ökologischen Schäden, die an kollektiven Interessen eintreten und nicht gleichzeitig eine Einbuße an individuellen Rechten und Rechtsgütern beinhalten, greifen die traditionellen Anspruchsgrundlagen der Umwelthaftung in Deutschland und Frankreich, ebenso wie die hier vorgeschlagene Anspruchsgrundlage, nicht ein. Hier sollte ein europäisches Umwelthaftungsrecht, ähnlich wie das französische Recht, Ansprüche von Vereinigungen auf den Ersatz von Schäden an kollektiven Umweltinteressen vorsehen.<sup>2622</sup> Voraussetzung für einen solchen Anspruch muss sein, dass die Vereinigung die Verteidigung der geschädigten kollektiven Umweltinteressen nach

---

<sup>2620</sup> Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 27.

<sup>2621</sup> Ähnlich Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 32; Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 19; nach der Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten soll der Betreiber, d.h. derjenige, der eine gefährliche, haftungsauslösende Tätigkeit ausführt, haften (Art. 6, Art. 7).

<sup>2622</sup> Ähnlich Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 24: Vorrangig soll danach der Staat eintreten, um Schäden an der biologischen Vielfalt zu sanieren, öffentliche Interessenvereinigungen sollen nur tätig werden, wenn der Staat überhaupt nicht oder nicht in angemessener Weise tätig wird; Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten: Vereinigungen oder Stiftungen, die sich nach ihrer Satzung um den Umweltschutz bemühen und weitere Voraussetzungen des nationalen Rechts des Vertragsstaats erfüllen, in dem der Antrag gestellt wird, können beantragen, dass gefährliche Tätigkeiten verboten werden, die rechtswidrig sind und eine schwere Gefahr von Umweltschäden darstellen (Art. 18 Nr. 1 a) oder dass der Betreiber aufgefordert wird, nach einem Ereignis Maßnahmen zur Verhinderung eines Ereignisses oder Schadens, zur Schadensverhütung oder Wiederherstellungsmaßnahmen zu ergreifen (Art. 18 Nr. 1 b), c), d); *Martin*, *Réflexions*, 115, 127; anders *Rebbinder*, NuR 1988, 105, 109 ff.: der Staat soll das Recht haben, Schadensersatz für Schäden an der Allgemeinheit zugeordneten Naturgütern (Grundwasser, wilde, nicht jagdbare Tiere) einzufordern.

Gesetz oder nach ihrer Satzung zum Ziel hat und dass ihre Arbeit von einer gewissen Kontinuität ist.<sup>2623</sup> So wird gewährleistet, dass nur solche Vereinigungen Ansprüche geltend machen können, die ein Interesse an der Wiederherstellung des geschädigten Interesses haben und den Schadensersatz auch in diesem Sinne verwenden.

In Frankreich bestehen die Ansprüche der Vereinigungen zudem nur beim Verstoß gegen bestimmte Vorschriften. Auf europäischer Ebene wäre dies wegen der Unterschiedlichkeit des Umweltrechts in den einzelnen Mitgliedsländern wenig praktikabel. Hier müsste man den Schaden an kollektiven Umweltinteressen auf andere Weise näher umschreiben, um die Ansprüche nicht zu weit ausufern zu lassen. Möglich wäre hier eine genauere Beschreibung der kollektiven Umweltinteressen, bei deren Schädigung der Anspruch bestehen sollte. Hier könnte man auf den Begriff des ökologischen Schadens zurückgreifen. Darunter versteht man die Beeinträchtigung des Naturhaushalts, d.h. die nicht ganz unerhebliche Beeinträchtigung der physikalischen, biologischen oder chemischen Beschaffenheit von Umweltbestandteilen wie Boden, Wasser, Luft, Klima, der Pflanzen- und Tierwelt oder ihrer Wechselbeziehungen durch von Menschen verursachte Umwelteinwirkungen. Die Schädigung der hier genannten kollektiven Umweltinteressen sollten die Vereinigungen geltend machen können.

Ein Anspruch einer Vereinigung kann zudem nur dann gegeben sein, wenn die weiteren Voraussetzungen der noch zu schaffenden europäischen Anspruchsgrundlage vorliegen.

Auch bei diesen Ansprüchen sollte, wie bei der vorgeschlagenen Anspruchsgrundlage des einheitlichen Umwelthaftungsrechts, auf Rechtsfolgende vorrangig die Herstellung in Natur vor Schadensersatz in Geld gewährt werden.<sup>2624</sup>

Fraglich ist, in welchem Verhältnis die Ansprüche der Vereinigungen auf den Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen zu Ansprüchen von natürlichen und juristischen Personen auf den Ersatz von Schäden an individuellen Interessen stehen, wenn, wie häufig, nicht nur kollektive, sondern auch individuelle Interessen betroffen sind. Hier sollte der Anspruch auf den Ersatz von Schäden an individuellen Interessen vorrangig sein. Nur wenn bezüglich eines Schadensaspekts nicht gleichzeitig ein Schaden an individuellen Interessen geltend gemacht werden kann, sollte ein Anspruch der Vereinigungen bestehen.<sup>2625</sup> Ansprüche von Vereinigungen sollen das Haftungsrecht nur ergänzen, nicht ersetzen. Im Sinne der des Verursacherprinzips und der Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts muss vorrangig der Schaden an individuellen Interessen ersetzt werden. So wird auch vermieden, dass bei mehre-

---

<sup>2623</sup> Das Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 25, fordert ebenfalls objektive Qualitätskriterien für die Interessenvereinigungen, z.B. spezielle Sachkenntnis; ähnlich *Martin*, *Réflexions*, 115, 127 (Anerkennung aufgrund von Seriosität, Dauer der Tätigkeit).

<sup>2624</sup> Ähnlich *Martin*, *Réflexions*, 115, 129.

<sup>2625</sup> A.A. *Martin*, *Réflexions*, 115, 128 (Ansprüche sollten in diesem Fall nebeneinander bestehen).

ren Anspruchstellern im Innenverhältnis Unklarheit über die Verteilung des Ersatzanspruchs besteht. Der Anreiz des Geschädigten, seinen Anspruch tatsächlich zu verfolgen, steigt, da er nicht befürchten muss, im Innenverhältnis den Schadensersatz nicht vollständig zu erhalten, sondern ihn mit einer Vereinigung teilen zu müssen.

Dass nicht alle Geschädigten in diesem Fall ihre Ansprüche verfolgen und damit ein gewisses Vollzugsdefizit entsteht, muss man dabei hinnehmen. Ergänzend sind zum Schutz wichtiger Allgemeingüter öffentlich-rechtliche Regelungen erforderlich. Solche öffentlich-rechtlichen Regelungen, die Verpflichtungen zur Vermeidung und Sanierung bestimmter Schäden an kollektiven Umweltinteressen enthalten, finden sich z.B. in der Richtlinie 2004/35/EG des Europäischen Parlamentes und der Rates über Umwelthaftung zur Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden.<sup>2626</sup> In dieser Richtlinie ist ein Recht für juristische Personen vorgesehen, die zuständige Behörde aufzufordern, gemäß der Richtlinie tätig zu werden (Art. 12 I), also die öffentlich-rechtlichen Pflichten des Betreibers gegenüber der Behörde durchzusetzen. Ansprüche von Vereinigungen auf Ersatz von Schäden an kollektiven Umweltinteressen sieht die Richtlinie nicht vor.

## J. Umwelthaftungsfonds

Die Einführung eines Umwelthaftungsfonds auf europarechtlicher Ebene,<sup>2627</sup> der umfassender als die bisher in Deutschland und Frankreich bestehenden Fonds den Ersatz von Umweltschäden regelt, wäre als Ergänzung zu der oben dargestellten Gefährdungshaftung sinnvoll.<sup>2628</sup> Einzelstaatliche Lösungen sind hier wenig zu empfehlen, da Umweltschäden ohne Berücksichtigung von Staatsgrenzen häufig länderübergreifend eintreten. Weiter führen Einzellösungen in den verschiedenen Ländern zu ungerechtfertigten Wettbewerbsvorteilen bzw. -nachteilen für Unternehmen. Je nach Standort würden einige Unternehmen zu Beitragszahlungen an mehrere Fonds herangezogen, während andere unabhängig von der Art ihrer Tätigkeit überhaupt nicht beitragspflichtig würden.

Durch einen Umwelthaftungsfonds könnte die Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts auch in Fällen der Nichtzurechenbarkeit des Schadens und bei Zah-

---

<sup>2626</sup> ABIEU vom 30. April 2004, Nr. L 143, S. 56, abgedruckt in NVwZ 2005, 420 ff.

<sup>2627</sup> Ähnlich Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 23 ff.; a.A. Hager, ZEuP 1997, 9, 39, 40, der die Schaffung eines Umwelthaftungsfonds auf europäischer Ebene ablehnt, da die damit verbundenen Probleme zu komplex seien.

<sup>2628</sup> Auch der BGH NJW 1988, 478, 481, sieht dies als gangbare Lösung an; zustimmend von Hippel, NJW 1988, 482, 482; für die Einführung eines Fonds auch Gerlach, 364 ff.; Marburger, UTR 2 (1987), 109, 147; Marburger, 56. DJT, C 125; Rehbinder, NuR 1989, 149, 161; a.A. von Bar, 62. DJT, A 56; Ladeur, VersR 1993, 257, 267; es ist aber nicht verfassungswidrig, dass bisher keine Entschädigungsregelung zugunsten geschädigter Waldeigentümer besteht, BVerfG NJW 1998, 3264, 3265; die Konvention des Europarats über die zivilrechtliche Haftung für Schäden durch umweltgefährdende Tätigkeiten sieht eine Pflicht des Betreibers einer gefährlichen Tätigkeit vor, sich an einem System zur finanziellen Absicherung der Haftung nach der Konvention zu beteiligen oder eine Gewährleistungsverpflichtung in Höhe eines bestimmten Betrags nachzuweisen (Art. 12).

lungsunfähigkeit des Schädigers verwirklicht werden. Das Verursacherprinzip, das Vorsorge- und Vorbeugeprinzip sowie die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts werden so in geringerem Umfang umgesetzt als beim Eingreifen des individuellen Umwelthaftungsrechts, da die Ausgleichspflicht nicht unmittelbar den Schädiger trifft. Bei richtiger Ausgestaltung des Umwelthaftungsfonds kommen sie in abgeschwächter Form aber dennoch zum Tragen.

Vorteilhaft für den Geschädigten ist beim Eingreifen eines Fonds, dass ein Schaden schnell und unabhängig von der Leistungsfähigkeit des Schädigers reguliert werden kann,<sup>2629</sup> insbesondere auch in Fällen, in denen kein Anspruch des Geschädigten gegen den Verursacher des Schadens besteht oder dieser praktisch nicht durchsetzbar ist.

## **I. Voraussetzungen für die Entschädigung**

Zunächst soll herausgearbeitet werden, unter welchen Voraussetzungen eine Entschädigung durch den Fonds gewährt werden sollte.

### **1. Schäden, für die diese Regelung gelten sollte**

Ein Bedarf dafür besteht grundsätzlich bei allen individuellen Umweltschäden, da deren Ersatz über das individuelle Haftungsrecht häufig nicht möglich ist (näher dazu s.o. Teil 4, Kapitel 1, B.IV).

Erste Voraussetzung des Eingreifens des Umwelthaftungsfonds ist damit der Eintritt eines Umweltschadens beim Anspruchsteller. Eine weitere Beschränkung auf Schäden, die durch unfallartige Ereignisse entstehen, unter Ausschluss von Normalbetriebsschäden, wäre nicht sinnvoll. Eine solche Beschränkung findet sich in Frankreich beim *fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*. Hier werden sogar nur Schäden ersetzt, die durch *catastrophes technologiques*, also sehr schwere unfallartige Ereignisse, entstehen. Durch eine solche Beschränkung würden viele Fälle, die gerade im Bereich der Umwelthaftung charakteristisch sind und bei denen Ersatzprobleme bestehen, wie die typischen Summations- und Distanzschäden, die häufig durch Normalbetrieb von Anlagen entstehen, nicht erfasst.<sup>2630</sup>

Ebenfalls ist eine Beschränkung auf Schäden, die durch ein bestimmtes Umweltmedium vermittelt werden, z.B. Luft, oder durch bestimmte Stoffe entstehen, wie z.B. Asbest beim französischen *fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante* oder Klärschlamm beim deutschen Klärschlamm-Entschädigungsfonds, oder allgemein auf typische Massenschäden, nicht zu befürworten. Gegen eine solche Beschränkung spricht, dass die speziellen Probleme der Zuordnung eines Schadens zu einem Schä-

---

<sup>2629</sup> Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 23.

<sup>2630</sup> *Güterslob*, 76; zweifelnd *Hobloch*, 210.

diger nicht auf bestimmte Stoffe als Verursacher oder auf bestimmte Umweltmedien als Vermittler des Schadens begrenzt sind.<sup>2631</sup>

Der Fonds sollte sich auf den Ersatz von Schäden beschränken, die Menschen erfahrungsgemäß besonders schwer treffen. Ähnlich wie beim deutschen Klärschlamm-Entschädigungsfonds wäre eine Entschädigung für Personenschäden (Tötung eines Menschen, Körper- und Gesundheitsverletzungen) und für Sachschäden sinnvoll.<sup>2632</sup> Auch Schmerzensgeldansprüche, die ihren Ursprung in Personenschäden haben, sollten erfasst sein.

Fraglich ist, ob ein Umwelthaftungsfonds auch für den Ersatz von rein ökologischen Schäden sinnvoll und erforderlich wäre. In diesem Fall kann der Schaden nicht ersetzt werden, da er keinem Rechtsträger zugeordnet werden kann. Dieses Problem kann jedoch besser als durch die Schaffung eines Umwelthaftungsfonds durch die Schaffung von Ansprüchen von bestimmten Vereinigungen, die die Verteidigung kollektiver Umweltinteressen zum Ziel haben, gelöst werden (s.o. Teil 5, I). Wenn der rein ökologische Schaden rechtlich einem Verursacher zugeordnet werden kann und dieser auch nicht zahlungsunfähig ist, besteht für das Eingreifen eines Umwelthaftungsfonds keine Veranlassung. Dieses Eingreifen würde vielmehr dazu führen, dass das Verursacherprinzip nicht eingehalten und die Präventionswirkung des Umwelthaftungsrechts geschwächt würde, da der Verursacher nicht unmittelbar den Schaden ersetzen müsste, sondern allenfalls mittelbar über eine Regressmöglichkeit des Fonds dazu aufgefordert würde.<sup>2633</sup>

Nur wenn ein rein ökologischer Schaden zusätzlich aufgrund von Umständen, die nichts mit Nichtzuordnung zu einem individuellen Rechtsträger zu tun haben (z.B. als Summations- bzw. Distanzschaden nicht dem Verursacher zugerechnet werden kann oder der Verursacher zahlungsunfähig ist), sollte auch in diesem Fall der Umwelthaftungsfonds eingreifen.<sup>2634</sup>

---

<sup>2631</sup> *Güterslob*, 78 (zur Begrenzung auf Luftverunreinigungen); a.A. *Lummert/Thiem*, 218 (verschiedene Fonds für verschiedene Umwelteinwirkungen); *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 161 (Beschränkung auf typische Massenschäden); *Reiter*, 224 ff., 246 (Beschränkung auf Schäden, die durch die ubiquitäre Luftverunreinigung entstehen).

<sup>2632</sup> *Güterslob*, 83 f. befürwortet den Ersatz von Sach- und Personenschäden; ähnlich *Reiter*, 228 ff. (bei Personenschäden nur Ausgleich zwischen Krankenversicherungsträgern und Fonds) und 232 ff. (Sachschäden); *Winter*, 163 (Sach- und Gesundheitsschäden, Gesundheitsschäden sollen beim Sozialversicherungsträger geltend gemacht werden, der wiederum Ausgleich vom Fonds verlangen kann); weitergehend Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 1, § 1 II, BT-Drs. 11/4247 (Schäden an Leben, Körper, Gesundheit, Eigentum, sonstigen Rechten, Vermögen und Naturhaushalt); Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 7 I, BR-Drs. 127/1/90 (jeder Schaden); a.A. *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38 f., der die Entschädigung für Gesundheitsschäden aufgrund des bestehenden weitgehenden Versicherungsschutzes für entbehrlich hält.

<sup>2633</sup> *Güterslob*, 56 f.

<sup>2634</sup> Ähnlich *Güterslob*, 57 f.

Ein besserer Ersatz von ökologischen Schäden, die nicht gleichzeitig eine Einbuße an individuellen Rechten und Rechtsgütern beinhalten, würde aufgrund des Eingreifens des Umwelthaftungsfonds allerdings indirekt durch die häufigere Ersetzbarkeit individueller Umweltschäden erreicht.<sup>2635</sup>

## 2. Verhältnis zu den bestehenden Regeln der Umwelthaftung

Fraglich ist weiter, in welchem Verhältnis das Eingreifen des Umwelthaftungsfonds zu den bestehenden Regeln der Umwelthaftung stehen sollte.

### a) Haftungsergänzendes subsidiäres Fondsmodell

Zum Teil wird ein haftungsersetzendes Fondsmodell befürwortet.<sup>2636</sup> Ein solcher Umwelthaftungsfonds würde das bestehende individuelle Haftungsrecht in den Fällen, in denen er eingreift, vollständig ersetzen.<sup>2637</sup> Dieses System ist sehr vorteilhaft für den Geschädigten, der seinen Schaden bei Eingreifen des Umwelthaftungsfonds sicher ersetzt bekommt.<sup>2638</sup> Gegen ein solches Modell spricht aber insbesondere, dass die Schädiger selbst grundsätzlich nicht für den konkret von ihnen verursachten Schaden aufkommen müssen, sondern nur über (u.U. je nach Umweltrisiko gestaffelte) Beiträge zur Finanzierung der Ersatzleistungen herangezogen werden. Wenn Schädiger nicht über das individuelle Haftungsrecht zum Ersatz von Umweltschäden verpflichtet werden können, kann das Umwelthaftungsrecht seine Präventionsfunktion nur sehr eingeschränkt entfalten.<sup>2639</sup> Das Verursacherprinzip und das Vorsorge- und Vorbeugeprinzip werden so ebenfalls nur unzureichend verwirklicht. Damit ist prinzipiell ein haftungsergänzendes Fondsmodell zu bevorzugen, das neben das bestehende Umwelthaftungsrecht tritt.<sup>2640</sup>

In Frage kommt hier die Schaffung eines primären oder eines subsidiären Umwelthaftungsfonds. Der primäre Umwelthaftungsfonds tritt gleichwertig neben das bestehende Haftungsrecht, so dass der Geschädigte beim Vorliegen eines Umweltschadens die Wahl hat, ob er einen Anspruch gegen den Schädiger oder gegen den Umwelthaftungsfonds geltend machen will.<sup>2641</sup> Der subsidiäre Umwelthaftungsfonds greift nur beim Vorliegen bestimmter Voraussetzungen ein, die die Durchsetzung eines Schadensersatzanspruches gegenüber dem Schädiger schwer oder unmöglich machen, wie z.B. bei der Insolvenz des Schädigers oder der Nichtzurechenbarkeit eines Schadens zu einem bestimmten Schädiger über die Vorschriften des individuellen Umwelthaftungsrechts.<sup>2642</sup>

---

<sup>2635</sup> *Güterslob*, 76.

<sup>2636</sup> Nachweise bei *Güterslob*, 62 Fn. 85.

<sup>2637</sup> *Güterslob*, 61; *Gerlach*, 367 f.

<sup>2638</sup> *Güterslob*, 62 m.w.N.

<sup>2639</sup> Ähnlich *Güterslob*, 63.

<sup>2640</sup> *Güterslob*, 63.

<sup>2641</sup> *Güterslob*, 64.

<sup>2642</sup> *Güterslob*, 67 ff.

Die deutschen und französischen Umwelthaftungsfonds greifen neben dem bestehenden Umwelthaftungsrecht ein. Der Geschädigte hat die Wahl, ob er Ansprüche direkt gegen den Schädiger oder gegen den Fonds geltend machen will. Damit handelt es sich hier um haftungsergänzende primäre Umwelthaftungsfonds.

Der primäre haftungsergänzende Umwelthaftungsfonds ist für den Geschädigten noch vorteilhafter als der haftungsersetzende Fonds, da der Geschädigte hier die Wahl hat, ob er den Fonds oder den Schädiger in Anspruch nehmen will.<sup>2643</sup> Da dem Geschädigten hier jedenfalls mit dem Fonds ein solventer und ausgleichsbereiter Schuldner gegenübersteht, wird dieser in den meisten Fällen eine Geltendmachung des Schadens gegenüber dem Fonds bevorzugen. So wird das individuelle Umwelthaftungsrecht faktisch fast im gleichen Maße zurückgedrängt wie beim haftungsersetzenden Fondsmodell. Damit tritt, ebenso wie bei diesem, eine zu starke Einschränkung der Präventionswirkung<sup>2644</sup> und der Umsetzung des Verursacherprinzips und des Vorsorge- und Vorbeugeprinzips ein. Selbst wenn der Umwelthaftungsfonds Rückgriffsansprüche gegen den Schädiger hat, wird die Präventionsfunktion im Verhältnis zum Eingreifen des individuellen Haftungsrechts schlechter verwirklicht, weil der Fonds faktisch aufgrund weiteren Zeitablaufs und aufgrund der Vielzahl der von ihm zu bearbeitenden Fälle häufig Probleme haben dürfte, seine Ansprüche gegen den Schädiger geltend zu machen. Fraglich ist zudem, ob der Fonds, dessen Finanzierung durch potentielle Schädiger grundsätzlich gesichert ist, an der Geltendmachung der Rückgriffsansprüche ein ebenso großes Interesse hätte wie ein unmittelbar Geschädigter und damit Rückgriffsansprüche mit mit der gleichen Energie durchsetzen würde.<sup>2645</sup> Ferner ist die Präventionswirkung stärker, wenn der mögliche Schädiger weiß, dass er sich gegenüber geschädigten Individuen verantworten muss, als wenn er nur Ansprüche eines anonymen Fonds zu erwarten hat. Ansprüche eines Fonds werden möglicherweise in der Öffentlichkeit auch nicht als so imageschädigend wahrgenommen wie Ansprüche von Einzelpersonen.

Demgegenüber bedeutet ein subsidiärer Umwelthaftungsfonds gleichzeitig, dass das individuelle Haftungsrecht jeweils vorrangig angewandt wird und so den größtmöglichen Beitrag zur Schadensprävention leisten kann. Insbesondere gilt dies, wenn der Umwelthaftungsfonds nur dann eingreift, wenn ein Anspruch gegen den Schädiger aus rechtlichen oder tatsächlichen Gründen scheitert oder zu scheitern droht, da in diesen Fällen das individuelle Haftungsrecht ohnehin wirkungslos wäre und auch ein Rückgriffsrecht des Fonds nur selten durchsetzbar wäre. Eine gewisse Präventionswirkung lässt sich in diesen Fällen nur erzielen, indem man die Beiträge für den Umwelthaftungsfonds staffelt nach der Höhe des vom Beitragszahler gesetzten Risikos für einen Umweltschaden.<sup>2646</sup> Diese größtmögliche Umsetzung der Präventionsfunktion dient der Verwirklichung des Vorsorge- und Vorbeugeprinzips. Durch die

---

<sup>2643</sup> Gütersloh, 65.

<sup>2644</sup> Gütersloh, 66 f. m.w.N.

<sup>2645</sup> A.A. Gütersloh, 66.

<sup>2646</sup> Ähnlich Gütersloh, 70; Rehbinder, NuR 1989, 149, 161.

Bevorzugung der individuellen Haftung wird auch das Verursacherprinzip optimal umgesetzt.

Daher sollte ein haftungsergänzender subsidiärer Umwelthaftungsfonds geschaffen werden.<sup>2647</sup>

## **b) Voraussetzung für das Eingreifen des Umwelthaftungsfonds**

Folglich müsste Voraussetzung für das Eingreifen des Fonds sein, dass der Geschädigte einen Anspruch gegen den Schädiger auf Ersatz eines Umweltschadens nicht oder nur unter unzumutbaren Schwierigkeiten durchsetzen kann.<sup>2648</sup>

Dies wäre zunächst dann der Fall, wenn der Geschädigte schon keinen Anspruch gegen den Verursacher des Schadens hätte. Typischerweise wäre dies gegeben, wenn aufgrund der spezifischen Kausalitätsprobleme der Umwelthaftung die Zurechnung des Schadens zu einem oder mehreren Schädigern nicht möglich wäre. Weiter läge diese Voraussetzung vor, wenn der Anspruch wegen unzumutbarer Beweisschwierigkeiten, insbesondere im Hinblick auf das Vorliegen der Voraussetzungen der Kausalität, nicht zu erlangen wäre. Ein weiterer Fall der Durchsetzbarkeit nur unter unzumutbaren Schwierigkeiten wäre die Zahlungsunfähigkeit des Verursachers, insbesondere bei Großschäden, von denen möglicherweise eine Vielzahl von Personen betroffen ist (Massenschäden).<sup>2649</sup>

Damit sind der Fall der Distanz- und Summationsschäden mit den daraus resultierenden Kausalitätsproblemen, der Fall der mangelnden Beweisbarkeit des Kausalzusammenhangs und der Fall der Insolvenz des Schädigers umfasst. Die von den bereits existierenden Umwelthaftungsfonds geregelten Fälle wären hier zum Teil auch erfasst. So kommt es im Fall einer *catastrophe technologique* häufig zu einem Massenschaden und zur Zahlungsunfähigkeit des Schädigers. Bei den durch Asbest verursachten Schäden handelt es sich ebenfalls um typischerweise um Massenschäden, mit der Gefahr der Insolvenz des Schädigers.

---

<sup>2647</sup> Ähnlich Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 34; Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 34 (auf regionaler oder nationaler Ebene); Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 5, BT-Drs. 11/4247; Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 7 I, BR-Drs. 127/1/90; a.A. *Lummert/Thiem*, 213 f. (keine Subsidiarität).

<sup>2648</sup> Ähnlich Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 34; Weißbuch zur Umwelthaftung, KOM [2000] 66 endg., 34; *Gerlach*, 374 f.; *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 161; Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 5, BT-Drs. 11/4247; Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 7 I, BR-Drs. 127/1/90.

<sup>2649</sup> Vgl. auch die ähnlichen Vorschläge des Gesetzentwurfs der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 5, BT-Drs. 11/4247; und die Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 7 I, BR-Drs. 127/1/90; zusammengefasst bei *Güterslob*, 68 f.; und der ähnliche Vorschlag von *Enders*, 171.

Dass der Geschädigte seinen Anspruch gegen den Schädiger nicht oder nur unter unzumutbaren Schwierigkeiten durchsetzen kann, sollte verlangt werden, um auszudrücken, dass nicht schon jede geringfügige Schwierigkeit bei der Geltendmachung eines Anspruchs die Inanspruchnahme des Fonds erlaubt, sondern nur erhebliche Schwierigkeiten. Eventuell könnte man entsprechende Fallgruppen entwickeln. Die weitere Ausgestaltung im Einzelfall müsste der Rechtsprechung vorbehalten bleiben.

### 3. Verhältnis zu Ansprüchen gegen Versicherungen

Der Anspruch gegen den Fonds sollte nicht, so wie in Frankreich beim *Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages*, ausgeschlossen sein, wenn für den Ersatz des Schadens ein Anspruch des Geschädigten gegen eine Versicherung besteht. So würde die finanzielle Belastung durch den Schaden vorrangig über die Zahlung der Versicherungskosten auf den Geschädigten abgewälzt und der Schädiger entlastet.<sup>2650</sup> Geschädigte, die eine entsprechende Versicherung abgeschlossen haben, würden benachteiligt gegenüber Personen, die dies nicht getan haben. Sinnvoll wäre es dagegen, bei Eingreifen einer Versicherung für den jeweiligen Umweltschaden den Anspruch des Geschädigten gegen den Fonds auf die Versicherung übergehen zu lassen, insoweit die Versicherung anstelle des Fonds Leistungen zum Ersatz des Umweltschadens erbringt.<sup>2651</sup>

### 4. Anspruchsvoraussetzungen

Der Fonds sollte bei Vorliegen dieser Voraussetzungen auch dann eingreifen, wenn nach den Anspruchsgrundlagen des bestehenden Haftungsrechts gerade kein Anspruch bestünde, da nur in diesem Fall die Lücken des bestehenden Haftungsrechts, das beim Ersatz von Umweltschäden häufig versagt, geschlossen werden könnten. Die Regelungen des Fonds müssten also, wie dies auch bei den Fonds in Deutschland und Frankreich der Fall ist, eigene Voraussetzungen für den Entschädigungsanspruch aufstellen und damit eigene Anspruchsgrundlagen enthalten. Da diese Ansprüche sich gegen den Fonds und nicht gegen eine individuell haftende Person richten, fallen die Voraussetzungen der Rechtswidrigkeit und des Verschuldens weg, die Anspruchsgrundlagen sind ähnlich einer Gefährdungshaftung ausgestaltet.<sup>2652</sup>

Diese Anspruchsgrundlagen verlangen auch bei den Fonds in Frankreich und Deutschland nicht, dass der Verursacher des Schadens feststeht. Es reicht aus, dass der Schaden durch bestimmte Stoffe (Asbest, Klärschlamm) oder auf eine bestimmte Art und Weise (durch eine *catastrophe technologique*) verursacht wurde. Dies entspricht gerade dem Sinn des Fonds, insbesondere dann Entschädigung zu leisten, wenn ein Verursacher nicht ermittelt werden kann. So werden auch die Beweisprobleme des

---

<sup>2650</sup> Güterslob, 87.

<sup>2651</sup> Güterslob, 87; Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, §§ 11 ff., BT-Drs. 11/4247; Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 9 III, BR-Drs. 127/1/90.

<sup>2652</sup> Gerlach, 369 f.; Güterslob, 75; ähnlich Lummert/Thiem, 211; Winter, 166; § 9 III UHG-E.

Geschädigten erleichtert, die sich häufig auf die Ermittlung des oder der Verursacher bzw. der genauen Herkunft bestimmter schädigender Einwirkungen beziehen. Eventuell wäre es darüber hinaus sinnvoll, dem Anspruchsteller mit Beweiserleichterungen in Bezug auf die Kausalität zwischen Umwelteinwirkung und Verletzungserfolg zu helfen.<sup>2653</sup>

## II. Umfang der Entschädigung

Wie bei den hier verglichenen Fonds sollte bei einem europäischen Umwelthaftungs-fonds eine Höchstgrenze der Entschädigung pro Schadensfall gelten. So kann vermieden werden, dass der Fonds aufgrund der typischen Unüberschaubarkeit von Umweltschäden an seine Leistungsgrenzen gerät.<sup>2654</sup>

Es sollte auch eine Schadensmindestsumme für die Inanspruchnahme des Fonds pro Schadensfall bestimmt werden. Die Einführung einer Mindestsumme dient dazu, Bagatellschäden, bei denen sich der Verwaltungsaufwand für das Entschädigungsverfahren kaum lohnen würde, vom Fonds fernzuhalten und die Beitragslast für den Fonds überschaubar zu halten.<sup>2655</sup> Hier wäre wohl eine Untergrenze von ca. 600 bis 800 € angebracht.<sup>2656</sup>

Um einer Zweckentfremdung der Mittel des Fonds vorzubeugen, sollten die Zahlungen des Fonds vorrangig zur Wiederherstellung der betroffenen Rechtsgüter verwendet werden müssen. Zusätzlich wäre so gewährleistet, dass so indirekt über die Naturalrestitution möglichst umfassend auch ökologische Schäden, die nicht gleichzeitig eine Verletzung individueller Rechte oder Rechtsgüter umfassen, behoben würden.<sup>2657</sup>

## III. Rückgriffsanspruch

Der Umwelthaftungs fonds sollte, wie auch die bestehenden deutschen und französischen Umwelthaftungs fonds, einen Rückgriffsanspruch des Fonds gegen den Schädiger vorsehen, soweit der Fonds Entschädigungszahlungen leistet.<sup>2658</sup> Die Ansprüche des Geschädigten gegen den Schädiger sollten aufgrund Gesetzes in Höhe der

---

<sup>2653</sup> Näher *Gerlach*, 372 f.; *Güterslob*, 78 ff. m.w.N.; *Hobloch*, 214; *Reiter*, 233 ff. m.w.N.; *Winter*, 167; Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 4 III, BT-Drs. 11/4247; ähnlich *Lummert/Thiem*, 212 (großzügige Beweiswürdigung).

<sup>2654</sup> *Güterslob*, 86; Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 8 I, BR-Drs. 127/1/90; für den vollständigen Ersatz aller Schäden dagegen Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 6 III, BT-Drs. 11/4247.

<sup>2655</sup> Z.B. *Güterslob*, 90; *Hobloch*, 216; *Lummert/Thiem*, 212; *Winter*, 168.

<sup>2656</sup> Für eine Untergrenze von 1.000 DM Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 6 II, BT-Drs. 11/4247.

<sup>2657</sup> *Winter*, 169.

<sup>2658</sup> Z.B. *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38; *Rebbinder*, NuR 1989, 149, 161; Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 10, BR-Drs. 127/1/90.

vom Fonds gezahlten Entschädigung auf den Fonds übergehen. So kann in bestimmten Fällen trotz Eingreifen des Fonds das Verursacherprinzip gewahrt werden.<sup>2659</sup> Zudem verstärkt ein solcher Rückgriffsanspruch die Präventivwirkung des Fonds.<sup>2660</sup>

Aufgrund der Subsidiarität des Fonds wäre die Reichweite eines solchen Rückgriffsrechts zwar beschränkt, da der Fonds ohnehin nur eingreifen würde, wenn vom Verursacher des Schadens kein Ersatz zu erlangen wäre.<sup>2661</sup> In Fällen, in denen der Schädiger nachträglich ermittelt werden kann oder nachträglich wieder zahlungsfähig wird, kann ein solcher Rückgriffsanspruch jedoch sinnvoll sein. Ein solcher Anspruch steht zwar oft neben Ansprüchen des Fonds gegen den Schädiger aus § 812 I S. 1, 1. Alt. BGB wegen der rechtsgrundlosen Befreiung von einer Verbindlichkeit und wäre damit entbehrlich.<sup>2662</sup> Andererseits haben die übergegangenen Ansprüche andere Voraussetzungen als dieser Bereicherungsanspruch und könnten damit auch in Fällen eingreifen, in denen ein Anspruch aus § 812 I S. 1, 1. Alt. BGB scheitert. Zudem ist unter Präventionsgesichtspunkten die ausdrückliche Regelung eines Rückgriffsrechts sinnvoll, da es potentielle Schädiger, die häufig juristische Laien sind, darüber aufklärt, dass selbst bei Eingreifen des Fonds noch Schadensersatzzahlungen auf sie zukommen können.

#### IV. Finanzierung

Der Fonds sollte, so wie der deutsche Klärschlamm-Entschädigungsfonds, von den Personen finanziert werden, die durch ihr Verhalten die Wahrscheinlichkeit des Eintritts eines Umweltschadens signifikant erhöhen, also von den potentiellen Schädigern.<sup>2663</sup> Eine ausschließliche Finanzierung durch allgemeine Steuermittel, durch Beiträge von Versicherungsunternehmen und Versicherungsnehmern, die das jeweilige Umweltschadensrisiko nicht erhöhen, oder über die Sozialversicherung, wie dies bei den französischen Umwelthaftungsfonds geschieht, ist abzulehnen.<sup>2664</sup> Eine staatliche Beteiligung an der Fondsfinanzierung wäre allerdings denkbar, insbesondere im Hinblick auf Schäden, die auf keinen Fall den beitragspflichtigen Personen zugerechnet werden können, sondern z.B. Personen außerhalb des Geltungsbereichs des Fonds.<sup>2665</sup>

---

<sup>2659</sup> *Huet*, Petites Affiches 1994, Nr. 3, 9, 13.

<sup>2660</sup> *Lummert/Thiem*, 216.

<sup>2661</sup> *Güterslob*, 71.

<sup>2662</sup> *Güterslob*, 71.

<sup>2663</sup> So z.B. *Gerlach*, 376 f.; *Güterslob*, 90; *von Hippel*, NJW 1985, 30, 32; *von Hippel*, NJW 1986, 592, 592; *Winter*, 34; ähnlich Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 12, BR-Drs. 127/1/90; ausführlich, auch zu der konkreten Ausgestaltung der entsprechenden Abgaben *Reiter*, 248 ff.

<sup>2664</sup> Einschränkung *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38: bei einem weiten Anwendungsbereich des Fonds müsste eine Finanzierung aus allgemeinen Mitteln des Staatshaushalts erfolgen, da eine bestimmte Gruppe potentiell verantwortlicher Schädiger nicht mehr auszumachen ist.

<sup>2665</sup> Näher *Reiter*, 255 ff.

Nur über eine Finanzierung durch potentielle Schädiger könnte der Fonds einen Anreiz zur Prävention künftiger Schadensentstehung bieten. Die Beitragshöhe müsste dann je nach Umweltschadensrisiko der Tätigkeit des Beitragspflichtigen gestaffelt sein, um einen Anreiz zur Schadensrisikominimierung zu bieten.<sup>2666</sup>

Dieses System entspräche auch dem Verursacherprinzip des Umweltrechts. Je höher die Wahrscheinlichkeit der Schadensverursachung, desto höher wären auch die von der jeweiligen Person zu zahlenden Beiträge. So müssten die Personen, die statistisch gesehen häufiger oder größere Umweltschäden verursachen als Andere, auch höhere Beiträge zu deren Entschädigung leisten.<sup>2667</sup>

Über diese Internalisierung von Schadenskosten würden auf umweltschädliche Weise hergestellte Produkte teurer als solche, die auf weniger umweltschädliche Weise hergestellt werden. So würde sich die Marktnachfrage zugunsten umweltfreundlicherer Produkte verschieben<sup>2668</sup> und Wettbewerbsverzerrungen abgebaut.<sup>2669</sup>

Die Fondsbeiträge könnten z.B. an den Ausstoß von Emissionen oder die Produktion von Abfall anknüpfen. Sie sollten dann nach Menge und Umweltgefährlichkeit der jeweiligen Stoffe gestaffelt sein.<sup>2670</sup>

## V. Rechtsform

Da ein Umwelthaftungsfonds auf Dauer bestehen sollte, ist es sinnvoll, den Träger des Fonds mit eigener Rechtsfähigkeit auszustatten.<sup>2671</sup> Der Fonds sollte eine gewisse Unabhängigkeit haben und selbstständig handeln können. Zugleich müsste aber eine staatliche Aufsicht über die Einnahme und Verwendung der Fondsmittel bestehen. Möglich sind hier öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Organisationsformen.<sup>2672</sup> Die bestehenden Umwelthaftungsfonds in Deutschland und Frankreich sind als juristische Personen des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts oder als nichtrechtsfä-

---

<sup>2666</sup> Z.B. *Güterslob*, 92; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38; *von Hippel*, NJW 1985, 30, 32; *von Hippel*, NJW 1986, 592, 592; *Lammert/Thiem*, 215 f.; *Winter*, 134; dies könnte durch die Bildung von verschiedenen Verursachergruppen geschehen, *Reiter*, 248 ff.

<sup>2667</sup> Z.B. Grünbuch über die Sanierung von Umweltschäden, KOM [1993] 47 endg., BR-Drucks. 436/93, 24; *Gerlach*, 376; *Güterslob*, 91 f. m.w.N.; zur praktischen Ausgestaltung näher *Winter*, 135 ff.

<sup>2668</sup> Z.B. *Güterslob*, 92 m.w.N.

<sup>2669</sup> *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38.

<sup>2670</sup> Z.B. *Güterslob*, 92 f.; *Hager*, ZEuP 1997, 9, 38; zum Problem der Bestimmung von Beitragspflichtigen und Höhe der Beitragslast *Güterslob*, 93 ff.; zu den verfassungsrechtlichen Problemen der beitragsfinanzierten Entschädigungsfonds in Deutschland *Güterslob*, 100 ff.

<sup>2671</sup> *Gerlach*, 368; *Güterslob*, 106 m.w.N.; *Reiter*, 312 ff.

<sup>2672</sup> Ausführlicher dazu *Güterslob*, 106 f. m.w.N.; *Hobloch*, 216 (Stiftung); *Reiter*, 312 (bevorzugt die öffentlich-rechtliche Organisationsform); *Winter*, 170 ff. (rechtsfähige Anstalt des öffentlichen Rechts); Gesetzentwurf der Fraktion Die Grünen zur Reform des Umweltschadensrechts, Art. 2, § 1, BT-Drs. 11/4247 (rechtsfähige Anstalt des öffentlichen Rechts); Empfehlung des Ausschusses für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum Entwurf eines Umwelthaftungsgesetzes, § 11 I, BR-Drs. 127/1/90 (rechtsfähige Anstalt des öffentlichen Rechts oder juristische Person des Privatrechts).

higes öffentlich-rechtliches Sondervermögen, das aber unter seinem Namen im rechtsgeschäftlichen Verkehr handeln kann, organisiert.

## Teil 6: Zusammenfassung der Ergebnisse

Für den Ersatz von Umweltschäden wurden in Deutschland und Frankreich Lösungen entwickelt, die zum Teil ähnlich sind, die zum Teil aber auch erhebliche Unterschiede aufweisen.

In beiden Ländern spielen Anspruchsgrundlagen, die keine Rechtswidrigkeit und kein Verschulden oder keine *faute* voraussetzen, beim Ersatz von Umweltschäden eine sehr wichtige Rolle. Dazu gehören zunächst die Anspruchsgrundlagen, die einen Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis gewähren. In Frankreich ist dies die *théorie des troubles anormaux du voisinage*, in Deutschland sind dies die Ansprüche aus § 906 II S. 2 BGB in direkter und analoger Anwendung und aus §§ 14 S. 2 BImSchG, 23 S. 2 GenTG. Gemeinsam ist den Ansprüchen nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* und nach § 906 II S. 2 BGB, dass die störende Einwirkung eine gewisse Wesentlichkeitsschwelle überschreiten muss, die unter Berücksichtigung der tatsächlichen Nutzung der Umgebung bestimmt wird. Die störende Nutzung von Grundstücken wird deshalb tendenziell beibehalten und mit der Zeit sogar verstärkt. Insgesamt sind die Anspruchsgrundlagen des französischen Rechts, die einen Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis gewähren, für den Geschädigten günstiger als die entsprechenden Anspruchsgrundlagen des deutschen Rechts. Der französische Begriff des *trouble* als Haftungsvoraussetzung ist weitgehender als der deutsche Begriff der Einwirkung. Anspruchsinhaber und Anspruchsgegner werden nach französischem Recht ebenfalls weiter definiert als nach deutschem Recht. Zudem sind die Rechtsfolgen nach der *théorie des troubles anormaux du voisinage* für den Geschädigten günstiger als nach den deutschen Anspruchsgrundlagen für den Ausgleich für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis.

Die Anspruchsgrundlagen der Haftung für Schäden, die durch gefährliche Sachen oder Tätigkeiten entstehen, setzen ebenfalls keine Rechtswidrigkeit und kein Verschulden oder keine *faute* voraus. Dazu gehören zunächst die Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung. In Deutschland ermöglichen sehr viele Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung den Ersatz von Umweltschäden. Im französischen Umwelthaftungsrecht existieren nur einzelne Anspruchsgrundlagen der Gefährdungshaftung. Hier sind § 33 I LuftVG und Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile als Anspruchsgrundlagen für den Ersatz von Schäden, die durch Luftfahrzeuge verursacht werden, vergleichbar. Der Hauptunterschied zwischen diesen beiden Anspruchsgrundlagen ist, dass § 33 I LuftVG einen Unfall erfordert, während Art. L. 141-2 Code de l'aviation civile dies nicht voraussetzt. Weiter gibt es mit Art. 75-1 Code minier und § 114 I BBergG jeweils Anspruchsgrundlagen für den Ersatz von Schäden, die durch Bergbau verursacht werden.

Die Rolle der Gefährdungshaftung wird nach französischem Recht teilweise von Art. 1384 I Code civil übernommen, der eine Haftung für von Sachen verursachte

Schäden in der *garde* des Anspruchsgegners anordnet. Dabei handelt es sich um eine flexible Vorschrift des Deliktsrechts, die keine *faute* voraussetzt und daher häufig eingreifen kann. Eingeschränkt wird der Anwendungsbereich der Anspruchsgrundlage insbesondere dadurch, dass sie die *rôle actif* der Sache und als Voraussetzung der *garde* die Kenntnis des Schädigers von der Gefährlichkeit der Sache erfordert. Die deutschen Vorschriften der Gefährdungshaftung haben dagegen jeweils einen speziellen Anwendungsbereich und daher unterschiedliche Voraussetzungen. Der Schaden muss von bestimmten Anlagen, Sachen oder Verhaltensweisen ausgehen, durch bestimmte Stoffe oder vermittelt durch bestimmte Umweltmedien verursacht werden und an bestimmten Rechtsgütern eintreten. Zudem bestehen Haftungsobergrenzen. Die einzelnen Gefährdungshaftungstatbestände haben folglich verglichen mit Art. 1384 I Code civil eine eher geringe Bedeutung. Dies gilt insbesondere auch für § 1 UmwHG, eine Anspruchsgrundlage, die eingefügt wurde, um den Ersatz von Umweltschäden häufiger zu ermöglichen.

Auch die Vorschriften der Haftung für Schäden, deren Verursachung objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung steht und subjektiv vorwerfbar ist, die also Rechtswidrigkeit und Verschulden oder das Vorliegen einer *faute* erfordern, werden häufig zum Ersatz von Umweltschäden herangezogen. Dabei sind die französischen Vorschriften der Art. 1382, 1383 Code civil für den Geschädigten günstiger als § 823 I, II BGB, da die französischen Vorschriften nicht die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter oder eines Schutzgesetzes erfordern. Die Bedeutung dieser Vorschriften ist insbesondere darauf zurückzuführen, dass Gesetzgebung und Rechtsprechung in Frankreich und Deutschland viele Pflichten im Umweltbereich geschaffen haben, deren Verletzung zur Annahme einer objektiv im Widerspruch zur Rechtsordnung stehenden Verursachung und in der Regel auch zur subjektiven Vorwerfbarkeit führt. Dies führt zu einer fortschreitenden Annäherung dieser Anspruchsgrundlagen an solche Anspruchsgrundlagen, die weder eine objektive Pflichtverletzung noch die subjektive Vorwerfbarkeit erfordern.

Die Regelung der Rechtsfolgen ist nach französischem Recht in der Regel günstiger für den Geschädigten als nach deutschem Recht. Nach französischem Recht werden immer auch reine Vermögensschäden ersetzt, während nach deutschem Recht meist die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter gefordert wird. Auch Nichtvermögensschäden werden nach französischem Recht großzügiger ersetzt, da dafür ebenfalls nicht die Verletzung bestimmter Rechtsgüter erforderlich ist. Für die Umwelt selbst ist die deutsche Rechtsfolgenregelung jedoch grundsätzlich wegen des Vorrangs der Naturalrestitution günstiger.

Viele besondere Probleme der Umwelthaftung stellen sich in Frankreich und in Deutschland in ähnlicher Weise. Dazu gehören zunächst die Probleme im Bereich von Kausalität und Zurechnung und die darauf bezogenen Beweisprobleme, insbesondere bei Distanz- und Summationsschäden mit mehreren Verursachern, die häufig gleichzeitig Langzeitschäden sind. Zum Teil wird die Zurechnung von Schäden zu

bestimmten Verursachern durch die Annahme von Gesamtschuld erleichtert. Diese Möglichkeit hat jedoch einen begrenzten Anwendungsbereich und setzt, abgesehen von Fällen, in denen Sondervorschriften eingreifen, grundsätzlich sowohl nach deutschem als auch nach französischem Recht einen auf den gesamten Schaden bezogenen Verursachungsbeitrag voraus, wobei die Voraussetzungen im Einzelnen unterschiedlich sind. Nach französischem Recht wird dabei tendenziell eher eine gesamtschuldnerische Haftung angenommen als nach deutschem Recht.

Die Beweisprobleme werden zum Teil über die Einführung von Beweiserleichterungen gelöst. Insbesondere sind hier gesetzliche und tatsächliche Kausalitätsvermutungen zu nennen. Voraussetzung für diese Kausalitätsvermutungen ist jeweils das Vorliegen von Umständen, die einen bestimmten Kausalzusammenhang wahrscheinlich machen. Ähnliche Voraussetzungen hat die von der deutschen Rechtsprechung befürwortete Beweiserleichterung bei der Überschreitung von Emissions- oder Immissionsgrenzwerten durch den Anspruchsgegner.

Die Schaffung von Möglichkeiten zum Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen gehört ebenfalls zu den besonderen Herausforderungen der Umwelthaftung. Die Verletzung von kollektiven Interessen kann indirekt ausgeglichen werden, indem die Herstellung in Natur angeordnet wird. Nach deutschem Recht ist dies häufiger möglich als nach französischem Recht, da das französische Recht keinen Vorrang der Naturalrestitution kennt. Hingegen haben nur nach französischem Recht bestimmte Vereinigungen (*associations* und *fédérations*), die die Verteidigung von Umweltinteressen als satzungsmäßiges Ziel haben, die Möglichkeit, Schäden an diesen kollektiven Umweltinteressen gerichtlich geltend zu machen. Dies trägt zu einer weitgehenden Verwirklichung des Verursacherprinzips und der Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts bei.

Weiterhin gibt es nach französischem Recht häufiger als nach deutschem Recht die Möglichkeit, Umweltschäden über einen Umwelthaftungsfonds zu ersetzen. Solche Fonds sind insbesondere dann zur Verwirklichung der Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts wichtig, wenn ein Verursacher eines Massenschadens nicht zahlungsfähig ist oder wenn bei Distanz- und Summationsschäden Verursacher nicht zu ermitteln sind. Die Präventionsfunktion wird durch diese Fonds aber kaum verwirklicht, da sie nur zum Teil von den potentiellen Schädigern finanziert werden und die Einzahlung, außer beim deutschen Klärschlamm-Entschädigungsfonds, auch unabhängig von der Gefährlichkeit des jeweiligen Verhaltens ist.

Die französischen Anspruchsgrundlagen des Umwelthaftungsrechts sind meistens günstiger für den Geschädigten als die entsprechenden Anspruchsgrundlagen des deutschen Rechts. Dies ist darauf zurückzuführen, dass die Anspruchsgrundlagen, die zum Teil von der Rechtsprechung entwickelt (*théorie des troubles anormaux du voisinage*) oder im Vergleich zum geschriebenen Rechts deutlich abgeändert wurden (Art. 1384 I Code civil), weniger strenge Voraussetzungen aufweisen als die entspre-

chenden Anspruchsgrundlagen des deutschen Rechts. Insbesondere ist nach französischem Recht nicht die Verletzung bestimmter Rechte oder Rechtsgüter erforderlich, der Kreis der Anspruchsinhaber und der Anspruchsgegner ist bei der Haftung für Beeinträchtigungen im Nachbarschaftsverhältnis weiter und die Rechtsfolgen sind für den Geschädigten vorteilhafter geregelt. Der Ersatz von Schäden an kollektiven Interessen über Ansprüche von bestimmten Vereinigungen im Bereich der Umwelthaftung ist nur nach französischem Recht möglich. Fondslösungen gibt es in Deutschland und Frankreich nur punktuell. Der praktische Anwendungsbereich dieser Umwelthaftungsfonds ist begrenzt.

Eine Vereinheitlichung des Umwelthaftungsrechts auf europäischer Ebene ist sinnvoll wegen der grenzüberschreitenden Natur vieler Umweltschäden. Hier sollte eine Gefährdungshaftung, die an umweltgefährliches Verhalten anknüpft, geschaffen werden. Um die übrigen weiten Voraussetzungen der Anspruchsgrundlage auszugleichen, sollten nur solche Schäden ersetzt werden, die an bestimmten Rechten und Rechtsgütern entstehen. Es müsste auch eine Haftungsobergrenze eingeführt werden, um die Versicherbarkeit zu gewährleisten. Der Beweis der Kausalitätsvoraussetzungen sollte durch die Einführung einer Kausalitätsvermutung beim Vorliegen von Umständen, die den Kausalzusammenhang wahrscheinlich machen, erleichtert werden. Bestimmte Vereinigungen sollten auch auf europäischer Ebene das Recht haben, Ersatz von Schäden an kollektiven Umweltinteressen zu verlangen. Zudem sollte zur besseren Verwirklichung der Ausgleichsfunktion des Umwelthaftungsrechts ein Umwelthaftungsfonds geschaffen werden. Hier wäre ein haftungsergänzendes subsidiäres Fondsmodell sinnvoll. Indem man die potentiellen Schädiger je nach Wahrscheinlichkeit der Schadensverursachung zur Finanzierung heranzieht, könnte man auch die Präventionsfunktion des Umwelthaftungsrechts umsetzen.

## Literaturverzeichnis

- Abel-Lorenz, Eckart      Anmerkung zu OLG Stuttgart Zeitschrift für Umweltrecht  
(ZUR) 2000, S. 29 f.  
ZUR 2000, S. 30  
(zitiert: *Abel-Lorenz*, ZUR 2000, 30, S.)
- Abravanel-Jolly, Sabine      Le fonds de garantie des accidents de circulation et de  
chasse rebaptisé fonds de garantie des assurances  
obligatoires de dommages  
Responsabilité civile et assurances Februar 2004, S. 4  
(zitiert: *Abravanel-Jolly*, Responsabilité civile et assurances  
Februar 2004, 4, 4)
- Adams, Michael      Zur Aufgabe des Haftungsrechts im Umweltschutz  
Eine Abhandlung zur Theorie optimaler Beweislast- und  
Haftungsregeln bei Unsicherheit  
ZZP 99 (1986), S. 129  
(zitiert: *Adams*, ZZP 99 (1986), 129, S.)
- Alt, Eric      La responsabilité civile environnementale  
Petites Affiches 21. April 1995 (Nr. 48), S. 7  
(zitiert: *Alt*, Petites Affiches 1995, Nr. 48, 7, Nr.)
- Arbousset, Hervé      L'amiante: La création d'un fonds d'indemnisation pour  
canaliser „une bombe à retardement“  
Revue de la recherche juridique Droit prospectif (RRJ) 2001,  
S. 873  
(zitiert: *Arbousset*, RRJ 2001, 873, S.)
- Arens, Peter      Dogmatik und Praxis der Schadensschätzung  
Ein Diskussionsbeitrag zur Auslegung des § 287 ZPO  
ZZP 88 (1975), S. 1  
(zitiert: *Arens*, ZZP 88 (1975), 1, S.)
- Assmann, Heinz-Dieter      Rechtsfragen des Kausalitätsnachweises bei  
Umweltschäden  
in: Nicklisch, Fritz (Hrsg.),  
Prävention im Umweltrecht  
Heidelberg 1988  
(zitiert: *Assmann*, S.)

- Augustin, Georg  
Kregel, Wilhelm  
Pikart, Heinz
- Das Bürgerliche Gesetzbuch mit besonderer Berücksichtigung der Rechtsprechung des Bundesgerichtshofes  
Kommentar  
Band III, 1. Teil  
§§ 854-1011  
12. Auflage Berlin 1979  
(zitiert: RGRK/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Balensiefen, Gotthold A.
- Umwelthaftung  
Privatrechtliche Haftung für beeinträchtigende Umwelteinwirkungen in Deutschland – nach Inkrafttreten von Umwelthaftungsgesetz und Gentechnikgesetz – und in den USA  
(Diss Tübingen 1994)  
Baden-Baden 1994  
(zitiert: *Balensiefen*, S.)
- Bälz, Ulrich
- Ersatz oder Ausgleich?  
Zum Standort der Gefährdungshaftung im Licht der neuen Gesetzgebung  
JZ 1992, S. 57  
(zitiert: *Bälz*, JZ 1992, 57, S.)
- Bamberger, Heinz Georg  
Roth, Herbert
- Kommentar zum Bürgerlichen Gesetzbuch  
Band 1  
§§ 1-610 BGB, CISG  
2. Auflage München 2007  
Band 2  
§§ 611-1296 BGB, AGG, ErbbauVO, WEG  
2. Auflage München 2008  
(zitiert: Bamberger/Roth/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Bar, Christian von
- Zur Dogmatik des zivilrechtlichen Ausgleichs von Umweltschäden  
Karlsruher Forum 1987, S. 4  
(zitiert: *von Bar*, KF 1987, 4, S.)

- Bar, Christian von                      Verkehrspflichten  
Richterliche Gefahrsteuerungsgebote im deutschen  
Deliktsrecht  
(Habil. Göttingen 1980)  
Köln 1980  
(zitiert: *von Bar*, Verkehrspflichten, S.)
- Bar, Christian von                      Empfehlen sich gesetzgeberische Maßnahmen zur  
rechtlichen Bewältigung von Massenschäden?  
Gutachten A für den 62. Deutschen Juristentag  
in: Verhandlungen des zweiundsechzigsten Deutschen  
Juristentages Bremen 1998  
Band I (Gutachten), Teil A  
München 1998  
(zitiert: *von Bar*, 62. DJT, S.)
- Bar, Christian von                      Die Mitteilung der Europäischen Kommission zum  
Europäischen Vertragsrecht  
ZEuP 2001, S. 799  
(zitiert: *von Bar*, ZEuP 2001, S.)
- Bartholmes, Thomas                    Umweltrechtliche Verantwortlichkeit als mittelbarer  
Verursacher von Umwelteinwirkungen  
Materielle und finanzielle Verantwortlichkeit  
als aktiver und passiver Verursacher  
fremder umwelterheblicher Handlungen  
im deutschen Umweltrecht und  
nach der EG-Umwelthaftungsrichtlinie  
(Diss. Trier 2005)  
Berlin 2006  
(zitiert: *Bartholmes*, S.)
- BASF                                        BASF Stationen ihrer Geschichte  
Das Haber-Bosch-Verfahren und das Zeitalter der  
Düngemittel  
1902-1924  
<http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1902-1924.htm?id=V00-gdE9QBT8ebcp.HF>, 2.  
Dezember 2007  
(zitiert: *BASF*,  
<http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1902-1924.htm?id=V00-gdE9QBT8ebcp.HF>, 2. Dezember  
2007)

- BASF  
 BASF Stationen ihrer Geschichte  
 Vom Neubeginn und Wirtschaftswunder bis ins Kunststoff-  
 Zeitalter  
 1945-1964  
<http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1945-1964.htm?id=gdE9QBT8ebcp.HF>, 2. Dezember  
 2007  
 (zitiert: *BASF*,  
<http://www.corporate.basf.com/de/ueberuns/profil/geschichte/1945-1964.htm?id=gdE9QBT8ebcp.HF>, 2. Dezember  
 2007)
- Baucomont, Michel  
 Gousset, Pierre  
 Traité de droit des installations classées  
 Paris 1994  
 (zitiert: *Baucomont/Gousset*, S.)
- Baumann, Peter  
 Die Haftung für Umweltschäden  
 aus zivilrechtlicher Sicht  
 JuS 1989, 433  
 (zitiert: *Baumann*, JuS 1989, 433, S.)
- Baumbach, Adolf  
 Lauterbach, Wolfgang  
 Albers, Jan  
 Hartmann, Peter  
 Zivilprozessordnung mit Gerichtsverfassungsgesetz  
 und anderen Nebengesetzen  
 Kommentar  
 66. Auflage München 2008  
 (zitiert: *Baumbach/Lauterbach/Bearbeiter*, § Rn.)
- Baumgärtel, Gottfried  
 Beweislastpraxis im Privatrecht: die Schwierigkeiten der  
 Beweislastverteilung und die Möglichkeiten ihrer  
 Überwindung  
 Köln 1996  
 (zitiert: *Baumgärtel*, S.)
- Baur, Fritz  
 Die privatrechtlichen Auswirkungen des  
 Bundesimmissionsschutzgesetzes  
 JZ 1974, S. 657  
 (zitiert: *Baur*, JZ 1974, 657, S.)
- Baur, Jürgen F.  
 Stürner, Rolf  
 Sachenrecht  
 17. Auflage München 1999  
 (zitiert: *Baur/Stürner*, SaR, § Rn.)

- Beaucamp, Guy Umweltrechtsvergleichung – Hoffnungen, Probleme und Ausschnitte aus der Realität  
UPR 2001, S. 134  
(zitiert: *Beaucamp*, UPR 2001, 134, S.)
- Beaugendre, Sébastien Responsabilité pour trouble du voisinage: les enseignements de la jurisprudence récente  
Droit et Patrimoine Nr. 80 März 2000, S. 44  
(zitiert: *Beaugendre*, Droit et Patrimoine Nr. 80 März 2000, 44, S.)
- Becker, Bernd Das neue Umweltschadensgesetz  
München 2007  
(zitiert: *Becker*, Rn.)
- Beckmann, Martin Umwelthaftung für Abfallentsorgungsanlagen  
Wittmann, Antje AbfallR 2/2007, S. 87  
(zitiert: *Beckmann/Wittmann*, AbfR 2/2007, 87, S.)
- Bénabent, Alain Droit civil  
Les obligations  
6. Auflage Paris 1997  
(zitiert: *Bénabent*, Nr.)
- Bergmann, Susanne Der Schutz der Umwelt im französischen Recht  
Eine Darstellung von Grundstrukturen  
privatrechtlichen, verwaltungsrechtlichen  
und strafrechtlichen Umweltschutzes  
unter besonderer Berücksichtigung  
der Rechtsverfolgungschancen Privater  
(Diss. Berlin 1996)  
Berlin 1996  
(zitiert: *Bergmann*, S.)
- Berufsgenossenschaftliches Asbest an Arbeitsplätzen  
Institut für Arbeitsschutz [http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/index.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/index.html), 2.  
(BGIA) Dezember 2007  
(zitiert: *BGLA*,  
[http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/index.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/index.html), 2.  
Dezember 2007)

- Berufsgenossenschaftliches Institut für Arbeitsschutz (BGIA)      Asbest: Berufskrankheiten  
[http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/berufskrankheiten.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/berufskrankheiten.html), 2. Dezember 2007  
(zitiert: *BGLA*,  
[http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest\\_info/berufskrankheiten.html](http://www.hvbg.de/d/bia/fac/asbest_info/berufskrankheiten.html), 2. Dezember 2007)
- Bigot, Jean      La loi Bachelot et l'assurance  
Loi no 2003-699 du 30 juillet 2003  
JCP G 2003 I 167  
(zitiert: *Bigot*, JCP G 2003 I 167 Nr.)
- Bodewig, Theo      Probleme alternativer Kausalität bei Massenschäden  
AcP 1985, S. 505  
(zitiert: *Bodewig*, AcP 1985, 505, S.)
- Bojanowski, Axel      Monsterwellen sollen Tanker versenkt haben  
Spiegel Online vom 15. Dezember 2006  
<http://www.spiegel.de/wissenschaft/mensch/0,1518,454093,00.html>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *Bojanowski*,  
<http://www.spiegel.de/wissenschaft/mensch/0,1518,454093,00.html>, 2. Dezember 2007)
- Boldt, Gerhard  
Weller, Herbert  
Nölscher, Karl      Bundesberggesetz vom 13. August 1980 (BGBl. I S. 1310) nebst Durchführungsbestimmungen des Bundes und der Länder sowie Gesetz zur vorläufigen Regelung des Tiefseebergbaus vom 16. August 1980 (BGBl. I S. 1457)  
Kommentar  
Hauptband  
Berlin 1984  
(zitiert: *Boldt/Weller*, § Rn.)
- Boré, Louis      Contentieux associatif  
Juris-Classeur Environnement Fascicule 1035  
11, 2000  
16. Aug 00  
(zitiert: *Boré*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1035, Nr.)

- Boutonnet, Mathilde      Contentieux civil – Responsabilité délictuelle  
Juris-Classeur Environnement Fascicule 4960  
03, 2007  
15. Dez 06  
(zitiert: *Boutonnet*, J.-Cl. Environnement,  
Fasc. 4960, Nr.)
- Boutonnet, Mathilde      L'assouplissement des conditions de recevabilité de l'action  
civile des associations participant à la protection de  
l'environnement  
Environnement April 2007, Commentaires S. 63  
(zitiert: *Boutonnet*, Environnement 4/2007, Commentaires  
63 f.)
- Boutonnet, Mathilde      Responsabilité civile – Voisinage à proximité des  
aéroports  
Environnement Oktober 2007, Commentaires S. 170  
(zitiert: *Boutonnet*, Environnement 10/2007, Commentaires  
170)
- Braun, Johann              Haftung für Massenschäden  
NJW 1998, S. 2318  
(zitiert *Braun*, NJW 1998, 2318, S.)
- Breuer, Rüdiger            Öffentliches und privates Wasserrecht  
3. Auflage München 2004  
(zitiert: *Breuer*, Rn.)
- Brüggemeier, Gert         Die Haftung mehrerer im Umweltrecht  
Multikausalität – Nebentäterschaft – „Teilkausalität“  
in: Jahrbuch des Umwelt- und Technikrechts 1990  
UTR 12, S. 261  
Düsseldorf 1990  
(zitiert: *Brüggemeier*, UTR 12 (1990), 261, S.)
- Bundesministerium für      Umweltgesetzbuch (UGB-KomE)  
Umwelt, Naturschutz und      Entwurf der Unabhängigen  
Reaktorsicherheit              Sachverständigenkommission  
zum Umweltgesetzbuch beim Bundesministerium  
für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit  
Berlin 1998  
(zitiert: § UGB-KomE)

- Bundesministerium für  
Umwelt, Naturschutz und  
Reaktorsicherheit
- Referentenentwurf zum Umweltgesetzbuch  
(UGB 2009)  
<http://www.bmu.de/umweltgesetzbuch/downloads/doc/40448.php>, 13. Dezember 2007  
(zitiert: *BMU*, Referentenentwurf zum  
Umweltgesetzbuch,  
<http://www.bmu.de/umweltgesetzbuch/downloads/doc/40448.php>, 13. Dezember 2007)
- Caballero, Francis
- Essai sur la notion juridique de nuisance  
Paris 1981  
(zitiert: *Caballero*, Nr.)
- Cadiet, Loïc  
Jeuland, Emmanuel
- Droit judiciaire privé  
4. Auflage Paris 2004  
(zitiert: *Cadiet/Jeuland*, Nr.)
- Callies, Christian (Hrsg.)  
Ruffert, Matthias (Hrsg.)
- EUV/EGV  
Das Verfassungsrecht der Europäischen Union mit  
Europäischer Grundrechtecharta  
Kommentar  
3. Auflage München 2007  
(zitiert: *Callies/Ruffert/Bearbeiter*, Art. Rn.)
- Cans, Chantal
- Associations agréées  
de protection de l'environnement  
Juris-Classeur Environnement Fascicule 240  
02, 2001  
05. Dez 00  
(zitiert: *Cans*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 240, Nr.)
- Carbonnier, Jean
- Droit civil  
3 – Les Biens  
Monnaie, immeubles, meubles  
19. Auflage Paris 2000  
(zitiert: *Carbonnier*, Biens, Nr.)
- Carbonnier, Jean
- Droit civil  
4 – Les Obligations  
22. Auflage Paris 2000  
(zitiert: *Carbonnier*, Obligations, Nr.)

- Cathelineau-Roulaud, Anne    Droit à réparation. – Responsabilité du fait des choses. – Intervention de la chose  
Juris-Classeur Responsabilité civile et assurances Fascicule 150-40  
08, 2002  
24. Mai 02  
(zitiert: *Cathelineau-Roulaud*, J.-Cl. Responsabilité civile et assurances, Fasc. 150-40, Nr.)
- Centre de documentation de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre)    Spills  
Amoco Cadiz  
<http://www.cedre.fr/uk/spill/amoco/amoco.htm>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *Cedre*, <http://www.cedre.fr/uk/spill/amoco/amoco.htm>, 2. Dezember 2007)
- Chagnollaud, Dominique    Le principe de précaution est-il soluble dans la loi? A propos de l'article 5 de la charte de l'environnement  
Recueil Dalloz 2004 Chroniques Doctrine S. 1103  
(zitiert: *Chagnollaud*, D. 2004 Chron. 1103, S.)
- Chartier, Yves    La réparation du préjudice  
Paris 1983  
(zitiert: *Chartier*, 1983, Nr.)
- Chartier, Yves    La réparation du préjudice  
Paris 1996  
(zitiert: *Chartier*, S.)
- Cornu, Gérard    Vocabulaire juridique  
5. Auflage 2004  
(zitiert: *Cornu*, Vocabulaire juridique)
- Courtieu, Guy  
Courtieu, Denis    Troubles du voisinage  
Paris 2002  
(zitiert: *Courtieu*, Nr.)
- Czychowski, Manfred  
Reinhardt, Michael    Wasserhaushaltsgesetz unter Berücksichtigung der Landeswassergesetze  
9. Auflage München 2007  
(zitiert: *Czychowski/Reinhardt*, § Rn.)

- De Juglart, Michel  
Du Pontavice, Emmanuel
- Droit maritime et droit aérien  
Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique 1981, S. 127  
(zitiert: *De Juglart/ du Pontavice*, Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique 1981, 127, S.)
- De la Royere, Stanislas
- Indemnisation des victimes de l'amiante: création d'un fonds, le FIVA  
Environnement Februar 2002, S. 26  
(zitiert: *De la Royere*, Environnement 2/2002, 26, S.)
- Demeester, Marie-Luce
- La responsabilité civile de l'entreprise pour fait de pollution  
Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, S. 88  
(zitiert: *Demeester*, Droit et Patrimoine Nr. 118 September 2003, 88, S.)
- Despax, Michel
- La défense juridique de l'environnement  
Réflexions à propos de quelques décisions de jurisprudence concernant la pollution de l'eau et de l'atmosphère  
JCP G 1970 I 2359  
(zitiert: *Despax*, JCP G 1970 I 2359 Nr.)
- Despax, Michel
- Rapport français, in:  
La protection du voisinage et de l'environnement (Journées françaises)  
Travaux de l'Association Henri Capitant, tome XXVII, S. 79  
  
Paris 1976  
(zitiert: *Despax*, Travaux Capitant 1976, 79, S.)
- Despax, Michel
- Colloque OCDE sur la réparation des dommages à l'environnement  
Paris 1977  
(zitiert: *Despax*, Colloque OCDE sur la réparation des dommages à l'environnement, Paris 1977)

- Deutsch, Erwin Die Gesundheit als Rechtsgut im Haftungsrecht und Staatshaftungsrecht  
in: 25 Jahre Karlsruher Forum  
Jubiläumsausgabe 1983  
Beiträge zum Haftungs- und Versicherungsrecht  
Beilage der Zeitschrift Versicherungsrecht  
(zitiert: *Deutsch*, 25 Jahre Karlsruher Forum, VersR-Beilage 1983, 93, S.)
- Deutsche Gesetzliche Unfallversicherung Berufskrankheiten-Liste  
<http://www.dguv.de/inhalt/leistungen/versschutz2429/bk/bk-liste/index.html>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *DGUV*,  
<http://www.dguv.de/inhalt/leistungen/versschutz2429/bk/bk-liste/index.html>, 2. Dezember 2007)
- Diederichsen, Uwe Die Haftung für Umweltschäden  
BB 1973, S. 485  
(zitiert: *Diederichsen*, BB 1973, 485, S.)
- Diederichsen, Uwe Referat  
in: Verhandlungen des sechshundfünfzigsten Deutschen Juristentags Berlin 1986  
Band II, Teil L  
München 1986  
(zitiert: *Diederichsen*, 56. DJT, S.)
- Diederichsen, Uwe Scholz, Andreas Kausalitäts- und Beweisprobleme im zivilrechtlichen Umweltschutz  
WiVerw 1984, S. 23  
(zitiert: *Diederichsen/Scholz*, WiVerw 1984, 23, S.)
- Dolde, Tobias Gesetz zur Neuordnung des Gentechnikrechts  
Neue Haftungsrisiken für Landwirte und Hersteller gentechnisch veränderten Saatguts  
ZRP 2005, S. 25  
(zitiert: *Dolde*, ZRP 2005, 25, S.)
- Dörnberg, Hans-Friedrich von § 14 Satz 2 des Bundes-Immissionsschutzgesetzes als Staatshaftungsnorm bei emittentenfernen Waldschäden durch Immissionen  
Teil 2: NuR 1986, S. 153  
(zitiert: *von Dörnberg*, NuR 1986, 153, S.)

- Doucet, Michel  
Fleck, Klaus E.W. Wörterbuch der Rechts- und Wirtschaftssprache  
Teil 1 Französisch-Deutsch  
5. Auflage München 1997  
(zitiert: *Doucet/Fleck*, Teil 1)
- Ekelöf, Per Olof Beweiswürdigung, Beweislast und Beweis des ersten  
Anscheins  
ZZP 75 (1962), S. 289  
(zitiert: *Ekelöf*, ZZP 75 (1962), 289, S.)
- Enders, Rainald Die zivilrechtliche Verantwortlichkeit für Altlasten und  
Abfälle  
Diss. Trier 1998  
Berlin 1999  
(zitiert: *Enders*, S.)
- Endres, Andreas Normen des Umweltrechts als Schutzgesetze im Sinne des  
§ 823 Abs. 2 BGB  
Diss. Augsburg 1993  
(zitiert: *Endres*, S.)
- Engelhardt, Wolfgang Die deliktsrechtliche Haftung für Umweltschäden  
Ein Beitrag zur Reform des Umwelthaftungsrechts  
Diss. Hamburg 1992  
(zitiert: *Engelhardt*, S.)
- Erman  
Westermann, Harm Peter (Hrsg.) Bürgerliches Gesetzbuch  
Handkommentar mit EGBGB, ErbbauVO, HausratsVO,  
LPartG, ProdHaftG, UKlaG, VAHRG und WEG
- Band 1  
11. Auflage Münster 2004
- Band 2  
11. Auflage Münster 2004
- (zitiert: *Erman/Bearbeiter*, § Rn.)



- FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante) Le FIVA  
<http://www.fiva.fr>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *FIVA*,  
<http://www.fiva.fr>, 2. Dezember 2007)
- FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante) Financement  
<http://www.fiva.fr/financement.php>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *FIVA*, <http://www.fiva.fr/financement.php>, 2. Dezember 2007)
- FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante) Notice destinée aux victimes  
<http://www.fiva.fr/formulaires/xp-notice-amiante-bleu.pdf>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *FIVA*, <http://www.fiva.fr/formulaires/xp-notice-amiante-bleu.pdf>, 2. Dezember 2007)
- FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante) Présentation du barème indicatif du FIVA  
<http://www.fiva.fr/bareme/bareme-fiva.PDF>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *FIVA*, <http://www.fiva.fr/bareme/bareme-fiva.PDF>, 2. Dezember 2007)
- FIVA (Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante) 6<sup>ième</sup> Rapport d'activité au Parlement et au Gouvernement  
Juin 2006/Mai 2007  
(Jahresbericht des FIVA 2006/2007)  
<http://www.fiva.fr/pdf/rapport-fiva-06-07.pdf>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *FIVA*, <http://www.fiva.fr/pdf/rapport-fiva-06-07.pdf>, 2. Dezember 2007)
- Flachsbarth, Lars Die Verwirklichung des Verursacherprinzips in der Produkt- und Umwelthaftung landwirtschaftlicher Betriebe  
(Diss. Göttingen 1997)  
Frankfurt am Main 1998  
(zitiert: *Flachsbarth*, S.)
- Flour, Jacques; Aubert, Jean-Luc; Savaux, Eric Droit civil  
Les obligations  
2. Le fait juridique  
10. Auflage Paris 2003  
(zitiert: *Flour/Aubert/Savaux*, Nr.)

- Forkel, Hans  
 Immissionsschutz und Persönlichkeitsrecht  
 Eine privatrechtliche Untersuchung  
 Köln 1968  
 (zitiert: *Forkel*, S.)
- Förster, Susanne  
 Internationale Haftungsregeln für schädliche  
 Folgewirkungen gentechnisch veränderter  
 Organismen  
 Europäische und internationale  
 Entwicklungen und Eckwerte für ein  
 Haftungsregime im internationalen Recht  
 (Diss. Göttingen 2004)  
 Berlin 2007  
 (zitiert: *Förster*, S.)
- Gaillot-Mercier, Valérie  
 Les conditions de la responsabilité  
 Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar 2001, S. 58  
 (zitiert: *Gaillot-Mercier*, Droit et Patrimoine Nr. 89 Januar  
 2001, 58, S.)
- Gaillot-Mercier, Valérie  
 Troubles de voisinage  
 in: Dalloz Répertoire de droit civil  
 Encyclopédie juridique  
 Tome X Solidarité à Warrant agricole  
 Sep 02  
 (zitiert: *Gaillot-Mercier*, Troubles de voisinage, Nr.)
- Gerlach, Johann W.  
 Privatrecht und Umweltschutz im System des Umweltrechts  
  
 Berlin 1989  
 (zitiert: *Gerlach*, S.)
- Giemulla, Elmar  
 Schmid, Ronald  
 Luftverkehrsgesetz mit den luftverkehrsrechtlichen  
 Vorschriften des Strafgesetzbuchs  
 Kommentar  
 Loseblattausgabe  
 Frankfurter Kommentar  
 zum Luftverkehrsrecht Band 1.2  
 München  
 Stand 51. Aktualisierungslieferung Oktober 2007  
 (zitiert: *Giemulla/Schmid/Bearbeiter*, § Rn.)



- Gottwald, Peter                      Schadenszurechnung und Schadensschätzung:  
Zum Ermessen des Richters im Schadensrecht und im  
Schadensersatzprozess  
(Habil. Erlangen-Nürnberg 1977)  
München 1979  
(zitiert: *Gottwald*, Schadenszurechnung, S.)
- Gottwald, Peter                      Kausalität und Zurechnung  
Probleme und Entwicklungstendenzen  
des Haftungsrechts  
Karlsruher Forum 1986, S. 3  
(zitiert: *Gottwald*, KF 1986, 3, S.)
- Gottwald, Peter                      Die Schadenszurechnung nach dem  
Umwelthaftungsgesetz  
in: Festschrift für Hermann Lange  
zum 70. Geburtstag am 24. Januar 1992, S. 447  
Stuttgart 1992  
(zitiert: *Gottwald*, FS Lange, 447, S.)
- Greinert, Joachim                    Der Beweis der Kausalität bei der Umwelthaftung  
(Diss. Göttingen 2006)  
Marburg 2007  
(zitiert: *Greinert*, S.)
- Groutel, Hubert                    Chronique  
La responsabilité des compagnies aériennes  
du fait des nuisances autour des aérodromes  
Responsabilité civile et assurances  
November 1988, S. 3  
(zitiert: *Groutel*, Responsabilité civile  
et assurances November 1988, 3, S.)
- Guégan-Lécuyer, Anne            Le nouveau régime d'indemnisation des victimes de  
catastrophes technologiques  
Recueil Dalloz 2004 Chroniques Doctrine S. 17  
(zitiert: *Guégan-Lécuyer*, D. 2004 Chron. 17, S.)
- Guillien, Raymond  
Vincent, Jean                      Lexique des termes juridiques  
14. Auflage Paris 2003  
(zitiert: *Guillien/Vincent*, Lexique des termes  
juridiques)

- Günther, Gerrit Umweltvorsorge und Umwelthaftung  
(Diss. Trier 2001)  
Berlin 2003  
(zitiert: *Günther*, S.)
- Gütersloh, Ralf Umwelthaftungsfonds: Haftungs- und  
versicherungsrechtliche Aspekte eines kollektiven  
Entschädigungssystems für Umweltschäden  
(Diss. Hamburg 1999)  
Karlsruhe 1999  
(zitiert: *Gütersloh*, S.)
- Hagen, Horst Der nachbarrechtliche Ausgleichsanspruch nach § 906  
Abs. 2 S. 2 BGB als Musterlösung und Lösungsmuster –  
Rechtsfortbildung in mehreren Etappen  
in: Festschrift für Hermann Lange zum 70. Geburtstag am  
24. Januar 1992, S. 483  
Stuttgart 1992  
(zitiert: *Hagen*, FS Lange, 483, S.)
- Hager, Günter Umweltschäden – ein Prüfstein für die Wandlungs- und  
Leistungsfähigkeit des Deliktsrechts  
NJW 1986, S. 1961  
(zitiert: *Hager*, NJW 1986, 1961, S.)
- Hager, Günter Das neue Umwelthaftungsgesetz  
NJW 1991, S. 134  
(zitiert: *Hager*, NJW 1991, 134, S.)
- Hager, Günter Europäisches Umwelthaftungsrecht  
Überlegungen zum Grünbuch der EG-Kommission über  
die Sanierung von Umweltschäden  
ZEuP 1997, S. 9  
(zitiert: *Hager*, ZEuP 1997, 9, S.)
- Hanau, Peter Die Kausalität der Pflichtwidrigkeit  
Eine Studie zum Problem des pflichtmäßigen  
Alternativverhaltens im bürgerlichen Recht  
Göttingen 1971  
(zitiert: *Hanau*, S.)

- Heide, Ann-Katrin von der    Zurechnung von Schadstofffernwirkungen  
(Diss. Bremen 2006 unter dem Titel:  
Fernwirkungen –  
Ausprägungen rechtlicher Zurechnung bei der  
Bewältigung ökologischer Distanz-, Langzeit- und  
Kumulationsschäden sowie entsprechender  
Gefahren und Risiken für kollektive Umweltgüter)  
Baden-Baden 2007  
(zitiert: *von der Heide*, S.)
- Heuzé, Vincent                    Une réconsideration du principe  
de la réparation intégrale  
[http://www.courdecassation.fr/  
formation\\_br\\_4/2005\\_2033/  
du\\_principe\\_8065.html](http://www.courdecassation.fr/formation_br_4/2005_2033/du_principe_8065.html), 10. November 2007  
(zitiert: *Heuzé*, [http://www.courdecassation.fr/  
formation\\_br\\_4/2005\\_2033/  
du\\_principe\\_8065](http://www.courdecassation.fr/formation_br_4/2005_2033/du_principe_8065.html), 10. November 2007)
- Hippel, Eike von                Staatshaftung für Waldsterben?  
NJW 1985, S. 30  
(zitiert: *von Hippel*, NJW 1985, 30)
- Hippel, Eike von                Anmerkung zu OLG Köln, Urteil vom 16. September 1985,  
7 U 133/84 (NJW 1986, 589)  
NJW 1986, S. 592  
(zitiert: *von Hippel*, NJW 1986, 592, S.)
- Hippel, Eike von                Anmerkung zu BGH, Urteil vom 10. Dezember 1987, III  
ZR 220/86 (NJW 1988, 478)  
NJW 1988, 482  
(zitiert: *von Hippel*, NJW 1988, 482, S.)
- Hirsch, Günter  
Schmidt-Didczuhn,  
Andrea                            Die Haftung für das gentechnische Restrisiko  
VersR 1990, S. 1193  
(zitiert: *Hirsch/Schmidt-Didczuhn*, VersR 1990,  
1193, S.)
- Hirsch, Günter  
Schmidt-Didczuhn,  
Andrea                            Gentechnikgesetz (GenTG) mit Gentechnik-  
Verordnungen  
Kommentar  
München 1991  
(zitiert: *Hirsch/Schmidt-Didczuhn*, § Rn.)

- Hofmann, Max  
Grabherr, Edwin  
Luftverkehrsgesetz  
Kommentar  
Loseblattsammlung  
Stand 10. Ergänzungslieferung Mai 2006  
München  
(zitiert: *Hofmann/Grabherr*, § Rn.)
- Hohloch, Gerhard  
Entschädigungsfonds auf dem Gebiet des  
Umwelthaftungsrechts  
Rechtsvergleichende Untersuchung zur Frage der  
Einsatzfähigkeit einer „Fondslösung“  
Abschlussbericht zum Forschungsvorhaben:  
„Rechtsfragen im Zusammenhang mit Überlegungen  
zur Schaffung eines Entschädigungsfonds für  
Umweltschäden“  
Berlin 1994  
(zitiert: *Hohloch*, S.)
- Höpke, Doris  
Thürmann, Dagmar  
§ 41 Haftung unter Privatrechtssubjekten  
in: Handbuch zum deutschen und europäischen  
Umweltrecht  
Band I Allgemeines Umweltrecht, S. 1477  
Hrsg. Hans-Werner Rengeling  
2. Auflage Köln 2003  
(zitiert: *Höpke/Thürmann*, Rn.)
- Hoppe, Werner  
Beckmann, Martin  
Kauch, Petra  
Umweltrecht  
Juristisches Kurzlehrbuch für Studium und Praxis  
2. Auflage München 2000  
(zitiert: *Hoppe/Beckmann/Kauch*, § Rn.)
- Huet, Jérôme  
Le développement de la responsabilité civile  
en droit de l'environnement en France  
Journées de la Société de législation comparée  
Année 1993  
Revue internationale de droit comparé  
No spécial vol. 15, S. 221  
(zitiert: *Huet*, Journées de la Société de législation comparée  
1993, 221, S.)



- Jauernig, Othmar                    Bürgerliches Gesetzbuch  
mit Allgemeinem Gleichbehandlungsgesetz (Auszug)  
Kommentar  
12. Auflage München 2007  
(zitiert: Jauernig/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Jourdain, Patrice                    Les principes de la responsabilité civile  
6. Auflage Paris 2003  
(zitiert: *Jourdain*, S.)
- Kadner, Thomas                    Der Ersatz ökologischer Schäden  
Ansprüche von Umweltverbänden  
Berlin 1995  
(zitiert: *Kadner*, S.)
- Kanton Basel-Landschaft            Chronik für den Monat November 1986  
<http://www.bl.ch/docs/archive/chronik/chro1986/nov1986.htm>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *Kanton Basel-Landschaft*,  
<http://www.bl.ch/docs/archive/chronik/chro1986/nov1986.htm>, 2. Dezember 2007)
- Kegel, Gerhard                    Der Individualanscheinsbeweis und die Verteilung der  
Beweislast nach überwiegender Wahrscheinlichkeit  
in: Das Unternehmen in der Rechtsordnung  
Festgabe für Heinrich Kronstein aus Anlass seines 70.  
Geburtstags am 12. September 1967, S. 321  
Hrsg.: Kurt H. Biedenkopf, Helmut Coing, Ernst-Joachim  
Mestmäcker  
Karlsruhe 1967  
(zitiert: *Kegel*, Festgabe Kronstein, 321, S.)
- Kim, Chin-Woo                    Zivilrechtliche Umwelthaftung  
Eine rechtsvergleichende Untersuchung zum deutschen und  
koreanischen Recht  
(Diss. Regensburg 1999)  
Frankfurt am Main 2000  
(zitiert: *Kim*, S.)
- Klimeck, Birgit                    Beweiserleichterungen im Umwelthaftungsrecht  
(Diss. Bochum 1997)  
Frankfurt am Main 1998  
(zitiert: *Klimeck*, S.)

- Kloepfer, Michael  
Umweltrecht  
3. Auflage München 2004  
(zitiert: *Kloepfer*, § Rn.)
- Kloepfer, Michael  
Bedeutung des Umweltgesetzbuchs aus Sicht der  
Rechtswissenschaft  
Vortrag bei der Konferenz des Bundesministeriums  
für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit zum  
Thema „Herausforderung Umweltgesetzbuch“  
am 16. Februar 2007 in Berlin  
[http://www.bmu.de/files/pdfs/  
allgemein/application/pdf/  
tagungsbeitrag\\_ugb\\_kloepfer.pdf](http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag_ugb_kloepfer.pdf), 13. Dezember 2007  
(zitiert: *Kloepfer*,  
Bedeutung des Umweltgesetzbuchs S.,  
[http://www.bmu.de/files/pdfs/  
allgemein/application/pdf/  
tagungsbeitrag\\_ugb\\_kloepfer.pdf](http://www.bmu.de/files/pdfs/allgemein/application/pdf/tagungsbeitrag_ugb_kloepfer.pdf),  
13. Dezember 2007)
- Kloepfer, Michael  
Rehbinder, Eckart  
Schmidt-Aßmann,  
Eberhard  
Kunig, Philip  
Umweltgesetzbuch  
Allgemeiner Teil  
Forschungsbericht 10106028/01-03/  
Im Auftrag des Umweltbundesamtes  
2. Auflage Berlin 1991  
(zitiert: § UGB-AT oder UGB-AT, Gesetzesbegründung  
Achstes Kapitel, )
- Knoche, Joachim P.  
Arzthaftung, Produkthaftung, Umwelthaftung  
Kausalitätsbeweis und Pflichtverletzung  
Hamburg 2005  
(zitiert: *Knoche*, S.)
- Koch, Hans-Joachim  
Scheuing, Dieter H.  
Pache, Eckhard  
Gemeinschaftskommentar zum BImSchG  
Loseblatt-Ausgabe  
Düsseldorf  
Stand 23. Ergänzungslieferung September 2007  
(zitiert: GK/*Bearbeiter*, § Rn.)

- Köndgen, Johannes                    Überlegungen zur Fortbildung des  
Umwelthaftpflichtrechts  
UPR 1983, S. 345  
(zitiert: *Köndgen*, UPR 1983, 345, S.)
- Kotulla, Michael                    Wasserhaushaltsgesetz  
Kommentar  
Stuttgart 2003  
(zitiert: *Kotulla*, § Rn.)
- Kotulla, Michael (Hrsg.)            Bundes-Immissionsschutzgesetz  
Kommentar und Vorschriftensammlung  
Band 1: Kommentar §§ 1-37 BImSchG  
Loseblattausgabe  
Stuttgart  
Stand: 11. Lieferung Januar 2007  
(zitiert: *Kotulla/Bearbeiter*, § Rn.)
- Labrousse, Françoise            Amiante  
Sandrin, Armelle                    Juris-Classeur Environnement Fascicule 752  
02, 2004  
15. Dez 03  
(zitiert: *Labrousse*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 752,  
Nr.)
- Ladeur, Karl-Heinz                Der „Umwelthaftungsfonds“ – ein Irrweg der  
Flexibilisierung des Umweltrechts?  
VersR 1993, S. 257  
(zitiert: *Ladeur*, VersR 1993, 257, S.)
- Lahl, U.  
Steven, W.                            Feinstaub-eine gesundheitspolitische Herausforderung  
Serie: Auditorium Maximum-Pneumologie 2005 (4)  
[http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub\\_herausforderung.pdf](http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub_herausforderung.pdf), 2. Dezember  
2007  
(zitiert: *Lahl/Steven*,  
[http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub\\_herausforderung.pdf](http://www.bmu.de/files/luftreinhaltung/feinstaub/application/pdf/feinstaub_herausforderung.pdf), 2. Dezember  
2007)
- Lambert-Faivre, Yvonne            Responsabilité civile  
Le régime des atteintes à l'environnement  
L'assurance française Nr. 704, Dezember 1994, S. 37  
(zitiert: *Lambert-Faivre*, L'assurance française Dez. 1994, 37,  
S.)

- Lamy Associations                      Loseblattsammlung  
Stand 2004  
(zitiert: *Lamy Associations*, Nr.)
- Lamy Environnement                    Installations classées  
CD-Rom  
(zitiert: *Lamy IC*, Nr.)
- Landmann, Robert von;  
Rohmer, Gustav                        Umweltrecht  
Kommentar
- Band I – Bundes-Immissionsschutzgesetz (BImSchG)  
Loseblattsammlung  
München  
Stand: 48. Ergänzungslieferung April 2006
- Band III  
Sonstiges Umweltrecht (Bundesrecht)  
Loseblattsammlung  
München  
Stand: 48. Ergänzungslieferung April 2006
- (zitiert: Landmann/Rohmer/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Landsberg, Gerd  
Lülling, Wilhelm                        Umwelthaftungsrecht  
Kommentar  
Köln 1991  
(zitiert: *Landsberg/Lülling*, § Rn.)
- Larenz, Karl  
Canaris, Claus-Wilhelm                Lehrbuch des Schuldrechts  
Zweiter Band  
Besonderer Teil  
2. Halbband  
13. Auflage München 1994  
(zitiert: *Larenz/Canaris*, § S.)
- Larroumet, Christian                    Anmerkung zu Civ. 3<sup>e</sup> 8 mars 1978  
D. 1978 jurisp. S. 641  
Recueil Dalloz 1978 jurisp. S. 641  
(zitiert: *Larroumet*, D. 1978 jurisp. 641, S.)

- Larroumet, Christian      La responsabilité civile en matière d'environnement.  
Le projet de Convention du Conseil de l'Europe  
et le livre vert de la Commission  
des Communautés européennes  
Recueil Dalloz 1994 Chronique S. 101  
(zitiert: *Larroumet*, D. 1994 Chron. 101, S.)
- Le Tourneau, Philippe      Dalloz Action  
Droit de la responsabilité et des contrats  
Paris 2004  
(zitiert: *Le Tourneau*, Dalloz Action Responsabilité,  
Nr.)
- Leipold, Dieter      Beweismaß und Beweislast im Zivilprozeß  
Vortrag gehalten vor der juristischen Gesellschaft zu Berlin  
am 27. Juni 1984  
Berlin 1985  
(zitiert: *Leipold*, S.)
- Libchaber, Rémy      Le droit de propriété, un modèle pour la réparation des  
troubles du voisinage  
in: Mélanges Christian Mouly, Band 1, S. 421  
Paris 1998  
(zitiert: *Libchaber*, Mélanges Mouly, 421, S.)
- Limpens, Herbert      Umgang mit Bergschäden in Verfahren und Praxis  
Bericht über das 6. Aachener Bergschadenkundliche  
Kolloquium (ABK) am 5. und 6. Juli 2004 in Aachen  
DVBl 2004, S. 1279  
(zitiert: *Limpens*, DVBl 2004, 1279, S.)
- Löbbecke, Marc      Die Zurechnung des Entwicklungsrisikos  
im Umweltrecht  
Zur Verantwortlichkeit des Verursachers  
unvorhersehbarer Umweltschäden  
(Diss. Heidelberg 2006)  
Berlin 2006  
(zitiert: *Löbbecke*, S.)
- Lübbe-Wolff, Gertrude      Instrumente des Umweltrechts – Leistungsfähigkeit und  
Leistungsgrenzen  
NVwZ 2001, S. 481  
(zitiert: *Lübbe-Wolff*, NVwZ 2001, 481, S.)

- Lummert, Rüdiger  
Thiem, Volker  
Rechte des Bürgers zur Verhütung und zum Ersatz  
von Umweltschäden  
(Diss. Hamburg 1978)  
Hamburg 1980  
(zitiert: *Lummert/Thiem*, S.)
- Luttermann, Claus  
Gentechnik und zivilrechtliches Haftungssystem  
JZ 1998, S. 174  
(zitiert: *Luttermann*, JZ 1998, 174, S.)
- Lytras, Theodor  
Zivilrechtliche Haftung für Umweltschäden  
(Diss. Regensburg 1991)  
Berlin 1995  
(zitiert: *Lytras*, S.)
- Maassen, Bernhard M.  
Beweismaßprobleme im Schadensersatzprozess  
Eine rechtsvergleichende Untersuchung zum  
Problem des Beweismaßes im deutschen  
und anglo-amerikanischen Prozessrecht  
unter besonderer Berücksichtigung des  
Schadensersatzprozesses  
Diss. Bonn 1973  
Köln 1975  
(zitiert: *Maassen*, S.)
- Malaurie, Philippe  
Aynès, Laurent  
Stoffel-Munck, Philippe  
Droit civil  
Les obligations  
Paris 2003  
(zitiert: *Malaurie/Aynès/Stoffel-Munck*, Nr.)
- Malinvaud, Philippe  
Droit des obligations  
8. Auflage Paris 2003  
(zitiert: *Malinvaud*, Nr.)
- Marburger, Peter  
Die Regeln der Technik im Recht  
(Habil. Göttingen 1977/1978)  
Köln 1979  
(zitiert: *Marburger*, Regeln der Technik, S.)

- Marburger, Peter Die haftungs- und versicherungsrechtliche Bedeutung technischer Regeln  
VersR 1983, S. 597  
(zitiert: *Marburger*, VersR 1983, 597, S.)
- Marburger, Peter Ausbau des Individualschutzes gegen Umweltbelastungen als Aufgabe des bürgerlichen und des öffentlichen Rechts  
Gutachten C für den 56. Deutschen Juristentag  
in: Verhandlungen des sechsundfünfzigsten Deutschen Juristentags Berlin 1986  
Band I, Teil C  
München 1986  
(zitiert: *Marburger*, 56. DJT, S.)
- Marburger, Peter Zur zivilrechtlichen Haftung für Waldschäden  
in: Waldschäden als Rechtsproblem  
2. Trierer Kolloquium zum Umwelt- und Technikrecht vom 28.-30. September 1986  
UTR 2, S. 109  
Düsseldorf 1987  
(zitiert: *Marburger*, UTR 2 (1987), 109, S.)
- Marburger, Peter  
Herrmann, Heinrich Zur Verteilung der Darlegungs- und Beweislast bei der Haftung für Umweltschäden - BGHZ 92, 143  
JuS 1986, S. 354  
(zitiert: *Marburger/Herrmann*, JuS 1986, 354, S.)
- Martin, Gilles J. Chronique de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière d'environnement  
Revue juridique de l'environnement  
Februar 1979, S. 112  
(zitiert: *Martin*, RJE 2/1979, 112, S.)

- Martin, Gilles J. La responsabilité civile du fait des déchets en droit français  
Revue internationale de droit comparé 1 – 1992, S. 65  
(Vorträge der 6. Journées juridiques franco-allemandes Göttingen 10.-14. April 1991, organisiert von der Gesellschaft für Rechtsvergleichung und der Société de législation comparée, Thema: La responsabilité du fait des déchets)  
(zitiert: *Martin*, RIDC 1-1992, 65, S.)
- Martin, Gilles J. Réflexions sur la définition du dommage à l'environnement: Le dommage écologique «pur»  
in: Droit et environnement  
Propos pluridisciplinaires sur un droit en construction, S. 115  
Aix-en-Provence 1995  
(zitiert: *Martin*, Réflexions, 115, S.)
- Martin, Gilles J. La notion de responsabilité en matière de dommages écologiques  
in: Droit et environnement  
Propos pluridisciplinaires sur un droit en construction, S. 131  
Aix-en-Provence 1995  
(zitiert: *Martin*, Notion de responsabilité, 131, S.)
- Martin, Gilles J. La mise en oeuvre du principe de précaution et la renaissance de la responsabilité pour faute  
JCP entreprise et affaires  
Cahiers de droit de l'entreprise Nr. 1 1999, S. 3  
(zitiert: *Martin*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 3, S.)
- Marty, Gabriel  
Raynaud, Pierre Droit civil  
Les obligations  
1. Auflage Paris 1967  
(zitiert: *Marty/Raynaud*, Obligations (1. Auflage), Nr.)
- Marty, Gabriel  
Raynaud, Pierre Droit civil  
Les obligations  
Tome 1 Les sources  
2. Auflage Paris 1988  
(zitiert: *Marty/Raynaud*, Obligations t. 1, Nr.)

- Marty, Gabriel  
Raynaud, Pierre  
Jourdain, Patrice
- Droit civil  
Les biens  
3. Auflage Paris 1995  
(zitiert: *Marty/Raynaud/Jourdain* , Biens, Nr.)
- Mayer, Kurt
- Im Gespräch: Das neue Umwelthaftungsrecht  
MDR 1991, 813  
(zitiert: *Mayer* , MDR 1991, 813, S.)
- Mazeaud, Henri  
Mazeaud, Jean  
Mazeaud, Léon
- Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle  
Tome II  
6. Auflage Paris 1970  
(zitiert: *Mazeaud* , Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, tome II (6. Auflage), Nr.)
- Mazeaud, Henri  
Mazeaud, Jean  
Mazeaud, Léon  
Chabas, François
- Leçons de droit civil  
Tome II/Deuxième volume  
Obligations  
Théorie générale  
9. Auflage Paris 1998  
(zitiert: *Mazeaud/Chabas* , Obligations, Nr.)
- Mazeaud, Henri  
Mazeaud, Jean  
Mazeaud, Léon  
Chabas, François
- Leçons de droit civil  
Tome II/Deuxième volume  
Biens  
Droit de propriété et ses démembrements  
8. Auflage Paris 1994  
(zitiert: *Mazeaud/Chabas* , Biens, Nr.)
- MDR (Mitteldeutscher Rundfunk)
- Der große Knall – Bitterfeld 1968  
<http://www.mdr.de/doku/364761.html>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *MDR* , <http://www.mdr.de/doku/364761.html>, 2. Dezember 2007)
- Medicus, Dieter
- Zivilrecht und Umweltschutz  
JZ 1986, S. 778  
(zitiert: *Medicus* , JZ 1986, 778, S.)

- Meyer-Abich, Matthias      Haftungsrechtliche Erfassung ökologischer Schäden  
(Diss. Hamburg 1999)  
Baden-Baden 2001  
(zitiert: *Meyer-Abich*, S.)
- Ministerium für Schule und      Umwelt-Katastrophen durch Öltanker  
Weiterbildung des Landes      Gesunkener Tanker „Prestige“ verursacht Ölpest an der  
Nordrhein-Westfalen      Küste Galiziens  
learn:line NRW  
http://www.learn-  
line.nrw.de/angebote/agenda21/thema/oeltanker.htm, 2.  
Dezember 2007  
(zitiert: *Ministerium für Schule und Weiterbildung des Landes  
Nordrhein-Westfalen*, http://www.learn-  
line.nrw.de/angebote/agenda21/thema/oeltanker.htm, 2.  
Dezember 2007)
- Mittenzwei, Ingo      Umweltverträglichkeit statt Ortsüblichkeit als  
Tatbestandsvoraussetzung des privatrechtlichen  
Immissionsschutzes  
MDR 1977, S. 99  
(zitiert: *Mittenzwei*, MDR 1977, 99, S.)
- Möllers, Thomas M.J.      Rechtsgüterschutz im Umwelt- und Haftungsrecht:  
Präventive Verkehrspflichten und Beweiserleichterungen in  
Risikolagen  
Tübingen 1996  
(zitiert: *Möllers*, S.)
- Müller, Gerda      Haftungsrechtliche Probleme des Massenschadens  
VersR 1998, S. 1181  
(zitiert: *Müller*, VersR 1998, 1181, S.)
- Müller-Goebel, Michael      Haftung für summierte Immissionen  
im Ländervergleich  
Eine rechtsvergleichende Untersuchung  
zur anteiligen oder gesamtschuldnerischen  
Haftung mehrerer Schädiger  
Diss. Freiburg 2000  
(zitiert: *Müller-Goebel*, S.)

- Münchener Kommentar zum Band 1  
 Bürgerlichen Gesetzbuch Allgemeiner Teil  
 1. Halbband: §§ 1-240, ProstG  
 5. Auflage München 2006
- Band 2a  
 Schuldrecht Allgemeiner Teil  
 (§§ 241-432 BGB)  
 5. Auflage München 2007
- Band 5  
 Schuldrecht Besonderer Teil III  
 (§§ 705-853 BGB)  
 Partnerschaftsgesellschaftsgesetz  
 Produkthaftungsgesetz  
 4. Auflage München 2004
- Band 6  
 Sachenrecht  
 (§§ 854-1296 BGB)  
 Wohnungseigentumsgesetz, Erbbaurechtsverordnung,  
 Sachenrechtsbereinigungsgesetz,  
 Schuldrechtsänderungsgesetz  
 4. Auflage München 2004
- (zitiert: MK/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Band 5  
 Schuldrecht Besonderer Teil III  
 (§§ 705-853 BGB)  
 Partnerschaftsgesellschaftsgesetz  
 Produkthaftungsgesetz  
 3. Auflage München 1997
- (zitiert: MK/*Bearbeiter* (3. Auflage), § Rn.)
- Musielak, Hans-Joachim Die Grundlagen der Beweislast im Zivilprozess  
 Habil. Berlin 1975  
 (zitiert: *Musielak*, S.)
- Musielak, Hans-Joachim Kommentar zur Zivilprozessordnung  
 5. Auflage München 2007  
 (zitiert: *Musielak*, § Rn.)

- Musielak, Hans-Joachim  
Stadler, Max  
Grundfragen des Beweisrechts  
Beweisaufnahme - Beweiswürdigung - Beweislast  
München 1984  
(zitiert: *Musielak/Stadler*, Rn.)
- Nawrath, Axel  
Die Haftung für Schäden durch Umweltchemikalien  
Eine Untersuchung über die Strukturen und die  
Leistungsfähigkeit des bestehenden Schadensrechts  
(Diss. Frankfurt am Main 1982)  
Frankfurt am Main 1982  
(zitiert: *Nawrath*, S.)
- Nicolas, Marie-France  
La protection du voisinage  
in: Revue trimestrielle de droit civil 1976, S. 675  
(zitiert: *Nicolas*, RTD civ. 1976, 675, Nr.)
- Nitschmann, Johannes  
Aufklärung verlangt  
Giftstoffskandal im Sauerland / Grüne: NRW-  
Umweltminister „mauert“  
Süddeutsche Zeitung vom 9. November 2007, S. 6  
(zitiert: *Nitschmann*, Süddeutsche Zeitung vom 9. November  
2007, 6)
- Nölscher, Karl  
Die Bergschadensvermutung des Bundesberggesetzes  
NJW 1981, S. 2039  
(zitiert: *Nölscher*, NJW 1981, 2039)
- Palandt  
Bürgerliches Gesetzbuch  
Kommentar  
67. Auflage München 2008  
(zitiert: *Palandt/Bearbeiter*, § Rn.)
- Palme, Christoph  
Das neue Gentechnik-Gesetz  
NVwZ 2005, S. 253  
(zitiert: *Palme*, NVwZ 2005, 253, S.)
- Peine, Franz-Joseph  
Privatrechtsgestaltung durch Anlagengenehmigung  
NJW 1990, S. 2442  
(zitiert: *Peine*, NJW 1990, 2442, S.)

- Petersen, Jens Duldungspflicht und Umwelthaftung  
Das Verhältnis von § 906 BGB zum  
Umwelthaftungsgesetz  
(Diss. München 1996)  
München 1996  
(zitiert: *Petersen*, S.)
- Petersen, Jens Beweislast bei Gesundheitsbeeinträchtigungen durch  
Emissionen und nachbarliche Duldungspflicht  
NJW 1998, S. 2099  
(zitiert: *Petersen*, NJW 1998, 2099, S.)
- Philipp, Kristin Haftung für Umweltschäden durch Gewässerverunreinigung  
  
(Diss. Jena 2002)  
Frankfurt am Main 2003  
(zitiert: *Philipp*, S.)
- Piens, Reinhart Bundesberggesetz (BBergG)  
Schulte, Hans-Wolfgang Kommentar  
Graf Vitzthum, Stefan Stuttgart 1983  
(zitiert: *Piens/Schulte/Graf Vitzthum*, § Rn.)
- Piens, Reinhart Sickerwasser von Bergbauhalden als Rechtsproblem  
ZfW 1999, S. 11  
(zitiert: *Piens*, ZfW 1999, 11, S.)
- Preuss, Uli Warnung vor dem schwarzen Rauch  
solinger-tageblatt.de vom 31. Juli 2006  
[http://www.solinger-tageblatt.de/  
sro.php?redid=122864](http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122864), 2. Dezember 2007  
(zitiert: *Preuss*, [http://www.solinger-tageblatt.de/  
sro.php?redid=122864](http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122864), 2. Dezember 2007)
- Prieur, Michel Droit de l'environnement  
4. Auflage Paris 2001  
(zitiert: *Prieur*, Nr.)
- Quaas, Michael Bundesgerichtshof und Bundesverwaltungsgericht:  
Berührungspunkte und Überschneidungen in den  
Bereichen des Umwelt- und des Planungsrechts  
in: Festgabe 50 Jahre Bundesverwaltungsgericht  
Köln 2003, S. 37  
(zitiert: *Quaas*, Festgabe Bundesverwaltungsgericht,  
37, S.)

- Reboul-Maupin, Nadège      Environnement et responsabilité civile  
Petites Affiches 3. September 2003 (Nr. 176), S. 3  
(zitiert: *Reboul-Maupin*, Petites Affiches 2003,  
Nr. 176, 3, S.)
- Reese, Jürgen      Anspruchsgrundlagen und Probleme der  
Umwelthaftung  
DStR 1996, S. 24  
(zitiert: *Reese*, DStR 1996, 24, S.)
- Rehbinder, Eckard      Ersatz ökologischer Schäden – Begriff,  
Anspruchsberechtigung und Umfang des Ersatzes  
unter Berücksichtigung rechtsvergleichender  
Erfahrungen  
NuR 1988, S. 105  
(zitiert: *Rehbinder*, NuR 1988, 105, S.)
- Rehbinder, Eckard      Fortentwicklung des Umwelthaftungsrechts in der  
Bundesrepublik Deutschland  
NuR 1989, S. 149  
(zitiert *Rehbinder*, NuR 1989, 149, S.)
- Rehbinder, Eckard      L'apport de la Communauté européenne au  
développement du droit de l'environnement  
in: Quel avenir pour le droit de l'environnement?  
Actes du colloque organisé par le CEDRE (Centre  
d'étude du droit de l'environnement – F.U.S.L.)  
et le CIRT (centrum interactie  
recht en technologie – V.U.B)  
sous la direction de François Ost et Serge Gutwirth  
Brüssel 1996  
(zitiert: *Rehbinder*, S.)
- Reiter, Birgit      Entschädigungslösungen für durch  
Luftverunreinigungen verursachte  
Distanz- und Summationsschäden  
(Diss. Trier 1997)  
Berlin 1998  
(zitiert: *Reiter*, S.)

- Rémond-Gouilloud, Martine Anmerkung zu TGI Bastia, 8 déc. 1976, Recueil Dalloz 1977 jurisp. S. 427  
Recueil Dalloz 1977 jurisp. S. 429  
(zitiert: *Rémond-Gouilloud*, D. 1977 jurisp. 429, S.)
- Rémond-Gouilloud, Martine Réparation du préjudice écologique  
Juris-Classeur Environnement Fascicule 1060  
2, 1992  
(zitiert: *Rémond-Gouilloud*, J.-Cl. Environnement, Fasc. 1060, Nr.)
- Ritter, Ernst-Hasso Umweltpolitik und Rechtsentwicklung  
NVwZ 1987, S. 929  
(zitiert: *Ritter*, NVwZ 1987, 929, S.)
- Robin, Cécile La réparation des dommages causés par le naufrage de l'Erika: Un nouvel échec dans l'application du principe pollueur-payeur  
Revue juridique de l'environnement Januar 2003, S. 31  
(zitiert: *Robin*, RJE 1/2003, 31, S.)
- Rosenberg, Leo Zivilprozessrecht  
Schwab, Karl Heinz 16. Auflage München 2004  
Gottwald, Peter (zitiert: *Rosenberg/Schwab/Gottwald*, S.)
- Roth, Günter H. Materielle rechtliche und prozessuale Aspekte eines privatrechtlichen Umweltschutzes  
NJW 1972, S. 921  
(zitiert: *Roth*, NJW 1972, 921, S.)
- Roth, Herbert Zur Bedeutung des § 906 BGB für deliktische Schadensersatzansprüche – BGH,  
NJW-RR 2001, 1208  
JuS 2001, S. 1161  
(zitiert: *Roth*, JuS 2001, 1161, S.)
- Rousseau, Michel La difficulté d'établir la responsabilité civile de l'entreprise en matière d'environnement  
JCP entreprise et affaires  
Cahiers de droit de l'entreprise Nr. 1 1999, S. 19  
(zitiert: *Rousseau*, JCP E Cah. dr. entreprise Nr. 1 1999, 19, S.)

- Sach, Karsten  
Genehmigung als Schutzschild?  
Die Rechtsstellung des Inhabers einer  
immissionsschutzrechtlichen Genehmigung  
(Diss. Freiburg 1993)  
Berlin 1994  
(zitiert: *Sach*, S.)
- Salje, Peter  
Peter, Jörg  
Umwelthaftungsgesetz  
Kommentar  
2. Auflage  
München 2005  
(zitiert: *Salje/Peter/Bearbeiter*, § Rn.)
- Sautter, Andreas Konstantin  
Beweiserleichterungen und Auskunftsansprüche im  
Umwelthaftungsrecht  
Diss. Augsburg 1995  
Berlin 1996  
(zitiert: *Sautter*, S.)
- Schimikowski, Peter  
Umwelthaftungsrecht und  
Umwelthaftpflichtversicherung  
6. Auflage Karlsruhe 2002  
(zitiert: *Schimikowski*, Rn.)
- Schlechtriem, Peter  
Nachbarrechtliche Ausgleichsansprüche und  
Schadensersatzhaftung  
in: Festschrift für Joachim Gernhuber zum 70. Geburtstag,  
S. 407  
Tübingen 1993  
(zitiert: *Schlechtriem*, FS Gernhuber, 407, S.)
- Schlicht, Johannes  
Engelhardt, Hanns  
Bundes-Immissionsschutzgesetz  
Kommentar  
4. Auflage Köln 1997  
(zitiert: *Schlicht/Engelhardt*, § Rn.)
- Schmatz, Hans  
Nöthlichs, Matthias  
Immissionsschutz  
Kommentar zum Bundes-Immissionsschutzgesetz und  
Textsammlung  
Loseblattausgabe  
Berlin  
Stand: 40. Ergänzungslieferung August 2006  
(zitiert: *Schmatz/Nöthlichs*, § Nr.)

- Schmieder, Sandra Die Neuregelung der Folgen von Auskreuzungen im Gentechnikrecht  
Zum Gesetz zur Neuordnung des Gentechnikrechts (GenTNeuordG)  
UPR 2005, S. 49  
(zitiert: *Schmieder*, UPR 2005, 49, S.)
- Schulte, Hans Neuordnung des Bergrechts  
ZRP 1979, S. 169  
(zitiert: *Schulte*, ZRP 1979, 169)
- Schulte, Hans Bergschadensersatz nach Grundwasserabsenkung  
(zugleich Besprechung von LG Köln, NJW-RR 1990, S. 797)  
NJW 1990, S. 2734  
(zitiert: *Schulte*, NJW 1990, 2734)
- Schulze, Reiner  
Dörner, Heinrich Bürgerliches Gesetzbuch  
Handkommentar  
5. Auflage Baden-Baden 2007  
(zitiert: HK/*Bearbeiter*, § Rn.)
- Schwabe, Peter Emission, Immission und Schadensersatz  
Die Behandlung von Schadensersatzansprüchen bei Zweifeln hinsichtlich der Ursache-Wirkung-Beziehung  
VersR 1995, S. 371  
(zitiert: *Schwabe*, VersR 1995, 371, S.)
- Seguin, Denis Les atteintes à l'environnement dans la responsabilité civile: de l'illicite à l'anormal  
Droit de l'environnement Nr. 117 April 2004, S. 69  
(zitiert: *Seguin*, Droit de l'environnement Nr. 117 April 2004, 69, S.)
- Seibt, Christoph H. Zivilrechtlicher Ausgleich ökologischer Schäden  
Eine rechtsvergleichende Untersuchung zum repressiven Schutz kollektiver Rechtspositionen an Naturgütern und zum Ausgleich von Beeinträchtigungen des Naturhaushalts im Zivilrecht  
(Diss. Bielefeld 1994)  
Tübingen 1994  
(zitiert: *Seibt*, S.)

- Seyfert, Christian                      Mass Toxic Torts: Zum Problem der kausalen  
Unaufklärbarkeit toxischer Massenschäden  
Eine rechtsvergleichende und interdisziplinäre Studie  
(Diss. Erlangen-Nürnberg 2002)  
Berlin 2004  
(zitiert: *Seyfert*, S.)
- Simitis, Spiros                            Haftungsprobleme beim Umweltschutz  
VersR 1972, S. 1087  
(zitiert: *Simitis*, VersR 1972, 1087, S.)
- Soell, Hermann                            Der Grundsatz der wirtschaftlichen Vertretbarkeit im  
Bundesimmissionsschutzgesetz  
Tübingen 1980  
(zitiert: *Soell*, S.)
- Soergel                                      Bürgerliches Gesetzbuch mit Einführungsgesetz und  
Nebengesetzen
- Band 12  
Schuldrecht 10  
§§ 823-853  
Produkthaftungsgesetz  
Umwelthaftungsgesetz  
13. Auflage Stuttgart 2005
- Band 14  
Sachenrecht 1  
§§ 854-984  
13. Auflage Stuttgart 2002
- (zitiert: *Soergel/Bearbeiter*, § Rn.)
- Band 5/2  
Schuldrecht IV/2  
(§§ 823-853)  
Produkthaftungsgesetz  
Umwelthaftungsgesetz  
12. Auflage Stuttgart 1999
- (zitiert: *Soergel/Bearbeiter* (12. Auflage), § Rn.)

- solinger-tageblatt.de  
Keine Gefahr: Entwarnung nach Großbrand  
1. August 2006  
<http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122954>, 2. Dezember 2007  
(zitiert: *solinger-tageblatt.de*,  
<http://www.solinger-tageblatt.de/sro.php?redid=122954>, 2. Dezember 2007)
- Starck, Boris  
Roland, Henri  
Boyer, Laurent  
Obligations  
1. Responsabilité délictuelle  
5. Auflage Paris 1996  
(zitiert: *Starck/Boyer/Roland*, Nr.)
- Staudinger, J. von  
J. von Staudingers Kommentar zum Bürgerlichen  
Gesetzbuch mit Einführungsgesetz und  
Nebengesetzen  
  
Zweites Buch. Recht der Schuldverhältnisse  
§§ 249 – 254  
Neubearbeitung Berlin 2005  
  
Zweites Buch. Recht der Schuldverhältnisse  
§§ 823-825  
13. Bearbeitung Berlin 1999  
  
Buch 2  
Recht der Schuldverhältnisse  
§§ 830-838  
Neubearbeitung Berlin 2002  
  
Buch 3. Sachenrecht  
§§ 903-924  
Neubearbeitung Berlin 2002  
  
Buch 3. Sachenrecht  
Umwelthaftungsrecht  
Neubearbeitung Berlin 2002  
  
(zitiert: *Staudinger/Bearbeiter*, § Rn.)
- Stecher, Heiner  
Die Ursachenvermutungen des Umwelthaftungs- und des  
Gentechnikgesetzes  
(Diss. Heidelberg 1994)  
Frankfurt am Main 1995  
(zitiert: *Stecher*, S.)

- Steffen, Erich  
 Verschuldenshaftung und Gefährdungshaftung für  
 Umweltschäden  
 NJW 1990, S. 1817  
 (zitiert: *Steffen*, NJW 1990, 1817, S.)
- Steichen, Pascale  
 Les sites contaminés et le droit  
 Paris 1996  
 (zitiert: *Steichen*, S.)
- Steinbauer, Agnes  
 Gift aus der „Fabrik der Düfte“  
 Vor 30 Jahren ereignete sich die Katastrophe von  
 Seveso  
 Deutschlandfunk Kalenderblatt 10. Juli 2006  
[http://www.dradio.de/dlf/sendungen/  
 kalenderblatt/517085/](http://www.dradio.de/dlf/sendungen/kalenderblatt/517085/), 2. Dezember 2007  
 (zitiert: *Steinbauer*,  
[http://www.dradio.de/dlf/sendungen/  
 kalenderblatt/517085/](http://www.dradio.de/dlf/sendungen/kalenderblatt/517085/), 2. Dezember 2007)
- Stich, Rudolf  
 Porger, Karl-Wilhelm  
 Immissionsschutzrecht des Bundes und der Länder  
 Kommentar zum Bundes-Immissionsschutzgesetz  
 (BImSchG)  
 und Sammlung  
 der Rechts- und Verwaltungsvorschriften des Bundes  
 zur Durchführung des BImSchG  
 der sonstigen Immissionsschutzvorschriften  
 des Bundes  
 der Immissionsschutzvorschriften der Länder  
 der wichtigen Gerichtsentscheidungen  
 zum öffentlichen und privaten  
 Immissionsschutz (mit Anmerkungen)  
 Band 1 (Kommentar)  
 Loseblattausgabe  
 Stuttgart  
 Stand 19. Lieferung Dezember 1999  
 (zitiert: *Stich/Porger*, § Rn.)
- Stökl, Lorenz  
 Die Gentechnik und die Koexistenzfrage: Zivilrechtliche  
 Haftungsregelungen  
 ZUR 2003, S. 274  
 (zitiert: *Stökl*, ZUR 2003, 274, S.)

- Streckel, Siegmar  
 Umweltschutz und Versicherung  
 Zivilrechtliche Haftung im Umweltschutz  
 Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft  
 (ZVersWiss) 1976, S. 55, 61  
 (zitiert: *Streckel*, ZVersWiss 1976, 55, S.)
- Sundermann, Andrea  
 Der Bestandsschutz genehmigungsbedürftiger Anlagen im  
 Immissionsschutzrecht  
 Diss.  
 Berlin 1985  
 (zitiert: *Sundermann*, S.)
- Terré, François  
 Simler, Philippe  
 Lequette, Yves  
 Droit civil  
 Les obligations  
 8. Auflage Paris 2002  
 (zitiert: *Terré/Simler/Lequette*, Nr.)
- Terwiesche, Michael  
 Die Entschädigung für Bergschäden an Gebäuden  
 MDR 2004, S. 486  
 (zitiert: *Terwiesche*, MDR 2004, 486, S.)
- Thomas, Joachim  
 Die wirtschaftliche Vertretbarkeit nach dem Bundes-  
 Immissionsschutzgesetz  
 WiVerw 1980, S. 244  
 (zitiert: *Thomas*, WiVerw 1980, 244, S.)
- Thomas, Heinz  
 Putzo, Hans  
 Zivilprozessordnung mit Gerichtsverfassungsgesetz,  
 den Einführungsgesetzen  
 und europarechtlichen Vorschriften  
 28. Auflage München 2007  
 (zitiert: *Thomas/Putzo/Bearbeiter*, § Rn.)
- Thunis, Xavier  
 Le droit de la responsabilité civile en matière  
 écologique: entre relecture et création  
 in: Quel avenir pour le droit de l'environnement?  
 Actes du colloque organisé par le CEDRE  
 (Centre d'étude du droit de  
 l'environnement – F.U.S.L.) et le CIRT  
 (centrum interactie recht en technologie – V.U.B)  
 sous la direction de François Ost et Serge Gutwirth  
 Brüssel 1996  
 (zitiert: *Thunis*, S.)

- TransGen  
Transparenz für Gentechnik  
bei  
Lebensmitteln
- Anbau von gv-Mais: Anstieg auf 110.000 Hektar  
[http://www.transgen.de/anbau/eu\\_international/643.dokument.html](http://www.transgen.de/anbau/eu_international/643.dokument.html), 2. Dezember 2007  
(zitiert: *TransGen*,  
[http://www.transgen.de/anbau/eu\\_international/643.dokument.html](http://www.transgen.de/anbau/eu_international/643.dokument.html), 2. Dezember 2007)
- Tscheliesnig, Peter
- Korrosionsprüfung an Schiffen(Öltanker) mittels  
Schallemissionsprüfung  
Vortrag DACH-Jahrestagung 2004 Salzburg  
<http://www.ndt.net/article/dgzfp04/papers/v56/v56.htm>,  
2. Dezember 2007  
(zitiert: *Tscheliesnig*,  
<http://www.ndt.net/article/dgzfp04/papers/v56/v56.htm>,  
2. Dezember 2007)
- Ule, Carl Hermann  
Laubinger, Hans-Werner
- Bundes-Immissionsschutzgesetz  
Teil I: Kommentar  
Loseblattausgabe  
Stand 153. Ergänzungslieferung August 2007  
München  
(zitiert: *Ule/Laubinger/Bearbeiter*, § Rn.)
- Van Lang, Agathe
- Droit de l'environnement  
Paris 2002  
(zitiert: *Van Lang*, S.)
- Veldhuizen, Gijsbert Onno  
van
- Die privatrechtgestaltende Wirkung des öffentlichen Rechts  
im Umwelthaftungsrecht  
(Diss. Osnabrück 1993)  
Frankfurt am Main 1994  
(zitiert: *Veldhuizen*, S.)
- Vieweg, Klaus
- Nachbarrecht und Nachbarschutz  
NJW 1993, S. 2570  
(zitiert: *Vieweg*, NJW 1993, 2570, S.)
- Viney, Geneviève
- Responsabilité civile  
Chronique  
JCP G 1992 I 3625  
(zitiert: *Viney*, JCP G 1992 I 3625 Nr.)
- Viney, Geneviève
- Responsabilité civile  
Chronique  
JCP G 1993 I 3727  
(zitiert: *Viney*, JCP G 1993 I 3727 Nr.)

- Viney, Geneviève Anmerkung zu Civ. 1<sup>re</sup> 9 juin 1993 Bull civ. 1993 I Nr. 213  
= JCP G 1994 II 22202  
JCP G 1994 II 22202, S. 43  
(zitiert: *Viney*, JCP G 1994 II 22202, 43, S.)
- Viney, Geneviève Le préjudice écologique  
Responsabilité civile et assurances  
Numéro spécial Mai 1998, S. 6  
(zitiert: *Viney*, Responsabilité civile et assurances Mai 1998  
Numéro spécial, 6, S.)
- Viney, Geneviève Responsabilité civile  
Chronique  
JCP G 2001 I 338  
(zitiert: *Viney*, JCP G 2001 I 338 Nr.)
- Viney, Geneviève  
Jourdain, Patrice Traité de droit civil  
Les conditions de la responsabilité  
Dommage, Causalité, Faute, Fait d'autrui,  
Fait des choses, Troubles de voisinage,  
Accidents de la circulation  
2. Auflage Paris 1998  
(zitiert: *Viney/Jourdain*, Nr.)
- Wagner, Gerhard Öffentlich-rechtliche Genehmigung und zivilrechtliche  
Rechtswidrigkeit  
(Diss. Göttingen 1989)  
Köln 1989  
(zitiert: *Wagner*, S.)

- Walter, Gerhard                      Anmerkung zu BGH, Urteil vom 16. Dezember 1977 – V  
ZR 91/75 (BGHZ 70, 102 = NJW 1978, 419)  
NJW 1978, S. 1158  
(zitiert: *Walter*, NJW 1978, 1158, S.)
- Wassermann, Rudolf                Kommentar zum Bürgerlichen Gesetzbuch  
Reihe Alternativkommentare  
Band 4  
Sachenrecht (§§ 854-1296)  
Neuwied 1983  
(zitiert: *AK/Bearbeiter*, § Rn.)
- WDR (Westdeutscher  
Rundfunk)                            Chemikalie PFT in Flüssen und Trinkwasser  
Verursacher-Firma muss haften  
Arnsberger mit erhöhter PFT-Belastung  
<http://www.wdr.de/studio/siegen/radio/service/pft/pft.jhtml#top>, 2. Dezember 2007  
(zitiert:  
*WDR*,  
<http://www.wdr.de/studio/siegen/radio/service/pft/pft.jhtml#top>, 2. Dezember 2007)
- Wenzel, Joachim                      Der Störer und seine verschuldensunabhängige Haftung im  
Nachbarrecht  
NJW 2005, S. 241  
(zitiert: *Wenzel*, NJW 2005, 241, S.)
- Wiese, Götz Tobias                    Umweltwahrscheinlichkeitshaftung  
(Diss. Hamburg 1996)  
Wiesbaden 1997  
(zitiert: *Wiese*, S.)
- Wilde, Marion                         Verhältnis zwischen Bergrecht und Naturschutzrecht  
DVBl 1998, S. 1321  
(zitiert: *Wilde*, DVBl 1998, 1321, S.)
- Winter, Stephan                      Fondslösungen im Umweltrecht  
Können Fondsmodelle die Lücken im Umwelthaftungsrecht  
schließen?  
Eine Untersuchung aus verfassungs- und  
verwaltungsrechtlicher Sicht  
(Diss. Augsburg 1992)  
Heidelberg 1993  
(zitiert: *Winter*, S.)

Wolfers, Benedikt  
Kaufmann, Marcel

Grüne Gentechnik: Koexistenz und Haftung  
ZUR 2004, S. 321  
(zitiert: *Wolfers/Kaufmann*, ZUR 2004, 321, S.)

Wolfrum, Rüdiger  
Langenfeld, Christine

Umweltschutz durch internationales Haftungsrecht  
Forschungsbericht 201 06 082, neu: 296 18 082  
UBA-FB 98-072 - im Auftrag des  
Umweltbundesamtes  
Berlin 1999  
(zitiert: *Wolfrum/Langenfeld*, S.)

Zöller, Richard

Zivilprozessordnung mit Gerichtsverfassungsgesetz  
und den Einführungsgesetzen, mit Internationalem  
Zivilprozessrecht, EG-Verordnungen,  
Kostenanmerkungen  
26. Auflage Köln 2007  
(zitiert: *Zöller/Bearbeiter*, § Rn.)

Zweigert, Konrad  
Kötz, Hein

Einführung in die Rechtsvergleichung auf  
dem Gebiete des Privatrechts  
3. Auflage Tübingen 1996  
(zitiert: *Zweigert/Kötz*, § S.)